



ANNUAIRE
des DROITS DE L'HOMME
pour 1946

NATIONS UNIES, LAKE SUCCESS, NEW-YORK, 1947

OFFICE NATIONAL
DE LA BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE

Publications des Nation Unies

No de vente: 1948. XIV. 1.

Printed in Canada

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
INTRODUCTION	ix	Constitution de la province d'Entre-Rios du 18 août 1933	35
TEXTES ET ÉTUDES		Constitution de la province de Jujuy du 28 février 1935	37
AFGHANISTAN		Constitution de la province de La Rioja du 31 mai 1933	38
Loi constitutionnelle du Haut Etat d'Afghanistan du 31 octobre 1931 ¹ ..	1	Constitution de la province de Mendoza du 11 février 1916	41
ALBANIE		Constitution de la province de Salta du 10 octobre 1929	43
Constitution de la République populaire d'Albanie du 15 mars 1946 ..	3	Constitution de la province de San-Juan du 10 février 1927	45
ALLEMAGNE		Constitution de la province de San-Luis du 19 octobre 1927	47
L'Accord de Potsdam du 2 août 1945	6	Constitution de la province de Santa-Fé du 24 décembre 1907	49
Loi No 1 du 20 septembre 1945. Abrogation de lois nazies	7	Constitution de la province de Santiago del Estero du 2 juin 1939	50
Loi No 2 du 10 octobre 1945. Dissolution et liquidation des organisations nazies	7	Constitution de la province de Tucuman du 24 juin 1907	52
Proclamation No 3 du 20 octobre 1945. Principes fondamentaux de la réforme judiciaire	8	AUSTRALIE	
Loi No 10 du 20 décembre 1945. Châtiment des personnes coupables de crimes de guerres, de crimes contre la paix et de crimes contre l'humanité	8	La protection des droits de l'homme en Australie, par G. Sawyer	54
ALLEMAGNE (Etats)		Aperçu de la législation du temps de guerre, abrogée en 1946, par G. Sawyer	58
Constitution de l'Etat libre de Bavière du 1er décembre 1946	11	AUTRICHE	
Constitution de l'Etat de Hesse du 1er décembre 1946	16	Note sur la situation constitutionnelle	59
Constitution du Wurtemberg-Bade du 24 novembre 1946	21	BELGIQUE	
ARABIE SAOUDITE		Constitution du Royaume de Belgique du 7 février 1831	60
Constitution du Hedjaz du 29 août 1926	25	Des Belges et de leurs droits, par Daniel Warnotte	61
ARGENTINE		RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE	
Constitution de la nation argentine du 1er mai 1853	26	Constitution du 19 février 1937 ...	65
ARGENTINE (provinces)		BOLIVIE	
Constitution de la province de Buenos-Aires du 23 novembre 1934	28	Constitution de la République de Bolivie du 28 octobre 1938	68
Constitution de la province de Catamarca du 27 juin 1895	30	BRÉSIL	
Constitution de la province de Córdoba du 11 janvier 1883	32	Constitution du 18 septembre 1946 .	73
Constitution de la province de Corrientes du 31 octobre 1913	34	BULGARIE	
		Note sur la situation constitutionnelle	79
		CANADA	
		La constitution canadienne et les droits de l'homme, par F. R. Scott .	80

¹ Nous ne reproduisons que les passages des constitutions qui se rapportent aux droits de l'homme.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
CHILI		Constitution de l'Etat d'Arizona de 1912	142
Constitution politique de la République du Chili du 18 septembre 1925	84	Constitution de l'Etat d'Arkansas de 1874	145
CHINE		Constitution de l'Etat de Californie de 1879	148
Les droits de l'homme en Chine, par Chung-fu Chang	87	Constitution de l'Etat de Caroline du Nord de 1876	154
COLOMBIE		Constitution de l'Etat de Caroline du Sud de 1895	156
Constitution politique de la République de Colombie du 5 août 1886	96	Constitution de l'Etat de Colorado de 1876	157
COSTA-RICA		Constitution de l'Etat de Connecticut de 1818	160
Constitution politique de Costa-Rica du 7 décembre 1871	99	Constitution de l'Etat de Dakota du Nord de 1889	161
CUBA		Constitution de l'Etat de Dakota du Sud de 1889	163
Constitution de la République de Cuba du 5 juillet 1940	103	Constitution de l'Etat de Delaware de 1897	165
Résumé de l'histoire constitutionnelle de Cuba, par A. S. de Bustamante y Montoro	112	Constitution de l'Etat de Floride de 1887	166
DANEMARK		Constitution de l'Etat de Georgie de 1945	168
Constitution du Royaume de Danemark du 5 juin 1915	113	Constitution de l'Etat d'Idaho de 1890	170
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE		Constitution de l'Etat d'Illinois de 1870	172
Constitution de la République Dominicaine du 10 janvier 1942	115	Constitution de l'Etat d'Indiana de 1851	174
EGYPTE		Constitution de l'Etat d'Iowa de 1857	175
Rescrit royal No 42 établissant le régime constitutionnel de l'Etat égyptien du 19 avril 1923	117	Constitution de l'Etat de Kansas de 1861	177
Décret-loi No 117 de 1946 ajoutant certaines dispositions au code pénal	118	Constitution de l'Etat de Kentucky de 1891	178
EIRE		Constitution de l'Etat de Louisiane de 1921	180
Constitution irlandaise du 29 décembre 1937	119	Constitution de l'Etat de Maine de 1820 et 1876	182
EQUATEUR		Constitution de l'Etat de Maryland de 1867	183
Constitution politique de la République de l'Equateur du 31 décembre 1946	122	Constitution de l'Etat de Massachusetts de 1780	186
ESPAGNE		Constitution de l'Etat de Michigan de 1909	190
Code pénal. — Décret du 23 décembre 1944, modifié par la loi du 17 juillet 1946	128		
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE			
Constitution des Etats-Unis d'Amérique de 1789	134		
Les droits de l'homme dans la constitution des Etats-Unis, par Robert E. Cushman	135		
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE (Etats et Territoire de Porto-Rico)			
Constitution de l'Etat d'Alabama de 1901	140		

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Constitution de l'Etat de Minnesota de 1858	191	Constitution de l'Etat de Wyoming de 1890	242
Constitution de l'Etat de Mississippi de 1890	193	Porto-Rico (Territoire de), Loi fédérale du 2 mars 1907 instituant un gouvernement civil dans le territoire de Porto-Rico	244
Constitution de l'Etat de Missouri de 1945	195	Dispositions des constitutions des quarante-huit Etats des Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne l'éducation, par Leila Seigal	246
Constitution de l'Etat de Montana de 1889	198	ETHIOPIE	
Constitution de l'Etat de Nebraska de 1875	201	Constitution du 16 juillet 1931	247
Constitution de l'Etat de Nevada de 1864	203	FINLANDE	
Constitution de l'Etat de New Hampshire de 1784	205	Constitution du 17 juillet 1919	248
Constitution de l'Etat de New Jersey de 1844	208	Décret No 898 du 30 décembre 1946 sur la presse et autres publications ..	249
Constitution de l'Etat de New Mexico de 1912	210	Décret No 899 du 30 décembre 1946 portant restrictions de la liberté individuelle	249
Constitution de l'Etat de New-York de 1938	211	FRANCE	
Constitution de l'Etat d'Ohio de 1851	215	Constitution du 27 octobre 1946 ..	250
Constitution de l'Etat d'Oklahoma de 1907	216	Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789	251
Constitution de l'Etat d'Oregon de 1859	220	Ordonnance No 45-307 du 2 mars 1945 sur l'épuration de la presse ..	252
Constitution de l'Etat de Pennsylvanie de 1874	222	Loi No 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information	253
Constitution de l'Etat de Rhode Island et des Plantations de Providence de 1843	224	Les droits fondamentaux en France depuis la libération, par Ezekiel Gordon	256
Constitution de l'Etat de Tennessee de 1870	225	GRÈCE	
Constitution de l'Etat de Texas de 1876	228	Constitution du Royaume de Grèce du 1er (14) juin 1911	262
Constitution de l'Etat d'Utah de 1896	230	GUATEMALA	
Constitution de l'Etat de Vermont de 1793	233	Constitution de la République de Guatemala du 13 mars 1945	265
Constitution de l'Etat de Virginie de 1902	234	HAÏTI	
Constitution de l'Etat de Virginie de l'Ouest de 1872	236	Constitution de la République d'Haïti du 22 novembre 1946	275
Constitution de l'Etat de Washington de 1889	238	HONDURAS	
Constitution de l'Etat de Wisconsin de 1848	241	Constitution politique du Honduras du 28 mars 1936	277
		HONGRIE	
		Loi I sur la forme de l'Etat en Hongrie, en date du 31 janvier 1946 ..	281
		Loi VII du 22 mars 1946 concernant la défense de l'ordre de l'Etat et de la République par la loi pénale	281

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
INDE		tion ou de saisie contre les partisans ou patriotes à raison de leurs activités au cours de la lutte contre le nazisme et le fascisme	300
Loi de 1935 sur le gouvernement de l'Inde	283		
IRAK		Décret-loi royal No 561 du 31 mai 1946. — Dispositions relatives à la saisie des journaux et autres publi- cations	300
Constitution de l'Irak du 21 mars 1925	284		
Déclaration du Royaume de l'Irak, faite à Bagdad le 30 mai 1932, à l'occasion de l'extinction du régime mandataire en Irak, et contenant les garanties fournies au Conseil par le Gouvernement de l'Irak	285	Décret-loi du Lieutenant général du Royaume No 825 du 22 décembre 1945. — Emploi de la langue alle- mande dans les communes de la province de Bolzano.	301
IRAN		Les droits de l'homme en Italie, par Egidio Reale	301
Loi constitutionnelle sur la constitu- tion de la Madjilesse du 6 août 1906	288	JAPON	
Complément à la loi constitutionnelle du 8 octobre 1907	288	Constitution du Japon du 3 no- vembre 1946	304
Loi sur le travail du 15 juin 1946 ..	289		
ISLANDE		Proclamation définissant les condi- tions de la capitulation japonaise (Proclamation de Potsdam) du 26 juillet 1945	306
Constitution du 17 juin 1944	294	Directives du haut commandement des Puissances alliées du 4 octobre 1945	306
ITALIE		Principes régissant les syndicats japonais, approuvés le 6 décembre 1946 par la Commission d'Extrême- Orient	308
Décret-loi du Lieutenant général du Royaume No 880 du 30 novembre 1945. — Dispositions relatives à la réintégration dans leur service et à la reprise de la carrière des fonction- naires publics persécutés pour des raisons politiques par le régime aboli	295	LIBAN	
Décret-loi du Lieutenant général du Royaume No 201 du 12 avril 1946. — Texte des dispositions prévues pour la punition des délits dont les fascistes se sont rendus coupables et pour la répression de certaines acti- vités fascistes	296	Constitution libanaise du 23 mai 1926	310
Décret-loi du Lieutenant général du Royaume No 393 du 5 mai 1946. — Revendication des biens confis- qués, mis sous séquestre, ou saisis de toute autre façon, qui appartiennent aux personnes persécutées à raison de leur race sous le régime du Gouvernement dit de la républi- que sociale	298	Les textes constitutionnels et les lois organiques relatifs à l'exercice des droits de l'homme et des libertés individuelles dans la République libanaise, par Choucrist Cardahi	310
Rapport et décret présidentiel No 4 du 22 juin 1946. — Amnistie et grâce pour les délits de droit commun, politiques et militaires ...	299	LIBÉRIA	
Décret-loi du chef provisoire de l'Etat No 96 du 6 septembre 1946. — Dispositions interdisant de décer- ner des mandats ou ordres d'arresta-		Constitution du Libéria du 26 juillet 1847	316
		LIECHTENSTEIN	
		Constitution de la Principauté de Liechtenstein du 5 octobre 1921 ...	318
		LUXEMBOURG	
		Constitution du Grand-Duché de Luxembourg du 17 octobre 1868 ..	320
		MEXIQUE	
		Constitution politique des Etats-Unis mexicains du 5 février 1917	322

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans la législation du Mexique, par Alfonso Garcia Robles	336	Décret du 13 juin 1946. — Infrac- tions particulièrement dangereuses au cours de la période de reconstruc- tion nationale	372
MONACO		L'éducation dans la Pologne d'après- guerre, par Aleksander Rudzinski ..	373
Organisation constitutionnelle de la principauté du 5 janvier 1911	338	PORTUGAL	
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE	339	Constitution politique de la Républi- que portugaise du 19 mars 1933 ..	375
NICARAGUA		Décret-loi No 35-043 du 20 octobre 1945	379
Constitution politique du Nicaragua du 22 mars 1939	340	ROUMANIE	
NORVÈGE		Constitution de la Roumanie du 28 mars 1923	383
Constitution du 17 mai 1814	346	Loi No 86 du 7 février 1945 sur le statut des nationalités	386
NOUVELLE-ZÉLANDE		Loi No 630 du 6 août 1945 pour déterminer et sanctionner certaines infractions à la loi sur le statut des nationalités	388
Les droits de l'homme en Nouvelle- Zélande, par R. O. McGechan et A. Eaton Hurley	347	ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	
PANAMA		Les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans le Royaume-Uni, par Sir Cecil Carr	390
Constitution politique de la Républi- que de Panama du 1er mars 1946 ..	351	SALVADOR	
PARAGUAY		Constitution politique de la Républi- que du Salvador du 13 août 1886 ..	395
Constitution de la République du Paraguay du 10 juillet 1940	358	SIAM	
PAYS-BAS		Constitution du 10 décembre 1932 ..	398
Constitution du 30 novembre 1887 ..	360	SUÈDE	
PÉROU		Constitution du 6 juin 1809	399
Constitution politique de la Républi- que du Pérou du 9 avril 1933	362	Les droits de l'homme en Suède, par Gunnar Heckscher	400
Loi sur la presse du 30 novembre 1945	365	SUISSE	
PHILIPPINES		Constitution fédérale de la Fédéra- tion suisse du 29 mai 1874	403
Constitution des Philippines de 1935	366	SUISSE (Cantons)	
Loi No 53 de la République du 5 octobre 1946. — Loi ayant pour objet de dispenser le propriétaire, le directeur ou le rédacteur d'une publi- cation de révéler la source d'informa- tions parues dans cette publication si cette source est confidentielle	367	Constitution du canton d'Appenzell R. E. du 26 avril 1908	406
POLOGNE		Constitution du canton d'Appenzell R. I. du 24 novembre 1872	408
Constitution de la République de Pologne du 17 mars 1921	369	Constitution du canton d'Argovie du 23 avril 1885	408
Décret du Comité polonais de la libération nationale du 31 août 1944. — Peines applicables aux criminels fascistes et hitlériens	372	Constitution du canton de Bâle- Campagne du 4 avril 1892	410
Décret du Comité polonais de la libération nationale du 23 septembre 1944. Code pénal militaire polonais	372	Constitution du canton de Bâle-Ville du 2 décembre 1889	412
		Constitution du canton de Berne du 26 avril 1893	413

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857	414	La législation tchécoslovaque et les droits de l'homme, par Zdenek Peska	438
Constitution du canton de Genève du 24 mai 1847	415	TRANSJORDANIE	
Constitution du canton de Glaris du 22 mai 1887	416	Loi organique de l'Etat de Transjordanie du 16 avril 1928	440
Constitution du canton des Grisons du 2 octobre 1892	417	TURQUIE	
Constitution du canton de Lucerne du 28 février 1875	418	Loi d'organisation fondamentale du 20 avril 1924	441
Constitution du canton de Neuchâtel du 21 novembre 1858	419	Loi sur la constitution des associations du 5 juin 1946	442
Constitution du canton de Saint-Gall du 30 août 1890	420	Loi sur la presse amendée le 20 septembre 1946	443
Constitution du canton de Schaffhouse du 24 mars 1876	422	RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE	
Constitution du canton de Schwyz du 23 octobre 1898	423	Constitution du 30 janvier 1937 ..	445
Constitution du canton de Soleure du 23 octobre 1887	424	UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	
Constitution du canton du Tessin du 23 juin 1830	425	Les droits fondamentaux dans l'URSS. Etude remise par Alexander P. Morozov	448
Constitution du canton de Thurgovie du 28 février 1869	426	Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques socialistes soviétiques du 5 décembre 1936	457
Constitution du canton d'Unterwald-le-Bas des 27 avril 1913 et 11 octobre 1936	427	UNION SUD-AFRICAINE	459
Constitution du canton d'Unterwald-le-Haut du 27 avril 1902	428	URUGUAY	
Constitution du canton d'Uri du 6 mai 1888	429	Constitution de la République orientale d'Uruguay du 18 mai 1934	460
Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907	430	CITÉ DU VATICAN	
Constitution du canton de Vaud du 1er mars 1885	431	Loi de sûreté publique du 7 juin 1929	464
Constitution du canton de Zoug du 18 mars 1894	432	VENEZUELA	
Constitution du canton de Zurich du 18 avril 1869	433	Constitution des Etats-Unis du Venezuela du 20 juillet 1936	465
SYRIE		YUGOSLAVIE	
Constitution de l'Etat de Syrie du 14 mai 1930	435	Constitution de la République fédérative populaire de Yougoslavie du 31 janvier 1946	468
TCHÉCOSLOVAQUIE		Loi du 24 mai 1945 interdisant l'excitation aux haines et aux discordes nationales ou religieuses	471
Charte constitutionnelle de la République tchécoslovaque du 29 février 1920	436	BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	473
		INDEX	475

INTRODUCTION

I

Sur recommandation de la Commission nucléaire des droits de l'homme, le Conseil économique et social a adopté, dans sa seconde session, une résolution demandant au Secrétaire général de prendre toutes dispositions en vue :

"a) De composer et de publier un annuaire des droits et coutumes relatifs aux droits de l'homme et dont la première édition contiendra toutes les déclarations des droits de l'homme en vigueur actuellement dans les divers pays¹ . . ."

La présente édition de l'Annuaire, préparée conformément à cette résolution, contient les dispositions concernant les droits de l'homme en vigueur au 31 décembre 1946 incluses dans les constitutions de tous les pays du monde, ainsi que divers textes législatifs concernant le même sujet.

II

Les droits de l'homme peuvent être garantis par les dispositions constitutionnelles, la législation ordinaire (lois et règlements) et la jurisprudence des tribunaux. L'Annuaire n'a retenu que les dispositions constitutionnelles et la législation ordinaire.

A. Constitutions

Les constitutions édictées à la fin du XVIII^e siècle se proposaient un double but : d'une part, proclamer les droits de l'homme, d'autre part, établir les cadres de l'organisation étatique. La déclaration des droits de l'homme venait d'habitude en tête de la constitution dont la deuxième partie traitait de l'organisation de l'Etat. Les constitutions subséquentes se conformèrent généralement à ce plan, toutefois certaines d'entre elles ne contiennent pas de déclaration des droits, soit que la constitution ne renferme pas de dispositions relatives aux droits de l'homme, soit que ces dispositions se trouvent parmi d'autres dispositions constitutionnelles. Il arrive aussi fréquemment que la déclaration des droits alors même qu'elle existe n'épuise pas le sujet et que des références additionnelles aux droits de l'homme se trouvent dans d'autres parties de la constitution.

Toutes les dispositions d'ordre constitutionnel relatives aux droits de l'homme sont publiées dans le présent Annuaire.

Certains pays, comme le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, n'ont

pas de constitution écrite. Les constitutions d'autres pays, et c'est le cas de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union Sud-Africaine, ne contiennent pas de dispositions générales concernant les droits de l'homme. Dans ces divers pays les droits de l'homme sont garantis par le droit ordinaire, c'est-à-dire par le *common law*, la jurisprudence, les actes du Parlement, les codes, etc.². L'Annuaire contient des exposés, rédigés par des juristes qualifiés, sur l'état du droit et de la coutume en ce qui concerne les droits de l'homme de ces pays.

B. Législation ordinaire

Même dans le cas de pays dont la constitution contient des dispositions relatives à l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est parfois utile de compléter l'étude de ces dispositions par un examen du mécanisme établi en vue de leur application et sanction (lois ordinaires, parfois complétées par des décrets, ordonnances, édits, etc.). Si l'on considère par exemple la liberté de la presse ou la liberté d'association, on constate que l'usage de ces libertés est souvent régi par un ensemble de règles détaillées. De même les tribunaux contribuent eux aussi par leurs décisions à l'élaboration du droit.

Les textes législatifs et réglementaires concernant les droits de l'homme sont si nombreux qu'une sélection devait être faite en vue de leur inclusion dans l'Annuaire. Puisque chaque édition de ce dernier ne se rapporte qu'à une seule année, il eût été normal de n'inclure dans le présent volume que les textes législatifs et réglementaires promulgués en 1946. Toutefois, quelques textes législatifs ordinaires promulgués antérieurement à 1946 ont été ajoutés en ce qui concerne certains pays libérés en 1944 ou 1945 et cela afin de donner une vue exacte de l'évolution récente de leur régime des droits de l'homme.

L'Annuaire contient des exposés et études décrivant et commentant le régime des droits de l'homme de seize pays et indiquant les modifications récentes intervenues dans ce régime. Les exposés remplacent les textes constitutionnels écrits pour les pays qui ne possèdent pas de tels textes, ou dont les constitutions ne mentionnent guère les droits de l'homme. Les études, par contre, se rapportent à certains pays dont les textes constitutionnels écrits s'occupent bien des droits de l'homme. Il y a

¹ *Journal du Conseil économique et social*, 1^{ère} année, No 29, p. 521.

² C'est pour viser le cas de pays qui ne possèdent pas de constitution écrite que le Conseil économique et social a adopté la formule proposée par le délégué du Royaume-Uni, M. Philipps, à savoir : "des droits et coutumes relatifs aux droits de l'homme". (Doc. E/SOC/DC/3, p. 4, 13 juin 1946.)

ainsi, en plus des exposés qui sont au nombre de cinq, huit études qui traitent du régime général des droits de l'homme d'un pays donné, et cinq études consacrées, soit à un aspect particulier de ces droits, soit à l'évolution récente du régime de ceux-ci.

Les exposés ou études concernant l'Australie, la Chine, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont été écrits par des experts désignés par les Gouvernements des pays intéressés, ou par des délégués ou fonctionnaires gouvernementaux. Ceux concernant la Belgique, le Canada, le Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Liban et le Mexique ont été rédigés par des experts choisis par le Secrétariat. Il reste que ces exposés et études expriment les opinions personnelles de leurs auteurs.

III

Dans la préparation de cet Annuaire aucun effort n'a été épargné afin de le rendre aussi complet que le permettaient les moyens à la disposition de la rédaction; au surplus la neutralité et l'objectivité les plus absolues ont été observées. Il est reconnu cependant que la première édition ne représente qu'un essai et la rédaction appelle les critiques et les suggestions que les Etats Membres des Nations Unies, le Conseil économique et social ou la Commission des droits de l'homme jugeraient à propos de faire en vue de son amélioration. On espère toutefois que l'Annuaire constituera un instrument de travail utile pour les Gouvernements, les organisations nationales et internationales, comme aussi pour les institutions qui s'occupent de développer le respect et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Secrétariat désire exprimer sa sincère gratitude à M. le professeur B. Mirkine-Guetzévitch qui a assumé la tâche principale dans la préparation et la rédaction de l'Annuaire et à M. le professeur E. Hamburger qui a partagé avec lui cette tâche.

Il adresse également ses remerciements aux personnalités suivantes qui ont bien voulu fournir des informations, des suggestions, des exposés et des études:

MM. Hussein Ala, ambassadeur d'Iran, Washington, D.C.; Dr Pedro de Alba, directeur en exercice de l'Union panaméricaine, Washington, D.C.; Dr Arturo Alessandri, ancien recteur de l'Université de Santiago de Chili; J. A. C. C. Alexander, Deputy, délégation du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies; Dr Ricardo J. Alfaro, Ministre des Affaires étrangères, chef de la délégation du Panama auprès de l'Organisation

des Nations Unies; Marc Ancel, conseiller à la Cour d'appel de Paris, secrétaire général de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris; Stratis G. Andreades, professeur à l'Université d'Athènes, Grèce; Husyin Ragip Baydur, ambassadeur de Turquie, Washington, D.C., chef de la délégation turque auprès de l'Organisation des Nations Unies; Faruk N. Berkol, second secrétaire, ambassade de Turquie, Washington, D.C.; M. Bolstad, consul général en exercice de Norvège, New-York; Leo Borochovicz, New-York; Hugh Borton, chef de la Division des affaires japonaises, Department of State, Washington, D.C.; Mlle Jeanne Brand, documents officer, délégation des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies; Eyvind Bratt, consul, conseiller de la délégation de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies; Helgi P. Briem, consul général d'Islande, New-York; Mlle Nelly X. Burgos, assistante au bureau d'information de l'ambassade des Philippines, Washington, D.C.; A. S. de Bustamante y Montoro, membre de l'Académie des arts et des lettres et de l'Académie des hautes études juridiques, professeur à l'Université de La Havane, Cuba; Choucri Cardahi, premier président à la Cour de cassation, ancien Ministre de la Justice, professeur à l'Académie de droit international de La Haye, professeur à l'Ecole française de droit de Beyrouth, Liban; Sir Cecil Carr, conseiller du roi, conseiller du Président de la Chambre des Communes, Royaume-Uni, docteur en droit, Université de Cambridge, docteur *honoris causa*, Université de Columbia; René Cassin, Président du Conseil d'Etat, professeur à la Faculté de droit de Paris, Vice-Président de la Commission nucléaire des droits de l'homme des Nations Unies; Dr Chung-fu Chang, conseiller, délégation de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies; John S. Chapin, Division of Central European Affairs, Department of State, Washington, D.C.; Boyan Choukanoff, secrétaire de presse, mission politique de Bulgarie, Washington, D.C.; Raymond Christinger, vice-consul, consulat de Suisse, New-York; Mlle Jacqueline Coblens, B.A., Hunter College, New-York; Dr H. Coreth, secrétaire de la légation d'Autriche, Washington, D.C.; S. Correa da Costa, secrétaire de l'ambassade du Brésil, Washington, D.C.; Dr Robert E. Cushman, professeur de droit constitutionnel, Cornell University, Ithaca, New-York; Mme Helen Miller Davis, Hoboken, New-Jersey, social science research associate, American University de Beyrouth; Mustafa Sukru Day, M.A., Columbia University, New-York; Fernand Dehousse, professeur à l'Université de Liège, Belgique; Sédid Dorcé, directeur des Archives nationales, Port-au-

Prince, Haïti; L. Dupont, chef de la Série législative du Bureau international du Travail, Genève, Suisse; Mlle Esther Edelman, B.A., University of Wisconsin; Jacob Edelman, B.S. en science sociale, C.C.N.Y.; E. Eggenschwiler, docteur en droit, secrétaire au Tribunal fédéral, Lausanne, Suisse; Orhan Eralp, premier secrétaire, ambassade de Turquie, Washington, D. C.; Dr Russell H. Fitzgibbon, professeur, Département de science politique, University of California; Alexander Frick, Chef du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein, Vaduz; Alfonso Garcia Robles, directeur de la Division générale des affaires politiques du Conseil de sécurité des Nations Unies; Edouard Ghorra, consul général du Liban, New-York; Dr José Giral, ancien Président du Gouvernement espagnol républicain, New-York; Emilio Garcia Godoy, ambassadeur de la République Dominicaine, Washington, D.C.; Ezekiel Gordon, ancien professeur à l'Université Fouad Ier et à l'Ecole française de droit du Caire; Dimitrie Gusti, président de l'Académie roumaine, professeur à l'Université de Bucarest, Roumanie; Mme L. de la Haye-Selig, docteur en droit, Bruxelles, Belgique; Dr John Hazard, professeur de droit public, Russian Institute, Columbia University, New-York; Dr Gunnar Heckscher, professeur de droit constitutionnel à l'Université d'Upsal, Suède; John P. Hendrick, Division of International Organization Affairs, Department of State, Washington, D.C.; Ernesto Herrstadt, docteur en droit, avocat, Bogota, Colombie; Eugene Hevesi, membre du Foreign Affairs Department, American Jewish Committee, New-York; John H. Hildring, Secrétaire d'Etat adjoint pour les régions occupées, Washington, D.C.; A. Eaton Hurley, barrister-at-law, Wellington, Nouvelle-Zélande; Dr Cesar Barros Hurtado, avocat, Buenos-Aires, Argentine; White Bey Ibrahim, conseiller à la Cour d'appel mixte, Alexandrie, Egypte; Mlle F. Kalinowska, attachée à l'ambassade de Pologne, Washington, D.C.; Dr Fritz Kaufmann, secrétaire exécutif chargé de l'éducation auprès de Woo Chefee Institute, secrétaire de la Ligue internationale des droits de l'homme, New-York; Dr Ludwig Kleinwaechter, ministre plénipotentiaire, légation d'Autriche, Washington, D.C.; Dilokrit Kridakon, secrétaire, ambassade royale de Siam, Washington, D.C.; Julien Laferrière, professeur à la Faculté de droit de Paris; S. B. Lando, directeur de l'Institut français d'Haïti, Port-au-Prince, Haïti; Dr Oscar Lange, chef de la délégation polonaise auprès de l'Organisation des Nations Unies; Dr Juan Bautista de Laval, ambassadeur du Pérou auprès de l'Union panaméricaine, Washington, D.C.; Jacques Lemoine, Section d'organisation internationale, Bureau

international du Travail, Montréal, Canada; Edmond Lesoir, directeur général honoraire de l'Institut national de statistique de Belgique, secrétaire général de l'Institut international des sciences administratives, membre de l'Institut international de statistique, professeur de documentation et de statistique à l'Institut supérieur de commerce de Bruxelles, Belgique; A. S. Liatis, premier secrétaire, ambassade de Grèce, Washington, D.C.; Sidney Liskofsky, membre du Foreign Affairs Department, American Jewish Committee, New-York; M. Lourens, chargé des travaux de recherches auprès du Bureau d'information des Pays-Bas, New-York; Dr Jan Lowenbach, Ministère de l'Education, Prague, Tchécoslovaquie; R. E. Manning, Section d'organisation internationale, Bureau international du Travail, Montréal, Canada; Mlle Claudia Marck, B.A., Barnard College; Mlle Yvonne Marx, assistante à l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, secrétaire générale adjointe de l'Institut international d'histoire politique et constitutionnelle; Leo Mattes, ancien membre du Conseil économique et social, membre de la délégation de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies; Dr Henry John May, de Gray's Inn, Londres, barrister-at-law, Solicitor à la Cour Suprême du Transvaal, ancien membre du Barreau du Transvaal, Union Sud-Africaine; Rev. John A. Maynard, chargé de cours à la Faculté de droit de l'Ecole libre des hautes études, New-York; R. O. McGeachan, professeur de droit constitutionnel, Victoria University College, Wellington, Nouvelle-Zélande; Dr Alfredo Mendizabal, vicedoyen de la Faculté de droit de l'Ecole libre des hautes études, New-York; Dr R. A. Metall, Section des assurances sociales, Bureau international du Travail, Montréal, Canada; Jaime Miravittles, directeur de l'Office d'information du Gouvernement espagnol républicain, New-York; Alexander P. Morozov, représentant en exercice de l'Union des Républiques soviétiques socialistes auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies; João Carlos Muniz, ambassadeur du Brésil, Washington, D.C.; Sigurd von Numers, conseiller de légation, légation de Finlande, Washington, D.C.; Dr Frédéric A. Ogg, professeur à l'Université de Wisconsin, directeur de l'*American Science Review*, Madison, Wisconsin; Dr Jan Papanek, ministre plénipotentiaire, chef de la délégation tchécoslovaque auprès de l'Organisation des Nations Unies; Z. M. Peixoto, consul, consulat général du Brésil, New-York; Dr Zdenek Peska, professeur à l'Université de Charles, Prague, Tchécoslovaquie; L. N. Ponce, conseiller d'ambassade, ambassade d'Equateur, Washington, D.C.; Luis Quintanilla, ambassadeur du Mexi-

que, Washington, D.C.; Dr Mihail Ralea, ministre, légation de Roumanie, Washington, D.C.; Narciso Ramos, conseiller d'ambassade, ambassade des Philippines, Washington, D.C.; Egidio Reale, docteur en droit, Rome, Italie; Oronzo Reale, avocat, Rome, Italie; Pamfil Riposanu, conseiller de légation, légation de Roumanie, Washington, D.C.; Dr Jacob Robinson, directeur, Institute of Jewish Affairs, New-York; Dr Manuel Rocheta, chargé d'affaires *ad interim*, ambassade de Portugal, Washington, D.C.; Charles E. Rosset, vice-consul, consulat général de Suisse, New-York; Dr Aleksander Rudzinski, membre de la délégation de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies; William F. Russell, doyen, Teachers College, Columbia University, New-York; Geoffrey Sawyer, senior lecturer in law, Université de Melbourne, Australie; F. R. Scott, professeur à la Faculté de droit, McGill University, Montréal, Canada; Simon Segal, directeur adjoint, Foreign Affairs Department, American Jewish Committee, New-York; Mlle Leila Seigal, M.S.S., New School for Social Research, New-York; Behar Shtylla, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie, Tirana; Andrew Sik, attaché culturel, légation de Hongrie, Washington, D.C.; Mlle Hope R. Simon, M.A., Foreign Service Educational Foundation, assistante, Institute of Studies of Comparative Government and Education, Teachers College, Columbia University, New-York; M. L. Skentelbery, second secrétaire, légation d'Eire, Washington, D.C.; Petko Stainov, professeur à la Faculté de droit, Université de Sofia, Bulgarie; Mark Starr, directeur du Bureau d'éducation, International Ladies' Garment Workers Union,

New-York; P. N. Subramanian, Superintendent, Indian liaison officer auprès de l'Organisation des Nations Unies; T. F. Suer, attaché culturel turc, New-York; Dr Ivan Taborsky, conseiller de la délégation tchécoslovaque auprès de l'Organisation des Nations Unies; Valentin Tepliakov, membre pour l'URSS de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies; Mlle Hedwig Wachenheim, senior welfare officer, Interior Division, gouvernement militaire américain en Allemagne; Helge Wamberg, conseiller de légation, légation du Danemark, Paris; Mlle Jessica Ware, Section coloniale, British Information Services, New-York; Daniel Warnotte, directeur général honoraire au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, chef de la documentation de l'Institut Solvay de sociologie, secrétaire général honoraire de l'Institut international des sciences administratives, Bruxelles; Richard S. Winslow, secrétaire général par intérim de la délégation des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies; F. Wirtgen, conseiller de gouvernement, Luxembourg; John Wuorinen, professeur, Department of History, Columbia University, New-York; Mlle Mary Ann Zollner, B.A., New-York; Henry Zoelly, vice-consul, consulat général de Suisse, New-York; Dr Pedro Zuloaga, représentant suppléant du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies; Dr Costi K. Zurayk, ministre, légation de Syrie, Washington, D.C.

Certaines traductions publiées dans cet Annuaire ont été extraites de diverses publications antérieures. Une note indique dans chaque cas la source correspondante.

Lake Success, N.Y.

AFGHANISTAN

LOI CONSTITUTIONNELLE DU HAUT ETAT D'AFGHANISTAN¹

du 31 octobre 1931

PRINCIPES GENERAUX

Art. 1. — La religion de l'Afghanistan est la sainte religion de l'Islam, et son rite officiel et général est le très excellent rite hanafite. Le roi d'Afghanistan doit pratiquer cette religion. Les autres religions, des Indiens et des Hébreux qui se trouvent en Afghanistan, sont protégées à condition qu'elles ne contreviennent pas à l'ordre public et aux coutumes publiques.

DROITS GENERAUX DES SUJETS DE L'AFGHANISTAN

Art. 9. — Tous les individus qui résident dans le royaume d'Afghanistan sont considérés comme des sujets de l'Afghanistan, sans aucune distinction de religion et de rite. La qualité de sujet de l'Afghanistan s'acquiert ou se perd conformément à la loi qui sera faite à ce sujet.

Art. 10. — Tous les sujets de l'Afghanistan sont strictement tenus de respecter tout ce qui concerne la religion et le rite et les lois politiques de l'Etat. Ils jouissent librement de leurs droits légitimes.

Art. 11. — La liberté personnelle est garantie contre toute espèce d'atteinte; nul ne peut être arrêté ou puni en dehors des dispositions de la Chariat et des lois. Toute forme d'esclavage est prohibée de façon absolue en Afghanistan; nul homme ni femme ne peut asservir une autre personne sous la forme de l'esclavage.

Art. 12. — Les sujets afghans sont libres dans les affaires commerciales, industrielles et agricoles, conformément aux lois établies.

Art. 13. — Tous les sujets afghans sont égaux devant la sainte religion et les lois de l'Etat, en ce qui concerne les droits et devoirs du pays.

Art. 14. — Tous les sujets afghans seront admissibles aux emplois, selon leur capacité et leurs mérites, dans les limites des besoins.

Art. 15. — En Afghanistan la propriété et les biens de toute personne sont en sûreté. Si une propriété est nécessaire à l'Etat à raison d'un intérêt public, conformément aux prescriptions de la sainte Chariat et aux lois établies à cet effet, elle pourra être expropriée, moyennant le paiement préalable de sa valeur à son propriétaire.

Art. 16. — L'habitation de tout sujet afghan est inviolable; aucun agent du Gouvernement ni aucune autre personne, en dehors des dispositions de la Chariat et des lois existantes, ne peut pénétrer sans autorisation dans l'habitation de quiconque.

Art. 17. — La confiscation des biens et des propriétés des habitants est interdite, sauf à l'égard des personnes qui résident en dehors du pays et qui agissent ou font des publications contre le Gouvernement de l'Afghanistan.

Art. 18. — La confiscation et la corvée sont interdites; sont exceptés de cette disposition le travail et les services nécessaires en temps de guerre.

Art. 19. — La torture et les autres espèces de tourments sont abolies de façon absolue; nul ne peut être puni en dehors des règles de la sainte Chariat et des lois de l'Etat.

Art. 20. — L'enseignement primaire pour les enfants des sujets afghans est obligatoire.

Art. 21. — En Afghanistan l'enseignement des sciences islamiques est libre. Tout sujet afghan est autorisé à donner l'enseignement des sciences islamiques en public et en privé; au contraire, les étrangers, sauf les personnes engagées pour l'enseignement des sciences, des industries, et des langues étrangères, ne sont pas autorisés à ouvrir et diriger des écoles à l'intérieur du pays d'Afghanistan.

Art. 22. — Toutes les écoles de l'Afghanistan sont soumises au contrôle et à la surveillance du Gouvernement, afin que l'éducation et l'enseignement ne soient pas contraires aux opinions et aux préceptes islamiques, et qu'elles soient conformes aux intérêts scientifiques, artistiques et industriels. Toutefois, les systèmes d'enseignement concernant les croyances et les rites des sujets non musulmans ne seront pas troublés.

Art. 23. — La presse et les nouvelles intérieures non contraires à la religion sont libres, conformément aux lois spéciales sur la presse. La publication des nouvelles est réservée au Gouvernement et aux sujets afghans. La presse et les journaux étrangers qui ne contreviennent pas à la religion et à la politique du Gouvernement afghan peuvent entrer librement en Afghanistan.

Art. 24. — La solution des procès personnels et des autres affaires des sujets appartient aux tribunaux de justice et aux administrations officielles; si les intéressés ne sont pas satisfaits des décisions des administrations que l'affaire concerne, ils peuvent s'adresser

¹ F.-R. Dareste et P. Dareste: *Les constitutions modernes*, Paris, Recueil Sirey, 4ème édition, par Joseph Delpach et Julien Laferrière, 1928-1934, 6 vol., vol. V, p. 501-512.

et demander l'examen de la question aux autorités supérieures, jusqu'aux ministères intéressés et, s'ils n'obtiennent pas satisfaction, au chef du Gouvernement et au roi.

Art. 25. — Les impôts et les recettes établis seront perçus conformément aux lois spéciales.

Art. 26. — Rien ne pourra en dehors des lois d'Etat être perçu de quiconque.

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 109. — L'inviolabilité des lettres est un des droits des habitants; les lettres et les correspondances affranchies remises à la poste ne peuvent être ouvertes dans aucun bureau de poste ni ailleurs, à moins que ce ne soit en vertu de l'autorisation d'un tribunal. De toute façon, elles doivent être remises fermées au destinataire.

ALBANIE

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE¹

du 15 mars 1946

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Chapitre II

STRUCTURE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Art. 5. — Dans la République populaire d'Albanie, les moyens de production sont ou la propriété collective du peuple, entre les mains de l'Etat, ou la propriété des organisations coopératives du peuple, ou la propriété de personnes privées, physiques ou morales.

Sont la propriété collective du peuple tous les minerais et autres richesses souterraines, les eaux, les sources naturelles, les forêts et pâturages, les transports aériens, les services postaux, télégraphiques, téléphoniques et radiotéléphoniques et les banques.

Le commerce extérieur est sous le contrôle de l'Etat.

Art. 6. — Afin de protéger les intérêts vitaux du peuple, d'élever le niveau de vie et d'utiliser toutes les ressources économiques, l'Etat dirige la vie et le développement économiques au moyen d'un plan économique d'ensemble. En s'appuyant sur le secteur étatisé et sur le secteur coopératif de l'économie, l'Etat exerce un contrôle général sur le secteur privé de l'économie.

Dans l'exécution du plan économique d'ensemble, l'Etat s'appuie sur les organisations syndicales d'ouvriers et d'employés, sur les coopératives de paysans et sur les autres organisations des masses ouvrières.

Art. 7. — L'administration et l'usage de la propriété collective du peuple sont réglés par la loi. La propriété collective du peuple est sous la protection spéciale de l'Etat.

Art. 8. — L'Etat porte un intérêt particulier aux organisations coopératives du peuple; il les soutient et les protège.

Art. 9. — Sont garanties la propriété privée et l'initiative privée dans le domaine économique. Le droit d'héritage est garanti pour la propriété privée. Nul ne peut user du droit de propriété privée au détriment de la collectivité.

La propriété privée peut être soumise à des restrictions ou à une expropriation lorsque l'intérêt général le demande, et en vertu d'une loi.

La loi détermine dans quel cas et dans

quelle mesure le propriétaire recevra une indemnité.

Peuvent de même être nationalisées certaines branches de l'économie ou certaines entreprises lorsque l'intérêt général le demande.

Sont interdits les monopoles, les trusts, les cartels et toutes organisations créées pour imposer des prix et monopoliser le marché au détriment de l'économie nationale.

Art. 10. — La terre appartient à ceux qui la cultivent. La loi détermine dans quel cas et dans quelle mesure une personne morale ou une personne physique ne cultivant pas la terre peuvent posséder des terres.

Les grandes propriétés ne peuvent appartenir à des personnes privées, pour quelque raison que ce soit.

La loi fixe l'étendue maximum de terre pouvant constituer une propriété privée.

L'Etat protège et assiste tout spécialement les petits et moyens paysans par sa politique économique, par le crédit agricole et par le régime des impôts.

Art. 11. — Par des mesures économiques et autres, l'Etat aide les masses ouvrières du peuple à s'unir et à s'organiser contre l'exploitation économique.

L'Etat protège les salariés en leur garantissant le droit de s'associer, en limitant les heures de travail et en fixant un salaire minimum. Il les assiste au moyen d'un système d'assurances sociales et il garantit leur droit à un congé annuel payé par l'employeur.

L'Etat protège spécialement les travailleurs non majeurs.

Chapitre III

DES DROITS ET DEVOIRS DES CITOYENS

Art. 12. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Ils ont le devoir d'obéir à la constitution et aux lois.

Il n'est reconnu aucun privilège de naissance, de position, de fortune ou d'éducation.

Art. 13. — Tous les citoyens sont égaux sans distinction de nationalité, de race ou de religion. Tout acte accordant des privilèges et des faveurs à certains citoyens ou limitant leurs droits en raison de la diversité de nationalité, de race ou de religion, est contraire à la constitution et entraîne les peines prévues par la loi. Toute provocation à la haine et aux dissensions entre les nationalités, les races ou les religions est contraire à la constitution et est punie par la loi.

Art. 14. — Tous les citoyens sans distinction

¹ Texte albanais dans Asambleja Kushtetonejese. *Statuti i Republikës Popullore të Shqipërisë*, Tiranë, 1946. Texte français traduit de l'albanais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

de sexe, de nationalité, de race, de croyance, de niveau d'instruction ou de résidence, et ayant dix-huit ans accomplis, sont électeurs et éligibles à tous les organes de l'Etat.

Ces mêmes droits sont reconnus aux citoyens servant dans l'armée.

Les élections se font au suffrage universel, égal, direct et secret.

Sont exclus du vote les personnes que la loi prive du droit de suffrage.

Art. 15. — La femme est l'égale de l'homme dans tous les domaines de la vie privée, politique, économique et sociale.

La femme a droit au même salaire que l'homme pour un travail égal. Elle a les mêmes droits que l'homme en matière d'assurances sociales.

L'Etat protège spécialement les intérêts de la mère et de l'enfant en garantissant à la mère un congé payé avant et après l'accouchement, et en créant des maternités, des crèches et des jardins d'enfants.

Art. 16. — La liberté de conscience et de religion est garantie à tous les citoyens.

L'Eglise est séparée de l'Etat.

Les communautés religieuses sont libres de régler leurs affaires religieuses et de pratiquer leur culte.

Il est interdit d'user de l'Eglise ou de la religion à des fins politiques. Sont interdites également les organisations politiques à base religieuse.

L'Etat peut donner une aide matérielle aux communautés religieuses.

Art. 17. — Le mariage et la famille sont sous la protection de l'Etat. L'Etat détermine par la loi les conditions juridiques du mariage et de la famille.

Le mariage légal ne peut être conclu que devant les organes compétents de l'Etat. Après la célébration du mariage légal les citoyens peuvent également conclure un mariage religieux selon les règles de leur religion.

Les tribunaux de l'Etat sont seuls compétents pour toutes les questions relatives au mariage.

Les parents ont envers leurs enfants nés hors mariage les mêmes devoirs et obligations qu'à l'égard des enfants issus du mariage. Les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits que les enfants issus du mariage.

Art. 18. — La liberté de parole, la liberté de la presse, le droit d'association, le droit de réunion, le droit de rassemblement et le droit de manifestation publique sont garantis à tous les citoyens.

Art. 19. — L'inviolabilité de la personne est garantie à tous les citoyens. Nul ne peut être détenu pendant plus de trois jours sans une décision judiciaire ou l'autorisation d'un procureur de l'Etat.

Nul ne peut être puni pour une infraction sans une décision du tribunal compétent d'après la loi qui fixe la juridiction de la cour et le fait punissable.

Les peines ne peuvent être fixées et prononcées que sur la base de la loi.

Nul ne peut être condamné sans avoir été interrogé et invité à se défendre conformément aux dispositions de la loi, sauf lorsque son absence a été légalement constatée. Les autorités administratives de l'Etat peuvent, dans les limites fixées par la loi, prononcer des peines allant jusqu'à l'emprisonnement, pour des infractions de droit commun.

Nul citoyen ne peut être exilé hors de l'Etat ou interné à l'intérieur de l'Etat si ce n'est dans les cas prévus par la loi.

La République populaire d'Albanie protège les citoyens albanais résidant à l'étranger.

Art. 20. — Le domicile est inviolable.

Nul ne peut entrer dans une maison, ni y faire une perquisition contrairement à la volonté du propriétaire de la maison, sauf s'il détient un mandat établi conformément à la loi.

La perquisition ne peut avoir lieu qu'en présence de deux témoins. Le propriétaire de la maison a également le droit d'y assister.

Art. 21. — Le secret de la correspondance et des communications est inviolable sauf en cas d'enquête judiciaire, de mobilisation ou d'état de guerre.

Art. 22. — Dans la République populaire d'Albanie le travail est un honneur et un devoir.

Tout citoyen a le droit d'être rémunéré selon son travail et ses aptitudes, et de recevoir de la société autant qu'il lui donne.

Art. 23. — Dans les conditions fixées par la loi, tous les citoyens ont un droit égal à accéder aux fonctions publiques.

Les citoyens investis d'une fonction publique ou élus à un emploi public ont le devoir de s'acquitter en conscience de leur mission.

Art. 24. — L'Etat a le devoir d'assurer aux invalides de guerre une existence convenable et d'assumer les frais de leur réadaptation au travail. L'Etat s'occupe spécialement des enfants des combattants morts au champ d'honneur et des autres victimes de la guerre.

Art. 25. — L'Etat veille à la santé du peuple en organisant et en contrôlant un service de santé, des hôpitaux et des sanatoriums.

Art. 26. — L'Etat veille à l'éducation physique du peuple, particulièrement de la jeunesse, afin d'améliorer la santé du peuple et de le rendre plus apte au travail et à la défense de l'Etat.

Art. 27. — La liberté du travail scientifique et artistique est garantie. L'Etat protège les

sciences et les arts afin de développer la culture et le bien-être du peuple.

Les droits de l'auteur sont protégés par la loi.

Art. 28. — Afin d'élever le niveau culturel de l'ensemble du peuple, l'Etat garantit à toutes les couches de la population la possibilité de fréquenter les écoles et autres institutions culturelles.

L'Etat veille spécialement à l'éducation des enfants.

Les enfants en bas âge sont sous la protection de la loi.

Les écoles dépendent de l'Etat. Une école privée ne peut être ouverte qu'en vertu d'une loi. Les écoles privées fonctionnent sous le contrôle de l'Etat.

L'enseignement élémentaire est obligatoire et gratuit.

L'école est séparée de l'Eglise.

Art. 29. — Les citoyens ont le droit d'adresser des pétitions et des plaintes aux pouvoirs publics.

Les citoyens ont le droit de porter plainte contre toute décision irrégulière ou illégale prise par les organes administratifs de l'Etat ainsi que contre tout abus de pouvoir commis par un fonctionnaire.

Art. 30. — Tout citoyen a le droit de porter plainte devant les tribunaux compétents contre les abus commis par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 31. — Dans les conditions fixées par la loi, les citoyens ont le droit de réclamer de l'Etat ou de ses fonctionnaires une indemnité

pour les dommages subis par suite d'un acte illégal ou irrégulier commis par un fonctionnaire.

Art. 32. — La défense de la patrie est le plus sacré des devoirs et le plus grand des honneurs pour tous les citoyens.

Trahir le peuple constitue le plus grand des crimes.

Le service militaire est obligatoire pour tous les citoyens.

Art. 33. — Tous les citoyens ont le devoir de payer l'impôt en proportion de leurs facultés contributives.

Les contributions publiques et l'exemption d'impôts sont fixées par la loi.

Art. 34. — Les citoyens ne peuvent utiliser les droits que leur accorde la présente constitution pour modifier le régime constitutionnel de la République populaire d'Albanie dans un sens anti-démocratique.

Toute action dans ce sens est considérée comme illégale et sera punie conformément à la loi.

Art. 35. — Dans la République populaire d'Albanie, les minorités nationales jouissent de tous les droits; elles ont droit à la protection de leur développement culturel et au libre usage de leur langue.

Art. 36. — La République populaire d'Albanie accorde le droit d'asile sur son territoire aux citoyens étrangers persécutés pour leur activité en faveur de la démocratie, de la lutte de libération nationale, des droits de la population laborieuse ou en faveur de la liberté du travail scientifique et culturel.

ALLEMAGNE

L'ACCORD DE POTSDAM¹

du 2 août 1945

(Extraits)

A. PRINCIPES POLITIQUES

1. En application de l'accord sur l'Organisation du contrôle en Allemagne, l'autorité suprême en Allemagne est exercée, sur instructions de leurs Gouvernements respectifs, par les commandants en chef des forces armées des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et de la République française, chacun dans sa propre zone d'occupation, et aussi, conjointement, en toute matière affectant l'Allemagne dans son ensemble, en leur qualité de membres du Conseil de contrôle.

2. Dans la mesure des possibilités pratiques, il y aura uniformité de traitement de la population allemande dans toute l'Allemagne.

3. Les raisons de l'occupation de l'Allemagne, dont s'inspirera le Conseil de contrôle, sont :

i) Le complet désarmement et la complète démilitarisation de l'Allemagne ainsi que l'élimination ou le contrôle de toutes les industries allemandes qui pourraient servir à la production militaire.

A ces fins :

a) Toutes les forces terrestres, navales et aériennes allemandes, les SS., SA., SD., ainsi que la Gestapo, avec toutes leurs organisations, leurs états-majors et leurs institutions, y compris l'état-major général, le corps des officiers, le corps de réserve, les écoles militaires, les associations d'anciens combattants, et toutes les autres organisations militaires ou paramilitaires, de même que tous les clubs ou associations qui contribuent à maintenir vivante la tradition militaire en Allemagne, seront complètement et définitivement abolis, de manière à prévenir de façon permanente la résurrection ou la réorganisation du militarisme allemand et du nazisme ;

b) Toutes les armes, munitions et matériel de guerre et tous les moyens spécialisés en vue de leur production, ainsi qu'en vue de celle des avions de toutes sortes, seront interdits.

ii) Convaincre le peuple allemand qu'il a subi une défaite militaire totale et qu'il ne peut pas échapper à la responsabilité des malheurs qu'il a attirés sur lui-même, étant donné que ses méthodes de guerre implacables et que la résistance fanatique des nazis ont détruit

l'économie allemande et rendu inévitables le chaos et la souffrance.

iii) Détruire le parti national-socialiste et les organisations qui lui sont affiliées ou qui sont sous son contrôle, dissoudre toutes les institutions nazies, s'assurer qu'elles ne revivent sous aucune forme et prévenir toute activité ou propagande nazie ou militariste.

iv) Préparer la construction éventuelle d'une vie politique allemande sur une base démocratique et une coopération pacifique éventuelle de l'Allemagne à la vie internationale.

4. Toutes les lois nazies qui constituaient la base du régime hitlérien ou qui établissaient des discriminations, en se fondant sur des motifs de race, de croyance ou d'opinions politiques, seront abolies. Aucune discrimination de cet ordre, qu'elle soit légale, administrative ou autre, ne sera tolérée.

5. Les criminels de guerre et les individus qui ont pris part aux plans ou à l'exécution des entreprises nazies qui ont entraîné ou provoqué des atrocités ou des crimes de guerre, seront arrêtés et traduits en jugement. Les chefs nazis, les adhérents influents du parti, et les hauts dignitaires des organisations et des institutions nazies, de même que toutes autres personnes dangereuses pour l'occupation alliée ou les buts qu'elle se propose, seront arrêtés et internés.

6. Tous les membres du parti nazi qui ont participé à son activité autrement que par leur adhésion nominale et toutes les autres personnes hostiles aux desseins alliés seront exclus des fonctions publiques ou semi-publiques et de toutes les situations qui impliquent une certaine responsabilité dans les entreprises privées importantes. Ces individus seront remplacés par des personnes qui, par leurs qualités politiques et morales, sont jugées capables d'aider au développement de véritables institutions démocratiques en Allemagne.

7. L'éducation allemande sera contrôlée de manière à éliminer complètement les doctrines nazies et militaristes et à rendre possible un développement heureux des idées démocratiques.

8. Le système judiciaire sera réorganisé conformément aux principes de la démocratie, de la légalité et de l'égalité des droits pour tous les citoyens, sans distinction de race, de nationalité ou de religion.

9. L'administration des affaires intérieures allemandes devra être orientée vers la décen-

¹ Journal officiel du Conseil de contrôle en Allemagne. Supplément No 1, Berlin, Secrétariat allié, 1946, p. 14-15.

tralisation de la structure politique et le développement de la responsabilité locale.

A cette fin :

i) L'autonomie locale sera rétablie sur tout le territoire allemand selon des principes démocratiques, et particulièrement au moyen de conseils élus, et ceci aussi rapidement que le permettront la sécurité militaire et les buts poursuivis par l'occupation militaire.

ii) Tous les partis politiques démocratiques seront autorisés et encouragés dans toute l'Allemagne et auront le droit de se réunir et de discuter en public.

iii) Les principes représentatifs et électifs seront introduits dans l'administration régionale, provinciale et d'Etat aussi rapidement que

le justifiera l'application heureuse de ces principes dans l'autonomie locale.

iv) Pour l'instant, aucun Gouvernement central allemand ne sera établi. Cependant, certains Ministères essentiels ayant à leur tête des Secrétaires d'Etat seront institués, en particulier en ce qui concerne les finances, les transports, les communications, le commerce extérieur et l'industrie. Ces Ministères agiront d'après les directives du Conseil de contrôle.

10. Sous réserve de la nécessité de maintenir la sécurité militaire, la liberté de parole, de presse et de religion sera autorisée, et les institutions religieuses seront respectées. Sous réserve également du maintien de la sécurité militaire, la formation de syndicats libres sera permise.

LOI No 1^a

du 20 septembre 1945

ABROGATION DE LOIS NAZIES

Article I

1. Les lois de caractère politique ou discriminatoire dont l'énumération suit, sur lesquelles le régime nazi reposait, sont, par la présente, formellement abrogées, ainsi que toutes les lois, ordonnances et décrets additionnels et explicatifs.

(Suit une liste de vingt-cinq lois, ordonnances et décrets.)

2. L'abrogation des lois susmentionnées ne remet en vigueur aucune loi promulguée après le 30 janvier 1933 et abrogée par les présentes.

Article II

Aucun acte législatif allemand, quelles

¹ *Journal officiel du Conseil de contrôle en Allemagne*, Berlin, Secrétariat allié, No 1, 29 octobre 1945, p. 6-8.

LOI No 2^a

du 10 octobre 1945

DISSOLUTION ET LIQUIDATION DES ORGANISATIONS NAZIES

Article I

1. Le parti national-socialiste allemand, ses formations, les associations y affiliées et les organismes qui en dépendent, y compris les organisations paramilitaires et toutes les autres institutions nazies établies par le parti comme instrument de domination, sont abolis et déclarés illégaux par la présente loi.

2. Les organisations nazies dont la liste est donnée dans l'appendice ci-joint ou celles qui

¹ *Journal officiel du Conseil de contrôle en Allemagne*, Berlin, Secrétariat allié, No 1, 29 octobre 1945, p. 19-20.

qu'aient été les modalités et la date de sa promulgation, ne sera appliqué par voie de justice ou administrativement dans aucun cas où une telle application créerait une injustice ou une inégalité soit a) en favorisant une personne quelconque en raison de ses rapports avec le parti nazi, ses formations, ses associations affiliées ou les organisations sous son contrôle, soit b) en faisant une discrimination au préjudice d'une personne quelconque en raison de sa race, de sa nationalité, de ses convictions religieuses ou de son opposition au parti nazi ou aux doctrines de celui-ci.

Article III

Toute personne appliquant ou essayant d'appliquer une loi abrogée par les présentes sera passible de poursuites pénales.

pourront leur être ajoutées sont expressément dissoutes.

3. La reconstitution de l'une quelconque des organisations citées ici, soit sous le même nom, soit sous un nom différent, est interdite.

Article II

Tous les biens meubles et immeubles, les fonds, les comptes, les archives et tous les autres biens des organisations dissoutes par la présente loi sont confisqués. La confiscation est effectuée par le commandement militaire, les directives générales relatives à l'attribution des biens confisqués sont données par le Conseil de contrôle.

Article III

Tant que les biens mentionnés restent effectivement sous le contrôle des commandements

militaires, tous les officiers et autres membres du personnel, y compris les fonctionnaires administratifs et toutes autres personnes responsables de ces biens, sont tenus de prendre sous leur responsabilité personnelle toute mesure nécessaire afin de conserver intacts ces biens

et d'exécuter les ordres des commandements militaires concernant lesdits biens.

Article IV

Toute personne reconnue coupable d'une infraction à l'une quelconque des dispositions de cette loi sera passible de poursuites pénales.

PROCLAMATION No 3¹

du 20 octobre 1945

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA REFORME JUDICIAIRE

Grâce à l'élimination de la tyrannie hitlérienne par les Puissances alliées, le système terroriste des tribunaux nazis a été aboli. Il y a lieu d'établir un nouveau système judiciaire démocratique, fondé sur les conquêtes de la démocratie, de la civilisation et de la justice. En conséquence, le Conseil de contrôle proclame les principes fondamentaux suivants, pour la réforme judiciaire, qui devront être appliqués dans l'Allemagne tout entière.

I. EGALITÉ DEVANT LA LOI

Tous sont égaux devant la loi. Personne, quelle que soit sa race, sa nationalité ou sa religion ne sera privé de ses droits légaux.

II. GARANTIES DES DROITS DE L'ACCUSÉ

1. Il ne peut être porté atteinte à la vie, à la liberté ou à la propriété, sans une procédure conforme à la loi.

2. La responsabilité pénale ne peut être recherchée que pour des faits délictueux prévus par le droit.

3. Il est interdit à toute juridiction de relever une infraction quelconque "par analogie" ou par le "sain instinct populaire", contrairement à ce qui était prévu dans le code pénal allemand.

4. Dans toute poursuite pénale, le prévenu jouira des garanties reconnues par le droit

démocratique. Notamment, il aura droit à un jugement rapide et public. Il sera informé de la nature et des causes de l'accusation. Il devra être confronté avec les témoins à décharge. Enfin il aura droit à l'assistance d'un avocat. Des peines excessives, inhumaines ou non prévues par loi ne pourront être infligées.

5. Les sentences prononcées contre des personnes condamnées sous le régime hitlérien, pour des raisons politiques, raciales ou religieuses, doivent être annulées.

III. ABOLITION DES TRIBUNAUX D'EXCEPTION HITLÉRIENS

Le tribunal du peuple, les tribunaux du parti national-socialiste ouvrier allemand et les tribunaux d'exception seront abolis et leur rétablissement interdit.

IV. INDÉPENDANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE

1. Les juges sont, dans l'exercice de leurs fonctions, indépendants de tout contrôle du pouvoir exécutif et ne doivent obéissance qu'à la loi.

2. L'accès aux fonctions judiciaires sera ouvert à tous ceux qui acceptent les principes démocratiques, sans distinction de race, d'origine sociale ou de religion. L'avancement des juges sera fondé uniquement sur leur mérite et leurs qualités professionnelles.

V. CONCLUSION

En accord avec les principes de la présente proclamation un système de tribunaux allemands de droit commun rendra désormais la justice en Allemagne.

LOI No 10¹

du 20 décembre 1945

CHATIMENT DES PERSONNES COUPABLES DE CRIMES DE GUERRE, DE CRIMES CONTRE LA PAIX ET DE CRIMES CONTRE L'HUMANITE

En vue de mettre à exécution les disposi-

¹ *Journal officiel du Conseil de contrôle en Allemagne*, No 3, 31 janv. p. 50-54 et (*ibid.*, No 11, 31 oct. 1946, p. 184-211) directive No 38 du Conseil de contrôle.

tions de la Déclaration de Moscou, en date du 30 octobre 1943, de l'Accord de Londres du 8 août 1945 et de la charte qui l'a suivi et en vue de créer en Allemagne une base juridique uniforme pour les poursuites judiciaires contre les criminels de guerre et délinquants analogues, autres que ceux qui seront jugés par un tribunal militaire international, le Conseil de contrôle édicte ce qui suit:

Article I

La Déclaration de Moscou du 30 octobre 1943, concernant "les responsabilités de l'hitlérisme dans les atrocités commises" et l'Accord de Londres du 8 août 1945, "concernant la poursuite et le châtement des principaux criminels de guerre de l'Axe européen", deviennent partie intégrante de la présente loi. L'adhésion aux dispositions de l'Accord de Londres par l'une quelconque des Nations Unies, conformément à l'article 5 dudit Accord, ne donne pas à cette nation le droit de participer au fonctionnement de cette loi ou d'intervenir dans son fonctionnement dans la région où s'exerce l'autorité du Conseil de contrôle en Allemagne.

Article II

1. Est considéré comme crime chacun des actes ci-après énumérés :

a) Crimes contre la paix. — Déclenchement d'invasions d'autres pays et de guerres d'agression, en violation du droit et des traités internationaux, y compris, mais sans que cette énumération soit limitative, l'élaboration, la préparation, le déclenchement ou la conduite d'une guerre violant les traités, accords ou assurances internationaux, la participation à un plan commun ou à une entente délictueuse en vue de l'accomplissement de l'un quelconque des actes susmentionnés.

b) Crimes de guerre. — Atrocités ou délits commis contre des personnes ou des biens, qui constituent des infractions aux lois ou aux coutumes de la guerre, y compris, mais sans que cette énumération ait un caractère limitatif, l'assassinat, les sévices ou la déportation, aux fins de travail forcé ou pour toutes autres fins, à l'égard de la population civile d'un territoire occupé, les mauvais traitements infligés, soit à des prisonniers de guerre, soit au personnel embarqué, ou leur meurtre, l'assassinat d'otages, le pillage de biens publics ou privés, la destruction sans raison de villes ou villages, ou les dévastations que ne justifient pas les nécessités militaires.

c) Crimes contre l'humanité. — Atrocités et délits comprenant, sans que cette énumération soit limitative, l'assassinat, l'extermination, l'asservissement, la déportation, l'emprisonnement, la torture, le viol ou tous autres actes inhumains, commis contre la population civile, et les persécutions pour des motifs d'ordre politique, racial ou religieux, que lesdits crimes aient constitué ou non une violation de la loi nationale du pays où ils ont été perpétrés.

d) Affiliation à certaines catégories d'un groupe criminel ou d'une organisation déclarée

criminelle par le Tribunal militaire international.

2. Toute personne, quelle que soit sa nationalité ou la qualité en laquelle elle a agi, est considérée comme ayant commis un des crimes énumérés au paragraphe 1 du présent article, si elle :

a) A été auteur ;

b) A été complice dans l'exécution d'un de ces crimes, l'a ordonné ou favorisé ;

c) Y a consenti ;

d) A participé à des plans ou à des entreprises concernant l'exécution de ce crime ;

e) A été membre de toute organisation ou de tout groupe impliqué dans l'accomplissement de tels crimes ;

f) A occupé, en ce qui concerne les crimes visés au paragraphe 1a), une haute situation politique, civile ou militaire (y compris dans le grand état-major) en Allemagne ou dans le pays de l'un de ses alliés co-belligérants ou satellites, ou un poste important dans la vie financière, industrielle ou économique de l'un de ces pays.

3. Toute personne reconnue coupable d'un des crimes précités peut, après avoir été reconnue coupable, être frappée de la peine que le Tribunal estimera juste. Ce châtement peut comprendre une ou plusieurs des formes suivantes :

a) Mort ;

b) Emprisonnement à perpétuité ou pour une durée déterminée, avec ou sans travaux forcés ;

c) Amende et emprisonnement avec ou sans travaux forcés, en cas de non-paiement de l'amende ;

d) Confiscation des biens ;

e) Restitution des biens mal acquis ;

f) Privation de certains ou de tous les droits civiques.

Tous les biens confisqués ou dont la restitution est prescrite par le Tribunal seront remis au Conseil de contrôle pour l'Allemagne qui en réglera l'attribution.

4. a) La position officielle d'une personne quelconque, soit comme chef d'Etat, soit comme haut fonctionnaire d'un Ministère de l'Etat, ne la dégage pas de la responsabilité d'un crime et ne lui donne pas droit aux circonstances atténuantes.

b) Le fait qu'une personne ait agi conformément aux ordres de son Gouvernement ou d'un supérieur ne la dégage pas de la responsabilité d'un crime mais peut être considéré comme une circonstance atténuante.

5. Dans aucun procès ou aucune poursuite pour un des crimes précités, l'accusé n'aura le droit d'invoquer le bénéfice d'une prescription accomplie durant la période du 30 janvier 1933 au 1er juillet 1945. De même, il ne sera pas admis que fasse obstacle, tant au procès qu'à la peine, une immunité, grâce ou amnistie accordée sous le régime nazi.

Article III

1. Chaque autorité d'occupation, à l'intérieur de sa zone:

a) Pourra donner l'ordre d'arrêter les personnes soupçonnées d'avoir commis un crime, y compris les personnes accusées d'un crime par l'une des Nations Unies, ou prendra sous son contrôle les biens mobiliers et immobiliers possédés ou contrôlés par lesdites personnes, en attendant qu'une décision soit prise quant à leur affectation définitive;

b) Fera connaître au Directoire juridique les noms de tous les individus soupçonnés de crimes, le motif et le lieu de la détention, s'ils sont détenus, et le nom et l'adresse des témoins;

c) Prendra les mesures appropriées pour que puissent être produits les témoignages et les preuves;

d) Aura le droit de faire comparaître devant un tribunal compétent toutes les personnes ainsi arrêtées et accusées et qui n'auront été ni remises à une autre autorité, comme il est stipulé dans la présente loi, ni relâchées. En

cas de crimes commis par des nationaux ou ressortissants allemands contre d'autres nationaux ou ressortissants allemands ou personnes sans nationalité, la juridiction compétente pourra être une juridiction allemande, autorisée par les autorités d'occupation.

2. Le tribunal par lequel seront jugées les personnes accusées des infractions prévues par la présente loi sera désigné par chaque commandant de zone, qui fixera également la procédure à suivre. Aucune disposition de la présente loi n'entravera ni ne limitera la juridiction ou les pouvoirs de toute cour ou de tout tribunal existant actuellement ou qui sera établi par la suite, dans l'une quelconque des zones, par le commandant de cette zone, ou du Tribunal international militaire établi par les Accords de Londres du 8 août 1945.

3. Les individus cités à comparaître par devant un tribunal militaire international ne seront pas jugés sans l'assentiment du Comité des procureurs principaux. Chaque commandant de zone livrera à ce Comité, sur requête, les individus qui se trouvent dans sa zone et mettra à sa disposition les témoins et les preuves...

Articles IV et V

(Traitent de la procédure concernant les personnes accusées d'avoir commis un des crimes prévus par l'article II dans un pays autre que l'Allemagne ou dans une autre zone: demandes de remise, remises, etc.)

ALLEMAGNE (Etats)

CONSTITUTION DE L'ETAT LIBRE DE BAVIERE¹

du 1er décembre 1946

PREAMBULE

Considérant l'accumulation de ruines en face desquelles un ordre politique et social sans Dieu, sans conscience et sans respect de la dignité humaine a placé les survivants de la deuxième guerre mondiale;

Fermement résolu à assurer d'une façon durable aux générations allemandes futures les bienfaits de la paix, de la clémence et du droit,

Le peuple bavarois, conscient de son passé historique plus que millénaire, se donne la constitution démocratique suivante:

CHAPITRE I

ORGANISATION ET ROLE DE L'ETAT

Section 1

FONDEMENTS DE L'ÉTAT BAVAROIS

Art. 7. — La citoyenneté appartient sans distinction de naissance, de race, de sexe, de croyance et de profession, à tout ressortissant qui a vingt et un ans accomplis. . .

Section 2

LA DIÈTE

Art. 15. — 1. Aucun groupe d'électeurs dont les membres ou les partisans visent à supprimer les libertés civiles ou à employer la force contre le peuple, l'Etat ou la constitution, ne peut prendre part à une élection ou à un referendum.

2. Il appartient à la Cour constitutionnelle de Bavière de décider, sur la requête du Gouvernement bavarois ou de l'un des partis politiques représentés à la Diète, si cette situation existe ou non.

Section 4

LE GOUVERNEMENT

Art. 48. — 1. Lorsque la sécurité et l'ordre publics sont gravement menacés, le Gouvernement peut commencer par décréter, pour la durée d'une semaine, la suppression partielle ou totale des droits fondamentaux suivants: liberté d'exprimer son opinion en public (art. 110), liberté de la presse, secret de la correspondance privée et des communications postales, télégraphiques et téléphoniques (art. 112) et liberté de réunion (art. 113).

¹ Texte allemand dans: Office of Military Government for Germany (U.S.): *Constitutions of Bavaria, Hesse and Wuertemberg - Baden*, 15 February 1947, p. 6-31. Texte français traduit de l'allemand par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

2. Il doit en même temps convoquer la Diète et l'informer en toute urgence des mesures qu'il a prises, et, si la Diète en fait la demande, procéder à la révocation totale ou partielle de ces mesures. Si leur maintien est confirmé par la Diète à la majorité requise, ces mesures seront prorogées pour un délai d'un mois.

3. Contre l'édition de ces mesures, il est possible de déposer plainte auprès du Tribunal constitutionnel de la Bavière, qui devra, dans un délai d'une semaine, prendre au moins une décision provisoire.

Section 8

LA JUSTICE

Art. 86. — 1. Les tribunaux d'exception sont interdits; personne ne peut être soustrait à la juridiction dont il relève.

2. Les tribunaux de compétence spéciale ne peuvent être établis qu'en vertu de dispositions légales.

CHAPITRE II

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX

Art. 98. — Aucune limitation ne peut, en principe, être apportée aux droits fondamentaux garantis par la constitution. La loi ne peut introduire de limitation à ces droits que si la sécurité, la moralité, la santé et la prospérité publiques l'exigent impérieusement. Les autres limitations ne sont possibles que dans les circonstances prévues à l'article 48. Le Tribunal constitutionnel doit déclarer nuls et non avenus les lois et les décrets qui, contrairement à la constitution, limitent un droit fondamental.

Art. 99. — La constitution est destinée à assurer la protection de tous les habitants et à contribuer à leur bien-être à la fois sur le plan matériel et sur le plan moral. Ils sont à l'abri des attaques extérieures grâce au droit international; à l'intérieur, ils sont protégés par les lois, les tribunaux et la police.

Art. 100. — La dignité de la personne humaine doit être respectée par la législation, par l'administration et par la justice.

Art. 101. — Chacun est libre, dans le cadre de la loi et de la moralité, de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui.

Art. 102. — 1. La liberté de l'individu est inviolable.

2. Toute personne arrêtée par les pouvoirs publics doit comparaître, au plus tard le lendemain de son arrestation, devant le juge com-

pétent. Ce dernier doit lui faire savoir de quelle autorité émane l'ordre d'arrestation, lui en communiquer les motifs et lui permettre d'élever des objections contre cette mesure. Il doit alors, soit lancer un mandat d'arrêt contre le détenu, soit le remettre immédiatement en liberté.

Art. 103. — 1. Le droit de propriété et le droit d'héritage sont garantis.

2. Le régime de la propriété et son usage doivent servir au bien de la communauté.

Art. 104. — 1. Un acte n'est punissable que s'il constitue une infraction aux termes d'une loi édictée antérieurement à l'accomplissement de cet acte.

2. Personne ne peut être condamné plus d'une fois pour le même acte.

Art. 105. — Les étrangers qui, en violation des droits fondamentaux définis par la présente constitution, sont l'objet de poursuites à l'étranger et ont cherché refuge en Bavière, ne peuvent être ni extradés ni expulsés.

Art. 106. — 1. Tout habitant de la Bavière a droit à une demeure décente.

2. Il est du devoir de l'Etat et des communes d'encourager la construction d'habitations à bon marché pour le peuple.

3. Le domicile est pour chacun un asile inviolable.

Art. 107. — 1. La liberté de culte et de conscience est garantie.

2. La religion peut être pratiquée librement sous la protection de l'Etat.

3. La jouissance des droits civiques et politiques ne peut dépendre de l'appartenance à une confession religieuse, ni subir de limitations de ce fait. L'accomplissement des devoirs de citoyens ne doit pas non plus en être affecté.

4. L'accès aux fonctions publiques ne peut dépendre de l'appartenance à une confession religieuse.

5. Nul n'est tenu de révéler ses convictions religieuses. Les pouvoirs publics n'ont le droit de s'informer de l'appartenance à une communauté religieuse que dans la mesure où des droits et des devoirs en découlent, ou si un recensement statistique prévu par la loi l'exige.

6. Nul ne peut être contraint d'accomplir un acte religieux, de participer à des fêtes et à des exercices religieux, ou de prêter un serment religieux.

Art. 108. — La pratique des arts et des sciences est libre, ainsi que leur enseignement.

Art. 109. — 1. Tous les habitants de la Bavière jouissent d'une liberté de mouvement pleine et entière. Ils ont le droit de résider et d'élire domicile là où ils le désirent, d'acquiescer des biens immobiliers et d'exercer l'activité professionnelle de leur choix.

2. Tous les habitants de la Bavière ont le droit d'émigrer à l'étranger.

Art. 110. — 1. Tout habitant de la Bavière a le droit d'exprimer librement ses opinions par la parole ou par l'écrit, par la voie de l'impression ou de l'image, ou par quelque autre moyen. Aucun contrat de travail ou de service ne peut l'empêcher d'exercer ce droit et personne ne peut lui faire subir de préjudice de ce fait.

2. L'Etat et les communes sont chargés d'assurer l'hygiène publique en luttant contre toutes les causes de malpropreté.

Art. 111. — 1. La presse a pour tâche, au nom de l'idéal démocratique, de livrer des informations dignes de foi sur les événements, les personnes, l'Etat et les institutions de la vie publique.

2. La censure préalable est interdite. Contre des mesures de police qui portent atteinte à la liberté de presse, on peut exiger une décision des tribunaux.

Art. 112. — 1. Le secret de la correspondance et des communications postales, télégraphiques et téléphoniques est inviolable.

2. Aucune restriction ne pourra être apportée à l'écoute des émissions radiophoniques ni à la libre circulation des imprimés.

Art. 113. — Tous les habitants de la Bavière ont le droit, sans déclaration ni autorisation spéciale, de se réunir pacifiquement et sans armes.

Art. 114. — 1. Tous les habitants de la Bavière ont le droit de créer des associations et des sociétés.

2. Les associations et les sociétés qui poursuivent des buts ou emploient des moyens contraires au droit et aux bonnes mœurs, et celles qui visent à détruire les libertés des citoyens ou à utiliser la violence contre le peuple, l'Etat ou la constitution, peuvent être interdites.

3. Toute association peut acquiescer la personnalité juridique conformément aux dispositions du droit civil.

Art. 115. — Tous les habitants de la Bavière ont le droit d'adresser par écrit des requêtes ou des plaintes aux autorités compétentes ou à la Diète.

Art. 116. — Tous les ressortissants bavares, sans distinction, ont accès aux fonctions publiques selon leurs aptitudes et les preuves qu'ils ont données de leurs capacités.

Art. 117. — Pour que chacun jouisse sans entrave de la liberté, tous les citoyens doivent accomplir fidèlement leur devoir à l'égard du peuple et de la constitution, de l'Etat et des lois. Tous doivent respecter et observer la constitution et les lois, prendre intérêt aux affaires publiques et déployer leurs activités physiques et intellectuelles dans l'intérêt de la collectivité.

Art. 118. — 1. Tous sont égaux devant la loi. La loi impose à chacun les mêmes obligations; chacun bénéficie également de la protection de la loi.

2. Les hommes et les femmes ont les mêmes droits et devoirs politiques.

3. Tous les privilèges ou préjudices résultant, sur le plan du droit public, de la naissance ou de la classe sociale sont abolis. Les titres de noblesse sont partie intégrante du nom et n'ont pas d'autre valeur; ils ne doivent plus être conférés ni transmis par l'adoption.

4. Les titres ne peuvent être conférés que s'ils sont rattachés à l'exercice d'une fonction ou d'une profession. Ils ne devront pas être employés en dehors de ce cadre. Les titres universitaires échappent à cette interdiction.

5. Les décorations et les distinctions honorifiques ne peuvent être conférées par l'Etat que conformément à la loi.

Art. 119. — Le fait de provoquer des haines raciales et nationales est interdit et constitue un délit.

Art. 120. — Tout habitant de la Bavière qui s'estime atteint dans ses droits fondamentaux par une décision des pouvoirs publics, peut faire appel à la protection du tribunal constitutionnel de Bavière.

CHAPITRE III

LA VIE SOCIALE

Section 1

LE MARIAGE ET LA FAMILLE

Art. 124. — 1. Le mariage et la famille constituent les fondements naturels et moraux de la société humaine et bénéficient de la protection spéciale de l'Etat.

2. L'homme et la femme ont dans le mariage les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Art. 125. — 1. Une jeunesse saine constitue le bien le plus précieux d'une nation. Toute mère a droit à la protection et à l'assistance de l'Etat.

2. L'Etat et les communes sont chargés conjointement de maintenir et de développer la santé de la famille et d'encourager sa progression en matière sociale.

3. Les familles nombreuses ont droit à une assistance appropriée; il est en particulier du devoir de l'Etat de leur procurer des logements sains.

Art. 126. — 1. Les parents ont par nature le droit en même temps que le devoir sacré d'élever leurs enfants en développant leurs aptitudes physiques, intellectuelles et morales. A cet effet ils doivent recevoir l'appui de l'Etat et des communes. Dans les questions personnelles d'éducation, la décision finale appartient aux parents.

2. Les enfants illégitimes ont le même droit à la protection que les enfants légitimes.

3. La jeunesse doit être protégée, à l'échelon communal, par des mesures et institutions destinées à empêcher leur exploitation ainsi que leur abandon moral, intellectuel et physique. L'éducation au moyen de l'assistance n'est autorisée qu'en vertu de la loi.

Art. 127. — Le droit qu'ont les communautés religieuses et les communautés spirituelles reconnues par l'Etat d'exercer leur influence propre sur l'éducation des enfants appartenant à leur confession ou partageant leurs convictions, est garanti sans préjudice du droit d'éducation des parents.

Section 2

L'ÉDUCATION ET LES ÉCOLES

Art. 128. — 1. Tout habitant de la Bavière a le droit de recevoir une instruction qui corresponde à la fois à ses aptitudes réelles et à sa vocation intime.

2. Les individus doués doivent être encouragés, au besoin à l'aide de fonds publics, à fréquenter les écoles et les lycées.

Art. 129. — 1. Tous les enfants sont tenus de suivre l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel.

2. L'instruction donnée dans ces écoles est gratuite.

Art. 130. — 1. Tout le système d'enseignement et d'instruction est soumis au contrôle de l'Etat; les communes peuvent être invitées à y participer.

2. L'inspection des écoles est exercée par des fonctionnaires spécialisés qui se consacrent principalement à cette activité.

Art. 131. — 1. L'école ne doit pas seulement accroître les connaissances et développer les capacités, mais aussi former le cœur et le caractère.

2. Les fins suprêmes auxquelles vise l'enseignement sont le respect de Dieu, le respect des convictions religieuses et de la dignité humaine, la maîtrise de soi, le sens et l'amour des responsabilités, la volonté de servir, le sentiment du vrai, du beau et du bien.

3. L'éducation doit se faire dans le sens de la démocratie, de l'amour de la patrie bavaroise et du peuple allemand ainsi que dans le sens d'une réconciliation des peuples.

4. Les jeunes filles doivent en outre recevoir des notions en matière de puériculture, d'éducation des enfants et d'enseignement ménager.

Art. 132. — Dans l'organisation de l'enseignement, le principe directeur doit être la diversité des professions. L'admission des enfants dans les écoles ne doit dépendre que de leurs aptitudes, de leurs goûts, des preuves

qu'ils ont fournies, de leurs capacités et de leur vocation intime, non de la situation économique et sociale des parents.

Art. 133. — 1. L'instruction de la jeunesse doit être encouragée par la création d'institutions publiques à laquelle contribueront à la fois l'Etat et les communes. Les communautés religieuses et spirituelles qui sont reconnues par l'Etat contribueront également à accroître l'instruction.

2. Dans les écoles publiques, les maîtres jouissent des droits et sont soumis aux obligations des fonctionnaires.

Art. 134. — 1. Les écoles privées doivent répondre aux mêmes exigences que les écoles publiques. Elles ne peuvent être créées et ne peuvent fonctionner qu'avec l'autorisation de l'Etat. . .

Art. 135. — 1. Les écoles publiques sont soit des écoles confessionnelles soit des écoles communes¹. Les parents sont libres de choisir l'un ou l'autre de ces deux types d'école. Les écoles communes¹, toutefois, ne doivent être instituées sur la demande des parents que là où la population est partagée entre diverses confessions.

2. Les écoles confessionnelles n'utiliseront que des maîtres aptes et disposés à instruire et à éduquer les élèves selon les principes de ladite confession.

Art. 136. — 1. Toutes les écoles doivent, dans leur enseignement, respecter les sentiments religieux de tous.

2. L'enseignement religieux constitue une matière ordinaire dans l'enseignement primaire, dans l'enseignement professionnel et dans l'enseignement secondaire. Il doit être exercé en conformité avec les principes de la communauté religieuse à laquelle il s'applique.

3. Aucun maître ne peut être obligé ou empêché de dispenser l'enseignement religieux.

4. Les maîtres, pour dispenser l'enseignement religieux, doivent obtenir une autorisation des communautés religieuses.

5. Les locaux nécessaires doivent être affectés à l'enseignement religieux.

Art. 137. — 1. Il appartient aux parents, et, à l'âge de dix-huit ans accomplis, à l'intéressé lui-même, de décider de sa participation à l'enseignement religieux et aux pratiques ou fêtes religieuses.

2. Pour les élèves qui ne prennent pas part à l'enseignement religieux, des cours doivent être institués qui traitent des principes généraux et reconnus de la moralité. . .

Section 3

LA RELIGION ET LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

Art. 142. — 1. Il n'existe pas d'Eglise d'Etat.

¹ *Gemeinschaftsschulen.*

2. La faculté de s'assembler et de s'adonner en privé à des dévotions, de pratiquer en public les exercices du culte et de se réunir en communauté religieuse, ainsi que d'unir ces groupements à l'échelon national, n'est soumise, dans le cadre des lois générales en vigueur, à aucune restriction.

3. Les églises et les communautés religieuses reconnues ainsi que les communautés spirituelles dont les buts ne sont pas contraires aux lois générales en vigueur, échappent à toute tutelle de l'Etat. Elles organisent et administrent leurs affaires d'une manière autonome dans le cadre des lois en vigueur pour tous. Elles confèrent leurs fonctions sans intervention de l'Etat ni de la commune. . .

Art. 148. — Si le besoin se fait sentir, dans les hôpitaux, dans les maisons pénitentiaires ou autres établissements publics, d'instituer des services religieux et la visite de directeurs de conscience, les communautés religieuses doivent être admises à assumer ces fonctions sans toutefois que la moindre contrainte soit exercée.

CHAPITRE IV

L'ECONOMIE ET LE TRAVAIL

Section 1

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE

Art. 151. — 1. L'ensemble de l'activité économique doit servir au bien commun et en particulier assurer à chacun une existence digne ainsi qu'une augmentation progressive du niveau de vie de toutes les classes sociales.

2. En application de ces principes la liberté des contrats est réglée par la loi. La faculté pour l'individu de développer son énergie et sa responsabilité personnelles ainsi que d'exercer une activité économique en toute indépendance est solennellement garantie. La liberté économique de chacun n'a pour limite que le respect dû à autrui et les exigences du bien commun. Les opérations juridiques immorales et nuisibles à la communauté, en particulier tous les contrats d'exploitation économique, sont illégaux et frappés de nullité.

Art. 152. — La production et la répartition des biens destinés à couvrir les besoins essentiels de la population sont soumises au contrôle de l'Etat. Il appartient à ce dernier d'assurer au pays la fourniture de l'énergie électrique nécessaire.

Art. 153. — Les entreprises indépendantes, petites et moyennes, dans l'agriculture, l'artisanat, le commerce et l'industrie doivent être encouragées par la législation et par l'administration et protégées contre toute pression et toute tentative d'absorption. L'Etat doit les soutenir dans les efforts qu'elles déploient pour

préserver leur liberté et leur indépendance économiques ainsi que pour assurer leur développement au moyen d'associations coopératives. Le passage pour des individus capables de fonctions subalternes à une activité indépendante doit être encouragé.

Art. 154. — Les organismes économiques de gestion autonome issus selon les règles démocratiques des syndicats professionnels participent à l'organisation de l'économie. Une loi fixera les modalités d'application de ce principe.

Art. 156. — La réunion d'entreprises visant à la concentration de la puissance économique et à la constitution de monopoles est interdite; en particulier les cartels, les *Konzerns* ou les ententes de prix sont interdits lorsqu'ils ont pour but d'exploiter la masse de la population ou de détruire les classes moyennes dans leur existence indépendante.

Section 2

LA PROPRIÉTÉ

Art. 158. — La propriété impose des obligations à l'égard de la collectivité. Tout abus flagrant du droit de propriété est contraire à la loi.

Art. 159. — L'expropriation ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et contre une juste indemnité; celle-ci peut être accordée sous forme de rente. Si une contestation s'élève au sujet du taux de l'indemnité, un recours est ouvert devant les tribunaux ordinaires.

Section 3

L'AGRICULTURE

Art. 163. — 1. La propriété du sol est libre de tout entrave. Le paysan n'est pas lié à la glèbe.

2. Les terres consacrées à l'agriculture et à la sylviculture doivent, quelles que soient leurs dimensions, être exploitées dans l'intérêt de la collectivité.

3. La propriété paysanne est garantie.

4. Les terres agricoles ne doivent pas être détournées de leur usage normal. L'acquisition de terres consacrées à l'agriculture et à la sylviculture ne peut avoir lieu que si le propriétaire présente les aptitudes nécessaires pour les exploiter d'une manière rationnelle; elle ne doit pas être un simple placement de capitaux.

5. L'expropriation de terres agricoles et forestières ne peut avoir lieu que si l'intérêt de la collectivité l'exige impérieusement, en particulier pour la construction d'habitations, et contre une juste indemnité; les fermes et exploitations modèles doivent être épargnées.

Art. 164. — 1. Grâce à l'application du pro-

grès technique, à l'amélioration de la formation professionnelle, au développement du système de coopératives agricoles, et à l'intensification de la production et de la vente, la population agricole jouira d'une existence digne sur la terre de ses ancêtres.

2. Une réglementation des prix et salaires adaptée aux conditions économiques générales, jointe à une organisation des marchés assurera à chacun un revenu agricole approprié; les mesures de réglementation interviendront après accord entre les groupements de producteurs, d'intermédiaires et de consommateurs.

Art. 165. — La législation doit autant que possible empêcher que les entreprises agricoles soient grevées d'hypothèques.

Section 4

LE TRAVAIL

Art. 166. — 1. Le travail est, pour la nation, la source de toute prospérité, et jouit d'une protection spéciale de la part de l'Etat.

2. Chacun a le droit de se procurer, par le travail, des moyens d'existence suffisants.

3. Chacun a le droit de choisir, dans l'intérêt de la communauté et conformément à la loi, un travail conforme à ses aptitudes et à sa formation.

Art. 167. — 1. Le potentiel de travail de l'homme étant le bien économique le plus précieux d'une nation est protégé contre le danger d'exploitation et tous les risques professionnels.

2. Lorsque l'exploitation affecte l'état physique du travailleur, elle constitue un délit rangé dans la catégorie des coups et blessures.

3. Toute infraction aux lois visant à la protection du travailleur contre les risques et maladies professionnels constitue un délit.

Art. 168. — 1. Toutes les formes de travail honnête ont la même valeur éthique et doivent être rétribuées d'une manière appropriée. A travail égal, les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal.

2. Toute personne en état de travailler, qui tire des revenus d'une source autre que son travail, est passible, à ce titre, d'un impôt spécial.

3. Tout habitant de la Bavière qui est inapte au travail ou auquel l'Etat ne peut procurer de travail a droit à l'assistance.

Art. 169. — 1. Dans chaque catégorie professionnelle, des salaires minima peuvent être fixés qui assurent au salarié et à sa famille un niveau de vie minimum correspondant au stade de progrès atteint.

2. Les contrats collectifs conclus entre les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers engagent les membres des syndicats; ils peu-

vent, si l'intérêt général l'exige, être déclarés obligatoires pour tous.

Art. 170. — 1. La liberté de s'associer en vue de sauvegarder ses intérêts professionnels ou pour favoriser le développement économique est garantie à chacun et à chaque corps de métier.

2. Toute entente ou mesure qui vise à restreindre ou à entraver la liberté d'association est illégale et frappée de nullité.

Art. 171. — Chacun a le droit de se garantir contre les vicissitudes de l'existence au moyen d'un système adéquat d'assurances sociales institué par la loi.

Art. 172. — Les droits et les devoirs des salariés et des employeurs sont définis par une loi spéciale.

Art. 173. — Une loi précisera la durée maximum du travail journalier et hebdomadaire.

Art. 174. — 1. Tout salarié a droit au repos. Ce repos lui sera assuré au moyen de la semaine anglaise et d'un congé annuel, pendant lequel le salaire continuera à être versé. La loi tiendra compte des conditions inhérentes aux diverses professions. La perte de salaire résultant des fêtes légales doit être compensée.

2. Le 1er mai est fête légale.

Art. 175. — Dans toutes les entreprises les salariés ont le droit de participer à la solution des problèmes qui les concernent; dans les grandes entreprises, ils ont, en outre, le droit

d'exercer une influence directe sur la direction et l'administration. A cet effet, ils constitueront des comités d'entreprise, conformément aux dispositions d'une loi spéciale. Cette dernière définit en outre le rôle des comités d'entreprise dans l'embauchage et le licenciement du personnel.

Art. 176. — Tout salarié en tant que ouvrier de l'économie a droit, au même titre que le reste de la population active, à participer à la solution des problèmes économiques.

Art. 177. — 1. Les conflits du travail sont tranchés par des tribunaux composés pour moitié de salariés et pour moitié d'employeurs, et présidés par une personnalité indépendante.

2. Les sentences arbitrales prononcées à l'occasion de conflits du travail peuvent, conformément aux lois existantes, être déclarées obligatoires par le Gouvernement.

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Art. 183. — Toute personne qui, en raison de son attitude religieuse ou politique ou de sa race, a subi des dommages sous le régime despotique du national-socialisme, a droit à réparation dans le cadre de la législation.

Art. 184. — La présente constitution ne touche ni n'apporte de restrictions aux lois qui sont dirigées contre le national-socialisme et le militarisme ou qui visent à en effacer les conséquences.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE HESSE¹

du 1er décembre 1946

PREAMBULE

Convaincue que dans le présent comme dans l'avenir l'Allemagne ne peut exister que si elle constitue une collectivité démocratique, la Hesse, Etat membre de la République allemande, s'est donnée la présente constitution.

CHAPITRE I

LES DROITS DE L'HOMME

I. Egalité et liberté

Art. 1. — Tous les hommes sont égaux devant la loi sans distinction de sexe, de race, d'origine et de croyance religieuse ou politique.

Art. 2. — L'homme est libre. Il peut accomplir ou laisser accomplir tout ce qui n'affecte pas les droits d'autrui et ne nuit pas à l'ordre public établi par la constitution.

Nul ne peut être contraint d'agir, de s'abstenir ou de tolérer un acte, si ce n'est en vertu

d'un commandement de la loi, d'une autorisation légale ou d'une disposition qui a force de loi.

Toute personne qui estime être affectée dans ses droits par un acte de la puissance publique a la faculté de recourir à la justice.

Art. 3. — La vie et la santé, l'honneur et la dignité constituent des biens sacrés.

Art. 4. — Le mariage et la famille, fondement de la vie de société, sont spécialement protégés par la loi.

Art. 5. — La liberté de l'individu est sacrée.

Art. 6. — Chacun est libre de résider et d'élire domicile là où il le désire.

Art. 7. — Aucun Allemand ne doit être livré à une Puissance étrangère. Les étrangers sont protégés et échappent à l'extradition et à l'expulsion lorsque, en violation des principes posés dans la présente constitution, ils sont poursuivis à l'étranger et ont cherché refuge en Hesse.

Art. 8. — Le domicile est inviolable.

Art. 9. — La liberté du culte, de conscience et de croyance est absolue.

Art. 10. — Nul ne peut être empêché

¹ Texte allemand dans: Office of Military Government for Germany (U.S.): *Constitutions of Bavaria, Hesse and Wuertemberg - Baden*, 15 February 1947, p. 33-55. Texte français traduit de l'allemand par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

d'exercer une activité scientifique ou artistique et de diffuser ses œuvres.

Art. 11. — Chacun a le droit d'exprimer librement et publiquement ses opinions. Aucune restriction ne peut être apportée à ce droit, même dans le cas de contrat de service et personne ne doit subir de préjudice par suite de l'exercice de ce droit. Ce n'est que si la prestation convenue doit revêtir un caractère déterminé sur le plan politique, religieux ou spirituel et si une des parties contractantes s'en écarte que le contrat de service peut être rompu.

La censure de presse est interdite.

Art. 12. — Le secret de la correspondance est inviolable.

Art. 13. — Chacun a le droit de s'instruire librement dans tous les domaines du savoir et de l'expérience ainsi que de s'informer de l'opinion des autres, en se procurant des imprimés, en écoutant la radio et de toute autre façon.

Art. 14. — Tous les Allemands ont le droit, sans déclaration ni autorisation spéciale, de se réunir pacifiquement et sans armes.

Les réunions en plein air peuvent être soumises par la loi à une déclaration préalable.

Art. 15. — Tous les Allemands ont le droit de créer des associations et des sociétés.

Art. 16. — Chacun, de sa propre initiative ou en commun avec d'autres, a le droit d'adresser des requêtes ou des plaintes aux autorités compétentes ou aux représentants du peuple.

II. Limites et garanties des droits de l'homme

Art. 17. — Ne peut se prévaloir du droit d'exprimer librement son opinion, de la liberté de réunion et d'association ainsi que du droit de diffuser des œuvres scientifiques ou artistiques celui qui attente à l'ordre public établi par la constitution ou qui met cet ordre public en danger.

Il appartient à la Cour suprême de décider à la suite d'une plainte en justice si ces conditions sont remplies.

Art. 18. — Ne peut en outre se prévaloir du droit d'exprimer librement son opinion, de diffuser des œuvres scientifiques ou artistiques et de s'instruire librement celui qui viole les lois de protection de la jeunesse.

Art. 19. — Lorsque de graves soupçons d'acte délictueux pèsent sur un individu, le juge peut ordonner la détention préventive, la visite domiciliaire et l'examen de la correspondance privée. La visite domiciliaire peut aussi être autorisée rétroactivement lorsque la poursuite du délinquant rendait nécessaire une action immédiate.

Tout détenu doit comparaître dans les vingt-

quatre heures devant son juge qui l'interrogera, se prononcera sur la mise en liberté ou l'arrestation et dans le cas d'arrestation devra, jusqu'à la sentence judiciaire définitive, vérifier de mois en mois si la prolongation de la détention est justifiée. Le motif de l'arrestation doit être communiqué immédiatement au détenu et sur sa demande à ses proches dans un délai de vingt-quatre heures après la décision du juge.

Art. 20. — Nul ne peut être soustrait à la juridiction dont il relève. Les tribunaux d'exception et les cours d'assises spéciales sont interdits.

Tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable en vertu d'une sentence légale prononcée par un tribunal régulier. Aucune restriction ne doit être apportée au droit qu'a chacun de se faire représenter par un avocat.

Art. 21. — Si une personne a été reconnue coupable de délit elle peut être privée en tout ou en partie de sa liberté et de ses droits civiques en vertu d'une sentence judiciaire. Dans les cas de crime particulièrement grave la peine de mort peut être prononcée.

La peine varie selon la gravité du délit.

Art. 22. — Aucune loi pénale n'a d'effet rétroactif à moins qu'elle ne soit plus favorable au délinquant que la loi pénale en vigueur au moment du délit.

Nul ne peut être inquiété ou être rendu pénalement responsable pour des actes ou omissions auxquels il reste étranger.

Nul ne peut être puni plus d'une fois pour le même délit.

Art. 23. — Si par son état physique ou mental une personne constitue un danger pour la société, elle peut être internée ou hospitalisée. Elle a le droit d'en appeler au juge contre cette mesure. La loi détermine les suites à donner à chaque cas particulier.

Art. 24. — D'autres limitations ne peuvent être apportées à la liberté de l'individu qu'en application de la loi et dans la mesure où elles sont nécessaires pour assurer la comparution des accusés ou des témoins devant le tribunal, la police des audiences, l'exécution des jugements et des mesures d'administration édictées conformément à la loi.

Art. 25. — Toute personne a le devoir, dans la mesure déterminée par la loi, d'assumer des fonctions honorifiques et de servir à titre personnel l'Etat et la commune. Si elle exerce une autre activité, le temps nécessaire à l'accomplissement de ces fonctions doit lui être accordé. La loi détermine les modalités d'application de ce principe.

Art. 26. — Les présents droits fondamentaux sont irrévocables; ils lient directement le législateur, les tribunaux et l'administration.

III. Droits et devoirs sociaux et économiques

Art. 27. — L'ordre social et économique a pour fondement le respect dû à la dignité de la personne humaine.

Art. 28. — Le travail de l'homme bénéficie d'une protection spéciale de la part de l'Etat.

Chacun a, selon ses facultés, le droit et, sans préjudice de sa liberté individuelle, le devoir moral de travailler.

Celui qui est involontairement privé de travail a droit, pour lui et pour les personnes à sa charge, à une indemnité de vie. Une loi détermine les modalités de l'assurance chômage.

Art. 29. — Une législation uniforme du travail doit être créée qui s'applique à tous les employés, travailleurs et fonctionnaires. Dans le cadre de cette législation du travail, les contrats collectifs ne pourront être conclus qu'entre les syndicats et les entreprises ou les représentants de ces dernières. Ces contrats collectifs constitueront un droit obligatoire dont on ne pourra s'écarter qu'en faveur des salariés.

La procédure d'arbitrage est fixée par la loi.

Le droit de grève est reconnu, lorsque la grève est décidée par les syndicats.

Le lock-out est illégal.

Art. 30. — Les conditions de travail doivent être telles qu'elles garantissent la santé, la dignité, la vie de famille et la satisfaction des besoins matériels et spirituels du salarié; en particulier, ces conditions ne doivent pas nuire au développement physique, mental et moral de la jeunesse.

La loi crée des dispositions en faveur de la mère et de l'enfant et assure à la femme la compatibilité entre son rôle de citoyenne et de salariée d'une part, et ses devoirs d'épouse et de mère d'autre part.

Le travail des enfants est interdit.

Art. 31. — La journée de huit heures est la règle légale. Le dimanche et les jours fériés légaux sont chômés. Des exceptions peuvent être introduites par la loi et les contrats collectifs lorsqu'elles servent la collectivité.

Art. 32. — Le 1er mai est officiellement jour férié pour les travailleurs. Il représente la croyance dans la justice sociale, dans le progrès, la paix, la liberté et l'entente internationale.

Art. 33. — La rémunération doit correspondre au travail accompli et doit suffire à la satisfaction des besoins vitaux du travailleur et des personnes à sa charge. La femme et l'adolescent ont, à activité égale et à rendement égal, droit à un salaire égal. La rémunération doit s'appliquer aux jours fériés qui tombent pendant des périodes de travail.

Art. 34. — Le salarié a droit à un congé payé d'au moins douze jours ouvrables par an; la loi en détermine les modalités d'application.

Art. 35. — Un système d'assurances sociales doit être créé qui lie l'ensemble de la population. Ce système doit être conçu d'une manière judicieuse. Les assurés jouiront de l'autonomie de gestion. Ils éliront leurs organes au suffrage universel, égal, libre et secret. La loi déterminera les modalités d'application.

Les assurances sociales sont destinées à améliorer, fût-ce par des mesures préventives, l'état sanitaire de la population, à procurer aux malades, aux femmes enceintes et aux femmes en couches toute l'assistance qui leur est nécessaire et à assurer une existence décente à ceux qui sont totalement ou partiellement incapables de subvenir à leurs propres besoins, ainsi qu'aux orphelins et aux vieillards.

Il appartient à l'Etat de veiller à la santé de la population. Les modalités d'application de ce principe sont déterminées par la loi.

Art. 36. — La liberté de s'assembler en syndicats ouvriers et patronaux pour régler et améliorer les conditions de travail et la gestion des entreprises est garantie à tous.

Personne ne peut être obligé ou empêché de devenir membre d'une telle association.

Art. 37. — Les employés, les ouvriers et les fonctionnaires ont le droit, avec l'appui des syndicats, de se faire représenter en bloc dans toutes les entreprises et administrations par des comités d'entreprises; ces comités seront élus par les salariés au suffrage universel, égal, libre, secret et direct.

Les comités d'entreprises sont chargés, en accord avec les syndicats, de résoudre, en collaboration et sur un pied d'égalité avec les chefs d'entreprises, les questions sociales et économiques et les questions relatives au personnel.

Les modalités d'application sont déterminées par la loi.

Art. 38. — L'économie du pays a pour rôle de contribuer au bien-être de toute la population et à la satisfaction de ses besoins. A cet effet, la loi doit prévoir les mesures qui sont nécessaires pour orienter judicieusement la production, la fabrication et la répartition, en garantissant à chacun une participation équitable à tous les produits du travail et en protégeant chacun du danger d'exploitation.

Dans le cadre des limites ainsi tracées, l'activité économique est libre.

Les syndicats et les représentants des entreprises ont un droit de participation égal dans les organismes chargés par l'Etat d'exécuter les mesures d'économie dirigée.

Art. 39. — Tout abus de la liberté économique — en particulier à des fins de monopole et à des fins politiques — est interdit.

Toute richesse dont l'existence risque de

provoquer un tel abus de la liberté économique doit devenir propriété publique en vertu de dispositions légales. Lorsque ce transfert n'est pas souhaitable du point de vue économique, les biens seront placés, en vertu de dispositions légales, sous le contrôle de l'Etat ou administrés par un organisme créé par l'Etat.

La loi déterminera si ces conditions sont remplies.

L'indemnité due pour les biens ainsi devenus propriété publique sera fixée par la loi en considération du facteur social. En cas d'abus flagrant de pouvoir économique, l'indemnité devra, en principe, être refusée.

Art. 40. — La propriété publique appartient au peuple. La disposition et l'administration de cette propriété devront être confiées, en vertu de dispositions légales, à des personnes qui offrent toute garantie pour que la propriété contribue exclusivement au bien-être de toute la population et que la constitution de monopole soit évitée.

Art. 41¹. — A partir de l'entrée en vigueur de la présente constitution,

1. Deviendront propriété publique; les mines (houille, potasse, minerais), les entreprises productrices de fer et d'acier, les entreprises productrices d'énergie, et l'ensemble des communications par rail ou trolley.

2. Seront contrôlées ou administrées par l'Etat: les grandes banques, les compagnies d'assurances ainsi que les entreprises désignées au paragraphe 1 dont le siège ne se trouve pas en Hesse.

Les modalités d'application sont déterminées par la loi.

Toute personne propriétaire d'une entreprise destinée à devenir ainsi propriété publique, ou toute personne chargée d'en assumer la direction doit continuer à la diriger, comme mandataire de l'Etat, jusqu'à ce que des mesures d'exécution soient édictées.

Art. 42. — Aux termes de lois spéciales, les grandes propriétés terriennes qui, d'après les précédents historiques, risquent de provoquer des abus d'ordre politique ou de favoriser des entreprises de caractère militaire, devront être confisquées dans le cadre d'une réforme agraire...

Art. 45. — La propriété privée est garantie. L'étendue du droit de propriété et ses limitations sont prévues par la loi. Chacun a le droit, conformément à la loi, d'acquérir des biens et d'en disposer.

La propriété privée impose des obligations à l'égard de la communauté. Son usage ne doit pas préjudicier au bien commun. La limi-

tation du droit de propriété ou l'expropriation ne doivent être décidées que dans l'intérêt public, en vertu d'une loi, selon les modalités qui y sont prescrites et contre une juste indemnité...

IV. *L'Etat, les églises, les communautés religieuses et spirituelles*

Art. 48. — L'exercice libre et public de la religion ainsi que la liberté de s'associer en communautés religieuses et spirituelles, sont garantis.

Nul ne peut être obligé ni empêché de participer à une manifestation ou à une fête religieuse, ou de prêter un serment religieux.

Il n'existe pas d'Eglise d'Etat.

V. *Education et enseignement*

Art. 55. — Il est du droit et du devoir des parents d'éduquer la jeunesse dans un sens social et de développer ses facultés physiques, intellectuelles et morales. Ce droit ne peut leur être retiré qu'en vertu de la loi et à la suite d'une sentence judiciaire.

Art. 56. — L'instruction est obligatoire pour tous. Il appartient à l'Etat de s'occuper de l'enseignement. L'inspection des écoles est exercée par des fonctionnaires spécialisés qui se consacrent principalement à cette activité.

Dans toutes les écoles hessoises les enfants sont élevés en commun, quelles que soient leur confession religieuse et leurs croyances (écoles communes) [*Gemeinschaftsschule*].

La tolérance doit être le principe directeur de tout enseignement. Le maître aura, dans chaque branche, égard au sentiment religieux et aux croyances de tous les élèves et exposera les conceptions religieuses et spirituelles d'une manière objective.

L'éducation est destinée à former la personnalité morale des jeunes, à les préparer à remplir leur rôle professionnel, à développer la conscience de leur responsabilité politique afin de les rendre aptes à servir en toute indépendance et responsabilité la nation et l'humanité, par l'estime et l'amour du prochain, le respect et la tolérance, la droiture et l'honnêteté.

L'enseignement de l'histoire doit tendre à décrire le passé fidèlement, sans le déformer. A cet effet, il convient de porter l'attention sur les grands bienfaiteurs de l'humanité, sur le développement de l'Etat, de l'économie et de la civilisation technique et spirituelle et non sur les grands capitaines, les guerres et les batailles. Les conceptions qui mettent en péril les fondements de l'Etat démocratique ne doivent pas être tolérées.

Les parents ont le droit de participer à

¹ L'insertion de l'article 41 a été approuvée par un référendum distinct ordonné par le Gouvernement militaire américain.

l'organisation de l'enseignement, à condition de ne pas porter atteinte aux principes posés dans les alinéas 2 à 5.

Les modalités d'application sont déterminées par la loi, qui doit empêcher que les principes religieux et spirituels, selon lesquels les parents veulent voir élever leurs enfants, soient violés dans les écoles.

Art. 57. — L'enseignement religieux doit être considéré comme une matière ordinaire. Dans l'enseignement religieux, le maître est, sans préjudice du droit d'inspection de l'Etat, lié aux doctrines et aux règles de l'Eglise ou de la communauté religieuse à laquelle il appartient.

Ces dispositions doivent être appliquées dans le même sens aux autres communautés spirituelles.

Art. 58. — Il appartient aux parents de décider si l'enfant suivra l'enseignement religieux. Aucun maître ne peut être obligé ou empêché de dispenser l'enseignement religieux.

Art. 59. — Dans toutes les écoles publiques, du degré primaire et du degré secondaire, l'enseignement est gratuit. Les fournitures scolaires sont également gratuites, à l'exception de celles utilisées dans les *Hochschulen*. La loi doit prévoir l'allocation de bourses scolaires aux enfants doués des familles économiquement faibles. Elle peut stipuler qu'une somme appropriée sera versée au titre des frais scolaires lorsque la situation financière de l'élève, de ses parents ou des personnes chargées de son éducation le permet.

L'accès à l'enseignement secondaire ne doit dépendre que des aptitudes de l'élève.

VI. Dispositions communes à tous les droits fondamentaux

Art. 63. — Dans la mesure où la présente constitution permet à une loi de restreindre un des droits fondamentaux énumérés ci-dessus ou laisse à une loi le soin d'en prévoir les modalités d'application, le droit fondamental n'en doit pas moins demeurer intact.

La loi, en tant que prescription conforme à ces droits fondamentaux, n'est qu'une disposition de caractère obligatoire prise par le peuple ou par les représentants du peuple, aux termes de laquelle la limitation ou l'application du droit fondamental est expressément prévue. Les décrets, les allusions dans le texte de la loi à d'anciens règlements, ainsi que les dispositions prises en application de règles juridiques de caractère général, ne remplissent pas ces conditions.

CHAPITRE II

STRUCTURE DE L'ETAT

II. Obligations découlant du droit international

Art. 68. — Nul ne peut être inquiété, qui attire l'attention des autorités sur des faits constituant une violation du droit international.

Art. 69. — La Hesse proclame son attachement à la paix, à la liberté et à l'entente entre les peuples. Le guerre est mise hors la loi.

Tout acte accompli dans l'intention de préparer une guerre est contraire à la constitution.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 157. — Les lois qui ont été ou seront encore promulguées à l'occasion de la détresse actuelle peuvent porter atteinte aux droits fondamentaux suivants :

a) A la liberté de résidence, prévue à l'article 6.

b) Au droit prévu à l'article 8, par les mesures prises dans le cadre de la politique du logement.

c) Au droit de disposer librement de sa force de travail, prévu à l'article 28, paragraphe 2, complétant l'article 2, par les lois relatives au travail obligatoire.

d) Au droit d'utiliser ses biens, par les lois destinées à adoucir la pénurie des objets d'usage journalier.

Les limitations des droits fondamentaux prévues au premier paragraphe cesseront d'être permises à partir du 1er janvier 1950. La Diète pourra proroger ce délai avec l'assentiment de la majorité absolue de ses membres.

Art. 158. — Les libertés et les droits définis par la constitution ne peuvent pas être opposés aux dispositions qui ont été édictées, ni à celles qui seront encore édictées avant le premier janvier 1949 dans le cadre des mesures visant à détruire le national-socialisme et le militarisme et réparer le mal qu'ils ont commis.

Art. 159. — La priorité qu'ont, en vertu du droit international et du droit de la guerre, les ordonnances édictées par le Conseil de contrôle pour l'Allemagne et par le gouvernement militaire, sur la présente constitution, sur les lois promulguées en conformité avec la constitution et sur toutes autres lois allemandes, demeure intacte.

CONSTITUTION DU WURTEMBERG-BADE¹

du 24 novembre 1946

PREAMBULE

En ces temps de grande détresse intérieure et extérieure, le peuple de Wurtemberg-Bade, confiant dans la sagesse divine et tenant à proclamer sa foi dans la dignité et les droits éternels de l'homme, à exprimer sa volonté d'union et son amour de la justice, de la paix et de la liberté, s'est donné la présente constitution.

CHAPITRE I

STATUT DE LA PERSONNE HUMAINE

I. Droits fondamentaux

Art. 1. — L'homme est appelé, dans la communauté qui l'entoure, à développer en toute liberté et dans le respect de la loi morale éternelle, ses dons naturels pour son propre bien et celui d'autrui.

A cet effet, il doit être aidé par l'Etat qui, sur son territoire, unit tous les habitants en une collectivité harmonieuse, leur garantit protection et appui, et établit, grâce aux lois, l'équilibre entre les droits et les devoirs des uns et des autres.

Art. 2. — Tous les hommes, sans distinction de sexe ni d'origine, sont libres et égaux devant la loi.

L'homme est donc libre de faire tout ce qui ne va pas à l'encontre du droit ou de l'honneur d'autrui, et qui n'est pas contraire au bien de la collectivité.

Seule, la loi peut restreindre cette liberté, auquel cas elle garantit à tous des droits égaux.

Nul ne peut être contraint à des actes auxquels la loi ne l'oblige pas.

Art. 3. — Nul ne peut être soustrait à la justice des lois. Les tribunaux d'exception et les tribunaux spéciaux sont illégaux.

Art. 4. — Seules peuvent être prononcées les peines prévues par des lois en vigueur au moment où l'infraction a été commise.

Nul accusé ne peut être tenu pour coupable s'il n'a pas été déclaré tel par un tribunal régulier.

Nul ne peut être condamné deux fois en justice pour le même délit.

Art. 5. — Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit. Nul ne peut être détenu sans comparaître dans les quarante-huit heures devant un juge qui

doit vérifier le bien-fondé de l'arrestation. Si la détention se prolonge au delà d'un mois, elle doit être confirmée chaque mois par une décision motivée du juge.

Art. 6. — Le domicile est inviolable, les perquisitions ne peuvent être ordonnées que par le juge ou, en cas de danger, par les autorités et selon les procédures prévues au code d'instruction criminelle.

Pour remédier à la crise du logement, pour lutter contre les risques d'épidémies, pour protéger l'enfance en danger et pour faire appliquer les règlements relatifs à la production et à la consommation des biens de première nécessité, les autorités administratives peuvent être autorisées par une loi à intervenir et à limiter l'application de ce principe.

Art. 7. — Le secret de la correspondance et des communications postales, télégraphiques ou téléphoniques est inviolable. La loi peut prévoir des dérogations en matière de procès, de faillite, de douane, de contrôle des devises et de juridiction postale. Toute mesure d'exception fondée sur des raisons politiques est illégale.

Art. 8. — La propriété est garantie. Aux termes de la loi tout individu peut acquérir des biens et en disposer.

Les biens acquis par le travail et l'épargne jouissent d'une protection particulière.

La propriété impose des obligations envers la collectivité. Son usage ne doit pas être contraire au bien public.

La propriété ne peut être restreinte ou l'expropriation ordonnée que dans l'intérêt public, en vertu d'une loi et selon la procédure qui y est prescrite et, en règle générale, contre une juste indemnité. Dans la mesure où les lois n'en décident pas autrement, les tribunaux ordinaires sont compétents pour régler les différends qui peuvent s'élever au sujet de la nature et du montant des indemnités.

Art. 9. — Le droit de succession est garanti. La loi en définit le contenu et les limites.

Art. 10. — L'origine, les croyances, les opinions religieuses ou politiques ne peuvent, en aucun cas, constituer une source de faveur ou un désavantage.

Tous les hommes jouissent d'une entière liberté de conscience et de culte. Ils peuvent pratiquer leur religion librement et constituer des communautés religieuses.

Art. 11. — Tout individu a le droit, dans les limites de la loi qui est la même pour tous, d'exprimer son opinion en toute liberté, par la parole, les écrits, la presse, l'image, ou de toute autre manière, dans la mesure où il ne menace pas, par l'abus de ce droit, les libertés garan-

¹ Texte allemand dans : Office of Military Government for Germany (U.S.) : *Constitutions of Bavaria, Hesse and Wuertemberg-Baden*, 15 February 1947, p. 58-74. Texte français traduit de l'allemand par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

ties par la constitution et ne leur porte pas atteinte.

Tout individu a le droit de se renseigner librement sur l'opinion d'autrui. Nul ne peut être empêché de prendre connaissance des informations destinées à l'opinion publique.

Art. 12. — La pratique et l'enseignement des arts, des sciences sont libres dans les limites prévues par la loi qui est la même pour tous.

Art. 13. — Tout individu a le droit de s'adresser aux autorités compétentes ou, par écrit, aux représentants du peuple, pour faire procéder à un examen des questions qui concernent les intérêts de l'individu ou de la collectivité.

Art. 14. — Tous les ressortissants de l'Etat ont le droit, sans déclaration préalable ni autorisation spéciale, de se réunir pacifiquement et sans armes.

Les réunions en plein air peuvent être soumises par la loi à une déclaration préalable et interdites si elles présentent un danger imminent pour la sécurité publique.

Art. 15. — Tous les citoyens ont le droit de s'associer librement à des fins qui ne sont pas contraires à la loi, dans la mesure où leur association ne menace pas les libertés garanties par la constitution ou ne leur porte pas atteinte.

Nul ne peut être contraint à faire partie d'une association. Cependant, la loi peut rendre obligatoire le groupement des membres de professions dont l'exercice nécessite une autorisation officielle. De même, la loi peut rendre obligatoire, si l'intérêt public l'exige, le groupement des membres de certaines professions ou commerces.

II. De la famille

Art. 16. — Le mariage et la famille étant les piliers les plus sûrs de l'ordre social reçoivent tout particulièrement la protection et l'appui de l'Etat. La vie familiale doit s'épanouir, libre de toute contrainte extérieure et d'interventions perturbatrices.

Le travail domestique que la femme consacre à la famille jouit de la même considération que le travail professionnel. Une part équitable des biens acquis pendant le mariage doit revenir à la femme.

Les familles nombreuses ont droit à des compensations proportionnelles.

Art. 17. — L'éducation corporelle, intellectuelle et spirituelle des enfants est le droit naturel et le devoir le plus sacré des parents. Les orphelins qui ne peuvent être élevés au sein d'une famille doivent être accueillis dans des foyers qui remplacent pour eux la saine vie de famille.

Art. 18. — Sur le terrain professionnel et dans la vie publique, les enfants légitimes et illégitimes sont égaux en droits.

Art. 19. — La jeunesse doit être protégée contre l'exploitation et contre les périls qui peuvent menacer son développement moral, intellectuel et physique. L'Etat et la commune ont le devoir de créer les institutions nécessaires. Ils peuvent confier cette mission aux institutions privées de bienfaisance. La constitution n'admet de mesures coercitives en matière d'assistance sociale que si elles sont prises en vertu d'une loi.

III. L'ordre social et économique

Art. 20. — Le travail est un devoir moral. Il est placé sous la protection particulière de l'Etat. Tout individu doit pouvoir gagner sa subsistance par son travail. Hommes et femmes sont égaux dans le choix et l'exercice de leur profession. A travail égal ils ont droit à salaire égal.

Le travail professionnel des enfants est interdit.

Art. 21. — Le dimanche et les jour fériés reconnus par l'Etat sont des jours de repos; la loi garantit leur observance.

Le 1er mai est une fête légale qui symbolise la justice sociale, le progrès, la paix, la liberté et l'entente entre les peuples.

Art. 22. — Une législation du travail devra être établie, qui assure aux travailleurs un salaire équitable, des loisirs et un congé adéquats.

Les représentants des salariés doivent participer à l'administration et à l'organisation des entreprises. Il faut cependant prendre en considération les conditions particulières qui règnent dans les petites et les moyennes entreprises et sauvegarder le droit d'initiative de leurs chefs. La loi détermine les modalités d'application de ces principes.

Art. 23. — Tous les individus exerçant une profession peuvent se grouper pour défendre et faire triompher leurs intérêts économiques et sociaux.

Les ouvriers et les employés sont appelés, en collaboration et sur un pied d'égalité avec les employeurs, à fixer les conditions de rémunération et de travail ainsi qu'à participer à la mise en valeur de tous les facteurs de production. La constitution reconnaît les associations formées de part et d'autre ainsi que leur droit à conclure des ententes.

Le droit de grève est reconnu, dans le cadre de la loi, aux syndicats ouvriers. Toutes conventions et toutes mesures tendant à restreindre ou à entraver l'usage de ce droit sont nulles et non avenues.

Les obligations particulières qui incombent

aux fonctionnaires demeurent intactes.

Art. 24. — Tout individu que la maladie, la vieillesse ou toute autre cause ont réduit à une détresse dont il n'est pas responsable, a droit à la protection et à l'aide de l'Etat et de la commune.

Les assurances sociales doivent être maintenues, perfectionnées, et recevoir en cas d'urgence l'appui de l'Etat.

Les fonds rassemblés pour les assurances sociales ne peuvent être détournés de leur emploi.

Art. 25. — L'économie du pays doit servir à satisfaire les besoins de la population. A cet effet, la loi peut édicter des dispositions spéciales pour la production et la distribution des biens. A l'intérieur de ces limites, l'activité économique est libre.

Des corporations sont créées pour organiser méthodiquement la vie économique; en font partie, sur un pied d'égalité, les employeurs et les employés et, au besoin, les producteurs et les consommateurs.

Il faut encourager l'esprit coopératif. Les coopératives d'utilité publique doivent bénéficier d'un régime fiscal favorable.

Art. 26. — L'Etat doit, par tous les moyens appropriés, protéger l'agriculture, source de l'alimentation, et veiller particulièrement au maintien d'une classe paysanne indépendante.

Art. 27. — L'Etat doit aider et protéger l'artisanat par tous les moyens appropriés.

Art. 28. — S'il est préférable dans l'intérêt économique que les moyens de production n'appartiennent pas au producteur ou si l'exercice du droit de propriété se révèle contraire à l'intérêt public, la loi peut déclarer propriétés publiques les entreprises privées ou les secteurs de l'économie qui s'y prêteraient.

En pareil cas, le mode et le montant des indemnités doivent être fixés d'une manière équitable en considération des intérêts légitimes de la collectivité et de l'intéressé.

IV. De la religion et des communautés religieuses

Art. 29. — La constitution reconnaît l'importance du rôle joué par les églises et les communautés religieuses et spirituelles reconnues, dans le maintien et l'affermissement des principes religieux et moraux de la société. Elles s'organisent et s'administrent en toute indépendance dans les limites prévues par la loi, égale pour tous, et peuvent se développer librement. Elles confèrent leurs charges sans que l'Etat ou les autorités communales interviennent.

On ne peut exploiter à des fins politiques l'organisation et les institutions des églises et des communautés reconnues par le présent article de la constitution. Les droits civiques des

ministres du culte et représentants des communautés religieuses et la tâche qui leur incombe d'exercer, dans la vie publique, leur activité religieuse et morale, demeurent inchangés.

La loi fixe les conditions prévues pour la reconnaissance d'une religion ou d'une communauté spirituelle.

Art. 30. — Nul n'est tenu de révéler ses convictions religieuses. Les autorités n'ont le droit de s'enquérir de la religion à laquelle appartiennent les citoyens que dans la mesure où il en résulte des droits et des devoirs pour ces derniers, ou en cas de recensement ordonné par la loi.

Nul ne peut être contraint de participer à des cérémonies, des solennités ou des pratiques religieuses ou d'utiliser, pour prêter serment, une formule religieuse.

Art. 33. — La constitution garantit l'exercice public et libre du culte et des activités de bienfaisance des communautés religieuses. Les services divins sont librement ouverts à tous et nul ne doit les troubler.

La loi protège et favorise la libre pratique de la religion dans les hôpitaux, les institutions de bienfaisance et d'assistance publique ainsi que dans les établissements pénitentiaires.

V. De l'éducation et de l'instruction

Art. 35. — Tout jeune a le droit et le devoir de s'instruire suivant ses dons. Le devoir de l'Etat est d'écarter les obstacles économiques et sociaux qui pourraient s'opposer à l'application de ce principe. Il faut faciliter aux enfants bien doués l'accès à l'enseignement primaire supérieur et à l'enseignement secondaire, ainsi qu'aux universités. L'Etat et les communes doivent prévoir des crédits suffisants, en particulier pour distribuer des bourses d'enseignement.

Art. 36. — Il faut élever la jeunesse en lui inspirant la crainte de Dieu, le sens de la fraternité universelle, l'amour de son peuple et de sa patrie, la conscience de sa responsabilité morale et politique, le sens du devoir professionnel et social et un esprit libéral et démocratique.

Sont responsables de l'éducation, dans leurs différentes sphères d'activités, les parents, l'Etat, les communautés religieuses et la jeunesse elle-même, groupée en associations.

Art. 37. — L'instruction est obligatoire pour tous. L'enseignement et les fournitures scolaires sont gratuits dans les écoles primaires et dans les écoles professionnelles.

L'Etat met à la disposition des élèves les bâtiments nécessaires.

Les écoles primaires publiques sont des écoles communes chrétiennes (*christliche Ge-*

meinschaftsschulen). L'éducation et l'enseignement doivent aussi y mettre en lumière les valeurs intellectuelles et morales du libéralisme et du socialisme.

A l'école règne l'esprit de tolérance et de morale sociale.

L'organisation scolaire est soumise au contrôle de l'Etat. L'inspection des écoles est assurée par des fonctionnaires qui ont reçu une formation spécialisée et se consacrent principalement à cette activité.

Art. 39. — L'instruction religieuse fait partie des matières d'enseignement. Elle est donnée par les représentants des communautés religieuses et en conformité avec les principes de ces communautés, sans préjudice du droit d'inspection de l'Etat.

Art. 41. — L'instruction civique constitue une matière d'enseignement dans toutes les écoles. Elle doit être basée sur les principes de la constitution.

Art. 42. — L'Etat encourage l'instruction des adultes en favorisant les universités et bibliothèques populaires.

CHAPITRE II

L'ETAT

III. *Le Gouvernement*

Art. 79. — Si l'existence de l'Etat est en péril, le Gouvernement peut suspendre, en totalité ou en partie, pour la durée d'une semaine, l'application des principes fondamentaux énon-

cés au paragraphe 3 de l'article 2, et dans les articles 5, 6, 7, 8, 11 et 14; il peut, dans ce cas, prendre des décrets ayant force de lois.

Le Gouvernement doit informer la Diète dans les quarante-huit heures des mesures prises conformément au paragraphe 1 du présent article.

Si la Diète, par un vote à la majorité légale, ratifie les mesures prises, leur application est prolongée d'un mois. Au bout d'un mois, des prorogations supplémentaires nécessitent, pour être légales, la majorité requise pour les amendements à la constitution.

Pendant la durée de l'application de ces mesures d'exception, toutes les élections politiques seront suspendues. La Diète, les assemblées provinciales et les municipalités verront leurs mandats prolongés jusqu'à la fin de l'état d'exception.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 104. — Pour délivrer le peuple allemand du national-socialisme et du militarisme, et pour en effacer les conséquences, la loi peut autoriser, pendant une période de transition, l'édiction de mesures qui s'écartent des dispositions de la constitution. Cet article cessera d'être en vigueur au 1er janvier 1949.

Art. 105. — Les dispositions de la présente constitution qui seraient contraires à la future constitution allemande cesseront d'être applicables dès l'entrée en vigueur de cette dernière.

ARABIE SAOUDITE
CONSTITUTION DU HEDJAZ¹
du 29 août 1926

TROISIÈME PARTIE

LES SERVICES ADMINISTRATIFS DU
ROYAUME DU HEDJAZ

5. *Instruction publique*

23. — L'instruction publique comprend la diffusion des sciences, de l'éducation et des arts et l'ouverture de bibliothèques, d'écoles et

¹ Texte anglais dans *British and Foreign State Papers*, vol. 124 (1926, part II) p. 880-888. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

d'institutions religieuses, en prenant le plus grand soin d'agir conformément aux principes fondamentaux de la religion sur tout le territoire du royaume du Hedjaz.

24. — La direction de l'instruction publique doit être rattachée au bureau de l'agent général.

25. — Une loi sur l'instruction publique sera promulguée et mise en vigueur progressivement. L'instruction élémentaire sera gratuite sur tout le territoire du royaume du Hedjaz.

ARGENTINE

CONSTITUTION DE LA NATION ARGENTINE¹

du 1er mai 1853

PREMIÈRE PARTIE

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 2. — Le Gouvernement fédéral donne son appui (*sostiene*) le culte catholique, apostolique et romain.

Art. 5. — Chaque province se donnera une constitution conforme au régime représentatif républicain, en accord avec les principes, déclarations et garanties de la constitution nationale, et qui donne les bases de son administration de la justice, de son régime municipal et de l'éducation primaire. Sous ces conditions, le Gouvernement fédéral garantit à chaque province la jouissance et l'exercice de ses institutions.

Art. 8. — Les citoyens de chaque province jouissent de tous les droits, privilèges et immunités attachés au titre de citoyen dans les autres provinces. L'extradition des criminels est d'obligation réciproque entre toutes les provinces.

Art. 14. — Tous les habitants de la nation jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir : le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite ; de naviguer et de commercer ; d'adresser des pétitions aux autorités ; d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir ; de publier leurs idées par la voie de la presse sans censure préalable ; d'user et de disposer de leur propriété ; de s'associer dans un but utile ; de professer librement leur culte ; d'enseigner et de s'instruire.

Art. 15. — Il n'y a point d'esclaves dans la nation argentine ; le petit nombre de ceux qui existent encore sera libre du jour où cette constitution aura été jurée, et une loi spéciale réglera les indemnités auxquelles donne lieu cette déclaration. Tout contrat d'achat ou de vente de personne est un crime, dont seront responsables les parties contractantes et le notaire ou le fonctionnaire qui l'aurait authentifié. Tout esclave devient libre par cela seul qu'il met le pied sur le territoire de la République, de quelque manière qu'il s'y introduise.

Art. 16. — La nation argentine n'admet pas de prérogatives de sang ou de naissance ; il n'y a chez elle ni privilèges personnels, ni titres de noblesse. Tous ses habitants sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois, sans

autre condition que celle de l'aptitude. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

Art. 17. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la nation ne peut en être dépouillé, sinon en vertu d'une sentence fondée sur la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être autorisée par une loi et donner lieu à une indemnité préalable. Seul le Congrès établit les contributions énoncées à l'article 4. Aucun service ne peut être exigé, sinon en vertu d'une loi ou d'un jugement fondé sur la loi. Tout auteur ou inventeur est propriétaire exclusif de son œuvre, invention ou découverte, pour la durée fixée par la loi. La confiscation des biens est à jamais rayée du code pénal argentin. Aucun corps armé ne peut procéder à des réquisitions, ni exiger de corvées d'aucune sorte.

Art. 18. — Aucun habitant de la nation ne peut être frappé d'une peine, sinon en vertu d'un jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait incriminé, ni jugé par des commissions spéciales, ni distrait des juges désignés par la loi antérieure au fait de la cause. Nul ne peut être contraint de déposer contre lui-même, ni arrêté, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente. La défense en justice de la personne et des droits est inviolable. Le domicile est inviolable, ainsi que la correspondance épistolaire et les papiers privés ; une loi déterminera dans quels cas et moyennant quelles justifications l'entrée dans le domicile ou la saisie pourront avoir lieu. Sont abolies à jamais la peine de mort en matière politique, les tortures de quelque espèce que ce soit, et la peine du fouet. Les prisons de la nation seront saines et propres, elles sont destinées à la garde et non au châtimement des coupables qui y sont détenus ; toute mesure qui, sous prétexte de dispositions à prendre, entraînerait pour les condamnés des souffrances plus grandes qu'il n'est nécessaire, engagera la responsabilité du juge qui l'autorise.

Art. 19. — Les actes privés des hommes, lorsqu'ils n'offensent pas l'ordre et la morale publique et ne préjudicient pas aux tiers, ne relèvent que de Dieu et ne sont pas justiciables des tribunaux. Aucun habitant de la nation ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne prohibe pas.

Art. 20. — Les étrangers jouissent sur le territoire de la nation de tous les droits civils du citoyen ; ils peuvent exercer leur industrie, commerce et profession ; posséder des biens immeubles, les acquérir et les aliéner ; naviguer

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Nación Argentina*, Publicación oficial, Buenos Aires, 1940. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

sur les cours d'eau et le long des côtes ; exercer librement leur culte ; tester et se marier conformément aux lois. Ils ne sont pas obligés d'acquiescer la citoyenneté, ni de payer des contributions forcées extraordinaires. Ils obtiennent la naturalisation moyennant une résidence de deux ans continus sur le territoire de la nation ; mais l'autorité peut abréger ce délai en faveur de ceux qui le sollicitent, s'ils allèguent et prouvent des services rendus à la République.

Art. 21. — Tout citoyen argentin est obligé de prendre les armes pour la défense de la patrie et de la présente constitution, conformément aux lois votées à cet effet par le Congrès et aux décrets du pouvoir exécutif national. Les citoyens par naturalisation sont libres d'accepter ou de refuser le service militaire pendant un délai de dix ans, à compter du jour où ils ont obtenu leur naturalisation.

Art. 22. — Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités établies par la présente constitution. Toute force armée ou réunion de personnes qui s'attribue les droits du peuple et pétitionne en son nom commet le délit de sédition.

Art. 23. — En cas de troubles intérieurs ou d'attaque extérieure mettant en péril le fonctionnement de la présente constitution et des autorités par elles établies, l'état de siège est déclaré dans la province ou le territoire où l'ordre public est troublé, et les garanties constitutionnelles y sont suspendues. Toutefois, pendant cette suspension, le Président de la République ne pourra, de sa propre autorité, prononcer aucune condamnation ni appliquer aucune peine ; son pouvoir, relativement aux personnes, est limité, en pareil cas, au droit d'ordonner leur arrestation et leur transport d'un point du territoire national à un autre, si elles ne préfèrent pas quitter le territoire argentin.

Art. 24. — Le Congrès procédera à la réforme de la législation actuelle dans toutes ses branches et à l'établissement de la juridiction du jury.

Art. 25. — Le Gouvernement fédéral favorisera l'immigration européenne ; il ne pourra

restreindre, limiter ni frapper d'aucune impôt l'entrée sur le territoire argentin des étrangers dont le but est de travailler la terre, d'améliorer les industries, d'introduire et d'enseigner les sciences et les arts.

Art. 26. — La navigation des cours d'eau intérieurs de la nation est libre pour tous les pavillons, sous la seule condition de se conformer aux règlements édictés par l'autorité nationale.

Art. 28. — Les principes, garanties et droits reconnus dans les articles précédents ne pourront être altérés par les lois qui en régleront l'exercice.

Art. 29. — Le Congrès ne peut accorder au pouvoir exécutif national, ni les législatures provinciales aux gouverneurs des provinces, des pouvoirs extraordinaires ni la totalité du pouvoir public, ni leur octroyer des juridictions ou des suprématies en vertu desquelles la vie, l'honneur et la fortune des citoyens argentins seraient à la merci d'un gouvernement ou d'une personne quelconque. Les actes de cette nature sont entachés par eux-mêmes d'une nullité que rien ne peut couvrir et exposent ceux qui les font, les votent ou les approuvent à la responsabilité et aux peines qui atteignent les traîtres infâmes à la patrie.

Art. 31. — La présente constitution, les lois nationales que le Congrès fait pour son exécution, et les traités avec les nations étrangères sont la loi suprême de la nation ; les autorités de chaque province sont obligées de s'y conformer, nonobstant toute disposition contraire que pourraient contenir les lois ou les constitutions provinciales. Réserve est faite, pour la province de Buenos-Aires, des traités ratifiés postérieurement au pacte du 11 novembre 1859.

Art. 32. — Le Congrès fédéral ne fera aucune loi restreignant la liberté de la presse ou soumettant celle-ci à la juridiction fédérale.

Art. 33. — Les déclarations, droits et garanties que la Constitution énumère ne doivent pas être considérés comme la négation d'autres droits et garanties non énumérés, mais qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE BUENOS-AIRES¹

du 23 novembre 1934

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 6. — Dans le territoire de la province, est inviolable le droit qu'a tout homme de rendre un culte à Dieu Tout-Puissant, librement, publiquement et selon les préceptes de sa conscience.

Art. 7. — L'exercice de la liberté religieuse, reconnu dans l'article qui précède, est soumis aux exigences de la morale et de l'ordre public.

Art. 8. — Le Gouvernement de la province participe aux frais d'entretien du culte catholique, apostolique et romain, conformément aux dispositions de la constitution nationale.

Art. 9. — Tous les habitants de la province naissent libres et indépendants et ont le droit absolu de défendre leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leurs biens et de les voir protégés. Nul ne peut perdre la jouissance de ces droits à titre de peine, si ce n'est en raison d'une loi antérieure au fait incriminé et après une décision régulière du juge compétent.

Art. 10. — Les habitants de la province sont égaux devant la loi; celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes.

Art. 11. — La liberté d'exprimer des pensées et des opinions, de quelque manière que ce soit, est un droit garanti aux habitants de la province.

La législation n'édicterà pas de mesures d'ordre préventif, ni de lois, ou de règlements qui diminuent, restreignent ou limitent l'exercice de la liberté de la presse.

Seuls pourront être qualifiés abus de la liberté de la presse, les faits qui constituent des délits de droit commun. La législation fixera les peines applicables et le jugement sera prononcé par les juges et les tribunaux ordinaires. En l'absence de loi spéciale, il sera fait application des peines établies par le code pénal de la nation.

Les délits commis par la voie de la presse ne pourront jamais être considérés comme délits flagrants. Les imprimeries et leurs dépendances ne pourront être séquestrées pendant les procès en tant qu'instruments du délit. La preuve sera toujours admise comme excuse absolutoire, s'il s'agit d'actes officiels de fonctionnaires ou employés publics.

Art. 12. — A tous les habitants de la province est garanti le droit de se réunir paisiblement pour s'occuper d'affaires publiques ou privées à condition de ne pas troubler l'ordre public, ainsi que le droit de pétition individuelle ou collective devant une autorité quelconque, pour solliciter une grâce ou demander justice, mandater leurs représentants ou demander la réparation de dommages. En aucun cas, un groupe de personnes ne pourra s'arroger le droit de représenter le peuple ni exercer ses droits, ni présenter de pétition en son nom, et ceux qui le feraient seront coupables de sédition.

Art. 13. — Nul ne pourra être arrêté sans qu'une enquête sommaire ait préalablement apporté un commencement de preuve ou des indices graves relatifs à un fait passible d'une peine afflictive; toutefois, au cas de flagrant délit, tout délinquant pourra être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement en présence du juge compétent; et nul ne pourra être incarcéré sans un ordre écrit du juge compétent.

Art. 14. — Tout ordre de perquisition ou d'arrestation d'une ou de plusieurs personnes, ou de saisie de biens devra spécifier les personnes ou les objets visés et donner une description détaillée du lieu qui doit être visité; il ne sera lancé de mandat de cet ordre que pour des faits punissables appuyés sur des déclarations faites sous serment ou affirmation; si ces conditions ne sont pas remplies l'ordre ou le mandat ne seront pas exécutoires.

Art. 15. — Nul ne pourra être jugé par une commission ou par un tribunal spécial, quel qu'en soit le titre.

Art. 16. — Toute personne appréhendée sera informée dans les vingt-quatre heures de la cause de son arrestation.

Art. 17. — Toute personne détenue pourra demander, personnellement ou par intermédiaire, qu'on la fasse comparaître devant le juge le plus proche; nonobstant toute décision d'une autorité compétente, cette personne ne pourra être détenue contre sa volonté si, à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures, la cause de sa détention ne lui a pas été notifiée par un juge compétent. Tout juge, même s'il siège dans un tribunal à forme collégiale, à qui sera adressée une requête réclamant l'application de l'article précédent devra faire le nécessaire dans les vingt-quatre heures à compter de la remise officielle de la demande, sous peine d'une amende de 1.000 pesos de la monnaie nationale. Après qu'il aura été statué sur

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Buenos Aires*, 3^a Edición oficial, La Plata, 1937. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

la requête, le fonctionnaire qui retiendra le détenu ou négligera de se conformer à la décision du juge dans le délai par lui fixé encourra une amende de 500 pesos de la monnaie nationale, sans préjudice de l'exécution de la décision.

Art. 18. — La personne qui fournira une garantie ou une caution suffisante pourra être mise en liberté ou dispensée d'emprisonnement.

La loi déterminera les conditions et les effets de la caution, compte tenu de la nature du délit, de sa gravité, du caractère plus ou moins dangereux de l'auteur du délit et des autres circonstances; elle indiquera les cas où il convient d'accorder la liberté provisoire et les règles qui doivent être observées en pareil cas.

Art. 19. — Tout habitant de la province a le droit d'entrer dans le pays et d'en sortir, d'y circuler, et d'emporter avec lui ses biens sous réserve des droits des tiers.

Art. 20. — La correspondance épistolaire est inviolable.

Art. 21. — Il ne peut être pénétré dans le domicile d'une personne que sur réquisition écrite du juge ou des autorités municipales chargées de veiller à l'application des règlements de salubrité publique et à cette fin seulement.

Art. 22. — Aucun habitant de la province ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne prohibe pas.

Art. 23. — Les actes privés des hommes, qui ne troublent en aucune façon l'ordre public ou ne nuisent pas à un tiers, relèvent de la justice divine et ne ressortissent pas à l'autorité des magistrats.

Art. 24. — La liberté du travail, de l'industrie et du commerce est un droit garanti à tout habitant de la province, dans la mesure où il ne porte pas atteinte ou ne nuit pas à la morale ou à la salubrité publique et n'est pas contraire aux lois du pays ou aux droits des tiers.

Art. 25. — Aucun accusé ne sera contraint de prêter serment ou de déposer contre lui-même en matière criminelle; aucun accusé ne sera poursuivi deux fois pour un même délit.

Art. 26. — Les prisons existent aux fins d'assurer la garde des détenus et non de leur infliger des mauvais traitements. Les pénitenciers seront réglementés en vue de constituer des centres de travail et de relèvement moral. Toute rigueur inutile engage la responsabilité des autorités qui l'imposent.

Art. 27. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé qu'en vertu d'une décision fondée sur la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être autorisée par la loi et précédée d'une indemnisation.

Art. 28. — Sont confirmées à tout jamais les lois selon lesquelles les enfants d'une esclave

naissent libres et celles qui interdisent le trafic des esclaves, la confiscation des biens, la torture, les peines cruelles, l'infamie transmissible, les majorats et les substitutions de tous genres, toute propriété devant être aliénable.

Art. 29. — Nul ne sera incarcéré pour dettes en matière civile, sauf dans les cas de fraude et pour les fautes prévues par la loi.

Art. 30. — Les étrangers jouiront dans le territoire de la province de tous les droits civils du citoyen et des autres droits que leur accorde la présente constitution.

Art. 31. — La liberté d'enseigner et de s'instruire ne pourra faire l'objet de mesures restrictives.

Art. 43. — Les déclarations, droits et garanties figurant dans la présente constitution ne doivent pas être considérés comme supprimant ou affaiblissant d'autres droits et garanties non énumérés ou retenus en fait par le peuple, et qui naissent du principe de la souveraineté populaire et sont inhérents à la personne humaine.

Art. 44. — Toute loi, décret ou ordre contraire aux articles précédents ou imposant à l'exercice des libertés et des droits reconnus par ces articles d'autres restrictions que celles qu'ils autorisent, ou qui privera les citoyens des garanties qu'ils assurent, sera inconstitutionnelle et ne pourra être appliquée par les juges. Les personnes qui subiront les effets d'un ordre quelconque qui viole ou restreint ces droits, libertés et garanties disposeront d'une action civile en indemnité pour les préjudices subis du fait de telles violations ou limitations, contre l'employé ou le fonctionnaire qui les aura autorisées ou exécutées.

SECTION VII

EDUCATION ET INSTRUCTION PUBLIQUES

Art. 190. — Les lois qui organiseront et réglementeront l'instruction devront se conformer aux règles suivantes:

1. L'éducation élémentaire est gratuite et obligatoire dans les conditions et sous les peines que la loi établira.

2. L'éducation élémentaire aura parmi ses buts principaux celui de former le caractère de l'enfant dans le culte des institutions de la patrie et selon les principes de la morale chrétienne, tout en respectant la liberté de conscience.

Art. 191. — Les lois organiques et réglementaires de l'enseignement secondaire et supérieur se conformeront aux règles suivantes:

1. L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur incomberont aux universités qui seront fondées ultérieurement.

2. L'instruction sera ouverte à tous les habitants de la province et sera gratuite dans les limites que la loi établira.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE CATAMARCA¹

du 27 juin 1895

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la province; le Gouvernement participe à l'entretien du culte sans préjudice de la tolérance des cultes garantie par la constitution nationale.

Art. 4. — Les habitants de la province sont égaux devant la loi. Celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes.

Art. 5. — Tous les habitants de la province sont, par nature, libres et indépendants, et ont le droit absolu de se défendre et d'être protégés dans leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leur propriété.

Nul ne peut être privé de la jouissance de ces droits sans une décision du juge compétent fondée sur une loi antérieure au fait de la cause.

Art. 6. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé qu'en vertu d'un jugement fondé sur la loi ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique laquelle doit, dans chaque cas, être prévue par la loi et précédée du versement d'une indemnité.

Art. 7. — La liberté d'enseigner et de s'instruire ne pourra être limitée par des mesures restrictives.

Art. 8. — La liberté de s'exprimer oralement et par écrit est un droit garanti aux habitants de la province.

Art. 9. — La législature ne fera pas de lois qui restreignent la liberté de la presse; la loi sur la presse instituera une juridiction chargée de connaître des affaires de cet ordre, les délits de droit commun relevant toujours de la compétence de la juridiction ordinaire.

Art. 10. — La liberté d'association, du travail, de l'industrie et du commerce est un droit garanti à tout habitant de la province, sous réserve de ne pas porter atteinte ni de nuire à la morale ou à la salubrité publique, et de n'être pas contraire aux lois du pays ou aux droits des tiers.

Art. 11. — Dans la province, tout auteur ou inventeur est propriétaire de son œuvre ou de son invention pendant le temps que la loi lui concède.

Art. 12. — Est abolie la confiscation des biens. Aucun corps armé ne peut effectuer de réquisition ni exiger de prestations d'aucune sorte.

Art. 13. — Est garanti à tous les habitants de la province, le droit de pétition individuelle et collective devant les autorités, ainsi que le droit de se réunir pour s'occuper d'affaires publiques ou privées, à condition de ne pas troubler l'ordre public.

En aucun cas, une réunion de personnes ne pourra prétendre représenter le peuple ni s'en arroger les droits, ni pétitionner en son nom; ceux qui le feront commettront le délit de sédition.

Art. 14. — Toute mesure adoptée par les autorités en présence ou sur réquisition de forces armées ou d'une réunion séditieuse est nulle et ne pourra jamais produire aucun effet.

Art. 15. — Tout habitant de l'Etat a le droit de pénétrer sur le territoire de la province, d'en sortir ou de le traverser en emportant ses biens, sous réserve des droits des tiers.

Art. 16. — Tout citoyen domicilié dans la province a l'obligation de prendre les armes sur réquisition des autorités légalement constituées, sous réserve des exceptions que détermineront les lois sur la matière.

Art. 18. — Les actions privées des hommes, qui ne portent atteinte en aucune façon à l'ordre public et ne nuisent pas à autrui, ne relèvent que de Dieu et échappent à l'autorité des magistrats.

Art. 19. — L'état civil des personnes sera uniformément tenu dans toute la province par les autorités civiles, sans distinction de croyances religieuses, dans la forme prévue par la loi.

Art. 20. — Aucune prestation gratuite de services n'est exigible si ce n'est en vertu d'un jugement fondé sur la loi, à l'exception des cas prévus par la présente constitution ou des cas auxquels la loi reconnaît le caractère de charge publique.

Art. 21. — Le domicile est inviolable et il ne pourra y être pénétré que sur un ordre écrit, circonstancié et motivé émanant d'une autorité compétente; dans le cas contraire, l'agent d'exécution engagera sa responsabilité.

Art. 22. — Seuls les fonctionnaires civils peuvent être habilités à pénétrer dans un domicile privé.

Art. 23. — Nul ne sera obligé de faire ce que la loi n'ordonne pas ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

Art. 24. — La correspondance privée est in-

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Catamarca*, Catamarca, 1932. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

violable; elle ne pourra être saisie que dans les cas prévus par la loi.

Les lettres et papiers privés qui auraient été soustraits ne seront pas utilisés dans les procès.

Art. 25. — La loi tient pour innocents ceux qui n'ont pas été déclarés coupables par jugement.

Art. 26. — Il ne sera pas fait de loi qui puisse entraîner condamnation, ou qui aggrave la position des personnes accusées de faits antérieurs à leur mise en vigueur, ou qui supprime des droits acquis.

Art. 27. — Nul ne peut être frappé d'une peine sans jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait incriminé, ni jugé par des commissions spéciales ou soustrait aux juges désignés par la loi antérieurement au fait incriminé.

Art. 28. — Aucune déclaration obtenue par des moyens illicites ne pourra être utilisée dans un procès ni servir de base à une action quelconque.

Art. 29. — La peine capitale ne pourra être appliquée que sur décision unanime des membres de la Cour de justice.

Art. 30. — Est reconnue la liberté d'assurer sa défense en justice, et de se faire représenter, conformément aux lois qui régleront l'exercice de cette liberté.

Art. 31. — Dans une cause criminelle, nul ne peut être obligé à témoigner contre lui-même, et il est illégal de le faire contre ses ascendants, descendants, conjoint, frères et alliés jusqu'au deuxième degré, et de tuteur à pupille et réciproquement. Cette interdiction ne comprend pas la dénonciation pour délit commis à l'encontre du dénonciateur ou d'une personne dont la parenté avec le dénonciateur est plus proche que celle qui la lie à la personne dénoncée. De même, nul ne peut être contraint à témoigner contre ses autres parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité inclusivement.

Art. 32. — Il ne pourra être établi de procédures purement sommaires, les délais ne pourront être abrégés ni la défense limitée d'aucune autre manière dans les causes qui relèvent des tribunaux de droit commun de la province.

Art. 34. — Est abolie la prison pour dettes en matière civile, sauf dans les cas de fraude ou de faute spécifiés par la loi.

Art. 35. — Nul ne peut être poursuivi en justice plus d'une fois pour un même délit; les procès terminés ne peuvent être ouverts à nouveau, sous aucun prétexte.

Art. 36. — Nul ne pourra être arrêté sans qu'une enquête sommaire préalable ait fourni un commencement de preuve ou des indices graves d'un délit passible d'une peine corporelle; et nul ne pourra être incarcéré sans

un ordre écrit du juge compétent, sauf le cas de flagrant délit où tout délinquant pourra être arrêté par une personne quelconque qui devra le conduire immédiatement devant son juge ou devant l'autorité la plus proche.

Art. 37. — La détention ou l'emprisonnement ne s'effectueront, en aucun cas, dans la prison publique destinée aux criminels; elles auront lieu dans un autre local affecté à cette fin.

Art. 38. — Aucune détention ne pourra se prolonger au delà de quarante-huit heures ou au delà de la durée maximum du trajet à parcourir, sans qu'avis soit donné au juge compétent et sans que le prévenu soit mis à sa disposition et que l'exposé des faits qui motivent l'emprisonnement lui soit présenté; en outre, à partir de ce moment, le prévenu ne pourra être maintenu au secret absolu pendant plus de trois jours.

Art. 39. — La cause de son emprisonnement sera notifiée à toute personne appréhendée dans les vingt-quatre heures qui suivront.

Art. 40. — Les prisons sont destinées à assurer la garde des prisonniers et non à leur infliger des rigueurs inutiles. Les pénitenciers, quand ils seront créés par la loi, seront organisés pour servir de centres de moralisation, d'instruction et de travail.

Toute rigueur inutile engage directement la responsabilité des autorités ou des fonctionnaires qui l'exercent.

Art. 42. — Toute victime d'une arrestation ou d'un emprisonnement arbitraire ou de tout autre atteinte à sa liberté individuelle pourra s'adresser personnellement ou par l'intermédiaire de ses parents, amis ou autres personnes, à tout juge compétent pour que celui-ci s'informe des circonstances de l'arrestation, de l'emprisonnement ou des violences exercées; et s'il est constaté que les dispositions constitutionnelles n'ont pas été observées, le juge ordonnera immédiatement que le requérant soit mis en liberté ou que ses droits soient respectés.

Si la violation, l'arrestation ou l'emprisonnement ont été ordonnés par un juge, le recours devra être porté devant son supérieur immédiat.

Art. 43. — Tout geôlier ou gardien de prison, lorsqu'il prend quelqu'un en charge, devra exiger et conserver par devers lui l'ordre original, ou sa copie authentique, visé par l'article 36, de même que, le cas échéant, l'ordre d'élargissement ou de mise en liberté, sous peine de se rendre directement responsable d'emprisonnement ou de libération injustifiés.

La même obligation d'exiger un ordre écrit d'emprisonnement incombe, sous la même responsabilité, à l'agent chargé de l'arrestation ou de l'emprisonnement.

Art. 56. — En aucun cas, les autorités provinciales ne pourront, sous prétexte de maintenir l'ordre ou en invoquant des raisons de santé publique, suspendre le fonctionnement de la présente constitution.

Art. 58. — Les étrangers jouissent sur le territoire de la province de tous les droits civils du citoyen et des droits locaux que leur accorde la présente constitution.

Art. 60. — Toute loi, décret, ou ordre contraire aux articles précédents ou qui imposera à l'exercice des libertés et des droits reconnus dans la présente constitution d'autre restrictions que celles qu'elle prévoit, ou qui privera les citoyens des garanties qu'elle assure, sera nulle et ne pourra être appliquée par les juges. Les personnes qui seront victimes d'un ordre, décret ou loi quelconque, qui viole ou réduise ces droits, libertés et garanties, disposeront d'une action civile en indemnité pour les préjudices causés par cette violation ou réduction et l'exerceront contre l'employé ou le fonctionnaire ayant autorisé ou exécuté ladite violation ou réduction.

Art. 61. — Les déclarations, droits et garanties énoncés dans la présente constitution ne seront pas interprétés comme supprimant ou diminuant les autres droits et garanties non énumérés ou qui sont effectivement retenus par le peuple, et qui dérivent du principe de la souveraineté populaire et sont inhérents à la condition humaine.

SECTION VII

INSTRUCTION ELEMENTAIRE

Art. 226. — La législature édictera les lois nécessaires pour organiser un système d'instruction élémentaire.

Art. 227. — Les lois qui organiseront et réglementeront l'instruction élémentaire devront observer les règles suivantes :

4. L'instruction élémentaire est gratuite et obligatoire dans les conditions et sous les peines que la loi établira.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE CORDOBA¹

du 11 janvier 1883

PREMIÈRE PARTIE

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la province ; le Gouvernement de cette dernière lui assurera la protection la plus active et la plus efficace et tous les habitants lui témoigneront le plus grand respect. Cependant, l'État respecte et garantit les autres cultes qui ne sont pas contraires à la morale ou à la raison naturelle.

Art. 5. — Tous les habitants de la province de Córdoba jouiront sur son territoire des droits et garanties que la constitution nationale établit dans sa première partie en faveur des habitants du pays, et seront soumis aux devoirs et restrictions qu'elle leur impose.

Art. 6. — La peine capitale ne pourra être prononcée qu'à l'unanimité des voix des membres de la Cour supérieure de justice.

Art. 7. — Nul ne peut être poursuivi en justice plus d'une fois pour un même délit et les débats clos par une sentence exécutoire ne pourront être rouverts sous aucun prétexte.

Art. 8. — Il ne pourra être établi de procédure purement sommaire, les délais ne pourront être abrégés ni les droits de la défense diminués d'autre façon dans les procès où sont encourues des peines corporelles afflictives.

Art. 9. — Dans tous les procès, la défense est libre et la preuve publique, sauf dans les cas où, de l'avis du juge ou du tribunal, la publicité serait contraire aux bonnes mœurs. La décision sera motivée.

Art. 10. — En matière criminelle, nul ne peut être obligé à déposer contre lui-même ; il n'est pas licite de déposer contre ses ascendants, ses descendants, son conjoint ou ses frères et sœurs et nul ne peut être contraint de déposer contre ses autres parents jusqu'au quatrième degré.

Art. 11. — Il ne pourra être fait usage dans un procès de lettres et de papiers privés qui auraient été l'objet d'un détournement.

Art. 12. — Nul ne pourra être arrêté sans qu'il ait été procédé au préalable à une enquête sommaire qui ait fourni un commencement de preuve ou des indices graves de crime ou de délit et nul ne pourra être incarcéré sans ordre écrit préalable d'un juge, sauf dans le cas de flagrant délit où tout délinquant peut être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement devant son juge.

Art. 13. — La détention ou l'imprisonnement ne pourra avoir lieu que dans un local désigné à cette fin et non dans la prison publique destinée aux criminels. Les prisons de la province seront sûres, saines et propres et on ne pourra prendre aucune mesure qui, sous prétexte de précaution, aboutisse à infliger aux prisonniers des rigueurs qui dépassent ce que la sécurité exige.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Córdoba*, Publicación oficial, Córdoba, 1937. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 14. — Tout geôlier ou gardien de prisonniers, lors de la prise en charge de quel qu'un, devra exiger et conserver par devers lui, l'ordre dont il est question à l'article 12, sous peine de se rendre responsable d'une détention indue. L'obligation d'exiger l'ordre requis incombe, sous la même responsabilité, à l'agent d'exécution chargé de l'arrestation ou de l'emprisonnement.

Art. 15. — Aucune détention ne pourra dépasser vingt-quatre heures sans qu'avis soit donné au juge compétent; le prévenu doit être mis à la disposition de celui-ci, qui doit être informé des circonstances du fait motivant la détention.

Le prévenu ne pourra pas non plus, dans ces conditions, être maintenu au secret absolu pendant plus de trois jours.

Art. 16. — En cas de non-exécution des peines pécuniaires dont il est question dans la présente constitution; celles-ci seront remplacées par la peine de la réclusion conformément à la loi.

Art. 17. — La loi tient pour innocents ceux qui n'ont pas été déclarés coupables par une sentence.

Art. 18. — Tout individu qui sera victime d'un emprisonnement arbitraire pourra introduire, par l'intermédiaire de ses parents, de ses amis ou de toute autre personne, un recours devant le juge le plus proche afin que celui-ci le faisant comparaître devant lui, s'informe des circonstances de l'arrestation et ordonne la mise en liberté immédiate, s'il est constaté que les règles constitutionnelles n'ont pas été observées.

Art. 19. — Le domicile étant inviolable, les agents de l'autorité ne peuvent y pénétrer sans un ordre écrit, lequel ne pourra émaner que d'une autorité civile, devra être précis et motivé comme le prévoit l'article 12 pour les ordres d'incarcération; dans le cas contraire, l'agent d'exécution engage sa responsabilité.

Art. 20. — Sauf dans les cas extrêmement graves et urgents ou dans ceux où il est considéré que l'ordre public est menacé, les mesures violentes ou odieuses comme la visite de maisons particulières devront être évitées, surtout pendant la nuit; le cas échéant, ne devront être chargés d'exécuter de telles mesures que des fonctionnaires civils qui présentent des garanties en raison de leur caractère et de leurs antécédents.

Art. 21. — Afin que la propriété soit mieux respectée, il est déclaré que tous ceux qui interviennent d'une façon quelconque dans la perception de redevances, contributions ou autres réquisitions constitutionnelles, sont solidairement responsables du préjudice causé.

Art. 22. — La même responsabilité pèse sur

ceux qui autorisent ces réquisitions, signent des décrets ou décident une mesure quelconque portant atteinte à la propriété ou à des droits acquis, suspendant l'exécution d'obligations contractuelles, le paiement de dettes légales ou de leurs intérêts, les modifiant ou en aggravant les conditions.

Art. 23. — D'une manière générale, sont solidairement responsables des dommages causés ceux qui ordonnent et ceux qui exécutent des actes inconstitutionnels quelle qu'en soit la nature.

Art. 24. — La législature ne pourra pas non plus faire de lois qui compromettent ces mêmes principes ou qui aient effet rétroactif ou qui soient prises *ex post facto*. Il lui sera également impossible d'autoriser le cours forcé des billets émis par les banques, ni de permettre leur conversion en toute autre valeur ni leur conversion en une monnaie différente de celle qu'ils représentent.

Art. 35. — Il ne sera fait dans la province aucune loi ou règlement qui rende la condition de l'étranger inférieure à celle du citoyen. Aucune loi n'obligera les étrangers à payer des contributions plus fortes que celles que doivent acquitter les citoyens ni à payer des contributions forcées ou extraordinaires.

Art. 36. — Les étrangers domiciliés dans la province de Córdoba peuvent accéder aux emplois municipaux de simple administration.

Art. 38. — La législature ne fera pas de loi qui restreigne la liberté de la presse; le tribunal institué par la loi s'y rapportant connaîtra des affaires de cette nature.

Art. 39. — Si une action est intentée contre une publication où figure, en termes convenables, sur la conduite d'un individu en tant que magistrat ou personne publique, lui imputant des fautes et des délits dont la mise en lumière et le châtiment intéresseront la société, il sera obligatoire d'admettre la preuve des faits dénoncés; s'il appert qu'ils sont vrais, l'accusé ne sera passible d'aucune peine.

Art. 42. — L'énumération et la reconnaissance de droits, qui figurent dans la présente constitution, n'entraînent pas la suppression des autres droits qui dérivent de la forme démocratique du gouvernement et de la condition naturelle de l'homme.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre IV

ATTRIBUTIONS DU POUVOIR LEGISLATIF

Art. 83. — Il appartient au pouvoir législatif:

4. D'édicter la loi organique de l'enseignement primaire conformément aux principes fondamentaux suivants:

a) L'enseignement primaire sera gratuit et obligatoire...

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE CORRIENTES¹

du 31 octobre 1913

DECLARATIONS GENERALES

Art. 6. — La liberté de s'exprimer oralement et par écrit est un droit.

Toute personne peut, librement et sans restrictions, sous quelque forme que ce soit, manifester ses idées et ses opinions, examiner et juger la conduite des autorités et des fonctionnaires publics; mais elle sera responsable de l'abus qu'elle fera de cette liberté.

Il ne sera édicté de lois ni de mesures quelconques qui restreignent l'exercice de cette liberté et, dans les procès auxquels donnera lieu l'abus de ce droit, la preuve sera admise lorsqu'un fonctionnaire ou employé public aura été outragé. Les fonctionnaires ou employés publics ont l'obligation d'attaquer en justice toute publication leur imputant des fautes ou des délits dont l'examen intéresse la société.

Art. 7. — Il ne sera pas fait de lois limitant le droit de se réunir paisiblement pour s'occuper d'affaires publiques ou privées.

Sont nuls tous actes ou omissions des autorités de la province accomplis sous la contrainte ou sur la réquisition, soit d'une troupe armée, soit d'un groupe insurrectionnel ou séditieux.

Art. 8. — La garantie de l'*habeas corpus* ne sera en aucun cas supprimée, suspendue ou diminuée par une autorité quelle qu'elle soit.

Art. 9. — Toute personne arrêtée sera mise en liberté provisoire moyennant cautionnement suffisant, dans les cas, formes et conditions que la loi déterminera.

Art. 10. — La détention ou la mise aux arrêts aura lieu dans des locaux destinés spécialement à cet effet, et non dans des prisons pour criminels, sous réserve des exceptions que la loi établira.

Les prisonniers ne seront pas conduits hors de la province afin d'accomplir leur peine dans d'autres prisons; et aucun prisonnier provenant d'une autre province ne sera incarcéré dans les prisons de la province.

Art. 11. — Dans une cause criminelle, nul ne peut être obligé à déposer contre lui-même, ni contre ses parents jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 12. — Il ne pourra être pénétré dans un domicile qu'en vertu d'un ordre écrit du juge compétent, ou, pour des raisons de salu-

brité publique, de l'autorité municipale. La loi fixera la procédure à suivre en pareils cas.

L'ordre devra être motivé et précis; s'il n'en est pas ainsi, la responsabilité de celui dont il émane aussi bien que de celui qui l'exécute sera engagée. . .

Art. 18. — Nul ne peut être privé de sa liberté pour cause de dettes.

Art. 23. — La propriété est inviolable. Nul ne peut en être privé qu'en vertu d'une décision judiciaire fondée sur la loi.

L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être prévue par la loi et précédée d'une indemnisation.

La législature a la faculté de donner à l'expropriation toute l'étendue justifiée par l'intérêt public.

Art. 25. — La liberté électorale est inviolable ainsi qu'en disposent la présente constitution et la loi, et sous les responsabilités qu'elles établissent.

Art. 26. — Les actions privées des hommes, qui ne portent atteinte en aucune façon à l'ordre public et qui ne nuisent pas à autrui, ne relèvent que de Dieu et échappent à l'autorité des magistrats.

Art. 27. — Les principes, garanties et déclarations établis par la présente constitution ne pourront être modifiés par les lois qui en règlent l'application, sous peine de nullité.

Toute loi, décret, ordre ou résolution émanant des autorités, qui apporterait aux principes, libertés et droits consacrés par la présente constitution d'autres restrictions que celles qu'elle-même autorise ou qui priverait les habitants de la province des garanties qu'elle leur assure, sera nulle et non avenue.

Sans préjudice des recours fondés sur l'inconstitutionnalité, les personnes lésées par des mesures de cette nature pourront tenter devant qui il appartiendra les actions appropriées contre les fonctionnaires ou employés publics ayant autorisé ou exécuté ces mesures, que lesdits fonctionnaires ou employés publics soient ou non en fonctions, sans qu'ils puissent en aucun cas s'exonérer de leur responsabilité en invoquant l'ordre ou l'approbation d'un supérieur.

Art. 29. — Les droits, déclarations et garanties énoncés dans la présente constitution ne seront pas interprétés comme supprimant ou diminuant ceux qui ne sont pas énumérés ou qui sont en fait retenus par le peuple, et qui dérivent du principe de la souveraineté populaire et de la forme républicaine du gouvernement, et qui sont inhérents à la personne humaine.

¹ Texte espagnol dans *Recopilación de Constituciones de la Provincia de Corrientes*, Edición oficial, Corrientes, 1921, p. 201-272. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 30. — Nul ne peut être jugé par des commissions ou des tribunaux spéciaux, quel que soit le titre.

Art. 31. — La justice sera rendue publiquement et sans délai. Le secret de l'instruction est aboli en matière pénale sous réserve des exceptions qu'établira la loi pour des raisons d'ordre public.

INSTRUCTION PUBLIQUE

Art. 171. — Les lois qui organiseront et réglementeront l'instruction élémentaire seront établies sur les bases suivantes :

1. L'instruction élémentaire est obligatoire et gratuite, dans les conditions et sous les peines que la loi établira.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE D'ENTRE-RIOS¹

du 18 août 1933

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 5. — Les habitants de la province jouissent sur son territoire de tous les droits et garanties déclarés par la constitution nationale, conformément aux lois qui en réglementeront l'exercice.

Art. 6. — Les droits, déclarations et garanties énumérés dans la constitution nationale et qui sont énoncés à nouveau dans la présente constitution ne seront pas interprétés comme supprimant les autres droits et garanties qui ne sont pas énumérés mais qui naissent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement et sont propres à la condition humaine.

Art. 7. — L'Etat ne pourra faire de lois ni prendre d'autres mesures qui limitent ou protègent l'exercice d'un culte quelconque. Sur tout le territoire de la province, est inviolable le droit qu'a tout homme de pratiquer son culte librement et publiquement, selon les préceptes de sa conscience et sans autres restrictions que celles qu'imposent la morale, les bonnes mœurs et l'ordre public.

Art. 9. — Tous les habitants de la province jouissent du droit d'enseigner et de s'instruire, conformément aux lois qui réglementeront l'exercice de ce droit.

Art. 10. — La liberté de s'exprimer par écrit ou oralement est un droit garanti aux habitants de la province et il ne pourra être pris aucune mesure qui supprime, restreigne ou limite cette liberté d'aucune manière.

Ceux qui abuseront de cette liberté répondront devant le justice ordinaire ou devant un jury dans la forme établie par la loi.

La procédure sera toujours sommaire et la loi qui la réglementera en fixera la durée maximum.

Art. 11. — La législature fera une loi spéciale sur les délits de presse, fixera les peines, le détail de la procédure devant le jury ou les

tribunaux ordinaires selon le cas, et les cas où il y a lieu d'admettre la preuve, laquelle devra être admise s'il s'agit de la conduite officielle ou de la compétence des fonctionnaires publics.

Art. 24. — Nul ne peut être arrêté sans un ordre écrit émanant de l'autorité compétente et sans une enquête sommaire préalable qui fournisse un indice de participation à un fait punissable, sauf le cas de flagrant délit, où le coupable pourra être appréhendé par tout habitant et conduit immédiatement devant l'autorité compétente. En aucun cas, la simple détention ou la prison préventive n'aura lieu dans les prisons publiques destinées aux condamnés et ne pourra se prolonger au delà de vingt-quatre heures sans que le juge ou l'autorité compétente n'en soit informé, le détenu étant mis à sa disposition et l'exposé des faits lui étant communiqué.

Art. 25. — Toute personne arrêtée sans ordre en bonne et due forme émanant du juge compétent ou arrêtée sur ordre d'un juge incompétent ou par une autorité ou un individu quelconque, ou à qui sera refusée l'une des garanties établies par la constitution nationale, la constitution provinciale ou les lois, pourra présenter un recours, en personne ou par représentant et en utilisant n'importe quel moyen de communication, devant le juge qualifié le plus proche, sans considération de juridiction ni d'instance, pour faire décider sa mise en liberté immédiate, être déférée devant le juge compétent ou se faire accorder la garantie refusée, selon le cas. Le juge ou le tribunal saisi de ce recours aura la faculté de demander toute espèce de rapports et de faire comparaître devant lui le détenu et il devra rendre une décision définitive dans un délai très court que fixera la loi.

Art. 27. — Si un fonctionnaire ou un corps constitué public de caractère administratif se livre à des actes expressément interdits par les lois ou ordonnances, la personne lésée pourra demander aux tribunaux, par une procédure sommaire, de signifier au fonctionnaire ou au corps constitué un ordre d'interdiction.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Entre Ríos*, Publicación oficial, Paraná, 1933. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 28. — Les procès terminés ne pourront être ouverts à nouveau, sauf en matière criminelle si la révision est favorable à l'accusé et si la loi l'autorise. La preuve en justice sera administrée publiquement, compte tenu des restrictions établies par la loi. La loi ne pourra pas attribuer aux aveux faits devant la police une valeur probante supérieure à celle d'un indice. L'instruction sera publique sous réserve de la mise au secret qui ne pourra pas dépasser trois jours.

Art. 29. — Sont interdits tous les genres de supplices et de sévices sous peine de révocation immédiate et sans préjudice des responsabilités qu'encourraient les employés et fonctionnaires qui les appliqueraient, les ordonnent ou y consentiraient. Les prisons et les colonies pénitentiaires agricoles de la province seront saines et propres; elles seront destinées à assurer la garde des prisonniers et non à leur infliger des rigueurs inutiles et devront constituer des centres de travail.

Art. 35. — Les droits et les garanties consacrés par la présente constitution ne seront pas modifiés par les lois qui en régleront l'exercice, ni limités par des restrictions autres que celles qui sont indispensables pour protéger l'existence de l'Etat, les droits des tiers, la morale et l'ordre public.

SECTION II

REGIME ECONOMIQUE ET ORGANISATION DU TRAVAIL

Art. 36. — L'Etat favorisera par le moyen de la législation le bien-être économique et social de la collectivité.

Art. 37 à 41. — (Dispositions relatives à l'encouragement de la production, de l'immigration, de la colonisation, etc.)

Art. 42. — Il réglementera par des lois spéciales les conditions de travail des ouvriers et employés résidant dans la province.

Il réglementera spécialement:

a) La durée et la sécurité du travail, compte tenu des exigences de l'hygiène et des conditions du travail industriel et des travaux qu'imposent l'agriculture et l'élevage.

b) Les assurances et le secours mutuel, en cas de maladie, de maternité, de décès, de vieillesse ou d'invalidité, et l'assistance à l'enfance abandonnée.

c) Les autres formes de prévoyance et d'assistance sociales.

d) Le salaire minimum pour les ouvriers de l'Etat, lequel sera fixé en considération du coût de la vie.

e) L'insaisissabilité du domicile familial.

f) L'encouragement à la construction avec l'aide de l'Etat de demeures salubres, sous la forme de subventions directes, d'octrois de crédits ou de garanties ou d'exonérations de charges.

g) Le développement et l'orientation du mouvement syndical.

h) Le fonctionnement de tribunaux d'arbitrage dont feront partie les représentants des groupements patronaux et ouvriers, légalement autorisés, en vue de régler les conflits qui surgiraient entre patrons et ouvriers.

SECTION IX

EDUCATION ELEMENTAIRE

Art. 201. — L'Etat a l'obligation primordiale de prendre les dispositions nécessaires en vue de l'établissement et de l'organisation d'un système d'éducation qui comporterait l'enseignement primaire élémentaire. Il pourra aussi organiser et entretenir des écoles primaires, complémentaires, de perfectionnement et des instituts spécialisés.

Art. 202. — Le minimum d'enseignement primaire que l'Etat s'oblige à donner et que les habitants sont tenus de recevoir devra être dispensé dans les écoles officielles ou dans les écoles privées qui offrent des garanties de stabilité et de compétence pédagogique. Ces dernières devront fournir le minimum d'enseignement officiel et satisfaire aux lois scolaires.

Art. 203. — L'obligation scolaire s'étend à tout le cycle de l'enseignement primaire élémentaire, dans les conditions et sous les peines que la loi établira. L'enseignement dans les écoles de l'Etat sera gratuit, laïque et obligatoire. La gratuité pourra être étendue aux autres enseignements donnés par l'Etat.

Art. 204. — L'Etat favorisera la création d'écoles municipales et privées et contribuera à leur entretien lorsqu'elles fonctionneront dans les conditions et avec les garanties prévues à l'article 202.

Art. 205. — L'enseignement public aura un caractère essentiellement national et se proposera comme but essentiel d'orienter et d'accroître progressivement et systématiquement le développement moral, intellectuel et physique de l'élève.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE JUJUY¹

du 28 février 1935

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 4. — La religion catholique, apostolique et romaine étant la religion de la majorité des habitants de la province, le Gouvernement participera à l'entretien du culte. Néanmoins, l'Etat respecte et garantit les autres cultes qui ne sont pas contraires à la morale et à la raison naturelle.

Art. 8. — Tous les habitants de la province sont, par nature, libres et indépendants et ont le droit absolu de se défendre et d'être protégés dans leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leur propriété. Nul ne peut être privé de ces droits que par jugement d'un juge compétent, fondé sur une loi antérieure au fait de la cause.

Art. 9. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé qu'en vertu d'un jugement fondé sur la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être prévue par une loi et précédée du versement d'une indemnité.

Art. 10. — Aucun service personnel n'est exigible si ce n'est en vertu de la loi ou d'un jugement fondé sur elle.

Art. 11. — Les habitants de la province sont égaux devant la loi et celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes.

Art. 12. — La liberté d'enseigner et de s'instruire ne pourra être limitée.

Art. 13. — La liberté de s'exprimer par écrit ou oralement est un droit garanti aux habitants de la province. Toute personne peut publier, par la voie de la presse, ses pensées et ses opinions sans censure préalable, et les délits ou abus commis seront jugés par les tribunaux ordinaires, selon les règles de la procédure de droit commun, et frappés des peines du code pénal ou, le cas échéant, de celles de la loi qui réglementera l'exercice de ces droits ; celle-ci ne pourra ordonner des mesures mettant obstacle à l'exercice de la liberté, ni la restreindre ou la limiter en aucune manière.

Dans les procès auxquels donnera lieu l'exercice de la liberté de la parole et de la presse, la preuve sera admise comme excuse absolutoire s'il s'agit de la conduite officielle des employés ou de la compétence politique des fonctionnaires publics.

Art. 14. — A tous les habitants de la province est garanti le droit de se réunir paisible-

ment pour s'occuper d'affaires publiques et privées à condition de ne pas troubler l'ordre public ; est également garanti le droit de pétition individuelle ou collective devant les autorités, que ce soit pour solliciter une grâce ou demander justice ou donner des instructions à ses représentants. En aucun cas une réunion de personnes ne pourra s'arroger le droit de représenter le peuple ni s'en attribuer les droits ni présenter de pétition en son nom ; ceux qui le feraient commettront le délit de sédition.

Art. 15. — La liberté du travail, de l'industrie et du commerce est un droit garanti à tout habitant de la province à condition de ne pas porter atteinte à la morale, ou de ne pas nuire à la salubrité publique, ou de n'être pas contraire aux lois du pays ou aux droits d'autrui.

Art. 16. — Toute personne a le droit d'entrer sur le territoire de la province, d'en sortir et de le traverser en emportant ses biens, sous réserve des droits des tiers.

Art. 23. — Dans une cause criminelle, nul ne peut être obligé à témoigner contre lui-même ou contre ses ascendants, descendants, conjoint, frères consanguins et alliés.

Art. 24. — Aucun habitant de la province ne peut être condamné sans un jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait de la cause, ni jugé par des commissions spéciales ou soustrait aux juges désignés par la loi antérieurement au fait incriminé.

Art. 25. — Tout ordre de perquisition, d'arrestation d'une ou de plusieurs personnes ou de saisie de propriété devra spécifier les personnes ou les choses faisant l'objet de la perquisition ou de la saisie et indiquer en particulier le lieu à inspecter ; aucun mandat de cette nature ne sera délivré sinon par une autorité compétente s'appuyant sur un commencement de preuve dont mention sera faite dans ledit ordre, sauf au cas de flagrant délit où le délinquant pourra être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement en présence de l'autorité.

Art. 26. — Toute personne chargée de la garde de prisonniers devra, lors de la prise en charge de quelqu'un, exiger l'ordre visé dans l'article précédent et le conserver par devers elle, sous peine de se rendre responsable d'un emprisonnement indu. La même obligation d'exiger l'ordre indiqué incombe, sous la même responsabilité, à l'agent qui opère l'arrestation ou l'incarcération.

Art. 27. — Aucune détention ne pourra dépasser vingt-quatre heures sans qu'avis soit donné au juge compétent ; le prévenu doit

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia Jujuy*, Imprenta del Estado, Jujuy, 1935. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

être mis à la disposition de celui-ci, qui doit être informé des circonstances du fait motivant la détention. Le prévenu ne pourra pas non plus être maintenu au secret au delà du délai fixé par la loi sans qu'on lui fasse connaître la cause de sa détention.

Art. 28. — Tout individu qui sera victime d'une détention ou d'un emprisonnement arbitraires pourra introduire, personnellement ou par autre personne, un recours devant le juge indiqué par la loi afin que celui-ci, le faisant comparaître devant lui, s'informe des circonstances de l'arrestation et ordonne la mise en liberté immédiate s'il est constaté que les règles constitutionnelles n'ont pas été observées ou que l'emprisonnement n'a pas été ordonné par une autorité compétente.

Art. 29. — La prison publique destinée aux criminels ne pourra servir de lieu de détention ou d'emprisonnement; un autre local sera désigné à cet effet. Les prisons de la province seront sûres, saines et propres et il ne pourra être pris de mesures qui, sous prétexte de précaution, conduisent à infliger aux personnes des rigueurs dépassant ce que la sécurité exigera.

Art. 30. — Est abolie la prison pour dettes dans les causes civiles, sous réserve du cas où il y aura preuve de vol, de simulation ou de fraude de la part du débiteur.

Art. 31. — Il ne pourra être pénétré dans le domicile d'une personne que sur un ordre écrit du juge compétent ou des autorités municipales s'il s'agit de veiller à l'exécution des règlements de salubrité publique.

Art. 32. — La correspondance épistolaire est inviolable et ne peut être saisie que dans les cas prévus par la loi.

Art. 33. — Aucun habitant de la province

ne sera contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

Art. 34. — Les actions des hommes qui ne portent atteinte en aucune façon à la morale ou à l'ordre public et qui ne nuisent pas à autrui relèvent de Dieu seul et échappent à l'autorité des magistrats.

Art. 39. — En aucun cas les autorités provinciales ne pourront, sous prétexte de maintenir l'ordre ou en invoquant la santé publique, suspendre l'application de la présente constitution ou de celle de l'Etat ou l'observation des garanties établies dans chacune d'elles.

Art. 40. — Les déclarations, droits et garanties énumérés dans la présente constitution ne pourront pas être interprétés comme supprimant ou limitant les autres droits et garanties non énumérés et appartenant effectivement au peuple, qui découlent du principe de la souveraineté populaire et sont inhérents à la personne humaine.

SECTION VII

EDUCATION ET INSTRUCTION PUBLIQUES

Art. 137. — La législation fera par priorité les lois nécessaires pour établir et organiser un système d'instruction élémentaire conforme aux règles suivantes :

1. L'instruction élémentaire est gratuite et obligatoire, dans les conditions et sous les peines que la loi établira.

2. L'école primaire a pour objet unique de favoriser et de diriger progressivement et systématiquement le développement moral, intellectuel et physique de l'enfant.

3. Dans chaque district, il y aura une école publique fonctionnant au moins six mois par an.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE LA RIOJA¹

du 31 mai 1933

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I

DECLARATION, DROITS ET GARANTIES

Art. 5. — Le Gouvernement de la province participe à l'entretien du culte catholique, apostolique et romain, conformément aux dispositions de la constitution nationale. Néanmoins, dans tout le territoire de la province, est inviolable le droit qu'a tout homme de pratiquer son culte, librement et complètement,

selon les préceptes de sa conscience à condition qu'il n'en résulte pas une atteinte à la morale ou à l'ordre public.

Art. 6. — Nul ne sera obligé de faire ce que la loi n'ordonne pas ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas. L'état civil des personnes sera uniformément tenu dans toute la province par les autorités civiles, sans distinction de croyances religieuses et dans les formes qu'établira la loi.

Art. 7. — Tous les habitants sont égaux devant la loi; celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes. Il n'y aura pas de privilèges fiscaux dans la province. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de La Rioja*, La Rioja (sans date). Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 8. — En aucun cas, une personne ou une réunion de personnes ne pourront formuler de pétition au nom du peuple; elles ne pourront non plus prétendre le représenter ou s'en arroger les droits, ni exercer les fonctions de l'autorité constitutionnelle ni faire aucun acte de gouvernement ou d'administration s'il n'est pas la conséquence de l'application régulière de la présente constitution et des lois qui seront faites par application de celle-ci. Toute décision des autorités de la province imposée par la contrainte, sur réquisition d'une forme armée ou de personnes ou de groupes séditeux ou d'un rassemblement populaire, est attentatoire à l'ordre établi et sera nulle et de nul effet.

Art. 12. — En aucun cas, les autorités provinciales ne pourront, sous prétexte de maintenir l'ordre ou en invoquant la santé publique, suspendre l'application de la présente constitution ou l'exercice des droits et garanties établis par elle. La législature ne pourra édicter de loi qui ait un effet rétroactif ou qui soit faite *ex post facto* ou qui modifie les obligations contractuelles.

Art. 18. — Il incombe au Gouvernement de prendre les mesures favorables au développement de la prospérité de la province en encourageant le travail, la morale, l'industrie et le commerce par la liberté, l'ordre et la sécurité. Il lui incombe également de protéger l'immigration, la colonisation, la construction de chemins de fer, de lignes télégraphiques, de routes, de canaux ou autres moyens d'irrigation, l'importation de capitaux, l'introduction et la création de nouvelles industries et de nouvelles sources de richesse publique, la prospection du territoire et l'association des particuliers, par le moyen de lois protectrices et par la concession de facilités de tout nature, par la simplification des formalités et des procédures et par toute mesure qui, d'un point de vue constitutionnel, sera du domaine du gouvernement provincial.

Art. 20. — Les étrangers jouiront sur le territoire de la province de tous les droits civils du citoyen. Il ne sera fait dans la province ni loi ni règlement qui rende la condition civile de l'étranger inférieure à celle du citoyen.

Aucune loi n'obligera les étrangers à payer des contributions supérieures à celles que supportent les nationaux.

Art. 21. — Tous les habitants de la province ont le droit de se réunir paisiblement pour s'occuper d'affaires publiques ou privées et de s'organiser en association à des fins utiles; d'adresser individuellement ou collectivement des pétitions aux autorités pour solliciter une grâce ou demander justice, pour dénoncer des délits ou pour accuser des employés; de leur communiquer des informations ou de demander

réparation de dommages. Tous les habitants de la province ont le droit d'entrer sur le territoire, d'y séjourner, de le traverser et d'en sortir, d'utiliser leurs biens et d'en disposer, d'exprimer leurs idées oralement ou par écrit; d'enseigner et de s'instruire; de travailler, de faire du commerce et d'exercer toute industrie licite.

Art. 22. — Tous les habitants de la province ont le droit de défendre leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leur propriété. Nul ne peut en être privé qu'à titre de pénalité, conformément à une loi antérieure au fait de la cause et sur sentence régulière du juge compétent. Tout habitant majeur ou émancipé peut, s'il le désire, exercer personnellement ces droits, de la même manière que tous les droits civils. Les droits des tiers, les bonnes mœurs, l'ordre et la santé publics peuvent seuls limiter le libre exercice des droits civils, s'il sont invoqués par une autorité compétente.

Art. 24. — Nul ne peut être soustrait à ses juges naturels qui sont ceux que la loi a indiqués antérieurement au fait incriminé, ni jugé par des commissions ou des tribunaux spéciaux quelle qu'en soit la dénomination. La loi tient pour innocents ceux qui n'ont pas été déclarés coupables par décision d'un juge compétent, fondée sur une loi antérieure au fait de la cause. La sentence dans une affaire criminelle doit être catégorique et définitive, déclarant l'accusé coupable ou non coupable.

Art. 25. — Aucun procès criminel ne peut avoir lieu hors de la présence de l'accusé. Il ne sera pas appliqué de lois qui prévoient condamnation ou qui aggravent la condition des faits antérieurs. La prison pour dettes ne sera pas infligée en matière civile, sauf les cas de faute spécifiées par la loi.

Art. 26. — Dans tous les procès la preuve sera administrée publiquement, sauf si le juge ou le tribunal compétent estiment que la publicité serait dangereuse pour les bonnes mœurs, auquel cas leur décision sera motivée; l'administration de la preuve aura toujours lieu en présence des intéressés.

Dans une cause criminelle, nul ne peut être obligé à témoigner contre lui-même ni contre ses ascendants, descendants, conjoint, frères consanguins et alliés. Il ne pourra être porté atteinte aux droits de la défense.

Art. 27. — La présente constitution confirme les lois qui interdisent l'application de la peine de mort pour des raisons politiques et l'infamie transmissible; sont également interdites la peine de la torture et la peine du fouet qui ne pourront être appliquées par aucune autorité ni sous le prétexte de la discipline. La

peine capitale ne pourra être infligée, tant qu'elle subsistera dans la législation de la République, que sur décision unanime de la Cour supérieure de justice. Personne ne peut être poursuivi en justice plus d'une fois pour le même délit et les procès terminés par une sentence exécutoire ne pourront sous aucun prétexte être ouverts à nouveau.

Art. 28. — La personne humaine est inviolable. Nul ne pourra être arrêté sans un commencement de preuve ou un indice grave de délit et sans un ordre préalable écrit de l'autorité compétente, sauf le cas de flagrant délit où une personne quelconque peut arrêter le délinquant. La détention ou l'emprisonnement n'aura jamais lieu dans la prison publique destinée aux criminels; il s'effectuera dans un autre local désigné à cette fin.

Art. 29. — Nul ne pourra être incarcéré sans un ordre écrit de l'autorité compétente. Tout directeur de prison, geôlier ou gardien de prisonniers devra, lors de la prise en charge de quelqu'un, exiger ledit ordre et le conserver par devers lui sous peine de se rendre coupable d'emprisonnement indu.

Art. 30. — Tout individu qui sera arbitrairement privé de sa liberté ou qui sera victime d'une atteinte illégale à sa liberté pourra avoir recours en personne ou par l'intermédiaire d'un tiers au juge désigné par la loi et l'informer du fait afin que le juge, le faisant comparaître devant lui, s'informe des circonstances de l'arrestation; et s'il est établi que les règles constitutionnelles n'ont pas été observées ou que l'emprisonnement n'a pas été ordonné par l'autorité compétente, le juge le fera immédiatement mettre en liberté ou mettra fin au motif de la plainte.

Art. 31. — Les prisons de la province seront sûres, saines et propres et il ne pourra être pris de mesure qui, sous prétexte de précaution à prendre, soumettrait le prisonnier à des rigueurs que la sécurité ne justifie pas. Les prisons de la province seront des centres de travail et de moralisation. Toute condamnation sera interprétée comme portant implicitement que si la province établit un pénitencier en commun avec d'autres provinces ou si, à la suite d'une concession ou d'un accord quelconque, elle obtient le droit d'envoyer ses condamnés dans des prisons nationales ou provinciales, la peine s'accomplira au lieu que les autorités compétentes désigneront.

Art. 32. — Le domicile est inviolable et nul ne peut y pénétrer contre la volonté du maître des lieux. Seule l'autorité compétente peut délivrer l'ordre d'y pénétrer, à seule fin d'appréhender un délinquant, d'examiner ou de saisir certains objets ou de faire observer les ordonnances municipales. L'ordre ne peut être

donné que pour une raison plausible ou reposant sur une déclaration faite sous serment ou sur une affirmation; il devra spécifier le but envisagé, ainsi que le fonctionnaire civil qui devra exécuter l'ordre; il ne sera exécuté de nuit que dans des cas extrêmement graves et urgents, s'il s'agit de prévenir un crime qui autrement serait perpétré.

Art. 33. — La correspondance épistolaire et les papiers privés sont inviolables et ceux qui seraient soustraits ne pourront jamais être utilisés dans un procès; ils ne pourront être ouverts ou saisis qu'en vertu d'un ordre des tribunaux qui ne pourra être donné que dans les cas prévus par la loi. S'ils ordonnent l'ouverture ou la saisie de la correspondance ou de papiers privés, les juges en chargeront des fonctionnaires civils et préciseront le lieu à visiter, la visite devant dans tous les cas avoir lieu pendant le jour.

Art. 34. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé si ce n'est en vertu d'une décision fondée sur la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être autorisée par la loi et être précédée du versement d'une indemnité. Tout auteur ou inventeur a la propriété exclusive de son œuvre, de son invention ou de sa découverte pour la durée que lui accordera la loi.

Art. 36. — La liberté de la presse est garantie et il ne sera pas appliqué de dispositions émanant des pouvoirs ou autorités qui la limiteraient en établissant une censure ou des garanties pécuniaires préalables, et des contributions ou des amendes hors de proportion avec le capital de l'entreprise. Des écrits contraires à la morale ou à l'ordre public ou qui contiendront des injures ou attaques à des personnes peuvent donner lieu à poursuites; mais s'il est porté un jugement sur la conduite d'un individu à raison de sa qualité de fonctionnaire ou de personne publique, lui imputant des fautes ou des délits, la preuve servira d'excuse absolutoire; il en sera de même s'il s'agit de la compétence politique des personnes publiques.

Si, dans les trois cas mentionnés ci-dessus, un jugement de condamnation est prononcé contre l'auteur de l'écrit, objet de la poursuite, ou contre l'éditeur, le directeur ou le rédacteur de la publication, ceux-ci seront obligés de publier ce jugement.

Art. 37. — Les déclarations, droits et garanties énumérés dans la présente constitution ne seront pas interprétés comme supprimant ou diminuant les autres droits et garanties non énumérés ou effectivement retenus par le peuple et qui dérivent du principe de la souveraineté populaire inhérent à la condition de l'homme. Ils ne seront pas non plus considérés comme supprimant aucun des droits et garan-

ties que la constitution nationale accorde aux habitants de l'Etat, lesquels sont incorporés dans la présente constitution et seront respectés et préservés comme faisant partie de celle-ci.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre VII

EDUCATION ELEMENTAIRE

Art. 127. — Le Gouvernement a l'obligation

de dispenser à tous les habitants de la province l'instruction primaire qui sera obligatoire et gratuite dans les conditions et sous les peines que la loi établira. Des mesures seront prises en vue d'assurer l'existence d'une école au moins dans toute ville, bourg, district ou centre de population où se trouvent plus de trente enfants d'âge scolaire.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE MENDOZA¹

du 11 février 1916

SECTION I

DECLARATIONS GENERALES, DROITS ET GARANTIES

Art. 6. — Dans le territoire de la province, est inviolable le droit de tout homme à rendre un culte à Dieu ou de professer une religion quelconque, librement et publiquement, selon les préceptes de sa conscience, sans autres restrictions que celles que prescrivent la morale et l'ordre public.

Art. 7. — Tous les habitants de la province sont égaux devant la loi; celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes.

Art. 8. — Tous les habitants de la province sont par nature libres et indépendants et ont le droit absolu de défendre leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leur propriété et d'en voir protéger la jouissance. Nul ne peut en être privé sinon à titre de pénalité, conformément à une loi antérieure au fait incriminé et en vertu d'une sentence prononcée dans les formes légales par le juge compétent.

Art. 9. — Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités constituées conformément à la présente constitution.

Art. 10. — Tous les habitants de la province ont le droit de se réunir pour s'occuper des affaires publiques ou privées, à condition de ne pas troubler l'ordre public; ils ont également le droit de présenter des pétitions individuellement ou collectivement, aux autorités quelles qu'elles soient, soit pour solliciter une grâce ou demander justice, soit pour donner des instructions à leurs représentants ou demander la réparation de dommages, mais aucun groupe ne pourra prétendre représenter le peuple ou s'en arroger les droits.

Le droit de pétition ne pourra être exercé que conformément aux lois; il ne pourra pas

l'être collectivement par aucune force armée ni individuellement par ceux qui en font partie.

Toute disposition adoptée par les autorités, en présence ou sur réquisition d'une force armée ou d'une réunion séditieuse qui s'attribuera les droits du peuple, est nulle et non avenue.

Art. 11. — Tous les habitants de la province sont assurés du droit d'émettre librement leurs idées et opinions oralement ou par écrit, en se servant de la presse ou d'un autre procédé analogue, sans autre responsabilité que celle qui résultera de l'abus qui pourra être fait de ce droit, par délit ou contravention, et on n'édicterà aucune loi ou disposition qui institue à leur égard des mesures préventives, ou qui la restreigne ou la limite d'une manière quelconque.

Il ne pourra non plus être fait de loi ni pris de disposition qui exigent du directeur ou du rédacteur en chef d'autres conditions que la pleine jouissance de sa capacité civile.

Dans les procès auxquels donnera lieu l'exercice de la liberté de la presse, la preuve des faits dénoncés sera admise comme excuse absolutoire toutes les fois qu'il s'agira de la conduite officielle des fonctionnaires ou employés publics et d'une manière générale dans les cas de calomnie.

C'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartiendra exclusivement de connaître des affaires de cet ordre.

Art. 14. — Le domicile est inviolable et il ne pourra y être pénétré que sur ordre écrit du juge compétent ou de l'autorité sanitaire ou municipale pour raison de salubrité publique.

La loi fixera la procédure à suivre en pareils cas.

L'ordre devra être motivé et précis; s'il n'en est pas ainsi la responsabilité de l'auteur ainsi que celle de l'agent d'exécution seront engagées.

Art. 15. — La correspondance épistolaire, télégraphique ou par autre moyen de communication analogue est inviolable et ne peut être saisie ou contrôlée que par l'autorité judiciaire compétente et dans les cas prévus par la loi.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Mendoza*, Edición oficial, Mendoza, 1936. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 16. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé ou dépossédé qu'en vertu d'un jugement fondé sur la loi, ou pour cause d'utilité publique prévue dans chaque cas par la législature et après indemnisation préalable.

Art. 17. — Nul ne peut être arrêté sans qu'une enquête sommaire préalable ait fourni un commencement de preuve ou des indices graves d'un fait passible d'une peine corporelle, sauf le cas de flagrant délit, où tout délinquant peut être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement en présence de son juge ou de l'autorité policière la plus proche, et nul ne pourra être incarcéré sans un ordre écrit du juge compétent.

Art. 18. — Tout ordre de perquisition, de détention de plusieurs personnes ou de saisie de biens devra spécifier les personnes ou les objets soumis à la perquisition ou à la saisie, et donner une description précise du lieu qui doit être visité, et il ne sera délivré de mandat de ce genre que pour fait punissable appuyé par une déclaration sous serment ou affirmation; en l'absence de ces conditions, l'ordre ou le mandat ne sera pas exécutoire.

Art. 19. — Toute personne appréhendée recevra notification du motif de son arrestation dans un délai de vingt-quatre heures et, après expiration de ce délai, ne pourra être tenue au secret absolu pendant plus de trois jours.

Art. 20. — Tout geôlier ou gardien de prison devra, sous sa responsabilité, lors de la prise en charge d'un prisonnier, exiger un ordre motivé d'emprisonnement et le conserver par devers lui.

L'agent chargé de l'arrestation ou de l'emprisonnement devra, sous sa propre responsabilité, exiger le même ordre.

Art. 21. — Toute personne arrêtée pourra demander elle-même, ou par une personne agissant en son nom, qu'on la fasse comparaître devant le juge le plus proche: à partir du moment où l'autorité compétente aura rendu sa décision, elle ne pourra être détenue contre sa volonté, si, après un délai de vingt-quatre heures, le motif de sa détention ne lui a pas été notifié par un juge compétent. Tout juge, même appartenant à un tribunal collégial, à qui sera présentée cette requête ou à qui sera réclamé la garantie énoncée par l'article 19, devra agir dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la présentation de la requête, en vertu d'un mandat authentique, sous peine d'une amende de mille pesos de la monnaie du pays. La décision sur la pétition étant intervenue, le fonctionnaire qui maintiendra le détenu en état d'arrestation ou s'abstiendra de satisfaire dans le délai indiqué à la réquisition formulée par le juge, en-

courra la même amende sans préjudice de l'exécution de la sentence.

Art. 22. — Si le fait qui motive la détention d'un inculpé n'est passible que d'une peine pécuniaire ou corporelle dont la durée moyenne ne dépasse pas deux années de prison ou de l'une et de l'autre conjointement, la mise en liberté provisoire pourra être prononcée, sous réserve des restrictions établies par la loi au cas de récidive ou de répétition, et pourvu qu'il offre l'une des garanties qu'elle déterminera.

Art. 25. — Les prisons sont conçues en vue de la garde des détenus et non pour leur infliger des rigueurs; les prisons, de même que les colonies pénitenciaires, seront organisées de manière à constituer des centres de travail et de moralisation.

Toutes rigueurs qui ne sont pas nécessaires engagent la responsabilité des autorités qui les infligent.

Art. 24. — La détention ou l'emprisonnement aura lieu dans des locaux destinés spécialement à cet effet, et non dans des prisons pour condamnés.

Les prisonniers ne seront pas conduits hors de la province pour accomplir leur peine dans d'autres prisons, et aucun prisonnier provenant d'une autre province ne sera incarcéré dans les prisons de la province, sauf exceptions établies par la loi.

Art. 25. — Nul ne peut être condamné sans un jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait pour lequel on le met en jugement ni jugé par des commissions ou tribunaux spéciaux, quelle que soit leur dénomination.

Art. 26. — Nul ne peut être obligé en matière criminelle à faire une déclaration ou à déposer sous serment contre lui-même, ni mis en cause deux fois pour un même fait délictueux.

Dans une cause criminelle, la sentence doit être définitive et absoudre ou condamner l'accusé.

Art. 27. — Nul ne peut être privé de sa liberté pour dette, sauf en cas de délit.

Art. 28. — Aucun recrutement forcé ne pourra avoir lieu dans la province pour assurer le service de la police ou le service de garnison qui seront assurés par des recrues ou des engagés aux frais du Trésor provincial.

Art. 31. — Les étrangers jouiront dans le territoire de la province de tous les droits civils du citoyen et de ceux que leur accorderont la constitution et les lois.

Art. 32. — L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

Art. 33. — La présente constitution garantit à tous les habitants de la province la liberté du travail, la liberté de l'industrie et du commerce, pourvu qu'elles ne s'opposent pas à la

morale, à la sécurité, à la salubrité publique, aux lois du pays ou aux droits des tiers.

La législature ne pourra en aucune façon établir des impôts grevant d'une manière quelconque les articles de première nécessité, sauf si ces impôts sont justifiés par les exigences de la salubrité publique.

Art. 34. — Aucun habitant de la province ne sera contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

Les actions privées des hommes qui ne portent en aucune façon atteinte à la morale et à l'ordre public et qui ne nuisent pas aux tiers échappent à l'autorité des magistrats.

Art. 35. — Tous les habitants de la province pourront fonder et entretenir des établissements d'enseignement sans autorisation préalable, sous réserve de l'inspection par l'autorité compétente pour raisons d'hygiène, de moralité et d'ordre public.

Art. 47. — L'énumération et la reconnaissance des droits que contient la présente constitution n'entraînent pas la suppression des autres droits qui dérivent de la forme républicaine du gouvernement et de la condition naturelle de l'homme.

Art. 48. — Toute loi, décret, ordonnance ou disposition contraire aux prescriptions de la présente constitution ou qui imposera à l'exercice des libertés et des droits qu'elle reconnaît d'autres limitations que celles que les mêmes

articles permettent, ou qui privera les habitants des garanties que ces droits et libertés assurent, sera inconstitutionnelle et les juges ne pourront l'appliquer.

Les personnes qui en seront victimes auront, outre l'action en nullité, le droit de réclamer les indemnités à l'employé ou au fonctionnaire qui l'aura autorisée ou mise à exécution en raison des dommages résultant de cette violation ou de cette limitation.

SECTION VIII

EDUCATION ET INSTRUCTION PUBLIQUES

Art. 211. — La législature fera les lois nécessaires pour créer et organiser un système d'instruction publique; elle pourra aussi organiser les enseignements secondaire, supérieur, normal, industriel et universitaire quand elle le jugera opportun.

Art. 212. — Les lois qui organiseront et régleront l'instruction devront se conformer aux principes fondamentaux suivants:

1. L'instruction sera laïque, gratuite et obligatoire dans les conditions et avec les sanctions que la loi établira...

7. Est obligatoire, dans tout établissement d'enseignement public ou privé, l'enseignement de la langue et de l'histoire nationales, de la constitution nationale et des conditions provinciales.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE SALTA¹

du 10 octobre 1929

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 6. — Est inviolable sur le territoire de la province le droit qu'a tout homme de pratiquer librement et publiquement son culte, conformément aux préceptes de sa conscience et sans autres restrictions que celles qu'imposent la morale et l'ordre public.

Art. 13. — Tous les habitants de la province sont par nature libres et indépendants et ont le droit absolu de se défendre et d'être protégés dans leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leur bien-être. Nul ne peut être privé de la jouissance de ces droits que par jugement d'un juge compétent, fondé sur une loi antérieure au fait de la cause.

Art. 14. — Nul n'est obligé de faire ce que la

loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

Art. 15. — Les actions privées des hommes qui n'offensent en aucune façon la morale et l'ordre public et qui ne nuisent pas à autrui ne relèvent que de Dieu et échappent à l'autorité des magistrats.

Art. 16. — Les habitants de la province sont égaux devant la loi et celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes.

Art. 17. — Tous les habitants de la province ont accès aux emplois publics sans autres conditions que la compétence et la qualité de citoyen, cette dernière condition n'étant pas exigée pour les fonctions techniques.

Art. 18. — La liberté de s'exprimer par écrit ou oralement est un droit garanti aux habitants de la province. Chacun peut publier par la voie de la presse ses pensées et ses opinions sans censure préalable; les délits et abus qui seraient commis seront jugés par les tribunaux ordinaires selon les règles de la

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Salta*, Edición oficial, Salta, 1934. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

procédure ordinaire et frappés des peines du code pénal ou, le cas échéant, de celles prévues par la loi qui réglementera l'exercice de ces droits, laquelle ne pourra ordonner de mesures interdisant l'exercice de cette liberté, ni la restreindre ou la limiter d'aucune manière.

Art. 19. — La liberté du travail, de l'industrie et du commerce est un droit garanti à tous les habitants de la province, à condition que l'exercice de ce droit ne porte pas atteinte ou ne nuise pas à la morale ou à la salubrité publique et ne soit pas contraire aux lois du pays ou aux droits des tiers.

Art. 20. — La liberté d'enseigner ou de s'instruire ne pourra être limitée par des mesures d'interdiction.

Art. 21. — Toute personne a le droit d'entrer sur le territoire de la province, d'en sortir, d'y séjourner et de le traverser en emportant ses biens, sous réserve des droits des tiers.

Art. 22. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé si ce n'est en vertu d'un jugement fondé sur la loi.

L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être prévue par la loi et précédée du versement d'une indemnité.

Art. 23. — Est garanti à tous les habitants de la province le droit de se réunir paisiblement pour s'occuper d'affaires publiques ou privées à condition de ne pas troubler l'ordre public; est également garanti le droit de présenter des pétitions individuelles ou collectives devant l'une quelconque des autorités, soit pour solliciter une grâce ou demander justice, soit pour donner des instructions à des représentants ou demander réparation de dommages. En aucun cas, une réunion de personnes ne pourra prétendre représenter le peuple ni s'en arroger les droits ou adresser des pétitions en son nom.

Art. 24. — Le domicile est inviolable. Il ne pourra y être pénétré que sur un ordre écrit de l'autorité compétente, pour les raisons et dans les cas déterminés par la loi ou par les autorités chargées de l'exécution des règlements de salubrité publique.

Art. 25. — La correspondance épistolaire et télégraphique et les papiers privés sont inviolables et ne peuvent être saisis que dans les cas prévus par la loi.

Art. 26. — Le droit de défendre sa personne et ses droits en justice est inviolable.

Art. 27. — Nul ne peut être soustrait à ses juges naturels ni jugé par des commissions ou tribunaux spéciaux quelle qu'en soit la dénomination.

Art. 28. — Dans une cause criminelle, nul ne peut être obligé à témoigner contre lui-même ou contre ses ascendants, descendants, conjoint, frères et sœurs, alliés jusqu'au second

degré, tuteur, pupille, et nul ne peut être mis en cause deux fois pour un même délit.

Art. 29. — Nul ne peut être privé de sa liberté que sur un ordre écrit de l'autorité compétente fondé sur un commencement de preuve invoqué dans ledit ordre. Tout ordre de perquisition, d'arrestation ou de saisie devra indiquer les lieux, les personnes ou les biens qui seront soumis à la perquisition, à la détention ou à la saisie. Au cas contraire, l'ordre sera nul et le fonctionnaire qui l'aura donné sera passible d'une amende de cent à cinq cents pesos au profit du Conseil général de l'éducation et sera responsable des dommages et préjudices causés. En cas de flagrant délit, tout délinquant peut être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement en présence de l'autorité.

Art. 30. — Tout détenu recevra dans les douze heures notification écrite de la cause de son emprisonnement et sera mis dans les vingt-quatre heures à la disposition du juge compétent. L'employé ou le fonctionnaire qui aura omis de le faire encourra la première fois une amende de cent à cinq cents pesos au profit du Conseil général de l'éducation et la seconde fois la révocation. Les juges et le chef de la police ont l'obligation de veiller à ce que la susdite garantie soit effective et sont tenus de punir ceux qui la violeront, sous peine d'encourir les mêmes responsabilités.

Art. 31. — Tout individu qui sera victime d'une limitation de sa liberté, d'une détention ou d'un emprisonnement arbitraire pourra présenter un recours, en personne ou par l'intermédiaire d'une personne quelconque, au juge indiqué par la loi pour que celui-ci s'informe des causes de son emprisonnement et du nom de celui qui l'aura ordonné; et s'il est constaté que les règles constitutionnelles n'ont pas été observées, il ordonnera immédiatement qu'il soit libéré après accomplissement des formalités légales.

Art. 32. — Il ne sera pas édicté de lois qui portent condamnation ou qui aggravent la situation des accusés pour des faits antérieurs, qui suppriment des droits acquis ou modifient les obligations contractuelles.

Art. 33. — Pourra être libéré tout inculpé qui a été mis en prison préventive pour un délit dont la peine moyenne ne dépasse pas trois ans et six mois. La mise en liberté sera accordée après dépôt d'un cautionnement par l'inculpé ou par un tiers pour répondre des dommages ou préjudices résultant du délit et des frais du procès. Les inculpés notoirement indigents peuvent être dispensés du cautionnement. La prison préventive ne sera ordonnée que pour les délits qui entraînent une peine afflictive.

Toutefois, la mise en liberté sous caution ne pourra être ordonnée lorsque l'inculpé sera

récidiviste ou s'il y a répétition ou cumul d'infractions.

Art. 34. — Les prisons de la province sont destinées à assurer la garde des détenus et non à leur infliger des rigueurs inutiles. Les pénitenciers seront organisés de manière à constituer des centres de travail et de moralisation. Toute rigueur inutile engage la responsabilité des autorités qui en sont les auteurs.

Art. 35. — Les étrangers jouiront dans la province de tous les droits civils du citoyen et des droits politiques locaux que la présente constitution leur accorde.

Art. 40. — L'Etat s'appliquera, par des lois appropriées, à améliorer les conditions de vie, de salubrité publique et de stabilité sociale en encourageant et protégeant la production, la coopération, la mutualité et l'épargne. Il devra fixer la durée maximum de la journée de travail et le salaire minimum, assurer la sécurité et l'hygiène dans les ateliers et les fabriques, réglementer le travail des femmes et des enfants mineurs et établir des chambres d'arbitrage et de conciliation pour résoudre les conflits entre le capital et le travail.

Art. 41. — L'Etat établira des banques populaires et des monts-de-piété.

Art. 42. — Le repos dominical est obligatoire sous réserve des exceptions que la loi déterminera.

Art. 43. — Aucune prestation de service personnel ne peut être exigée sinon en vertu de la loi ou d'un jugement fondé sur la loi.

Art. 44. — Les déclarations, droits et garanties énumérés dans la présente constitution ne seront pas modifiés par les lois qui en régleront l'exercice ni interprétés comme supprimant les autres droits et garanties non énumérés mais qui dérivent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine de gouvernement.

SECTION VII

REGIME DE L'EDUCATION

Art. 188. — L'Etat a l'obligation de pourvoir sur tout le territoire de la province à l'instruction élémentaire conformément au système et à l'organisation que la loi sur la matière établira.

Art. 189. — L'instruction élémentaire, pour répondre à sa définition, doit être envisagée sous le triple aspect du développement mental, physique et moral de l'enfant. Elle devra se fonder sur les principes suivants :

1. Considérée au point de vue de l'instruction primaire, elle sera obligatoire et gratuite et pourra être donnée dans les écoles publiques, privées ou au foyer. La loi déterminera les sanctions applicables selon les cas.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE SAN-JUAN¹

du 10 février 1927

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 2. — L'Etat garantit à tous ses habitants la libre pratique des cultes religieux qui ne sont pas contraires à la morale et aux bonnes mœurs ni à l'organisation politique et civile établie par la constitution et les lois de la province.

Art. 4. — Les habitants de la province sont égaux devant la loi et celle-ci doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes.

Art. 5. — Tout individu est libre d'exprimer sa pensée par la voie de la presse, sans encourir aucune responsabilité pour les idées émises, à moins que ses écrits ne contiennent des injures aux personnes ou ne soient contraires à la morale ou à l'ordre public. Dans les procès auxquels donnera lieu la liberté de la presse, la preuve sera admise comme excuse absolutoire lorsqu'il s'agira de la conduite officielle des employés publics.

Art. 6. — Les procès auxquels donneront lieu les abus de la liberté de la presse seront jugés par un jury, conformément à la loi.

Ne doivent pas être considérés comme visés par l'alinéa précédent et restent par conséquent soumis à la législation ordinaire, les actes de la presse affectant des personnes qui ne remplissent pas une fonction ou un emploi publics ou ceux qui ne se rapportent pas à leur conduite dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur emploi, qu'elles aient ou non cessé de les remplir.

Art. 8. — Nul ne pourra être arrêté sans qu'une enquête sommaire préalable ait fourni un commencement de preuve d'un délit passible d'une peine afflictive; nul ne pourra être incarcéré que sur ordre écrit d'un juge, sauf dans le cas de flagrant délit où tout délinquant peut être arrêté par une personne quelconque qui devra le conduire immédiatement devant son juge.

Art. 9. — Tout individu appréhendé recevra dans les vingt-quatre heures notification de la cause de sa détention.

Art. 10. — Tout individu qui serait victime d'un emprisonnement ou d'une arrestation sur

¹ Texte espagnol dans : Provincia de San Juan *Constitución de la Provincia*, Edición oficial, San Juan, 1935, p. 15-45. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

ordre d'une autorité autre que le juge normalement compétent, pourra requérir, en personne ou par l'intermédiaire d'un tiers, le juge le plus proche de le faire comparaître devant lui, aux fins de s'informer du fait, et, s'il est constaté que les exigences de la loi n'ont pas été observées à l'occasion de son emprisonnement ou que celui-ci n'a pas été ordonné par une autorité compétente, aux fins d'ordonner sa mise en liberté immédiate.

Art. 11. — Aucun emprisonnement ni aucune arrestation ne pourront dépasser quarante-huit heures sans que le détenu soit mis à la disposition du juge compétent, auquel seront indiqués les faits qui ont motivé l'emprisonnement. A partir de ce moment, on ne pourra maintenir le détenu au secret absolu pendant plus de cinq jours.

Art. 12. — Nul se sera incarcéré pour dette en matière civile, sous réserve des cas de fraude spécifiés par la loi.

Art. 14. — Toute personne est tenue pour innocente tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable par jugement du juge compétent.

Art. 15. — Tout ordre de pénétrer dans un domicile doit émaner de l'autorité judiciaire compétente et doit être délivré suivant les formalités prescrites par l'article 7 en matière de perquisitions.

Art. 16. — La correspondance épistolaire ne pourra être saisie que sur l'ordre écrit d'un juge, dans les cas et suivant les formes que la loi déterminera.

Art. 17. — Aucun accusé ne sera contraint à prêter serment ou à comparaître en qualité de témoin dans sa propre cause; il ne pourra être poursuivi deux fois pour le même délit et il ne pourra être condamné sans que sa défense ait été entendue.

Art. 18. — On ne pourra engager de procédure criminelle contre un individu qui ne sera pas présent au procès. La sentence dans une cause criminelle doit être catégorique et définitive et déclarer l'accusé coupable ou non coupable; la procédure sera publique à partir du quinzième jour à dater du début de l'affaire.

Aucun condamné ne pourra être conduit dans une maison d'arrêt située hors de la province.

Art. 19. — A tous les habitants de la province est garanti le droit d'adresser des pétitions individuelles ou collectives aux autorités de celle-ci, de même que celui de se réunir pour s'occuper d'affaires publiques ou privées, à condition de ne pas troubler l'ordre public. En aucun cas, une réunion de personnes ne pourra prétendre représenter le peuple ni s'en arroger les droits, ni pétitionner en son nom; ceux qui le feront commettront le délit de sédition.

Art. 20. — A tous les habitants est garanti

le droit de s'organiser en associations, quel qu'en soit l'objet s'il n'est pas contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. 21. — Aucun habitant de la province ne pourra être privé de sa propriété qu'en vertu d'un jugement fondé sur la loi ou que si l'utilité publique l'exige; dans ce dernier cas l'intéressé devra être préalablement indemnisé. Les causes d'utilité publique permettant expropriation devront être spécifiées par la loi.

Art. 22. — Tout individu a le droit d'entrer sur le territoire de la province, d'en sortir et de le traverser librement, en emportant ses biens avec lui, sous réserve des droits des tiers.

Art. 29. — L'énumération des droits et des garanties contenus dans la présente constitution ne doit pas être interprétée comme supprimant les autres droits et garanties non énumérés, à condition qu'ils découlent de l'esprit des institutions libres et de la forme établie de gouvernement.

Art. 31. — Le droit à un minimum de sécurité matérielle est reconnu à tous les habitants de la province. A cet effet, la loi fixera la durée de la journée de travail conformément aux exigences d'une vie saine et du degré de développement de l'industrie, de l'agriculture et de l'élevage; elle fixera le montant du salaire minimum, compte tenu du prix de la vie; elle instituera un régime d'assurances contre la maladie, la vieillesse et l'invalidité, un régime de protection de la maternité, des veuves et des enfants abandonnés, au bénéfice duquel pourront être établies des contributions obligatoires; elle encouragera la construction d'habitations salubres, avec l'aide de l'Etat, soit sous forme de versements directs ou d'allocations de crédit à des conditions libérales, soit sous forme d'exonération d'impôts; elle réglementera les syndicats; elle assurera le règlement judiciaire des différends entre le capital et le travail au moyen de dispositions légales conférant aux autorités les pouvoirs nécessaires pour rendre effectives les garanties consacrées par le présent article.

Art. 32. — Le bien de famille est insaisissable. Tout propriétaire réel d'un terrain rural ou urbain qui est ou devient libre de charges et d'arriéré d'impôt ou de contributions aura le droit de désigner devant l'autorité la parcelle de son choix qui sera considérée comme bien de famille. La déclaration aura pour effet de conférer au bien de famille, outre l'insaisissabilité, l'inaliénabilité et l'incessibilité, et il ne pourra être cédé à une autre famille qu'avec l'assentiment du pouvoir exécutif. Tant qu'il restera dans la famille des mineurs ou des femmes non mariées, ces personnes auront droit au bien de famille. Quand tous les intéressés atteindront leur majorité, le bien de famille pourra être réparti conformément au

INSTRUCTION PUBLIQUE

droit commun. Les parcelles que cédera l'Etat en vertu des lois auront le statut de bien de famille pourvu qu'elles répondent aux conditions que déterminera la loi sur le bien de famille. Les propriétaires de grandes parcelles concédées par l'Etat auront l'obligation de désigner une parcelle de la concession qui sera considérée comme bien de famille. Le bien de famille ne sera soumis qu'aux impôts correspondant à des services.

Art. 154. — L'instruction primaire est obligatoire, dans les conditions et sous les peines que la loi établit. Dans les écoles de l'Etat, elle est en outre laïque et gratuite; les écoliers dépourvus de ressources recevront des vêtements, les fournitures nécessaires et une collation.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE SAN-LUIS¹

du 19 octobre 1927

CHAPITRE I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 3. — En aucun cas les autorités de la province ne pourront suspendre l'application de la présente constitution ni de celle de la nation, ni le bénéfice des garanties établies dans ces deux textes, sous prétexte de maintenir l'ordre public.

Art. 6. — La province participe à l'entretien du culte catholique, apostolique et romain. Toutefois, est inviolable le droit de tout homme de rendre un culte à son Dieu, librement et publiquement, conformément aux préceptes de sa conscience et sans autres restrictions que celles qu'imposent la morale, les bonnes mœurs et l'ordre public. Le registre de l'état civil sera tenu dans toute la province par des fonctionnaires civils, sans distinction de croyance religieuse, de la manière que la loi établira.

Art. 7. — Tous les habitants de la province sont égaux devant la loi. Ce même principe de l'égalité régira l'attribution des emplois publics pour lesquels la qualité de citoyen n'est pas requise des personnes aptes à les remplir, et il servira de base pour la répartition de l'impôt et de toute charge publique.

Art. 8. — Tous les habitants de la province ont le droit de se défendre, d'être protégés dans leur vie, leur liberté, leur réputation, leur sécurité et leur propriété. Nul ne peut être privé de ces privilèges que par une décision du juge compétent fondée sur une loi antérieure au fait de la cause.

Art. 9. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé qu'en vertu d'une décision fondée sur la loi ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique, laquelle doit être autorisée par la loi et être précédée du versement d'une indemnité. Il ne pourra être fait de loi qui modifie

les obligations contractuelles existantes ou qui supprime des droits acquis.

Art. 11. — Tout habitant de la province a le droit d'entrer sur le territoire de celle-ci, d'en sortir et de le traverser en emportant ses biens, sous réserve des charges grevant ces biens et sous réserve des droits des tiers.

Art. 12. — Tout citoyen domicilié dans la province est obligé de prendre les armes sur réquisition des autorités, sous réserve des exceptions que déterminera la loi relative à cette question; et tout habitant participera aux charges publiques de la manière prescrite par la loi. Aucun recrutement forcé ne pourra être effectué pour satisfaire aux besoins des services de la police ou des garnisons; ce service sera assuré par des conscrits ou des engagés, aux frais du Trésor de la province.

Art. 19. — La liberté de s'exprimer oralement ou par écrit est un droit garanti aux habitants de la province. La législature ne pourra édicter de lois qui mettent obstacle à l'exercice de cette liberté et ne pourra la restreindre ni la limiter. Elle n'exigera pas de cautionnement pour la publication de journaux ou de périodiques. Dans les procès auxquels donnera lieu l'exercice de ce droit, la preuve sera admise à condition qu'il s'agisse de la conduite officielle des employés ou de la compétence politique des fonctionnaires publics.

Art. 21. — Les principes, droits et garanties reconnus dans le présent chapitre ne pourront être modifiés par les lois qui en régleront l'exercice. Toute loi, décret ou ordre contraire à la présente constitution ou imposant à l'exercice des libertés et droits reconnus dans celle-ci et dans la constitution nationale des restrictions autres que celles qui sont autorisées ou qui prive le citoyen des garanties qui lui sont assurées, sera nulle et ne pourra être appliquée par les juges.

Les individus qui sont victimes d'un ordre, décret ou loi quelconque violant ou diminuant ces droits, libertés et garanties peuvent intenter une action civile en indemnité.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de San Luis*, Publicación oficial, Buenos Aires, 1929. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 23. — Les droits, déclarations et garanties énumérées dans la présente constitution ne seront pas interprétés comme supprimant d'autres droits ou garanties qui ne sont pas énumérés ou qui sont retenus par le peuple et dérivent de la forme de gouvernement adoptée et des déclarations, droits et garanties énoncés dans la constitution fédérale.

Art. 24. — L'inviolabilité du domicile et de la correspondance épistolaire, la liberté d'association et des conventions, le droit au travail, et la liberté d'enseigner et de s'instruire sans qu'il y soit mis obstacle, sont assurés à tous les habitants de la province, sous réserve de ne pas être contraires et de ne pas nuire ni porter atteinte à la morale, à la santé ou à l'ordre public et de ne pas s'exercer de façon contraire à la loi et aux droits des tiers.

Art. 25. — Tous les habitants de la province ont le droit de se réunir paisiblement pour s'occuper d'affaires publiques ou privées, à condition de ne pas troubler l'ordre, sans qu'il soit nécessaire de demander une autorisation aux autorités; ils ont également le droit de présenter des pétitions individuelles ou collectives à toutes les autorités, que ce soit pour solliciter une grâce ou demander justice ou réparation de dommages. En aucun cas, une réunion de personnes ne pourra prétendre représenter le peuple ni s'arroger ses droits. Aucune force armée d'une nature quelconque ne pourra exercer le droit de pétition.

Art. 26. — La loi tient pour innocents ceux qui n'ont pas été déclarés coupables par un jugement d'un juge compétent. Il ne sera pas fait de lois qui portent jugement, ou qui aggravent la situation des accusés pour des faits qui leur seraient antérieurs. Nul ne peut être privé de sa liberté sans un jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait de la cause, ni jugé par des commissions spéciales, ni soustrait aux juges désignés par la loi, antérieurement au fait qui motive le procès. La défense est libre dans tous les procès et la preuve sera administrée publiquement, sauf dans le cas où il serait déclaré, par décision motivée, que la publicité est dangereuse pour les bonnes mœurs. Nul ne peut être poursuivi plus d'une seule fois pour le même délit; sous aucun prétexte des procès clos par une sentence exécutoire ne peuvent être ouverts à nouveau. Dans une cause criminelle, nul ne peut être obligé à témoigner contre lui-même.

Art. 27. — La peine de mort ne pourra être appliquée que par décision unanime, à tous les degrés de juridiction.

Art. 28. — Nul ne pourra être arrêté si une

enquête sommaire préalable n'a pas fourni un commencement de preuve ou des indices graves d'un fait possible d'une peine afflictive, sauf le cas de flagrant délit où tout délinquant peut être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement devant son juge ou devant l'autorité de police compétente, et nul ne peut être incarcéré sans ordre écrit du juge compétent.

Art. 29. — Tout ordre de perquisition d'arrestation ou d'emprisonnement concernant une ou plusieurs personnes, ou tout ordre de mise sous séquestre de biens devra spécifier les personnes ou les objets visés et donner une description précise du lieu qui doit être visité et tout mandat de cette nature ne pourra être décerné que par un juge compétent et devra être appuyé par un serment, une affirmation ou un commencement de preuve dont il sera fait état dans ledit mandat.

Tout geôlier ou gardien de prisonniers exigera cet ordre et le conservera, sous peine d'être tenu pour responsable d'une détention indue. Les mêmes obligations et responsabilités incomberont à l'agent chargé de l'arrestation.

Art. 30. — Toute personne appréhendée recevra notification de la cause de son arrestation dans les vingt-quatre heures. Dans les quarante-huit heures qui suivront le premier interrogatoire de l'inculpé, il sera pris une décision de prison préventive ou de mise en liberté. Aucune détention n'aura lieu dans la prison publique destinée aux criminels. Tout détenu pourra demander personnellement ou par l'intermédiaire d'une autre personne qui ne sera pas tenue de présenter un mandat ou une procuration qu'on le fasse comparaître devant le juge le plus proche; et une fois que l'autorité compétente aura rendu sa décision, la détention ne pourra être prolongée si, à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures, un juge également compétent n'a pas fait connaître au détenu le motif de la détention. Tout juge, même membre d'un tribunal collégial, auquel sera présentée cette requête ou devant lequel sera réclamé le bénéfice des garanties de l'article précédent, devra agir dans les vingt-quatre heures à compter du moment où il est officiellement saisi, sous peine d'une amende de trois cents pesos. Lorsqu'il aura été statué sur la requête, le fonctionnaire qui retiendra le détenu ou négligera de se conformer, dans le délai indiqué par le juge, à la décision de celui-ci, encourra une amende de deux cents pesos, sans préjudice de l'exécution de la décision. Si lesdites amendes ne sont pas payées, elles seront remplacées par un emprisonnement à raison d'un jour pour quatre pesos.

CHAPITRE XVII
CONSEIL DE L'EDUCATION

Art. 175. — La législature édictera les lois nécessaires à l'établissement et à l'organisation

d'un système permanent et graduel d'instruction élémentaire gratuite et obligatoire, en s'efforçant d'assurer au moins une école à toute ville, bourg, circonscription ou centre contenant un groupe d'enfants d'âge scolaire.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE SANTA-FE¹

du 24 décembre 1907

SECTION I

DECLARATIONS GENERALES, DROITS ET GARANTIES

Art. 5. — La religion de la province est la religion catholique, apostolique et romaine, à laquelle elle accordera la protection la plus active; tous les habitants lui témoigneront le plus grand respect.

Art. 7. — Les habitants de la province de Santa-Fe, nationaux et étrangers, jouissent sur le territoire de la province de tous les droits et garanties que leur reconnaît la constitution nationale.

Art. 8. — Les actions privées des hommes qui ne sont en aucune manière contraires à l'ordre et à la morale publics et qui ne nuisent pas à autrui ne relèvent que de Dieu. Aucun habitant de la province n'est obligé de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

Art. 9. — Aucun habitant de la province ne peut être appréhendé qu'en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, sauf le cas de flagrant délit où il pourra être arrêté par une personne quelconque sous sa responsabilité, et conduit immédiatement devant l'autorité compétente.

Art. 10. — Il ne sera donné d'ordre d'arrestation que pour des personnes nommément désignées et s'il existe à l'encontre de ces personnes un commencement de preuve dont il devra être fait état.

Art. 11. — Aucune détention ne pourra dépasser vingt-quatre heures sans qu'avis en soit donné au juge ou à l'autorité compétente, en mettant à sa disposition le prévenu et en l'informant des faits de la cause; à partir du moment où il aura été mis à la disposition du juge compétent, l'inculpé ne pourra être maintenu au secret absolu pendant plus de deux jours.

Art. 12. — Aucune détention n'aura lieu dans une prison publique destinée aux criminels; un local distinct sera réservé aux fins de détention.

Art. 13. — Sont abolis dans la province la peine de mort pour cause politique et tous genres de torture; les personnes qui les infligeaient, sous quelque prétexte que ce soit, en qualité de juges ou d'exécuteurs, seront personnellement responsables. Les prisons seront saines et propres et seront destinées à assurer la garde des détenus et non pas à leur infliger des rigueurs inutiles; et toute mesure qui sera prise sous prétexte de précaution et qui ne sera pas nécessaire pour assurer la garde des prisonniers engagera la responsabilité de celui qui l'autorisera.

Art. 14. — Toute personne détenue arbitrairement pourra introduire par l'intermédiaire de ses parents, de ses amis ou de toute autre personne, un recours devant le juge en titre le plus proche, en lui demandant de la faire comparaître devant lui, d'examiner les circonstances et la cause de sa détention et de décider sa mise en liberté immédiate s'il est constaté que les exigences de la loi n'ont pas été respectées.

Art. 15. — Aucun citoyen ne pourra être personnellement contraint au service militaire sous le prétexte qu'il est membre de la Garde nationale.

Art. 16. — Il ne pourra être établi de procédure sommaire dans les causes capitales; les procès terminés ne pourront être ouverts à nouveau, sauf le cas de révision en faveur de l'inculpé en matière criminelle et conformément à la loi sur la procédure.

Art. 17. — Le droit à être défendu dans un procès est inviolable; et la preuve sera administrée publiquement sous réserve des restrictions établies par la loi.

Art. 18. — Le domicile est inviolable ainsi que toute correspondance épistolaire et tous papiers privés; une loi déterminera dans quels cas et à quelles conditions justificatives il pourra être pénétré dans le domicile et procédé à la saisie de la correspondance.

Art. 19. — La propriété est inviolable et aucun habitant de la province ne peut en être privé, sinon en vertu d'un jugement fondé sur la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être prévue par la loi et précédée du versement d'une indemnité.

Art. 20. — Tout auteur, tout inventeur et toute personne qui aura perfectionné ou qui

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Santa Fe*, Santa Fe, Imprenta de la Provincia (sans date). Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

aura introduit pour la première fois une industrie ou un art qui doit être exploité uniquement dans la province, sera propriétaire exclusif de son œuvre pendant la durée déterminée par la loi, sous réserve des droits du Gouvernement fédéral.

Art. 21. — Tous les habitants de la province jouissent du droit de pétition, et du droit de se réunir paisiblement, mais en aucun cas une réunion de personnes ne pourra prétendre représenter le peuple, s'en arroger les droits ou pétitionner en son nom.

Art. 24. — Les attributions des fonctionnaires et employés de la province sont essentiellement délimitées par la présente constitution et par les lois relatives à ces attributions; et, en aucun cas, ces fonctionnaires et employés ne pourront exercer des pouvoirs extraordinaires ou des fonctions étrangères à leur charge et à leur compétence. La province n'est pas responsable des actes que ses fonctionnaires accomplissent en outrepassant leurs attributions. Les autorités supérieures aussi bien que les employés subalternes n'en sont pas moins individuellement responsables des fautes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Sont nuls tous actes, contrats, dispositions, décrets ou ordres qui enfreindraient, violeraient ou affaibliraient les prescriptions de la présente constitution et des lois; et la personne lésée pourra intenter une action judiciaire contre les auteurs ou exécutants, qui seront solidairement responsables du dommage causé.

Art. 26. — Il ne sera fait dans la province aucune loi ou règlement qui rende la condition civile de l'étranger inférieure à celle du citoyen, ou qui lui impose des charges ou obligations plus lourdes.

SECTION VIII

EDUCATION ET INSTRUCTION

Art. 134. — L'instruction élémentaire dans la province sera obligatoire, gratuite et intégrale. La loi réglera la mise en application de la présente disposition.

Art. 136. — Dans chaque ville, bourg ou district de campagne dans lequel se trouvent trente enfants susceptibles de recevoir l'enseignement, il y aura au moins une école de garçons et une école de filles.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE SANTIAGO DEL ESTERO¹

du 2 juin 1939

PREMIÈRE PARTIE

Section I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 6. — Les habitants de la province sont égaux devant la loi, qui doit être la même pour tous et avoir force et effet uniformes. L'égalité sera la base de l'impôt et de toute charge publique.

Art. 7. — Tout le monde a le droit d'entrer dans le territoire de la province, d'y rester, de le traverser et d'en sortir en emportant ses biens, sous réserve des droits des tiers.

Art. 8. — Le droit d'association, le droit au travail, à l'industrie et au commerce sont des droits garantis à tous, à condition de ne pas porter atteinte, de ne pas nuire ni attenter à la morale, à la santé ou à l'ordre public, et de ne pas les exercer illégalement ni contrairement aux droits des tiers.

Art. 9. — La liberté de s'instruire et d'enseigner ne pourra être limitée par des mesures préventives.

Art. 10. — Dans le territoire de la province est inviolable le droit de tout habitant à prati-

quer son culte, librement et publiquement, selon les préceptes de sa conscience, sans autres restrictions que celles qu'imposent la morale, les bonnes mœurs et l'ordre public.

Le Gouvernement de la province participera à l'entretien du culte catholique, apostolique et romain.

Art. 11. — La propriété est inviolable. Nul ne peut en être privé qu'en vertu d'un jugement fondé sur la loi ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique, laquelle doit être prévue par la loi et précédée du versement d'une indemnité.

Art. 12. — La liberté de s'exprimer oralement ou par écrit est un droit garanti dans le territoire de la province. Tout le monde peut publier par la voie de la presse ses pensées et ses opinions, sans qu'en aucun cas la législature puisse édicter des mesures qui suppriment l'exercice de cette liberté, qui la restreignent ou la limitent de façon quelconque.

Seuls pourront être considérés comme abus de la liberté de la presse les faits constituant des délits de droit commun; et il appartiendra aux juges et tribunaux ordinaires d'en juger les autres en appliquant le code pénal.

Les délits commis par la voie de la presse ne seront jamais considérés comme des flagrants délits. Les imprimeries et leurs accessoires ne

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Santiago del Estero*, Publicación oficial, 1939. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

pourront être mis sous séquestre pendant le procès en tant qu'instruments du délit.

Art. 13. — Le domicile est inviolable, et il ne pourra y être pénétré sans un ordre écrit du juge compétent, ou de l'autorité municipale pour raison de salubrité publique; l'ordre devra être précis et motivé, et entraînera, au cas contraire, la responsabilité de celui qui le donne ou l'exécute, ou de tous les deux, selon les cas.

Art. 14. — La correspondance épistolaire est inviolable et on ne pourra s'en emparer que dans les cas prévus par la loi.

Art. 15. — Les étrangers domiciliés dans la province ont accès à toutes les charges et emplois pour lesquels la présente constitution n'exige pas la qualité de citoyen.

Art. 16. — Est assuré à tous le droit de se réunir en vue de s'occuper d'affaires publiques ou privées, à condition de ne pas troubler l'ordre public, de même que le droit de pétition individuelle ou collective devant une autorité quelconque pour solliciter une grâce ou demander justice, pour donner des instructions à des représentants ou réclamer la réparation de dommages; en aucun cas, une réunion de personnes ne pourra prétendre représenter le peuple, s'en arroger les droits ou présenter une pétition en son nom.

Art. 17. — L'Etat légiférera sur le droit des habitants à la santé et spécialement sur les droits de l'enfant à la santé et à l'éducation.

Art. 18. — Aucun habitant de la province ne peut être frappé d'une peine sans jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait de la cause, ni jugé par des commissions spéciales, ni soustrait au juge désigné par la loi antérieurement au fait de la cause.

Art. 19. — La loi tient pour innocents ceux qui n'ont pas été déclarés coupables par une sentence du juge compétent. Il ne sera édicté dans la province aucune loi qui établisse des peines ou qui aggrave la situation des accusés pour des faits commis antérieurement, ou qui supprime des droits acquis. La défense est libre dans les procès. Nul ne peut, sous aucun prétexte, être poursuivi en justice plus d'une fois pour le même délit et les procès clos par une sentence exécutoire ne pourront être, en aucune façon, ouverts à nouveau, sauf, en matière criminelle, le cas de revision favorable à l'accusé et conformément à la loi sur la procédure. En matière criminelle, nul ne peut être obligé à déposer contre lui-même et il ne lui est pas permis de déposer contre ses ascendants, ses descendants, son conjoint et ses frères, et il ne peut être contraint à déposer contre ses autres parents jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 20. — Nul ne peut être arrêté qu'en vertu d'un ordre écrit d'une autorité compé-

tente et sur des indices graves de délit, sauf le cas de flagrant délit où l'inculpé pourra être arrêté par une personne quelconque et conduit immédiatement devant le juge.

Art. 21. — Aucune détention ne pourra se prolonger plus de vingt-quatre heures sans que le juge compétent en soit avisé et sans que l'accusé soit mis au courant des motifs de la détention. A partir de ce moment, l'accusé ne pourra être maintenu au secret pendant plus de vingt-quatre heures, et il devra être informé dans le même délai de la cause de sa détention, par écrit et en présence de témoins.

Nul ne sera détenu ni emprisonné dans la prison publique destinée aux criminels; un autre local désigné à cet effet servira à la détention et les mineurs et les femmes seront logés dans des établissements spéciaux. Les prisons de la province seront sûres, saines et propres et il ne pourra être établi de mesures qui, sous prétexte de précautions à prendre, infligeraient aux prisonniers de mauvais traitements que ne justifient pas des raisons de sécurité. Restent spécialement interdits les tortures ou les vexations de tout ordre, sous peine de révocation immédiate et sans préjudice des responsabilités pénales encourues par les fonctionnaires ou employés qui les appliquent, les ordonnent, y incitent ou y consentent.

Art. 22. — Toute personne détenue sans un ordre en bonne et due forme du juge compétent, sur ordre d'un juge incompetent ou d'une autorité quelconque, ou toute autre personne à qui est refusé l'exercice de l'un des droits individuels établis par la constitution nationale ou la constitution provinciale ou qui est troublée dans la jouissance de ces droits, pourra exercer un recours, personnellement ou par l'intermédiaire d'une autre personne, et par un mode quelconque de communication, devant n'importe quel juge ou tribunal, sans distinction de juridiction ni d'instance, pour qu'il ordonne, selon le cas, la mise immédiate en liberté ou la jouissance du droit contesté. Le juge ou le tribunal aura la faculté de demander tous renseignements et de faire comparaître le détenu, et devra statuer définitivement dans un délai très court qui sera fixé par la loi.

Art. 25. — La législature procédera à la réforme de la procédure, fondée sur le système du débat oral appliqué pour tout délit ayant donné lieu à action publique.

L'instruction cessera d'être secrète pour les parties dès que l'accusé aura fait sa première déclaration devant le juge.

Art. 26. — Toute loi, décret ou ordre contraire aux articles précédents ou qui imposera à l'exercice des libertés et droits reconnus dans la présente constitution d'autres restrictions que celles qu'elle permet, ou qui privera les citoyens des garanties qu'elle assure, sera

nulle et ne pourra être appliquée par les juges. Les personnes qui seraient victimes d'un ordre, décret ou loi quelconque violant ou diminuant ces droits, libertés et garanties disposeront d'une action civile pour réclamer, à l'encontre du fonctionnaire ou de l'employé qui l'aura autorisé ou exécuté, des indemnités correspondant aux dommages causés par cette violation ou cette diminution.

Art. 27. — Les droits, déclarations et garanties énumérés dans la présente constitution ne seront pas interprétés comme supprimant les autres droits non énumérés mais qui appartiennent au peuple ou qui dérivent de la forme de gouvernement adoptée ou qui sont inhérents à la condition humaine.

Section II

REGIME SOCIAL, ECONOMIQUE ET FINANCIER

Art. 28. — L'Etat favorisera le bien-être économique de la collectivité en encourageant la production et spécialement les industries fondamentales et les industries de transformation de la production rurale, au moyen de concessions de caractère temporaire, de primes, de récompenses d'émulation, d'exonérations d'impôts et de contributions, ou d'autres avantages compatibles avec la présente constitution; il pourra apporter sa contribution à la formation du capital de ces industries, donner sa participation au capital des industries déjà existantes et participer à la direction et à la distribution des bénéfices.

Il pourra également encourager et diriger l'application de tout système ou procédé tendant à faciliter la mise en circulation de la production.

Art. 29-30. — (Dispositions relatives à l'encouragement de l'immigration, de la colonisation, de la production, etc.)

Art. 31. — Le travail sous ses diverses for-

mes est un devoir de l'individu envers la société et jouira de la protection spéciale des lois, lesquelles devront assurer aux travailleurs les conditions d'une existence digne.

TROISIÈME PARTIE

REGIME DE L'EDUCATION

Art. 144. — Est reconnue l'obligation de l'Etat de pourvoir à l'établissement d'un système d'éducation donnant une importance primordiale à l'instruction primaire et assurant sa diffusion de préférence aux autres formes d'instruction.

Art. 145. — Les lois qui organiseront et réglementeront l'éducation élémentaire se conformeront aux principes et règles suivants :

1. L'éducation élémentaire sera obligatoire et celle que donnera l'Etat sera gratuite et laïque, dans les conditions et sous les sanctions que la loi établira.

2. Elle revêtira un caractère essentiellement national et aura pour but de satisfaire aux besoins individuels et collectifs de la vie réelle.

En même temps que l'enseignement primaire, on enseignera les connaissances pratiques relatives à l'agriculture, à l'élevage ou à l'industrie suivant la prépondérance de l'une ou de l'autre de ces formes d'activité dans chaque localité.

Art. 152. — Dans toute localité où il y a au moins trente enfants d'âge scolaire fonctionnera une école publique. Il pourra être accordé des subventions à toute personne qui, en dehors des districts scolaires, donnera aux enfants d'âge scolaire le minimum d'enseignement élémentaire.

Art. 154. — L'Etat encouragera la fondation de bibliothèques populaires et aura l'obligation d'en établir dans les localités de plus de mille habitants qui n'en possèdent pas faute d'une initiative privée.

CONSTITUTION DE LA PROVINCE DE TUCUMAN¹

du 24 juin 1907

SECTION I

DECLARATIONS, DROITS ET GARANTIES

Art. 4. — Les fonctionnaires et employés publics répondront directement devant les tribunaux des fautes qu'ils commettront dans l'exercice de leurs fonctions et des dommages qui en résulteront.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la Provincia de Tucuman*, Tucuman, 1940. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

S'il y a plusieurs coupables, ils seront responsables solidairement.

Art. 21. — Il ne sera fait dans la province aucune loi ou règlement qui rende la condition de l'étranger inférieure à celle du citoyen et qui oblige les étrangers à payer des contributions plus fortes que celles qui pèsent sur les citoyens.

Art. 22. — Les habitants de la province, en tant qu'habitants de la nation argentine et sous la protection de la constitution nationale, jouissent de tous les droits que celle-ci établit, sans que les autres droits non énumérés ou virtuelle-

ment retenus par le peuple soient refusés ou affaiblis.

Toute loi, décret ou ordre qui, sous prétexte de réglementation, restreindra l'exercice des droits et libertés reconnus ou privera les citoyens des garanties assurées sera inconstitutionnelle et ne pourra être appliquée par les juges.

Art. 25. — Dans le territoire de la province est inviolable le droit de tout homme à rendre un culte à Dieu, librement et publiquement, selon les préceptes de sa conscience et en respectant les prescriptions de la morale et de l'ordre public.

Art. 26. — Nul ne peut être poursuivi en justice plus d'une seule fois pour le même délit et sous aucun prétexte les procès clos par une sentence exécutoire ne pourront être ouverts à nouveau, sauf dans le cas de revision.

Art. 27. — Dans les procès, la défense est libre et la preuve publique. Une loi fixera les exceptions que pourra seul justifier le secret de l'instruction et les cas où la publicité serait contraire à la morale.

Art. 29. — Tous les habitants de la province peuvent faire connaître par la voie de la presse leurs pensées et leurs opinions, sans que la loi puisse édicter de mesures entravant l'exercice de cette liberté.

Dans les procès auxquels donnera lieu l'exercice de la liberté de la parole et de la presse, la preuve sera admise comme excuse absolutoire, lorsqu'il s'agira de la conduite des employés dans l'exercice de leurs fonctions ou de la compétence politique des fonctionnaires publics.

Art. 30. — Il ne peut être pénétré dans le domicile que sur ordre écrit et motivé d'un juge, en cas de délit ou de faute, et en vertu d'un ordre de l'autorité sanitaire compétente, également écrit et motivé, de la façon et en la forme que la loi déterminera pour des raisons de santé publique.

Art. 31. — Nul ne peut être incarcéré sans

au moins une enquête sommaire préalable qui apporte un commencement de preuve ou des indices graves d'un délit, et ne pourra être arrêté sans un ordre écrit préalable délivré par un juge, sauf le cas de flagrant délit dans lequel toute personne peut arrêter un délinquant et le conduire immédiatement devant le juge.

Art. 32. — Aucune détention ne pourra se prolonger plus de vingt-quatre heures sans qu'avis soit donné au juge compétent, que le prévenu soit mis à la disposition du juge et que celui-ci soit informé du fait qui a motivé l'arrestation. A partir de ce moment, le prévenu ne pourra plus rester au secret pendant plus de trois jours.

Art. 33. — Toute personne qui sera victime d'un emprisonnement arbitraire pourra faire appel personnellement ou par l'intermédiaire d'autres personnes devant un juge quelconque pour que celui-ci la fasse comparaître devant lui et s'informe de la façon dont elle a été arrêtée; s'il appert que les prescriptions constitutionnelles et légales n'ont pas été observées, le juge ordonnera la mise en liberté immédiate.

Art. 34. — La législature réglera le travail et la salubrité dans les usines et spécialement le travail des femmes et des enfants.

Art. 35. — Les étrangers ont accès à tous les emplois publics, à l'exception des cas où la constitution exige la qualité de citoyen ou la nationalité.

SECTION VIII

INSTRUCTION ELEMENTAIRE

Art. 141. — Les lois qui organiseront et réglementeront l'instruction devront observer les règles suivantes :

1. L'instruction élémentaire est gratuite et obligatoire dans les conditions et sous les peines que la loi établira...

AUSTRALIE

LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME EN AUSTRALIE¹

Il n'y a probablement aucun pays au monde où les droits de l'homme, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, soient plus étendus ou mieux protégés que dans le Commonwealth australien. Toutefois, cet état de choses est dû à l'héritage des traditions du libéralisme britannique, renforcées par l'histoire de l'Australie et les conditions économiques qui lui sont propres, beaucoup plus qu'à un système défini de garanties constitutionnelles. Les forçats et, par la suite, les immigrants qui ont fondé la nation australienne et établi ses traditions politiques, étaient des réprouvés ou des révoltés, victimes des systèmes aristocratiques et oligarchiques du vieux monde. Le chartisme anglais a eu une influence particulièrement forte dans les années qui suivent 1850, c'est-à-dire au début de la période où s'est discutée la constitution. Les Australiens ont ardemment défendu la démocratie dans les deux guerres mondiales, auxquelles ils ont pris part chaque fois dès le début, de leur propre volonté et avec l'approbation sans réserve de l'écrasante majorité de la population. Les conditions économiques ont contribué à maintenir un système social qui respecte hautement les droits de l'homme. L'absence de disproportions de fortune exagérées, et un niveau de vie général plus élevé que celui de n'importe quel pays du monde, sauf peut-être la Nouvelle-Zélande, ont aidé à préserver l'esprit de tolérance mutuelle et à diminuer l'amertume des conflits politiques. Il est probable que la forte homogénéité raciale de la nation a également contribué à maintenir chez tous un comportement social favorable aux libertés civiles. Grâce à cet héritage, les Australiens n'ont jamais éprouvé le besoin de définir dans des documents officiels les droits fondamentaux de l'homme qui sont en fait garantis par leur système de gouvernement. Les expressions "garanties constitutionnelles" et "droits fondamentaux" ne sont pas familières à la plupart des Australiens.

L'Australie est un Commonwealth fédéral, où le pouvoir gouvernemental est partagé entre d'une part les parlements et les organes exécutifs de six États (Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie méridionale, Australie occidentale et Tasmanie) qui, avant de se fédérer, étaient des colonies britanniques distinctes, et d'autre part, le parlement et l'organe exécutif de la fédération ou Commonwealth. La répartition des pouvoirs ressemble à celle qui prévaut aux États-Unis dont elle est, d'ailleurs, une adaptation. Le parlement

et le Gouvernement du Commonwealth possèdent un certain nombre de pouvoirs définis par la loi et — en temps de paix — relativement étroits; les États possèdent ce qui reste du pouvoir gouvernemental. En temps de guerre, en raison des pouvoirs qu'il détient au titre de la défense nationale, le Commonwealth a la prédominance et, même en temps de paix, la supériorité de ses ressources financières lui donne, en fait, une autorité plus grande qu'on ne pourrait le croire en examinant ses pouvoirs légaux. Mais il reste vrai que la majeure partie des lois concernant les libertés civiles ordinaires relèvent de la compétence des États.

Les constitutions du Commonwealth et des États se présentent sous forme de textes écrits. Chacune de ces constitutions était à l'origine une loi (*statute*) du parlement de la Grande-Bretagne, et certaines d'entre elles ont conservé cette forme, mais le parlement britannique a renoncé totalement au droit de s'ingérer dans ces constitutions, sauf à la demande et avec le consentement des parlements et des Gouvernements intéressés. Ces constitutions ne contiennent pas un code complet de droit constitutionnel; celui-ci se trouve, en majeure partie, dans les décisions des tribunaux, dans les lois (*statutes*) sans caractère ou autorité spéciale, et dans les conventions. En Australie, les lois constitutionnelles elles-mêmes (*constitution acts*) peuvent toutes être amendées, et toutes ont été amendées de temps à autre. La procédure d'amendement requise varie beaucoup, et, par suite, ces constitutions sont inégalement rigides. La constitution fédérale est celle qui a le plus de fixité; ses dispositions les plus importantes ne peuvent être amendées que par une loi du parlement du Commonwealth approuvée en un referendum par la majorité des électeurs — qui sont, en gros, les Australiens des deux sexes âgés de plus de vingt et un ans — et par la majorité des électeurs dans chacun des quatre États. En général les constitutions des États peuvent être amendées par une loi du parlement de l'État intéressé, bien que dans la Nouvelle-Galles du Sud et dans le Queensland, certains amendements doivent également être approuvés par les électeurs dans un referendum. Toutefois, ces constitutions d'États peuvent toutes devenir rigides; il n'y a aucun obstacle juridique à ce qu'on y introduise des amendements qui empêchent les parlements d'intervenir sans difficulté dans les droits de l'homme, si jamais les électeurs et leurs représentants jugeaient bon de le faire. Il est donc possible d'inclure, le cas échéant, dans la constitution fédérale et dans les constitutions des divers États une déclaration formelle des droits

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

de l'homme, en imposant une procédure spéciale, telle que le referendum, pour supprimer ou restreindre ces droits.

A l'heure actuelle, la seule constitution d'Etat qui contienne formellement une disposition relative aux droits de l'homme est celle de la Tasmanie, où figure une clause garantissant la tolérance religieuse; mais, comme cette constitution est souple, cette garantie peut être rejetée à tout moment par une simple loi du parlement. La constitution fédérale de 1900 — *the Commonwealth of Australia constitution act* — contient trois dispositions qui ont été prises pour protéger directement les individus. L'article 31 (XXXI) exige que les lois du Commonwealth relatives à l'acquisition de la propriété prévoient une juste compensation pour les personnes dépossédées. Cet article a été appliqué d'une manière stricte par les tribunaux, qui interprètent le terme "juste" en partant du principe que la société repose sur la propriété privée. L'article 80 semble à première vue garantir le jugement par jury dans les poursuites criminelles, mais, tel qu'il est interprété actuellement par les tribunaux, cet article a peu de valeur. On a considéré qu'il n'exige un jury que lorsque la procédure suivie est celle de l'accusation par le *grand jury* (*indictment*); et c'est pourquoi, lorsqu'une autre procédure est prescrite, telle que le jugement sommaire par des magistrats, le jury n'est pas obligatoire. L'article 116 interdit au Commonwealth d'établir une religion d'Etat, d'imposer une pratique religieuse, d'interdire le libre exercice des cultes, et d'imposer une épreuve religieuse aux candidats aux postes officiels dans le Commonwealth. Les tribunaux ont considéré que le "libre exercice de la religion" s'appliquait aux croyances et aux actions généralement considérées comme ayant un caractère religieux. C'est pourquoi cet article ne dispense pas les objecteurs de conscience de leurs obligations militaires et n'empêche pas d'interdire les organismes religieux dont la doctrine est fondamentalement contraire à la structure existante du gouvernement ou hostile à la défense du pays. Ses trois articles ne restreignent que les activités du parlement et du Gouvernement du Commonwealth; ils ne s'appliquent pas aux Etats. Ils sont au nombre des dispositions fixes de la constitution et ne peuvent être supprimés ou étendus que par recours au referendum dont les modalités ont été décrites précédemment.

La constitution fédérale impose beaucoup d'autres limites ou conditions aux pouvoirs du Commonwealth ou des Etats; ces dispositions ne portent que sur le partage du pouvoir entre le Commonwealth et les Etats, ou le maintien de la structure fédérale du gouvernement.

Toutefois, elles contribuent indirectement à empêcher certaines formes d'ingérence gouvernementale dans la vie privée des individus. De ce point de vue, l'article le plus important est l'article 92, d'après lequel le commerce et les échanges entre Etats doivent être absolument libres. L'interprétation juridique de cet article a varié et n'est pas encore fixée. A un certain moment, il a été interprété d'une manière très individualiste, comme ne s'appliquant qu'aux Etats. On considère maintenant qu'il s'applique aussi bien au Commonwealth qu'aux Etats, tout en laissant aux Gouvernements une grande liberté pour réglementer le commerce et les échanges dans la mesure où cette réglementation n'est pas spécifiquement dirigée contre les relations d'Etat à Etat ou n'établit pas de mesures préférentielles qui leur soient contraires.

Il convient également d'observer que la simple existence d'un gouvernement de type fédéral met obstacle à toute possibilité pour le Gouvernement de s'immiscer dans la vie des individus. Agissant en collaboration, le Commonwealth et les Etats pourraient, à l'échelon national, soumettre les libertés individuelles à la plupart des limitations qu'un parlement unitaire et pleinement souverain comme celui de Grande-Bretagne est juridiquement en mesure d'introduire. Mais il arrive rarement que ce degré de collaboration soit atteint entre le Commonwealth et les Etats, même — fait exceptionnel — quand les mêmes partis, ou des partis voisins ont la majorité dans chacun des sept parlements. En l'absence d'une telle collaboration, les Gouvernements des différents Etats se trouvent parfois gênés par l'impossibilité où ils sont de mener une politique indépendante dans leur Etat, cependant que l'action du Commonwealth est entravée par l'étendue limitée de ses pouvoirs. Ces obstacles indirects qui empêchent la poursuite d'une politique gouvernementale bien déterminée constituent en même temps une certaine garantie pour les droits des individus, notamment pour le droit de propriété.

Malgré son caractère fédéral le système constitutionnel australien est essentiellement un régime de démocratie parlementaire responsable, du type britannique. Chacun des sept Gouvernements se compose d'un "cabinet" constitué de représentants du parti ou de la coalition qui possède la majorité au parlement, à la tête duquel se trouve un Premier Ministre appelé *Prime Minister* (dans le cas du Commonwealth), ou *Premier* (dans le cas des Etats). Le gouverneur général du Commonwealth, ainsi que les gouverneurs des Etats représentent officiellement le roi et exercent des pouvoirs étendus en accord avec les divers cabinets. Le pouvoir est donc fortement con-

centré entre les mains des Cabinets. Grâce à la discipline des partis, ils dominent les parlements et, par l'intermédiaire de l'administration qui, elle, est permanente, ils surveillent l'exécution de la politique gouvernementale. Comme on l'a vu plus haut, les limitations formelles apportées à la compétence de ces parlements et des Gouvernements sont peu nombreuses et, en conséquence, le risque de voir les droits de l'homme annihilés, théoriquement considérable. S'ils le voulaient les États pourraient, chacun pour son compte, aller fort avant dans la suppression de la sécurité individuelle, de la liberté d'expression et de la liberté d'association.

Mais, en réalité, la liberté individuelle est au moins aussi assurée que dans n'importe quel pays du monde: la liberté d'expression y est extrêmement étendue — au moins en temps de paix — et, par suite, la liberté d'association est très développée. Voici quelques exemples concrets. Il est généralement impossible en Australie de voir une personne détenue, en temps de paix, plus de quarante-huit heures, sans comparaître devant un tribunal, et les cas dans lesquels elle peut être maintenue sous les verrous ou condamnée à la prison, à la peine capitale ou à toute autre peine, sont définis par la loi qu'il appartient aux seuls tribunaux d'interpréter. Ces tribunaux possèdent, au plus haut degré, l'indépendance et l'impartialité. La liberté d'expression est l'objet de limitations imposées par les lois courantes relatives à la diffamation, l'obscénité et la sédition. En temps de paix il n'existe pas de censure de presse dans le pays, mais les publications importées et les films sont censurés par les services gouvernementaux, sans appel possible devant les tribunaux. Les lois relatives à la sédition sont rarement appliquées en temps de paix et la liberté d'expression est particulièrement développée dans le domaine politique. La liberté d'association qui existe parallèlement apparaît dans toute son ampleur, si l'on songe que les partis communiste et trotskiste d'une part, et certains groupes professant des doctrines voisines du fascisme d'autre part, jouissent d'une existence légalement reconnue. L'Australie a ses lieux de réunion publique qui, comme Hyde Park à Londres, voient les foules se rassembler pour entendre exposer les doctrines les plus variées sur tous les sujets imaginables sans que le Gouvernement tente aucunement d'y mettre obstacle. Du point de vue juridique, les réunions et cortèges dans les rues et les parcs publics constituent généralement une atteinte à l'ordre public défini, soit par le *common law*, soit par la législation locale, mais ils sont autorisés dans une large mesure.

De nos jours, un des aspects les plus importants de la liberté d'association est la position des syndicats ouvriers et patronaux. Ces syndicats sont nombreux et exercent une influence puissante sur la vie du pays, et les uns comme les autres sont fondamentalement libres de diriger leurs affaires comme ils l'entendent. Les tribunaux de commerce possèdent, dans une mesure restreinte, le pouvoir d'annuler ces règlements lorsqu'ils sont en opposition flagrante avec les principes de la démocratie à l'intérieur des syndicats ou de justice naturelle, mais exercent rarement ce pouvoir. L'Etat n'a pas adopté d'attitude déterminée au sujet des grèves et des lockouts. Il n'existe à l'heure actuelle aucune loi fédérale qui puisse empêcher les grèves ou les lockouts dans les très nombreuses industries qui sont sous le contrôle du Tribunal fédéral d'arbitrage (*federal arbitration Court*), mais parfois la législation fédérale ou celle des États a déclaré certaines grèves et lockouts illégaux, l'opinion générale, du côté patronal comme du côté ouvrier, étant en faveur du règlement arbitral des différends industriels. L'opinion syndicale est divisée sur la question de savoir si la loi doit imposer aux syndiqués le scrutin secret quand il s'agit de voter sur des questions comme le déclenchement d'une grève. Une loi imposant le vote secret a été promulguée dans le Queensland par un Gouvernement travailliste. Mais, ni les syndicats ouvriers, ni les syndicats patronaux ne sont devenus en aucune façon les instruments de la politique suivie par le Gouvernement.

Il est évident qu'une telle situation ne s'explique que si, comme dans le cas de la Grande-Bretagne, on tient compte des habitudes et des traditions de la population, de la force que possède une règle juridique quand elle est appuyée par l'opinion publique, du climat social et économique qui favorise la tolérance, et enfin du fonctionnement de la démocratie parlementaire. L'Australie a été parmi les premiers pays à donner le droit de vote aux personnes majeures, établir le scrutin secret, le vote des femmes et les votes préférentiels. En outre, le suffrage est généralement obligatoire. Toute personne qui possède le droit de vote a le droit de se présenter aux élections législatives, et il arrive fréquemment que des indépendants, sans être soutenus par aucun parti, soient élus. Il est aussi facile d'être admis dans les grands partis politiques que de passer d'un parti à un autre, fait extrêmement important dans un pays où la vie politique est dominée par les partis. Les partis décident eux-mêmes de leur organisation interne: l'Australie n'a pas adopté le système américain de désignation des candidats par les militants des partis (*primaries*)

ou toute autre méthode analogue de contrôle par la base, mais l'esprit démocratique du pays oblige tous les partis à agir selon le grand principe du contrôle démocratique des militants sur la politique du parti, ainsi que sur le choix des candidats. Personne en Australie ne prétendra que son pays applique complètement les principes politiques de la démocratie. Dans les Etats de Victoria, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale et de Tasmanie, la Chambre Haute des parlements à deux chambres est élue au suffrage restreint et ne représente qu'environ un tiers de la population adulte. Il arrive parfois que des partis politiques soient, dans une certaine mesure, dominés par des "cliques" ou des "meneurs", mais le cas ne s'est jamais produit sur une large étendue de territoire, ni pendant de longues périodes. Les descendants des peuplades indigènes se voient en général refuser le droit de vote; ils ne constituent qu'une petite minorité, mais cette situation est indéfendable du point de vue démocratique. La même situation s'applique à une autre minorité — les habitants de territoires fédéraux tels que Canberra et le Territoire septentrional — qui ne sont pas représentés, ou qui le sont insuffisamment, dans le Gouvernement national et dans les administrations locales. Malgré ces défauts, le Gouvernement fédéral et les Gouvernements des Etats sont, à toute époque, représentatifs de l'opinion de la majorité et très sensibles à l'influence des grands courants d'idées. En particulier, les esprits qui sont partisans d'établir de solides garanties de la liberté individuelle et de la liberté d'opinion et d'action politiques sont fortement représentés et ont contribué à assurer le maintien des droits de l'homme, beaucoup plus efficacement que n'importe quel système formel de garanties constitutionnelles.

Nous avons examiné jusqu'à présent les droits de l'individu et des groupes que les principes du droit civil et du droit constitutionnel britannique ont, dans une large mesure, pour mission de protéger; ce sont essentiellement des droits négatifs, à savoir le droit d'être protégé contre toute mesure arbitraire constituant une atteinte à la sécurité individuelle, à la liberté d'expression et à la liberté d'association, quelle que soit son origine, Gouvernements ou particuliers. Parmi ceux de ces droits qui ont un caractère positif, les plus importants sont le droit de vote et le droit d'accès au parlement. Mais il est aujourd'hui banal de dire que ces droits, tout en étant essentiels à la dignité et au bonheur de l'homme, sont insuffisants, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un autre droit qui est celui de la sécurité économique. Une grande partie de l'histoire économique et politique de l'Australie au cours du siècle présent, et notamment depuis la

grande crise économique de 1931, se caractérise par un effort pour établir ce droit. Aucun Australien ne prétendrait que son système social actuel garantit ce droit. On a abordé certains aspects du problème; c'est ainsi qu'à l'heure actuelle le Commonwealth assure des indemnités aux personnes involontairement en chômage, des pensions d'invalidité et de vieillesse, des indemnités pour charges de famille, ainsi qu'un grand nombre d'avantages d'ordre médical. Les Etats font également beaucoup en matière d'assistance sociale, accordant par exemple le traitement gratuit dans les hôpitaux. Les Etats ont en outre institué un système complet d'enseignement, dans lequel l'instruction est gratuite pour les enfants de moins de quatorze ans. En Australie occidentale toutes les études, y compris les cours d'université, sont même gratuites. La tendance est d'étendre toujours le nombre de ces services sociaux et de leurs bénéficiaires. Toutes ces mesures sont considérées essentiellement comme des palliatifs, plutôt que des solutions radicales au problème de la pauvreté et de l'insécurité économique. Le Commonwealth a abordé, au cours de ces dernières années, le problème d'une façon plus directe, à la fois sur le plan intérieur et sur le plan des négociations internationales; il s'agit d'instituer un système économique gouvernemental qui assure le plein emploi. Ces nouveaux droits de l'homme positifs, droits d'être à l'abri du besoin et d'être protégé contre l'insécurité économique, ne sont, pas plus que les libertés fondamentales mentionnées plus haut, incorporés dans les textes constitutionnels australiens, mais ils bénéficient, dans une mesure croissante, du soutien d'une grande partie de l'opinion publique et tendent, en conséquence, à devenir partie intégrante des programmes politiques gouvernementaux.

On aurait toutefois tort de penser que les conséquences politiques et économiques qu'entraînerait une politique plus hardie du Gouvernement dans le domaine des droits économiques soient acceptées avec plaisir par la majorité des Australiens, et il serait encore plus erroné de croire que la structure constitutionnelle actuelle de l'Australie facilite le moins du monde l'adoption d'une telle politique. En temps de paix, le Commonwealth doit compter beaucoup plus sur ses ressources financières que sur les lois et les règlements pour obtenir la stabilisation de l'emploi. Etats qui détiennent la stabilisation de l'emploi. Les Etats qui détiennent essentiellement le pouvoir de prendre les règlements nécessaires en la matière sont gênés par l'étroitesse de leur territoire, ainsi que par la faiblesse de leurs ressources financières. La complexité du régime fédéral, à laquelle nous avons déjà fait allusion, a ses avantages lorsqu'il s'agit de

protéger l'un des aspects des droits de l'homme, mais rend difficile d'organiser la protection des droits économiques dont nous parlons. La réglementation de l'industrie par le Gouvernement pose également le problème de la bureaucratie, en rendant souvent nécessaire l'attribution de pouvoirs discrétionnaires de réglementation à des fonctionnaires qui ne sont pas directement responsables devant le peuple. Il est significatif que, dans la liste des garanties constitutionnelles à incorporer dans la constitution fédérale qu'a proposée le Commonwealth en 1944, figurait une disposition aux termes de laquelle l'une ou l'autre des deux assemblées parlementaires pourrait annuler tout règlement pris par le Gouvernement. Des dispositions à cet effet font déjà partie du *Statute law* du Commonwealth et de chacun des Etats excepté le Victoria. Elles fournissent un remède, encore bien imparfait, aux possibilités d'oppression mesquine qu'entraîne tout système étendu de contrôle bureaucratique. C'est pourquoi, bien que tous les grands partis australiens acceptent, dans une très large mesure, de voir les services économiques essentiels et les services sociaux possédés ou contrôlés par l'Etat, bien qu'ils acceptent de voir le Gouvernement réglementer

le droit de propriété et le droit d'exercer les divers métiers et professions, bien qu'ils acceptent aussi de le voir diriger, dans ses grandes lignes, l'économie du pays, les opinions diffèrent beaucoup sur l'ampleur de cette ingérence de l'Etat. Dans le passé une telle politique portait atteinte surtout à la liberté des propriétaires. Les mesures étroites de contrôle économique que la guerre de Hitler et de Hirohito a rendues nécessaires ont été introduites en majeure partie par un Gouvernement travailliste du Commonwealth et ont obligé les syndicats à comprendre que leurs libertés, ainsi que les libertés individuelles des travailleurs, étaient également menacées. Aussi, l'établissement du droit à la sécurité a posé trois problèmes. Ce droit peut-il être assuré dans les conditions économiques qui existent actuellement en Australie et dans le monde? Peut-il être assuré sous le régime constitutionnel qui existe actuellement en Australie? Peut-il être assuré sans que soient compromis la liberté individuelle et les droits politiques existants?

Geoffrey SAWER
*Senior Lecturer in Law,
 Université de Melbourne*

APERÇU DE LA LEGISLATION DU TEMPS DE GUERRE, ABROGÉE EN 1946

Bien que la liberté individuelle soit de tradition en Australie, le parlement du Commonwealth a dû, pendant la guerre, utiliser les pouvoirs discrétionnaires qu'il détenait du fait des nécessités militaires pour voter des lois limitant la liberté individuelle, dans la mesure où ces limitations s'imposaient dans l'intérêt d'une conduite plus efficace de la guerre.

Ces limitations expresses apportées à la liberté individuelle ont été, en majeure partie, supprimées au cours de l'année 1946. Le contrôle de la main-d'œuvre, y compris le recensement général de la population civile, et l'obligation pour certains de travailler dans des établissements industriels spécifiés étaient autant de mesures prises dans l'intérêt de toute la population, mais ces obligations étaient parmi les plus pénibles que la loi puisse imposer à l'individu. Elles ont été abrogées au début de 1946.

Une autre loi temporaire qui a été en

vigueur pendant la guerre concernait l'arrestation des marins déserteurs. Aucun mandat d'arrêt signé par un magistrat n'était nécessaire et la personne arrêtée pouvait être détenue, tant qu'elle n'acceptait pas de servir sur un autre bâtiment. Cette disposition a été également abrogée au début de 1946.

En outre, le Gouvernement du Commonwealth avait le pouvoir d'interner les personnes suspectes d'activité subversive, de réquisitionner la propriété privée, immobilière et personnelle, et de limiter le droit des individus à posséder certains appareils, tels que les postes émetteurs de radio. Ces pouvoirs lui ont été retirés par une série de lois votées en 1946.

La liberté individuelle a donc, en grande partie, retrouvé les formes normales qu'elle doit à une tradition non écrite, et elle s'est débarrassée des restrictions légales qui lui avaient été imposées pendant les années de guerre, dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Geoffrey SAWER

AUTRICHE

NOTE SUR LA SITUATION CONSTITUTIONNELLE

En décembre 1945 la première Assemblée législative réunie depuis la libération de l'Autriche a adopté à l'unanimité une loi constitutionnelle qui remettait en vigueur la constitution fédérale de 1929.

Cependant aux termes de la réglementation établie par la Commission alliée de contrôle

pour l'Autriche, toute loi constitutionnelle doit, pour devenir applicable, recevoir l'approbation **unanime** des quatre Puissances alliées occupantes. A la date du 31 décembre 1946 cette approbation n'a pas été donnée¹.

¹ Communication de M. Ludwig Kleinwachter, ministre plénipotentiaire, représentant du Gouvernement fédéral autrichien, Washington, D.C.

BELGIQUE

CONSTITUTION DU ROYAUME DE BELGIQUE¹

du 7 février 1831

TITRE II

DES BELGES ET DE LEURS DROITS

Art. 4. — La qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile.

La présente constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre ces qualités, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Art. 5. — La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif. La grande naturalisation seule assimile l'étranger au Belge pour l'exercice des droits politiques.

Art. 6. — Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres.

Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

Art. 7. — La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

Art. 8. — Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Art. 9. — Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Art. 10. — Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 11. — Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 12. — La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

Art. 13. — La mort civile est abolie; elle ne peut être rétablie.

Art. 14. — La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de ces libertés.

Art. 15. — Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos.

Art. 16. — L'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni de défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, sauf, en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication.

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu.

Art. 17. — L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite; la répression des délits n'est réglée que par la loi. L'instruction publique donnée aux frais de l'Etat est également réglée par la loi.

Art. 18. — La presse est libre; la censure ne pourra jamais être établie; il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs.

Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi.

Art. 19. — Les Belges ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à une autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements en plein air, qui restent entièrement soumis aux lois de police.

Art. 20. — Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive.

Art. 21. — Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions signées par une ou plusieurs personnes.

Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Art. 22. — Le secret des lettres est inviolable.

La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

Art. 23. — L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Art. 24. — Nulle autorisation préalable n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des ministres.

TITRE VI

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 130. — La constitution ne peut être suspendue en tout ou en partie.

¹ Constitution belge, Bruxelles, s.d.

DES BELGES ET DE LEURS DROITS

1. OBSERVATIONS GENERALES

Dans le titre II de la constitution belge décreée le 7 février 1831, révisée en 1893 et en 1920-1921, il a été fait application des principes consacrés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen au cours de la Révolution française. La constitution belge a créé ainsi un système de garanties de libertés publiques "consistant essentiellement à réserver aux individus un certain domaine d'activité dans lequel les pouvoirs publics n'ont pas le droit de s'immiscer; ce 'cercle de liberté' est déterminé par la constitution elle-même qui énumère... les libertés ou droits naturels dont jouissent les individus et en garantit le maintien par des barrières contre la toute-puissance de l'Etat. Sauf une exception concernant les réunions publiques en plein air, toutes mesures préventives sont interdites. Si des actes répréhensibles sont commis, comme cela est possible dans l'usage de toute liberté, le pouvoir judiciaire pourra seul les réprimer". (H. van Mol, *Manuel de droit constitutionnel de la Belgique*, deuxième édition, Liège, 1945, p. 31-32.)

Mais ce n'est pas seulement dans ses articles 12 à 24 que la constitution belge fait application des principes de liberté introduits par la Révolution française. Ces principes ne sont pas tous compris dans la Déclaration des droits, alors qu'ils pourraient y figurer aussi. Il s'agit de principes tels que celui qui proclame que tous les pouvoirs émanent de la nation (art. 25), de ceux qui consacrent la séparation des pouvoirs (art. 26 à 30) et le vote des impôts par le parlement (art. 110), de celui qui interdit de suspendre la constitution (art. 130).

En dehors des textes compris dans la constitution, il existe quelques dispositions légales visant à assurer la défense de la démocratie contre l'action de certains partis. Il y a ainsi dans le code pénal des dispositions sanctionnant, d'une manière générale, les crimes et les délits contre la sécurité de l'Etat, et ces dispositions ont été adaptées aux circonstances consécutives à la guerre, par l'arrêté-loi du 26 mai 1944.

Enfin, les dispositions du titre II du livre II du code pénal sanctionnent les crimes et les délits qui portent atteinte aux droits garantis par la constitution. Ces dispositions concernent : 1) les délits relatifs à l'exercice des droits politiques (confection des listes électorales, élections); 2) les délits relatifs au libre exercice des cultes; 3) les atteintes portées par des fonctionnaires publics aux droits garantis par la constitution (par ex. les arrestations illégales et arbitraires, les violations du domicile,

l'ouverture ou la suppression de lettres confiées à la poste et, en général, tous actes arbitraires ou attentatoires aux libertés ou aux droits garantis par la constitution, ordonnés ou exécutés par un fonctionnaire ou officier public, par un dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, etc.).

Certains droits reconnus par des constitutions récentes comme le droit au travail, la protection de la famille, etc., ne figurent pas dans la constitution belge.

En ce qui concerne le droit au travail, il y a lieu de noter que le rapport au régent, introductif de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale des travailleurs, constate l'existence d'une aspiration à un régime de droit au travail. Cet arrêté-loi constitue une loi de cadre formulant certaines règles générales régissant le domaine des pensions de vieillesse, des assurances-maladie et invalidité, des allocations familiales et des loisirs des travailleurs. Il institue également un régime provisoire d'assistance aux chômeurs en réservant l'avenir en ce qui concerne le droit au travail.

Relativement à la protection de la famille il a été créé en Belgique, depuis longtemps déjà, un système d'allocations familiales.

D'autre part, il existe maintenant un Ministère de la Santé publique et de la Famille.

Ce sont là les indices d'un mouvement des idées qui pourrait aboutir à l'inscription de textes nouveaux dans la constitution: droit au travail, droit à la sécurité sociale, protection de la famille. Mais, jusqu'à présent, les dispositions qui régissent ces domaines de l'évolution sociale en Belgique n'ont pas été consacrées par la constitution.

2. COMMENTAIRE

Art. 7. — La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, au plus tard dans les vingt-quatre heures.

Ad art. 7: La loi de défense sociale du 9 avril 1930 a prévu, à l'égard des anormaux, des mesures de sûreté et, à l'égard des récidivistes, des mesures d'élimination. "Ces mesures constituent incontestablement des restrictions graves à la liberté individuelle des citoyens." En effet, alors que la constitution, en ce qui concerne les juridictions de jugement, fait de la publicité des audiences une règle absolue (art. 96 de la constitution), les

articles 5 et 9 de la loi précitée subordonnent la publicité des débats à une demande formelle du prévenu. De plus, dans l'économie de la loi nouvelle, les juridictions d'instruction sont investies du droit de porter un jugement définitif sur le fait qualifié crime ou délit. Enfin, la compétence dévolue aux juridictions d'instruction par la loi nouvelle aboutit à supprimer en partie la compétence exclusive, réservée au jury par l'article 98 de la constitution, de juger les crimes. (Braas et Dor, *La Constitution*, Bruxelles, 1935, No 123.)

Voir aussi les observations ad art. 23, *in fine*.

Art. 8. — Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Ad art. 8: De l'expression "contre son gré" dont il est fait usage dans cet article, il ne faudrait pas conclure que le consentement des parties suffit pour légitimer l'intervention de certains tribunaux dans les matières que la loi n'a pas placées dans le cercle de leur compétence. Il n'est pas permis de déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public, et les lois qui règlent la compétence de tribunaux sont d'ordre public. Toutefois, la législation prévoit certains cas où il suffit du consentement des parties pour étendre la compétence. C'est à ces cas particuliers et bien spécifiés que se rapportent les mots "contre son gré", employés par l'article 8 de la constitution. (J. J. Thonissen, *La Constitution belge annotée*, 3ème édition, 1879, p. 29.)

On peut distinguer dans le droit pénal des infractions formelles, celles qui résultent par exemple de l'inobservation des dispositions sur la police du roulage, sur le repos du dimanche, sur l'affichage de certains textes, etc., et des infractions d'ordre social, qui menacent les bases mêmes de la constitution de la société. Dans le système actuel, les juges devant qui sont portées des infractions formelles ont une tendance à minimiser la peine. On a vu dans cette attitude une faiblesse des tribunaux et, pour parer aux conséquences de cette faiblesse, on est entré récemment dans une voie que le procureur général Cornil qualifie de dangereuse: "Celle de l'adjonction ou de la substitution aux peines prononcées par le pouvoir exécutif. Pareille manière de procéder, en faisant fi de la séparation des pouvoirs, ne porte pas seulement atteinte à un principe constitutionnel; elle met en péril ce qui nous est le plus cher à tous, ce pour quoi les meilleurs d'entre nous ont consenti le sacrifice suprême, la liberté individuelle." (Léon Cornil, *Propos sur le droit criminel*, Bruxelles, 1946, p. 26.)

Art. 11. — Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas prévus et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Ad art. 11: Sous la pression de certaines nécessités résultant de l'évolution sociale et qui ne se faisaient pas sentir à l'époque où la constitution a été votée, le droit de propriété a été limité, dans certains cas, en vue de la satisfaction d'intérêts généraux dont la portée dépasse celle de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à moins qu'on ne veuille donner à l'expression *utilité publique* un sens qu'elle ne pouvait avoir en 1830. Il en est ainsi de la série des lois sur les loyers, qui ont fait défense aux propriétaires de certains immeubles de faire un usage illimité de leurs biens.

La loi sur la propriété commerciale du 30 mai 1931 entre aussi dans cet ordre d'idées.

Enfin, la loi du 7 août 1931 sur la protection des sites permet à l'Etat de créer, dans un intérêt esthétique, des sortes de réserves territoriales, où il est interdit aux propriétaires de construire, d'ouvrir des carrières, d'exploiter des industries, en un mot de modifier le caractère du paysage.

La loi prévoit une indemnité, mais sans expropriation proprement dite.

Art. 14. — La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de ces libertés.

Ad art. 14: L'usage du droit de manifester ses opinions en toute matière a conduit à des abus en ce sens qu'il a permis à "des opinions extrémistes absolument subversives" de s'exprimer. Le législateur peut ériger en délit des manifestations de ce genre, par exemple l'outrage au drapeau. (Macar dans *Nouvelles lois politiques et administratives*, tome II Bruxelles, 1935, No 199, p. 91.)

La liberté de manifester ses opinions peut être restreinte en ce qui concerne les étrangers. L'article 128 de la constitution ne s'y oppose pas, à la condition que les mesures soient décidées par le législateur (Cf. art. 1 de la loi du 12 février 1897).

La propagande par la radiodiffusion n'a évidemment pu être prévue par les auteurs de la constitution, ni au point de vue politique, ni au point de vue moral. "En Belgique, le législateur a essayé de donner à la question une solution satisfaisante en conférant à l'exécutif une sorte de droit de haute police sur toutes les émissions de radiodiffusion." (Braas et Dor, *La Constitution*, No 202.) [loi du 18 juin 1930, arrêté royal du 28 juin 1930.]

Dans ce système, "l'Etat s'arroge le pouvoir de limiter, d'une façon générale et permanente, même en dehors des cas prévus par la loi

pénale, la faculté de publier ses opinions par la voie de la radiodiffusion.

"Il s'efforce toutefois de dégager un certain nombre de garanties afin que ce pouvoir ne dégénère point en arbitraire: intervention de personnalités recrutées avec un souci tout particulier d'impartialité, intervention du Ministre responsable devant le parlement.

"Si ingénieux et si séduisant que ce système puisse paraître à première vue, il n'en cause pas moins de vives appréhensions dans certains milieux fort alarmés par l'atteinte qu'il porte à un principe resté intangible depuis 1831." (Braas et Dor, *La Constitution*, No 203.)

Il faut encore considérer que la propagande qui se fait par radiodiffusion de l'étranger en Belgique pose un problème délicat, celui de la réglementation du droit d'écouter les communications venant de l'étranger. Ce problème, qui avait été résolu par l'occupant pendant la période 1940-1944 au moyen d'une interdiction totale, n'a pas encore été examiné après la guerre.

Art. 20. — Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive.

Ad *art. 20*: En ce qui concerne le droit d'association, il convient de faire remarquer qu'une loi du 24 mai 1921 a sanctionné au profit de l'individu le droit de ne pas s'associer.

"On peut y voir une sorte de défense de la personne contre le phénomène associationniste, encore que les protagonistes de la loi du 24 mai 1921 semblent bien avoir été inspirés également par d'autres mobiles" (Braas et Dor, *La Constitution*, No 322), notamment par le désir d'abroger l'article 310 du code pénal belge réprimant le délit de coalition.

La liberté syndicale la plus complète existe en Belgique. Nonobstant l'existence d'une loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles, qui accorde la personnification civile aux associations remplissant certaines conditions, notamment le dépôt de la liste de leurs membres, l'immense majorité des syndicats ouvriers belges sont des associations de fait, sans personnalité civile et sans statut légal particulier.

Art. 22. — Le secret des lettres est inviolable.

La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

Ad *art. 22*: Le principe de l'inviolabilité du secret des lettres souffre des exceptions:

1. Ouverture par l'administration des correspondances tombées en rebut, le destinataire étant introuvable (art. 8 de la loi du 30 mai 1879 et arrêté royal du 14 octobre 1893);

2. Ouverture par l'administration des correspondances refusées (arrêté royal du 4 janvier 1896);

3. Ouverture par l'administration des lettres présumées contenir des valeurs ou objets prohibés, matières précieuses, bijoux, produits inflammables, etc. (art. 56 de la loi du 30 mai 1879);

4. Saisie par les magistrats instructeurs des lettres adressées par un prévenu ou à un prévenu (arrêté royal du 30 juillet 1945) [van Mol, *Manuel de droit constitutionnel de la Belgique*, 1945, p. 63-64.]

L'inviolabilité du secret des lettres a été mise en péril après la guerre de 1914-1918 par la nécessité de surveiller l'action de propagandistes étrangers en Belgique et, d'une façon générale, l'espionnage. Certains organismes de police secrète se sont aussi arrogé le droit d'ouvrir la correspondance des particuliers (arrêté royal du 28 décembre 1921, instituant un Comité supérieur du contrôle, modifié par l'arrêté royal du 21 novembre 1932).

Art. 23. — L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Ad *art. 23*: Le but de l'article 23 est de préserver les citoyens contre les abus d'agents du pouvoir employant vis-à-vis d'eux une langue autre que la leur.

Toutefois, les exceptions à cette règle peuvent être décidées par le législateur, pourvu que ce soit dans les deux domaines ci-après: actes de l'autorité publique et affaires judiciaires. Des lois ont réglé l'emploi des langues dans les domaines de la justice et de l'administration; citons notamment:

Lois du 3 mai 1889, 4 septembre 1891 et 22 février 1898, modifiée par la loi du 28 décembre 1909, sur l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles (les lois sont votées, sanctionnées, promulguées et publiées en français et en flamand);

Loi du 28 juin 1932 concernant l'emploi des langues en matière administrative;

Loi du 14 juillet 1932 relative à l'emploi des langues dans l'enseignement primaire et moyen;

Loi du 15 juin 1935 relative à l'emploi des langues en matière judiciaire (van Mol, *Manuel du droit constitutionnel de la Belgique*, 1945, p. 67.)

Le problème linguistique n'a guère frappé les auteurs de la constitution de 1831. Ils se sont trouvés devant une situation de fait créée par les invasions germaniques à la fin de l'empire romain. Ils n'ont pas prévu que, des deux groupes linguistiques composant la Belgique, l'un s'efforcerait d'étouffer l'autre. "Ils n'ont même pas pensé à formuler des règles

constitutionnelles en ce qui concerne l'emploi des langues dans l'enseignement. Le texte de l'article 23 est absolument muet à cet égard. De là les difficultés qui se sont fait jour et qui ont été aggravées par l'entrée en jeu du facteur démocratique." (Braas et Dor, *La Constitution*, No 367.)

La loi du 14 juillet 1932 pose en principe que la langue de l'enseignement dans les écoles primaires et les écoles moyennes est le flamand dans la région flamande du pays, le français dans la région wallonne et l'allemand dans les communes d'expression allemande. Les enfants dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas la langue régionale ont le droit de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle. Toutefois, les communes et les directions d'écoles primaires libres demeurent juges de la réalité de ce besoin linguistique et de l'opportunité d'y donner satisfaction.

Dans les écoles moyennes, il y aura provisoirement des sections spéciales pour les

élèves dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas la langue de la région. Ces sections pourront être supprimées graduellement.

On peut remarquer que ce régime porte atteinte à la liberté qu'a le père de famille de faire instruire ses enfants dans la langue de son choix. C'est aussi une atteinte à la liberté individuelle (art. 7 de la constitution). En effet, "dans son acception la plus étendue, la liberté individuelle comprend la liberté de la personne et des actions, celle de la pensée et de ses manifestations, celle de la conscience et du culte". (Thonissen, *La Constitution belge annotée*, 1879, p. 23.)

Daniel WARNOTTE

Directeur général honoraire au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, chef de la documentation à l'Institut Solvay de sociologie, secrétaire général honoraire de l'Institut international des sciences administratives.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

CONSTITUTION¹

19 février 1937

CHAPITRE I

ORGANISATION SOCIALE

Art. 1. — La République socialiste soviétique de Biélorussie est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

Art. 2. — La base politique de la République socialiste soviétique de Biélorussie est constituée par les Soviets des députés des travailleurs, qui ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat, et à la suite de la libération du peuple biélorusien de l'oppression nationale par le czarisme et par la bourgeoisie impérialiste ainsi que de la destruction de la contre-révolution nationale biélorussienne.

Art. 3. — Tout le pouvoir dans la RSS de Biélorussie appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les Soviets des députés des travailleurs.

Art. 4. — La base économique de la RSS de Biélorussie est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste de l'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Art. 5. — La propriété socialiste dans la RSS de Biélorussie revêt, soit la forme de propriété d'Etat (bien du peuple entier), soit la forme de propriété coopérative et kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoz, propriété des unions coopératives).

Art. 6. — La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P.T.T. les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier.

Art. 7. — Les entreprises communes dans les kolkhoz et dans les organisations coopéra-

tives avec leur cheptel vif et mort, la production fournie par les kolkhoz et les organisations coopératives, ainsi que leurs bâtiments communs constituent la propriété commune, socialiste des kolkhoz et des organisations coopératives.

Chaque foyer kolkhozien, outre son revenu fondamental qu'il tire de l'économie kolkhozienne commune, a, conformément au statut de l'artel agricole, la jouissance personnelle d'un petit terrain attaché à la maison et, sur ce terrain, il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail productif, la volaille et le menu matériel agricole.

Art. 8. — La terre occupée par les kolkhoz leur est donnée en jouissance gratuite pour une durée illimitée, c'est-à-dire à perpétuité.

Art. 9. — A côté du système socialiste de l'économie, qui est la forme dominante de l'économie dans la RSS de Biélorussie, la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

Art. 10. — Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi.

Art. 11. — La vie économique de la RSS de Biélorussie est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir la République socialiste soviétique de Biélorussie et de renforcer sa capacité de défense.

Art. 12. — Le travail, dans la RSS de Biélorussie, est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur selon le principe: "Qui ne travaille pas ne mange pas".

Dans la RSS de Biélorussie se réalise le principe du socialisme: "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".

CHAPITRE IX

SYSTEME ELECTORAL

Art. 109. — Les élections des députés à tous les Soviets des députés des travailleurs —

¹ Les constitutions des Républiques socialistes soviétiques, publiées par le Commissariat du peuple de la Justice, Moscou, 1937 (en langue russe). Traduction basée sur *Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques socialistes soviétiques*, Ogiz, Editions politiques d'Etat, 1938.

Soviet suprême de la RSS de Biélorussie, Soviets des députés des travailleurs des arrondissements, rayons, villes et localités rurales et villages — se font par des électeurs du suffrage universel, égal et direct et au scrutin secret.

Art. 110. — Les élections des députés se font au suffrage universel : tous les citoyens de la RSS de Biélorussie ayant atteint l'âge de dix-huit ans, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur religion, de leur degré d'instruction, du délai de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à la privation des droits électoraux.

Art. 111. — Les élections des députés se font au suffrage égal : chaque citoyen a une voix, tous les citoyens prennent part aux élections sur la base de l'égalité.

Art. 112. — Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

Art. 113. — Les citoyens servant dans l'Armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

Art. 114. — Les élections des députés se font au suffrage direct : les membres de tous les Soviets des députés des travailleurs, depuis les Soviets des députés des travailleurs des localités rurales et des villes jusqu'au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie, sont élus par les citoyens directement, au suffrage direct.

Art. 115. — Dans les élections de députés, le scrutin est secret.

Art. 116. — Les candidatures aux élections sont présentées par circonscription électorale.

Le droit de présenter des candidats est garanti aux organisations sociales et aux associations de travailleurs, aux organisations du parti communiste, aux syndicats, aux coopératives, aux organisations de la jeunesse et aux sociétés culturelles.

Art. 117. — Chaque député est tenu de rendre compte aux électeurs de son travail ainsi que du travail du Soviet des députés des travailleurs ; il peut être rappelé à tout moment sur décision de la majorité des électeurs selon la procédure établie par la loi.

Art. 118. — (Traité des règles gouvernant les élections des députés aux Soviets provinciaux, Soviets des rayons administratifs, Soviets des villes et des villages, etc.).

CHAPITRE VIII

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES CITOYENS

Art. 93. — Les citoyens de la RSS de Bié-

lorussie ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par le développement continu des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage.

Art. 94. — Les citoyens de la RSS de Biélorussie ont droit au repos.

Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l'immense majorité des ouvriers, par l'établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire, par l'affectation aux besoins des travailleurs d'un vaste réseau de sanatoriums, de maisons de repos, de clubs.

Art. 95. — Les citoyens de la RSS de Biélorussie ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure.

Art. 96. — Les citoyens de la RSS de Biélorussie ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par le système des bourses d'Etat dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhoz, les stations de machines et de tracteurs et les kolkhoz.

Art. 97. — Des droits égaux à ceux de l'homme sont accordés à la femme, dans la RSS de Biélorussie, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Art. 98. — L'égalité en droits des citoyens de la RSS de Biélorussie, sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines

de la vie économique publique, culturelle, sociale et politique, est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte des droits ou, inversement, tout établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

Art. 99. — Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise, dans la RSS de Biélorussie, est séparée de l'Etat, et l'école de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de la propagande anti-religieuse sont reconnues à tous les citoyens.

Art. 100. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de la RSS de Biélorussie :

- a) La liberté de la parole;
- b) La liberté de la presse;
- c) La liberté des réunions et des meetings;
- d) La liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Art. 101. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de la RSS de Biélorussie de se grouper en organisations sociales : syndicats, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations de sport et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques ; les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le parti communiste de l'Union soviétique qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d'Etat.

Art. 102. — L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de la RSS de la Biélorussie. Nul ne peut être mis en état d'arrestation autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Art. 103. — L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi.

Art. 104. — La RSS de Biélorussie accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs ou en raison de leur activité scientifique ou pour leur lutte de libération nationale.

Art. 105. — Tout citoyen de la RSS de Biélorussie est tenu d'observer la constitution de la République socialiste soviétique de Biélorussie, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail, de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie en société socialiste.

Art. 106. — Tout citoyen de la RSS de Biélorussie est tenu de sauvegarder et d'affermir la propriété sociale, socialiste qui est la base sacrée et inviolable du régime soviétique, la source de la richesse et de la puissance de la patrie, la source d'une vie aisée et cultivée pour tous les travailleurs.

Les personnes qui attentent à la propriété sociale, socialiste sont les ennemis du peuple.

Art. 107. — Le service militaire obligatoire est une loi. Le service militaire dans l'Armée rouge ouvrière et paysanne est un devoir d'honneur pour les citoyens de la RSS de Biélorussie.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T., et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

Art. 108. — La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de la RSS de Biélorussie. La trahison de la patrie — violation du serment, passage à l'ennemi, préjudice porté à la puissance militaire de l'Etat, espionnage — est punie selon toute la rigueur de la loi comme le pire forfait.

CHAPITRE VII

TRIBUNAUX ET PARQUET

Art. 85. — Les tribunaux populaires sont élus par les citoyens du rayon, au suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

Art. 86. — La procédure judiciaire dans la RSS de Biélorussie se fait dans la langue biélorussienne, toute possibilité étant donnée aux personnes ne possédant pas cette langue de prendre entièrement connaissance du dossier par l'intermédiaire d'un interprète, et d'user du droit de s'exprimer à l'audience du tribunal dans leur langue maternelle.

Art. 87. — Les débats dans tous les tribunaux de la RSS de Biélorussie sont publics, sauf les exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l'accusé.

Art. 88. — Les juges sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi.

BOLIVIE

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DE BOLIVIE¹

du 28 octobre 1938

SECTION I DE LA NATION

Art. 2. — L'Etat reconnaît et soutient la religion catholique, apostolique et romaine, et garantit l'exercice public de tout autre culte.

Art. 4. — Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités créées par la loi.

Toute force armée ou réunion de personnes qui s'arroge les droits du peuple commet un délit de sédition.

SECTION II DES DROITS ET GARANTIES

Art. 5. — L'esclavage n'existe pas en Bolivie. Aucune espèce de servitude n'est reconnue et nul ne pourra être astreint à des prestations de travail sans une juste rétribution et sans son plein consentement.

Il ne pourra être exigé de services personnels que conformément à la loi.

Art. 6. — Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice :

a) Pénétrer sur le territoire national, y séjourner, le traverser et en sortir ;

b) Se livrer au travail, au commerce ou à l'industrie sous réserve que ces activités ne portent pas préjudice au bien public ;

c) Exprimer librement ses idées et ses opinions par n'importe quel moyen de diffusion ;

d) Se réunir et s'associer pour exercer les divers modes d'activité, sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte à la sûreté de l'Etat ;

e) Formuler des pétitions à titre individuel ou collectif ;

f) Recevoir de l'instruction ;

g) Enseigner sous la surveillance de l'Etat.

Art. 7. — Nul ne pourra être arrêté, détenu ni emprisonné, que dans les cas et dans les formes prescrites par la loi.

Aucun mandat ne peut être exécuté, s'il n'émane pas de l'autorité compétente et s'il n'est pas signifié par écrit.

Art. 8. — Toute personne qui estimerait être indûment détenue, prévenue ou emprisonnée pourra exercer un recours, personnellement ou par mandataire, avec ou sans pro-

curation notariée, devant la cour supérieure du district ou devant le juge de circonscription à son choix pour demander que les formes légales soient observées. L'autorité judiciaire fera immédiatement comparaître l'individu en sa présence et sa décision sera exécutée, sans commentaire ni échappatoire, par les personnes qui ont la charge des prisons et lieux de détention. Après avoir pris connaissance des faits, l'autorité judiciaire ordonnera la mise en liberté, prendra les mesures nécessaires pour réparer les erreurs judiciaires, ou mettra l'individu à la disposition du juge compétent dans les vingt-quatre heures. La décision rendue pourra donner lieu à un recours en annulation devant la Cour suprême de justice, sans que le pourvoi soit suspensif de l'exécution de la sentence.

Les fonctionnaires publics ou les particuliers qui refuseraient d'exécuter les décisions judiciaires dans les cas prévus au présent article seront, en tout temps, déclarés coupables d'atteinte aux garanties constitutionnelles sans que l'ordre de l'autorité supérieure puisse leur servir d'excuse.

Art. 9. — Toute personne peut, même sans mandat, appréhender un délinquant pris en flagrant délit, dans le seul but de l'amener devant le juge compétent, lequel devra recueillir sa déclaration dans un délai maximum de vingt-quatre heures.

Art. 10. — Ceux qui ont la charge des prisons n'y recevront aucune personne en état d'arrestation, aucun prisonnier ou détenu sans transcrire dans leur registre le mandat qui les concerne. Ils pourront cependant recevoir dans l'enceinte de la prison ceux qui y sont amenés pour être présentés au juge compétent dans un délai de vingt-quatre heures.

Art. 11. — Les attentats contre la sûreté personnelle engagent la responsabilité de leurs auteurs immédiats, sans que l'ordre de l'autorité supérieure puisse leur servir d'excuse.

Art. 12. — Les fonctionnaires publics qui, sans que l'état de siège ait été décrété, prendraient à l'égard des citoyens des mesures de mise en résidence forcée ou d'exil et feraient exécuter ces mesures, de même que ceux qui suspendraient le fonctionnement des imprimeries ou l'exercice des autres moyens d'expression de la pensée, seront astreints à payer une indemnité civile pour les dommages et préjudices causés, pourvu qu'un jugement établisse que ces mesures ont été adoptées ou mises à exécution sans motif valable et en violation des

¹ Texte espagnol dans Andrés María Lazcano y Mazón, *Constituciones Políticas de América*, La Habana, Cuba, 1942, tomo I, p. 251-280. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

lois constitutionnelles garantissant les droits des citoyens.

Une loi spéciale fixera les formes de la réparation du dommage causé.

Art. 13. — Nul ne peut être jugé par des commissions spéciales ni déferé à des juges autres que ceux qui ont été désignés antérieurement aux faits de la cause.

Art. 14. — Nul n'est tenu, en matière pénale, de témoigner contre lui-même. Ne sont pas non plus tenus de déposer contre la personne en cause ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ni ses alliés jusqu'au second degré.

En aucun cas il ne sera fait emploi de la torture, ni d'aucune autre espèce de sévices.

Art. 15. — La confiscation des biens ne sera jamais prononcée comme châtiment politique.

La correspondance et les papiers privés sont inviolables. Ils ne pourront être saisis que dans les cas prévus par les lois et en vertu d'un ordre écrit et motivé de l'autorité compétente. Les lettres ou papiers privés dont le secret a été violé ou qui ont été soustraits ne produiront aucun effet légal.

Art. 16. — Toute maison est un asile inviolable. Il ne pourra y être pénétré pendant la nuit sans le consentement de l'habitant; de jour, l'entrée n'y sera permise qu'en vertu d'une réquisition écrite et motivée de l'autorité compétente, sauf le cas de flagrant délit.

Art. 17. — La propriété est toujours inviolable quand elle remplit une fonction sociale. L'expropriation pour cause d'utilité publique pourra être ordonnée, sous les conditions établies par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 18. — Les ressortissants étrangers ou les entreprises étrangères sont, en ce qui concerne la propriété, dans la même situation que les Boliviens, sans pouvoir en aucun cas invoquer une situation exceptionnelle ni avoir recours à des réclamations diplomatiques, sauf le cas de déni de justice.

Art. 19. — Les étrangers ne peuvent acquérir ou posséder le sol ou le sous-sol à une distance de moins de cinquante kilomètres de la frontière, à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, individuellement ou en société, sous peine de perdre au bénéfice de l'Etat la propriété acquise, sauf le cas de nécessité nationale déclarée expressément par une loi.

Art. 20. — Aucun impôt n'est obligatoire s'il n'a été établi par le pouvoir législatif, conformément aux prescriptions de la présente constitution. Les personnes lésées peuvent former recours devant l'autorité judiciaire compétente contre les impositions illégales. Les impôts municipaux sont obligatoires quand ils

ont été créés en conformité des dispositions de la présente constitution.

Art. 21. — Les impôts et les charges publiques obligent également tous les habitants. Leur création, leur répartition et leur suppression auront un caractère général et devront être déterminées en tenant compte des moyens économiques du contribuable.

Art. 22. — Les biens de l'Eglise, des congrégations religieuses et des établissements de bienfaisance, jouiront des mêmes garanties que ceux des particuliers et seront soumis aux obligations et aux restrictions définies par la loi.

Art. 23. — Toute personne jouit des droits civils; l'exercice de ces droits est réglé par la loi civile.

Art. 24. — Le pouvoir législatif a compétence pour changer et modifier les codes ainsi que pour édicter des règlements ou dispositions concernant les procédures judiciaires.

Art. 25. — La peine de l'infamie et de la mort civile n'existent pas.

La peine capitale ne sera infligée que dans les cas d'assassinat, de parricide ou de trahison envers la patrie. La trahison s'entend de la complicité avec l'ennemi en temps de guerre étrangère.

Art. 26. — L'usage des chemins construits par des particuliers est public. Une loi spéciale réglementera l'exercice de ce droit ainsi que la collaboration de l'Etat et des particuliers à l'entretien de ces chemins.

Art. 27. — Sont nuls les actes de ceux qui usurpent des fonctions qui ne sont pas de leur compétence et les actes de ceux qui exercent une juridiction ou des pouvoirs qu'ils ne tiennent pas de la loi.

Art. 28. — Les principes, les garanties et les droits reconnus dans la présente constitution ne pourront être modifiés par les lois qui en règlent l'exercice.

Art. 29. — Nul ne sera contraint de faire ce que la constitution et les lois n'ordonnent pas, ni de s'abstenir de ce qu'elles n'interdisent pas.

Art. 30. — Ceux qui portent atteinte aux garanties constitutionnelles relèvent de la juridiction ordinaire.

Art. 31. — La loi ne dispose que pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif.

Art. 32. — Tout fonctionnaire public, civil, militaire ou ecclésiastique est tenu, avant de prendre possession de sa charge, de déclarer expressément et spécifiquement les biens et les revenus qu'il possède, lesquels feront l'objet d'une vérification dans la forme définie par la loi.

Art. 33. — Les déclarations, les droits et les garanties que la constitution énumère ne seront pas interprétés comme écartant les

autres droits et garanties qui n'y figurent pas, mais qui découlent de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du Gouvernement.

SECTION III

DU MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

Art. 34. — Dans les cas de péril grave par suite de troubles intérieurs ou de guerre extérieure, le chef du pouvoir exécutif, avec l'avis conforme du Conseil des Ministres, pourra décréter l'état de siège sur l'étendue du territoire où cette mesure sera nécessaire. Si le Congrès se réunit en séance ordinaire ou extraordinaire, alors que tout ou partie du territoire de la République est en état de siège, toute prolongation de l'état de siège devra faire l'objet d'une autorisation du pouvoir législatif. Il sera procédé de la même façon si la déclaration de l'état de siège est faite par le pouvoir exécutif au cours d'une session législative.

Si le pouvoir exécutif ne suspend pas l'état de siège dans un délai de quatre-vingt-dix jours, celui-ci cessera de lui-même à l'expiration de ce délai, sauf en cas de guerre étrangère déclarée ou de guerre civile en cours. Les personnes qui auraient fait l'objet de mesures de contrainte seront mises en liberté, à moins qu'elles n'aient été déférées aux tribunaux compétents.

Le pouvoir exécutif ne pourra prolonger l'état de siège par un nouveau décret au delà de quatre-vingt-dix jours, ni décréter un nouvel état de siège au cours de la même année sans obtenir l'assentiment du Congrès. A cet effet, il convoquera des sessions extraordinaires si l'éventualité se présente pendant les vacances parlementaires.

Art. 35. — La déclaration de l'état de siège produit les effets suivants :

1. Le pouvoir exécutif pourra augmenter l'effectif de l'armée permanente et appeler sous les drapeaux les réserves qu'il estime nécessaires.

2. Il pourra fixer la somme indispensable à percevoir par avance sur les contributions et les produits des revenus nationaux. Il pourra également négocier et exiger par voie d'emprunt les ressources suffisantes au cas où les dépenses ne pourront être couvertes par les revenus ordinaires. Au cas d'emprunt forcé, le pouvoir exécutif fixera les contributions respectives et les répartira entre les contribuables en tenant compte de leurs moyens économiques.

3. Les garanties et les droits consacrés par cette constitution ne seront pas suspendus de façon générale par la déclaration de l'état de siège ; mais ils pourront l'être à l'égard de personnes déterminées, que l'on a des raisons

valables de soupçonner d'agir contre la sécurité de la République. Cette mesure sera prise conformément aux dispositions des paragraphes suivants.

4. L'autorité légitime pourra décerner des ordres de comparution ou d'arrestation contre les personnes soupçonnées, à condition de les mettre, dans un délai de quarante-huit heures, à la disposition du juge compétent à qui elle transmettra les documents qui auraient motivé l'arrestation.

Si le maintien de l'ordre public exige l'éloignement des personnes soupçonnées, l'autorité pourra ordonner leur mise en résidence, forcée dans un chef-lieu de département ou de province qui ne soit pas malsain.

Le bannissement pour des motifs politiques est prohibé ; mais les personnes en résidence forcée et celles qui sont poursuivies ou arrêtées pour motifs politiques ne pourront sous aucun prétexte se voir refuser des passeports si elles en font la demande pour se rendre à l'étranger, les autorités devant leur accorder les garanties nécessaires à cet effet.

Les personnes qui exécutent des ordres qui violent ces garanties pourront être inculpées après la levée de l'état de siège, comme coupables d'atteintes aux garanties constitutionnelles sans pouvoir invoquer comme excuse l'ordre de l'autorité supérieure.

5. La censure de la correspondance en général pourra également être instituée et l'usage de passeports de transit pour les personnes qui pénètrent sur le territoire en état de siège ou qui en sortent pourra être établi.

En cas de guerre internationale, la censure s'appliquera à la correspondance et à tous les moyens d'information publique.

Art. 36. — Le Gouvernement rendra compte à la prochaine législature des motifs qui ont donné lieu à la déclaration de l'état de siège et de l'usage qu'il a fait des attributions à lui conférées par la présente section, en faisant connaître la suite donnée aux poursuites ordonnées et en indiquant les mesures indispensables pour faire face aux dettes qu'il aurait contractées par des emprunts directs et par la perception anticipée des impôts.

Art. 37. — Le Congrès consacrera ses premières sessions à l'examen du compte rendu mentionné à l'article précédent et exprimera son approbation ou prononcera la responsabilité du pouvoir exécutif.

Les chambres pourront faire à ce sujet les enquêtes qu'elles estimeront nécessaires et demander au pouvoir exécutif d'expliquer et de justifier toutes les mesures se rapportant à l'état de siège, même si elles ne sont pas mentionnées dans le compte rendu.

Art. 38. — Ni le Congrès, ni aucune association ou réunion populaire ne peut accorder

au pouvoir exécutif des pouvoirs extraordinaires ou la totalité du pouvoir public, ni lui octroyer des prérogatives mettant la vie, l'honneur et les biens des Boliviens à la merci du Gouvernement ou d'une personne quelconque.

L'inviolabilité personnelle et les immunités établies par la présente constitution pour les représentants nationaux ne sont pas suspendues pendant l'état de siège.

SECTION XIII

DU REGIME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Art. 106. — Le régime économique doit essentiellement reposer sur des principes de justice sociale qui tendent à assurer à tous les habitants une existence digne de l'être humain.

Art. 107. — Font partie du domaine propre de l'Etat, outre les biens désignés par la loi, toutes les substances du règne minéral, les terres non occupées avec toutes leurs richesses naturelles, les eaux des lacs, des fleuves et les eaux médicinales, ainsi que toutes les formes d'énergie naturelle susceptibles d'utilisation économique. Les lois définiront les conditions d'exercice de ce droit de propriété ainsi que celles du transfert de ce droit à des particuliers.

Art. 108. — L'Etat pourra réglementer par voie législative l'exercice du commerce et de l'industrie lorsque la sécurité ou la nécessité publique l'exigera de manière impérieuse. Il pourra également dans ces mêmes cas assumer la direction supérieure de l'économie nationale. Cette intervention s'exercera sous forme de contrôle, d'encouragement ou de gestion directe.

Art. 109. — L'exportation du pétrole appartenant à l'Etat ou à des particuliers ne pourra se faire que par l'intermédiaire de l'Etat ou d'une entité qui le représente.

Art. 110. — Toutes les entreprises établies dans le pays à des fins d'exploitation, d'utilisation ou de commerce seront considérées comme étant des entreprises boliviennes et seront soumises à la souveraineté, aux lois et aux autorités de la République.

SECTION XIV

DU REGIME SOCIAL

Art. 121. — Le travail et le capital, en tant que facteurs de la production, jouissent de la protection de l'Etat.

Art. 122. — La loi réglementera l'assurance obligatoire en ce qui concerne la maladie, les accidents, le chômage forcé, l'invalidité, la vieillesse, la maternité et le décès; elle réglementera également les conditions de congédiement et les indemnités à payer aux employés et aux ouvriers, le travail des femmes et des

mineurs, la journée maximum de travail, le salaire minimum, le repos dominical et celui des jours fériés, les congés annuels payés, les congés payés pour accouchement, l'assistance sanitaire et médicale et les autres avantages d'ordre social et de protection au bénéfice des travailleurs.

Art. 123. — L'Etat favorisera par une législation appropriée l'organisation des coopératives de toutes catégories.

Art. 124. — L'Etat édictera des mesures destinées à protéger la santé et la vie des ouvriers, des employés et des travailleurs agricoles; il veillera à ce qu'ils aient des habitations salubres et favorisera la construction de maisons à bon marché; il veillera également à la formation technique des travailleurs manuels.

Les autorités contrôleront de même les conditions de sécurité et de salubrité publiques dans lesquelles doivent s'exercer les professions ou les métiers ainsi que les travaux agricoles et miniers.

Art. 125. — La liberté d'association professionnelle et syndicale est garantie et le contrat collectif de travail est reconnu.

Art. 126. — Le droit de grève est reconnu en tant que moyen de défense des travailleurs, conformément à la loi.

Art. 127. — La loi définira le système de participation des employés et ouvriers aux bénéfices des entreprises.

Art. 128. — L'Etat réglera par des tribunaux ou organismes spéciaux les conflits entre patrons et travailleurs ou employés.

Art. 129. — Les travailleurs et les employés ne peuvent renoncer aux droits et avantages qui leur sont reconnus par la loi. Est nulle toute convention contraire à la loi ou tendant à en éluder l'application.

Art. 130. — L'assistance sociale est une fonction de l'Etat; la loi en déterminera les conditions. La réglementation sanitaire est de caractère obligatoire et répressif.

SECTION XV

DE LA FAMILLE

Art. 131. — Le mariage, la famille et la maternité sont placés sous la protection de la loi.

Art. 132. — La loi ne reconnaît pas d'incapacités entre les enfants; tous ont les mêmes droits.

Art. 133. — La loi instituera le bien de famille insaisissable.

Art. 134. — La défense de la santé physique, mentale et morale de l'enfance est un devoir primordial de l'Etat. L'Etat défend les droits de l'enfant à posséder un foyer, à recevoir une éducation et à être généreusement assisté dans l'abandon, la maladie ou le malheur. L'Etat chargera de l'exécution des dispositions de cet article des organismes techniques appropriés.

SECTION XVIII

DU REGIME CULTUREL

Art. 154. — L'éducation est la fonction de l'Etat la plus élevée. L'enseignement public sera organisé suivant le système de l'école unique. La fréquentation scolaire est obligatoire de sept à quatorze ans. L'instruction primaire et secondaire de l'Etat est gratuite.

Art. 155. — L'Etat aidera financièrement les étudiants doués qui, faute de ressources, ne peuvent accéder aux degrés supérieurs d'enseignement de manière que la vocation et les aptitudes l'emportent sur la position sociale ou économique des individus.

Art. 156. — Les écoles de caractère privé seront soumises aux mêmes autorités, plans, programmes et règlements officiels. La liberté d'enseignement religieux leur est reconnue.

Art. 157. — Les écoles soutenues par des institutions de bienfaisance bénéficieront de la coopération de l'Etat.

Art. 158. — L'enseignement primaire, secondaire, normal et spécial sera dirigé par le Conseil national de l'éducation qui jouira de l'autonomie technique et administrative. La loi en déterminera l'organisation et les attributions.

Art. 159. — Les universités publiques sont autonomes et égales dans la hiérarchie. L'autonomie consiste dans la libre administration de leurs ressources, la nomination de leurs

recteurs et de leur personnel enseignant et administratif, l'élaboration de leurs statuts et de leurs plans d'étude, l'approbation de leur budget annuel, l'acceptation de legs et donations, la conclusion de contrats et d'obligations pour atteindre leurs buts et soutenir et perfectionner leurs instituts et facultés. Elles pourront négocier des emprunts garantis par leurs ressources, après approbation législative.

Art. 160. — Les universités publiques sont les seules qui soient autorisées à délivrer des diplômes académiques. Les titres seront conférés officiellement par le Gouvernement au nom de l'Etat.

Art. 161. — Les universités publiques seront obligatoirement subventionnées par le Trésor sur les fonds de l'Etat, indépendamment de toutes ressources d'origine départementale, municipale et privée existantes ou futures.

Art. 162. — L'enseignement à tous les degrés est placé sous la garde de l'Etat, assurée en son nom par le Ministère de l'Education.

Art. 163. — Les richesses artistiques, archéologiques et historiques et celles qui ont trait au culte religieux sont des trésors culturels de la nation; elles sont sous la protection de l'Etat et ne peuvent être exportées. L'Etat protégera les édifices et les endroits qui seront déclarés monuments historiques ou artistiques.

Art. 164. — L'Etat favorisera la culture du peuple.

BRESIL

CONSTITUTION DU BRESIL¹

du 18 septembre 1946

TITRE IV

DECLARATION DES DROITS

Chapitre II

DES DROITS ET GARANTIES INDIVIDUELS

Art. 141. — La constitution garantit aux Brésiliens et aux étrangers résidant dans le pays l'inviolabilité des droits concernant la vie, la liberté, la sûreté individuelle et la propriété, dans les termes suivants :

1. Tous sont égaux devant la loi.
2. Nul ne peut être contraint à faire ou à cesser de faire un acte quelconque, sinon en vertu de la loi.

3. La loi ne peut porter atteinte aux droits acquis, aux actes juridiques parfaits ou à l'autorité de la chose jugée.

4. La loi ne pourra soustraire à l'appréciation du pouvoir judiciaire une atteinte quelconque aux droits individuels.

5. La manifestation de la pensée est libre et n'est pas soumise à la censure, sauf en ce qui concerne les spectacles et les divertissements publics, chacun étant responsable, dans les cas et dans la forme établis par la loi, des abus par lui commis. Il n'est pas permis de garder l'anonymat. Le droit de réponse est garanti. La publication de livres et périodiques ne sera pas soumise à autorisation du pouvoir public. Toutefois, aucune propagande ne sera tolérée en faveur de la guerre, du renversement de l'ordre politique et social par la violence ou des préjugés de race ou de classe.

6. Le secret de la correspondance est inviolable.

7. La liberté de conscience et de croyance est inviolable et le libre exercice des cultes religieux est assuré, à l'exception de ceux qui sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Les associations religieuses acquerront la personnalité juridique, de la manière prévue par la loi civile.

8. Nul ne sera privé de l'un de ses droits à raison de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques, sauf s'il les invoque pour se soustraire à des obligations, charges ou services que la loi impose à tous les Brésiliens, ou qu'il refuse de remplir les devoirs par lesquels la loi remplace ces obligations générales afin de tenir compte de l'objection de conscience.

9. Sans qu'il puisse y avoir de contrainte, un ministre du culte de nationalité brésilienne (art. 129, Nos I et II) assurera le bénéfice de la religion aux membres des forces armées, ainsi qu'aux détenus des établissements pénitentiaires, lorsque ceux-ci ou leurs représentants légaux le solliciteront.

10. Les cimetières auront un caractère séculier et seront administrés par l'autorité municipale. Toutes les confessions religieuses sont autorisées à y célébrer leurs rites. Les associations religieuses pourront, en se conformant à la loi, entretenir des cimetières particuliers.

11. Les réunions de personnes non armées sont autorisées, la police n'intervenant que pour le maintien de l'ordre public. A cet effet, la police pourra désigner le lieu de réunion, à condition que cette désignation ne rende pas la réunion inutile ou impossible.

12. Est garantie la liberté d'association à des fins licites. Aucune association ne pourra être dissoute d'autorité, si ce n'est en vertu d'un jugement.

13. Sont interdits la constitution, l'enregistrement et l'activité de tout parti politique ou association dont le programme ou l'action seraient contraires au régime démocratique, lequel est fondé sur la pluralité des partis et sur la garantie des droits fondamentaux de l'homme.

14. L'exercice de toute profession est libre pour qui remplit les conditions de capacité établies par la loi.

15. Le domicile constitue un asile inviolable pour l'individu. Nul ne peut y pénétrer de nuit, sans le consentement de l'occupant, sinon pour porter secours aux victimes d'un crime ou d'un sinistre, ni de jour, sinon dans les cas et selon les formes que la loi prévoit.

16. Le droit de propriété est garanti, sauf le cas d'expropriation pour cause de nécessité ou d'utilité publiques, ou lorsque l'intérêt social l'exige, et moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité en espèces. En cas de danger imminent, tel que la guerre ou des troubles intérieurs, les autorités compétentes pourront, si le bien public l'exige, faire usage d'une propriété privée, mais le propriétaire aura le droit de se faire indemniser ultérieurement.

17. Les inventions industrielles appartiennent à leurs auteurs, auxquels la loi garantira un privilège temporaire ou accordera une juste récompense, lorsque la divulgation de l'invention est utile à la collectivité.

18. La propriété des marques déposées, in-

¹ Texte portugais dans *Constituição dos Estados Unidos do Brasil*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional 1946. Texte français traduit du portugais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

dustrielles ou commerciales est garantie, ainsi que l'usage exclusif de la raison sociale.

19. Le droit de reproduction des œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques appartient exclusivement à leurs auteurs. Les héritiers des auteurs jouiront de ce droit pendant le temps fixé par la loi.

20. Nul ne sera arrêté sauf en cas de flagrant délit ou par un ordre écrit de l'autorité compétente, dans les cas spécifiés par la loi.

21. Nul ne sera incarcéré ou maintenu en prison, s'il fournit la caution autorisée par la loi.

22. L'incarcération ou la détention de tout individu sera immédiatement portée à la connaissance du juge compétent, qui fera relâcher le détenu s'il y a illégalité et qui, dans les cas prévus par la loi, intentera une action en responsabilité contre l'autorité qui a provoqué cette mesure.

23. L'*habeas corpus* sera accordé toutes les fois qu'un individu sera victime ou sera en danger d'être victime d'une violence ou d'une contrainte dans sa liberté de mouvement, du fait d'un acte illégal ou d'un abus de pouvoir. Les cas de punition disciplinaire ne peuvent donner lieu à l'*habeas corpus*.

24. Lorsqu'il s'agit de protéger un droit certain non couvert par l'*habeas corpus*, il sera accordé une ordonnance de protection, quelle que soit l'autorité responsable de l'illégalité ou de l'abus de pouvoir.

25. La loi garantit aux inculpés la défense la plus complète, avec tous les moyens et recours nécessaires à cet effet, à partir de la communication au détenu, dans les vingt-quatre heures, de l'acte d'accusation signé de l'autorité compétente et portant les noms de l'accusateur et des témoins. L'instruction criminelle sera contradictoire.

26. Il n'y aura ni juridiction privilégiée, ni juges ou tribunaux d'exception.

27. Nul ne sera jugé ou condamné si ce n'est par l'autorité compétente et en vertu d'une loi antérieure.

28. L'institution du jury est maintenue, avec l'organisation que lui donnera la loi; le nombre des jurés sera toujours impair; sont garantis le secret du vote, la pleine liberté de la défense et l'autorité souveraine du verdict. La compétence du jury est obligatoire dans le cas de crimes attentatoires à la vie.

29. La loi pénale réglera l'individualisation de la peine et elle n'aura d'effet rétroactif que si la rétroactivité est favorable à l'accusé.

30. Aucune peine ne pourra s'étendre au delà de la personne du délinquant.

31. Il n'y aura pas de peine de mort, de bannissement, de confiscation ni de peine à perpétuité, sous réserve, quant à la peine de

mort, des dispositions de la législation militaire, valables pour le cas de guerre avec un pays étranger. La loi prévoira le séquestre ou la confiscation des biens, dans le cas d'enrichissement illicite, obtenu par trafic d'influence ou par abus de fonction, dans le cas de fonctionnaires publics ou d'employés d'une institution autarcique.

32. Il n'y aura pas d'emprisonnement civil pour dettes, pour non-paiement d'amende ou de dépens, sauf dans le cas d'un dépositaire infidèle ou d'une personne ne s'acquittant pas de l'obligation alimentaire prévue par la loi.

33. L'extradition d'un étranger ne sera pas accordée pour motif de crime politique ou d'opinion; l'extradition d'un Brésilien ne sera accordée en aucun cas.

34. Aucun impôt ne sera levé ou augmenté sans que la loi en décide ainsi; aucun impôt ne sera perçu au cours d'un exercice financier sans une autorisation budgétaire préalable, à l'exception toutefois des tarifs douaniers et des impôts levés en cas de guerre.

35. Les pouvoirs publics accorderont l'assistance judiciaire aux indigents dans la forme que la loi établira.

36. La loi garantira :

I. L'expédition rapide des affaires dans les administrations publiques.

II. La communication aux intéressés des décisions et des renseignements qui les concernent.

III. La délivrance des certificats requis pour la défense d'un droit.

IV. La délivrance des certificats requis pour faire la lumière sur les actes de l'administration, sauf si l'intérêt public exige le secret.

37. Tout individu a le droit de réclamer, par voie de pétition aux pouvoirs publics, contre les abus d'autorité et d'intenter une action en responsabilité contre leurs auteurs.

38. Tout citoyen aura le droit de demander en justice l'annulation ou de faire déclarer la nullité des actes qui portent atteinte au patrimoine de l'Union, des Etats, des municipes, des institutions autarciques et des sociétés d'économie mixte.

Art. 142. — En temps de paix, toute personne pourra entrer dans le territoire national avec ses biens, y séjourner et en sortir, si elle se conforme aux prescriptions de la loi.

Art. 143. — Le Gouvernement fédéral pourra expulser du territoire national l'étranger qui trouble l'ordre public, sauf si son conjoint est brésilien et s'il a un enfant brésilien (art. 129, nos I et II) qui dépend de lui pour sa subsistance.

Art. 144. — L'énumération des droits et garanties mentionnés dans la présente constitution n'exclut pas d'autres droits ou garanties

découlant du régime et des principes qu'elle consacre.

TITRE V

DE L'ORDRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Art. 145. — L'ordre économique doit être organisé conformément aux principes de la justice sociale, en conciliant la liberté de l'initiative et le respect du travail humain.

Paragraphe unique. — Un travail permettant une existence digne est assuré à tous. Le travail est une obligation sociale.

Art. 146. — L'Union pourra, par une loi spéciale, intervenir dans le domaine économique et établir un monopole pour une industrie ou une activité déterminée. Cette intervention sera fondée sur l'intérêt public et sera limitée par les droits fondamentaux garantis par la présente constitution.

Art. 147. — L'usage de la propriété sera subordonné au bien-être de la société. La loi pourra, sous réserve des dispositions de l'article 141, paragraphe 16, faciliter la juste distribution de la propriété, avec égalité d'accès pour tous.

Art. 148. — La loi réprimera tous les abus de pouvoir en matière économique, quelle qu'en soit la forme, y compris ceux des unions ou groupements d'entreprises individuelles ou collectives de toute nature, visant à dominer le marché national, à éliminer la concurrence et à augmenter arbitrairement les bénéfices.

Art. 149. — La loi réglera le fonctionnement des banques de dépôts, des compagnies d'assurances ou de capitalisation, et des entreprises du même genre.

Art. 150. — La loi créera des établissements de crédit spéciaux pour la protection de l'agriculture et de l'élevage.

Art. 151. — La loi réglera le régime des concessions des services publics, fédéraux, des services publics des Etats et des municipes.

Paragraphe unique. — Elle organisera le contrôle et la revision des tarifs des services publics exploités par concession, afin que les bénéfices des concessionnaires, sans dépasser la juste rémunération du capital engagé, leur permettent de pourvoir aux besoins de l'amélioration et de l'extension de ces services. La loi s'appliquera aux concessions accordées sous le régime précédent de tarifs fixes établis pour tout le temps de la durée du contrat.

Art. 152. — Les mines et les autres richesses du sous-sol ainsi que les chutes d'eau constituent une propriété distincte de la propriété du sol, pour les fins d'exploitation ou d'utilisation industrielle.

Art. 153. — L'utilisation des ressources minérales et de l'énergie hydraulique dépend

d'une autorisation ou d'une concession fédérale, dans les formes prévues par la loi.

1. Ces autorisations ou concessions ne seront accordées qu'à des Brésiliens ou à des sociétés constituées dans le pays, la préférence pour l'exploitation étant garantie au propriétaire du sol. Les droits de préférence du propriétaire du sol, en ce qui concerne les mines et les gisements, seront réglementés d'après la nature des mines et gisements.

2. Aucune autorisation ou concession ne sera nécessaire pour l'utilisation de l'énergie hydraulique de faible puissance.

3. Quand ils auront satisfait aux conditions exigées par la loi et notamment à celle de posséder les services techniques et administratifs nécessaires, les Etats exerceront dans leur territoire les pouvoirs découlant du présent article.

4. Dans les cas d'intérêt général prévus par la loi, l'Union aidera les Etats à financer les études relatives aux eaux thermales médicinales et l'équipement des stations thermales.

Art. 154. — L'usure, sous toutes ses formes, sera punie par la loi.

Art. 155. — Le cabotage pour le transport des marchandises est réservé aux navires nationaux, sauf en cas de nécessité publique.

Paragraphe unique. — Les propriétaires, armateurs et commandants de navires nationaux, ainsi que les deux tiers au moins des membres de l'équipage, doivent être brésiliens (art. 129, Nos. I et II).

Art. 156. — La loi facilitera l'installation de l'homme sur les terres, en établissant des plans de colonisation et d'exploitation des terres publiques. A cet effet, on donnera la préférence aux nationaux et, parmi eux, aux habitants des zones appauvries et aux chômeurs.

1. Dans le cas d'une terre tombée en déshérence, les Etats assureront au titulaire d'un bail perpétuel (*posseiro*) résidant habituellement sur cette terre, la préférence pour l'acquisition de 25 hectares au maximum.

2. Aucune aliénation ou concession de terres publiques, portant sur une étendue supérieure à 10.000 hectares, ne pourra avoir lieu sans l'autorisation préalable du Sénat fédéral.

3. Toute personne qui, n'étant pas propriétaire rural ou urbain, aura occupé pendant dix années consécutives, sans opposition et sans avoir reconnu les droits de propriété d'autrui, une étendue de terrain inférieure à 25 hectares, l'aura rendu productive par son travail et y aura fixé sa demeure, en acquerra la propriété moyennant jugement déclaratoire dûment transcrit.

Art. 157. — La législation sur le travail et la prévoyance sociale se conformera entre autres aux principes suivants, qui visent à l'amélioration de la condition des travailleurs :

I. Salaire minimum capable de satisfaire, suivant les conditions de chaque région, les besoins normaux du travailleur et de sa famille.

II. Défense de payer, pour un même travail, un salaire différent suivant l'âge, le sexe, la nationalité ou l'état civil des travailleurs.

III. Salaire du travail de nuit supérieur à celui du travail de jour.

IV. Participation obligatoire et directe du travailleur aux bénéfices de l'entreprise, dans les termes et selon les formes que la loi déterminera.

V. La journée de travail ne dépassant pas huit heures, sauf dans les cas et aux conditions prévus par la loi.

VI. Repos hebdomadaire rémunéré, de préférence le dimanche, et congé, dans la mesure permise par les nécessités techniques des entreprises, les jours de fêtes civiles et religieuses, conformément à la tradition locale.

VII. Vacances annuelles payées.

VIII. Hygiène et sécurité du travail.

IX. Travail interdit aux enfants de moins de quatorze ans, et dans les industries insalubres, aux femmes et aux personnes ayant moins de dix-huit ans; travail de nuit interdit aux moins de dix-huit ans. Dans tous les cas, il y aura lieu de respecter les conditions établies par la loi et les exceptions admises par le juge compétent.

X. Droit de la femme enceinte au repos avant et après l'accouchement, sans perte de l'emploi ou du salaire.

XI. Fixation du pourcentage des employés brésiliens dans les services publics concédés et dans les établissements de certaines branches du commerce et de l'industrie.

XII. Stabilité de l'emploi, dans les entreprises industrielles ou les exploitations agricoles, et indemnité aux travailleurs congédiés, dans les cas et aux conditions que la loi déterminera.

XIII. Reconnaissance des conventions collectives de travail.

XIV. Assistance médicale, y compris l'hospitalisation et les soins de médecine préventive, aux travailleurs et aux femmes enceintes.

XV. Aide aux chômeurs.

XVI. Assurances sociales, constituées par un triple versement de l'Union, de l'employeur et de l'employé, en faveur de la maternité et contre les suites de la maladie, de la vieillesse, de l'invalidité et du décès.

XVII. Obligation pour l'employeur d'assurer son personnel contre les accidents du travail.

Paragraphe unique. — Aucune distinction ne sera faite entre le travail manuel ou technique et le travail intellectuel, ni entre les différentes

professions, en ce qui concerne les droits, garanties et avantages.

Art. 158. — Le droit de grève est reconnu; la loi en règle l'exercice.

Art. 159. — L'association professionnelle ou syndicale est libre. La loi réglemente la constitution des associations, leur représentation légale dans les conventions collectives de travail ainsi que l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées par les pouvoirs publics.

Art. 160. — Les sociétés anonymes par actions au porteur et les étrangers ne pourront être propriétaires d'entreprises de journaux, politiques ou d'information, ni de stations de radiodiffusion. Les étrangers et les personnes morales, à l'exception des partis politiques nationaux, ne pourront être actionnaires de sociétés anonymes, propriétaires d'entreprises de ce genre. La responsabilité principale des entreprises de ce genre et leur direction intellectuelle et administrative appartiendra exclusivement à des Brésiliens (art. 129, Nos I et II).

Art. 161. — La loi réglementera l'exercice des professions libérales et la validation des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement étrangers.

Art. 162. — La sélection, l'entrée, la répartition et l'installation des immigrants seront soumises, conformément à la loi, aux exigences de l'intérêt national.

Paragraphe unique. — Il appartiendra à un organisme fédéral de diriger ces services et d'en coordonner l'action avec celle des services de naturalisation et de colonisation, la colonisation devant se faire au bénéfice des nationaux.

TITRE VI

DE LA FAMILLE, DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

Chapitre I

DE LA FAMILLE

Art. 163. — La famille est constituée par le mariage, au caractère indissoluble, et elle a droit à la protection spéciale de l'Etat.

1. Le mariage sera civil et la célébration en sera gratuite. Le mariage religieux vaudra mariage civil si, compte tenu des empêchements légaux et des prescriptions de la loi, l'officiant ou toute personne intéressée en fait la demande, et à condition que l'acte soit inscrit au registre de l'état civil.

2. Le mariage religieux célébré sans les formalités prévues au présent article aura des effets civils si, à la demande des époux, il est inscrit au registre de l'état civil, après avoir été validé au préalable par l'autorité compétente.

Art. 164. — L'assistance à la maternité, à l'enfance et à l'adolescence est obligatoire dans

toute l'étendue du territoire national. La loi assurera la protection des familles nombreuses.

Art. 165. — La succession d'un étranger sera, en ce qui concerne les biens situés au Brésil, réglementée par la loi brésilienne, et au profit du conjoint ou des enfants de nationalité brésilienne, toutes les fois que la loi nationale du *de cuius* ne leur sera pas plus favorable.

Chapitre II

DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE

Art. 166. — Tous les citoyens ont droit à l'éducation et à l'instruction, qui leur sera donnée au foyer ou à l'école. Elle doit s'inspirer des principes de liberté et des idéaux de solidarité humaine.

Art. 167. — L'enseignement dans les différentes branches du savoir sera donné par les pouvoirs publics; il reste ouvert à l'initiative privée, à condition que les lois qui réglementent l'enseignement soient respectées.

Art. 168. — Les principes suivants seront à la base de la législation en matière d'enseignement :

I. L'enseignement primaire est obligatoire et sera donné uniquement dans la langue nationale.

II. L'enseignement primaire public est gratuit pour tous, l'enseignement public, qui fait suite à l'enseignement primaire, sera gratuit pour tous ceux dont les ressources sont insuffisantes.

III. Les entreprises industrielles, commerciales et agricoles qui occupent plus de cent personnes sont tenues d'organiser un enseignement primaire gratuit à l'intention des personnes qu'elles emploient et de leurs enfants.

IV. Les entreprises industrielles et commerciales sont tenues d'organiser, en coopération, l'apprentissage de leurs ouvriers mineurs dans les formes que la loi déterminera et en respectant les droits des professeurs.

V. L'enseignement religieux est inscrit au programme des écoles publiques; il est facultatif et il sera donné conformément à la confession religieuse que déclarera l'élève, s'il est capable, ou son représentant légal ou responsable.

VI. Les nominations aux chaires de l'enseignement secondaire public et de l'enseignement supérieur ou libre se feront par concours et sur titres. Les professeurs admis par concours et sur titres seront nommés à vie.

VII. La liberté de la chaire professorale est garantie.

Art. 169. — Chaque année, l'union consacra au moins 10 pour 100, les Etats, le district fédéral et les municipes au moins 20 pour 100 du produit des impôts à l'entretien

des écoles et au développement de l'enseignement.

Art. 170. — L'Union organisera le système fédéral d'enseignement et celui des territoires.

Paragraphe unique. — Le système fédéral d'enseignement aura un caractère complémentaire et s'étendra à tout le pays dans la mesure où l'enseignement local sera insuffisant.

Art. 171. — Les Etats et le district fédéral organiseront leur système d'enseignement.

Paragraphe unique. — L'Union contribuera au développement de ces systèmes en accordant une aide financière qui, pour l'enseignement primaire, proviendra du Fonds national institué à cet effet.

Art. 172. — Chacun des systèmes d'enseignement comportera obligatoirement des services d'assistance scolaire qui assureront aux élèves nécessiteux de meilleures conditions pour leurs études.

Art. 173. — La liberté des sciences, des lettres et des arts est garantie.

Art. 174. — La protection de la culture est un devoir de l'Etat.

Paragraphe unique. — La loi favorisera la création d'instituts de recherches, de préférence près des établissements d'enseignement supérieur.

Art. 175. — Les œuvres, monuments et documents ayant une valeur historique et artistique, ainsi que les monuments naturels, les paysages et les sites d'une beauté particulière sont placés sous la protection des pouvoirs publics.

TITRE VIII

DES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Art. 194. — Les personnes morales du droit public interne sont civilement responsables des dommages que leurs fonctionnaires, agissant en cette qualité, causent à des tiers.

Paragraphe unique. — Elles pourront recourir en justice contre les fonctionnaires auteurs du dommage, s'il y a eu faute de la part de ces derniers.

TITRE IX

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 206. — Le Congrès national pourra décréter l'état de siège en cas de :

I. Troubles intérieurs graves ou faits indiquant que des troubles sont sur le point de se produire.

II. Guerre étrangère.

Art. 207. — La loi qui décrètera l'état de siège, en cas de guerre étrangère ou de troubles intérieurs graves ayant le caractère d'une guerre civile, établira les règles qui devront être observées dans son application et elle in-

diquera les garanties constitutionnelles restant en vigueur. Elle spécifiera également les cas dans lesquels les crimes contre la sûreté de la nation ou de ses institutions politiques et sociales devront être soumis à la juridiction et à la législation militaires, même lorsqu'ils auront été commis par des civils. En dehors des zones d'opérations, ces crimes ne relèveront de la juridiction militaire que s'ils influent sur le cours des opérations.

Paragraphe unique. — Après publication de la loi, le Président de la République désignera par décret les personnes chargées de l'application de la loi sur l'état de siège, et les zones d'opération que cette loi soumet à la juridiction et à la législation militaires.

Art. 208. — Dans l'intervalle des sessions législatives, le Président de la République sera seul compétent pour décréter ou prolonger l'état de siège, conformément aux prescriptions de l'article précédent.

Paragraphe unique. — Quand l'état de siège aura été décrété, le président du Sénat fédéral convoquera immédiatement le Congrès national, qui se réunira dans les quinze jours pour donner son approbation ou marquer son désaccord.

Art. 209. — Pendant la durée de l'état de siège décrété sur la base de l'article 206, paragraphe I, seules les mesures suivantes pourront être prises contre les personnes :

I. Obligation de résider dans une localité déterminée ;

II. Détention dans un local autre que ceux destinés aux accusés de droit commun ;

III. Relégation dans une localité habitée et située dans une zone salubre du territoire national.

Paragraphe unique. — Le Président de la République pourra, en outre, décréter :

I. La censure de la correspondance ou de l'information, y compris celle de la radiodiffusion, du cinéma et du théâtre ;

II. La suspension de la liberté de réunion, même pour les réunions tenues au siège d'une association ;

III. La perquisition et l'arrestation à domicile ;

IV. La suspension d'un fonctionnaire public ou d'un employé d'une entreprise autarcique, d'une entreprise d'économie mixte ou d'une entreprise concessionnaire d'un service public.

V. L'intervention dans les entreprises de services publics.

Art. 210. — L'état de siège dans le cas de l'article 206, paragraphe I, ne pourra être décrété pour plus de trente jours ; il pourra

être prolongé plusieurs fois pour une période qui dans chaque cas n'excèdera pas trente jours. Dans le cas du paragraphe II, il pourra être décrété pour toute la durée de la guerre étrangère.

Art. 211. — Quand l'état de siège aura été décrété par le Président de la République (art. 208), celui-ci, sitôt le Congrès national réuni, fera connaître, par message spécial, les raisons qui auront motivé son décret et justifiera les mesures qui auront été adoptées. Le Congrès national procédera alors à un débat à huis clos en vue d'abroger ou de maintenir le décret. Le Congrès national pourra également discuter les dispositions prises par le Gouvernement, dont il aura eu connaissance, et, s'il est nécessaire, autoriser la prorogation de la mesure.

Art. 212. — Le décret proclamant l'état de siège spécifiera toujours les régions auxquelles il s'applique.

Art. 213. — Les membres du Congrès national continueront à jouir de leurs immunités pendant l'état de siège. Toutefois, les immunités des députés ou des sénateurs, dont la liberté sera devenue manifestement incompatible avec la défense de la nation ou avec la sécurité des institutions politiques ou sociales, pourront être suspendues par un vote, à la majorité des deux tiers, des membres de la Chambre ou du Sénat.

Paragraphe unique. — Dans l'intervalle des législatures, cette autorisation sera donnée par le président de la Chambre des députés ou par le vice-président du Sénat fédéral, selon qu'il s'agit de membres de l'une ou de l'autre chambre, sous condition d'en référer à la chambre compétente ; celle-ci sera immédiatement convoquée et devra se réunir dans les quinze jours.

Art. 214. — A la cessation de l'état de siège, les effets en prendront fin.

Paragraphe unique. — Dès que l'état de siège sera levé, le Président de la République fera connaître, dans un message au Congrès national, les mesures qui auront été prises pendant cette période, en énumérant et en justifiant les dispositions adoptées.

Art. 215. — La non-observation d'une quelconque des prescriptions des articles 206 à 214 rendra illégales les mesures de coercition prises et ouvrira aux victimes de ces mesures un recours auprès du pouvoir judiciaire.

Art. 216. — Seront respectés les droits des habitants des forêts sur les terres où ils vivent d'une façon permanente, à condition qu'ils ne transfèrent pas ces droits.

BULGARIE

NOTE SUR LA SITUATION CONSTITUTIONNELLE

De source autorisée on nous a dit que la constitution de la Bulgarie du 29 avril 1879, révisée en 1893, 1911 et 1927 ne s'appliquait plus¹.

Le 8 septembre 1946, le peuple bulgare s'est prononcé, par un referendum, pour la répu-

blique et contre la monarchie. Le 15 septembre 1946, la 26ème Assemblée nationale ordinaire a proclamé la Bulgarie "République populaire".

Le 27 octobre ont eu lieu les élections pour la "grande Assemblée nationale" qui a le pouvoir constituant. Le Comité national du Front patriotique a présenté un projet de constitution qui sert de base aux délibérations de l'Assemblée.

¹ Communication de M. Boyan Choukanoff, secrétaire de presse, Mission politique bulgare, Washington, D.C.

LA CONSTITUTION CANADIENNE ET LES DROITS DE L'HOMME¹

Le Canada est un Etat fédéral dont la constitution actuelle a été mise en vigueur en 1867 par le parlement britannique dans une loi dite loi sur l'Amérique du Nord britannique (*British North America Act*). Cette constitution amendée ultérieurement, constitue la loi organique d'où les Gouvernements fédéraux et provinciaux et les assemblées législatives dérivent toute leur autorité. Elle garantit aux minorités certains droits auxquels les lois fédérales ou provinciales ne peuvent déroger valablement. Ces droits limitent la souveraineté législative des assemblées canadiennes et ne peuvent être modifiées que par voie d'amendement constitutionnel.

Le *BNA Act* ne contient cependant pas de "déclaration des droits" sous forme de déclaration expresse garantissant les libertés civiles individuelles ni de définition des droits sociaux et économiques, comme on en trouve dans certaines constitutions modernes. Le législateur fédéral et les législateurs provinciaux sont souverains dans les limites de leur compétence et peuvent promulguer les lois qu'ils désirent pourvu qu'ils respectent les droits des minorités mentionnés plus haut. La protection des libertés civiles individuelles — telles que la liberté de parole et de la presse, la liberté de conscience et la liberté d'association relève au Canada comme en Angleterre du droit commun et des tribunaux. En conséquence, ces droits peuvent être étendus ou réduits au gré des législateurs de la compétence desquels ils relèvent, et n'échappent pas aux décisions de la majorité parlementaire.² Le parlement peut déléguer son pouvoir législatif au pouvoir exécutif, et il le fait de plus en plus fréquemment.

Pour dresser un tableau d'ensemble des lois canadiennes qui protègent les droits de l'homme, il faut commencer par examiner les droits des minorités garantis par le *BNA Act*, après quoi il conviendra d'exposer la situation en ce qui concerne les libertés civiles individuelles et les droits sociaux et économiques.

1. DROITS DES MINORITES DANS LE BRITISH NORTH AMERICA ACT

La présence au Canada d'une importante minorité de catholiques de langue française a imposé la nécessité d'inscrire des droits lin-

guistiques et religieux spéciaux dans le *BNA Act*. Les plus importants de ces droits sont :

a) Droit à la langue

Les dispositions de l'article 133 du *BNA Act* sont les suivantes :

"Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise dans les débats sera facultatif ; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire, et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues.

"Les actes du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues."

Ainsi, le Canada n'est pas absolument bilingue. Dans les assemblées législatives et les tribunaux des provinces autres que Québec, l'anglais est la seule langue officielle.

b) Droit à la religion

Le libre exercice de la religion catholique romaine fut promis aux Canadiens lors de la cession par la France à la Grande-Bretagne (Traité de Paris de 1763). Ce droit a été confirmé par le *Quebec Act* en 1774. Etant fermement établi, ce droit n'a pas été inséré expressément dans le *BNA Act*, mais l'article 93 de cette loi garantit aux minorités protestantes et catholiques romaines certains droits à des écoles distinctes. L'article est rédigé dans les termes suivants :

"Dans chaque province la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes :

" 1. Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées (*denominational*) ;

" 2. Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par le présent étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la reine dans la province de Québec ;

" 3. Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'union, ou sera subséquemment établi par la législature de la province, il pourra être interjeté appel au gouverneur général

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies.

² Les tribunaux canadiens estimeront peut-être que l'emploi du mot "parlement" dans le *BNA Act* suppose la liberté de réunion et de la presse. Voyez *Supreme Court of Canada Report*, 1938, page 100.

en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation;

"4. Dans le cas où il ne serait pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre, le gouverneur général en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions du présent article — ou dans le cas où quelque décision du gouverneur général en conseil, sur appel interjeté en vertu du présent article, ne serait pas mis à exécution par l'autorité provinciale compétente — alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances que chaque cas l'exigeront, le parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions du présent article ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur général en conseil sous l'autorité de ce même article."

Comme ces droits consacrés par la loi à des écoles distinctes variaient selon les différentes provinces à l'époque de l'union, cette garantie a eu des effets différents dans chacune d'elles. C'est dans la province de Québec et dans celle d'Ontario qu'elle comporte les effets les plus complets. Mais il existe également des droits à des écoles distinctes dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

c) *Droit à l'égalité de représentation dans les deux chambres du parlement fédéral*

Le Sénat canadien comprend 96 sénateurs, dont 24 sont nommés par chacune des quatre principales régions du pays : les provinces maritimes, celle de Québec, celle d'Ontario et les provinces de l'Ouest. La minorité française de la province de Québec jouit donc ainsi de son contingent de sénateurs. A la Chambre des communes, la représentation est proportionnelle à la population de chaque province. En conséquence, la majorité de langue anglaise de la population canadienne ne peut priver la minorité de langue française de sa juste proportion de représentants.

b) *Autres mesures de protection des minorités*

L'article 92 du *BNA Act* ayant réservé exclusivement à la juridiction provinciale la question des "droits de propriété et des droits civiques dans les provinces", ainsi que celle de la "célébration du mariage", ces dispositions permettent au Québec d'assurer la persistance du droit civil français et la forme catholique de la célébration du mariage. Dans d'autres provinces, c'est la *common law* anglaise qui prédomine.

LOIS PROVINCIALES DONNANT DES GARANTIES RACIALES ET RELIGIEUSES

Dans le Manitoba, une loi spéciale prévoit la possibilité de lancer une injonction (somma-

tion de ne pas faire) pour empêcher "la publication d'écrits diffamatoires contre une race ou une confession, de nature à exposer les individus appartenant à cette race ou à cette foi à la haine, au mépris ou au ridicule, et capables de susciter des troubles ou des désordres parmi le peuple" (*Statuts refondus du Manitoba*, 1940, chap. 119, art. 14). Dans l'Ontario, une loi de 1944 (chap. 51) interdit de publier et d'afficher un avis ou un placard quelconque "indiquant des mesures discriminatoires ou l'intention de faire une distinction au préjudice de toute personne ou de tout groupe de personnes à quelque fin que ce soit, en raison de leur race ou de leur religion". Dans le Québec, une loi (*Statuts refondus de Québec*, 1941, chap. 307, sect. I) garantit la "jouissance et le libre exercice de toute profession religieuse, sans distinction ni préférence, mais de manière à ne pas servir de prétexte à la licence, ni à autoriser des pratiques incompatibles avec la paix et la sûreté de la province".

2. LIBERTES CIVIQUES INDIVIDUELLES

Le *BNA Act* déclare dans son préambule que le Canada doit posséder une constitution "semblable en principe" à celle de la Grande-Bretagne. Cette similitude se vérifie clairement dans le domaine des libertés civiques. Comme il a déjà été dit, la constitution écrite ne contient pas de déclaration des droits de l'homme, et le principe de la souveraineté parlementaire permet aux législateurs fédéraux et provinciaux de modifier à leur gré tels d'entre eux qui relèvent de leur compétence. Toutefois, l'acceptation et le respect de la notion de liberté de parole et de conscience, de liberté d'association, de liberté de réunion et de la presse, le droit à un traitement égal devant la loi et à une présomption d'innocence tant que la culpabilité n'a pas été établie font partie d'une longue tradition constitutionnelle qui, avec quelques périodes de régression, remonte aux origines de l'histoire canadienne, jusqu'à sa source dans les luttes victorieuses du parlement en Angleterre et jusqu'à la Grande Charte de 1215.

Le parlement fédéral canadien, grâce à sa compétence en matière de droit pénal, est le gardien de plusieurs de ces droits. Le *writ* de *habeas corpus* est institué par la loi pour prévenir les arrestations arbitraires. La liberté d'association, dont les églises, les partis politiques et les syndicats constituent des exemples, n'est limitée que par les peines édictées contre la sédition et les réunions illicites. La liberté de parole et de la presse est limitée par les articles applicables aux crimes de sédition, de blasphème, d'obscénité et de diffamation écrite.

Toutefois, le code pénal limite ces restrictions par les deux dispositions suivantes :

" 133. A. Nul n'est réputé avoir une intention séditeuse simplement parce qu'il a de bonne foi l'intention

" a) De faire voir que Sa Majesté a été induite en erreur ou s'est trompée dans ses mesures ; ou,

" b) De signaler des erreurs ou défauts dans le Gouvernement ou dans la constitution du Royaume-Uni, ou de quelqu'une de ses parties, ou du Canada, ou de quelqu'une des provinces qui le composent, ou dans l'une ou dans l'autre chambre du parlement du Royaume-Uni ou du Canada, ou dans une législature, ou dans l'administration de la justice ; ou d'engager les sujets de Sa Majesté à chercher à obtenir, par des moyens légaux, le changement de quelque chose dans l'Etat ; ou

" c) De signaler, afin de les faire disparaître, des choses qui produisent ou tendent à produire des sentiments de haine et d'animosité entre les différentes classes des sujets de Sa Majesté."

" 198. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un an d'emprisonnement celui qui publie un écrit blasphématoire.

" — Qu'une chose particulière soit ou non un écrit blasphématoire est une question de fait. Mais nul n'est coupable de publication d'un écrit blasphématoire pour avoir exprimé de bonne foi et dans un langage convenable, ou cherché à établir par les arguments employés de bonne foi et exprimés dans un langage convenable, une opinion quelconque sur un sujet religieux."

Dans les affaires criminelles, la procédure institue une présomption d'innocence en faveur de l'accusé et lui permet de se refuser à donner un témoignage de nature à l'incriminer.

La sanction légale de ces dispositions et de ces droits et d'autres similaires se trouve dans ce qu'on appelle "le règne de la légalité" et dans le pouvoir des tribunaux de contraindre à l'observation de la loi par l'emploi de certains *writs* de prérogative (*prerogative writs*) et certaines autres mesures. Tout individu qui trouble autrui dans l'exercice licite de ses droits est passible d'une action en dommages-intérêts. Cette action peut être intentée contre quiconque, y compris les fonctionnaires de l'Etat, de quelque grade qu'ils soient, et la défense ne peut exciper du "fait du prince" ni de l'"ordre des supérieurs hiérarchiques", si l'infraction s'est produite sur le territoire canadien ou si la victime est un citoyen canadien. Les *writs* de *mandamus*, *prohibition*, *quo warranto*, *injunction* et *certiorari* peuvent être employés pour protéger les droits privés dans des circonstances déterminées. On a tendance, ces dernières années, à exempter certains services

gouvernementaux du contrôle des tribunaux ordinaires et, sur le terrain du droit administratif, le citoyen victime d'un dommage doit fréquemment se soumettre à des procédures particulières qui constituent une garantie de ses droits inférieure à celle que beaucoup désiraient. Toutefois, ce sont là encore des cas exceptionnels. Le Canada, comme d'autres Etats modernes, adapte lentement ses anciens principes juridiques concernant la protection des libertés civiles, aux conditions nouvelles nées du développement rapide des activités de l'Etat. On ne saurait dire que l'adaptation ait été jusqu'à présent réalisée avec succès et le problème retient de plus en plus l'attention des spécialistes du droit constitutionnel. Le problème est particulièrement grave dans un pays comme le Canada où la délégation de pouvoirs du législatif à l'exécutif n'est pas limitée.

On peut citer deux exemples de législation canadienne récente qui met en grand péril les libertés civiles. La petite minorité japonaise au Canada, composée principalement de citoyens canadiens, fut éloignée de la côte de la Colombie britannique pendant la guerre et ses biens furent saisis par le Gouvernement. A l'heure actuelle, elle ne peut encore retourner sur la côte et, bien qu'ayant le statut de citoyen, est soumise à des restrictions nombreuses et sévères. L'autre exemple, affectant la liberté de parole et de la presse, vient du Québec, où une loi interdit l'usage d'un édifice quelconque pour la diffusion de la propagande communiste (sans la définir) et interdit toute publication qui propage ou tend à propager "le communisme ou le bolchevisme" (également sans définition). Ces deux types de législation ont soulevé de vives controverses dans le pays. Malgré cette dernière loi, le parti communiste fonctionne toujours comme un parti licite au Québec et ailleurs au Canada.

3. DROITS SOCIAUX ET ECONOMIQUES

Le *BNA Act*, élaboré à une époque où le Canada était surtout un pays agricole, ne comporte pas de référence aux conditions de travail ni aux idées modernes sur les questions sociales. Toutefois, un amendement de 1940 confie aux services fédéraux l'assurance-chômage qui, par un système compréhensif, couvre la majorité des travailleurs industriels. Plusieurs lois fédérales et provinciales prévoient des mesures en faveur d'autres formes de sécurité sociale. Le code pénal fédéral soustrait les syndicats à l'application des lois contre les trusts, autorise les barrages de grévistes sans voies de fait pendant les grèves et qualifie de délit le fait, pour un employeur, de renvoyer un travailleur parce qu'il fait partie d'un syndicat. La reconnaissance officielle de groupements

chargés de négociations collectives et la négociation collective obligatoire sont des principes généralement acceptés par les lois fédérales et provinciales. Le droit de grève est reconnu, avec des restrictions en ce qui concerne les services publics et avec la nécessité de recourir à des méthodes de conciliation pendant les conflits. Il n'existe pas de code national du travail, puisque ces questions relèvent pour la plupart de la compétence des provinces. La liberté de choisir une carrière et de passer d'un métier à un autre sont reconnues, les restrictions qu'elles ont subies pendant la guerre ayant été abolies.

Le statut juridique de la femme relève principalement des lois provinciales et dans toutes les provinces, à l'exception de la province de Québec, la femme mariée a les mêmes droits que son mari quant à la propriété et à la capacité de contracter. Dans la province de Québec, la vieille subordination établie par le droit français de la femme au mari demeure en application, avec quelques modifications de détails. Dans l'industrie, l'égalité du salaire pour l'égalité du travail n'est pas garantie aux femmes et il existe des mesures discriminatoires. Aux termes de la loi nouvelle sur la citoyenneté fédérale promulguée en 1946, les femmes ne prennent pas automatiquement la nationalité du mari et peuvent choisir leur statut. Dans tout le Canada, les femmes ont

le droit de vote aux élections fédérales et provinciales. Le système des allocations familiales, introduit par le Gouvernement fédéral en 1945, prévoit le paiement de mensualités aux mères de famille.

L'instruction obligatoire est instituée par toutes les lois provinciales. Seule, la loi de Saskatchewan a institué une assurance médicale. Les accidents industriels tombent sous l'application des lois sur les accidents de travail (*Workmen's Compensation laws*) des huit provinces.

Des pensions de retraite sont versées sur les fonds fédéraux et provinciaux à tous les citoyens indigents âgés de soixante-dix ans, et des pensions sont versées aux aveugles dès l'âge de quarante ans. En vertu de diverses lois provinciales, les veuves et les orphelins reçoivent un minimum d'assistance.

Le Canada paraît avoir, non un système d'ensemble pour la protection des droits sociaux et économiques, mais plutôt une série de lois régissant largement quoique de façon incomplète, le domaine où ces droits sont formulés et appliqués.

F. R. SCOTT

*Professeur à la Faculté de droit
de l'Université McGill, Montréal.*

CHILI

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DU CHILI¹

du 18 septembre 1925

CHAPITRE III

GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Art. 10. — La constitution garantit à tous les habitants de la République :

1. L'égalité devant la loi. Il n'existe pas au Chili de classe privilégiée. Il n'existe pas d'esclaves au Chili, et celui qui pénètre sur le territoire du Chili devient libre. Les Chiliens ne peuvent se livrer à la traite des esclaves. L'étranger qui s'y livre ne peut habiter le Chili, ni obtenir la nationalité chilienne.

2. La manifestation de toutes les croyances, la liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes non contraires à la morale, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, les diverses confessions religieuses pouvant par suite créer et conserver des édifices religieux et leurs dépendances, dans les conditions de sécurité et d'hygiène fixées par les lois et ordonnances.

Les églises, les confessions et institutions religieuses de tous les cultes jouiront des droits accordés et reconnus, en ce qui concerne les biens, par les lois actuellement en vigueur ; toutefois, elles seront soumises, sous les garanties de la présente constitution, au droit commun pour l'exercice de la propriété sur leurs biens futurs. Les temples et leurs dépendances, destinés à l'exercice public d'un culte seront exempts d'impôts.

3. La liberté d'exprimer, sans censure préalable, ses opinions oralement ou par écrit, par voie de la presse ou en toute autre forme, sous réserve de répondre des délits et abus qui seraient commis dans l'exercice de cette liberté, suivant la forme et dans les cas déterminés par la loi ;

4. Le droit de se réunir sans autorisation préalable, et sans armes. Sur les places, dans les rues et autres lieux consacrés à l'usage public, les réunions sont régies par les mesures générales de police.

5. Le droit de s'associer sans autorisation préalable et conformément à la loi.

6. Le droit de présenter des pétitions aux autorités constituées, relativement à tout sujet d'intérêt public ou privé, sous la seule réserve d'employer des termes respectueux et convenables.

7. La liberté d'enseignement.

L'instruction publique est l'objet de l'atten-

tion particulière de l'Etat. L'instruction primaire est obligatoire.

Il y aura une Direction générale de l'Instruction publique chargée de l'inspection de l'enseignement national et de sa direction sous l'autorité du gouvernement.

8. L'admission à tous les emplois et fonctions publiques sans autres conditions que celles exigées par les lois.

9. L'égalité répartition des impôts et contributions, proportionnellement aux avoirs ou suivant la progression ou la forme établies par la loi, et l'égalité répartition des autres charges publiques.

Seules les mesures législatives pourront imposer des contributions directes ou indirectes, et il est interdit à toute autorité de l'Etat et à tout individu d'en imposer sans autorisation expresse de la loi, fût-ce à titre précaire, sous forme de contribution volontaire, ou de toute autre façon.

Il ne peut être exigé aucune espèce de service personnel, ou de contribution, qu'en vertu d'une décision de l'autorité compétente, fondée sur la loi qui autorise cette exigence.

Aucun corps armé ne pourra faire de réquisitions, ni exiger de prestations de service, sinon par l'intermédiaire des autorités civiles, et par une décision de ces dernières.

Une loi spéciale fixera le système de recrutement et de remplacement du personnel des armées de terre et de mer.

Tous les Chiliens en état de porter les armes devront être inscrits sur les registres de l'armée, s'ils ne sont pas expressément exemptés par la loi.

10. L'inviolabilité de toutes les propriétés sans aucune distinction.

Nul ne peut être privé de sa propriété en tout ou en partie, ni du droit qu'il pourrait avoir à cette propriété, si ce n'est en vertu d'une sentence judiciaire ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique, fondée sur une loi. En ce dernier cas, il sera versé préalablement au propriétaire une indemnité fixée à l'annuel ou déterminée par le jugement correspondant.

L'exercice du droit de propriété est soumis aux limitations ou aux règles qu'exigent le maintien et le progrès de l'ordre social, et, à cet égard, la loi pourra imposer des obligations ou des servitudes d'utilité publique en faveur des intérêts généraux de l'Etat, de la santé des citoyens et de la salubrité publique.

11. La propriété exclusive de toute découverte ou production, pour le temps fixé

¹ Texte espagnol dans *Constitución Política de la República de Chile*, Edición oficial, Santiago, Chile, 1928. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

par la loi. Si celle-ci exige l'expropriation, une indemnité équitable sera attribuée à l'auteur ou à l'inventeur.

12. L'inviolabilité du domicile.

Il ne peut être pénétré dans le domicile de toute personne qui habite le territoire chilien, que pour un motif spécialement déterminé par la loi, et en vertu d'un ordre de l'autorité compétente.

13. L'inviolabilité de la correspondance épistolaire et télégraphique.

Les papiers ou effets publics ne pourront être ouverts, ni interceptés, ni contrôlés, que dans les cas expressément déterminés par la loi.

14. La protection du travail, de l'industrie et des œuvres de prévoyance sociale, spécialement en tant qu'elles ont pour objet la salubrité de l'habitation et les conditions économiques de la vie, de manière à procurer à chaque habitant un minimum de bien-être, approprié à la satisfaction de ses besoins personnels et de ceux de sa famille. La loi réglera cette organisation.

L'Etat prendra les mesures nécessaires en vue de la répartition convenable de la propriété et de la constitution de la propriété familiale.

Aucune catégorie de travail ou d'industrie ne pourra être interdite, à moins qu'elle ne soit contraire aux bonnes mœurs, à la sécurité et à la salubrité publiques, ou que l'intérêt national l'exige et qu'une loi le déclare.

Il incombe à l'Etat de veiller à la santé publique et au bien-être hygiénique du pays. Il devra affecter chaque année un crédit suffisant au maintien d'un service national sanitaire.

15. La liberté de séjourner en un point quelconque du territoire de la République, de se déplacer d'un point à un autre, ou de sortir du territoire, à condition d'observer les règlements de police et de ne pas porter préjudice à un tiers; nul ne pourra être détenu, poursuivi en justice, arrêté ou banni, si ce n'est dans la forme fixée par les lois.

Art. 11. — Nul ne peut être condamné, si ce n'est par un jugement légal et en vertu d'une loi promulguée avant le fait sur lequel se fonde le jugement.

Art. 12. — Nul ne peut être jugé par des commissions spéciales, mais seulement par le tribunal spécifié par la loi et établi antérieurement en vertu de celle-ci.

Art. 13. — Nul ne peut être détenu que sur l'ordre d'un fonctionnaire public expressément autorisé par la loi, et après notification de cet ordre dans les formes légales, sauf le cas de flagrant délit, et dans ce dernier cas, uniquement en vue de faire comparaître le délinquant devant le juge compétent.

Art. 14. — Nul ne peut être détenu, soumis

à la prison préventive ou emprisonné que dans sa maison ou dans les lieux publics destinés à cet usage.

Les fonctionnaires chargés de l'administration des prisons ne peuvent recevoir personne en qualité de détenu, d'inculpé, ou de prisonnier sans inscrire sur leur registre l'ordre correspondant, émanant de l'autorité compétente. Ils peuvent toutefois admettre dans l'enceinte de la prison comme détenus les personnes qui y seraient conduites en vue de comparaître devant le juge compétent, mais avec obligation de rendre compte au juge dans un délai de vingt-quatre heures.

Art. 15. — Si les autorités ont fait emprisonner une personne, elles devront en aviser le juge compétent dans les quarante-huit heures suivant l'incarcération et mettre le détenu à sa disposition.

Art. 16. — Toute personne qui sera détenue, inculpée ou emprisonnée, en violation des dispositions des articles précédents, pourra recourir d'elle-même, ou par l'intermédiaire d'un tiers, au magistrat indiqué par la loi, en exigeant que soient observées les dispositions de la loi. Ce magistrat pourra ordonner de faire comparaître devant lui l'intéressé, et sa décision sera rigoureusement respectée par toutes les personnes chargées de l'administration des prisons ou lieux de détention. Après avoir pris connaissance des faits, ce magistrat pourra décider la mise en liberté immédiate, prendre les dispositions nécessaires pour réparer les illégalités, ou mettre la personne à la disposition du juge compétent; ce magistrat devra toujours statuer de façon rapide et sommaire en corrigeant les irrégularités, ou en les faisant connaître à qui de droit, en vue de leur correction.

Art. 17. — Aucune mise au secret ne peut empêcher le fonctionnaire chargé de la maison d'arrêt de faire visite à toute personne détenue, inculpée, ou emprisonnée qui se trouve dans ladite prison. Ce fonctionnaire a l'obligation, sur la demande du détenu, de transmettre au juge compétent la copie du décret de détention, de réclamer que cette copie lui soit remise, ou de délivrer un certificat de détention, au cas où cette formalité aurait été omise au moment de l'emprisonnement.

Art. 18. — Dans les causes criminelles, l'inculpé ne pourra être contraint de faire des déclarations sous serment relativement à ses propres actes; il en sera de même pour ses ascendants, ses descendants, son conjoint et ses parents jusqu'au troisième degré, et ses alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Il ne pourra être fait usage de la torture ni être procédé en aucun cas à la confiscation des biens, sans préjudice de la saisie dans les cas établis par la loi.

Art. 19. — Sous caution suffisante de la personne ou de la réparation du dommage causé, dans les formes fixées par la loi suivant les cas, nul ne devra être détenu ni soumis à prison préventive s'il n'a à répondre d'un délit entraînant une peine afflictive.

Art. 20. — Toute personne en faveur de laquelle interviendra une sentence d'acquiescement, ou une décision d'abandon définitif des poursuites aura droit à une indemnité dans les formes déterminées par la loi, pour les préjudices matériels ou simplement moraux qu'elle aura indûment subis.

Art. 22. — La force publique doit essentiellement l'obéissance. Aucun corps armé ne peut délibérer.

Art. 23. — Toute décision adoptée par le Président de la République, la Chambre des députés, le Sénat ou les tribunaux, en présence ou à la demande d'une armée, d'un chef de forces armées, ou d'un rassemblement populaire qui, en armes ou non, s'insurge contre les autorités, est nulle de plein droit et ne peut produire aucun effet.

CHAPITRE V

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 72. — Les attributions spéciales du Président sont les suivantes :

17. Décréter l'état de rassemblement dans une ou plusieurs provinces envahies ou menacées en cas de guerre étrangère, et l'état de siège, sur un ou plusieurs points du territoire de la République en cas d'attaque provenant de l'extérieur.

En cas de troubles intérieurs, c'est au Congrès qu'il appartient de décréter l'état de siège en un ou plusieurs points du territoire; mais en l'absence du Congrès, le Président peut décréter l'état de siège pour une durée déterminée. Si, lors de la réunion du Congrès, ce délai n'est pas expiré, la déclaration du Président de la République sera considérée comme une proposition de loi.

Par la déclaration d'état de siège le Président est seulement investi du pouvoir de transférer des personnes d'un département dans un autre et de les maintenir en état d'arrestation dans leur propre maison, ou dans les lieux qui ne sont ni des prisons, ni des locaux destinés à la détention ou à l'emprisonnement des condamnés de droit commun.

Les mesures prises en vertu de l'état de siège doivent cesser avec lui, et ne pourront porter atteinte aux garanties constitutionnelles dont jouissent les députés et sénateurs.

CHINE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE¹

Sous la forme de principes énoncés et garantis, comme dans les pays occidentaux, par un instrument écrit de caractère solennel, les droits de l'homme ne font pas leur apparition en Chine avant la fin du XIXIÈME siècle. Ce n'est qu'après le choc des premiers contacts avec la civilisation occidentale que la Chine, sous l'influence du mouvement en faveur d'une forme constitutionnelle de gouvernement, se préoccupera d'assurer par des garanties constitutionnelles la protection des droits de l'homme.

Il est nécessaire d'avoir quelques notions sur la philosophie et la culture de la Chine si l'on veut comprendre pourquoi, au cours d'une histoire de quatre mille ans, ce pays n'a jamais possédé de document écrit portant déclaration et garantie des droits de l'homme. La Chine, on ne l'ignore pas, a donné naissance à une civilisation qui lui est propre, une civilisation différente de la civilisation occidentale et qui s'est développée en dehors de cette dernière. Tandis que la philosophie occidentale donne la première place aux concepts abstraits, la philosophie chinoise, comme toutes les philosophies orientales, insiste avant tout sur les données des sens et de la sensibilité.

S'attachant avant tout aux éléments d'ordre sensible, la philosophie chinoise est fondée sur une conception empirique et positiviste de la connaissance qui s'intéresse principalement à tout ce qui est susceptible d'appréhension immédiate. Elle tend donc à rejeter tout facteur qui n'est pas vérifié directement et qui n'est connu que par le raisonnement abstrait. D'autre part, suivant la thèse positiviste de la philosophie chinoise, toutes les choses ou toutes les relations entre les choses, qui existent à l'état déterminé sont du domaine exclusif de l'individuel et de l'accident; elles n'ont par conséquent qu'un caractère transitoire.

Appliquée à la politique et à l'art de gouverner, cette philosophie n'a pas été favorable au développement chez les Chinois de cet esprit d'accord quasi unanime qui est la condition nécessaire à l'établissement d'un gouvernement de forme constitutionnelle et à l'élaboration d'un texte qui définisse et garantisse les droits de l'homme.

En second lieu, l'idée chinoise traditionnelle de l'organisation idéale de la société et du bon gouvernement diffère entièrement de la conception occidentale. Telle que l'enseigne Confucius, la conception traditionnelle chinoise de l'ordre dans la société repose sur une sage

réglementation des cinq grandes formes de relations humaines: 1) relations de prince à sujet; 2) relations de père à fils; 3) relations de mari à femme; 4) relations de frère aîné à frère cadet et 5) relations entre amis. Ces cinq relations ne présentent pas le même degré d'importance. La primauté appartient sans conteste aux rapports de famille, parce qu'ils peuvent être saisis par l'observation directe et la biologie. Aussi, suivant Confucius, l'établissement au sein de la famille d'une réglementation satisfaisante des rapports fondés sur la filiation doit précéder toute tentative d'organisation sociale ou politique de caractère plus large, et en est la condition nécessaire.

Il résulte de ce qui précède que la théorie chinoise traditionnelle de l'Etat et du gouvernement relève avant tout de la morale. Dans le domaine de l'éthique ou des principes moraux, ce sont des règles de conduite conformes à l'ordre naturel des choses, et non pas des préceptes juridiques, qui doivent gouverner tous les rapports entre les personnes, y compris les relations du souverain avec ses sujets. C'est dans ce sens que Confucius a dit:

"Dans l'art du gouvernement, la première place appartient aux rites (*li*)...; c'est grâce aux rites que se forment les cadres de la vie de relations à la cour et que naissent entre le prince et le sujet des sentiments réciproques de respect et de considération. Les rites arrachent la vie politique et sociale à un état de honteuse confusion; ils la raniment ou la font revivre. C'est pourquoi les rites sont la pierre angulaire de l'art de gouverner."

Enfin, dans leur manière propre de réaliser l'ordre et le bien-être social, les Chinois mettent l'accent sur les devoirs plutôt que sur les droits de l'individu. Non sans raison peut-être, ils estiment que si chacun se conforme aux rites et remplit ses devoirs envers autrui, le problème de la défense des droits de l'individu contre les empiétements possibles ne se posera certainement pas.

Droits et devoirs sont des termes relatifs. Le Chinois n'ignore pas qu'en remplissant ses devoirs envers autrui, il respecte en même temps les droits d'autrui correspondants. Aucun Occidental versé dans les sciences juridiques ou politiques ne se refuserait à admettre que, pour tout citoyen, l'exercice des droits constitutionnels est limité par les droits d'autrui et par les prérogatives légitimes de l'Etat. Ces restrictions représentent ses devoirs envers ses concitoyens et envers l'Etat.

Tout au long de l'histoire de la Chine, la manière propre aux Chinois de réaliser l'ordre

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

et le bien-être dans la société n'a pas donné, dans l'ensemble, de mauvais résultats si l'on considère leurs dispositions charitables, leur esprit de compréhension, leur sens de la tolérance et de la solidarité envers tous les hommes, quelles que soient leur race et leur religion.

La grande poussée d'influence occidentale de la seconde moitié du XIX^e siècle marque le début du mouvement constitutionnel en Chine. Après 1842, les Puissances étrangères infligent à la Chine, sous la dynastie mandchoue, plusieurs défaites désastreuses. En 1905, lorsque la Russie est vaincue par le Japon, les Chinois partisans du régime constitutionnel sont fermement convaincus que le succès du Japon est dû au fonctionnement efficace de son gouvernement sous le régime de la nouvelle constitution de 1899; il leur apparaît que l'instauration en Chine d'un gouvernement constitutionnel ne peut plus et ne doit plus être différé davantage.

La première constitution chinoise date de 1908. Promulguée par le Gouvernement mandchou, sous le titre de : Principes de la constitution, elle vise à établir une monarchie constitutionnelle. Ses dispositions garantissent aux citoyens : 1) le droit pour ceux qui possèdent les capacités requises, d'accéder aux fonctions publiques; 2) la liberté de parole, de presse et de réunion et 3) le droit de demander directement assistance aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire et de n'être jugés que par des juges légalement nommés. La constitution assurait également la protection des citoyens contre : 1) les arrestations, emprisonnements et châtiments illégaux; 2) les confiscations de biens prononcées sans instance judiciaire; 3) les impositions arbitraires et 4) le service militaire non prescrit par la loi. Mais il faut remarquer que ce document s'inspirait de la Constitution de l'empire du Japon de 1899; il donnait au souverain autorité absolue sur le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. En outre, il n'avait été ni rédigé, ni discuté, ni sanctionné par une assemblée représentative.

Les "Dix-neuf articles" promulgués par le même Gouvernement en novembre 1911 ne sont qu'une mesure d'expédient et constituent le dernier effort tenté pour sauver la dynastie. Aucune disposition relative aux droits et aux devoirs des citoyens n'y figurait. Mais ils contenaient renonciation à tous les pouvoirs que les Principes de la constitution avaient reconnus au souverain.

Avec l'établissement de la République, une constitution provisoire, approuvée par le Conseil des représentants, fut promulguée en mars 1912. Le premier texte constitutionnel élaboré sous le régime de la République

chinoise nouvellement fondée attachait naturellement plus d'importance aux garanties des droits des citoyens et leur réservait dans son texte une plus large place. Ces droits n'étaient pas seulement définis avec plus de précision; ils étaient également accompagnés des garanties nouvelles suivantes.

Art. 5. — Les citoyens de la République de Chine sont tous égaux et aucune distinction fondée sur la race, la classe ou la religion n'est admise.

Art. 6. — ...2. Il est interdit de s'introduire au domicile des citoyens ou d'y perquisitionner, si ce n'est conformément à la loi.

3. Les citoyens jouissent du droit à la possession paisible de leurs biens et à la liberté du commerce.

5. Les citoyens ont droit au secret de la correspondance.

6. Les citoyens peuvent choisir leur résidence et en changer librement.

7. Les citoyens jouissent de la liberté religieuse.

Art. 7. — Les citoyens ont le droit de présenter des pétitions à l'Assemblée générale.

Art. 8. — Les citoyens ont le droit de présenter des requêtes aux fonctionnaires de l'administration.

Art. 10. — Les citoyens ont le droit d'assigner les fonctionnaires devant les tribunaux administratifs pour violation de la loi ou pour atteinte à leurs droits.

Art. 12. — Les citoyens jouissent des droits d'électorat et d'éligibilité.

Aucune restriction ou modification ne peut être apportée à ces droits "si elle n'apparaît pas nécessaire au bien public ou au maintien de l'ordre public, ou si elle n'est pas justifiée par une exigence de caractère extraordinaire", et des mesures de cet ordre ne peuvent être prises que conformément à la loi (art. 15).

Entre 1912 et 1925, cinq projets de constitution permanente furent rédigés. La Constitution de 1914, dite Pacte constitutionnel, sous le régime de Yuan Chi Kaï et la constitution promulguée par Tsao Koun en octobre 1923 n'eurent qu'une brève existence ou ne furent même jamais appliquées parce que le peuple chinois ne les considéra pas comme légales. Le "Projet du temple du ciel" de 1913, le Projet de constitution de 1919 et le Projet de constitution de 1925 ne furent même pas soumis au parlement chinois.

Dans ses dispositions sur les droits des citoyens, le "Projet du temple du ciel" de 1913 était, quant au fond, pratiquement identique à la constitution provisoire, à deux additions près. Ces additions portaient sur le droit de choisir sa profession et sur l'obligation de recevoir une instruction primaire. L'article 5 contenait une disposition précise ainsi conçue :

"Tout citoyen maintenu en état de détention peut, conformément à la loi, présenter des requêtes pour réclamer protection, en demandant au tribunal judiciaire de le faire comparaître pour que le tribunal procède à l'examen des circonstances de l'affaire." Une autre disposition intéressante était la suivante: "Dans l'éducation des citoyens, la doctrine de Confucius sera reconnue comme étant le grand principe des règles du comportement humain."

Le Pacte constitutionnel de 1914 et le Projet de constitution de 1919 n'ont rien eu à ajouter, mais la Constitution de 1923 comportait une disposition additionnelle: "Les citoyens de la République de Chine jouissent des libertés qui ne sont pas expressément énoncées dans le présent chapitre (chap. IV.—Les citoyens), à la condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec les principes du gouvernement constitutionnel."

C'est dans le Projet de constitution de décembre 1925 que nous trouvons pour la première fois des dispositions détaillées et importantes concernant la vie économique et l'instruction publique. Le chapitre XII de ce projet contenait quatre articles portant sur la vie économique, tandis que le chapitre XIII en consacrait six à l'instruction publique.

Aux termes de ce projet, l'organisation de la vie économique nationale devait procurer à tous des conditions d'existence satisfaisante et la liberté économique n'était garantie à l'individu que sous réserve de ce principe. La législation nationale relative à la propriété, aux contrats et aux entreprises privées devait se conformer aux règles suivantes: 1) La République peut apporter des restrictions au droit de propriété et à l'usage du sol en vue d'assurer la protection de la population rurale et d'encourager la mise en valeur et la colonisation, etc; 2) La République peut établir un impôt progressif sur les terres dont la valeur s'est accrue si la plus-value s'est produite indépendamment de toute augmentation de travail ou de capital; 3) Les entreprises de grande envergure pour l'utilisation des ressources naturelles sont en principe la propriété de la République ou de la communauté; 4) Au cas de dévolution de propriété par héritage, la République peut percevoir un impôt progressif et imposer des restrictions; 5) L'usure et les taux de loyer abusifs pour l'usage de la propriété immobilière sont prohibés (art. 147). Dans l'exercice de leur activité intellectuelle et physique, les citoyens doivent respecter les règles de la moralité publique. Les vieillards, les infirmes et ceux qui sont atteints d'invalidité ont le droit d'être secourus. Les citoyens qui sont en chômage forcé seront assistés soit par des offres de travail, soit de toute autre manière (art. 148). Enfin, la République doit encourager

l'art de l'écrivain, les inventions, les beaux-arts, l'art du dessin et les autres formes d'activité intellectuelle (art. 159).

En matière d'instruction publique, ce projet comportait les dispositions suivantes: les institutions d'enseignement ont pour but d'assurer la formation morale et le développement des aptitudes techniques, et d'inculquer l'esprit démocratique (art. 150). L'éducation scolaire ne doit pas être surchargée de rites et de cérémonies religieuses (art. 151). Elle ne doit pas non plus servir de centre de propagande pour les doctrines d'un parti quelconque (art. 152). Tous les citoyens doivent recevoir une instruction élémentaire gratuite (art. 153). Les dépenses du Gouvernement national et des municipalités pour l'instruction publique doivent être au minimum des deux dixièmes du total des dépenses administratives. Les terrains et les immeubles du domaine public peuvent devenir la propriété d'établissements scolaires, mais ne sauraient être utilisés d'aucune autre manière (art. 154). Enfin, le Gouvernement national et les gouvernements locaux doivent procurer les facilités voulues à ceux qui ne disposent que de moyens modestes et qui sont dignes de poursuivre leurs études dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur (art. 155).

Ces diverses dispositions relatives à la vie économique et à l'instruction publique figurant dans le Projet de constitution de 1925 reflètent bien les tendances de l'époque. En 1918, M. Sun Yat Sen établit à Canton un Gouvernement du sud. En 1924, le premier congrès du parti Kouo-min tang, réuni à Canton, autorise l'admission des communistes dans le parti. Les événements évoluaient rapidement en Chine. L'évangile politique prêché par M. Sun Yat Sen fait la conquête des intellectuels et des étudiants chinois. Le seul fait qu'il est invité au cours de l'hiver 1924 à se rendre dans le nord pour y conférer avec M. Touang Ki Jouei, qui était alors à la tête du Gouvernement du nord, sur les problèmes de réorganisation et d'unification du Gouvernement montre bien quelles étaient sa force et son influence. Même après sa mort à Pékin, en mars 1925, son influence continua à se faire sentir. C'est sous l'inspiration de ses doctrines que fut élaboré le Projet de constitution de 1925.

Une autre disposition intéressante du Projet de constitution de 1925 était la suivante: "Les citoyens de la République de Chine auront le droit de proposer une mesure législative à l'Assemblée nationale dans l'intérêt de l'ensemble de la collectivité, si le texte proposé a été approuvé par la plus haute subdivision administrative autonome ou par la plus haute association professionnelle locale." Il faut voir là une nouvelle preuve de l'influence largement

répandue des doctrines politiques de M. Sun Yat Sen. Une disposition d'après laquelle les citoyens de la République de Chine ont droit au secret non seulement de leur correspondance, mais aussi de leurs communications télégraphiques et téléphoniques, montre combien se répandaient en Chine ces moyens modernes de communication.

Après 1925, le Gouvernement du nord cesse ses tentatives inutiles pour doter la Chine d'une constitution permanente. L'expédition du nord conduite par le général Tchiang Kaï Chek progresse rapidement; deux ans plus tard, le Gouvernement national est établi à Nankin. En 1928, la phase militaire du Gouvernement du Kouo-min tang s'achève et la période de tutelle politique commence, ainsi que le voulait le programme de reconstruction de la Chine établi par M. Sun Yat Sen.

La constitution provisoire de la période de tutelle politique est promulguée et entre en vigueur le 1er juin 1931, après avoir été adoptée par la Convention nationale du peuple, réunie à Nankin sur la convocation du Comité central exécutif du Kouo-min tang.

Dans la constitution provisoire de la période de tutelle politique, plusieurs traits nouveaux apparaissent au chapitre des droits et devoirs des citoyens. Les citoyens sont égaux devant la loi, sans considération de sexe (art. 6). Les citoyens jouissent dans tous les districts complètement autonomes (*hsien*) des droits de suffrage, d'initiative et d'abrogation des lois, et de referendum (art. 7). Lorsqu'une personne est arrêtée ou détenue sous inculpation de crime, le service responsable de son arrestation ou de sa détention doit la faire comparaître devant la juridiction compétente pour qu'elle soit jugée dans les vingt-quatre heures. La personne en cause peut présenter elle-même une requête — et toute autre personne peut le faire en son nom — tendant à ce qu'elle soit conduite devant le tribunal pour y être jugée dans les vingt-quatre heures (art. 8). Seules les personnes qui font partie de l'armée active peuvent être jugées par un tribunal militaire, sauf exceptions prévues par la loi (art. 9). Lorsque l'intérêt public l'exige, les biens des citoyens peuvent être l'objet d'expropriation suivant la procédure prévue par la loi (art. 18). Toute personne jouit du droit d'acquérir par voie de succession, conformément aux prescriptions de la loi (art. 19). Enfin, les citoyens sont tenus d'accomplir le service obligatoire du travail (art. 26) et de se conformer aux mesures prises par les organes qualifiés du Gouvernement (art. 27).

Les dispositions de la constitution provisoire de la période de tutelle politique relatives aux moyens d'existence du peuple et à l'éducation des citoyens sont conformes aux

théories politiques de M. Sun Yat Sen. Le chapitre IV (moyens d'existence du peuple) spécifie que l'Etat doit encourager et protéger de toutes les manières possibles les entreprises productives des citoyens (art. 33). Afin de développer l'économie rurale et d'améliorer les conditions de vie des fermiers et des paysans, l'Etat doit mettre en vigueur les mesures suivantes: 1) mise en culture de toutes les terres en friche et développement de l'irrigation; 2) création de banques agricoles et encouragement aux entreprises coopératives; 3) mise en vigueur d'un système d'entrepôts publics de grains et réapprovisionnement du peuple en denrées alimentaires; 4) développement de l'enseignement et des entreprises agricoles et accroissement de la production agricole et 5) encouragement à la construction des routes dans les agglomérations rurales (art. 34).

L'Etat doit, en outre, assurer la mise en valeur de toutes les mines de houille, d'or et de fer et instituer des entreprises de transports d'Etat. Il doit également encourager et protéger les entreprises privées minières et de transports (art. 35 et 36). Toute personne est libre de choisir sa profession ou son occupation (art. 37) et jouit de la liberté contractuelle (art. 38). Les citoyens peuvent constituer des associations professionnelles (art. 39); le capital et le travail doivent tous deux participer à la création et au développement des entreprises productives, conformément au principe de la coopération et de la réciprocité des avantages (art. 40). L'Etat doit mettre en vigueur des lois sur la protection du travail et assurer d'une manière spéciale la protection des enfants et des femmes qui travaillent (art. 41). Un système d'assurance du travail doit être établi au bénéfice tant des ouvriers que des paysans (art. 42). L'Etat doit encourager et favoriser les diverses entreprises coopératives (art. 43). L'Etat peut contrôler ou réglementer la production ou la vente ainsi que le prix de vente des marchandises de première nécessité (art. 44). L'usage et les taux de loyer exorbitants perçus pour l'usage de propriétés immobilières sont prohibés (art. 45). Enfin, l'Etat doit venir en aide aux membres des forces armées nationales frappés d'invalidité en cours de service actif (art. 46).

Le chapitre V (éducation des citoyens) pose les règles suivantes: les trois principes du peuple (moyens d'existence, démocratie et nationalisme) doivent être à la base de l'éducation (art. 47). L'égalité des conditions d'accès à l'instruction doit être assurée aux deux sexes (art. 48). Tous les établissements d'enseignement sont soumis au contrôle de l'Etat et doivent se conformer aux programmes de l'Etat relatifs à l'instruction publique (art. 49). Tous ceux qui n'ont pas reçu dans leur jeunesse

l'instruction primaire gratuite doivent recevoir, sous une forme ou une autre, un enseignement spécial pour adultes (art. 51). Le Gouvernement central et les gouvernements locaux doivent affecter les fonds suffisants aux dépenses nécessaires en matière d'instruction publique (art. 52). L'Etat doit encourager et subventionner les établissements d'enseignement privés (art. 53), ainsi que les institutions s'occupant de l'éducation des Chinois d'outre-mer (art. 54). L'Etat doit encourager et protéger les membres du personnel administratif et enseignant des écoles (art. 55). Des bourses d'études doivent être instituées dans tous les établissements publics et privés d'enseignement (art. 56). Enfin, l'Etat doit encourager et protéger les travaux de recherche et les découvertes dans le domaine des sciences et des arts (art. 57), et il doit assurer la protection et la conservation des monuments historiques et des objets anciens de valeur (art. 58).

D'après les enseignements de M. Sun Yat Sen, la période de tutelle politique doit être suivie d'une période de gouvernement constitutionnel, phase ultime de son programme pour la reconstruction de la Chine. Depuis le mois de janvier 1933, le Yuan législatif (comité législatif central) du Gouvernement national s'est consacré à la préparation d'une constitution permanente pour le pays. Après avoir sondé l'opinion publique en lui soumettant deux projets préliminaires, le Yuan législatif a approuvé, en octobre 1934, le projet révisé de constitution, soumis à son tour à la session plénière du Comité central exécutif et au Congrès national du parti Kouo-min tang. A la suite de ces examens, le projet révisé de constitution fut encore modifié à deux reprises et le projet définitif ne fut proclamé que le 5 mai 1936.

Dans le Projet du 5 mai 1936, les dispositions relatives aux droits et devoirs des citoyens sont identiques en substance à celles qui figuraient dans la constitution provisoire de la période de tutelle politique de 1931. Il contient en outre un certain nombre de points nouveaux. Lorsqu'un citoyen accusé d'un crime est arrêté ou emprisonné, les autorités responsables de ces mesures doivent immédiatement informer le citoyen lui-même et ses parents de la cause de son arrestation ou de sa détention. Le tribunal ne peut pas rejeter une requête lui demandant d'ordonner aux autorités responsables que la personne incriminée soit amenée devant le tribunal, dans les vingt-quatre heures, pour y être jugée: les autorités responsables ne peuvent pas refuser d'exécuter le mandat décerné à cette fin (art. 9). La propriété privée ne doit pas faire l'objet de réquisition ou d'expropriation, si ce n'est conformément à la loi (art. 17). Seules les lois portant sur la protection de la sécurité nationale, sur les dis-

positions requises pour écarter les crises nationales, sur le maintien de l'ordre et de la paix publics et sur les mesures à prendre au nom de l'intérêt public peuvent apporter quelque restriction aux libertés et aux droits des citoyens (art. 25). Tout fonctionnaire public qui porte illégalement atteinte à la liberté privée ou à un droit privé est responsable de ces actes en vertu des lois pénales et civiles, sans préjudice des sanctions disciplinaires qu'il peut encourir. La personne lésée peut aussi réclamer à l'Etat une indemnité pour les dommages qu'elle a subis (art. 26).

Le chapitre VI de ce même projet (1936) traite en détail de la vie économique nationale. Le système économique de la République de Chine doit être fondé sur le principe des moyens d'existence adéquats et doit viser à une répartition économique suffisante et égale dans l'ensemble du pays (art. 16). Les terres comprises dans les limites territoriales de la Chine appartiennent à la communauté nationale. Toute partie de ce territoire légalement possédée par une ou plusieurs personnes bénéficie de la protection de la loi et est soumise aux restrictions édictées par la loi. Tout propriétaire immobilier est astreint à l'obligation de faire usage de sa terre dans la plus large mesure possible (art. 117). Tous les produits miniers et toutes les forces naturelles qui peuvent être utilisées dans l'intérêt public appartiennent à l'Etat et ne sont pas soumis aux dispositions sur la propriété privée des terrains en surface (art. 118). La plus-value qui ne résulte pas du travail est frappée d'un impôt (art. 119). En réorganisant la distribution du sol, l'Etat doit avoir pour principe d'aider et de protéger les cultivateurs-propriétaires et les propriétaires qui utilisent leur terre (art. 120). L'Etat peut réglementer les fortunes et les entreprises privées lorsqu'il juge que ces fortunes et entreprises peuvent nuire à l'équilibre et au progrès de la vie économique nationale (art. 121).

En outre, l'Etat doit encourager, guider et protéger les entreprises productives des citoyens et le commerce étranger du pays (art. 122). L'Etat doit assurer le fonctionnement de toutes les entreprises d'intérêt public et de toutes les entreprises ayant le caractère d'un monopole; en cas de nécessité, l'Etat peut cependant accorder une autorisation spéciale de gestion privée (art. 123). L'Etat peut réglementer la production et la répartition des produits agricoles, tant en ce qui concerne la nature des produits que leur qualité (art. 126). Des secours ou des indemnités seront accordés pour cause d'invalidité ou de mort survenue dans l'exercice de fonctions non seulement militaires, mais aussi publiques (art. 127). Enfin, dans toute l'étendue du territoire de la Chine,

les biens pourront circuler librement et ne pourront être saisis ou retenus. Aucun droit sur les biens en transit à l'intérieur du pays ne pourra être prélevé aux divers échelons de l'administration, à l'exception des péages perçus pour améliorer les voies de navigation et les routes, sur les bateaux et les véhicules qui les utilisent (art. 130).

Les autres dispositions du chapitre VI ne sont que la simple répétition de celles qui figurent dans le Projet de constitution de 1925, mis au point par le Gouvernement du nord, ou dans la constitution provisoire de la période de tutelle politique de 1931, promulguée par le Gouvernement national à Nankin. Il en est ainsi, notamment, des dispositions concernant le droit de l'Etat de percevoir des impôts sur les propriétés immobilières privées ou d'en prononcer l'expropriation, l'application des mesures de protection des travailleurs, le développement d'entreprises productives par l'action conjuguée du travail et du capital conformément au principe de l'entraide et de la coopération, l'amélioration de la situation économique et des conditions de vie à la campagne par un accroissement de rendement du travail agricole, l'assistance de l'Etat aux personnes âgées, débilitées ou invalides.

Le chapitre VII du Projet de 1936, consacré à l'instruction publique, contient les dispositions suivantes. Le but de l'instruction publique doit être de faire naître et de développer un esprit national, de cultiver dans la nation un sens moral, d'exercer les citoyens à se gouverner eux-mêmes et d'accroître leur aptitude à gagner leur vie, etc. (art. 131). Chaque citoyen doit avoir des chances égales en matière d'éducation (art. 132). Dans la création d'universités et d'écoles techniques, l'Etat doit prendre spécialement en considération les besoins propres des diverses localités (art. 136). Les crédits affectés à l'éducation ne doivent pas représenter moins de 15 pour 100 du montant total du budget du Gouvernement central et moins de 30 pour 100 du montant total des budgets des provinces, des districts et des municipalités. Enfin, dans les provinces pauvres, l'instruction publique doit bénéficier de subventions du Gouvernement central (art. 137). Il suffira de mentionner rapidement les autres dispositions qui ne sont qu'une reprise du texte de la constitution provisoire de 1931. Elles portent sur les questions suivantes : contrôle de l'Etat sur tous les établissements d'instruction, publics ou privés ; application par tous les établissements d'enseignement des programmes de l'Etat en matière d'instruction publique ; instruction élémentaire gratuite pour tous les enfants de six à douze ans ; encouragement et subventions de l'Etat aux établissements d'enseignement privé, aux

œuvres d'éducation des Chinois d'outre-mer, aux auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques ou techniques, au personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement et aux étudiants particulièrement brillants et méritants.

Le Projet de 1936 devait être soumis à la Convention nationale du peuple (Assemblée nationale), qui devait se réunir le 12 novembre 1937 ; mais la guerre avec le Japon éclata quatre mois avant cette date et la Convention nationale du peuple ne fut pas convoquée. Un Conseil politique du peuple fut organisé à sa place en juillet 1938 et tint sa première session à Han-Kéou qui était alors le siège du Gouvernement chinois. Le Conseil politique du peuple avait pour fonction et pour mission de donner aux citoyens des chances plus grandes de participer aux affaires de l'Etat et de préparer l'avènement d'une forme constitutionnelle de gouvernement. Le conseil était formé de membres choisis par le Gouvernement pour représenter les citoyens : parmi eux figuraient des porte-parole de tous les partis politiques secondaires, y compris le parti communiste. Lors de sa quatrième session, en septembre 1939, le Conseil politique du peuple organisa un comité d'action en faveur de la constitution. Ce comité entreprit immédiatement la revision du Projet du 4 mai 1936, qui avait été préparé par le seul parti du Gouvernement (Kouo-min tang). Cette revision fut terminée à la fin de mars 1940.

Au mois de novembre 1943, un comité pour l'établissement d'un gouvernement constitutionnel fut inauguré par le Conseil politique du peuple, sur la recommandation du Président Tchiang Kai Chek. Ce comité, composé de membres du Comité central exécutif et du Comité central de contrôle du Kouo-min tang, de membres du Conseil politique du peuple et d'experts, avait pour mission d'organiser l'étude d'une constitution. Lorsque la guerre avec le Japon se termina à l'automne de 1945, une Conférence de consultation politique fut formée, qui nomma à son tour un comité pour étudier et concilier les opinions différentes des divers partis politiques au sujet de la constitution.

Lorsque l'Assemblée nationale, dite Convention nationale du peuple, se réunit enfin à Nankin, au mois de novembre 1946, le projet que le Président Tchiang mit en discussion et dont il proposa l'adoption était celui qui avait été accepté par la Conférence de consultation politique. Après des débats animés et prolongés, la constitution actuelle, qui comprend cent soixante-quinze articles, fut finalement adoptée par l'Assemblée nationale le 25 décembre 1946. Promulguée par le Gouvernement national le 1er janvier 1947, elle doit

entrer en vigueur le 25 décembre de cette année¹.

Tous les articles de la constitution actuelle qui se rapportent à l'objet de la présente note étant reproduits intégralement dans leur forme originale, il ne nous paraît pas nécessaire de les discuter longuement. Voici cependant quelques remarques: l'article 5, qui figure sous le titre "dispositions générales", proclame que les divers groupes de races de la République de Chine doivent jouir de l'égalité. L'article 43 déclare: "En cas de désastre provoqué par les forces de la nature. . . si le Yuan législatif n'est pas en session, le Président peut, à la suite d'une décision du Conseil du Yuan exécutif et conformément à la loi sur les décrets extraordinaires, édicter par décret extraordinaire les mesures appropriées et nécessaires pour faire face à la situation. Ce décret devra, dans le délai d'un mois après sa mise en vigueur, être soumis au Yuan exécutif pour confirmation. Si le Yuan législatif ne l'approuve pas, ledit décret sera immédiatement considéré comme nul et non avenue." Il s'agit là de dispositions entièrement nouvelles.

Le chapitre II, relatif aux droits et devoirs du peuple, contient pratiquement les mêmes dispositions que celles qui figuraient dans le Projet de 1936, à l'exception de quelques additions: Tous les citoyens sont égaux devant la loi, sans considération non seulement de sexe, de religion, de race ou de classe, mais aussi d'appartenance de parti (art. 7). Toute arrestation, détention, procès ou châtiment comportant violation des règles de procédure prévues par la loi peut être déclaré nul. Lorsqu'une personne est arrêtée ou détenue illégalement, l'intéressé lui-même ou toute autre personne peut présenter une requête au tribunal non pas seulement pour jugement, mais encore pour enquête (art. 8). Les citoyens jouissent de la liberté de l'enseignement (art. 11). Le droit à l'existence et le droit au travail sont aussi garantis au citoyen (art. 15). Enfin, l'Etat trouvera une raison suffisante pour restreindre par voie légale les libertés et les droits des citoyens, non seulement quand il s'agit de conjurer une crise imminente, de maintenir l'ordre social ou de favoriser l'intérêt public, mais aussi pour empêcher les empiétements sur les libertés d'autres personnes.

Les articles 142 à 151 traitent de l'économie nationale, et les articles 152 à 157 de la sécurité sociale. La plupart des dispositions contenues dans ces articles sont identiques à celles qui étaient prévues au chapitre VI (rela-

tif à la vie économique nationale) du projet de 1936. Les dispositions nouvelles sont les suivantes: En ce qui concerne la répartition équitable de la propriété immobilière et le contrôle du capital, l'économie nationale doit reposer sur le principe des moyens d'existence du peuple, afin de parvenir à un développement parallèle de l'économie publique et des moyens d'existence des particuliers (art. 142). Dans les attributions des terres et les changements apportés à la répartition actuelle, l'Etat doit, par l'emploi des techniques scientifiques, assurer la conservation des rivières, accroître la productivité du sol, améliorer les conditions agricoles, établir des plans pour l'utilisation du sol et exploiter les ressources agricoles en vue d'industrialiser les provinces insuffisamment développées; les mêmes obligations incombent aux provinces à l'égard des districts (*hsien*) insuffisamment développés (art. 147). Les institutions financières privées sont soumises au contrôle de l'Etat (art. 149), et l'Etat doit pourvoir à la création d'établissements financiers au profit du peuple, afin de diminuer le chômage (art. 150). L'Etat doit favoriser et assurer le développement des entreprises économiques des ressortissants chinois qui résident à l'étranger (art. 151).

L'Etat doit en outre procurer des facilités de travail aux citoyens qui sont en état de travailler (art. 152). La loi doit prévoir le règlement des différends entre le capital et le travail par voie de médiation et d'arbitrage (art. 154). L'Etat instituera un système d'assurances et accordera également assistance et secours aux victimes de catastrophes extraordinaires (art. 155). L'Etat protégera la maternité et favorisera le bien-être des femmes et des enfants (art. 156). Enfin, l'Etat assurera la création de vastes entreprises d'hygiène publique et d'institutions pour la protection de la santé des enfants, ainsi que d'un système de services médicaux socialisés (art. 137).

Comparée au chapitre VII (relatif à l'instruction publique) du Projet de 1936, la constitution actuelle sous le titre de Instruction publique et culture n'ajoute pas grand-chose au texte antérieur: l'Etat doit donner toute l'attention qui convient au développement parallèle de l'instruction dans les diverses régions et doit favoriser l'éducation sociale afin d'élever le niveau moyen de la culture générale des citoyens. Dans les régions frontalières insuffisamment développées, l'instruction publique et le développement culturel seront subventionnés par le Gouvernement national (art. 163). Les dépenses relatives à l'instruction publique et au développement scientifique et culturel ne devront pas être inférieures à 15 pour 100 du total du budget national pour le Gouvernement central, à 25 pour 100 du total du budget pro-

¹ La nouvelle constitution ayant été promulguée le 1er janvier 1947 ne peut trouver place dans l'Annuaire pour l'année 1946. Elle sera reproduite dans l'Annuaire de 1947 (qui paraîtra en 1948).

vincial, et à 35 pour 100 du budget total du district dans le cas du *hsien* ou district (art. 164). L'Etat doit assurer des moyens d'existence suffisants à ceux dont le travail relève du domaine de l'instruction publique, des sciences et des arts (art. 165).

L'exposé qui précède montre que la Chine a accompli de grands progrès et a apporté de sérieuses améliorations au cours des quarante dernières années en ce qui concerne les droits des citoyens et les garanties constitutionnelles qui protègent ces droits. Les Principes de la constitution, promulgués par le Gouvernement mandchou en 1908, ne contenait qu'un petit nombre seulement de droits humains fondamentaux. La première constitution provisoire de la République, promulguée en 1912, donnait une liste plus détaillée et plus complète des droits fondamentaux de l'homme garantis par la constitution. Le "Projet du temple du ciel" de 1913, le Pacte constitutionnel de 1914, le Projet de constitution de 1919 et la Constitution de Tsao Koun de 1923 n'ont pas eu grand-chose à ajouter à cet égard. Ce n'est qu'en 1925, après l'achèvement des nouvelles constitutions des pays européens, notamment de celle de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et lorsque les doctrines politiques de Sun Yat Sen eurent étendu leur influence à toute la Chine, qu'apparaissent pour la première fois, dans le projet de constitution de cette même année, des dispositions importantes et détaillées sur la vie économique et l'instruction publique.

Le résultat le plus important du succès de l'expédition du nord conduite par le général Tchiang Kai Chek fut la création du Gouvernement national par le parti Kouo-min tang. Le Gouvernement du Kouo-min tang, composé de fidèles disciples de Sun Yat Sen, fit place aux théories politiques et économiques de ce dernier (les trois principes du peuple) dans la constitution provisoire de la période de tutelle politique. Le Projet de constitution du 5 mai 1936, rédigé par le Yuan législatif du Gouvernement national, suivit de plus près encore les théories économiques et politiques de Sun Yat Sen. Ces deux textes contenaient des dispositions détaillées, non seulement sur les droits et les devoirs des citoyens, mais aussi sur les moyens d'existence du peuple, sur la vie économique nationale et sur l'instruction publique. Ils marquaient réellement une nouvelle étape dans le développement des dispositions constitutionnelles de la Chine sur les droits de l'homme.

Les dispositions de la constitution actuelle relatives aux droits de l'homme ne diffèrent pas sensiblement des dispositions correspondantes du Projet de 1936, bien que la constitution actuelle ait été adoptée par l'Assemblée

nationale qui comprenait des membres des partis politiques secondaires ainsi que des indépendants. A cet égard, la différence la plus importante tient peut-être à l'importance que la constitution actuelle attache au problème de la sécurité sociale et aux dispositions qu'elle lui consacre. Les autres dispositions notables de la présente constitution qui ne figuraient pas dans le Projet de 1936 et qui témoignent de l'action conjointe des partis politiques secondaires et des indépendants ne sont pas nombreuses; elles portent sur l'égalité des citoyens devant la loi sans considération d'affiliation de parti, sur la liberté de l'enseignement, sur la protection par l'Etat des moyens d'existence des travailleurs dont la profession se rattache à l'instruction publique, etc.

En conclusion, on peut observer qu'à elles seules les dispositions constitutionnelles, quels que soient les mérites et la précision de leur rédaction, ne suffisent pas à protéger les droits des citoyens. En 1920, M. Vinacke, étudiant l'évolution constitutionnelle moderne de la Chine, écrivait: "On peut considérer comme définitivement démontré, depuis que la République a été instaurée en Chine, que le gouvernement constitutionnel, pour de nombreux Chinois, n'est qu'un simple mot." Le Président Tchiang Kai Chek, traitant la même question et commentant la situation en Chine avant 1928, déplorait la situation en ces termes: "La loi suprême de l'Etat servait aux politiciens et aux grands chefs militaires à couvrir leurs propres machinations. Au nom de la démocratie, de multiples barrières ont été dressées sur la route de la démocratie et d'innombrables crimes ont été commis contre la démocratie."

Ces deux déclarations sont indiscutablement conformes à la réalité. Elles sont le fruit, d'une part, des réflexions et de l'expérience d'un spécialiste du droit constitutionnel et, d'autre part, de la sagesse d'un homme d'Etat. Il reste à savoir comment s'explique une telle situation et ce qui l'a rendue possible. C'est, à mon avis, la philosophie chinoise traditionnelle de la vie et la théorie traditionnelle de l'Etat et de la société, telles que nous les avons exposées plus haut, qu'il faut principalement incriminer; car une disposition constitutionnelle quelconque (et la constitution elle-même dans son ensemble), pour être véritablement efficace, doit être l'objet de l'affection du peuple prêt à combattre tous les dangers qui peuvent la menacer.

Depuis l'époque à laquelle se réfèrent les observations du Président Tchiang Kai Chek et de M. Vinacke, la Chine a fait, il est vrai, de grands progrès dans la voie de la démocratie et de l'organisation constitutionnelle. Toutefois, la mesure dans laquelle la présente déclaration des droits sera appliquée et la question de sa-

voir si les droits individuels énumérés seront ou non effectivement protégés contre tous les empiètements dépendront beaucoup, à l'avenir, de l'éducation du peuple en ce qui concerne le régime constitutionnel et de l'attitude du Gouvernement au pouvoir. Il n'est pas égale-

ment impossible que des actes législatifs ou des décisions judiciaires apportent quelques restrictions à ces droits.

CHUNG-FU CHANG

*Conseiller de la délégation chinoise
auprès des Nations Unies*

COLOMBIE

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DE COLOMBIE¹

du 5 août 1886

TITRE III

DES DROITS CIVILS ET DES GARANTIES SOCIALES

Art. 16. — Les autorités de la République sont instituées pour protéger dans leur vie, leur honneur et leurs biens les personnes résidant en Colombie, et pour assurer l'accomplissement des devoirs sociaux de l'Etat et des particuliers.

Art. 17. — Le travail est une obligation sociale et il jouira de la protection spéciale de l'Etat.

Art. 18. — Le droit de grève est garanti sauf en ce qui concerne les services publics. La loi réglera son exercice.

Art. 19. — L'assistance publique est une fonction de l'Etat. Elle devra être accordée à ceux qui sont physiquement incapables de travailler, lorsqu'ils ne possèdent pas de moyens de subsistance et qu'ils n'ont aucun droit à en exiger d'autrui.

La loi déterminera la forme dans laquelle cette assistance doit être accordée et les cas où l'Etat doit la fournir directement.

Art. 20. — Les particuliers ne sont responsables devant les autorités que pour infraction à la constitution ou aux lois. Les fonctionnaires le sont dans les mêmes cas, et aussi lorsqu'ils outrepassent leurs fonctions ou lorsqu'ils négligent de les exercer.

Art. 21. — En cas d'infraction manifeste à un précepte constitutionnel au détriment d'une personne quelconque, l'agent qui la commet est responsable alors même qu'il aurait reçu l'ordre d'agir ainsi.

Cette disposition n'atteint pas les militaires en service. En ce qui les concerne, la responsabilité incombe uniquement au supérieur qui a donné l'ordre.

Art. 22. — Il n'y a pas d'esclaves en Colombie. L'esclave qui pénètre sur le territoire de la République est affranchi.

Art. 23. — Nul ne peut être molesté dans sa personne ou sa famille, ni emprisonné ou arrêté, ni détenu, et son domicile ne peut être violé si ce n'est en vertu d'un ordre écrit émanant de l'autorité compétente, dans les formes légales et pour un motif préalablement indiqué dans les lois.

En aucun cas, il ne pourra y avoir détention, emprisonnement ou arrestation pour dettes ou

obligations purement civiles, exception faite du cas de cautionnement judiciaire.

Art. 24. — Le délinquant surpris en flagrant délit peut être appréhendé et conduit devant le juge par n'importe qui.

S'il est poursuivi par les agents de l'autorité et s'il se réfugie dans son propre domicile, ceux-ci pourront y pénétrer afin de procéder à son arrestation. S'il se réfugie dans la maison d'un tiers, les agents devront demander au propriétaire ou au locataire la permission d'y entrer.

Art. 25. — Nul n'est tenu de témoigner contre lui-même ou contre ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou au second degré de parenté par alliance, en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police.

Art. 26. — Nul ne peut être jugé si ce n'est conformément aux lois antérieures à l'acte qu'on lui implique, devant le tribunal compétent et en observant strictement les formes propres à chaque procès.

En matière criminelle, la loi permissive ou favorable, alors même qu'elle serait postérieure, doit être appliquée de préférence à la loi restrictive ou défavorable.

Art. 27. — La disposition précédente n'empêche pas de punir, sans jugement préalable, dans les cas suivants et dans les limites spécifiées par la loi :

1. Les fonctionnaires exerçant une autorité ou une juridiction, qui peuvent imposer une amende ou arrêter celui qui les injurie ou leur manque de respect pendant qu'ils remplissent les fonctions de leur charge;

2. Les chefs militaires qui peuvent imposer des peines immédiates pour réprimer une insubordination ou une mutinerie militaire, ou pour maintenir l'ordre en face de l'ennemi.

3. Les capitaines de navire qui jouissent de la même faculté pour réprimer les délits commis à bord lorsqu'ils ne sont pas au port.

Art. 28. — Même en temps de guerre, nul ne pourra être puni *ex post facto*, si ce n'est conformément à la loi, à l'ordre ou au décret qui qualifie le fait et fixe la peine applicable.

Cette disposition n'empêche pas, même en temps de paix, lorsqu'il y a de graves motifs de craindre des troubles de l'ordre public, l'arrestation et l'emprisonnement de personnes qui sont soupçonnées de les provoquer. Cette arrestation ne peut être exécutée que sur un ordre du Gouvernement, préalablement approuvé par les ministres.

Art. 29. — Le législateur ne pourra, en aucun cas, imposer la peine capitale.

¹ Texte espagnol dans *Constitución Política de la República de Colombia*, Bogotá, Imprenta Nacional, 1945. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 30. — La propriété privée et les autres droits acquis à juste titre et conformément aux lois civiles par des personnes physiques ou morales, sont garantis. Ils ne peuvent pas être altérés ni méconnus par des lois postérieures. Quand l'application d'une loi édictée pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social mettra les droits des particuliers en conflit avec la nécessité reconnue par cette même loi, l'intérêt privé devra s'effacer devant l'intérêt public ou social.

La propriété est une fonction sociale qui implique des obligations.

Pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social définis par le législateur, il pourra y avoir expropriation après une sentence judiciaire et moyennant une indemnisation préalable.

Cependant, pour des raisons d'équité, le législateur, après approbation de la majorité absolue des membres des deux chambres, pourra déterminer les cas dans lesquels l'expropriation ne donnera pas lieu à indemnisation.

Art. 31. — Aucune loi instituant un monopole ne s'appliquera avant que les personnes, qui, en vertu de cette loi, sont privées de l'exercice d'une industrie licite ne soient entièrement indemnisées. Aucun monopole ne pourra être établi s'il n'assure des rentrées fiscales à l'Etat et n'est institué en vertu d'une loi. Seuls les privilèges se référant aux inventions utiles et aux voies de communication seront accordés.

Art. 32. — L'Etat peut intervenir en vertu d'une prescription de la loi dans l'exploitation des industries et des entreprises publiques et privées, dans le but de rationaliser la production, la distribution et la consommation des richesses ou de donner aux travailleurs la juste protection à laquelle ils ont droit. La disposition qui précède ne s'applique pas aux fonctions mentionnées à l'article 76, paragraphe 12, de la constitution.

Art. 33. — En temps de guerre, et seulement pour contribuer au rétablissement de l'ordre public, l'expropriation pourra être ordonnée par des autorités autres que l'autorité judiciaire et ne pas être précédée du versement d'une indemnité.

Dans ce cas, la propriété immobilière pourra seulement être occupée temporairement, soit pour les nécessités de la guerre, soit pour en tirer des produits nécessaires à la guerre; cette occupation sera considérée comme une peine pécuniaire imposée aux propriétaires conformément à la loi.

La nation sera toujours responsable des expropriations opérées par le Gouvernement ou ses agents.

Art. 34. — On ne pourra pas prononcer la peine de confiscation.

Art. 35. — La propriété littéraire et artisti-

que sera protégée et transmissible: elle jouera pendant la vie de l'auteur et pendant une période de quatre-vingts ans après sa mort, à condition de remplir les formalités prescrites par la loi.

La même garantie est accordée aux propriétaires d'œuvres publiques dans les pays de langue espagnole, à condition que la nation en question reconnaisse dans sa législation le principe de la réciprocité et sans qu'il soit nécessaire de passer à cet effet des conventions internationales.

Art. 36. — La destination des donations entre vifs ou testamentaires faites conformément aux lois dans l'intérêt social ne pourra être modifiée par le législateur. Le Gouvernement contrôlera la gestion et le placement de ces donations.

Art. 37. — En Colombie tous les immeubles doivent être cessibles. Il ne doit pas y avoir d'obligations perpétuelles.

Art. 38. — La correspondance postale et télégraphique est inviolable. Les lettres et papiers privés ne pourront être interceptés, ni examinés, si ce n'est par l'autorité et sur un ordre du fonctionnaire compétent, dans les cas et suivant les formalités que la loi établit et dans le seul but de rechercher des preuves judiciaires.

Pour l'établissement des impôts et dans les cas d'intervention de l'Etat, on pourra exiger la présentation des livres de comptabilité et autres documents analogues. Le transport des imprimés par la poste pourra être majoré, mais jamais interdit en temps de paix.

Art. 39. — Toute personne est libre de choisir un métier ou une profession. La loi peut exiger des titres de capacité et réglementer l'exercice des professions.

Les autorités contrôleront les métiers et les professions, pour ce qui concerne la morale, la sécurité et la salubrité publique.

La loi pourra restreindre la production et la consommation des liqueurs et des boissons fermentées.

La loi pourra également ordonner la revision et le contrôle des tarifs et des règlements des entreprises de transport et autres services publics.

Art. 40. — Dorénavant, seuls pourront être inscrits comme avocats ceux qui en possèdent le titre.

Nul ne pourra plaider dans un procès, qu'il soit partie ou non, s'il n'est pas avocat inscrit. Cependant la loi établira des exceptions.

Art. 41. — La liberté de l'enseignement est garantie. L'Etat aura cependant l'inspection et la surveillance générale des établissements d'enseignement, publics ou privés, afin de veiller à la réalisation des buts sociaux de la cul-

ture et à la meilleure formation intellectuelle, morale et physique des élèves.

L'enseignement sera gratuit dans les écoles de l'Etat, et obligatoire dans la mesure fixée par la loi.

Art. 42. — La presse est libre en temps de paix, mais elle est responsable, conformément aux lois, quand elle attente à l'honneur des personnes, à l'ordre social ou à la tranquillité publique.

Aucune entreprise d'édition de périodiques ne pourra recevoir, sans l'autorisation du Gouvernement, des subventions d'autres Gouvernements ou de compagnies étrangères.

Art. 43. — En temps de paix, seulement le Congrès, les assemblées départementales et les conseils municipaux pourront imposer les contributions.

Art. 44. — Il est permis de former des compagnies, des associations et des fondations à condition qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public. Les associations et les fondations peuvent être reconnues comme personnes morales.

Les associations religieuses devront présenter à l'autorité civile, afin de rester sous la protection des lois, l'autorisation accordée par l'autorité religieuse supérieure.

Art. 45. — Toute personne a le droit d'adresser des pétitions respectueuses aux autorités, soit pour un motif d'intérêt général, soit pour un motif de caractère privé, et d'obtenir une solution rapide.

Art. 46. — Toute partie de la population peut se réunir ou se grouper pacifiquement. L'autorité pourra disperser toute réunion qui dégénérerait en tumulte ou en émeute ou qui obstruerait les voies publiques.

Art. 47. — Les juntes politiques populaires de caractère permanent sont interdites.

Art. 48. — Seul le Gouvernement peut introduire, fabriquer ou posséder des munitions ou armes de guerre.

Nul ne pourra porter des armes à l'intérieur des agglomérations sans autorisation de l'autorité. Cette autorisation ne pourra pas être donnée dans les cas de réunions politi-

ques, élections ou sessions d'assemblées ou de corporations publiques, soit pour y assister ou y prendre part.

Art. 49. — Toute nouvelle émission de papier monnaie à cours forcé est absolument interdite.

Art. 50. — Les lois détermineront tout ce qui a trait à l'état civil des personnes et les droits et les devoirs qui en découlent. Elles pourront de même établir le patrimoine familial qui sera inaliénable et insaisissable.

Art. 51. — Les lois détermineront la responsabilité encourue par les fonctionnaires publics de tous grades qui attentent aux droits garantis par le présent titre.

Art. 51. — Les dispositions du présent titre seront incorporées au code civil comme titre préliminaire et ne pourront être modifiées que par un acte réformant la constitution.

TITRE IV

DE LA RELIGION ET DES RELATIONS ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT

Art. 53. — L'Etat garantit la liberté de conscience.

Nul ne sera molesté à raison de ses opinions religieuses, ni contraint de professer des croyances ou d'observer des pratiques contraires à sa conscience.

La liberté de tous les cultes qui ne sont pas contraires à la morale chrétienne et aux lois est garantie. Les actes contraires à la morale chrétienne ou à l'ordre public, commis à l'occasion ou sous le prétexte de l'exercice d'un culte, relèvent du droit commun.

Le Gouvernement pourra conclure des conventions avec le Saint-Siège apostolique pour régler les questions pendantes et pour définir et établir les relations entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique.

Art. 54. — Le ministère sacerdotal est incompatible avec l'exercice de charges publiques. Toutefois, les prêtres catholiques pourront être employés dans l'enseignement ou l'assistance publics.

COSTA-RICA

CONSTITUTION POLITIQUE DE COSTA-RICA¹

du 7 décembre 1871

TITRE III

Section I

DES GARANTIES NATIONALES

Art. 19. — Les fonctionnaires publics ne sont pas propriétaires de l'autorité, ils en sont seulement dépositaires. Ils sont soumis aux lois et ne peuvent jamais se considérer comme supérieurs à elles.

Art. 20. — Les fonctionnaires sont responsables pour toute violation de la constitution ou des lois. L'action pour les mettre en accusation appartient au peuple.

Art. 22. — La force militaire est subordonnée au pouvoir civil, elle est essentiellement obéissante et ne doit jamais délibérer.

Art. 23. — La République ne reconnaît ni titre héréditaire, ni emplois vénaux; elle interdit l'établissement de substitutions. Sont en outre prohibés dans la République les monopoles, les privilèges et tous autres actes, même s'ils résultent d'une loi, qui amoindrissent ou menacent la liberté du commerce, de l'agriculture ou de l'industrie, à l'exception de ceux que l'Etat a établis jusqu'à cette date ou établira à l'avenir pour subvenir à ses besoins, pour prévenir des maux sociaux, pour stimuler les talents, pour aider à l'exécution de travaux ou au développement des entreprises d'intérêt indiscutablement national qui ne pourraient, sans privilège ou monopole, être exécutés ou réalisés, lorsque le pouvoir législatif en décidera ainsi à la majorité des deux tiers de la totalité de ses membres, et réserve faite également de ceux que les municipalités ont établis jusqu'ici ou qu'elles établiront à l'avenir, pour des fins identiques, avec l'autorisation régulière du pouvoir législatif donnée à la majorité indiquée.

Art. 24. — La peine d'infamie est personnelle. L'usage de la torture et la peine de la confiscation sont interdits.

Section II

DES GARANTIES INDIVIDUELLES

Art. 25. — Tous les hommes sont égaux devant la loi.

Art. 26. — La loi n'a pas d'effet rétroactif.

Art. 27. — Tout homme est libre dans la République: celui qui se trouve sous la protection de ses lois ne peut être esclave.

Art. 28. — Tout Costaricien peut se rendre en n'importe quel endroit de la République ou sortir de son territoire, à condition d'être libre de toute responsabilité, et y revenir à sa convenance.

Art. 29. — La propriété est inviolable: nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est pour une raison d'intérêt public légalement prouvée et moyennant une indemnité préalable, conformément à la loi. En cas de guerre ou de troubles intérieurs, il n'est pas indispensable que l'indemnité soit préalable.

Pour des motifs de nécessité publique, le Congrès pourra, par vote des deux tiers de la totalité de ses membres, imposer à la propriété des restrictions d'intérêt social.

Art. 30. — Le domicile des habitants de la République est inviolable et il ne peut y être pénétré que dans les cas et avec les formalités que la loi indique.

Art. 31. — En aucun cas il ne pourra être procédé à la saisie ou même à l'examen des papiers privés des habitants de la République.

Art. 32. — Le secret de la correspondance par lettres ou télégrammes est inviolable, et celle qui aura été soustraite ne pourra produire d'effet légal.

Art. 33. — Tous les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes soit en vue de s'occuper d'affaires privées, soit pour discuter de questions politiques et examiner la conduite publique des fonctionnaires.

Art. 34. — Aucun individu ni groupe de personnes ne peut prendre le titre de représentant du peuple, s'arroger ses droits ou adresser des pétitions en son nom. La violation de cet article constitue la sédition.

Art. 35. — Le droit de pétition peut être exercé individuellement ou collectivement.

Art. 36. — Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour un acte quelconque non contraire à la loi ou à raison de la manifestation de ses opinions politiques.

Toutefois, aucune forme de propagande politique ne pourra être conduite par des membres du clergé ou par des laïcs invoquant des arguments d'ordre religieux ou utilisant comme moyen les croyances religieuses du peuple.

Art. 37. — Chacun peut communiquer sa pensée par la parole ou par l'écriture et la rendre publique par la voie de la presse sans censure préalable, mais en restant responsable des abus commis dans l'exercice de ce droit, dans les cas et de la manière indiqués par la loi.

¹ Texte espagnol dans *Constitución Política de Costa Rica*, Edición oficial, Imprenta Nacional, 1944. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 38. — La connaissance des affaires civiles et criminelles appartient exclusivement aux autorités établies par la loi. Il ne peut être créé de commission, de tribunal ou de juge pour des affaires déterminées. Seuls les membres de l'armée, et seulement pour les délits de sédition et de rébellion, seront soumis à la juridiction militaire; les délits commis contre la discipline par les personnes qui sont sous les drapeaux ou par celles qui y sont appelées et tous autres délits commis en campagne, seront jugés conformément au code militaire (*ordenanza*).

Art. 39. — En matière criminelle, nul n'est tenu de témoigner contre lui-même, ni de déposer en qualité de témoin contre son conjoint, ses ascendants, descendants et autres parents jusqu'au troisième degré de consanguinité et jusqu'au deuxième degré de parenté par alliance.

Art. 40. — Nul ne peut être détenu, s'il n'y a un indice certain qu'il a commis un délit, et sans ordre écrit du juge ou de l'autorité chargée de l'ordre public, à moins qu'il ne s'agisse d'un inculpé déclaré en fuite ou qu'il n'y ait flagrant délit; mais, de toutes façons, l'individu arrêté doit être mis à la disposition du juge compétent dans le délai impératif de vingt-quatre heures.

Art. 41. — Tout habitant de la République a le droit d'*habeas corpus*.

Art. 42. — Aucune peine ne pourra être infligée à quiconque sans qu'il ait été entendu en justice et sans une condamnation exécutoire émanant du juge ou de l'autorité compétente, exception faite pour les cas de contrainte corporelle, de défaut à comparaître ou autres cas du même genre en matière civile, et le cas d'amende ou d'arrestation en matière de police.

Art. 43. — Nul ne peut être frappé d'une peine qui n'est pas fixée par une loi antérieure au délit ou à la faute commise.

Art. 44. — Nul ne peut être emprisonné pour dette, sauf au cas de fraude légalement prouvée.

Art. 45. — La vie humaine est inviolable au Costa-Rica.

Art. 47. — Tout Costaricien ou étranger qui fait appel aux lois doit obtenir réparation pour les injures ou les torts qu'il a soufferts dans sa personne, dans sa propriété ou dans son honneur. Justice doit lui être rendue rapidement, complètement, sans fin de non-recevoir et en stricte conformité avec les lois.

Art. 48. — Tout Costaricien ou étranger a le droit de recourir à des arbitres pour mettre fin à ses différends civils, qu'il ait ou non déjà intenté un procès.

Art. 49. — Un même juge ne peut statuer

en des instances différentes quand la question à décider est la même.

Art. 50. — Les actions privées qui ne touchent pas à l'ordre public ou à la moralité publique, et qui ne causent pas de tort ou de préjudice à autrui, restent en dehors de l'action de la loi.

Section III

DES GARANTIES SOCIALES

Art. 51. — L'Etat devra assurer l'amélioration du bien-être des Costariciens, en protégeant tout particulièrement la famille, fondement de la nation; en assurant la protection de la mère, de l'enfant, du vieillard et du malade sans ressources, en organisant et stimulant la production et la meilleure répartition des richesses.

Art. 52. — Le travail est un devoir social et jouira de la protection spéciale des lois afin de procurer à l'individu le droit à une existence digne en rapport avec ses efforts et ses aptitudes.

Art. 53. — Tout travailleur manuel ou intellectuel aura droit à un traitement ou salaire minimum qui réponde aux besoins matériels, moraux et culturels de son foyer et qui sera fixé périodiquement en tenant compte des modalités de son travail et des conditions propres à chaque région et à chaque forme d'activité relevant du domaine intellectuel, de l'industrie, du commerce, de l'élevage ou de l'agriculture.

Art. 54. — La durée normale du travail ne pourra excéder huit heures pendant le jour et six heures pendant la nuit, et quarante-huit heures par semaine. Les heures de travail supplémentaires devront être payées à un taux de 50 pour 100 supérieur aux traitements et salaires stipulés. Toutefois les présentes dispositions ne s'appliqueront pas en cas d'exception nettement spécifiée par la loi.

Tous les travailleurs manuels ou intellectuels auront droit à des vacances annuelles payées dont la durée et la date seront déterminées par la loi, mais qui ne pourront être inférieures à deux semaines pour cinquante semaines de service ininterrompu.

Art. 55. — Les employeurs ainsi que tous les travailleurs pourront se syndiquer librement à des fins correspondant exclusivement à leur activité économique et sociale, conformément à la loi.

Art. 56. — Le droit de lock-out est reconnu aux patrons, et le droit de grève aux ouvriers, sauf dans les services publics tels qu'ils sont définis par la loi, et sous réserve de la réglementation que la loi établira et qui devra interdire tout acte de contrainte ou de violence.

Art. 57. — Auront force de loi les conventions et contrats collectifs de travail qui auront été conclus conformément à la loi entre employeurs et syndicats de travailleurs légalement organisés.

Art. 58. — L'Etat favorisera la création de coopératives, comme moyen de procurer de meilleures conditions de vie aux travailleurs.

Art. 59. — L'Etat aidera à la construction de maisons à bon marché pour les travailleurs urbains et créera le bien de famille au profit du travailleur rural.

Art. 60. — Tout employeur doit assurer, dans ses entreprises, les conditions requises pour l'hygiène et la sécurité du travailleur.

Art. 61. — L'Etat veillera à la formation technique des travailleurs afin d'obtenir le rendement le meilleur de leur travail et de réaliser un accroissement de la production nationale.

Art. 62. — A travail égal effectué dans des conditions identiques correspondra un salaire ou traitement égal, sans distinction de personne ou de sexe.

Le travailleur rural jouira des mêmes droits essentiels que le travailleur urbain.

A égalité de titres, les patrons et les entreprises publiques ou privées devront donner la préférence aux travailleurs costariciens. La loi fixera, éventuellement, le pourcentage minimum de travailleurs nationaux à employer, en tenant compte non seulement de leur nombre, mais aussi du montant total des salaires ou traitements payés.

Art. 63. — Les assurances sociales sont établies au profit des travailleurs manuels et intellectuels et suivant un régime de contribution obligatoire triple de l'Etat, des employeurs et des travailleurs afin de protéger ces derniers contre les risques de maladie, d'invalidité, de maternité, de vieillesse ou de décès et ceux qui résultent d'autres circonstances que la loi déterminera.

L'administration et la direction des assurances sociales sera confiée à une institution permanente ayant un champ d'action propre et appelée Caisse d'assurances sociales du Costa-Rica, et qui s'acquittera de ses fonctions en restant complètement indépendante du pouvoir exécutif.

Les fonds ou réserves des assurances sociales ne pourront être transférés ni employés pour des fins différentes de celles qui ont motivé leur création, et leur gestion sera assurée par la Caisse conformément à sa loi constitutive.

Les assurances contre les risques professionnels seront à la charge exclusive des employeurs et seront régies par des dispositions spéciales.

Art. 64. — Une juridiction spéciale du tra-

vail sera instituée pour mieux résoudre les conflits qui surgiront dans les relations entre employeurs et travailleurs. Tous les tribunaux du travail dépendront du pouvoir judiciaire et la loi déterminera leur nombre et leur organisation. La plupart seront composés d'un représentant de l'Etat qui les présidera, d'un représentant des employeurs et d'un représentant des travailleurs.

Art. 65. — Il ne peut être renoncé aux droits et avantages auxquels se réfère la présente section et l'énumération qui en est donnée n'exclut pas d'autres droits et avantages découlant du principe chrétien de justice sociale. Ils seront applicables d'une manière égale à tous ceux qui concourent à la production et seront réglementés dans un code social et du travail aux fins d'établir les bases d'une politique permanente de solidarité nationale.

TITRE IV DE LA RELIGION

Art. 66. — La religion catholique, apostolique et romaine est celle de l'Etat; celui-ci contribue à la maintenir sans empêcher le libre exercice de tous autres cultes dans la République, à condition que ces cultes ne soient contraires ni à la morale, ni aux bonnes mœurs.

TITRE V DE L'ENSEIGNEMENT

Art. 67. — L'enseignement primaire est obligatoire, gratuit et les frais en sont à la charge de l'Etat. Cet enseignement est placé sous la direction du pouvoir exécutif.

L'Etat pourvoira à l'entretien des écoles d'enseignement primaire et des collèges d'enseignement secondaire dont le pays a besoin, et il attribuera à l'université les revenus nécessaires à son entretien.

Art. 68. — Tout national ou étranger est libre de donner ou de recevoir l'instruction qui lui convient dans les établissements dont l'Etat n'assume pas la charge financière.

TITRE VIII DU POUVOIR LEGISLATIF

Section II DES ATTRIBUTIONS DU CONGRÈS

Art. 82. — Les attributions exclusives du Congrès sont les suivantes:

7. Suspendre, à la majorité des deux tiers des membres présents, les garanties individuelles énumérées aux articles 28, 30, 31, 32,

33, 36, 37, 40 et 41 de la présente loi fondamentale dans le cas où la République se trouverait en danger imminent pour cause d'agression étrangère ou de guerre civile. Cette suspension pourra s'appliquer à tout ou partie de ces garanties, sur tout le territoire de la République ou sur une partie de celui-ci, et pour une durée de soixante jours au plus. L'exécutif pourra seulement, en ce qui concerne les personnes, ordonner leur détention dans un lieu qui ne sera pas destiné aux criminels de droit commun; il ne pourra pas dé-

créer leur mise en résidence forcée. En aucun cas, il ne pourra leur faire subir de tortures.

L'exécutif rendra compte au Congrès, dès qu'il se réunira, des mesures prises pour sauvegarder l'ordre public et maintenir la sûreté de l'Etat et ces mesures seront caduques dès que les garanties seront rétablies.

Paragraphe unique. — La suspension prévue dans la présente disposition ne s'appliquera jamais à la garantie citée à l'article 45, titre II, sec. 2, de cette constitution.

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DE CUBA¹

du 5 juillet 1940

TITRE IV

DES DROITS FONDAMENTAUX

Section I

DES DROITS INDIVIDUELS

Art. 20. — Tous les Cubains sont égaux devant la loi. La République ne reconnaît ni droits, ni privilèges personnels.

Toute distinction reposant sur le sexe, la race, la couleur ou la classe et toutes autres distinctions portant atteinte à la dignité humaine sont déclarées illégales et punissables.

La loi établira les sanctions dont sont passibles ceux qui enfreignent cette disposition.

Art. 21. — Les lois pénales auront un effet rétroactif quand elles seront favorables au délinquant. Sont exclus du bénéfice de cette disposition, en cas de fraude, les fonctionnaires et employés des services publics qui commettent un délit dans l'exercice de leurs fonctions, ceux qui sont coupables de délits électoraux ou qui attentent aux droits individuels que la présente constitution garantit. A ceux qui sont reconnus coupables de ces délits seront appliquées les peines et les qualifications prévues par la loi en vigueur au moment du délit.

Art. 22. — Les autres lois n'auront pas d'effet rétroactif, sauf si la loi elle-même en dispose ainsi pour des raisons d'ordre public, d'utilité sociale ou de nécessité nationale reconnues expressément par une loi approuvée par les deux tiers des membres de chaque corps législatif. En cas de contestation sur la constitutionnalité d'une clause de rétroactivité, il appartiendra au Tribunal des garanties constitutionnelles et sociales de prendre une décision à ce sujet, sans qu'il puisse se récuser pour des raisons de forme ou pour tout autre motif.

En tout cas, la loi elle-même établira le degré, le mode et la forme d'indemnisation pour les atteintes que la rétroactivité porterait aux droits légitimement acquis en vertu de la législation antérieure.

La loi adoptée en vertu du présent article ne sera pas valide si elle entraîne des effets contraires aux dispositions de l'article 24 de la présente constitution.

Art. 23. — Les obligations civiles qui résultent de contrats, d'actes ou d'omissions ne pourront être annulées ni modifiées par le

pouvoir législatif ou par le pouvoir exécutif; en conséquence, les lois ne pourront avoir d'effet rétroactif en ce qui concerne lesdites obligations. L'exercice des actions en justice qui découlent de ces obligations pourra être suspendu en cas de crise nationale grave, pour une durée raisonnable, aux conditions énoncées au paragraphe premier de l'article précédent et si la constitutionnalité de cette mesure n'est pas contestée.

Art. 24. — La confiscation des biens est interdite. Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est par l'autorité judiciaire compétente et pour cause justifiée d'utilité publique ou d'intérêt social et en aucun cas sans que soit versé en numéraire le montant de l'indemnité correspondante fixée par les tribunaux. Si ces conditions ne sont pas remplies, la personne expropriée aura droit à la protection des tribunaux qui, le cas échéant, la remettront en possession.

En cas de contestation, il appartiendra aux tribunaux de se prononcer sur la nécessité de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt social.

Art. 25. — La peine de mort ne peut être infligée, sauf pour les infractions de caractère militaire commises par les membres des forces armées et pour les crimes de trahison ou d'espionnage pour le compte de l'ennemi, en période de guerre avec une nation étrangère.

Art. 26. — La loi pénale déterminera les garanties nécessaires à l'établissement de la preuve de tout délit, indépendamment des déclarations de l'accusé, de son conjoint, de ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité et de ses alliés jusqu'au second degré. Tout accusé sera réputé innocent jusqu'à ce qu'il ait été jugé coupable.

Dans tous les cas, les autorités et leurs agents dresseront un acte d'écrou que le détenu signera. On fera connaître à celui-ci l'autorité qui l'a ordonné, le motif qui l'a provoqué et le lieu où il sera conduit. L'acte d'écrou mentionnera tous ces détails.

Les registres des détenus et des prisonniers sont publics.

Ceux qui procèdent à l'arrestation d'un détenu et ceux qui en ont la garde seront réputés responsables, sauf preuve contraire, de toute atteinte portée à l'intégrité de sa personne, à sa sécurité ou à son honneur. Un subordonné pourra refuser d'exécuter les ordres qui enfreignent cette garantie. Le gardien de prison qui ferait usage de ses armes contre un détenu ou prisonnier tentant de s'évader sera néces-

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la República de Cuba*, La Habana, 1940. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

sairement inculpé et responsable, aux termes de la loi, du délit ainsi commis.

Les détenus ou prisonniers politiques ou sociaux seront gardés dans des locaux séparés de ceux qui sont réservés aux délinquants de droit commun; ils ne seront astreints à aucun travail et ne seront pas soumis aux règlements pénitentiaires applicables aux prisonniers de droit commun.

Aucun détenu ou prisonnier ne sera mis au secret.

Les infractions à cette disposition relèveront de la compétence exclusive de la juridiction ordinaire, quels que soient le lieu et les circonstances de la détention et les personnes en cause.

Art. 27. — Tout détenu sera mis en liberté ou remis à l'autorité judiciaire compétente dans les vingt-quatre heures qui suivront son arrestation.

Toute détention sera sans effet ou sera transformée en emprisonnement, par un ordre judiciaire motivé, dans les soixante-douze heures après la remise du détenu au juge compétent. Dans ce même délai, notification sera faite à l'intéressé de la décision prise à son égard.

Des lieux distincts et complètement séparés de ceux où les peines sont subies seront réservés aux inculpés en détention préventive qui ne seront astreints à aucun travail ni soumis aux règlements pénitentiaires applicables aux condamnés purgeant des peines.

Art. 28. — Nul ne pourra être poursuivi ni condamné si ce n'est par le juge ou le tribunal compétent, en vertu de lois antérieures au délit, et en respectant les formes et les garanties prévues par ces lois. Aucune condamnation ne sera prononcée contre un accusé en son absence et nul ne sera condamné, dans une cause criminelle, sans avoir été entendu. Il ne pourra non plus être contraint de témoigner contre lui-même, son conjoint ou ses parents jusqu'au quatrième degré ou ses alliés jusqu'au deuxième degré.

Aucune violence ni aucune contrainte ne sera exercée sur les individus pour les forcer à témoigner. Toute déclaration obtenue en violation de ce principe sera nulle et les responsables encourront les peines fixées par la loi.

Art. 29. — Toute personne détenue ou emprisonnée en dehors des cas prévus par la constitution et les lois ou sans que les formalités et les garanties qui y figurent aient été respectées, sera mise en liberté sur sa demande ou sur la demande d'une personne quelconque sans qu'il soit nécessaire de produire une procuration ou de faire intervenir un avocat, après une procédure très sommaire d'*habeas corpus* devant les tribunaux ordinaires.

Le tribunal ne pourra pas se déclarer in-

compétent, ni admettre qu'en aucun cas et pour aucun motif sa compétence soit mise en doute, ni ajourner sa décision qui devra être rendue par priorité.

La comparution, devant le tribunal qui a ordonné l'*habeas corpus*, de toute personne détenue ou emprisonnée est absolument obligatoire quels que soient l'autorité, le fonctionnaire, la personne ou l'institution qui la détient, sans que l'on puisse se prévaloir de l'obéissance due à un ordre.

Toutes les dispositions tendant à empêcher ou retarder la comparution de la personne privée de liberté, ainsi que celles qui entraîneraient un retard quelconque de la procédure d'*habeas corpus* seront nulles et l'autorité judiciaire déclarera d'office la nullité.

Dans le cas où le détenu ou le prisonnier ne serait pas mis à la disposition du tribunal qui connaît de l'*habeas corpus*, celui-ci ordonnera la détention du délinquant, lequel sera jugé conformément aux dispositions de la loi.

Les juges et les magistrats qui se refuseraient à accepter la requête d'*habeas corpus* ou ne se conformeraient pas aux autres dispositions du présent article seront destitués de leurs charges par la Chambre de gouvernement de la Cour suprême.

Art. 30. — Toute personne pourra pénétrer sur le territoire national, y séjourner, en sortir, se transporter d'un lieu à un autre et changer de résidence, sans avoir besoin de carte de sécurité, passeport ou autre titre analogue, sous réserve des dispositions des lois sur l'immigration et des attributions de l'autorité en cas de responsabilité criminelle.

Nul ne pourra être contraint de changer de domicile ou de résidence, si ce n'est par mandat d'une autorité judiciaire aux conditions et dans les cas déterminés par la loi.

Aucun Cubain ne pourra être expulsé ni se voir refuser l'entrée du territoire de la République.

Art. 31. — La République de Cuba accorde et reconnaît le droit d'asile aux victimes des persécutions politiques, pourvu que ceux qui invoquent ce droit respectent la souveraineté et les lois nationales.

L'Etat n'accordera pas l'extradition des coupables de délits politiques et ne tentera pas d'obtenir l'extradition des Cubains coupables de tels délits, qui se réfugieraient sur un territoire étranger.

L'étranger qui serait expulsé du territoire national, conformément à la constitution et à la loi, ne pourra être dirigé, s'il s'agit d'un réfugié politique, vers le territoire de l'Etat qui pourrait le réclamer.

Art. 32. — Le secret de la correspondance et des autres documents privés est inviolable. Ils ne pourront être saisis, ni détournés de

leur destination que par les fonctionnaires et les agents officiels sur ordre motivé du juge compétent. Le secret sera gardé, dans tous les cas, en ce qui concerne les questions étrangères à l'affaire ayant motivé la saisie ou l'examen. Le secret des communications télégraphiques, téléphoniques, ainsi que des câblogrammes est, dans les mêmes conditions, déclaré inviolable.

Art. 33. — Toute personne pourra librement et sans être soumise à la censure préventive, exprimer sa pensée verbalement ou par écrit ou par tout autre moyen d'expression orale ou graphique, en utilisant à cette fin tous les procédés de diffusion disponibles ou l'un quelconque d'entre eux.

L'édition de livres, de brochures, de disques, de films, de périodiques ou de toute espèce de publications ne pourra être suspendue que s'il a été porté atteinte à l'honneur des personnes, à l'ordre social ou à la tranquillité publique et à la suite d'une décision motivée de l'autorité judiciaire compétente, sans préjudice des responsabilités résultant du délit commis.

Dans les cas visés au présent article, on ne pourra, sauf pour responsabilité civile, mettre sous séquestre les locaux, l'installation ou l'outillage qu'utilise l'organe d'information publique, ni en interdire l'usage ou la jouissance.

Art. 34. — Le domicile est inviolable; en conséquence, nul ne pourra pénétrer de nuit dans la maison d'autrui, sans le consentement de l'habitant, sauf pour secourir les victimes d'un délit ou d'un désastre, ni de jour, sauf dans les cas et dans la forme déterminés par la loi.

Au cas de suspension de cette garantie, l'autorité compétente pourra seule pénétrer dans le domicile d'une personne, en vertu d'un ordre ou d'une décision écrite dont copie authentique sera remise, comme il appartiendra, à l'habitant, à sa famille ou au voisin le plus proche. Il sera procédé de la même façon lorsque l'autorité déléguera un de ses agents.

Art. 35. — Toutes les religions peuvent être librement professées et tous les cultes librement exercés, sans autre restriction que le respect de la morale chrétienne et de l'ordre public.

L'Eglise sera séparée de l'Etat qui ne pourra subventionner aucun culte.

Art. 36. — Toute personne a le droit d'adresser des pétitions aux autorités. Celles-ci devront les examiner, prendre une décision à leur sujet dans un délai qui ne pourra être supérieur à quarante-cinq jours et faire connaître la décision aux intéressés.

A l'expiration du délai fixé par la loi ou, à son défaut, du délai indiqué ci-dessus, l'intéressé pourra introduire un recours dans les

formes autorisées par la loi, comme si la pétition avait été rejetée.

Art. 37. — Les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes, de défiler et de s'associer à toutes les fins licites de la vie, conformément aux règles légales applicables, sans autres restrictions que celles qu'exige le maintien de l'ordre public.

La formation et l'existence d'organisations politiques contraires au régime du gouvernement représentatif et démocratique de la République ou qui portent atteinte à l'intégrité de la souveraineté nationale sont illégales.

Art. 38. — Est déclaré punissable tout acte qui empêche, totalement ou partiellement, les citoyens de participer à la vie politique de la nation.

Art. 39. — Seuls les citoyens cubains pourront exercer des fonctions publiques qui comportent exercice d'autorité.

Art. 40. — Les dispositions légales, gouvernementales ou autres régissant l'exercice des droits garantis par la présente constitution seront nulles si elles les diminuent, les restreignent ou les modifient.

Il est légitime de résister pour protéger des droits individuels antérieurement garantis.

L'action à laquelle donne lieu toute infraction aux dispositions du présent titre est une action publique, intentée sans versement de cautionnement ni formalité d'aucune sorte et sur simple dénonciation.

L'énumération des droits garantis dans le présent titre n'exclut pas les autres droits établis par la présente constitution, ni les autres droits analogues ou qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

Section II

DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Art. 41. — Les garanties des droits reconnus aux articles 26, 27, 28, 29, 30 (premier et deuxième paragraphes), 32, 33, 36 et 37 (paragraphe premier) de la présente constitution pourront être suspendues sur tout ou partie du territoire national, pour une période ne pouvant dépasser quarante-cinq jours, lorsque la sécurité de l'Etat l'exigera, ou en cas de guerre ou d'invasion du territoire national, ou en cas de troubles graves de l'ordre ou d'autres troubles menaçant sérieusement la paix publique.

La suspension des garanties constitutionnelles ne pourra être décidée que par une loi spéciale votée par le Congrès ou par un décret du pouvoir exécutif; cependant, dans ce dernier cas, le Congrès sera convoqué par le décret de suspension lui-même afin que, dans un délai de quarante-huit heures et les deux chambres étant réunies en Assemblée, il ratifie

ou repousse la suspension par appel nominal et à la majorité des voix. Si le Congrès ainsi réuni vote contre la suspension, les garanties seront automatiquement rétablies.

Art. 42. — Le territoire dans lequel auront été suspendues les garanties énumérées à l'article précédent sera régi par la loi sur l'ordre public antérieurement édictée. Toutefois, ni ladite loi ni aucune autre ne pourra autoriser la suspension de garanties autres que celles qui sont énumérées ci-dessus. En outre, pendant la suspension, il ne pourra être créé de nouveaux délits, ni infligé d'autres peines que celles qui étaient établies par la loi en vigueur au moment où la suspension est intervenue.

Les personnes détenues pour les causes qui ont déterminé la suspension devront être gardées dans des lieux spéciaux destinés aux accusés et aux condamnés pour délits politiques ou sociaux.

Il est interdit au pouvoir exécutif de détenir un prisonnier plus de dix jours sans le remettre à l'autorité judiciaire.

TITRE V

DE LA FAMILLE ET DE LA CULTURE

Section I

DE LA FAMILLE

Art. 43. — La famille, la maternité et le mariage jouissent de la protection de l'Etat.

Seul est valide le mariage légalisé par des fonctionnaires régulièrement habilités à le faire. Le mariage civil est gratuit et il sera reconnu par la loi.

Le mariage est la base légale de la famille, il repose sur l'égalité absolue de droits des deux conjoints; son régime économique sera organisé conformément à ce principe.

La femme mariée jouit de la pleine capacité civile, sans devoir recourir à la permission ou à l'autorisation de son mari pour gérer ses biens, pour exercer librement un commerce une industrie, une profession, un métier ou un art et pour disposer des fruits de son travail.

Le mariage peut être dissous par consentement mutuel ou à la demande de l'un quelconque des deux conjoints pour les motifs et dans la forme fixés par la loi.

Les tribunaux détermineront les cas dans lesquels, pour des raisons d'équité, une union entre personnes ayant capacité légale de contracter mariage sera équivalente à un mariage civil, en considération de son caractère d'union permanente et exclusive.

Les pensions alimentaires en faveur de la femme et des enfants jouiront d'une préférence par rapport à toutes autres obligations; l'insaisissabilité d'un bien, salaire, pension, ou

revenu quelconque ne pourra faire obstacle au paiement de ces pensions.

A moins qu'il ne soit établi que la femme dispose de moyens d'existence ou à moins qu'elle ne soit déclarée coupable, elle bénéficiera d'une pension fixée en tenant compte de la situation matérielle du mari ainsi que des nécessités de la vie sociale. Cette pension sera payée ou garantie par le mari divorcé et elle subsistera jusqu'à ce que son ex-conjoint contracte un nouveau mariage, sans préjudice de la pension qui sera déterminée pour chaque enfant, laquelle devra également être garantie.

La loi appliquera des sanctions appropriées à ceux qui, en cas de divorce, de séparation ou de toute autre circonstance, feindraient d'ignorer cette obligation ou tenteraient de s'y dérober.

Art. 44. — Les parents sont tenus de nourrir, d'assister, d'éduquer et d'instruire leurs enfants et ceux-ci doivent à leurs parents respect et assistance. La loi assurera l'accomplissement de ces devoirs par des garanties et des sanctions appropriées.

Les enfants nés en dehors du mariage d'une personne qui, au moment de la conception, avait capacité de contracter mariage ont des droits et devoirs analogues à ceux qui sont indiqués au paragraphe précédent, sous réserve des prescriptions de la loi en ce qui concerne l'héritage. A cet effet, les mêmes droits seront accordés aux enfants d'une personne mariée, nés en dehors du mariage, lorsque cette personne les reconnaîtra ou lorsqu'un jugement déclaratif de filiation sera prononcé.

La loi réglementera la recherche de la paternité.

Est abolie toute distinction fondée sur la nature de la filiation. Il ne sera fait, dans les actes d'état civil, attestations, certificats de baptême ou certificats de filiation, aucune mention qui établisse une différence entre les naissances ou qui porte sur l'état civil des parents.

Art. 45. — Le régime fiscal, les assurances et l'assistance sociale seront appliqués conformément aux règles posées dans la présente constitution pour la protection de la famille.

L'enfance et l'adolescence seront protégées contre l'exploitation et l'abandon moral et matériel. L'Etat, la province et la municipalité établiront à cet effet des institutions appropriées.

Art. 46. — Sous réserve des restrictions indiquées dans la présente constitution, les Cubains auront la faculté de disposer par testament de la moitié de leur patrimoine.

Section II

DE LA CULTURE

Art. 47. — L'Etat attache un intérêt primordial à la culture, dans toutes ses manifestations.

La recherche scientifique, l'expression artistique et la publication de leurs résultats, ainsi que l'enseignement sont libres, sous réserve, en ce qui concerne ce dernier, de l'inspection et de la réglementation incombant à l'Etat et établie par la loi.

Art. 48. — L'enseignement primaire est obligatoire pour les mineurs d'âge scolaire et l'Etat y pourvoira, sans préjudice du concours attendu de l'initiative municipale.

Les écoles primaires, maternelles et professionnelles seront gratuites quand le fonctionnement en sera assuré par l'Etat, les provinces ou les municipalités. Les fournitures d'enseignement nécessaires seront également gratuites.

L'enseignement secondaire élémentaire et l'enseignement supérieur donnés par l'Etat ou les municipalités, à l'exclusion des études préuniversitaires spécialisées et des études universitaires, seront gratuits.

Dans les établissements existants ou qui seront créés à l'avenir pour les études préuniversitaires, la loi pourra instituer ou entretenir le paiement d'un droit d'immatriculation modique destiné à l'entretien de chaque établissement.

Chaque fois qu'il sera possible, la République accordera des bourses pour faciliter l'accès des établissements officiels payants aux jeunes gens qui auront fait preuve d'une vocation et d'une aptitude remarquables, mais que l'insuffisance de leurs ressources empêche d'entreprendre des études à leurs frais.

Art. 49. — L'Etat entretiendra un système d'écoles pour adultes destinées principalement à éliminer et à combattre l'analphabétisme; il organisera des écoles rurales de caractère principalement pratique, organisées en tenant compte des intérêts des petites communautés agricoles, maritimes ou autres, ainsi que des écoles d'arts et métiers, d'agriculture, d'industrie et de commerce organisées de manière à répondre aux besoins de l'économie nationale. Toutes ces écoles seront gratuites et les provinces et les municipalités participeront à leur entretien, dans la mesure de leurs moyens.

Art. 50. — L'Etat entretiendra les écoles normales indispensables à la formation technique des maîtres chargés de l'enseignement primaire dans les écoles publiques. Aucun autre établissement, à l'exception des écoles de pédagogie des universités, ne pourra délivrer de diplômes d'instituteurs.

Les dispositions qui précèdent n'enlèvent pas aux écoles créées par la loi le droit de délivrer des diplômes d'enseignement correspondant aux matières spéciales enseignées dans ces écoles.

Ces diplômes permettant d'enseigner les matières spéciales conféreront un droit préférentiel pour l'obtention des chaires vacantes ou de celles qui seront créées dans les différentes

écoles, en ce qui concerne ces diverses spécialités.

Pour l'enseignement de l'économie domestique, de la coupe et de la couture ou des industries féminines, il sera indispensable de posséder le diplôme de maîtresse d'économie, d'art, de sciences domestiques ou d'industries féminines, délivré par l'Ecole du foyer.

Art. 51. — L'enseignement public sera organisé de manière à assurer la coordination et la continuité désirable entre les différents degrés de l'enseignement, jusqu'au degré supérieur inclusivement. Le système d'enseignement officiel encouragera et développera les aptitudes professionnelles, compte tenu de la diversité des professions et des besoins culturels et matériels de la nation.

Tout enseignement public ou privé s'inspirera de l'esprit cubain (*cubanidad*) et de solidarité humaine, afin d'éveiller chez les élèves l'amour de la patrie, de ses institutions démocratiques et de tous ceux qui ont lutté pour elles.

Art. 52. — Dans les budgets de l'Etat, des provinces et des municipalités des crédits seront prévus pour l'enseignement public, lequel sera soumis au contrôle technique et administratif du Ministère de l'Education à l'exception des enseignements qui, en raison de leur caractère particulier, dépendent d'autres Ministères.

Le budget du Ministère de l'Education ne sera pas inférieur au budget ordinaire de n'importe quel autre Ministère, sauf le cas de situation exceptionnelle proclamée par la loi.

Le traitement mensuel de l'instituteur primaire ne devra être, en aucun cas, inférieur à la millionième partie du budget total de la nation.

Le personnel enseignant possède les droits et les devoirs des fonctionnaires publics.

Les nominations, promotions, mutations et licenciement des maîtres et des professeurs, des inspecteurs, des techniciens et des autres fonctionnaires de l'enseignement seront réglementées de façon à ne pas être influencées par des considérations extra-professionnelles, sous réserve du contrôle des qualités morales que doivent présenter ces fonctionnaires.

Tous les emplois de direction ou d'inspection de l'enseignement primaire officiel seront exercés par des techniciens diplômés de la faculté universitaire correspondante.

Art. 53. — L'Université de La Havane est autonome; elle sera administrée conformément à ses statuts et à la loi, à laquelle lesdits statuts devront se conformer.

L'Etat contribuera à la création du patrimoine universitaire et à l'entretien de ladite Université en prévoyant à cette fin, dans les budgets nationaux, les crédits fixés par la loi.

Art. 54. — Des universités officielles ou pri-

vées et toutes autres institutions ou centres de hautes études pourront être créés. La loi déterminera la réglementation qui leur sera applicable.

Art. 55. — L'enseignement officiel sera laïc. Les établissements d'enseignement privé seront soumis à la réglementation et à l'inspection de l'Etat; toutefois, ils conserveront le droit de donner, à côté de l'instruction technique, l'éducation religieuse qu'ils désirent.

Art. 56. — Dans tous les établissements d'enseignement public ou privé, l'enseignement de la littérature, de l'histoire et de la géographie cubaine, de l'éducation civique et de la constitution devra être donné par des professeurs cubains de naissance et d'après des textes dont les auteurs soient également cubains de naissance.

Art. 57. — Pour exercer une fonction éducative il est nécessaire de remplir les conditions exigées par la loi.

La loi déterminera les professions, les arts ou les métiers, autres que l'enseignement, dont l'exercice exige des titres, ainsi que la façon d'y accéder. Dans la nomination aux emplois des services publics, l'Etat assurera la préférence aux citoyens qui ont reçu la formation officielle prévue pour les emplois spéciaux à pourvoir.

Art. 58. — L'Etat réglementera par la loi la conservation du trésor culturel de la nation, de ses richesses artistiques et historiques; il protégera également d'une façon spéciale les monuments nationaux et les sites remarquables par leur beauté naturelle ou par leur valeur artistique ou historique reconnue.

Art. 59. — Il sera institué un Conseil national de l'éducation et de la culture que présidera le Ministre de l'Education et qui sera chargé d'encourager le développement, la direction technique et l'inspection de l'enseignement des sciences et des arts dans la nation.

Le Conseil fera connaître son avis au Congrès, à l'occasion de tout projet de loi touchant aux questions de sa compétence.

Les fonctions de membres du Conseil national de l'éducation et de la culture seront honorifiques et gratuites.

TITRE VI

DU TRAVAIL ET DE LA PROPRIETE

Section I

DU TRAVAIL

Art. 60. — Le travail est un droit inaliénable de l'individu. L'Etat utilisera les ressources dont il disposera pour procurer un emploi à tous ceux qui en seront dépourvus; il assurera à tout travailleur manuel ou intellectuel les conditions matérielles nécessaires à une existence digne.

Art. 61. — A tout travailleur manuel ou intellectuel des entreprises publiques ou privées, de l'Etat, de la province ou de la municipalité sera garanti un salaire ou un traitement minimum, fixé en tenant compte de sa situation de chef de famille ainsi que des conditions particulières à chaque région et des besoins normaux, matériels, moraux et culturels, des travailleurs.

La loi établira la façon de déterminer périodiquement les salaires ou traitements minima au moyen de commissions paritaires pour chaque branche du travail, en tenant compte du niveau de vie ainsi que des particularités de chaque région et de chaque forme d'activité industrielle, commerciale ou agricole. Dans les travaux effectués à forfait, par contrat, ou à la commission, il sera indispensable d'assurer, par des méthodes rationnelles, un minimum de salaire par journée de travail.

Le minimum de tout salaire ou traitement est insaisissable, sous réserve des obligations relatives au paiement de pensions alimentaires de la même manière déterminée par la loi. Sont également insaisissables les instruments de travail des travailleurs.

Art. 62. — A travail égal, effectué dans des conditions identiques, le salaire sera toujours égal, quelles que soient les personnes qui exécutent ce travail.

Art. 63. — On ne pourra, sur le traitement ou le salaire des travailleurs manuels ou intellectuels, effectuer de retenue qui ne soit légalement autorisée.

Les créances des travailleurs pour traitements et salaires gagnés au cours de l'année précédente auront priorité sur toutes autres créances.

Art. 64. — Est absolument prohibé tout paiement au moyen de bons, de coupons, de marchandises, ou de tous autres signes représentatifs par lesquels on tenterait de remplacer la monnaie légale. Les violations de cette disposition seront punies par la loi.

Les ouvriers à la journée recevront leur salaire dans le délai d'une semaine au plus.

Art. 65. — Le droit des travailleurs à l'assurance sociale est inaliénable et imprescriptible. Les assurances sociales sont instituées, avec la participation équitable de l'Etat, des patrons et des travailleurs eux-mêmes, en vue d'assurer à ces derniers, dans la forme fixée par la loi, une protection efficace contre l'invalidité, la vieillesse, le chômage et les autres contingences du travail. Est également institué le droit à la retraite de vieillesse et à la pension en cas de décès.

L'administration et la gestion des institutions mentionnées au premier alinéa du présent article seront confiées à des organismes paritaires élus par les patrons et les ouvriers

sous le contrôle d'un représentant de l'Etat, de la manière déterminée par la loi, à moins que l'Etat ne crée la Banque des assurances sociales.

Est déclarée également obligatoire l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui sera exclusivement à la charge des patrons et qui sera soumise au contrôle de l'Etat.

Les fonds et les réserves des assurances sociales ne pourront faire l'objet de transferts et on ne pourra en disposer à des fins autres que celles qui en ont déterminé la création.

Art. 66. — La durée maximum de la journée de travail ne pourra dépasser huit heures. Ce maximum pourra être réduit à six heures pour les personnes de plus de quatorze ans et de moins de dix-huit ans.

La durée maximum du travail hebdomadaire sera de quarante-quatre heures, correspondant à quarante-huit heures de salaire, sauf pour les industries qui par leur nature sont astreintes, pendant une certaine période de l'année, à produire de façon ininterrompue et jusqu'à ce que la loi établisse la réglementation définitive de ces cas exceptionnels.

Le travail et l'apprentissage des enfants de moins de quatorze ans sont prohibés.

Art. 67. — Tous les travailleurs manuels et intellectuels ont droit à un congé payé d'un mois par période de onze mois de travail par an. Ceux qui, en raison de la nature de leur travail ou d'une autre circonstance, n'auraient pas travaillé pendant onze mois auront droit à un congé payé proportionnel à la durée de la période de travail.

Les patrons devront verser aux ouvriers leur salaire habituel pendant les congés des jours de fête ou de deuil nationaux.

Il n'y aura que quatre journées de fête et de deuil nationaux pendant lesquelles la fermeture des établissements industriels et commerciaux et, s'il y a lieu, celle des établissements de spectacles publics, sera obligatoire. Les autres journées de fête ou de deuil officiels seront célébrées sans interrompre l'activité économique de la nation.

Art. 68. — On ne pourra établir de distinction entre les femmes mariées et les célibataires en matière de travail.

La loi réglementera la protection de la maternité des ouvrières et elle étendra le bénéfice de cette protection aux employées.

La femme enceinte ne pourra être privée de son emploi et elle ne sera pas contrainte d'effectuer des travaux exigeant des efforts physiques considérables pendant les trois mois précédant l'accouchement.

Pendant les six semaines qui précèdent immédiatement l'accouchement et les six semaines qui le suivent, elle jouira d'un repos obligatoire

rétribué dans les mêmes conditions que son travail, et elle conservera son emploi et tous les droits qui y sont attachés en vertu de son contrat de travail. Pendant la période d'allaitement, il lui sera accordé deux périodes extraordinaires de repos par jour, d'une demi-heure chacune, pour allaiter son enfant.

Art. 69. — Il est reconnu aux patrons, employés des entreprises privées et ouvriers le droit de se syndiquer aux fins exclusives de leur activité économique et sociale.

L'autorité compétente disposera d'un délai de trente jours pour accepter ou refuser l'enregistrement d'un syndicat ouvrier ou patronal. L'enregistrement conférera la personnalité morale au syndicat ouvrier ou patronal. La loi réglementera tout ce qui concerne la reconnaissance d'un syndicat par les patrons et par les ouvriers respectivement.

Les syndicats ne pourront être définitivement dissous sans un jugement définitif des tribunaux.

Les comités directeurs de ces associations seront constitués exclusivement par des Cubains de naissance.

Art. 70. — Est instituée pour les professions universitaires l'association professionnelle officielle et obligatoire. La loi déterminera, en ce qui concerne ces associations, la structure et le fonctionnement d'un organisme supérieur de caractère national et des organismes locaux nécessaires, de manière que la gestion soit placée sous l'autorité de la majorité des membres.

La loi réglementera également l'association obligatoire pour les autres professions officiellement reconnues par l'Etat.

Art. 71. — Le droit de grève est reconnu aux travailleurs et le droit de lock-out aux patrons, conformément aux règlements définis par la loi pour l'exercice de ces droits.

Art. 72. — La loi réglementera le système des contrats collectifs de travail, auxquels les patrons et les ouvriers seront tenus de se conformer. Seront nulles et n'obligeront pas les contractants, même si elles sont exprimées dans un contrat de travail ou tout autre pacte, toutes clauses impliquant renonciation, limitation, modification ou cession d'un droit quelconque de l'ouvrier, reconnu dans la présente constitution ou dans la loi.

Art. 73. — La part faite aux Cubains de naissance dans la répartition du travail sera prépondérante, de la manière déterminée par la loi, tant au point de vue du montant total des traitements et salaires qu'à celui du nombre de travailleurs dans chaque catégorie professionnelle.

La loi protégera aussi les Cubains naturalisés qui ont fondé une famille sur le territoire national, par préférence aux Cubains natu-

lisés qui ne se trouvent pas dans ces conditions et aux étrangers.

En ce qui concerne les emplois techniques indispensables, les étrangers ne seront pas soumis aux dispositions des alinéas précédents, sous réserve de l'observation des formes légales et toujours sous la condition que soit facilité aux Cubains de naissance l'apprentissage du travail technique dont il s'agit.

Art. 74. — Le Ministre du Travail considérera comme l'un des points essentiels de sa politique sociale de veiller à ce que, dans la répartition des emplois industriels et commerciaux, il ne soit pratiqué aucune espèce de mesures discriminatoires.

Dans les changements de personnel, et lors de la création de nouveaux emplois, ainsi que dans les nouvelles usines, industries ou commerces qui seraient fondées, il sera obligatoire de répartir les emplois sans tenir compte de la race ou de la couleur, pourvu qu'il soit satisfait aux conditions d'aptitudes. La loi rendra toute autre façon d'agir passible de sanctions et de poursuites, d'office ou à la requête de la partie lésée.

Art. 75. — La création d'entreprises coopératives, commerciales, agricoles, industrielles, de consommation ou de toute autre nature sera favorisée par la loi; toutefois, la loi en réglementera les caractères, la constitution et le fonctionnement, de façon telle qu'elles ne constituent pas un moyen d'éluder les dispositions constitutionnelles qui ont trait au régime du travail, ou d'en modifier la portée.

Art. 76. — La loi réglementera l'immigration, compte tenu du régime économique national et des nécessités sociales. L'immigration de manœuvres par contrat est interdite, de même que toute immigration qui tendrait à abaisser le niveau des conditions du travail.

Art. 77. — Aucune entreprise ne pourra licencier un travailleur, sans motif préalable et sans observer les autres formalités prévues par la loi, laquelle déterminera les motifs valables de licenciement.

Art. 78. — Le patron répondra de l'application des lois sociales, même quand il aura passé le contrat de travail par un intermédiaire.

L'apprentissage sera obligatoire, conformément aux prescriptions de la loi dans toutes les industries et pour toutes les formes de travail exigeant des connaissances techniques.

Art. 79. — La loi favorisera la création d'habitations ouvrières à bon marché.

La loi déterminera les entreprises qui sont tenues, lorsqu'elles emploient des ouvriers en dehors de centres de population, de fournir aux travailleurs des habitations convenables, des écoles, des infirmeries et autres services et avantages favorables au bien-être physique et moral du travailleur et de sa famille.

La loi réglementera également les conditions que doivent réunir les ateliers, les usines et tous les locaux consacrés au travail.

Art. 80. — L'assistance sociale sera placée sous la direction du Ministère de la Santé et de l'Assistance sociale; elle sera organisée par une législation appropriée et les réserves nécessaires seront constituées par les fonds dont cette législation prévoira l'attribution à cet effet. Il sera créé les emplois hospitaliers, sanitaires, juridiques et autres qui sont nécessaires pour organiser, comme il convient, les services officiels d'assistance sociale.

Les institutions de bienfaisance de l'Etat, des provinces et des municipalités ne fourniront leurs services à titre gratuit qu'aux indigents.

Art. 81. — Le mutualisme est reconnu en tant que principe et mode d'activité sociale.

La loi en réglementera le fonctionnement de manière à permettre aux personnes de ressources modestes de bénéficier de ses avantages et à donner aux salariés la protection satisfaisante à laquelle ils ont droit.

Art. 82. — Seuls pourront exercer les professions qui requièrent la possession d'un titre officiel, sous réserve des dispositions de l'article 56 de la présente constitution, les Cubains de naissance, ainsi que les Cubains par naturalisation qui auront obtenu cette qualité cinq ans ou plus avant la date à laquelle ils solliciteraient l'autorisation d'exercer l'une de ces professions. Le Congrès pourra, cependant, par loi extraordinaire, décider la suspension temporaire de cette disposition quand, pour des raisons d'utilité publique, la collaboration de travailleurs et de techniciens étrangers deviendra nécessaire ou profitable au développement des entreprises publiques ou privées d'intérêt national. La loi qui prononcera cette suspension fixera la portée et la durée de l'autorisation. Dans l'application de cette disposition ainsi que dans les cas où l'exercice d'une nouvelle profession, art ou métier, quels qu'ils soient, serait régi par une loi ou un règlement, les droits au travail acquis par les personnes qui, jusqu'à ce moment, auraient exercé la profession, art ou métier dont il s'agit seront respectés, et les principes de réciprocité internationale seront observés.

Art. 83. — La loi réglementera la façon dont on pourra effectuer le transfert d'usines et d'ateliers en vue d'éviter l'abaissement du niveau des conditions de travail.

Art. 84. — Les problèmes qui découlent des relations entre le capital et le travail seront soumis à des commissions de conciliation composées en nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers. La loi désignera le fonctionnaire judiciaire qui les présidera et le

tribunal national qui connaîtra en appel de leurs décisions.

Art. 85. — Afin d'assurer la mise en application de la législation sociale, l'Etat organisera la surveillance et l'inspection des entreprises.

Art. 86. — Les droits et avantages énumérés dans la présente section n'excluent pas les autres droits et avantages qui découlent du principe de la justice sociale ; ils s'appliqueront de façon égale à tous ceux qui participent à la production.

Section II

DE LA PROPRIÉTÉ

Art. 87. — L'Etat cubain reconnaît l'existence et la légitimité de la propriété privée en tant que fonction sociale, dans son sens le plus large, et sans autres limitations que celles que la loi établit pour des motifs de nécessité publique ou d'intérêt social.

Art. 88. — Le sous-sol appartient à l'Etat qui pourra accorder des concessions d'exploitation, conformément aux dispositions de la loi. Les propriétés minières qui auront fait l'objet de concessions et qui n'auront pas été exploitées dans le délai fixé par la loi reviendront à l'Etat et les concessions seront déclarées nulles.

La terre, les bois et les concessions pour l'exploitation du sous-sol, l'utilisation des eaux, les moyens de transport et toutes autres entreprises de services publics devront être exploités en vue du bien-être social.

Art. 89. — L'Etat aura le droit de participer à toute adjudication ou vente forcée de propriétés immobilières et de valeurs représentant des propriétés immobilières.

Art. 90. — Les latifundia sont prohibés : pour les faire disparaître, la loi fixera l'étendue maximum de la propriété que chaque personne physique ou morale pourra posséder pour chaque type d'exploitation de la terre, en tenant compte des circonstances particulières.

La loi limitera l'acquisition et la possession de la terre par des personnes et des compagnies étrangères et elle adoptera les mesures propres à remettre les Cubains en possession de la terre.

Art. 91. — Le père de famille qui habitera, cultivera et exploitera directement sa propre ferme pourra, si la valeur de celle-ci est inférieure à 2.000 pesos, la déclarer bien de famille, à titre irrévocable, à condition qu'elle soit indispensable à son logement et à sa subsistance. Elle sera exempte d'impôts, insaisissable et inaliénable sauf pour la garantie d'obligations antérieures à la présente constitution. Toute augmentation de la valeur de cette propriété

qui excéderait la somme mentionnée plus haut donnera lieu à la perception des impôts prévus par la loi. Pour exploiter ladite propriété, le propriétaire pourra l'hypothéquer ou donner en garantie des semences, des plantations, des fruits et des produits de cette propriété.

Art. 92. — Tout auteur ou inventeur jouira de la propriété exclusive de son œuvre ou invention sous réserve des restrictions de la loi en ce qui concerne la durée et la nature de ce droit.

Toute concession de marque de fabrique et d'appellations de caractère commercial mentionnant l'origine cubaine sera nulle si elle est utilisée, d'une manière quelconque, pour protéger ou couvrir une marchandise fabriquée en dehors du territoire national.

Art. 93. — Aucune charge perpétuelle présentant le caractère de redevance ni aucune charge de nature analogue ne pourra être imposée à la propriété. En vertu de ce principe, la création de charges de cet ordre est interdite. Le Congrès adoptera, dans un délai de trois législatures, une loi réglant la liquidation des charges existantes.

Les prescriptions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas au paiement de redevances ou de charges établies ou à établir au bénéfice de l'Etat, des provinces ou des municipalités, des institutions publiques de toute espèce ou des institutions privées de bienfaisance.

Art. 94. — Il incombe à l'Etat de procéder, tous les dix ans au moins, à un recensement de la population qui reflète toutes les activités économiques et sociales du pays ainsi que de publier régulièrement un Annuaire statistique.

Art. 95. — Les biens des institutions de bienfaisance sont déclarés imprescriptibles.

Art. 96. — Sont déclarées d'utilité publique et par conséquent sujettes à expropriation par l'Etat les provinces ou les municipalités, les terres qui, après avoir été données par des personnes appartenant à l'ancienne noblesse espagnole pour la fondation de bourgs ou agglomérations, ont été effectivement utilisées à cette fin et sont devenues terres municipales, mais qu'ont occupées, par la suite, ou se sont appropriées les héritiers ou les ayants droit du donateur.

Les habitants de ces bourgs ou villes, qui possèdent des immeubles ou qui occupent des terrains bâtis dans la zone urbaine pourront obtenir des services chargés d'effectuer l'expropriation que la propriété et la possession des lieux et parcelles qu'ils occupent leur soient transmises moyennant le paiement d'une somme correspondant à la valeur.

RESUME DE L'HISTOIRE CONSTITUTIONNELLE DE CUBA¹

La constitution actuelle, promulguée le 5 juillet 1940 et publiée au *Journal officiel* du 8 juillet de la même année, est le résultat d'une longue évolution historique que nous pouvons faire remonter à la Constitution espagnole de Cadix de 1812; elle est l'héritière d'une tradition doctrinale dont les racines plongent dans les premières manifestations de la philosophie politique libérale et individualiste de notre dix-huitième siècle, qui compte parmi ses interprètes les plus illustres, à l'origine, le père José Agustín Caballero (1771-1835) et le prêtre Félix Varela (1788-1853).

L'évolution politique de Cuba représente un cas intéressant; quatre textes constitutionnels, de caractère révolutionnaire, ont précédé la formation définitive de l'Etat qui s'est accomplie en 1901. Ces quatre textes constitutionnels sont les suivants: Constitution de Guaimaro (1869); Constitution de Baragua (1878); Constitution de Jimaguayú (1895) et Constitution de La Yaya (1897); ces constitutions ont été promulguées par la nation en armes pendant les luttes successives qu'elle a soutenues au cours de son histoire, luttes dont les premières ont été des échecs, mais dont la dernière, en 1895, a été un triomphe pour se rendre indépendante de la métropole espagnole et pour s'ériger en Etat souverain. Nous ne parlerons pas de la Constitution autonome de 1897, car ses dispositions ne faisaient de Cuba qu'une dépendance coloniale et non pas un Etat; nous ne parlerons pas non plus de la Constitution provisoire de Santiago de 1898, car elle ne représente qu'un règlement politique établi sous la pression de l'étranger. Le caractère commun à toutes ces constitutions antérieures à la création définitive de l'Etat cubain est le suivant: elles s'inspirent de la tradition libérale du siècle des lumières, et plus particulièrement de l'individualisme nord-américain ainsi que de la constitution des Etats-Unis. On y trouve la déclaration habituelle des droits de l'homme et du citoyen et presque toutes prévoient un organe présidentiel et exécutif fortement constitué, qui permette l'unité d'action dans la conduite de la guerre, du fait que ce sont des constitutions conçues pour une nation en armes. Cependant, aucune d'elles ne néglige de créer des organes législatifs symboliques de la démocratie représentative; et toutes, dès le début, dotent l'Etat naissant de la forme républicaine.

En 1901, l'Etat cubain est définitivement fondé et pourvu d'une constitution républicaine qui prévoit un gouvernement de caractère nettement présidentiel, un pouvoir législatif bicaméral (Chambre et Sénat), un pouvoir judiciaire à l'indépendance limitée; on y trouve une importante charte des droits de l'homme

inspirée des déclarations de la constitution des Etats-Unis d'Amérique et, par conséquent, de sa tradition libérale et individualiste. Cette constitution est restée en vigueur jusqu'en 1928; elle a connu alors non des réformes de structure, mais des réformes techniques, sans que cela modifie en rien les principes fondamentaux sur lesquels on avait fait reposer en 1902 l'organisation politique de la République de Cuba. Les crises politiques et révolutionnaires qui se sont succédé dans notre patrie de 1933 à 1940 ont fait naître une série de textes de circonstance², très centralisateurs, prévoyant un exécutif énergique; ils ont permis de donner à la nation cubaine une structure politique provisoire, en attendant que le rétablissement de l'ordre public permette de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante chargée d'élaborer, finalement, la constitution définitive.

Cette Assemblée s'est réunie en 1940 et a terminé ses travaux le 5 juillet de la même année; elle a promulgué un texte qui, tout en ne modifiant pas la structure de base de l'Etat instituée en 1902, est novateur en ce qu'il abandonne la tradition présidentialisée et lui substitue un régime semi-parlementaire; dans la pratique, naturellement, ce régime n'a pas encore fonctionné.

Etant donné les conditions de notre vie politique, le pouvoir du chef de l'Etat est si étendu que le pouvoir exécutif, constitué par un Conseil des Ministres, avec son Premier Ministre et ses Ministres sans portefeuille, est totalement impuissant. Cette Constitution de 1940 a renforcé le pouvoir judiciaire et l'a rendu plus indépendant; certaines de ses dispositions tendent à affirmer le rôle social de la propriété, à supprimer les latifundia, à proclamer les droits sociaux de l'homme, la fonction culturelle de l'Etat, la justice sociale et la famille naturelle. C'est une charte d'un caractère éminemment avancé qui, dès que seront promulguées les diverses lois organiques et complémentaires que ses principes exigent pour être pleinement valables, assurera la justice ainsi que le développement et le progrès de notre patrie.

A. S. DE BUSTAMANTE Y MONTORO
Membre de l'Académie des arts et des lettres et de l'Académie des hautes études juridiques. Professeur d'initiation à la science du droit et à la philosophie à l'Université de La Havane.

¹ Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

² Décret No 1298, du 24 août 1933, rétablissant la Constitution de la République de Cuba de 1901; statuts du Gouvernement provisoire de Cuba (1933); loi constitutionnelle de la République de Cuba (1934); résolution commune du Gouvernement provisoire, en date du 8 mars 1935, abrogeant la loi constitutionnelle de 1934; résolutions constitutionnelles du Gouvernement provisoire de Cuba (1935); loi constitutionnelle de la République de Cuba (1935) et revisions du 23 janvier et du 16 décembre 1936.

DANEMARK

CONSTITUTION DU ROYAUME DU DANEMARK¹

du 5 juin 1915

III

Art. 25. — Dans les cas particulièrement urgents, le roi peut, dans l'intervalle des sessions du Rigsdag, décréter des lois provisoires qui, toutefois, ne pourront être contraires à la constitution et devront être présentées au cours de sa prochaine session au Rigsdag, sans l'adhésion duquel la loi est considérée comme non avenue. Les lois provisoires seront d'abord discutées au Folketing.

VII

Art. 73. — La constitution de l'Eglise nationale sera réglée par une loi.

Art. 74. — Les citoyens ont le droit de se réunir en communautés pour adorer Dieu suivant leurs convictions, pourvu qu'ils n'enseignent ni ne pratiquent rien de contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public.

Art. 75. — Nul n'est tenu de contribuer personnellement à un autre culte que le sien.

Art. 76. — Tout ce qui concerne les associations religieuses dissidentes sera réglé par la loi.

Art. 77. — Nul ne peut, à raison de ses croyances religieuses, être privé de la jouissance intégrale de ses droits civils et politiques, ni se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs de citoyen.

VIII

Art. 78. — Toute personne arrêtée sera dans les vingt-quatre heures traduite devant un juge. Si elle ne peut être immédiatement mise en liberté le juge décidera par une ordonnance motivée, qui sera rendue le plus tôt possible et au plus tard dans les trois jours, si elle doit être détenue, et, si elle peut être mise en liberté sous caution, il fixera la nature et le montant de cette caution.

L'ordonnance rendue par le juge peut être immédiatement et spécialement frappée d'appel par l'intéressé devant la juridiction supérieure.

Nul ne saurait être détenu préventivement pour un délit qui ne peut entraîner que la peine de l'amende ou de l'emprisonnement simple.

Art. 79. — Le domicile est inviolable. Aucune perquisition domiciliaire, aucune saisie ou perquisition de lettres et autres papiers ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un jugement,

sauf les exceptions spécialement déterminées par les lois.

Art. 80. — La propriété est inviolable. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est lorsque l'utilité publique l'exige. L'expropriation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi et moyennant indemnisation complète.

Lorsqu'un projet de loi concernant l'expropriation d'une propriété a été adopté, un tiers des membres du Folketing peut exiger, au plus tard quatorze jours après l'adoption définitive du projet, qu'il ne soit présenté à la sanction du roi qu'après qu'auront lieu des nouvelles élections au Rigsdag et que le nouveau Rigsdag réuni l'aura adopté.

Art. 81. — Toutes les restrictions portant atteinte au libre exercice par tous de toutes les professions, et non fondées sur l'utilité publique, seront abolies par les lois.

Art. 82. — Quiconque est hors d'état de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens, si le soin de son entretien n'incombe à personne, a droit aux secours de l'Etat, sauf à se soumettre aux obligations que les lois prescriront à cet égard.

Art. 83. — Les enfants dont les parents n'ont pas les moyens d'assurer l'instruction recevront un enseignement gratuit dans les écoles publiques. Les parents ou tuteurs qui se chargent eux-mêmes de donner aux enfants une instruction égale à celle exigée généralement dans les écoles publiques ne sont pas tenus à envoyer les enfants à ces écoles.

Art. 84. — Chacun a le droit de publier ses idées, par la voie de la presse en restant toutefois responsable devant les tribunaux. La censure et les autres mesures préventives ne pourront jamais être rétablies.

Art. 85. — Les citoyens ont le droit de former des associations, pour tout objet légal, sans autorisation préalable. Aucune association ne peut être dissoute par mesure de gouvernement. Néanmoins les associations peuvent être provisoirement interdites; il doit être alors procédé immédiatement contre elles à des poursuites régulières, aux fins de les faire dissoudre.

Art. 86. — Les citoyens ont le droit de se réunir sans armes. La police a le droit d'assister aux réunions publiques. Les réunions en plein air peuvent être interdites, lorsqu'elles présentent du danger pour la paix publique.

Art. 87. — En cas d'émeute, la force armée, si elle n'est pas attaquée, ne peut intervenir qu'après que la foule a été trois fois, au nom

¹ Daresté, *op. cit.*, vol. I, p. 398-411.

du roi et de la loi, sommée inutilement de se disperser.

Art. 88. — Tout homme en état de porter des armes est tenu de contribuer de sa personne à la défense de la patrie, conformément aux règles spéciales prescrites par les lois.

Art. 89. — Le droit de communes d'administrer librement leurs affaires, sous la surveillance de l'Etat, sera réglé par la loi.

Art. 90. — Tout privilège attaché par les

lois à la noblesse, aux titres et au rang est aboli.

Art. 91. — Aucun fief, majorat ou fidéicomis en biens-fonds ne pourra être érigé à l'avenir; une loi spéciale déterminera le mode de conversion en propriétés libres de ceux qui existent actuellement.

Art. 92. — Les dispositions des articles 78, 85 et 86 ne sont applicables à l'armée que sous les restrictions résultant des lois militaires.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE¹

du 10 janvier 1942

TITRE II

DES DROITS INDIVIDUELS

Art. 6. — Sont reconnus comme inhérents à la personnalité humaine :

1. L'inviolabilité de la vie. — La peine de mort ne pourra pas être appliquée, ni aucune autre peine qui porterait atteinte à l'intégrité physique de la personne. Toutefois, la loi pourra prévoir la peine de mort pour ceux qui, en période de guerre contre un pays étranger, se rendraient coupables d'actes délictueux préjudiciables au succès des armées nationales, ou de trahison ou d'espionnage en faveur de l'ennemi.

2. La liberté du travail. — En conséquence, l'établissement de monopoles au profit de particuliers est interdit. La loi peut, selon les exigences de l'intérêt général, fixer la durée maximum de la journée de travail, les jours de repos et de congé, les traitements et les salaires minima ainsi que leur mode de paiement, instituer un système d'assurances sociales et assurer aux citoyens du pays l'attribution de la part la plus importante dans tout travail, et, d'une manière générale, prendre en faveur des travailleurs, toutes les mesures de protection et d'assistance qui paraîtraient nécessaires.

3. La liberté de conscience et de religion, sans autres restrictions que le respect dû à l'ordre public et aux bonnes mœurs et coutumes.

4. La liberté de l'enseignement. — L'instruction primaire est soumise au contrôle de l'Etat et est obligatoire pour le mineur d'âge scolaire, sous la forme établie par la loi. Dans les établissements officiels, l'instruction primaire sera gratuite. L'instruction donnée dans les écoles d'agriculture, d'arts et métiers et d'économie domestique sera également gratuite.

5. Le droit d'exprimer sa pensée sans être assujéti à censure préalable. — La loi établira les sanctions applicables à ceux qui attentent à l'honneur des personnes, à l'ordre social ou à la paix publique.

6. La liberté d'association et de réunion pour des buts pacifiques.

7. Le droit de propriété. — Toutefois, l'expropriation peut être prononcée pour cause d'utilité publique dûment justifiée et moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité. En cas de calamité publique, le versement

de l'indemnité pourra ne pas être préalable. La confiscation générale des biens demeure interdite, sauf à titre de peine applicable aux personnes qui se rendent coupables en temps de guerre de trahison ou d'espionnage au profit d'un pays étranger.

8. L'inviolabilité de la correspondance et autres documents privés, lesquels ne pourront être saisis ni examinés que moyennant l'observation des formes légales dans l'instruction des affaires soumises aux tribunaux. Le secret des communications par télégraphe, par téléphone ou par câble est également inviolable.

9. L'inviolabilité du domicile. — Une visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et avec les formalités qu'elle prescrit.

10. La liberté du transit, sous réserve des restrictions imposées par les condamnations pénales régulièrement prononcées et par les lois sur l'immigration et la salubrité.

11. La propriété exclusive des inventions et découvertes, pour le laps de temps et de la manière déterminés par la loi, ainsi que des productions scientifiques, littéraires et artistiques.

12. La sécurité individuelle. — En conséquence : a) il n'y aura pas de contrainte par corps pour dette ne provenant pas de fraude ou d'infraction à la loi pénale ; b) nul ne pourra être emprisonné ni voir sa liberté diminuée sans ordre motivé et écrit du fonctionnaire judiciaire compétent, sauf au cas de flagrant délit ; c) nul ne pourra être jugé deux fois pour la même cause, ni être obligé de témoigner contre soi-même, ni être condamné à aucune peine, quelle qu'en soit la nature, sans avoir été entendu en audience publique, ou sans avoir été cité régulièrement. Dans les affaires qui, d'après la loi, relèvent de la compétence des juridictions disciplinaires, cette audition en audience publique n'est pas nécessaire ; d) toute personne privée de sa liberté sera conduite devant le juge ou le tribunal compétent dans les quarante-huit heures de sa détention, sinon elle sera mise en liberté. Toute arrestation sera déclarée sans effet ou sera transformée en emprisonnement dans les quarante-huit heures qui suivront la comparution de la personne arrêtée devant le juge ou le tribunal compétent, et la décision prise à cet effet devra être notifiée à l'intéressé dans le même délai ; e) toute personne privée de sa liberté sans cause ou sans accomplissement des formalités légales, ou en dehors des cas prévus par les lois, sera immédiatement remise en liberté sur sa demande ou celle de toute autre personne. La loi détermi-

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la República Dominicana*, Edición oficial, 1942. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

nera la procédure sommaire à employer dans ce cas.

Art. 7. — L'énumération de l'article 6 n'est pas limitative, elle n'exclut donc pas les autres droits naturels.

TITRE VI DU CONGRES

Art. 33. — Le Congrès possède les attributions suivantes :

7. En cas de trouble de la paix publique, déclarer l'état de siège et suspendre, dans les lieux où ce trouble existe et pendant sa durée, l'exercice de droits individuels consacrés par l'article 6 aux paragraphes 5, 6 et 10, et aux paragraphes 12, dispositions *b)*, *d)* et *e)*.

8. Si la souveraineté nationale est exposée à un danger grave et imminent, le Congrès pourra déclarer qu'un état de danger national existe et suspendre les droits individuels consacré par les paragraphes 2 à 12 inclusivement de l'article 6 de la présente constitution. Si le Congrès n'est pas en session, le Président de la République peut prendre ces mêmes

mesures ; il est tenu de convoquer le Congrès par le même acte, afin qu'il se réunisse dans ce délai minimum de dix jours pour décider s'il y a lieu de maintenir ou de révoquer lesdites mesures. Si le Congrès se déclare opposé à ces mesures ou s'il ne se réunit pas, lesdites mesures prendront fin automatiquement.

TITRE XV

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 88. — Personne ne peut être contraint de faire ce qui n'est pas commandé par la loi, ni être empêché de faire ce qui n'est pas prohibé par la loi.

Art. 103. — L'organisation de partis et d'associations politiques conformément à la loi est libre pourvu que leurs tendances soient conformes aux principes posés par l'article 2 de la présente constitution¹.

¹ *Art. 2.* — : Le gouvernement est essentiellement civil, républicain, démocratique et représentatif.

EGYPTE

RESCRIT ROYAL No 42 ETABLISSANT LE REGIME CONSTITUTIONNEL DE L'ETAT EGYPTIEN¹

du 19 avril 1923

TITRE II

DROITS ET DEVOIRS DES EGYPTIENS

Art. 2. — La nationalité égyptienne est déterminée par la loi.

Art. 3. — Tous les Egyptiens sont égaux devant la loi. Ils jouissent également des droits civils et politiques et sont également soumis aux charges et devoirs publics, sans aucune distinction de race, de langue ou de religion. Seuls, ils sont admissibles aux fonctions publiques, civiles et militaires; les étrangers n'y sont admis que dans des cas exceptionnels déterminés par la loi.

Art. 4. — La liberté individuelle est garantie.

Art. 5. — Nul ne peut être arrêté ou détenu que conformément aux prescriptions de la loi.

Art. 6. — Aucune infraction ni aucune peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi. Les peines ne peuvent être appliquées qu'aux infractions commises postérieurement à la promulgation de la loi qui les prévoit.

Art. 7. — Les Egyptiens ne peuvent être expulsés du territoire égyptien.

On ne peut leur interdire le séjour dans une localité quelconque, ni les obliger à se fixer dans un endroit déterminé que dans les cas prévus par la loi.

Art. 8. — Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et suivant les formes par elle prescrites.

Art. 9. — La propriété est inviolable. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas prévus et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste indemnité.

Art. 10. — La peine de la confiscation générale des biens est interdite.

Art. 11. — Le secret des lettres, des dépêches et des communications téléphoniques est inviolable, sauf dans les cas prévus par la loi.

Art. 12. — La liberté de conscience est absolue.

Art. 13. — L'Etat protège, conformément aux usages établis en Egypte, le libre exercice de toute religion ou croyance, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Art. 14. — La liberté d'opinion est garantie. Dans les limites de la loi, toute personne a le droit d'exprimer librement sa pensée par la parole, par écrit, par images ou autrement.

Art. 15. — La presse est libre dans les limites tracées par la loi. La censure préventive est interdite. Les avertissements, la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative sont également interdits, sauf le cas où il serait nécessaire d'y recourir pour la protection de l'ordre social.

Art. 16. — Nulle restriction ne peut être imposée au libre usage de toute langue dans les relations privées, dans le commerce, en matière de religion, dans la presse ou les publications de tout genre, ainsi que dans les réunions publiques.

Art. 17. — L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Art. 18. — L'instruction publique est réglementée par la loi.

Art. 19. — L'instruction élémentaire est obligatoire pour les jeunes Egyptiens des deux sexes. Elle est gratuite dans les *maktabs* publics.

Art. 20. — Les Egyptiens ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes. La police ne peut assister à leur réunion et il n'est point nécessaire de l'en aviser.

Cette disposition n'est pas applicable aux réunions publiques, lesquelles sont soumises aux prescriptions de la loi, et ne peut empêcher ou restreindre toute mesure à prendre pour la protection de l'ordre social.

Art. 21. — Les Egyptiens ont le droit de s'associer. La loi règle l'exercice de ce droit.

Art. 22. — Les Egyptiens ont le droit de s'adresser aux autorités publiques, par des pétitions portant leurs signatures. Les autorités constituées et les personnes morales ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

TITRE VI

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 149. — L'islam est la religion de l'Etat; l'arabe est sa langue officielle.

Art. 151. — L'extradition des réfugiés politiques est interdite, sans préjudice des accords internationaux visant à la protection de l'ordre social.

Art. 154. — L'application de la présente constitution ne peut avoir pour effet de porter

¹ *Journal officiel*, Le Caire, No 112, de 1935, p. 1-13 et Helen Miller Davis, *op. cit.*, p. 19-38.

atteinte aux obligations de l'Egypte envers les Etats étrangers, ni aux droits que les étrangers auraient acquis en Egypte en vertu des lois, des traités ou des usages reconnus.

Art. 155. — Aucune disposition de la présente constitution ne peut, sous quelque pré-

texte que ce soit, être suspendue, sauf temporairement, en temps de guerre ou d'état de siège et de la manière déterminée par la loi. En aucun cas la réunion du parlement, dans les conditions établies par la présente constitution, ne peut être entravée.

DECRET-LOI No 117 DE 1946 AJOUTANT CERTAINES DISPOSITIONS AU CODE PENAL¹

Art. 1. — Sont ajoutées au code pénal après l'article 98 les dispositions suivantes :

Art. 98 a). — Quiconque aura créé, fondé, organisé ou dirigé en Egypte des associations ayant pour but d'asservir une classe sociale à une autre ou d'anéantir une classe sociale, ou de renverser les institutions fondamentales sociales ou économiques de l'Etat, sera puni des travaux forcés à temps d'une durée ne dépassant pas dix ans et d'une amende de 100 à 1.000 L.E. dans le cas où il aurait employé la violence, l'intimidation ou d'autres moyens illégaux.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura créé, fondé, organisé ou dirigé en Egypte des associations ayant pour but de détruire des institutions fondamentales de la société dans le cas où la violence, l'intimidation ou d'autres moyens illégaux seront employés.

Quiconque sera affilié aux associations visées aux deux alinéas précédents sera puni de l'emprisonnement et d'une amende de 50 à 200 L.E.

Sera puni de l'emprisonnement et d'une amende n'excédant pas 100 L.E. quiconque se sera joint ou aura participé en Egypte, se sera affilié à une association de ce genre ayant siège à l'étranger, ou aura participé d'une manière quelconque à son activité.

Art. 98 b). — Sera puni de l'emprisonnement d'une durée ne dépassant pas cinq ans et d'une amende de 50 à 500 L.E. quiconque aura, en Egypte, préconisé ou propagé, d'une manière quelconque, des doctrines tendant à transformer les principes fondamentaux de la constitution, ou l'ordre établi de la société, ou à asservir une classe sociale à une autre, ou à détruire une classe sociale, ou à renverser les institutions fondamentales sociales ou économiques de l'Etat, ou à saper l'une des institutions fondamentales de la société dans le cas où la violence, l'intimidation ou d'autres moyens illégaux auraient été employés.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura, par un moyen quelconque, préconisé ou encouragé de tels actes.

Art. 98 c). — Quiconque aura créé, fondé, organisé ou dirigé en Egypte, sans autorisation du Gouvernement, des sociétés, des associations ou des institutions de toutes sortes, de caractère international, ou des agences desdites sociétés, sera puni de l'emprisonnement d'une durée ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 50 L.E.

Le maximum de la peine sera doublé si l'autorisation a été obtenue sur de fausses indications.

Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois ou d'une amende n'excédant pas 30 L.E. quiconque se sera joint aux sociétés ou institutions précitées, ainsi que tout Egyptien habitant l'Egypte qui se sera affilié ou qui aura participé d'une manière quelconque, sans autorisation du Gouvernement, à l'une des institutions précitées, ayant siège à l'étranger.

Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas cinq années et d'une amende de 50 à 1.000 L.E. quiconque aura reçu ou obtenu directement ou par l'entremise de tiers, d'une manière quelconque, des sommes d'argent, des dons de toute sorte, d'une personne ou d'une institution à l'étranger, dans le but d'aider à l'accomplissement des actes prévus aux trois articles précédents et à l'article 174 du présent code.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura encouragé par un concours matériel ou financier, la perpétration de l'une des infractions prévues aux trois articles précédents, sans avoir l'intention de participer directement à sa perpétration.

Art. 98 d). — En cas de condamnation dans les cas prévus par l'article 98a), le tribunal ordonnera la dissolution desdites institutions et la fermeture des locaux. Il pourra, dans les cas prévus par les articles 98b), 98c), 98d) et l'article 174, ordonner la confiscation de l'argent, du mobilier, des documents et autres ayant servi à l'accomplissement de l'infraction.

¹ *Journal officiel*, No 84, du 19 août 1946 (édition en langue arabe seulement). Traduction en langue française publiée dans le *Journal des tribunaux mixtes* du 9-10 septembre 1946.

du 29 décembre 1937

DROITS FONDAMENTAUX

DROITS PERSONNELS

Art. 40. — 1. En tant que personnes humaines, tous les citoyens seront égaux devant la loi.

Ceci ne veut pas dire que l'Etat, dans ses décrets, ne prendra pas en considération les différences de capacité, physique et morale, et de fonction sociale.

2. a) L'Etat ne conférera pas de titres de noblesse.

b) Aucun titre de noblesse ou d'honneur ne peut être accepté par un citoyen sans l'approbation préalable du Gouvernement.

3. a) L'Etat promet de respecter et, dans la mesure du possible, de défendre et de soutenir par ses lois les droits individuels du citoyen.

b) En particulier, l'Etat protégera de son mieux contre les attaques injustes, la vie, la personne, l'honneur et les droits de propriété de tout citoyen et, en cas d'injustice, il les défendra.

4. a) Aucun citoyen ne sera privé de sa liberté personnelle, sauf dans les hypothèses prévues par la loi.

b) Sur la plainte en détention illégale faite par ou pour quelqu'un, la Haute Cour ou même un de ses juges fera une enquête immédiate et pourra émettre un ordre exigeant du gardien la présentation sans délai du prisonnier devant la Cour ou le juge ainsi qu'un rapport écrit sur les motifs de sa détention; la Cour ou le juge pourra ordonner la libération du détenu, s'il n'est pas prouvé que la détention est légale.

c) Toutefois, personne ne pourra invoquer une disposition du présent article pour prohiber, contrôler, ou entraver un acte des forces de la défense, tant qu'il subsiste un état de guerre ou de rébellion armée.

5. La demeure de tout citoyen est inviolable et on n'y entrera de force que conformément à la loi.

6. a) L'Etat garantit la liberté d'exercer les droits suivants, sans préjudice de l'ordre et de la moralité publics :

I. Droits pour les citoyens d'exprimer librement leurs convictions et opinions.

Toutefois, l'éducation de l'opinion publique étant un problème d'une très grande importance pour le bien commun, l'Etat veillera à ce que les organes de l'opinion publique, tels que la radio, la presse, le cinéma, tout en gardant leur liberté d'expression légale, y compris la

critique de la politique du Gouvernement, ne servent à miner ni l'ordre ou la morale publics, ni l'autorité de l'Etat.

La publication ou l'expression d'œuvres ou de paroles blasphématoires, séditeuses ou indécentes constitue une infraction qui sera punie conformément à la loi.

II. Droits pour les citoyens de se réunir, à condition que ce soit paisiblement et sans armes.

Des dispositions peuvent être prises par la loi pour empêcher ou contrôler des assemblées reconnues par la loi comme étant calculées pour causer une atteinte à l'ordre public ou pour gêner ou menacer le public et pour empêcher ou contrôler des assemblées dans le voisinage d'une des chambres de l'Oireachtas.

III. Droit pour les citoyens de former des associations et de se constituer en syndicats.

Toutefois, des lois peuvent être promulguées pour régler et contrôler l'exercice du droit susmentionné dans l'intérêt de l'ordre public.

b) Les lois déterminant la manière selon laquelle le droit de former des associations et de constituer des syndicats ainsi que le droit de s'assembler librement pourront être exercés ne contiendront ni de discriminations d'ordre politique ou religieux, ni de discriminations de classe.

FAMILLE

Art. 41. — 1. a) L'Etat reconnaît la famille comme le groupement primaire, naturel et fondamental de la société et comme une institution morale possédant des droits inaliénables et imprescriptibles antérieurs et supérieurs à toute loi positive.

b) A cet effet, l'Etat garantit la protection de la constitution et de l'autorité de la famille, base nécessaire à l'ordre social et indispensable au bien-être de la nation et de l'Etat.

2. a) En particulier, l'Etat reconnaît que par la vie dans son foyer la femme donne à l'Etat un soutien sans lequel le bien commun ne peut être obtenu.

b) A cet effet, l'Etat tentera d'empêcher que les nécessités économiques ne forcent les mères de famille à travailler en négligeant les devoirs de leurs foyers.

3. a) L'Etat promet solennellement de veiller avec une attention spéciale à l'institution du mariage sur laquelle la famille est fondée et de la protéger contre toutes les attaques.

b) Aucune loi accordant la dissolution du mariage ne pourra être adoptée.

c) Aucune personne dont le mariage a été dissous selon la loi civile de tout autre Etat

¹ B. Mirkine-Guetzévitch, *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, Paris, 1938, vol. II, p. 337-370.

mais dont le mariage continue à être valable selon la loi en vigueur au moment dans la juridiction du gouvernement et du parlement établis par la présente constitution, ne sera capable de contracter un mariage valide dans cette juridiction tant que la personne avec laquelle elle était mariée est encore en vie.

EDUCATION

Art. 42. — 1. L'Etat reconnaît que l'éducateur premier et naturel de l'enfant est la famille et il promet de respecter le droit et le devoir inaliénables des parents d'assurer, selon leurs moyens, l'éducation religieuse et morale, intellectuelle, physique et sociale de leurs enfants.

2. Les parents seront libres d'assurer cette éducation soit dans leurs foyers, soit dans les écoles privées, soit dans les écoles reconnues ou établies par l'Etat.

3. a) L'Etat n'obligera pas les parents à envoyer, contrairement à leur conscience et à leurs préférences légitimes, leurs enfants dans une école établie par l'Etat ou dans n'importe quelle école désignée par lui.

b) Toutefois, l'Etat, en tant que gardien du bien commun, et en vue des circonstances actuelles, exigera que les enfants reçoivent un certain minimum d'éducation morale, intellectuelle et sociale.

4. L'Etat assurera une éducation primaire gratuite et il essaiera de compléter et d'aider en quelque mesure les initiatives d'éducation, qu'elles soient de caractère privé ou qu'elles émanent de communautés. Si le bien public l'exige, il créera des possibilités d'instruction en respectant, toutefois, le droit des parents, spécialement en matière de formation religieuse et morale.

5. Dans des cas exceptionnels, où, pour des raisons physiques ou morales, les parents manqueraient à leurs devoirs envers les enfants, l'Etat en tant que gardien du bien général, s'efforcera, par des moyens convenables, de remplacer les parents, en respectant toujours les droits naturels et imprescriptibles de l'enfant.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Art. 43. — 1. a) L'Etat reconnaît que l'homme, du fait qu'il est un être raisonnable, a un droit naturel, antérieur à la loi positive, à la propriété privée des biens extérieurs.

b) Par conséquent, l'Etat garantit qu'il n'adoptera pas de loi qui tenterait d'abolir le droit à la propriété privée ou le droit général de transférer sa propriété, d'en disposer par testament et d'hériter.

2. a) Toutefois, l'Etat reconnaît que l'exercice des droits indiqués dans les dispositions ci-dessus du présent article doit être régi dans

une société civilisée par les principes de la justice sociale.

b) Par conséquent, si les événements l'exigent, l'Etat peut délimiter par une loi l'exercice desdits droits en vue de concilier leur exercice avec les exigences du bien commun.

RELIGION

Art. 44. — 1. a) L'Etat reconnaît que l'hommage de l'adoration publique est dû au Dieu Tout-Puissant. Il révérera Son Nom; il respectera et honorera la religion.

b) L'Etat reconnaît la position spéciale de la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine en tant que gardienne de la foi professée par la grande majorité des citoyens.

c) L'Etat reconnaît aussi l'Eglise d'Irlande, l'Eglise presbytérienne en Irlande, l'Eglise méthodiste en Irlande, la Société religieuse des amis en Irlande ainsi que les communautés juives et les autres dénominations religieuses existant en Irlande à la date de l'entrée en vigueur de la présente constitution.

2. a) La liberté de conscience, la profession et la pratique libres de la religion sont, sans préjudice de l'ordre et de la moralité publics, garanties à tout citoyen.

b) L'Etat promet de ne doter aucune religion.

c) L'Etat n'imposera aucune incapacité et ne fera aucune discrimination en considération de la profession, de la croyance ou du statut religieux.

d) La législation sur les subventions aux écoles ne fera pas de différence entre les écoles qui se trouvent sous la direction des différentes dénominations religieuses et ne devra pas porter préjudice au droit pour tout enfant de fréquenter une école subventionnée sans assister à l'instruction religieuse de cette école.

e) Toute dénomination religieuse aura le droit de gérer ses propres affaires, de posséder, d'acquérir et d'administrer ses biens propres, meubles et immeubles, et de maintenir des institutions dans des buts religieux ou charitables.

f) Les biens d'une dénomination religieuse ou d'une institution ne seront pas détournés de leur objet, sauf pour des œuvres nécessaires d'utilité publique et sur paiement d'une compensation.

PRINCIPES DIRECTEURS DE LA POLITIQUE SOCIALE

Art. 45. — Les principes de politique sociale établis par cet article sont destinés à servir de direction générale à l'Oireachtas. L'application de ces principes lors de l'élaboration des lois constituera exclusivement le soin de l'Oireachtas et ne sera de la compétence

d'aucun tribunal selon aucune disposition de la présente constitution.

I. L'Etat s'efforcera d'augmenter le bien-être du peuple entier en assurant et en protégeant le plus effectivement possible un ordre social dans lequel la justice et la charité agiront sur toutes les institutions de la vie nationale.

2. En particulier, l'Etat cherchera, par sa politique, à assurer :

I. Que, par leurs occupations, les citoyens (qui, ont tous, hommes et femmes également, droit aux moyens de gagner leur vie de manière suffisante) puissent trouver les moyens de subvenir raisonnablement à leurs besoins domestiques.

II. Que la propriété et le contrôle des ressources matérielles de la communauté soient répartis parmi les particuliers et les différentes classes de façon à contribuer au bien commun.

III. Qu'avant tout, le jeu de la libre concurrence ne se développe pas de manière à ce qu'en résulte la concentration de la propriété ou du contrôle des produits essentiels dans la main de quelques individus, au détriment du plus grand nombre.

IV. Qu'en ce qui concerne le contrôle du crédit, le but constant et prédominant soit le bien-être du peuple entier.

V. Que le plus grand nombre de familles possible s'établisse à la campagne dans des conditions de sécurité économique.

3. a) L'Etat favorisera l'initiative privée dans l'industrie et le commerce et là où cela sera nécessaire, il y suppléera.

b) L'Etat veillera à ce que les entreprises privées soient gérées de manière à rendre efficaces la production et la distribution des biens et à ce que le public soit protégé contre toute exploitation injuste.

4. a) L'Etat se porte garant qu'il sauvegardera avec des soins spéciaux les intérêts économiques des partis les plus faibles de la communauté et que, dans la mesure des nécessités il contribuera à entretenir les infirmes, les veuves, les orphelins et les vieillards.

b) L'Etat essaiera d'assurer qu'on n'abuse pas de la force ni de la santé des travailleurs, hommes et femmes, ni de la jeunesse des enfants et que les nécessités économiques ne contraignent les citoyens à exercer des professions qui ne conviennent pas à leur sexe, à leur âge ou à leur force.

EQUATEUR

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DE L'EQUATEUR¹

du 31 décembre 1946

PREMIÈRE PARTIE ORGANISATION

Titre VI. — Le pouvoir exécutif

SECTION II. — ATTRIBUTIONS ET DEVOIRS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 94. — En cas d'invasion extérieure imminente, de conflit international ou de troubles intérieurs graves, le pouvoir exécutif s'adressera au Congrès, s'il est en session, ou au Conseil d'Etat dans le cas contraire, lequel, après examen du caractère d'urgence et au vu des renseignements et des documents justificatifs pertinents, lui accorderont ou lui refuseront, avec les restrictions qu'ils jugeront convenables, tout ou partie des pouvoirs extraordinaires suivants :

8. Arrêter les personnes suspectes de favoriser l'invasion de l'étranger ou les troubles intérieurs, ou d'y prendre part ; mais il les mettra, dans les six jours au plus, à la disposition du juge compétent à qui il communiquera les ordres et autres documents qui auront motivé l'arrestation, ou il décrètera l'emprisonnement dans les six jours également.

Le prisonnier sera gardé dans des locaux distincts des prisons où sont incarcérés les condamnés de droit commun.

9. Mettre en résidence forcée les personnes suspectes de favoriser la guerre ou prévenues d'avoir pris part à des troubles intérieurs...

Lorsque cesseront les pouvoirs extraordinaires, les personnes mises en résidence forcée ou expatriées recouvreront de ce fait leur liberté et elles pourront retourner au lieu de leur résidence, sans sauf-conduit, ni passeport...

10. Etablir la censure préalable, pour la presse et la radio, exclusivement en ce qui concerne la diffusion de nouvelles et

11. Déclarer zone de sécurité tout ou partie du territoire national, et décréter la loi martiale.

Art. 96. — Les pouvoirs accordés au Président de la République aux termes de l'article 94, seront limités au temps, au lieu et aux buts indispensables au rétablissement de la tranquillité et de la sécurité de la République. Le décret qui accordera ces pouvoirs mentionnera toutes ces circonstances. Dès que les motifs qui auront motivé les pouvoirs extraor-

dinaires auront disparu, le Conseil d'Etat retirera ces pouvoirs, sous sa responsabilité.

Le Président de la République ne pourra déléguer les pouvoirs extraordinaires qu'aux gouverneurs de province et d'accord avec le Conseil d'Etat. Les gouverneurs ne pourront mettre personne en résidence forcée sans un ordre exprès du Président de la République.

Le Président de la République et les autorités civiles qui feront exécuter ses ordres seront directement responsables des abus qu'ils commettront.

Les autorités auxquelles se réfère le paragraphe précédent seront également responsables de l'exécution des dispositions que le Président de la République prendrait en exécutant ses pouvoirs.

Art. 97. — Dès que le Congrès se réunira, les pouvoirs extraordinaires du Président de la République prendront fin automatiquement et il présentera à cette Assemblée, dans les huit premiers jours de la session, un rapport détaillé sur l'usage qu'il a fait de ces pouvoirs.

Le Congrès par une résolution, approuvera les mesures du Gouvernement ou le déclarera responsable.

Art. 99. — Le Président de la République, ou celui qui en exerce la charge encourt une responsabilité spéciale s'il trahit la patrie ou conspire contre la République.

Il encourt également une responsabilité spéciale lorsqu'il enfreint la constitution et les lois, viole les garanties constitutionnelles, porte atteinte aux autres fonctions de l'Etat, refuse de sanctionner une loi quand obligé de le faire ou met obstacle à sa promulgation, provoque une guerre injuste et exerce des pouvoirs extraordinaires sans les posséder conformément à la constitution, ou lorsqu'il abuse des pouvoirs extraordinaires qu'il détient légalement.

DEUXIÈME PARTIE

REGLES D'ACTION

Titre I. — Principes fondamentaux

Art. 159. — Tous les habitants du territoire national sont tenus de respecter la constitution, les lois et les autorités de la République et de leur obéir.

Art. 160. — Aucune autorité de l'Equateur ne sera exempte de responsabilité dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 161. — Tout contrat par lequel une personne se met à la disposition d'une autre, d'une

¹ Texte espagnol dans *Registro oficial*, No 773, Quito, 31 décembre 1946. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

façon absolue et indéfinie, sera sans valeur; et les lois ne pourront contenir de dispositions qui amoindrisent la dignité humaine.

Art. 162. — L'Etat assiste la maternité et protège la mère et l'enfant, sans tenir compte des antécédents.

L'Etat créera, pour les enfants de moins de quatorze ans à qui font défaut la protection familiale et les ressources matérielles, des conditions qui conviennent à leur protection et à leur développement.

Art. 163. — L'Etat protège et les lois réglementent le mariage, la famille et le patrimoine familial.

Art. 164. — Les enfants illégitimes, comme les enfants légitimes, ont droit à être élevés et éduqués par leurs parents et à en hériter, dans les limites fixées par la loi.

Quand il y a des enfants légitimes, chaque enfant illégitime aura une part d'héritage égale à la moitié de celle qui revient à chaque enfant légitime.

Art. 165. — La loi réglementera tout ce qui a trait à la filiation, aux droits qu'elle confère et à la recherche de la paternité. Lors de l'enregistrement des naissances, il ne pourra être exigé de déclaration sur la nature de la filiation.

Art. 166. — Est institué le patrimoine familial, inaliénable et insaisissable. La loi réglementera tout ce qui s'y rapporte et déterminera son importance.

Art. 167. — Sont garantis le droit de tester et celui d'hériter, sous réserve des restrictions que la loi établit.

Art. 168. — Est garantie la liberté de conscience sous tous ses aspects et dans toutes ses manifestations, à condition qu'elle ne s'oppose pas à la morale et à l'ordre public. La loi n'instituera pas une inégalité de traitement pour des motifs religieux, idéologiques ou raciaux.

Art. 169. — Tous ont le même droit d'obtenir la protection de la loi. On ne peut accorder à aucune personne des droits qui lui assurent par rapport aux autres une situation supérieure ni lui imposent des obligations qui la mettent en état d'infériorité.

Nul ne peut être soustrait à ses juges naturels, ni condamné sans jugement préalable rendu conformément à une loi antérieure au fait qui a motivé l'action judiciaire ni jugé par des commissions spéciales, ni privé du droit de défense à n'importe quel stade du procès.

Art. 170. — Le travail est obligatoire pour tous les membres de la communauté équatorienne mais on tiendra compte de l'âge, du sexe, de la santé, etc., ainsi que de la liberté du choix.

Art. 171. — Les parents ou ceux qui les représentent ont pour premier devoir et droit d'éduquer leurs enfants. L'Etat veillera à l'ac-

complissement de ce devoir et facilitera l'exercice de ce droit.

L'éducation et l'enseignement sont libres à condition qu'ils respectent la morale et les institutions républicaines.

Les municipalités pourront subventionner l'enseignement privé gratuit. Les subventions qu'elles accorderont n'excéderont pas 20 pour 100 du budget de l'enseignement. Le pouvoir exécutif doit obtenir l'approbation du Conseil d'Etat avant d'accorder toute aide qu'il estime opportune.

L'enseignement primaire et l'enseignement technique de caractère officiel sont gratuits; et l'enseignement primaire public ou privé est obligatoire.

Les services sociaux scolaires seront accordés sans distinction dans les établissements gratuits, publics ou privés, aux élèves qui en ont besoin.

A tous les degrés de l'enseignement on veillera spécialement à la formation morale et civique des élèves.

L'enseignement, tant public que privé, accordera une attention spéciale à la race indigène.

Tout le corps enseignant du pays, qu'il appartienne aux écoles publiques ou aux écoles privées, sera représenté dans les organismes directeurs nationaux de l'enseignement, conformément à la loi.

L'enseignement public national, provincial ou municipal est laïque, c'est-à-dire, que l'Etat en tant que tel n'enseigne ni ne combat aucune religion.

L'Etat respectera le droit des parents ou de ceux qui les représentent, de donner à leurs enfants l'enseignement de leur choix.

Art. 172. — Les universités, tant publiques que privées, sont autonomes.

Pour rendre cette autonomie effective dans les universités publiques, la loi favorisera la création du patrimoine universitaire.

Art. 173. — L'Etat fondera et entretiendra des établissements d'enseignement gratuit, pour les arts, les métiers, le commerce, l'agriculture et les autres professions manuelles; ces établissements donneront en outre une éducation morale et civique. Dans les écoles et les collèges les aptitudes des élèves au travail professionnel seront développées par un enseignement objectif dans des sections spéciales.

Dans les établissements publics d'enseignement primaire, et dans les écoles techniques, l'Etat procurera gratuitement, aux élèves qui n'en disposeraient pas, le matériel de travail indispensable à l'apprentissage.

Art. 174. — Il est également du devoir de l'Etat:

- a) De fournir du travail aux chômeurs;
- b) De protéger la production;

c) De favoriser efficacement le développement culturel de l'indigène et du paysan ;

d) D'entretenir des services d'assistance publique et

e) D'effectuer, en tenant compte des nécessités sociales par voie d'expropriation si c'est nécessaire, le morcellement et la mise en valeur des terres incultes.

Art. 175. — Il n'y a pas dans la République de l'Equateur de biens immeubles qui soient inaliénables ou indivis à perpétuité.

Il n'y aura pas non plus d'obligation qui ne doive être assumée à perpétuité, ni qu'aucun moyen légal ne puisse faire cesser.

Art. 176. — Les dettes de l'Etat se paieront conformément aux contrats correspondants et à la loi sur le crédit public qui les classera d'après leur origine et autres circonstances.

L'Etat pourra affecter des revenus déterminés à la garantie de ses obligations ; mais en aucun cas il ne pourra céder aux créanciers le droit de recouvrer les impôts affectés au paiement de la dette.

Art. 177. — Tout contrat qu'un étranger ou une compagnie étrangère concluront avec le Gouvernement de l'Equateur ou toute personne physique ou morale équatorienne comprendra toujours la clause explicite ou implicite de renonciation à toute réclamation par la voie diplomatique.

Art. 178. — Les fonctionnaires ou employés publics qui violeraient une quelconque des garanties accordées par la présente constitution seront responsables dans leurs biens des dommages et des préjudices qu'ils auront causés ; pour les délits que la violation de ces garanties entraîneront, on observera les dispositions suivantes :

1. Toute personne pourra accuser le fonctionnaire ou l'employé ;

2. Les peines qui seront prononcées contre le fonctionnaire ou l'employé délinquant ne pourront être annulées, réduites ou commuées pendant la période constitutionnelle au cours de laquelle l'infraction a été commise, ni après cette période tant que n'aura pas été accomplie au moins la moitié de la peine et

3. Pour les actions en justice motivées par ces délits ainsi que pour les peines prononcées contre leurs auteurs il n'y aura prescription ou commencement de prescription qu'après ladite période constitutionnelle.

La responsabilité civile est indépendante de la responsabilité pénale.

Les dispositions de cet article ne valent que sous réserve des dispositions relatives aux hauts fonctionnaires figurant aux articles 46 et 50.

Art. 179. — Nul ne pourra simultanément exercer deux ou plusieurs charges publiques

rémunérées, à aucun titre, à l'exception des professeurs d'université et de ceux qui exercent des fonctions purement techniques ou obligatoires. Ces personnes pourront assumer deux charges publiques et recevoir les rémunérations qui y correspondent.

La même personne ne pourra pas non plus assumer une charge à la Banque centrale, dans les banques du Système de crédit industriel et commercial et à l'Institut et aux caisses de prévoyance en même temps qu'une charge publique rémunérée, sous réserve de l'exception contenue dans le paragraphe précédent. Toutefois, le président de l'Institut national de prévoyance, les gérants ou les représentants provinciaux des caisses de prévoyance et les gérants des banques mentionnées ci-dessus, ne pourront assumer aucune charge publique rémunérée.

Dans les cas d'incompatibilité mentionnés dans le présent article, il ne pourra être excipé du licenciement pour exiger une indemnisation.

Aucun Equatorien ne peut assumer des fonctions permanentes publiques sans être possesseur d'une nomination ou d'une preuve de son élection, et il ne pourra s'engager par contrat à remplir des charges publiques.

Les fonctions législatives ne sont pas une charge publique, mais un mandat démocratique. Les charges et les fonctions compatibles avec ce mandat ne seront pas caduques de son fait.

Titre II. — Garanties

SECTION I. — GARANTIES GÉNÉRALES

Art. 180. — Dans la République de l'Equateur, les étrangers jouissent, dans des termes que fixe la loi, des mêmes droits que les Equatoriens à l'exception des droits politiques et des garanties que la constitution accorde exclusivement aux Equatoriens.

Art. 181. — Est garantie la liberté d'exercer une profession libérale, à condition que soient respectées les prescriptions de la loi qui déterminera également les cas dans lesquels sera requise la possession d'un diplôme et les formalités à remplir pour l'obtenir.

Art. 182. — On ne peut créer des impôts ou des taxes si ce n'est en vertu d'une loi et proportionnellement aux ressources matérielles du contribuable.

Art. 183. — Le droit de propriété est garanti en tenant compte de la fonction sociale de celle-ci. La confiscation des biens est prohibée et si une confiscation venait à se produire de fait, elle n'altérera en rien le droit de la partie lésée et il n'y aura pas de prescription ; elle donnera lieu à une action sommaire pour

réparation de dommages intentés contre l'autorité qui l'ordonnera et contre l'Etat.

Nul ne peut être privé de sa propriété ni de la possession de ses biens si ce n'est en vertu d'une décision judiciaire ou d'une expropriation, légalement effectuée pour cause d'utilité publique.

Seul l'Etat, les municipalités et les autres institutions de droit public pourront effectuer des expropriations pour cause d'utilité publique.

Des lois spéciales régleront l'expropriation pour la construction, l'élargissement et l'amélioration des routes, des chemins de fer, des terrains d'aviation et des agglomérations.

Seules les autorités qui exercent une fonction judiciaire pourront, par un ordre fondé sur la loi, prendre des mesures qui suppriment ou entravent la liberté de la vente, du transfert et de la transmission de la propriété. Tout ordre à cet effet émanant d'une autre autorité sera nul et il ne devra pas y obéir.

Art. 184. — La loi déterminera la zone frontière à l'intérieur de laquelle il est défendu aux étrangers d'acquérir ou de conserver des droits réels sur les immeubles ou de les administrer sous peine de perdre ces droits au bénéfice de l'Etat.

Cette défense ne mettra pas obstacle à l'admission des étrangers parmi le personnel des institutions à caractère national et n'empêchera pas qu'ils s'établissent pour des motifs d'intérêt national dans les régions frontières, d'accord avec le pouvoir exécutif ou à la suite d'un contrat passé avec lui, à condition que le directeur et le représentant légal de ces institutions soient équatoriens.

Art. 185. — L'Etat veillera à faire observer la justice dans les relations entre patrons et travailleurs, à faire respecter la dignité du travailleur, à lui faire assurer une existence convenable et à lui procurer un salaire juste qui lui permette de subvenir à ses besoins personnels et à ceux de sa famille.

La loi réglementera tout ce qui a trait au travail en observant les principes fondamentaux ci-dessous :

a) Le contrat de travail est obligatoire pour les patrons et les travailleurs dans la forme que la loi détermine.

b) Les travailleurs ne peuvent renoncer à leurs droits et toute clause qui prévoit une telle renonciation sera nulle.

c) L'Etat déterminera le salaire minimum dans les différentes branches du travail et il cherchera à faire établir le salaire familial.

d) La rémunération du travail est insaisissable, excepté pour le paiement de pensions alimentaires; le travail ne peut être rétribué au moyen de bons, de jetons, ou d'autres moyens qu'une monnaie ayant cours légal, ni

pour des périodes supérieures à un mois. La rémunération ne pourra non plus être diminuée ou réduite si ce n'est dans la forme autorisée par la loi.

e) La journée maximum de travail sera de huit heures, avec repos l'après-midi du samedi de façon à ne pas dépasser quarante-quatre heures par semaine, sauf dans les cas exceptionnels que la loi établit. Le travail de nuit sera rémunéré à un taux supérieur et on ne pourra y affecter des femmes ou des mineurs de moins de dix-huit ans. La durée maxima de travail souterrain effectif sera de six heures par jour et la journée totale ne dépassera en aucun cas sept heures.

f) Tout travailleur jouira d'un repos hebdomadaire de quarante-deux heures consécutives, ainsi que de congés annuels. Ces congés, de même que les repos hebdomadaires et les jours de fête fixés par la loi, seront payés. L'application du présent alinéa fera l'objet d'un règlement.

g) Est garanti le droit des patrons et des travailleurs à se syndiquer en vue du progrès professionnel. Nul ne peut être contraint de s'affilier à un syndicat. Les fonctionnaires publics ne peuvent former des syndicats en cette qualité.

h) Les contrats collectifs sont tout spécialement protégés.

i) Est reconnu le droit de grève des travailleurs et le droit de lock-out des patrons; mais l'exercice en sera réglementé. Les travailleurs des entreprises et des institutions de service public ne pourront se mettre en grève s'ils ne se conforment pas à des dispositions spéciales.

j) Les mères qui travaillent seront l'objet d'une sollicitude particulière. La femme enceinte ne sera pas contrainte de travailler pendant la période de temps fixée par la loi, avant et après l'accouchement. Pendant cette période, elle aura droit à son plein salaire. La mère disposera en outre, pendant son travail, du temps nécessaire à l'allaitement de son enfant.

k) Le travail des enfants de moins de quatorze ans est défendu, sauf dans les cas exceptionnels que la loi établit, et le travail des mineurs de moins de dix-huit ans sera réglementé.

l) Le patron est contraint d'organiser l'apprentissage dans la forme que la loi détermine, lorsqu'il s'agit d'industries et de travaux qui requièrent des connaissances techniques.

m) Il sera créé, pour la solution des conflits du travail, des tribunaux de conciliation et d'arbitrage composés de travailleurs et de patrons et présidés par un fonctionnaire du Ministère du Travail.

n) L'hygiène et la sécurité du travail seront réglementées en vue de protéger la santé et la vie des travailleurs.

o) Tous les travailleurs participeront aux bénéfices nets des entreprises selon le pourcentage fixé par la loi et qui ne pourra être inférieur à 5 pour 100. La loi réglementera la répartition.

p) Les sommes que le patron doit au travailleur comme salaire, solde, indemnités et pensions de retraite constituent des créances privilégiées de première catégorie, ayant priorité sur les créances hypothécaires.

q) Le travail agricole, particulièrement celui qu'effectuent des indigènes, sera spécialement réglementé, surtout en ce qui concerne la journée de travail. On réglementera également les autres modalités du travail, particulièrement celles du travail de l'artisan, du mineur et du domestique et celles du travail effectué à domicile.

r) La privation, sans motif valable, du *huasipungo*¹ sera considérée comme un licenciement arbitraire.

s) A travail égal correspondra un salaire égal, sans distinction de sexe, de race, de nationalité ou de religion; mais la spécialisation et l'expérience du travail entreront en ligne de compte pour la fixation du salaire; enfin

t) La carrière administrative des fonctionnaires publics sera réglementée par la loi.

Les pouvoirs publics sont tenus de favoriser avant tout le progrès moral, intellectuel, économique et social de l'indigène et du paysan, de faciliter leur intégration dans la vie nationale et leur accès à la propriété, de stimuler la construction d'habitations salubres dans les *haciendas* et de faire disparaître l'alcoolisme, surtout dans les milieux ruraux.

Art. 186. — La liberté contractuelle est reconnue sous réserve des restrictions établies par la loi.

SECTION II. — GARANTIES INDIVIDUELLES COMMUNES

Art. 187. — L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur:

1. L'inviolabilité de la vie; la peine de mort n'existe pas; la mutilation, la flagellation et les autres tortures et traitements infamants sont irrévocablement défendus, soit comme peines, soit comme mesures correctionnelles, soit enfin comme moyen d'enquêter sur le délit;

2. Le droit de toute personne à sauvegarder son honneur et à être réputée innocente tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable conformément à la loi;

3. La liberté individuelle. — Il n'y a pas de prison pour dettes, qu'il s'agisse de frais judi-

ciaires, d'honoraires, d'impôts ou d'amendes. Cette disposition ne comprend pas les dettes résultant du non-paiement de pensions alimentaires;

4. Le droit d'*habeas corpus*. — Excepté pour le flagrant délit, les contraventions de police ou les infractions d'ordre militaire, nul ne peut être détenu, arrêté ou emprisonné sans un ordre signé par l'autorité compétente indiquant le motif qui devra être un de ceux que fixe la loi.

La demande d'*habeas corpus* sera adressée au président du conseil cantonal, ou à celui qui en assume les fonctions, du canton dans lequel se trouve le détenu. A la réception de la demande, cette autorité ordonnera de produire immédiatement le détenu et de présenter l'ordre d'arrestation dans le délai qu'il indiquera à cet effet.

Si l'on ne présente pas le détenu, ou si l'on ne produit pas l'ordre, ou si encore cet ordre ne remplit pas les conditions indiquées plus haut, le président du conseil cantonal fera immédiatement élargir le requérant sans autre formalité. Celui qui n'exécutera pas cet ordre sera destitué, par le fait même, de sa charge ou de son emploi, par le président du conseil cantonal lui-même. Ce dernier fera connaître la destitution à la chancellerie et à l'autorité qui doit nommer un remplaçant. Le fonctionnaire destitué pourra interjeter appel auprès du président de la Cour supérieure de district correspondante, contre la sanction prononcée contre lui, au plus tard vingt-quatre heures après avoir eu connaissance de sa destitution; mais, avant de pouvoir interjeter appel, il devra, au préalable, mettre le détenu en liberté. Celui-ci pourra, en outre, recourir contre ce fonctionnaire de toutes les façons permises par la loi;

5. La liberté de traverser le territoire de la République, de changer de domicile, de s'absenter de la République et d'y rentrer en emportant ou ramenant ses biens, sans préjudice de ce que la loi prévoit relativement au patrimoine artistique national et à la défense de la monnaie;

6. L'inviolabilité du domicile. — Nul ne peut pénétrer dans une habitation contre la volonté de l'habitant, à moins de présenter un ordre signé par l'autorité compétente. Si l'on n'est pas en possession de cet ordre, il n'est possible de s'introduire dans le domicile d'autrui que dans les cas déterminés expressément par la loi;

7. L'inviolabilité de la correspondance, épistolaire ou autre. En conséquence, il est défendu d'intercepter, d'ouvrir et d'examiner la correspondance d'autrui, excepté dans les cas indiqués par la loi;

¹ Note du traducteur. — *Huasipungo*, lopin de terre attribué, pour son usage personnel et en plus de son salaire, à l'ouvrier agricole qui travaille sur une grande propriété.

8. Le droit de ne pas être contraint de déclarer, quel que soit le but poursuivi, ses convictions politiques ou ses croyances religieuses et de ne pas être inquiété pour celles que l'on professe, excepté dans les cas prévus dans la constitution et dans les lois ;

9. Le droit de ne pas être contraint de témoigner dans un procès criminel contre son conjoint, ses ascendants, ses descendants ou collatéraux jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou au second de parenté par alliance, ni forcé par serment ou contrainte de faire des déclarations contre soi-même dans des affaires qui peuvent entraîner responsabilité pénale, ni mis au secret pendant plus de vingt-quatre heures ;

10. La liberté du travail, du commerce et de l'industrie. — Tout homme a le droit de jouir de ses découvertes, inventions et œuvres scientifiques, littéraires et artistiques, dans les limites fixées par la loi.

On ne peut exiger de personne des services gratuits ou rémunérés qui ne soient pas imposés par la loi, excepté dans les cas d'urgence extraordinaire ou lorsqu'il est nécessaire de porter une aide immédiate. En dehors de ces cas, nul ne sera contraint de travailler si ce n'est conformément aux termes d'un contrat et moyennant la rémunération correspondante ;

11. La liberté d'expression de la pensée, par la parole, par la voie de la presse ou par d'autres moyens de la manifester ou de la répandre pour autant que ces manifestations ne contiennent pas d'injures, de calomnies, d'insultes personnelles, et qu'elles ne portent pas atteinte au sens moral, ou ne sont pas contraires aux intérêts nationaux. Dans ces cas, on encourra la responsabilité que la loi établit.

La loi réglera l'exercice de cette liberté, en tenant compte de ce que le journalisme a pour but principal la défense des intérêts

nationaux et constitue un service social qui a droit au respect et à l'appui de l'Etat ;

12. La liberté d'adresser des pétitions par écrit, individuelles ou collectives, à toute autorité ou organisme et le droit d'avoir connaissance de décision prise à ce sujet ;

13. La liberté de s'associer et de se réunir sans armes pour des fins que la loi n'interdit pas.

SECTION III. — GARANTIES SPÉCIALES POUR LES ÉQUATORIENS

Art. 188. — Les Equatoriens jouissent des garanties spéciales qui suivent :

1. Le droit d'élire librement et d'être élus aux charges publiques, conformément à la loi ;

2. Le droit d'adresser des pétitions à leurs mandataires, oralement et collectivement, au cours de défilés ou autres manifestations publiques, pacifiques et sans armes, avec l'autorisation préalable de l'autorité compétente ;

3. Le droit de recevoir de l'Etat des moyens de subsistance s'ils sont invalides et s'ils sont indigents, à condition qu'ils soient incapables de les obtenir par leur travail et que les personnes que la loi contraint de les leur fournir ne soient pas en état de le faire ;

4. Le droit d'adhérer à des partis ou autres associations politiques dont les buts ne sont pas en contradiction avec la constitution, pour intervenir dans la politique nationale, et

5. L'interdiction de la peine du bannissement ; on ne peut en aucun cas expulser un Equatorien de sa patrie contre sa volonté.

Le citoyen équatorien n'a pas besoin de passeport pour rentrer dans sa patrie et aucun consul de la République ne pourra lui refuser l'autorisation de retourner dans son pays.

On n'accordera en aucun cas l'extradition d'un Equatorien.

ESPAGNE

CODE PENAL¹

Décret du 23 décembre 1944
modifié par la loi du 17 juillet 1946

LIVRE II

DES DELITS ET DES PEINES²

Titre I. — Délits contre la sûreté extérieure de l'Etat

CHAPITRE II. — DÉLITS QUI COMPROMETTENT LA PAIX OU L'INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT

Art. 126. — Celui qui introduira, publiera ou exécutera dans l'Etat, un ordre, disposition ou document émanant d'un Gouvernement étranger et portant atteinte à l'indépendance ou à la sécurité de l'Etat, ou qui s'opposera à l'observation des lois de l'Etat ou en empêchera l'exécution, sera frappé de la peine de la prison du degré inférieur (*prisión menor*), à moins que ce délit n'entraîne directement d'autres délits plus graves, auquel cas le délinquant sera puni comme auteur de ceux-ci.

Art. 127. — Celui qui, par des actes illégaux ou non autorisés par l'autorité compétente, incitera ou fournira prétexte à une déclaration de guerre contre l'Espagne par une autre Puissance ou exposera les Espagnols à subir des vexations ou représailles dans leur personne ou dans leurs biens, sera frappé de la peine de la réclusion du degré inférieur (*reclusión menor*) s'il est fonctionnaire public, et s'il ne l'est pas, de la peine de la prison du degré supérieur (*prisión mayor*).

Si la déclaration de guerre ne survient pas, ou si la vexation ou représaille ne se réalise pas, on appliquera la peine immédiatement inférieure.

Art. 128. — Sera frappé des peines indiquées à l'article précédent selon les cas, celui qui, pendant une guerre dans laquelle l'Espagne n'intervient pas, se livrera à un acte quelconque de nature à compromettre la neutralité de l'Etat ou enfreindra les dispositions promul-

guées par le Gouvernement pour la maintenir.

Art. 129. — Seront punis de la peine de la prison du degré supérieur, ceux qui, pour porter atteinte à l'autorité de l'Etat ou compromettre la dignité ou les intérêts vitaux de l'Espagne, entretiendront des intelligences ou des relations d'une nature quelconque avec des Gouvernements étrangers, avec leurs agents ou avec des groupes, organismes ou associations internationales ou étrangères.

Si le coupable a tenté de provoquer une guerre ou un mouvement de rébellion ou de sédition ou d'autres actes graves d'hostilité contre l'Espagne, il sera puni conformément aux articles 120, 215 ou 217 du présent code, suivant le cas.

Art. 130. — La peine de la réclusion du degré inférieur sera appliquée à celui qui violera une trêve ou un armistice conclu entre la nation espagnole et une autre nation ennemie, ou entre leurs forces combattantes.

Art. 131. — Le fonctionnaire public qui, abusant de sa charge, compromettra la dignité ou les intérêts de la nation espagnole d'une façon qui n'est pas visée au présent chapitre sera puni de la peine de la prison du degré supérieur et de la peine de la déchéance spéciale.

Art. 132. — L'Espagnol qui, en dehors du territoire national, transmettra ou fera circuler de fausses nouvelles ou rumeurs dénaturées ou tendancieuses ou se livrera à des actes d'une nature quelconque tendant à porter atteinte au crédit ou à l'autorité de l'Etat ou à compromettre la dignité ou les intérêts de la nation espagnole, sera frappé de la peine de la prison du degré supérieur et de la peine de la déchéance absolue et d'une amende de 10.000 à 50.000 pesetas.

Encourra les mêmes peines l'étranger qui, sur le territoire espagnol, accomplira l'un des actes visés à l'alinéa précédent.

Art. 133. — Celui qui, sans autorisation suffisante, lèvera des troupes dans l'Etat pour le service d'une Puissance étrangère, quel que soit le but qu'il se propose d'atteindre, quelle que soit la nation à laquelle il a l'intention de nuire, sera frappé de la peine de la prison du degré supérieur.

Celui qui, sans autorisation suffisante, affectera des navires à des opérations de course sera frappé de la peine de la réclusion du degré inférieur.

Art. 134. — Celui qui, en temps de guerre, entretiendra une correspondance avec un pays ennemi ou occupé par ses troupes sera frappé :

¹ Texte espagnol dans *Boletín Oficial del Estado*, No 13, 13 janvier 1945 et No 199, 18 juillet 1946. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

² Note de la rédaction. — L'échelle des peines privatives de liberté prévues par le code pénal espagnol est la suivante :

Arrêts du degré inférieur, *arresto menor* : de un à trente jours. Cette peine peut, en certains cas, être accomplie au domicile même du coupable.

Arrêts du degré supérieur, *arresto mayor* : de un mois et un jour à six mois.

Prison du degré inférieur, *prisión menor* : de six mois et un jour à six ans.

Prison du degré supérieur, *prisión mayor* : de six ans et un jour à douze ans.

Réclusion du degré inférieur, *reclusión menor* : de douze ans et un jour à vingt ans.

Réclusion du degré supérieur, *reclusión mayor* : de vingt ans et un jour à trente ans.

1. De la peine de la prison du degré supérieur, si la correspondance s'est faite en langage chiffré ou à l'aide de signes conventionnels ou au moyen de la radiotélégraphie ou de la radiotéléphonie;

2. De la peine de la prison du degré inférieur, si elle s'est faite en la forme ordinaire et si le Gouvernement l'a interdite;

3. De la peine de la réclusion de degré inférieur si, dans la correspondance, il a été donné des avis ou des renseignements utiles à l'ennemi, quelle que soit la forme de la correspondance et même s'il n'y a pas eu interdiction préalable du Gouvernement.

Encourra les mêmes peines celui qui commettra les délits visés au présent article même s'il achemine la correspondance par un pays ami ou neutre pour tourner la loi.

Si le coupable se propose de servir l'ennemi par ses avis ou renseignements, on le considérera comme visé par l'article 122, paragraphe 4.

Art. 135. — L'Espagnol coupable de tentative de passage en pays ennemi quand le Gouvernement l'aura interdit sera frappé de la peine des arrêts du degré supérieur (*arresto mayor*).

Titre II. — Délits contre la sécurité intérieure de l'Etat.

CHAPITRE I. — DÉLITS CONTRE LE CHEF DE L'ÉTAT, LES CORTÈS, LE CONSEIL DES MINISTRES ET LA FORME DU GOUVERNEMENT

Section IV. — Délits contre la forme du gouvernement

Art. 163. — Celui qui commettra des actes tendant directement à remplacer le Gouvernement de l'Etat par un autre Gouvernement et à changer illégalement l'organisation de l'Etat ou à dépouiller, en tout ou en partie, le chef de l'Etat de ses pouvoirs et prérogatives, sera frappé de la peine de la réclusion du degré supérieur (*reclusión mayor*) si le coupable a été l'instigateur de ces actes ou s'il a exercé un commandement quelconque même subalterne, ou s'il a été investi d'une autorité, et de la peine de la prison du degré supérieur dans les autres cas.

Au cas de recours à la lutte armée pour réaliser lesdites fins, la peine sera l'emprisonnement à vie pour les instigateurs et les chefs, ainsi que pour ceux qui auront commis des actes graves de violence, et la réclusion du degré inférieur pour les simples participants.

Art. 164. — Seront frappés de la peine de la prison du degré inférieur :

1. Ceux qui, dans les manifestations ou réunions publiques, ou en présence d'une foule nombreuse, auront, par la parole ou par le geste, suscité des clameurs tendant directement à la réalisation de l'une des fins indiquées à l'article précédent;

2. Ceux qui, dans lesdites réunions et lesdits lieux, auront prononcé des discours, auront lu ou fait circuler des imprimés ou auront porté des écriteaux ou des drapeaux invitant directement à réaliser les fins indiquées à l'article précédent.

CHAPITRE II. — DES DÉLITS COMMIS À L'OCCASION DE L'EXERCICE DES DROITS INDIVIDUELS RECONNUS PAR LES LOIS

Section I. — Délits commis par les particuliers à l'occasion de l'exercice des droits individuels reconnus par les lois.

Art. 165. — Encourront la peine des arrêts du degré supérieur :

1. En leurs qualités respectives, les auteurs, directeurs, éditeurs ou imprimeurs de publications clandestines;

Ces dernières s'entendent de tous imprimés qui ne satisfont pas aux conditions imposées par la législation en vigueur sur la publication de livres, brochures, tracts et affiches.

2. Ceux qui, se proposant de fonder un journal, ne se conformeront pas aux dispositions établies par les lois sur la presse.

Encourront la même peine ceux qui ne se conformeront pas à la législation sur l'imprimerie ou la presse en ce qui concerne les nominations, changements ou cessations de fonctions des directeurs de journaux;

3. Le directeur de journal qui ne se conformerait pas aux dispositions établies relativement à la remise à l'autorité d'exemplaires de chaque numéro publié.

Art. 166. — Ne constituent pas des réunions ou manifestations pacifiques :

1. Celles qui ont lieu en violation des règlements généraux de police en vigueur, à l'endroit où se tient la réunion ou la manifestation;

2. Les réunions ou manifestations auxquelles participent un nombre considérable de personnes armées, quelle que soit la nature de leurs armes;

3. Les réunions ou manifestations organisées en vue de commettre l'un des délits punis par la loi, ou au cours desquelles sera commis l'un des délits punis au présent titre.

Art. 167. — Les instigateurs et les dirigeants de toute réunion ou manifestation comprise dans l'une des hypothèses de l'article 166 encourront la peine de la prison du degré inférieur et une amende de 1.000 à 5.000 pesetas.

Au cas où la réunion ou la manifestation n'aura pu avoir lieu, les peines seront celles des arrêts du degré supérieur, et une amende de 1.000 à 3.000 pesetas.

Art. 168. — Pour l'application des dispositions des articles précédents, seront tenus pour dirigeants de la réunion ou de la manifestation ceux qui, à raison des discours qu'ils auraient prononcés, des imprimés qu'ils

auraient publiés ou distribués, des écriteaux, drapeaux ou autres insignes qu'ils auraient exhibés ou de tout autre fait, seront considérés comme les inspireurs des actes commis au cours de la réunion ou manifestation.

Art. 169. — La simple présence aux réunions ou manifestations visées à l'article 166 sera punie de la peine des arrêts du degré supérieur.

Art. 170. — Seront respectivement passibles des peines immédiatement supérieures, les instigateurs, dirigeants et participants à une réunion ou manifestation quelconque si celle-ci n'est pas dissoute sur réquisition des autorités ou de leurs agents.

Art. 171. — Ceux qui participeront à des réunions ou à des manifestations avec des armes, quelle qu'en soit la nature, seront punis de la peine de la prison du degré inférieur, sans préjudice d'avoir à répondre du port d'armes illicite.

Art. 172. — Sont considérées comme des associations illicites :

1. Celles qui, par leur objet ou leurs conditions de fonctionnement, sont contraires à la morale publique ;

2. Celles qui ont pour but de commettre un délit ;

3. Celles qui sont interdites par l'autorité compétente ;

4. Celles qui se constituent sans être conformées aux conditions et formalités exigées par la loi.

Art. 173. — Sont visés par l'article précédent :

1. Les groupements ou associations qui tendent à détruire ou affaiblir le sentiment national ;

2. Les groupements ou associations constitués à l'intérieur ou hors du territoire national pour attaquer d'une manière quelconque l'unité de la nation espagnole ou pour favoriser ou propager une action séparatiste.

Les coupables visés au présent paragraphe encourront, en plus des peines indiquées, une amende de 10.000 à 100.000 pesetas ;

3. Les associations, organisations, partis politiques et autres groupements déclarés hors la loi et tous autres de tendances analogues, même s'ils sont reconstitués sous une forme et un nom différents ;

4. Celles qui tendent à instaurer un régime fondé sur la division des Espagnols en groupes politiques ou classes de nature quelconque ;

5. Les formations ayant une organisation de caractère militaire expressément interdites par les lois.

Si le coupable appartient à l'armée ou à une organisation ou corps armé, la peine immédiatement supérieure sera appliquée.

Art. 174. — Encourront la peine de la

prison du degré inférieur, la déchéance spéciale et une amende de 1.000 à 5.000 pesetas :

1. Les fondateurs, directeurs et présidents des associations visées à l'article précédent et aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 172.

Si l'association n'a pas été effectivement constituée, la peine sera celle des arrêts du degré supérieur, la suspension et une amende de 1.000 à 3.000 pesetas.

Si l'association a pour objet le renversement par la violence ou la destruction de l'organisation politique, sociale, économique ou juridique de l'Etat, les fondateurs, organisateurs et directeurs seront frappés de la peine de la réclusion du degré inférieur (*reclusión menor*), les fondateurs, organisateurs et directeurs et les simples participants, de la peine de prison du degré inférieur.

Quand les faits punis aux termes du paragraphe précédent seront sans gravité ou quand l'association n'aura pas réussi à se constituer, le tribunal appliquera la peine immédiatement inférieure ou la peine de l'exil et une amende de 1.000 à 5.000 pesetas.

2. Ceux qui, par leur collaboration financière, même occulte, auront favorisé la fondation, l'organisation, la reconstitution ou l'activité des associations, groupements, organisations, partis, entités et formations mentionnés à l'article précédent.

Dans ce cas, si la fortune du coupable le permet, les tribunaux pourront élever le montant de l'amende à 250.000 pesetas, compte tenu des circonstances et des conséquences de son acte.

Art. 175. — Seront passibles de la peine des arrêts du degré supérieur :

1. Les fondateurs, directeurs et présidents des associations visées au paragraphe 4 de l'article 172 ;

2. Les directeurs, présidents et membres des associations qui auront empêché l'autorité ou ses agents d'entrer ou d'assister aux séances ;

3. Les directeurs et présidents d'associations qui ne lèveront pas la séance lorsqu'il en seront requis par l'autorité ou ses agents et les membres de l'association qui, en cette circonstance, ne quitteront pas la séance.

4. Les membres des associations visées aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 172 et à l'article 173.

Art. 176. — Seront passibles des peines du degré immédiatement supérieur à celles qui sont indiquées dans les deux articles précédents, les fondateurs, directeurs, présidents et membres d'associations qui se réuniront à nouveau après suspension prononcée par l'autorité ou ses agents, alors que l'autorité compétente n'aura pas annulé la suspension prescrite.

Art. 177. — Seront passibles de la peine de

la prison du degré inférieur et d'une amende de 1.000 à 10.000 pesetas, ceux qui fonderont des établissements d'enseignement contraires à la loi en raison de leur objet ou de leurs conditions de fonctionnement.

CHAPITRE IV. — SÉDITION

Art. 218. — Sont coupables de sédition ceux prenant part à un soulèvement public et tumultueux afin d'atteindre, par la force et en dehors des voies légales, l'un des buts suivants :

1. Empêcher la promulgation ou l'exécution des lois, ou la libre élection aux emplois publics ;

2. Empêcher une autorité, une corporation officielle ou un fonctionnaire public quelconque d'exercer librement ses fonctions ou de remplir son mandat administratif ou judiciaire ;

3. Commettre un acte de haine ou de vengeance sur la personne, la famille ou les biens d'une autorité ou de ses agents ;

4. Commettre à des fins politiques ou sociales un acte de haine ou de vengeance contre les particuliers ou une classe quelconque de l'Etat.

5. Dépouiller de tout ou partie de ses biens personnels, à des fins politiques ou sociales, une classe de personnes, une municipalité, une province ou l'Etat, ou ravager ou détruire ces biens.

Art. 219. — Les individus coupables de sédition seront frappés des peines suivantes :

1. Ceux qui auront provoqué, soutenu ou dirigé la sédition, ou se révéleront comme étant les auteurs principaux, de la peine de l'emprisonnement à vie, si ce sont des personnes investies d'une autorité civile ou ecclésiastique ou s'il y a eu combat entre les forces placées sous leurs ordres et la force publique fidèle au Gouvernement, ou en cas de dommages causés par cette sédition aux propriétés des particuliers, des villages ou de l'Etat, de rupture des communications téléphoniques ou autres, de violences graves contre les personnes, de prélèvement de contributions, ou de détournement de fonds publics de leur emploi légitime.

En dehors de ces cas, la peine de la réclusion du degré supérieur sera infligée au coupable.

2. Ceux qui auront exercé un commandement subalterne, de la peine de la réclusion du degré supérieur dans les cas prévus au premier alinéa du paragraphe précédent et de la peine de la prison du degré inférieur dans les cas prévus au second alinéa du même paragraphe.

3. Les simples exécutants de la sédition, de la peine de la prison du degré supérieur, dans

les cas prévus au premier alinéa du paragraphe 1 du présent article et de la peine de la prison du degré inférieur dans les cas prévus au deuxième alinéa du même paragraphe.

Art. 220. — Les dispositions de l'article 216 sont applicables au cas de sédition lorsqu'elle ne se sera pas placée sous la direction de chefs nommément désignés.

Art. 221. — Seront frappés de la peine de la prison du degré inférieur ceux qui auront incité des troupes ou toutes autres forces armées à commettre le délit de sédition.

Si la sédition se produit, les provocateurs seront considérés comme instigateurs et subiront les peines prévues pour ce délit à l'article 219.

Art. 222. — Seront punis comme coupables de sédition :

1. Les fonctionnaires ou employés chargés d'un service public quelconque et les particuliers qui, par profession, fournissent des services d'une nécessité reconnue et urgente, s'ils interrompent leur travail ou troublent la régularité du service pour attenter à la sécurité de l'Etat, gêner son activité normale ou nuire à son autorité ou à son prestige ;

2. Les ententes patronales destinées à paralyser le travail ;

3. Les ouvriers faisant grève.

Art. 223. — Les auteurs de délits visés à l'article précédent seront punis :

1. De la peine de la prison du degré supérieur s'ils ont joué le rôle d'instigateurs, d'organisateur ou de dirigeants ou si, pour commettre ces mêmes délits, ils ont usé de violence ou d'intimidation ;

2. De la peine de la prison du degré inférieur dans les autres cas.

Le tribunal, appréciant les circonstances de l'acte et la situation du délinquant et spécialement sa situation matérielle, pourra infliger en plus des peines indiquées, une amende de 5.000 à 50.000 pesetas.

Art. 224. — Si la sédition n'atteint pas un stade où elle entraverait gravement l'exercice de l'autorité publique et si elle n'a pas non plus entraîné la perpétration d'un autre délit pour lequel sont prévues des peines supérieures à six ans de travaux forcés ou de prison, les tribunaux abaisseront d'un ou de deux degrés les peines portées au présent chapitre.

CHAPITRE VII — DES BLASPHEMES

Art. 239. — Celui qui blasphémait par écrit public ou en paroles ou par des actes qui produisent un grave scandale public sera puni de la peine des arrêts du degré supérieur et d'une amende de 1.000 à 5.000 pesetas.

CHAPITRE VIII. — DES MANQUES DE RESPECT, INSULTES, INJURES ET MENACES À L'AUTORITÉ, ET DES INSULTES, INJURES ET MENACES À SES AGENTS ET AUX AUTRES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Art. 240. — Commettent un manque de respect ceux qui calomnient, injurient, insultent ou menacent, en actes ou en paroles, un ministre ou une autorité, dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de celles-ci, en sa présence ou dans un écrit qu'ils lui adressent.

Si la calomnie, l'injure, l'insulte ou la menace sont graves, la peine de la prison du degré inférieur et une amende de 1.000 à 5.000 pesetas seront infligées, et, si elles ne sont pas graves, la peine des arrêts du degré supérieur et une amende de 1.000 à 2.000 pesetas.

Si le coupable est un fonctionnaire public hiérarchiquement subordonné à l'offensé, il sera condamné aux peines du degré supérieur à celles qu'indique l'alinéa précédent et, s'il n'est pas hiérarchiquement subordonné à l'offensé, aux peines indiquées à l'alinéa précédent.

Art. 241. — Le fonctionnaire public qui calomnie, injurie, insulte ou menace en actes ou en paroles, en sa présence ou dans un écrit qu'il lui adresse, son supérieur hiérarchique alors que celui-ci se trouve dans l'exercice de ses fonctions, sera puni de la peine de la prison du degré inférieur si la calomnie, l'insulte, l'injure ou la menace sont graves, et de la peine des arrêts du degré supérieur si elles ne le sont pas.

Si le fonctionnaire coupable n'est pas subordonné hiérarchiquement à l'offensé, le minimum des peines indiquées à l'alinéa précédent lui sera appliqué.

Art. 242. — Les peines indiquées à l'article 240 s'appliquent aux calomnies proférées contre le Mouvement national représenté par la Phalange espagnole traditionaliste et les JONS et aux insultes et grossièretés lancées contre ses héros, ses morts, et ses drapeaux et emblèmes.

Art. 243. — La provocation en duel, même déguisée ou revêtant un caractère privé, sera réputée menace grave relativement à l'application des dispositions du présent chapitre.

Art. 244. — Ceux qui calomnient, injurient, insultent ou menacent, en actes ou en paroles, hors de leur présence ou dans un écrit qui ne leur est pas adressé, un ministre ou une autorité qui se trouve dans l'exercice de ses fonctions, seront punis de la peine des arrêts du degré supérieur et d'une amende de 1.000 à 10.000 pesetas.

Art. 245. — La peine des arrêts du degré supérieur sera infligée à ceux qui injurient, insultent ou menacent, en actes ou en paroles, les fonctionnaires publics ou les agents de l'autorité en leur présence ou dans un écrit qu'ils leur adressent.

CHAPITRE IX. — DES DÉSORDRES PUBLICS

Art. 246. — Ceux qui provoquent un tumulte ou troublent gravement l'ordre à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, ou au cours d'actes publics de la compétence d'une autorité ou d'un corps constitué quelconque, ou dans un collège électoral, un bureau ou établissement public, ou au cours d'un spectacle ou d'une solennité, ou en présence d'une foule, seront punis de la peine des arrêts du degré supérieur et d'une amende de 1.000 à 5.000 pesetas.

Art. 247. — Ceux qui troublent gravement l'ordre public en vue d'offenser une personne ou de lui causer tout autre dommage encourront la peine des arrêts du degré supérieur.

Si l'acte délictueux a pour objet d'empêcher une personne d'exercer ses droits civiques, la peine des arrêts du degré supérieur et une amende de 1.000 à 5.000 pesetas sera appliquée au coupable.

Art. 248. — La peine des arrêts du degré supérieur sera appliquée à ceux qui profèrent des paroles de provocation à la rébellion ou à la sédition au sein d'une réunion ou association quelconque ou dans un lieu public, ou exhibent dans les mêmes lieux des inscriptions ou des drapeaux incitant directement à troubler l'ordre public.

Art. 249. — Ceux qui endommagent les chemins de fer ou les lignes télégraphiques ou téléphoniques ou interceptent les communications ou la correspondance seront punis de la peine de la prison du degré inférieur.

CHAPITRE X. — DISPOSITION COMMUNE AUX CHAPITRES ANTÉRIEURS

Art. 250. — Si l'auteur de l'un des délits mentionnés aux chapitres précédents se trouve investi d'une autorité, il sera frappé, en plus de la peine correspondant au délit commis, de la peine de la déchéance absolue.

CHAPITRE XI. — DES PROPAGANDES ILLÉGALES

Art. 251. — La peine de la prison du degré inférieur et une amende de 10.000 à 100.000 pesetas seront infligées à ceux qui se livrent à toute propagande quelle qu'en soit la forme, à l'intérieur ou hors d'Espagne, à l'une des fins suivantes :

1. Renverser par la violence, ou détruire, l'organisation politique, sociale, économique ou juridique de l'Etat ;

2. Détruire ou affaiblir le sentiment national ;

3. Attaquer l'unité de la nation espagnole ou favoriser ou propager une action séparatiste ;

4. Réaliser ou projeter un attentat contre la sûreté de l'Etat porter atteinte à son crédit, à son prestige ou à son autorité, ou léser les

intérêts de la nation espagnole ou porter atteinte à sa dignité.

La propagande s'entend de l'impression de livres de toute espèce, de brochures, tracts, affiches, journaux et publications imprimées ou d'autre nature, ainsi que de leur diffusion ou de leur détention en vue de les distribuer, des discours, de la radiodiffusion et de tous autres procédés qui constituent des moyens de publicité.

Si les actes de propagande punis par le présent article sont accomplis par une utilisation abusive de fonctions d'enseignement, le coupable sera frappé, en plus des peines indiquées, de la déchéance spéciale d'exercer lesdites fonctions.

Art. 252. — Les tribunaux tenant compte des conditions dans lesquelles se trouve le délinquant, et spécialement de sa situation matérielle, pourront pour tous les délits prévus au présent chapitre, élever le montant de l'amende jusqu'à 500.000 pesetas.

De même, les tribunaux pourront, en égard à la situation du délinquant, infliger la peine de la déchéance absolue ou spéciale.

Art. 253. — Celui qui, avec l'intention de nuire au crédit ou à l'autorité de l'Etat, communiquera ou fera circuler d'une manière quelconque des rumeurs ou des renseignements faux, dénaturés ou tendancieux, ou qui commettra des actes quelconques tendant aux mêmes fins, sera puni de la peine de la prison du degré supérieur et de la déchéance absolue.

Si les faits sont de peu de gravité, le tribunal, tenant compte de la situation personnelle du coupable, pourra réduire la sanction à la peine de la prison du degré inférieur ou à l'exil, et à une amende de 2.000 à 20.000 pesetas.

CHAPITRE XII. — DE LA DÉTENTION ET DU DÉPÔT D'ARMES
OU DE MUNITIONS ET DES DÉLITS DE TERRORISME ET
DE DÉTENTION D'EXPLOSIFS

*Section II. — Des délits de terrorisme et de
détention d'explosifs*

Art. 260. — Celui qui, en vue d'attenter à la sûreté de l'Etat ou de troubler l'ordre public, se livrera à des actes tendant à la destruction d'ouvrages, usines ou autres établissements militaires, d'églises ou autres édifices religieux, de musées, bibliothèques, archives, édifices publics ou particuliers, ponts, digues, ports, canaux ou barrages, voies de communications ou de transport, lignes de transmission d'énergie électrique ou d'autre force motrice, et d'autres constructions analogues destinées aux services publics, de mines, poudrières, dépôts d'essence ou autres combustibles, navires, aéronefs et avions; ou tendant à provoquer des incendies, à faire usage de substances explosives, inflammables, asphyxiantes ou autres substances meurtrières; ou tendant à causer ou provoquer des catastrophes ferroviaires, des naufrages ou autres faits analogues, sera puni;

1. D'une peine pouvant aller de la réclusion du degré supérieur à la peine de mort, dans le cas de mort ou de blessures graves.

2. De la peine de la réclusion du degré supérieur si, en conséquence de l'acte, une personne a subi des blessures d'une gravité moindre ou s'il y a eu risque immédiat que plusieurs personnes soient blessées sur les lieux de l'attentat;

1. D'une peine pouvant aller de la réclusion inférieur si le délit a produit tout autre effet, ou si les explosifs ou matières inflammables placés ou employés aux fins visées au paragraphe premier du présent article, n'ont pas provoqué d'explosion ou d'incendie.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

CONSTITUTION DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE DE 1789^{1 2}

ARTICLE I

Sect. 9. — 2. Le privilège d'*habeas corpus* ne pourra être suspendu, à moins que la sûreté publique ne l'exige en cas de rébellion ou d'invasion.

3. Il ne pourra être fait aucun *bill of attainder* ni aucune loi *ex post facto*.

Sect. 10. — 1. Aucun Etat ne pourra... faire de loi d'*attainder* ou *ex post facto*, ou de loi affaiblissant (*impairing*) l'obligation des contrats; ni conférer des titres de noblesse.

ARTICLE III

Sect. 2. — 3. Sauf le cas d'*impeachment*, tous les crimes seront jugés par un jury; le jugement aura lieu dans l'Etat où le crime aura été commis. Si le crime n'a point été commis dans un des Etats, le jugement aura lieu dans l'endroit ou les endroits que le Congrès aura fixés par une loi.

Sect. 3. — 1. La trahison envers les Etats-Unis consistera seulement à susciter une guerre contre eux ou à se joindre à ses ennemis, en leur prêtant aide et secours. Nul ne pourra être convaincu de trahison que sur le témoignage de deux témoins déposant sur le fait même patent, ou sur son propre aveu en séance publique de la cour.

2. Le Congrès aura le pouvoir de fixer la peine de trahison; mais aucune condamnation de ce chef ne pourra frapper la postérité du coupable (*work corruption of blood*) ni emporter confiscation des biens (*forfeiture*) si ce n'est pendant la vie du condamné.

ARTICLE IV

Sect. 2. — 1. Les citoyens de chaque Etat auront droit à tous les privilèges et immunités dont jouissent les citoyens dans les divers Etats.

ARTICLE VI

3... aucune déclaration relative à la religion (*religious test*) ne sera jamais exigée comme condition d'aptitude pour aucune fonction ou mandat politique relevant des Etats-Unis.

AMENDEMENTS

ARTICLE I

Le Congrès ne pourra faire aucune loi pour

l'établissement d'une religion, ou pour interdire le libre exercice, ou pour restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit du peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser au Gouvernement des pétitions pour le redressement de ses griefs.

ARTICLE II

Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, il ne pourra être porté atteinte au droit du peuple de détenir et de porter des armes.

ARTICLE III

En temps de paix aucun soldat ne pourra être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; en temps de guerre, il ne pourra l'être que selon les règles prescrites par la loi.

ARTICLE IV

Le droit des citoyens d'être garantis dans leurs personnes, leur domicile, leurs papiers et leurs effets contre des perquisitions et saisies déraisonnables ne pourra être violé. Aucun mandat ne sera décerné que pour un motif plausible, appuyé par serment ou affirmation, et avec la désignation précise du lieu où devra se faire la perquisition et des personnes ou objets à saisir.

ARTICLE V

Nul ne sera tenu de répondre à une accusation pour un crime capital ou infamant, sauf sur la dénonciation (*presentment*) ou l'accusation (*indictment*) d'un *grand jury*, exception faite des délits commis dans les troupes de terre ou de mer ou dans la milice, lorsque celle-ci est en service actif en temps de guerre ou de danger public. Nul ne pourra être, deux fois pour le même crime, menacé dans sa vie ou molesté dans son corps (*put in jeopardy of life or limb*); ni être contraint à témoigner contre lui-même dans aucune affaire criminelle; ni être privé de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans une procédure conforme au droit (*without due process of law*). Aucune propriété privée ne pourra être prise pour un usage public sans une juste indemnité.

ARTICLE VI

Dans toute poursuite criminelle l'accusé jouira du droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial de l'Etat et du district où le crime aura été commis et

¹ Dareste, *op. cit.*, vol. VI, p. 34-66.

² La Constitution fut adoptée par une Convention Constitutionnelle, le 17 septembre 1787. Il fut décidé que la Constitution entrerait en vigueur après avoir été ratifiée par neuf Etats. Le neuvième Etat ratifia la Constitution le 21 juin 1788. Le Président fut élu, et le Gouvernement Fédéral organisé en 1789.

dont les limites auront été antérieurement déterminées par la loi; il aura le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'exiger par des moyens légaux l'appel de témoins à décharge, et d'être assisté d'un conseil pour sa défense.

ARTICLE VII

Dans les procès de *common law* où la valeur en litige excédera 20 dollars le droit au jugement par jury sera assuré. Aucun fait jugé par un jury ne pourra, devant une cour quelconque des Etats-Unis, faire l'objet d'un nouvel examen que conformément aux règles de la *common law*.

ARTICLE VIII

Il ne pourra être exigé de cautionnement excessif, ni imposé d'amendes excessives, ni infligé de châtiments cruels et d'un genre inaccoutumé.

ARTICLE IX

L'énumération dans la Constitution de certains droits ne devra pas être interprétée (*construed*) comme entraînant la négation ou l'affaiblissement des autres droits conservés par le peuple.

ARTICLE X

Les pouvoirs non délégués aux Etats-Unis par la présente Constitution, et non refusés par elle aux Etats, sont réservés respectivement aux Etats ou au peuple.

ARTICLE XIII

Sect. 1. — Dans les Etats-Unis, non plus qu'en aucun lieu soumis à leur juridiction, n'existera ni esclavage ni servitude forcée, sauf

pour la punition d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu.

Sect. 2. — Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution du présent article par une législation appropriée.

ARTICLE XIV

Sect. 1. — Toute personne née ou naturalisée dans les Etats-Unis et soumise à leur juridiction est citoyen des Etats-Unis et de l'Etat où elle réside. Aucun Etat ne pourra faire ou appliquer de loi qui restreindrait les privilèges ou immunités des citoyens des Etats-Unis. Aucun Etat ne pourra priver une personne de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans une procédure conforme au droit (*due process of law*) ni refuser à quiconque relève de sa juridiction l'égalité protection des lois.

Sect. 5. — Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution des dispositions de cet article par une législation appropriée.

ARTICLE XV

Sect. 1. — Le droit du suffrage des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ou restreint par les Etats-Unis ni par aucun Etat, à raison de race, de la couleur, ou d'un état antérieur de servitude.

Sect. 2. — Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution des dispositions de cet article par une législation appropriée.

ARTICLE XIX

Sect. 1. — Le droit des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ou restreint par les Etats-Unis ni par aucun Etat à raison du sexe.

Sect. 2. — Le Congrès aura le pouvoir d'assurer l'exécution des dispositions de cet article par une législation appropriée.

LES DROITS DE L'HOMME DANS LA CONSTITUTION DES ETATS-UNIS¹

Les auteurs de la Constitution des Etats-Unis n'avaient pas jugé nécessaire d'y insérer une déclaration formelle et détaillée des droits du citoyen. Les diverses déclarations des droits contenues dans les constitutions de tous les Etats protégeaient les libertés civiles contre les empiétements possibles de l'Etat, et le nouveau Gouvernement national, ne possédant que les pouvoirs qui lui étaient spécifiquement délégués par la Constitution, n'avait pas à se voir interdire de porter atteinte aux libertés civiles, puisqu'il ne possédait aucune autorité dans ce

domaine. Quelques clauses limitaient çà et là les pouvoirs du nouveau Gouvernement en matière de suspension de l'*habeas corpus* et de châtimement des traîtres, lui interdisaient de prendre des arrêts de dégradation civique et de promulguer des lois ayant effet rétroactif, imposaient le jugement par jury dans les causes criminelles relevant de la juridiction fédérale, et interdisaient les tests religieux dans les administrations fédérales. De plus, il était interdit aux Etats non seulement de prendre des arrêts de dégradation civique et de voter des lois à effet rétroactif, mais également de voter des lois portant atteinte aux obligations contractuelles. Une "clause de courtoisie" pres-

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

crivait en outre à chaque Etat d'accorder aux citoyens des autres Etats le même traitement qu'à ses propres citoyens.

Il apparut immédiatement que les auteurs de la Constitution s'étaient mépris sur l'état d'esprit et les désirs du pays. Il y avait un tel courant populaire en faveur d'une déclaration des droits fédérale qu'il eût été impossible d'obtenir la ratification de la Constitution si on ne s'était pas mis officiellement d'accord pour ajouter sans délai à la Constitution une déclaration des droits. Dix amendements, comprenant une Déclaration fédérale des droits, furent adoptés en 1791 et ces amendements sont généralement considérés comme faisant partie de la Constitution originale.

L'historique de cette Déclaration fédérale des droits du citoyen indique clairement qu'elle était uniquement destinée à protéger les libertés civiles contre tout empiètement du Gouvernement fédéral; elle n'était nullement destinée à s'appliquer aux Etats. En 1833, la Cour suprême statua que la Déclaration fédérale des droits du citoyen ne limite en rien la souveraineté des Etats. Aussi, pendant quelque soixante-quinze ans, la Constitution fédérale n'a joué qu'un rôle relativement minime dans la protection des libertés civiles du peuple américain.

Au lendemain de la guerre civile, trois amendements importants furent ajoutés à la constitution. Le Treizième Amendement (1865) interdisait l'esclavage et la servitude involontaire, ce terme comprenant le péonage et l'exécution de contrats de travail imposés par la force. Le Quatorzième Amendement (1868) établissait la qualité de citoyen américain sur une base plus large et interdisait aux Etats de restreindre les privilèges et immunités attachés à cette qualité, ou de refuser à toute personne le bénéfice d'une procédure régulière dans les formes prescrites par la loi ou l'égalité de protection de ces lois. Le Quinzième Amendement (1870) interdisait toute distinction de race en matière de droit de vote. Les auteurs de ces amendements voulaient, particulièrement au moyen du Quatorzième Amendement, imposer aux Etats une obligation *fédérale* très étendue, à savoir l'obligation de respecter et de protéger l'ensemble des libertés civiles du citoyen, sous peine de sanction des tribunaux fédéraux. Cette nouvelle protection était surtout destinée aux nègres récemment libérés, mais ne se limitait pas à eux, car elle était rédigée en termes généraux. L'ancien équilibre en matière de droits et libertés civiles entre les attributions fédérales et les attributions des Etats devait être remplacé par une "nationalisation des libertés civiles", qui soumettrait les Etats à une discipline fédérale effective en ce

qui concerne le traitement de leurs propres citoyens.

La Cour suprême, par une série de décisions importantes, empêcha pendant longtemps la réalisation de ce vaste dessein, en donnant un sens très étroit aux termes "privilèges et immunités des citoyens des Etats-Unis", "procédure régulière dans les formes prescrites par les lois", et "égale protection des lois". Le résultat le plus clair fut que les Etats continuèrent à n'être tenus par aucune contrainte *fédérale* de respecter, sur leur territoire, les libertés civiles garanties par la Déclaration fédérale des droits du citoyen. La Cour suprême a mis près de vingt ans à faire de la clause de la procédure régulière (*due process*) du Quatorzième Amendement, un critérium permettant de juger de la constitutionnalité des règlements de police des Etats, de leur législation commerciale et des lois destinées à améliorer les conditions sociales et économiques.

Ce n'est qu'en 1925 que la Cour suprême, par un étonnant revirement de sa doctrine antérieure, commença à rendre applicables aux Etats certaines parties de la Déclaration fédérale des droits du citoyen. En 1922 encore la Cour déclarait que "ni le Quatorzième Amendement, ni aucune autre disposition de la Constitution n'impose des restrictions aux Etats en matière de liberté de parole". Trois ans après la Cour déclarait: "En l'occurrence, nous pouvons tenir pour admis, et nous admettons que la liberté de parole et la liberté de presse — qui sont protégées par le Premier Amendement contre toute restriction de la part du Congrès — font partie des libertés et droits personnels fondamentaux protégés par la clause de 'la procédure régulière' du Quatorzième Amendement contre toute atteinte portée par les Etats." Ce fut là le début d'une jurisprudence où les quatre libertés civiles fondamentales protégées par le Premier Amendement, liberté de religion, de parole, de presse et de réunion, furent considérées comme des éléments essentiels de cette "liberté" que la clause de la "procédure régulière" du Quatorzième Amendement protège contre toute atteinte ou restriction de la part des Etats. L'importance pratique de cette nouvelle doctrine est démontrée par les quelque cinquante sentences rendues par la Cour suprême depuis 1925, sur la validité des mesures que l'on reprochait aux Etats d'avoir prises en violation de la liberté de parole, de presse, de réunion ou de religion.

Cependant, le terme "liberté" du Quatorzième Amendement ne couvrait que les libertés civiles classées par la Cour comme fondamentales. Les libertés mentionnées ci-dessus

sont considérées comme "l'essence même d'un système de liberté organisée". Certaines autres dispositions de la Déclaration fédérale des droits du citoyen ne sont pas considérées comme étant de nature aussi vitale et ne sont donc pas couvertes par la notion de "procédure régulière dans les formes prescrites par la loi". Dans ce groupe se trouvent des dispositions s'appliquant à la procédure criminelle, comme celles qui requièrent le jugement par jury et la mise en accusation par une chambre des mises en accusation, et interdisant de faire témoigner une personne contre elle-même et, dans certains cas, de la faire passer deux fois en jugement pour la même cause. Ces dispositions ne sont pas indispensables à un "système de justice équitable et éclairé", et les Etats peuvent donc s'en écarter pourvu que leur procédure criminelle repose sur des bases essentiellement justes.

Il est important de savoir qui a droit de jouir des libertés civiles garanties par une constitution. La Déclaration fédérale des droits du citoyen ne s'applique pas seulement aux citoyens des Etats-Unis, mais de façon plus générale à toutes les personnes qui se trouvent dans ce pays, quoique la protection très large de la "procédure régulière" puisse avoir une signification concrète différente selon qu'elle s'applique à des étrangers ou aux citoyens. La clause de la "procédure régulière" (*due process*) et celle de la "protection égale" du Quatorzième Amendement s'appliquent dans un sens général aux "personnes" et non pas seulement aux citoyens. Aux termes de ces clauses, les corporations sont des personnes mais ne sont pas des citoyens. Les "privilèges et immunités des citoyens des Etats-Unis", qui sont spécifiquement protégés par le Quatorzième Amendement, ont été très étroitement délimités par décision juridique, et le Gouvernement a jugé à propos d'étendre de façon générale aux étrangers un grand nombre de privilèges qu'il pourrait leur refuser s'il le désirait. En somme, la Constitution ne considère pas que les libertés civiles fondamentales sont des privilèges ou des droits réservés aux seuls citoyens américains.

La Constitution donne la qualité de citoyen américain à toutes les personnes nées dans ce pays et relevant de sa juridiction, et on a jugé que ceci comprend les enfants nés dans ce pays de parents ne pouvant pas, à cause de leur race, devenir citoyens par naturalisation. Ceci explique le grand nombre de citoyens américains d'origine orientale. Les questions de naturalisation sont laissées à l'entière discrétion du Congrès qui, pendant de nombreuses années, a refusé ce privilège à toutes les personnes qui ne sont pas, soit de race "blanche", soit de naissance ou d'ori-

gine africaine, soit des descendants des races indigènes de l'hémisphère occidental. Les Chinois étaient exclus par un statut spécial, mais en 1946 un nouveau statut a permis leur naturalisation.

Nul ne peut être privé de sa qualité de citoyen s'il n'a pas été condamné pour crime; mais il est possible de renoncer volontairement à cette qualité. Le certificat de naturalisation d'un citoyen peut, par contre, être annulé s'il a été obtenu par des moyens frauduleux. Depuis la première guerre mondiale, des citoyens naturalisés furent ainsi "dénaturalisés" lorsqu'ils eurent prouvé par une conduite déloyale que leur serment d'allégeance à ce pays avait été prêté avec des réserves mentales qui l'entachaient de fraude.

Dans le système constitutionnel américain, les droits civils de l'individu sont, dans l'ensemble, protégés contre toute atteinte ou restriction de la part du Gouvernement national ou du gouvernement des Etats.

Ainsi que nous l'avons vu, la Déclaration fédérale des droits limite les pouvoirs du Gouvernement national tandis que le Quatorzième Amendement limite les droits des Etats. Ces restrictions qui protègent les libertés civiles sont sanctionnées par les tribunaux. Ces derniers, en exerçant le droit de juger de la constitutionnalité des actes exécutifs ou législatifs, doivent déterminer si les droits civils et l'individu ont été l'objet d'une atteinte anti-constitutionnelle et, dans l'affirmative, lui accorder réparation.

Les Etats, s'ils le désirent, peuvent exercer leurs pouvoirs de police de façon à interdire aux particuliers de porter atteinte aux droits civils d'autres particuliers. La récente ordonnance de l'Etat de New-York interdisant d'établir, en matière d'emploi, des distinctions fondées sur la race, en est un exemple. Les pouvoirs du Gouvernement fédéral, qui ne possède pas un droit de police général, sont cependant plus limités. Le Gouvernement fédéral ne peut pas punir un individu pour avoir violé les libertés civiles protégées par la Déclaration des droits ou par le Quatorzième Amendement, car comme nous l'avons vu, cette double garantie impose des limites aux actes gouvernementaux et non pas aux actes des particuliers. Le Congrès a cependant promulgué des lois punissant les particuliers qui font obstacle ou portent atteinte à la jouissance des droits et privilèges garantis aux particuliers par la Constitution ou par les lois. Ainsi on peut être puni pour avoir porté atteinte au droit que la Constitution reconnaît à tout citoyen de voter dans une élection fédérale. Ces derniers temps, les efforts du Gouvernement fédéral pour étendre cette zone de protection aux individus ont été plus énergiques, mais ce

qui montre bien que les pouvoirs fédéraux sont limités, c'est le fait que l'on a des doutes très sérieux sur l'autorité constitutionnelle que possède le Congrès en matière de promulgation d'une loi fédérale efficace contre le lynchage. L'étude des libertés civiles protégées par la constitution américaine montre qu'elles se divisent en plusieurs groupes.

Premièrement. — Les garanties concernant la liberté de religion, de presse, de parole, de réunion et de requête, contenues dans le Premier Amendement. Ces garanties protègent les droits des minorités, car, dans un pays démocratique, la majorité pourrait essayer d'y passer outre. Ni le Gouvernement fédéral ni les gouvernements des Etats ne peuvent restreindre ces droits. Ils sont indispensables au fonctionnement des institutions démocratiques qui dépendent obligatoirement du libre échange des idées. La Cour suprême a fait une distinction particulière à leur sujet et leur a accordé un statut "préférentiel". Par conséquent, toute loi qui restreint ces droits ne jouit pas de l'habituelle présomption initiale de constitutionnalité; il incombe alors au législateur de la défendre en fournissant la preuve qu'il existe un "danger manifeste et immédiat" justifiant cette restriction.

Deuxièmement. — Il existe différentes protections contre les empiétements du pouvoir exécutif et de l'autorité militaire sur les droits de l'individu. Le droit de porter des armes et de refuser les billets de logement des autorités militaires ne présente plus guère qu'un intérêt historique. La protection contre les perquisitions et saisies arbitraires est toujours d'une importance actuelle et l'a été notamment lorsque la prohibition était appliquée à l'échelle nationale. Mentionnons également dans ce domaine, les sauvegardes contre la suspension de l'*habeas corpus*, et les principes juridiques qui interdisent de remplacer l'autorité civile par l'autorité militaire. Pour illustrer le heurt entre l'autorité militaire et les libertés civiles et la difficulté de fixer des limites à cette autorité en temps de guerre, citons une décision de la Cour suprême jugeant constitutionnelle l'évacuation forcée de la côte ouest par les citoyens américains d'origine japonaise et une décision de la même Cour entachant de nullité le remplacement du Gouvernement civil d'Hawaï par un Gouvernement militaire.

Troisièmement. — Une longue liste de dispositions, tant dans les lois fédérales que dans les lois des Etats protège les droits des personnes accusées de crime. Les dispositions de la loi fédérale sur les droits du citoyen rendent obligatoire, dans les tribunaux fédéraux, une partie importante de la procédure criminelle du droit coutumier anglais. Mais, comme nous l'avons vu, ces garanties ne sont pas comprises,

d'après la jurisprudence, dans la clause de la procédure régulière (*due process*) du Quatorzième Amendement et ne sont pas, par conséquent, obligatoires pour les Etats. La clause de la procédure régulière exige cependant que toute personne accusée soit traitée d'une façon essentiellement équitable aussi bien par le Gouvernement fédéral que par les gouvernements des Etats.

Quatrièmement. — La protection des droits de propriété est inscrite dans les clauses constitutionnelles qui requièrent le paiement d'une juste compensation pour toute propriété privée expropriée pour cause d'utilité publique, et, de façon plus générale, dans la clause de "procédure régulière" qui protège l'individu contre toute atteinte "arbitraire", à sa liberté ou à ses droits de propriété. Ce qui est ou non "arbitraire" est une question à décider en dernière analyse par les tribunaux. Dans un sens général on pourra dire que toute atteinte aux droits de propriété, soit par la force publique d'un Etat, soit par une mesure fédérale réglementant le commerce, peut être qualifiée "d'arbitraire" quand elle n'est pas nettement justifiée par une raison sociale ou économique importante fondée sur le souci du bien-être général.

Il est interdit aux Etats de promulguer des lois portant atteinte au caractère obligatoire des contrats. Cette disposition a protégé non seulement les contrats commerciaux privés, mais également les chartes et les concessions des sociétés, contre toute rupture ultérieure imposée par des mesures législatives. Cette restriction n'empêche cependant pas l'Etat d'exercer ses droits de police, ses droits d'expropriation ou tous autres droits d'un Gouvernement "souverain". La clause sur les contrats ne s'applique pas au Gouvernement fédéral qui, en matière de contrat, n'est restreint que par les exigences de la procédure régulière.

Enfin, il est interdit au Gouvernement fédéral aussi bien qu'aux gouvernements des Etats de faire des distinctions arbitraires dans leurs rapports avec les individus ou avec les groupes. Il est spécifiquement interdit aux Etats de refuser l'"égale protection des lois" tandis que la clause de la procédure régulière (*due process*) du Cinquième Amendement impose au Gouvernement fédéral une obligation peut-être plus générale. S'il est indispensable que la loi distingue des classes, la Cour suprême a cependant spécifié que le facteur de différenciation, sur lequel repose cette distinction, doit correspondre raisonnablement à un but législatif légitime, et qu'une classe doit comprendre d'une façon très générale tous ceux qui sont dans la même situation par rapport à la loi. Le traitement du nègre américain illustre le problème de la distinction raciale envisagée sous l'angle

de la Constitution. Les auteurs du Quatorzième Amendement pensaient avoir garanti aux nègres l'égalité de traitement dans leurs relations avec le Gouvernement et avec les autres citoyens. La vérité a été bien différente, dans la pratique et devant les tribunaux. Dans la vie privée il n'existe pas de protection contre la distinction raciale à moins que les Etats n'accordent cette protection par une loi. Les tribunaux ont essayé, sans y réussir complètement, d'obtenir pour les nègres l'égalité devant la justice et, dans les limites des restrictions gouvernementales, l'égalité en ce qui concerne le droit de propriété et la jouissance de ce droit. La Cour suprême a cependant jugé que la séparation des nègres et des blancs en ce qui concerne l'usage et la jouissance des services et aménagements publics ne représentent pas *en soi*, un déni d'égale protection des lois. C'est sur cette règle que repose le système très poussé de séparation des races appliqué par les Etats du sud. Cependant, même séparés des blancs, les nègres ont droit à un traitement et à des services "égaux" et les décisions récentes des tribunaux ont tendance à exiger que cette égalité de traitement soit poussée

assez loin, but qui cependant est encore loin d'être complètement atteint.

La vitalité des libertés civiles ne peut évidemment pas se mesurer en termes de garanties constitutionnelles ou de décisions juridiques imposant ces garanties. Elle dépend en dernière analyse du prix que l'opinion publique d'une nation, d'un Etat, ou d'une communauté locale attache à la liberté civile et de la mesure dans laquelle elle exige que cette liberté soit protégée. C'est pourquoi, en plus des garanties généreuses des libertés civiles contenues dans les constitutions américaines et de l'application de plus en plus efficace de ces garanties par les tribunaux américains, il faut l'appui constant de l'éducation populaire et des autres moyens dont dispose la communauté pour bien faire comprendre au commun des citoyens qu'un Gouvernement démocratique repose dans une large mesure sur la tolérance et le "*fair play*".

Robert E. CUSHMAN
*Professeur de droit constitutionnel
à l'Université de Cornell*

CONSTITUTION DE L'ETAT D'ALABAMA DE 1901¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Afin de reconnaître de poser les grands principes généraux et essentiels de la liberté et du libre gouvernement, nous déclarons :

Sect. 1. — Tous les hommes sont également libres et indépendants. Ils sont investis par leur Créateur de certains droits inaliénables, au nombre desquels sont la vie, la liberté et la poursuite du bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Tous les Gouvernements libres reposent sur son autorité et sont institués dans son intérêt; le peuple jouit donc à tout moment du droit inaliénable et indéfectible de modifier la forme de son Gouvernement comme il l'entend.

Sect. 3. — Aucune religion ne sera établie par la loi.

Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucune secte, société, confession ou culte religieux. Nul ne sera contraint par la loi à fréquenter aucun lieu du culte, ni à payer aucune dime, taxe ou autre droit pour la construction ou la réparation d'édifices du culte, ni pour l'entretien d'aucun ministre du culte. Il ne peut être exigé de serment religieux des candidats aux fonctions ou mandats publics dans l'Etat. Les principes religieux des citoyens sont sans influence sur leurs droits civils, privilèges et capacités.

Sect. 4. — Il ne peut être fait de loi pour abolir ou entraver la liberté de la parole et de la presse. Tout citoyen peut exprimer par la parole et par l'écrit son opinion sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit.

Sect. 5. — Les citoyens sont garantis quant à leurs personnes, leurs demeures, leurs archives et leurs biens contre toute saisie ou perquisition abusive. Aucun mandat ne peut être délivré pour perquisitionner un lieu ou saisir une personne ou un bien quelconque, s'il n'est fondé sur un motif probable, appuyé par serment ou affirmation.

Sect. 6. — En toute matière criminelle, l'accusé a le droit d'être entendu lui-même ou par son conseil, ou des deux manières. Il a le droit d'exiger de connaître la nature ou les motifs de l'accusation dont il fait l'objet et de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être con-

fronté avec les témoins à charge, d'obtenir des mandats de comparution pour l'audition des témoins à décharge et, en tous cas, de témoigner en sa propre faveur, s'il l'estime opportun. Toute mise en accusation par le jury d'accusation doit être suivie d'un jugement public rapide par un jury impartial, convoqué dans le comté ou le district où l'infraction a été commise. L'accusé ne peut être contraint à témoigner contre lui-même ni privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). La législature peut, par une loi générale, rendre possible pour le défendeur de demander le changement du lieu de juridiction, dans tous les cas de poursuites sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation (*indictment*). Toute modification ainsi demandée par le défendeur peut être examinée hors de sa présence, à condition toutefois qu'au moment où il dépose sa demande, il soit détenu dans une prison ou dans un lieu de détention légale.

Sect. 7. — Nul ne peut être accusé, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi, et conformément aux formes par elle prescrites; et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi votée et promulguée avant le délit, et légalement appliquée.

Sect. 8. — Hors les cas prévus par la présente constitution, aucune personne coupable d'une infraction figurant parmi celles qui doivent être obligatoirement soumises au jury des mises en accusations (*indictable offence*), ne peut faire l'objet de poursuites criminelles sur un acte de poursuite du ministère public, sauf dans les affaires intéressant la milice et les corps volontaires en service effectif ou rassemblés sous les armes en formation militaire, ou, avec l'autorisation du tribunal, dans les cas de détournement de pouvoir, de délit, d'extorsion de fonds et d'abus d'autorité, commis dans l'exercice de fonctions publiques. Dans le cas de délits (*misdemeanor*), la législature peut, par une loi, écarter l'intervention d'un jury des mises en accusation et autoriser les poursuites ou procédures devant les juges de paix ou toutes autres juridictions inférieures établies par la loi.

Sect. 9. — Nul ne peut être deux fois mis en péril dans sa vie ou sa personne pour la même infraction. Toutefois, les tribunaux ont la faculté pour les motifs prévus par la loi, de retirer aux jurys la connaissance d'une affaire quelconque, et nul ne peut tirer avantage d'une telle décision.

Sect. 10. — Nul ne peut se voir interdire

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of Alabama*, the Alabama Department of Archives and History, 1 May 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

d'ester en justice, tant en qualité de demandeur que de défendeur, devant un tribunal de cet Etat, en personne ou par un conseil, dans toute affaire civile à laquelle il est partie.

Sect. 11. — Le droit d'être jugé par jury est inviolable.

Sect. 12. — En toutes poursuites pour écrits diffamatoires (*libel*) ou pour publication d'articles sur la conduite officielle des fonctionnaires et des personnes jouant un rôle public, ou lorsque les faits divulgués sont de nature à renseigner utilement le public, la vérité des faits allégués peut être démontrée. Dans toute mise en accusation (*indictment*) pour écrits diffamatoires, le jury a le droit de statuer sur le droit et sur le fait, sous la direction du tribunal.

Sect. 13. — La justice est rendue en public. Chacun peut recourir à une procédure régulière pour obtenir réparation de tous dommages à ses terres, à ses biens, à sa personne ou à sa réputation. La justice est rendue gratuitement, sans déni de justice ni retard.

Sect. 14. — L'Etat d'Alabama ne pourra jamais être assigné comme défendeur (*be made a defendant*) devant aucun tribunal de droit ou d'équité.

Sect. 15. — Il ne peut être imposé d'amendes excessives ou prononcé de peines cruelles ou inusitées.

Sect. 16. — Antérieurement à condamnation, tout individu peut être mis en liberté provisoire sous caution, sauf s'il s'agit de crime capital, lorsque la preuve est évidente ou la présomption grave. En aucun cas, il ne peut être exigé de cautionnement excessif.

Sect. 17. — L'Etat n'a pas le droit de suspendre le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus*.

Sect. 18. — La trahison contre l'Etat consiste exclusivement dans le fait de lui faire la guerre, de se joindre à ses ennemis et leur donner aide et assistance et nul ne peut être condamné pour trahison, sauf sur témoignage de deux témoins du même fait patent, ou sur ses propres aveux passés en audience publique.

Sect. 19. — La législature ne peut prononcer la peine de la mort civile (*attainder*) pour trahison. Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour la famille du coupable (*corruption of blood*), ou de confiscation du patrimoine.

Sect. 20. — Nul ne pourra être emprisonné pour dettes.

Sect. 21. — Le pouvoir de suspendre l'application des lois ne peut être exercé qu'en vertu de pouvoirs conférés par la législature.

Sect. 22. — La législature ne pourra faire aucune loi *ex post facto* ni aucune loi affaiblissant des obligations quelconques résultant de contrats, ni accordant à titre exclusif ou

irrévocable des immunités ou privilèges spéciaux. Toute concession d'une franchise, d'un privilège ou d'une immunité restera désormais toujours sujette à révocation ou modification.

Sect. 23. — L'exercice du droit de domaine éminent ne devra jamais être restreint, ni être interprété de façon à empêcher la législature de prendre la propriété et les franchises de compagnies incorporées, et de les affecter à l'usage public ainsi qu'il peut être fait pour la propriété et les franchises des individus; mais la propriété privée ne devra pas être prise en vue de l'usage public ou affectée à cet usage sans le versement préalable d'une juste compensation. La propriété privée ne sera pas prise pour l'usage de particuliers ou pour l'usage de corporations, autres que des corporations municipales, sans le consentement du propriétaire; toutefois, la législature pourra, par mesure législative, assurer à des personnes ou des corporations un droit de passage sur les terrains d'autres personnes ou corporations et elle pourra, par des lois générales, régler et réglementer l'exercice par les personnes ou corporations des droits ici réservés; mais dans tous les cas une juste indemnité sera préalablement payée au propriétaire. Le droit de domaine éminent ne devra pas être interprété comme autorisant à établir une taxation ou une souscription forcée au profit des chemins de fer ou d'une autre sorte de corporations, autres que les communes, ou d'un individu ou d'une association.

Sect. 24. — Toutes les voies navigables demeureront toujours des voies publiques, utilisables par les citoyens de l'Etat et des Etats-Unis sans taxes, impôts ni péages; il ne pourra être exigé ni reçu de taxe, impôt, péage ni quaiage des propriétaires de marchandises ou denrées à l'occasion de l'usage des rives ou de tout quai ou appontement installé sur les rives, ou dans ou sur les eaux d'une voie navigable, à moins que la loi ne l'autorise expressément.

Sect. 25. — Les citoyens ont le droit de s'assembler paisiblement dans leur intérêt commun et de s'adresser par voie de pétition, adresse ou remontrance, à ceux qui détiennent le pouvoir de gouverner pour obtenir la réforme des abus ou pour tout autre objet.

Sect. 26. — Tout citoyen a le droit de porter les armes pour sa propre défense et celle de l'Etat.

Sect. 27. — Il ne peut être entretenu d'armée permanente sans le consentement de la législature et, dans ce cas, les crédits nécessaires à son entretien ne pourront être ouverts pour une durée de plus d'un an. En tous cas et à tout moment l'autorité militaire est strictement subordonnée au pouvoir civil.

Sect. 28. — En temps de paix, aucun mili-

taire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire. En temps de guerre, cette mesure ne peut être prise que suivant la procédure prescrite par la loi.

Sect. 29. — Il ne peut être conféré dans cet Etat aucun titre de noblesse, aucune distinction, aucun privilège, honneur ou émoluments héréditaires. Nul ne peut être nommé à une fonction dont il ne pourrait être révoqué pour faute grave.

Sect. 30. — L'immigration devra être favorisée, l'émigration ne pourra être interdite et aucun citoyen ne pourra être exilé.

Sect. 31. — Après établissement sur le territoire de l'Etat, l'absence temporaire hors de ce territoire n'entraîne pas la perte du domicile.

Sect. 32. — Aucune forme d'esclavage ne pourra exister dans cet Etat; et il ne doit pas y avoir de servitude forcée, autrement que pour la punition d'un crime dont l'auteur aura été dûment condamné.

Sect. 33. — Le droit de suffrage devra être protégé par les lois qui régleront les élections,

et qui défendront, sous des pénalités adéquates, toutes les influences indûment exercées par la contrainte, la corruption, les troubles et autres agissements répréhensibles.

Sect. 34. — Les étrangers qui sont fixés ou se fixeront *bona fide* dans cet Etat jouiront des mêmes droits quant à la possession, à la jouissance et à la transmission de leurs biens que les citoyens par la naissance.

Sect. 35. — L'objet unique et la seule fin légitime des Gouvernements est de protéger le citoyen dans la jouissance de la vie, de la liberté et de la propriété; s'il se charge d'autres fonctions, le Gouvernement commet une usurpation et une oppression.

Sect. 36. — L'énumération de certains droits ci-dessus énoncée ne restreint et ne dénie aucun des autres droits retenus par le peuple. Pour garantir les droits ainsi retenus contre tous empiètements, nous déclarons que toutes les matières visées à la présente Déclaration des droits sont en dehors du domaine des pouvoirs généraux du Gouvernement et sont à tout jamais inviolables.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'ARIZONA DE 1912¹

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Il est essentiel, pour la sécurité des droits individuels et pour la perpétuité d'un Gouvernement libre, de revenir fréquemment aux principes fondamentaux.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Les Gouvernements tirent leurs pouvoirs légitimes du consentement des gouvernés. Ils sont établis pour protéger et maintenir les droits individuels.

Sect. 3. — La Constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 4. — Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 5. — Il ne peut être porté atteinte au droit de pétition ni à la liberté de se réunir de façon paisible et pour le bien commun.

Sect. 6. — Toute personne peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit.

Sect. 7. — Le serment ou l'affirmation solennelle seront administrés de la manière la plus conforme aux convictions et la plus impérative pour la conscience de celui à qui le serment ou l'affirmation est demandé.

Sect. 8. — Nul ne peut être troublé dans ses

affaires privées et il ne peut être pénétré de force dans son domicile qu'en vertu de la loi.

Sect. 9. — Il ne pourra être fait de loi accordant à titre irrévocable un privilège, une franchise ou une immunité.

Sect. 10. — En matière criminelle, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

Sect. 11. — La justice sera toujours rendue publiquement et sans retard injustifié.

Sect. 12. — La liberté de conscience, garantie par les dispositions de la présente constitution, ne peut être entendue comme permettant des actes de licence ou légitimant des pratiques incompatibles avec la paix et la sécurité publiques. Aucune somme d'argent ni aucune propriété publique ne pourra jamais être affectée ou employée pour l'exercice d'un culte, un enseignement religieux, ou l'entretien d'un établissement religieux. Aucune condition d'ordre religieux ne sera exigée pour accéder à une fonction ou à un emploi public. Nul ne sera déclaré incapable d'être témoin ou juré à raison de ses opinions religieuses. Nul ne peut, devant aucun tribunal, interroger quelqu'un sur ses croyances religieuses, en vue d'affecter le poids de son témoignage.

Sect. 13. — Il ne pourra être fait de loi accordant à un citoyen quelconque ou à une catégorie de citoyens ou à une corporation autre qu'une municipalité, des privilèges ou immunités qui ne pourraient, sous les mêmes conditions, être accordés à tous les citoyens ou à toutes les corporations.

¹ Texte anglais dans: New York State Constitutional Convention Committee, *Constitution of the States and United States*, vol. III, 1938, p. 65-97. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sec. 14. — Les pouvoirs publics de l'Etat ne peuvent suspendre le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus*.

Sec. 15. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, ni infligé d'amendes trop fortes. Il ne peut être infligé de peines cruelles ou inusitées.

Sec. 16. — Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable ou de confiscation du patrimoine.

Sec. 17. — La propriété privée ne pourra être prise pour un usage particulier sauf pour les voies privées nécessaires et pour le drainage, les canaux d'irrigation ou les fossés, établis sur les terrains d'autrui ou les traversant, pour des besoins miniers, agricoles, domestiques ou sanitaires. Aucune propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage public ou particulier sans une juste et préalable indemnité dont le montant pourra être consigné au tribunal pour le compte du propriétaire. Aucun droit de passage ne pourra être établi pour l'usage d'aucune corporation autre qu'une corporation municipale, avant paiement, ou détermination et consignation au tribunal au profit du propriétaire, du montant total de l'indemnité, laquelle sera fixée sans tenir compte de tout bénéfice à provenir des améliorations proposées par ladite corporation. Cette indemnité sera évaluée par un jury, à moins qu'il ne soit renoncé au jury comme dans les autres matières civiles devant les tribunaux ayant rang de juridiction *of record*, dans les conditions prévues par la loi. Toutes les fois qu'une expropriation pour cause d'usage public sera envisagée, la question de la vérification du caractère d'utilité publique sera soumise à l'appréciation des tribunaux, nonobstant toute déclaration contenue dans une loi et affirmant que l'usage proposé est d'intérêt public.

Sec. 18. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude.

Sec. 19. — Aucune personne ayant la connaissance ou la preuve de faits tendant à établir la culpabilité d'une autre personne ou d'une corporation accusée de concussion ou d'avoir consenti des ristournes illégales ne pourra exciper, pour refuser de témoigner ou de produire des preuves lorsqu'elle en sera légalement requise, du fait qu'il en pourrait résulter pour elle-même une incrimination en vertu des lois de cet Etat. Toutefois, nul ne peut être poursuivi ou encourir une pénalité ou la confiscation de ses biens, à raison d'une transaction, affaire ou question au sujet de laquelle il serait ainsi appelé à témoigner ou à produire des preuves.

Sec. 20. — Le pouvoir militaire sera strictement subordonné au pouvoir civil.

Sec. 21. — Toutes les élections sont libres et égales pour tous et nul pouvoir civil ou militaire ne peut à aucun moment intervenir pour empêcher le libre exercice du droit de suffrage.

Sec. 22. — Tout individu accusé de crime peut être mis en liberté provisoire sous caution en fournissant des garanties suffisantes, sauf s'il s'agit de crimes capitaux, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sec. 23. — Le droit à être jugé par jury est inviolable. La loi peut, toutefois, instituer un jury d'un nombre inférieur à douze devant les tribunaux n'ayant pas rang de juridiction *of record*; elle peut autoriser le jury à prononcer son verdict par neuf jurés au moins en matière civile devant tout tribunal *of record*; et elle peut permettre qu'il soit renoncé au jury en toutes affaires civiles lorsque les parties intéressées y consentent.

Sec. 24. — Dans les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire d'un conseil, d'exiger d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui, d'obtenir copie de l'acte d'accusation, de déposer en sa propre faveur, d'être confronté en personne avec les témoins, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge, d'être jugé rapidement et publiquement devant un jury impartial du comté où le délit est censé avoir été commis et de faire appel de toute décision. En aucun cas l'accusé ne peut, avant jugement devenu définitif, être contraint à faire une avance de fonds ou d'honoraires pour bénéficier des droits ici garantis.

Sec. 25. — Il ne peut être fait aucune loi d'*attainder*, aucune loi *ex post facto*, ni aucune loi affaiblissant les obligations résultant d'un contrat.

Sec. 26. — Le droit de tout citoyen de porter des armes pour sa défense ou celle de l'Etat ne peut être limité, mais la présente section ne pourra en rien être interprétée comme autorisant des individus ou des corporations à organiser, à entretenir ou à employer un corps d'hommes armés.

Sec. 27. — Aucune armée permanente ne peut être entretenue par l'Etat en temps de paix. Aucun militaire ne peut être logé en temps de paix dans une maison sans le consentement du propriétaire; ni en temps de guerre, si ce n'est de la manière prescrite par la loi.

Sec. 28. — La trahison contre l'Etat consiste exclusivement à lui faire la guerre, à se joindre à ses ennemis ou à leur porter aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 29. — Aucun émolument ou privilège héréditaire ne peut être concédé ou conféré et aucune loi ne peut être faite pour autoriser les clauses d'inaliénabilité perpétuelle ou les substitutions dans cet Etat.

Sect. 30. — Nul ne peut être poursuivi pénalement devant un tribunal ayant rang de juridiction *of record* pour crime ou délit, si ce n'est sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*) ou sur verdict de mise en accusation rendu par un *grand jury* (*indictment*). Nul ne peut être poursuivi pour crime sans avoir subi un interrogatoire préliminaire devant un magistrat ou sans avoir renoncé à un tel interrogatoire.

Sect. 31. — Il ne peut être fait de loi dans cet Etat, limitant le montant des dommages à recouvrer pour avoir causé la mort d'une personne ou lui avoir infligé des blessures.

Sect. 32. — Les dispositions de la présente constitution sont impératives à moins qu'il n'en soit autrement disposé en termes exprès.

Sect. 33. — L'énumération de certains droits dans la présente constitution ne peut être interprétée de façon à dénier aucun des autres droits retenus par le peuple.

Sect. 34. — L'Etat d'Arizona et toutes les communes de cet Etat auront le droit de s'assigner des tâches industrielles.

ARTICLE XVIII

TRAVAIL

Sect. 1. — La journée de travail légale est de huit heures au maximum pour tout emploi dépendant directement ou indirectement de l'Etat ou de tout service administratif de l'Etat. La législature prendra toutes mesures nécessaires pour donner effet aux présentes dispositions et édictera des pénalités appropriées pour toute violation desdites lois.

Sect. 2. — Aucun enfant au-dessous de quatorze ans ne pourra être employé à un travail rémunéré, à quelque moment que ce soit, pendant les heures d'ouverture des écoles situées dans le district où il réside, et aucun enfant de moins de seize ans ne pourra être employé au travail souterrain dans les mines, ou à toute occupation nuisible à la santé ou à la moralité, ou présentant des risques de mort ou de blessure, non plus qu'à tout travail qui serait effectué de nuit ou dont la durée dépasserait huit heures par jour.

Sect. 3. — Il est illicite pour toute personne, compagnie, association ou société d'imposer à ses serviteurs ou à ses employés comme condition d'engagement, ou à tout autre titre, l'acceptation d'un contrat ou d'un accord la dégageant de toute responsabilité ou obligation, à raison des blessures que lesdits serviteurs ou employés auront pu subir, au cours

du service ou du travail du fait de la négligence de l'employeur, de ses agents ou de ses employés ; tout contrat ou accord de cette nature sera nul et non avenue.

Sect. 4. — La règle du *common law* dite des "camarades de travail" est à jamais abolie, en tant qu'elle concerne la responsabilité du maître pour les blessures subies par les personnes à son service et résultant d'actes ou d'omissions commis par tout autre serviteur.

Sect. 6. — Le droit d'intenter une action en dommages et intérêts pour des blessures subies ne sera jamais abrogé, et le montant des dommages attribués de ce chef ne sera pas limité par la loi.

Sect. 7. — En vue d'assurer la sécurité des employés dans tous travaux dangereux, dans les mines, fonderies, manufactures, chemins de fer ou tramways, ou dans toute autre forme d'industrie, la législature édictera une loi sur l'assurance contre les accidents du travail aux termes de laquelle tout employeur, que ce soit une personne, une association ou une corporation, sera responsable, au cas où un employé effectuant lesdits travaux dangereux pour le compte de cet employeur trouvera la mort ou subira des blessures à la suite d'un accident dû aux conditions du travail, à condition que la mort ou les blessures n'aient pas été causées par la négligence de la victime.

Sect. 8. — La législature édictera une loi sur les accidents du travail qui s'appliquera aux ouvriers effectuant un travail manuel ou industriel, pour le compte de tout service public, qu'il relève de l'Etat ou de l'une de ses subdivisions administratives ou municipalités qui seront désignées par la loi, et pour le compte des entreprises privées que la législature indiquera. Aux termes de cette loi, l'employeur sera tenu de payer une indemnité audit ouvrier en cas de blessures ou, en cas de décès, aux personnes à sa charge spécifiées par la loi, si, au cours du travail, l'ouvrier a subi des blessures ou a trouvé la mort à la suite d'un accident dû au travail ou survenu pendant la période de travail, et si la mort ou les blessures résultent, en totalité ou en partie, d'un risque ou d'un danger que comporte nécessairement le travail, ou du fait que l'employeur ou l'un de ses agents ou employés n'a pas appliqué les mesures de précaution nécessaires ou ne s'est pas conformé aux lois relatives audit emploi. Toutefois, tout employé travaillant pour le compte d'un particulier pourra à son choix accepter ladite indemnité ou conserver le droit d'intenter une action contre ledit employeur de la manière prévue par la présente constitution. En vue d'assurer d'une manière certaine dans l'Etat d'Arizona l'application équitable d'une loi juste et humaine sur les indemnités, tendant à ce que les

ouvriers, leurs veuves, enfants ou personnes à charge spécifiés par la loi ne soient pas, en cas de mort ou blessure, obligés de recourir aux actions en justice lentes, onéreuses et sujettes à controverse qui existent actuellement dans l'Etat d'Arizona et qui aboutissent à l'attribution d'indemnités dans des conditions inégales et incertaines, les ouvriers effectuant un tel travail pour le compte dudit particulier pourront exercer l'option d'accepter le paiement de l'indemnité, s'ils se sont abstenus d'écarter les dispositions de la loi sur les accidents du travail antérieurement à l'accident qui a causé la blessure.

Sect. 9. — La présente section interdit l'échange, la demande ou la remise de toute liste noire d'ouvriers et la législation nécessaire sera édictée afin d'assurer l'application de cette disposition.

Sect. 10. — Nul ne se verra refuser la possibilité d'obtenir ou de conserver un emploi à raison de sa non-adhésion à une organisation ouvrière, et l'Etat ou toute subdivision de l'Etat, ou toute société, individu, ou association de quelque nature qu'elle soit ne pourra conclure d'accords écrits ou verbaux interdisant à une personne d'exercer ou de continuer à exercer un emploi à raison de sa non-adhésion à une organisation ouvrière.

ARTICLE XIX

MINES

Le service de l'inspecteur des mines est créé par le présent article. La législature, lors de sa première session, édictera les lois réglant le fonctionnement et l'outillage de toutes les mines de l'Etat de manière à assurer la santé et la sécurité des personnes travaillant à l'intérieur des mines, ou dans des services annexes; elle définira également les attributions de ce service. Lorsque lesdites lois auront été approuvées par le gouverneur, celui-ci, après avoir consulté le Sénat et obtenu son assentiment, devra nommer immédiatement un inspecteur des mines qui restera en fonctions jusqu'à ce que son successeur ait été élu aux premières

élections générales qui suivront, et soit prêt à s'acquitter de ses fonctions. Le successeur, et tous les titulaires ultérieurs, seront élus aux élections générales et la durée de leurs fonctions sera de deux ans.

ARTICLE XX

ORDONNANCE

La présente ordonnance ne pourra être rapportée sans l'approbation des Etats-Unis et des citoyens de cet Etat:

Premièrement. — La tolérance complète en matière d'opinions religieuses sera garantie à tous les habitants de cet Etat et aucun d'entre eux ne sera jamais inquiété dans sa personne ou dans ses biens en raison du culte qu'il pratique, ou du fait qu'il s'abstient de pratiquer aucun culte.

Quatrièmement. — Les citoyens de cet Etat sont d'accord pour déclarer qu'ils renoncent à jamais à tout droit ou titre sur les terres du domaine public de cet Etat qui n'ont pas été attribuées ou concédées, et qu'ils renoncent également à tout droit ou titre sur toutes les terres situées à l'intérieur de cet Etat et qui sont possédées ou occupées par un Indien ou par une tribu indienne, lorsque ces derniers tiennent leurs droits du Gouvernement des Etats-Unis, ou d'un titulaire antérieur de la souveraineté. Les citoyens de cet Etat déclarent également que, jusqu'à extinction des titres acquis par lesdits Indiens ou tribus indiennes, ces titres seront et resteront soumis aux décisions du Congrès des Etats-Unis et seront placés sous sa juridiction et son autorité absolues.

Septièmement. — La loi prévoiera la création et l'entretien d'écoles publiques qui seront ouvertes à tous les enfants de l'Etat et seront soustraites à toute influence d'ordre confessionnel. L'enseignement dans ces écoles sera toujours donné en anglais.

L'Etat ne fera jamais de loi restreignant ou limitant le droit de vote à raison de la race, de la couleur, ou d'une condition antérieure de servitude.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'ARKANSAS DE 1874¹

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et l'intérêt du peuple, qui a le droit de le modifier, de le ré-

former et de l'abolir de la manière qu'il estime opportune.

Sect. 2. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants. Ils possèdent certains droits inhérents et inaliénables, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de les défendre; d'acquérir, de posséder et de défendre leurs biens et leur réputation; et de rechercher leur propre bonheur. Les Gouvernements sont institués pour garantir ces

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Arkansas*, published by the Secretary of State, September 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

droits; ils tirent leurs pouvoirs légitimes du consentement des gouvernés.

Sect. 3. — L'égalité de tous devant la loi est reconnue et devra toujours demeurer inviolée. Aucun citoyen ne pourra jamais être privé d'un droit, privilège ou immunité, ni exempté d'une charge ou d'un devoir à raison de sa race, de sa couleur ou de sa condition antérieure.

Sect. 4. — Il ne pourra être apporté de restriction au droit du peuple de s'assembler paisiblement pour délibérer sur le bien commun, et pour présenter des pétitions par voie de requête ou de remontrance au Gouvernement ou à l'un de ses services.

Sect. 5. — Les citoyens de cet Etat ont le droit de détenir et de porter des armes pour leur défense commune.

Sect. 6. — La liberté de la presse demeurera à jamais inviolable. La libre communication des idées et des opinions est l'un des droits inestimables de l'homme et chacun peut librement écrire et publier ce qu'il pense sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Dans toutes les poursuites criminelles pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des faits allégués peut être démontrée devant le jury. Si celui-ci considère que les allégations prétendues diffamatoires sont vraies et qu'elles ont été publiées pour des motifs légitimes et à des fins justifiables, l'accusé sera acquitté.

Sect. 7. — Le droit au jugement par jury est inviolable et s'étend à toutes les affaires régies par le *common law*, quelle que soit la valeur de l'objet du litige. Toutefois, les parties peuvent, dans tous les cas, renoncer, de la manière prévue par la loi, au jugement par jury. Dans les procès civils jugés par un jury, si neuf des membres du jury sont d'accord pour rendre un verdict déterminé, ce verdict est considéré comme étant le verdict du jury; mais un verdict rendu par moins de douze jurés doit porter la signature de tous ceux qui l'acceptent.

Le présent amendement à la constitution de l'Etat d'Arkansas est exécutoire de plein droit et ne nécessite aucune loi de mise en vigueur, mais il produira ses pleins effets dès adoption par les électeurs de l'Etat.

Sect. 8. — Nul ne peut être tenu de répondre à une accusation devant une juridiction pénale, s'il n'a fait l'objet d'un verdict de mise en accusation rendu par le *grand jury*, d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), sauf dans le cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*) ou dans les affaires dont l'Assemblée générale attribuera connaissance aux juges de paix et aux tribunaux de compétence analogue, ou dans les affaires intéressant l'armée et la marine des Etats-Unis ou la milice et se rapportant à des faits survenus en service actif, en

temps de guerre ou de péril public. Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) et menacé dans sa vie ou sa liberté, deux fois pour la même infraction. Dans toute poursuite pénale, si l'opinion du jury est divisée, le tribunal saisi peut, à sa discrétion, le dessaisir de l'affaire et mettre l'accusé sous mandat de dépôt ou en liberté provisoire sous caution, pour qu'il soit jugé à la même session dudit tribunal. Dans tout procès pénal, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni privé de la vie, de la liberté ou de ses biens, sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). Tout individu a droit, avant condamnation, à être mis en liberté provisoire sous caution, en fournissant des sûretés suffisantes, sauf s'il s'agit d'un crime capital, lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sec. 9. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop élevées ni infligé de peines cruelles ou inusitées. Les témoins ne seront pas retenus de façon déraisonnable.

Sect. 10. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit d'être jugé rapidement et publiquement par un jury impartial du comté où l'infraction a été commise. Toutefois l'affaire peut être renvoyée devant le tribunal d'un autre comté du district judiciaire où la mise en accusation a été prononcée, sur la demande de l'accusé, de la manière qui est ou sera prescrite par la loi. L'accusé a le droit d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui et de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge et de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir l'audition des témoins en sa faveur. Il a le droit d'être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil.

Sec. 11. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne devra pas être suspendu, si ce n'est par l'Assemblée générale en cas de révolte, d'insurrection ou d'invasion, si la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 12. — Le pouvoir de suspendre la loi ou les lois de l'Etat ou d'y déroger ne peut jamais être exercé si ce n'est par l'Assemblée générale.

Sect. 13. — Toute personne a le droit de disposer en vertu des lois, d'une action en justice, à raison de tout dommage ou tort à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation. Justice doit lui être rendue librement et gratuitement, complètement et sans déni de justice, promptement et sans retard, conformément à la loi.

Sect. 14. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer et à faire la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis

en leur prêtant aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison, si ce n'est sur le témoignage de deux témoins du même acte patent, ou sur aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 15. — Le droit des citoyens de cet Etat d'être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre les perquisitions et saisies abusives est inviolable. Aucun mandat ne peut être décerné, si ce n'est pour une cause d'un bien-fondé probable confirmée par serment ou affirmation. Tout mandat doit porter description du lieu soumis à perquisition, des personnes à arrêter ou des biens à saisir.

Sect. 16. — Dans toute action civile en instance intermédiaire (*mesne*) ou finale, nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude.

Sect. 17. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative sans procédure judiciaire (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou de loi portant atteinte au caractère obligatoire des contrats. Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ni de confiscation du patrimoine.

Sect. 18. — L'Assemblée générale ne pourra accorder à aucun citoyen ou à aucune classe de citoyens des privilèges ou des immunités qui ne seraient pas accordés sous les mêmes conditions à tous les citoyens.

Sect. 19. — Les droits perpétuels (*perpetuities*) et les monopoles sont contraires à l'esprit d'une république et il ne doit pas en être accordé; et aucun avantage, privilège ou honneur héréditaire ne pourra jamais être accordé ou conféré dans cet Etat.

Sect. 20. — La loi ne peut faire de distinction entre les citoyens et les étrangers résidant sur le territoire de l'Etat, en ce qui concerne la possession, la jouissance et la dévolution des biens.

Sect. 21. — Nul ne peut être arrêté, emprisonné ou privé de son patrimoine, de ses biens, de ses libertés ou de ses privilèges, mis hors la loi ou violenté d'une manière quelconque, privé de sa vie, de sa liberté, ou de ses biens, si ce n'est par le jugement de ses pairs ou en vertu des lois du pays (*law of the land*). Nul ne peut en aucun cas être exilé du territoire de l'Etat.

Sect. 22. — Le droit de propriété est antérieur et supérieur à toute consécration constitutionnelle; et la propriété privée ne devra pas être prise, affectée ou endommagée pour un usage public sans une juste indemnité.

Sect. 23. — L'ancien droit de domaine éminent et le pouvoir de lever des impôts appartenant à l'Etat sont expressément reconnus par

la présente constitution. Sous réserve des restrictions nécessaires, l'Assemblée générale peut déléguer le pouvoir de lever des impôts aux personnes morales politiques et municipales dépendant de l'Etat, mais seulement dans la mesure requise pour assurer leur existence, leur entretien et leur bon fonctionnement.

Sect. 24. — Tous les hommes ont le droit naturel et imprescriptible d'adorer Dieu Tout-Puissant selon les prescriptions de leur propre conscience. Nul ne peut être contraint par la loi à fréquenter un lieu du culte, à contribuer à la construction ou à l'entretien d'un édifice cultuel, ni à l'entretien d'un ministre du culte. Aucune autorité humaine ne peut, en aucun cas et d'aucune façon, régenter les droits de la conscience ou s'immiscer dans leur exercice. La loi ne peut accorder de préférence à aucun établissement, confession ou culte religieux.

Sect. 25. — La religion, la moralité et l'instruction étant essentielles pour un bon gouvernement, l'Assemblée générale fera les lois nécessaires pour garantir à toute communion religieuse la jouissance paisible du culte public qu'elle pratique.

Sect. 26. — Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à une fonction publique ou comme condition au droit de voter. Nul ne sera déclaré incapable d'être témoin, à raison de ses opinions en matière religieuse. Toutefois, les présentes dispositions n'auront pas pour effet de dispenser de la prestation du serment ou de l'affirmation.

Sect. 27. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans cet Etat, sauf à titre de peine pour crime. Il ne pourra être entretenu d'armée permanente en temps de paix. Le pouvoir militaire est en tout temps strictement subordonné au pouvoir civil. En temps de paix aucun militaire ne peut être logé dans une maison ou un lieu quelconque, sans le consentement du propriétaire; ni en temps de guerre, si ce n'est de la façon prescrite par la loi.

Sect. 28. — Toutes les terres situées dans cet Etat sont déclarées allodiales et les tenures féodales, de quelque nature qu'elles soient, avec tous leurs attributs, sont prohibées.

Sect. 29. — L'énumération des droits qui précède ne doit pas être interprétée de manière à dénier ou à limiter d'autres droits retenus par le peuple. Pour prévenir tout dépassement et toute violation des droits ainsi retenus, ou toute transgression des grands pouvoirs délégués par la présente constitution, nous déclarons que les dispositions de la présente section sont mis en dehors des pouvoirs généraux des Gouvernements et demeureront à jamais inviolables; et que les lois contraires à ces dispositions ou à d'autres dispositions de la présente constitution seront nulles.

ARTICLE XIX

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 1. — Quiconque niera l'existence d'un Dieu ne pourra occuper aucune fonction dans les services civils de l'Etat, ni témoigner devant aucun tribunal.

AMENDEMENT No 34

Sect. 1. — Nul ne peut se voir exclu d'occuper un emploi parce qu'il adhère à un syndicat de travailleurs ou en fait partie, ou parce qu'il en a démissionné ou a refusé de s'y affilier ou

d'y adhérer. Aucune personne morale ou physique ni aucune association de quelque nature que ce soit ne peut passer aucun contrat écrit ou verbal tendant à exclure d'un emploi quelconque tout membre d'un syndicat de travailleurs ou toute personne qui refuse d'adhérer à un tel syndicat ou qui en aura démissionné. Nul ne peut être contraint contre sa volonté à payer une cotisation à un syndicat de travailleurs comme condition préalable ou concomitante d'embauchage.

Sect. 2. — L'Assemblée nationale a le pouvoir d'assurer l'application du présent article en édictant les lois nécessaires à cet effet.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE CALIFORNIE DE 1879¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes sont naturellement libres et indépendants et possèdent certains droits inaliénables, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de les défendre; d'acquérir, de posséder et de protéger la propriété; de poursuivre et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est établi pour la protection, la sécurité et le bénéfice du peuple, qui a le droit de le changer ou de le réformer toutes les fois que le bien public le requiert.

Sect. 3. — L'Etat de Californie est une partie inséparable de l'Union, et la Constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 4. — Le libre exercice et la libre jouissance de la croyance et du culte religieux, sans différence ni préférence, seront à jamais garantis dans cet Etat. Nul ne sera déclaré incapable d'être témoin ou juré à raison de ses opinions en matière religieuse. Toutefois, la liberté de conscience ainsi assurée ne devra pas être entendue comme excusant des actes licencieux, ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec la paix ou la sûreté de cet Etat.

Sect. 5. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu, à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 6. — Toute personne devra être mise en liberté sous caution en fournissant des

sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux quand la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves. Il ne pourra être exigé de cautionnement excessif, ni infligé d'amendes trop élevées; il ne pourra être infligé de punitions cruelles ou inaccoutumées. Les témoins ne seront pas retenus de façon déraisonnable ni enfermés dans un local où des criminels se trouvent emprisonnés.

Sect. 7. — Le droit au jugement par jury en matière criminelle sera assuré à tous et demeurera inviolable, mais dans les procès civils les trois quarts du jury pourront rendre un verdict. Il peut être renoncé au jugement par jury, dans toutes les affaires criminelles par le consentement des deux parties exprimé en présence du tribunal par l'inculpé et son conseil, et dans les procès civils par le consentement des parties signifié de la façon prescrite par la loi. Dans les procès civils et les affaires de délits (*misdemeanor*), le jury peut se composer de douze membres ou du nombre de jurés inférieur à douze que les parties approuveront en présence du tribunal.

Sect. 8. — Les infractions qui jusqu'ici devaient être poursuivies sur acte d'accusation seront poursuivies, soit selon la procédure d'information après qu'un magistrat aura procédé à l'interrogatoire et décerné un mandat de dépôt, soit sur acte d'accusation, avec ou sans interrogatoire et mandat de dépôt, comme la loi en disposera. Quand un défendeur est accusé d'avoir commis un crime qualifié *felony*, par plainte écrite, signée sous serment et déposée devant un tribunal du comté compétent pour juger ce crime, il sera, sans retards inutiles, traduit devant un magistrat de ce tribunal. Ce magistrat lui délivrera immédiatement copie de la plainte, l'informerá de son droit de se faire assister d'un conseil, lui demandera s'il désire cette assistance et lui allouera un délai raisonnable pour faire venir un avocat. Sur la

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of California and of the United States*, California State Senate, State Printing Office, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

demande du défendeur, le magistrat doit requérir un officier de paix de porter, dans la ville ou commune où le tribunal a son siège, un message à l'avocat que le défendeur désignera. Si le crime (*felony*) dénoncé n'est pas passible de mort, aussitôt qu'un avocat se présentera pour le défendeur, le magistrat devra donner lecture de la plainte au défendeur et lui demander s'il prend des conclusions d'admission ou de négation de culpabilité, relativement à l'infraction dont il est accusé; sur quoi, ou à tout autre moment de la durée de l'instruction, et en présence de son avocat, le défendeur peut, du consentement du magistrat et du procureur de district ou d'un autre représentant du ministère public, se déclarer coupable de l'infraction dont il est accusé, de toute autre infraction dont la perpétration est nécessairement comprise dans l'infraction dont il est accusé ou de tentative de commettre cette dernière; si le défendeur se déclare coupable, le magistrat remettra immédiatement le défendeur au shérif et renverra l'affaire à la cour supérieure, avec copie de toutes les pièces pertinentes et des dépositions qu'il juge bon de recevoir; il sera ensuite procédé comme si le défendeur avait, devant cette cour, conclu en admettant sa culpabilité.

Les dispositions ci-dessus de la présente section s'appliqueront d'office. La législature peut prescrire dans les affaires visées ici toute procédure qui n'est pas incompatible avec les présentes dispositions. Dans les cas non prévus ci-dessus la procédure actuelle ou celle qui pourra par la suite être prescrite par la loi sera suivie, à condition qu'elle ne soit pas incompatible avec les présentes dispositions.

Dans chaque comté, un jury des mises en accusation (*grand jury*) sera constitué et convoqué au moins une fois par an.

Sect. 9. — Tout citoyen peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tout sujet sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne pourra être fait aucune loi pour restreindre ou diminuer la liberté de la parole ou de la presse. Dans toutes les poursuites criminelles pour écrits diffamatoires (*libels*), la preuve de la vérité des allégations prétendues diffamatoires pourra être faite devant le jury et s'il apparaît à ce dernier que les faits allégués pour motiver la poursuite en diffamation sont exacts et ont été publiés pour de justes motifs et à des fins légitimes, le défendeur sera acquitté; dans ce cas le juré aura le droit de statuer en droit et en fait. Les mises en accusation prononcées ou les informations ouvertes à propos d'articles publiés dans un journal seront jugées dans le comté où le journal en cause a sa rédaction, ou dans le comté où la partie intentant l'action en diffamation résidait au moment de la publication de

l'article en question, à moins qu'il n'y ait lieu de changer le lieu du jugement pour un motif légitime.

Sect. 10. — Le peuple aura le droit de s'assembler librement afin de délibérer sur le bien général, de donner des instructions à ses représentants et de présenter des pétitions à la législature pour la réparation des injustices.

Sect. 11. — Toutes les lois d'une nature générale s'appliqueront de façon uniforme.

Sect. 12. — L'autorité militaire sera subordonnée au pouvoir civil. Cet Etat n'entretiendra pas d'armée permanente en temps de paix et aucun soldat ne pourra, en temps de paix, être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire ni, en temps de guerre, en dehors de la façon prescrite par la loi.

Sect. 13. — Dans les poursuites criminelles, devant tous les tribunaux, l'accusé aura le droit d'être jugé rapidement et publiquement, de bénéficier de sommations pour contraindre à comparaître les témoins à décharge et de comparaître et de se défendre en personne et avec l'assistance d'un conseil. Nul ne sera mis deux fois en accusation pour la même infraction ni contraint dans un procès criminel de témoigner contre lui-même. Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). Toutefois, dans toute affaire criminelle, que le défendeur témoigne ou non, le fait qu'il n'explique pas les preuves ou les circonstances de la cause qui lui sont contraires ou qu'il ne les nie pas peut faire l'objet de commentaires de la part du tribunal et des conseils, et être pris en considération par le tribunal ou le jury. La législature aura le pouvoir d'adopter des dispositions sur la manière de recevoir, en présence de l'accusé et de son conseil, des dépositions de témoins, dans les affaires criminelles autres que les affaires de meurtre quand il y a des raisons de supposer que le témoin, parce qu'il en est empêché ou pour une autre cause, n'assistera pas au procès.

Sect. 14. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour l'usage public sans qu'une juste compensation ait été d'abord allouée au propriétaire ou consignée. Aucun droit de passage, aucun droit d'utilisation sur un terrain devant servir à l'établissement de réservoirs ne sera attribué à aucune corporation autre qu'une corporation municipale, un comté, l'Etat, un service municipal des entreprises d'utilité publique, un service municipal des eaux, un service du drainage, de l'irrigation, des digues, de l'assèchement, de la conservation des eaux, ou une corporation publique analogue, à moins qu'un dédommagement complet à raison de ce fait ait été préalablement payé en espèces au propriétaire, ou fixé et consigné à son profit, indépendamment de

tout bénéfice à provenir d'une amélioration quelconque proposée par cette corporation. Le dédommagement sera fixé par un jury, comme dans les autres affaires civiles devant une juridiction inférieure, ainsi qu'il sera prescrit par la loi. Toutefois, dans une action en domaine éminent intentée par l'Etat, par un comté, par une corporation municipale, par un service métropolitain des eaux, par un service municipal des entreprises d'utilité publique, par un service municipal des eaux, par un service de drainage, de l'irrigation, des digues, de l'assèchement, de la conservation des eaux, ou par une corporation publique analogue, l'Etat, municipalité, comté, corporation publique ou service peut prendre immédiatement possession, et faire usage d'un droit de passage ou de terrains qui doivent servir à l'établissement de réservoirs et sont nécessaires pour une utilisation publique, si la propriété de ce bien ou une servitude sur ce bien est demandée par action en domaine éminent déjà introduite conformément à la loi devant un tribunal compétent et à condition de donner telle garantie, par une consignation effectuée de la manière que prescrira le tribunal devant lequel l'action est en cours et pour telle somme que le tribunal estimera être raisonnablement suffisante aux fins d'assurer au titulaire de la propriété en question le paiement immédiat d'une juste compensation pour la prise de sa propriété et tout dommage s'y rattachant, y compris le préjudice qui résulterait d'une décision qu'il n'y a pas nécessité de prendre la propriété, dès qu'il aura été statué sur ce point. Le tribunal peut, sur la demande de l'une des parties dans ladite action en domaine éminent, après tel avis aux autres parties que le tribunal pourra ordonner, modifier le montant de la garantie ainsi exigée dans ces actions. La prise d'une propriété privée pour un chemin de fer fonctionnant par la vapeur ou l'électricité, à des fins d'exploitation forestière sera considérée comme une prise de propriété pour un usage public, et toute personne, entreprise, compagnie ou corporation, prenant une propriété privée à de telles fins, d'après la loi sur le domaine éminent, deviendra à ce moment même et de ce fait un entrepreneur de transports publics.

Sect. 14 bis. — L'Etat, l'une de ses villes ou l'un de ses comtés peut, par don, achat ou décision de justice, acquérir des terrains pour l'établissement, la construction, l'élargissement, l'agrandissement, l'extension et la conservation de terrains commémoratifs, de rues, de places, de routes et de réserves à l'intérieur, autour ou le long de l'un ou de la totalité de ceux-ci ou sur le trajet qui y mène, à condition que les terrains ainsi acquis soient limités aux parcelles se trouvant en totalité ou en partie à une distance inférieure à cent cinquante pieds de la

limite la plus proche de ces travaux publics ou d'amélioration. Dans le cas de parcelle se trouvant seulement en partie à l'intérieur de ladite limite de cent cinquante pieds, seules peuvent être acquises les parties qui ne vont pas au delà de deux cents pieds en partant de la limite la plus proche. Après l'établissement, la construction et l'achèvement des travaux, ils peuvent céder tout immeuble ainsi acquis et qui ne serait pas nécessaire pour ces travaux, en réservant des servitudes pour leur emploi et leur occupation futurs, afin de protéger lesdits travaux et améliorations ainsi que leur entourage, vue, aspect et utilité et à leur assurer de l'air et de la lumière.

La législature peut déterminer par une loi la procédure à suivre.

Sect. 15. — Nul ne sera emprisonné pour dette à la suite d'une action civile, en première, intermédiaire ou dernière instance, sauf en cas de fraude, ni dans une action civile pour dommages, sauf en cas de dommage volontairement causé à la personne ou à la propriété; nul ne sera emprisonné pour une amende due à raison du service dans la milice en temps de paix.

Sect. 16. — Il ne pourra jamais être prononcé de condamnation par voie législative sans procès judiciaire (*bill of attainder*), ni être fait de loi *ex post facto* ni de loi affaiblissant la force obligatoire des contrats.

Sect. 17. — Les étrangers, de race blanche ou d'origine africaine, susceptibles de devenir citoyens des Etats-Unis d'après les lois de naturalisation de ce pays, auront, tant qu'ils seront résidents *bona fide* de cet Etat, les mêmes droits que les citoyens de naissance en ce qui concerne l'acquisition, la possession, la jouissance, la transmission et l'héritage de tous biens autres que les immeubles. Les étrangers propriétaires d'immeubles au moment de l'adoption du présent amendement en resteront propriétaires. La législature pourra, par une loi, régler la disposition d'immeubles qui seront acquis ultérieurement par ces étrangers par héritage ou legs.

Sect. 18. — Il ne sera jamais toléré dans cet Etat, ni esclavage, ni servitude forcée, sauf pour la punition de crimes.

Sect. 19. — Le droit des individus d'être garantis dans leurs personnes, leurs habitations, leurs papiers et leurs effets contre des arrestations et des perquisitions injustifiées sera respecté; un mandat ne pourra être décerné que sur un motif valable, appuyé par un serment ou une déclaration, et il devra décrire de façon circonstanciée les lieux qui doivent faire l'objet d'une perquisition, ainsi que les personnes à arrêter et les choses à saisir.

Sect. 20. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, ou à adhérer au parti de ses enne-

mis en leur prêtant aide et concours. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 21. — Il ne sera jamais accordé de privilèges spéciaux ou d'immunités qui ne pourraient être modifiés, révoqués ou supprimés par la législature. Il ne pourra être accordé à aucun citoyen ni à aucune catégorie de citoyens des privilèges ou immunités qui ne pourraient, sous les mêmes conditions, être accordés à tous les citoyens.

Sect. 22. — Les dispositions de la présente constitution sont impératives (*mandatory*) et prohibitives, à moins qu'il n'en soit déclaré autrement en termes exprès.

Sect. 23. — Cette énumération de droits ne sera pas interprétée de façon à restreindre ou dénier d'autres droits retenus par le peuple.

Sect. 24. — Aucune condition de propriété ne sera jamais requise de quiconque pour voter ou occuper une fonction.

Sect. 25. — Le peuple aura le droit de pêche sur tout territoire public de l'Etat et dans les eaux en faisant partie, sauf dans les zones réservées à l'élevage du poisson; aucune terre appartenant à l'Etat ne pourra jamais être vendue ou transférée sans réserver au peuple le droit d'y pêcher. Il ne sera jamais fait de loi rendant criminel l'acte de pénétrer sur les terres publiques à l'intérieur du présent Etat en vue d'y pêcher dans des eaux contenant des poissons qui y ont été placés par l'Etat. La législature pourra, par voie législative, fixer à quelle saison et dans quelles conditions les diverses espèces de poissons pourront être capturées.

ARTICLE IX

EDUCATION

Sect. 1. — Une diffusion générale des connaissances étant essentielle en vue de la protection des droits et libertés du peuple, la législature encouragera par tous les moyens appropriés la réalisation de progrès intellectuels, scientifiques, moraux et agricoles.

Sect. 2. — Lors de chaque élection au poste de gouverneur qui suivra l'adoption de la présente constitution, les électeurs de l'Etat éliront un directeur de l'instruction publique. Celui-ci recevra un traitement égal à celui du secrétaire d'Etat et entrera en fonctions le premier lundi suivant le premier janvier après son élection.

Sect. 3. — Lors de chaque élection au poste de gouverneur, les électeurs de chaque comté éliront un directeur des écoles du comté, sous réserve de la possibilité pour la législature d'autoriser deux ou plusieurs comtés à se réunir et à élire un seul directeur.

Sect. 4. — Les produits de tous les terrains

qui ont été ou pourront être concédés par les Etats-Unis à l'Etat au bénéfice des écoles publiques et qui seraient, ou auraient été, vendus ou aliénés, les 500.000 acres de terrain concédés aux nouveaux Etats par application d'une loi du Congrès, approuvée en 1841 qui répartit les produits des terrains publics entre les divers Etats de l'Union, tous les patrimoines des personnes décédées *ab intestat* et sans héritier ainsi que le pourcentage qui peut avoir été ou qui pourra être attribué par le Congrès sur la vente de terrains situés dans le présent Etat, constitueront et demeureront un fonds perpétuel dont les intérêts, ainsi que tous les loyers des terrains non vendus, et toutes autres ressources que la législature pourra prévoir, seront affectés inviolablement à l'entretien des écoles publiques dans l'Etat.

Sect. 5. — La législature prendra les mesures nécessaires pour l'institution d'un système d'écoles publiques en vertu duquel une école gratuite sera entretenue dans chaque district au moins six mois par an à partir de l'année au cours de laquelle une école aura été ouverte.

Sect. 6. — Le système d'écoles publiques comprendra les écoles élémentaires du jour et du soir et les écoles secondaires du jour et du soir, les écoles techniques, les jardins d'enfants et les écoles normales ou collèges d'instituteurs qui pourraient être établis par la législature ou par les autorités municipales ou de district.

La législature ajoutera au fonds des écoles de l'Etat les autres ressources prélevées sur les revenus de l'Etat, qui seront nécessaires pour alimenter ledit fonds de manière à lui permettre de distribuer au cours de chaque année scolaire, de la façon prévue par la législature, une somme d'au moins 30 dollars par élève ayant fréquenté normalement, au cours de la dernière année scolaire, les écoles élémentaires du jour et du soir, appartenant au système d'écoles publiques.

La législature instituera, au moyen d'un prélèvement sur les revenus de l'Etat, un fonds des établissements d'enseignement secondaire de l'Etat pour l'entretien des écoles secondaires et techniques du jour et du soir; ce fonds assurera la distribution, pour chaque année scolaire et de la façon prévue par la législature, d'une somme d'au moins 30 dollars par élève ayant fréquenté normalement, au cours de la dernière année scolaire, les écoles secondaires et techniques du jour et du soir appartenant au système d'écoles publiques.

La législature prévoira, en faveur des écoles élémentaires, la perception, par le conseil des directeurs de chaque comté et ville et comté, d'une taxe de comté et d'une taxe municipale et de comté suffisantes pour produire une somme d'argent au moins égale au montant à recevoir de l'Etat au cours de l'année scolaire

pour l'entretien des écoles élémentaires publiques de la journée et du soir, appartenant au comté ou à la ville et au comté. Ladite taxe perçue pour les écoles élémentaires devra produire au moins 30 dollars par élève ayant fréquenté normalement, au cours de la dernière année scolaire, les écoles élémentaires publiques du jour et du soir appartenant au comté ou à la ville et au comté.

La législature prévoira, en faveur des établissements d'enseignement secondaire, la perception, par le conseil des directeurs de chaque comté et ville et comté, d'une taxe de comté et d'une taxe municipale et de comté suffisantes pour produire une somme d'argent qui ne soit pas inférieure au double du montant à recevoir de l'Etat pendant l'année scolaire pour l'entretien des écoles secondaires et techniques publiques du jour et du soir, appartenant au comté ou à la ville et au comté, sous réserve que la taxe perçue pour les établissements d'enseignement secondaire par le conseil des directeurs ne produise pas moins de 60 dollars par élève ayant fréquenté normalement, au cours de la dernière année scolaire, les écoles secondaires publiques du jour et du soir appartenant au comté ou à la ville et au comté.

La législature prévoira la perception, par le conseil des directeurs de chaque comté et de chaque ville et comté, de taxes de districts pour l'entretien des écoles publiques élémentaires, secondaires et techniques et des jardins d'enfants publics ou pour toute autre fin d'enseignement public autorisée par la législature.

La totalité des fonds fournis par l'Etat et au moins 60 pour 100 des fonds fournis par les taxes scolaires des comtés ou des villes et comtés seront affectés exclusivement au paiement des traitements des professeurs des écoles publiques.

Les revenus destinés au système d'écoles publiques et prévus pour l'année scolaire finissant le 30 juin 1921 ne seront affectés par le présent amendement que dans la mesure que fixera la législature.

Sect. 6 bis. — Aucune disposition de la présente constitution n'interdira la formation, à des fins d'enseignement, de districts chevauchant sur plusieurs comtés ou l'émission d'obligations par ces districts, conformément aux lois générales qui ont été ou pourront être ultérieurement adoptées par la législature; les fonctionnaires mentionnés dans ces lois seront autorisés à lever et à répartir les taxes et à accomplir tous autres actes qui pourront être prescrits dans lesdites lois en vue du remboursement de ces obligations et de l'exercice des autres attributions conférées à ces districts. Toutes ces obligations seront émises en tenant compte des restrictions prévues à l'article 18 du titre XI de la présente constitution.

Sect. 7. — La législature prendra des dispositions en vue de la nomination ou de l'élection d'un Conseil de l'instruction publique de l'Etat; ce Conseil prévoira, composera ou fera composer, et adoptera une série uniforme de manuels destinés aux écoles élémentaires du jour et du soir sur tout le territoire de l'Etat. Lorsque ces manuels auront été adoptés, le Conseil de l'Etat pourra les faire imprimer et éditer par le directeur de l'imprimerie d'Etat, au bureau de l'imprimerie d'Etat; et en quelque lieu et de quelque manière qu'il les imprime et édite, l'Etat fournira et distribuera ces manuels, à titre entièrement gratuit, à tous les enfants fréquentant les écoles élémentaires du jour et du soir appartenant à l'Etat, sous réserve des conditions que la législature prescrira. Les manuels ainsi adoptés continueront à être utilisés pendant au moins quatre ans sans changement ou modification d'aucune sorte qui demanderait ou imposerait la fourniture de nouveaux livres à ces élèves et ledit Conseil de l'Etat accomplira toute autre fonction que la loi pourrait lui attribuer. La législature prévoira un Conseil de l'instruction publique dans chaque comté de l'Etat. Les directeurs de comté et les Conseils de l'instruction publique des comtés auront à exercer la surveillance des examens des maîtres et seront chargés de la collation des certificats d'aptitude à l'enseignement dans leurs circonscriptions respectives.

Sect. 8. — Les fonds publics ne seront jamais affectés à l'entretien d'une école confessionnelle ou d'une école qui n'est pas placée sous la surveillance exclusive des fonctionnaires des écoles publiques; et aucune doctrine confessionnelle ne sera enseignée, ou l'instruction y relative permise, directement ou indirectement, dans les écoles publiques de l'Etat.

[Les sections 9 à 13 et la section 15 contiennent des dispositions relatives à l'Université de Californie, l'Université Leland Stanford, l'Ecole d'arts mécaniques de Californie, l'Académie des sciences de Californie, le Collège polytechnique Cogswell et la Bibliothèque et Galerie d'art Henry E. Huntington.]

Sect. 14. — La législature aura le pouvoir, par dispositions législatives générales, de prévoir la constitution et l'organisation de districts scolaires, de districts d'établissements d'enseignement secondaire et de districts d'universités préparatoires de toute nature et de toutes catégories et pourra procéder à la classification de ces districts.

ARTICLE XX

QUESTIONS DIVERSES

Sect. 17. — La durée du travail de tous les manœuvres, ouvriers ou mécaniciens employés

dans des travaux publics de l'Etat de Californie, d'un comté, d'une ville et comté, d'une ville, d'un district, d'une municipalité ou d'une autre subdivision administrative de ceux-ci, que ce travail soit fait en vertu d'un contrat ou autrement, sera limitée à huit heures par journée de vingt-quatre heures, sauf dans des circonstances critiques extraordinaires dues à l'incendie, à l'inondation ou à un danger pour la vie ou les biens, et dans le cas de travaux publics militaires ou navals ou de travaux de défense en temps de guerre. La législature prendra des dispositions législatives pour qu'une disposition à cette fin soit insérée dans tous les contrats de travaux publics et établira des pénalités appropriées en vue de la mise en application rapide et efficace desdites dispositions.

Sect. 17 bis. — La législature peut, par une législation appropriée, prévoir la fixation d'un salaire minimum pour les femmes et les enfants et prendre les mesures nécessaires pour assurer le confort, la santé, la sécurité et le bien-être général de tous les employés, individuellement et collectivement. Aucune disposition de la présente constitution ne sera interprétée comme limitant le pouvoir de la législature de conférer à une commission, créée maintenant ou ultérieurement, les pouvoirs et l'autorité qu'elle jugera nécessaires pour l'application des dispositions du présent article.

Sect. 18. — Nul ne pourra, en raison de son sexe, être déclaré incapable d'exercer une activité, un métier ou une profession licite quelconque et de continuer à l'exercer.

Sect. 21. — La présente constitution accorde expressément à la législature pleins pouvoirs, sans aucune limitation provenant d'une disposition de ladite constitution, pour créer et mettre en vigueur un système complet de réparation des accidents du travail, au moyen d'une législation appropriée, et, à cet effet, pour créer et imposer à certaines ou à toutes personnes, l'obligation d'indemniser l'un quelconque ou l'ensemble de leurs travailleurs et les personnes à leur charge pour les blessures ou l'incapacité de travail subies par eux au cours de leur travail, en cas de décès desdits travailleurs, quelle que soit la partie à laquelle incombe la faute. Un système complet de réparation des accidents du travail comprend les dispositions appropriées pour assurer la santé, la sécurité et le bien-être général de l'un quelconque ou de la totalité des travailleurs et des personnes à leur charge dans la mesure nécessaire pour réparer les conséquences d'une blessure subie

ou d'un décès survenu au cours de leur travail, quelle que soit la partie à laquelle incombe la faute; ce système comprend aussi des dispositions complètes destinées à assurer la sécurité dans les lieux de travail, le traitement médical, chirurgical, hospitalier et tout autre traitement curatif nécessaire pour faire disparaître les effets de cette blessure; des dispositions complètes garantissant une assurance suffisante contre l'obligation de payer ou de fournir une indemnité, réglementant cette assurance sous tous ses aspects, y compris l'établissement et la gestion d'une caisse d'assurance de l'Etat contre les accidents du travail et assurant de toute autre manière le paiement de l'indemnité; des dispositions complètes donnant pouvoir, autorité et compétence à un organisme administratif doté de toutes les fonctions gouvernementales nécessaires pour régler tout différend survenant ou question se posant à propos de cette législation, afin que l'application de celle-ci permette d'obtenir justice dans tous les cas de façon expéditive, peu coûteuse, et sans gêne d'aucune sorte; toutes ces questions sont expressément déclarées constituer la politique sociale de cet Etat, qui lie tous les départements du Gouvernement.

La législature possède pleins pouvoirs pour assurer le règlement des différends qui surgiraient à propos de cette législation, par des arbitres, par l'intervention d'une commission des accidents du travail, par les tribunaux, que ces organismes agissent conjointement ou séparément; elle peut fixer et contrôler la procédure et les modalités du jugement d'un différend de ce genre, les règles de preuve et la procédure de révision, les décisions rendues par le ou les tribunaux désignés par elle; sous réserve que toutes les décisions de ce tribunal seront sujettes à révision par les cours d'appel du présent Etat. La législature peut englober dans une loi unique toutes les dispositions nécessaires à l'établissement d'un système complet de réparation des accidents du travail tel qu'il a été défini.

Aucune des dispositions ci-dessus ne doit être considérée ou interprétée comme compromettant ou rendant inefficace en aucune mesure la création et l'existence de la commission des accidents du travail du présent Etat ou de la caisse d'assurance de l'Etat contre les accidents du travail; la création et l'existence de ces organismes, avec toutes les fonctions qui leur incombent, sont ici ratifiées et confirmées.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE CAROLINE DU NORD DE 1876¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Afin que les grands principes généraux et essentiels de liberté et de gouvernement libre soient reconnus et consacrés, et que les rapports de cet Etat avec l'Union et le Gouvernement des Etats-Unis et ceux du peuple de cet Etat avec le reste du peuple américain soient définis et affirmés, nous déclarons solennellement ce qui suit :

Sect. 1. — Nous tenons pour évident que tous les hommes naissent égaux en droits et doués par leur Créateur de certains droits inaliénables, au nombre desquels sont le droit à la vie, à la liberté, à la jouissance des produits de leur travail et à la recherche du bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique réside dans le peuple et dérive de lui seul. Tout Gouvernement, de droit, prend sa source dans le peuple, est fondé exclusivement sur sa volonté et institué uniquement pour le bien de tous.

Sect. 3. — Les citoyens du présent Etat ont le droit inhérent, unique et exclusif de régler le Gouvernement intérieur et sa politique, de modifier et d'abolir la constitution et la forme du gouvernement toutes les fois que leur sûreté et leur bonheur l'exigent. Toutefois, ce droit ne peut être exercé que conformément à la loi et d'une manière compatible avec la Constitution des Etats-Unis.

Sect. 4. — Cet Etat devra à tout jamais demeurer membre de l'Union ; son peuple est une partie de la nation américaine. Cet Etat n'a pas le droit de faire sécession et s'opposera, de tout son pouvoir, à toute tentative, quelle qu'en soit la source ou le prétexte, pour dissoudre ladite Union, ou désunir ladite nation.

Sect. 5. — Tout citoyen de cet Etat doit obéissance suprême à la constitution et au Gouvernement des Etats-Unis, et aucune loi ou ordonnance de l'Etat contraire à la Constitution de l'Union n'aura aucune force obligatoire.

Sect. 6. — Il est interdit à l'Etat d'assumer, de payer ou d'autoriser le recouvrement d'une dette ou d'une obligation expresse ou implicite encourue pour venir en aide à l'insurrection ou à la rébellion contre les Etats-Unis, ou d'accueillir toute demande pour la perte ou l'émancipation d'un esclave. Il est interdit à l'Assemblée générale d'assumer ou de payer ou d'autoriser le recouvrement d'aucun impôt pour payer directement ou indirectement, expressément ou implicitement, toutes dettes ou obligations encourues ou émises sous l'autorité de la Convention de l'année 1868, ou toute dette

ou obligation encourue ou émise par la législature de l'année 1868, soit en sa session extraordinaire de l'année 1868, soit en sa session ordinaire des années 1868-1869 et 1869-1870, à l'exception des obligations émises pour consolider l'intérêt de la dette antérieure de l'Etat, à moins que la proposition de payer ladite dette n'ait préalablement été soumise au peuple et ratifiée par lui, par le vote d'une majorité de tous les électeurs qualifiés de l'Etat convoqués à des élections régulières tenues à cet effet.

Sect. 7. — Nul citoyen ou groupe de citoyens n'a le droit de jouir exclusivement d'émoluments ou de privilèges spéciaux par rapport à l'ensemble des citoyens, si ce n'est en contrepartie de services publics.

Sect. 8. — Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire du Gouvernement seront toujours séparés et distincts l'un de l'autre.

Sect. 9. — Tout pouvoir de suspendre les lois ou l'exécution des lois, exercé par une autorité quelconque sans le consentement des représentants du peuple, est attentatoire aux droits du peuple et ne peut être exercé.

Sect. 10. — Toute élection doit être libre.

Sect. 11. — Dans toutes les poursuites criminelles, tout citoyen a le droit d'être informé de l'accusation portée contre lui et d'être confronté avec ses accusateurs et les témoins à charge, de faire appel à un conseil pour sa défense, de n'être pas contraint à déposer contre lui-même ou à payer les frais, les droits d'emprisonnement ou les vacations dues aux témoins de la défense, à moins d'être reconnu coupable.

Sect. 12. — Personne ne peut être appelé à répondre à une accusation criminelle si ce n'est de la manière autorisée ci-après et seulement à la suite d'un verdict affirmatif du jury des mises en accusation, rendu sur acte d'accusation du ministère public (*indictment*) ou d'office (*presentment*), ou à la suite d'une accusation en crime d'Etat (*impeachment*).

Sect. 13. — Nul ne peut être condamné pour crime, si ce n'est par le verdict unanime d'un jury de bons et loyaux citoyens et en audience publique. Toutefois, la législature peut instituer d'autres modes de jugement pour les délits de moindre importance, avec droit d'appel.

Sect. 14. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni infligé d'amendes excessives, ni infligé de punitions cruelles ou inusitées.

Sect. 15. — Des mandats généraux pressurant à un fonctionnaire ou un messager de faire des recherches dans les lieux suspects, sans preuves de l'acte commis, ou d'arrêter une ou plusieurs personnes qui ne seraient pas nommées et dont les infractions ne seraient pas décrites de façon précise et appuyées de preuves, sont dangereux pour la liberté et il ne doit pas en être décerné.

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of North Carolina*, State Superintendent of Public Instruction, Raleigh, N.C. (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sect. 16. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes dans le présent Etat, sauf en cas de fraude.

Sect. 17. — Nul ne peut être arrêté, emprisonné ou dépouillé de sa propriété, de ses libertés ou privilèges, mis hors de la protection de la loi ou exilé ni privé en aucune manière de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, qu'en vertu des lois du pays (*law of the land*).

Sect. 18. — Toute personne à la liberté de laquelle il est porté atteinte a droit à une action lui permettant de discuter la légalité de la mesure prise à son égard, et d'y faire mettre fin si elle est illégale. Cette action ne pourra être refusée, ni retardée.

Sect. 19. — En toute action en justice concernant les biens, l'antique mode de jugement par jury est l'une des meilleures garanties des droits des individus et doit demeurer inviolable et sacré. Nul ne peut être empêché de faire partie d'un jury en raison de son sexe.

Sect. 20. — La liberté de la presse est un des grands remparts de la liberté, elle ne pourra jamais être restreinte, mais chacun sera tenu pour responsable de l'abus qu'il en ferait.

Sect. 21. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu.

Sect. 22. — Les droits et les privilèges politiques ne dépendent pas de la propriété et ne peuvent être modifiés de ce chef. En conséquence, aucune condition de propriété ne pourra affecter le droit de voter ni d'être admis aux emplois publics.

Sect. 23. — Aucun impôt ou droit ne sera établi sans le consentement du peuple ou de ses représentants à l'Assemblée générale, librement donné.

Sect. 24. — Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit des citoyens de conserver et de porter des armes ne saurait être limité. Les armées permanentes en temps de paix étant dangereuses pour la liberté, il ne saurait en être entretenu et le pouvoir militaire sera strictement subordonné au pouvoir civil et régi par lui. Aucune disposition de la présente constitution ne justifie la pratique de porter des armes cachées, ou n'interdit à la législature d'édicter des lois pénales pour réprimer cette pratique.

Sect. 25. — Le peuple a le droit de s'assembler pour consulter sur ses intérêts communs, pour donner à ses représentants des instructions, pour s'adresser à la législature et lui demander le redressement des torts et des maux qui peuvent lui être faits. Toutefois les sociétés politiques secrètes sont dangereuses pour la liberté et ne seront pas tolérées.

Sect. 26. — Tous les hommes ont le droit naturel et inaliénable de rendre au Dieu Tout-Puissant un culte conforme à ce que leur dicte leur conscience et nulle autorité humaine ne

doit, en aucun cas, dominer les droits de la conscience ou s'y ingérer.

Sect. 27. — Les citoyens ont le droit au privilège de l'éducation. L'Etat a le devoir de sauvegarder et de maintenir ce droit.

Sect. 28. — Les élections doivent être fréquentes, pour réparer les maux qui peuvent se faire, et pour corriger et fortifier les lois.

Sect. 29. — Un recours fréquent aux principes fondamentaux est absolument nécessaire pour conserver les bienfaits de la liberté.

Sect. 30. — Il ne doit être accordé ni conféré dans cet Etat aucun émoluments, privilège ou honneur héréditaire.

Sect. 31. — Les substitutions perpétuelles et les privilèges exclusifs sont contraires au génie d'un Etat libre, et l'on ne doit pas en accorder.

Sect. 32. — Les lois avec effet rétroactif pour punir des délits commis avant qu'elles existassent, et qui ne sont déclarés criminels que par elles, sont vexatoires, injustes et incompatibles avec la liberté, et en conséquence il ne doit point être fait de lois *ex post facto*. Il ne peut pas davantage être fait de loi imposant rétroactivement les ventes, acquisitions, ou autres actes faits antérieurement.

Sect. 33. — L'esclavage et la servitude involontaire, autrement que pour la punition des crimes pour lesquels l'individu a été dûment condamné, sont et demeurent à tout jamais prohibés sur le territoire du présent Etat.

Sect. 34. — Les frontières de l'Etat sont et demeurent telles qu'elles sont fixées aujourd'hui.

Sect. 35. — Les audiences des tribunaux devront être publiques; toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans ses propriétés, ses biens, sa personne ou sa réputation, aura une action (*remedy*) suivant une procédure légale; le droit et la justice seront rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard.

Sect. 36. — En temps de paix, aucun soldat ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire, ni en temps de guerre si ce n'est de la façon prescrite par la loi.

Sect. 37. — L'énumération des droits ci-dessus ne sera pas interprétée de façon à restreindre ou dénier d'autres droits détenus par le peuple. Tous les pouvoirs non expressément délégués par la présente constitution continueront à résider dans le peuple.

ARTICLE XIV

DIVERS

Sect. 8. — Tout mariage entre une personne de race blanche et un nègre ou entre une personne de race blanche et une personne d'ascendance nègre jusqu'à la troisième génération inclusivement est interdit à tout jamais par les présentes dispositions.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE CAROLINE DU SUD DE 1895¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

§ 1. — Tout pouvoir politique réside dans le peuple et dérive de lui seul; en conséquence, le peuple a le droit à tout moment de modifier la forme de son gouvernement.

§ 2. — La représentation à la Chambre des représentants est répartie suivant la population.

§ 3. — L'Assemblée générale doit se réunir fréquemment pour corriger les abus et préparer des lois nouvelles, conformément à l'intérêt général.

§ 4. — L'Assemblée générale ne fera aucune loi favorisant l'établissement d'une religion, ou en prohibant le libre exercice. Elle ne peut davantage légiférer pour restreindre la liberté de la parole, de la presse ou le droit du peuple de s'assembler paisiblement et de présenter au Gouvernement ou à l'un quelconque de ses services, des pétitions en vue d'obtenir ces réformes.

§ 5. — Les privilèges et immunités garantis par la présente constitution aux citoyens de cet Etat et des Etats-Unis ne peuvent être limités. Aucun citoyen ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens autrement que par une procédure régulière. L'égale protection des lois ne peut être refusée à quiconque.

§ 6. — Tout bien susceptible de donner lieu à un impôt est taxé proportionnellement à sa valeur.

§ 7. — Aucun impôt, subside, charge, taxe ou droit ne peut être établi, fixé, imposé ou prélevé, sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement du peuple ou de ses représentants légalement assemblés.

§ 8. — Il ne peut pas être fait de loi prononçant une condamnation, ou de loi rétroactive, ou de loi affaiblissant les obligations nées de contrats, ni de loi concédant un titre de noblesse ou des avantages héréditaires; et aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*), ou la confiscation du patrimoine.

§ 9. — Le droit de suffrage, tel qu'il est réglementé dans la présente constitution, est protégé par la loi qui régit les élections et qui prohibe sous des peines appropriées tout abus d'influence, corruption de fonctionnaires, émeute ou conduite subversive.

§ 10. — Toutes élections sont libres et publiques et tous les citoyens de cet Etat remplissant les conditions requises par la présente constitution jouissent de droits égaux pour

élire les fonctionnaires ou pour être élus aux fonctions publiques.

§ 11. — Aucune condition de propriété qui ne serait pas établie par la présente constitution ne sera requise pour participer à une élection ou remplir une fonction publique. Nul dans cet Etat ne peut être élu ou nommé à une fonction pour la durée de sa vie ou pour le temps pendant lequel il s'en montrera digne; le mandat de toute fonction doit être d'une durée déterminée, sauf en ce qui concerne les notaires publics et des officiers de la milice. Quiconque, après l'adoption de cette constitution, se battra en duel, ou portera un défi pour se battre en duel, ou acceptera un défi, ou favorisera ou aidera un combat en duel, sera privé du droit d'occuper dans cet Etat aucune fonction publique, rémunérée ou honorifique, sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi.

§ 12. — Une absence temporaire hors du territoire de l'Etat n'entraîne pas la perte du domicile dans cet Etat, lorsqu'il y a été établi une première fois.

§ 13. — Le droit de suspendre les lois ou leur exécution ne pourra jamais être exercé que par l'Assemblée générale ou en vertu de son autorité dans les cas particuliers qu'elle aura expressément déterminés.

§ 14. — Dans le Gouvernement de cet Etat, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire du Gouvernement sont et demeurent séparés et distincts l'un de l'autre; aucune personne ou groupe de personnes exerçant des fonctions qui relèvent de l'un de ces pouvoirs ne peut assumer ou remplir des fonctions relevant d'un autre.

§ 15. — Tous les tribunaux seront publics, et chacun devra pouvoir y exercer avec rapidité une action en justice à raison de dommages subis.

§ 16. — Le droit de toute personne à être garantie dans sa personne, sa demeure, ses papiers et ses biens contre toute perquisition ou saisie abusive, est inviolable. Aucun mandat ne peut être décerné sans un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation. Tout mandat doit porter description du lieu à perquisitionner et de la personne ou des choses à saisir.

§ 17. — Lorsque la peine dépasse une amende de cent dollars ou l'emprisonnement pour une durée de trente jours avec ou sans travail forcé, nul ne peut être tenu de répondre d'un crime, si ce n'est après avoir fait l'objet d'un verdict de mise en accusation rendu d'office (*presentment*) ou sur la requête du ministère public (*indictment*) par un *grand jury* du comté où le crime a été commis, à l'exception toutefois des affaires concernant les forces de

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of South Carolina*, Columbia, S.C., 1932. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

terre ou de mer ou la milice, lorsque les faits se sont produits en temps de guerre ou de péril public. Nul ne peut être mis en péril (*jeopardy*) dans sa vie ou sa liberté, une seconde fois pour la même infraction. Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même en matière criminelle. La propriété privée ne peut être prise à des fins privées sans le consentement du propriétaire, ni à des fins d'intérêt public sans une juste et préalable indemnité.

§ 18. — Dans toute affaire criminelle, l'accusé a le droit d'être jugé rapidement par un jury impartial, d'être complètement informé de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir l'audition des témoins à décharge et d'être pleinement entendu en sa défense, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de son conseil, ou de ces deux manières.

§ 19. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop fortes, ni infligé de peines cruelles ou inusitées. Les témoins ne peuvent être retenus au delà du temps raisonnablement nécessaire pour recueillir leur témoignage. Il ne peut être infligé de châtiment corporel. En aucun cas, la sanction de l'infraction d'offense au tribunal (*contempt of court*) ne peut être l'emprisonnement dans le pénitencier d'Etat.

§ 20. — Antérieurement à condamnation, toute personne peut être mise en liberté provisoire sous caution, à condition de fournir des garanties suffisantes, sauf si elle est accusée de crime capital, lorsque les preuves sont évidentes ou les présomptions graves.

§ 21. — Dans toutes les mises en accusation ou poursuites pour écrits diffamatoires, la preuve de la vérité des faits allégués pourra être faite et le jury statuera en fait et en droit.

§ 22. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à donner aide et assistance à ses ennemis. Nul ne sera condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

§ 23. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas d'insurrection, de rébellion ou d'invasion, lorsque la sûreté publique l'exige.

§ 24. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude.

§ 25. — Le droit du jugement par jury demeurera inviolable.

§ 26. — Une milice bien organisée étant nécessaire pour la sécurité d'un Etat libre, le droit des citoyens de détenir et de porter des armes ne peut pas être restreint. Les armées permanentes en temps de paix constituant un danger pour la liberté, il n'en peut être entretenu sans le consentement de l'Assemblée générale. Les forces militaires de l'Etat sont toujours subordonnées à l'autorité civile et régies par elle. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prescrite par la loi.

§ 27. — A l'exception des personnes employées dans l'armée et la marine des Etats-Unis et de la milice en service effectif, nul ne peut en aucun cas être soumis à la loi martiale ni à aucune pénalité ou peine édictée par cette loi, sauf sur décision de l'Assemblée nationale.

§ 28. — Toutes les eaux navigables demeureront toujours des voies de navigation publiques, libres pour les citoyens de cet Etat et des Etats-Unis, sans taxe, impôt ou péage. Aucun impôt, taxe, péage ou droit de quai ne sera perçu sur le propriétaire de marchandises ou produits de toute sorte pour l'usage des rives ou d'un débarcadère installé sur les rives ou dans ou sur les eaux d'une rivière navigable, sauf autorisation de l'Assemblée générale.

§ 29. — Les dispositions de la constitution sont tenues, entendues et interprétées comme ayant valeur impérative et prohibitive, et non simplement déclarative, à moins que leurs termes mêmes n'indiquent expressément qu'elles constituent des directives ou des autorisations.

ARTICLE XVII

QUESTIONS DIVERSES

§ 4. — Quiconque niera l'existence d'un Etre Suprême ne pourra occuper aucune fonction publique sous l'empire de la présente constitution.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE COLORADO DE 1876¹

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

Afin d'affirmer nos droits, de reconnaître

nos devoirs et de proclamer les principes sur lesquels repose notre Gouvernement, nous déclarons :

Sect. 1. — Tout pouvoir politique réside dans le peuple et procède de lui. Tout Gouvernement, de droit, émane du peuple, est

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of Colorado*, revised to 1 February 1942. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

fondé exclusivement sur sa volonté et est institué uniquement pour le bien de tous.

Sect. 2. — Le peuple de cet Etat a seul le droit exclusif de se gouverner lui-même comme un Etat libre, souverain et indépendant et de modifier et abroger sa constitution et sa forme de gouvernement lorsqu'il le jugera nécessaire à sa sûreté et à son bonheur, pourvu qu'un tel changement ne soit pas en contradiction avec la Constitution des Etats-Unis.

Sect. 3. — Tous les citoyens possèdent certains droits naturels essentiels et inaliénables, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie, de la liberté, et de les défendre, d'acquérir, posséder et défendre la propriété, et de poursuivre et obtenir la sûreté et le bonheur.

Sect. 4. — Le libre exercice et la libre jouissance de la croyance et du culte religieux, sans aucune distinction entre les diverses croyances ou les divers cultes, est garanti à tout jamais. Il ne sera refusé à personne aucun droit civil ou politique, aucun privilège ou aucune capacité en raison de ses opinions religieuses. Toutefois la liberté de conscience ainsi assurée ne devra pas être entendue comme dispensant les citoyens de prêter serment ou de donner leur affirmation solennelle, ou comme excusant les actes de licence, ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec le bon ordre, la paix ou la sûreté de l'Etat. Nul se sera contraint à fréquenter ou à entretenir aucun lieu du culte, aucun ministère, aucune secte ou confession religieuse. La loi ne peut accorder de préférence à aucune confession religieuse ni à aucun mode de culte.

Sect. 5. — Toutes les élections sont libres et ouvertes à tous et nul pouvoir civil ou militaire ne peut, à aucun moment, intervenir pour empêcher le libre exercice du droit de suffrage.

Sect. 6. — Les tribunaux doivent être publics et tout citoyen peut y recourir pour obtenir justice rapidement pour tout dommage causé à sa personne, à ses biens ou à sa réputation. Le droit et la justice seront administrés gratuitement, sans déni de justice ni délai.

Sect. 7. — Les citoyens sont garantis dans leur personne, leurs papiers, leur foyer et leurs biens contre les perquisitions et saisies abusives. Aucun mandat de perquisition, d'arrêt ou de saisie ne peut être décerné s'il ne porte description aussi précise que possible du lieu soumis à perquisition, de la personne à arrêter ou des biens à saisir, et s'il n'existe pas un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation solennelle donnée par écrit.

Sect. 8. — Tant qu'il n'en aura pas été autrement disposé par la loi, aucune personne ne pourra faire l'objet de poursuites pénales pour crime constituant *felony* si ce n'est sur verdict de mise en accusation (*indictment*), sauf dans les affaires survenant dans les forces de terre

ou de mer ou la milice en service actif, en temps de guerre ou de péril public. Dans tous autres cas, les infractions seront poursuivies pénalement sur verdict de mise en accusation (*indictment*) ou sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*).

Sect. 9. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et concours. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement. Nul ne peut être condamné par l'Assemblée générale pour trahison ou crime constituant *felony*. Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou confiscation du patrimoine. La succession des personnes qui ont attenté à leur vie est dévolue comme en cas de mort naturelle.

Sect. 10. — Il ne peut être fait de loi portant atteinte à la liberté de la parole. Tout individu est libre de parler, d'écrire ou de publier ce qu'il juge bon sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. En tout procès ou poursuite pour écrits diffamatoires (*libels*), la preuve de la vérité pourra être faite devant le jury; après avoir entendu l'exposé du tribunal, le jury statuera en fait et en droit.

Sect. 11. — L'Assemblée générale ne fera ni lois *ex post facto*, ni lois affaiblissant les obligations résultant des contrats, ni lois rétroactives, ni lois accordant des privilèges spéciaux, des franchises ou des immunités irrévocables.

Sect. 12. — Aucune personne ne peut être emprisonnée pour dettes, sauf si elle refuse de faire abandon de son patrimoine pour désintéresser ses créanciers de la façon prescrite par la loi, ou si des dommages ont été causés, ou s'il existe de fortes présomptions de fraude.

Sect. 13. — Le droit pour tout citoyen de détenir et de porter des armes pour défendre son domicile, sa personne et ses biens ou pour porter aide aux pouvoirs civils lorsqu'il en est légalement requis ne peut être contesté. Toutefois, les présentes dispositions ne peuvent être interprétées comme justifiant le port d'armes cachées.

Sect. 14. — La propriété privée ne pourra être prise pour des usages privés sans le consentement du propriétaire, sauf pour établir les voies privées indispensables, des réservoirs, conduits, canaux ou fossés sur les terrains d'autrui ou à travers ceux-ci, à des fins agricoles, minières, industrielles, domestiques ou sanitaires.

Sect. 15. — La propriété privée ne peut être expropriée ou endommagée dans un intérêt public ou privé sans une juste indemnité. Cette indemnité devra être déterminée par un conseil

de commissaires comprenant au moins trois propriétaires fonciers, ou par un jury, sur la demande du propriétaire du bien, de la façon que prescrira la loi; jusqu'à ce que cette indemnité soit payée au propriétaire ou déposée en justice, sa possession ne pourra être inutilement troublée, et il ne pourra être dépouillé de ses droits de propriétaire. Au cas d'expropriation d'une propriété privée dans un intérêt prétendu public, la question de savoir si l'intérêt considéré est véritablement public sera une question judiciaire et tranchée comme telle, même si un acte législatif l'a déclaré public.

Sect. 16. — Dans les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne ou par un conseil, d'exiger d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur et d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du comté ou du district où l'infraction est censée avoir été commise.

Sect. 17. — Un témoin ne peut être retenu plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour prendre sa déposition. Le témoin sera libéré s'il peut fournir caution; s'il est dans l'impossibilité de le faire, sa déposition sera reçue par un juge de la Cour suprême ou du tribunal de district ou de comté, le plus tôt possible et en un lieu fixé à cet effet par ledit juge, l'accusé et le ministère public ayant dûment reçu notification du lieu et de l'heure auxquels le témoignage sera reçu. L'accusé a le droit d'assister en personne à l'interrogatoire et d'être représenté par un défenseur; s'il n'a pas de défenseur, le juge lui en désignera un d'office pour cette circonstance seulement. A la fin de l'interrogatoire, le témoin sera libéré lorsqu'il aura souscrit devant le juge la reconnaissance de dette (*recognition*) sanctionnant l'obligation de comparaître; mais il ne sera pas fait état de cette déposition si le tribunal estime que le ministère public est en mesure d'assurer la comparution personnelle du témoin au procès ou si l'accusé assure effectivement cette comparution. La déposition ne peut pas être attaquée pour des motifs de forme.

Sect. 18. — Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même en matière criminelle, ni ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction. Si le jury n'est pas unanime ou si, après verdict, le jugement fait l'objet d'une mesure de suspension d'exécution ou s'il est infirmé pour erreur de droit, l'accusé ne sera pas considéré comme ayant déjà été mis en péril.

Sect. 19. — Tout individu peut être mis en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf s'il s'agit de crimes

capitaux, lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 20. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ou imposé d'amendes trop élevées ni infligé de punitions cruelles ou inusitées.

Sect. 21. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 22. — Le pouvoir militaire sera toujours strictement subordonné au pouvoir civil. Aucun militaire ne peut, en temps de paix, être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ni en temps de guerre, si ce n'est de la manière prescrite par la loi.

Sect. 23. — Le droit d'être jugé par un jury en matière criminelle est inviolable. En matière civile devant tous les tribunaux, ou en matière criminelle devant les tribunaux n'ayant pas rang de juridiction *of record*, le jury pourra comprendre moins de douze membres, suivant ce que la loi disposera. Le jury des mises en accusation (*grand jury*) devra comporter dorénavant douze membres et la mise en accusation (*indictment*) pourra être prononcée par l'accord de neuf d'entre eux. L'Assemblée législative a cependant le droit de modifier, de réglementer ou d'abolir le système de jury des mises en accusation (*grand jury*).

Sect. 24. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de s'adresser à ceux qui sont investis du pouvoir de gouvernement pour demander par pétition ou remontrance le redressement des torts.

Sect. 25. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 26. — L'esclavage ou la servitude forcée sont interdits dans cet Etat, sauf pour la punition d'un crime dont l'auteur a été dûment condamné.

Sect. 27. — Les étrangers qui sont ou deviendront ultérieurement, résidents *bona fide* de cet Etat peuvent acquérir, hériter, posséder, jouir et disposer de tous biens meubles ou immeubles, dans les mêmes conditions que les citoyens de naissance.

Sect. 28. — L'énumération des droits qui figure dans la présente constitution ne peut être interprétée de façon à dénier, restreindre ou déprécier d'autres droits retenus par le peuple.

ARTICLE V

DEPARTEMENT LEGISLATIF

Sect. 25a. — L'Assemblée générale instituera par voie législative des périodes de travail ne dépassant pas huit heures pendant les vingt-quatre heures de la journée (sauf au cas de circonstances exceptionnelles mettant en danger

la vie des personnes ou leurs biens) pour tous les travailleurs des mines ou autres travaux souterrains, des hauts fourneaux et des fonderies; et des autres entreprises métallurgiques ou de toutes autres branches de l'industrie ou

du travail que l'Assemblée générale considérera comme dangereuses pour la santé, la vie ou la sécurité. L'Assemblée générale sanctionnera par des pénalités appropriées la violation de ces dispositions.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE CONNECTICUT DE 1818¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Afin de reconnaître et d'établir les grands principes essentiels de la liberté et du libre gouvernement, nous déclarons:

Sect. 1. — Tous les hommes qui concluent un pacte social sont égaux en droits. Aucun homme ou groupe d'hommes ne peut prétendre à des avantages publics ou à des privilèges exclusifs venant de la communauté.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Tous les Gouvernements libres reposent sur son autorité et sont institués pour son bénéfice. Le peuple a le droit, qui ne peut être refusé ou supprimé, de modifier à tout moment et comme il l'entend la forme de son gouvernement.

Sect. 3. — L'exercice et la jouissance de la croyance religieuse et du culte, sans distinction ni préférence, sont à jamais garantis à tous les citoyens de cet Etat. Toutefois, le droit ainsi proclamé et établi ne pourra être interprété de manière à servir d'excuse à des actes de licence ou à justifier des pratiques incompatibles avec la paix et la sûreté de l'Etat.

Sect. 4. — Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucune secte ou confession chrétienne.

Sect. 5. — Tout citoyen peut librement parler, écrire et publier son opinion sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de cette liberté.

Sect. 6. — Il ne sera fait aucune loi qui limite ou entrave la liberté de la parole ou de la presse.

Sect. 7. — Dans toutes les poursuites ou mises en accusation pour écrits diffamatoires (*libels*), la preuve de la vérité des faits allégués peut être faite devant le jury qui aura le droit de déterminer les faits et le droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal.

Sect. 8. — Les individus sont garantis dans leur personne, leur maison, leurs papiers et leurs biens contre toute saisie ou perquisition sans motifs raisonnables. Aucun mandat aux fins de perquisitionner dans un lieu, d'arrêter une personne ou de saisir une chose ne peut

être décerné s'il n'indique de façon aussi précise que possible le lieu, la personne ou la chose qu'il concerne, et s'il n'est délivré pour un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation.

Sect. 9. — Dans toute poursuite criminelle, l'accusé a le droit de se faire entendre en personne ou par un conseil, de demander la nature et la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour faire comparaître les témoins en sa faveur; et, en toute poursuite sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation (*grand jury*), ou sur acte de poursuite du ministère public (*information*), il a le droit à un jugement rapide et public par un jury impartial. Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni privé de la vie, de la liberté et de ses biens, si ce n'est suivant une procédure conforme au droit. Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime passible de mort ou de détention perpétuelle s'il n'a fait l'objet d'un verdict de mise en accusation du *grand jury*, rendu d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), à moins que les faits ne soient survenus dans les forces de terre ou de mer ou dans la milice en service effectif, en temps de guerre ou de danger public.

Sect. 10. — Nul ne peut être arrêté, détenu ou puni que dans les cas nettement déterminés par la loi.

Sect. 11. — La propriété d'une personne ne pourra jamais être prise pour un usage public sans une juste indemnité.

Sect. 12. — Tous les tribunaux devront être publics. Toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses biens ou à sa réputation, aura une action (*remedy*) suivant une procédure conforme au droit. Le droit et la justice seront rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard.

Sect. 13. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, ni infligé d'amendes trop élevées.

Sect. 14. — Tout détenu, antérieurement à condamnation, peut être mis en liberté provisoire en fournissant des sûretés suffisantes, sauf en cas de crimes capitaux, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves. Les privilèges de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peuvent être suspendus, à moins que, en

¹ Texte anglais dans: State of Connecticut, *Register and Manual* 1943, Hartford, 1943, p. 41-64. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

cas de rébellion ou d'invasion, la sécurité publique n'exige cette suspension et, en ce cas, seulement par la législature.

Sect. 15. — Personne ne peut être déclaré coupable de trahison ou de crime constituant *felony* par une décision émanant de la législature.

Sect. 16. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible dans leur intérêt commun et de s'adresser à ceux qui sont investis des pouvoirs de gouvernement, par voie de pétition, adresse ou remontrance, en vue de redressement des torts ou pour tout autre objet.

Sect. 17. — Tout citoyen a le droit de porter des armes pour sa défense et celle de l'Etat.

Sect. 18. — Dans tous les cas et en tout temps, le pouvoir militaire sera strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 19. — En temps de paix, aucun soldat ne pourra être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 20. — Aucun émoluments, privilège ou honneur héréditaire ne peut être concédé ou conféré dans cet Etat.

Sect. 21. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE DAKOTA DU NORD DE 1889¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants et possèdent certains droits inaliénables au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de protéger leurs biens et leur réputation, de rechercher et d'obtenir la sécurité et le bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et le bénéfice du peuple, qui a le droit de le modifier et de le réformer toutes les fois que le bien public le requiert.

Sect. 3. — L'Etat de Dakota du Nord est une partie inséparable de l'Union et la constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 4. — Le libre exercice et la libre jouissance de la croyance et du culte religieux,

ARTICLE VII DE LA RELIGION

Sect. 1. — Tout homme ayant le devoir d'adorer l'Etre Suprême, grand Créateur et Protecteur de l'univers, a le droit de lui rendre ce culte de la façon la plus conforme aux commandements de sa conscience. Nul ne sera contraint par la loi d'adhérer ou de contribuer à aucune congrégation, église ou association religieuse, ni ne pourra être classé par la loi dans aucune d'entre elles. Toute personne appartenant actuellement à une église ou association religieuse en restera membre jusqu'à ce qu'elle s'en soit retirée de la manière ci-après indiquée. Toute société ou confession chrétienne dans cet Etat pourra entretenir des ministres ou prédicateurs et construire des édifices pour le culte public, soit au moyen d'une taxe sur ses membres seulement, établie par un vote de la majorité des électeurs qualifiés réunis dans une assemblée de cette société convoquée et tenue conformément à la loi, soit de toute autre manière.

Sect. 2. — Si une personne veut quitter l'association ou confession religieuse dont elle fait partie, elle en donnera avis par écrit au secrétaire de cette société, et ne sera plus tenue dès lors d'aucune des dépenses faites ultérieurement par cette société.

sans différence ni préférence, seront à jamais garantis dans cet Etat. Nul ne peut être déclaré incapable d'être témoin ou juré en raison de ses opinions en matière religieuse. Toutefois la liberté de conscience ainsi assurée ne devra pas être entendue comme excusant des actes de licence, ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec la paix ou la sûreté de cet Etat.

Sect. 5. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf dans le cas de rébellion ou d'invasion lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 6. — Toute personne pourra être mise en liberté sous caution moyennant des sûretés suffisantes, à moins qu'ils ne s'agisse de crimes capitaux quand la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves. Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées; il ne peut être infligé de peines cruelles ou inusitées. Les témoins ne peuvent être retenus de façon déraisonnable ni détenus dans des locaux où des criminels se trouvent incarcérés.

Sect. 7. — Le droit à être jugé par un jury est garanti à tous et demeure inviolable. Toutefois, en matière civile, devant les tribunaux *not of record*, le jury peut être composé de

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of North Dakota, Amendments to the Constitution of the State of North Dakota (s.d.)*. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

moins de douze membres, de la façon prescrite par la loi.

Sect. 8. — Tant qu'il n'en sera pas autrement disposé par la loi, nul ne peut être poursuivi pour crime constituant *felony*, sans avoir préalablement fait l'objet d'un verdict de mise en accusation (*indictment*), sauf dans les affaires survenant dans les forces de terre ou de mer ou de la milice en service actif, en temps de guerre ou de péril public. Dans tous les autres cas, les infractions feront l'objet de poursuites pénales sur verdict de mise en accusation (*indictment*) ou sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*). L'Assemblée législative pourra modifier, réglementer ou abolir le système du jury des mises en accusation (*grand jury*).

Sect. 9. — Tout citoyen peut librement écrire, parler ou publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce privilège. En toute affaire civile ou pénale pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité des faits allégués peut être établie et constitue une défense suffisante lorsque lesdits écrits ont été publiés pour des motifs valables et à des fins justifiables, et le jury aura le pouvoir de rendre un verdict général comme en toute autre matière. Dans toutes poursuites pour diffamation écrite sur *indictment* ou *information*, le jury aura le droit de déterminer les faits et le droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal, comme en toute autre matière.

Sect. 10. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de s'adresser à ceux qui sont investis des pouvoirs de gouvernement, par voie de pétition, d'adresse ou de remontrance, en vue d'obtenir le redressement des torts ou pour tout autre objet.

Sect. 11. — Toutes les lois d'une nature générale seront appliquées de façon uniforme.

Sect. 12. — Le pouvoir militaire est subordonné au pouvoir civil. Il ne peut être entretenu d'armée permanente en temps de paix sur le territoire de cet Etat. En temps de paix aucun soldat ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ni en temps de guerre, si ce n'est de la façon prescrite par la loi.

Sect. 13. — Dans les poursuites criminelles devant une juridiction quelconque, l'accusé a le droit d'être jugé rapidement et publiquement, de disposer d'une procédure de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur, et de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire de son conseil. Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction, ni contraint à témoigner contre lui-même en matière criminelle, ni privé de sa vie, de sa liberté ou de

ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 14. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour l'usage public, sans le paiement d'une juste et préalable indemnité ou la consignation de cette indemnité au tribunal au profit du propriétaire. Aucun droit de passage ne peut être accordé au bénéfice d'une *corporation* autre qu'une municipalité, tant qu'il n'a pas été versé au propriétaire pleine compensation pécuniaire ou que l'indemnité n'a pas été évaluée et consignée au tribunal à son profit. Ladite indemnité sera fixée par un jury, sauf renonciation au jugement par jury, et sera évaluée sans tenir compte d'aucun bénéfice résultant des améliorations que ladite *corporation* se proposerait de réaliser.

Sect. 15. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf s'il refuse de faire abandon de son patrimoine pour désintéresser ses débiteurs de la façon prescrite par la loi, ou en cas de dommage volontaire à la personne ou à la propriété, ou lorsqu'il existe de fortes présomptions de fraude.

Sect. 16. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou de loi affaiblissant des obligations résultant des contrats.

Sect. 17. — L'esclavage ou la servitude forcée ne sont pas tolérés dans cet Etat, sauf à titre de peine pour les crimes.

Sect. 18. — Le droit des citoyens d'être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre toutes perquisitions et saisies abusives est inviolable. Aucun mandat ne pourra être décerné si ce n'est pour une cause d'un bien-fondé probable, confirmée par serment ou affirmation, et s'il ne contient la description précise du lieu soumis à perquisition, des personnes à arrêter et des choses à saisir.

Sect. 19. — La trahison contre l'Etat consiste uniquement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide ou assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 20. — Il ne sera jamais accordé de privilèges spéciaux ou d'immunités qui ne pourraient être modifiés, révoqués ou supprimés par l'Assemblée législative. Il ne pourra être accordé à aucun citoyen ni à aucune catégorie de citoyens des privilèges ou immunités qui ne pourraient, sous les mêmes conditions, être accordés à tous les citoyens.

Sect. 21. — Les dispositions de la présente constitution sont impératives (*mandatory*) et prohibitives, à moins qu'il n'en soit déclaré autrement en termes exprès.

Sect. 22. — Tous les tribunaux devront être

publics et tout individu, à raison de tout dommage à lui causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation aura une action (*remedy*) suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*); le droit et la justice seront rendus gratuitement sans déni de justice ni retard. Des actions peuvent être intentées contre l'Etat de la façon et devant les tribunaux que la loi déterminera.

Sect. 23. — Tout citoyen du présent Etat a le droit d'obtenir un emploi toutes les fois que cela est possible et toute personne physique ou morale ou son représentant qui, par malveillance, gênerait ou entraverait d'une façon quelconque l'exercice du droit d'un citoyen d'obtenir ou d'occuper un emploi auprès de toute au-

tre personne morale ou physique, sera coupable d'un délit (*misdemeanor*).

Sect. 24. — Pour prévenir les infractions aux pouvoirs supérieurs que nous avons délégués, nous déclarons que tout ce qui est contenu dans la présente déclaration des droits est en dehors des pouvoirs généraux du Gouvernement et demeurera à jamais inviolable.

ARTICLE XVII

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 209. — Le travail des enfants de moins de douze ans est interdit dans les mines, les usines et les ateliers situés sur le territoire du présent Etat.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE DAKOTA DU SUD DE 1889¹

ARTICLE VI

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants et possèdent certains droits inhérents, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de les défendre, d'acquérir et de protéger des biens et de rechercher le bonheur. Les Gouvernements sont institués pour assurer ces droits et tirent leurs pouvoirs légitimes du consentement des gouvernés.

Sect. 2. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). Nul ne peut se voir refuser le droit au travail ou y voir apporter des restrictions à raison de son adhésion ou non-adhésion à un syndicat ou à une organisation ouvrière quelconque.

Sect. 3. — Le droit d'adorer Dieu selon les prescriptions de la conscience est inviolable. Nul ne peut se voir refuser aucun droit, privilège ou fonction à raison de ses opinions religieuses; toutefois, la liberté de conscience ainsi garantie ne peut être interprétée comme excusant des actes de licence, des atteintes aux droits d'autrui ou comme justifiant des pratiques incompatibles avec la paix ou la sûreté de l'Etat.

Nul ne sera contraint à fréquenter aucun lieu du culte, ni à contribuer à l'entretien d'aucun ministre du culte. Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucun établissement ou culte religieux. Aucune somme d'argent ni aucune propriété publique ne pourra jamais être employée ou affectée à aucune société ou institution confessionnelle ou religieuse.

Sect. 4. — Il ne peut être porté atteinte au droit de pétition ni au droit du peuple de s'assembler paisiblement pour délibérer sur le bien commun et pour exprimer ses opinions.

Sect. 5. — Toute personne peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Dans toutes les affaires civiles ou pénales pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des allégations constitue une défense suffisante lorsqu'elles ont été publiées pour des motifs légitimes et à des fins justifiables. Le jury a le droit de statuer en fait et en droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal.

Sect. 6. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable et s'étend à toutes les affaires de la compétence des tribunaux judiciaires, sans égard au montant du litige. Toutefois, la législature peut instituer un jury de moins de douze membres dans tout tribunal n'ayant pas rang de juridiction *of record* et autoriser en matière civile que, dans tout tribunal, le verdict du jury puisse être rendu à la majorité des trois quarts des jurés.

Sect. 7. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a toujours le droit de se défendre en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, de connaître la nature et les motifs de l'accusation portée contre lui, de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir l'audition des témoins en sa faveur et d'être jugé rapidement devant un jury impartial du comté ou du district où l'infraction est censée avoir été commise.

Sect. 8. — Toute personne devra être mise en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux, lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves. Le pri-

¹ Texte anglais dans: *South Dakota Legislative Manual, 1943*, Pierre, South Dakota, 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

vilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas de rébellion ou d'invasion, lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 9. — En matière criminelle, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni être mis en péril (*jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

Sect. 10. — Nul ne peut avoir à répondre d'une infraction pénale, si ce n'est sur verdict de mise en accusation rendu par un *grand jury*, à la requête du ministère public (*indictment*) ou d'office (*presentment*) ou sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public, sauf en ce qui concerne les accusations en crime d'Etat (*impeachments*), les affaires de la compétence des tribunaux de comté ou des juges de paix, ou les affaires intéressant l'armée, la marine ou la milice, lorsque les faits ont eu lieu en service actif en temps de guerre ou de péril public. L'institution du *grand jury* peut être modifiée ou abolie par la loi.

Sect. 11. — Le droit des individus à être protégés dans leur personne, leur demeure, leurs papiers ou leur biens contre les perquisitions ou saisies abusives est inviolable. Il ne pourra être délivré de mandat que s'il existe un motif d'un bien fondé probable confirmé par déclaration sous serment, et que si le mandat décrit avec précision le lieu à perquisitionner, la personne à arrêter ou les biens à saisir.

Sect. 12. — Il ne peut être promulgué de loi *ex post facto*, ni de loi dérogeant aux obligations nées des contrats ou instituant un privilège, une exemption ou une immunité irrévocable.

Sect. 13. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage public sans une juste et préalable indemnité, fixée par un jury et payable dès qu'elle aura pu être évaluée et avant prise de possession. L'estimation de l'indemnité compensatrice des biens expropriés ou endommagés ne peut tenir compte d'aucun bénéfice échéant au propriétaire à la suite d'une amélioration faite par une personne morale privée. Les propriétaires continueront à jouir de la pleine propriété des terres affectées à l'établissement de voies de chemin de fer ou de toute autre voie publique, sous réserve de l'usage auquel elles sont affectées.

Sect. 14. — Aucune distinction ne pourra jamais être établie par la loi entre les étrangers résidants et les citoyens en ce qui concerne l'acquisition, la jouissance ou la transmission de la propriété.

Sect. 15. — Nul ne peut être emprisonné pour une dette résultant d'un contrat.

Sect. 16. — Le pouvoir militaire est strictement subordonné au pouvoir civil. En temps

de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire ni, en temps de guerre, si ce n'est de la manière prévue par la loi.

Sect. 17. — Aucun impôt ou droit ne peut être imposé sans le consentement du peuple ou de ses représentants à la législature. Tous les impôts s'appliqueront de façon égale et uniforme.

Sect. 18. — Il ne peut être promulgué de loi accordant à un citoyen ou à une catégorie de citoyens ou à une personne morale des privilèges ou immunités qui ne pourraient, sous les mêmes conditions, être accordés à tous les citoyens ou personnes morales.

Sect. 19. — Les élections sont libres et égales pour tous et aucun pouvoir civil ou militaire ne peut intervenir à aucun moment pour faire obstacle au libre exercice du droit de suffrage. En temps de guerre, les soldats peuvent participer au vote, au lieu de leur poste sur le territoire de l'Etat ou à l'extérieur, conformément aux règles qu'établira la législature.

Sect. 20. — Tous les tribunaux devront être publics. Toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans ses biens, sa personne ou sa réputation, disposera d'une action (*remedy*), selon une procédure légale; et le droit et la justice seront rendus sans déni de justice ni retard.

Sect. 21. — Le pouvoir de suspendre les lois ne peut être exercé que par la législature ou en vertu de son autorisation.

Sect. 22. — Nul ne pourra être déclaré coupable de trahison ou de crime constituant *felony* par la législature.

Sect. 23. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles.

Sect. 24. — Les citoyens ne pourront pas être privés du droit de porter des armes pour leur défense ou celle de l'Etat.

Sect. 25. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis ou à leur prêter aide et assistance. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 26. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple; tout Gouvernement libre est fondé sur l'autorité du peuple et est institué pour la protection et le bénéfice égal de tous. Les citoyens ont le droit de modifier ou de réformer les formes de leur gouvernement comme ils le jugent opportun, par les méthodes légales et reconnues. L'Etat de Dakota du Sud est partie inséparable de l'Union et la constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 27. — Les bienfaits d'un Gouvernement libre ne peuvent être conservés que par le strict respect de la justice, de la modération,

de la tempérance, de la frugalité et de la vertu et par un retour fréquent aux principes fondamentaux.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE DELAWARE DE 1897¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Bien que s'assembler fréquemment pour le culte public de Dieu soit pour tous les hommes un devoir et favorise le développement de la piété et de la moralité dont dépend la prospérité de la communauté, nul ne peut être contraint à pratiquer un culte religieux, à contribuer à la construction ou à l'entretien d'aucun édifice du culte ou à l'entretien d'aucun ministre du culte, contre sa libre volonté. Aucun pouvoir ne pourra jamais être conféré à aucun magistrat ni exercé par lui pour intervenir en aucun cas dans le libre exercice de la foi religieuse ou régenter d'aucune façon les droits de la conscience. Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucune société ou confession religieuse, ni à aucune forme du culte.

Sect. 2. — Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à une fonction ou à une charge publique dans cet Etat.

Sect. 3. — Toutes les élections seront libres et égales pour tous.

Sect. 4. — Le jugement par jury aura lieu comme par le passé. Toutefois, les jurys de mise en accusation du comté de New-Castle seront composés de quinze membres dont chacun sera un résident de l'un des districts électoraux dudit comté; le vote affirmatif de neuf d'entre eux sera nécessaire pour rendre un verdict de mise en accusation. Les jurys de mise en accusation des comtés de Kent et de Sussex seront composés de dix membres dont chacun sera un résident de l'un des districts électoraux du comté où il a été élu et le vote affirmatif de sept d'entre eux sera nécessaire pour rendre un verdict de mise en accusation.

Sect. 5. — La presse sera libre pour quiconque entreprend d'examiner la conduite, dans l'exercice de ses fonctions, de toute autorité du Gouvernement. Tout citoyen peut librement imprimer ses écrits sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans les poursuites pour publication d'écrits mettant en cause la conduite de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, ou quand les

renseignements rendus publics relèvent de l'information générale, la vérité peut en être prouvée. Dans toutes les accusations pour écrits diffamatoires (*libel*), le jury peut statuer en fait et en droit comme dans les autres affaires.

Sect. 6. — Les citoyens sont garantis dans leur personne, leur domicile, leurs papiers et leurs biens contre toute saisie et perquisition abusive. Aucun mandat aux fins de perquisitionner dans un lieu, d'arrêter une personne ou de saisir un bien ne peut être délivré s'il ne porte description aussi précise que possible du lieu soumis à perquisition, de la personne à arrêter ou des biens à saisir, et s'il n'est fondé sur un motif d'un bien-fondé probable et confirmé par serment ou affirmation.

Sect. 7. — En matière criminelle, l'accusé a toujours le droit d'être entendu en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, d'être clairement et complètement informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui, d'être confronté avec les témoins, de disposer en temps utile d'un moyen de contrainte, à sa requête ou à celle de ses amis ou de son conseil, pour obtenir l'audition des témoins en sa faveur et d'obtenir un jugement rapide et public devant un jury impartial. Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, si ce n'est par le jugement de ses pairs ou en vertu des lois du pays (*law of the land*).

Sect. 8. — Nul ne peut être déféré devant une juridiction pénale sur un acte de poursuite du ministère public pour une infraction qui requiert un verdict de mise en accusation du *grand jury*, sauf dans les affaires survenant dans les forces de terre et de mer ou dans la milice en service actif en temps de guerre ou de danger public. Nul ne peut être mis en péril deux fois dans sa vie ou dans sa personne pour la même infraction. Les biens d'aucune personne ne peuvent être expropriés ou affectés à un usage public sans le consentement de ses représentants et sans le paiement d'une indemnité.

Sect. 9. — Tous les tribunaux seront publics et toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans sa réputation, sa personne, ses biens meubles ou immeubles, aura une action selon une procédure légale, et justice lui sera rendue suivant les mérites de sa cause et les lois du pays, gratuitement, sans déni de justice,

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Delaware*, 1944, Office of Secretary of State. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

sans retard injustifié ni frais. Toute action doit être jugée dans le comté où elle a été intentée, à moins que les juges du tribunal saisi ne décident que le procès ne peut être jugé impartialement dans ce comté. Des actions peuvent être intentées contre l'Etat conformément aux règles qui seront établies par la loi.

Sect. 10. — Le pouvoir de suspendre les lois ne peut être exercé qu'en vertu de l'autorité de l'Assemblée générale.

Sect. 11. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ou imposé d'amendes trop élevées ni infligé de peines cruelles. En procédant à la construction des prisons, il sera dûment tenu compte de la santé des prisonniers.

Sect. 12. — Tout détenu devra être mis en liberté sous caution s'il fournit des sûretés suffisantes, sauf le cas d'infraction capitale lorsque la preuve est positive ou que les présomptions sont graves. Lorsqu'un individu est détenu sur inculpation d'une infraction de cette nature, ses amis et son conseil pourront, en temps voulu, avoir accès auprès de lui.

Sect. 13. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu sauf en cas de rébellion ou d'invasion si la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 14. — Il ne peut être délivré de mandat d'instruction et de jugement (*oyer and terminer*) ou de *jail delivery*.

Sect. 15. — La mort civile n'entraînera pas de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*), ni de confiscation du patrimoine sauf pendant la vie du coupable. Le patrimoine de ceux qui se donnent la mort sera dévolu ou transmis comme en cas de mort naturelle. La mort par accident ne donnera lieu à aucune confiscation.

Sect. 16. — Bien que la désobéissance par

une partie du peuple, aux lois qu'on lui aurait présentées comme contenant des dispositions mauvaises ou injustes, soit non seulement de nature, par son effet immédiat et par l'influence de l'exemple, à compromettre le bien et la sûreté publics, mais encore contraire aux principes sociaux des Gouvernements de forme républicaine fondés sur le consentement commun au bien commun, les citoyens ont néanmoins le droit de se réunir paisiblement et d'en appeler aux personnes investies des pouvoirs de gouvernement, pour le redressement des torts ou autres fins convenables, par pétitions, remontrances ou adresses.

Sect. 17. — Il ne pourra être entretenu d'armée permanente sans le consentement de l'Assemblée générale. Dans tous les cas et à tout moment, le pouvoir militaire sera strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 18. — En temps de paix aucun soldat ne pourra être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire et il en sera ainsi en temps de guerre, sauf décision prise par un magistrat civil de la manière qui sera prescrite par la loi.

Sect. 19. — Il ne pourra être accordé de distinctions héréditaires ni créé ou exercé de fonction pour laquelle la nomination serait faite pour une durée plus longue que celle pendant laquelle son titulaire s'en montrera digne (*for a longer time than during good behaviour*). Aucune personne qui exerce une fonction publique dans cet Etat ne peut accepter une fonction ou un titre conféré par un roi, un prince ou un Etat étranger.

NOUS DÉCLARONS que toutes les dispositions du présent article sont réservées et placées hors des pouvoirs généraux de gouvernement ci-après mentionnés . . .

CONSTITUTION DE L'ETAT DE FLORIDE DE 1887¹

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes sont égaux devant la loi, et possèdent certains droits inhérents, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de protéger leurs biens, de rechercher le bonheur et d'assurer leur sécurité.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et le bénéfice des citoyens, qui ont le droit de le modifier et de le réformer toutes les fois que le bien public le requiert. Toutefois, l'obéissance suprême est due par chaque citoyen au Gouvernement fédé-

ral et le peuple de cet Etat n'a pas le pouvoir de rompre ses liens avec lui.

Sect. 3. — Le droit à être jugé par un jury est assuré à tous et demeure à jamais inviolable.

Sect. 4. — L'accès de tous les tribunaux de cet Etat sera libre, de manière que toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation, disposera d'une action (*remedy*) selon une procédure légale, et que le droit et la justice soient rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard.

Sect. 5. — Le libre exercice et la libre jouissance de la foi religieuse et du culte seront toujours autorisés dans cet Etat. Nul ne pourra être déclaré incapable d'être témoin, à raison de ses opinions religieuses. Toutefois la liberté de conscience ainsi garantie ne sera pas inter-

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Florida*, 1944. Texte français traduit de l'Organisation des Nations Unies.

prétée comme justifiant la licence ou des pratiques subversives, dangereuses pour la paix ou la sécurité morale de l'Etat ou de la société ou incompatibles avec elles.

Sect. 6. — Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucune église, secte ou mode de culte. Aucune somme d'argent provenant de la Trésorerie ne pourra jamais être affectée directement à une église, secte ou confession religieuse quelconque ou à une institution confessionnelle quelconque.

Sect. 7. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* doit être accordé de plein droit, rapidement, librement et sans frais; il ne doit jamais être suspendu, à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 8. — Il ne peut être exigé de cautionnements excessifs ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles ou inusitées, ou de peines d'emprisonnement à durée indéterminée. Les témoins ne seront pas retenus de façon déraisonnable.

Sect. 9. — Tout individu doit être mis en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf au cas d'infraction capitale lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 10. — Nul ne peut être traduit en justice pour un crime capital si ce n'est sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation, rendu d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), et nul ne peut être traduit en justice pour tout autre crime qualifié *felony*, si ce n'est sur *presentment* ou sur *indictment* du jury des mises en accusation (*grand jury*) ou sur acte de poursuite présenté par le ministère public (*information*) au tribunal, à moins de dispositions contraires de cette constitution et sauf dans le cas de crime d'Etat (*impeachment*) et dans les cas intéressant la milice en service actif en temps de guerre, ou en temps de paix, si l'Etat l'entretient, avec l'assentiment du Congrès. Tout individu poursuivi sur *information*, *presentment* ou *indictment* pour tout crime non capital constituant *felony* peut être déféré devant la juridiction de jugement et présenter ses moyens de défense pendant ou après une session, et le jugement et la sentence du tribunal sur des conclusions de culpabilité peuvent être rendus pendant ou après une session. Le juge de tout tribunal de circuit est autorisé à prononcer dispense de convoquer, constituer et réunir le *grand jury* pendant toute session du tribunal, en rendant, déposant et enregistrant auprès du greffier dudit tribunal une ordonnance écrite aux termes de laquelle le *grand jury* n'a pas à être convoqué à cette session du tribunal. Cette ordonnance du juge du circuit peut être rendue en période

de vacation ou de session dudit tribunal. La législature a le droit, par des mesures législatives générales, de régler le nombre de membres requis pour siéger comme jurés dans un *grand jury* ou pour constituer un *grand jury* et de fixer le nombre de membres du *grand jury* qui sera requis pour prononcer une mise en accusation à la requête du ministère public ou d'office.

Sect. 11. — Dans tous les procès criminels, l'accusé a le droit d'être jugé rapidement et publiquement par un jury impartial du comté où le crime a été commis, à être entendu en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, ou de ces deux manières, à exiger d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui, à être confronté avec les témoins à charge, à disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir l'audition des témoins à décharge et de recevoir un exemplaire de l'acte d'accusation préparé contre lui.

Sect. 12. — Nul ne peut être mis deux fois en péril (*put in jeopardy*) pour la même infraction; ni contraint, en matière criminelle, à témoigner contre lui-même; ni privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). La propriété ne pourra être prise sans une juste indemnité. Le droit au travail ne peut être refusé ou limité pour raison d'adhésion ou de non-adhésion à un syndicat ou à une organisation du travail; toutefois, cette disposition ne doit pas être interprétée comme déniait ou limitant le droit des employés à négocier collectivement avec leurs employeurs, par l'intermédiaire d'une organisation du travail ou d'un syndicat.

Sect. 13. — Toute personne peut librement exprimer oralement et par écrit ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être promulgué de loi restreignant ou limitant la liberté de la parole ou de la presse. Dans toutes les poursuites pénales ou civiles pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des faits allégués peut être démontrée devant le jury et s'il appert que les propos prétendus diffamatoires sont fondés et qu'ils ont été publiés pour des motifs légitimes, l'accusé sera acquitté ou mis hors de cause.

Sect. 14. — Nul ne peut être contraint de payer les frais de justice, sauf après condamnation par un jugement en dernier ressort.

Sect. 15. — Tous les citoyens ont le droit de s'assembler pour délibérer sur le bien commun, de donner des instructions à leurs représentants et de présenter à la législature des pétitions pour le redressement des torts.

Sect. 16. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude.

Sect. 17. — Il ne peut être rendu d'ordonnance de mort civile (*attainder*) ou promulgué

de lois rétroactives ou dérogeant aux obligations nées de contrats antérieurs.

Sect. 18. — Les étrangers remplissant les conditions requises pour devenir citoyens des Etats-Unis en vertu des lois et traités des Etats-Unis auront les mêmes droits que les citoyens de l'Etat en ce qui concerne la propriété, le droit de succession et le droit de disposer de la propriété dans l'Etat. La législature pourra néanmoins limiter, réglementer et interdire le droit de propriété, le droit de succession, le droit de disposer, la possession et la jouissance de biens immobiliers dans l'Etat de Floride relativement aux étrangers ne remplissant pas les conditions requises pour devenir citoyens des Etats-Unis en vertu des dispositions, lois et traités des Etats-Unis.

Sect. 19. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans cet Etat, sauf à titre de peine pour un crime dont l'auteur a été dûment condamné.

Sect. 20. — Il ne sera pas porté atteinte au droit du peuple de porter des armes pour sa propre défense et pour celle de l'autorité légitime de l'Etat, mais la législature pourra réglementer les conditions du port des armes.

Sect. 21. — Dans tous les cas et à tout moment, le pouvoir militaire sera strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 22. — Le droit des citoyens d'être protégés dans leur personne, leur domicile, leurs papiers et leurs biens contre les saisies et les

perquisitions abusives est inviolable. Il ne peut être délivré de mandat si ce n'est pour un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation. Tout mandat doit contenir une description précise du ou des lieux soumis à perquisition, de la ou des personnes à arrêter et du ou des objets à saisir.

Sect. 23. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer et à faire la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis, et à leur prêter aide et concours. Nul ne sera condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement. Aucune condamnation pour trahison n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine.

Sect. 24. — La présente énumération de droits ne peut être interprétée comme diminuant ou déniait d'autres droits retenus par le peuple.

ARTICLE XVI

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 24. — Est à jamais prohibé par la présente disposition tout mariage entre un blanc et un nègre, ou entre un blanc et une personne d'ascendance nègre jusqu'à la quatrième génération inclusivement.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE GEORGIE DE 1945¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Section I

§ 1. — Tout Gouvernement, de droit, émane du peuple, est fondé exclusivement sur la volonté et est institué seulement pour le bien de tous. Les fonctionnaires publics sont les mandataires et les serviteurs du peuple devant qui ils sont responsables à tout moment.

§ 2. — La protection des personnes et des biens est le devoir suprême du Gouvernement et doit être assurée d'une manière complète et impartiale.

§ 3. — Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens, si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*).

§ 4. — Nul ne peut être privé du droit d'ester en justice, tant en qualité de demandeur que de défendeur, devant les tribunaux de cet

Etat, en personne, par avocat, ou de ces deux manières.

§ 5. — Toute personne accusée d'une infraction aux lois de cet Etat a le droit d'être assistée par un conseil; de recevoir sur sa demande, le texte de l'accusation portée contre elle et la liste des témoins sur le témoignage desquels cette accusation est fondée; d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution de ses propres témoins; d'être confrontée avec les témoins à charge et d'être jugée en public et sans délai par un jury impartial.

§ 6. — Nul ne peut être contraint à déposer d'une manière qui tende, de façon quelconque, à établir sa propre culpabilité.

§ 7. — Le bannissement hors des limites de l'Etat et la peine du fouet ne pourront pas être prononcés à titre de peine en matière criminelle.

§ 8. — Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) dans sa vie ou sa liberté une seconde fois pour la même infraction, à moins qu'il ne demande, après condamnation, un nouveau procès ou à moins que l'annulation de la procédure ne soit prononcée.

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Georgia, 1945*. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

§ 9. — Il ne sera point imposé d'amendes excessives, ni demandé de cautionnement trop élevé, ni infligé de peines cruelles ou inusitées; et nul ne subira de sévices au cours de son arrestation ou pendant sa détention ou son emprisonnement.

§ 10. — Nul ne peut être contraint de payer les dépens si ce n'est après condamnation en dernière instance.

§ 11. — Le privilège de l'*habeas corpus* ne peut pas être suspendu.

§ 12. — Tout homme a le droit naturel et inaliénable d'adorer Dieu suivant les prescriptions de sa conscience et aucune autorité humaine ne doit, en aucun cas, réglementer ou entraver l'exercice de ce droit de la conscience.

§ 13. — Aucun habitant de cet Etat ne peut être molesté dans sa personne ou dans ses biens ou ne peut se voir interdire de remplir une charge ou un mandat public à raison de ses opinions religieuses; mais le droit à la liberté de conscience ne peut être interprété de manière à justifier des actes licencieux ou à autoriser des pratiques incompatibles avec la paix et la sécurité de l'Etat.

§ 14. — Les deniers publics ne devront jamais être employés directement ou indirectement, pour subventionner une église, secte ou confession religieuse ou une institution confessionnelle.

§ 15. — Il ne peut être fait de loi limitant ou restreignant la liberté de la parole ou la liberté de la presse. Toute personne peut exprimer oralement et par écrit et publier son opinion sur tous sujets sauf à répondre de l'abus de cette liberté.

§ 16. — Le droit de tout citoyen d'être garanti dans sa personne, sa demeure, ses papiers et ses biens contre les perquisitions et les saisies injustifiées est inviolable; et aucun mandat ne peut être décerné sans un motif d'un bien-fondé probable confirmé par serment ou affirmation et s'il ne porte description précise des lieux à perquisitionner et des personnes ou des choses à saisir.

§ 17. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans l'Etat de Géorgie, sauf à titre de peine criminelle après une condamnation légalement prononcée.

§ 18. — Le statut social du citoyen ne pourra jamais faire l'objet de dispositions législatives.

§ 19. — L'autorité civile est supérieure à l'autorité militaire. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire, ni en temps de guerre, sauf sur intervention d'un magistrat civil de la manière prévue par la loi.

§ 20. — Le pouvoir des tribunaux de réprimer les offenses à la justice sera limité par les lois.

§ 21. — L'emprisonnement pour dette est interdit.

§ 22. — Le droit pour les citoyens de détenir et de porter des armes ne peut être limité; l'Assemblée générale a néanmoins le pouvoir de prescrire de quelle manière il sera permis de porter des armes.

§ 23. — Les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif devront toujours demeurer séparés et nulle personne ne devra exercer à la fois les fonctions de l'un de ces pouvoirs et celles de l'un des deux autres, sauf les exceptions prévues dans la présente constitution.

§ 24. — Le peuple a le droit de se réunir de façon paisible en vue de l'intérêt général et de demander par voie de pétition ou de remontrance à ceux qui sont investis des pouvoirs du Gouvernement, le redressement des torts.

§ 25. — Tout citoyen des Etats-Unis résidant dans cet Etat est déclaré citoyen de cet Etat; il appartient à l'Assemblée générale d'édicter des lois qui le protègent dans la pleine jouissance des droits, privilèges et immunités inhérents à la qualité de citoyen.

Section II

§ 1. — Dans toute poursuite ou mise en accusation (*indictment*) pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve du fait allégué peut être faite devant le jury. Dans toutes les affaires criminelles, le jury statue en fait et en droit. Le pouvoir qu'ont les juges d'accorder la revision du jugement en cas de condamnation est maintenu.

§ 2. — La trahison contre l'Etat de Géorgie consiste à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis, et à leur prêter aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

§ 3. — Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou la confiscation des biens.

§ 4. — Toutes les loteries et la vente de billets de loterie sont interdites; cette interdiction devra être sanctionnée par les lois pénales.

§ 5. — Les manœuvres de couloir (*lobbying*) sont un crime et l'Assemblée générale devra sanctionner cette disposition par des pénalités appropriées.

§ 6. — L'Assemblée générale a le pouvoir d'édicter des mesures législatives pour réprimer la fraude. Elle fera des lois permettant d'atteindre les biens que le débiteur dissimule à son créancier.

Section III

§ 1. — En cas de nécessité, des voies privées peuvent être accordées moyennant versement

par le requérant d'une juste et préalable indemnité.

La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour cause d'utilité publique sans le versement d'une juste et préalable indemnité.

§ 2. — Il ne peut être fait de loi prononçant une condamnation (*attainder*), ni de loi *ex post facto*, ni de loi rétroactive, ni de loi affaiblissant les obligations résultant de contrats ou conférant des immunités ou privilèges spéciaux à titre irrévocable.

§ 3. — Toute exemption fiscale octroyée dans le passé par charte constitutive de société sera désormais nulle et non avenue.

Section IV

§ 1. — Les lois générales seront appliquées de façon uniforme dans tout l'Etat. Aucune loi spéciale ne peut être édictée dans toute matière déjà visée par une loi générale en vigueur. Aucune loi générale touchant des droits privés ne peut être modifiée dans un cas particulier par une loi spéciale, si ce n'est avec le libre consentement, donné par écrit, de toutes les personnes intéressées et toute per-

sonne frappée d'incapacité légale de contracter est incapable de donner ce consentement.

§ 2. — Les lois contraires à la présente constitution et à la constitution des Etats-Unis sont nulles et seront déclarées telles par le pouvoir judiciaire.

Section V

§ 1. — Le peuple de cet Etat a le droit inhérent, propre et exclusif, d'organiser son Gouvernement intérieur et la police de ce Gouvernement, et de modifier ou d'abolir la constitution lorsque sa sûreté et son bonheur l'exigent.

§ 2. — L'énumération des droits qui figure dans la présente constitution ne pourra pas être interprétée de façon à dénier au peuple aucun des droits inhérents dont il a pu jouir jusqu'à présent.

Section VI

§ 1. — Est confirmé et ratifié par les présentes dispositions l'Acte de l'Assemblée générale approuvé le 6 décembre 1902, étendant jusqu'à la limite de marée basse le droit de propriété existant sur les terres qui touchent à la ligne de marée haute.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'IDAHO DE 1890¹

ARTICLE I.

DECLARATION DES DROITS

§ 1. — Tous les hommes sont, par nature, libres et égaux et possèdent certains droits inaliénables au nombre desquels figurent les droits de jouir de la vie et de la liberté, d'acquérir et de posséder des biens, de les défendre, de rechercher le bonheur et d'assurer sa sécurité.

§ 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection et l'avantage égal de tous. Le peuple a le droit de le modifier, de le réformer ou de l'abolir chaque fois qu'il le juge nécessaire. Il ne sera jamais accordé d'immunités ou de privilèges spéciaux qui ne puissent être modifiés, révoqués ou annulés par la législature.

§ 3. — L'Etat d'Idaho est une partie inséparable de l'Union, et la Constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

§ 4. — L'exercice et la jouissance de la foi religieuse et du culte sont garantis à jamais. Nul ne pourra se voir refuser un droit, un privilège ou une faculté civile ou politique à raison de ses opinions religieuses. Toutefois,

la liberté de conscience ainsi assurée ne pourra pas être entendue comme dispensant de serments ou affirmations solennelles, ni comme excusant des actes de licence, ou justifiant la polygamie ou d'autres pratiques pernicieuses, incompatibles avec la moralité, la paix ou la sécurité de l'Etat; ni comme autorisant aucune personne, organisation ou association à aider ou encourager quiconque, directement ou indirectement, à commettre le crime de bigamie ou de polygamie, ou tout autre crime. Nul ne devra être contraint de fréquenter ou de subventionner aucun ministre ou lieu de culte, aucune secte ou confession religieuse, ou de payer des dîmes contre son consentement, et la loi ne pourra accorder aucun privilège à une confession religieuse ou à un culte. La bigamie et la polygamie sont prohibées à jamais dans cet Etat et la législature devra édicter des mesures en vue de punir de tels crimes.

§ 5. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu, à moins que la sûreté publique ne l'exige, en cas de révolte ou d'invasion, et seulement de la manière prescrite par la loi.

§ 6. — Toute personne peut être mise en liberté provisoire sous caution en fournissant des garanties suffisantes, sauf si elle est accusée d'un crime capital et si la preuve est évidente ou la présomption grave. Il ne peut

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Idaho*, revised 1941. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

être exigé de cautionnement exagéré ni infligé d'amendes exorbitantes, ni prononcé de peines cruelles et inusitées.

§ 7. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable. Toutefois, en matière civile, les trois quarts du jury pourront rendre un verdict et la législature peut prévoir que dans tous les cas de délits (*misdemeanors*) les cinq sixièmes du jury pourront rendre un verdict. Il peut être renoncé au jugement par jury, dans toutes les affaires criminelles où l'infraction ne constitue pas *felony*, par le consentement des deux parties exprimé à l'audience, et dans les affaires civiles, par le consentement des parties signifié de la façon prescrite par la loi. Dans les affaires civiles et dans les cas de délits (*misdemeanors*), le jury peut se composer de douze membres ou d'un nombre inférieur dont les parties conviendront à l'audience.

§ 8. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime constituant *felony* ou d'une infraction criminelle quelconque, si ce n'est à la suite d'un verdict de renvoi rendu par le jury des mises en accusation (*grand jury*), d'office (*presentment*) ou sur acte d'accusation du ministère public (*indictment*), ou à la suite d'un acte de poursuites du ministère public (*information*), après qu'un mandat de dépôt a été décerné par un magistrat, sauf dans les affaires ressortissant à la compétence des *probate courts* ou des juges de paix, et dans les affaires qui surgiraient dans la milice lorsqu'elle est en service en temps de guerre ou de danger public. Un *grand jury* peut néanmoins être convoqué sur ordre du tribunal de district, de la façon prévue par la loi. Si le *grand jury* s'abstient de donner suite à un chef d'accusation, nul ne peut être interrogé ou mis en jugement à son propos sur acte de poursuites du ministère public.

§ 9. — Toute personne peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de cette liberté.

§ 10. — Le peuple a le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à ses représentants, et pour adresser des pétitions à la législature en vue du redressement des torts.

§ 11. — Le peuple a le droit de porter des armes pour sa sécurité et pour sa défense, mais la législature réglera l'exercice de ce droit par des dispositions législatives.

§ 12. — Le pouvoir militaire est subordonné au pouvoir civil et aucun soldat ne pourra être logé en temps de paix dans une maison sans le consentement du propriétaire ni en temps de guerre, s'il n'est pas procédé de la manière prescrite par la loi.

§ 13. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit d'être jugé rapidement et publiquement, de disposer des sommations du tribunal pour contraindre les témoins à décharge à se présenter et de comparaître en personne et avec l'assistance d'un conseil.

Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour le même délit, ni contraint dans une affaire criminelle de porter témoignage contre lui-même, ni privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

§ 14. — L'usage nécessaire de terrains pour la construction de réservoirs ou de bassins de retenue, pour l'irrigation ou l'exercice de droits de passage, pour la construction de canaux, de fossés, de canalisations ou de conduites destinées à amener l'eau au lieu de son utilisation, pour des fins utiles, profitables ou nécessaires, ou pour le drainage; ou pour le drainage des mines ou pour le travail dans les mines au moyen de routes, chemins de fer, tramways, tranchées, tunnels, puits, cages de montée, dépôts ou autres moyens nécessaires à leur développement, ou pour tout autre usage nécessaire au complet développement des ressources matérielles de l'Etat ou à la protection de la santé de ces habitants, est déclaré constituer un usage public et être soumis à réglementation et au contrôle de l'Etat.

La propriété privée peut être prise pour l'usage public, mais seulement moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité fixée de la façon prescrite par la loi.

§ 15. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes dans cet Etat, sauf en cas de fraude.

§ 16. — Il ne pourra jamais être fait aucune loi prononçant condamnation à la mort civile (*attainder*) ni aucune loi *ex post facto*, ni aucune loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

§ 17. — Le droit des individus d'être garantis dans leurs personnes, leurs maisons, leurs papiers et leurs effets contre des perquisitions et saisies déraisonnables ne sera pas violé, et aucun mandat ne pourra être décerné que pour une cause probable appuyée par déclaration sous serment, décrivant spécialement le lieu à perquisitionner et la personne ou la chose à saisir.

§ 18. — Les tribunaux seront ouverts à tous. Chacun disposera d'une action (*remedy*) rapide à raison de tout dommage à la personne, aux biens ou à la réputation, et le droit et la justice seront administrés gratuitement, sans déni de justice, sans délai et sans partialité.

§ 19. — Aucune autorité civile ou militaire

ne pourra, à aucun moment, gêner ou empêcher l'exercice libre et licite du droit de vote.

§ 20. — Aucune condition de propriété ne sera jamais requise d'une personne pour voter ou pour exercer une fonction officielle, sauf dans les élections pour les écoles ou dans les votations sur la création de dettes.

§ 21. — La présente énumération de droits ne doit pas être interprétée de façon à restreindre ou à dénier d'autres droits retenus par le peuple.

ARTICLE XIII

IMMIGRATION ET TRAVAIL

§ 2. — Une journée légale de travail dans les travaux effectués pour l'Etat ou les municipalités ne comportera pas plus de huit heures de travail effectif et la législature édictera des lois destinées à protéger la santé et la sécurité des employés, dans les usines, fonderies, mines et installations de réduction de minerai.

§ 4. — L'emploi d'enfants âgés de moins de quatorze ans dans les mines souterraines est interdit.

§ 7. — La législature peut établir des commissions d'arbitrage dont la mission sera d'étudier et de trancher tous différends et controverses entre travailleurs et employeurs qui leur seront soumis par écrit par toutes les parties. Ces commissions d'arbitrage posséderont tous pouvoirs et toute autorité pour faire prêter serment, pour citer des témoins et pour les contraindre à comparaître; pour maintenir l'ordre pendant les audiences, pour punir des délits d'audience, pour exiger la production des papiers et des écrits, et tous les autres pouvoirs et privilèges conférés par la loi aux juges de paix et que leur nature rendra applicables.

ARTICLE XXI

DISPOSITIONS ANNEXES

§ 19. — Il est ordonné par l'Etat d'Idaho que la tolérance complète en matière de sentiments religieux est garantie et qu'aucun individu résidant dans ledit Etat ne peut être molesté dans sa personne ou ses biens à raison de son mode de culte religieux.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'ILLINOIS DE 1870¹

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes sont par nature libres et indépendants. Ils possèdent certains droits naturels et inaliénables au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de rechercher le bonheur. Les Gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir la protection de ces droits et de la propriété. Les pouvoirs légitimes des Gouvernements ont leur source dans le consentement des gouvernés.

Sect. 2. — Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 3. — Le libre exercice de la religion et du culte est garanti pour toujours sans aucune inégalité de traitement. Aucun droit civil ou politique, aucun privilège ou capacité ne pourra être refusé à quiconque à raison de ses opinions religieuses. Toutefois, la liberté de conscience ainsi assurée ne doit pas être entendue comme dispensant des serments ou déclarations, comme excusant des actes de licence ou justifiant des pratiques incompatibles

avec la paix et la sûreté de l'Etat. Nul ne sera tenu de fréquenter ou d'entretenir un lieu consacré au culte ou de pourvoir contre son gré à l'entretien d'un clergé. La loi ne devra pas accorder de préférences à une confession religieuse ou à un culte quelconque.

Sect. 4. — Chacun est libre de parler, d'écrire, de publier librement ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Dans toutes les instances pour diffamation écrite (*libel*), tant civiles que criminelles, la vérité des faits allégués constitue une défense suffisante quand ils ont été publiés pour de justes motifs et à des fins légitimes.

Sect. 5. — Le droit d'être jugé par un jury, tel qu'il a existé jusqu'à présent, demeurera inviolable, mais la loi peut autoriser le jugement des causes civiles devant les juges de paix par un jury de moins de douze hommes.

Sect. 6. — Il ne peut être porté atteinte au droit des citoyens d'être protégés en ce qui concerne leurs maisons, leurs personnes, leurs papiers et leurs biens contre toute perquisition et saisie injustifiées. Aucun mandat ne peut être lancé sans un motif d'une validité probable, appuyé par une déclaration sous serment qui décrive de façon circonstanciée le lieu de la perquisition, les personnes à arrêter ou les objets à saisir.

Sect. 7. — Tout individu peut être mis en

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Illinois* (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

liberté provisoire moyennant un cautionnement suffisant, sauf en cas de crime capital, quand la preuve est évidente ou la présomption grave; le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu sauf dans les cas de révolte ou d'invasion, lorsque le salut public le rend nécessaire.

Sect. 8. — Nul ne sera poursuivi en raison d'une infraction pénale si ce n'est sur verdict affirmatif rendu par un jury des mises en accusation (*grand jury*), excepté pour les infractions punies d'amende ou d'emprisonnement ailleurs que dans un pénitencier, pour les accusations en crime d'Etat (*impeachment*) et pour les affaires intéressant l'armée, la marine ou la milice en service effectif, en temps de guerre ou de danger public. Toutefois, le jury de mises en accusation pourra être aboli par voie législative pour les affaires de toute nature.

Sect. 9. — Dans toute poursuite criminelle, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire d'un conseil, de demander la nature et le fondement de l'accusation et d'en recevoir copie, d'être confronté avec les témoins, de disposer des moyens légaux nécessaires pour contraindre les témoins à décharge à comparaître et d'être jugé publiquement et sans délai par un jury impartial de comté ou du district dans lequel l'infraction est censée avoir été commise.

Sect. 10. — Nul ne peut être contraint de déposer contre lui-même dans une affaire criminelle. Nul ne sera mis deux fois en accusation pour la même infraction.

Sect. 11. — Toutes les peines seront proportionnées à la nature de l'infraction. Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine. Nul ne sera déporté hors de l'Etat pour une infraction commise sur son territoire.

Sect. 12. — Nul ne peut être emprisonné pour dette, sauf s'il refuse de faire abandon de son patrimoine pour désintéresser ses créanciers de la façon prescrite par la loi ou dans les cas où il y a une forte présomption de fraude.

Sect. 13. — La propriété privée ne peut être enlevée à son propriétaire ou endommagée pour cause d'utilité publique sans le versement d'une juste indemnité. Cette indemnité, quand elle n'est pas versée par l'Etat, est fixée par un jury de la manière prescrite par la loi. La propriété des terrains pris pour l'établissement de voies ferrées, sans le consentement de leurs propriétaires, continuera à appartenir à ces propriétaires, sous réserve de l'usage pour lequel ils sont enlevés.

Sect. 14. — Il ne peut être fait de lois *ex post facto*, ni de lois qui affaiblissent la force

obligatoire des contrats, ou qui accordent à titre irrévocable des immunités ou privilèges spéciaux.

Sect. 15. — L'autorité militaire est strictement subordonnée au pouvoir civil.

Sect. 16. — Aucun soldat ne peut être logé, en temps de paix, dans une maison sans le consentement du propriétaire. Cette mesure ne peut être prise en temps de guerre que dans les formes prescrites par la loi.

Sect. 17. — Le peuple a le droit de se réunir d'une manière paisible pour délibérer sur le bien commun, pour faire connaître ses opinions à ses représentants et pour demander la réparation des injustices.

Sect. 18. — Toutes les élections sont libres et égales pour tous.

Sect. 19. — Les lois assureront à toute personne une action (*remedy*) déterminée, à raison de tous torts et préjudices qu'elle peut subir dans sa personne, ses biens ou sa réputation; elle doit obtenir, grâce à la loi, droit et justice librement et gratuitement, complètement et sans déni de justice, rapidement et sans délai.

Sect. 20. — Pour sauvegarder les bienfaits de la démocratie, il est absolument nécessaire de faire souvent appel aux principes fondamentaux du gouvernement civil.

ARTICLE VIII

EDUCATION

Sect. 1. — L'Assemblée générale doit instituer un système complet et efficace d'écoles gratuites, grâce auxquelles tous les enfants de l'Etat pourront recevoir une bonne instruction d'école publique.

Sect. 2. — Tous les terrains, espèces monétaires et autres biens, donnés, accordés ou reçus pour les écoles, collèges, séminaires, ou universités, ainsi que leurs produits, seront fidèlement affectés aux fins en vue desquelles ces dons ont été faits et ces subventions accordées.

Sect. 3. — L'Assemblée générale, les comtés, les villes, les municipalités, les districts scolaires et les personnes morales de droit public ne peuvent ouvrir de crédits d'aucune sorte ni prélever sur des fonds publics des sommes quelconques en faveur d'une église, dans un but confessionnel ou pour aider, entretenir ou soutenir une école, une académie, un séminaire, un collège, une université ou une autre institution littéraire ou scientifique, dirigés par une église ou une confession religieuse quelle qu'elle soit; et l'Etat ou toute autre personne morale de droit public ne pourra jamais accorder ou donner des terrains, des sommes d'argent ou autres biens meubles à une église ou à fins confessionnelles.

Sect. 4. — Les maîtres et les fonctionnaires des écoles de l'Etat, des comtés, des municipalités ou des districts ne sauraient avoir aucun intérêt dans la vente, les recettes ou les bénéfices résultant de la vente des livres, appareils ou matériel utilisés ou à utiliser dans une école de cet Etat avec laquelle ces fonctionnaires ou maîtres pourraient être en rap-

port, sous peine des sanctions édictées par l'Assemblée générale.

Sect. 5. — Chaque comté peut avoir un directeur des écoles du comté. Les prescriptions relatives aux titres, attributions et fonctions de ce directeur, ainsi qu'à la rémunération, au lieu et mode d'élection et à la durée des fonctions seront déterminées par la loi.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'INDIANA DE 1851¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Nous déclarons que tous les hommes naissent égaux en droits et sont investis par leur Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels le droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Tout pouvoir est inhérent au peuple et tous les Gouvernements libres sont et doivent être de droit fondés sur son autorité et institués en vue de lui assurer la paix, la sécurité et le bien-être. A ces fins, le peuple a le droit indélébile de changer et de réformer, à tout moment, son Gouvernement.

Sect. 2. — Le droit naturel de rendre au Tout-Puissant un culte conforme aux prescriptions de la conscience est garanti à tous les citoyens.

Sect. 3. — En aucun cas la loi ne peut intervenir dans le libre exercice et la jouissance des opinions religieuses, ni entraver les droits de la conscience.

Sect. 4. — Aucune préférence ne sera accordée par la loi à aucune croyance, société ou mode de culte religieux. Nul ne sera contraint de fréquenter aucun lieu de culte, ni de contribuer à la construction ou à l'entretien d'aucun lieu du culte ou à l'entretien d'aucun ministre du culte.

Sect. 5. — Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à aucune fonction ou emploi public.

Sect. 6. — Aucune somme d'argent ne pourra être prélevée sur les fonds publics au profit d'une institution religieuse ou théologique.

Sect. 7. — Nul ne sera déclaré incapable d'être témoin à raison de ses opinions en matière religieuse.

Sect. 8. — Le mode de prestation de serment ou de l'affirmation solennelle se fera sous la forme la plus compatible avec la conscience de l'individu et la plus obligatoire pour lui.

Sect. 9. — Il ne sera fait aucune loi qui

restreigne le libre échange des opinions et des pensées, ou limite le droit de parler, écrire ou imprimer librement sur tout sujet quel qu'il soit; mais toute personne répondra de l'abus qu'elle ferait de ce droit.

Sect. 10. — En toutes poursuites pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des allégations prétendues diffamatoires peut être invoquée comme défense.

Sect. 11. — Le droit des individus d'être garantis dans leurs personnes, leurs demeures, leurs papiers et leurs biens contre des perquisitions ou des saisies déraisonnables est inviolable. Aucun mandat ne pourra être décerné si ce n'est pour une cause d'un bien-fondé probable, appuyée par serment ou affirmation, et s'il ne décrit de façon précise le lieu soumis à perquisition et les personnes à arrêter ou les choses à saisir.

Sect. 12. — Tous les tribunaux seront publics; toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation, disposera d'une action (*remedy*) selon une procédure légale. La justice sera rendue librement et gratuitement, d'une manière complète et sans déni de justice, rapidement et sans délai.

Sect. 13. — Dans toute poursuite criminelle, l'accusé a le droit d'être jugé publiquement et par un jury impartial du comté où l'infraction a été commise, de se faire entendre en personne ou par un conseil, d'exiger d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui et obtenir copie de l'acte d'accusation, d'être confronté en personne avec les témoins et d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge.

Sect. 14. — Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction. En toute matière criminelle, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même.

Sect. 15. — Aucun individu arrêté ou détenu en prison ne peut être traité avec une rigueur excessive.

Sect. 16. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop élevées; il ne peut être infligé de peines cruelles

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Indiana*, Legislative Bureau, Indianapolis, Indiana, January 1944. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

ou inusitées. Toutes les peines doivent être proportionnées à la nature de l'infraction.

Sect. 17. — Tout individu accusé d'une infraction autre que l'assassinat ou la trahison peut être mis en liberté provisoire sous cautionnement suffisant. En cas de crime ou de trahison il ne peut être mis en liberté provisoire sous caution, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sect. 18. — Le code pénal devra être fondé sur l'idée d'amendement du coupable et non sur celle de la vengeance judiciaire.

Sect. 19. — En toutes affaires criminelles le jury a le droit de statuer en fait et en droit.

Sect. 20. — Dans toutes les affaires civiles, le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable.

Sect. 21. — Il ne peut être exigé de quiconque un service particulier sans une juste rémunération. La propriété d'aucun individu ne pourra être prise par la loi sans une juste indemnité; ni, si c'est l'Etat qui exproprie, sans fixation et paiement préalable de cette indemnité.

Sect. 22. — Le droit des débiteurs de jouir des commodités de vie nécessaires devra être consacré par des lois bienfaisantes soustrayant une quantité raisonnable de biens à la saisie ou à la vente pour le paiement des dettes ou engagements contractés postérieurement auxdites lois. Sauf en cas de fraude, nul ne peut être emprisonné pour dettes.

Sect. 23. — L'Assemblée générale ne peut conférer à aucun citoyen ou groupe de citoyens des privilèges ou immunités dont tous les citoyens ne bénéficieraient pas dans les mêmes conditions.

Sect. 24. — Il ne peut être fait de lois *ex post facto* ou de lois affaiblissant les obligations résultant de contrats.

Sect. 25. — Il ne peut être fait de lois dont l'application dépendrait d'une autorité autre que celles prévues par la présente constitution.

Sect. 26. — L'application des lois ne sera

jamais suspendue, si ce n'est en vertu des pouvoirs de l'Assemblée générale.

Sect. 27. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins que, en cas de révolte ou d'invasion, la sécurité publique n'exige cette suspension.

Sect. 28. — La trahison contre l'Etat consiste exclusivement à provoquer la guerre contre lui et à prêter aide et assistance à ses ennemis.

Sect. 29. — Nul ne sera condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 30. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable ou la confiscation du patrimoine.

Sect. 31. — Aucune loi ne peut interdire aux habitants de l'Etat de se réunir paisiblement pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à leurs représentants ou pour adresser à l'Assemblée générale des pétitions en vue du redressement des torts.

Sect. 32. — Tout citoyen a le droit de porter des armes pour sa défense et celle de l'Etat.

Sect. 33. — Le pouvoir militaire est strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 34. — En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prévue par la loi.

Sect. 35. — L'Assemblée générale ne peut conférer de titres de noblesse ni de distinctions héréditaires.

Sect. 36. — L'émigration hors de l'Etat ne pourra pas être interdite.

Sect. 37. — L'esclavage ou la servitude forcée sont interdits dans l'Etat, sauf à titre de peine pour crime dont l'auteur aura été dûment condamné. Aucun contrat ayant pour objet un nègre ou un mulâtre, passé et exécuté hors des limites de cet Etat, ne sera valable sur le territoire de l'Etat.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'IOWA DE 1857¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes sont par nature libres et égaux. Ils possèdent certains droits inaliénables, au nombre desquels sont le droit de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de défendre la propriété, de rechercher et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

¹ Texte anglais dans: *State of Iowa, Official Register, 1945-1946*, State of Iowa, Des Moines, 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et le bénéfice du peuple, qui a le droit de le modifier ou de le réformer à tout moment, toutes les fois que le bien public le requiert.

Sect. 3. — L'Assemblée générale ne peut faire de loi instituant une religion ou interdisant le libre exercice de la religion. Nul ne peut être contraint de fréquenter aucun lieu de culte, de payer des dîmes, impôts ou autres taxes pour la construction ou la réparation d'aucun édifice du culte, ni pour l'entretien d'un ministre du culte ou d'un clergé.

Sect. 4. — Aucune déclaration de croyance religieuse ne peut être exigée comme condition d'admissibilité à une fonction ou mandat public, et nul ne peut être privé de ses droits, privilèges ou capacités ou disqualifié dans l'exécution d'aucun de ses devoirs publics ou privés, ni frappé d'incapacité de témoigner devant un tribunal quelconque, *of law* ou *of equity*, à raison de ses opinions en matière religieuse. Toute partie à une procédure judiciaire a le droit d'appeler comme témoin toute autre personne qui n'est pas frappée d'incapacité à raison d'un intérêt personnel dans la cause et qui est susceptible de connaître les faits qui s'y rapportent, ou de recevoir le témoignage d'une telle personne. Les parties au procès peuvent y figurer comme témoins, dans les conditions prévues par la loi.

Sect. 5. — Tout citoyen de cet Etat qui sera dorénavant impliqué directement ou indirectement dans un duel, comme auteur principal ou complice avant le délit, sera privé à tout jamais du droit d'occuper une fonction publique sous l'empire de la présente constitution et des lois de cet Etat.

Sect. 6. — Toutes les lois d'une nature générale s'appliqueront de façon uniforme. L'Assemblée générale ne peut accorder à aucun citoyen ni à aucune catégorie de citoyens de privilèges ou immunités qui ne pourraient, sous les mêmes conditions, être accordés à tous les citoyens.

Sect. 7. — Tout individu peut parler, écrire ou publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être fait de loi pour restreindre ou limiter la liberté de la parole ou de la presse. En toutes poursuites ou mises en accusation pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité pourra être faite devant le jury, et si le jury estime que les faits incriminés comme diffamatoires sont exacts et qu'ils ont été publiés avec de bons motifs et à des fins justifiables, la partie sera acquittée.

Sect. 8. — Le droit des individus à être garantis dans leurs personnes, leurs habitations, leurs papiers et leurs biens contre toute saisie et perquisition sans motifs déraisonnables ne pourra être violé. Il ne peut être décerné de mandat que pour un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation. Tout mandat doit décrire de façon précise le lieu à perquisitionner, les personnes à arrêter et les choses à saisir.

Sect. 9. — Le droit d'être jugé par jury est et demeure inviolable. Toutefois, l'Assemblée générale peut autoriser un jugement par un jury composé de moins de douze membres devant les tribunaux inférieurs. Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses

biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 10. — En toutes affaires criminelles et dans les cas intéressant la vie ou la liberté d'un individu, l'accusé a le droit de passer rapidement en jugement devant un jury impartial, d'être informé de l'accusation portée contre lui, de recevoir copie de l'acte d'accusation lorsqu'il en fait la demande, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour faire comparaître les témoins à décharge et d'être assisté d'un conseil.

Sect. 11. — Toutes les infractions de degré inférieur à celui de *felony* et dont la peine ne dépasse pas une amende de cent dollars ou un emprisonnement de trente jours, seront jugées sommairement par un juge de paix ou tout autre représentant de l'autorité désigné par la loi, sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*), sans que soit requis un verdict de mise en accusation du *grand jury* rendu à la requête du ministère public (*indictment*) ou autrement, sous réserve pour le défendeur du droit de faire appel; et nul ne peut être tenu de répondre d'une infraction pénale de degré plus élevé, si ce n'est sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation, rendu d'office (*presentation*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), à l'exception des affaires intéressant l'armée, la marine ou la milice, en période de service effectif, en temps de guerre ou de danger public.

Sect. 12. — Nul, après avoir été acquitté, ne peut être mis à nouveau en jugement pour la même infraction. Tout individu peut, avant condamnation, être mis en liberté provisoire sous caution, en fournissant des sûretés suffisantes à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sect. 13. — L'ordonnance *d'habeas corpus* ne peut être suspendue ou refusée quand la demande est faite conformément à la loi, à moins que, en cas de révolte ou d'invasion, la sécurité publique n'exige cette suspension.

Sect. 14. — Le pouvoir militaire est subordonné au pouvoir civil. L'Etat ne peut entretenir d'armée permanente en temps de paix. En temps de guerre, il ne pourra être accordé de crédits pour une armée permanente pour une durée supérieure à deux ans.

Sect. 15. — En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire, ni en temps de guerre si ce n'est de la façon prévue par la loi.

Sect. 16. — La trahison contre l'Etat consiste uniquement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis, en leur prêtant

aide et assistance. Nul ne peut être convaincu de trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 17. — Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes excessives, ni prononcé de peine cruelle et inusitée.

Sect. 18. — La propriété privée ne peut être expropriée pour être affectée à l'usage public sans qu'une juste compensation soit préalablement payée ou que le paiement en soit garanti au propriétaire, dès que le dommage aura été estimé par un jury, lequel ne devra pas prendre en considération les avantages qui pourraient résulter pour le propriétaire des travaux pour lesquels sa propriété est prise.

(Toutefois l'Assemblée générale pourra faire des lois autorisant les propriétaires de terrains à construire sur le terrain d'autrui des rigoles d'écoulement, des fossés et des digues pour les besoins de l'agriculture, de l'hygiène ou des mines. Elle peut pourvoir à l'organisation de secteurs de drainage et donner aux autorités qualifiées le pouvoir de construire et d'entretenir des digues, rigoles d'écoulement et fossés et d'assurer l'entretien de toutes les rigoles d'écoulement, fossés et digues précédemment construites en application des lois de l'Etat, au moyen de taxes spéciales sur les propriétés qui bénéficient de ces travaux. L'Assemblée générale peut pourvoir par une loi à la cession de telle propriété immobilière qui sera nécessaire pour la construction et l'entretien de ces rigoles, fossés et digues, et prescrire la mé-

thode à suivre en pareil cas.) [Amendement de 1908.]

Sect. 19. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes en matière civile, en instance intermédiaire ou finale, sauf en cas de fraude; et nul ne peut être emprisonné en temps de paix pour une amende concernant la milice.

Sect. 20. — Les citoyens ont le droit de s'assembler librement pour délibérer sur le bien commun, de faire connaître leurs opinions à leurs représentants et de présenter des pétitions pour le redressement des torts.

Sect. 21. — Il ne peut jamais être fait aucune loi d'*attainder*, ni aucune loi *ex post facto*, ni aucune loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 22. — Les étrangers qui sont ou deviendront des résidents de cet Etat jouiront des mêmes droits en ce qui concerne la possession, la jouissance et la transmission de la propriété que les citoyens de naissance.

Sect. 23. — L'esclavage est interdit dans le présent Etat ainsi que la servitude involontaire, sauf pour la punition des crimes.

Sect. 24. — Il ne peut être valablement fait de bail ou de concession de terres cultivées, comportant la réserve d'une redevance ou prestation quelconque pour une période de plus de vingt ans.

Sect. 25. — La présente énumération des droits ne peut être interprétée de façon à restreindre ou dénier d'autres droits retenus par le peuple.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE KANSAS DE 1861¹

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes possèdent des droits naturels, égaux et inaliénables parmi lesquels figurent la vie, la liberté et la poursuite du bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Tous les Gouvernements libres sont fondés sur son autorité et sont institués pour la protection et le bénéfice égal de tous. La législature ne peut accorder d'immunités ou de privilèges spéciaux qui ne pourraient être modifiés, révoqués ou abolis par elle, et ce pouvoir ne peut être exercé par aucune autre juridiction ou organe.

Sect. 3. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à leurs représentants et pour adresser au Gouvernement ou à l'un quelconque de ses

services des pétitions en vue du redressement des torts.

Sect. 4. — Le peuple a le droit de porter des armes pour sa propre défense et sécurité; mais les armées permanentes sont, en temps de paix, dangereuses pour la liberté et ne doivent pas être tolérées. Le pouvoir militaire doit être strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 5. — Le droit au jugement par jury demeurera inviolable.

Sect. 6. — L'esclavage est interdit dans cet Etat. La servitude forcée est également interdite, sauf à titre de peine pour un crime dont l'auteur a été dûment condamné.

Sect. 7. — Aucune atteinte ne sera jamais portée au droit d'adorer Dieu suivant les prescriptions de la conscience; nul ne peut être contraint d'adhérer ou de donner appui à aucune forme de culte. Aucun contrôle sur les droits de la conscience, ni aucune immixtion dans l'exercice de ces droits ne seront autorisés, et aucune préférence ne pourra être accordée par la loi à aucun culte ou forme

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Kansas*, Topeka, Kansas, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

de croyance. Aucune déclaration de croyance religieuse ni aucune condition de propriété ne peuvent être exigées pour remplir une fonction ou un mandat public, ni pour participer au vote dans aucune élection. Nul ne peut être déclaré incapable d'être témoin à raison de ses convictions religieuses.

Sect. 8. — Le droit de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins que la sécurité publique ne l'exige, en cas d'invasion ou de rébellion.

Sect. 9. — Toute personne pourra être mise en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf en matière de crimes capitaux quand la preuve est évidente ou les présomptions graves. Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

Sect. 10. — En toutes poursuites criminelles l'accusé doit être autorisé à comparaître et à se défendre en personne ou par l'intermédiaire de son conseil. Il peut exiger d'être informé de la nature ou des motifs de l'accusation portée contre lui, d'être confronté en personne avec les témoins, d'avoir un moyen de contrainte pour faire comparaître les témoins à décharge, et d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du comté ou du district où l'acte incriminé a été commis. Nul ne peut témoigner contre lui-même, ni être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

Sect. 11. — La liberté de la presse est inviolable. Chacun peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tout sujet, sauf à être responsable de l'abus de ce droit. Dans toutes les actions civiles ou pénales pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité pourra être faite devant le jury, et s'il apparaît que les allégations prétendues diffamatoires ont été publiées pour des motifs justifiables, l'accusé sera acquitté.

Sect. 12. — Nul ne peut être déporté hors de l'Etat pour une infraction quelconque commise sur son territoire. Aucune condamnation prononcée dans l'Etat n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du

coupable (*corruption of blood*) ou la confiscation du patrimoine.

Sect. 13. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis ou à leur porter aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même fait patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 14. — Aucun militaire en temps de paix ne peut être logé dans une maison sans le consentement de l'occupant; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prévue par la loi.

Sect. 15. — Le droit des citoyens d'être garantis dans leur personne et leurs biens contre des perquisitions et des saisies déraisonnables est inviolable. Aucun mandat ne peut être décerné si ce n'est pour un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation, et s'il ne décrit de façon précise le lieu à perquisitionner, les personnes à arrêter ou les biens à saisir.

Sect. 16. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude.

Sect. 17. — Il ne peut être fait de distinction entre les citoyens de l'Etat de Kansas et ceux de tous autres Etats et territoires des Etats-Unis quant à l'acquisition, à la jouissance ou à la transmission des biens. Les droits des étrangers en ce qui concerne l'acquisition, la jouissance ou la transmission de la propriété seront réglés par la loi.

Sect. 18. — Toute personne, en raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, sa réputation ou ses biens, aura une action (*remedy*) suivant une procédure conforme au droit, et la justice sera rendue sans retard.

Sect. 19. — Il ne peut être accordé ou conféré dans cet Etat d'émoluments, d'honneurs ou des privilèges héréditaires.

Sect. 20. — L'énumération des droits qui précède ne peut être interprétée de façon à restreindre ou à dénier aucun autre droit conservé par le peuple. Tous les pouvoirs non délégués par la présente constitution continueront à appartenir au peuple.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE KENTUCKY DE 1891¹

DECLARATION DES DROITS

Afin que soient reconnus et établis les grands principes fondamentaux de liberté et de libre gouvernement, nous déclarons:

Sect. 1. — Tous les hommes sont, par nature, libres et égaux et possèdent certains droits

naturels inhérents et inaliénables, parmi lesquels doivent être reconnus:

1. Le droit de jouir de leur vie et de leurs libertés, et de les défendre.

2. Le droit d'adorer Dieu Tout-Puissant selon les prescriptions de leur conscience.

3. Le droit de rechercher et de poursuivre leur bonheur.

4. Le droit à la libre communication de leurs pensées et de leurs opinions.

¹ Texte anglais dans: *Kentucky Directory*, 1944, p. 11-76. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le droit d'acquérir et de défendre leur propriété.

6. Le droit de s'assembler paisiblement pour leur bien commun, et de s'adresser aux autorités chargées du Gouvernement pour le redressement des torts qui leur seraient causés ou pour d'autres objets légitimes, par pétition, adresse ou remontrance.

7. Le droit de porter des armes pour leur défense et celle de l'Etat, sous réserve du pouvoir de l'Assemblée générale de faire des lois interdisant le port d'armes cachées.

Sect. 2. — Dans une république, personne, même la majorité la plus étendue, ne possède un pouvoir absolu et discrétionnaire sur la vie, la liberté et les biens des citoyens.

Sect. 3. — Tous les hommes, quand ils forment un contrat social, sont égaux; aucune concession d'émoluments publics ou de privilèges exclusifs ou spéciaux ne peut être faite à aucun individu ou groupe d'individus, si ce n'est en considération de services publics; aucune propriété ne peut être dispensée d'impôts, sauf ce qui est disposé par cette constitution; toute concession d'une franchise d'un privilège ou d'une exemption demeurera soumise à révocation, modification ou rectification.

Sect. 4. — Tout pouvoir est inhérent au peuple; tous les Gouvernements libres sont fondés sur son autorité et institués pour sa tranquillité, sa sécurité, son bonheur et la protection de la propriété. Pour atteindre ces fins, le peuple a le droit inaliénable et imprescriptible de modifier, de réformer ou d'abolir à tout moment son Gouvernement comme il l'entend.

Sect. 5. — Aucune préférence ne sera donnée par la loi à une secte, société ou confession religieuse, ni à une croyance, culte ou système particulier de communauté religieuse; nul ne peut être contraint à fréquenter un établissement du culte, à contribuer à la construction ou à l'entretien d'un tel établissement ni au traitement ou à l'entretien d'un ministre du culte ou d'une religion; nul ne peut être contraint à envoyer ses enfants à une école contre laquelle il aurait des objections de conscience; et les droits, les privilèges ou la capacité civile d'un individu ne pourront être retirés, diminués ou augmentés d'aucune façon par le fait qu'il croit ou non à une doctrine, dogme ou enseignement religieux quelconques. Aucune autorité humaine ne devra en aucun cas dominer ou entraver les droits de la conscience.

Sect. 6. — Toutes les élections sont libres et égales pour tous.

Sect. 7. — L'ancien mode de jugement par jury est tenu pour sacré et le droit d'être ainsi jugé demeure inviolable, sous réserve des

modifications qui pourraient être autorisées par la présente constitution.

Sect. 8. — La presse sera libre pour toute personne qui entreprend l'examen des actes de l'Assemblée générale ou d'un service quelconque du Gouvernement et aucune loi ne pourra jamais être faite pour restreindre ce droit. Chacun peut librement parler, écrire et faire imprimer ses opinions sans restrictions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté.

Sect. 9. — Dans les poursuites pour publication d'écrits mettant en cause la conduite dans leurs fonctions de fonctionnaires ou d'hommes occupant une situation publique, ou renseignant sur une question que le public doit connaître, la preuve de l'exactitude du fait allégué est recevable; dans toutes les mises en accusation (*indictments*) pour écrits diffamatoires (*libel*), le jury, après avoir reçu les instructions du tribunal, devra statuer en droit et en fait, comme en toute autre matière.

Sect. 10. — Les citoyens seront garantis dans leur personne, leur domicile, leurs papiers et leurs biens, contre toute perquisition ou saisie injustifiées; aucun mandat ne sera décerné aux fins de perquisitionner dans un lieu ou de saisir une personne ou une chose, sans en donner une description aussi exacte que possible, et sans un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation.

Sect. 11. — Dans toute poursuite criminelle, l'accusé a le droit d'être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil; d'exiger de connaître la nature et le motif de l'accusation portée contre lui; d'être confronté avec les témoins et d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge. Il ne peut être obligé à porter témoignage contre lui-même, ni être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens si ce n'est par le jugement de ses pairs ou conformément aux lois du pays (*law of the land*). Dans les poursuites sur mise en accusation prononcée par le *grand jury* (*indictment*) ou sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*), il devra être jugé rapidement et publiquement par un jury impartial composé d'habitants du voisinage; mais l'Assemblée générale peut, par une loi générale, prévoir le renvoi de la cause devant un autre tribunal, à la requête du défendeur ou de l'Etat, la cause devant être renvoyée à la juridiction du comté le plus proche où il semblera possible d'obtenir un jugement équitable.

Sect. 12. — Nul ne sera poursuivi au criminel pour une infraction pouvant donner lieu à mise en accusation (*indictable offence*), sur un acte de poursuite du ministère public, sauf

dans les affaires survenant dans les forces de terre et de mer ou dans la milice, en service effectif en temps de guerre ou de danger public ou, sur permission de la cour, pour abus de pouvoir ou délit commis dans l'exercice de fonctions publiques.

Sect. 13. — Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) dans sa vie ou dans sa personne deux fois pour la même infraction. La propriété privée d'aucun citoyen ne peut être expropriée ou affectée à un usage public sans le consentement de ses représentants et sans le versement d'une juste et préalable indemnité.

Sect. 14. — Tous les tribunaux devront être publics, et toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation, aura une action (*remedy*) suivant une procédure conforme au droit; le droit et la justice seront rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard.

Sect. 15. — Le pouvoir de suspendre les lois ne peut être exercé que par l'Assemblée générale ou en vertu de son autorité.

Sect. 16. — Tout prisonnier peut être mis en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf s'il s'agit d'un crime capital, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves. Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu sauf en cas de rébellion ou d'invasion, lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 17. — Il ne peut être exigé de caution excessive ou imposé d'amendes trop fortes ni infligé de peines cruelles.

Sect. 18. — En l'absence d'une forte présomption de fraude, le débiteur ne peut être maintenu en prison après avoir fait abandon de son patrimoine pour désintéresser ses créanciers, de la façon prescrite par la loi.

Sect. 19. — Il ne peut être fait de loi *ex post facto*, ni de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 20. — L'Assemblée générale n'a pas le pouvoir de condamner une personne pour

trahison ou crime constituant *felony*. La mort civile n'entraînera pas de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ni la confiscation du patrimoine au profit de l'Etat, sauf pendant la vie du coupable.

Sect. 21. — Les biens des personnes qui attentent à leur vie sont transmis ou dévolus comme au cas de mort naturelle. Dans les cas de mort par accident, l'objet qui a causé la mort ne peut être confisqué.

Sect. 22. — En temps de paix, aucune armée permanente ne peut être entretenue sans le consentement de l'Assemblée générale; l'autorité militaire est, dans tous les cas et en tout temps, strictement subordonnée au pouvoir civil. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prévue par la loi.

Sect. 23. — L'Assemblée générale ne peut accorder aucun titre de noblesse ou distinction héréditaire, ni créer aucune fonction pour une durée dépassant un nombre déterminé d'années.

Sect. 24. — L'émigration hors du territoire de l'Etat n'est pas interdite.

Sect. 25. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans cet Etat, sauf à titre de peine pour un crime dont l'auteur aura été dûment condamné.

Sect. 26. — Pour prévenir tout dépassement des grands pouvoirs que nous avons délégués, nous déclarons que tout ce qui est contenu dans la présente déclaration des droits est mis en dehors des pouvoirs généraux du Gouvernement et restera à jamais inviolable, et que toutes les lois y contraires ou contraires à cette constitution seront nulles.

Sect. 243. — L'Assemblée générale fixera par une loi le salaire minimum auquel les enfants peuvent être employés à des travaux dangereux pour la vie, la santé ou la morale et édictera les pénalités appropriées pour les infractions à ces dispositions.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE LOUISIANE DE 1921¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tout Gouvernement, de droit, a son origine dans le peuple, est fondé sur sa seule volonté, et est institué uniquement pour le bien de tous. Sa seule fin légitime est

d'assurer la justice à tous, de préserver la paix, et de favoriser les intérêts et le bonheur du peuple.

Sect. 2. — Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*). Sous réserve d'autres dispositions de la présente constitution, la propriété privée ne peut être ni prise, ni endommagée, sauf pour cause d'utilité publique après une juste et adéquate indemnité.

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Louisiana, 1943. Amendments, 1944.* Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sect. 3. — Aucune loi ne peut être faite pour porter atteinte à la liberté de parole ou de la presse ou les restreindre. Tout citoyen peut exprimer, écrire et publier ses opinions sur tous sujets sauf à répondre de l'abus de ce droit.

Sect. 4. — Chacun a le droit naturel d'adorer Dieu suivant les prescriptions de sa propre conscience. Aucune loi ne sera faite pour l'établissement d'une religion, ni pour en prohiber le libre exercice; aucune préférence ne sera jamais accordée à aucune église, secte, croyance, ni à aucune forme de foi ou de culte religieux, et aucune différence de traitement ne sera établie de ce fait.

Sect. 5. — Le peuple a le droit de s'assembler de façon paisible et de s'adresser à ceux qui sont investis des pouvoirs de gouvernement par voie de pétitions ou de remontrances pour demander le redressement des torts.

Sect. 6. — Les tribunaux doivent être publics et chaque citoyen, en raison de tout dommage à lui causé dans ses droits, ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation aura une action (*remedy*) suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*) et la justice sera rendue sans déni de justice, ni partialité, ni délai abusif.

Sect. 7. — Le droit des individus d'être garantis dans leurs personnes, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre les perquisitions et saisies abusives est inviolable, et aucune perquisition ou saisie ne pourra être faite si ce n'est sur mandat à cet effet, lancé pour cause probable, confirmé par serment ou affirmation, et décrivant de façon précise le lieu à perquisitionner et la personne ou les biens à saisir.

Sect. 8. — Une milice bien organisée étant nécessaire pour la sécurité d'un État libre, le droit des citoyens de conserver et de porter des armes ne peut être limité. La présente disposition ne s'oppose pas au vote de lois punissant ceux qui porteraient des armes cachées.

Sect. 9. — En matière criminelle, l'accusé a le droit de passer rapidement en jugement public devant un jury impartial, sous réserve que, dans les affaires qui n'entraînent pas nécessairement pour sanction les travaux forcés ou la peine capitale, la cause doit être entendue par un tribunal siégeant sans jury ou par un jury composé d'un nombre inférieur à douze personnes, ainsi qu'en dispose par ailleurs la présente constitution; sous réserve encore que les audiences soient tenues dans la paroisse où l'infraction a été commise, à moins que le ressort ne soit modifié; sous réserve encore que la législature puisse étendre la compétence territoriale et prescrire la poursuite des infrac-

tions commises à moins de cent pieds de la limite d'une paroisse. Dans toute instance, l'accusé a le droit d'être confronté avec les témoins à charge. Il a le droit de se défendre, d'être assisté d'un conseil et de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge. Il sera procédé aux poursuites, sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation (*indictment*) ou sur acte de poursuite du ministère public (*information*). La législature peut néanmoins autoriser la poursuite des délits (*misdemeanor*) sur déclaration sous serment. Toutefois nul ne peut être tenu de répondre d'un crime capital, sans un verdict affirmatif rendu par le jury des mises en accusation sur demande du ministère public (*indictment*) ou d'office (*presentment*), sauf en ce qui concerne les affaires survenant dans la milice, lorsque l'infraction a été commise en service effectif en temps de guerre ou de péril public. Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois dans sa vie ou sa liberté pour le même fait, sauf au cas d'une demande en révision introduite par lui-même, ou en cas de jugement irrégulier ou lorsqu'une motion de surseoir à l'exécution du jugement est accueillie.

Sect. 10. — En toute matière criminelle le prévenu doit être informé de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui; et, en cas de jugement par jury, il a le droit de récuser péremptoirement les jurés, le nombre de récusations permises étant fixé par la loi.

Sect. 11. — Sous réserve des dispositions contraires de la présente constitution, nul ne peut être contraint à déposer contre lui-même dans une procédure criminelle ou dans une procédure susceptible d'entraîner l'ouverture de poursuites contre lui. Aucun détenu ne peut être soumis à un traitement visant, par ses effets sur son corps ou son esprit, à le contraindre à des aveux. L'aveu ne peut être retenu contre quiconque est accusé de crime, à moins d'avoir été fait librement et volontairement.

Sect. 12. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, ni imposé d'amendes exorbitantes, ni infligé de punitions cruelles et inaccoutumées. Tout citoyen peut être mis en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf dans les cas suivants: personnes accusées d'un crime capital lorsque la preuve est évidente ou la présomption grave; personnes condamnées pour crime, sous réserve toutefois que, dans l'hypothèse où une peine minima inférieure à cinq ans de travaux forcés est effectivement prononcée, la mise en liberté provisoire sous caution personnelle soit admise pendant l'appel et jusqu'au jugement définitif.

Sect. 13. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins

que, en cas de révolte ou d'invasion, le salut public ne le rende nécessaire.

Sect. 14. — Le pouvoir militaire est subordonné au pouvoir civil.

Sect. 15. — La présente énumération de droits ne peut être interprétée de façon à dénier ou à limiter d'autres droits du peuple non énumérés ici.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MAINE DE 1820 ET 1876¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants. Ils ont certains droits naturels inhérents et inaliénables, parmi lesquels le droit de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir, de posséder des biens et de les défendre, de rechercher et d'obtenir la sécurité et le bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir est inhérent au peuple. Tous les Gouvernements libres sont fondés sur son autorité et sont institués pour son bénéfice. En conséquence, le peuple a le droit inaliénable et imprescriptible d'établir son Gouvernement et de le modifier, de le réformer et le changer complètement lorsque sa sûreté et son bonheur l'exigent.

Sect. 3. — Chacun a le droit naturel et inaliénable d'adorer Dieu Tout-Puissant selon les prescriptions de sa propre conscience; nul ne peut être lésé, molesté ou contraint dans sa personne, sa liberté ou ses biens, parce qu'il rend à Dieu un culte de la façon et au moment qu'il estime le mieux conformes aux prescriptions de sa conscience, ou en raison de sa confession ou de ses sentiments religieux, à condition qu'il ne trouble pas l'ordre public et ne gêne pas autrui dans la pratique de son culte. Toutes les personnes qui se conduisent de façon paisible, en bons citoyens, seront sous la protection égale des lois; aucune subordination ou préférence d'une secte ou d'une confession par rapport à une autre ne peut être établie par la loi; et aucune déclaration de croyance religieuse ne peut jamais être exigée comme condition d'admissibilité à un emploi public dans cet Etat. Toutes les sociétés religieuses de cet Etat, qu'elles soient ou non dotées de la personnalité morale, auront, à tous moments, le droit exclusif d'élire leurs instituteurs publics et de contracter avec eux pour leur entretien et leur subsistance.

Sect. 4. — Tout citoyen peut librement exprimer, oralement ou par écrit, et publier ses sentiments sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Aucune loi ne peut être faite en vue de réglementer ou de limiter la liberté de la presse. Dans les poursuites pour publication d'écrits mettant en cause la con-

duite de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, ou relatifs aux titres de ceux qui se présentent aux suffrages du peuple, ou quand les indications publiées sont de nature à renseigner utilement le public, la preuve de la vérité des faits allégués est recevable. Dans toute mise en accusation (*indictments*) pour écrits diffamatoires (*libel*), le jury aura le droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal, de déterminer, comme il l'entendra, les faits et le droit.

Sect. 5. — Les citoyens sont garantis dans leur personne, leurs maisons, leurs papiers et leurs biens contre toute perquisition, ou saisie injustifiée. Un mandat ne peut être décerné pour la perquisition d'un lieu, l'arrestation d'une personne ou la saisie d'une chose, que s'il contient une description précise du lieu soumis à perquisition, de la personne à arrêter ou de la chose à saisir, et que s'il existe un motif d'un bien-fondé probable confirmé par serment ou affirmation.

Sect. 6. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit d'être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil, ou de l'une ou l'autre manière à son choix; de demander la nature et le motif de l'accusation et d'en recevoir copie; d'être confronté avec les témoins à charge; d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge; d'être jugé rapidement, publiquement et impartialement et, sauf dans les procès intentés en vertu de la loi martiale ou en cas d'accusation en crime d'Etat, par un jury composé de personnes habitant le voisinage. L'accusé ne peut être contraint de fournir des preuves ou de déposer contre lui-même, et il ne peut être privé de la vie, de la liberté, de ses biens ou de ses privilèges, que par le jugement de ses pairs ou en vertu des lois du pays (*law of the land*).

Sect. 7. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime capital ou infamant si ce n'est en vertu d'un verdict affirmatif rendu par le jury des mises en accusation, d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), sauf dans les cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*), ou dans les cas d'infractions qui sont normalement de la compétence des juges de paix, ou dans les affaires survenant dans l'armée, la marine ou la milice en service effectif, en temps de guerre ou de danger public. La législature fera une loi

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Maine* (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

établissant une méthode satisfaisante et impartiale pour choisir des jurés. La présence du nombre habituel de jurés et l'unanimité seront des conditions indispensables en ce qui concerne les verdicts de mise en accusation et de condamnation.

Sect. 8. — Nul ne pourra être mis deux fois en péril (*put in jeopardy*) dans sa vie ou dans sa personne pour la même infraction.

Sect. 9. — Il ne sera pas fait de loi établissant des peines qui comportent effusion de sang. Toutes les sanctions et les peines seront proportionnées à l'infraction. Il ne sera pas exigé de cautionnement excessif ni infligé d'amendes trop élevées ou de châtiments cruels ou inusités.

Sect. 10. — Nul ne peut, avant condamnation, être mis en liberté provisoire sous caution s'il est accusé de l'un des crimes qui sont actuellement crimes capitaux, ou seront ainsi qualifiés après l'adoption de la constitution, si la preuve est évidente ou si les présomptions sont graves, quelles que puissent être les peines prévues pour ces crimes. Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 11. — La législature ne peut faire de loi prononçant une condamnation (*bill of attainder*), ni de loi *ex post facto*, ni de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats. La mort civile n'entraînera pas de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ni la confiscation du patrimoine.

Sect. 12. — La trahison envers l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à adhérer au parti de ses ennemis, en leur prêtant aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 13. — Les lois ne peuvent être suspendues que par la législature ou en vertu de son autorisation.

Sect. 14. — Nul ne peut être soumis à un châtiment corporel par application de la loi militaire, s'il n'est employé dans l'armée, la marine ou la milice en service effectif, en temps de guerre ou de danger public.

Sect. 15. — Le peuple a le droit de s'assembler à tous moments, dans l'ordre et le calme pour délibérer sur le bien public, donner des instructions à ses représentants, et demander par pétition ou remontrance adressée à l'un ou l'autre des départements du Gouvernement, le redressement des torts et des injustices.

Sect. 16. — Tout citoyen a le droit de détenir et de porter des armes pour la défense commune; ce droit ne pourra jamais être mis en question.

Sect. 17. — Aucune armée permanente ne peut être maintenue en temps de paix sans le consentement de la législature et l'autorité militaire est, dans tous les cas et en tous temps, strictement subordonnée à l'autorité civile.

Sect. 18. — En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire ou occupant; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 19. — Tout individu, pour tout dommage à lui causé dans sa personne, sa réputation, ses biens ou ses immunités, disposera d'une action suivant une procédure régulière. Le droit et la justice seront rendus gratuitement et sans vente, complètement et sans déni de justice, rapidement et sans délai.

Sect. 20. — Dans tous procès civils et dans tous différends relatifs à la propriété, les parties ont le droit d'être jugées par un jury, sauf dans les cas où, jusqu'à présent, il en était autrement. Le demandeur peut être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil, ou de l'une ou l'autre manière à son choix.

Sect. 21. — La propriété privée ne peut être prise pour des usages publics sans une indemnisation équitable, et que si l'intérêt public l'exige.

Sect. 22. — Aucun impôt ou taxe ne peut être établi sans le consentement du peuple ou de ses représentants à la législature.

Sect. 23. — Aucun titre de noblesse, aucune distinction héréditaire, aucun privilège, honneur ou émoluments ne peut être octroyé ou confirmé. Il ne peut être créé de fonctions que le titulaire pourrait continuer à exercer après qu'il ait cessé de s'en montrer digne.

Sect. 24. — L'énumération de certains droits particuliers n'a pas pour effet d'affaiblir ou de dénier les autres droits conservés par le peuple.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MARYLAND DE 1867¹

DECLARATION DES DROITS

Nous, peuple de l'Etat de Maryland, re-

connaissant envers Dieu Tout-Puissant pour notre liberté civile et religieuse et examinant avec le plus grand soin les moyens les plus propres à établir une bonne constitution dans cet Etat, afin de lui donner un fondement sûr et une sécurité plus durable, déclarons :

¹ Texte anglais dans : *Constitution of Maryland*, 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 1. — Tout Gouvernement, de droit, tire son origine du peuple, est fondé exclusivement sur un pacte (*compact*) et est institué uniquement pour le bien de tous; le peuple a, en tout temps, le droit inaliénable de changer, réformer ou abolir la forme du gouvernement, de la façon qu'il estime opportune.

Art. 2. — La constitution des Etats-Unis et les lois qui sont ou seront faites d'après elle, et tous les traités faits ou qui seront faits en vertu de l'autorité des Etats-Unis, sont et seront la loi suprême de l'Etat; les juges et le peuple de cet Etat sont et seront liés par eux, nonobstant toute disposition contraire de la constitution ou des lois de cet Etat.

Art. 3. — Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux Etats-Unis par la constitution des Etats-Unis, ni interdits par elle aux Etats, sont réservés à chacun des Etats ou au peuple de ces Etats.

Art. 4. — Le peuple de cet Etat a seul et exclusivement le droit de régler son Gouvernement intérieur et sa politique comme un Etat libre, indépendant et souverain.

Art. 5. — Les habitants du Maryland ont droit au *common law* d'Angleterre et au jugement par jury, dans la forme consacrée par ce droit, et au bénéfice des lois anglaises qui étaient en vigueur le 4 juillet 1776 et que la pratique a reconnues applicables aux conditions locales et autres circonstances et qui ont été introduites, utilisées et pratiquées par les cours de *common law* ou d'équité, ainsi que de tous les Actes de l'Assemblée qui étaient en vigueur le 1er juin 1867 à l'exception de ceux qui ont cessé de l'être depuis cette date ou qui seraient incompatibles avec les règles de la présente constitution, ces actes restant néanmoins sujets à revision, modification ou abrogation par la législation de cet Etat. Les habitants du Maryland ont également droit à toute propriété dérivant pour eux de la charte accordée par Sa Majesté Charles 1er, à Cæcilius Calvert, baron de Baltimore, ou acquise sous son empire.

Art. 6. — Tous les individus investis des pouvoirs législatifs ou exécutifs du Gouvernement sont les mandataires de la collectivité et responsables, comme tels, de leurs actes; en conséquence, lorsque le Gouvernement est détourné de ses fins, que la liberté publique est manifestement en danger et que tous les autres moyens de redressement sont sans efficacité, le peuple peut et doit de plein droit réformer le Gouvernement existant ou en instaurer un nouveau. La doctrine de la non-résistance au pouvoir arbitraire et à l'oppression est absurde, servile et destructive du bien et du bonheur de l'humanité.

Art. 7. — Le droit du peuple d'accéder à

la législation est la meilleure garantie de liberté et la base de tout Gouvernement libre; à cette fin les élections doivent être libres et fréquentes et tout citoyen réunissant les conditions exigées par la constitution aura le droit de vote.

Art. 8. — Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire du Gouvernement doivent être à tout jamais séparés et distincts l'un de l'autre, quiconque exerce des attributions relevant d'un de ces départements ne pourra assumer ou remplir des fonctions relevant d'un autre.

Art. 9. — Le pouvoir de suspendre les lois ou leur application ne peut être exercé ou autorisé, si ce n'est par la législation ou sur sa délégation.

Art. 10. — L'exercice de la liberté de la parole, de la discussion ou des débats à la législation ne peut donner lieu à accusation en crime d'Etat (*impeachment*) devant aucun tribunal judiciaire.

Art. 11. — Annapolis sera le lieu de réunion de la législation; et la législation ne pourra être convoquée ou siéger en un autre lieu sans nécessité évidente.

Art. 12. — Afin de redresser les torts et pour modifier, renforcer et maintenir les lois, la législation devra être fréquemment convoquée.

Art. 13. — Toute personne a le droit d'adresser des pétitions à la législation pour le redressement des torts, de façon paisible et respectueuse de l'ordre.

Art. 14. — Aucun subside, charge, impôt, taxe ou droit ne sera établi ou perçu, sous aucun prétexte, sans le consentement de la législation.

Art. 15. — La levée d'impôts par nombre de têtes est abusive et oppressive et doit être défendue; les indigents ne doivent pas être imposés pour subvenir aux dépenses publiques; le parlement, par des règles uniformes, devra faire en sorte que la terre soit imposée à part et établir des divisions et subdivisions appropriées des revenus de la terre et de la fortune personnelle; toutes les taxes qui seront établies à l'avenir pour être perçues par l'Etat afin de subvenir aux dépenses de l'administration de l'Etat, et par les comtés et par la cité de Baltimore pour leurs fins respectives, devront être, en ce qui concerne la terre, uniformes à l'intérieur de la circonscription considérée et uniformes à l'intérieur de la catégorie ou sous-catégorie de bâtiments et de biens mobiliers que l'autorité taxatrice aura ordonné de soumettre à la levée d'un impôt; cependant des redevances, droits et impôts pourront être, avec raison et sans injustice, établis dans une vue politique pour la bonne administration et dans l'intérêt de la collectivité.

Art. 16. — Il faut éviter les lois qui ordonnent l'effusion de sang, autant que la sûreté de l'Etat peut le permettre. Il ne sera fait en aucun cas, ni en aucun temps, de loi infligeant des souffrances et des peines cruelles et inaccoutumées.

Art. 17. — Les lois à effets rétroactifs, punissant des actes commis avant l'existence de ces lois et qui n'ont été déclarés criminels que par elles, sont oppressives, injustes et incompatibles avec la liberté; en conséquence, il ne doit jamais être fait de loi *ex post facto*, ni imposé rétroactivement aucun serment ou restriction.

Art. 18. — Dans aucun cas, ni dans aucun temps, il ne sera fait désormais aucun acte législatif pour déclarer qui que ce soit coupable de trahison ou de crime constituant *felony* et le frapper de mort civile.

Art. 19. — Toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans ses propriétés, sa personne ou ses biens, aura une action (*remedy*) suivant une procédure légale; le droit et la justice lui seront rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard, conformément à la loi du pays.

Art. 20. — Le jugement en justice des questions de fait, lorsque survient un litige, est l'une des principales garanties pour les vies, les libertés et les biens du peuple.

Art. 21. — En toute poursuite criminelle, toute personne a le droit d'être informée de l'accusation portée contre elle, de recevoir copie de l'acte d'accusation ou d'inculpation, en temps voulu (si elle le demande) pour préparer sa défense, d'être autorisée à faire appel à un conseil, d'être confrontée avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution de ses propres témoins, de faire interroger sous serment les témoins à charge et à décharge, d'obtenir un jugement rapide par un jury impartial et de ne pouvoir être condamnée sans un verdict unanime de ce jury.

Art. 22. — Nul ne peut être contraint à déposer contre lui-même en matière criminelle.

Art. 23. — Nul ne peut être arrêté, emprisonné, ou privé de ses biens, libertés et privilèges, mis hors de la protection de la loi ou exilé, ou de façon quelconque privé de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété, que conformément à la loi du pays.

Art. 24. — L'esclavage ne pourra être rétabli dans cet Etat; toutefois, ayant été aboli en vertu de la politique et par l'autorité des Etats-Unis, une compensation est due, de ce fait, par les Etats-Unis.

Art. 25. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ni imposé d'amendes exorbitantes, ni infligé de punitions cruelles ou inaccoutumées par les tribunaux.

Art. 26. — Tous mandats à fin de perquisition dans des lieux suspects ou de saisies de personnes ou de propriété, qui ne seraient pas émis sous serment ou affirmation, sont oppressifs. Tous mandats généraux pour perquisitionner dans des lieux suspects ou pour appréhender des personnes suspectes, qui ne décriraient pas de façon spéciale le lieu ou la personne, sont illégaux et ne peuvent être décernés.

Art. 27. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine.

Art. 28. — Une milice disciplinée constitue la défense appropriée et naturelle d'un Gouvernement libre.

Art. 29. — Les armées permanentes constituent un danger pour la liberté et ne peuvent être levées ou entretenues sans le consentement de la législature.

Art. 30. — Dans tous les cas et à tout moment, l'autorité militaire doit être strictement subordonnée au pouvoir civil et demeurer sous sa direction.

Art. 31. — En temps de paix, aucun soldat ne pourra être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ni en temps de guerre, si ce n'est de la façon prescrite par la loi.

Art. 32. — Nul ne peut en aucun cas être soumis à la loi martiale ou en subir les peines, à l'exception des soldats, fusiliers-marins et marins au service de l'Etat ou de la milice en service effectif.

Art. 33. — L'indépendance et l'intégrité des juges sont essentielles pour une administration impartiale de la justice et sont une grande garantie des droits et de la liberté du peuple; en conséquence, les juges ne devront pas être révoqués, sinon dans les formes et les cas prévus par cette constitution. Les juges ne pourront remplir aucune autre fonction ou mandat civil, militaire ou politique, ni autre emploi quelconque, sous la constitution ou les lois de cet Etat ou des Etats-Unis ou de l'un d'eux, ni recevoir des honoraires ou émoluments d'aucune sorte pour l'accomplissement de leurs fonctions publiques.

Art. 34. — Une longue durée des pouvoirs ou mandats exécutifs est dangereuse pour la liberté; par suite un roulement dans l'exercice de ces pouvoirs ou mandats est l'une des meilleures garanties d'une liberté durable.

Art. 35. — Nul individu ne pourra occuper simultanément plus d'une fonction ou bénéfice créé par la constitution ou les lois de cet Etat. Nulle personne investie d'un mandat public ne pourra accepter aucun présent d'un prince ou Etat étranger ou des Etats-Unis ou de l'un d'eux sans l'approbation de cet Etat.

Art. 36. — C'est le devoir de chaque homme d'adorer Dieu de la façon qu'il croit lui convenir le mieux, et tous ont un droit égal à la protection de leur liberté religieuse; en conséquence, nul ne pourra subir d'aucune loi un préjudice dans sa personne ou ses biens, en raison de sa croyance ou de sa profession religieuse ou de ses pratiques religieuses, à moins que sous couleur de religion il ne trouble le bon ordre, la paix, ou la sûreté de l'Etat, ou viole les lois de la morale, ou fasse tort à autrui dans ses droits naturels, civils ou religieux. Nul ne pourra être astreint à contribuer à l'entretien d'aucun lieu ou d'aucun ministre du culte; nul, s'il remplit par ailleurs les conditions requises, ne sera incapable d'être témoin ou juré en raison de sa croyance religieuse, pourvu qu'il croie en l'existence de Dieu, étant donné qu'en vertu des décrets divins il est moralement responsable de ses actes et sera récompensé ou puni en conséquence dans ce monde ou dans l'autre.

Art. 37. — Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse pour remplir des fonctions rétribuées, ou remplir un mandat dans le présent Etat, si ce n'est une déclaration de croyance en l'existence de Dieu, et la législature ne peut instituer la prestation d'autres serments que celui qui est prescrit par la présente constitution.

Art. 38. — Toute donation, vente ou transfert de biens fonciers à un ministre, professeur ou prédicateur de l'Evangile, en cette qualité, ou à toute confession, ordre ou groupe religieux, ou destinée à leur entretien, usage, profit ou bénéfice; et tout don ou vente de biens meubles et immeubles devant prendre effet après la mort du vendeur ou du donateur, en vue dudit entretien, usage ou bénéfice; et toute disposition testamentaire relative à des biens meubles et immeubles destinés à l'entretien, à l'usage ou au bénéfice d'un professeur ou prédicateur de l'Evangile, en cette qualité, ou à toute confession, ordre ou groupe religieux, sont

nuls s'ils ne reçoivent pas la sanction préalable ou postérieure de la législature. Il est fait exception, toutefois, pour toute vente, don, bail ou dévolution de tout terrain ne dépassant pas cinq acres, en vue de l'établissement d'une église ou de tout autre lieu du culte, presbytère, cimetière, à condition, sous peine de nullité, que ledit terrain soit utilisé à ces seules fins.

Art. 39. — La façon d'administrer le serment ou l'affirmation à une personne sera celle que les membres de la confession religieuse dont cette personne fait partie estiment généralement constituer l'engagement le plus fort par l'attestation de l'Etre divin.

Art. 40. — La liberté de la presse doit demeurer inviolée. Tout citoyen de l'Etat peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce privilège.

Art. 41. — Les monopoles sont odieux, contraires à l'esprit d'un Gouvernement libre et aux principes du commerce et leur établissement ne doit pas être toléré.

Art. 42. — Aucune titre ou honneur héréditaire ne peut être conféré dans cet Etat.

Art. 43. — La législature doit favoriser la diffusion du savoir et de la vertu, le développement d'un système judiciaire d'instruction générale, l'avancement des lettres, des arts, des sciences, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et l'amélioration générale de la condition du peuple.

Art. 44. — Les dispositions de la constitution des Etats-Unis et de la constitution de cet Etat s'appliquent aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix; leur violation ou leur inobservation, sous le prétexte de la nécessité, ou sous tout autre prétexte, sont subversives d'un bon Gouvernement et conduisent à l'anarchie et au despotisme.

Art. 45. — Cette énumération de droits ne sera pas interprétée de façon à restreindre ou dénier d'autres droits conservés par le peuple.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MASSACHUSETTS DE 1780¹

PREMIÈRE PARTIE

DECLARATION DES DROITS DES HABITANTS DU COMMONWEALTH DE MASSACHUSETTS

Art. 1. — Tous les hommes naissent libres et égaux; ils ont certains droits naturels, essentiels et inaliénables, parmi lesquels on doit compter le droit de jouir de la vie et de la liberté, et celui de les défendre; le droit d'acquiescer des biens, de les posséder et de les pro-

téger, et enfin le droit de chercher et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Art. 2. — C'est un droit aussi bien qu'un devoir pour tous les hommes vivant en société, de rendre, à des moments fixés, un culte public à l'Etre suprême, grand Créateur et Conservateur de l'univers. Aucun sujet ne doit subir de dommage, ni être molesté ou contraint dans sa personne, dans sa liberté ou dans ses biens pour le culte qu'il rend à Dieu, de la manière et au moment qui s'accordent le mieux avec ce que lui dicte sa conscience, ni être inquiété pour la religion qu'il professe, pourvu qu'il ne trouble point la tranquillité publique et qu'il

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the Commonwealth of Massachusetts*, 1936. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

n'apporte aucun empêchement au culte religieux des autres.

Art. 3. — Le culte public rendu à Dieu et l'enseignement de la piété, de la religion et de la morale favorisant le bonheur et la prospérité d'un peuple et la sécurité d'un Gouvernement républicain, les différentes sociétés religieuses de cette République (*Commonwealth*), qu'elles aient ou non reçu la qualité de corporations, auront toujours le droit, à toute réunion légalement convoquée et tenue à cette fin, de choisir leurs pasteurs ou leurs professeurs de religion, de contracter avec eux pour leur entretien, de recueillir de l'argent pour la construction et l'entretien d'édifices du culte, pour subvenir aux frais de l'instruction religieuse et pour le paiement des dépenses nécessaires. Toute personne appartenant à une société religieuse sera considérée comme en étant membre tant qu'elle n'aura pas adressé au ministre de cette société une déclaration écrite qu'elle cesse d'en faire partie; à partir de ce moment, elle ne sera plus engagée par aucune promesse ou contrat que ladite société pourrait souscrire ultérieurement. Toutes les sectes et confessions religieuses qui se conduisent pacifiquement et comme de bons citoyens de l'Etat auront un droit égal à la protection de la loi. Aucune subordination d'une secte ou d'une confession à une autre ne pourra être établie par la loi.

Art. 4. — Le peuple de cette République a seul et exclusivement le droit de se gouverner comme un Etat libre, souverain et indépendant; et dès à présent, et à tout jamais, il exerce et possède tout pouvoir, juridiction et droit qu'il n'a pas expressément délégué, ou qu'il ne déléguera pas expressément par la suite aux Etats-Unis d'Amérique assemblés au Congrès.

Art. 5. — Tout le pouvoir résidant originairement dans le peuple et émanant de lui, tous les magistrats et agents du Gouvernement, revêtus d'une autorité quelconque législative, exécutive ou judiciaire, sont ses représentants et mandataires et sont à tout moment responsables devant lui.

Art. 6. — Nul homme, corporation ou association n'a d'autres titres à obtenir des avantages ou des privilèges spéciaux et exclusifs, distincts de ceux de la collectivité, que ceux qui résultent de la considération de services rendus au public; et ces titres n'étant par leur nature ni héréditaires ni transmissibles aux enfants, descendants ou parents, l'idée d'un homme né magistrat, législateur ou juge est absurde et contre nature.

Art. 7. — Le Gouvernement est institué pour le bien commun, pour la protection, la sûreté, la prospérité et le bonheur du peuple, et non pour le profit, l'honneur ou dans l'intérêt privé d'un homme, d'une famille ou d'une

classe d'hommes quelconque. En conséquence, le peuple seul a le droit incontestable, inaliénable et imprescriptible d'instituer un Gouvernement, de le réformer, de le modifier ou de le changer totalement, lorsque sa protection, sa sûreté, sa prospérité et son bonheur l'exigent.

Art. 8. — Pour empêcher que ceux qui sont revêtus de l'autorité ne deviennent oppresseurs, le peuple a le droit de faire rentrer ses agents publics dans la vie privée, aux époques et de la manière prescrites par les règles d'organisation gouvernementale qu'il adoptera et de remplir les emplois vacants par des élections et des nominations régulières.

Art. 9. — Toutes les élections doivent être libres. Tous les habitants de cette République possédant les qualités qui seront requises par les règles d'organisation gouvernementale, ont un droit égal à élire les fonctionnaires et à être élus aux emplois publics.

Art. 10. — Tout membre de la société a droit à être protégé par elle dans la jouissance de sa vie, de sa liberté, de sa propriété, conformément aux lois établies. Il est, en conséquence, tenu de contribuer pour sa part aux frais de cette protection et de donner son service personnel ou un équivalent, quand cela est nécessaire, mais aucune partie de la propriété d'un individu ne peut, avec justice, lui être enlevée, ou être appliquée à des usages publics, sans son propre consentement, ou celui du corps qui représente le peuple. Enfin le peuple de cette République ne peut être soumis à d'autres lois qu'à celles auxquelles le corps qui le représente constitutionnellement a donné son consentement. Et toutes les fois que les besoins publics exigeront que la propriété d'un individu soit affectée à des usages publics, il devra en recevoir une indemnité raisonnable.

Par des lois spéciales visant la construction, l'élargissement ou le déplacement d'une route ou d'une rue, la législature peut autoriser l'acquisition par la République, par un comté ou par une ville, de plus de terrains ou de propriétés qu'il n'est nécessaire pour la construction effective de ladite route ou rue. Toutefois, les terrains ou les propriétés dont l'expropriation est autorisée seront indiqués avec précision dans la loi et ne dépasseront pas en étendue ce qui représenterait une superficie satisfaisante pour des terrains à bâtir situés de chaque côté de la route ou de la rue. Lorsque les terrains ou les propriétés nécessaires auront été affectés à cette route ou à cette rue, la législature pourra autoriser la vente, avec ou sans servitudes, des propriétés ou terrains non utilisés.

Art. 11. — Tout sujet de la République doit trouver dans les lois une forme d'action en justice pour tous les dommages ou torts qu'il

peut éprouver dans sa personne, dans ses biens ou dans sa réputation. Il doit obtenir droit et justice, sans entraves et sans qu'on puisse les lui refuser, promptement et sans délai et en conformité avec les lois.

Art. 12. — Aucun sujet ne peut être tenu de répondre d'un crime ou délit quelconque, avant d'avoir reçu une copie complète, exacte et formelle de l'accusation; et il ne pourra être contraint de s'accuser ou de déposer contre lui-même. Tout sujet aura le droit de produire toutes les preuves qui peuvent lui être favorables, d'être confronté avec les témoins et de faire entendre de façon complète sa défense, soit par lui-même, soit par son conseil, à son choix. Aucun sujet ne pourra être arrêté, emprisonné, dépouillé ou privé de ses biens, immunités ou privilèges, mis hors de la protection de la loi, exilé, privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, que par le jugement de ses pairs, ou selon les lois du pays.

La législature ne fera point de loi permettant d'infliger une peine capitale ou infamante sans jugement par un jury, excepté pour la discipline de l'armée et de la marine.

Art. 13. — Dans les poursuites criminelles, la vérification des faits dans le voisinage du lieu où ils se sont passés est l'une des plus importantes sauvegardes de la vie, de la liberté et de la propriété des citoyens.

Art. 14. — Tout sujet a le droit d'être à l'abri de toutes recherches et de toutes saisies, sans motifs raisonnables, de sa personne, de son habitation, de ses papiers et de toutes ses possessions. Tous mandats (*warrants*) sont contraires à ce droit, si la cause ou le motif pour lesquels on les décerne ne sont pas au préalable certifiés par le serment ou l'affirmation, ou si l'ordre qui y est donné à un fonctionnaire civil de faire des recherches dans tous les lieux suspects, d'arrêter une ou plusieurs personnes suspectes, ou de saisir leur propriété, n'est pas accompagné d'une désignation spéciale des personnes ou des objets que l'on doit arrêter ou saisir; et l'on ne doit décerner de mandat que dans les cas et avec les formalités prescrites par la loi.

Art. 15. — Les parties ont droit au jugement par jury dans tous les litiges concernant la propriété et dans tous les procès entre deux ou plusieurs personnes, excepté dans les cas où il a été procédé d'une autre manière jusqu'à présent. Cette forme de procédure sera regardée comme sacrée, à moins que, dans les causes survenant en haute mer et pour celles relatives aux gages des marins, la législature ne trouve par la suite nécessaire de la changer.

Art. 16. — La liberté de la presse est essentielle pour assurer la liberté dans un Etat; elle ne doit donc être gênée en aucune manière dans cette République.

Art. 17. — Le peuple a le droit d'avoir et de porter des armes pour la défense commune. En temps de paix, les armées étant dangereuses pour la liberté, il ne doit pas en être entretenu sans le consentement de la législature; le pouvoir militaire doit toujours être tenu dans une subordination exacte à l'autorité civile et gouverné par elle.

Art. 18. — Un retour fréquent aux principes fondamentaux de la constitution et une adhésion constante à ceux de la piété, de la justice, de la modération, de la tempérance, du travail et de la frugalité sont absolument nécessaires pour conserver les avantages de la liberté et pour maintenir un Gouvernement libre. Le peuple doit, en conséquence, prêter une particulière attention à ces principes dans le choix de ses agents et de ses représentants; et il a le droit d'exiger que ses législateurs et magistrats les observent fidèlement et constamment dans la confection et l'exécution des lois nécessaires à la bonne administration de la République.

Art. 19. — Le peuple a le droit de s'assembler, d'une manière paisible et en bon ordre, pour consulter sur ce qui intéresse le bien commun, donner des instructions à ses représentants, et requérir du corps législatif, par la voie d'adresses, de pétitions ou de remontrances, le redressement des torts qui lui ont été faits, et le soulagement des maux dont il souffre.

Art. 20. — Le pouvoir de suspendre les lois ou de surseoir à leur exécution ne doit jamais être exercé que par la législature, ou en vertu de son autorité, et seulement dans des cas particuliers pour lesquels la législature l'aura expressément prescrit.

Art. 21. — La liberté des délibérations, de la parole et des débats dans l'une et l'autre chambre de la législature est si essentielle pour les droits du peuple que l'usage de cette liberté ne pourra jamais être le fondement d'aucune accusation ou poursuite, d'aucune action ou plainte devant quelque juridiction ou en quelque lieu que ce soit.

Art. 22. — La législature doit s'assembler fréquemment, pour redresser les torts, pour corriger, fortifier et confirmer les lois et pour en faire de nouvelles, suivant que le bien commun l'exigera.

Art. 23. — Il ne doit être établi, fixé, imposé ni levé aucun subside, charge, taxe, impôt ou droit, sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement du peuple ou de ses représentants dans la législature.

Art. 24. — Des lois faites pour punir des actions antérieures à l'existence de ces lois, et qui n'ont point été déclarées criminelles par des lois précédentes, sont injustes, oppressives et incompatibles avec les principes fondamentaux d'un Gouvernement libre.

Art. 25. — Aucun sujet ne pourra, en aucun cas ni en aucun temps, être déclaré coupable de trahison ou de crime constituant *felony* par la législature.

Art. 26. — Aucun magistrat ni aucun tribunal de droit (*of law*) ne doit demander des cautions ou des sûretés excessives, ni imposer des amendes trop fortes, ni infliger des peines cruelles ou inusitées.

Art. 27. — En temps de paix, aucun soldat ne doit être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; et en temps de guerre, l'attribution de logements ne doit être faite que par le magistrat civil et de la manière prescrite par la législature.

Art. 28. — Nul ne sera soumis à la loi martiale ni aux pénalités et peines qu'elle édicte, si ce n'est en vertu de l'autorité de la législature, à moins d'être incorporé dans les forces militaires ou navales ou de faire partie de la milice en service effectif.

Art. 29. — Il est essentiel pour la conservation des droits de chaque individu, de sa vie, de sa liberté, de sa propriété et de sa réputation, que l'interprétation des lois et l'administration de la justice soient impartiales. Tout citoyen a le droit d'être jugé par des magistrats aussi libres, impartiaux et indépendants que la condition humaine le permet. Il est donc non seulement de la meilleure politique, mais nécessaire à la sécurité des droits du peuple en général et de chaque citoyen en particulier, que les juges de la Cour suprême de justice soient maintenus dans leurs offices aussi longtemps qu'ils s'en montreront dignes et qu'ils aient un traitement honorable, assuré et fixé par les lois constantes.

Art. 30. — Dans le Gouvernement de cette République, le département législatif n'exercera jamais le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, ni aucun des deux; le département exécutif n'exercera jamais le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, ni aucun des deux, et le département judiciaire n'exercera jamais le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, ni aucun des deux. Il en sera ainsi afin que le Gouvernement puisse être un Gouvernement régi par des lois et non par des hommes.

DEUXIÈME PARTIE

FORME DU GOUVERNEMENT

Chapitre V

SECTION II. — ENCOURAGEMENT DES LETTRES

Comme il est nécessaire que la sagesse et les connaissances soient, ainsi que la vertu, généralement répandues parmi le peuple pour la conservation de ses droits et de la liberté, et comme il faut pour cela répandre les moyens et les avantages de l'éducation dans les diverses parties du pays et parmi les différents groupes du peuple, il sera du devoir de la législature et

des magistrats, dans toutes les époques futures de cette République, de chérir les intérêts des lettres, des sciences et de toutes les institutions qui peuvent contribuer à leur progrès, spécialement l'Université dont le siège est à Cambridge, les écoles publiques et les écoles de grammaire des différentes villes; d'encourager les sociétés particulières et les institutions publiques, les récompenses et les exemptions pour les progrès de l'agriculture, des arts, des sciences, du commerce, du négoce, des manufactures et de l'histoire naturelle du pays; de maintenir et d'inculquer parmi le peuple les principes d'humanité et de bienveillance générales, de la charité publique et privée, du travail et de la frugalité, de l'honnêteté et de l'exactitude dans les rapports, de la sincérité, de la bonne humeur, de tous les attachements sociaux et de tous les sentiments généreux.

AMENDEMENTS

Art. XVIII.

Sect. 1. — Il ne sera fait aucune loi qui interdise la libre pratique de la religion.

Sect. 2. — Les sommes perçues par voie d'impôt dans les villes et les cités pour l'entretien d'écoles publiques et toutes sommes affectées par la République à l'entretien d'écoles primaires publiques ne pourront pas être employées au profit d'autres écoles que celles qui sont dirigées conformément à la loi et qui relèvent de la réglementation et de la surveillance des autorités de la ville ou de la cité dans laquelle l'argent est dépensé. Sous réserve de l'exécution des obligations légales déjà contractées, s'il en existe, il ne pourra être accordé par la République ou par l'une de ses subdivisions politiques aucun don, emploi ou usage de fonds publics ou de propriété, ni aucune concession du crédit public, en vue de fonder, soutenir ou aider aucune école ou établissement d'instruction, qu'il soit ou non sous le contrôle public, dans lequel la doctrine d'une dénomination déterminée est enseignée, ni aucune autre école, collège, dispensaire, hôpital, institution ou entreprise d'éducation, charitable ou religieuse, qui n'est pas propriété publique et qui n'est pas sous le contrôle, la direction et la surveillance exclusifs de fonctionnaires publics autorisés par l'Etat ou l'autorité fédérale ou par les deux, à l'exception des foyers du soldat dans le Massachusetts et les bibliothèques publiques dans les villes, ni pour fonder, entretenir ou aider aucune église ou société religieuse.

Sect. 3. — Rien dans les présentes dispositions ne peut être interprété de manière à empêcher la République ou l'une de ses subdivisions politiques, de verser à des hôpitaux, infirmeries ou institutions privées pour les sourds, les muets ou les aveugles, une indemnité

ne dépassant pas le tarif normal et raisonnable pour les soins ou l'entretien effectivement assurés ou fournis par lesdits hôpitaux, infirmeries ou institutions aux personnes qui peuvent être totalement ou partiellement incapables de subvenir à leurs besoins ou de se soigner elles-mêmes.

Sect. 4. — Rien dans les présentes dispositions ne peut être interprété de manière à priver un pensionnaire d'une maison de correction

ou d'une institution pénitentiaire ou charitable placée sous la surveillance des autorités publiques, de la possibilité d'assister à des exercices religieux de sa propre confession; mais aucun pensionnaire d'une de ces institutions ne peut être contraint d'assister à des services religieux ou de recevoir une instruction religieuse contre sa volonté, et, s'il est mineur, sans le consentement de son père, de sa mère ou de son tuteur...

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MICHIGAN DE 1909¹

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour le bénéfice, la sécurité et la protection de tous.

Sect. 2. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible pour se consulter sur le bien commun, donner des instructions à leurs représentants et adresser des pétitions à la législature pour le redressement des torts.

Sect. 3. — Toute personne jouit de la liberté d'adorer Dieu selon les prescriptions de sa conscience. Nul ne sera contraint à fréquenter un lieu de culte ou à participer contre sa volonté à la construction ou à l'entretien d'un lieu de culte, à payer des dîmes, impôts ou autres taxes pour l'entretien d'un ministre de l'Evangile ou d'un professeur d'instruction religieuse. Aucune somme provenant de la trésorerie ne sera employée pour le bénéfice d'aucune secte ou société religieuse, ni d'aucune institution d'enseignement théologique ou religieux; aucune propriété appartenant à l'Etat ne pourra jamais être employée à ces fins. Les droits civils et politiques, les privilèges et la capacité d'un citoyen quelconque ne peuvent être restreints ou augmentés, à raison de ses croyances religieuses.

Sect. 4. — Toute personne peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être fait de lois restreignant ou limitant la liberté de la parole ou de la presse.

Sect. 5. — Toute personne a le droit de porter des armes pour sa défense et celle de l'Etat.

Sect. 6. — Le pouvoir militaire est dans tous les cas et à tout moment strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 7. — En temps de paix, aucun soldat ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant; en temps de guerre, cette mesure ne peut être prise que de la façon prévue par la loi.

Sect. 8. — L'esclavage et la servitude involontaire ne seront jamais tolérés dans cet Etat, si ce n'est à titre de peine pour crime.

Sect. 9. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 10. — Toute personne sera garantie dans sa personne, son domicile, ses papiers et ses biens contre les perquisitions et saisies abusives. Il ne peut être délivré de mandat de perquisition ni de mandat d'arrêt ou de saisie que si le mandat indique les lieux soumis à perquisition, les personnes à arrêter ou les biens à saisir, et que s'il est fondé sur un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation. Toutefois, les présentes dispositions ne sauraient être interprétées comme faisant obstacle à la production à titre de preuve, devant toute juridiction pénale ou au cours de toute procédure criminelle devant un magistrat ou juge de paix, de toute arme à feu, fusil, pistolet, revolver, pistolet automatique, mitrailleuse, bombe, obus, explosif, matraque, fronde, gourdin, coup de poing américain, appareil lance-gaz ou toute autre arme ou objet dangereux saisi par tout agent de la police, hors de l'enclos de toute maison d'habitation située dans cet Etat.

Sect. 11. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf dans le cas de rébellion ou d'invasion, lorsque la sécurité publique exige cette suspension.

Sect. 12. — Toute personne a le droit d'ester en justice devant tout tribunal de cet Etat, en qualité de demandeur ou de défendeur, en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat ou d'un mandataire de son choix.

Sect. 13. — Le droit du jugement par jury est maintenu, mais les parties seront considérées comme y ayant renoncé dans les affaires civiles, à moins que l'une d'elles ne le réclame de la façon prescrite par la loi.

Sect. 14. — Après acquittement sur examen des faits de la cause, nul ne peut être à nouveau traduit en justice pour la même infraction.

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Michigan*, 1941. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Avant condamnation, toute personne peut être mise en liberté sous caution moyennant des sûretés suffisantes, sauf dans le cas d'assassinat ou de trahison, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sect. 15. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop élevées. Il ne peut être infligé de peines cruelles ou inusitées et les témoins ne peuvent être retenus au delà des limites raisonnables.

Sect. 16. — En matière criminelle, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 17. — Nul ne peut être déclaré incapable d'être témoin en raison de ses opinions en matière de croyance religieuse.

Sect. 18. — En toute poursuite pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité des faits allégués pourra être faite devant le jury, et si le jury estime que les faits incriminés comme diffamatoires sont vrais et qu'ils ont été publiés pour des raisons valables et à des fins justifiables, l'accusé sera acquitté.

Sect. 19. — En toute poursuite criminelle, l'accusé a droit à un jugement rapide et public

par un jury impartial qui pourra être composé de moins de douze membres devant tout tribunal n'ayant pas rang de juridiction *of record*, d'être informé de la nature de l'accusation portée contre lui, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution de témoins à décharge, d'être assisté d'un conseil pour sa défense et, devant les tribunaux *of record*, lorsque le tribunal saisi en ordonnera ainsi, de recevoir toute l'aide raisonnable nécessaire pour interjeter appel et suivre sur cet appel.

Sect. 20. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes ayant leur origine dans un contrat exprès ou tacite ou en résultant, sauf le cas de fraude ou de violation des devoirs de *trustee* (*breach of trust*) ou s'il s'agit de fonds perçus par des fonctionnaires publics ou dans l'exercice d'une profession quelconque. En temps de paix, nul ne peut être emprisonné pour une amende militaire.

Sect. 21. — La trahison contre l'Etat consiste exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne sera condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MINNESOTA DE 1858¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Le Gouvernement est institué pour la sécurité, le bénéfice et la protection du peuple; tout pouvoir politique est inhérent au peuple, ainsi que le droit de changer, de modifier ou de réformer le Gouvernement toutes les fois que le bien public le requiert.

Sect. 2. — Aucun membre de cet Etat ne peut être privé de ses droits civiques (*disfranchised*) ou de l'un des droits ou des privilèges garantis à tout citoyen dudit Etat si ce n'est en vertu des lois du pays (*law of the land*) ou par le jugement de ses pairs. L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans l'Etat autrement que comme punition d'un crime dont l'auteur a été dûment condamné.

Sect. 3. — La liberté de la presse demeurera inviolable. Chacun peut librement parler, écrire ou publier ses opinions sur tout sujet, sauf à être responsable de l'abus de ce droit.

Sect. 4. — Le droit au jugement par jury demeurera inviolable et s'étendra à toutes les affaires sans égard au montant du litige; mais les parties peuvent renoncer au jugement par

jury dans tous les cas, de la manière fixée par la loi. La législature pourra décider que l'accord des cinq sixièmes d'un jury sera suffisant pour prononcer un verdict dans toute affaire ou instance civile après six heures au moins de délibération.

Sect. 5. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de châtiments cruels ou inusités.

Sect. 6. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a droit à être jugé rapidement et publiquement par un jury impartial du comté ou du district où le crime a été commis, lequel comté ou district aura été déterminé au préalable conformément à la loi, et d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge et d'être assisté d'un conseil dans la présentation de sa défense.

Sect. 7. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*), et nul ne peut être mis en péril (*jeopardy*) deux fois pour la même infraction. Nul ne peut être contraint, en matière criminelle, à témoigner contre lui-même et ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens si ce n'est

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the States of Minnesota* (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*). Avant condamnation, toute personne peut être mise en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf dans le cas de crimes capitaux lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves. Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu à moins que, en cas de soulèvement ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 8. — Toute personne en raison de tout dommage à elle causé disposera, en vertu de la loi, d'une action en justice. Elle devra pouvoir obtenir justice librement et gratuitement, complètement et sans déni de justice, rapidement et sans délai, conformément aux lois.

Sect. 9. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, ou à adhérer à la cause de ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 10. — Le droit des citoyens d'être garantis dans leur personne, leur maison, leurs papiers et leurs biens contre toute perquisition ou saisie injustifiée est inviolable; et un mandat ne peut être décerné que s'il existe un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation, et que s'il décrit avec précision le lieu soumis à perquisition, la personne à arrêter ou les choses à saisir.

Sect. 11. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de lois *ex post facto*, ni de loi affaiblissant les obligations résultant de contrats, et aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*), ni confiscation du patrimoine.

Sect. 12. — Nul ne sera emprisonné pour dettes, dans cet Etat; mais ceci n'interdira pas à la législature de soumettre à l'emprisonnement pour dettes, ou à l'obligation de fournir caution, les personnes accusées de fraude dans la façon dont elles ont contracté des dettes. Une proportion raisonnable du patrimoine sera exemptée de saisie ou de vente pour le paiement de toute dette ou obligation, cette proportion étant déterminée par la loi. (Toutefois, toute propriété ainsi exemptée pourra être saisie ou vendue à raison de dettes dues pour les travaux faits ou les matériaux fournis pour sa construction, ou pour la réparation ou les améliorations de cette propriété. Cette possibilité de saisir et de vendre s'étendra également à toutes les propriétés immobilières, à l'occasion de toute dette contractée envers un artisan ou

un domestique pour travail fait ou services rendus.)

Sect. 13. — La propriété privée ne peut être prise, détruite ou endommagée pour cause d'utilité publique, sans qu'une juste indemnité ait été préalablement versée ou garantie.

Sect. 14. — L'autorité militaire est subordonnée à l'autorité civile, et aucune armée permanente ne peut être entretenue en temps de paix dans cet Etat.

Sect. 15. — Toutes les terres constituant le territoire de l'Etat sont déclarées allodiales et les tenures féodales de toute nature ainsi que tous les droits accessoires qui en dérivent sont prohibés. Les baux et concessions de terrains de culture, conclus à l'avenir pour une période supérieure à vingt et un ans et qui comporteraient la réserve d'une prestation périodique ou de services personnels quelconques, seront nuls.

Sect. 16. — L'énumération de droits figurant dans la présente constitution ne peut être interprétée de manière à dénier ou à affaiblir d'autres droits retenus par le peuple et qui lui sont inhérents. Le droit de chacun d'adorer Dieu conformément aux prescriptions de sa conscience est inviolable et nul ne peut être contraint à fréquenter, construire ou entretenir un lieu du culte, ou à entretenir des ministres d'une religion ou d'une église contre sa volonté. Aucune surveillance, aucune ingérence dans l'exercice des droits de la conscience ne sont permises et aucune préférence ne peut être donnée par la loi à un établissement ou à un mode de culte religieux quelconque. Toutefois, la liberté de conscience ainsi garantie ne devra jamais être entendue comme excusant des actes de licence ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec la paix ou la sûreté de cet Etat. Aucune somme provenant de la trésorerie ne sera employée pour le bénéfice d'aucune société religieuse ni d'aucune institution d'enseignement théologique ou religieux.

Sect. 17. — Aucune déclaration de croyance religieuse ni aucune condition de propriété ne sera jamais exigée pour être admis à une fonction publique quelconque conférée par l'Etat. Aucune déclaration de croyance religieuse ni aucune condition de fortune ne sera jamais exigée pour voter à une élection quelconque dans cet Etat. Nul ne sera déclaré incapable de témoigner devant un tribunal *of law* ou *of equity* en raison de ses opinions en matière de religion.

Sect. 18. — Chacun peut vendre ou colporter les produits de la ferme ou du jardin qu'il occupe ou cultive sans avoir à obtenir une licence à cet effet.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MISSISSIPPI DE 1890¹

ARTICLE III

DECLARATION DES DROITS

Sect. 5. — Tout pouvoir politique appartient au peuple et dérive de lui. Tout Gouvernement, de droit, a son origine dans le peuple, est fondé sur sa seule volonté et est institué uniquement pour le bien de tous.

Sect. 6. — Le peuple de cet Etat a le droit inhérent et exclusif de réglementer les questions de gouvernement intérieur et de police, et de modifier et d'abolir sa constitution et sa forme de gouvernement, toutes les fois qu'il le juge nécessaire à sa sûreté et à son bonheur, à condition que de tels changements ne soient pas incompatibles avec la constitution des Etats-Unis.

Sect. 7. — Cet Etat ne devra jamais s'arroger le droit de se retirer de l'Union en raison d'un grief quelconque, réel ou prétendu, et aucune loi ne pourra être faite à l'encontre de l'allégeance suprême des citoyens de cet Etat envers le Gouvernement des Etats-Unis.

Sect. 8. — Toute personne résidant dans cet Etat et ayant la qualité de citoyen des Etats-Unis est, par la présente disposition, déclarée citoyen de l'Etat de Mississippi.

Sect. 9. — L'autorité militaire est strictement subordonnée à l'autorité civile.

Sect. 10. — La trahison contre l'Etat consistera uniquement à provoquer la guerre contre lui, ou à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 11. — Il ne sera jamais porté atteinte au droit du peuple de s'assembler de façon paisible et d'adresser des pétitions au Gouvernement sur tout sujet.

Sect. 12. — Il ne sera pas porté atteinte au droit de tout citoyen de détenir et de porter des armes pour défendre sa demeure, sa personne et ses biens, ou pour prêter assistance au pouvoir civil lorsqu'il en est légalement requis; mais la législature peut réglementer ou interdire le port d'armes cachées.

Sect. 13. — La liberté de la parole et la liberté de la presse seront considérées comme sacrées. Dans toutes les poursuites pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve des faits allégués pourra être faite devant le jury qui, après avoir entendu l'exposé du tribunal, déter-

minera les faits et le droit. Si le jury estime que les allégations prétendues diffamatoires sont conformes à la vérité et ont été publiées pour des motifs valables et à des fins justifiables, le prévenu sera acquitté.

Sect. 14. — Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 15. — Il ne peut y avoir, dans cet Etat, ni esclavage ni servitude forcée, si ce n'est pour la punition d'un crime dont l'auteur aura été dûment reconnu coupable.

Sect. 16. — Il ne sera fait de lois *ex post facto* ni de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 17. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour l'usage public sans une juste indemnité préalablement versée au propriétaire, de la manière prescrite par la loi. Si on prétend prendre une propriété privée pour un usage dont on allègue qu'il est d'utilité publique, la question de savoir si cet usage est réellement d'intérêt public constituera une question judiciaire et sera résolue comme telle, sans avoir égard à la déclaration que pourrait contenir la loi que cet usage est public.

Sect. 18. — Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à une fonction publique. Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucune secte ou culte religieux. La libre jouissance de toutes les croyances religieuses et des différents cultes est tenue pour sacrée. Les droits garantis par la présente disposition ne devront pas être entendus comme excusant des actes de licence contraires aux bonnes mœurs ou dangereux pour la paix ou la sûreté de l'Etat, ou comme permettant d'exclure l'usage de la sainte Bible dans aucune école publique de cet Etat.

Sect. 19. — Nul ne peut mettre la vie humaine en danger par la pratique du duel et tout citoyen de cet Etat qui dorénavant, sur le territoire ou en dehors du territoire de l'Etat, se battra en duel, prêter son assistance à un duel en qualité de témoin, lancera, relèvera ou, en connaissance de cause, portera un défi, ou qui sortira de l'Etat pour se battre en duel ou pour prêter son assistance à un duel en qualité de témoin ou pour lancer, relever ou transmettre un défi, sera privé du droit d'exercer toute fonction publique conférée en vertu de la présente constitution et sera déchu de ses droits civiques.

Sect. 20. — Nul ne peut être élu ou nommé à une fonction publique dans cet Etat pour la durée de sa vie ou pour la période pendant laquelle il s'en montrera digne: la durée de

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Mississippi*, 1942. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

toutes les fonctions doit être fixée pour une période de temps déterminée.

Sect. 21. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension, et jamais sans l'autorisation de la législature.

Sect. 22. — Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) plus d'une fois dans sa vie ou sa liberté pour le même délit; un acquittement ou une condamnation sur les faits de la cause doivent être intervenus pour qu'une seconde poursuite soit rendue impossible.

Sect. 23. — Les citoyens seront garantis dans leur personne, leur domicile et leur biens contre toute saisie ou perquisition abusives; aucun mandat d'arrêt ne peut être décerné sans un motif d'un bien-fondé probable confirmé par serment ou affirmation et désignant avec précision les lieux soumis à perquisition, la personne à arrêter ou la chose à saisir.

Sect. 24. — Les tribunaux siégeront publiquement. Toute personne, pour tout préjudice à elle causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation aura un recours (*remedy*) suivant une procédure régulière et le droit et la justice seront faits gratuitement, sans déni de justice ni délai.

Sect. 25. — Toute personne a le droit d'ester en justice comme demandeur et défendeur devant tous les tribunaux de l'Etat, en personne ou par conseil, ou de ces deux manières à la fois.

Sect. 26. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit d'être entendu en personne ou par l'intermédiaire d'un conseil, ou de ces deux manières, de demander la nature et les motifs de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge et, dans toutes les poursuites sur verdict de mise en accusation (*indictment*) ou sur acte d'accusation du ministère public (*information*), d'être jugé rapidement et publiquement devant un jury impartial du comté où l'infraction a été commise et il ne peut être contraint à porter témoignage contre lui-même. Toutefois, dans les poursuites pour viol, adultère, fornication, sodomie ou crime contre nature, le tribunal peut, à sa discrétion, exclure le public de la salle d'audience à l'exception des personnes qui sont nécessaires à la conduite du procès.

Sect. 27. — Nul ne peut être poursuivi au criminel sur acte d'accusation du ministère public pour une infraction quelconque devant donner lieu à verdict du jury des mises en accusation, sauf dans les affaires survenant dans les forces de terre ou de mer ou en service effectif dans l'armée ou, sur autorisation du tribunal, pour les infractions commises dans l'exer-

cice d'une fonction publique. Toutefois, dans les cas qui ne sont pas passibles de mort ou d'emprisonnement dans un pénitencier, la législature peut ne pas exiger l'instruction de l'affaire par le jury des mises en accusation et permettre que les poursuites aient lieu devant les juges de paix ou toute autre juridiction inférieure qui pourra être instituée. La procédure à suivre en pareil cas sera déterminée par la loi.

Sect. 28. — Il ne peut être infligé de peine cruelle ou inusitée ni d'amendes excessives.

Sect. 29. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif. Toute personne peut, avant condamnation, être mise en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf en matière de crimes capitaux lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 30. — L'emprisonnement pour dettes est interdit.

Sect. 31. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable, mais la législature peut, par une loi, disposer que dans tous les procès civils jugés dans un tribunal de *circuit* ou de *chancery*, l'accord de neuf jurés suffira pour rendre un verdict et le présenter comme étant le verdict du jury.

Sect. 32. — L'énumération de droits figurant à la présente constitution ne peut être interprétée comme déniaut ou restreignant les autres droits réservés par le peuple ou qui lui sont inhérents.

ARTICLE VIII

EDUCATION

Sect. 201. — La législature a le devoir d'encourager par tous les moyens appropriés le progrès intellectuel, scientifique, moral et agricole, en instituant, par voie d'impôt ou autrement, un système uniforme d'écoles publiques gratuites pour tous les enfants âgés de six à vingt et un ans et d'établir, le plus tôt qu'il sera possible, des écoles de degré supérieur.

Sect. 202. — Un directeur de l'éducation publique sera élu en même temps et par la même procédure que le gouverneur. Il possédera les titres exigés du Secrétaire d'Etat et occupera son poste pendant quatre ans et jusqu'à ce que son successeur soit élu et entré en fonctions. Il assumera le contrôle général des écoles publiques et des intérêts de l'Etat dans le domaine de l'éducation. Il remplira les autres fonctions et recevra le traitement que la loi déterminera.

Sect. 203. — Il est créé un conseil de l'éducation, composé du Secrétaire d'Etat, du procureur général et du directeur de l'éducation publique pour la gestion et le placement des fonds scolaires conformément à la loi et pour l'accomplissement des autres fonctions qui

pourront lui être assignées. Le directeur et un autre membre dudit conseil constitueront un quorum.

Sect. 204. — Il est créé un directeur de l'éducation publique dans chaque comté, nommé par le conseil d'éducation, sur avis et avec le consentement du Sénat. Ses fonctions auront une durée de quatre ans. La loi fixera les titres à exiger du directeur, son traitement et les devoirs de sa charge. Toutefois la législature pourra, soit décider que dans les divers comtés le directeur des écoles du comté sera désigné par voie d'élection, soit prendre d'autres mesures pour assurer l'accomplissement des fonctions de directeur de comté, soit supprimer ledit poste.

Sect. 205. — Une école publique sera ouverte dans chaque district scolaire du comté pendant quatre mois au moins par année scolaire. Un district scolaire qui ne maintiendra pas son école ouverte pendant quatre mois n'aura droit à percevoir que la part du fonds des écoles gratuites nécessaire lui permettant de payer l'instituteur pendant la durée effective de son enseignement.

Sect. 206. — Il y aura dans chaque comté un fonds des écoles publiques, alimenté par l'impôt de capitation que conserveront les comtés où il est perçu, et dans l'Etat, un fonds des écoles publiques constitué par prélèvement sur les fonds généraux de la trésorerie de l'Etat. Ces deux fonds réunis devront suffire à maintenir ouvertes les écoles publiques pendant une durée de quatre mois au cours de chaque année scolaire. Tout comté ou district scolaire particulier peut aussi lever une taxe additionnelle pour maintenir ses écoles ouvertes pendant une période de plus de quatre mois. Le fonds de l'Etat des écoles publiques est réparti entre les différents comtés et districts scolaires au prorata du nombre des enfants d'âge scolaire du comté ou du district. Ce nombre sera déterminé au moyen des renseignements réunis par le bureau du directeur de l'éducation de l'Etat, de la manière qui sera prescrite par la loi.

Sect. 207. — Il sera établi des écoles séparées pour les enfants de race blanche et des races de couleur.

Sect. 208. — Aucune secte religieuse ou autre ne pourra jamais disposer d'aucune part quelconque des fonds scolaires ou des fonds d'Etat affectés à l'éducation. Aucun fonds ne peut être affecté à l'entretien d'une école confessionnelle ou d'une école qui n'a pas le statut d'école gratuite au moment où les crédits sont affectés.

Sect. 209. — La législature doit pourvoir par le moyen d'une loi à l'entretien d'institutions pour l'éducation des sourds, des muets et des aveugles.

Sect. 210. — Aucun fonctionnaire public de cet Etat, d'un de ses districts, d'un de ses comtés ou d'une de ses villes, aucun instituteur ou administrateur d'une école publique ne peut être intéressé à la vente, aux recettes ou aux bénéfices des livres, matériel et mobilier destinés à être utilisés dans une école publique de l'Etat. La loi fixera les pénalités sanctionnant les infractions à cette disposition.

Les articles 211 et 212 contiennent des dispositions très détaillées sur la vente des terrains appartenant à l'Etat, les fonds constitués en trust, les intérêts, etc.

Sect. 213. — L'Etat ayant reçu et affecté les terrains à lui donnés par les Etats-Unis pour l'entretien de collèges d'agriculture et d'arts et métiers et ayant ouvert le Collège d'agriculture et d'arts et métiers du Mississippi et le Collège d'agriculture et d'arts et métiers d'Alcorn pour répondre à l'intention généreuse manifestée par le Congrès en concédant lesdits terrains, il est du devoir de l'Etat de se conformer scrupuleusement aux conditions de l'Act du Congrès à ce sujet, approuvé le 2 juillet 1862. La législature conservera intactes les dotations faites auxdits collèges et leur donnera son appui.

ARTICLE XIV

DISPOSITIONS GENERALES

Sect. 263. — Le mariage d'une personne de race blanche avec un nègre ou un mulâtre, ou avec une personne ayant un huitième ou plus de sang noir, sera illégal et nul.

Sect. 265. — Quiconque nie l'existence d'un Etre Suprême ne pourra exercer aucune fonction publique dans cet Etat.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MISSOURI DE 1945¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Afin d'affirmer nos droits, de reconnaître nos devoirs et de proclamer les principes sur les-

¹ Texte anglais dans: *New Constitution of Missouri*, 27 February 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

quels notre Gouvernement est fondé, nous déclarons:

Sect. 1. — Tout pouvoir politique appartient au peuple et émane de lui. Tout Gouvernement, de droit, a son origine dans le peuple, repose sur la seule volonté populaire et n'est institué que pour le bien de tous.

Sect. 2. — Tout Gouvernement constitution-

nel a pour fin de développer le bien-être général du peuple. Tout homme a un droit naturel à la vie, à la liberté, à la recherche du bonheur et à jouir des produits de son travail. Tous les hommes naissent égaux et doivent jouir de droits égaux et de chances égales sous l'autorité de la loi. Le rôle principal du Gouvernement étant d'assurer la sécurité en ces matières, un Gouvernement qui n'assure pas aux citoyens cette sécurité manque à son but essentiel.

Sect. 3. — Le peuple de cet Etat possède le droit inhérent et exclusif de prendre des règlements en matière de gouvernement intérieur et de police, de modifier et d'abolir sa constitution et la forme de son gouvernement toutes les fois qu'il le juge nécessaire pour sa sûreté et son bonheur, à condition que ces changements ne soient pas incompatibles avec la constitution des Etats-Unis.

Sect. 4. — Le Missouri est un Etat libre et indépendant, soumis uniquement à la constitution des Etats-Unis. Toutes les propositions d'amendement à la constitution des Etats-Unis restreignant ou portant atteinte aux libertés individuelles du peuple, ou limitant d'une façon quelconque le droit appartenant au peuple de cet Etat de se gouverner lui-même pour les affaires locales, doivent être soumises aux conventions du peuple.

Sect. 5. — Tous les hommes ont le droit naturel et imprescriptible d'adorer Dieu Tout-Puissant, selon les prescriptions de leur propre conscience. Nulle autorité humaine ne peut gouverner ou entraver l'exercice des droits de la conscience. Nul ne peut, à raison de ses convictions ou croyances religieuses, être déclaré incapable de se voir conférer une fonction ou un mandat, rétribué ou non, dans cet Etat, ni être déclaré incapable d'être témoin ou juré, ni être molesté dans sa personne ou dans ses biens. Toutefois la présente section ne peut être interprétée de façon à excuser des actes de licence ou à justifier des pratiques incompatibles avec le bon ordre, la paix et la sûreté de l'Etat ou les droits d'autrui.

Sect. 6. — Nul ne peut être contraint de construire, d'entretenir ou de fréquenter un édifice ou un établissement religieux, ou d'entretenir ou de rétribuer un prêtre, un ministre du culte, un prédicateur ou un professeur d'une secte, d'une église, d'une croyance ou d'une confession religieuse quelconque. Toutefois, toute personne qui s'engage librement par contrat en pareille matière est tenue d'exécuter ce contrat.

Sect. 7. — Aucune somme provenant de la trésorerie, directement ou indirectement, ne sera employée pour le bénéfice d'aucune église, secte ou confession religieuse quelconque, ou pour entretenir un prêtre, un ministre, un prédicateur ou un professeur en tant qu'appartenant à l'une d'elles. Aucune église, secte, con-

fession religieuse ou forme de croyance ou de culte religieux ne pourra faire l'objet d'un traitement de faveur ou de mesures défavorables par rapport aux autres.

Sect. 8. — Aucune loi ne peut porter atteinte à la liberté de parole, de quelque manière qu'elle s'exerce. Toute personne est libre de s'exprimer, verbalement ou par écrit, de publier et de communiquer par tout autre moyen ses opinions sur un sujet quelconque, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Dans toute action et dans toute poursuite pour écrits diffamatoires (*libel*) ou pour diffamation verbale (*slander*), la preuve de la vérité des allégations peut être faite devant le jury. Dans les actions et poursuites pour écrits diffamatoires le jury, après avoir entendu l'exposé du tribunal, déterminera les faits et le droit.

Sect. 9. — Le peuple a le droit de s'assembler de façon paisible pour le bien commun et de demander le redressement des torts, par pétition ou remontrance, à ceux qui sont investis des pouvoirs du gouvernement.

Sect. 10. — Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens, sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 11. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf pour non-paiement d'amendes ou de pénalités infligées par les tribunaux.

Sect. 12. — Le bénéfice de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu.

Sect. 13. — Aucune loi *ex post facto* ou affaiblissant les obligations résultant des contrats ou entraînant des effets rétroactifs ou octroyant de façon irrévocable des privilèges ou immunités spéciaux ne peut être édictée.

Sect. 14. — Les tribunaux judiciaires sont ouverts à tous et une action (*remedy*) est offerte pour tout dommage causé à la personne, aux biens ou à la réputation. La justice sera rendue gratuitement, sans déni de justice ni délai.

Sect. 15. — Les citoyens sont garantis dans leur personne, leurs papiers, leurs maisons et leurs effets contre toute perquisition et toute saisie injustifiées. Aucun mandat de perquisition, d'arrêt ou de saisie ne peut être décerné s'il ne contient la description aussi exacte que possible du lieu soumis à perquisition, ou de la personne à arrêter ou de la chose à saisir, et s'il n'existe pas de motif d'un bien-fondé probable confirmé par attestation ou serment consignés par écrit.

Sect. 16. — Le jury des mises en accusation (*grand jury*) sera composé de douze citoyens. Neuf des membres du jury peuvent, s'ils sont d'accord, rendre un verdict prononçant la mise en accusation (*indictment*) ou déclarant le bien-fondé des chefs d'accusation présentés par le ministère public (*true bill*). Aucun *grand jury* ne peut être convoqué si ce n'est sur l'or-

dre d'un juge d'un tribunal compétent pour juger les crimes constituant *felony* et statuer à leur égard. Un *grand jury* régulièrement réuni a le pouvoir d'examiner tout crime, quel qu'en soit le caractère ou le degré, et de prononcer des mises en accusation. Le pouvoir des *grand juries* d'examiner les fautes volontairement commises par des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions et de prononcer à cette occasion des mises en accusation (*indictment*) ne peut être suspendu.

Sect. 17. — Nul ne peut être poursuivi au criminel pour crime constituant *felony* ou délit grave (*misdemeanor*) autrement que sur verdict de mise en accusation rendu par le *grand jury* (*indictment*) ou sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*), l'une ou l'autre de ces procédures pouvant être choisie. Cette disposition est inapplicable aux affaires survenant dans les forces de terre ou de mer, ou dans la milice en service actif en temps de guerre ou de danger public; et elle ne pourra pas être invoquée pour empêcher les arrestations et les interrogatoires préliminaires dans une affaire criminelle quelconque.

Sect. 18. — Dans les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire d'un conseil; de demander la nature et le motif de l'accusation; d'être confronté avec les témoins à charge; d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur et d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du comté.

Dans toute affaire où l'accusé est inculpé de crime constituant *felony*, si le tribunal *of circuit* a tenu audience et reconnu la nécessité de recevoir sur le territoire de l'Etat la déposition d'un témoin, autre que le défendeur et son conjoint, afin de s'assurer de son témoignage, et à condition que le tribunal donne les ordres nécessaires pour protéger pleinement les droits de confrontation personnelle et d'interrogatoire contradictoire du témoin par le défendeur, l'Etat peut recevoir la déposition de ce témoin et chacune des parties peut en faire état au procès, comme dans les affaires civiles, pourvu que les ordres du tribunal aient été effectivement respectés. Les dépenses raisonnables, personnelles et de voyage, du défendeur et de son conseil seront payées par l'Etat ou le comté, conformément à la loi.

Sect. 19. — Nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même dans une affaire criminelle. Nul ne peut, après avoir été acquitté par un jury, être mis en péril (*put in jeopardy*) une seconde fois dans sa vie ou sa liberté pour la même infraction; mais si le jury ne parvient pas à rendre un verdict, le tribunal peut, à sa discrétion, le dessaisir, et décerner un mandat de dépôt contre le prisonnier ou le mettre en

liberté provisoire sous caution afin qu'il soit jugé au cours de la même session du tribunal ou de la session suivante. S'il est fait opposition au jugement qui a suivi un verdict de culpabilité rendu sur *indictment* ou *information* entaché d'irrégularité, ou si le jugement prononcé après verdict de culpabilité est annulé pour erreur de droit, le prisonnier peut être jugé de nouveau sur une procédure régulière d'*indictment* ou d'*information*, ou d'une manière conforme à la loi.

Sect. 20. — Toute personne peut être mise en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf dans les cas de crimes capitaux quand la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 21. — Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles et inusitées.

Sect. 22. — Le droit reconnu d'être jugé par un jury, tel qu'il a été reconnu jusqu'à ce jour, demeurera inviolable, sous réserve que le jury pour les affaires criminelles et civiles jugées dans les tribunaux *of record* peut se composer de moins de douze citoyens si la loi en dispose ainsi et que l'accord d'une majorité des deux tiers des jurés permet de rendre un verdict dans toutes les affaires civiles. Dans toutes les affaires civiles devant les tribunaux *of record*, un verdict peut être rendu par les trois quarts des membres du jury. Dans toute affaire criminelle, le défendeur peut, avec l'assentiment du tribunal, renoncer à être jugé par un jury et accepter la juridiction du tribunal dont la décision aura la force et l'effet d'un verdict rendu par un jury.

Nul ne peut être déclaré incapable d'être juré en raison de son sexe; mais le tribunal devra accorder dispense de siéger dans un jury à toute femme qui, avant de prêter serment, en ferait la demande.

Sect. 23. — Il ne sera pas porté atteinte au droit de tout citoyen de détenir et de porter des armes pour la défense de sa demeure, de sa personne et de ses biens, ou pour aider le pouvoir civil lorsqu'il en est légalement requis; mais cette disposition ne peut être interprétée comme justifiant le port d'armes cachées.

Sect. 24. — L'autorité militaire est toujours strictement subordonnée à l'autorité civile. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué, en temps de guerre que de la manière prescrite par la loi.

Sect. 25. — Toutes les élections seront libres et publiques. Aucune autorité, civile ou militaire, n'interviendra à aucun moment pour empêcher le libre exercice du droit de vote.

Sect. 26. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage public

sans une juste indemnisation. L'indemnité sera fixée par un jury ou commission comprenant au moins trois propriétaires, de la manière prévue par la loi. Tant que ladite indemnité ne sera pas payée au propriétaire ou versée au tribunal pour le compte de celui-ci, aucune atteinte ne pourra être portée aux biens et les droits de propriété ne pourront être transférés. La nue propriété des terrains pris pour l'établissement d'une voie ferrée sans le consentement du propriétaire sera conservée par celui-ci, sous réserve de l'utilisation pour laquelle ils ont été pris.

Sect. 27. — Dans les conditions et sous réserve des restrictions prévues par la loi, l'Etat, un comté ou une ville peuvent, dans la mesure raisonnablement nécessaire en considération du but à atteindre, acquérir, par droit de domaine éminent, des biens ou droits immobiliers dépassant ce qui est effectivement nécessaire à un travail public ou aux utilisations qui s'y rattachent; ils peuvent se réserver également soit la propriété sans conditions des biens dont il s'agit, soit le droit de régler leur utilisation; et peuvent vendre les parties de ces propriétés qui deviendraient inutiles en établissant les servitudes nécessaires à la protection des travaux effectués.

Sect. 28. — La propriété privée ne peut être prise pour un usage privé, avec ou sans indemnité, si ce n'est avec le consentement du propriétaire, sauf pour l'établissement, de la manière prescrite par la loi, de chemins privés nécessaires, et de conduits et fossés à travers les terrains d'autrui à des fins agricoles ou

sanitaires. Lorsqu'on prétend prendre une propriété privée pour un usage dont on allègue qu'il est d'utilité publique, la question de savoir si cet usage est réellement d'intérêt public constituera une question judiciaire qui sera résolue sans tenir compte du fait que cet usage ait pu être déclaré public par voie législative.

Sect. 29. — Les travailleurs ont le droit de s'organiser et de négocier collectivement par l'intermédiaire de représentants de leur choix.

Sect. 30. — La trahison envers l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, ou à se joindre au parti de ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne peut être déclaré coupable de trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement. Nul ne peut être condamné pour trahison ou pour crime constituant *felony* par décision de l'Assemblée générale. Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéance pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine. Les biens des personnes qui attentent à leur vie seront transmis ou dévolus comme dans le cas de mort naturelle; lorsqu'une personne est tuée par accident, l'objet qui a causé la mort ne peut être confisqué.

Sect. 31. — Aucune loi ne pourra déléguer à une commission, bureau, conseil ou autre organe administratif, le pouvoir d'établir des règlements instituant des peines d'amende ou d'emprisonnement à titre de sanction pour la violation de leurs dispositions.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE MONTANA DE 1889¹

ARTICLE III

DECLARATION DES DROITS DU PEUPLE DE L'ETAT DE MONTANA

Sect. 1. — Tout pouvoir politique réside dans le peuple et émane de lui; tout Gouvernement, de droit, a son origine dans le peuple, est fondé sur sa seule volonté et est établi uniquement pour le bien de tous.

Sect. 2. — Le peuple de l'Etat a le droit exclusif de se gouverner comme un Etat libre, souverain et indépendant, et de modifier et d'abolir sa constitution et sa forme de gouvernement toutes les fois qu'il le jugera nécessaire pour sa sécurité et son bonheur, à condition que ces changements ne soient pas incompatibles avec la constitution des Etats-Unis.

Sect. 3. — Tous les habitants naissent également libres et ont certains droits naturels essentiels et inaliénables, parmi lesquels figurent

le droit de jouir de leur vie et de leurs libertés et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de protéger leurs biens et de rechercher et d'obtenir la sécurité et le bonheur par tous les moyens légaux.

Sect. 4. — Le libre exercice et la libre jouissance de la croyance et du culte religieux, sans distinctions ni préférences, sont à jamais garantis et il ne peut être refusé à personne de droit civil ou politique ou de privilège en raison de ses opinions religieuses. Toutefois la liberté de conscience ainsi assurée ne devra pas être entendue comme dispensant des serments ou affirmations ou comme excusant des actes de licence tels que les mariages bigames ou polygames, ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec le bon ordre, la paix ou la sûreté de cet Etat, ou en opposition avec l'autorité civile de celui-ci ou des Etats-Unis. Nul ne peut être tenu contre sa volonté de fréquenter un lieu de culte ou de contribuer à l'entretien d'un clergé ou d'une secte religieuse ou confessionnelle. La loi ne peut favoriser en

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Montana*, Helena, Montana (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

aucune manière une confession ou un culte religieux quelconque.

Sect. 5. — Toutes les élections sont libres et aucune autorité, civile ou militaire, ne peut à aucun moment intervenir pour empêcher le libre exercice du droit de suffrage.

Sect. 6. — Les tribunaux devront être publics. Toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses biens, ou sa réputation disposera d'une prompte action en justice et le droit et la justice seront rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard.

Sect. 7. — Les individus sont garantis dans leur personne, leurs papiers, leur demeure et leurs biens contre les perquisitions et les saisies abusives. Aucun mandat de perquisition d'un lieu ou de saisie d'une personne ou d'un bien ne peut être décerné s'il ne décrit le lieu soumis à perquisition, la personne à arrêter ou la chose à saisir, ou s'il n'existe pas de motif d'un bien-fondé probable, consigné par écrit et confirmé par serment ou affirmation.

Sect. 8. — Les infractions relevant de la compétence des juges de paix et des tribunaux municipaux ou autres tribunaux inférieurs aux tribunaux de district seront poursuivies sur simple plainte devant toute juridiction inférieure au tribunal de district. Toutes les poursuites criminelles devant les tribunaux de district, à l'exception des affaires venant en appel, sont introduites soit par acte d'accusation et de poursuite du ministère public (*information*), après interrogatoire et délivrance d'un mandat de dépôt par un magistrat ou après autorisation donnée par le tribunal, soit sur verdict de mise en accusation (*indictment*), sans interrogatoire, mandat de dépôt ni autorisation du tribunal. Le jury des mises en accusation (*grand jury*) est composé de sept membres et l'accord de cinq d'entre eux est nécessaire pour prononcer la mise en accusation (*indictment*).

Le *grand jury* ne peut être formé et convoqué que sur ordre du juge de district et à sa seule discrétion lorsqu'il l'estime nécessaire.

Sect. 9. — La trahison contre l'Etat consiste exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre à ses ennemis, en leur prêtant aide et assistance. Nul ne peut être déclaré coupable de trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement. Nul ne peut être condamné par l'Assemblée législative pour trahison ou crime constituant *felony*. Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine. Les biens des personnes qui porteront atteinte à leurs

jours seront transmis ou dévolus comme dans les cas de mort naturelle.

Sect. 10. — Aucune loi qui porte atteinte à la liberté de parole ne peut être faite. Chacun est libre de parler, d'écrire ou de publier ses opinions sur tous sujets sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans toutes les actions et poursuites pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité des faits allégués peut être faite devant le jury qui, après avoir entendu l'exposé du travail, déterminera les faits et le droit.

Sect. 11. — L'Assemblée législative ne peut promulguer de loi *ex post facto* ni de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats ou octroyant de façon irrévocable un privilège spécial, des exemptions ou des immunités.

Sect. 12. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, si ce n'est de la manière prévue par la loi, sur refus de faire abandon de son patrimoine pour désintéresser ses créanciers, ou en cas de dommage volontairement causés, lorsqu'il existe une forte présomption de fraude.

Sect. 13. — Il ne sera pas porté atteinte au droit de toute personne de posséder ou de porter des armes pour la défense de sa demeure, de sa personne ou de ses biens, ou pour prêter assistance à l'autorité civile lorsqu'elle en est légalement requise. Mais cette disposition ne pourra être interprétée comme justifiant le port d'armes cachées.

Sect. 14. — La propriété privée ne peut être expropriée ou endommagée pour un usage public sans qu'une juste indemnité ait été préalablement payée au propriétaire ou consignée en justice à son profit.

Sect. 15. — L'utilisation de toutes les eaux actuellement affectées ou qui seront ultérieurement affectées à la vente, la location, la distribution ou à tous autres usages utiles, et le droit de passage sur les terrains d'autrui, pour l'établissement de tous fossés, canaux de drainage, canalisations, canaux et aqueducs nécessairement utilisés à ces fins, ainsi que sur les emplacements de réservoirs nécessaires au captage et à l'accumulation des eaux, sont considérés comme un usage public. Des routes privées peuvent être ouvertes de la manière qui sera prescrite par la loi, mais dans chaque cas, la nécessité de construire la route et le montant des dommages causés par son ouverture doivent être préalablement déterminés par un jury; ce montant sera payé, en même temps que les frais de la procédure, par la personne à qui ladite ouverture doit profiter.

Sect. 16. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire

d'un conseil; d'exiger de connaître la nature et les motifs de l'accusation; d'être confronté avec les témoins à charge; d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur et d'être jugé rapidement et publiquement par un jury impartial du comté ou du district dans lequel l'infraction est censée avoir été commise, sous réserve du droit de l'Etat d'obtenir un renvoi devant une autre juridiction pour les mêmes motifs que ceux qui pourraient être invoqués par le défendeur pour obtenir le renvoi.

Sect. 17. — Aucun témoin ne peut être détenu, dans un procès criminel, pendant un temps plus long qu'il n'est nécessaire pour recueillir sa déposition. Si le témoin peut fournir des garanties pour sa comparution au moment du procès, il doit être remis en liberté provisoire sur dépôt de ses garanties. S'il ne peut fournir de garantie, sa déposition sera reçue de la façon prescrite par la loi et en présence de l'accusé et de son conseil, ou hors de leur présence s'ils ne se présentent pas à l'interrogatoire après avoir reçu notification satisfaisante de l'endroit, du jour et de l'heure où il a lieu. Toute déposition autorisée par la présente section pourra être produite au procès si le témoin est mort ou est absent de l'Etat.

Sect. 18. — Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même dans un procès criminel et nul ne peut être mis deux fois en péril (*put in jeopardy*) pour la même infraction.

Sect. 19. — Tout individu doit être mis en liberté provisoire s'il fournit des sûretés suffisantes, sauf dans les cas de crimes capitaux, lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 20. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ni infligé d'amendes trop fortes ni prononcé de peines cruelles et inusitées.

Sect. 21. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 22. — L'autorité militaire sera toujours strictement subordonnée à l'autorité civile. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 23. — Le droit d'être jugé par un jury est garanti à tous et demeure inviolable. Toutefois, dans toutes les affaires civiles ou dans toutes les affaires pénales où l'infraction est d'un degré inférieur à celui de crime constituant *felony*, il peut être renoncé au jury, ou le procès peut avoir lieu avec un jury d'un

nombre de jurés inférieur à celui qui est prescrit par la loi si le défendeur fait défaut ou si les parties donnent leur consentement dans les formes prévues par la loi. Le jury judiciaire pour les affaires civiles aussi bien que pour les affaires pénales se composera de six personnes au plus. Dans tous les procès civils et dans toutes les affaires criminelles où l'infraction est de degré inférieur à celui de crime constituant *felony*, les deux tiers du jury pourront rendre un verdict et le verdict ainsi rendu aura même force et même effet qu'un verdict rendu à l'unanimité.

Sect. 24. — Les lois pénales sont fondées sur les principes de l'amendement du coupable et de la prévention du crime, mais cette règle ne porte pas atteinte au pouvoir de l'Assemblée législative d'édicter la peine de mort pour le châtimement de certaines infractions.

Sect. 25. — Les étrangers et les habitants non citoyens ont un droit égal à celui des citoyens à acquérir, acheter, posséder, exploiter, céder, transmettre et recevoir par succession des mines et propriétés minières, des installations de broyage, de réduction, de concentration et autres et des propriétés immobilières nécessaires pour l'extraction et le traitement des minerais. Toutefois, aucune des présentes dispositions ne peut être interprétée comme limitant les pouvoirs du Gouvernement des Etats-Unis de réglementer la vente ou la cession des terrains, miniers ou autres, qui font partie du domaine public.

Sect. 26. — Le peuple a le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de s'adresser par pétition ou remontrance à ceux qui détiennent les pouvoirs de gouvernement, en vue du redressement des torts.

Sect. 27. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 28. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans cet Etat, sauf pour la punition d'un crime dont l'auteur a été dûment déclaré coupable.

Sect. 29. — Les dispositions de la présente constitution sont impératives et prohibitives, à moins qu'il n'en soit déclaré autrement en termes exprès.

Sect. 30. — L'énumération de certains droits dans la présente constitution ne doit pas être interprétée comme déniait, limitant ou diminuant d'autres droits réservés par le peuple.

Sect. 31. — Aucune personne armée, ou aucun groupe de personnes armées ne peut être amené dans cet Etat en vue de maintenir la paix ou de réprimer des troubles intérieurs, à moins que l'Assemblée législative, ou le gouverneur lorsque l'Assemblée législative ne peut être réunie, n'en fasse la demande.

ARTICLE XVIII

TRAVAIL

Sect. 3. — Il est illégal d'employer des enfants de moins de seize ans dans les mines souterraines.

Sect. 4. — La journée de travail est de huit heures dans toutes les industries, professions, entreprises et emplois, à l'exception de l'agriculture et de l'élevage du bétail. Toutefois, l'Assemblée législative pourra réduire par une loi le nombre des heures du travail quotidien si elle estime qu'une telle réduction est favo-

nable au bien-être général; mais elle n'aura pas le pouvoir d'augmenter le nombre des heures de travail journalier au delà du chiffre prévu par la présente disposition.

ORDONNANCE No 1

RELATIONS FEDERALES

1. — Une tolérance parfaite en matière d'opinion religieuse sera assurée et aucun habitant de l'Etat de Montana ne pourra jamais être molesté dans sa personne ou ses biens en raison de son mode de culte religieux.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE NEBRASKA DE 1875¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes sont naturellement libres et indépendants et possèdent certains droits inhérents et inaliénables, au nombre desquels figurent le droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Les Gouvernements sont institués parmi les hommes pour garantir ces droits et protéger la propriété; leurs pouvoirs légitimes ont leur source dans le consentement des gouvernés.

Sect. 2. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans cet Etat, sauf à titre de peine pour un crime dont l'auteur aura été dûment condamné.

Sect. 3. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 4. — Tous les citoyens ont le droit naturel et imprescriptible d'adorer Dieu. Tout-Puissant selon les prescriptions de leur conscience. Nul ne peut être contraint à fréquenter, à construire ou à entretenir aucun édifice du culte sans son consentement; la loi ne peut accorder de préférence à aucune société religieuse; et aucune immixtion dans les droits de la conscience ne sera tolérée. Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à des fonctions publiques, et nul ne pourra être déclaré incapable d'être témoin en raison de ses opinions religieuses; mais les dispositions qui précèdent ne pourront être interprétées comme dispensant du serment ou de l'affirmation. La religion, la moralité et l'instruction étant essentielles au bon gouvernement, il est néanmoins du devoir de la législature de prendre les dispositions nécessaires pour protéger toutes les confessions religieuses dans la jouissance paisible de leur mode de culte public propre et pour encourager les écoles et les moyens d'instruction.

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Nebraska*, Lincoln, Nebraska (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sect. 5. — Toute personne peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans toutes les affaires civiles ou pénales pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des faits allégués constituera une défense suffisante lorsqu'ils auront été publiés pour des motifs légitimes et à des fins justifiables.

Sect. 6. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable, mais la législature peut autoriser le jugement par un jury d'un nombre inférieur à douze membres dans les tribunaux de rang inférieur aux tribunaux de district. La législature peut également, dans toute affaire civile et devant un tribunal quelconque, autoriser par une loi générale que le verdict soit rendu par les cinq sixièmes au moins des membres du jury.

Sect. 7. — Le droit des citoyens à être garantis dans leur personne, leur domicile, leurs papiers et leurs biens contre toutes perquisitions ou saisies abusives est inviolable. Aucun mandat ne peut être délivré si ce n'est pour un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation. Tout mandat doit contenir une description précise des lieux soumis à perquisition, de la personne à arrêter et des biens à saisir.

Sect. 8. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu, à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension et, en ce cas, seulement de la façon prescrite par la loi.

Sect. 9. — Toute personne devra être mise en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf en cas de trahison et de meurtre quand la preuve est évidente ou les présomptions graves. Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées ni infligé de peines cruelles et inusitées.

Sect. 10. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime en l'absence d'un verdict affirmatif rendu par un jury des mises en accusation (*grand jury*), d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*),

sauf dans les cas où la peine est l'amende ou l'emprisonnement dans un lieu autre qu'un pénitencier, dans les cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*) ou dans les affaires survenant dans l'armée, la marine ou la milice en service actif, en temps de guerre ou de danger public. Toutefois, en matière d'infractions spéciales, la législature peut autoriser la mise en jugement sur acte d'accusation et de poursuite du ministère public; elle peut en outre, par une loi, abolir, limiter, transformer, modifier ou réglementer d'une manière quelconque le système du *grand jury*.

Sect. 11. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, d'exiger d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui et de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur et d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du comté ou du district où l'infraction est censée avoir été commise.

Sect. 12. — Dans une instance pénale, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même et nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

Sect. 13. — Tous les tribunaux devront être publics et toute personne, en raison de tout dommage à elle causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation aura une action (*remedy*) suivant une procédure régulière. La justice sera rendue sans déni de justice ni retard.

Sect. 14. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, ou à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 15. — Les peines seront proportionnées à la nature de l'infraction et aucune condamnation ne pourra entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine. Nul ne peut être déporté hors de l'Etat pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat.

Sect. 16. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou de loi dérogeant aux obligations nées des contrats, ou concédant à titre irrévocable des privilèges spéciaux ou des immunités.

Sect. 17. — Le pouvoir militaire sera strictement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 18. — En temps de paix, aucun soldat ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 19. — Il ne sera jamais porté atteinte au droit des citoyens de s'assembler paisiblement pour consulter sur le bien commun et pour présenter des pétitions au Gouvernement ou à l'un quelconque de ses services.

Sect. 20. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes dans aucune action civile, en instance intermédiaire ou finale, sauf en cas de fraude.

Sect. 21. — La propriété d'aucun individu ne pourra être prise ou endommagée pour un usage public sans une juste indemnité.

Sect. 22. — Toutes les élections seront libres. Il ne peut être apporté d'obstacles ou de restrictions au droit de toute personne qui a qualité d'électeur d'exercice son droit de vote.

Sect. 23. — Le recours pour erreur de droit (*writ of error*) peut être exercé de plein droit dans toute affaire relative à un crime constituant *felony*. En cas de crime capital, il aura effet suspensif relativement à l'exécution de la sentence de mort, jusqu'à ce que la Cour suprême ait statué sur la cause.

Sect. 24. — Nul ne peut se voir refuser le droit de porter une affaire civile quelconque devant la juridiction de dernier ressort, par voie d'appel ou de recours en cassation, ou de toute autre manière.

Sect. 25. — La loi ne peut établir de distinctions entre les citoyens des Etats-Unis, en matière d'acquisition, de propriété, de possession, de jouissance ou de transmission des biens.

Le droit des étrangers en ce qui concerne l'acquisition et la jouissance ou la transmission des biens peut être réglementé par la loi.

Sect. 26. — Cette énumération de droits ne sera pas interprétée comme limitant ou déniait d'autres droits retenus par le peuple et tous les pouvoirs non délégués par la présente constitution continueront à résider dans le peuple.

Sect. 27. — La langue anglaise est déclarée langue officielle de l'Etat et tous les procès-verbaux, compte rendus et publications officiels seront rédigés dans cette langue. L'enseignement des matières fondamentales sera donné en cette langue dans les écoles publiques, privées, confessionnelles et paroissiales.

ARTICLE XV

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 8. — Des lois pourront être faites aux fins de réglementer les heures et les conditions du travail des femmes et des enfants et de leur assurer un salaire minimum suffisant.

Sect. 9. — Des lois pourront être faites en vue de soumettre à enquête, étude et règlement,

les conflits entre patrons et employés, dans toute entreprise ou profession liée aux intérêts publics, et pour y empêcher les pratiques commerciales irrégulières et les gains abusifs. Il pourra être créé une commission industrielle en vue d'assurer l'application de ces lois, et les ordres et jugements définitifs de cette commission pourront être portés en appel devant la Cour suprême.

Sect. 13. — Nul ne peut se voir refuser un emploi en raison de son adhésion ou de son affiliation à une organisation ouvrière ou de sa démission ou de son exclusion de celle-ci, ou en raison d'un refus de se joindre ou de s'affilier à une telle organisation. Aucun individu, société ou association d'aucune sorte ne peut passer contrat écrit ou verbal pour exclure des

personnes d'un emploi, en raison de leur adhésion ou non-adhésion à une organisation ouvrière.

Sect. 14. — Le terme "organisation ouvrière" désigne toute organisations quelle qu'elle soit, tout organe ou comité représentant les employés ou tout système institué pour traiter avec les employeurs les questions de réclamations, de conflits de travail, de salaire, de taux de paye, d'heures ou de conditions de travail.

Sect. 15. — Le présent article est immédiatement applicable et abroge toutes les dispositions contraires. Des mesures législatives peuvent être prises pour en faciliter la mise en application, mais aucune loi ne peut en limiter ou en restreindre les dispositions.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE NEVADA DE 1864¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes sont naturellement libres et égaux, et possèdent certains droits inaliénables au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir et de posséder des biens et de les protéger et de rechercher et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et le bénéfice de tous; le peuple a le droit de le modifier ou de le réformer chaque fois que le bien public l'exige. Toutefois, l'allégeance suprême de tout citoyen est due au Gouvernement fédéral dans l'exercice de tous ses pouvoirs constitutionnels, tels qu'ils ont été ou pourront être définis par la Cour suprême des Etats-Unis. Ni le peuple de cet Etat, ni celui d'aucun autre Etat de l'Union n'a le pouvoir de rompre ses liens avec le Gouvernement fédéral ou de faire un acte tendant à affaiblir ou à renverser l'autorité suprême du Gouvernement des Etats-Unis, ou à y résister. La Constitution des Etats-Unis confère plein pouvoir au Gouvernement fédéral pour maintenir et perpétuer son existence, et à tout moment où une partie des Etats ou de leurs habitants tenteraient de se séparer de l'Union ou de résister par la force à l'exécution de ses lois, le Gouvernement fédéral peut, en vertu de la constitution, employer la force armée pour imposer l'obéissance à son autorité.

Sect. 3. — Le droit au jugement par jury

est garanti à tous et demeure à jamais inviolable. Toutefois, dans toutes les affaires civiles, les parties peuvent y renoncer de la manière prescrite par la loi. En matière civile, si trois quarts des jurés sont d'accord sur le verdict, celui-ci aura même valeur et effet qu'un verdict rendu par le jury entier, mais la législature, par une loi votée à la majorité des deux tiers de tous les membres élus de chaque chambre, peut exiger un verdict unanime, nonobstant les dispositions qui précèdent.

Sect. 4. — Le libre exercice et la libre jouissance de toute croyance et de tout culte religieux, sans différence ni préférence, sont à jamais garantis dans cet Etat, et nul ne peut être déclaré incapable d'être témoin à raison de ses croyances religieuses. Toutefois, la liberté de conscience ainsi garantie ne devra pas être entendue comme excusant des actes de licence, ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec la paix ou la sûreté de cet Etat.

Sect. 5. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins qu'en cas de rébellion ou d'invasion la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 6. — Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées. Il ne peut être infligé de punitions cruelles ou inusitées. Les témoins ne pourront pas être retenus de façon déraisonnable.

Sect. 7. — Toute personne peut être mise en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 8. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime capital ou infamant si ce n'est sur verdict affirmatif rendu par le jury

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Nevada*, Carson City, Nevada, 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

des mises en accusations d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), ou sur acte d'accusation et de poursuite du procureur de district (*district attorney*) ou du procureur général de l'Etat (*attorney general*) [sauf dans les cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*) ou dans les affaires survenant dans la milice en service actif, les armées de terre et de mer en temps de guerre ou les troupes que l'Etat peut entretenir avec le consentement du Congrès en temps de paix, ou dans les affaires de vol simple (*petty larceny*), conformément aux dispositions de la législature]. Dans toute affaire, devant toute juridiction quelle qu'elle soit, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, comme dans les affaires civiles. Nul ne peut être mis en péril (*jeopardy*) deux fois pour la même infraction, ni contraint à témoigner contre lui-même dans une affaire pénale, ni être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). La propriété privée ne peut être saisie pour un usage public sans une juste et préalable indemnité, sauf en cas de guerre, d'émeute, d'incendie ou de grave péril public, auxquels cas l'indemnité sera payée après coup.

Sect. 9. — Tout citoyen peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être fait de loi pour restreindre ou limiter la liberté de la parole et de la presse. Dans toutes les poursuites criminelles et dans les affaires civiles pour écrits diffamatoires (*libels*) la preuve de la vérité peut être faite devant le jury et si le jury estime que le fait prétendu diffamatoire est vrai et qu'il a été publié pour des motifs valables et à des fins justifiables, l'accusé sera acquitté ou mis hors de cause.

Sect. 10. — Le peuple a le droit de s'assembler librement pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à ses représentants et pour adresser des pétitions au Gouvernement en vue du redressement des torts.

Sect. 11. — L'autorité militaire est subordonnée au pouvoir civil. Il ne peut être entretenu d'armée permanente en temps de paix, et en temps de guerre il ne pourra être accordé de crédits pour entretenir une armée permanente pour une durée supérieure à deux ans.

Sect. 12. — En temps de paix, aucun militaire ne pourra être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonne-

ment ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prescrite par la loi.

Sect. 13. — Chaque circonscription devra avoir une représentation proportionnelle à sa population.

Sect. 14. — Le privilège du débiteur de jouir des commodités nécessaires à la vie doit être reconnu par des lois judicieuses déclarant qu'une proportion raisonnable de ses biens échappera à la saisie ou à la vente en ce qui concerne le paiement de toutes dettes ou engagements contractés dorénavant. Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude ou d'écrits ou de paroles diffamatoires. Nul ne peut être emprisonné pour une amende due en raison du service dans la milice en temps de paix.

Sect. 15. — Il ne peut être prononcé de condamnations par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 16¹.

Sect. 17. — L'esclavage ou la servitude forcée ne seront jamais tolérés dans l'Etat, sauf pour la punition des crimes.

Sect. 18. — Le droit des citoyens d'être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre des perquisitions et des saisies injustifiées est inviolable. Aucun mandat ne peut être décerné si ce n'est pour un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation, et s'il ne porte description précise des lieux soumis à perquisition, des personnes à arrêter ou des choses à saisir.

Sect. 19. — La trahison contre l'Etat consiste uniquement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis ou à leur prêter aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 20. — La présente énumération des droits ne peut être interprétée de façon à restreindre ou dénier d'autres droits retenus par le peuple.

ARTICLE XVIII

DROIT DE SUFFRAGE

Sect. 1. — Le droit de vote et celui d'occuper des fonctions publiques ne peuvent être refusés à un citoyen du sexe masculin des Etats-Unis en raison de sa couleur ou d'une condition antérieure de servitude.

¹ La section 16 a été rapportée par un vote populaire du 4 novembre 1924.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE NEW HAMPSHIRE DE 1784¹

PREMIÈRE PARTIE

DECLARATION DES DROITS

Art. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants. En conséquence tout Gouvernement, de droit, émane du peuple, est fondé sur son consentement et est institué pour le bien général.

Art. 2. — Tous les hommes ont certains droits naturels, essentiels et inhérents parmi lesquels ceux de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de protéger des biens, et, en un mot, de rechercher et d'obtenir le bonheur.

Art. 3. — En entrant en état de société les individus abandonnent certains de leurs droits naturels à cette société afin de s'assurer la protection d'autres de ces droits et, sans cet équivalent, l'abandon est sans effet.

Art. 4. — Parmi les droits naturels, quelques-uns sont, de par leur nature même, inaliénables, parce qu'aucun équivalent ne peut en être donné ou obtenu. Tels sont les droits de la conscience.

Art. 5. — Tout individu a un droit naturel et inaliénable d'adorer Dieu suivant les préceptes de sa propre conscience et de sa raison. Nul ne peut subir aucune atteinte, dommage ou restriction dans sa personne, sa liberté ou ses biens, en raison du culte qu'il rend à Dieu de la manière et au moment qui convient le mieux aux préceptes de sa propre conscience, ou en raison de son culte, de ses opinions ou de ses convictions religieuses, pourvu qu'il ne préjudicie pas à la paix publique ou ne trouble pas autrui dans l'exercice de sa foi religieuse.

Art. 6. — La moralité et la piété, justement fondées sur les principes évangéliques, constituent la meilleure et la plus grande sûreté pour le Gouvernement et inspirent au cœur des hommes le sentiment le plus fort de leur obligation à une légitime obéissance, et le meilleur moyen de propager la connaissance de cette obligation dans une société est l'établissement du culte public de la Divinité et l'enseignement public de la morale et de la religion; aussi, pour aider à atteindre des buts aussi importants, le peuple de cet Etat a-t-il le droit de donner, et donne-t-il ici à la législature plein pouvoir d'autoriser, lorsqu'elle le jugera bon, les différentes villes, paroisses, corporations ou sociétés religieuses sur le territoire de l'Etat à prendre les dispositions convenables, à leurs propres frais, pour l'entretien de ministres publics protestants chargés d'enseigner la piété, la religion et les principes moraux.

Toutefois les différentes villes, paroisses, corporations ou sociétés religieuses auront à tout moment le droit exclusif d'élire leurs propres instituteurs publics et de conclure avec eux des contrats pour leur entretien. Aucun individu, d'aucune secte ou confession religieuse, ne sera obligé de contribuer à l'entretien du ou des ministres d'une autre secte ou confession. Toute confession de chrétiens, se comportant paisiblement et comme de bons sujets de l'Etat, bénéficiera en toute égalité de la protection de la loi; la loi n'établira jamais aucune subordination d'une secte ou confession à une autre.

Rien dans ces dispositions ne sera entendu comme affectant les contrats antérieurement conclus pour l'entretien d'un ministre du culte; tout contrat de ce genre subsistera tel que si cette constitution n'avait pas été faite.

Art. 7. — Le peuple du présent Etat a seul et exclusivement le droit de se gouverner comme un Etat libre, souverain et indépendant. Il exerce et possède, et exercera et possèdera dorénavant à jamais tous pouvoirs, juridictions et droits relatifs au Gouvernement, qui ne sont pas ou ne seraient pas ultérieurement délégués expressément par lui aux Etats-Unis d'Amérique assemblés en Congrès.

Art. 8. — Tout pouvoir résidant originairement dans le peuple et dérivant de lui, tous les magistrats et fonctionnaires du Gouvernement sont ses mandataires et ses agents et sont responsables devant lui à tout moment.

Art. 9. — Aucune fonction ou aucun poste d'aucune sorte dans le Gouvernement ne peut être héréditaire, les aptitudes et l'intégrité que chacun d'eux requiert n'étant pas transmissibles à la postérité ou à la parenté.

Art. 10. — Le Gouvernement étant établi pour le bénéfice commun, la protection et la sûreté de la communauté entière, et non pour l'intérêt ou l'avantage particulier d'un homme, d'une famille ou d'une classe d'individus, si les fins du Gouvernement sont perverties et la liberté publique manifestement en danger, et si tous autres moyens de redressement sont inefficaces, le peuple peut et, en droit, a le devoir de réformer l'ancien Gouvernement et d'en établir un nouveau. La doctrine de non-résistance au pouvoir arbitraire et à l'oppression est absurde, servile et destructive du bien et du bonheur de l'humanité.

Art. 11. — Toutes les élections doivent être libres et tout habitant de l'Etat, remplissant les conditions voulues, a un droit égal à élire et à être élu à une fonction, mais nul n'a le droit de voter ou d'être éligible à une fonction en vertu de la constitution du présent Etat, s'il n'est pas capable de lire la constitution en anglais et d'écrire. Toutefois cette disposition

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of New Hampshire*, Concord, N. H., 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

n'est pas applicable aux personnes empêchées par une infirmité physique de satisfaire à ces exigences, ni à celles qui ont actuellement le droit de vote, ni à celles qui auront soixante ans ou plus le premier janvier 1904. Nul n'a le droit de voter ou d'être élu à une fonction en vertu de la constitution du présent Etat, s'il a été déclaré coupable de trahison, de corruption ou d'une violation volontaire des lois électorales du présent Etat ou des Etats-Unis; la Cour suprême peut néanmoins, par notification au procureur général, réintégrer dans ses privilèges électoraux toute personne qui les aura perdus à la suite d'une condamnation pour une infraction de cet ordre. La juridiction de droit commun a le pouvoir de prendre les dispositions légales nécessaires pour admettre au vote les électeurs qualifiés qui, à l'époque des élections biennales ou d'Etat ou des élections municipales, seront absents de la ville qu'ils habitent ou qui, en raison d'une infirmité physique, seront incapables de voter personnellement pour le choix d'un ou de plusieurs fonctionnaires à élire ou sur toute question faisant l'objet de ce scrutin.

Art. 12. — Tout membre de la communauté a le droit d'être protégé par elle dans la jouissance de sa vie, de sa liberté et de ses biens. Il est, en conséquence, tenu de participer aux dépenses entraînées par cette protection et de prêter personnellement ses services quand cela est nécessaire, ou de fournir un équivalent. Néanmoins aucune partie des biens appartenant à un individu ne peut être prise ou employée pour des usages publics sans son propre consentement ou celui du corps des représentants du peuple. Les habitants du présent Etat ne peuvent être régis par d'autres lois que celles auxquelles eux-mêmes ou le corps de leurs représentants auront donné leur assentiment.

Art. 13. — Nulle personne qui a en conscience des scrupules sur la légitimité du port des armes ne devra y être contrainte, à condition qu'elle fournisse un équivalent.

Art. 14. — Tout sujet de cet Etat possède le droit de disposer d'une action en justice pour tout dommage qu'il peut subir dans sa personne, ses biens ou sa réputation et d'obtenir droit et justice gratuitement, sans être obligé de les acheter, complètement et sans qu'ils puissent lui être déniés, rapidement et sans délai, en conformité avec les lois.

Art. 15. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime ou d'une infraction quelconque tant que celui-ci ou celle-ci ne lui aura pas été décrit *complètement* et clairement, au fond et en la forme. Nul ne peut être contraint de s'accuser ou de déposer contre lui-même. Tout sujet a le droit de produire toutes les preuves qui peuvent lui être favorables,

d'être confronté avec les témoins à charge, et d'être entendu complètement dans sa défense présentée par lui-même et par l'intermédiaire d'un conseil. Nul ne peut être arrêté, emprisonné, dépouillé ou privé des ses biens, exemptions ou privilèges, mis hors de la protection de la loi, exilé ou privé de la vie, de la liberté ou de son patrimoine, si ce n'est par jugement de ses pairs, ou par les lois du pays (*law of the land*).

Art. 16. — Après un acquittement, nul ne peut être de nouveau traduit en justice pour le même crime ou la même infraction. La législature ne peut faire aucune loi qui soumettrait un individu à la peine capitale, sans jugement par un jury, sauf en ce qui concerne la direction de l'armée et de la marine, et de la milice en service actif.

Art. 17. — Dans les poursuites criminelles, le jugement des faits, à proximité du lieu où ils se sont produits, est si essentiel à la garantie de la vie, de la liberté et du patrimoine du citoyen qu'aucun crime ou aucune infraction ne doit être jugé dans un comté autre que celui où il a été commis, à l'exception des cas d'insurrection générale dans un comté particulier, lorsque les juges de la cour supérieure estimeront qu'on ne saurait arriver à un jugement impartial dans le comté où l'infraction a été commise et que, sur leur rapport, la législature jugera convenable de faire procéder au jugement dans le comté le plus proche où un procès impartial puisse avoir lieu.

Art. 18. — Toutes les peines doivent être en rapport avec la nature de l'infraction. Un législateur sage ne frappera pas les crimes de vol, de faux et autres crimes semblables de la même peine que ceux de meurtre et de trahison. Là où la même sévérité uniforme est mise en œuvre contre tous les délits, le peuple est conduit à oublier les différences réelles entre les crimes eux-mêmes et à commettre les plus flagrants avec aussi peu de remords que les plus légers. Pour la même raison, une multitude de lois sanguinaires est à la fois impolitique et injuste, le véritable but de toutes les peines étant de réformer, non d'exterminer les hommes.

Art. 19. — Tout individu a le droit à être protégé contre les perquisitions et saisies déraisonnables de sa personne, de son domicile et de ses biens de toute espèce. En conséquence, tous mandats pour la perquisition de lieux suspects ou pour l'arrestation d'une personne à fin d'interrogatoire et de jugement sont contraires à ce droit si la cause ou le motif n'en est pas préalablement appuyé par serment ou affirmation et si l'ordre, donné dans un mandat à un fonctionnaire civil, de perquisitionner dans les lieux suspects, d'arrêter une ou plusieurs personnes suspectes ou de saisir leurs

biens, n'est pas accompagné d'une désignation spéciale des personnes ou objets à rechercher, arrêter ou saisir et aucun mandat ne pourra être décerné que dans les cas et avec les formalités prescrites par la loi.

Art. 20. — Les parties ont le droit d'être jugées par un jury dans tous les litiges relatifs à la propriété et dans tous les procès opposant deux ou plusieurs personnes, à l'exception des cas où l'usage et la pratique ont été contraires jusqu'à présent, et des cas où la valeur en litige ne dépasse pas cent dollars et où un titre de propriété immobilière n'est pas en cause. Cette procédure sera tenue pour sacrée, sauf dans les affaires survenant en haute mer et celles qui se rapportent aux salaires des marins si la législature juge nécessaire dans l'avenir d'y déroger.

Art. 21. — Afin de recueillir tout l'avantage possible de l'inestimable droit de jugement par jury, il devra être pris grand soin que seules des personnes qualifiées pour en faire partie soient désignées et elles devront être pleinement indemnisées de leur voyage, de leur temps et de leurs vacations.

Art. 22. — La liberté de la presse est essentielle pour la sécurité de la liberté dans un Etat; en conséquence elle sera inviolablement préservée.

Art. 23. — Les lois rétroactives sont gravement dommageables, oppressives et injustes. Aucune loi de cette espèce ne pourra être faite désormais, ni pour le jugement des procès civils, ni pour la punition des infractions.

Art. 24. — Une milice bien organisée est la défense naturelle et sûre qui convient à un Etat.

Art. 25. — Les armées permanentes sont dangereuses pour la liberté et ne doivent pas être levées ou entretenues sans le consentement de la législature.

Art. 26. — Dans tout les cas et à tous moments, l'autorité militaire doit être strictement subordonnée à l'autorité civile et dirigée par elle.

Art. 27. — En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire. En temps de guerre, les attributions de logements ne doivent être affectuées que par un magistrat civil et de la façon prescrite par la législature.

Art. 28. — Aucun subside, charge, impôt, taxe ou droit ne sera établi ou perçu, sous aucun prétexte qu'avec le consentement du peuple ou de ses représentants à la législature ou en vertu de pouvoirs conférés par ce corps.

Art. 29. — Le pouvoir de suspendre les lois ou leur exécution ne pourra jamais être exercé que par la législature ou en vertu de pouvoirs dérivant d'elle et qui ne pourront être exercés que dans les cas particuliers que la législature aura expressément déterminés.

Art. 30. — La liberté des délibérations, de la parole et des débats dans l'une ou l'autre chambre de la législature est si importante pour les droits du peuple, qu'elle ne peut servir de cause à une action, une plainte ou une poursuite devant aucune juridiction ou dans aucun autre lieu.

Art. 31. — La législature se réunira pour réformer les abus publics et pour faire les lois que le bien public peut exiger.

Art. 32. — Le peuple a le droit de s'assembler de façon ordonnée et paisible pour délibérer sur le bien commun, donner des instructions à ses représentants et de demander au corps législatif, par voie de pétition ou de remontrances, redressement des torts qui lui ont été faits et des abus dont il souffre.

Art. 33. — Nul magistrat, nulle juridiction n'exigera de cautions ou de sûretés excessives, n'imposera d'amendes exorbitantes ou n'infligera de peines cruelles ou inaccoutumées.

Art. 34. — Nul ne peut, en aucun cas, être soumis à la loi martiale ou à aucune peine ou pénalité en vertu de cette loi s'il n'est employé dans l'armée ou dans la marine, ou s'il ne fait partie de la milice en service actif, si ce n'est en vertu de l'autorité de la législature.

Art. 35. — Il est essentiel pour la sauvegarde des droits de tous les individus, de leur vie, de leur liberté, de leurs biens et de leur réputation que l'interprétation des lois et l'administration de la justice soient impartiales. Tout citoyen a le droit d'être jugé par des juges aussi impartiaux que la condition humaine le permette. Les juges de la Cour suprême doivent donc rester en fonctions aussi longtemps qu'ils s'en montrent dignes par leur conduite, à la fois parce que telle est la meilleure politique, et parce qu'ainsi l'exige la garantie des droits du peuple, sous réserve, cependant, des limites à apporter en raison de l'âge et que prévoira la constitution de l'Etat. Ils devront recevoir des traitements honorables fixés et établis par des lois permanentes.

Art. 36. — L'économie étant une vertu essentielle au plus haut point dans tous les Etats, spécialement dans un Etat jeune, aucune pension ne peut être accordée si ce n'est en considération de services effectifs. Les pensions doivent être accordées avec grande prudence par la législature et jamais pour plus d'une année à la fois.

Art. 37. — Dans le Gouvernement de cet Etat, les trois pouvoirs essentiels — à savoir le législatif, l'exécutif et le judiciaire — devront être maintenus aussi séparés et indépendants les uns des autres que le permet la nature d'un gouvernement libre et que cela est compatible avec les liens qui font du système de la constitution tout entier un système indissoluble d'union et d'amitié.

Art. 38. — Il est nécessaire et indispensable au maintien des bienfaits de la liberté et du bon gouvernement de revenir fréquemment aux principes fondamentaux de la constitution et de s'attacher constamment à la justice, à la modération, à la tempérance, au travail, à la frugalité et à toutes les vertus sociales. Le peuple doit donc respecter particulièrement ces principes dans le choix de ses fonctionnaires et de ses représentants. Il a le droit d'exiger de ses législateurs et de ses magistrats une observation exacte et constante de ces principes dans la préparation et l'exécution des lois nécessaires à la bonne administration du Gouvernement.

DEUXIÈME PARTIE

FORME DU GOUVERNEMENT

Encouragement des lettres, métiers, etc.

Art. 83. — La diffusion générale des sciences et de l'instruction dans une communauté étant essentielle au maintien d'un Gouvernement libre, et la diffusion des moyens et des avantages de l'éducation dans toutes les parties du pays étant au plus haut point de nature à faciliter la réalisation de cette fin, les législateurs et les magistrats ont le devoir, dans l'avenir, de chérir les intérêts des lettres et des sciences et de toutes les écoles publiques et établissements d'enseignement, d'encourager les les institutions privées et publiques, et de favoriser les récompenses et les exemptions pour l'avancement de l'agriculture, des arts, des sciences, du commerce, des métiers, des manufactures et de l'histoire naturelle du pays, pour soutenir et inculquer les principes d'humanité

et de bienveillance générale, de charité publique et privée, de travail et d'économie, d'honnêteté et de ponctualité, de sincérité, de sobriété et tous les attachements sociaux et sentiments généraux dans le peuple. Toutefois aucun fonds produit par l'impôt ne pourra être accordé ou employé à l'usage des écoles ou institutions d'une secte ou d'une confession religieuse quelconque.

La concurrence libre et loyale dans les professions et les industries est un droit inhérent et essentiel du peuple et doit être protégée contre tous les monopoles et toutes les coalitions qui tendent à la gêner ou à la détruire. L'importance et les fonctions de toutes les sociétés commerciales doivent être limitées et réglementées de façon à interdire les capitalisations fictives. Des dispositions doivent être prises pour leur surveillance et leur direction. En conséquence, tous les pouvoirs légitimes de l'Etat sont consentis par les présentes à la Cour générale pour édicter des lois destinées à empêcher, sur le territoire de l'Etat, les opérations de toutes les personnes et associations et de tous les trusts et sociétés, étrangers ou nationaux, et de leurs employés, qui entreprennent de faire monter le prix d'un article de commerce ou de détruire la concurrence libre et loyale dans les métiers et industries par des coalitions, des ententes illicites, des monopoles et autres moyens déloyaux, pour qu'elle surveille et réglemente les actes de toutes les personnes, associations, sociétés, trusts et employés exerçant leur activité sur le territoire de l'Etat, pour qu'elle empêche les capitalisations fictives et pour qu'elle autorise les procès civils et criminels relatifs aux pratiques illicites réprouvées par les présentes dispositions.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE NEW JERSEY DE 1844¹

ARTICLE I

DROITS ET LIBERTES

Sect. 1. — Tous les hommes sont naturellement libres et indépendants et possèdent certains droits naturels et inaliénables au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir et de posséder des biens et de les protéger et de poursuivre et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et le bénéfice du peuple qui a le droit, en tout temps, de le changer ou de le réformer toutes les fois que le bien public l'exige.

Sect. 3. — Nul ne sera privé du droit inestimable d'adorer Dieu Tout-Puissant selon les prescriptions de sa propre conscience. Nul ne sera contraint, sous quelque prétexte que ce soit, à fréquenter aucun lieu de culte contrairement à sa foi et à son jugement. Nul ne sera contraint à payer aucune dîme, impôt ou autre taxe pour la construction ou la réparation d'aucun édifice ou lieu de culte, ni pour l'entretien d'aucun ministre du culte, contrairement à ce qu'il estime juste ou à ce qu'il s'est engagé, de propos délibéré et volontairement, à accomplir.

Sect. 4. — Aucune secte religieuse ne peut recevoir de consécration officielle, de préférence à aucune autre. Aucune déclaration de croyance religieuse ne sera requise comme condition pour occuper un emploi ou être investi d'un mandat public. Nul ne peut se voir

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of New Jersey*, 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

refuser la jouissance d'un droit civil en raison simplement de ses opinions religieuses.

Sect. 5. — Toute personne est libre d'exprimer, oralement ou par écrit, et de publier ses opinions sur quelque sujet que ce soit, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Aucune loi ne peut entraver ou limiter la liberté de parole ou la liberté de la presse. Dans toute poursuite ou mise en accusation pour écrits diffamatoires, la preuve des allégations portées peut être présentée au jury. Si ce dernier reconnaît que les allégations prétendues diffamatoires sont conformes à la vérité et ont été publiées pour des motifs valables et pour des fins légitimes, la partie poursuivie sera acquittée. Le jury a pouvoir de statuer en droit et en fait.

Sect. 6. — Le droit de toute personne d'être garantie dans sa personne, son habitation, ses papiers et ses biens contre des perquisitions et des saisies déraisonnables est inviolable. Aucun mandat de perquisition ou de saisie ne peut être décerné si ce n'est pour des raisons plausibles, appuyées par serment ou attestation et décrivant spécialement le lieu à perquisitionner et les papiers et objets à saisir.

Sect. 7. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable mais la législature peut autoriser le jugement des procès civils par un jury de six hommes, quand l'objet du litige ne dépasse pas cinquante dollars.

Sect. 8. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a droit à un jugement rapide et public par un jury impartial et il a le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour faire comparaître les témoins en sa faveur et d'être assisté d'un conseil dans sa défense.

Sect. 9. — Nul n'est tenu de répondre d'un crime, si ce n'est à la suite d'un verdict affirmatif rendu par un jury des mises en accusation, d'office (*presentment*) ou sur demande du ministère public (*indictment*), à l'exception, toutefois, des cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*), des cas relevant de la compétence des juges de paix ou des affaires qui surgissent dans l'armée, la marine ou la milice, quand celle-ci est en service effectif, en temps de guerre ou de danger public.

Sect. 10. — Nul ne peut être jugé pour une infraction après acquittement. Avant condamnation toute personne peut être mise en liberté provisoire sous caution suffisante, sauf en cas de crime capital, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sect. 11. — Le bénéfice de l'ordonnance de *l'habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas de soulèvement ou d'invasion, lorsque la sûreté publique l'exige.

Sect. 12. — L'autorité militaire est strictement subordonnée à l'autorité civile.

Sect. 13. — En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; en temps de guerre, l'attribution de logements se fera de la manière prescrite par la loi.

Sect. 14. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre à ses ennemis, en leur prêtant aide et concours. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'un aveu devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 15. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, imposé d'amendes exorbitantes ou infligé de peines cruelles et inusitées.

Sect. 16. — La propriété privée ne peut être expropriée pour cause d'utilité publique sans une juste indemnité, mais les expropriations pour la construction de routes publiques s'effectueront comme par le passé, en attendant que la législature prescrive l'indemnité à verser.

Sect. 17. — Sauf dans les cas de fraude, nul ne peut être emprisonné pour dettes au cours d'une action judiciaire quelconque ou sur jugement rendu à propos d'un contrat. Nul ne peut être emprisonné en temps de paix pour une amende concernant la milice.

Sect. 18. — Tous les citoyens ont le droit de s'assembler librement, de délibérer sur le bien commun, de faire connaître leurs opinions à leurs représentants et d'adresser des pétitions en vue du redressement des torts.

Sect. 19. — Les comtés, cités, bourgs, villes, municipalités ou villages ne pourront, désormais, aider une association ou société privée quelconque, en lui donnant de l'argent ou des biens, en lui avançant des fonds, ou en lui consentant des crédits; ils ne pourront pas s'en porter garants; ils ne pourront enfin posséder, directement ou indirectement, des actions ou des obligations émises par une association ou une société.

Sect. 20. — L'Etat ou les municipalités ne peuvent faire aucune donation de terrains, ni ouvrir aucun crédit au bénéfice ou à l'usage d'une société, association ou personne morale quelconque.

Sect. 21. — Cette énumération de droits et de libertés ne peut être interprétée de manière à diminuer ou à dénier les autres droits détenus par les citoyens.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE NEW MEXICO DE 1912¹

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — L'Etat de New Mexico est une partie inséparable de l'Union et la constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique réside dans le peuple et dérive de lui. Tout Gouvernement, de droit, émane du peuple, est fondé sur sa volonté et est institué uniquement pour le bien de tous.

Sect. 3. — Le peuple de l'Etat a seul le droit exclusif de se gouverner comme un état libre, souverain et indépendant.

Sect. 4. — Tous les citoyens naissent également libres et possèdent certains droits naturels, inhérents et inaliénables au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de protéger leurs biens, de rechercher et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Sect. 5. — Les droits, privilèges et immunités civils, politiques et religieux garantis au peuple de New Mexico par le traité de Guadalupe-Hidalgo demeureront inviolables.

Sect. 6. — Les citoyens ont le droit de porter des armes pour leur sécurité et leur défense, sans toutefois que les présentes dispositions puissent être interprétées comme autorisant le port d'armes cachées.

Sect. 7. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut jamais être suspendu, sauf le cas de rébellion ou d'invasion, lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 8. — Toutes les élections seront libres et ouvertes à tous, et aucun pouvoir, civil ou militaire, ne pourra à aucun moment intervenir pour entraver le libre exercice du droit de suffrage.

Sect. 9. — Le pouvoir militaire doit toujours être strictement subordonné au pouvoir civil. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 10. — Les citoyens sont garantis dans leur personne, leurs papiers, leur domicile et leurs biens contre les perquisitions et saisies abusives. Il ne peut être délivré de mandat de perquisition, d'arrêt ou de saisie que si ledit mandat donne une description du lieu soumis à perquisition, des personnes à arrêter ou des biens à saisir et que s'il porte mention écrite d'un motif d'un bien-fondé probable, certifié par serment ou affirmation.

Sect. 11. — Toute personne est libre d'adorer Dieu selon les prescriptions de sa conscience et nul ne peut être molesté ou privé d'aucun droit ou privilège civil ou politique en raison de ses opinions religieuses ou de son mode de culte religieux. Nul ne peut être contraint à fréquenter un lieu de culte ou à contribuer à l'entretien d'une secte ou d'une confession religieuse. La loi ne peut accorder de préférence à aucune confession religieuse ou à aucun mode de culte.

Sect. 12. — Le droit d'être jugé par jury, tel qu'il a existé jusqu'à ce jour, est garanti à tous et demeure inviolable. Pour toutes affaires relevant de la compétence des juridictions inférieures aux tribunaux de district, le jury peut être composé de six membres. La législature peut décider que les verdicts en matière civile pourront être rendus par un vote non unanime du jury.

Sect. 13. — Toute personne peut être mise en liberté sous caution moyennant des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves. Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de punitions cruelles ou inusitées.

Sect. 14. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime capital, constituant *felony* ou infamant, si ce n'est sur verdict de mise en accusation rendu par le *grand jury*, d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), ou sur acte d'accusation et de poursuite déposé par un procureur de district ou un procureur général ou leur représentant, à l'exception des cas survenant dans la milice, en service effectif, en temps de guerre ou de péril public. Nul ne peut être détenu sur acte d'accusation et de poursuite sans avoir préalablement subi un interrogatoire par un juge d'instruction ou sans avoir renoncé à cet interrogatoire préliminaire.

Le jury des mises en accusation (*grand jury*) doit se composer du nombre de personnes prescrit par la loi, sans que ce nombre puisse être inférieur à douze. Seuls les citoyens domiciliés dans le comté pour lequel le *grand jury* a été convoqué et remplissant les conditions prescrites par la loi, peuvent siéger dans un *grand jury*. La loi fixera le nombre de voix nécessaires pour qu'un *grand jury* puisse rendre un verdict de mise en accusation (*indictment*). Toutefois le nombre de voix requis ne peut être inférieur à la majorité des membres du jury et lorsque le *grand jury* est composé de douze membres, au moins huit voix doivent être réunies pour rendre un verdict de mise en accusation. Tant que la loi

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of New Mexico*, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

n'aura pas pris de dispositions contraires, le *grand jury* comprendra douze membres, dont huit devront être d'accord pour que soit rendu un verdict de mise en accusation. Le *grand jury* est convoqué sur l'ordre d'un juge d'un tribunal compétent pour statuer sur les crimes capitaux, constituant *felony* ou infamants, lorsque ce juge l'estimera nécessaire; il sera convoqué par ledit juge après remise d'une pétition à cet effet signée par au moins soixante-quinze contribuables domiciliés dans le comté; il pourra être également convoqué de toute autre manière prescrite par la loi.

Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, d'exiger d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, de faire interpréter l'accusation et les témoignages dans une langue comprise par lui, de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur et d'être jugé rapidement en audience publique par un jury impartial du comté ou du district où l'infraction est censée avoir été commise.

Sect. 15. — Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même dans une affaire criminelle et nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction. Lorsque la mise en accusation (*indictment*), l'acte d'accusation (*information*) ou l'affirmation sous serment en vertu desquels une personne est condamnée, l'incriminent d'infractions différentes, ou d'infractions de degré différent, et qu'un nouveau jugement lui est accordé, elle ne peut être jugée une seconde fois pour une infraction plus grave ou pour un degré plus grave de la même infraction que celle ou celui pour lequel elle a été condamnée.

Sect. 16. — La trahison contre l'Etat consiste exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 17. — Toute personne peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être fait de loi limitant ou restreignant la liberté de parole ou de la presse. En toutes poursuites criminelles pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité des faits allégués peut être faite devant le jury, et si celui-ci estime que le fait qualifié diffamatoire est vrai et qu'il a été publié pour des motifs valables et à des fins justifiables, la partie poursuivie sera acquittée.

Sect. 18. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*). Nul ne peut se voir refuser l'égalité de protection des lois.

Sect. 19. — La législature ne pourra pas faire de loi *ex post facto*, ni de loi prononçant une condamnation sans l'intervention d'un tribunal, ni de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 20. — La propriété privée ne peut être saisie ou endommagée pour un usage public sans le paiement d'une juste indemnité.

Sect. 21. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes dans aucune action civile.

Sect. 22. — Tant qu'il n'en sera pas autrement décidé par la loi, aucun étranger ne remplissant pas les conditions requises pour acquérir la citoyenneté en vertu des lois des Etats-Unis, aucune corporation, société en nom collectif ou association, dont la majorité des actions ou des parts d'intérêts appartiennent à des étrangers ou sont détenues par des étrangers, ne pourra acquérir un titre de propriété, un bail ni aucun autre droit sur des biens immobiliers situés dans l'Etat de New Mexico.

Sect. 23. — L'énumération de certains droits figurant dans la présente constitution ne peut être interprétée de manière à dénier ou restreindre d'autres droits réservés par le peuple.

Titre XX

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 19. — La journée de travail est de huit heures dans tous les cas où l'employeur est l'Etat, un comté ou une municipalité, ou lorsque le travail est effectué pour le compte de ceux-ci.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE NEW-YORK DE 1938¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Aucun citoyen du présent Etat ne

peut être privé des libertés, droits ou privilèges garantis aux citoyens, si ce n'est par les lois du pays (*law of the land*) ou par le jugement de ses pairs.

Sect. 2. — Le droit à être jugé par un jury, dans tous les cas où ce droit était antérieurement garanti par une disposition constitutionnelle, est et demeure à jamais inviolable.

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of New York*, Albany, N.Y., 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Toutefois, en matière civile, les parties peuvent y renoncer de la manière prescrite par la loi. Néanmoins, la législature peut autoriser par la loi le jury à rendre son verdict sur décision des cinq sixièmes au moins de ses membres, en matière civile. En toute matière criminelle, la défense peut renoncer au jugement par jury, à l'exception des cas où le crime est passible de la peine de mort. Cette renonciation doit être faite par acte écrit, signé par l'accusé lui-même, en audience publique, devant le magistrat du tribunal compétent et avec son approbation. La législature peut, dans les limites des présentes dispositions, édicter des lois régissant la forme, le contenu, la procédure et le moment de la présentation de l'acte de renonciation. . .

Sect. 3. — Le libre exercice et la libre jouissance de la profession religieuse et du culte religieux, sans aucune exception, différence, ni préférence, seront dans la suite et pour toujours accordés dans cet Etat à tous les citoyens. Nul ne peut être déclaré incapable d'être témoin en raison de ses opinions religieuses. Toutefois la liberté de conscience accordée par la présente constitution ne pourra pas être interprétée de manière à excuser des actes de licence ou à justifier des pratiques incompatibles avec la paix ou la sûreté de cet Etat.

Sect. 4. — Le privilège de l'ordonnance ou de l'ordre d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas de révolte ou d'invasion, lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 5. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles ou inusitées et les témoins ne peuvent être retenus au delà du temps raisonnable.

Sect. 6. — Nul ne peut être appelé à répondre d'un crime capital ou infamant sauf en cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*) et dans les affaires survenant dans la milice en service effectif ou les forces de terre, de mer ou de l'air en temps de guerre, ou de toute autre force armée entretenue par l'Etat avec le consentement du Congrès en temps de paix, et dans les cas de vol simple, en vertu des règles établies par la législature, si ce n'est sur verdict affirmatif (*indictment*) du jury des mises en accusation (*grand jury*). Dans tout procès et devant tout tribunal, l'accusé est autorisé à comparaître et à se défendre en personne ou par l'intermédiaire de son conseil comme en matière civile, à être informé de la nature et du motif de l'accusation portée contre lui et à être confronté avec les témoins à charge. Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction, ni contraint, en matière criminelle, à témoigner contre lui-même. Toutefois, tout fonctionnaire public appelé à témoigner devant un

grand jury sur les actes de sa fonction ou l'exercice de ses devoirs officiels et qui, devant le *grand jury*, refuse de signer une renonciation à l'immunité contre toute poursuite pénale ultérieure ou de répondre à une question pertinente concernant de telles affaires, sera relevé de ses fonctions par l'autorité compétente ou s'en démettra sur la demande du procureur général.

Le pouvoir d'un *grand jury* de procéder à des enquêtes sur les négligences volontaires des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions et de prononcer des mises en accusation (*indictment*) ou d'ordonner des poursuites à l'occasion de ces enquêtes ne peut être suspendu ou limité par la loi.

Nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens sans une procédure régulière (*due process of law*).

Sect. 7. — a) La propriété privée ne peut être expropriée pour cause d'utilité publique sans une juste indemnité.

b) L'indemnité à verser, lorsqu'elle n'est pas due par l'Etat, doit être fixée par un jury ou par la Cour suprême, sans jury. S'il est fait appel à un arbitre, l'arbitre devra être un arbitre officiel et, s'il est fait appel à des commissaires désignés par un tribunal *of record*, leur nombre ne devra pas être inférieur à trois, suivant les dispositions qui seront prises par la loi.

c) Des voies privées peuvent être percées de la manière prescrite par la loi. Dans tous les cas, l'utilité de la route et le montant des dommages causés par son établissement seront tout d'abord vérifiés par un jury de propriétaires. L'indemnité, ainsi que les frais de la procédure, seront payés par le bénéficiaire.

d) L'usage de la propriété pour les travaux d'assèchement de marais ou des terrains agricoles est déclaré d'utilité publique. Des lois générales pourront autoriser les propriétaires ou les occupants des marais ou de terres agricoles à construire et à entretenir sur les terrains d'autrui, les écoulements, les fossés et les écluses nécessaires pour drainer ces terrains, sous réserve des limitations requises et du versement d'une juste indemnité. Cette indemnité, ainsi que les frais d'assèchement, doivent être évalués en tout ou partie à la charge de toute propriété bénéficiant de l'opération, mais il ne sera pas édicté de loi spéciale à cette fin.

e) La législature peut autoriser les villes et les comtés à exproprier plus de terrains ou de biens fonciers qu'il n'est nécessaire aux travaux effectifs d'aménagement, d'élargissement, d'extension ou de déplacement de parcs, de lieux publics, de routes ou de rues, pourvu toutefois que les terrains et biens additionnels dont l'expropriation est ainsi autorisée ne dépassent pas l'étendue de propriétés à bâtir en bordure de

ces parcs, lieux publics, routes ou rues. Après affectation des terrains nécessaires auxdits parcs, lieux publics, routes ou rues, les terrains restants pourront être vendus ou loués.

Sect. 8. — Tout citoyen peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être fait de loi pour limiter ou restreindre la liberté de la parole ou de la presse. En toute affaire criminelle ou en toute mise en accusation (*indictment*) prononcée par le *grand jury* pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des faits allégués peut être démontrée devant le jury, et si le jury estime que les faits incriminés comme diffamatoires sont vrais et qu'ils ont été publiés pour des motifs sérieux et à des fins justifiables, le défendeur sera acquitté. Le jury a qualité pour connaître du droit et du fait.

Sect. 9. — Il ne peut être fait de loi restreignant les droits des citoyens de s'assembler de façon paisible et de présenter des pétitions au Gouvernement ou à ses services. Il ne peut être prononcé de divorce sans une procédure judiciaire. Ne peuvent être à l'avenir autorisés ou tolérés dans l'Etat les loteries, la vente de billets de loterie, les cagnottes, l'exercice de la profession de bookmaker, ou tous autres jeux, à l'exception du pari mutuel aux courses de chevaux tel qu'il sera réglementé par la législature et dont l'Etat tirera un revenu raisonnable pour l'entretien du Gouvernement.

La législature édictera les lois nécessaires pour assurer le respect des dispositions du présent article.

Sect. 10. — Le peuple de cet Etat est censé posséder, dans son droit de souveraineté, la propriété originaire et définitive de toutes les terres situées sur le territoire de l'Etat. Toutes les terres sont désormais allodiales, en sorte que la propriété entière et absolue est acquise aux propriétaires, suivant la nature de leurs tenures respectives. Les terres sur lesquelles tout droit viendrait à faire défaut, par suite de l'absence d'héritiers, feront retour ou écherront au peuple.

Sect. 11. — Nul ne peut se voir refuser la protection égale des lois de l'Etat ou d'un service quelconque de celui-ci. Nul ne peut, en raison de sa race, de sa couleur ou de ses croyances religieuses, faire l'objet d'un traitement d'exception dans ses droits civils par toute autre personne physique ou morale, corporation ou institution ou par l'Etat ou l'un de ses représentants ou l'un de ses services quelconques.

Sect. 12. — Le droit des citoyens à être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre toute perquisition ou saisie abusives est inviolable et aucun mandat ne peut être décerné si ce n'est pour

un motif probable appuyé par serment ou affirmation, et s'il ne décrit avec précision le lieu à perquisitionner et la personne ou la chose à saisir.

Le droit des individus à être garantis contre toute interruption abusive des communications téléphoniques et télégraphiques est inviolable, et les ordonnances ou mandats rendus par défaut ne pourront être émis que sur serment ou affirmation solennelle attestant qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la possibilité d'obtenir ainsi la preuve d'un crime, désignant le mode particulier de communication et décrivant avec précision la personne ou les personnes dont les communications doivent être interceptées et l'objet de cette mesure.

Sect. 13. — Aucun achat ni aucun contrat de vente de biens-fonds sur le territoire de cet Etat conclu par les Indiens ou avec eux depuis le 14 octobre 1775, ou qui pourra être intervenu par la suite, n'est valable que s'il a été conclu au nom et avec le consentement de la législature.

Sect. 14. — Toutes les parties du *common law* et des *acts* de la législature de la colonie de New-York qui constituaient les lois de ladite colonie à la date du 19 avril 1775, et les résolutions du Congrès de ladite colonie ainsi que celles de la Convention de l'Etat de New-York en vigueur le 20 avril 1777 et qui ne sont pas encore arrivées à expiration ou n'ont pas été abrogées ou modifiées et tous les *acts* de la législature de cet Etat actuellement en vigueur, sont et demeurent la loi de cet Etat, sous réserve des modifications que la législature pourra y apporter. Toutes les dispositions dudit *common law*, desdits *acts* ou de tout ou partie desdits *acts* qui sont incompatibles avec la présente constitution sont abrogées par elle.

Sect. 15. — Toutes les concessions de terres sur le territoire de l'Etat, faites par le roi de Grande-Bretagne ou par toute personne agissant en son nom après le 14 octobre 1775, sont nulles. Toutefois, aucune des dispositions de la présente constitution ne portera atteinte aux concessions de terres, faites au nom dudit roi ou de ses prédécesseurs, ou n'annulera aucune charte concédée par lui ou par eux à des personnes morales antérieurement à cette date. Il n'est pas davantage porté atteinte aux concessions ou chartes ultérieurement accordées par cet Etat ou par des personnes agissant en son nom, ni dérogé aux obligations résultant de toutes dettes contractées par l'Etat, les individus ou les personnes morales, ou à tout autre droit de propriété ou à toute instance, action en justice, droit d'agir en justice ou autre procédure devant les tribunaux.

Sect. 16. — Les droits actuellement existants pour intenter une action en vue d'obtenir une réparation du dommage causé par des blessures

ayant entraîné la mort ne peuvent être abrogés et le montant de l'indemnité recouvrable ne peut être limité par la loi.

Sect. 17. — Le travail humain n'est pas une marchandise ni un article de commerce et ne peut en aucun cas être traité comme tel.

Aucun ouvrier, travailleur ou mécanicien employé par un entrepreneur ou sous-traitant pour l'accomplissement de travaux publics ne sera autorisé à travailler plus de huit heures par jour et plus de cinq jours par semaine, sauf en cas de circonstances extraordinaires. Il ne peut recevoir de salaire inférieur au taux des salaires en cours dans la même profession ou occupation dans une localité du territoire de l'Etat où lesdits travaux publics sont situés, érigés ou utilisés.

Les salariés ont le droit de s'organiser et de négocier collectivement par des représentants de leur choix.

Sect. 18. — Aucune des dispositions de la présente constitution ne peut être interprétée de façon à limiter le pouvoir de la législature d'édicter des lois pour la protection de la vie, de la santé ou de la sécurité des salariés ou pour le paiement par les employeurs ou par les employeurs et les salariés, ou de toute autre manière, directement ou par un système d'assurance d'Etat ou autre, d'indemnités pour accidents aux salariés ou pour décès résultant desdits accidents, sans tenir compte du fait qu'ils peuvent résulter d'une faute, sauf dans le cas où l'accident résulte de l'intention volontaire de la victime de provoquer cet accident, sa mort ou celle d'autrui ou lorsque l'accident résulte uniquement de l'ivresse de la victime pendant son travail. La législature peut également faire des lois en vue de résoudre, de trancher ou de régler, avec ou sans jugement par jury, les litiges qui pourraient surgir sous l'empire d'une telle législation ou pour décider que le droit à indemnité et l'action y relative excluront tous autres droits et actions en raison des accidents survenus aux salariés ou de la mort qui s'en serait suivie. La législature peut également faire des lois disposant que le montant de cette indemnité pour cause de mort ne pourra excéder une somme fixée ou déterminable, étant entendu que toutes les sommes versées par l'employeur à ses salariés ou à leurs représentants légaux sur la base d'une loi autorisée par le présent article, devront être considérées comme une dépense rentrant légitimement dans les frais de l'entreprise.

ARTICLE XI EDUCATION

Sect. 1. — La législature prendra les dispositions nécessaires à l'entretien et au financement d'un système d'écoles primaires gratuites

où les enfants de l'Etat pourront recevoir l'instruction.

Sect. 2. — La corporation créée en l'an 1784 sous le nom de "Régents de l'Université de l'Etat de New-York", prend par les présentes le nom d' "Université de l'Etat de New-York". Elle est administrée par neuf régents au moins qui exercent collectivement les pouvoirs, lesquels pourront être augmentés, modifiés ou diminués par la législature.

Sect. 3. — Le capital de la caisse des écoles primaires, le capital de la caisse des lettres, le capital de la caisse des dépôts des Etats-Unis demeureront respectivement inviolables et le revenu de ces fonds sera affecté à l'entretien des écoles primaires et des bibliothèques.

Sect. 4. — Ni l'Etat ni aucune subdivision de celui-ci ne pourront utiliser leurs biens, leur crédit ou des fonds publics, ou autoriser l'utilisation directe ou indirecte de ceux-ci, pour aider ou entretenir, autrement que par voie d'examen ou d'inspection, toute école ou institution éducative, placée en tout ou partie sous le contrôle ou la direction d'une confession religieuse, ou dans laquelle est enseignée une doctrine ou un dogme confessionnel, mais la législature pourra prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer le transport des enfants pour se rendre à un établissement d'enseignement ou pour en revenir.

ARTICLE XVII MESURES SOCIALES

Sect. 1. — L'aide aux nécessiteux ainsi que leur entretien incombent à l'Etat; ils seront assurés par ceux de ses services, de la manière et par les moyens que la législature déterminera périodiquement.

Sect. 3. — La protection et l'amélioration de la santé des habitants de l'Etat sont des questions d'intérêt public et l'Etat prendra les dispositions nécessaires à cette fin par ceux de ses services, de la manière et par les moyens que la législature déterminera périodiquement.

ARTICLE XVIII LOGEMENT

Sect. 1. — Sous réserve des dispositions du présent titre, la législature peut prévoir l'établissement d'habitations à loyers modérés, au profit des personnes à revenus faibles suivant la définition de la loi, de la manière, par les moyens et aux conditions qu'elle jugera bon de fixer. Elle peut également prendre les dispositions nécessaires en vue du dégagement, de l'aménagement, de la reconstruction et de l'assainissement des zones insalubres ou insuffisamment salubres, ou à ces deux fins, et pour instituer des aménagements pour les loisirs et à d'autres fins se rapportant à ce programme ou s'y rattachant.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'OHIO DE 1851¹

DECLARATION DES DROITS

ARTICLE I

§ 1. — Tous les hommes sont naturellement libres et indépendants, et possèdent certains droits inaliénables, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de les défendre, d'acquérir, de posséder et de protéger leurs biens, et de rechercher et d'obtenir le bonheur et la sécurité.

§ 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection et le bénéfice égal du peuple qui a le droit de le modifier, de le réformer et de l'abolir toutes les fois qu'il le jugera nécessaire; il ne sera jamais accordé de privilèges spéciaux ou d'immunités qui ne pourraient être modifiés, révoqués ou supprimés par l'Assemblée générale.

§ 3. — Le peuple a le droit de s'assembler de façon paisible pour consulter sur le bien commun, pour donner des instructions à ses représentants et pour présenter des pétitions à l'Assemblée générale en vue du redressement des torts.

§ 4. — Tout citoyen a le droit de porter des armes pour sa défense et sa sécurité, mais les armées permanentes sont, en temps de paix, dangereuses pour la liberté et il n'en pourra être entretenues, et l'autorité militaire sera strictement subordonnée à l'autorité civile.

§ 5. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable. Toutefois, en matière civile, il pourra être fait des lois permettant que les trois quarts du jury rendent un verdict.

§ 6. — Il n'y aura dans cet Etat ni esclavage, ni servitude forcée, sauf pour la punition de crimes.

§ 7. — Tous les hommes ont le droit naturel et imprescriptible d'adorer Dieu Tout-Puissant conformément aux préceptes de leur propre conscience. Nul ne sera contraint de fréquenter, de construire ou d'entretenir un lieu de culte ou de subvenir aux frais d'aucune sorte de culte, sans son consentement. Aucune préférence ne sera donnée par la loi à une société religieuse quelconque. Aucune immixtion dans les droits de la conscience ne sera tolérée. Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à une fonction publique, et aucune personne ne sera déclarée incapable d'être témoin en raison de ses croyances religieuses; mais cette disposition ne pourra être interprétée comme dis-

pensant des serments ou des affirmations. Toutefois, comme la religion, la moralité et le savoir sont essentiels au bon gouvernement, l'Assemblée générale aura le devoir de faire des lois qui protègent chaque confession religieuse dans l'exercice de son mode particulier de culte public et d'encourager les écoles et les moyens d'instruction.

§ 8. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu, sauf dans le cas de rébellion ou d'invasion si la sûreté publique exige cette suspension.

§ 9. — Toute personne pourra être mise en liberté sous caution moyennant des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux quand la preuve est évidente ou les présomptions graves. Il ne pourra être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées; il ne pourra être infligé de peines cruelles ou inusitées.

§ 10. — Sauf dans les cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*), dans les affaires survenant dans l'armée, dans la marine ou dans la milice en service effectif, en temps de guerre ou de danger public, ou dans les cas d'infractions pour lesquelles la peine prévue est inférieure à l'emprisonnement dans un pénitencier, nul ne sera tenu de répondre d'un crime capital ou infamant, si ce n'est sur verdict affirmatif d'un jury des mises en accusation, rendu d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*). Le nombre de personnes nécessaires pour constituer le jury des mises en accusation (*grand jury*) et le nombre de jurés dont l'accord est nécessaire pour prononcer la mise en accusation seront fixés par la loi. Dans tout procès, devant tout tribunal, l'accusé aura le droit de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire d'un conseil; de connaître la nature et les motifs de l'accusation portée contre lui et d'obtenir copie de l'acte d'accusation; d'être confronté avec les témoins et de disposer d'un moyen de contrainte pour assurer la comparution de témoins en sa faveur, et d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du comté dans lequel l'infraction est censée avoir été commise. La loi peut prévoir que la déposition de tout témoin dont la comparution ne peut pas être obtenue lors du procès sera retenue en faveur de l'accusé ou contre lui. L'accusé devra toujours être assuré du moyen et de la possibilité d'être présent en personne et avec son conseil lors de cette déposition et d'interroger le témoin en personne aussi complètement et de la même manière qu'à l'audience. Nul ne sera contraint, en matière criminelle, à témoigner contre lui-même; néanmoins, le refus de témoigner peut

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Ohio*, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

être pris en considération par le tribunal et par le jury et peut faire l'objet des commentaires d'un conseil. Nul ne sera mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

§ 11. — Tout citoyen peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne sera pas fait de loi qui restreigne ou limite la liberté de la parole ou la liberté de la presse. Dans les poursuites pénales pour écrits diffamatoires (*libel*) la preuve de la vérité des faits allégués peut être faite devant le jury et, si le jury estime que le fait incriminé comme diffamatoire est vrai et a été publié pour des motifs valables et à des fins justifiables, la partie accusée sera acquittée.

§ 12. — Nulle personne ne devra être déportée hors de cet Etat pour une infraction qu'elle y a commise et aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ni de confiscation du patrimoine.

§ 13. — En temps de paix, aucun soldat ne sera logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

§ 14. — Est inviolable le droit des individus d'être garantis dans leur personne, leurs maisons, leurs papiers et leurs possessions contre des perquisitions et saisies injustifiées. Aucun mandat ne sera décerné si ce n'est pour un motif d'un bien-fondé probable, certifié par serment ou par affirmation. Tout mandat devra décrire de façon précise le lieu à perquisitionner, la personne à arrêter ou les choses à saisir.

§ 15. — Nul ne sera emprisonné pour dettes dans aucune action civile en instance intermédiaire ou finale, sauf dans le cas de fraude.

§ 16. — Tous les tribunaux seront publics. Toute personne, en raison de tout dommage à elle causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation aura une action (*remedy*) suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*) et justice lui sera rendue sans déni de justice ni retard. Des actions peuvent être intentées contre l'Etat de la façon et devant les tribunaux que la loi déterminera.

§ 17. — Aucun émolument, distinction honorifique ou privilège héréditaire ne pourra jamais être conféré ou accordé dans cet Etat.

§ 18. — Le pouvoir de suspendre les lois ne peut jamais être exercé sauf par l'Assemblée générale.

§ 19. — La propriété privée sera toujours considérée comme inviolable mais comme restant subordonnée au bien public. Si elle est prise en temps de guerre ou d'autre nécessité publique exigeant de façon impérieuse sa saisie immédiate, ou pour la construction ou la réparation de routes ouvertes gratuitement au public, une indemnité en argent sera accordée au propriétaire. Dans tous les autres cas où la propriété privée sera prise pour un usage public, une indemnité sera préalablement payée en argent ou garantie par un dépôt en argent; cette indemnité sera fixée par un jury, sans déduction pour la plus-value et les avantages dont peuvent bénéficier les biens du propriétaire.

Le montant des dommages-intérêts recouvrables par voie d'action civile devant les tribunaux, pour décès causé par un acte contraire à la loi, par négligence ou par abstention, ne sera pas limité par la loi.

§ 20. — Cette énumération de droits ne sera pas interprétée de façon à restreindre ou dénier d'autres droits réservés par le peuple. Tous les pouvoirs non délégués par la présente constitution continueront à résider dans le peuple.

ARTICLE II

POUVOIR LEGISLATIF

§ 34. — Des lois pourront être faites en vue de fixer et de réglementer les heures de travail, d'établir un salaire minimum et d'assurer le confort, la santé, la sécurité et le bien-être général de tous employés. Aucune autre disposition de la constitution ne peut restreindre ou limiter ce pouvoir.

§ 37. — Sauf dans les cas de nécessité exceptionnelle, la journée légale de travail ne dépassera pas huit heures et la semaine de travail ne dépassera pas quarante-huit heures pour les travailleurs employés à tout travail public entrepris ou subventionné par l'Etat ou par toute entité administrative de l'Etat, que le travail soit effectué en vertu d'un contrat ou autrement.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'OKLAHOMA DE 1907¹

ARTICLE I

RELATIONS FEDERALES

§ 2. — Une complète tolérance des senti-

ments religieux sera assurée. Aucun habitant de l'Etat ne pourra être molesté dans sa personne ou ses biens en raison de son mode de culte religieux. Aucune déclaration de croyance religieuse ne sera exigée comme condition de l'exercice des droits civils et politiques. Les mariages polygames ou multiples sont prohibés à tout jamais.

¹ Texte anglais dans : *Oklahoma Statutes, 1941*, St. Paul, Minn., p. 35-115. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

§ 5. — La législature prendra les dispositions nécessaires pour l'établissement et l'entretien d'un système d'écoles publiques ouvertes à tous les enfants de l'Etat et libres de tout contrôle confessionnel. L'enseignement sera toujours donné en anglais. Toutefois, rien dans les présentes dispositions ne s'oppose à l'enseignement d'autres langues dans ces écoles publiques. En outre, les présentes dispositions ne peuvent être interprétées comme s'opposant à l'établissement et à l'entretien d'écoles séparées pour les enfants de race blanche et de races de couleur.

§ 6. — L'Etat ne pourra jamais faire de loi restreignant ou limitant le droit de suffrage en raison de la race, de la couleur ou d'un état antérieur de servitude.

ARTICLE II

DECLARATION DES DROITS

§ 1. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Le Gouvernement est institué pour la protection, la sécurité et le bénéfice du peuple et pour développer le bien-être général. Le peuple a le droit de changer et de réformer le Gouvernement toutes les fois que le bien public le requiert, à condition que cette modification soit compatible avec la constitution des Etats-Unis.

§ 2. — Toute personne a un droit inhérent à la vie, à la liberté, à la recherche du bonheur et à la jouissance des fruits de son activité.

§ 3. — Les citoyens ont le droit de se réunir de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de s'adresser, par voie de pétition, adresse ou remontrance, à ceux qui sont investis des pouvoirs de gouvernement, pour obtenir le redressement des torts.

§ 4. — Aucun pouvoir civil ou militaire ne peut intervenir pour entraver le libre exercice du droit de suffrage par ceux qui possèdent ce droit.

§ 5. — Aucune somme d'argent ni aucune propriété publique ne pourra jamais être employée ou affectée, donnée ou utilisée directement ou indirectement, pour le bénéfice ou l'entretien d'aucune secte, église, confession ou système religieux, ou pour le bénéfice ou l'entretien d'un prêtre, prédicateur, ministre ou autre professeur ou dignitaire ecclésiastique ou d'un établissement religieux en cette qualité.

§ 6. — Les tribunaux de l'Etat devront être publics. Toute personne, pour tout dommage ou préjudice à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation, aura une action certaine et rapide. Le droit et la justice seront rendus gratuitement et impartialement, sans déni de justice ni retard.

§ 7. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

§ 8. — Toute personne doit être mise en liberté sous caution si elle fournit des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime capital, lorsque la preuve de culpabilité est évidente ou les présomptions graves.

§ 9. — Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

§ 10. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut, en aucun cas, être suspendu par les autorités de cet Etat.

§ 11. — Toute personne élue ou nommée à une fonction ou emploi public quelconque en vertu des lois de cet Etat ou d'une ordonnance d'une municipalité de cet Etat, devra remplir en personne les devoirs de la fonction à laquelle elle est élue ou nommée. L'ivrognerie et l'usage excessif des boissons alcooliques seront des motifs suffisants d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*) ou de révocation des titulaires de fonctions publiques.

§ 12. — Aucun membre du Congrès, élu dans cet Etat, ni aucune personne titulaire d'un mandat ou d'un poste rétribué relevant des lois d'un autre Etat ou des lois fédérales, ne peut remplir les fonctions d'un mandat ou d'un poste rétribué relevant des lois de l'Etat d'Oklahoma.

§ 13. — L'emprisonnement pour dettes est interdit sauf pour non-paiement des amendes et pénalités imposées pour violation de la loi.

§ 14. — Le pouvoir militaire est strictement subordonné au pouvoir civil. Aucun militaire ne peut être logé dans une maison en temps de paix sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

§ 15. — Il ne sera jamais prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats. Aucune condamnation ne peut entraîner de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ou la confiscation du patrimoine. Cette disposition n'interdit pas l'établissement de peines pécuniaires.

§ 16. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre à ses ennemis, en leur prêtant aide et assistance. Nul ne sera déclaré coupable de trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

§ 17. — Nul ne peut être l'objet de poursuites criminelles devant les tribunaux ayant rang de *court of record* pour crimes constituant *felony* ou pour délits graves (*misdemeanor*), si ce n'est sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation, rendu d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), ou sur acte d'accusation et de poursuite du

ministère public (*information*). Nul ne peut être poursuivi pour crime sur *information* sans avoir subi un interrogatoire préalable devant un juge d'instruction ou sans avoir renoncé à cet interrogatoire préliminaire. Des poursuites peuvent être intentées devant les tribunaux *not of record* sur une plainte dont le bien-fondé a été dûment vérifié.

§ 18. — Le jury des mises en accusation (*grand jury*) est composé de douze membres. L'accord de neuf de ces membres suffit pour rendre un verdict de mise en accusation. Le *grand jury* est convoqué par ordre d'un juge d'un tribunal compétent pour juger tout crime constituant *felony*, sur l'initiative de ce juge ou sur le dépôt d'une pétition à cette fin signée par cent contribuables domiciliés dans le comté. Lorsqu'il est en session, le *grand jury* a le pouvoir de procéder à des enquêtes et de prononcer des mises en accusation relativement aux crimes de tous degrés et de toutes catégories et il exerce tous autres pouvoirs qui lui seraient attribués par la législature. La législature peut rendre obligatoire la convocation d'un *grand jury*.

§ 19. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable. Dans les procès civils ou criminels devant les tribunaux *of record* autres que les tribunaux de comtés, le jury se composera de douze membres. Toutefois, dans les tribunaux de comtés et les tribunaux autres que les tribunaux *of record*, le jury comprendra six membres. Les présentes dispositions ne font pas obstacle à l'établissement par la loi de restrictions au droit de faire appel des jugements des tribunaux *not of record* dans les affaires civiles dont l'importance est inférieure à vingt dollars. En matière civile, et en matière criminelle pour les infractions inférieures à crime constituant *felony*, les trois quarts du jury pourront rendre un verdict. Si le verdict n'est pas prononcé à l'unanimité, il sera rendu par écrit et signé de tous les jurés qui l'auront approuvé.

§ 20. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a droit à être jugé rapidement et publiquement devant un jury impartial du comté où le crime a été commis, sous réserve toutefois que l'affaire puisse être renvoyée à un autre comté de l'Etat sur la demande de l'accusé et dans les conditions prescrites par la loi. L'accusé doit être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui, recevoir copie de l'acte d'accusation, être confronté avec les témoins à charge et disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir l'audition des témoins en sa faveur. Il a le droit d'être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil. Dans les affaires capitales, la liste des témoins cités à l'appui des chefs d'accusation énoncés dans l'acte d'*indictment*

ou d'*information*, ainsi que leur adresse, lui seront communiquées deux jours au moins avant l'audience.

§ 21. — A moins de disposition contraire figurant dans la présente constitution, nul ne peut être contraint de témoigner si sa déposition pouvait avoir pour effet de l'incriminer. Après avoir été une première fois acquitté par un jury, nul ne peut être à nouveau mis en péril (*put in jeopardy*) dans sa vie ou sa liberté pour ce dont il a été acquitté. Nul ne peut être mis en péril dans sa vie ou sa liberté deux fois pour la même infraction.

§ 22. — Toute personne peut librement parler, écrire ou publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne peut être fait de loi limitant ou restreignant la liberté de la parole ou de la presse. En toute poursuite criminelle pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité des allégations prétendues diffamatoires peut être faite devant le jury; si celui-ci estime qu'elles sont conformes à la vérité et qu'elles ont été publiées pour des motifs légitimes et à des fins justifiables, l'accusé sera acquitté.

§ 23. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage privé, avec ou sans indemnité, sans le consentement du propriétaire, sauf pour établir, de la manière prescrite par la loi, des passages indispensables ou des canaux de drainage et des fossés sur les terrains d'autrui pour les besoins de la culture, de l'exploitation des mines ou de la salubrité.

§ 24. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage public sans une juste indemnité. Cette indemnité sera fixée sans tenir compte d'aucun bénéfice pouvant résulter des améliorations envisagées, et par un bureau de commissaires composé d'au moins trois propriétaires, de la manière prévue par la loi. Les commissaires ne seront pas désignés par un juge ou tribunal quelconque sans qu'un préavis raisonnable ait été donné à tous les intéressés. Les commissaires seront choisis sur les listes régulières de jury, préparées et fixées conformément aux règles établies par la législature. Toute personne qui subit un dommage a le droit de faire appel sans déposer caution et d'obtenir un jugement par jury devant un tribunal *of record*. Tant que l'indemnité n'aura pas été versée au propriétaire, la propriété ne pourra subir aucune atteinte et le propriétaire ne pourra être privé de ses droits. Lorsqu'un bien est exproprié pour cause d'utilité publique, le propriétaire a le droit de recevoir immédiatement l'indemnité allouée sans préjudice du droit des deux parties de poursuivre la procédure pour obtenir une décision de justice sur le montant suffisant ou non de ladite indemnité. La nue

propriété des terres prises sans le consentement du propriétaire par les entreprises de transports publics pour exercer le droit de passage est conservée par le propriétaire sous réserve seulement de l'usage auquel elles sont affectées. Dans tous les cas d'expropriation de biens privés pour un usage public ou privé, la détermination du caractère de l'usage constituera une question judiciaire.

§ 25. — La définition du délit d'offense aux tribunaux sera fixée par la législature qui déterminera la procédure et les peines applicables en la matière. Toute personne accusée de violation ou de désobéissance relativement à une ordonnance d'injonction ou d'interdiction rendue par un tribunal ou juge de l'Etat, a le droit, lorsque les faits ne se sont pas produits à l'audience ou en présence du tribunal ou du juge siégeant en cette qualité et avant qu'une pénalité ou peine lui soit infligée, d'être jugée par un jury qui déterminera sa culpabilité ou son innocence. Il ne peut être imposé de pénalité ou prononcé de peine pour offense aux tribunaux tant que l'intéressé n'a pas eu l'occasion de se faire entendre.

§ 26. — Le droit de tout citoyen de détenir et de porter des armes pour défendre sa demeure, sa personne ou sa propriété ou pour aider le pouvoir civil, lorsqu'il en est légalement requis ne pourra jamais être supprimé. Mais cette disposition ne pourra être interprétée comme empêchant la législature de réglementer le port des armes.

§ 27. — Aucune personne ayant connaissance de faits ou possédant des preuves tendant à établir la culpabilité d'une autre personne ou d'une corporation accusée d'une infraction contre les lois de l'Etat, ne pourra être dispensée de témoigner ou de produire des preuves lorsqu'elle en sera légalement requise, sous le prétexte que son témoignage pourrait être retenu contre elle en vertu des lois du présent Etat. Nul ne peut être poursuivi ou frappé d'aucune pénalité ou confiscation à raison d'une transaction, affaire ou question au sujet de laquelle il est ainsi appelé à témoigner ou à produire des preuves.

§ 28. — Les archives, livres et dossiers de toute corporation sont à tous moments soumis aux pleins pouvoirs d'examen et d'enquête de l'Etat, nonobstant les immunités et privilèges garantis par la présente Déclaration des droits aux personnes, habitants et citoyens de cet Etat.

§ 29. — Nul ne peut être déporté hors de l'Etat pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat, ni déporté hors de l'Etat pour un motif quelconque, sans son consentement, si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*). Toutefois, rien

dans les présentes dispositions ne fera obstacle à l'application des lois d'extradition ou au transfert dans d'autres Etats à fin d'incarcération de personnes condamnées pour crime.

§ 30. — Le droit des individus à être garantis dans leur personne, leurs demeures, leurs papiers et leurs biens contre toute perquisition ou saisie abusive est inviolable. Il ne peut être délivré de mandat que pour un motif d'un bien-fondé probable confirmé par serment ou affirmation et que si le mandat décrit d'une manière aussi précise que possible le lieu qui doit être soumis à perquisition, la personne à arrêter ou les choses à saisir.

§ 31. — Le droit de se charger d'une tâche ou d'une affaire quelconque dans l'intérêt public ne pourra être refusé ni retiré à l'Etat. Toutefois, l'Etat ne devra s'occuper d'agriculture qu'en vue de fins éducatives ou scientifiques et pour l'entretien de ses établissements pénitentiaires, charitables et d'éducation.

§ 32. — Les droits perpétuels et les monopoles sont contraires à l'esprit d'un Gouvernement libre et ne peuvent être autorisés. Le droit de primogéniture et les substitutions ne pourront jamais être reconnus dans cet Etat.

§ 33. — L'énumération de certains droits dans la présente constitution ne peut être interprétée de façon à dénier, affaiblir ou limiter d'autres droits réservés par le peuple.

ARTICLE XXIII

DISPOSITIONS DIVERSES

§ 1. — La journée de travail est de huit heures dans tous les cas où l'employeur est l'Etat, un comté ou une municipalité, ou lorsque le travail est accompli pour le compte de l'un ou l'une d'entre eux.

§ 2. — La cession par contrat de la main-d'œuvre pénitentiaire est prohibée.

§ 3. — L'emploi d'enfants de moins de quinze ans, dans toute occupation dangereuse pour les mœurs, la santé ou la vie est interdit.

§ 4. — Les garçons de moins de seize ans, les femmes et jeunes filles ne peuvent être employés au travail sous terre dans les exploitations minières. Sauf dans les circonstances exceptionnelles, la journée de travail sous terre sera de huit heures dans toutes les mines de cet Etat.

§ 5. — La législature édictera les lois nécessaires à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs des usines, des mines et des chemins de fer.

§ 11. — Lorsque les termes "de couleur", "race de couleur", "nègre" ou "race nègre" sont employés dans la présente constitution et dans les lois de cet Etat, ils seront interprétés comme désignant toute personne d'ascendance

africaine. Le terme "race blanche" désigne toutes les autres personnes.

ARTICLE XXV SECURITE SOCIALE

§ 1. — En vue d'accroître le bien-être général des citoyens de l'Etat d'Oklahoma et pour leur protection, leur sécurité et leur avantage, la législature et le peuple, par voie de proposition par pétition, sont, par le présent texte, autorisés à prendre toutes les mesures législatives appropriées pour secourir les vieillards indigents incapables de subvenir à leurs besoins, ainsi que toutes autres personnes indigentes qui, en raison de leur jeune âge, de leurs infirmités physiques, de leur invalidité, ou pour toute autre raison, ne peuvent subvenir à leurs besoins. Toutefois, la législature ou le peuple, par voie de proposition par pétition, sont autorisés à prendre les mesures législatives appor-

priées pour secourir les personnes âgées ou indigentes, en coopérant à tout programme établi par le Gouvernement fédéral et prévoyant la participation des Etats.

La perception de taxes, autres que des taxes *ad valorem*, nécessaires à l'application de la législation édictée en vertu des présentes dispositions, est autorisée.

§ 2-4. — (Ces alinéas contiennent des dispositions d'organisation administrative relatives à l'établissement d'un Ministère du Bien-être public, de la Commission du bien-être public de l'Etat d'Oklahoma et d'un directeur du Bien-être public.)

§ 5. — Toute disposition législative édictée en vertu des pouvoirs ici conférés et adoptée à la même époque que le présent amendement, aura même valeur et effet que si elle avait été proposée et adoptée postérieurement à l'adoption de cet amendement.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'OREGON DE 1859¹

ARTICLE I DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Nous déclarons que tous les hommes, quand ils forment un contrat social, sont égaux en droit; que tout pouvoir est inhérent au peuple et que tous les Gouvernements libres sont fondés sur son autorité et institués pour sa paix, sa sécurité et son bonheur et que le peuple a, à tout moment, le droit de changer, de réformer ou d'abolir le Gouvernement comme il jugera convenable.

Sect. 2. — Le droit naturel d'adorer Dieu Tout-Puissant suivant les prescriptions de leur conscience sera garanti à tous les hommes.

Sect. 3. — Une loi ne pourra, en aucun cas, contrôler le libre exercice des opinions religieuses, ou intervenir dans les droits de la conscience.

Sect. 4. — Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à aucun mandat ou emploi public.

Sect. 5. — Les deniers publics ne pourront jamais être employés au profit d'aucune institution religieuse ou théologique et aucun crédit destiné au paiement de services religieux ne pourra être approuvé par l'une ou l'autre chambre de l'Assemblée législative.

Sect. 6. — Nul ne sera frappé d'une incapacité d'être témoin ou juré en raison de ses opinions en matière religieuses et il ne pourra lui être posé, relativement à ses croyances religieuses, aucune question tendant à affecter le poids de son témoignage.

Sect. 7. — Les serments ou affirmations solennelles seront prêtés de la manière la plus conforme aux convictions et la plus impérative pour la conscience de celui à qui le serment ou l'affirmation est demandé.

Sect. 8. — Il ne sera fait aucune loi qui restreigne le droit d'exprimer librement des opinions et de parler, écrire ou imprimer librement sur tout sujet, quel qu'il soit; mais toute personne répondra de l'abus qu'elle ferait de ce droit.

Sect. 9. — Aucune loi ne pourra violer le droit des individus d'être garantis dans leurs personnes, leurs habitations, leurs papiers et leurs biens contre des perquisitions ou des saisies déraisonnables. Aucun mandat ne pourra être décerné que pour une cause probable, appuyée par serment ou affirmation, et décrivant de façon précise le lieu soumis à perquisition et les personnes à arrêter ou les choses à saisir.

Sect. 10. — Aucun tribunal ne sera secret; la justice sera rendue publiquement et gratuitement, complètement et sans délai et chaque homme aura un recours suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*) contre le préjudice à lui causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation.

Sect. 11. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé aura le droit d'être jugé publiquement par un jury impartial dans le comté dans lequel l'infraction aura été commise; d'être entendu en personne ou par l'intermédiaire de son conseil; de demander la nature et la cause de l'accusation portée contre lui et d'en obtenir copie et d'être confronté avec les témoins en personne et de disposer de la contrainte pour obtenir la com-

¹ Texte anglais dans: *Constitution of Oregon*, Salem, Oregon (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

parution des témoins à décharge. Toutefois, tout accusé, dans toute affaire qui ne porte pas sur une accusation capitale, peut, avec le consentement du juge qui préside le tribunal, renoncer à être jugé par jury et consentir à être jugé par le tribunal seul; cette renonciation doit être faite par écrit. Devant la cour de circuit, dix membres du jury peuvent rendre un verdict de culpabilité ou de non-culpabilité, mais un verdict de culpabilité de meurtre du premier degré ne peut être rendu qu'à l'unanimité. Les lois et les dispositions constitutionnelles existantes relatives aux poursuites criminelles s'appliqueront à toutes les poursuites pour crime commis avant l'entrée en vigueur du présent amendement.

Sect. 12. — Nul ne sera en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction et ne sera contraint au cours d'une poursuite criminelle à témoigner contre lui-même.

Sect. 13. — Aucune personne arrêtée ou emprisonnée ne sera traitée avec une rigueur inutile.

Sect. 14. — La mise en liberté sous caution est de droit pour les infractions autres que le meurtre et la trahison, sur remise de sûretés suffisantes. La mise en liberté sous caution ne pourra pas intervenir en cas de meurtre ou de trahison quand la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sect. 15. — Les lois pour la punition du crime seront basées sur les principes de la réformation des coupables et non pas sur ceux de la vengeance.

Sect. 16. — Il ne sera pas exigé de caution excessive ni imposé d'amendes exorbitantes; il ne sera pas infligé de punitions cruelles et inusitées et toutes les pénalités seront proportionnées à l'infraction. Dans toutes les causes criminelles quelles qu'elles soient, le jury aura le droit de statuer en droit et en fait après avoir reçu les explications de la cour, et aura le droit de procéder à un nouveau jugement, comme dans les causes civiles.

Sect. 17. — Dans aucune cause civile, il ne sera porté atteinte au droit d'être jugé par un jury.

Sect. 18. — La propriété privée ne sera pas prise pour cause d'utilité publique et les services particuliers d'un homme ne seront pas requis sans une juste indemnité et, sauf dans le cas de l'Etat, sans que cette indemnité ait été préalablement fixée et payée. L'usage de toutes les routes, voies et voies d'eau nécessaires pour faciliter le transport des produits bruts des mines, fermes, forêts ou des eaux aux fins d'utilisation profitable ou de drainage est nécessaire à la mise en valeur et à la prospérité de l'Etat et est déclaré d'utilité publique.

Sect. 19. — Il n'y aura pas d'emprisonnement pour dettes sauf dans le cas de fraude ou de fuite du débiteur.

Sect. 20. — Aucune loi ne sera passée qui accorde à aucun citoyen ou à aucune classe de citoyens des privilèges ou immunités qui ne pourraient pas appartenir, dans les mêmes conditions, à tous les citoyens.

Sect. 21. — Il ne pourra être fait de lois *ex post facto*, ni de lois affaiblissant les obligations résultant des contrats et aucune loi ne sera jamais passée dont l'entrée en vigueur dépendrait de la décision d'une autorité, excepté de la façon prévue dans la présente constitution. Les lois fixant l'emplacement de la capitale de l'Etat, les sièges des comtés et présentant les actes constitutifs de municipalités et de corporations et les autres lois locales et spéciales n'entreront en vigueur que sur un vote conforme des électeurs intéressés.

Sect. 22. — L'application des lois ne sera jamais suspendue, sinon par autorité de l'Assemblée législative.

Sect. 23. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu sauf en cas de révolte ou d'invasion si la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 24. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à faire la guerre contre lui ou à adhérer au parti de ses ennemis en leur prêtant aide ou assistance. Nul ne sera convaincu de trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 25. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour la famille du coupable ni la confiscation du patrimoine.

Sect. 26. — Il ne pourra être fait de loi empêchant les habitants de l'Etat de s'assembler d'une façon paisible pour délibérer sur le bien commun, donner des instructions à leurs représentants ou s'adresser à la législature en vue du redressement des torts.

Sect. 27. — Le peuple aura le droit de porter des armes pour sa défense et celle de l'Etat. L'autorité militaire sera strictement subordonnée au pouvoir civil.

Sect. 28. — Aucun militaire ne sera logé en temps de paix dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 29. — Il ne sera pas fait de lois accordant des titres de noblesse ou conférant des distinctions héréditaires.

Sect. 30. — Il ne sera pas fait de loi interdisant l'émigration hors de l'Etat.

Sect. 31. — Les étrangers de race blanche qui sont résidents du présent Etat ou qui sont

susceptibles de le devenir ultérieurement jouiront des mêmes droits, relativement à la possession, à la jouissance et à l'acquisition des biens par héritage, que les citoyens de naissance. L'Assemblée législative aura le pouvoir de limiter et de réglementer l'immigration dans le présent Etat des personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour devenir des citoyens des Etats-Unis.

Sect. 32. — Aucun impôt ou droit ne sera établi sans le consentement du peuple ou de ses représentants à l'Assemblée législative. Toute taxation devra être uniforme pour une même classe de contribuables dans la circonscription territoriale de l'autorité qui perçoit l'impôt.

Sect. 33. — La présente énumération de droits et de privilèges ne sera pas interprétée de façon à restreindre ou à dénier d'autres droits retenus par le peuple.

Sect. 34. — Il n'y aura ni esclavage ni servitude involontaire dans cet Etat, autrement que comme punition de crimes dont l'auteur aura été dûment déclaré coupable.

Sect. 35. — Rapportée.

Sect. 36. — Raportée.

Sect. 36a). — Rapportée.

Sect. 37. — La peine pour meurtre du premier degré sera la mort, sauf lorsque le jury de jugement recommandera dans son verdict l'emprisonnement à vie, auquel cas la peine sera l'emprisonnement à vie.

Sect. 38. — Toutes les dispositions des lois de l'Oregon abrogées et rapportées comme contraires à la section 36, laquelle est rapportée par la présente section, sont remises en vigueur et recevront plein effet à partir de l'adoption du présent amendement constitutionnel sous réserve de modification par l'Assemblée législative.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE PENNSYLVANIE DE 1874¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Afin que les grands principes généraux et fondamentaux de liberté et de libre gouvernement soient reconnus et irrévocablement consacrés, nous déclarons :

Sect. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants et possèdent certains droits naturels et imprescriptibles, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre, d'acquérir, de posséder, de protéger leurs biens et leur réputation et de rechercher leur bonheur personnel.

Sect. 2. — La source de tout pouvoir est dans le peuple. Tous les Gouvernements libres sont fondés sur l'autorité du peuple et institués en vue de lui assurer la paix, la sécurité et le bonheur. Le peuple a à tout moment, pour la réalisation de ces fins, un droit inaliénable et imprescriptible à modifier, réformer ou abolir son Gouvernement comme il le juge bon.

Sect. 3. — Tous les hommes ont un droit naturel et imprescriptible à adorer le Tout-Puissant selon ce que leur dicte leur conscience; nul ne peut être juridiquement contraint de fréquenter, de fonder ou d'entretenir un édifice cultuel, ni de contribuer, contre son gré, à l'entretien d'un ministre; nulle autorité humaine ne peut, en aucun cas, gouverner les droits de la conscience ni s'y ingérer et une préférence ne pourra jamais être donnée par

la loi à un établissement religieux ou à un culte.

Sect. 4. — Nul, s'il reconnaît l'existence d'un Dieu et un monde futur de récompenses et de punitions, ne sera déclaré incapable, en raison de ses opinions religieuses, d'exercer aucune fonction rémunérée ou de confiance relevant de cet Etat.

Sect. 5. — Les élections seront libres et égales; nulle autorité, civile ou militaire, ne pourra à aucun moment intervenir pour empêcher le libre exercice du droit de suffrage.

Sect. 6. — Le jugement par jury continuera d'exister comme antérieurement et le droit à ce mode de jugement demeurera inviolable.

Sect. 7. — Quiconque entreprend d'examiner les débats et travaux de la législature ou de n'importe quel organe du Gouvernement pourra librement user de l'imprimerie, sans qu'aucune loi puisse jamais limiter ce droit. La libre communication des pensées ou des opinions est l'un des droits inestimables de l'homme et tout citoyen peut librement parler, écrire et imprimer sur toute question, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Il ne pourra être prononcé de condamnation sur aucune poursuite pour publication d'écrits sur la conduite, dans leurs fonctions, de fonctionnaires publics ou d'hommes investis d'un mandat public, ou sur toute matière prêtant à investigation ou information de caractère public, s'il est établi, à la satisfaction du jury, que cette publication n'a pas été faite dans l'intention de nuire ou à la légère. Dans toute poursuite pour diffamation le jury aura le pouvoir de statuer en fait et en droit, sous la direction de la cour, comme en toute autre matière.

Tout homme a le droit d'être, pour sa personne, sa maison, ses papiers et ses possessions,

¹ Texte anglais dans : *Declaration of Independence, Constitution of the United States, Constitution of Pennsylvania*, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

à l'abri de toutes recherches et de toutes saisies injustifiées.

Sect. 8. — Les individus doivent être protégés dans leur personne, leur domicile, leurs papiers et leurs biens contre les perquisitions et les saisies injustifiées; tout mandat à l'effet de perquisitionner en un lieu quelconque ou d'arrêter une personne ou de saisir des objets, doit en contenir une désignation et description spéciales, et reposer sur un motif plausible, appuyé par une affirmation ou un serment souscrit par le plaignant.

Sect. 9. — Dans toutes poursuites criminelles, l'accusé a le droit d'être entendu en personne et par son conseil; de demander la cause et la nature de l'accusation dirigée contre lui; d'être confronté aux témoins et, dans les poursuites sur accusation ou dénonciation, à être jugé publiquement et promptement par un jury impartial du voisinage; il ne peut être contraint à témoigner contre lui-même, ni privé de la vie, de la liberté ou de ses biens que par un jugement de ses pairs, ou en vertu des lois du pays (*law of the land*).

Sect. 10. — Nul ne peut faire l'objet de poursuites criminelles par acte de poursuites du ministère public, pour une infraction figurant parmi celles qui doivent être obligatoirement soumises au jury des mises en accusation, sauf dans les affaires qui surgissent dans l'armée, la marine ou la milice, en période de service actif, en temps de guerre ou de danger public, ou, si le tribunal le permet, dans les affaires portant sur un abus de pouvoir ou un délit (*misdemeanor*) commis dans l'exercice d'une fonction. Nul ne peut être deux fois l'objet de poursuites criminelles pour une même infraction; la propriété privée ne peut être prise ou affectée à l'usage public en dehors des cas prévus par la loi et sans le versement ou la garantie préalable d'une juste indemnité.

Sect. 11. — Tous les tribunaux devront être publics et tout individu devra pouvoir, suivant une procédure légale, obtenir réparation des préjudices qui lui auront été causés dans ses terres, ses biens, sa personne ou son honneur et le droit et la justice seront rendus gratuitement sans déni de justice ni retard. Le *Commonwealth* pourra être actionné devant les tribunaux, dans les cas et de la manière que fixera la loi.

Sect. 12. — Le pouvoir de suspendre les lois ne peut être exercé que par la législature ou sous son autorité.

Sect. 13. — Il ne doit pas être exigé de cautions ni imposé d'amendes excessives, ni infligé de châtimens cruels.

Sect. 14. — Tout détenu peut être mis en liberté sous cautionnement s'il fournit des garanties suffisantes, sauf en cas de crime

capital si la preuve est certaine ou si les présomptions sont graves. Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu à moins qu'en cas de rébellion ou d'invasion la sûreté publique n'exige cette suspension.

Sect. 15. — Il ne pourra être délivré de mandat d'instruction et de jugement (*oyer and terminer*) ni de mandat aux fins de faire passer en jugement les détenus d'une prison (*jail delivery*).

Sect. 16. — Les débiteurs ne pourront être maintenus en prison après avoir fait abandon de leur patrimoine au profit de leurs créanciers de la façon que la loi prescrira, à moins que n'existe contre eux une forte présomption de fraude.

Sect. 17. — Il ne peut être fait de lois *ex post facto*, ni de lois qui portent atteinte au caractère obligatoire des contrats ou qui rendent irrévocable une concession d'immunités ou de privilèges spéciaux.

Sect. 18. — Nul ne peut, par voie législative, être déclaré coupable de trahison ou de crime constituant *felony* et frappé de mort civile.

Sect. 19. — La mort civile (*attainder*) ne pourra pas entraîner de déchéances pour la famille du coupable (*corruption of blood*) ni, sauf durant sa vie, la confiscation de sa fortune au profit de la République. Les biens des personnes qui se seront donné la mort seront dévolus comme au cas de mort naturelle, et si une personne est tuée par accident, il n'y aura pas de confiscation pour raison de cet accident.

Sect. 20. — Les citoyens ont le droit de s'assembler paisiblement pour leur bien commun, et de demander à ceux qui sont investis de l'autorité publique le redressement d'un tort ou toute autre mesure utile par voie de pétition, d'adresse ou de remontrance.

Sect. 21. — Le droit des citoyens de porter des armes pour leur défense ou celle de l'Etat ne pourra être contesté.

Sect. 22. — Il ne pourra être entretenu d'armée permanente en temps de paix sans le consentement de la législature et l'autorité militaire devra en tous cas et en tous temps rester sous la stricte dépendance de l'autorité civile.

Sect. 23. — Les soldats ne peuvent, en temps de paix, être logés dans une maison sans le consentement de son propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prescrite par la loi.

Sect. 24. — La législature ne peut accorder de titre de noblesse ou de distinction héréditaire, ni créer aucune fonction pour laquelle la nomination serait faite pour une durée plus longue que celle pendant laquelle son titulaire s'en montrera digne.

Sect. 25. — Il ne pourra être interdit d'émigrer de l'Etat.

Sect. 26. — Pour prévenir tout dépassement des grands pouvoirs que nous avons délégués

nous déclarons que tout ce qui est contenu dans le présent article est mis en dehors des pouvoirs généraux du Gouvernement et restera à jamais inviolable.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE RHODE ISLAND ET DES PLANTATIONS DE PROVIDENCE DE 1843¹

ARTICLE I

DECLARATION DE CERTAINS DROITS ET PRINCIPES CONSTITUTIONNELS

Afin d'assurer effectivement la liberté religieuse et politique établie par nos ancêtres vénérés et de la conserver pour nos descendants, nous déclarons que les droits et principes essentiels et incontestables énumérés ci-après devront être instaurés, maintenus et sauvegardés et qu'ils devront être respectés comme règle suprême dans tous les actes des départements législatif, judiciaire et exécutif.

Sect. 1. — Suivant les paroles mêmes du père de la patrie, nous déclarons que "notre système politique repose sur le droit du peuple d'établir et de modifier la constitution de son Gouvernement, mais que la constitution existant à un moment donné est obligatoire de façon sacrée pour tous, jusqu'à ce qu'elle ait été changée par un acte explicite et authentique du peuple entier".

Sect. 2. — Tous les Gouvernements libres sont institués pour la protection, la sûreté et le bonheur du peuple. En conséquence, toutes les lois doivent avoir pour but l'intérêt de la collectivité et les charges de l'Etat doivent être réparties équitablement parmi les citoyens.

Sect. 3. — Considérant que Dieu Tout-Puissant a créé libre l'esprit humain et que toute tentative pour agir sur lui par des contraintes ou châtiments temporels ou par des incapacités civiles tend à faire naître des habitudes d'hypocrisie et de bassesse; considérant qu'un des buts principaux de nos vénérables ancêtres en émigrant dans ce pays et en fondant cet Etat a été, ainsi qu'ils l'ont déclaré, d'offrir la preuve vivante que la vie et le maintien d'un Etat florissant sont parfaitement compatibles avec une entière liberté en matière religieuse, nous déclarons ce qui suit : nul ne pourra être obligé à faire partie d'aucune confession religieuse, à fréquenter aucun lieu de culte ou à subventionner aucun culte, édifice cultuel ou ministre quelconque, si ce n'est en exécution d'un engagement volontaire. Nul ne pourra subir aucune contrainte, restriction, dommage ou charge dans sa personne ou ses biens, ni être déclaré incapable d'occuper une fonction ni subir au-

cun autre préjudice en raison de ses croyances religieuses. Chacun sera libre d'adorer Dieu suivant les prescriptions de sa propre conscience, et d'affirmer et de défendre son opinion en matière religieuse et l'exercice de cette liberté ne pourra diminuer, augmenter ou modifier en aucune façon sa capacité civile.

Sect. 4. — L'esclavage est interdit dans cet Etat.

Sect. 5. — Sur le territoire de cet Etat, toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, sa propriété ou sa réputation, doit pouvoir disposer d'une action en vertu des lois. Le droit et la justice seront rendus sans entraves et sans paiements, complètement et sans déni de justice, promptement et sans retard, conformément aux lois.

Sect. 6. — Le droit des citoyens d'être garantis dans leur personne, leurs papiers et leurs possessions, contre toute perquisition ou saisie abusive est inviolable. Un mandat ne peut être délivré que sur plainte écrite, fondée sur un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par serment ou affirmation, et doit contenir la description aussi exacte que possible du lieu soumis à perquisition, de la personne à arrêter ou des choses à saisir.

Sect. 7. — Nul ne peut être tenu de répondre d'un crime capital ou de tout autre crime infamant si ce n'est sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation, rendu d'office (*presentment*) ou à la requête du ministère public (*indictment*), sauf dans les cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*), d'infractions relevant de la compétence du juge de paix, ou dans les affaires concernant les armées de terre et de mer, ou la milice, lorsque les faits se sont produits en service actif, en temps de guerre ou de péril public. Après acquittement, nul ne peut être à nouveau traduit en justice pour la même infraction.

Sect. 8. — Il ne peut être exigé de caution excessive ni imposé d'amendes trop élevées ou de peines cruelles et toute peine doit être proportionnée à la gravité de l'infraction.

Sect. 9. — Toute personne emprisonnée devra être mise en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse d'infractions passibles de la peine de mort ou de la détention perpétuelle, lorsque la preuve de la culpabilité est évidente ou que les présomptions sont graves. Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne sera pas suspen-

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Rhode Island and Providence Plantations*, Providence, 1944. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

du, à moins que, en cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique n'exige cette suspension, et en aucun cas sans l'autorisation de l'Assemblée générale.

Sect. 10. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a droit à un jugement rapide et public par un jury impartial; il a le droit d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'avoir un moyen de contrainte pour faire comparaître les témoins en sa faveur, d'être assisté d'un conseil pour sa défense et de présenter lui-même librement sa défense. Il ne pourra être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens si ce n'est en vertu d'un jugement de ses pairs ou conformément aux lois du pays (*law of the land*).

Sect. 11. — En l'absence d'une présomption grave de fraude, le débiteur ne peut être maintenu en état d'emprisonnement après qu'il a fait abandon de son patrimoine pour désintéresser ses créanciers, de la façon prescrite par la loi.

Sect. 12. — Il ne peut être fait de loi *ex post facto* ni de loi affaiblissant les obligations nées des contrats.

Sect. 13. — Devant un tribunal de *common law*, nul ne peut être contraint de témoigner contre lui-même.

Sect. 14. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable conformément à la loi, toute mesure de sévérité qui n'est pas nécessaire pour s'assurer de la personne d'un accusé est interdite.

Sect. 15. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable.

Sect. 16. — La propriété privée ne pourra être prise pour des usages publics sans une juste indemnité.

Sect. 17. — Le peuple conserve la jouissance et le libre exercice de tous les droits de pêche et privilèges des riverains dont il était investi jusqu'à ce jour en vertu de la charte et des usages de cet Etat. Mais la présente Déclaration ne vise ni à concéder de nouveaux droits ni à déroger aux droits existants.

Sect. 18. — Le pouvoir militaire est strictement subordonné au pouvoir civil. La loi martiale ne pourra être proclamée et appliquée en dehors des cas de nécessité.

Sect. 19. — En temps de paix, aucun soldat ne peut être logé dans une maison quelconque sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prescrite par la loi.

Sect. 20. — La liberté de la presse étant essentielle à la sauvegarde de la liberté dans un Etat, toute personne peut publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans tout procès civil ou pénal pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des allégations constituera une défense suffisante pour l'auteur de la publication, à moins qu'il n'ait agi avec l'intention de nuire.

Sect. 21. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de s'adresser, par voie de pétition, adresse ou remontrance, aux autorités investies des pouvoirs de gouvernement, en vue du redressement des torts ou pour d'autres fins.

Sect. 22. — Il ne sera pas porté atteinte au droit des citoyens de détenir et de porter des armes.

Sect. 23. — L'énumération des droits ci-dessus énoncés ne sera pas interprétée de manière à restreindre ou dénier ou supprimer d'autres droits retenus par le peuple.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE TENNESSEE DE 1870¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tout pouvoir est inhérent au peuple. Tous les Gouvernements libres sont fondés sur l'autorité du peuple et institués pour sauvegarder la paix, la sécurité et le bonheur du peuple. A ces fins, les citoyens ont, en tout temps, le droit inaliénable et imprescriptible de modifier, de réformer ou d'abolir le Gouvernement de la façon qu'ils jugent convenable.

¹ Texte anglais dans : *Tennessee Blue Book*, 1945-1946, Nashville, Tenn., 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sect. 2. — Le Gouvernement étant institué pour le bien public, la doctrine de la non-résistance à un pouvoir arbitraire et à l'oppression est absurde, servile et tend à détruire le bien et le bonheur de l'humanité.

Sect. 3. — Tous les hommes ont le droit naturel et imprescriptible d'adorer Dieu Tout-Puissant selon les prescriptions de leur propre conscience. Nul ne sera contraint, s'il n'y consent pas, à fréquenter aucun lieu de culte ni à contribuer à la construction ou à l'entretien d'un édifice religieux ou à l'entretien d'un ministre du culte. Aucune autorité humaine ne peut, en aucun cas, régenter les droits de la conscience ou s'immiscer dans leur exercice. La

loi ne peut accorder de préférence à aucun établissement religieux ni à aucune forme de religion ou de culte.

Sect. 4. — Il ne sera exigé aucune déclaration d'opinion politique ou de croyance religieuse autre que le serment de respecter la constitution des Etats-Unis et celle de cet Etat, comme condition d'admissibilité à une fonction ou mandat public relevant de cet Etat.

Sect. 5. — Les élections sont libres et égales pour tous et le droit de suffrage, tel qu'il est proclamé ci-après, ne peut être refusé à quiconque y a droit, sauf sur condamnation par jury pour un crime infamant préalablement constaté et prononcé par la loi et après décision afférente du tribunal compétent.

Sect. 6. — Le droit au jugement par un jury est inviolable et aucune déclaration d'opinion politique ou de croyance religieuse ne peut être exigée des jurés.

Sect. 7. — Les citoyens sont garantis quant à leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre toutes perquisitions ou saisies abusives. Des mandats généraux indéterminés, prescrivant à un fonctionnaire de perquisitionner en des lieux suspects sans que la preuve soit faite de l'acte prétendu commis, ou d'arrêter une personne ou des personnes non dénommées, et dont l'infraction ne serait pas décrite de façon précise et appuyée de preuves, constituent un danger pour la liberté et ne pourront être décernés.

Sect. 8. — Nul ne peut être arrêté ou emprisonné, ou dépouillé de ses biens, libertés et privilèges, ni mis hors de la protection de la loi ou exilé, ni privé de la vie, de la liberté ou de ses biens, d'une manière quelconque, que par le jugement de ses pairs ou en vertu des lois du pays (*law of the land*).

Sect. 9. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit d'être entendu en personne ou par l'intermédiaire de son conseil, d'exiger de connaître la nature et la cause de l'accusation portée contre lui, de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge et d'avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur. Dans toute poursuite introduite par un verdict de mise en accusation rendu par un *grand jury*, à la requête du ministère public (*indictment*) ou d'office (*presentment*), l'accusé a le droit d'être jugé publiquement et promptement par un jury impartial du comté où le crime a été commis. Nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même.

Sect. 10. — Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

Sect. 11. — Les lois faites pour la punition

d'actes commis antérieurement à leur publication, et qui ne sont déclarés criminels que par elles, sont contraires aux principes d'un Gouvernement libre; en conséquence, il ne pourra être fait aucune loi *ex post facto*.

Sect. 12. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour la famille du coupable (*corruption of blood*) ou de confiscation du patrimoine. Le patrimoine des personnes qui se seront suicidées sera transmis selon les mêmes règles qu'en cas de mort naturelle. Si la mort d'une personne est la conséquence d'un accident, la confiscation de l'objet qui a provoqué l'accident ne peut être prononcée.

Sect. 13. — Les personnes arrêtées et incarcérées ne devront pas être traitées avec une rigueur inutile.

Sect. 14. — Nul ne peut être appelé à répondre d'une accusation criminelle, si ce n'est sur *presentment*, *indictment* ou accusation en crime d'Etat (*impeachment*).

Sect. 15. — Tout détenu peut être mis en liberté provisoire s'il fournit des sûretés suffisantes, à moins d'être accusé de crime capital lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins que, au cas de rébellion ou d'invasion, l'Assemblée nationale ne déclare que la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 16. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ou imposé d'amendes trop élevées ou infligé de peines cruelles ou inusitées.

Sect. 17. — Les tribunaux devront être publics. Toute personne en raison de tout dommage à elle causé dans ses terres, ses biens, sa personne ou sa réputation, aura un recours (*remedy*) selon une procédure régulière; et le droit et la justice seront rendus gratuitement, sans déni de justice ni retard. Des actions peuvent être intentées contre l'Etat de la façon et devant les tribunaux que la loi déterminera.

Sect. 18. — La législature ne peut édicter de lois autorisant l'emprisonnement pour dettes en matière civile.

Sect. 19. — La presse est librement ouverte à quiconque afin de discuter les débats de la législature ou les actes d'un département ou d'un fonctionnaire du Gouvernement. Aucune loi ne pourra jamais être faite pour limiter ce droit.

La libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits les plus précieux de l'homme et tout citoyen peut librement parler, écrire et imprimer ses opinions sur quelque sujet que ce soit, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans toute poursuite pour des publications relatives à la conduite officielle de tout fonctionnaire ou de toute personne investie d'un mandat public, ou quand la question

publiée concerne la chose publique, la vérité de ces publications peut être prouvée; et dans toutes les mises en accusation pour écrits diffamatoires (*libel*) le jury peut statuer en fait et en droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal, comme dans les autres affaires criminelles.

Sect. 20. — Il ne peut être fait de loi rétroactive ou affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 21. — Aucun service particulier ne peut être exigé d'une personne, ni aucune propriété être prise ou employée pour un usage public, sans le consentement des intéressés ou de leurs représentants, ou sans une juste indemnité.

Sect. 22. — Les clauses d'inaliénabilité et les monopoles sont contraires au génie d'un Etat libre et ne seront pas autorisées.

Sect. 23. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible, pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à leurs représentants, et pour s'adresser à ceux qui sont investis des pouvoirs de Gouvernement par voie d'adresse ou de remontrance, en vue du redressement des torts ou de tout autre objet.

Sect. 24. — Une milice disciplinée constitue la défense sûre et efficace d'un peuple libre; les armées permanentes en temps de paix, étant dangereuses pour la liberté, doivent être évitées autant que les circonstances et la sécurité de l'Etat le permettent; l'autorité militaire doit toujours être strictement subordonnée à l'autorité civile.

Sect. 25. — Nul citoyen de cet Etat, sauf ceux qui font partie de l'armée des Etats-Unis ou de la milice active, ne devra être soumis aux peines établies par la loi martiale ou militaire. La loi martiale, c'est-à-dire le pouvoir illimité reconnu aux fonctionnaires militaires ou autres de disposer de la personne, des libertés ou des biens des citoyens, est incompatible avec les principes de libre Gouvernement et n'appartient à aucune branche du Gouvernement de cet Etat.

Sect. 26. — Les citoyens de cet Etat ont le droit de détenir et de porter des armes pour leur défense commune. Toutefois, la législation peut, par une loi, réglementer le port des armes afin de prévenir les crimes.

Sect. 27. — En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison quelconque sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prescrite par la loi.

Sect. 28. — Nul citoyen de cet Etat ne pourra être contraint de porter les armes, sous la réserve qu'il paiera un équivalent à fixer par la loi.

Sect. 29. — Les citoyens de cet Etat ont, parmi leurs droits naturels, le droit à une égale participation à la libre navigation sur le Mississippi qui ne peut donc être concédé à aucun prince, potentat, puissance, individu ou individus quelconques.

Sect. 30. — Il ne pourra jamais être concédé ou conféré, dans cet Etat, d'émoluments, de privilèges ou d'honneurs héréditaires.

Sect. 31. — L'énumération suivante a pour objet de déterminer les frontières du présent Etat: en partant de la ligne de crête de la Montagne de pierre, à l'endroit où elle est coupée par la frontière de Virginie, sous la latitude de trente-six degrés et trente minutes nord; de là, le long de la plus haute ligne de crête de cette montagne, jusqu'au point où la rivière Vatauga la traverse; de là, le long d'une ligne directe jusqu'au sommet de la montagne Jaune, au point où celle-ci est coupée par la route de Bright; de là, le long de la crête de cette montagne entre les eaux de la rivière Doe et celles du ruisseau du Roc, jusqu'au point où la route traverse la Montagne de fer; de là, le long du sommet de cette montagne jusqu'au point où elle est traversée par la rivière Nolichucky; de là, le long du sommet du mont Chauve; et le long de la ligne de crête de la montagne jusqu'à la roche Peinte, sur la Grande Rivière française; de là, le long de la plus haute chaîne de la montagne jusqu'au point appelé: "le Grand Fer", ou "la Montagne des fumées"; de là, le long de la plus haute crête de la montagne, jusqu'au point appelé la Montagne Unicoi ou Unaka, entre les villes indiennes de Cowee et de Old Chota, et de là, le long de la crête principale de cette montagne, jusqu'à la frontière sud de l'Etat, telle qu'elle est décrite dans l'acte de cession de la Caroline du Nord aux Etats-Unis d'Amérique. Tous les territoires, terres et eaux sis à l'ouest de la ligne ainsi tracée et qui sont contenus dans les limites officielles de l'Etat de la Caroline du Nord, sont dans les limites et frontières du présent Etat. Le peuple a le droit d'y exercer une souveraineté exclusive et le droit à la terre pour autant qu'il est compatible avec la constitution des Etats-Unis, et tout en reconnaissant comme valides les articles de la Confédération, la Déclaration des droits et la constitution de la Caroline du Nord, l'acte de cession dudit Etat et l'ordonnance du Congrès pour le Gouvernement du territoire au nord-ouest de l'Ohio; pourvu toutefois qu'aucune disposition ici contenue ne soit étendue de manière à affecter le droit ou les droits des individus à une parcelle quelconque de territoire à eux reconnue par l'acte de cession précité; et pourvu également que les limites et la

juridiction de cet Etat s'étendent à toute autre terre ou territoire actuellement acquis ou qui pourra l'être par la suite par contrat ou accord avec d'autres Etats ou de toute autre manière, alors même que ces terres ou territoires ne seraient pas compris dans les limites ci-dessus définies.

Sect. 32. — Il devra être pourvu à l'édification de prisons sûres et confortables, à leur inspection et à ce que les détenus soient traités humainement.

Sect. 33. — L'esclavage et la servitude forcées, sauf comme sanction d'un crime pour lequel l'intéressé a été dûment condamné, sont à tout jamais interdits dans le présent Etat.

Sect. 34. — L'Assemblée générale ne pourra pas faire de loi reconnaissant le droit de propriété sur un homme.

ARTICLE IX

INCAPACITES

Sect. 2. — Quiconque nie l'existence de Dieu

ou d'un monde futur de récompenses et de châtements ne pourra exercer aucune fonction dans le Gouvernement civil de cet Etat.

ARTICLE XI

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 14. — Le mariage ou le concubinage entre des personnes de race blanche et les nègres, les mulâtres ou les métis, descendant d'un nègre jusqu'à la troisième génération inclusivement, sont interdits dans cet Etat. La législature assurera l'application de cette disposition par une législation appropriée.

Sect. 16. — La présente Déclaration des droits est une partie de la constitution de cet Etat et ne pourra jamais être violée sous quelque prétexte que ce soit. Et pour prévenir tout dépassement des grands pouvoirs que nous avons conférés, nous déclarons que tout ce qui est contenu dans cette Déclaration des droits est excepté des pouvoirs généraux du Gouvernement et restera à jamais inviolable.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE TEXAS DE 1876¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Pour consacrer et établir les grands principes généraux et essentiels de liberté et de libre Gouvernement, nous déclarons :

Sect. 1. — Le Texas est un Etat libre et indépendant, soumis seulement à la constitution des Etats-Unis. Le maintien de nos libres institutions et la perpétuité de l'Union dépendent de la préservation du droit de se gouverner pour les affaires locales, qui doit demeurer intact au profit de tous les Etats.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Tout Gouvernement libre est fondé sur l'autorité du peuple et est institué pour son bénéfice. Le peuple du Texas est irrévocablement tenu de conserver une forme républicaine de gouvernement, et, sous cette seule limitation, il a en tout temps le droit inaliénable de modifier, réformer ou abolir son Gouvernement de la façon qu'il estime convenable.

Sect. 3. — Tous les hommes libres, lorsqu'ils passent un contrat social, sont égaux en

droits et aucun individu, ou groupe d'individus, n'a droit à des émoluments ou à des privilèges publics spéciaux et exclusifs, si ce n'est en contrepartie de services publics.

Sect. 4. — Aucune déclaration de croyance religieuse ne sera jamais requise comme condition pour occuper un emploi ou être investi d'un mandat public dans cet Etat. Nul ne sera déclaré incapable d'occuper une fonction publique en raison de ses sentiments religieux, pourvu qu'il reconnaisse l'existence d'un Etre suprême.

Sect. 5. — Nul ne sera déclaré incapable de témoigner devant aucun des tribunaux de l'Etat en raison de ses opinions religieuses ou parce qu'il n'adhère à aucune croyance religieuse. Les prestations de serments ou les affirmations seront administrées de la manière qui constitue pour la conscience l'engagement le plus fort et rendront le témoin passible des peines et pénalités applicables au parjure.

Sect. 6. — Chacun a le droit naturel et imprescriptible de rendre à Dieu Tout-Puissant un culte conforme aux prescriptions de sa conscience. Nul ne peut être tenu contre sa volonté de fréquenter, ou d'entretenir un édifice cultuel quelconque ou d'entretenir un ministre du culte. Aucune autorité humaine ne peut, en aucun cas, régenter les droits de la conscience

¹ Texte anglais dans : *The Constitution of the State of Texas*, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

en matière de religion, ou s'y ingérer. La loi ne pourra jamais accorder un privilège quelconque à une société religieuse ou à un culte quelconque; toutefois, la législature aura le devoir de faire les lois nécessaires pour protéger également les diverses confessions religieuses dans la jouissance paisible de leur mode respectif de culte public.

Sect. 7. — Aucune somme d'argent provenant de la Trésorerie ne sera affectée ou employée pour le bénéfice d'aucune secte ou société religieuse ni d'aucune institution d'enseignement théologique ou religieux. Aucune propriété appartenant à l'Etat ne pourra jamais être employée à ces fins.

Sect. 8. — Tout citoyen peut librement parler, écrire ou publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Il ne pourra être fait aucune loi portant atteinte à la liberté de la parole ou de la presse. Dans les poursuites intentées pour publication d'écrits mettant en cause la conduite dans leurs fonctions de fonctionnaires ou de personnes occupant une situation publique, ou lorsque la publication est de nature à renseigner utilement le public, la preuve de la vérité des allégations publiées pourra être faite devant le jury. Dans toutes les mises en accusation (*indictments*) pour écrits diffamatoires, le jury est compétent, comme dans les autres procès, pour statuer en fait et en droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal.

Sect. 9. — Les citoyens doivent être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre toutes saisies ou perquisitions déraisonnables. Aucun mandat ne pourra être décerné que pour une cause d'un bien-fondé probable, confirmée par serment ou affirmation, et que s'il contient une description aussi précise que possible du lieu soumis à perquisition, des personnes à arrêter ou des choses à saisir.

Sect. 10. — Dans toutes les poursuites criminelles l'accusé sera jugé rapidement par un jury impartial. Il a le droit d'exiger d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui et d'en recevoir copie. Il ne peut être contraint à témoigner contre lui-même; il a le droit d'être entendu personnellement ou par l'intermédiaire de son conseil, ou de ces deux manières; il doit être confronté avec les témoins à charge et doit avoir un moyen de contrainte pour obtenir la comparution de témoins en sa faveur. Toutefois, si le témoin réside hors du territoire de l'Etat et si l'accusation porte sur une infraction aux lois de cet Etat contre les trusts (*anti-trust laws*) l'accusé et l'Etat ont le droit de produire et de faire admettre des témoignages recueillis par déposition, conformément aux règles et aux lois qui seront édictées par la législature. Nul

ne peut être tenu de répondre d'un crime si ce n'est sur verdict de mise en accusation (*indictment*) rendu par un *grand jury*, sauf dans les cas où la sanction est une peine d'amende ou de prison autre que l'emprisonnement dans le pénitencier, dans les cas d'accusation en crime d'Etat (*impeachment*) et dans les affaires qui surviennent dans l'armée, la marine ou la milice, si l'infraction a eu lieu en service actif en temps de guerre ou de péril public.

Sect. 11. — Tout détenu doit être mis en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf en cas de crime capital lorsque la preuve est évidente. Toutefois la présente disposition ne peut être interprétée comme faisant obstacle à la mise en liberté sous caution après un verdict de mise en accusation (*indictment*) prononcé sur examen des preuves, de la manière qui pourra être prescrite par la loi.

Sect. 12. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* est de droit strict et ne pourra jamais être suspendu. La législature édictera les lois nécessaires pour rendre cette garantie rapide et efficace.

Sect. 13. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peine cruelle ou inusitée. Tous les tribunaux devront être publics; toute personne, en raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses terres, ses biens ou sa réputation, aura une action (*remedy*) suivant une procédure régulière.

Sect. 14. — Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) dans sa liberté ou dans sa vie, deux fois pour la même cause, ni ne peut être traduit en justice deux fois pour la même infraction après qu'un verdict de non-culpabilité a été rendu dans une juridiction compétente.

Sect. 15. — Le droit à être jugé par un jury demeurera inviolable. La législature prendra les mesures nécessaires pour en réglementer l'exercice, en maintenir la pureté et l'efficacité. La législature peut cependant prendre les mesures nécessaires pour que les personnes atteintes de maladies mentales, non accusées d'une infraction pénale, puissent être mises en détention provisoire pour mise en observation ou traitement pour une période maxima de quatre-vingt-dix (90) jours, sur ordonnance du tribunal de comté, sans qu'il soit besoin de comparaître devant un jury. (*Sect. 15, art. 1, adoptée à l'élection du 24 août 1935.*)

Sect. 16. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto* ou rétroactive ou de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 17. — Les biens d'une personne ne

peuvent être saisis, endommagés, détruits pour l'usage public ou affectés à un usage public sans indemnité équitable, si son consentement n'a pas été obtenu. Lorsque l'expropriation n'a pas lieu au profit de l'Etat, l'indemnité doit être payée avant la prise de possession ou être garantie par un dépôt d'argent. Il ne peut être concédé de privilèges ou d'immunités particulières irrévocables ou immuables; et tous les privilèges et franchises accordés par la législature ou créés en vertu de ses pouvoirs demeureront soumis à son autorité.

Sect. 18. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes.

Sect. 19. — Aucun citoyen de cet Etat ne peut être privé de sa vie, de ses biens, de sa liberté, de ses privilèges ou immunités, ni être mis hors la loi, si ce n'est conformément à l'application régulière des lois du pays (*law of the land*).

Sect. 20. — Aucun citoyen ne peut être mis hors la loi. Aucune personne ne peut être déportée hors du territoire de l'Etat pour une infraction commise sur ce territoire.

Sect. 21. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*), ni de confiscation du patrimoine. Le patrimoine des personnes qui se donnent la mort sera transmis ou dévolu selon les mêmes règles qu'en cas de mort naturelle.

Sect. 22. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre au parti de ses ennemis, en leur donnant aide et assistance. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 23. — Tout citoyen a le droit de porter et de détenir des armes pour la défense légitime de sa personne et de l'Etat. Toutefois la législature a le pouvoir de réglementer par voie législative le port des armes, en vue d'empêcher les crimes.

Sect. 24. — L'autorité militaire est à tous moments subordonnée à l'autorité civile.

Sect. 25. — Aucun militaire ne peut, en temps de paix, être logé dans la maison d'un citoyen quelconque sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prévue par la loi.

Sect. 26. — Les clauses d'inaliénabilité perpétuelle et les monopoles sont contraires au génie d'un Gouvernement libre. Ils ne pourront jamais être autorisés sur le territoire de cet Etat, non plus que le droit d'ainesse ou les substitutions (*entailments*).

Sect. 27. — Les citoyens ont le droit de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de s'adresser aux personnes investies du pouvoir de gouvernement pour demander, par voie de pétition, adresse ou remontrance, le redressement des torts, ou pour tout autre objet.

Sect. 28. — Le pouvoir de suspendre les lois ne sera pas exercé dans cet Etat sinon par la législature.

Sect. 29. — Pour prévenir tout dépassement des grands pouvoirs que nous avons ici délégués, nous déclarons que tout ce qui est contenu dans cette Déclaration des droits est mis en dehors des pouvoirs généraux du gouvernement et restera à jamais inviolable, et que toutes les lois y contraires ou contraires aux dispositions qui suivent seront nulles.

CONSTITUTION DE L'ETAT D'UTAH DE 1896¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes ont le droit inhérent et inaliénable de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre; d'acquérir, posséder et protéger la propriété; d'exercer leur culte selon les prescriptions de leur conscience; de se réunir paisiblement; de présenter des protestations contre les injustices et des pétitions pour le redressement des torts et de communiquer librement leurs pensées et opinions, sauf à répondre de l'abus de ce droit.

Sect. 2. — Tout pouvoir politique réside dans le peuple. Tous les Gouvernements libres

sont fondés sur l'autorité du peuple pour la protection et le bénéfice égal de tous. Le peuple a le droit de modifier ou de réformer son Gouvernement, comme le bien public le requiert.

Sect. 3. — L'Etat d'Utah est une partie inséparable de l'Union fédérale, et la constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 4. — Il ne sera jamais porté atteinte aux droits de la conscience. L'Etat ne peut instituer une religion d'Etat ou interdire la libre pratique d'une religion. Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à aucune fonction ou emploi publics ou comme condition du droit de voter. Nul ne sera déclaré incapable d'être témoin ou juré en raison de ses croyances religieuses ou parce qu'il est incroyant. Il ne devra pas y avoir d'union entre les Eglises et l'Etat, et aucune Eglise ne devra dominer l'Etat ou

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Utah*, May 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

s'immiscer dans ses fonctions. Aucun fonds public, aucune propriété publique ne peut être affectée ou employée pour le bénéfice d'aucun culte, pratique ou enseignement religieux ou pour l'entretien d'un établissement ecclésiastique. Aucune condition de propriété ne sera jamais exigée pour voter ou occuper une fonction, si ce n'est en vertu de dispositions de la présente constitution.

Sect. 5. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu sauf en cas de rébellion ou d'invasion, quand la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 6. — Tout citoyen a le droit de porter des armes pour sa sécurité et sa défense, mais la législature peut par voie législative réglementer l'exercice de ce droit.

Sect. 7. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit.

Sect. 8. — Tout détenu peut être mis en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf le cas de crime capital lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves.

Sect. 9. — Il ne peut être exigé de caution excessive ni infligé d'amendes trop élevées ni de peines cruelles ou inusitées. Les personnes arrêtées ou emprisonnées ne doivent pas être soumises à des rigueurs inutiles.

Sect. 10. — Dans les procès pour crimes capitaux, le droit d'être jugé par un jury demeure inviolable. Dans les tribunaux à compétence ordinaire, sauf dans les procès pour crimes capitaux, le jury sera composé de huit jurés. Dans les tribunaux à compétence restreinte, le jury sera composé de quatre jurés. Dans les affaires criminelles, le verdict sera rendu à l'unanimité. Dans les procès civils, les trois quarts du jury pourront rendre un verdict. Dans les procès civils, il sera procédé sans jury en l'absence d'une demande expresse.

Sect. 11. — Tous les tribunaux devront être publics. Toute personne, en raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation, aura une action (*remedy*) suivant une procédure légale, et il sera statué sur cette action sans déni de justice ni retard injustifié. Nul ne peut être empêché d'ester en justice en qualité de demandeur ou de défendeur devant un tribunal quelconque de cet Etat, en personne ou par l'intermédiaire d'un conseil, dans tout procès civil auquel il est partie.

Sect. 12. — Dans les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne et par l'intermédiaire d'un conseil, d'exiger de connaître la nature et les motifs de l'accusation portée contre lui, de recevoir copie de l'acte d'accusation, de témoigner en sa faveur, d'être confronté avec

les témoins à charge, de disposer d'un moyen de contrainte pour obliger à comparaître les témoins en sa faveur, d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du comté ou du district dans lequel l'infraction est censée avoir été commise, et de faire appel dans toutes les affaires. Dans aucune instance, l'accusé ne peut être contraint, avant le jugement définitif, à avancer de l'argent ou à payer des taxes pour bénéficier des droits qui lui sont ici garantis. L'accusé ne peut être contraint à déposer contre lui-même. Une femme ne pourra pas être contrainte de témoigner contre son mari, ni un mari contre sa femme. Nul ne pourra être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

Sect. 13. — Les infractions qui jusqu'à présent devaient être poursuivies sur verdict de mise en accusation du *grand jury* (*indictment*) seront poursuivies sur acte de poursuite et d'accusation du ministère public (*information*), après interrogatoire et mandat de dépôt par un magistrat, à moins que l'accusé, avec le consentement de l'Etat, ne renonce à l'interrogatoire, ou sur verdict de mise en accusation (*indictment*) avec ou sans interrogatoire et mandat de dépôt. Le jury des mises en accusation (*grand jury*) sera composé de sept membres; l'accord de cinq d'entre eux sera nécessaire pour prononcer une mise en accusation. Aucun *grand jury* ne peut être constitué ou convoqué à moins que le juge du district n'estime que l'intérêt public l'exige.

Sect. 14. — Est inviolable le droit des individus d'être protégés dans leur personne, leur domicile, leurs papiers et leurs biens contre des perquisitions et des saisies injustifiées. Aucun mandat ne peut être décerné sans une cause d'un bien-fondé probable certifiée par serment ou affirmation. Tout mandat doit contenir la description précise du lieu soumis à perquisition, de la personne à arrêter ou de la chose à saisir.

Sect. 15. — Il ne sera pas fait de loi qui diminue ou limite la liberté de la parole ou la liberté de la presse. Dans toutes les poursuites pénales pour écrits diffamatoires (*libels*), la preuve des faits allégués peut être faite devant le jury et s'il appert que la déclaration prétendue diffamatoire est exacte et a été publiée pour des motifs légitimes et à des fins justifiables, le défendeur sera acquitté. Le jury aura le droit de statuer en droit et en fait.

Sect. 16. — L'emprisonnement pour dettes est interdit, sauf dans les cas où le débiteur a pris la fuite.

Sect. 17. — Toutes les élections sont libres et aucune autorité civile ou militaire ne doit, à aucun moment, intervenir pour mettre obstacle au libre exercice du droit de suffrage.

En temps de guerre, les soldats peuvent voter à leur poste, à l'intérieur ou en dehors de l'Etat, conformément aux règles qui seront établies par la loi.

Sect. 18. — Il ne peut être fait de loi prononçant une condamnation (*bill of attainder*), ni de loi *ex post facto*, ni de loi qui porte atteinte au caractère obligatoire des contrats.

Sect. 19. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis ou à leur prêter aide et assistance. Nul ne peut être condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent.

Sect. 20. — L'autorité militaire sera strictement subordonnée à l'autorité civile. En temps de paix, aucun soldat ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prévue par la loi.

Sect. 21. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans l'Etat sauf comme punition d'un crime dont l'auteur aura été dûment condamné.

Sect. 22. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage public sans une juste indemnité.

Sect. 23. — Il ne sera pas fait de lois concédant des droits ou accordant des privilèges ou immunités à titre irrévocable.

Sect. 24. — Toutes les lois d'une nature générale s'appliqueront de façon uniforme.

Sect. 25. — La présente énumération de droits ne sera pas interprétée comme supprimant ou portant atteinte aux autres droits retenus par le peuple.

Sect. 26. — Les dispositions de cette constitution sont impératives (*mandatory*) et prohibitives, à moins qu'il n'en soit déclaré autrement en termes exprès.

Sect. 27. — Un fréquent retour aux principes fondamentaux est essentiel pour la sécurité des droits individuels et la conservation d'un Gouvernement libre.

ARTICLE III ORDONNANCE

La présente ordonnance ne pourra être rapportée sans l'approbation des Etats-Unis et des citoyens de cet Etat.

La tolérance complète en matière d'opinions religieuses sera garantie. Aucun des habitants de cet Etat ne sera jamais inquiété dans sa personne ou dans ses biens en raison du culte qu'il pratique. Toutefois les mariages polygames ou multiples sont à tout jamais prohibés.

ARTICLE XII PERSONNES MORALES

Sect. 19. — Toute personne dans cet Etat

sera libre d'obtenir un emploi dans tous les cas où cela est possible. Tout individu et toute personne morale, ou tout représentant, serviteur ou employé d'une personne morale qui interviendra avec l'intention de nuire ou fera obstacle d'une manière quelconque à ce qu'une personne obtienne un emploi ou conserve un emploi déjà obtenu auprès de toute autre personne morale ou physique, sera coupable de crime. La législature édictera les lois nécessaires pour assurer l'application de la présente section.

ARTICLE XVI TRAVAIL

Sect. 1. — Les droits du travail seront équitablement protégés par des lois destinées à favoriser le développement industriel de l'Etat.

Sect. 2. — La législature édictera les lois nécessaires pour instituer un conseil du travail, de conciliation et d'arbitrage, qui représentera d'une manière équitable les intérêts du capital et du travail. Le conseil remplira les fonctions et recevra les émoluments que la loi précisera.

Sect. 3. — La législature devra interdire :

1. L'emploi des femmes ou des enfants de moins de quatorze ans dans les mines souterraines.

2. L'emploi sous contrat de la main-d'œuvre pénitentiaire.

3. Le travail des prisonniers hors des limites de la prison, sauf pour des travaux publics dépendant directement de l'Etat.

4. L'assujettissement politique et commercial des employés.

Sect. 4. — L'échange de listes noires entre compagnies de chemin de fer ou autres sociétés, associations ou personnes est interdit.

Sect. 6. — La journée de travail est de huit heures pour tous travaux ou entreprises dirigés ou subventionnés par l'Etat ou par les administrations des comtés ou des municipalités. La législature édictera les lois nécessaires aux fins de protéger la santé et la sécurité des employés dans les usines, les fonderies et les mines.

Sect. 7. — La législature prendra les mesures nécessaires pour assurer l'application des dispositions du présent article.

Sect. 8. — La législature peut, par des dispositions convenables, instituer un salaire minimum pour les femmes et les mineurs, et assurer le confort, la sécurité et le bien-être de tous les travailleurs. Aucune disposition de cette constitution ne peut être interprétée comme limitant le droit que possède la législature de conférer à toute commission existant actuellement ou qui serait créée ultérieurement les pouvoirs qu'elle jugera nécessaires pour mettre en application les dispositions de la présente section.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE VERMONT DE 1793¹

CHAPITRE I

DECLARATION DES DROITS DES
HABITANTS DE L'ETAT
DE VERMONT

Art. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants, et possèdent certains droits naturels, inhérents et inaliénables, au nombre desquels sont ceux de jouir de la vie et de la liberté, et de les défendre; d'acquiescer, posséder et protéger leurs biens et de rechercher et d'obtenir le bonheur et la sûreté. En conséquence, aucune personne née dans ce pays ou venue d'au delà des mers ne peut être tenue par la loi de servir aucune personne en qualité de serviteur, d'esclave ou d'apprenti, après avoir atteint l'âge de vingt et un ans, à moins qu'il ne se soit engagé de son propre consentement donné après être parvenu à cet âge, ou qu'il ne soit tenu, en vertu de la loi, au paiement de dettes, dommages, amendes, dépens ou obligations quelconques.

Art. 2. — La propriété privée doit être subordonnée à l'utilité publique quand la nécessité l'exige; mais si la propriété d'un individu est prise pour l'usage du public, le propriétaire doit recevoir une somme d'argent équivalente.

Art. 3. — Tous les hommes ont le droit naturel et imprescriptible d'adorer Dieu Tout-Puissant selon les prescriptions de leur conscience et de leur entendement, et comme ils estiment qu'il est prescrit par la parole de Dieu. Nul ne doit ou ne peut légitimement être contraint d'assister à un culte religieux, de construire un édifice cultuel ou d'en supporter les frais, ou d'entretenir un ministre du culte, contrairement aux prescriptions de sa conscience. Nul ne peut être légitimement privé de ses droits civils en tant que citoyen ou les voir restreindre, en raison de ses sentiments religieux ou de son mode particulier de culte religieux. Aucune autorité ne peut être conférée ou assumée par aucun pouvoir, quel qu'il soit, d'intervenir en aucun cas dans les droits de la conscience ou de les régenter dans le libre exercice du culte religieux. Néanmoins, toute secte ou confession chrétienne devra observer le sabbat ou le jour du Seigneur et pratiquer le mode de culte religieux qui lui paraîtra le plus conforme à la volonté révélée de Dieu.

Art. 4. — Toute personne, dans cet Etat, disposera, en vertu des lois, d'une action en justice (*remedy*) en raison de tout dommage ou tort à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation. Le droit et la justice lui seront rendus gratuitement et sans qu'elle soit contrainte de les acheter, complètement et sans délai, et conformément aux lois.

Art. 5. — Le peuple de cet Etat, par ses représentants légaux, a seul le droit inhérent et exclusif de gouverner et de réglementer la police intérieure de l'Etat.

Art. 6. — Tout pouvoir résidant originairement dans le peuple et en conséquence dérivant de lui, tous les fonctionnaires du Gouvernement, qu'ils exercent des fonctions législatives ou exécutives, sont ses mandataires et ses serviteurs et sont à tout moment légalement responsables devant lui.

Art. 7. — Le Gouvernement est, et doit être, institué pour le bénéfice, la protection et la sécurité commune du peuple, de la nation ou de la communauté et non pour le bénéfice ou l'avantage particuliers d'un seul homme, d'une seule famille ou d'un seul groupe ne constituant qu'une partie de la communauté et cette communauté a un droit certain, inaliénable et imprescriptible de réformer ou modifier son Gouvernement de la manière qu'elle estimera la plus conforme au bien public.

Art. 8. — Toutes les élections doivent être libres et exemptes de corruption, et tous les citoyens qui montrent un intérêt suffisant, évident et général pour la chose publique et ont de l'attachement pour elle, ont le droit d'élire les fonctionnaires et d'être élus à des fonctions conformément aux règles établies par la présente constitution.

Art. 9. — Tout membre de la société a le droit d'être protégé dans la jouissance de sa vie, de sa liberté et de ses biens; en conséquence, il est tenu de contribuer, suivant ses facultés, aux dépenses nécessitées par cette protection et de fournir, lorsque cela est nécessaire, ses services personnels ou un équivalent. Aucune partie des biens d'un individu ne peut lui être enlevée ou ne peut être employée à des usages publics sans son propre consentement ou celui du corps des représentants des citoyens. Aucun individu qui a des objections de conscience contre le port des armes ne peut y être contraint, s'il consent à payer un équivalent. Le peuple ne peut être lié que par les lois auxquelles il a donné son consentement de la même façon, pour le bien commun. Avant qu'aucune loi ne soit faite pour établir un impôt, il doit apparaître avec évidence à la législature que le but en vue duquel l'impôt est établi est d'un intérêt plus grand, pour la communauté, que ne le serait l'argent s'il n'était pas perçu.

Art. 10. — Dans toutes les poursuites pour crimes, l'accusé a le droit d'être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil; de demander les motifs et la nature de l'accusation portée contre lui; d'être confronté avec les témoins; de produire des preuves en

¹ Texte anglais dans: *Vermont Legislative Directory*, 1945, p. 23-62. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

sa faveur et d'être jugé publiquement et rapidement par un jury impartial du voisinage. Il ne peut pas être déclaré coupable sans le consentement unanime du jury. Il ne peut être contraint à témoigner contre lui-même; et nul ne peut être légitimement privé de sa liberté, si ce n'est suivant les lois du pays ou par le jugement de ses pairs. Toutefois, dans les poursuites criminelles pour infractions non punissables de mort ou d'emprisonnement dans la prison d'Etat, l'accusé, avec le consentement du ministère public inscrit au procès-verbal, peut, en audience publique ou par un écrit signé de lui et déposé devant le tribunal, renoncer à son droit au jugement par jury et soumettre la question de sa culpabilité à la décision et au jugement du tribunal sans intervention d'un jury.

Art. 11. — Tous les citoyens ont le droit de se considérer comme étant eux-mêmes, ainsi que leurs maisons, leurs papiers et leurs biens, à l'abri des perquisitions et des saisies. En conséquence, sont contraires à ce droit les mandats généraux qui sont établis sans serment ou affirmation préalables leur donnant une base suffisante, et qui prescrivent à un fonctionnaire ou à un envoyé de perquisitionner en des lieux suspects ou de se saisir d'une ou plusieurs personnes, de ses ou de leurs biens, sans en donner la description précise et aucun mandat de cette nature ne peut être décerné.

Art. 12. — Lorsqu'une question de fait, de nature à être soumise à la décision d'un jury, se pose dans un tribunal de *common law*, les parties ont droit à être jugées par un jury et ce droit doit être tenu pour sacré.

Art. 13. — Le peuple a droit à la liberté de parole et possède le droit d'écrire et de publier ses sentiments sur les affaires du Gouvernement; en conséquence, la liberté de la presse ne doit pas être limitée.

Art. 14. — La liberté des délibérations, de la parole et des débats au sein de la législature est si essentielle pour les droits du peuple qu'elle ne peut donner lieu à aucune accusation ni à aucune poursuite, action ou plainte devant aucun autre tribunal ou dans aucun autre lieu quel qu'il soit.

Art. 15. — Le pouvoir de suspendre les lois ou leur exécution ne pourra jamais être exercé que par la législature, ou en vertu d'une autorité dérivant d'elle; il ne pourra être exercé que dans les cas particuliers expressément déterminés par la présente constitution ou par la législature.

Art. 16. — Les citoyens ont le droit de porter des armes pour leur défense et pour celle de l'Etat. Les armées permanentes en temps de paix sont dangereuses pour la liberté et il ne peut en être entretenu. L'autorité militaire doit être tenue dans un état de stricte subordination par rapport à l'autorité civile et demeurer sous ses ordres.

Art. 17. — Nul, dans cet Etat, ne peut en aucun cas être soumis à loi martiale, ni à aucune des pénalités ou peines établies par cette loi, sauf s'il est employé dans l'armée ou dans la milice en service actif.

Art. 18. — De fréquents retours aux principes fondamentaux et un ferme attachement à la justice, à la modération, à la tempérance, au travail et à la frugalité sont absolument nécessaires pour conserver les bienfaits de la liberté et maintenir la liberté du Gouvernement. Le peuple doit donc prêter une attention particulière à ces questions dans le choix de ses fonctionnaires et représentants. Il a le droit d'exiger, par les voies légales, une juste et constante observation de ces principes de la part de ses législateurs et de ses magistrats, dans l'élaboration et l'application des lois qui sont nécessaires au bon gouvernement de l'Etat.

Art. 19. — Tous les individus ont un droit naturel et inhérent d'émigrer d'un Etat dans un autre qui consent à les recevoir.

Art. 20. — Les citoyens ont le droit de s'assembler pour délibérer sur le bien commun, de donner des instructions à leurs représentants, et de demander à la législature le redressement des torts par voie d'adresse, de pétition ou de remontrance.

Art. 21. — Nul ne peut être exposé à être transporté hors de cet Etat pour être jugé pour une infraction commise sur le territoire de celui-ci.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE VIRGINIE DE 1902¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Déclaration des droits qui appartiennent en propre au bon peuple de Virginie et à sa postérité, faite par ledit peuple dans l'exercice de

¹ Texte anglais dans: *Constitution of Virginia*, Richmond, 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

son pouvoir souverain et constituant la base et le fondement du Gouvernement.

Sect. 1. — Tous les hommes sont nés également libres et indépendants et ont des droits certains et inhérents dont ils ne peuvent, en entrant dans l'état de société, priver ou dépouiller leur postérité par aucun contrat, à savoir la jouissance de la vie et de la liberté, ainsi que des moyens d'acquérir et de posséder

des biens et de rechercher et obtenir le bonheur et la sûreté.

Sect. 2. — Tout pouvoir réside dans le peuple et, conséquemment, en dérive; les autorités publiques sont ses mandataires et sont en tout temps responsables envers lui.

Sect. 3. — Le Gouvernement est ou doit être institué dans l'intérêt général, pour la protection et la sécurité du peuple, nation ou collectivité; de tous les divers modes et formes de gouvernement, le meilleur est celui qui est susceptible de produire le plus haut degré de bonheur et de sécurité et qui est le plus sûrement à l'abri du danger de mauvaise gestion; et si un Gouvernement était jamais reconnu inadéquat ou contraire à ces fins, une majorité de la collectivité aurait un droit incontestable, inaliénable et imprescriptible à le réformer, le changer ou l'abolir de la manière qu'elle jugerait le plus utile au bien public.

Sect. 4. — Aucun homme ni collège ou association d'hommes n'a droit à des avantages ou privilèges exclusifs ou distincts de la part de la collectivité, sinon en considération de services publics; ceux-ci n'étant pas transmissibles, les charges de fonctionnaire, législateur ou juge ne doivent non plus être héréditaires.

Sect. 5. — Les services de l'Etat relevant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire doivent être séparés et distincts et, afin de détourner leurs agents d'opprimer le peuple, en leur faisant éprouver et partager ses charges, ils doivent être, périodiquement, remplacés dans la condition de simples particuliers, reprendre place dans le corps dont ils sont originairement sortis, les vacances étant pourvues par des élections régulières où les agents sortant de charges seraient en tout ou en partie éligibles ou inéligibles, selon les dispositions de la loi.

Sect. 6. — Toutes les élections doivent être libres, et tous les individus donnant suffisamment la preuve d'intérêts communs durables et d'attachement à la collectivité ont le droit de suffrage et ne peuvent être imposés, ni privés ou atteints dans leur propriété dans l'intérêt public, sans leur propre consentement ou celui de leurs représentants dûment élus, ni liés par aucune loi à laquelle ils n'aient pas de la même façon consenti pour le bien public.

Sect. 7. — La suspension des lois ou de l'exécution des lois par une autorité quelconque, sans le consentement des représentants du peuple, constitue une violation de ses droits et ne peut être prononcée.

Sect. 8. — Tout individu a le droit, dans les poursuites pénales, de demander le motif et la nature de l'accusation portée contre lui, d'être confronté avec ses accusateurs et les témoins, d'obtenir la comparution des témoins à décharge et d'être promptement jugé par un jury impartial du voisinage, sans l'avis unanime

duquel il ne peut être reconnu coupable. Nul ne peut être privé de la vie ou de la liberté que par la loi du pays ou par le jugement de ses pairs, ni contraint dans un procès pénal de témoigner contre lui-même, ni être jugé deux fois pour la même infraction.

Le jugement d'infractions ne constituant pas *felony* pourra être attribué par la loi aux juges de paix ou autres juridictions inférieures, sans jury, tout en réservant à l'accusé, en ce cas, le droit d'être jugé en appel par une juridiction ayant rang de tribunal *of record* ayant la compétence criminelle nécessaire. La loi pourra de même instituer des jurys de moins de douze membres, mais de cinq au moins, pour le jugement d'infractions ne constituant pas *felony*, classer les cas de cette nature et prescrire, pour chaque catégorie, le nombre de jurés requis.

Dans toute affaire pénale, l'accusé peut présenter des conclusions admettant sa culpabilité; s'il prend des conclusions niant sa culpabilité il peut être jugé par un jury d'un nombre de membres inférieur ou renoncer au jugement par jury, à condition qu'il y consente et que le procureur de la République (*Commonwealth*) et le tribunal siégeant en juridiction *of record* donnent également leur consentement.

Sect. 9. — Il ne doit pas être exigé de cautionnements excessifs, ni imposé d'amendes exorbitantes, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

Sect. 10. — Les mandats généraux par lesquels un agent public ou un commissaire peut recevoir l'ordre de perquisitionner dans des lieux suspects sans qu'il soit prouvé qu'un acte y ait été commis, ou d'appréhender une personne ou des personnes non désignées nommément ou dont l'infraction n'est pas spécifiée et appuyée de preuves sont des actes de provocation et d'oppression; il ne doit pas en être délivré.

Sect. 11. — Nul ne doit être privé de sa propriété sans une procédure légale régulière; dans les litiges concernant la propriété, et dans les actions entre individus, la procédure par jury est préférable à toute autre et doit être considérée comme sacrée. L'Assemblée générale peut limiter le nombre des jurés en matière civile dans les juridictions *of record*, jusqu'à cinq dans les affaires qui sont de la compétence des juges de paix et dans les cas qui n'en relèvent pas.

Sect. 12. — La liberté de la presse est l'une des grandes sauvegardes de la liberté et ne peut jamais être restreinte par des gouvernements tyranniques; tout citoyen peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté.

Sect. 13. — Une milice bien organisée, formée par la masse du peuple, entraînée aux armes, est la défense propre, naturelle et sûre

d'un Etat libre ; les armées permanentes doivent être, en temps de paix, évitées comme dangereuses pour la liberté et, dans tous les cas, l'autorité militaire sera sous la dépendance stricte de l'autorité civile et gouvernée par elle.

Sect. 14. — Le peuple a droit à un Gouvernement uniforme ; en conséquence, nul Gouvernement séparé ou indépendant du Gouvernement de l'Etat de Virginie ne devra être institué ou établi dans ses limites.

Sect. 15. — Un peuple ne peut conserver un Gouvernement libre ou le bienfait de la liberté que s'il s'attache fermement à la justice, à la modération, à la tempérance, à la frugalité et

à la vertu et fait fréquemment appel aux principes fondamentaux.

Sect. 16. — La religion ou le respect que nous devons à notre Créateur et la manière de nous en acquitter ne peuvent être enseignés que par raison et conviction, non par la force ou la violence et, par suite, tous les hommes ont un droit égal au libre exercice de la religion, conformément à ce que leur dicte leur conscience ; et tous ont le devoir réciproque de pratiquer la tolérance, l'amour et la charité chrétienne les uns envers les autres.

Sect. 17. — Les droits énumérés dans cette Déclaration des droits ne doivent pas être interprétés de façon à restreindre d'autres droits du peuple qui n'y sont pas désignés.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE VIRGINIE DE L'OUEST DE 1872¹

ARTICLE III

DECLARATION DES DROITS

1. — Tous les hommes sont, par nature, également libres et indépendants, et possèdent certains droits inhérents dont, quand ils entrent dans l'état de société, ils ne peuvent, par aucun contrat, priver leur postérité, à savoir la jouissance de la vie et de la liberté, avec les moyens d'acquérir et de posséder la propriété et de rechercher et d'obtenir le bonheur et la sûreté.

2. — Tout pouvoir réside dans le peuple et en conséquence, dérive de lui ; les magistrats sont ses mandataires (*trustees*) et ses serviteurs et sont responsables devant lui à tout moment.

3. — Le Gouvernement est institué pour le profit, la protection et la sécurité du peuple, de la nation ou de la communauté entière. Parmi les formes diverses de Gouvernement, la meilleure est celle qui est capable d'assurer le plus haut degré de bonheur et de sûreté et qui est le plus efficacement garantie contre le danger d'une mauvaise administration. Lorsqu'un Gouvernement est jugé incompetent ou contraire à ces fins, la majorité de la communauté a un droit inaliénable et irrévocable à le réformer, le modifier ou l'abolir, de la façon qui sera jugée la plus conforme au bien public.

4. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu. Nul ne peut être tenu de répondre d'une trahison, d'un crime constituant *felony* ou d'un autre crime qui n'est pas de la compétence d'un juge de paix si ce n'est sur verdict affirmatif rendu par le jury des mises en accusation (*grand jury*), d'office ou à la requête du ministère public (*indictment*). Il ne sera pas prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni

fait de loi *ex post facto* ou de loi portant atteinte aux obligations nées des contrats.

5. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, imposé d'amendes exagérées ou infligé de peines cruelles ou inusitées. Les peines doivent être proportionnées au caractère et au degré de l'infraction. Nul ne peut être déporté hors de l'Etat ou forcé de le quitter pour une infraction quelconque commise sur son territoire. Dans aucun procès pénal, nul ne peut être contraint de témoigner contre lui-même ou être mis en péril (*jeopardy*) deux fois pour la même infraction.

6. — Le droit des citoyens d'être garantis dans leurs maisons, leur personne, leurs papiers et leurs biens contre des perquisitions et des saisies injustifiées est inviolable. Aucun mandat ne peut être décerné si ce n'est pour une cause d'un bien-fondé probable, certifiée par serment ou affirmation, et s'il ne décrit le lieu soumis à perquisition, la personne à arrêter ou la chose à saisir.

7. — Il ne peut être fait de loi limitant la liberté de la parole ou la liberté de la presse. Néanmoins, la législature peut punir par des peines appropriées la publication ou la vente des livres ou dessins obscènes, ainsi que la diffamation et la calomnie, et édicter des dispositions permettant à la partie lésée d'obtenir, par voie d'action civile, des dommages-intérêts pour de telles diffamations ou calomnies.

8. — Dans les poursuites pénales ainsi que dans les procès civils pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve des faits allégués peut être produite et si le jury constate que les allégations prétendues diffamatoires sont vraies et ont été publiées pour des motifs légitimes et à des fins justifiées, le verdict sera rendu en faveur du défendeur.

9. — La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour l'usage public sans le paiement d'une juste indemnité. Elle ne peut

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of West Virginia*, Charleston, W. Va., November 1939. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

être prise par une compagnie, constituée en société en vue de travaux d'amélioration, tant qu'une juste indemnité n'aura pas été payée ou que le paiement de cette indemnité n'aura pas été garanti au propriétaire. Lorsque la propriété privée est prise ou endommagée pour l'usage du public ou pour l'usage desdites sociétés, l'indemnité à verser au propriétaire doit être fixée de la façon prescrite par les lois générales sous réserve toutefois que, si l'une ou l'autre partie le demande, cette indemnité sera fixée par un jury impartial de douze propriétaires.

10. — Nul ne sera privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*) ou par le jugement de ses pairs.

11. — Aucune déclaration d'opinions politiques ne sera imposée comme condition préalable à la jouissance des droits civils et politiques et toute épreuve consistant à obliger une personne à se disculper sous la foi du serment, de certaines infractions, est contraire aux principes d'un Gouvernement libre et est cruelle et oppressive. Aucune déclaration d'opinions religieuses ou politiques ne peut être exigée comme condition préalable nécessaire ou suffisante pour voter, être juré, ester en justice, faire appel, exercer une profession ou occuper un emploi. Nul ne peut être dépossédé par une loi d'un droit ou privilège quelconque en raison d'un acte antérieur à l'existence de cette loi.

12. — Les armées permanentes constituant un danger pour la liberté, il ne pourra, en temps de paix, en être entretenu. L'autorité militaire est subordonnée à l'autorité civile. Aucun citoyen, à moins qu'il ne serve dans l'armée de l'Etat, ne peut être jugé ou puni par un tribunal militaire pour une infraction qui relève des juridictions civiles de l'Etat. En temps de paix, aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la manière prescrite par la loi.

13. — Dans les actions régies par le *common law*, lorsque la valeur en litige dépasse vingt dollars, non compris les intérêts et les frais, le droit à être jugé par un jury sera maintenu si l'une ou l'autre des parties l'invoque. Lorsqu'une action de cette nature est portée devant un juge de paix, le jury peut être formé de six personnes. En aucun cas, un fait jugé par un jury ne peut être examiné à nouveau d'une autre façon, si ce n'est conformément aux règles du *common law*.

14. — A moins qu'il n'en soit autrement disposé dans la présente constitution, les crimes et les délits graves (*misdemeanor*) seront jugés par un jury de douze personnes, en audience publique, sans délai injustifié et dans

le comté où l'infraction a été commise, à moins de renvoi dans un autre comté sur la demande de l'accusé et pour un motif valable. Dans tout procès de cet ordre, l'accusé doit être complètement et clairement informé de la nature et des motifs de l'accusation; il doit être confronté avec les témoins à charge, assisté d'un conseil et disposer d'un délai raisonnable pour préparer sa défense. Il aura un moyen de contrainte pour faire comparaître des témoins en sa faveur.

15. — Nul ne sera contraint à fréquenter aucun lieu de culte ou à contribuer à l'entretien d'aucun culte, édifice religieux ou ministre du culte. Nul ne peut être contraint, limité, molesté ou grevé, dans sa personne ou ses biens, ou souffrir d'une autre façon, à raison de ses opinions ou croyances religieuses. Chacun sera libre de professer et de défendre ses opinions en matière religieuse et celles-ci n'affecteront, ne diminueront ou n'augmenteront en aucune façon la capacité civile. La législature ne peut prescrire aucune déclaration de croyance religieuse ou attribuer aucun privilège ou avantage particulier à une secte ou confession religieuse, ou voter aucune loi obligeant ou autorisant une société religieuse ou la population d'un district situé dans les limites de cet Etat à prélever parmi eux, ou sur autrui, aucun impôt pour la construction ou la réparation d'un édifice public cultuel ou pour l'entretien d'une église ou d'un clergé. Toute personne sera libre de choisir ceux qui l'instruiront dans sa religion et de conclure pour leur entretien tel contrat privé qu'il lui plaira.

16. — Il ne peut être porté atteinte au droit du peuple de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun, pour donner des instructions à ses représentants ou pour demander le redressement des torts.

17. — Les tribunaux de cet Etat seront publics et toute personne à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation aura une action (*remedy*) suivant une procédure légale. La justice sera rendue gratuitement, sans déni de justice ni retard.

18. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ni de confiscation des biens.

19. — Aucun émoluments, distinction honorifique ou privilège héréditaire ne pourra jamais être accordé ou conféré dans cet Etat.

20. — Un peuple ne peut conserver un Gouvernement libre et les bienfaits de la liberté que par un strict respect de la justice, de la modération, de la tempérance, de la frugalité et de la vertu et par un fréquent retour aux principes fondamentaux.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE WASHINGTON DE 1889¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tout pouvoir politique est inhérent au peuple. Les Gouvernements tirent leurs pouvoirs légitimes du consentement des gouvernés. Ils sont établis pour protéger et maintenir les droits individuels.

Sect. 2. — La constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

Sect. 3. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans une procédure légale (*due process of law*).

Sect. 4. — Le droit de présenter des pétitions et le droit pour le peuple de s'assembler de façon paisible pour le bien commun ne peut être limité.

Sect. 5. — Tout individu peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de ce droit.

Sect. 6. — Les serments ou affirmations solennelles seront prêtés de la manière la plus conforme aux convictions et la plus impérative pour la conscience de celui à qui le serment ou l'affirmation est demandé.

Sect. 7. — Nul ne sera troublé dans ses affaires privées et il ne peut être pénétré dans son domicile qu'en vertu de la loi.

Sect. 8. — Il ne sera accordé par la législature aucun privilège, franchise ou immunité qui ne pourrait être révoqué.

Sect. 9. — En matière criminelle, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même ni mis deux fois en péril (*put in jeopardy*) pour la même infraction.

Sect. 10. — Dans tous les cas, la justice sera rendue publiquement et sans délai inutile.

Sect. 11. — Une liberté absolue en toute matière de conviction religieuse, de croyance et de culte est garantie à tout individu et nul ne peut être molesté ou inquiété dans sa personne ou ses biens en raison de sa religion. Toutefois la liberté de conscience ici garantie ne peut être interprétée comme excusant des actes de licence ou justifiant des pratiques incompatibles avec la paix et la sécurité de l'Etat. Il ne peut être affecté ou consacré de propriété ou de fonds publics à aucune confession, pratique ou instruction religieuse ou pour l'entretien d'un édifice cultuel quelconque. Toutefois, les dispositions du présent article ne peuvent être interprétées comme interdisant à l'Etat d'engager les services d'un chapelain pour le service pénitencier de l'Etat et pour celui des maisons de correction de l'Etat pour lesquelles ce service paraîtra nécessaire à la

législature. Il ne sera requis aucune condition religieuse des candidats aux emplois ou fonctions publiques. Nul ne peut être récusé comme témoin ou juré en raison de ses opinions religieuses, ni interrogé devant un tribunal sur ses croyances religieuses de manière à modifier l'appréciation de la valeur de son témoignage.

Sect. 12. — Il ne sera pas fait de loi accordant à aucun citoyen ni à aucune corporation autre qu'une corporation municipale, des privilèges ou immunités qui ne pourraient, sous les mêmes conditions, être accordés à tous les citoyens ou à toutes les corporations.

Sect. 13. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, à moins qu'en cas de rébellion ou d'invasion, la sécurité publique n'exige cette suspension.

Sect. 14. — Il ne peut être exigé de caution excessive, ni imposé d'amendes excessives, ni infligé de peines cruelles.

Sect. 15. — Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour la famille du coupable ou de confiscation du patrimoine.

Sect. 16. — La propriété privée ne pourra pas être prise pour des usages privés sauf afin d'établir les voies privées nécessaires et les canaux, conduites ou fossés traversant le terrain d'autrui pour des besoins agricoles, domestiques ou sanitaires.

La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour un usage particulier ou public sans une indemnité juste et préalable versée au propriétaire ou entre les mains de la justice. Aucune voie de passage ne peut être affectée à l'usage d'une corporation autre que municipale tant que le propriétaire n'a pas été complètement indemnisé en espèces ou que les fonds n'ont pas été versés entre les mains de la justice pour le compte du propriétaire sans qu'il y ait lieu de tenir compte du bénéfice de toute amélioration proposée par ladite personne morale. Sauf renonciation au jury de la part du propriétaire, ladite indemnité sera fixée par un jury comme en toute autre matière civile devant les tribunaux *of record* et de la manière prescrite par la loi. Lorsque l'affectation d'une propriété privée à un usage dont on allègue qu'il est d'utilité publique est demandée, la question de savoir si cet usage est réellement d'intérêt public est une question judiciaire et doit être résolue comme telle, sans tenir compte de toute déclaration que pourrait contenir la loi que cet usage est public. Toutefois, l'expropriation de biens privés par l'Etat pour des travaux de récupération de terrains et pour les lotissements est déclaré, par la présente disposition, constituer un usage public.

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the State of Washington*, Olympia, 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Sect. 17. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes sauf si le débiteur est en fuite.

Sect. 18. — Le pouvoir militaire est étroitement subordonné au pouvoir civil.

Sect. 19. — Toutes les élections sont libres et égales pour tous, et nulle autorité civile ou militaire ne peut à aucun moment intervenir pour empêcher le libre exercice du droit de suffrage.

Sect. 20. — Toute personne accusée de crime peut être mise en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés, sauf en cas de crime capital lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Sect. 21. — Le droit d'être jugé par jury est inviolable, mais la législature peut instituer un jury inférieur à douze membres dans les tribunaux qui n'ont pas rang de juridiction *of record*, autoriser de rendre le verdict par neuf voix ou plus en matière civile devant tout tribunal *of record* et de renoncer au jury en matière civile lorsque les parties y consentent. (Pour les affaires criminelles, voir l'article suivant.)

Sect. 22. — Dans les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de comparaître et de se défendre en personne ou par l'intermédiaire d'un conseil, d'exiger de connaître la nature et les motifs de l'accusation portée contre lui, de recevoir copie de l'acte d'accusation, de témoigner pour son propre compte, d'être confronté en personne, avec les témoins à charge, de recourir à une procédure de contrainte pour obtenir l'audition des témoins à décharge; il a droit à un jugement rapide par un jury impartial du comté où l'infraction semble avoir été commise et d'interjeter appel dans tous les cas. Toutefois, la route suivie par un chemin de fer, un train ou un transport public et les eaux traversées par une embarcation quelconque constitueront des ressorts criminels, et toute infraction commise dans un wagon de chemin de fer, une diligence, un train ou sur un navire ou tout autre moyen de transport public, ou dans tout dépôt ou gare appartenant à une telle entreprise sera du ressort du comté à travers lequel ladite voiture, wagon, train, navire ou autre moyen de transport aura passé au cours du voyage ou dans lequel le trajet ou le voyage a pu commencer ou finir.

En aucun cas, l'accusé ne peut être contraint, avant jugement définitif, d'avancer de l'argent ou des redevances pour s'assurer le bénéfice des droits qui lui sont garantis par les présentes dispositions.

Sect. 23. — Il ne pourra être prononcé de condamnation par voie législative sans procès judiciaire. Il ne pourra être fait de loi *ex post facto* ni de loi affaiblissant les obligations résultant de contrats.

Sect. 24. — Il ne sera pas porté atteinte au droit des citoyens de porter des armes pour leur défense ou celle de l'Etat. Mais cette disposition ne pourra être interprétée comme autorisant les individus ou les corporations à organiser, entretenir ou employer des groupes d'hommes armés.

Sect. 25. — Les infractions qui devaient précédemment être soumises obligatoirement au jury des mises en accusation peuvent faire l'objet de poursuites sur acte de poursuite du ministère public (*information*) ou sur verdict affirmatif du jury des mises en accusation (*indictment*), suivant ce que la loi décidera.

Sect. 26. — Il ne peut être convoqué ou constitué de jury des mises en accusation (*grand jury*) dans un comté sans ordonnance du juge supérieur de ce comté.

Sect. 27. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui, à se joindre à ses ennemis ou à leur donner asile et concours. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même fait patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 28. — Il ne pourra être accordé ou conféré dans cet Etat aucun bénéfice, privilège ou pouvoir de caractère héréditaire.

Sect. 29. — Les dispositions de la présente constitution sont impératives (*mandatory*) à moins qu'il n'en soit déclaré autrement en termes exprès.

Sect. 30. — L'énumération de certains droits par la présente constitution ne sera pas interprétée de façon à dénier d'autres droits retenus par le peuple.

Sect. 31. — En temps de paix, il ne peut être entretenu d'armée permanente par cet Etat. Aucun militaire ne peut, en temps de paix, être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prévue par la loi.

Sect. 32. — Il est essentiel de faire fréquemment appel aux principes fondamentaux pour sauvegarder les droits individuels et perpétuer un Gouvernement libre.

Sect. 33. — Tout agent public élu de l'Etat de Washington, à l'exception des juges des juridictions *of record*, est sujet à rappel et congédiement par les électeurs de l'Etat ou de la circonscription politique de l'Etat par laquelle il a été élu, si une pétition demandant son rappel et rapportant qu'il a commis quelque acte ou des actes malveillants ou dommageables dans l'exercice de ses fonctions ou qu'il a violé le serment prêté à son entrée en fonctions, articulant les faits incriminés, signée par la proportion ci-après indiquée d'électeurs qualifiés calculée sur la base du nombre total

des votes émis lors de son élection pour tous les candidats à la fonction en question, est présentée au fonctionnaire qui doit connaître, d'après les lois de l'Etat, des pétitions relatives aux nominations ou des certificats de nomination à des fonctions publiques; et ledit fonctionnaire devra provoquer une élection spéciale, conformément aux lois de cet Etat sur les élections générales, et dont le résultat sera déterminé comme ces lois le prévoient.

Sect. 34. — La législature édictera les lois nécessaires à la mise en vigueur des dispositions la section 33 du présent titre et pour faciliter son application effective sans retard. Sous réserve toutefois que l'autorité ici conférée à la législature ne sera pas interprétée comme lui donnant pouvoir exclusif de légiférer ou comme limitant d'aucune manière les pouvoirs d'initiative et de referendum réservés au peuple. Le pourcentage requis pour les fonctionnaires d'Etat autres que les juges, les sénateurs et les représentants, les fonctionnaires municipaux des villes de première catégorie, les conseils d'écoles de district dans les villes de première catégorie et pour les fonctionnaires des comtés de la première, deuxième et troisième classe est de 25 pour 100. Il est de 35 pour 100 en ce qui concerne les fonctionnaires de toute autre subdivision politique, cité, ville, agglomération urbaine, circonscription et district scolaire non mentionnés ci-dessus et pour les sénateurs et les représentants de l'Etat.

ARTICLE IX EDUCATION

Sect. 1. — L'Etat a le devoir supérieur de prendre toutes les dispositions utiles en vue de l'éducation de tous les enfants résidant sur son territoire sans distinction ou préférence tenant à la race, à la caste ou au sexe.

Sect. 2. — La législature établira un système général et uniforme d'écoles publiques. Le système des écoles publiques comprendra des écoles primaires et telles écoles secondaires, normales et techniques qui pourront être instituées dans l'avenir. La totalité des produits de la caisse des écoles primaires et la taxe d'Etat pour les écoles primaires seront exclusivement affectés à l'entretien des écoles primaires.

Sect. 3. — Le capital de la caisse des écoles primaires a un caractère permanent et ne peut être réduit. Les fonds peuvent provenir des diverses sources suivantes: ouverture de cré-

aits et donations par l'Etat à cette caisse; dons et legs des individus à l'Etat ou à la Nation pour les écoles primaires; produits des terres et autres biens faisant retour à l'Etat par déshérence et confiscation; produits de tout bien concédé à l'Etat lorsque le but de la donation n'est pas spécifié ou est insuffisamment indiqué; fonds accumulés dans le trésor de l'Etat sans qu'une loi ait prévu leur emploi; produits de la vente des bois, minéraux et autres biens provenant des terres appartenant aux écoles et à l'Etat autres que celles concédées à des fins particulières; toutes les redevances reçues de personnes exploitant les bois, pierres, minéraux et autres biens provenant des terres appartenant aux écoles et à l'Etat autres que celles concédées à des fins particulières, et tous fonds autres que les loyers perçus sur les personnes occupant sans droit lesdites terres; 5 pour 100 du produit de la vente de biens du domaine public de l'Etat et qui seront vendus par les Etats-Unis après l'admission de l'Etat dans l'Union ainsi qu'il a été approuvé par l'article 13 de l'Acte du Congrès autorisant l'admission de l'Etat dans l'Union; le capital de tous les fonds provenant de la vente de terres et autres biens qui ont été ou pourront être à l'avenir concédés à l'Etat pour entretenir les écoles primaires. La législature peut prendre des dispositions ultérieures pour augmenter les ressources de cette caisse. Les produits desdites terres ainsi que tous les loyers et autres revenus en provenant, et des autres terres et biens attribués à la caisse des écoles primaires seront exclusivement affectés aux dépenses courantes des écoles primaires.

Sect. 4. — Toutes les écoles entretenues ou subventionnées en tout ou en partie par les fonds publics sont à tout jamais soustraites à tout contrôle ou influence confessionnels.

Sect. 5. — Toutes les pertes de la caisse permanente des écoles primaires ou de tout autre fonds de l'Etat affecté aux besoins de l'enseignement, survenant par suite de détournements, mauvaise gestion ou fraude des agents ou fonctionnaires chargés de contrôler ou de gérer lesdits fonds seront déterminées par les autorités compétentes de l'Etat. Le montant ainsi fixé constituera une dette consolidée permanente de l'Etat envers la caisse particulière ayant subi la perte, dette sur laquelle il sera payé un intérêt minimum de 6 pour 100 par an. Le montant de l'obligation ainsi créée ne sera pas compté dans le montant des dettes autorisées et fixé par d'autres dispositions de la présente constitution.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE WISCONSIN DE 1848¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tous les hommes naissent également libres et indépendants et ont certains droits inhérents au nombre desquels sont la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les Gouvernements sont établis parmi les hommes afin de garantir ces droits et ils tirent leurs pouvoirs légitimes du consentement des gouvernés.

Sect. 2. — L'esclavage et la servitude forcée sont interdits dans cet Etat sauf pour la punition d'un crime dont l'auteur a été dûment condamné.

Sect. 3. — Toute personne peut exprimer librement, oralement et par écrit, et publier ses sentiments sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. Aucune loi ne peut entraver ou limiter la liberté de la parole ou la liberté de la presse. Dans toutes les poursuites criminelles ou mises en accusation (*indictment*) pour écrits diffamatoires (*libel*), la preuve de la vérité des allégations prétendues diffamatoires peut être faite devant le jury et si le juge estime qu'elles sont conformes à la vérité et ont été publiées pour des motifs légitimes et à des fins justifiables, l'accusé sera acquitté; et le jury aura le droit de statuer en droit et en fait.

Sect. 4. — Le droit du peuple de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et de présenter des pétitions au gouvernement ou à l'un quelconque de ses départements, ne peut être limité.

Sect. 5. — Le droit d'être jugé par un jury demeurera inviolable. Ce droit s'étend à toutes les affaires soumises à la justice sans considération du montant du litige; mais dans toutes les affaires les parties peuvent renoncer au jugement par jury, de la façon prescrite par la loi. Toutefois, la législature pourra, lorsqu'elle le jugera bon, décider par une loi qu'un verdict peut être valablement rendu dans les affaires civiles par un nombre déterminé de jurés, au moins égal aux cinq sixièmes du jury.

Sect. 6. — Il ne peut être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes trop fortes, ni infligé de peines cruelles et inusitées.

Sect. 7. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé jouit du droit d'être entendu en personne et par l'intermédiaire de son conseil; d'exiger de connaître la nature et les motifs de l'accusation portée contre lui; d'être confronté avec les témoins; de disposer d'un moyen de contrainte pour obliger à compa-

raître les témoins en sa faveur; et dans les poursuites sur mise en accusation (*indictment*) ou sur acte d'accusation du ministère public (*information*), à être jugé promptement et publiquement par un jury impartial du comté ou du district dans lequel l'infraction a été commise, lequel comté ou district aura été préalablement déterminé de la manière prévue par la loi.

Sect. 8. — Nul ne peut être poursuivi en matière criminelle sans une procédure conforme au droit (*due process of law*), et nul ne peut être deux fois mis en péril (*put in jeopardy*) pour la même infraction ni être contraint dans aucune affaire criminelle à témoigner contre lui-même. Tout individu peut, avant condamnation, être mis en liberté provisoire sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, sauf pour crime capital lorsque la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves. Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf au cas de rébellion ou d'invasion lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 9. — Les lois doivent assurer à toute personne une action en justice, à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, ses biens ou sa réputation. La justice sera rendue à chacun gratuitement et sans être obligé de l'acheter, complètement et sans déni de justice, rapidement et sans délai, en conformité avec les lois.

Sect. 10. — La trahison contre l'Etat consistera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et concours. Nul ne sera condamné pour trahison, à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

Sect. 11. — Le droit des individus d'être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre des perquisitions et saisies injustifiées est inviolable. Un mandat ne peut être décerné que pour une cause d'un bien-fondé probable, confirmée par serment ou affirmation, et que s'il décrit de manière précise le lieu soumis à perquisition, les personnes à arrêter ou les choses à saisir.

Sect. 12. — Il ne peut être prononcé de condamnation par voie législative (*bill of attainder*), ni fait de loi *ex post facto*, ni de loi portant atteinte au caractère obligatoire des contrats. Aucune condamnation n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (*corruption of blood*) ni de confiscation du patrimoine.

Sect. 13. — Les biens d'aucune personne ne

¹ Texte anglais dans : *The Wisconsin Blue Book*, 1940, p. 203-224. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

pourront être pris pour un usage public sans une juste indemnité.

Sect. 14. — Toutes les terres situées dans l'Etat sont déclarées biens allodiaux et toutes les tenures féodales sont prohibées. Sont déclarés nuls les baux et concessions de terrains de culture conclus pour une durée supérieure à quinze ans et comportant stipulation d'un loyer ou de services quelconques, ainsi que toutes les redevances ou restrictions du même ordre sur les transferts de la propriété qui seraient stipulés dans une concession quelconque de terrains.

Sect. 15. — Aucune distinction ne sera faite entre les résidents étrangers et les citoyens en ce qui concerne la possession, la jouissance et la dévolution des biens.

Sect. 16. — Nul ne peut être emprisonné pour une dette née d'un contrat ou à l'occasion d'un contrat, qu'il soit exprès ou tacite.

Sect. 17. — Le privilège du débiteur de jouir des commodités de vie indispensable doit être reconnu par des lois judiciaires, exemptant un montant raisonnable de biens de la saisie ou de la vente pour le paiement de toute dette ou engagement contracté à partir de maintenant.

Sect. 18. — Il ne peut être porté atteinte au droit de tout homme d'adorer Dieu Tout-Puissant conformément aux prescriptions de

sa conscience et nul ne peut, contre sa volonté, être contraint de fréquenter, de construire ou entretenir un édifice cultuel, ou d'entretenir un clergé. Il est interdit de régenter l'exercice des droits de la conscience; aucune immixtion dans l'exercice de ces droits ne sera autorisée. Aucune préférence ne sera donnée par la loi à aucun établissement ou culte religieux. Aucune somme provenant de la trésorerie ne sera employée pour le bénéfice d'aucune société religieuse ni d'aucune institution d'enseignement théologique ou religieux.

Sect. 19. — Aucune déclaration de croyance religieuse ne peut être exigée comme condition d'admissibilité à aucune fonction ou emploi public dans l'Etat. Nul ne peut être déclaré incapable d'être témoin devant une juridiction *of law* ou *of equity*, à raison de ses opinions en matière religieuse.

Sect. 20. — L'autorité militaire sera strictement subordonnée à l'autorité civile.

Sect. 21. — La loi ne pourra jamais interdire les ordonnances aux fins de revision pour cause d'erreur (*writs of error*).

Sect. 22. — Un ferme attachement à la justice, à la modération, à la tempérance, à la frugalité et à la vertu et de fréquents retours aux principes fondamentaux peuvent seuls sauvegarder les bienfaits d'un Gouvernement libre.

CONSTITUTION DE L'ETAT DE WYOMING DE 1890¹

ARTICLE I

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — Tout pouvoir est inhérent au peuple, et tous les Gouvernements libres sont fondés sur son autorité et sont institués pour sa paix, sa sécurité et son bonheur. Pour réaliser ces fins, le peuple possède le droit inaliénable et imprescriptible de modifier, de réformer ou d'abolir à tous moments le Gouvernement, comme il le juge bon.

Sect. 2. — Dans leur droit inhérent à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur, tous les membres de la race humaine sont égaux.

Sect. 3. — L'égalité dans la jouissance des droits naturels et civils n'est assurée que par l'égalité politique. En conséquence, les lois de cet Etat affectant les droits et privilèges politiques de ses citoyens ne comporteront pas de distinction à raison de la race, de la couleur, du sexe ou d'aucune circonstance ou condition quelconque, autre que le défaut d'aptitude individuelle ou l'indignité dûment établie par une juridiction compétente.

Sect. 4. — Le droit des individus d'être garantis dans leur personne, leur demeure, leurs papiers et leurs biens contre les perquisitions et saisies abusives est inviolable. Aucun mandat ne peut être délivré que s'il existe un motif d'un bien-fondé probable, confirmé par déclaration sous serment, et que s'il décrit avec précision le lieu soumis à perquisition, les personnes à arrêter ou les choses à saisir.

Sect. 5. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes, sauf en cas de fraude.

Sect. 6. — Nul ne peut être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, sans une procédure conforme au droit (*due process of law*).

Sect. 7. — Dans une république, nul ne dispose d'un pouvoir absolu et arbitraire sur la vie, la liberté et les biens de libres citoyens, pas même la majorité la plus forte.

Sect. 8. — Tous les tribunaux devront être publics; toute personne, à raison de tout dommage à elle causé dans sa personne, sa réputation ou ses biens, aura droit à la justice sans frais, sans déni de justice et sans retard. Des actions peuvent être intentées contre l'Etat de la façon et devant les tribunaux que la loi déterminera.

Sect. 9. — Le droit au jugement par jury en matière criminelle demeurera inviolable. Toute-

¹ Texte anglais dans: *Constitution of the State of Wyoming*, 1943. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

fois, dans les procès civils devant tous les tribunaux, et en matière criminelle devant les tribunaux n'ayant pas rang de juridiction *of record*, le nombre des membres du jury peut être inférieur à douze, suivant ce que la loi prescrira. Le jury des mises en accusation (*grand jury*) pourra dorénavant être formé de douze membres, et une mise en accusation (*indictment*) pourra être prononcée par le vote affirmatif de neuf d'entre eux; mais la législature peut modifier, régler ou abolir le système du *grand jury*.

Sect. 10. — Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé a le droit de se défendre en personne et par l'intermédiaire de son conseil, d'exiger de connaître la nature et les motifs de l'accusation portée contre lui, de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur et d'être jugé rapidement devant un jury impartial du comté ou du district où l'infraction est censée avoir été commise.

Sect. 11. — En matière criminelle, nul ne peut être contraint à témoigner contre lui-même. Nul ne peut être mis en péril (*put in jeopardy*) deux fois pour la même infraction. S'il y a désaccord du jury, ou si, après verdict, il est fait opposition au prononcé d'un jugement, ou si le jugement est infirmé pour erreur de droit, l'accusé ne sera pas considéré comme ayant été mis en péril.

Sect. 12. — En matière criminelle, nul ne peut être retenu comme témoin plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour présenter son témoignage ou faire sa déposition, ni être détenu dans des locaux où sont emprisonnés des criminels.

Sect. 13. — Tant que la loi n'en disposera pas autrement, nul ne pourra faire l'objet de poursuites pénales pour crime constituant *felony*, autrement que sur un verdict de mise en accusation rendu par un *grand jury* (*indictment*), sauf dans les affaires survenant dans les forces de terre et de mer ou dans la milice en service actif, en temps de guerre ou de danger public.

Sect. 14. — Toute personne devra être mise en liberté sous caution en fournissant des sûretés suffisantes, à moins qu'il ne s'agisse de crimes capitaux, quand la preuve est évidente ou que les présomptions sont graves. Il ne pourra être exigé de caution excessive, ni imposé d'amendes trop élevées, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

Sect. 15. — Le code pénal devra être fondé sur les principes humanitaires de l'amendement du coupable et de la prévention du crime.

Sect. 16. — Aucune personne arrêtée ou détenue en prison ne pourra être soumise à des

rigueurs inutiles. Des mesures seront prises en vue de l'édification de prisons sûres et salubres, de leur inspection et du traitement humain des prisonniers.

Sect. 17. — Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas de rébellion ou d'invasion, lorsque la sûreté publique exige cette suspension.

Sect. 18. — Le libre exercice et la libre jouissance de la croyance et du culte religieux, sans différence ni préférence, sont à jamais garantis dans cet Etat. Nul ne peut être déclaré incapable d'exercer aucun mandat public ou aucune fonction rémunérée, ou d'être témoin ou juré à raison de ses opinions en matière religieuse. Toutefois, la liberté de conscience ainsi assurée ne devra pas être entendue comme excusant des actes de licence ou comme justifiant des pratiques inconciliables avec la paix ou la sûreté de l'Etat.

Sect. 19. — Aucune somme d'argent provenant de l'Etat ne pourra jamais être attribuée ou affectée à aucune société ou institution confessionnelle ou religieuse.

Sect. 20. — Tout individu peut librement parler, écrire et publier ses opinions sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus de ce droit. En tout procès civil ou criminel pour écrits diffamatoires (*libel*), la vérité des faits allégués, si la publication a été faite dans une intention légitime et à des fins justifiables, constituera une défense suffisante, et le jury aura compétence pour statuer en fait et en droit, après avoir entendu l'exposé du tribunal.

Sect. 21. — Le droit de pétition et le droit du peuple de s'assembler de façon paisible pour délibérer sur le bien commun et pour faire connaître ses opinions ne peut être suspendu ou limité.

Sect. 22. — Les droits du travail recevront la juste protection de lois propres à assurer aux travailleurs une rémunération équitable de leurs services et à favoriser la prospérité industrielle de l'Etat.

Sect. 23. — Le droit des citoyens à disposer de facilités pour s'instruire devra être reconnu de façon effective. La législature devra encourager comme il convient les organisations et les institutions destinées à favoriser le progrès des sciences et des arts libéraux.

Sect. 24. — Le droit des citoyens de porter des armes pour leur propre défense ou celle de l'Etat ne peut leur être dénié.

Sect. 25. — Le pouvoir militaire sera toujours strictement subordonné au pouvoir civil. En temps de paix aucun militaire ne peut être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ce cantonnement ne peut être effectué en temps de guerre que de la façon prévue par la loi.

Sect. 26. — La trahison contre l'Etat consis-

tera exclusivement à provoquer la guerre contre lui ou à se joindre à ses ennemis en leur prêtant aide et assistance. Nul ne sera condamné pour trahison à moins de deux témoignages relatifs au même acte patent, ou d'aveux devant un tribunal siégeant publiquement. Nul ne peut être déclaré coupable de trahison (*attainted of treason*) par la législation.

Sect. 27. — Les élections seront publiques, libres et égales pour tous et aucune autorité, civile ou militaire, ne pourra à aucun moment intervenir pour entraver le libre exercice du droit de vote.

Sect. 28. — Aucun impôt ne peut être établi sans le consentement du peuple ou de ses représentants autorisés. Toute imposition sera égale et uniforme.

Sect. 29. — Aucune distinction ne sera faite entre les résidents étrangers et les citoyens, en ce qui concerne la possession, l'imposition, la jouissance et la transmission de la propriété.

Sect. 30. — Les propriétés inaliénables et les monopoles sont contraires au génie d'un Etat libre et ne seront pas autorisés. Les *corporations* étant des créations de l'Etat, investies pour l'utilité commune d'une partie de ses pouvoirs souverains, doivent être soumises à son contrôle.

Sect. 31. — L'eau étant essentielle pour la prospérité industrielle, existant en quantité limitée et étant facile à détourner de son cours naturel, son contrôle doit appartenir à l'Etat qui, en réglementant son utilisation, veillera à sauvegarder équitablement les divers intérêts en jeu.

Sect. 32. — La propriété privée ne pourra être prise pour l'usage particulier sans le consentement du propriétaire, sauf pour les voies privées nécessaires et pour les réservoirs, canaux d'irrigation, canalisations ou fossés établis sur les terres d'autrui ou les traversant, pour des besoins agricoles, miniers, industriels,

domestiques ou sanitaires, et en aucun cas sans une juste indemnité.

Sect. 33. — La propriété privée ne pourra être prise ou endommagée pour un usage public ou privé sans une juste indemnité.

Sect. 34. — Toutes les lois d'une nature générale s'appliqueront de façon uniforme.

Sect. 35. — Il ne sera jamais fait de loi *ex post facto* ou de loi affaiblissant les obligations résultant des contrats.

Sect. 36. — L'énumération des droits figurant dans la présente constitution ne sera pas interprétée de façon à dénier, limiter ou restreindre d'autres droits retenus par le peuple.

Sect. 37. — L'Etat de Wyoming est une partie inséparable de l'Union et la constitution des Etats-Unis est la loi suprême du pays.

ARTICLE IX

MINES ET INDUSTRIE MINIERE

Sect. 3. — Les enfants de moins de quatorze ans du sexe masculin et les femmes ou filles de tout âge ne peuvent être employés à l'intérieur ou aux abords de mines de charbon, de fer ou autres mines dangereuses. Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à l'emploi d'un garçon ou d'une femme ou fille d'âge suffisant dans un bureau ou pour les travaux administratifs d'une mine ou entreprise de charbonnage.

ARTICLE XIX

DISPOSITIONS DIVERSES

Sect. 2. — La journée légale de travail sera de huit heures de travail effectif dans toutes les mines et dans toutes les entreprises de l'Etat ou des municipalités.

ORDONNANCES

Sect. 2. — La tolérance absolue des sentiments religieux est assurée et aucun habitant de cet Etat ne sera jamais molesté dans sa personne ou ses biens à raison de son mode de culte religieux.

LOI FEDERALE INSTITUANT UN GOUVERNEMENT CIVIL DANS LE TERRITOIRE DE PORTO-RICO¹

du 2 mars 1917

ARTICLE 737

DECLARATION DES DROITS ET RESTRICTIONS

Il ne pourra être fait, dans le Territoire de Porto-Rico, de loi privant une personne de sa

vie, de sa liberté ou de ses biens sans une procédure conforme au droit (*due process of law*) ou refusant à une personne quelconque, sur ce territoire, l'égale protection des lois.

Dans toute poursuite criminelle, l'accusé a le droit d'être assisté d'un conseil pour sa défense, d'être informé de la nature et des motifs de l'accusation, de recevoir copie de l'acte d'accusation, d'être jugé rapidement en audience publique, d'être confronté avec les témoins à

¹ *United States Code*, 1940 edition, Washington 1941, vol. III, title 48, "Territorial and Insular Possessions", p. 4191-4192. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

charge et de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge.

Nul ne peut être tenu de répondre d'une infraction criminelle si ce n'est suivant une procédure conforme au droit (*due process of law*), et nul ne peut être mis en péril (*jeopardy*) ou puni deux fois pour la même infraction ni contraint, en matière criminelle, à témoigner contre lui-même.

Avant condamnation, toute personne pourra être mise en liberté sous caution moyennant des garanties suffisantes, sauf dans les cas de crimes capitaux, lorsque la preuve est évidente ou les présomptions graves.

Il ne peut être fait de loi dérogeant aux obligations nées de contrats.

Nul ne peut être emprisonné pour dettes.

Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas de rébellion, d'insurrection ou d'invasion quand la sûreté publique l'exige. Dans l'un ou l'autre de ces cas, ce privilège peut être suspendu par le Président ou par le gouverneur toutes les fois que, pendant la durée de tels événements, il sera nécessaire de décréter cette suspension.

Il ne peut être fait de loi *ex post facto* ni de loi prononçant une condamnation sans l'intervention d'un tribunal.

La propriété privée ne peut être prise ou endommagée pour cause d'utilité publique sans le paiement d'une indemnité équitable, évaluée conformément à la loi.

Aucune disposition du présent chapitre ne devra être interprétée comme limitant le pouvoir de la législature d'édicter des lois pour la protection de la vie, de la santé ou de la sécurité des travailleurs.

Il ne peut être fait de loi concédant un titre de noblesse; aucune personne occupant une fonction lucrative ou une charge du Gouvernement de Porto-Rico ne peut, sans le consentement du Congrès des Etats-Unis, accepter des dons, émoluments, fonctions ou titres de quelque nature que ce soit, d'un roi, d'une reine, d'un prince ou d'un Etat étrangers ou d'un fonctionnaire étranger.

Il ne peut être exigé de cautionnement excessif, ni imposé d'amende trop élevée, ni prononcé de peines cruelles ou inusitées.

Le droit d'être garanti contre les saisies et perquisitions abusives est inviolable.

Aucun mandat d'arrêt ou de perquisition ne peut être délivré sans un motif d'un bien-fondé probable confirmé par serment ou affirmation et décrivant avec précision le lieu à

perquisitionner, la personne à arrêter ou les biens à saisir.

L'esclavage est interdit sur le territoire de Porto-Rico.

La servitude forcée est interdite, sauf à titre de peine pour crimes dont l'auteur a été dûment condamné.

Il ne peut être fait de loi limitant la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit des citoyens de s'assembler paisiblement ou de présenter des pétitions au Gouvernement pour le redressement des torts.

Il ne peut être promulgué de loi établissant une religion ou prohibant le libre exercice d'un culte. Le libre exercice et la libre jouissance des croyances religieuses et du culte, sans distinction ni préférence, sont à jamais garantis. Il ne sera exigé aucune déclaration d'opinions politiques ou de croyances religieuses, autre que le serment de défendre la constitution des Etats-Unis et les lois de Porto-Rico, comme condition d'admissibilité à une fonction ou charge publique dépendant du Gouvernement de Porto-Rico.

Les fonds ou biens publics ne pourront être attribués, affectés, donnés, employés directement ou indirectement à l'usage, au bénéfice ou à l'entretien d'une secte, église, confession, institution confessionnelle, association ou mode de culte, ou à l'emploi, au bénéfice ou à l'entretien de tout prêtre, prédicateur, ministre du culte ou autre professeur ou dignitaire d'une religion, pris en cette qualité. La polygamie et les mariages multiples sont interdits.

Aucun paiement ne peut être fait au moyen des fonds de la trésorerie, si ce n'est conformément aux dispositions d'une loi et sur un mandat décerné, en vertu de celle-ci, par le fonctionnaire compétent.

Les lois fiscales seront appliquées d'une manière uniforme.

Toute somme d'argent provenant de la perception d'impôts levés ou répartis à une fin spéciale sera considérée comme un fonds distinct dans la Trésorerie et sera utilisé à cette seule fin, à moins d'une autorisation du Président des Etats-Unis.

Sauf dans les cas exceptionnels de crise, la journée de travail sera de huit heures pour tous les travailleurs et ouvriers travaillant pour le Gouvernement de l'île ou pour son compte, à des travaux publics.

L'emploi d'enfants mineurs de moins de quatorze ans dans toute occupation dangereuse pour la santé physique et morale ou comportant des risques de mort ou de blessure est interdit par la présente loi.

DISPOSITIONS DES CONSTITUTIONS DES QUARANTE-HUIT ETATS DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE EN CE QUI CONCERNE L'EDUCATION

L'une des fonctions les plus importantes de l'Etat est de diriger l'éducation. Les constitutions de tous les Etats contiennent des dispositions précises au sujet de l'éducation. La plupart de ces constitutions consacrent un article à cette importante fonction.

Dans plus de la moitié des constitutions, cet article commence par déclarer qu'un bon Gouvernement est fonction d'électeurs instruits. Toutes les constitutions contiennent des dispositions très précises sur l'entretien financier des écoles ainsi que des universités d'Etat. Certains Etats donnent une description très exacte des moyens d'entretien financiers des écoles, tels que la vente de domaines publics, les impôts, y compris la taxe de comté et la capitation dans cinq Etats du Sud, les legs spéciaux, etc. Ces fonds sont reconnus inviolables.

Le principe traditionnel américain de la séparation de l'église et de l'Etat se traduit, dans la plupart des constitutions, par une disposition spécifiant que les fonds publics ne doivent pas être employés à l'entretien des écoles ou institutions confessionnelles. Cependant la constitution actuelle de l'Etat de New-York déclare que la législature peut pourvoir au transport aller et retour des enfants qui fréquentent un établissement quelconque d'enseignement. Les constitutions du New Hampshire et du Vermont, dont les clauses touchant à l'enseignement n'ont pas été amendées depuis leur rédaction primitive pendant la période post-révolutionnaire, font une distinction subtile à ce sujet: le New Hampshire spécifie que chaque ville, paroisse et secte religieuse a le droit exclusif de nommer des professeurs dans l'enseignement public, mais qu'aucune personne appartenant à une secte ou à un culte particulier ne peut être forcée de contribuer à l'entretien d'un professeur appartenant à une autre secte ou à un autre culte. Le Vermont, d'autre part, déclare

que toutes les sociétés religieuses ou groupes de personnes qui se réunissent pour la défense de la religion, de l'enseignement ou de toute autre œuvre pieuse ou charitable, doivent être aidées et protégées dans la jouissance de ces privilèges.

Les Etats du Nord et ceux du Middle West au-dessus de la ligne de séparation Mason et Dixon spécifient dans leurs constitutions que les écoles publiques ou communales sont ouvertes à tous. L'Etat de Delaware déclare que les deniers publics ne doivent pas être employés pour des buts de distinction raciale ou pour des écoles séparées. Les constitutions des Etats de Washington, de Wyoming, de l'Idaho et du Colorado contiennent des dispositions précises contre les distinctions raciales et celle du Nouveau-Mexique interdit toute distinction contre les enfants de descendance espagnole; cette section ne peut être amendée que par un vote des trois quarts au moins des électeurs, et par une majorité des deux tiers. Les Etats du Sud suivants prévoient des écoles séparées pour les enfants blancs et ceux de couleur: l'Alabama, la Caroline du Sud, la Géorgie, la Louisiane, le Tennessee, la Virginie et la Virginie de l'Ouest. La Floride, la Caroline du Nord, le Kentucky, le Mississippi, l'Oklahoma² et le Texas prévoient également des écoles séparées pour les enfants blancs et ceux de couleur et stipulent que ces deux catégories doivent être traitées de la même façon. Le Missouri, tout en prescrivant l'institution d'écoles séparées, refuse de financer des districts scolaires qui permettent l'inégalité dans les traitements des professeurs à cause de leur race ou de leur couleur.

Certains Etats spécifient que la fréquentation scolaire est obligatoire.

On peut conclure de cette analyse que les constitutions rédigées après la guerre civile contiennent plus de dispositions précises au sujet de l'enseignement que les constitutions antérieures. C'est ce que montrent, en particulier, les constitutions des Etats de l'Ouest et du Sud.

Leila SEIGAL,
Master of Social Science,
New School for Social Research,
New-York.

¹ Dans les citations précédentes des textes constitutionnels des différents Etats des Etats-Unis d'Amérique, on n'a généralement pas inclus les dispositions relatives à l'enseignement, qui sont souvent très détaillées et dépassent en partie le cadre et l'objet de cet annuaire. Une exception a été faite pour quelques Etats que l'on peut considérer comme représentatifs d'une région: New-York, l'Etat le plus peuplé de l'Est; la Californie, l'Etat le plus peuplé de l'Ouest; l'Illinois, l'Etat le plus peuplé du Middle West, le Massachusetts pour la Nouvelle-Angleterre et le Mississippi pour le Sud. Cette analyse présente une étude des points les plus significatifs des dispositions relatives à l'enseignement.

² L'Oklahoma ayant une forte proportion de population d'origine indienne, la constitution désigne par "enfant de couleur" tout enfant d'origine africaine, tandis que "les enfants blancs" comprennent tous les autres enfants.

ETHIOPIE

CONSTITUTION DU 16 JUILLET 1931¹

CHAPITRE III

DES DROITS RECONNUS A LA NATION PAR L'EMPEREUR, ET DES DEVOIRS INCOMBANT A LA NATION

Art. 18. — La loi détermine les conditions requises pour posséder la nationalité éthiopienne.

Art. 19. — Tous les sujets éthiopiens, pourvu qu'ils remplissent les conditions déterminées par la loi et les décrets promulgués par Sa Majesté l'Empereur, peuvent être nommés officiers de l'armée ou fonctionnaires civils, ou appelés à toutes autres charges ou fonctions dans le service de l'Etat.

Art. 20. — Tous ceux qui appartiennent à l'armée éthiopienne doivent fidélité et obéissance absolue à l'Empereur, conformément aux dispositions de la loi.

Art. 21. — La nation est tenue au paiement des impôts légaux.

Art. 22. — Les sujets éthiopiens ont, dans les limites prévues par la loi, le droit de circuler librement d'un lieu à un autre.

Art. 23. — Aucun sujet éthiopien ne pourra être arrêté, condamné, emprisonné, si ce n'est en vertu de la loi.

Art. 24. — Aucun sujet éthiopien ne pourra, contre sa volonté, être privé du droit d'avoir sa cause instruite par le tribunal légalement institué.

Art. 25. — En dehors des cas prévus par la loi il ne pourra être procédé à des perquisitions dans le domicile.

Art. 26. — En dehors des cas prévus par la loi nul n'aura le droit de violer le secret de la correspondance des sujets éthiopiens.

Art. 27. — En dehors des cas d'utilité publique déterminés par la loi personne n'aura le droit d'enlever à un sujet éthiopien les biens meubles ni les propriétés foncières qu'il détient.

Art. 28. — Le droit de présenter des pétitions au Gouvernement dans les formes légales est reconnu à tous les sujets éthiopiens.

Art. 29. — Les dispositions du présent chapitre ne s'opposent pas aux mesures qu'en vertu de son pouvoir suprême l'Empereur prendrait en cas de guerre ou de malheurs publics menaçant les intérêts de la nation.

¹ Daresté, *op. cit.*, vol. V., p. 474-479.

FINLANDE

CONSTITUTION DE LA FINLANDE (Forme du Gouvernement)¹

du 17 juillet 1919

TITRE II

DROITS GENERAUX DES CITOYENS FINLANDAIS ET LEUR PROTECTION PAR LA LOI

Art. 5. — Les citoyens finlandais sont égaux devant la loi.

Art. 6. — La loi garantit à tout citoyen finlandais sa vie, son honneur, sa liberté personnelle et ses biens.

Le travail des citoyens est placé sous la sauvegarde particulière de l'Etat.

L'expropriation pour cause d'utilité publique avec pleine indemnité est réglée par la loi.

Art. 7. — Tout citoyen finlandais a le droit de séjourner dans son pays, d'y élire librement domicile et d'y circuler, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement par une loi.

Le droit des citoyens finlandais de quitter le pays est réglé par des dispositions spéciales.

Art. 8. — Tout citoyen finlandais a le droit d'exercice public et privé de son culte, à condition que par là ne soient pas violées la loi ou les bonnes mœurs; il est libre aussi de quitter la communauté religieuse à laquelle il appartient ou de se rattacher à une autre, conformément aux dispositions spéciales sur ce sujet.

Art. 9. — Les droits et les devoirs du citoyen finlandais restent les mêmes, quelle que soit sa confession et même s'il n'appartient à aucune. En ce qui concerne les fonctions publiques, les restrictions légales qui s'y rapportent resteront néanmoins en vigueur jusqu'à ce qu'il soit autrement statué par une loi.

Art. 10. — Les citoyens finlandais jouissent de la liberté de la parole et du droit de faire imprimer et de publier des écrits ou représentations par image sans que l'on puisse y mettre d'obstacles preventifs. Ils ont aussi le droit de se réunir sans autorisation préalable pour délibérer sur les affaires publiques ou tout autre objet légitime ainsi que de constituer des associations pour des objets non contraires à la loi ou aux bonnes mœurs.

Les dispositions relatives à l'exercice de ces droits sont fixées par la loi.

Art. 11. — Le domicile des citoyens finlandais est inviolable.

La loi fixe les conditions dans lesquelles des perquisitions domiciliaires peuvent être ordonnées et effectuées.

Art. 12. — Le secret des lettres, des télégrammes et du téléphone est inviolable, sauf stipulation contraire d'une loi.

Art. 13. — Aucun citoyen finlandais ne

pourra être jugé par un autre tribunal que celui duquel il relève selon la loi.

Art. 14. — Le finnois et le suédois sont les langues nationales de la République.

Le droit des citoyens finlandais d'employer devant les tribunaux et devant les autorités administratives, dans leurs propres affaires, leur langue maternelle, le finnois ou le suédois, et de recevoir leurs expéditions en cette langue sera garanti par voie de législation, les droits de la population de langue finnoise et de celle de langue suédoise devant être sauvegardés selon des principes identiques.

L'Etat subviendra aux besoins intellectuels et économiques de la population de langue finnoise et de celle de langue suédoise selon des principes identiques.

Art. 15. — Il ne sera conféré dans la République ni titre de noblesse ni autre dignité héréditaire.

Art. 16. — Ce qui est dit ci-dessus des droits généraux des citoyens finlandais ne constitue pas un obstacle à la détermination par la loi de toutes restrictions nécessaires soit en temps de guerre ou d'insurrection, soit en tout temps à l'égard des personnes qui sont au service militaire.

TITRE VIII

ENSEIGNEMENT

Art. 77. — L'université de Helsinki (Helsingfors) conserve son droit d'administration autonome.

Les nouvelles stipulations relatives aux principes de l'organisation de l'université seront fixées par une loi, mais les dispositions de détail concernant l'université seront déterminées par décret. Dans les deux cas le consistoire de l'université doit être préalablement consulté.

Art. 78. — L'Etat favorise l'étude et l'enseignement supérieur des sciences techniques, agronomiques et commerciales et autres sciences appliquées ainsi que l'exercice et l'enseignement supérieur des beaux-arts, en entretenant et créant des écoles supérieures spéciales, pour celles de ces branches qui ne sont pas représentées à l'université, ou en subventionnant des instituts créés à cet effet par l'initiative privée.

Art. 79. — Sont entretenus ou, au besoin, subventionnés aux frais de l'Etat des établissements donnant l'enseignement général moyen ou l'enseignement primaire supérieur. Les principes de l'organisation des écoles secondaires de l'Etat sont fixés par la loi.

Art. 80. — Les principes relatifs à l'organisation de l'enseignement primaire, aux obliga-

¹ *Constitution de la Finlande*, Helsinki, Imprimerie du Gouvernement, 1928.

tions de l'Etat et des communes en ce qui concerne l'entretien des écoles primaires, et, enfin, à l'instruction obligatoire, sont déterminés par la loi.

L'enseignement dans les écoles primaires est gratuit pour tous.

Art. 81. — L'Etat entretient ou, en cas de besoin, subventionne des établissements d'enseignement pour les professions techniques, l'agriculture et les professions annexes, le commerce, la navigation et les beaux-arts.

Art. 82. — La loi règle le droit de créer des écoles et autres établissements d'éducation privés et d'y organiser l'enseignement.

L'enseignement donné dans la famille n'est soumis à aucune surveillance de la part des autorités.

TITRE IX

COMMUNAUTES RELIGIEUSES

Art. 83. — L'organisation et l'administration de l'église évangélique luthérienne sont réglées par la loi de cette église.

Les autres communautés religieuses existantes sont régies par les stipulations qui sont ou seront établies à leur égard.

De nouvelles communautés religieuses pourront se fonder conformément aux dispositions de la loi.

TITRE X

FONCTIONS PUBLIQUES

Art. 93. — Tout fonctionnaire est responsable des mesures qu'il a prises individuellement ou auxquelles il a contribué en qualité de membre d'un corps administratif. Le rapporteur est responsable de la décision prise sur son rapport, s'il n'a pas expressément réservé son opinion divergente au procès-verbal.

Quiconque a subi une lésion de son droit ou un préjudice quelconque par suite d'une mesure illégale ou de la négligence d'un fonctionnaire est en droit de demander que celui-ci soit condamné à une peine et à des dommages-intérêts, ou de requérir sa mise en accusation selon les dispositions de la loi.

La responsabilité de l'Etat pour les dommages causés par un fonctionnaire ainsi que l'étendue de cette responsabilité est réglée par des stipulations spéciales.

DECRET No 898 SUR LA PRESSE ET AUTRES PUBLICATIONS¹

du 30 décembre 1946

Art. 1. — Toutes publications contenant des idées ou des informations sur les relations extérieures de la Finlande qui sont de nature à compromettre la sécurité extérieure de l'Etat ou à porter atteinte à ses intérêts fondamentaux peuvent être saisies ou, dans le cas de publications périodiques, temporairement suspendues.

Les mêmes dispositions s'appliquent à tout

périodique remplaçant une publication suspendue.

Art. 2. — L'ordre de saisie ou de suspension des publications, mentionné à l'article 1, est donné par le Ministère.

Art. 3. — Dans le cas où l'infraction aux dispositions mentionnées ci-dessus n'entraîne pas de sanctions plus sévères, les contrevenants sont punis d'amende ou d'emprisonnement.

DECRET No 899 PORTANT RESTRICTIONS DE LA LIBERTE INDIVIDUELLE¹

du 30 décembre 1946

Art. 1. — Toute personne coupable d'avoir compromis les relations de l'Etat avec d'autres Etats, peut être contrainte à changer de domicile ou à vivre en résidence fixée et peut être placée sous une surveillance spéciale ou, si ces mesures ne sont pas jugées suffisantes, peut être détenue.

Art. 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé d'appliquer les mesures prévues à l'article 1.

Dans les cas exigeant des mesures immédia-

tes, les autorités régionales elles-mêmes ou le chef de la police d'Etat peuvent prendre ou provoquer des mesures de ce genre, conformément à l'article 1. Ces cas cependant doivent être immédiatement soumis au Ministre de l'Intérieur pour approbation.

Art. 3. — Le Ministre de l'Intérieur doit soumettre immédiatement toutes les mesures de ce genre au Conseil, pour que celui-ci décide en dernier ressort si une mesure prise conformément à l'article 1 doit être maintenue et pour quelle durée.

Art. 4. — Les mesures prises en application de ce décret sont sans appel.

Art. 5. — Le Conseil peut, si la chose s'avère nécessaire, prendre des dispositions plus détaillées pour l'application de ce décret.

¹ Texte finlandais dans *Suomen Asetuskokoelma*, Helsinki, 1946, p. 1522. Texte anglais traduit du finlandais par M. John Wuorinen professeur à l'Université de Columbia, New-York. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

FRANCE

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE¹

du 27 octobre 1946

PREAMBULE

Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789² et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaire à notre temps les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.

La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

La nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

La nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.

La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.

La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.

Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

TITRE VIII

DE L'UNION FRANÇAISE

Section III

DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Art. 80. — Tous les ressortissants des territoires d'outre-mer ont la qualité de citoyen, au même titre que les nationaux français de la métropole ou des territoires d'outre-mer. Des lois particulières établiront les conditions dans lesquelles ils exerceront leurs droits de citoyens.

Art. 81. — Tous les nationaux français et les ressortissants de l'Union française ont la qualité de citoyen de l'Union française qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de la présente constitution.

Art. 82. — Les citoyens qui n'ont pas le statut civil français conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé.

Ce statut ne peut en aucun cas constituer un motif pour refuser ou limiter les droits et libertés attachés à la qualité de citoyen français.

¹ *Journal officiel* du 28 octobre 1946.

² Le texte de la Déclaration des droits de 1789 suit.

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

du 26 août 1789¹

(La préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 mentionne expressément cette Déclaration.)

Art. 1. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Art. 2. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Art. 3. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Art. 4. — La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Art. 5. — La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Art. 6. — La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Art. 7. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

Art. 8. — La loi ne doit établir que des

peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Art. 9. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 10. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Art. 11. — La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Art. 12. — La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Art. 13. — Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Art. 14. — Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Art. 15. — La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Art. 16. — Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

Art. 17. — La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

¹ Alphonse Aulard et Boris Mirkine-Guetzévitch, *Les Déclarations des Droits de l'homme*, Paris 1929, p. 15-18.

ORDONNANCE No 45-307 DU 2 MARS 1945 SUR L'EPURATION DE LA PRESSE¹

Art. 1. — La commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, instituée par la loi du 29 mars 1935 et le décret du 17 janvier 1936, et composée, pour l'année 1945, dans les conditions fixées par le décret, siège comme commission nationale d'épuration de la profession.

Elle peut prendre, à l'encontre des journalistes professionnels et assimilés, définis à l'article 29b du livre 1 du code du travail, l'une des mesures restrictives d'activité professionnelle prévues par l'article 1 de l'ordonnance du 16 octobre 1944 sur l'épuration dans les entreprises.

Art. 2. — Les mesures prévues aux paragraphes b et d de l'article 1 de l'ordonnance du 16 octobre 1944 et prononcées par la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, statuant en matière d'épuration, prendront fin :

1. Soit à l'expiration de la période pour laquelle elles auront été prononcées ;

2. Soit au jour où les poursuites pénales qui pourront être engagées par application des dispositions des articles 75 et suivants du code pénal, des ordonnances du 6 octobre 1943 et des 26 juin et 26 août 1944, auront abouti à une décision définitive.

A défaut de poursuites pénales dans les six mois de la décision intervenue, l'intéressé pourra saisir à nouveau la commission qui décidera, soit de mettre fin aux mesures prononcées, soit d'en prolonger l'exécution pour une durée égale.

Art. 3. — La commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, statuant en matière d'épuration, est saisie soit d'office par un de ses membres, soit à la requête motivée de toute personne intéressée.

Toute dénonciation reconnue fautive engage la responsabilité civile et pénale de son auteur dans les conditions du droit commun.

Art. 4. — La commission est habilitée à se faire communiquer par tous organismes publics et par les entreprises privées tout document nécessaire à la manifestation de la vérité ; ses membres peuvent, en cas de besoin, se faire assister par un officier de police judiciaire.

Elle peut appeler à déposer comme témoin toute personne dont l'audition paraîtra utile à la manifestation de la vérité. Elle peut infliger au témoin défailant les sanctions prévues par les articles 60 du code d'instruction criminelle et 236 du code pénal.

Art. 5. — Le règlement intérieur de la commission doit prévoir le droit pour les personnes mises en cause de présenter leur défense soit par mémoire écrit, soit oralement et de se faire assister d'un conseil.

Art. 6. — Les membres de la commission, ainsi que toutes personnes appelées à participer à ses travaux, sont tenus au secret professionnel dans les termes du droit commun.

Art. 7. — La procédure devant la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, statuant en matière d'épuration, est entièrement gratuite. Toutes les pièces et documents qui lui sont soumis ou qui sont établis par elle sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 8. — Les intéressés peuvent formuler une réclamation contre toute décision de la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, statuant en matière d'épuration, devant la commission supérieure instituée par l'article 10 du décret du 17 janvier 1936.

La réclamation est adressée par lettre recommandée au Ministre de l'Information, qui la transmet sans délai au président de la commission supérieure et au Ministre du Travail, qui peut présenter des observations.

La commission supérieure peut confirmer la décision entreprise ou l'annuler et, dans ce cas, supprimer, réduire ou augmenter les sanctions prononcées.

Art. 9. — Les articles 4, 5, 6, et 7 de la présente ordonnance sont applicables à la procédure devant la commission supérieure.

Art. 10. — La décision de la commission supérieure peut faire l'objet d'un recours en cassation devant le conseil d'Etat.

Art. 11. — Toute violation des mesures et interdictions visées aux articles 1 et 8 ci-dessus sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent à dix mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 12. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

¹ *Journal officiel* du 3 mars 1945, p. 1114-1115.

LOI No 46-994 DU 11 MAI 1946 PORTANT TRANSFERT ET DEVOLUTION DE BIENS ET D'ELEMENTS D'ACTIF D'ENTREPRISES DE PRESSE ET D'INFORMATION¹

TITRE I

DU TRANSFERT

Art. 1. — Sont transférés à l'Etat, à compter de la promulgation de la présente loi, les biens corporels et incorporels constituant les éléments d'actif des entreprises ci-après énumérées et les moyens de tous ordres ayant servi au fonctionnement desdites entreprises :

1. Entreprises de publication de journaux ou écrits périodiques qui ont commencé à paraître après le 25 juin 1940 ou qui, paraissant antérieurement, ont continué à paraître plus de quinze jours après le 25 juin 1940 dans les territoires qui constituaient, pendant l'occupation ennemie, la zone nord, et plus de quinze jours après le 11 novembre 1942, dans les territoires constituant la zone sud, ainsi que les imprimeries ayant été principalement utilisées au cours des mêmes périodes en vue desdites publications ;

2. Agences d'information, de publicité ou de reportage photographique et, d'une manière générale, toutes entreprises, associations, sociétés, syndicats, de droit ou de fait, de presse, d'information ou de publicité ayant commencé à fonctionner après le 25 juin 1940 ou qui, fonctionnant antérieurement, ont poursuivi leur activité plus de quinze jours après le 25 juin 1940 dans les territoires qui constituaient pendant l'occupation ennemie la zone nord, et plus de quinze jours après le 11 novembre 1942 dans les territoires constituant la zone sud.

Dans le cas où l'une des entreprises de presse, d'information ou de publicité visées aux deux paragraphes précédents était constituée en fait par plusieurs entreprises mobilières ou immobilières juridiquement distinctes, le transfert porte sur l'ensemble des biens que possèdent ou détiennent ces diverses entreprises.

Art. 2. — Le transfert ne s'applique pas :

1. A celles des entreprises visées à l'article précédent qui auront été régulièrement autorisées à fonctionner à nouveau depuis la libération ;

2. Aux entreprises de publication périodiques de caractère exclusivement scientifique, technique, professionnel, qui auront demandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, et ultérieurement obtenu, leur inscription sur une liste qui sera établie dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de l'information, après consultation des organisations syndicales.

Toutefois, les propriétaires et principaux actionnaires des entreprises transférées qui jus-

tifieront avoir été, à partir des dates incriminées, dans l'impossibilité d'assurer la direction effective des entreprises par suite de l'application des lois d'exception, soit du fait de leur situation de prisonniers de guerre, déportés ou prisonniers politiques, pourront exercer toute action en dommages et intérêts à l'encontre de ceux qui, en leur absence, auront, par abus, placé les entreprises dans les conditions qui permettent le présent transfert.

Art. 3. — Les listes des entreprises visées à l'article 1er feront l'objet de décrets pris sur le rapport du Ministre chargé de l'Information et publiés au *Journal officiel*.

Dans le délai d'un mois à compter de la publication de ces listes, des arrêtés du Ministre chargé de l'Information constateront, pour chacune des entreprises qui y seront portées, les biens et éléments d'actif transférés à l'Etat.

Art. 4. — A compter de la promulgation de la présente loi, tout détenteur des biens visés à l'article 1 ci-dessus est réputé les détenir à titre précaire pour le compte de l'Etat.

Art. 5. — Sont nuls et de nul effet tous actes et stipulations postérieurs au 25 juin 1940 qui auraient pour effet de soustraire au transfert tout ou partie des biens visés à l'article 1.

Art. 6. — Sous réserve des confiscations prononcées au profit de l'Etat pour quelque cause que ce soit, le transfert des biens et éléments d'actif prononcé par la présente loi donne lieu à l'attribution d'indemnités.

Ces indemnités, payables en capital ou sous forme d'annuités, seront prélevées par la Société nationale des entreprises de presse, désignée ci-après, sur les produits de la vente, de la vente sous condition suspensive du paiement, de la location et, le cas échéant, de l'exploitation directe des biens correspondants et au plus tôt dans les trois mois de l'encaissement de ces produits ou, si le propriétaire dépossédé fait l'objet de poursuites pour faits de collaboration ou de commerce avec l'ennemi, dans les trois mois de la décision judiciaire définitive.

Les formes et conditions de la liquidation des indemnités sur la base de la valeur des biens au 25 juin 1940, et compte tenu des frais de gestion de la Société nationale, seront fixées par un règlement d'administration publique. Les litiges auxquels donnera lieu l'attribution des indemnités seront portés devant le tribunal civil du siège social de l'entreprise dont l'actif a fait l'objet du transfert.

Art. 7. — L'application à une entreprise de la peine de la dissolution et de la confiscation générale ou partielle de son patrimoine au profit de l'Etat ne fait pas obstacle à l'indemnisa-

¹ *Journal officiel* du 12 mai 1946, p. 4093-4096.

tion des actionnaires de bonne foi, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'ordonnance du 5 mai 1945 relative à la poursuite des entreprises de presse, d'édition, d'information et de publicité coupables de collaboration avec l'ennemi.

Art. 8. — Les créances nées pendant les périodes prévues à l'article 1 et dont le recouvrement pourrait être poursuivi contre le titulaire du droit à indemnité sont confisquées au profit de la Société nationale, lorsque ces créances ont au regard du créancier une cause illégitime, dans les conditions prévues à l'article 12 de l'ordonnance du 5 mai 1945.

La confiscation est prononcée par jugement du tribunal civil à la requête du ministère public ou de tout intéressé.

TITRE II

DE LA DEVOLUTION

Art. 9. — Les biens transférés par application de la présente loi et les biens confisqués au profit de l'Etat pour quelque cause que ce soit, immédiatement dévolus à la Société nationale des entreprises de presse, instituée ci-après, seront attribuées par celle-ci en propriété ou en jouissance à des entreprises de presse ou d'information dans les conditions ci-dessous définies.

Toutefois, pourront ne pas être attribués et être exploités directement par la Société nationale, les biens des entreprises dont le matériel est susceptible d'être utilisé pour l'impression de plusieurs journaux quotidiens. Les entreprises visées au présent paragraphe seront déterminées par décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'information, après avis de la commission de la presse de l'Assemblée nationale.

Art. 10. — Les entreprises de presse, visées au deuxième alinéa de l'article précédent, n'étant pas susceptibles d'être vendues ou d'être mises en location vente, pourront néanmoins faire l'objet de contrats de location, à condition que les entreprises de presse bénéficiaires constituent entre elles une société de gestion d'imprimerie conforme à celles prévues dans la présente loi.

Chapitre I

SOCIÉTÉ NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE

Art. 11. — Il est créé, sous le nom de Société nationale des entreprises de presse, un établissement de caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 12. — La Société nationale est dirigée par un président directeur général assisté d'un conseil d'administration.

Le président directeur général est nommé par

décret sur le rapport du Ministre chargé de l'Information et du Ministre chargé de l'Economie nationale et des Finances. Il est choisi sur une liste présentée à ces Ministres par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est désigné pour un an, et composé comme suit :

Deux représentants du Ministre chargé de l'information ;

Un représentant du Ministre chargé de l'Economie nationale et des Finances ;

Un représentant du Ministre de la Production industrielle ;

Un représentant du Ministre du Travail ;

Un membre de la Cour des comptes ;

Six représentants de la Fédération nationale de la presse française ;

Trois représentants des ouvriers de la presse ;

Un représentant des cadres et employés ;

Deux représentants des journalistes professionnels.

Ces six derniers représentants seront désignés par l'organisation professionnelle la plus représentative.

Art. 13. — La Société nationale a pour objet :

1. D'assurer la gestion des biens et éléments d'actif transférés ou confisqués au profit de l'Etat ;

2. D'assurer l'exécution, dans les conditions prévues par la présente loi, des mesures d'attribution des biens et éléments d'actif transférés.

3. Eventuellement d'aliéner les biens et éléments d'actif non attribués.

Chapitre II

DES CONDITIONS DE RÉPARTITION

Art. 17. — Les biens transférés par l'effet de la présente loi et les biens confisqués nécessaires au fonctionnement des entreprises régulièrement autorisées conformément à la législation en vigueur, à condition que :

1. Ces entreprises soient constituées conformément aux dispositions de la loi réglant le statut des entreprises de presse.

En attendant la promulgation de la loi réglant le statut des entreprises de presse, il ne pourra être procédé à aucune aliénation ni à des locations d'une durée supérieure à six mois, et renouvelables ;

2. Les demandes de dévolution présentées par elles soient conformes au plan de répartition prévu aux articles 21 et suivants ;

3. Au cas où l'autorisation a été accordée à un groupe de résistance ou à un mouvement politique ou à un de leurs mandataires, et au cas de contestation sur la répartition des actions, il soit procédé à un arbitrage qui sera

confié à la commission nationale de presse, dans des conditions et des détails fixés par règlement d'administration publique.

Art. 18. — Il est créé une commission nationale et des commissions régionales de presse et d'information.

Le siège de chaque commission régionale et sa circonscription territoriale sont fixés par arrêté du Ministre chargé de l'Information.

Art. 19. — Les commissions régionales de presse et d'information sont composées comme suit :

Un représentant du Ministre chargé de l'Information, président de la commission ;

Un représentant du Ministre chargé de l'Economie nationale et des Finances ;

Un délégué de chacun des conseils généraux des départements compris en totalité ou partiellement dans la région ;

Trois représentants des directeurs de journaux ;

Un représentant des journalistes professionnels ;

Un représentant des cadres et employés de presse ;

Un représentant des ouvriers de presse, exerçant leur profession dans les entreprises de presse de la région et désignés par les organisations professionnelles les plus représentatives.

Art. 20. — La commission nationale de presse et d'information est composé comme suit :

Un représentant du Ministre chargé de l'Information, président ;

Un représentant du Ministre chargé de l'Economie nationale et des Finances ;

Trois représentants de l'Assemblée nationale, désignés par elle suivant le principe de la représentation proportionnelle ;

Trois représentants de la Fédération nationale de la presse, dont deux de la presse de province ;

Un représentant des journalistes professionnels ;

Un représentant des cadres et employés ;

Un représentant des ouvriers.

Ces représentants étant désignés par les organisations professionnelles les plus représentatives.

Art. 21. — Les commissions de presse et d'information ont pour rôle d'établir un plan de répartition des biens visés à l'article 17 entre les entreprises de presse et d'information mentionnées audit article, en tenant compte des besoins de ces entreprises et des possibilités d'utilisation des installations matérielles et de l'outillage.

Chaque commission régionale établit un plan de répartition pour les entreprises ayant leur siège dans le cadre de sa circonscription.

La commission nationale établit un plan de répartition pour les entreprises ayant leur siège à Paris ou dans le département de la Seine. Elle statue, d'autre part, sur les recours formés par les Ministres compétents ou les entreprises intéressées contre les décisions des commissions régionales.

Art. 22. — La répartition doit être faite en vue d'assurer, dans les conditions économiques les meilleures, l'utilisation des biens, installations, matériels et outillage.

La commission compétente peut procéder à tout regroupement ou aménagement jugés utiles à cet effet. Les répartitions faites à la libération seront maintenues ; seules, des nécessités techniques impérieuses permettront une dérogation à cette règle.

Un droit de priorité sera donné aux journaux installés dans l'entreprise dans un délai d'un an après la libération locale.

Chaque fois que la décision envisagée a pour effet de modifier les conditions de fonctionnement d'une entreprise, celle-ci doit être préalablement informée ; elle peut, dans le délai de huit jours, présenter des observations.

Six mois après le vote du statut de la presse, nul quotidien ne pourra demander à être imprimé si la société éditrice n'apporte la règle¹ qu'elle est en règle avec les dispositions de ce statut.

Art. 23. — Les plans de répartition prévoiront l'attribution des locaux et imprimeries aux journaux bénéficiant du droit d'utilisation.

Si deux ou plusieurs entreprises de presse utilisent en commun une même imprimerie, elles pourront constituer entre elles, nonobstant toute disposition législative contraire, une société de gestion d'imprimerie qui bénéficiera de l'attribution. La décision à cet égard sera prise par la majorité des entreprises de presse, chacune de celles-ci ayant un nombre de voix correspondant à son tirage de la dernière semaine du premier trimestre 1946. Les entreprises qui ne participeront pas à la société de gestion bénéficieront de contrats d'impression. Les litiges qui pourront survenir au sujet de ces contrats seront soumis à l'arbitrage de la Société nationale des entreprises de presse.

Les directeurs et rédacteurs en chef des journaux ayant été condamnés pour collaboration avec l'ennemi ne pourront faire partie d'aucune société de gestion d'imprimerie.

Les statuts de cette Société devront prévoir expressément la faculté d'adhésion de nouvelles entreprises dans la mesure où les possibilités matérielles des biens le permettront.

En cas de désaccord, la Société nationale

¹ Erreur évidente du texte imprimé : *preuve* doit être substitué à *règle*.

des entreprises de presse passera un contrat d'impression avec chacun des intéressés.

Les locaux utilisés pour l'administration et la rédaction de journaux ne seront pas nécessairement inclus dans l'attribution collective dont bénéficiera la société de gestion d'imprimerie; ils pourront faire l'objet de contrats de location séparée.

Art. 24. — Les plans de répartition seront établis dans un délai de trois mois à compter de la date de promulgation de la présente loi.

Ils sont notifiés dès leur établissement aux Ministres compétents et aux entreprises intéressées qui peuvent, dans un délai de quinze jours, former un recours devant la commission nationale, en ce qui concerne les plans de répartition établis par la commission régionale, ou demander un second examen par la commission nationale lorsqu'il s'agit de plans de répartition établis par elle.

La commission nationale statue dans les deux mois. Les plans de répartition doivent être, dans les huit jours qui suivent, publiés au *Journal officiel*. Ils sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir devant le conseil d'Etat. Ils deviennent exécutoires à l'égard de chaque entreprise intéressée après la signature du contrat prévu au chapitre suivant.

Art. 25. — Dans un délai de deux mois à compter de la publication du plan de répartition et de la communication des prix proposés pour chaque forme de vente ou de location, chaque entreprise de presse ou société de gestion d'imprimerie intéressée qui remplit les conditions prévues à l'article 17 de la présente loi doit faire connaître au directeur de la Société nationale des entreprises de presse si elle désire acquérir les biens qui lui sont attribués par le plan de répartition, soit au comptant, soit par voie d'achat sous condition suspensive du paiement ou si elle désire prendre à bail lesdits biens.

L'entreprise ou société de gestion d'imprimerie qui aura signé un contrat de location

pourra, à chaque fin d'année, obtenir qu'y soit substitué un contrat de location-vente ou de vente. Sont exclues de cette disposition les entreprises visées à l'alinéa 2 de l'article 9.

Chapitre III

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES ENTREPRISES DE PRESSE ET DES CONDITIONS DE PASSATION DES CONTRATS

Art. 26. — Il est créé un conseil supérieur des entreprises de presse, qui prend la suite de la commission supérieure des séquestres de presse instituée par l'arrêté du 14 janvier 1946.

Le conseil supérieur des entreprises de presse a pour rôle :

1. D'établir les contrats-type pour l'achat ferme, l'achat sous condition suspensive du paiement et la location des biens transférés en application de la présente loi ou confisqués au profit de l'Etat sur la base de leur valeur vénale ou locative à l'époque du contrat ;

2. De connaître, à la requête d'une des parties, des différends pouvant surgir à l'occasion de l'application des contrats passés entre les entreprises de presse ou sociétés de gestion d'imprimerie et la Société nationale des entreprises de presse.

La composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur des entreprises de presse seront fixés par décret pris sur le rapport du Ministre chargé de l'Information et du Ministre chargé de l'Economie nationale et des Finances.

Art. 27-28. — (Détails sur les contrats de vente.)

Art. 29. — Si, dans le mois qui suit la réception de la demande d'attribution, un accord sur le prix n'est pas intervenu entre la Société nationale et la ou les entreprises demanderes, il sera procédé à un arbitrage.

Art. 30. — (Détails sur l'arbitrage.)

Art. 31-33. — (Défaut de paiement, déchéances d'une entreprise attributaire.)

LES DROITS FONDAMENTAUX EN FRANCE DEPUIS LA LIBERATION

Le 9 août 1944 le Gouvernement provisoire de la République, qui siégeait alors encore à Alger, promulgua une ordonnance relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental qui devait s'appliquer à la France métropolitaine au fur et à mesure de sa libération de l'occupant allemand. Le 27 octobre 1946 fut promulguée la constitution définitive de la IV^e République, adoptée le 29 septembre précédent par la seconde Assemblée nationale constituante et approuvée le 13 octobre par le peuple français. Du 9 août 1944 au 27 octobre 1946 : tel sera le cadre historique de

l'étude à laquelle nous allons procéder.

Au cours de cette période d'un peu plus de vingt-six mois, un grand nombre de mesures législatives destinées à rétablir les libertés fondamentales ou d'en préciser, voir à en modifier la teneur, ont été prises. Les unes, celles prises avant la réunion de la première Assemblée constituante par le Gouvernement provisoire portent le nom d'*ordonnances*; les autres, régulièrement votées par l'une ou l'autre des deux constituantes et promulguées par le pouvoir exécutif s'intitulent *lois*; les ordonnances comme les lois ont été complétées par des

textes réglementaires qui en précisent les modalités d'application. Au total, un ensemble touffu de législation primaire ou secondaire qui ne peut de toute évidence être revu dans ses détails. Nous nous bornerons donc à sélectionner quelques points particulièrement saillants en étudiant successivement la législation récente dans les domaines suivants :

1. L'égalité devant la loi ;
2. La liberté individuelle ;
3. La liberté de l'expression de la pensée ;
4. Le droit de propriété.

Enfin, pour terminer, nous indiquerons les tendances générales de la nouvelle législation qui a trouvé son couronnement mais nullement son aboutissement, dans le préambule de la constitution du 27 octobre.

I. L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

Le pseudo-gouvernement de Vichy n'abrogea pas seulement la devise que la III^e République avait héritée de la Révolution, "Liberté, Égalité, Fraternité" — mais s'attaqua au principe traditionnel de l'égalité lui-même en édictant une série de mesures discriminatoires contre certaines catégories de citoyens, soit en raison de leur race (juifs), soit en raison de leur origine (naturalisés), soit enfin en raison de leurs opinions politiques ou philosophiques (membres des sociétés secrètes). Le premier soin du Gouvernement provisoire fut de rapporter toute cette législation. Tel fut, parmi d'autres, l'objet de l'ordonnance précitée du 9 août 1944. Tout naturellement, ce rétablissement de l'égalité des Français s'accompagna de mesures réparatrices en faveur de ceux qui avaient souffert au cours de la période précédente : révision des condamnations ayant frappé les "déserteurs" et les résistants, réintégration des fonctionnaires révoqués pour motifs raciaux ou politiques, restitutions, etc. Tout aussi naturellement des mesures furent prises pour châtier les traîtres et les collaborateurs : interdiction d'exercer des mandats électifs ou des fonctions publiques et aussi certaines professions (voir à titre d'exemple de mesures dites d'"épuration" l'ordonnance No 45-307 du 2 mars 1945 sur l'épuration de la presse, reproduite dans cet annuaire).

Ce que nous devons relever ici c'est que le Gouvernement provisoire ne se limita pas à rétablir purement et simplement le principe de l'égalité tel qu'il avait été conçu avant 1940. Sur deux points le principe traditionnel fut considérablement élargi.

L'on sait que les lois de la III^e République, malgré les nombreuses retouches qu'elles avaient reçues, ne reconnaissaient pas l'entière égalité des deux sexes, notamment en matière politique. Déjà l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en

France après la libération, avait consacré le droit électoral, tant actif que passif, des Françaises en ce qui concernait l'Assemblée constituante. Toutes les lois électorales postérieures ont maintenu cette égalité des deux sexes. Aujourd'hui, c'est un principe qui s'applique à tous les domaines, puisque, en vertu du préambule de la nouvelle constitution, "La loi garantit à la femme dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme".

Le deuxième point concerne le statut des habitants des territoires français d'outre-mer. Sous la III^e République toutes les populations ne jouissaient pas nécessairement des mêmes droits que les Français métropolitains et à côté de la catégorie des "citoyens français" existait celles des "sujets français". Il serait trop long de citer tous les textes qui se sont appliqués à rapprocher les deux statuts et il suffira de mentionner la loi fondamentale No 46-940 du 7 mai 1946 tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer (y compris ceux de l'Algérie) ainsi que l'article 81 de la constitution. Toutefois s'il y a rapprochement, il n'y a pas malgré tout assimilation complète, car l'article 81 distingue d'une part les "nationaux français" et d'autre part les "ressortissants de l'Union française". Sans doute les uns comme les autres sont citoyens et jouissent de tous les droits et de toutes les libertés attachées à cette qualité (article 82 de la constitution), mais leur statut diffère sur d'autres points.

II. LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

La liberté individuelle dans son acception la plus large (c'est à dire comprenant, en plus de la sûreté personnelle et de l'inviolabilité du domicile, la liberté d'aller et de venir) constitue la base même de tout régime vraiment démocratique. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce qu'elle ait subi des entorses nombreuses, voire même une éclipse presque totale, au cours de la période sombre qui suivit la défaite militaire de 1940.

L'un des principaux objets de l'ordonnance déjà citée du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine fut tout naturellement de rapporter les diverses mesures attentatoires à la liberté des citoyens. Toutefois les mesures d'exception ne tombèrent pas toutes à cette date.

Dès le début des hostilités en 1939, le Gouvernement édicta une série de mesures nécessitées par la défense nationale. La plus saillante de celle-ci résultait d'un décret du 18 novembre 1939 qui permettait aux autorités militaires, sur décision du préfet, d'écarter de leur résidence ou, en cas de nécessité, d'astreindre à une résidence forcée, voire d'interner, les individus reconnus dangereux pour la

défense nationale. Le régime de Vichy prit toute une série de mesures supplémentaires allant bien au delà et restreignant sévèrement la liberté des citoyens. Ces mesures tombèrent avec le régime qui les avait instituées. Toutefois le Comité national d'Alger les remplaça par des mesures très semblables : tel fut l'objet de l'ordonnance du 18 novembre 1943 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique. Cette ordonnance fut remplacée par une autre édictée par le Gouvernement provisoire le 4 octobre 1944, c'est-à-dire après la libération du territoire de la métropole. Sauf sur quelques points de détail, l'ordonnance de 1944 maintenait entièrement le régime institué par celle de 1943. En vertu de ces textes, tout individu reconnu dangereux pour la défense nationale ou pour la sécurité publique pouvait, sur décision prise par arrêté du préfet immédiatement exécutoire, être éloigné des lieux où il résidait, soit astreint à résider dans une localité spécialement désignée à ce sujet, soit être interné administrativement dans un établissement désigné par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur. Bien que ces ordonnances, celle de 1944 notamment, eussent accordé aux personnes atteintes par ces mesures certaines garanties : examen de leur dossier dans un certain délai par une commission de vérification présidée par un magistrat, assistance d'un avocat lors des interrogatoires . . . , les représentants de l'opinion démocratique et tout particulièrement la Ligue des droits de l'homme ne cessèrent de dénoncer ces mesures comme attentatoires à la liberté des citoyens. De plus, un grand nombre d'abus furent signalés : arrestations sur dénonciations souvent anonymes, non-observation des délais impartis pour la saisie et l'examen des dossiers par les commissions de vérification, etc. A plusieurs reprises le Ministre de l'Intérieur s'efforça de pallier aux abus les plus patents en rappelant leur devoir aux diverses autorités. Mais ce n'est que le 1er juin 1946, date fixée pour la cessation légale des hostilités, que le régime de l'ordonnance du 14 octobre 1944 prit définitivement fin.

Peu de temps après le Gouvernement fut obligé de s'adresser à l'Assemblée pour lui demander le vote d'une autre mesure contraire au principe de la liberté individuelle. Il s'agit de la loi No 46-2141 du 4 octobre 1946 qui fait partie d'un ensemble de mesures destinées à lutter contre l'accaparement des denrées alimentaires de première nécessité et la hausse illicite du coût de la vie. En vertu de la loi que nous venons de mentionner, le Ministre du Ravitaillement peut prendre personnellement toutes dispositions pour constater les infractions graves à la législation sur le ravitaillement et, éventuellement, de livrer les auteurs

aux tribunaux chargés de les punir. Cette loi accorde (et son titre l'indique) au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs qui appartiennent aux préfets en vertu du fameux article 10 du code d'instruction criminelle dont l'opinion avait obtenu en 1933 l'abrogation (mais qui fut en grande partie rétabli en 1933 par un décret-loi du Gouvernement Laval). Bien que les pouvoirs accordés par la loi de 1946 au Ministre expirent le 1er avril 1947 et se justifient sans doute par les circonstances exceptionnelles que nous traversons, il s'agit ici d'une nouvelle extension des pouvoirs de l'exécutif dans un domaine qui ne devrait relever que des autorités judiciaires, gardiennes de la liberté des citoyens.

A côté de ces mesures qui restreignent la liberté individuelle il convient de citer une réforme heureuse réalisée par l'ordonnance No 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers. En vertu de la législation antérieure les autorités administratives (le Ministre de l'Intérieur et, dans les départements frontalières, le préfet) disposaient d'un pouvoir discrétionnaire d'expulsion à l'encontre de tout étranger. L'étranger qui faisait l'objet d'une telle mesure ne disposait d'aucune garantie ni d'aucun recours et, du reste, l'arrêté d'expulsion ne devait pas être motivé. Il a été souvent signalé que ce régime des expulsions allait à l'encontre du principe de la liberté individuelle, dont l'étranger doit jouir tout autant que le national. Au point de vue pratique, l'expulsion pouvait avoir des conséquences particulièrement graves lorsque l'individu frappé était un apatride ou un réfugié politique qui ne pouvait pas par conséquent rejoindre son pays d'origine. L'ordonnance précitée réalise par son chapitre IV une réforme profonde du régime des expulsions : dorénavant l'étranger qui justifie être entré en France dans des conditions régulières et être titulaire d'une carte de séjour de résident ne peut être expulsé qu'après un certain préavis. De plus il peut demander à être entendu par une commission spéciale présidée par un magistrat et être assisté par un avocat. Devant cette commission, l'intéressé peut faire valoir toutes les raisons qui militent contre son expulsion. Sans doute la commission n'émet qu'un avis et le Ministre de l'Intérieur a le pouvoir de décision. N'empêche que l'étranger bénéficie aujourd'hui de la protection d'une procédure quasi juridictionnelle ; de plus, bien que la loi ne le dise pas expressément, les arrêts d'expulsion devront à l'avenir être motivés ce qui permettra l'intervention éventuelle du conseil d'Etat en sa qualité de juge du détournement du pouvoir. L'on peut même se demander si l'expulsion peut aujourd'hui frapper un réfugié politique, puisque, en vertu du préambule

de la constitution du 27 octobre, "Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République".

Signalons enfin, pour clore ce paragraphe consacré à la liberté individuelle, la loi No 46-685 du 13 avril 1946 qui prescrit la fermeture de toutes les maisons de tolérance.

III. LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION DE LA PENSÉE

Il n'est pas exagéré de dire que le pseudo-Gouvernement de Vichy, comme les régimes totalitaires qui lui servirent de modèle, monopolisa les moyens d'expression de la pensée. Le métier de journaliste politique au cours de la période 1940-1944 impliquait presque fatalement la qualité d'instrument de ce régime et souvent aussi celle de collaborateur de l'occupant. Une double tâche s'imposait donc au Gouvernement provisoire dès la libération : d'abord, purger le pays des organes de presse et des journalistes qui avaient contribué à empoisonner l'opinion publique ; ensuite, rétablir les conditions nécessaires à la vie d'une presse libre et indépendante.

A. En ce qui concerne le premier point, le Gouvernement provisoire prit une série de mesures dirigées tantôt contre les organes "collaborateurs" tantôt contre les journalistes qui y travaillaient. Parmi les premières il convient de citer l'ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la réglementation provisoire de la presse périodique en territoire métropolitain libéré. En vertu de cette ordonnance ont été immédiatement suspendus tous les journaux et périodiques créés depuis la défaite ou ceux qui existaient avant celle-ci et ont continué à paraître quinze jours après le 25 juin 1940 en zone nord, ou quinze jours après le 11 novembre 1942 en zone sud. Cette interdiction s'appliquait à l'usage du titre du périodique ou du journal et également à l'utilisation par les propriétaires, gérants, etc., des installations, outillages et moyens de tous ordres constituant l'entreprise. Seuls les organes non politiques (religieux, sportifs, etc.) pouvaient être autorisés à réapparaître ; encore devaient-ils prouver au préalable la correction de leur attitude dans le passé. Cette mesure de suspension provisoire fut transformée en interdiction définitive par l'ordonnance No 45-250 du 17 février 1945 et la loi 46-994 du 11 mai 1946 régla le sort des biens des entreprises de presse et d'information ainsi frappées par le transfert de la propriété de leur actif à l'Etat.

Quant aux personnes qui participèrent à un titre quelconque à la gestion de la presse collaboratrice, ou y firent paraître leurs écrits, elles furent frappées par une série de mesures pénales, ainsi que par l'ordonnance No 45-307 du 2 mars 1945 sur l'épuration de la presse.

B. En ce qui concerne le second point, le rétablissement de la liberté de la presse, le Gouvernement provisoire s'appliqua tout d'abord à abroger la censure préventive. Comme la France métropolitaine servait à l'époque de théâtre aux opérations militaires, cette abrogation n'a pu être réalisée que par étapes. L'ordonnance du 6 mai 1944 eut pour objet de la supprimer dans tous les domaines sauf pour "les informations et publications susceptibles de compromettre la sécurité des armées ou celle des populations soumises à l'oppression de l'ennemi ou de l'usurpateur, ou, d'une manière plus générale, les nécessités de la défense nationale". Le 15 juin 1945 une autre ordonnance No 45-1282 remplaça la précédente. "Le contrôle préventif . . . est supprimé. Le Ministre de la Guerre peut toutefois adresser aux différents organes de la presse une liste de sujets pouvant intéresser la sécurité des opérations militaires et sur lesquels ne pourront être publiées d'informations qu'après son autorisation." Enfin, l'ordonnance No 45-2339 du 12 octobre 1945 supprima définitivement tous les vestiges de la censure préventive.

Cette suppression de la censure allait-elle marquer le retour pur et simple au régime de la III^e République tel qu'il résultait de la grande loi sur la presse du 29 juillet 1881 ? Non, car la législation sur la presse a été profondément remaniée par l'ordonnance du 6 mai 1944 (remplacée par la loi No 45-2090 du 13 septembre 1945) et par l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française.

L'ordonnance du 6 mai 1944, dont la date coïncide avec celle de l'ordonnance qui supprima la censure préventive (sauf dans le domaine militaire), a eu pour objet de renforcer considérablement le régime répressif tel qu'il résultait de la loi de 1881. En vertu de cette dernière, les délits de presse relevaient non pas des juridictions correctionnelles qui ne comportent que des magistrats professionnels, mais des cours d'assises comprenant un jury populaire. L'ordonnance du 6 mai rend sa compétence au tribunal correctionnel, sauf naturellement lorsque l'infraction commise par la voie de la presse est un crime. La loi du 13 septembre 1945 a maintenu la réforme, mais a précisé certains points en ce qui concerne la procédure. De plus, elle a considérablement aggravé les pénalités pour certains délits de presse.

Plus profonde encore a été la réforme réalisée par l'ordonnance du 26 août 1944. Voici son économie générale : toute publication périodique et tout journal doit faire connaître au public les noms et qualités de ceux qui en ont la direction de droit ou de fait et toute participation occulte est sévèrement punie. Sauf certaines exceptions, tous propriétaires, associés,

actionnaires, commanditaires, bailleurs de fonds, ou autres participants à la vie financière de la publication doivent être de nationalité française. Chaque numéro doit porter sous le titre les noms et profession du directeur et des co-propriétaires (ou des membres du conseil d'administration, des associés ou des gérants responsables — s'il s'agit d'une société). L'ordonnance interdit formellement toute subvention d'un Gouvernement étranger et, afin de l'empêcher de se réaliser sous une forme détournée, réglemente sévèrement la publicité. Ajoutons que l'ordonnance prescrit la participation du personnel à la gestion matérielle de l'entreprise par l'intermédiaire de deux délégués qui siègent au sein d'un "conseil technique" avec le directeur. Bien que ce conseil ne soit autorisé qu'à émettre des avis, son influence sera d'autant plus grande que le personnel y dispose de deux voix contre l'unique voix du directeur.

D'après la législation postérieure à la libération, nul nouveau journal ne peut paraître sans une autorisation préalable du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Information auquel le postulant doit fournir des renseignements détaillés, tant sur le journal lui-même (sa nature, son format, son tirage éventuel, son prix de vente, sa périodicité, etc.) que sur les personnes qui participent à la vie du journal à un titre ou à un autre: membres des conseils de direction et d'administration, gérants, collaborateurs, imprimeurs, etc.). La demande doit également spécifier l'origine et le montant des capitaux que possède le nouvel organe. Le Sous-Secrétaire fait instruire la demande par la fédération de la presse et suit généralement son avis. A notre avis il n'y a pas de doute qu'en application des principes généraux du droit public français la décision du Sous-Secrétaire d'Etat est soumise au contrôle juridictionnel du conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir, qui comme on le sait est un recours de légalité largement compris.

L'octroi de l'autorisation est obligatoirement accompagné d'une allocation de papier; toutefois les allocations sont périodiquement révisées en fonction du tirage réel du journal.

IV. LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

L'article 17 de la Déclaration des droits de 1789 est ainsi conçu: "La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité."

Cette vue absolue du droit de propriété, qui est restée, on le sait, à la base du droit public français au cours de tout le XIX^e siècle et jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale; a été violemment attaquée non seulement par

les partis d'extrême gauche, mais aussi par une large section de l'opinion progressiste. Citons, à titre d'exemple, le "Complément à la Déclaration des droits", adopté en 1936 par le Congrès de Dijon de la Ligue française des droits de l'homme qui donnait du droit de propriété une définition plus conforme aux conceptions modernes.

La Chambre des députés élue en 1936 sur la plate-forme du programme du "Front populaire" tenta d'entrer dans la voie des nationalisations, mais en présence de la résistance du Sénat son œuvre ne pouvait être que timide et fragmentaire — elle ne dépassa pas, en fait, le domaine de certaines industries de guerre et des chemins de fer d'intérêt général.

La IV^e République entra dès ses débuts dans la voie de réalisations beaucoup plus hardies. Sans même attendre la réunion de l'Assemblée constituante, le Gouvernement provisoire réalisa par voie d'ordonnances deux nationalisations importantes: l'une, celle des usines Renault (ordonnance No 45-68 du 16 janvier 1945) était édictée en châtiement de l'attitude "collaboratrice" vis-à-vis de l'ennemi de cette puissante entreprise; l'autre, celle des houillères du Nord et du Pas-de-Calais (ordonnance du 13 décembre 1944) s'appuyait sur le caractère monopolisateur des entreprises visées et leur grande importance pour l'ensemble de la vie économique du pays.

La première Assemblée constituante réalisa la nationalisation d'autres importantes branches de l'industrie, telles que l'industrie bancaire (loi No 45-215 du 2 décembre 1945, relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques, modifiée par la loi No 46-626 du 8 avril 1946), celle de l'électricité et du gaz (loi No 46-628 du 8 avril 1946), de certaines sociétés d'assurances (loi No 46-835 du 25 avril 1946). Avec la constitution du 27 octobre 1946 cette politique a reçu le caractère d'un principe fondamental du droit public puisqu'en vertu de son préambule "Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité."

Sans entrer dans le détail des textes qui ont opéré les nationalisations, signalons simplement que le législateur français a systématiquement cherché à éviter les inconvénients d'une gestion purement bureaucratique: les entreprises nationalisées gardent toujours leur autonomie économique et financière (parfois même la forme des sociétés anonymes); elles sont gérées presque toujours par un conseil d'administration au sein duquel siègent, à côté des représentants des autorités publiques, ceux du personnel, des utilisateurs ou usagers, parfois aussi des organisations syndicalistes, voire même

des anciens propriétaires ou actionnaires qui devront, du reste, être indemnisés.

La constitution consacre un autre principe important en ce qui concerne les entreprises qui demeurent dans le secteur privé: "Tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la détermination des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises." Nous avons déjà mentionné une application de ce principe, antérieure en date à l'entrée en vigueur de la constitution, en parlant de la gestion des entreprises de presse.

Le droit de propriété immobilière, déjà limité en vertu de certaines lois antérieures, a subi de nouvelles limitations importantes du fait de lois récentes au profit soit des locataires d'immeubles à usage industriel ou commercial, soit des preneurs d'exploitations rurales¹.

En ce qui concerne les locaux à usage industriel ou commercial, la loi du 18 avril 1946 (loi No 46-744, *Journal officiel* du 19 avril 1946, p. 3286) modifiant la législation inaugurée par la loi du 30 juin 1926, donne des avantages nouveaux au locataire qui possédait déjà un droit au renouvellement de son bail à l'expiration de celui-ci. Si le locataire n'arrive pas à s'entendre directement avec le propriétaire, il peut s'adresser au président du tribunal civil de première instance qui agit d'abord en conciliateur entre les parties; si l'action conciliatrice échoue, le magistrat fixe lui-même les conditions du renouvellement du bail. Le refus de renouveler la location entraîne pour le propriétaire une obligation d'indemniser le locataire.

Pour ce qui est des exploitations rurales, la loi du 13 avril 1946 (loi No 46-682, *Journal officiel* du 14 avril 1946, p. 3131) portant modification des ordonnances du 4 décembre et du 17 octobre 1945, crée un droit de préemption en

faveur de l'exploitant ou de ses héritiers en cas d'aliénation du fonds². De plus, si le bénéficiaire du droit de préemption estime le prix demandé par le propriétaire excessif, il peut demander à un tribunal paritaire de le réduire et de fixer les conditions de la vente. Le propriétaire peut, s'il estime le prix ainsi fixé insuffisant, renoncer à opérer la vente, mais alors il supporte les frais de l'expertise ordonnée par le tribunal paritaire.

Le cadre de notre étude nous a obligé de laisser dans l'ombre d'autres aspects importants de la législation récente en matière de droits fondamentaux. Malgré tout, ce que nous venons de dire nous permet d'en dégager les traits les plus saillants. Ceux-ci sont au nombre de deux: le principe de l'égalité a pris nettement le pas sur celui de la liberté; l'intérêt de la collectivité a été le plus souvent préféré à celui de l'individu.

Ces deux traits essentiels, se dégageaient clairement de la lecture de la Déclaration des droits que la première assemblée avait placée en tête de son œuvre constitutionnelle qui fut rejetée, on le sait, par le referendum du 5 mai 1946. La seconde Constituante préféra réaffirmer solennellement les droits de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, mais elle les compléta en proclamant "comme particulièrement nécessaires à notre temps les principes politiques, économiques et sociaux" dont les plus essentiels ont été reproduits plus haut. Tout en restant une démocratie politique la IV^e République adopte ainsi — plus que la Troisième — la forme d'une démocratie sociale.

Ezekiel GORDON,

*Ancien professeur à l'Université Fouad Ier
et à l'École française de droit du Caire.*

¹ Une réglementation dont l'origine remonte à la première guerre mondiale restreint considérablement les droits du propriétaire en ce qui concerne les locaux à usage d'habitation; ces restrictions concernent notamment le droit de renvoyer le locataire en fin de bail et la fixation du taux du loyer.

² Le droit de préemption préférentiel de l'exploitant ne lui profite que dans certaines conditions définies par la loi, dont l'une des principales est qu'il doit avoir joui du fonds, soit lui-même, soit par ses auteurs, au moins depuis cinq ans.

GRECE

CONSTITUTION DU ROYAUME DE GRECE¹

du 1er (14) juin 1911

DE LA RELIGION

Art. 1. — La religion dominante en Grèce est celle de l'Eglise orthodoxe orientale du Christ. Toute autre religion connue est tolérée et les pratiques du culte sont exercées librement sous la protection des lois. Le prosélytisme et tout autre intervention contre la religion dominante sont interdits.

Art. 2. — L'Eglise orthodoxe de Grèce, reconnaissant pour chef Notre-Seigneur Jésus-Christ, est dogmatiquement unie, d'une manière inséparable, avec la Grande Eglise de Constantinople et avec toute autre Eglise homodoxe de Jésus-Christ, conservant immuablement comme elles les saints canons apostoliques et synodaux et les saintes traditions. Elle est auto-céphale; elle exerce indépendamment de toute autre Eglise ses droits souverains. Elle est administrée par un Saint-Synode composé d'évêques. Les ministres de toutes les Eglises sont soumis, tout comme ceux de l'Eglise dominante, à la surveillance de l'Etat.

Le texte des saintes écritures demeure inaltérable. Il est rigoureusement interdit de le rendre en un autre dialecte quelconque sans l'autorisation préalable de l'Eglise de Grèce, confirmée par la Grande Eglise de Constantinople.

DU DROIT PUBLIC DES HELLENES

Art. 3. — Les Hellènes sont égaux devant la loi. Ils contribuent indistinctement selon leurs moyens aux charges de l'Etat. Seuls les citoyens hellènes sont admissibles aux emplois publics, sauf les exceptions particulières, qui seraient introduites par des lois spéciales. Sont citoyens hellènes tous ceux qui ont obtenu ou obtiendront cette qualité en conformité des lois de l'Etat. Les titres nobiliaires ne sont ni décernés ni reconnus aux citoyens hellènes.

Art. 4. — La liberté individuelle est inviolable; nul ne peut être poursuivi, arrêté, emprisonné ou autrement séquestré que dans les cas et les formes déterminés par la loi.

Art. 5. — Sauf le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté ou emprisonné sans mandat motivé des autorités judiciaires qui doit être communiqué au moment de l'arrestation ou de l'incarcération. La personne arrêtée en flagrant délit ou à la suite d'un mandat judiciaire sera amenée sans délai devant le juge

d'instruction, au plus tard dans les vingt-quatre heures ou, si l'arrestation a été opérée en dehors de la localité où siège le juge d'instruction, dans le délai strictement nécessaire pour le transfert de la personne arrêtée. Le juge d'instruction est tenu, au plus tard dans les trois jours qui suivront la comparution, soit de relâcher la personne arrêtée, soit de délivrer un mandat d'arrêt. Ces délais passés sans qu'aucune décision soit intervenue, tout employé des prisons ou tout autre fonctionnaire civil ou militaire, préposé à la garde de la personne arrêtée, est tenu de remettre celle-ci immédiatement en liberté. Les contrevenants aux dispositions ci-dessus sont punis pour détention arbitraire. Ils sont, en outre, tenus à la réparation de tout préjudice causé à la personne lésée ainsi qu'à une indemnité laissée à l'appréciation du juge, mais qui ne saurait en aucun cas être inférieure à dix drachmes par jour.

Art. 6. — Pour les crimes politiques, la chambre de mises en accusation du tribunal correctionnel a toujours le droit d'ordonner la mise en liberté du prévenu sous caution. Le montant de la caution est fixé par arrêt judiciaire, sujet à appel. La durée de la détention préventive pour crimes politiques ne peut en aucun cas excéder trois mois.

Art. 7. — Aucune peine n'est infligée qui n'aurait pas été préalablement déterminée par une loi.

Art. 8. — Nul n'est soustrait, contre sa volonté, à ses juges naturels.

Art. 9. — Un ou plusieurs citoyens, se conformant aux dispositions des lois de l'Etat, ont le droit de s'adresser par écrit aux autorités.

Celles-ci sont tenues d'agir au plus vite et de répondre par écrit à toute requête faite en conformité de la loi.

Il n'est permis de demander compte au pétitionnaire des infractions contenues dans la pétition que lorsque l'autorité compétente aura définitivement statué sur la pétition et avec l'autorisation de la susdite autorité.

Art. 10. — Les Hellènes ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes; la police n'a le droit d'assister qu'aux réunions publiques. Les réunions en plein air ne peuvent être interdites qu'au cas où elles constitueraient un danger pour la sécurité publique.

Art. 11. — Les Hellènes ont le droit de s'associer en observant les lois de l'Etat, qui ne sauraient toutefois en aucun cas faire dépendre ce droit d'une autorisation préalable du Gouvernement.

¹ Texte français dans *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, vol. 29, Paris, 1912. p. 121-126.

Une association ne peut être dissoute, pour violation des dispositions de la loi, que par arrêt judiciaire.

Art. 12. — Le domicile de chacun est un lieu d'asile. Les perquisitions domiciliaires ne peuvent être opérées que dans le cas et dans les formes déterminées par la loi.

Les contrevenants à ces dispositions sont punis pour abus de pouvoir. Ils sont en outre tenus à la pleine réparation du préjudice commis et à une indemnité à la personne lésée, fixée discrétionnairement par le tribunal, mais qui ne saurait être en aucun cas inférieure à cent drachmes.

Art. 13. — Nul n'est acheté ou vendu comme esclave en Grèce; l'esclave ou l'esclave acheté devient libre en foulant le sol hellénique.

Art. 14. — Chacun peut publier sa pensée, verbalement ou par écrit, en observant les lois de l'Etat. La presse est libre. La censure ou toute autre mesure préventive sont interdites.

Est également interdite la saisie des journaux et autres imprimés soit avant, soit après, la publication. Est, par exception, autorisée la saisie, après publication, pour outrages à la religion chrétienne ou à la personne du roi ou, dans les cas établis par la loi, pour publications obscènes, constituant une atteinte évidente à la pudeur publique.

Toutefois, dans ce cas et dans les vingt-quatre heures qui suivront la saisie, le procureur du roi devra soumettre ses propositions à la chambre des mises en accusation et celle-ci devra statuer sur le maintien ou la levée de la saisie, faute de quoi la saisie est levée de droit. Le droit d'appel contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation appartient à l'auteur de la publication, mais non au procureur du roi.

La publication de nouvelles ou communications concernant des mouvements de troupe ou des travaux de défense du pays peut être interdit dans les formes qui seront prescrites par la loi et sous la menace de saisie et de poursuites judiciaires. Les dispositions ci-dessus sont applicables à la saisie.

L'auteur d'une publication repréhensible et le directeur du journal qui l'aurait publiée sont, en outre des peines prévues par la loi pénale, civilement et solidairement tenus à la pleine réparation de tout préjudice commis et à une indemnité à la personne lésée, à l'appréciation du tribunal, mais qui ne saurait en aucun cas être inférieure à deux cents drachmes.

La publication d'un journal n'est permise qu'à des citoyens hellènes.

Art. 15. — Aucun serment ne peut être imposé dont la formule n'aurait pas été préalablement déterminée par une loi.

Art. 16. — L'enseignement est aux frais de l'Etat et sous sa haute surveillance.

L'instruction primaire est obligatoire et gratuite.

Il est permis à des particuliers ou à des personnes légales de fonder des écoles libres en se conformant à la constitution et aux lois de l'Etat.

Art. 17. — Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique, dûment constatée, dans les cas et les conditions prévus par la loi et toujours contre indemnité préalable.

L'indemnité est toujours fixée par voie judiciaire. En cas d'urgence, elle peut même être fixée provisoirement par voie judiciaire, après audition ou invitation à comparaître des personnes intéressées qui peuvent même, sur avis du tribunal, être obligées au versement d'une indemnité.

Jusqu'au versement de l'indemnité définitive ou provisoire, tous les droits de l'exproprié subsistent et l'occupation de sa propriété est interdite. Des lois spéciales régleront la propriété et la disposition des mines, trésors archéologiques, sources minérales et eaux courantes.

Art. 18. — La torture et la confiscation totale des biens sont abolies. La mort civile est abolie. La peine capitale est abolie pour les crimes politiques, sauf pour les crimes complexes.

Art. 19. — Aucune autorisation de l'autorité administrative n'est exigée pour la mise en accusation des fonctionnaires publics et municipaux pour actes punissables commis dans le service, à l'exception des dispositions spéciales édictées pour les ministres.

Art. 20. — Le secret des lettres est absolument inviolable.

DU ROI

Art. 44. — Le roi n'a d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont conférés formellement par la charte et les lois spéciales votées selon l'esprit de la constitution.

DU POUVOIR JUDICIAIRE

Art. 91. — Il ne peut être institué, sous quelque nom que ce soit, de commissions judiciaires ni de tribunaux d'exception.

Une loi spéciale réglera, en cas de guerre ou de mobilisation générale par suite de complications extérieures, la suspension provisoire, en tout ou en partie, des dispositions des articles 5, 6, 10, 11, 12, 14, 20 et 95¹ de la charte, ainsi que les conditions de la proclamation de l'état de siège et de l'institution et du fonctionnement de tribunaux d'exception. Cette loi ne pourra être modifiée durant les tra-

¹ *Art. 95.* — Les crimes politiques sont déferés au jury; de même, les délits de presse lorsqu'ils ne touchent pas à la vie privée.

vaux de la chambre qui sera appelée pour l'appliquer. Elle est appliquée, en tout ou en partie, sur toute l'étendue du territoire ou sur une partie seulement, par décret royal promulgué sur autorisation de la chambre.

En l'absence de la chambre, la loi peut être appliquée, même sans son assentiment, par décret royal contresigné par tous les membres du conseil des ministres. Le même décret, sous peine de nullité, convoque la chambre dans un délai de cinq jours, même si elle est arrivée à l'expiration de son mandat ou si elle a été dis-

soute; la chambre, par un acte spécial, décide le maintien ou l'abrogation du décret royal. L'inviolabilité parlementaire découlant de l'article 63 entre en vigueur à partir de la publication du décret royal.

Les décrets susmentionnés cessent d'être en vigueur, en cas de guerre, dès que la guerre aura pris fin; en cas de mobilisation, et de plein droit, deux mois après leur publication, si dans l'intervalle leur application n'a pas été prolongée par une nouvelle autorisation de la chambre.

GUATEMALA

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DE GUATEMALA¹

du 13 mars 1945

TITRE III

GARANTIES INDIVIDUELLES ET SOCIALES

Chapitre I

GARANTIES INDIVIDUELLES

Art. 21. — Chacun jouit des garanties qu'établit la présente constitution, sans autres restrictions que celles qu'elle-même détermine. Sous la même réserve est déclarée illégale et punissable toute inégalité de traitement instituée pour des motifs de filiation, de sexe, de race, de couleur, de classe, de croyances religieuses ou d'idées politiques.

Art. 22. — Il est de la fonction de l'Etat de maintenir et d'améliorer les conditions générales de l'existence de la nation; de s'efforcer d'assurer le bien-être de ses habitants et d'augmenter la richesse en créant et en favorisant les institutions de crédit et de prévoyance sociale.

Art. 23. — L'Etat protège avant tout la vie humaine. Les autorités de la République sont instituées pour maintenir les habitants dans la jouissance de leurs droits, qui sont avant tout: la vie, la liberté, l'égalité, et la sécurité de la personne, de l'honneur et des biens.

On ne peut empêcher personne de faire ce que la loi n'interdit pas.

Art. 24. — Les fonctionnaires ne sont pas les propriétaires, mais les dépositaires de l'autorité, ils sont soumis à la loi et ne lui sont jamais supérieurs; ils sont toujours responsables de leur conduite officielle. Suivant ce principe, aucun organisme de l'Etat et aucun fonctionnaire public n'a plus de pouvoirs ou d'autorité que ceux que lui confère expressément la loi.

La responsabilité civile des fonctionnaires et des employés publics pour toute transgression de la loi, commise dans l'accomplissement de leur charge, pourra être mise en cause à tout moment tant que la prescription n'est pas acquise. Le délai de cette prescription sera de dix ans. La responsabilité criminelle cessera d'exister après le double du délai indiqué par la loi pénale.

Dans les deux cas, le délai de la prescription commencera à courir à partir du jour où le fonctionnaire ou l'employé public a cessé l'exercice de la charge pendant laquelle il a encouru la responsabilité.

On ne peut molester ou poursuivre aucun fonctionnaire ou employé public en raison de ses opinions politiques, sociales ou religieuses.

Si le fonctionnaire ou employé public, dans l'exercice de sa charge, porte préjudice à un tiers en ne remplissant pas ses devoirs, l'Etat ou la collectivité au service desquels il se trouve seront subsidiairement responsables des dommages et des préjudices qui en résultent.

La loi détermine toutes les autres questions relatives à la responsabilité des fonctionnaires et des employés publics.

Le Président de la République et celui de l'organisation judiciaire; les Ministres d'Etat, les magistrats et les procureurs des cours de justice, les magistrats du contentieux administratif et ceux de la cour des comptes; les gouverneurs, les juges des tribunaux de première instance; les agents des contributions; les maires; les trésoriers municipaux et spéciaux, et en général tous les fonctionnaires et employés publics que la loi détermine ou qui manient ou administrent des fonds de l'Etat ou de la municipalité, doivent remettre une déclaration de tous leurs biens et dettes de façon que, lorsqu'ils cessent leurs fonctions et même quand ils sont en exercice, quiconque puisse, sans encourir aucune responsabilité, les mettre en cause par comparaison de biens et d'avoirs.

Art. 25. — Toute personne est libre d'entrer, de séjourner sur le territoire de la République et d'en sortir, sous réserve des restrictions que la loi établit. Nul ne peut être contraint de changer de domicile ou de résidence excepté par un ordre écrit de l'autorité judiciaire dans les cas spéciaux et dans les conditions que la loi indique. On ne peut expulser un Guatémalien et on ne peut l'empêcher de pénétrer sur le territoire de la République ou lui refuser un passeport ou d'autres pièces d'identité.

Art. 26. — Le Guatemala reconnaît et accorde le droit d'asile à ceux qui sont poursuivis pour des délits politiques, à condition qu'ils respectent la souveraineté et les lois nationales. Est interdite l'extradition des condamnés politiques.

On n'essaiera dans aucun cas d'obtenir l'extradition des Guatémaliens coupables de délits politiques qui se seraient réfugiés en territoire étranger. Aucun Guatémalien ne peut être remis à un Gouvernement étranger pour être jugé ou puni, excepté pour des délits graves de droit commun mentionnés dans les traités en vigueur conclus sur la base de la réciprocité. Il est également défendu de solliciter ou d'accepter l'extradition pour des délits de droit commun en rapport avec des délits politiques. Quand on accepte d'expulser un étranger du territoire national, on ne le dirigera pas vers l'Etat qui le poursuit, s'il s'agit d'un réfugié politique.

¹ Texte espagnol dans *Constitución de la República de Guatemala*. Guatemala, C.A., 1946. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 27. — Tout service qui n'est pas dû gratuitement en vertu de la loi ou d'un jugement fondé sur elle mérite un salaire, équitable et conforme à la loi.

Art. 28. — Tous peuvent disposer librement de leurs biens, à condition qu'en le faisant ils n'enfreignent pas la loi. Cependant les substitutions sont absolument interdites, de même que toutes institutions de main-morte, à l'exception seulement de celles qui sont destinées à des fondations de bienfaisance et des fondations artistiques ou scientifiques. Il leur faudra l'approbation du Gouvernement. Est autorisé l'établissement de fidéicommiss dont le délai ne dépasse pas vingt-cinq ans; en tous cas, ils devront être exécutés par une banque ou une institution de crédit autorisée à exercer son activité dans la République. On ne peut en aucun cas accorder cette autorisation aux congrégations religieuses ou monastiques, ni aux ministres d'un culte ou d'une religion quels qu'ils soient.

Les délais ne pourront être prorogés que lorsqu'il s'agit de garantir des malades incurables ou des incapables.

Art. 29. — L'exercice de toutes les religions et celui de tous les cultes, sans prééminence d'aucune sorte, est libre à l'intérieur des temples; mais cette liberté ne va pas jusqu'à permettre des actes subversifs ou des pratiques incompatibles avec la paix et l'ordre publics et elle n'exempte pas de l'accomplissement des obligations civiles, sociales et politiques.

Les sociétés ou groupements religieux ou leurs membres, en cette qualité, ainsi que les ministres des cultes, ne peuvent intervenir dans les affaires politiques ni dans les questions relatives à l'organisation du travail.

Art. 30. — Les habitants de la République ont le droit d'adresser, individuellement ou collectivement, des pétitions à l'autorité qui a l'obligation d'y donner suite sans retard et conformément à la loi et de communiquer ses décisions aux intéressés. La force armée ne peut délibérer, ni exercer les droits de pétition et de suffrage.

Art. 31. — Est reconnu le droit de se réunir pacifiquement et sans armes. La loi réglemente le droit de se réunir en plein air et celui de manifester. Les manifestations religieuses à l'intérieur des temples sont permises et sont réglementées par la loi correspondante.

Art. 32. — Est garanti le droit d'association aux diverses fins qui intéressent la vie humaine, conformément à la loi. Est interdit l'établissement de congrégations conventuelles et de toute espèce d'institutions ou d'associations monastiques, ainsi que la formation et le fonctionnement d'organisations politiques à caractère international ou étranger. Ne sont pas comprises dans cette interdiction les organi-

sations qui encouragent l'union des Républiques de l'Amérique centrale, et les doctrines pan-américaines ou celles de solidarité continentale.

Art. 33. — Les Guatémaliens ont le droit de s'organiser en partis politiques, lesquels doivent être déclarés conformément aux dispositions de la loi électorale.

La loi électorale doit respecter le principe qui veut que dans les élections d'organismes représentatifs, les minorités importantes, en harmonie avec le système technique que l'on adoptera, jouissent du droit de représentation.

Art. 34. — Est punissable tout acte qui empêche le citoyen, totalement ou en partie, de participer à la vie politique de la nation ou d'exercer ses droits civiques, sous réserve des restrictions qu'établit la présente constitution.

Art. 35. — La correspondance de toute personne, ainsi que ses papiers et livres privés, sont inviolables. Ceux qui seraient soustraits ne feront pas foi en justice. On ne pourra les saisir et les examiner qu'en vertu d'un ordre du juge compétent et en respectant les formalités légales.

Les fonctionnaires compétents du Ministère des Finances pourront également, sur un ordre écrit, procéder à l'examen des papiers et des livres privés relatifs au paiement des impôts. En tous cas, la saisie et l'examen doivent s'effectuer en présence de l'intéressé, de son mandataire ou d'une personne de sa famille et, à leur défaut, devant deux témoins habitant la localité et d'une honorabilité reconnue.

Art. 36. — Est libre, sans censure préalable, la manifestation de la pensée, par n'importe quel moyen de diffusion. Est responsable devant la loi quiconque abuse de ce droit en ne respectant pas la vie privée ou la morale.

Les dénonciations ou les attaques visant des fonctionnaires ou des employés publics dans l'exercice de leurs fonctions en raison d'actes purement officiels, ne constituent pas des délits pour calomnie ou injure. Ceux qui se croient offensés auront droit à publier leur défense et leurs rectifications; en outre, ils pourront exiger qu'un tribunal d'honneur, constitué en la forme que la loi détermine, déclare si la publication a été injurieuse ou calomnieuse. Ce tribunal ne pourra comprendre ni fonctionnaires ni employés publics.

Les ateliers typographiques et les stations de radiodiffusion, de même que les autres moyens de manifestation de la pensée avec leurs machines et leur matériel respectifs, ne peuvent être saisis ou confisqués. On ne peut non plus pas arrêter ou interrompre leur activité en raison d'un délit ou d'une faute commise à l'occasion de la manifestation de la pensée.

Un jury connaîtra des délits ou des fautes visés au présent article et une loi spéciale

déterminera tout ce qui est relatif à ce droit.

Une loi spéciale réglementera également la radiodiffusion en respectant les mêmes garanties et les mêmes règles.

Art. 37. — Le domicile est inviolable. Nul ne peut y pénétrer sans l'autorisation de l'habitant, sauf sur un ordre écrit du juge compétent; on ne peut jamais y pénétrer après dix-huit heures ou avant six heures. La loi détermine les formalités et les cas exceptionnels dans lesquels on peut en effectuer la violation. L'examen des documents et des effets doit toujours s'effectuer en présence de l'intéressé, de son mandataire ou d'une personne de sa famille ou, à leur défaut, de deux témoins habitant la localité et d'une honorabilité reconnue.

Art. 38. — Tous les Guatémaliens, sans distinction de sexe, sont admissibles aux emplois et aux charges publics en tenant compte de leurs mérites et de leurs capacités, sous réserve des incompatibilités que les lois indiquent et des limitations qu'établit la présente constitution.

Art. 39. — L'obéissance en matière civile, et, en matière militaire, l'obéissance aux ordres qui visent des civils, a comme limite l'illégalité manifeste de l'ordre. Le gardien de prison qui fera usage de ses armes contre un détenu ou un prisonnier qui tenterait de s'enfuir sera nécessairement inculpé et responsable, conformément à la loi, du délit qu'il aura commis.

Art. 40. — Les habitants de la République ont le droit de libre accès devant les tribunaux pour exercer leurs actions dans la forme prescrite par les lois. Les étrangers ne pourront recourir à la protection diplomatique que dans les cas de déni de justice. Une sentence exécutoire défavorable au réclamant n'est pas considérée comme un déni de justice.

Art. 41. — Nul ne peut être contraint, dans une cause criminelle, de faire des déclarations contre lui-même, contre son conjoint ou ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou le second degré d'affinité.

Art. 42. — Est inviolable en justice la défense de la personne et de ses droits et nul ne peut être jugé par des tribunaux qui n'ont pas été créés antérieurement par la loi.

Art. 43. — Nul ne peut être détenu ou arrêté si ce n'est pour cause de délit, de faute ou de contrainte judiciaire et sur un ordre écrit de l'autorité compétente délivré conformément à la loi, excepté s'il s'agit d'un condamné réfractaire ou d'un flagrant délit, dans lesquels cas l'ordre préalable ne sera pas nécessaire; cependant les détenus doivent être mis sans délai à la disposition de l'autorité judiciaire et retenus dans les locaux destinés à la détention provisoire.

Ne doivent pas être détenues pour de simples fautes ou des infractions aux règlements de

police, les personnes dont on peut établir l'identité grâce aux pièces qu'elles présentent ou grâce au témoignage d'une personne connue ou qui a fait dûment la preuve de son identité. Dans ces cas, l'autorité ou ses agents doivent limiter leur action à prévenir le contrevenant qu'il a à comparaître devant le juge compétent dans le délai de vingt-quatre heures, sans compter les dimanches et les jours fériés. La loi déterminera les sanctions qu'encourent ceux qui n'obéissent pas à cette disposition ainsi que la façon d'intenter contre eux une action judiciaire.

On ne peut ordonner d'emprisonnement pour dettes, excepté s'il s'agit de pensions alimentaires pour des enfants mineurs, des parents abandonnés, un conjoint ou des frères incapables, lorsque celui qui est tenu de les fournir possède les ressources matérielles nécessaires et qu'il se refuse à remplir ce devoir ou si, pour l'éviter, il cède ses biens à des tierces personnes.

Art. 44. — Nul ne peut être mis au secret pendant plus de quarante huit heures. Si cette prescription est violée, l'autorité qui donne l'ordre et le directeur de la prison ou les employés qui l'exécutent ou le font exécuter seront destitués de leur emploi et ils encourront les peines que détermine la loi.

Art. 45. — Les prisons sont des endroits qui ont pour but de mettre les prisonniers en sécurité et de veiller à leur redressement et non pas de les maltraiter et de les soumettre à des contraintes que cette sécurité n'exige pas. En aucun cas on ne peut leur infliger des tortures, des vexations, des mauvais traitements ou toute autre forme de coercition, ni leur imposer des exactions illégales. Si cette prescription est violée, l'autorité qui donne l'ordre et le directeur de la prison ou les subalternes qui l'exécutent ou le font exécuter, seront destitués de leur emploi et ne pourront jamais plus prétendre à un emploi public quel qu'il soit; ils subiront en outre la peine correspondante et seront responsables du paiement de l'indemnité respective.

Les endroits destinés à la détention et à l'accomplissement des peines sont des institutions civiles et sont subordonnés aux tribunaux.

Les peines d'emprisonnement se purgeront uniquement dans les établissements destinés à cet effet. Les mineurs ne doivent pas être détenus dans les établissements destinés aux adultes, mais dans des maisons de correction, et être confiés aux soins et à la surveillance de personnes compétentes qui veilleront à leur éducation complète et leur fourniront les soins médicaux de façon à leur permettre de reprendre rapidement leur place dans la société. L'ordre de réclusion doit être donné par le tribunal compétent. Toutes les questions

relatives aux délits commis par des mineurs feront l'objet d'une loi spéciale.

Art. 46. — Tout détenu doit être interrogé dans les quarante-huit heures; au moment de sa déclaration, on lui fera connaître le motif de sa détention, le nom de la personne qui l'accuse et tout ce qu'il a besoin de savoir pour connaître le fait punissable qu'on lui impute. A partir de ce moment cessera la mise au secret; à ce stade de la procédure il pourra déjà choisir un défenseur; le détention ne peut excéder cinq jours; dans ce délai on doit délivrer l'ordre d'incarcération ou ordonner la mise en liberté du prévenu.

Art. 47. — On ne peut délivrer de mandat d'emprisonnement sans qu'il y ait eu préalablement une enquête sommaire permettant de constater qu'il y a eu délit, ni sans qu'il y ait un motif suffisant, selon la loi, pour faire croire que le détenu est coupable de ce délit.

Art. 48. — Dans les citations adressées par une autorité, un fonctionnaire ou un employé public quel qu'il soit, doit figurer le motif de la comparution.

Art. 49. — Ne sont pas punissables les actions ou les omissions qui ne sont pas qualifiées comme délits ou fautes, et punissables aux termes d'une loi antérieure à leur commission. Les lois pénales auront un effet rétroactif quand elles seront favorables aux délinquants. Les autres lois n'ont de rétroactivité que pour des motifs d'ordre public, d'utilité sociale ou de nécessité nationale, déclarés expressément dans la loi qui devra avoir été adoptée par les deux tiers du nombre total des députés qui constituent le Congrès.

Art. 50. — Les dispositions légales, gouvernementales ou autres qui règlent l'exercice des droits que garantit la présente constitution, seront nulles de droit si elles les amoindrissent, les restreignent ou en donnent une fausse interprétation. Seront également nuls de plein droit les actes ou contrats qui violent les principes constitutionnels. Est légitime la résistance qui a pour but la protection des droits individuels antérieurement garantis. L'action judiciaire intentée pour infraction aux principes du présent titre est publique et elle peut être intentée sans caution ni formalité d'aucune sorte, par simple dénonciation.

L'énumération des droits garantis dans le présent titre n'exclut pas les autres droits qu'établit la présente constitution ni les autres de semblable nature, ou qui découlent du principe de la souveraineté du peuple, de la forme républicaine et démocratique du Gouvernement et de la dignité de l'homme.

Art. 51. — Toute personne a le droit de réclamer protection dans les cas et pour les motifs suivants:

a) Pour se faire maintenir ou rétablir dans

la jouissance des droits et garanties qu'établit la constitution;

b) Pour faire déclarer, dans des cas concrets, qu'une loi, une réglementation, ou toute autre disposition de l'autorité ne lui est pas applicable. Toute personne illégalement arrêtée, détenue ou entravée de quelque manière que ce soit dans la jouissance de sa liberté individuelle ou qui a subi des vexations au cours d'un emprisonnement par ailleurs légal a le droit de demander sa présentation immédiate, que ce soit pour être remise en liberté, pour faire cesser les vexations, ou pour mettre fin à la contrainte à laquelle elle est soumise. Si le tribunal ordonne la mise en liberté de la personne illégalement détenue, celle-ci sera libre sur le champ. Si on le demande ou si le juge du tribunal l'estime opportun, la présentation à laquelle fait allusion le présent alinéa aura lieu à l'endroit où se trouve le détenu victime de mauvais traitements ou de contrainte, sans avis préalable ou notification d'aucune sorte aux parties.

Art. 52. — Nul ne peut être condamné sans avoir été cité, entendu et reconnu coupable en justice.

La peine de mort ne sera appliquée qu'après une sentence prononcée à la suite d'un procès devant les tribunaux de la République et pour les délits que la loi détermine et commis par des majeurs du sexe masculin.

Tous les recours légaux existants sont permis contre ces sentences — qui ne pourront jamais se fonder sur la présomption — y compris le recours en cassation et le recours en grâce, excepté dans le cas d'invasion du territoire, dans une ville ou une place assiégée ou lorsqu'il y a mobilisation pour raisons de guerre.

Art. 53. — Tous les actes administratifs sont publics et les citoyens ont le droit de demander à n'importe quel moment qu'on les renseigne à leur sujet, excepté quand il s'agit d'affaires diplomatiques ou d'opérations militaires.

Art. 54. — Les garanties visées aux articles 25, 27, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 43 et 48 pourront être restreintes conformément aux dispositions de l'article 138 de la présente constitution.

CHAPITRE II

GARANTIES SOCIALES

Section 1. — Le travail

Art. 55. — Le travail est un droit de l'individu et une obligation sociale. Le vagabondage est punissable.

Art. 56. — Le capital et le travail, en tant que facteurs de la production, doivent être protégés par la loi.

Art. 57. — L'Etat utilisera les ressources dont il dispose pour fournir une occupation à

tous ceux qui n'en ont pas et leur assurer les conditions matérielles nécessaires à une existence digne.

Art. 58. — Les lois qui règlent les rapports entre le capital et le travail tiendront compte des circonstances économiques et sociales du pays, des conditions et des possibilités à chaque région et du caractère et des possibilités des divers genres d'activité. En ce qui concerne les travailleurs agricoles, l'Etat prendra en considération leurs conditions et leurs besoins, la région où ils travaillent et les autres circonstances particulières à ce genre de travail.

Lesdites lois respecteront les principes suivants qui sont les principes fondamentaux de l'organisation du travail :

1. La réglementation des contrats de travail individuels et collectifs qui seront obligatoires pour les patrons et les travailleurs.

Seront nulles et n'obligeront pas les contractants, même si elles sont exprimées dans un contrat de travail ou un pacte quels qu'ils soient, les clauses qui impliquent l'abandon, la diminution ou une fausse interprétation d'un droit quelconque reconnu au travailleur par la présente constitution ou par la loi.

2. La fixation périodique du salaire minimum que doivent recevoir les travailleurs de toutes catégories, en tenant compte des possibilités des entreprises patronales et des besoins d'ordre matériel, moral et culturel des travailleurs ainsi que de leurs devoirs en tant que chefs de famille. Le travailleur ou l'employé a droit à un jour de repos rémunéré par période de six jours de travail. Les jours de congé reconnus par la loi seront également rémunérés. Lorsque l'on effectue, aux termes d'un contrat, des journées ou des heures de travail supplémentaires, celles-ci seront payées au taux que la loi établira.

Dans chaque zone, des commissions paritaires présidées par un représentant de l'Etat, détermineront ce salaire minimum. Dans les travaux à forfait, à la commission ou aux pièces, il sera obligatoire de calculer raisonnablement le salaire minimum par journée de travail.

Le minimum de tout salaire est insaisissable, sauf pour une pension alimentaire, dans la forme que la loi établira. On ne peut pas non plus saisir les instruments de travail appartenant aux travailleurs.

On ne peut effectuer sur le salaire du travailleur aucune déduction qui ne soit autorisée par la loi.

La loi établira les créances privilégiées en faveur des travailleurs, pour les salaires ou les traitements dus pour le trimestre précédent. Le Pouvoir exécutif, dans les cas de nécessité nationale, pourra fixer les prix et les salaires.

3. L'obligation de payer au travailleur son salaire en monnaie ayant cours légal et non pas au moyen de bons, de coupons, de marchandises ou de tout autre article ; cependant le travailleur agricole pourra recevoir en paiement des articles alimentaires jusqu'à concurrence de 30 pour 100 de son salaire au maximum, à condition que le patron les lui fournisse au prix de revient ou à un prix inférieur.

4. La journée effective de travail de jour, qui sera au maximum de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine. La journée effective de travail est le temps pendant lequel le travailleur est à la disposition du patron.

La journée effective de travail de nuit, qui sera au maximum de six heures par jour et de trente-six heures par semaine. La loi déterminera à partir de quelle heure commence le travail de nuit, ainsi que la quantité et la fréquence des journées et des heures supplémentaires de travail, d'une façon qui soit compatible avec la santé des travailleurs.

Ceux qui, par une disposition de la loi ou d'accord avec les patrons, travaillent moins de quarante-huit heures par semaine, auront droit à recevoir intégralement le salaire de la semaine ordinaire.

5. Les congés annuels payés aux travailleurs après un an ou plus de services ininterrompus. La loi en réglementera la date, la répartition et l'importance.

6. L'égalité des salaires ou des traitements pour un travail égal effectué dans des conditions identiques et exécuté dans la même entreprise, sans distinction d'âge, de race, de sexe ou de nationalité, en tenant compte uniquement de la capacité, de la productivité et de l'honnêteté.

7. La préférence pour les travailleurs guatémaliens à égalité de conditions, en fixant la proportion minimum des nationaux pour chaque entreprise, compte tenu non seulement du nombre, mais aussi du montant total du salaire ou des traitements payés.

8. Le droit de se syndiquer librement, et exclusivement pour la défense de leurs intérêts économiques et sociaux, pour les patrons, les employés, les fonctionnaires et les travailleurs en général. L'Etat, pour la défense des intérêts des affiliés, contrôlera le maniement des fonds des organismes syndicaux.

9. La réglementation des droits de grève et de lock-out.

10. La protection de la femme et du mineur qui travaillent, en réglant les conditions dans lesquelles ils doivent fournir leurs services.

On ne peut établir de différence entre les femmes mariées et les femmes célibataires en ce qui concerne le travail.

La loi réglementera la protection de la maternité des travailleuses. On ne pourra exiger d'elles un travail qui requiert un effort physique considérable au cours des trois mois qui précèdent l'accouchement. Les mères qui travaillent jouiront d'un repos obligatoire rémunéré un mois avant et quarante-cinq jours après l'accouchement; pendant la période de l'allaitement, elles auront droit, par jour, à deux périodes supplémentaires de repos, d'une demi-heure chacune, pour allaiter leur enfant.

On ne peut employer des enfants de moins de quatorze ans dans les usines, les fermes ou autres entreprises. La loi fixera les exceptions, pour des motifs d'apprentissage ou de coopération à l'économie familiale, compatibles avec l'obligation scolaire.

De même, la loi réglementera le travail et la journée maximum des jeunes gens de plus de quatorze ans.

Il est défendu d'employer des enfants de moins de seize ans ou des femmes à des travaux insalubres et dangereux.

11. L'obligation pour le patron d'accorder au travailleur, quand il est licencié sans motif justifié, une indemnité équivalente à un mois de traitements ou de salaire pour chaque année de travail ininterrompu et, lorsque les services rendus n'atteignent pas un an, une indemnité proportionnelle au nombre de mois pendant lequel il a travaillé, en déduisant les deux premiers mois, qui sont considérés comme stage. Le patron est tenu d'indemniser de la même manière le travailleur ou l'employé qui, à la suite d'un manque de probité de sa part, ou parce qu'il aurait reçu de lui des mauvais traitements qui diminueraient sa dignité d'homme, abandonnerait son service. Le patron ne pourra être exempté de cette responsabilité lorsque les mauvais traitements proviennent de subordonnés ou de serviteurs qui agissent avec son consentement ou sa permission. On ne peut licencier un ouvrier parce qu'il a participé à une grève licite ou représenté des travailleurs au cours d'un conflit.

12. La réglementation des contrats d'apprentissage et d'embauchage ainsi que les conditions auxquelles sont soumis certains genres de travaux, comme par exemple celui qu'on effectue au domicile d'autrui ou le travail des domestiques.

13. Les bénéfices qui reviennent au travailleur, les cas dans lesquels il y a droit, et la période où l'on doit les lui verser.

14. Les mesures d'assistance et de prévoyance sociales nécessaires pour les travailleurs.

15. Les conditions de sécurité et d'hygiène dans lesquelles doit s'effectuer le travail. Dans les établissements où s'effectuent des travaux, on observera strictement les règlements et les

dispositions concernant l'hygiène et la salubrité. Les patrons sont tenus d'adopter des mesures appropriées pour protéger les travailleurs contre les accidents dans l'emploi des machines, des instruments et du matériel de travail.

16. L'obligation, pour les entreprises situées en dehors des centres habités, de fournir aux travailleurs et aux familles de ceux-ci des logements convenables, des écoles, des infirmeries et les autres services et soins indispensables à leur bien-être physique et moral. Pour déterminer cette obligation, on tiendra compte de l'importance de l'entreprise et des dispositions de la loi.

Art. 59. — Les dettes provenant d'un contrat de travail ne pourront être supérieures au salaire du nombre de jours fixés par la loi. Tout montant excédant cette somme que recevrait le travailleur ne peut être exigible.

Art. 60. — Les chefs d'entreprises seront responsables des accidents dont sont victimes les travailleurs et des maladies professionnelles qu'ils contractent en raison de leurs travaux, ou au cours de l'exécution de ceux-ci, ou en raison de leur profession, excepté dans les cas suivants: l'intention manifeste de la victime, des cas de force majeure étrangers au travail, un accident arrivé au travailleur qui exécute pour le compte du patron des travaux à son domicile particulier et un accident dû à l'état d'ivresse prouvé de la victime. Cette responsabilité subsistera même dans le cas où le patron s'est assuré les services de la victime par un intermédiaire. L'indemnisation correspondante sera évaluée par la loi, selon qu'il y aura eu décès ou incapacité de travail.

Art. 61. — Les associations syndicales devront, avant de commencer à fonctionner, obtenir une autorisation de l'autorité compétente. L'inscription détermine la personnalité juridique des syndicats.

Les comités directeurs et les organes consultatifs de ces associations devront se composer exclusivement de Guatémaliens de naissance.

Il est défendu aux étrangers d'intervenir dans les questions relatives aux organisations de travailleurs.

Art. 62. — Pour rendre effectives les dispositions légales en matière sociale, l'Etat contrôlera et inspectera les entreprises.

Art. 63. — Est instituée l'assurance sociale obligatoire. Les lois en réglementeront le montant, la portée et la forme. Elle comprendra au moins l'assurance contre l'invalidité, la vieillesse, le décès, la maladie et les accidents de travail.

La patron, les ouvriers et l'Etat interviendront dans le paiement de la prime d'assurance.

Art. 64. — Les conflits relatifs au travail sont soumis à une juridiction spéciale. Les tribunaux du travail dépendent de l'organisme judiciaire; la loi détermine leur nombre et leur organisation.

Art. 65. — L'Etat favorisera la préparation technique des travailleurs et l'élévation de leur niveau économique et culturel.

Art. 66. — L'Etat soutient la formation d'entreprises coopératives et spécialement de coopératives de consommation dans les centres de travail. Les sociétés de secours mutuels sont reconnues comme un principe et une pratique de la vie sociale. L'Etat favorisera le crédit agricole et rural, accordera un appui efficace à l'élevage et protégera les industries agricoles. Il s'efforcera de même de maintenir les travailleurs dans les campagnes.

Art. 67. — On favorisera la construction d'habitations à bon marché et de colonies de travailleurs.

L'administration publique prendra des mesures pour que les habitations des travailleurs indigènes, dans les propriétés rurales, forment des villages à l'intérieur même de la propriété, de façon qu'ils puissent bénéficier des avantages culturels et sanitaires des centres urbains.

Art. 68. — Est instituée l'organisation officielle obligatoire pour l'exercice des professions libérales, sous la direction de l'Université. Une loi réglera les conditions d'application de cette disposition.

Art. 69. — On ne peut renoncer aux droits et aux avantages que garantit la présente section et leur énumération n'exclut pas les autres droits et avantages qui découlent des principes élevés de justice sociale énoncés par la loi.

Section 2. — Fonctionnaires publics

Art. 70. — La loi établira le statut des fonctionnaires publics en se fondant sur le principe que les fonctionnaires et les employés publics sont au service de la nation. Le statut déterminera spécialement les conditions d'admission dans l'administration; les règles d'avancement; les garanties relatives à la stabilité, à la cessation de fonctions, à la suspension, au transfert; les devoirs des fonctionnaires et des employés, les recours qu'ils peuvent introduire contre les résolutions qui leur sont défavorables et les formes de leur association. La loi déterminera dans quels cas et à quelles conditions ou reconnaît aux employés publics le droit de grève.

Les fonctionnaires et les employés publics ont droit aux avantages reconnus aux travailleurs en général, et leurs rapports individuels avec l'Etat, considéré comme patron, feront l'objet de lois qui respecteront dans la

mesure du possible les dispositions de la section de la présente constitution relatives au travail.

Aucune personne ne pourra exercer à la fois deux ou plusieurs emplois ou charges publiques rémunérées, à l'exception des médecins qui prêtent leurs services aux hôpitaux et de ceux qui exercent des fonctions de professeur.

Art. 71. — Les services publics et les institutions civiles ne pourront être militarisés, excepté en cas de calamité nationale manifeste ou de mobilisation pour cause de guerre, et uniquement pour la durée de celles-ci.

Section 3. — De la famille

Art. 72. — La famille, la maternité et le mariage sont sous la protection de l'Etat qui veillera également, d'une façon spéciale, au strict accomplissement des obligations qui en découlent.

Art. 73. — Le patrimoine familial est protégé par une législation spéciale.

Art. 74. — L'Etat favorisera l'organisation de la famille sur la base juridique du mariage, lequel repose sur l'égalité absolue des droits des deux conjoints.

La loi déterminera les cas dans lesquels, pour des raisons d'équité, l'union entre des personnes qui possèdent la capacité légale de contracter mariage doit être tenue pour équivalente, en raison de sa stabilité et de son caractère exclusif, au mariage civil.

Art. 75. — Est instituée l'adoption en faveur des mineurs. La loi régleme cette question.

Art. 76. — Il n'est pas reconnu d'inégalité légale entre les enfants. Tous, y compris les enfants adoptifs, jouissent des mêmes droits.

Est abolie la qualification de la nature de la filiation. On ne consignera aucune déclaration établissant une différence entre les naissances ou portant sur l'état civil des parents, dans aucun acte, attestation ou certificat se rapportant à la filiation.

La loi déterminera la façon de rechercher la filiation.

Art. 77. — Il appartient à l'Etat de veiller à la santé physique, mentale et morale de l'enfance, en créant les établissements et les organismes nécessaires et appropriés.

Les lois pour la protection de l'enfance sont d'ordre public, et les établissements officiels désignés à cette fin ont le caractère de centres d'assistance sociale et non pas d'institutions de charité.

Art. 78. — Les pères de famille pauvres qui ont six enfants mineurs ou plus recevront une protection spéciale de l'Etat. A égalité de capacité, ils auront la préférence pour la nomination à des charges publiques.

Section 4. — De la culture

Art. 79. — La protection et la propagation de la culture, dans toutes ses manifestations, constituent une obligation primordiale de l'Etat.

Art. 80. — C'est une fonction primordiale de l'éducation que de conserver et d'accroître la culture universelle, de favoriser l'amélioration de la race, et d'augmenter le patrimoine spirituel de la nation. L'éducation doit embrasser en même temps la défense de la santé physique, la formation civique et morale, l'instruction et l'initiation à l'activité pratique.

Il appartient aux maîtres de préserver et d'augmenter la dignité inhérente à la personne des enfants et des adolescents, et à l'Etat de permettre aux maîtres d'avoir une situation économique, sociale et culturelle digne.

Art. 81. — Il y aura un minimum d'enseignement commun obligatoire pour tous les habitants du pays, défini par des limites d'âge, et conforme aux plans et aux programmes fixés par la loi correspondante.

L'éducation dans les écoles officielles est laïque, et le minimum d'enseignement commun auquel se réfère l'alinéa précédent doit, en outre, être donné gratuitement. Les établissements privés d'enseignement sont soumis à l'inspection de l'Etat, et pour que l'enseignement qu'ils donnent soit légalement reconnu, ils doivent obtenir une autorisation expresse et respecter les plans et les programmes officiels.

L'Etat doit accorder une attention toute spéciale à la formation des maîtres.

On ne reconnaît officiellement d'autres titres ou diplômes que ceux que délivrent l'Etat et l'université de San-Carlos de Guatemala, ainsi que ceux qu'ont obtenus, dans des universités et des écoles étrangères, des personnes qui remplissent les conditions d'encadrement fixées par la loi, sous réserve des dispositions des traités internationaux.

Les titres délivrés par des universités et des écoles de l'Amérique Centrale seront reconnus officiellement dans la République dès que les plans et les programmes d'étude seront unifiés.

Art. 82. — Sont déclarés d'utilité sociale : la campagne nationale en faveur de l'enseignement, la gratuité du minimum d'enseignement officiel commun, agricole, industriel, artistique et normal, la fondation de bourses de perfectionnement et de spécialisation culturelle et technique ; l'établissement d'instituts d'apprentissage et polytechniques, de bibliothèques populaires et scolaires, d'hémérothèques et autres centres culturels, ainsi que le développement des sports et de la culture physique.

L'Etat doit s'efforcer d'aider les Guatémaliens indigents à avoir accès à l'enseigne-

ment de tous les degrés, en tenant uniquement compte de la vocation et des aptitudes.

Les propriétaires de domaines agricoles, d'usines et d'autres grandes entreprises sont tenus de doter et de soutenir les écoles destinées à la population scolaire paysanne et ouvrière vivant sur leurs propriétés. L'organisation de ces écoles, la nomination du personnel enseignant et leur inspection appartiennent à l'Etat.

Art. 83. — Est déclaré d'utilité et d'intérêt nationaux le développement d'une politique générale visant au progrès économique, social et culturel des groupes indigènes. A cet effet, on peut édicter des lois, des règlements et des dispositions spéciales pour les groupes indigènes, en considérant leurs besoins, leurs conditions, leurs pratiques, leurs usages et leurs coutumes.

Art. 84. — L'université de San-Carlos de Guatemala est autonome et s'administre conformément à la loi correspondante et à ses statuts. L'Etat contribuera à assurer et à augmenter le patrimoine universitaire et il réservera chaque année dans son budget un poste destiné à soutenir l'université.

Art. 85. — L'Etat garantit la liberté de la parole *ex cathedra*.

Art. 86. — Toute la richesse artistique, historique et religieuse du pays, quel qu'en soit le propriétaire, fait partie du trésor culturel de la nation ; elle est sous la garde et la protection de l'Etat. Son exportation est défendue et on pourra empêcher son aliénation ou sa transformation quand l'intérêt de la patrie l'exige. L'Etat organisera un recensement de la richesse artistique, historique et religieuse, assurera sa garde et veillera à sa parfaite conservation. L'Etat doit protéger également les sites et les monuments remarquables par leur beauté naturelle ou d'une valeur artistique ou historique reconnue.

Art. 87. — Les arts et les industries populaires sont des éléments de la culture nationale et ils jouiront d'une protection spéciale visant à conserver leur authenticité artistique et à assurer leur production et leur distribution.

TITRE IV

REGIME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Art. 88. — L'Etat organisera l'économie nationale au bénéfice du peuple, en vue d'assurer à chaque individu une existence digne et profitable à la collectivité.

C'est une fonction primordiale de l'Etat que de favoriser l'élevage et l'industrie en général, en faisant que les fruits du travail profitent surtout aux producteurs et que le plus grand nombre possible d'habitants de la République participent à la richesse.

Art. 89. — Appartiennent à la nation :

1. Les biens du domaine public ;
2. Les eaux de la zone maritime qui borde les côtes de la République. les rives des lacs et des cours d'eau navigables, les cours d'eau et les lacs navigables et flottables, les cours d'eau de toute espèce qui servent de frontière à la République et les chutes d'eau susceptibles d'exploitation industrielle, de la façon que la loi déterminera. La même loi déterminera l'étendue et les conditions de la propriété de tous ces biens ;

3. Les biens qui constituent le patrimoine de l'Etat et des municipalités ;

4. La zone de retrait de la mer, le long de la côte de la République, dont l'étendue est fixée par la loi ;

5. L'atmosphère et la stratosphère situées au-dessus du territoire national. Leur traversée et leur exploitation sont réglées par la loi et les traités internationaux ;

6. Les revenus de l'Etat et des municipalités, originaires et de droit public ;

7. Le sous-sol de la nation, les gisements d'hydrocarbures et les minerais, ainsi que toutes les substances organiques et inorganiques que la loi détermine ; et

8. Tous les autres biens, existant sur le territoire national, que les lois signalent ou qui ne sont pas propriété privée, individuelle ou collective.

Art. 90. — L'Etat reconnaît l'existence de la propriété privée et la garantit en tant que fonction sociale, sans autre limitation que celle que la loi détermine pour des motifs de nécessité ou d'utilité publiques ou d'intérêt national.

Art. 91. — Les *latifundia* sont interdits. La loi les détermine et fixe les mesures nécessaires pour leur disparition. Les *latifundia* existants ne pourront s'agrandir pour aucun motif et, en attendant qu'on effectue leur achat au bénéfice de la collectivité, ils seront l'objet de charges déterminées par la loi.

L'Etat veillera à ce que la terre revienne au patrimoine national.

Seuls les Guatémaliens visés à l'article 6 de la présente constitution, les sociétés dont les membres possèdent cette qualité et les banques nationales pourront être propriétaires d'immeubles situés dans une bande de territoire de quinze kilomètres de large le long des frontières et du littoral. Exception est faite pour les superficies urbanisées comprises à l'intérieur des zones indiquées ; les étrangers pourront y acquérir des propriétés avec l'autorisation préalable du gouvernement.

Art. 92. — Pour cause d'utilité ou de nécessité publiques ou d'intérêt social légalement prouvé, on peut ordonner l'expropriation de la propriété privée moyennant une indemnisation préalable ; en cas d'invasion ou d'attaque du

territoire national ou de troubles graves de l'ordre intérieur, l'indemnisation peut ne pas être préalable. Pour motif de guerre, la propriété ennemie peut faire l'objet d'une intervention, et, si elle est expropriée, le paiement de l'indemnité doit être reporté après la fin des hostilités. Une loi déterminera la procédure de l'expropriation. Le droit de propriété ne peut être limité en aucune façon pour cause de délit politique.

La confiscation des biens est interdite.

Art. 93. — Le droit de propriété directe de l'Etat sur ses biens est inaliénable et imprescriptible. Sont exceptés les excédents de la propriété privée, les droits acquis par l'effet de l'enregistrement, les biens meubles, les droits et les actions. L'Etat peut accorder, en vue de leur exploitation et dans les conditions que détermine la loi, l'usufruit de ses propriétés rurales immobilières, de préférence à des collectivités et, à leur défaut, à des familles, des sociétés qui ne soient pas des sociétés par actions, à l'exception de celles qu'a créées l'Etat ou celles auxquelles il participe, à des individus de nationalité guatémaliennne ou à des immigrants qui ont conclu un contrat avec le gouvernement.

Pour cause de nécessité ou d'utilité publiques ou d'intérêt social, et dans des cas exceptionnels, l'Etat peut aliéner ses biens urbains ou échanger de petites propriétés rurales dans la mesure que la loi détermine.

Art. 94. — L'Etat fournira aux collectivités et aux coopératives agricoles une instruction technique et la direction dont elles ont besoin pour leur administration, leurs machines et leurs capitaux.

Art. 95. — Les contrats pour l'exploitation des minerais et des gisements d'hydrocarbures peuvent être conclus pour un terme qui n'excède pas cinquante ans, et ceux qui ont pour objet les eaux nationales pour une période qui ne soit pas supérieure à vingt-cinq ans. Dans les deux cas l'approbation du Congrès est requise.

Les gisements d'hydrocarbures et de leurs dérivés ne peuvent être exploités que par l'Etat, par des Guatémaliens ou par des compagnies guatémaliennes dont le capital est en majeure partie national.

Les contrats pour la coupe des bois devront résulter d'une adjudication publique et être accordés de préférence à des travailleurs guatémaliens, lesquels ne pourront céder leur droit sans une autorisation du Gouvernement. La loi déterminera la façon d'extraire et d'exploiter les résines, les gommés et autres produits analogues.

Art. 96. — Les terres communales (*ejidales*) et celles des collectivités que la loi détermine sont inaliénables, imprescriptibles, indivisibles

et ne peuvent être expropriées. L'Etat leur accordera une aide particulière pour que le travail y soit organisé sur la base de la coopération, conformément aux dispositions de l'article 94. Il devra, de même, doter de terrains les communautés qui n'en possèdent pas.

Art. 97. — Est garantie la liberté de l'industrie, du commerce et du travail en général, sous réserve des limitations que la loi impose pour des raisons économiques, fiscales ou sociales d'intérêt national.

L'auteur ou l'inventeur jouissent de la propriété exclusive de leur œuvre ou invention, pour une période qui n'excèdera pas quinze ans. La propriété littéraire et artistique est réglementée par les dispositions de la loi et des traités. La loi prendra les mesures nécessaires pour stimuler le travail et encourager la production, et les rendre plus efficaces.

Art. 98. — Seul, le pouvoir exécutif pourra accorder des concessions, pour un terme qui ne sera pas supérieur à dix ans, à ceux qui introduiront ou établiront des industries nouvelles dans la République; mais ces concessions ne pourront contenir de dispositions prohibant l'installation d'industries analogues ou similaires. Pour l'établissement de services publics d'utilité générale qui nécessitent des capitaux importants, l'Etat peut conclure des contrats et accorder, dans ce cas, des concessions pour un terme qui n'excèdera pas cinquante ans. Les contrats visés au présent article doivent être approuvés par le Congrès. Une concession nouvelle ne pourra, en aucun cas, modifier le terme et les autres conditions stipulées dans une concession précédente, même si la seconde est une extension de la première.

Sont interdits les monopoles et les privilèges.

Art. 99. — L'Etat interdira la création et limitera le fonctionnement des entreprises qui absorbent ou tendent à absorber, au préjudice de l'économie nationale, la production d'une ou de plusieurs branches industrielles ou d'une activité commerciale déterminée. Une loi déterminera tout ce qui a trait à cette question.

Art. 100. — Sont déclarés d'utilité sociale primordiale l'établissement de sociétés coopératives de production, ainsi que la législation qui l'organise et la favorise.

Art. 101. — La loi déterminera la forme et les conditions de la cessation et de la révision des concessions et contrats administratifs ainsi que des nouvelles négociations y relatives.

Art. 102. — Toutes concessions que l'Etat ou les municipalités accordent ou tous contrats qu'ils concluent pour l'établissement de travaux ou de services d'utilité publique devront stipuler que ces travaux ou services, après une certaine période qui ne pourra être supérieure à cinquante ans, ou à l'échéance du contrat, passeront, en parfait état d'exploitation, au domaine de l'Etat ou des municipalités, sans aucune indemnisation.

TITRE VI DU POUVOIR EXECUTIF

Chapitre I

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 138. — En cas d'invasion du territoire national, de perturbation grave de la paix, d'épidémie ou de tout autre calamité publique, le Président de la République, d'accord avec le conseil des ministres, pourra, par un décret, restreindre l'exercice des garanties mentionnées à l'article 54 de la présente constitution et le décret stipulera :

1. Les motifs qui le justifient;
2. La garantie ou les garanties que l'on restreint;
3. Le territoire qu'affecte la restriction; et
4. Le temps pendant lequel elle durera.

En outre, par le même décret, il convoquera le Congrès pour que celui-ci, dans un délai de trois jours, ait connaissance de ladite loi, la ratifie, la modifie ou la rejette. Si le Congrès est en session, il devra immédiatement avoir connaissance du décret. La restriction des garanties ne pourra avoir lieu pour une période de plus de trente jours chaque fois qu'elle sera décrétée. Si les causes qui ont motivé le décret avaient disparu avant que le délai fixé pour la restriction ne soit venu à échéance, on en fera cesser les effets et, dans ce cas, tout citoyen a le droit d'en demander la révision. A l'échéance du délai de trente jours, les garanties sont automatiquement rétablies, excepté si on a promulgué un nouveau décret de restriction. La restriction de garanties n'affectera, en aucune façon, le fonctionnement des organismes de l'Etat dont les membres continueront à jouir des immunités et des prérogatives que la loi leur reconnaît. Pendant la durée de la restriction, la loi sur l'ordre public sera en vigueur dans le territoire auquel la restriction s'applique.

HAITI

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE D'HAITI¹

du 22 novembre 1946

TITRE II DES DROITS

Chapitre I

DES HAÏTIENS ET DE LEURS DROITS

Art. 5. — La vie et la liberté des Haïtiens sont sacrées et doivent être respectées par les individus et par l'Etat.

Chapitre III DU DROIT PUBLIC

Art. 11. — Les Haïtiens sont égaux devant la loi, sous réserve des avantages conférés aux Haïtiens d'origine. Ils sont également admissibles, sans aucune discrimination, aux emplois civils et militaires sous les conditions établies par la loi.

Art. 12. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Au surplus, l'arrestation et la détention n'auront lieu que sur le mandat d'un fonctionnaire légalement compétent.

Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut :

1. Qu'il exprime formellement le motif de la détention et la disposition de la loi qui punit le fait imputé;

2. Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution à la personne détenue, sauf le cas de flagrant délit.

Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit heures devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation. Cette juridiction sera organisée par la loi.

Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique notamment pendant l'interrogatoire sont interdites.

Toutes violations à cette disposition sont des actes arbitraires contre lesquels les parties lésées peuvent, sans autorisation préalable, se pourvoir devant les tribunaux compétents en poursuivant, soit les auteurs, soit les exécutants, quelles qu'en soient les qualités et à quelque corps qu'ils appartiennent.

Art. 13. — Nul ne peut être distrait des juges que la constitution ou la loi lui assigne. Ainsi, un civil ne pourra jamais être justiciable d'une cour militaire, quelle qu'elle soit, ni un militaire, en matière de droit commun,

distrain du tribunal de droit commun ; exception faite pour le cas d'état de siège légalement déclaré.

Art. 14. — Aucune visite domiciliaire, aucune saisie de papiers ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Art. 15. — Aucune loi ne peut avoir d'effet rétroactif, sauf en matière pénale quand elle est favorable au délinquant.

Art. 16. — Nulle peine ne peut être établie que par la loi ni appliquée que dans les cas qu'elle détermine.

Art. 17. — Le droit de propriété est garanti aux citoyens. L'expropriation pour cause d'utilité publique légalement constatée ne peut avoir lieu que moyennant le paiement ou la consignation aux ordres de qui de droit d'une juste et préalable indemnité.

Mais la propriété entraîne également des obligations. L'usage doit en être dans l'intérêt général.

Le propriétaire foncier a, vis-à-vis de la communauté, le devoir de cultiver, d'exploiter et de protéger le sol, notamment contre l'érosion.

La sanction de cette obligation est prévue par la loi.

Le droit de propriété ne s'étend pas aux sources, rivières et autres cours d'eau qui font partie du domaine public de l'Etat.

Les conditions d'usage en seront déterminées par la loi.

La loi limitera la hauteur maxima de ce droit de propriété.

Art. 18. — La liberté du travail s'exerce sous le contrôle et la surveillance de l'Etat et est conditionnée par la loi. Cependant, seuls les Haïtiens d'origine peuvent pratiquer le commerce de détail, diriger les travaux de la petite industrie et s'adonner à toutes autres activités commerciales, professionnelles telles que la loi les déterminera.

Art. 19. — Tout travailleur a le droit de participer, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail. Tout travailleur a droit au repos et aux loisirs.

Tout homme a le droit de défendre ses intérêts par l'action syndicale. Chacun adhère au syndicat de ses activités professionnelles ou n'adhère à aucun.

Le congé annuel payé est obligatoire.

Art. 20. — La peine de mort ne peut être établie en matière politique, excepté pour cause de trahison.

Le crime de trahison s'entend de tout fait consistant à prendre les armes contre la Ré-

¹ *Le Moniteur*, Journal officiel de la République d'Haïti, No 123, du 23 décembre 1946.

publique d'Haïti, à se joindre aux ennemis déclarés d'Haïti, à leur prêter appui et secours.

Art. 21. — Chacun a le droit d'exprimer ses opinions en toute matière et par tous les moyens en son pouvoir. L'expression de la pensée quelle que soit la forme qu'elle affecte ne peut être soumise à aucune censure préalable, exception faite du cas d'état de guerre déclarée.

Les abus du droit d'expression sont définis et réprimés par la loi, sans qu'il puisse être porté atteinte à la liberté d'expression.

Art. 22. — Tous les cultes et toutes les religions sont également libres et reconnus. Chacun a le droit de professer sa religion et d'exercer son culte pourvu qu'il ne trouble pas l'ordre public.

Art. 23. — La liberté de l'enseignement s'exerce conformément à la loi, sous le contrôle et la surveillance de l'Etat qui doit s'intéresser à la formation morale et civique des citoyens.

L'éducation publique est une responsabilité de l'Etat et des communes.

L'instruction primaire est obligatoire.

L'instruction publique est gratuite à tous les degrés sans préjudice des conditions d'admission.

Art. 24. — Le jury, dans les cas déterminés par la loi, est établi en matière criminelle et pour les délits politiques commis par la voie de la presse ou autrement.

Art. 25. — Les Haïtiens ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, même pour s'occuper d'objets politiques, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements publics, lesquels restent entièrement soumis aux lois de police.

Art. 26. — Les Haïtiens ont le droit de s'associer, de se grouper en partis politiques, en syndicats et en coopératives.

Ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive. Et nul ne peut être contraint de s'affilier à une association ou à un parti politique.

La loi régleme les conditions de fonctionnement de ces groupements.

Art. 27. — Le droit de pétition est exercé personnellement par un ou plusieurs individus, jamais au nom d'un corps.

Art. 28. — Le secret des lettres est inviolable.

La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation des lettres confiées à la poste.

Art. 29. — Le français est la langue officielle. Son emploi est obligatoire dans les services publics.

Art. 30. — Le droit d'asile est reconnu aux réfugiés politiques sous la condition de se conformer aux lois du pays.

Art. 31. — L'extradition ne sera ni admise, ni sollicitée en matière politique.

Art. 32. — La loi ne peut ajouter ni déroger à la constitution. La lettre de la constitution doit toujours prévaloir.

Chapitre IV

DU DEVOIR CIVIQUE

Art. 33. — A la qualité de citoyen, aux droits civils et politiques, se rattache le devoir civique.

Le devoir civique est l'ensemble des obligations du citoyen dans l'ordre moral, politique, social et économique vis-à-vis de l'Etat et de la patrie.

L'inobservance de ces prescriptions est punie par la loi.

Les fonctionnaires et employés de tous ordres doivent dans l'exercice de leurs fonctions, se conduire en hommes d'honneur, de dignité et de conscience et témoigner en toutes circonstances du souci de la chose publique.

TITRE IX

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 142. — Aucune place, aucune partie du territoire ne peut être déclarée en état de siège que dans les cas de troubles civils, d'invasion imminente de la part d'une force étrangère.

L'Acte du Président d'Haïti déclaratif de l'état de siège doit être signé du conseil des secrétaires d'Etat et porter convocation immédiate du corps législatif appelé à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

Le corps législatif arrêtera avec le pouvoir exécutif les garanties constitutionnelles qui peuvent être suspendues dans les parties du territoire mises en état de siège.

Art. 143. — Les effets de l'état de siège sont réglés par une loi spéciale.

TITRE XI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. "D". — Le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'oppose pas à ce qu'il soit pris dans le cadre légal et en ce qui concerne les cinq dernières années précédant la présente constitution, toutes les mesures de redressement et de sanction que commande l'intérêt national.

HONDURAS

CONSTITUTION POLITIQUE DU HONDURAS¹

du 28 mars 1936

TITRE III

DES DROITS ET GARANTIES

Art. 30. — La constitution garantit à tous les habitants du Honduras, qu'ils soient nationaux ou étrangers, l'inviolabilité de la vie humaine, la sécurité individuelle, la liberté, l'égalité devant la loi et la propriété.

Chapitre I

DE L'INVOLABILITÉ DE LA VIE HUMAINE

Art. 31. — La peine de mort est abolie au Honduras; mais en attendant que soit organisé le système pénitentiaire, elle sera appliquée dans les cas déterminés par la loi, et seulement aux parricides, aux assassins et aux traîtres, si l'acte de trahison a été commis en service actif et en campagne.

Dans les affaires relatives à ces crimes, les condamnations seront prononcées par les Cours d'appel et seront transmises pour révision à la Cour suprême de justice s'il s'agit d'infractions de droit commun, et à la Cour suprême militaire de la République si l'affaire relève des tribunaux militaires.

La Cour suprême de justice et la Cour suprême militaire ne statueront que sur les questions de forme.

Chapitre II

DE LA SÉCURITÉ INDIVIDUELLE

Art. 32. — La constitution reconnaît la garantie de l'*habeas corpus*. En conséquence, toute personne illégalement détenue, ou toute autre personne en son nom, a le droit de faire recours au tribunal, verbalement ou par écrit, pour demander la présentation de la personne détenue.

Art. 33. — Toute personne a le droit de demander protection contre tout attentat ou acte arbitraire dont elle est victime et pour rendre effectif l'exercice de toutes les garanties que la présente constitution établit, quand elle en sera indûment privée par les lois ou les actes d'une autorité, agent ou fonctionnaire public quelconque.

Art. 34. — Le mandat d'arrêt qui n'émane pas d'une autorité compétente ou qui a été émis sans les formalités légales requises constitue un attentat.

Art. 35. — La détention pour enquête ne peut être prolongée au delà de six jours.

Art. 36. — La mise au secret d'un détenu ne peut être prolongée au delà de quarante-huit heures.

Art. 37. — Aucun mandat d'emprisonnement ne peut être décerné sans qu'il y ait preuve complète qu'un crime ou qu'un délit entraînant une peine privative de liberté a été commis et sans qu'il existe un indice vraisemblable concernant l'auteur. L'acte d'inculpation est soumis aux mêmes conditions.

Art. 38. — L'emprisonnement pour dettes est interdit, sauf au cas de vol.

Art. 39. — L'emprisonnement ou l'arrestation pour peine ou contrainte est autorisé dans les cas et pour le temps fixés par la loi. La contrainte ne pourra dépasser trente jours.

Art. 40. — Le délinquant surpris en flagrant délit peut être arrêté par n'importe qui afin d'être livré à l'autorité compétente.

Art. 41. — Nul ne peut être emprisonné ou détenu si ce n'est dans les lieux indiqués par la loi. Les prisons serviront uniquement à assurer la garde des accusés et des condamnés.

Art. 42. — Nul ne peut être emprisonné ou détenu, alors même qu'existerait un mandat d'emprisonnement, s'il fournit une caution suffisante et si le délit ne comporte pas une peine supérieure à trois ans.

Art. 43. — Nul ne peut être jugé par les commissions spéciales, ni par des juges autres que ceux qui sont désignés par la loi.

Art. 44. — Le droit de défense est inviolable.

Art. 45. — Nul ne peut être obligé en matière criminelle à témoigner contre lui-même, ni contre son conjoint ou ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou ses alliés jusqu'au second degré.

Art. 46. — Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour ses opinions. Les actions privées qui ne troublent pas l'ordre public ou qui ne nuisent pas à un tiers demeureront toujours en dehors de l'action de la loi.

Art. 47. — La fustigation, la bastonnade et toute espèce de torture sont absolument prohibées. La prison, lorsqu'elle est inutile, est également prohibée de même que toute rigueur inutile.

Art. 48. — L'habitation de toute personne est un asile sacré qui ne peut être violé, si ce n'est par l'autorité, et dans les cas suivants :

1. Pour arrêter un criminel surpris en flagrant délit.

2. Au cas de délit à l'intérieur de la maison ou de désordre scandaleux exigeant une prompt intervention ou de demande venant de l'intérieur de la maison.

¹ Texte espagnol dans *Constitución Política de la República de Honduras*. Tegucigalpa, 1936. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre III

DE LA LIBERTÉ

3. Au cas d'incendie, de tremblement de terre, d'inondation, d'épidémie ou dans un cas analogue, et pour effectuer toute visite ou inspection de caractère purement sanitaire.

4. Pour libérer une personne séquestrée illégalement.

5. Pour y prendre des objets recherchés à raison d'un procès, à condition qu'il existe au moins un commencement de preuve de l'existence desdits objets, et pour exécuter une disposition judiciaire légalement rendue.

6. Pour arrêter un coupable contre lequel aura été délivré un mandat d'emprisonnement ou de détention, à condition qu'il existe un commencement de preuve qu'il se cache dans la maison où il faut pénétrer.

7. Dans les deux derniers cas, l'entrée dans le domicile ne peut avoir lieu qu'avec un ordre écrit de l'autorité compétente.

Art. 49. — Si le domicile qui doit être perquisitionné n'est pas celui de l'accusé poursuivi, l'autorité ou ses agents devront au préalable demander l'autorisation de l'habitant.

Art. 50. — Il ne peut être effectué de perquisition domiciliaire entre sept heures du soir et six heures du matin sans l'autorisation du maître de la maison.

Art. 51. — La correspondance épistolaire et télégraphique et les papiers privés sont inviolables, sans préjudice de ce que la loi sur l'état de siège dispose en la matière.

Ni le pouvoir exécutif, ni les agents ne pourront saisir, ouvrir ou détenir cette correspondance. Ce qui a été soustrait dans les bureaux de poste ou dans tout autre lieu ne peut faire preuve contre personne.

Art. 52. — La correspondance privée, les papiers et les livres privés ne pourront être saisis qu'en vertu d'un ordre du juge compétent dans les affaires civiles et criminelles déterminées par la loi ; ils devront être examinés en présence du possesseur ou, à son défaut, de deux témoins ; ceux qui n'ont pas de rapport avec l'objet de la recherche devront être restitués.

Art. 53. — Il est interdit de faire des lois ou d'édicter des dispositions de proscription, de confiscation ou imposant des peines infamantes ou perpétuelles.

La durée des peines ne pourra être supérieure à douze ans, et celle des peines cumulées pour plusieurs délits ne pourra être supérieure à vingt ans.

Art. 54. — Les lois ne peuvent avoir d'effet rétroactif, sauf en matière pénale quand elles sont favorables au délinquant ou à l'accusé.

Art. 55. — La police de la sûreté ne pourra être confiée qu'aux autorités civiles.

Art. 56. — Les lois fixeront l'ordre et les formes de la procédure en matière civile et criminelle.

Art. 57. — L'Eglise est séparée de l'Etat. Est garanti le libre exercice de toute religion qui n'est pas contraire aux lois du pays.

Il est interdit de subventionner les cultes ou l'enseignement religieux.

Art. 58. — Aucun document religieux ne servira à établir l'état civil des personnes.

Art. 59. — Toute personne pourra librement, et sans être soumise à la censure préalable, faire connaître sa pensée soit verbalement, soit par écrit, par la voie de la presse ou par tout autre moyen, sous réserve de répondre des délits et abus commis dans l'exercice de cette liberté, dans la forme et dans les cas déterminés par la loi.

En aucun cas, l'imprimerie et son outillage ne pourront être mis sous séquestre en tant qu'instruments du délit.

Art. 60. — La liberté de l'enseignement est garantie.

L'enseignement auquel il est pourvu avec les deniers publics sera laïque ; l'enseignement primaire sera, en outre, gratuit et obligatoire et sera subventionné par les municipalités et par l'Etat.

Art. 61. — La liberté de réunion sans armes est garantie ainsi que la liberté d'association pour tout but licite.

L'établissement de toute espèce d'associations monastiques est interdit. L'entrée dans le pays des individus faisant partie de ces associations sera réglementée par la loi.

Art. 62. — L'industrie et le commerce sont libres ; mais l'Etat pourra se réserver le monopole de l'alcool, de l'eau-de-vie, du salpêtre, de la poudre, des armes à feu, des munitions de guerre et des explosifs employés dans l'art militaire. Le trafic des stupéfiants et des drogues à base d'héroïne sera réglementé par la loi et par les conventions internationales.

Art. 63. — Il n'y aura pas de monopole en faveur de particuliers.

On ne pourra accorder de privilèges que pour une période n'excédant pas dix années ; les concessions accordées pour favoriser la création ou le perfectionnement de nouvelles industries, l'immigration, les établissements de crédit, l'ouverture de nouvelles voies de communication ou les entreprises de colonisation ne pourront excéder quatre-vingt-dix ans et ne pourront être prorogées.

Il ne sera possible d'accorder des dispenses de paiement des droits et des impôts existants que dans les cas ci-dessus mentionnés ; mais en aucun cas et en aucune façon on ne pourra accorder la dispense, dans les concessions et les traités, des charges publiques futures. L'Etat ne pourra dans les concessions qu'il

accorde, ni dans les traités qu'il conclut, dispenser du paiement des impôts municipaux. Lors de l'expiration de concessions relatives à la colonisation, l'immigration, l'ouverture de voies de communication, l'entreprise avec tous ses accessoires et en plein fonctionnement passera à l'Etat sans aucune espèce de rétribution.

Art. 64. — Toute personne peut acquérir des propriétés et en disposer de n'importe quelle façon, avec les limitations établies par la loi.

Art. 65. — Les majorats et toutes les institutions en faveur d'établissements religieux sont interdits.

Art. 66. — Toute personne ou tout groupe de personnes a le droit d'adresser des pétitions aux autorités légalement établies. Ces pétitions seront examinées et la solution donnée leur sera communiquée.

Art. 67. — Toute personne pourra entrer dans le territoire de la République, en sortir, voyager dans ses limites et changer de résidence, en se conformant aux lois en vigueur.

Art. 68. — Les habitants de la République ont le droit de posséder et de porter des armes, en se conformant à la loi.

Chapitre IV

DE L'ÉGALITÉ

Art. 69. — Tous les citoyens du Honduras sont égaux devant la loi.

La République ne reconnaît ni droits ni privilèges personnels.

Art. 70. — Le cumul des charges ou des emplois rémunérés est interdit, même au cas d'intérim, sauf en ce qui concerne les emplois de professeur et de chirurgien militaire; ceux-ci pourront exercer des fonctions sanitaires.

Art. 71. — Les ministres des diverses religions ne pourront exercer aucune fonction publique.

Art. 72. — Les contributions directes seront établies sur une base proportionnelle.

Chapitre V

DE LA PROPRIÉTÉ

Art. 73. — Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est en vertu d'une loi ou d'un jugement fondé sur la loi.

Art. 74. — L'expropriation d'immeubles pour cause de nécessité et d'utilité publique doit être autorisée par la loi ou par un jugement fondé sur la loi et ne pourra avoir lieu sans versement d'une indemnité préalable.

Art. 75. — Le droit de propriété ne peut porter atteinte à la souveraineté de l'Etat dans les limites de son territoire et ne peut l'emporter sur les droits qui appartiennent aux institutions nationales ou aux œuvres de caractère national.

Art. 76. — Tout inventeur jouit de la propriété exclusive de son œuvre ou découverte pendant la période que la loi déterminera.

Art. 77. — Le droit de revendiquer les biens confisqués est imprescriptible.

Art. 78. — Seul le Congrès impose les contributions et les autres charges publiques.

Art. 79. — Tout service qui ne doit pas être rendu gratuitement en vertu d'une loi ou d'un jugement fondé en droit doit être rémunéré.

Art. 80. — Aucune personne qui a la libre administration de ses biens ne peut être privée du droit de régler ses affaires civiles par transaction ou arbitrage.

Chapitre VI

DES AUTRES GARANTIES

Art. 81. — L'énumération des droits et garanties contenues dans la présente constitution n'exclut pas ceux qui ne sont pas énumérés et qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du Gouvernement.

Art. 82. — Les lois qui réglementent l'exercice de ces garanties et de ces droits seront nulles si elles les diminuent, les restreignent ou les modifient.

Chapitre VII

DE LA SUSPENSION DES GARANTIES

Art. 83. — Les garanties établies aux articles 32, 34, 35, 42, 48, 49, 50, 51, 52, 59, 61 paragraphe premier, 67, 73 et 79 pourront être suspendues dans tout ou partie du territoire de la République, temporairement et quand la sécurité de l'Etat l'exigera, en cas d'invasion du territoire, de troubles graves menaçant la paix publique, d'épidémies ou autres calamités.

Le territoire dans lequel lesdites garanties auront été suspendues sera régi pendant cette suspension par la loi sur l'état de siège; mais ni ladite loi, ni aucune autre ne pourra prononcer la suspension de garanties autres que celles qui ont été énumérées.

Pendant la suspension, il ne pourra non plus être créé d'autres délits ni imposé d'autres peines que ceux et celles prévus dans les lois en vigueur au moment où la suspension a été décrétée.

Art. 84. — Seul le Congrès, ou s'il n'est pas réuni, le pouvoir exécutif pourront décréter la suspension de garanties. Le pouvoir exécutif ne pourra toutefois décréter la suspension pendant plus de soixante jours, sauf nouvelle déclaration. Dans chaque cas, il doit rendre compte au Congrès des actes accomplis pendant la suspension.

Art. 85. — Si le pouvoir exécutif viole l'une quelconque des dispositions du présent chapitre, la partie lésée, ou toute autre personne

agissant en son nom, pourra introduire un recours en protection (*amparo*).

TITRE XI

DE LA RESPONSABILITE DES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Art. 189. — Les employés et fonctionnaires publics qui violent un quelconque des droits ou garanties mentionnés dans la présente constitution seront responsables pénalement et civilement; ils ne pourront obtenir de grâce ni de commutation de peine pendant la période en cours ni pendant la suivante.

La prescription des délits et des peines qu'ils encourent ne commencera qu'après ces périodes.

TITRE XII

DU TRAVAIL ET DE LA FAMILLE

Art. 191. — La journée maximum de travail obligatoire sera de huit heures. Il y aura un jour de repos par période de six jours de travail.

Une loi sur les accidents du travail fixera les responsabilités du patron et les conditions qui les rendront effectives.

Art. 192. — Les travaux insalubres ou dangereux et le travail de nuit dans l'industrie sont interdits aux femmes et aux enfants de moins de seize ans. Ces personnes ne devront pas travailler dans les entreprises commerciales après six heures du soir.

Art. 193. — Le travail des enfants de douze ans ne pourra faire l'objet d'un contrat; le travail de ceux qui ont plus de douze ans mais moins de seize ans ne pourra dépasser six heures par jour.

Art. 194. — Le salaire devra être payé exclusivement dans la monnaie légale de la République.

Art. 195. — Les grandes entreprises industrielles sont tenues de fonder des hôpitaux au lieu où s'exerce leur activité afin de soigner leurs ouvriers en cas d'accidents et de maladies.

Art. 196. — Il incombe à l'Etat de veiller à la salubrité publique et à l'hygiène des citoyens.

Art. 197. — La famille, qui est le fondement de la société, sera sous la protection de l'Etat.

En conséquence, l'Etat pourvoira à l'organisation du patrimoine de la famille, à la protection effective de la maternité et à la protection des mineurs.

HONGRIE

LOI I

de 1946 sur la forme de l'Etat en Hongrie,
en date du 31 janvier 1946

Afin que nul n'en ignore, nous proclamons que l'Assemblée nationale de Hongrie a édicté la loi suivante :

L'exercice de la puissance royale a pris fin en Hongrie le 13 novembre 1918. A cette date, la nation a repris son droit de libre décision. Après une lutte de quatre siècles, la Résolution de Debrecen de 1849, deux tentatives de révolution et les régimes d'oppression qui les ont suivies, le peuple hongrois est à nouveau en mesure de prendre une décision relativement à la forme de son Gouvernement.

En conséquence, l'Assemblée nationale élue au suffrage universel, égal, direct et secret établit par le présent acte la forme de Gouvernement qui correspond le mieux à la volonté et aux intérêts de la nation : la République de Hongrie.

Cette forme de gouvernement assure aux citoyens de la République les droits naturels et inaliénables de l'homme et au peuple hongrois une vie sociale ordonnée et une collaboration paisible avec les autres peuples.

¹ Texte anglais communiqué par MM. Eugène Hevesi et Sidney Liskofsky, New-York. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Les droits naturels et inaliénables du citoyen sont en particulier : la liberté individuelle, le droit à une existence d'où soient bannies l'oppression, la crainte et le besoin, la liberté d'expression de la pensée et de l'opinion, le libre exercice de la religion, le droit d'association et de réunion, le droit à la propriété, à la sécurité personnelle, au travail et à des conditions de vie satisfaisantes, le droit à une éducation libérale et le droit de participer au gouvernement de l'Etat et des institutions indépendantes.

Aucun citoyen ne peut être privé de ces droits si ce n'est suivant une procédure établie par la loi, et l'Etat hongrois en assure la garantie à tous ses citoyens uniformément et également, sans distinction d'aucune sorte, dans le cadre de l'organisation d'un état démocratique.

Afin d'atteindre ces fins, l'Assemblée nationale de Hongrie met en vigueur en premier lieu la loi suivante :

La loi déclare : 1) que le peuple hongrois est la source exclusive et le seul détenteur du pouvoir de l'Etat et 2) que la Hongrie est une République. Les autres articles (3 à 18) traitent de l'élection du Président, de ses droits, de ses devoirs, etc.

LOI DE 1946 No VII¹

du 22 mars 1946 concernant la défense de l'ordre de
l'Etat et de la République par la loi pénale

Art. 1. — 1. Quiconque commet un acte, prend l'initiative ou la direction d'une action ou d'un mouvement ou d'une organisation, ou leur donne son appui, si le but en est de renverser l'ordre démocratique de l'Etat ou la République démocratique instituée par la loi No I de 1946, commet une infraction pénale.

2. Quiconque prend une part active à un mouvement ou à une action collective définis au paragraphe 1 ou fait de la propagande en leur faveur commet aussi une infraction pénale.

Art. 2. — Tout individu qui :

a) Incite à changer l'ordre de l'Etat ou de la République défini au paragraphe 1 ;

b) Incite à la haine de l'ordre démocratique de l'Etat ou de ses institutions démocratiques ;

c) Incite à la haine contre tout individu ou groupe quelconque en raison de leurs convictions démocratiques ;

d) Incite à la résistance à l'application des libertés civiles ou de l'égalité des droits ou incite à la haine contre une nationalité, une race ou une religion, ou commet tout autre acte de nature à susciter de pareils sentiments, commet une infraction pénale.

Art. 3. — Quiconque fait l'éloge d'un crime de guerre ou de crimes contre la nation ou tout autre crime défini dans la présente loi, ou fait l'éloge de quiconque a commis un tel crime commet lui-même une infraction à la loi.

Art. 4. — 1. Quiconque, en présence de deux ou plusieurs personnes, affirme un fait inexact ou présente un fait exact de manière à provoquer le mépris de l'ordre établi de l'Etat défini à l'article premier, paragraphe 1, ou de la République, ou de nature à porter atteinte à

¹ Texte Hongrois dans : *Recueil national des lois et règlements*, publié le 23 mars 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

sa réputation internationale, commet une violation de la loi.

2. L'acte défini au paragraphe 1 constitue une infraction pénale s'il a été commis dans les conditions prévues par l'article 171 du code pénal.

Art. 5. — (Mesures pour assurer la protection de la personne du Président de la République.)

Art. 6. — Quiconque s'associe avec d'autres personnes pour commettre l'une des infractions pénales définies aux articles 1 et 5, ou pour commettre tout autre acte préparatoire à une telle infraction ou incite autrui à commettre l'une des infractions pénales ou fait appel à cette fin ou offre ses services à cette fin, ou accepte de les fournir, sera passible des peines des infractions pénales.

Art. 7. — (Mesures pour assurer la protection de la dignité du Président de la République.)

Art. 8. — 1. Quiconque ayant connaissance d'un acte, d'un mouvement ou d'une organisation, visées par les articles précédents, ne les dénonce pas aux autorités le plus rapidement possible, commet une infraction à la loi.

2. Les parents ou alliés du coupable ou de ses complices ne peuvent être punis de ce chef (code pénal, article 78).

Art. 9. — (Se réfère à l'article 6.)

Le conspirateur ne sera frappé d'aucune peine s'il se désolidarise d'un complot ou le dénonce aux autorités.

Art. 10. — 1. La peine applicable aux actes définis à l'article 1, paragraphe 1, et à l'article 5 est la peine de mort ou les travaux forcés à perpétuité, ou, en cas d'invalidité, l'emprisonnement rigoureux à vie, ou les travaux forcés pour une durée minimum de cinq ans. En cas d'invalidité grave, la peine sera l'emprisonnement rigoureux de cinq ans au moins et de quinze ans au plus.

2. Les actes définis à l'article 1, paragraphe 1, à l'article 6 et à l'article 7, paragraphe 1, seront punis des travaux forcés pour une durée minimum de cinq ans; et en cas d'invalidité, d'emprisonnement rigoureux de cinq ans au moins et de quinze ans au plus.

3. Les actes définis à l'article 2 sont passibles de deux à quatre ans de prison.

4. Les infractions à la loi définies à l'article 3, à l'article 4, paragraphe 1, à l'article 7, paragraphe 2 et à l'article 8, paragraphe 1, sont punies d'incarcération pour une durée maximum de cinq ans. L'infraction définie à l'article 4 paragraphe 2 sera punie de prison pour une durée maximum de cinq ans.

5. Dans tous les cas prévus par la présente loi, la révocation des fonctions et la déchéance des droits politiques pourront être prononcées à titre de peines accessoires. L'étranger coupable d'infraction pénale sera expulsé et interdit de séjour dans le pays, à perpétuité. Si le coupable est un citoyen, il pourra être expulsé de la localité où son séjour paraît indésirable, alors même qu'il y posséderait le droit d'indigénat (*Zugehörigkeit*). La confiscation de tous les biens du coupable doit être prononcée s'il s'agit d'une infraction pénale définie à l'article 1, paragraphe 1. Dans toutes les autres hypothèses définies par la présente loi, la sanction sera la confiscation de l'ensemble du patrimoine ou d'une partie seulement.

Art. 11. — 1. Les juridictions compétentes pour connaître des infractions définies par la présente loi sont les tribunaux du peuple établis auprès de la Haute Cour de justice (*Itelectabla*) composée de cinq membres.

2. Le ministre de la justice choisira le président du tribunal parmi les juges de la Haute Cour. Les organisations locales du parti indépendant des petits propriétaires, du parti communiste hongrois, du parti social démocrate et du parti national paysan désigneront chacune un membre.

LOI DE 1935 SUR LE GOUVERNEMENT DE L'INDE²

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre V

GENERALITES

Sect. 275. — Aucune personne ne pourra, en raison de son sexe, se voir refuser l'accès à un emploi dans les administrations publiques ou à une fonction administrative quelconque qui relève de la Couronne de l'Inde, sauf si cet emploi ou fonction a fait l'objet d'une ordonnance générale ou spéciale émanant :

a) Du gouverneur général, dans le cas d'un emploi ou d'une fonction ayant trait aux affaires de la Fédération ;

b) D'un gouverneur de province, dans le cas d'un emploi ou d'une fonction ayant trait aux affaires d'une province ;

c) Du secrétaire d'Etat, dans le cas des nominations faites par lui.

Sous réserve que les accords relatifs aux emplois et fonctions mixtes mentionnés au chapitre II de la présente partie de la loi, spécifient que les pouvoirs attribués par la présente section au gouverneur général et aux gouverneurs de province seront exercés, en ce qui concerne les emplois ou fonctions faisant l'objet de l'accord, par le gouverneur général ou un gouverneur de province particulier.

DOUZIÈME PARTIE

GENERALITES ET DIVERS

Sect. 298. — 1. Aucun sujet de Sa Majesté domicilié aux Indes ne pourra, en raison de sa religion, de son lieu de naissance, de son ascendance ou de sa couleur, se voir interdire l'accès à un emploi de la Couronne de l'Inde, ou refuser le droit, pour l'une quelconque de ces raisons, d'acquérir, de posséder ou de céder des biens ou d'exercer une occupation, métier, commerce ou profession, quel qu'il soit, dans l'Inde britannique.

2. Aucune des dispositions contenues dans cette section ne modifiera l'application de toute loi qui :

a) Interdit d'une manière absolue ou sous réserve d'exceptions, de vendre ou d'hypothé-

quer des terres agricoles situées dans une région particulière, et possédées par une personne appartenant à l'une des classes reconnues par la loi comme s'adonnant à l'agriculture ou à des occupations voisines dans cette région, à toute personne n'appartenant pas à une de ces dites classes, ou

b) Reconnaît l'existence d'un droit, d'un privilège ou d'une incapacité quelconque, attaché aux membres d'une communauté en vertu d'une loi particulière ou d'une coutume ayant force de loi.

3. Rien de ce qui est contenu dans cette section ne sera interprété comme portant atteinte à la responsabilité spéciale qui incombe au gouverneur général ou aux gouverneurs de province pour la sauvegarde des intérêts légitimes des minorités.

Sect. 299. — 1. Nul ne pourra être privé de ses biens dans l'Inde britannique, si ce n'est du fait de la loi.

2. Ni le corps législatif fédéral, ni un corps législatif provincial n'auront le droit de voter une loi d'expropriation pour cause d'utilité publique concernant un terrain, une entreprise commerciale ou industrielle quelconque, ou quelque participation que ce soit dans une société propriétaire d'une entreprise commerciale ou industrielle, à moins que cette loi ne prévoie le paiement d'une somme équivalente à la valeur du bien exproprié et n'en fixe le montant ou, à défaut, ne précise les principes et les modalités suivant lesquels elle sera évaluée.

3. Aucun projet de loi ou amendement relatif à l'expropriation publique d'un terrain ou à l'extinction ou la modification des droits s'y rattachant, y compris les droits ou privilèges concernant le rapport des terres, ne sera déposé ou mis aux voix dans aucune des deux chambres de la législature fédérale, sans l'approbation préalable du gouverneur général, qui sera libre de l'accorder ou non, ou dans la chambre d'une législature provinciale, sans l'approbation préalable du gouverneur, qui sera libre de l'accorder ou non.

4. Aucune des dispositions contenues dans cette section ne modifiera les dispositions d'une loi en vigueur à la date où la présente loi sera adoptée.

5. Dans cette section, le mot "terrain" comprend les biens immobiliers de toute sorte ainsi que tous les droits concernant tout ou partie de cette propriété, et le mot "entreprise" comprend les participations dans une entreprise.

¹ Le Gouvernement de l'Inde (Département des Affaires étrangères) envisage la contribution d'une étude concernant les libertés fondamentales dans l'Inde pour la prochaine édition de l'Annuaire des droits de l'homme.

² Texte anglais dans : International Labour Office. *Constitutional Provisions concerning Social and Economic Policy*. Montréal, 1944, pp. 486-488. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

IRAK

CONSTITUTION DE L'IRAK¹

du 21 mars 1925

PREMIÈRE PARTIE DROIT DU PEUPLE

Art. 5. — La nationalité irakienne et les règles auxquelles elle est soumise sont déterminées par la loi.

Art. 6. — Tous les Irakiens sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits, sans distinction de langage, de race ou de croyance.

Art. 7. — La liberté individuelle de tous les habitants est inviolable et l'exercice n'en sera pas entravé. Nul ne sera arrêté, détenu, frappé d'une peine, forcé de changer de domicile ou mis dans l'impossibilité de se déplacer, ni obligé de servir dans les forces armées, si ce n'est conformément à la loi.

La torture et la déportation d'Irakiens hors du royaume d'Irak sont formellement interdites.

Art. 8. — L'inviolabilité du domicile est garantie. Les autorités ne peuvent pénétrer dans un domicile et pratiquer une perquisition que dans les conditions et selon la procédure prévues par la loi.

Art. 9. — Nul ne peut être empêché d'avoir recours aux tribunaux ou être contraint de s'adresser à un tribunal autre que celui qui est compétent pour connaître de l'affaire, si ce n'est conformément à la loi.

Art. 10. — 1. Les droits de propriété sont protégés. Les marchandises et les biens ne peuvent être expropriés que dans l'intérêt public; l'expropriation a lieu dans les conditions et suivant la procédure prévue par la loi, sous réserve du paiement d'une compensation équitable.

2. Les emprunts forcés sont interdits; la saisie de marchandises ou de biens et la confiscation de denrées prohibées ne peuvent être effectuées que conformément à la loi.

3. Le travail forcé non rémunéré et la confiscation totale de biens meubles et immeubles sont formellement interdits.

Art. 11. — La loi seule pourra établir des impôts et des taxes; et elle déterminera les personnes qui y seront assujetties.

Art. 12. — La liberté d'expression, d'opinion, de publication, de réunion et la liberté de former des associations ou d'y adhérer sont garanties à tous les Irakiens, dans les limites fixées par la loi.

Art. 13. — L'islam est la religion officielle de l'Etat. La liberté de pratiquer les rites des diverses sectes de cette religion, tels qu'ils sont

observés en Irak, est garantie. La liberté absolue de conscience et la liberté de professer les différentes formes de religion qui sont conformes à des coutumes reconnues sont garanties à tous les habitants du pays, dans la mesure où ces formes de religion ne sont pas contraires au maintien de l'ordre, de la discipline ou de la moralité publiques.

Art. 14. — Les citoyens irakiens sont autorisés à adresser au roi, au parlement ou aux autorités publiques, des plaintes ou des requêtes concernant des affaires personnelles ou publiques dans les circonstances et selon la procédure prévues par la loi.

Il est interdit, sauf à un organisme officiel ou à une personne morale, de s'adresser aux autorités au nom de plusieurs personnes.

Art. 15. — Toute correspondance postale et télégraphique et toute communication téléphonique est secrète et n'est soumise à aucune censure ou saisie, sauf dans les conditions et les formes prescrites par la loi.

Art. 16. — Les diverses communautés sont autorisées à créer et entretenir des écoles pour l'éducation de leurs membres, dans leur propre langue, à condition que cette éducation soit donnée en conformité avec les programmes généraux prévus par la loi.

Art. 17. — L'arabe est la langue officielle, sous réserve des dispositions que pourrait contenir une loi spéciale.

Art. 18. — Les citoyens irakiens jouissent de droits civils et politiques égaux et sont astreints à des devoirs civiques égaux. Il ne sera fait aucune distinction fondée sur l'origine, le langage ou la religion. Les fonctions publiques, civiles ou militaires ne seront confiées qu'à des citoyens irakiens; les étrangers ne peuvent assumer ces fonctions que dans des conditions exceptionnelles qui seront déterminées par la loi.

DIXIÈME PARTIE DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 120. — Dans les cas de troubles, ou de toute circonstance laissant prévoir des événements de cette nature, sur une partie quelconque du territoire de l'Irak, ou dans le cas d'une menace d'attaque ennemie contre une région quelconque du territoire de l'Irak, le roi a le pouvoir, sous réserve de l'assentiment du Conseil des Ministres, de décréter provisoirement l'application de la loi martiale dans les régions de l'Irak menacées d'un danger de trouble ou d'attaque. L'application de lois et règlements en vigueur peut être suspendue à la suite de la proclamation instituant la loi martiale, dans les lieux et dans la mesure spécifiés par cette pro-

¹ Texte anglais dans Helen Miller Davis: *Constitutions, Electoral Laws, Treaties of States in the Near and Middle East*, Durham, N.C., 1946, p. 107-132. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

clamation, les autorités chargées de l'exécution de la proclamation étant responsables des conséquences de leurs actes, jusqu'à ce que le parlement édicte une loi spéciale les déchargeant de cette responsabilité. Les régions où la loi martiale est appliquée, sont administrées selon les dispositions d'un édit royal.

Dans le cas de danger de révolte ou de toute autre menace à la paix dans n'importe quelle région de l'Irak, le roi a le pouvoir, avec l'as-

sentiment du Conseil des Ministres, de décréter l'état de siège sur tout le territoire de l'Irak ou sur une partie de ce territoire. Les régions auxquelles s'applique cette décision seront administrées conformément à une loi spéciale prévoyant le jugement, devant des tribunaux spéciaux, des personnes coupables de délits déterminés; cette loi définira aussi les mesures administratives que devront prendre les autorités spécialement désignées.

DECLARATION DU ROYAUME DE L'IRAK¹

faite à Bagdad le 30 mai 1932, à l'occasion de l'extinction du régime mandataire en Irak, et contenant les garanties fournies au Conseil par le Gouvernement de l'Irak

CHAPITRE I

PROTECTION DES MINORITES

Art. 1. — Les stipulations contenues dans le présent chapitre seront reconnues comme lois fondamentales en Irak. Aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne seront en contradiction ou en opposition avec ces stipulations, et aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévaudront contre elles, ni maintenant ni à l'avenir.

Art. 2. — 1. Il sera accordé à tous les habitants de l'Irak pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

2. Tous les habitants de l'Irak auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 3. — Les ressortissants ottomans établis sur le territoire de l'Irak à la date du 6 août 1924 seront considérés comme ayant acquis, à cette date, la nationalité irakienne, à l'exclusion de la nationalité ottomane, sur la base de l'article 30 du traité de paix de Lausanne, et dans les conditions prévues dans la loi irakienne du 9 octobre 1924 sur la nationalité.

Art. 4. — 1. Tous les ressortissants irakiens seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langue ou de religion.

2. Le système électoral assurera une représentation équitable aux minorités de race, de religion ou de langue en Irak.

3. La différence de race, de langue ou de religion ne devra nuire à aucun ressortissant

irakien en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, et pour l'exercice des différentes professions et industries.

4. Il ne sera édicté aucune restriction au libre usage par tous les ressortissants irakiens d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques.

5. Nonobstant l'établissement par le Gouvernement irakien de la langue arabe comme langue officielle, et nonobstant les dispositions spéciales que le Gouvernement irakien prendra en ce qui concerne l'emploi des langues kurde et turque, dispositions prévues à l'article 9 de la présente déclaration, des facilités appropriées seront données à tous les ressortissants irakiens de langue autre que la langue officielle, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

Art. 5. — Les ressortissants irakiens appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants irakiens. Ils auront notamment un droit égal à maintenir, diriger et contrôler à leurs frais ou à créer à l'avenir des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Art. 6. — Le Gouvernement irakien s'engage à prendre à l'égard des minorités non musulmanes, en ce qui concerne leur statut familial et personnel, toutes dispositions permettant de régler ces questions selon le droit coutumier des communautés auxquelles ces minorités appartiennent.

Le Gouvernement irakien enverra au

¹ Société des Nations. Demande d'admission de l'Irak dans la Société des Nations (A. 17. 1932. VII). Série de publications de la Société des Nations, VII. Questions politiques, 1932, VII, 9.

Conseil de la Société des Nations des renseignements sur la façon dont ont été exécutées ces dispositions.

Art. 7. — 1. Le Gouvernement irakien s'engage à accorder toutes protection, facilités et autorisations aux églises, synagogues, cimetières, autres établissements religieux, œuvres charitables et fondations pieuses des communautés religieuses des minorités existant en Irak.

2. Toutes ces communautés auront le droit de constituer, dans les divisions administratives importantes, des conseils qui auront qualité pour administrer les fondations pieuses ainsi que les legs charitables. Ces conseils auront qualité pour percevoir les revenus produits par ces biens, pour les utiliser conformément aux vœux du donateur ou à l'usage établi dans la communauté. Ces communautés devront également veiller sur les biens des orphelins, conformément à la loi. Les conseils susmentionnés seront placés sous le contrôle du Gouvernement.

3. Le Gouvernement irakien ne refusera, pour la création de nouveaux établissements religieux ou charitables, aucune des facilités nécessaires qui seront garanties aux établissements de cette nature déjà existants.

Art. 8. — 1. En matière d'enseignement public, le Gouvernement irakien accordera, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants irakiens de langue autre que la langue officielle, des facilités appropriées pour assurer que l'instruction dans les écoles primaires sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants irakiens. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement irakien de rendre obligatoire l'enseignement de la langue arabe dans lesdites écoles.

2. Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants irakiens appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Art. 9. — 1. L'Irak s'engage, en ce qui concerne les liwas de Mossoul, Arbil, Kirkuk et Soulaïmanié, à ce que la langue officielle, à côté de l'arabe, soit le kurde dans les qadhas où la population prédominante est de race kurde.

Toutefois, dans les qadhas de Kifri et de Kirkuk du liwa de Kirkuk, où une partie considérable de la population est de race turcomane, la langue officielle sera, à côté de l'arabe, soit le kurde, soit le turc.

2. L'Irak prend l'engagement que dans lesdits qadhas, les fonctionnaires devront, sauf exception justifiée, posséder la langue kurde ou, le cas échéant, la langue turque.

3. Bien que dans lesdits qadhas, le critère pour le choix des fonctionnaires soit, comme dans le reste de l'Irak, la capacité et la connaissance de la langue plutôt que la race, l'Irak s'engage à ce que les fonctionnaires soient choisis, comme jusqu'à présent, autant que possible parmi les ressortissants irakiens originaires de ces qadhas.

Art. 10. — Dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente Déclaration affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

Tout membre de la Société représenté au Conseil aura le droit de signaler à l'attention du conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et le conseil pourra prendre telles mesures et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

En cas de divergence d'opinions sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre l'Irak et l'un quelconque des membres de la Société représentés au Conseil, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

CHAPITRE II

LIBERTE DE CONSCIENCE

Art. 15. — Sous réserve des mesures indispensables au maintien des bonnes mœurs et de l'ordre public, l'Irak s'engage à assurer et à garantir, sur toute l'étendue de son territoire, la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, ainsi que les activités des missions religieuses de toutes les confessions en matière religieuse scolaire et d'assistance médicale, quelle que soit la nationalité de ces missions ou de leurs membres.

CLAUSE FINALE

Art. 16. — Les dispositions contenues dans le présent chapitre constituent des obligations

d'intérêt international. Tout membre de la Société des Nations pourra signaler à l'attention du Conseil les infractions à ces dispositions. Ces dernières ne pourront être modifiées que par l'accord entre l'Irak et le Conseil de la Société des Nations statuant à la majorité des voix.

Toute divergence d'opinions qui viendrait à s'élever entre l'Irak et l'un quelconque des membres de la Société des Nations représentés au Conseil au sujet de l'interprétation ou de l'exécution desdites dispositions sera, à la requête de ce membre, soumise pour décision à la Cour permanente de Justice internationale.

IRAN

LOI CONSTITUTIONNELLE SUR LA CONSTITUTION

DE LA MADJILESSE¹

du 6 août 1906

octroyée par l'ordonnance du 30 décembre 1906

Art. 32. — Quiconque peut adresser par écrit sa demande, ses plaintes ou ses critiques au bureau des pétitions de l'Assemblée na-

tionale. Si l'affaire concerne l'Assemblée nationale, celle-ci fera elle-même la réponse convenable; si l'affaire concerne un des ministres, l'Assemblée nationale la lui enverra pour qu'il l'examine et y fasse la réponse convenable.

¹ Dareste, *op. cit.*, vol. V, p. 604-611.

COMPLEMENT A LA LOI CONSTITUTIONNELLE¹

du 8 octobre 1907

LES DROITS DU PEUPLE PERSAN

Art. 8. — Les habitants du royaume de Perse ont des droits égaux devant la loi de l'Etat.

Art. 9. — Les individus, pour leur corps, leurs biens, leur domicile et leur honneur, sont protégés et garantis contre les offenses de toutes sortes. Nul ne peut être inquiété, sauf sur l'ordre et conformément aux dispositions établies par les lois du pays.

Art. 10. — En dehors des cas flagrants de crimes, de délits ou de contraventions graves, nul ne peut être arrêté sur-le-champ, si ce n'est sur l'ordre écrit du président du tribunal de justice et conformément à la loi; même dans ce cas, l'inculpé doit être informé, immédiatement ou au plus tard dans les vingt-quatre heures, de la faute qui lui est imputée.

Art. 11. — Nul ne peut être soustrait au tribunal par lequel il a droit d'être jugé.

Art. 12. — Aucune peine ne peut être infligée et exécutée que conformément à la loi.

Art. 13. — La maison et l'habitation de quiconque est protégée. Nul ne peut pénétrer de force dans aucun domicile que sur l'ordre et conformément aux dispositions de la loi.

Art. 14. — Aucun Persan ne peut être l'objet d'une expulsion ou d'une interdiction de séjour, ni être astreint à séjourner dans un lieu déterminé, sauf dans les cas fixés expressément par la loi.

Art. 15. — Nul ne peut être privé de la libre disposition de sa propriété, si ce n'est dans les cas autorisés par la loi, et en cas d'expropriation après fixation et paiement d'une juste indemnité.

Art. 16. — La confiscation des immeubles et des biens des individus, à titre de peine ou de punition, est interdite, sauf sur l'ordre de la loi.

Art. 17. — La dépossession, à n'importe quel titre, des propriétaires et des possesseurs

de leurs propriétés et biens est interdite, sauf sur l'ordre de la loi.

Art. 18. — L'étude et l'enseignement des sciences, de l'instruction et des arts sont libres, sauf ce qui est prohibé par la loi religieuse.

Art. 19. — L'établissement des écoles aux frais de l'Etat et de la nation et l'instruction obligatoire doivent avoir lieu d'après la loi (relative au Ministère de l'Instruction publique). Toutes les écoles supérieures et primaires sont placées sous la haute direction et sous la surveillance du Ministère de l'Instruction publique.

Art. 20. — Toutes les publications sont libres, sauf celles susceptibles d'engager dans une mauvaise voie et les articles contraires à la religion. La censure des publications est interdite. Toutefois, s'il y est relevé quelque chose de contraire à la loi sur la presse, l'éditeur sera puni conformément à cette loi. Si l'auteur est connu et domicilié en Perse, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne peuvent pas être inquiétés.

Art. 21. — Les associations et les réunions qui ne donnent lieu à aucun désordre religieux ou civil et qui ne sont pas contraires à l'ordre sont libres dans tout le territoire du pays. Toutefois, leurs membres ne doivent être porteurs d'aucune arme, et ils doivent se conformer aux dispositions établies par la loi à ce sujet. Les réunions sur les voies et les places publiques doivent se conformer aux lois de police.

Art. 22. — Les correspondances postales sont inviolables; elles ne peuvent être confisquées ni ouvertes, hormis les cas prévus par la loi.

Art. 23. — La divulgation du contenu ou la confiscation des télégrammes, sans la permission de leur propriétaire, est interdite, sauf les cas prévus par la loi.

Art. 24. — Les sujets étrangers peuvent acquérir la nationalité persane. L'admission, le maintien ou le retrait de leur naturalisation sont réglés d'après la loi spéciale.

¹ Dareste, *op. cit.*, vol. V, p. 611-619.

Art. 25. — Une autorisation n'est pas nécessaire pour poursuivre les fonctionnaires de l'Etat à raison de leurs fautes dans l'exercice

de leurs fonctions, sauf en ce qui concerne les ministres, pour lesquels il y aura lieu de se conformer aux lois spéciales édictées à ce sujet.

LOI SUR LE TRAVAIL¹

Décret No 8394 du 5 juin 1946.

CHAPITRE I GENERALITES

Art. 1. — En attendant l'organisation d'un ministère du travail, un Département du Travail rattaché au Ministère du Commerce sera chargé de mettre en vigueur la présente loi et les règlements y afférents.

Art. 2. — La liste des entreprises de construction et de transport, et des entreprises industrielles, minières, commerciales, agricoles et autres auxquelles cette loi s'appliquera sera établie par le Département du Travail et approuvée par le Conseil suprême du travail. Dans le texte ci-après, ces entreprises seront dénommées entreprises de travail.

Art. 3. — Aux termes de la présente loi, le mot "employé" signifie toute personne travaillant dans une de ces entreprises sous les ordres d'un employeur en vue d'une rétribution ou d'un salaire déterminé.

Note: Le Département du Travail, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, établira des règlements spéciaux pour les travailleurs et salariés agricoles.

CHAPITRE II HEURES DE TRAVAIL

Art. 4. — Dans toutes les entreprises visées par cette loi, les heures de travail n'excéderont pas quarante-huit heures de travail effectif par semaine.

Note 1: Les travaux exigeant moins de huit heures de travail par jour seront soumis à des règlements proposés par le Conseil suprême du travail et approuvés par le Conseil des Ministres.

Note 2: Les heures de travail effectives pour les différents genres d'occupation seront fixées par des règlements préparés par le Département du Travail et approuvés par le Conseil des Ministres.

Art. 5. — L'employeur peut, sous réserve du consentement de l'employé, demander des heures de travail supplémentaires, soit pendant les jours fériés, soit pendant les jours ouvrables, en plus des heures fixées à l'article précédent. Ces heures supplémentaires seront rémunérées aux taux du salaire normal de

l'employé, majoré de 35 pour 100. Les heures totales de travail d'un employé n'excéderont dans aucun cas douze heures par jour. D'une façon générale, le total de ces heures supplémentaires dans les industries saisonnières ne dépassera pas six cents heures par an. Dans les autres industries, elles n'excéderont pas quatre cents heures par an.

Note 1: Pour le travail de nuit, on appliquera aux heures de travail les règlements en vigueur pour le travail supplémentaire. Le total des heures de travail ne devra pas excéder huit heures par période de vingt-quatre heures.

Note 2: Sera considéré comme travail de nuit le travail effectué entre 22 heures et 6 heures.

CHAPITRE III JOURS FÉRIES ET CONGES

Art. 6. — Tout employé a droit à un jour de repos par semaine (le vendredi). Si pour des raisons techniques, la nature du travail oblige l'employé à travailler le vendredi, l'employeur doit lui donner un autre jour de repos en compensation.

Note: Si l'employeur ne paie pas de salaire pour le vendredi, il devra payer un salaire hebdomadaire assurant à l'employé sept jours de paye pour six jours de travail.

Art. 7. — Après six mois d'emploi ininterrompu dans une entreprise de travail quelconque, tout employé aura droit à une semaine de congé payé. Après douze mois de travail ininterrompu, il aura droit à quinze jours de congé payé. Les journées de congé hebdomadaire mentionnées à l'article 6 et les jours fériés visés dans la note 3 ci-dessous ne seront pas compris dans ces congés de sept ou de quinze jours.

Note 1: Six mois ou un an d'emploi ininterrompu signifient la période totale de travail y compris les congés spécifiés dans cet article et dans les notes ci-dessous.

Note 2: L'employeur peut accorder des salaires pendant les jours fériés officiels et les déduire des quinze jours mentionnés ci-dessus.

Note 3: La note 2 ne concerne pas les six jours fériés suivants pour lesquels un congé payé doit être accordé à l'employé: 1) Jour de l'An; 2) dixième jour du Moharram; 3)

¹ Texte anglais communiqué par M. Hussein Ala, ambassadeur d'Iran, Washington, D.C. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

vingt et unième jour du Ramadan ; 4) anniversaire de la Constitution ; 5) fête du Ghadir ; 6) 1er mai.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS

Art. 8. — Il est interdit de faire travailler les enfants de moins de douze ans, sauf comme apprentis et dans les conditions prévues par les règlements. Dans ce cas, l'âge minimum sera de dix ans révolus, et l'on ne pourra, dans aucun cas, faire travailler les enfants plus de six heures par jour.

Art. 9. — Le travail de nuit est interdit aux femmes et aux enfants de moins de seize ans.

Note 1: Il est interdit de faire travailler des jeunes filles de moins de seize ans. Elles ne pourront être employées dans les magasins, les restaurants et autres lieux publics, excepté si elles travaillent avec leurs parents.

Art. 10. — Dans toute entreprise employant de la main-d'œuvre féminine, l'employeur doit installer une crèche.

Art. 11. — Les femmes allaitant un bébé de moins de dix-huit mois auront droit, toutes les trois heures de travail, à une demi-heure pour allaiter leur enfant.

Art. 12. — Il est interdit aux femmes enceintes de travailler pendant une période de six semaines après l'accouchement.

Note 1: Pendant cette période, la moitié du salaire sera payée par l'employeur et l'autre moitié par la caisse d'assistance de l'entreprise.

Art. 13. — Il est interdit de confier des travaux difficiles ou dangereux aux enfants de moins de seize ans et aux femmes.

Note 1: Une classification des travaux difficiles ou dangereux sera établie au moyen de règlements préparés par le Département du Travail et approuvés par le Conseil suprême du travail.

Note 2: Les infractions seront punies conformément aux règlements. Le premier délit entraînera un emprisonnement de cinq à huit jours ou une amende de 1.000 à 5.000 rials ; en cas de récidive, la peine de prison pourra aller jusqu'à trois mois et l'amende jusqu'à 5.000 rials.

CHAPITRE V

CONTRATS DE TRAVAIL

Art. 14. — Les contrats individuels ou collectifs entre les employeurs et les employés ou syndicats d'employés seront dorénavant faits par écrit et ne devront en aucune façon contrevenir à la présente loi ou aux lois et règlements d'assurance sociale.

Note 1: Les règlements relatifs à la nature des contrats de travail et à leurs méthodes

d'application seront établis par le Département du Travail et approuvés par le Conseil suprême du travail.

Note 2: Les contrats de travail actuellement en vigueur qui accordent des conditions de travail ou de salaire plus favorables que celles prévues par la présente loi resteront en vigueur jusqu'à leur expiration : ils pourront alors être renouvelés avec l'assentiment des deux parties..

CHAPITRE VI

SANTE

Art. 15. — Toutes les questions relatives à la santé et la protection des employés seront réglementées par le Département du Travail, en collaboration avec le Ministère de la Santé, et avec l'approbation du Conseil des Ministres. Les patrons doivent veiller à l'exécution de tous les règlements en vigueur, sous la surveillance du Département du Travail. Les infractions entraîneront des amendes de 1.000 à 10.000 rials.

Art. 16. — Les patrons doivent se conformer, non seulement à la loi sur l'assurance sociale ouvrière, mais aussi aux règlements d'ordre technique qui seront promulgués pour protéger les ouvriers contre les dangers possibles ; en cas d'infraction, ils seront passibles d'une amende de 1.000 à 50.000 rials. En cas de récidive, ils seront condamnés à la peine prévue pour de telles infractions.

CHAPITRE VII

CESSATION DU TRAVAIL

Art. 17. — Un employé peut quitter son travail en donnant par écrit une semaine de préavis. De même, un patron peut congédier un employé en lui donnant par écrit un préavis d'une semaine. S'il renvoie son employé sans lui donner un préavis d'une semaine, le patron doit lui payer une semaine de salaire.

Note 1: Cet article s'applique seulement aux employés ayant travaillé au moins deux mois dans la même entreprise.

Note 2: Un employé ayant travaillé dans le même établissement pendant quatre mois au moins peut, dans les quinze jours qui suivent son renvoi faire appel au comité de conciliation, dont la décision sera finale. L'employeur doit payer le salaire de l'employé à partir du jour où il fait appel jusqu'au jour de la décision du comité.

Art. 18. — Quand un patron renvoie un employé dans les conditions prévues à l'article 17, il doit, en plus de la rémunération qui lui est due, lui payer une semaine de salaire par année d'emploi, au taux du salaire gagné par l'employé au moment du renvoi. Ce paiement sera prélevé sur la caisse d'assistance. Cependant, si l'employé quitte volontairement son travail ou si sa période d'emploi est inférieure

à une année, il n'aura droit à aucun paiement de la caisse d'assistance.

Note: Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux travailleurs à la tâche ou à ceux dont le contrat stipule qu'ils sont employés pour une période limitée.

Art. 19. — Au cas où le Département du Travail, sur demande du patron, constate que, pour des raisons d'ordre économique ou par suite d'un défaut, d'une imperfection ou d'une insuffisance de la machinerie ou de l'outillage, ou d'un manque de matières premières, le patron est forcé de suspendre le travail ou de réduire le nombre des ouvriers, il y aura lieu d'appliquer l'article 17. Cependant, au cas où le travail est arrêté pour cause de force majeure telle qu'inondation, tremblement de terre, incendie, etc., le patron ne sera pas tenu responsable vis-à-vis des employés.

Note: Dans le cas où l'arrêt du travail est intentionnel, qu'il soit dû au manque de matières premières, à la condition défectueuse de l'outillage ou de la machinerie, à une destruction ou un incendie, ou à d'autres raisons attribuées par le Département Général du Travail à la mauvaise foi de l'employeur, l'article 32 sera applicable; les salaires des ouvriers et les frais du rétablissement de l'usine seront payés sur les fonds des assurances à la charge de l'employeur.

Art. 20. — Les règlements applicables aux bureaux de placement privés ou publics et à leur fonctionnement seront établis par le Département du Travail en collaboration avec le conseil suprême du travail et approuvés par le Conseil des Ministres.

CHAPITRE VIII SYNDICATS

Art. 21. — Les employés d'une même entreprise ou d'un même métier peuvent s'organiser en syndicat pour défendre leurs intérêts professionnels et améliorer leur situation économique et sociale. A cet effet, le syndicat élira un bureau qui portera le nom de bureau exécutif. Pour être légalement reconnu, ce bureau sera constitué en société et fera enregistrer ses statuts. Les membres du bureau devront être citoyens de l'Iran.

Note 1: Dans chaque profession, les patrons pourront également constituer des syndicats.

Note 2: Les règlements régissant les syndicats devront être approuvés par le Conseil des Ministres.

Art. 22. — Il est interdit d'employer la force ou les menaces pour obliger ou interdire d'adhérer à un syndicat. Les personnes qui recourent à une contrainte de ce genre sont passibles d'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement. Si la contrainte est ac-

compagnée d'une autre infraction, le coupable sera condamné à la peine prévue pour cette infraction.

Art. 23. — Si un syndicat est constitué contrairement aux dispositions de l'article 21, ou si, après avoir été constitué, il excède les droits et les limites définies par la loi ou s'il cause ou provoque du désordre ou un état d'insécurité, le Département du Travail pourra, par l'entremise du ministère public, requérir, devant les tribunaux, sa dissolution ou sa suspension pour une période d'une semaine à un an, et exiger l'élection d'un nouveau bureau exécutif.

Note 1: Le tribunal entendra la cause immédiatement et par priorité. S'il prononce la dissolution, le jugement pourra aller en appel, mais dans les autres cas, le jugement sera final.

Note 2: Tout membre du bureau exécutif dont les agissements auraient provoqué un jugement contre le syndicat, ne pourra être réélu pendant trois ans au bureau de ce syndicat. De plus, le syndicat sera tenu matériellement responsable de tout dommage causé par ces agissements.

CHAPITRE IX SALAIRES

Art. 24. — Le salaire des employés sera payé dans la monnaie du pays à la fin de chaque semaine ou de chaque période de quinze jours, excepté dans les cas prévus par les règlements qui seront approuvés par le Conseil des Ministres. Le salaire convenu sera payé en totalité au travailleur au lieu même où il travaille.

Note 1: Le salaire minimum d'un employé devra lui permettre de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, suivant les conditions qui règnent dans les différentes parties du pays et conformément aux règlements qui y sont applicables. Le salaire minimum pour chaque partie du pays sera établi et appliqué par le Conseil suprême du Travail, conformément à l'article 31, au début de chaque année et pour une période d'un an. Si, en raison de circonstances extraordinaires, il devient nécessaire de réviser l'échelle des salaires minimum, cette révision sera effectuée par le Conseil suprême du Travail, à la demande, soit des employeurs, soit des employés.

Note 2: Le paiement des salaires ne sera pas fait pendant les jours fériés.

Note 3: Toute déduction du salaire de l'employé, sous forme de prélèvement pour la caisse d'assistance, les assurances, maladies, etc., devra être conforme aux règlements approuvés par le Conseil des Ministres. Aucune déduction de salaire ne sera permise en dehors des cas spécifiés. Si le patron impose une amende qui n'est pas prévue par les règlements, cette amende sera remboursée sur l'ordre du Dé-

partement du Travail et la personne qui aura infligé cette amende illégale sera jugée et punie conformément aux dispositions du code pénal.

Note 4: Les femmes qui travaillent dans les mêmes conditions que les hommes recevront le même salaire qu'eux.

Art. 25. — Le salaire des employés a priorité sur toutes autres dettes. Il ne pourra être saisi ni encaissé par les créanciers de l'employeur.

Art. 26. — Les créanciers d'un employé ne peuvent pas saisir plus du quart de son salaire.

Note 1: La pension alimentaire et l'entretien des enfants sont exceptés des dispositions ci-dessus; la saisie du salaire sera permise en leur faveur.

Note 2: Le salaire des enfants mineurs doit leur être payé directement, mais sans préjudice de la protection de ses droits légaux par son tuteur ou ses parents.

CHAPITRE X

REGLEMENT DES LITIGES

Art. 27. — Dans chaque entreprise de travail, il sera créé un conseil dénommé conseil de l'entreprise de travail, qui sera composé d'un représentant des employés de l'entreprise, d'un représentant du patron, et d'un représentant du département du travail. Les fonctions de ce conseil seront fixées par les règlements approuvés en Conseil des Ministres.

Note: Les membres du conseil de l'entreprise de travail peuvent admettre un conseiller à leurs séances.

Art. 28. — Les différends individuels entre employés et patrons, en ce qui concerne la déduction des amendes, la pension alimentaire, ou toute autre question se rattachant aux règlements ou aux articles de la loi sur le travail ou de la loi sur les assurances sociales ou aux obligations contractuelles entre les deux parties, seront soumis au conseil de l'entreprise de travail en présence du plaignant ou de son représentant. La décision du conseil sera sans appel.

Art. 29. — Si les différends entre un groupe d'employés et le ou les patrons, ou entre le syndicat des employés et les patrons, ne peuvent pas être réglés par le conseil de l'entreprise de travail, ils seront soumis à l'arbitrage. Le conseil d'arbitrage sera composé d'un arbitre choisi par les employés, d'un arbitre choisi par le ou les patrons, et, au cas où ces deux arbitres ne peuvent pas arriver à un accord, d'un surarbitre qui sera choisi par accord entre les deux parties. Si l'accord ne peut se faire sur le choix d'un surarbitre, le représentant du Département du Travail ou, en son absence, le magistrat le plus élevé de la circonscription agira en qualité de surarbitre.

Art. 30. — Si le conseil d'arbitrage mentionné à l'article 29 ne rend pas sa décision dans un délai de vingt jours, ou si les arbitres refusent de prendre une décision, ou si la décision du Conseil d'arbitrage est contraire à la loi, la question sera soumise au bureau de règlement des litiges. Ce bureau sera composé du gouverneur ou de son représentant, d'un représentant du Département du Travail du district, de deux représentants des employés et de deux représentants des patrons. Le gouverneur sera président du bureau. La décision du bureau de règlement des litiges devra être rendue dans un délai maximum de vingt jours et sera sans appel.

Art. 31. — La méthode à suivre dans le choix des représentants des employés et des patrons, ainsi que la procédure suivant laquelle le Conseil d'arbitrage devra régler les différends seront déterminés par des règlements approuvés en Conseil des Ministres.

Art. 32. — Le patron n'aura pas le droit de suspendre le travail avant l'expiration des délais mentionnés à l'article 30. De même, les employés n'auront pas le droit de se mettre en grève. En cas de contravention à ces dispositions, et si c'est le patron qui décide de suspendre le travail, le Gouvernement peut, sur la proposition du Département du Travail, ordonner que le travail soit repris et payer les salaires des employés pour le compte du patron. Si le refus de travailler provient des employés, le patron peut engager d'autres employés à leur place et considérer que les grévistes ne font plus partie de son personnel.

Art. 33. — Les employés ne peuvent se mettre en grève que pour obtenir justice par des moyens pacifiques, sans qu'il en résulte ni violence, ni blessures, ni destruction de propriétés, ni atteinte à la sûreté publique, ni aucune autre infraction; dans chacun de ces cas, les meneurs seront punis conformément au code pénal.

Note: Il est interdit de recourir à la contrainte et aux menaces pour inciter un employé à se mettre en grève, et pareillement, pour empêcher un employé de se mettre en grève. Les personnes contrevenant à cet article seront sujettes à un emprisonnement de un à trois mois.

CHAPITRE XI

CONSEIL SUPREME DU TRAVAIL

Art. 34. — En vue de préparer un projet de législation ouvrière et les règlements appropriés, et pour surveiller l'application de la loi sur les employés, les assurances et les assurances sociales, et étudier toutes les questions relatives au travail, il sera créé un organisme appelé "Conseil suprême de travail". L'organisation, les méthodes de travail et les attribu-

tions de ce Conseil devront être approuvées par le Conseil des Ministres.

Note: Les représentants des employés et des patrons auront un nombre égal de sièges au conseil.

CHAPITRE XII

CAISSES D'ASSISTANCE

Art. 35. — Dans chaque entreprise de travail il sera constitué pour les employés deux caisses d'assistance placées sous le contrôle de l'entreprise: 1) une caisse d'assistance médicale pour secourir les employés en cas de blessures ou de maladies occasionnées par leur travail; 2) une caisse prévoyant des primes au mariage et à la naissance, des allocations en cas de chômage (lorsque ce chômage n'est pas dû à une crise économique), d'invalidité due à la vieillesse, de maladie grave ou de perte d'un membre (pour des causes autres que les accidents du travail), de grossesse, de maternité, ainsi que pour les frais d'enterrement, etc.

Art. 36. — Le patron retiendra un pour cent du salaire de l'employé, y ajoutera deux pour cent représentant la participation de l'entreprise, et versera le tout sur une base proportionnelle, à la caisse mentionnée ci-dessus et dans les formes prévues par les règlements dont il est fait mention à l'article 37.

Art. 37. — En vue de centraliser le contrôle des caisses d'assistance des entreprises de travail, une caisse appelée "caisse centrale d'assistance aux salariés" sera créée à Téhéran et placée sous le contrôle du Conseil suprême du travail. Cette caisse sera dotée d'un statut légal.

Note: Les règles de fonctionnement de la caisse centrale et des caisses des entreprises de travail doivent être approuvées par le conseil des ministres.

Art. 38. — Les caisses de chaque entreprise doivent, à la fin de chaque trimestre, verser un pourcentage fixé par les règlements.

Art. 39. — Les caisses de chaque entreprise seront utilisées aux fins mentionnées à l'article 35 pour accorder aux employés de l'entreprise l'assistance prévue en leur faveur. Au cas où les fonds disponibles seraient insuffisants pour effectuer les paiements nécessaires, la caisse fera appel à la caisse centrale conformément aux dispositions correspondantes des règlements en vigueur.

Art. 40. — Le solde des fonds de réserve accumulés sous cette rubrique dans les caisses d'assistance des diverses entreprises de travail ou dans les caisses du Trésor, sera transféré à la caisse centrale d'assistance aux salariés dès l'entrée en vigueur de la présente loi, et constituera le capital initial de cette caisse.

Note: Les fonds appartenant aux manufactures d'Etat et à la compagnie des chemins de fer nationaux, et qui se sont accumulés jusqu'à ce jour, seront réservés aux services de santé de ces entreprises. Ces fonds ne seront utilisés que pour les services de santé et pour la construction d'hôpitaux.

Art. 41. — Les secours de la caisse centrale ne seront accordés qu'aux employés versant à leur caisse d'assistance locale.

Art. 42. — Le Gouvernement est chargé de constituer une caisse appelée caisse de chômage, en accord avec les règlements que doit approuver le Conseil des Ministres. Les fonds de cette caisse seront utilisés en cas de crise économique et d'épidémies pour aider les travailleurs en chômage.

Art. 43. — Tout prélèvement opéré sur les fonds des caisses d'assistance prévues par la présente loi, s'il n'est pas autorisé par la loi et les règlements, sera considéré comme un détournement et donnera lieu à des sanctions conformément à la loi.

CHAPITRE XIII

MODALITES D'APPLICATION

Art. 44. — Les inspecteurs du Département du Travail signaleront au ministère public de chaque circonscription toute infraction aux articles de la présente loi ainsi qu'à toutes les lois sur les assurances ouvrières et à tous les règlements du travail en général. La cause sera entendue sans délai, toute affaire cessante, par le tribunal compétent. Le ministère public peut, dans tous les cas, faire comparaître en justice tout contrevenant à la présente loi.

Art. 45. — Les inspecteurs du Département du Travail seront choisis parmi les ingénieurs et parmi les personnes possédant le titre de licencié, conformément aux dispositions d'une loi spéciale sur la fonction publique qui sera établie par le Département du Travail et qui devra être approuvée par le Conseil des Ministres.

Art. 46. — Les procès-verbaux (minutes détaillées authentiques des actes officiels) rédigés par les inspecteurs du travail auront la même valeur que les documents officiels rédigés par huissier.

Art. 47. — Tous les règlements relatifs à la mise en application de la présente loi seront établis dans un délai maximum d'un an par le Département du Travail, d'accord avec le Conseil suprême du travail, et seront soumis à l'approbation du Conseil des Ministres.

Art. 48. — Le Département du Travail est chargé de l'exécution de la présente loi.

ISLANDE

CONSTITUTION¹

du 17 juin 1944

V

Art. 62. — L'église évangélique luthérienne est l'église nationale islandaise et est, comme telle, entretenue et protégée par l'Etat.

Cette stipulation pourra être modifiée par une loi.

Art. 63. — Les citoyens ont le droit de se réunir en communauté, pour adorer Dieu suivant leurs convictions, sans pouvoir rien enseigner ni pratiquer de contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public.

Art. 64. — Nul ne peut, à raison de ses croyances religieuses, être privé de la jouissance intégrale de ses droits civils et politiques, ni se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs de citoyen.

Nul n'a le devoir de contribuer à une autre croyance que celle à laquelle il appartient.

Celui qui n'appartient pas à l'église nationale paie à l'Université d'Islande ou à un fonds y attaché spécialement désigné les contributions qu'il aurait dû payer à l'église. Cette contribution n'est pas appliquée à ceux qui appartiennent à une autre communauté reconnue dans le pays.

Ces stipulations pourront être modifiées par une loi.

VI

Art. 65. — Toute personne arrêtée sera sans délai traduite devant un juge. Si elle ne peut être immédiatement mise en liberté, le juge ordonnera, avant que vingt-quatre heures ne soient écoulées, sa détention par une ordonnance motivée. Si elle peut être mise en liberté sous caution, le juge fixera par ordonnance la nature et le montant de la caution.

L'ordonnance rendue par le juge peut être immédiatement frappée d'appel par les intéressés devant la juridiction supérieure.

Pour la signification et l'appel d'une telle ordonnance, la procédure est la même que pour les sentences rendues dans les affaires criminelles.

Nul ne peut être détenu préventivement pour un délit qui ne peut entraîner que la peine d'amende ou d'emprisonnement simple.

Art. 66. — Le domicile est inviolable. Aucune perquisition domiciliaire, aucune saisie ou recherche de lettres ou autres papiers ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un jugement,

sauf les exceptions spécialement déterminées par les lois.

Art. 67. — La propriété est inviolable. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique. L'expropriation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi et moyennant complète indemnité.

Art. 68. — Aucun étranger ne pourra obtenir l'indigénat qu'en vertu d'une loi. La question du droit des étrangers à posséder des immeubles dans le pays sera réglée par une loi.

Art. 69. — Des restrictions au libre exercice des professions ne peuvent être fondées que si des raisons d'utilité publique l'exigent et établies que par une loi.

Art. 70. — Quiconque est hors d'état de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens, si le soin de son entretien n'incombe à personne autre, a droit au secours de l'Etat; mais il devra en ce cas se soumettre aux obligations que les lois prescriront.

Art. 71. — Si les parents n'ont pas les moyens d'instruire eux-mêmes leurs enfants, ou si les enfants sont pauvres et orphelins, le soin de leur instruction et de leur éducation est à la charge de l'Etat.

Art. 72. — Chacun a le droit de publier ses idées par la voie de la presse, sauf à en répondre devant les tribunaux. La censure et les autres mesures préventives ne pourront jamais être établies.

Art. 73. — Les citoyens ont le droit de former des associations pour tout objet légal, sans autorisation préalable. Aucune association ne peut être dissoute par mesure de gouvernement. Les associations peuvent néanmoins être provisoirement interdites; mais il doit être procédé immédiatement à des poursuites régulières contre elles, pour les faire dissoudre.

Art. 74. — Les citoyens ont le droit de se réunir sans armes. La police a le droit d'assister aux réunions publiques. Les réunions en plein air peuvent être interdites, lorsqu'elles présentent du danger pour la paix publique.

Art. 75. — Tout homme en état de porter les armes est tenu de contribuer de sa personne à la défense du pays, conformément aux dispositions légales qui seront fixées ultérieurement.

Art. 76. — Le droit des communes d'administrer librement leurs affaires, sous la surveillance de l'Etat, sera réglé par la loi.

Art. 77. — Tout ce qui concerne les impôts sera réglé législativement.

Art. 78. — Nul privilège attaché à la noblesse, aux titres et au rang ne pourra être établi par une loi.

¹ Constitution de 1920 dans Darest, *op. cit.*, vol. I, p. 419-428. Les articles reproduits ici n'ont pas subi de modification. La numérotation des articles correspond à celle de la Constitution de 1944. Renseignement communiqué par M. Helgi P. Briem, Consul général d'Islande, New-York.

ITALIE

DECRET-LOI DU LIEUTENANT GENERAL DU ROYAUME No 880¹

du 30 novembre 1945

DISPOSITIONS RELATIVES A LA REINTEGRATION DANS LEUR SERVICE ET A LA REPRISE DE LA CARRIERE DES FONCTIONNAIRES PUBLICS PERSECUTES POUR DES RAISONS POLITIQUES PAR LE REGIME ABOLI

Art. 1. — Les effets d'ordre financier de la réintégration des fonctionnaires publics congédiés pour conduite contraire aux directives politiques du régime aboli ou pour des motifs de race, commenceront à courir à partir du 1er janvier 1944, si la réintégration a été effectuée, d'office ou sur demande, antérieurement à la date du présent décret ou s'il y a lieu de prévoir qu'elle sera prochainement prononcée sur une demande déjà introduite à cette date.

Dans les autres cas, ces effets commenceront à courir six mois avant la date de présentation de la demande de réintégration ou, en l'absence de demande, six mois avant la date de la mesure de réintégration.

Le traitement de congé accordé aux termes de l'article 11 du décret-loi No 301 du 19 octobre 1944 prend effet à dater du 1er janvier 1944.

Art. 2. — En ce qui concerne les officiers des forces armées de l'Etat, l'examen de leurs titres, dont il est question au troisième paragraphe de l'article 6 du décret-loi No 301 du lieutenant général, et date du 10 octobre 1944, sera précédé d'un stage dans une unité ou un service des forces armées, ce stage devant durer trois mois pour chaque promotion.

Les officiers des forces armées de l'Etat qui, après avoir été congédiés du service permanent pour des raisons politiques, ont obtenu des promotions dans les catégories auxquelles ils ont été affectés après leur mise en congé, sont réintégrés avec le grade qu'ils ont atteint dans lesdites catégories. Après un stage de trois mois dans une unité ou un service des forces armées, ils seront examinés par les autorités chargées des questions d'avancement qui devront vérifier leurs titres à l'avancement ou, tout au moins, leurs droits à conserver le même grade dans le service permanent.

Si l'examen prévu au paragraphe précédent est défavorable, les officiers réintégrés avec le grade qu'ils ont atteint dans les catégories dont ils faisaient partie lors de leur mise en congé seront placés, à partir de la date dudit examen, dans la situation où se trouvent, aux termes des dispositions en vigueur pour les différentes forces armées, les autres officiers du même grade qui ont quitté le service permanent pour raison d'inaptitude à accéder au grade supé-

rieur. La liquidation du traitement de congé, sera établie sur la base des soldes afférentes au grade immédiatement inférieur, sauf dans le cas où un traitement plus élevé est justifié par suite du rappel dans le service.

Les officiers réintégrés qui, à la suite de leur stage, sont confirmés dans le service permanent avec le grade qu'ils ont atteint dans la catégorie dont ils faisaient partie lors de leur mise en congé, peuvent, lorsque leur absence les a privés d'avancement, obtenir des promotions sous réserve d'une décision favorable; chaque promotion sera précédée d'un autre stage de trois mois dans une unité ou un service des forces armées.

Pour les stages prévus aux premier, deuxième et quatrième paragraphes du présent article, l'officier réintégré est placé sous l'autorité d'un officier de grade supérieur à celui auquel il pourrait prétendre au cas de réintégration dans sa carrière.

Les officiers qui, pendant un mois au moins, ont pris part à des opérations de guerre avec le grade qu'ils avaient atteint lors de leur mise en congé, sont exemptés du stage prévu au deuxième alinéa du présent article.

Le dernier alinéa de l'article 6 du décret-loi No 301 du lieutenant général, en date du 19 octobre 1944, est abrogé.

Art. 3. — Les membres du personnel militaire des forces armées de l'Etat qui ont été licenciés définitivement pour avoir adopté une attitude contraire aux directives politiques du régime aboli ou en vertu de mesures relatives à la race et qui ne pourraient être réintégrés dans le service permanent parce qu'ils ont dépassé l'âge requis, seront affectés aux catégories ou aux postes auxquels ils auraient droit s'ils n'avaient pas été mis en congé.

Pour la promotion aux grades supérieurs, il n'est pas tenu compte des dispositions en vigueur prévues pour chaque grade relativement à la durée d'exercice du commandement ou des fonctions.

Art. 4. — Lorsque la limite de temps prévue au deuxième alinéa de l'article 5, au troisième alinéa de l'article 6, et au deuxième alinéa de l'article 8 du décret-loi No 301 du lieutenant général, en date du 19 octobre 1944, sera atteinte avant la date du présent décret, cette limite sera prorogée pour une période de six mois à partir de cette date.

Art. 5. — Lorsqu'il pourra être établi d'une façon certaine qu'un fonctionnaire qui

¹ Texte italien dans *Gazzetta Ufficiale*, No 36, 12, février 1946, p. 295. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

a été victime de mesures disciplinaires imposées pour des raisons purement politiques par le parti fasciste supprimé, s'est vu pour cette raison privé d'une promotion, même si cette exclusion n'a pas résulté d'une décision expresse, il sera fait application des dispositions du premier alinéa de l'article 8 du décret No 301 du lieutenant général, en date du 19 octobre 1944, en observant la limite de temps fixée par l'article 8 dudit décret.

Art. 6. — Les stagiaires qui, antérieurement au 25 juillet 1943, ont été mis en congé par le régime aboli, sous prétexte de conduite contraire à la politique de ce régime ou par application des mesures de discrimination fondées sur la race, seront réintégrés sur leur demande avec le titre qu'ils avaient déjà dans l'administration à laquelle ils appartenaient. Les réintégrations seront effectuées même si les effec-

tifs prévus sont dépassés. La période du temps écoulé entre la date de la mise en congé et celle de la réintégration n'est calculée qu'en vue de déterminer les indemnités auxquelles les fonctionnaires réintégrés ont droit, conformément aux dispositions en vigueur relativement au cas de mise en congé.

La demande prévue à l'alinéa précédent peut être présentée dans les trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret. Pour les prisonniers de guerre ou les internés rapatriés, la limite de temps sera calculée à partir de leur retour au pays si la date du retour est postérieure à la date susmentionnée.

Les effets financiers de la réintégration courront à partir de la date de la réintégration, qui devra être effectuée dans le délai d'un mois à partir de la présentation de la demande.

DECRET-LOI DU LIEUTENANT GENERAL DU ROYAUME No 201¹

du 12 avril 1946

TEXTE DES DISPOSITIONS PREVUES POUR LA PUNITION DES DELITS DONT LES FASCISTES SE SONT RENDUS COUPABLES ET POUR LA REPRESSION DE CERTAINES ACTIVITES FASCISTES

CHAPITRE I

Art. 1. — Dans tout le territoire de l'Etat, les organismes établis et la procédure à suivre pour la répression des délits prévus au premier chapitre du décret-loi No 159 du lieutenant général, en date du 27 juillet 1944, et en ce qui concerne l'article 1 des décrets-lois du lieutenant général, No 142 en date du 22 avril 1945, et No 195 en date du 26 avril 1945, sont réglementés par les dispositions qui suivent.

Art. 2. — Le juge, le tribunal, et les sections spéciales de la cour d'assises connaissent des délits mentionnés à l'article 1, conformément aux règles ordinaires de procédure. Ces délits ne relèvent pas de la compétence des tribunaux militaires et les articles 49 et 50 du code de procédure criminelle ne s'y appliquent pas.

Toutefois, lorsqu'il se présente des questions qui, se rapportant à un jugement de caractère militaire, peuvent influencer sur la décision du tribunal, la connaissance de ces délits est dévolue au tribunal militaire compétent.

Art. 3. — Les sections spéciales de la cour d'assise siègent au chef-lieu de la province.

Le premier président de la cour d'appel peut instituer par décret d'autres sections spéciales de cour d'assises, soit au chef-lieu, soit dans d'autres localités de la province.

Les sections précitées peuvent siéger également dans d'autres localités que celles où elles ont été établies.

Art. 4. — Les sections spéciales de cour d'assises se composent de deux magistrats et de cinq juges populaires, tirés au sort sur les listes prévues à l'article 5.

Art. 5. — Pour chaque session des sections spéciales de cour d'assises, il est dressé une liste de cent cinquante citoyens choisis parmi les habitants de circonscription provinciale. S'il est créé plus d'une section dans la même localité, le premier président de la cour d'appel peut décider d'augmenter le chiffre précité, la liste ne devant, en aucun cas, dépasser le chiffre de deux cent cinquante.

Une commission comprenant le président du tribunal, qui préside également cette commission, un représentant du comité de libération nationale, et le maire du chef-lieu, est chargée de dresser la liste; les membres de cette commission devront choisir des citoyens d'une intégrité au-dessus de tout soupçon, qui n'ont jamais été membres du parti fasciste, ne se sont jamais, en aucune façon, livrés à des activités fascistes et qui ont atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Art. 6. — Le premier président de la cour d'appel nomme le président de la section spéciale de la cour d'assises en le choisissant parmi les magistrats appartenant à une classe qui ne soit pas inférieure à celle de conseiller de cour d'appel, ou, dans les cas où les exigences exceptionnelles du service ne permettraient pas

¹ Texte italien dans *Gazzetta Ufficiale*, No 98, 27 avril, 1946, p. 888. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

un tel choix, parmi les magistrats de la sixième classe. L'autre magistrat est nommé de la même façon et il peut être choisi parmi les juges appartenant à une classe inférieure à la sixième.

Art. 7. — Un bureau du ministère public est établi auprès des sections spéciales de la cour d'assises, sous la direction du procureur général près la cour d'appel. Si plusieurs sections spéciales sont établies dans une même localité, il n'y a qu'un seul bureau du ministère public. Peuvent également être appelés à faire partie du bureau du ministère public, les avocats de compétence reconnue qui ne se sont jamais livrés à des activités fascistes et qui sont choisis parmi ceux que désigne le conseil de l'ordre des avocats et des avoués.

Les avocats désignés par le conseil de l'ordre des avocats et des avoués sont appelés à faire partie du bureau du ministère public pour la durée strictement nécessaire à la tâche qu'ils sont chargés d'accomplir. Ils reçoivent le traitement des magistrats de cinquième classe.

L'avocat qui, après avoir accepté la nomination au bureau du ministère public, refuse sans raisons valables d'assumer la charge susmentionnée est passible des sanctions prévues par la loi sur les règles professionnelles.

Art. 8. — Ne peuvent faire partie de la même section spéciale de la cour d'assises ou y exercer les fonctions de juge ou autres fonctions du ministère public les parents par consanguinité ou alliance jusqu'au troisième degré inclusivement.

Art. 9. — Pour les délits qui relèvent de la compétence des sections spéciales de la cour d'assises, les bureaux du ministère public mentionnés à l'article 7 procèdent à une instruction sommaire. Le ministère public peut ordonner que le jugement soit rendu immédiatement, pourvu que soient réalisées les conditions prévues au deuxième paragraphe de l'article 502 du code de procédure criminelle.

Lorsque le ministère public constate qu'il n'y a pas lieu de poursuivre, en raison du manque évident de bien-fondé de l'affaire, de l'accusation, de la dénonciation, du différend ou de l'action, il requiert le juge d'instruction de rendre une ordonnance de non-lieu. Le juge d'instruction notifie l'ordonnance à l'autorité militaire si des militaires sont en cause, ou à l'autorité administrative si des civils sont en cause, afin de permettre à ces autorités de prendre les dispositions qui relèvent de leur compétence respective.

Pour les délits qui sont de la compétence du tribunal, il est également procédé à une instruction sommaire et, si possible, au jugement immédiat sur instruction à l'audience.

Art. 10. — Les sentences prononcées par les sections spéciales de la cour d'assises sont dé-

posées au greffe dans les dix jours qui suivent la date de la décision.

Art. 11. — Les motifs de pourvoi en cassation contre les jugements des sections spéciales de la cour d'assises devront, sous peine d'irrecevabilité, être présentés dans les dix jours qui suivront la date à laquelle l'avis du dépôt de la sentence aura été notifié. Si le ministère public se pourvoit en cassation, l'inculpé devra en être avisé.

Si le recours est relatif à une sentence ayant prononcé la peine de mort, l'arrêt de la cour de cassation devra être rendu dans les trente jours à partir de la date de réception des pièces. Celles-ci devront être transmises immédiatement et en aucun cas plus tard que le lendemain de la date de présentation du pourvoi en cassation.

Si le recours est relatif à une sentence qui inflige la peine de mort, le défenseur a le droit de présenter les chefs additionnels de recours en cassation qui devront être déposés à la chancellerie de la cour de cassation trois jours au moins avant la date fixée pour l'audience.

Art. 12. — Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent décret, les dispositions de la procédure criminelle en vigueur devront être observées dans la mesure où elles sont applicables.

Toutefois, pour les sections spéciales siégeant dans une localité autre que celle où la cour d'appel a son siège, les fonctions qui incombent au premier président de la cour d'appel en ce qui concerne la convocation de la cour d'assises, la préparation du rôle des affaires, le tirage au sort des juges populaires qui devront faire partie du tribunal et les avis à communiquer aux juges désignés par le sort, sont remplies par le président de la section spéciale en liaison ou en consultation avec le ministère public près ladite section spéciale. S'il y a plus d'une section, les fonctions susmentionnées sont exercées par le président de la section spéciale en vertu d'une délégation du premier président de la cour d'appel.

Art. 13. — L'article 5 du décret-loi No 149 du lieutenant général, en date du 26 avril 1945, est remplacé par le suivant :

"Le bureau du ministère public près les sections spéciales de la cour d'assises dirige et surveille l'application des sanctions prévues pour les fascistes coupables de menées politiques dangereuses."

Les commissions provinciales visées aux articles 2 et 3 statuent d'office ou sur les dénonciations que leur transmettent le bureau du ministère public près les sections spéciales de la cour d'assises, le procureur du royaume ou les organisations de la police.

Seules les susdites commissions provinciales, les membres du ministère public près les sections spéciales de la cour d'assises et les pro-

cureurs du royaume peuvent ordonner l'arrestation immédiate des personnes qui tombent sous le coup des sanctions prévues au premier paragraphe de l'article 3.

L'avis d'arrestation est transmis dans les trois jours à la commission provinciale compétente qui devra se prononcer dans les trente jours suivant la réception dudit avis.

Art. 14. — Ceux qui, de quelque façon que ce soit, ont fait partie des "brigades noires" ou d'autres formations à fonctions politico-militaires, devront être dénoncés à la commission

provinciale visée à l'article 3 du décret-loi No 149 du lieutenant général, en date du 26 avril 1945, en vue de l'application éventuelle des sanctions prévues, sans préjudice des responsabilités encourues à raison d'actes délicieux.

Art. 15. — Les dispositions prévues aux articles 1 et 3 du décret-loi No 149 du lieutenant général, en date du 26 avril 1945, pourront s'appliquer au delà d'une période d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du décret-loi No 625 du lieutenant général, en date du 5 octobre 1945.

DECRET-LOI DU LIEUTENANT GENERAL DU ROYAUME No 393¹

du 5 mai 1946

REVENDEICATION DES BIENS CONFISQUES, MIS SOUS SEQUESTRE, OU SAISIS DE TOUTE AUTRE FAÇON, QUI APPARTIENNENT AUX PERSONNES PERSECUTEES A RAISON DE LEUR RACE SOUS LE REGIME DU GOUVERNEMENT DIT DE LA REPUBLIQUE SOCIALE

Art. 1. — Les propriétaires de biens qui ont fait l'objet de mesures de confiscation, de séquestre ou d'autres mesures d'expropriation prises, sous le régime du gouvernement dit de la République sociale, au préjudice des personnes antérieurement déclarées ou considérées comme étant de race juive, et de leurs héritiers et ayant droit, peuvent revendiquer leurs biens auprès de toute personne qui les possède ou les détient, sous réserve des droits acquis par des tiers lorsque la loi reconnaît que les biens ont été légitimement acquis par une possession de bonne foi.

Dans le cas prévu à l'article 48 du code civil, et sur la demande de la communauté israélite compétente dans le territoire, un curateur spécial peut être nommé et chargé d'intenter l'action en revendication et de remplir les autres fonctions prévues par le présent décret ou de recevoir en dépôt les biens restitués volontairement par leurs détenteurs, ou enfin, de gérer les biens réclamés ou restitués.

Art. 2. — L'action en réclamation des biens détenus par l'Etat peut être intentée dans les dix ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret. Toutefois, en ce qui concerne les intérêts, l'Etat n'est redevable que de ceux qui ont été perçus au cours des trois années antérieures à la revendication.

Art. 3. — L'action en revendication peut être intentée dans un délai de trois ans s'il s'agit de biens transférés à des tiers antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Dans le cas prévu au paragraphe précédent, le propriétaire a le droit de demander, au lieu

de la restitution des biens en question, la somme perçue par l'Etat comme produit de la vente desdits biens et les intérêts au taux légal calculés à partir de la date de la vente. Dans le cas où les biens auraient fait l'objet d'aliénations successives, le propriétaire a également le droit de réclamer de chaque acquéreur la différence de prix dont il a bénéficié ainsi que les intérêts au taux légal. Cette action en revendication peut être intentée dans les dix ans qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 4. — Dans le cas prévu au premier alinéa de l'article précédent, le propriétaire qui se trouve dans l'impossibilité de revendiquer ses biens peut demander à l'Etat de lui rembourser le prix provenant de la vente desdits biens ainsi que les intérêts au taux légal calculés depuis le jour de cette vente. Cette demande peut être introduite dans les dix ans qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Si les biens ont fait l'objet de ventes successives, le propriétaire a le droit de réclamer de chaque acquéreur la différence de prix obtenue à l'occasion de chacune de ces ventes ainsi que les intérêts au taux légal calculés depuis la date de l'aliénation pourvu que l'action en revendication soit intentée dans les trois ans qui suivront l'entrée en vigueur du présent décret et que, s'il s'agit de biens pour lesquels la loi reconnaît la légitimité de l'acquisition par la possession de bonne foi, les acquéreurs successifs aient connu le vice qui entachait l'acquisition.

Art. 5. — Le tiers acquéreur de biens restitués au propriétaire a le droit de réclamer au vendeur le prix de la vente ainsi que les intérêts au taux légal calculés depuis le jour de cette vente.

La tiers acquéreur a également le droit de

¹ Texte italien dans *Gazetta Ufficiale*, No 28, 4 juin 1946, p. 1229. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

se faire rembourser par le propriétaire les dépenses encourues pour les réparations extraordinaires et la plus-value représentant la différence entre les sommes déboursées et la valeur des biens améliorés.

Art. 6. — Les biens revendiqués sont restitués dans l'état où ils se trouvent à la date de la restitution.

Toutefois, la demande en réparation des dommages survenus au cours de la gestion ou de la possession par les acquéreurs successifs est autorisée, sauf si les intéressés prouvent que les dommages résultent de causes qui ne leur sont pas imputables.

Art. 7. — Les comptes de gestion qui doivent être présentés aux propriétaires des biens non aliénés et les comptes qui couvrent la gestion des biens aliénés pendant la seule période antérieure à l'aliénation, devront être présentés dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent décret s'il s'agit de biens qui ont déjà été restitués, ou à partir de la date de la restitution desdits biens si la restitution a été effectuée à une date postérieure.

En cas de nécessité reconnue, cette limite pourra être prorogée pour six mois au maximum sur l'ordre du ministre des finances.

Art. 8. — Le règlement des comptes de gestion mettra à la charge du propriétaire des biens, non seulement les dépenses de gestion ordinaire et de conservation, mais encore les dépenses d'amortissement des dettes, de réparations, d'accroissement et d'amélioration des

biens et, en général, toutes celles que le propriétaire aurait encourues s'il avait conservé la jouissance de ses biens, ainsi que la rémunération des administrateurs, établie d'après la valeur des services strictement nécessaires à une gestion normale.

L'intérêt sur les sommes à créditer ou à débiter est calculé, pour la période antérieure à la restitution, au taux pratiqué par les banques pour les comptes courants, alors que pour le solde final, créateur ou débiteur, les intérêts sont calculés au taux légal à partir de la date de la restitution.

Art. 9. — Si le règlement des comptes fait apparaître un débit à la charge du propriétaire des biens, le crédit correspondant, s'il n'est pas acquitté, pourra être prélevé par le créancier sur les biens restitués et aura priorité sur tout autre créance, même privilégiée.

S'il s'agit de biens mobiliers, la rétention des biens à restituer est autorisée, en tout ou en partie, jusqu'à ce que la créance ait été satisfaite.

Art. 10. — Les intéressés doivent veiller à ce que les actes déclarant la nullité des actes de confiscation, de séquestre ou de transfert successifs relatives aux biens visés à l'article 1, soient portés en marge de la transcription des actes de confiscation, de transfert ou de séquestre successifs des biens.

Art. 11-13. — (Se rapportent aux droits de timbre, aux responsabilités du ministre des finances pour l'exécution du décret, etc.)

RAPPORT ET DECRET PRESIDENTIEL No 4¹

du 22 juin 1946

AMNISTIE ET GRACE POUR LES DELITS DE DROIT COMMUN, POLITIQUES ET MILITAIRES

Art. 1. — Amnistie pour les délits en général.

En vertu du présent décret, l'amnistie est accordée pour les délits pour lesquels la loi prévoit une peine d'emprisonnement, seule ou accompagnée d'une peine pécuniaire, pour une période de cinq ans au plus ou simplement une peine pécuniaire.

Art. 2. — Amnistie pour les délits politiques commis après la libération.

L'amnistie est accordée pour les délits politiques même lorsqu'ils entraînent une peine supérieure à celle dont fait état l'article 1, s'ils ont été commis dans l'une des parties du territoire national après l'établissement

de l'administration du Gouvernement légitime italien, ainsi que pour les délits politiques commis après le 8 septembre 1943.

Art. 3. — Amnistie pour d'autres délits politiques.

L'amnistie est accordée pour les délits visés aux articles 3 et 5 du décret-loi No 159 du lieutenant général, en date du 27 juillet 1944 et à l'article 1 du décret-loi No 142 du lieutenant général, en date du 22 avril 1945, et pour les délits connexes visés à l'article 45 No 2 du code de procédure criminelle, sauf pour ceux qui ont été commis par des personnes investies de hautes fonctions dans l'administration civile ou politique ou le commandement militaire, ou s'il s'agit de massacres, d'actes de cruauté particulièrement inhumains, d'homicides, de pillage, ou d'autres crimes commis à des fins de lucre.

¹ Texte italien dans *Gazzetta Ufficiale*, No 137, 23 juin 1946, édition spéciale. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 4. — (Se rapporte aux crimes exclus de l'amnistie.)

Art. 5. — Constatation du caractère politique du délit.

Si une condamnation est prononcée, et qu'il ne ressorte pas suffisamment du jugement ou de la procédure que le délit est de nature politique, le juge compétent pour prononcer la déclaration d'amnistie prend les dispositions nécessaires pour déterminer le caractère du délit.

Lorsqu'il y a recours, c'est la Cour suprême de cassation qui procède à cette détermination.

Art. 6. — Demande de mise en jugement présentée par l'accusé.

L'amnistie ne s'applique pas dans le cas où l'accusé, avant que le non-lieu ne soit prononcé en conséquence de l'amnistie, déclare ne pas vouloir en bénéficier.

Art. 9. — Remise et commutation des peines infligées pour infractions politiques.

Sauf dans les cas d'amnistie visés aux articles 1, 2 et 3, pour les délits politiques et les délits connexes au sens de l'article 45, No 2, du code de procédure pénale, les règles suivantes sont appliquées :

a) La peine de mort est commuée en peine des travaux forcés sous réserve des cas exclus de l'amnistie aux termes de l'article 3 ;

b) La condamnation aux travaux forcés est commuée en peine de réclusion pour trente ans ;

c) Les autres peines qui entraînent plus de cinq ans d'emprisonnement sont réduites du tiers ; toutefois dans aucun cas la réduction de la peine ne devra être inférieure à cinq ans ; les peines qui n'entraînent pas plus de cinq années d'emprisonnement sont entièrement remises ;

d) Les peines pécuniaires sont entièrement remises.

Art. 10. — (Se rapporte aux exceptions à la remise des peines.)

Art. 13. — Infractions commises au détriment des forces alliées.

Les infractions commises au détriment des forces alliées ou de ceux qui en font partie, ou les infractions qui sont jugées par les tribunaux des autorités alliées ou qui sont en cours de jugement auprès de ces tribunaux sont, dans tous les cas, exclues de l'amnistie et de la grâce accordées par le présent décret.

DECRET-LOI DU CHEF PROVISoire DE L'ETAT No 96¹

du 6 septembre 1946

DISPOSITIONS INTERDISANT DE DECERNER DES MANDATS OU ORDRES D'ARRESTATION OU DE SAISIE CONTRE LES PARTISANS OU PATRIOTES A RAISON DE LEURS ACTIVITES AU COURS DE LA LUTTE CONTRE LE NAZISME ET LE FASCISME (G.U. 19/IX/46)

Art. 1. — Il est interdit de décerner un mandat ou un ordre d'arrestation ou de saisie contre les partisans, les patriotes ou autres per-

sonnes énumérées au deuxième alinéa de l'article unique du décret-loi No 194, du lieutenant général, en date du 12 avril 1945, pour les actions par eux commises au cours de l'occupation nazie et fasciste, et par la suite jusqu'au 31 juillet 1945, sauf le cas où il est prouvé avec certitude que lesdites actions constituent des infractions de droit commun.

¹ Texte italien dans *Gazzetta Ufficiale*, No 212, 19 septembre 1946, p. 2230. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

DECRET-LOI ROYAL No 561¹

du 31 mai 1946

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SAISIE DES JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS.

Art. 1. — Il ne peut être procédé à la saisie des journaux ou de n'importe quelle autre publication ou ouvrage imprimé visé par l'Edit sur la presse No 695, du 26 mars 1848, qu'en vertu d'un jugement définitif de l'autorité judiciaire.

Toutefois l'autorité judiciaire peut ordonner la saisie de trois exemplaires au maximum, des journaux, publications ou ouvrages imprimés dont la publication constitue une violation de la loi pénale.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions établies à l'article précédent, il peut être procédé à la saisie des journaux ou autres publications et ouvrages imprimés qui, aux termes de la législation pénale, doivent être considérés

¹ Texte italien dans *Gazzetta Ufficiale* No 147, 4 juillet 1946, p. 1610. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

comme obscènes, outrageants pour les bonnes mœurs, ou qui divulguent les méthodes anti-conceptionnelles et les procédés d'avortement, ou qui en expliquent l'emploi ou qui fournissent des indications sur les moyens de se procurer les instruments à utiliser ou qui contiennent des annonces ou des communications relatives à ces moyens et procédés.

Lorsqu'il aura été procédé à la saisie prévue à l'alinéa précédent un jugement sommaire devra être prononcé contre l'inculpé, même en l'absence des conditions énoncées à l'article 502 du code de procédure criminelle, et le tribunal sera compétent dans tous les cas.

Art. 3. — (Se rapporte aux dispositions antérieures qui restent en vigueur.)

DECRET-LOI DU LIEUTENANT GENERAL DU ROYAUME No 825¹

du 22 décembre 1945

EMPLOI DE LA LANGUE ALLEMANDE DANS LES COMMUNES DE LA PROVINCE DE BOLZANO.

Art. 1. — L'emploi de la langue allemande est autorisé dans la province de Bolzano dans les rapports avec les autorités politiques, administratives et judiciaires.

Dans les communes de ladite province, les actes publics peuvent être rédigés en langue allemande, à l'exception des jugements et ordonnances de l'autorité judiciaire et des pouvoirs administratifs.

Les registres de l'état civil devront être tenus en langue italienne et accompagnés d'une traduction en langue allemande.

¹ Texte italien dans *Gazzetta Ufficiale*, No 13, 16 janvier 1946, p. 115. Texte français traduit de l'italien par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 2. — Les règles relatives à l'application du présent décret-loi seront établies, lorsqu'il sera utile, par décret du lieutenant général, sur proposition du Ministre de l'Intérieur ou du Ministre de la Justice suivant leur compétence respective, et après consultation avec le Conseil des Ministres. A cet effet, l'avis d'une commission à laquelle participeront, en nombre suffisant, des représentants du Haut-Adige, devra être entendu; cette commission sera nommée par le président du Conseil des Ministres.

Art. 3. — Le présent décret entrera en vigueur trois mois après la remise de la province de Bolzano à l'administration italienne.

LES DROITS DE L'HOMME EN ITALIE

Jusqu'à l'avènement du fascisme au pouvoir et l'instauration d'un nouveau droit fasciste, les libertés personnelles étaient réglées et garanties par le statut du royaume, octroyé par le roi Charles-Albert, par édit du 4 mars 1848 No 674. Appliqué d'abord au royaume de Sardaigne, ce statut fut successivement étendu aux autres régions de la péninsule dès qu'elles furent annexées au nouveau royaume d'Italie (Lombardie, acte du 20 novembre 1859; Vénétie, décret du 28 juillet 1866; Parme et Modène, décrets des 2 et 17 septembre 1859; Bologne et Romagne, décret du 14 novembre 1859; Toscane, décret du 20 janvier 1860; Sicile, décret du 3 août 1860; Rome, décret du 9 octobre 1870; Vénétie tridentine et julienne, décrets des 26 octobre et 30 décembre 1920 et Fiume, décret du 20 mars 1924).

En son second titre, dont le but était de constituer une "Déclaration des droits et des devoirs des citoyens", le Statut de 1848 garantissait:

1. L'égalité de tous les citoyens, quel que fût leur titre ou leur grade, à la jouissance des droits civils et politiques (l'égalité des droits

civils s'appliquant aussi aux étrangers, art. 3, code civil de 1865), et à l'admission aux fonctions civiles et militaires, sauf exceptions déterminées par la loi (art. 24).

2. L'égalité de tous les citoyens, sans distinctions, à la contribution aux charges de l'Etat, en proportion de leurs avoirs (art. 25).

3. La liberté personnelle, comprenant les droits à l'intégrité physique, à l'inviolabilité du domicile, à l'inviolabilité de la correspondance, au libre choix de la profession, du commerce, du métier, ceux de disposer de sa propre personne et de se déplacer librement. Personne ne pouvait être arrêté ou traduit en jugement sauf dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites par celle-ci (art. 27).

4. La liberté de la presse (les bibles, les catéchismes, les livres de liturgie et de prière ne pouvant toutefois être imprimés sans la permission préalable de l'évêque) [art. 28]. Cette liberté était réglementée par l'édit sur la presse du 26 mars 1848, complété et modifié par la loi du 20 juin 1858 No 2876, tendant à réprimer l'apologie de l'assassinat politique; les dispositions contenues dans la loi sur la

sûreté publique instituant un contrôle spécial de l'imprimerie et de la distribution des imprimés, la loi du 19 juillet 1894 concernant surtout la répression des actes incitant des militaires à la désobéissance, la loi du 28 juin 1896 No 278 abolissant la saisie préventive, etc.

5. La liberté de se réunir pacifiquement et sans armes, à la condition de se conformer aux lois pouvant limiter ces réunions dans l'intérêt public (cette disposition n'était pas applicable toutefois aux réunions dans les lieux publics qui restaient entièrement soumises aux lois de police) (art. 32).

6. Le droit de pétition, art. 57 et 58 (ce droit n'ayant cependant joué qu'un rôle très modeste et effacé).

Le droit d'association n'était pas expressément mentionné par le statut, mais il découlait des principes généraux du droit et des dispositions particulières prises après l'instauration du régime constitutionnel.

Quant à la liberté de conscience et de culte, elle n'était pas non plus expressément prévue par le statut qui, dans son article premier, déclarait la religion catholique apostolique romaine seule religion de l'Etat. Mais cette liberté découlait des lois complétant l'article premier : loi du 18 février 1848 sur l'admission des Valdéens à la jouissance de tous les droits civils et politiques, loi du 17 mars 1848 sur l'abrogation des incapacités dues au culte professé, décret royal du 29 mars 1848 qui assimilait les juifs aux autres citoyens, loi du 19 juin 1848 sur l'abrogation de tout privilège d'ordre religieux, loi du 19 avril 1850 sur l'abolition du for ecclésiastique, loi du 5 juin 1850 sur la capacité des personnes morales laïques ou religieuses, etc.

Toutes les propriétés sans exception étaient déclarées inviolables. Néanmoins, quand l'intérêt public légalement constaté l'exigeait, on pouvait être obligé de les céder, en totalité ou en partie, contre allocation d'une juste indemnité, conformément à la loi (art. 29).

Aucun impôt ne pouvait être imposé ou levé s'il n'était pas consenti par les chambres et sanctionné par le roi (art. 30).

Tout engagement de l'Etat envers ses créanciers était déclaré inviolable (art. 31).

Le fascisme limita ou supprima l'un après l'autre des droits que le statut garantissait à tous les citoyens, mais dont le maintien était contraire à la toute-puissance d'un Etat "unitaire, autoritaire, totalitaire", tel que la doctrine fasciste le concevait.

Une des tâches les plus importantes des différents Gouvernements qui se sont succédé après la chute du fascisme (25 juillet 1943) a été celle de rétablir les droits et les libertés des citoyens, sans distinctions, et de promulguer des mesures législatives ayant pour but

la défense de la démocratie contre l'action totalitaire des groupes et des partis.

Les organes et les institutions du fascisme furent supprimés : la chambre des faisceaux et des corporations, le parti national fasciste et toutes les associations qui en dépendaient (groupes fascistes universitaires, faisceaux féminins, institut national de culture fasciste, association des familles des morts, mutilés et blessés pour la cause fasciste, union fasciste du Sénat), le Grand Conseil du fascisme, par les décrets-lois du 2 août 1943 Nos 704, 705 et 706, le tribunal spécial pour la défense de l'Etat, par décret du 29 juillet 1943 No 668, et les organes corporatifs et les différentes milices fascistes, par décrets du 9 août 1943 No 731 et 28 décembre 1943 No 29/B.

Un décret-loi du 20 janvier 1944 No 25 (complété par les décrets des 5 et 19 octobre 1944 Nos 252 et 306, du 12 avril 1945 No 222, 20 juillet 1944 No 209 et du 5 mai 1946 No 393) a abrogé toutes les dispositions législatives raciales et réintégré les citoyens italiens et les étrangers de race juive dans la plénitude de leurs droits civils et politiques. (Voir aussi le décret du 7 mai 1945 sur l'inapplicabilité de la loi de guerre aux apatrides ayant eu la nationalité allemande frappée par les mesures raciales et le décret du 5 mai 1946 No 393 sur la revendication des biens confisqués ou saisis pour des motifs raciaux.)

Tous les fonctionnaires d'administrations publiques qui avaient été écartés de leurs postes pour des raisons politiques ont été réintégrés dans leurs fonctions (décrets-lois du 6 janvier 1944 No 9 et du 12 avril 1944 No 101, complétés par les décrets du 10 août 1944 No 190 et des 7 et 14 septembre 1944 Nos 255 et 308 et décret du 30 novembre 1945 No 880).

La liberté de la presse a été rétablie et garantie ; un nouveau statut de la presse a été établi par les décrets-lois du 30 octobre 1943 No 2/B, du 10 novembre 1943 No 5/B, du 14 janvier 1944 No 13, du 23 octobre 1944 No 302 et du 31 mai 1946 No 561. Aucun journal, publication, imprimé ne peut être saisi, sauf par arrêt définitif de l'autorité judiciaire. Celle-ci peut toutefois saisir trois exemplaires de ces publications quand elles comportent des violations de la loi pénale. La saisie n'est permise que dans le cas de publications obscènes, contraires à la décence publique ou qui divulguent des moyens propres à empêcher la procréation ou à provoquer des avortements.

Le droit des minorités nationales au libre usage de leur langue a été reconnu par le décret du 22 décembre 1945 No 825, qui autorise la langue allemande dans la province de Bolzano, pour les rapports avec les autorités politiques, administratives et judiciaires.

Une série de décrets ont été promulgués visant à l'éloignement des fascistes les plus compromis des administrations publiques (décrets-lois du 28 décembre 1943 No 29/B, des 12 et 13 avril 1944 Nos 101 et 11, du 27 juillet 1944 No 159, du 10 août 1944 No 190, des 3, 11 et 23 octobre 1944 Nos 238, 257, 285, du 4 janvier 1945 No 2, du 23 février 1945 No 44, du 12 mars 1945 No 56 et du 22 avril 1945 No 179); à la révision des cadres de l'administration publique (décret-loi du 19 octobre 1944 No 301), à l'abrogation des dispositions pénales, destinées à protéger les institutions et organes créés par le fascisme, et à la répression des délits et actes illicites fascistes (décrets-lois des 26 mai, 27 juillet et 8 octobre 1944 Nos 134, 159 et 238, du 3 mai 1945, No 196, des 12 et 31 juillet 1945 Nos 410 et 464, du 4 août 1945 Nos 437 et 472, du 5 octobre 1945 No 625, du 9 novembre 1945 Nos 702 et 703, et 12 avril 1945 No 201); à la confiscation de biens provenant d'enrichissements illicites par des fascistes et des profiteurs du régime (décrets-lois du 9 août 1943 No 720, du 27 juillet 1944 No 159, du 26 mars 1946 No 134), et aux sanctions contre les fascistes

politiquement dangereux (décrets-lois du 26 avril 1945 Nos 149 et 195 et du 14 septembre 1945 No 621).

Enfin, les conditions prévues par le décret du 25 juin 1944 No 151, qui reconnaissait au peuple italien le droit de choisir les institutions du pays, ayant été réalisées par la libération du territoire national, une Assemblée constituante a été élue le 2 juin 1946, par suffrage universel et direct (les femmes ayant été admises au droit de vote par le décret-loi du 1er février 1945 No 23). Le décret-loi du 10 mars 1946 excluait du droit de vote certaines personnes qui avaient eu de hautes charges sous le régime fasciste (art. 6).

Le peuple s'étant prononcé directement, par referendum, en faveur de la République, la tâche principale de l'Assemblée constituante est d'élaborer et d'approuver la nouvelle constitution de l'Etat qui doit, en particulier, proclamer et garantir tous les droits civils, politiques, sociaux ainsi que les libertés personnelles de tous les citoyens.

Egidio REALE,
Docteur en droit.

JAPON

CONSTITUTION DU JAPON¹

du 3 novembre 1946

CHAPITRE III

DROITS ET DEVOIRS DU PEUPLE

Art. 10. — Les conditions requises pour être citoyen japonais seront définies par la loi.

Art. 11. — Le peuple ne pourra être privé de la jouissance d'aucun des droits fondamentaux de l'homme. Ces droits fondamentaux garantis au peuple par la présente constitution, sont conférés à la génération actuelle et aux générations futures comme des droits éternels et inviolables.

Art. 12. — Le maintien des libertés et des droits garantis au peuple par la présente constitution sera assuré par les constants efforts du peuple qui s'abstiendra de tout abus de ces libertés et droits et qui sera toujours tenu d'en user dans l'intérêt public.

Art. 13. — Tous les citoyens seront respectés en tant qu'individus. Leur droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur sera, dans la mesure compatible avec l'intérêt public, le critère suprême en matière législative et gouvernementale.

Art. 14. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi; il ne pourra être établi entre eux aucune différence de traitement en matière politique, économique ou sociale pour des raisons de race, de religion, de sexe, de condition sociale ou d'origine familiale.

La pairie n'est pas reconnue par la loi.

Aucun privilège n'accompagnera la remise de titres honorifiques, de décorations ou de distinctions; et une telle remise cessera de produire effet après la mort de l'individu qui en est maintenant le bénéficiaire ou qui pourra le devenir ultérieurement.

Art. 15. — Le peuple a le droit inaliénable de choisir ses fonctionnaires publics et de leur retirer leur mandat.

Tous les fonctionnaires publics sont au service de l'ensemble de la communauté et non d'un groupe particulier.

Le suffrage universel des citoyens majeurs est garanti en ce qui concerne l'élection.

Dans toute élection, le secret inviolable du scrutin devra être respecté. Nul électeur ne sera tenu de répondre, en public ou en privé, du choix qu'il a fait.

Art. 16. — Toute personne a le droit de présenter des pétitions rédigées avec modération, pour la réparation d'un dommage, la

révocation du mandat d'un fonctionnaire public, la mise en vigueur, l'abrogation ou la modification des lois, ordonnances ou règlements et pour d'autres questions; nulle personne ne pourra faire l'objet de mesures défavorables pour s'être associé à une telle pétition.

Art. 17. — Toute personne peut réclamer en justice à l'Etat ou à un service public telles réparations prévues par la loi, au cas où elle aurait subi un dommage du fait d'un acte illégal d'un fonctionnaire public.

Art. 18. — Nul ne peut être soumis au servage, sous quelque forme que ce soit. La servitude involontaire, sauf en tant que châtiment d'une infraction pénale, est interdite.

Art. 19. — La liberté de pensée et de conscience est inviolable.

Art. 20. — La liberté de la religion est garantie à tous. Nulle organisation religieuse ne se verra accorder des privilèges par l'Etat, pas plus qu'elle n'exercera une autorité publique quelconque.

Nul ne peut être contraint de participer à un acte, une cérémonie, une pratique ou un rite religieux.

L'Etat et ses organismes s'abstiendront d'exercer toute éducation religieuse ou toute autre activité de caractère religieux.

Art. 21. — La liberté de réunion, d'association, de parole, de presse est garantie de même que la liberté de toutes autres formes d'expression. Nulle censure ne pourra rester en vigueur et le secret de tous les moyens de communication ne pourra être violé.

Art. 22. — Toute personne sera libre de choisir sa résidence et d'en changer ainsi que de choisir sa profession dans la mesure où cela n'est pas contraire à l'intérêt public.

La liberté de tous de se rendre à l'étranger et de changer de nationalité est inviolable.

Art. 23. — La liberté de l'enseignement est garantie.

Art. 24. — Le mariage ne sera fondé que sur le consentement mutuel des deux parties et son maintien reposera sur la coopération mutuelle et sur l'égalité des droits de l'époux et de l'épouse. Les lois qui seront promulguées en ce qui concerne le choix du conjoint, le droit de propriété, les successions, le choix du domicile, le divorce et les autres questions touchant au mariage et à la famille, devront reposer sur le principe de la dignité humaine et de l'égalité fondamentale des sexes.

Art. 25. — Tout citoyen a le droit de jouir, au cours de son existence, d'un minimum d'hygiène et de culture.

¹ Texte anglais dans: *The Constitution of Japan*, Department of State, Washington, Publication 2836, Far Eastern Series 22. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Dans tous les domaines de la vie, l'Etat s'efforcera de développer et d'accroître le bien-être, la sécurité sociale et la santé publique.

Art. 26. — Tout citoyen a le droit de recevoir une éducation correspondant à ses aptitudes, de la manière prévue par la loi.

Tout citoyen est tenu de veiller à ce que tous les enfants placés sous sa protection reçoivent l'instruction normale prévue par la loi. Cette instruction obligatoire sera gratuite.

Art. 27. — Tout citoyen a le droit et le devoir de travailler. Le niveau des salaires, les honoraires de travail et de repos et les autres conditions d'emploi seront fixées par la loi.

L'exploitation des enfants est interdite.

Art. 28. — Le droit d'organiser des groupements, de négocier et d'agir collectivement est garanti aux travailleurs.

Art. 29. — Le droit d'acquérir et de posséder des biens est inviolable.

Les droits de propriété seront définis par la loi, d'une manière conforme au bien public.

La propriété privée peut être prise pour un usage public moyennant une juste compensation.

Art. 30. — Les citoyens sont soumis aux impôts de la manière prévue par la loi.

Art. 31. — Nul ne pourra être privé de la vie ou de la liberté et aucune autre mesure pénale ne pourra être imposée, si ce n'est conformément à la procédure établie par la loi.

Art. 32. — Nul ne pourra se voir interdire le droit d'accès aux tribunaux.

Art. 33. — Nul ne pourra être arrêté sans mandat d'arrêt émanant de l'autorité judiciaire compétente et spécifiant l'infraction dont il est accusé, à moins qu'il n'ait été pris en flagrant délit.

Art. 34. — Nul ne peut être arrêté ou détenu, sans être immédiatement informé des accusations portées contre lui ou assisté d'un défenseur. Nul ne peut être détenu sans raison suffisante et, à la demande de n'importe quelle personne, cette raison devra être immédiatement exposée au tribunal en audience publique, en présence de l'accusé et de son défenseur.

Art. 35. — Le droit de toute personne de voir son foyer, ses papiers et ses biens à l'abri des violations, des perquisitions et des saisies, ne pourra être violé sauf sur mandat délivré seulement pour raisons suffisantes et décrivant expressément les lieux à perquisitionner et les objets à saisir, ou sauf dans le cas prévu de l'article 33.

Chaque perquisition ou saisie sera faite en

vertu d'un mandat distinct délivré par une autorité judiciaire compétente.

Art. 36. — L'application de la torture par un fonctionnaire public et les châtiments cruels sont absolument interdits.

Art. 37. — Dans toutes les affaires pénales, l'accusé aura droit à un procès rapide et public devant un tribunal impartial.

Il aura toute latitude pour interroger tous les témoins et disposera d'une procédure de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge aux frais de l'Etat.

L'accusé sera à tout moment, assisté de défenseurs compétents qui seront désignés par l'Etat si l'accusé ne peut réussir à s'assurer leur concours par ses efforts personnels.

Art. 38. — Nul ne sera obligé de témoigner contre lui-même.

Aucun aveu ne sera admis comme moyen de preuve s'il a été obtenu par force, tortures ou menaces, ou après une arrestation ou une détention prolongée.

Nul ne pourra être condamné ou puni lorsque ses propres aveux constituent la seule preuve de sa culpabilité.

Art. 39. — Nul ne pourra être tenu coupable aux yeux de la loi d'un acte qui était licite à l'époque où il a été commis, ou pour lequel il a été acquitté et nul ne pourra, en aucun cas, être jugé deux fois pour la même cause.

Art. 40. — Toute personne, au cas où elle est acquittée après avoir été arrêtée ou détenue, peut exiger réparation de l'Etat, conformément à la loi.

CHAPITRE X

LOI SUPREME

Art. 97. — Les droits fondamentaux de l'homme, garantis au peuple japonais par la présente constitution, sont le résultat de la lutte séculaire de l'homme pour sa liberté. Ces droits ont montré leur pérennité en résistant victorieusement à l'épreuve du temps et à de multiples assauts; ils constituent un dépôt sacré que cette génération et les générations à venir devront maintenir à jamais intact.

Art. 98. — La présente constitution sera la loi suprême de la nation, et aucune loi, ordonnance, rescrit impérial ou autre acte du Gouvernement, ou de l'un de ses services, qui serait contraire aux dispositions de la présente constitution, ne pourra avoir force ni valeur de loi.

Les traités conclus par le Japon et les principes consacrés du droit des gens seront fidèlement respectés.

PROCLAMATION DEFINISSANT LES CONDITIONS DE LA CAPITULATION JAPONAISE¹

du 26 juillet 1945 (Proclamation de Potsdam)

1. Nous, Président des Etats-Unis d'Amérique, Président du Gouvernement national de la République chinoise, et Premier Ministre de la Grande-Bretagne, représentant les centaines de millions d'hommes qui sont nos compatriotes, après nous être consultés, avons décidé de donner au Japon l'occasion de terminer cette guerre.

5. Nos termes sont les suivants. Nous ne nous en départirons pas. Il n'y a pas d'alternative. Nous n'admettrons aucun retard.

6. Il faut éliminer à jamais l'autorité et l'influence de ceux qui ont trompé et égaré le peuple du Japon et l'ont ainsi entraîné dans la conquête du monde, car nous affirmons qu'il est impossible d'établir un ordre nouveau de paix, de sécurité et de justice tant que le militarisme irresponsable n'aura pas été chassé du monde.

7. Jusqu'à ce que cet ordre nouveau soit établi et jusqu'à ce que la preuve décisive soit faite que la puissance guerrière japonaise est détruite, certains points du territoire japonais qui seront désignés par les Alliés seront occupés pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux que nous énonçons ici.

8. Les conditions fixées par la déclaration du Caire seront appliquées et la souveraineté

japonaise se limitera aux îles de Honshu, Hokkaido, Kyushu, Shikoku et aux îles de moindre importance dont nous déciderons.

9. Les forces militaires japonaises, après avoir été complètement désarmées, recevront la permission de regagner leurs foyers, avec la faculté de mener une vie paisible et productive.

10. Il n'est pas dans nos intentions de faire des Japonais une race d'esclaves ou de les détruire en tant que nation, mais justice sévère sera faite de tous les criminels de guerre, y compris ceux qui ont traité nos prisonniers avec cruauté. Le Gouvernement japonais lèvera tous les obstacles à la renaissance et au raffermissement des tendances démocratiques dans le peuple japonais. La liberté de parole, de religion et de pensée, ainsi que le respect des droits fondamentaux de l'homme seront établis.

11. Le Japon sera autorisé à conserver les industries permettant le maintien de son économie et le prélèvement de justes réparations en nature, mais non pas les industries qui le mettraient à même de réarmer pour la guerre. A cette fin, l'accès aux matières premières, ce qui ne veut pas dire leur contrôle, lui sera permis. Il sera permis plus tard au Japon de participer aux relations commerciales mondiales.

12. Les forces d'occupation des Alliés seront retirées du Japon aussitôt que ces objectifs auront été atteints et aussitôt qu'un Gouvernement responsable et pacifique aura été établi conformément à la volonté librement exprimée du peuple japonais. . .

¹ Texte anglais dans *Occupation of Japan*. The Department of State. Publication 2671, Far Eastern Series 17. Washington 1946, pp. 53-55. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

DIRECTIVE DU HAUT COMMANDEMENT DES PUISSANCES ALLIEES¹

du 4 octobre 1945

1. Pour mettre fin aux restrictions en matière de libertés politiques, civiles et religieuses et aux discriminations fondées sur la race, la nationalité, la confession ou les opinions politiques, le Gouvernement impérial du Japon :

a. Abrogera et suspendra immédiatement l'exécution de toutes mesures contenues dans tous les décrets, lois, arrêtés, ordonnances et prescriptions de nature à :

i) Apporter ou maintenir des restrictions en matière de liberté de pensée, de religion, d'association et de parole, sans oublier la libre

critique de l'empereur, des institutions impériales et du Gouvernement impérial du Japon ;

ii) Apporter ou maintenir des restrictions concernant la réunion ou la diffusion des informations ;

iii) Entraîner, par leurs termes ou leur application, une inégalité de traitement entre des individus en raison de leur race, nationalité, confession ou opinion politique.

b. Les textes législatifs mentionnés au paragraphe a ci-dessus devront comprendre tous les actes suivants sans préjudice d'autres : (Suit une liste, répartie en 16 chapitres, des lois, décrets, prescriptions, arrêtés et ordonnances à abroger.)

c. Elargira sur le champ toutes les personnes

¹ Cette directive s'appelle "Déclaration japonaise des droits de l'homme" dans *Occupation of Japan*, op. cit., p. 94-98. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

sous mandat d'arrêt, en détention ou mises "sous protection" ou "en surveillance"; ou celles qui ont vu porter atteinte à leur liberté de toute autre manière et qui ont été arrêtées, incarcérées, ou mises "sous protection" ou "en surveillance", ou dont la liberté a été atteinte:

i) En vertu des dispositions législatives citées au paragraphe 1a et b précité;

ii) Sans avoir été inculpées;

iii) Après avoir été accusées pour la forme d'un délit minime alors que la raison de leur arrestation, de leur emprisonnement, de leur mise "sous protection" ou "en surveillance", ou la restriction de leur liberté, était en réalité une question d'opinion, de propos tenus, de religion, de convictions politiques ou d'association. L'élargissement de toutes ces catégories de personnes devra être effectué au 10 octobre 1945.

d. Supprimera toutes les organisations ou institutions créées en vue de l'exécution des dispositions des textes législatifs mentionnés au paragraphe 1a et b précité ainsi que certains services ou attributions d'autres organes ou départements administratifs chargés de les suppléer ou de les aider à appliquer ces prescriptions. Les services dont il s'agit comprennent, mais non à titre exclusif:

i) Tous les organes de la police secrète;

ii) Les départements du Ministère de l'Intérieur tels que la Sûreté, chargée de la surveillance des réunions et manifestations publiques, de la censure des films de cinéma et tels autres services chargés du contrôle de l'opinion, des propos tenus, de la religion ou des associations;

iii) Les services de la police spéciale d'Etat (Tokubetsu, Koto, Deisatsu Bu), de la police métropolitaine de Tokio, d'Osaka et autres services de police métropolitaine, la police de l'administration territoriale de Hokkaido et les divers services de police préfectoraux chargés du contrôle des publications, de la surveillance des réunions et manifestations publiques, de la censure des films de cinéma et tels autres services ayant trait au contrôle de l'opinion, des propos tenus, de la religion ou des associations.

iv) Les départements tels que le comité de protection et de surveillance, et tous les sous-comités de protection et de surveillance qui en dépendent et relevant du Ministère de la Justice chargé de la protection et de la surveillance, du contrôle de la pensée, des propos tenus, de la religion ou des associations.

e. Révoquera le Ministère de l'Intérieur, le chef de la police de Sûreté du Ministère de l'Intérieur, le chef des services de police métropolitaine de Tokio, le chef des services de

police métropolitaine d'Osaka, les chefs de tous autres services de police métropolitaine, le chef de la police de l'administration territoriale de Hokkaido, les chefs de chacun des services de police préfectoraux, l'ensemble du personnel de la police secrète spéciale de tous les services métropolitains, territoriaux et préfectoraux, les agents chargés de la conduite des affaires policières et de la protection et tous les autres membres du comité et des sous-comités de protection et de surveillance. Aucune des personnes précitées ne pourra être nommée à un poste relevant du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Justice ni d'aucun organe de la Sûreté au Japon. Toute personne appartenant aux catégories susvisées susceptibles d'intervenir utilement dans l'exécution de la présente directive sera maintenue en activité jusqu'à ce que la présente directive ait été suivie pour être révoquée ensuite.

f) Interdira aux agents des services de la Sûreté, aux membres des forces de police et aux autres fonctionnaires ou employés des services administratifs sur le plan gouvernemental, national ou local, toute forme d'activité relative aux dispositions législatives mentionnées au paragraphe 1a et b susvisé et aux organes et attributions supprimés aux termes du paragraphe 1d ci-dessus.

g) Interdira les châtiments corporels et les sévices à l'égard de toutes les personnes arrêtées, incarcérées ou placés "sous protection" ou en "surveillance" en vertu de toutes dispositions de lois, arrêtés, ordonnances et prescriptions et décrets japonais. En toutes circonstances ces personnes devront recevoir une nourriture largement suffisante.

h) Veillera à la mise en lieu sûr et à la bonne garde de toutes archives et de tous autres documents provenant des organes supprimés aux termes du paragraphe 1d. Ces documents pourront servir à l'exécution des dispositions de la présente directive, mais ne devront, en aucun cas, être détruits, déplacés ni altérés.

i) Présentera un rapport d'ensemble au présent quartier général le 15 octobre 1945 au plus tard relatant le détail de toutes les mesures prises pour exécuter toutes les dispositions de la présente directive. Ce rapport donnera les renseignements particuliers suivants sous forme de rapports complémentaires distincts:

(Suit le détail des renseignements à fournir.)

2. Tous les fonctionnaires et employés du Gouvernement japonais que visent les dispositions de la présente directive seront tenus pour personnellement et expressément responsables de l'exécution de l'esprit et de la lettre de la présente directive.

PRINCIPES REGISSANT LES SYNDICATS JAPONAIS¹

approuvés le 6 décembre 1946 par la Commission d'Extrême-Orient

1. Il convient d'encourager les travailleurs japonais à s'organiser en syndicats pour assurer la protection et l'amélioration des conditions du travail, pour prendre part à cette fin à des négociations ouvrières et pour veiller par tous autres moyens sur les intérêts syndicaux légitimes des travailleurs, en organisant notamment leur participation effective à l'établissement de la paix et de la démocratie au Japon.

2. Le droit pour les syndicats et pour leurs membres de s'organiser en vue d'atteindre les buts précités doit être assuré et protégé par la loi. La loi doit également assurer aux travailleurs la liberté de s'inscrire dans les syndicats. Toutes les mesures législatives et réglementaires qui empêchent les syndicats de réaliser ces fins seront immédiatement abrogées. Il est défendu aux employeurs de refuser un emploi à un travailleur ou de prendre à son encontre des mesures d'exception, sous prétexte qu'il appartient à un syndicat.

3. Les syndicats ont le droit de se réunir librement, ils bénéficient de la liberté de la parole et de la presse, et ont accès aux services de radiodiffusion en toute égalité, sous réserve toutefois que leurs réunions, discours, ou écrits, ne soient pas directement préjudiciables aux buts ou aux nécessités de l'occupation.

4. Il convient d'encourager les syndicats à négocier avec les employeurs, au nom de leurs membres, les conditions d'emploi. Le Gouvernement japonais créera des organes de médiation et d'arbitrage pour connaître des conflits du travail qui ne peuvent être réglés par négociation directe et volontaire entre le travailleur ou son représentant et l'employeur. Les organes de médiation et d'arbitrage devront fonctionner dans des conditions qui garantissent la protection des intérêts des travailleurs; si les employeurs y sont représentés une représentation égale sera accordée aux syndicats.

5. Les grèves et autres arrêts du travail ne pourront être interdits que dans les cas où les autorités d'occupation estiment que ces arrêts du travail portent directement préjudice aux buts et aux nécessités de l'occupation.

6. Les syndicats ont le droit de prendre part

à l'activité politique et de soutenir des partis politiques.

7. Il convient d'encourager la participation organisée des syndicats et de leurs fonctionnaires aux mesures de démocratisation du Japon et aux dispositions prises pour atteindre les buts de l'occupation, tels que l'élimination des pratiques militaristes et des monopoles. Toutefois, cette participation ne doit pas être encouragée d'une manière propre à entraver l'accomplissement des obligations et des tâches essentielles qui incombent aux syndicats et à leurs fonctionnaires et qui consistent à organiser la protection des membres des syndicats et des intérêts syndicaux.

8. Il convient d'encourager les syndicats à répandre l'instruction chez les adultes ainsi que la compréhension des méthodes démocratiques, et des pratiques et buts syndicaux parmi leurs membres. Le Gouvernement japonais doit, dans la mesure du possible, aider les fonctionnaires des syndicats à obtenir des renseignements sur l'activité syndicale des autres pays. Il y aura lieu de reconnaître toute l'importance de ces objectifs lorsque les attributions de papier seront faites et lorsque les publications étrangères pourront être importées.

9. Les Japonais sont libres de choisir le mode d'organisation de leurs syndicats, sur la base du métier, de l'industrie, de la société, de l'usine ou du territoire. Il sera tenu compte tout particulièrement de l'importance de donner une solide base régionale à l'activité future des syndicats du Japon. Il sera néanmoins permis aux syndicats de s'unir en fédérations ou autres groupements, par exemple dans la même région ou dans des industries connexes, ou au sein de la nation.

10. Les syndicats doivent être créés suivant les méthodes démocratiques de libre expression et d'initiative, sous l'impulsion des travailleurs eux-mêmes. Les employeurs ne sont pas autorisés à participer à l'organisation ou à l'administration des syndicats, ni à les financer.

11. Les fonctionnaires des syndicats et les commissions permanentes sont élus par les travailleurs intéressés au scrutin secret et selon des méthodes démocratiques. Il incombe aux syndicats de veiller à ce que tous les fonctionnaires soient élus de manière démocratique à des intervalles réguliers fixés d'avance, et qu'ils se conforment aux principes démocratiques dans l'accomplissement de toutes leurs fonctions.

12. Aucune des personnes qui font l'objet

¹ Texte anglais *Official Press release* du 18 décembre 1946. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Une "loi sur les syndicats" a été promulguée par l'empereur, le 21 décembre 1945 (loi No 51 publiée au "Kampo", journal officiel du Japon, le 22 décembre 1945).

de la circulaire sur l'épuration du 4 janvier 1946, ou de circulaires ultérieures, ne sera autorisée à occuper un poste dans un syndicat. Tous ceux qui autrefois ont directement participé, dans un poste de responsabilité, aux mesures d'obstruction ou de répression visant l'organisation ou l'activité syndicale devront être écartés des postes de fonctionnaires des syndicats ou des institutions du travail, de médiateurs, de conciliateurs, ou d'arbitres. Toutes les personnes qui ont occupé un emploi dans les syndicats patronnés ou contrôlés par le Gouvernement feront l'objet d'une enquête avant d'être autorisées à assumer de nouvelles fonctions.

13. Les institutions japonaises gouvernementales et autres qui ont été créées ou qui ont fonctionné à l'effet de s'opposer ou de manière à faire obstacle à l'organisation du travail et à l'activité légitime des syndicats seront abolies ou privées de leurs attributions en matière ouvrière. Aucune organisation de police ni aucune autre organisation gouvernementale ne pourra être utilisée aux fins d'es-

pionner les travailleurs, de briser les grèves, ou d'étouffer les activités syndicales légitimes.

14. Toutes les organisations ouvrières non-démocratiques ainsi que les organisations affiliées, telles que les "Associations industrielles patriotiques", seront dissoutes et ne pourront être reconstituées. Aucune organisation nouvelle de travailleurs ayant des buts militaristes, ultranationalistes, fascistes, ou autrement totalitaires ne sera autorisée.

15. Les personnes qui ont été emprisonnées à raison de leur activité, ou pour le motif d'"idées subversives", en relation avec les syndicats et autres organisations ouvrières, seront libérées.

16. Le bilan et le compte de recettes et dépenses de chaque syndicat, faisant ressortir l'origine des contributions importantes, doit pouvoir être librement examiné par le public. Des mesures de sauvegarde telles que la vérification annuelle des comptes par un expert-comptable de compétence reconnue, désigné par les membres du syndicat, devront être prises en vue d'assurer l'exactitude de ces documents.

LIBAN

CONSTITUTION LIBANAISE¹

du 23 mai 1926

TITRE I

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Chapitre II

DES LIBANAIS, DE LEURS DROITS ET DE LEURS DEVOIRS

Art. 7. — Tous les Libanais sont égaux devant la loi. Ils jouissent également des droits civils et politiques et sont également assujettis aux charges et devoirs publics, sans distinction aucune.

Art. 8. — La liberté individuelle est garantie et protégée. Nul ne peut être arrêté ou détenu que suivant les dispositions de la loi. Aucune infraction et aucune peine ne peuvent être établies que par la loi.

Art. 9. — La liberté de conscience est absolue. En rendant hommage au Très-Haut, l'Etat respecte toutes les confessions et en garantit et protège le libre exercice à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public. Il garantit également aux populations, à quelque rite qu'elles appartiennent, le respect de leur statut personnel et de leur intérêts religieux.

¹ Dareste, *op. cit.*, vol V., p. 706-719.

Art. 10. — L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et qu'il ne touche pas à la dignité des confessions. Il ne sera porté aucune atteinte au droit des communautés d'avoir leurs écoles, sous réserve des prescriptions générales sur l'instruction publique édictées par l'Etat.

Art. 12. — Tous les citoyens libanais sont également admissibles à tous les emplois publics, sans autre motif de préférence que leur mérite et leur compétence et suivant les conditions fixées par la loi. Un statut spécial régira les fonctionnaires de l'Etat suivant les administrations auxquelles ils appartiennent.

Art. 13. — La liberté d'exprimer sa pensée par la parole ou par la plume, la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté d'association sont garanties dans les limites fixées par la loi.

Art. 14. — Le domicile est inviolable. Nul ne peut y pénétrer que dans les cas prévus par la loi et selon les formes prescrites par elle.

Art. 15. — La propriété est sous la protection de la loi. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique dans les cas établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

LES TEXTES CONSTITUTIONNELS ET LES LOIS ORGANIQUES RELATIFS A L'EXERCICE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES INDIVIDUELLES DANS LA REPUBLIQUE LIBANAISE

Est-il besoin de rappeler qu'au Liban l'énumération des droits ne se trouve pas dans une déclaration indépendante de la constitution, mais qu'elle a été intégrée dans celle-ci, de telle sorte qu'elle a l'autorité et la valeur qui s'attache au statut fondamental du pays?

D'autre part, tout le monde sait :

1. Qu'un droit individuel pour lequel une loi organique n'a pas été faite ne peut être exercé d'une façon licite, alors même que le principe en serait inscrit dans la constitution ;

2. Qu'un droit individuel peut être introduit dans la législation par une loi organique sans avoir, au préalable, figuré dans une liste de déclaration de droits.

C'est pourquoi, après avoir proclamé l'existence du droit individuel, nous déterminerons les limites qui lui ont été assignées par une loi organique.

I. — LIBERTE INDIVIDUELLE

L'article 8 pose le principe qu'elle est garantie et protégée.

Quelles sont les garanties de cette liberté contre l'arbitraire de la justice criminelle?

A. Principe de la légalité des délits et des peines

a) Les peines arbitraires n'existent pas au Liban. Le code libanais de 1943 dispose à l'article 1, que "nulle infraction ne peut être sanctionnée par une peine ou une mesure de sûreté, si elle n'était pas prévue par la loi au moment où elle fut commise. . ." et à l'article 6: que "nulle peine ne peut être prononcée si elle n'était pas prévue par la loi au moment où l'infraction a été commise." L'on voit, par ces articles, que tant la loi constitutionnelle que le code pénal se prononcent pour le principe tutélaire de la légalité des délits et des peines.

On ne trouve pas, dans les lois du Liban, cette garantie contre les arrestations et détentions arbitraires que constitue l'*habeas corpus*.

Cependant l'article 367 du code pénal punit des travaux forcés à temps tout fonctionnaire qui, hors les cas prévus par la loi, aura arrêté ou détenu une personne quelconque.

B. L'inviolabilité du domicile

L'article 14 affirme que le domicile est inviolable, et l'article 340 du code pénal libanais sanctionne ce principe dans les termes suivants : Tout fonctionnaire, y est-il dit, qui, agissant en cette qualité, se sera introduit dans le domicile d'un particulier ou dans les dépendances de son domicile hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle exige, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

II. — LA LIBERTE DE LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE ET LE STATUT DE LA PROPRIÉTÉ

L'article 14 pose le principe que la propriété est sous la protection de la loi et que le titulaire de ce droit ne peut en être dépouillé sans une juste et préalable indemnité.

Les lois organiques respectent la règle constitutionnelle. C'est ainsi que les articles 6 et s. du décret législatif du 13 octobre 1932 prévoient et réglementent l'indemnité due au propriétaire exproprié. Et un décret-loi relatif à la protection des sites et monuments historiques octroie une préalable compensation pécuniaire à celui dont le droit de propriété a été sacrifié, en vue d'assurer la beauté du site.

Notons que ce droit de propriété ainsi protégé qui doit céder le pas à l'intérêt général, moyennant une juste indemnité, n'est pas absolu, même quand il est exercé par un particulier à son profit exclusif. L'article 124 du code des obligations veut qu'on ne s'en serve pas uniquement dans l'intention de nuire, que l'on ne le détourne pas non plus de sa fonction sociale. La loi libanaise à cet égard a consacré la théorie finaliste de "l'abus de droit", en même temps qu'elle réprime l'exercice du droit qui excède les limites fixées par la bonne foi.

III. — LIBERTE DE CONSCIENCE ET DES CULTES

Dans un pays où vivent côte à côte des communautés ayant des croyances confessionnelles si diverses, il était essentiel que la liberté de conscience et des cultes fût tenue pour un principe essentiel de l'Etat.

L'article 9 de la constitution le pose en termes nets. Et la charte du mandat conféré par la Société des Nations à la France, le 29 septembre 1923, assurait au Liban et à la Syrie le respect de leurs intérêts religieux (art. 6, 2ème al.)

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler qu'au Liban, il y a, en premier lieu, les chrétiens qui constituent la majorité de la population. Ils sont divisés eux-mêmes en rites, les uns tels que les Maronites (communauté la plus nombreuse), les Grecs catholiques, les Arméniens catholiques, les Syriens catholiques, tous dans l'obédience du Saint-Siège, et les

autres : Grecs orthodoxes, Arméniens jacobites, Syriens orthodoxes non unis à Rome, cela, sans compter les protestants. En second lieu, l'élément non chrétien groupe les musulmans sunnites : c'est la communauté la plus nombreuse, les chiïtes ou musulmans dissidents, les druzes et les juifs.

Nous avons tenu à marquer le caractère hétéroclite de la population, sur le plan religieux, en raison de son incidence sur la mise en œuvre des libertés et des droits individuels, ainsi qu'on le verra par la suite.

L'Etat libanais tout en affirmant sa foi dans le Très-Haut, n'est inféodé à aucune croyance particulière et honore toutes les confessions. Il se devait donc d'assurer, dans un but de paix sociale, ce respect par tous les moyens en son pouvoir. Nous allons voir comment ceci se traduit sur le terrain du droit positif, 1) dans le droit pénal ; 2) dans le droit civil et plus particulièrement le statut familial.

§1. RESPECT ET GARANTIES DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE ET DES CULTES

a) Dans le droit pénal :

L'article 473 du code pénal libanais de 1943 porte que : "toute personne qui blasphémara publiquement le nom de Dieu sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an."

Puisque, d'autre part, chacun est libre de choisir la religion qui lui agréée — et le pays, nous le savons, est une mosaïque de confessions —, la personne qui outrage par l'une des manières exprimés en l'article 209 l'un au des cultes publiquement professés, ou excite mépris de l'un de ces cultes, sera puni d'emprisonnement. Des sanctions sont également prises à l'encontre de ceux qui troublient une cérémonie religieuse, qui mutilent, dégradent, profanent ou souillent les édifices consacrés aux cultes (voir art. 47, al. 1 et 2).

b) Dans le droit civil :

1. STATUT PERSONNEL

En ce qui concerne le droit civil, au Liban, comme dans tous les pays d'Orient, le statut personnel demeure soumis à la loi religieuse.

C'est pourquoi, pour ce qui concerne les matières qui ressortissent plus particulièrement à la croyance religieuse, en particulier le mariage, chaque communauté applique les principes et règles qui lui sont propres.

Il serait long d'étudier les particularités de cette législation spéciale. Nous renvoyons à ce sujet à un aperçu synthétique de cette question, qui a paru dans la *Revue de droit international privé*¹.

¹ C. Cardahi, Le droit civil des pays sous mandat dans le Proche-Orient dans ses rapports avec la législation religieuse (*Revue de droit international privé*, 1933, p. 443 et suiv.).

Retenons simplement qu'en ce qui concerne les communautés chrétiennes, le statut matrimonial (mariage, dissolution de mariage) est soumis à la loi religieuse. Mais pour ce qui a trait aux autres éléments du statut personnel: tels que la filiation, la tutelle, la succession *ab intestat*, la loi applicable est le droit islamique, législation sacrée pour les fidèles musulmans, qui a été intégrée à la suite de la conquête arabe, et par appropriation volontaire, dans le droit coutumier des communautés chrétiennes au point de devenir leur loi interne (voir arrêt de la cour de cassation mixte de Damas, toutes chambres réunies, dans l'affaire Gazalé, de 1930).

Quitte à examiner plus loin sous la rubrique consacrée à l'égalité certaines particularités de la loi successorale, contentons-nous pour le moment de signaler deux exclusives prononcées en cette matière, toutes deux d'origine confessionnelle, dont l'une a été abrogée, par la suite, en raison de son incompatibilité absolue avec la conscience juridique moderne. Nous voulons parler de *l'ikhtilaf el dine* et de *l'ikhtilaf el darein*.

a) *Ikhtilaf el dine* (différence de religions)

L'ikhtilaf el dine est une cause d'incapacité dans le système successoral libanais d'origine religieuse, qui défend à un citoyen de confession musulmane d'hériter *ab intestat* d'un autre appartenant à une communauté non musulmane: chrétienne ou juive.

C'est là une cause d'incapacité que l'on retrouve dans tous les livres de jurisprudence musulmane.

Comme le droit successoral n'a pas été laïcisé, il en résulte que dans l'état de législation actuelle il y a une entrave légale qui tient en échec l'aptitude naturelle d'un individu à hériter d'un parent dont il se trouve être appelé, par les liens du sang, à recueillir la succession.

b) *Ikhtilaf el darein*

On sait qu'en droit musulman hanafite l'extranéité d'un héritier le rend inapte à recueillir une succession en pays musulman (voir article 110 du code foncier ottoman).

C'est là un vestige d'une institution traditionnelle. Le monde, d'après les jurisconsultes musulmans, est divisé en deux parties:

- i) En "dar el islam" ou territoire de l'islam, régi par la loi du prophète;
- ii) En "dar el harb" ou territoire de guerre, autrement dit pays des infidèles.

Le fait d'appartenir à ce dernier empêche légalement l'héritier de recueillir une succession ouverte en terre d'islam.

Jusqu'à ces derniers temps, ces principes étaient en vigueur en Egypte, en Syrie, au

Liban après l'avoir été dans l'empire ottoman.

Mais le code de la propriété, promulgué le 12 novembre 1930 par le Haut Commissaire au Liban et en Syrie a mis fin à cet état de choses en reconnaissant à tout sujet étranger le droit d'hériter d'un citoyen libanais, quelle que soit sa confession religieuse, sous condition de réciprocité.

Déjà, par un arrêt du 17 avril 1928, la jurisprudence de la cour d'appel mixte d'Alexandrie avait limité l'application de cette règle de *l'ikhtilaf el darein*, aux étrangers relevant d'un pays en état de guerre avec les pays musulmans et avait refusé de prononcer pareille exclusive contre les ressortissants d'un Etat qui entretenait avec la Puissance islamique des rapports d'amitié ou tout simplement commerciaux.

Un fait, ressortissant, quoique indirectement, à la liberté de conscience et au respect des traditions religieuses, mérite de retenir l'attention: c'est que le statut successoral musulman, qui a pénétré insidieusement dans les mœurs des communautés chrétiennes ainsi que nous l'avons déjà dit, apparaît aujourd'hui à celles-ci, en raison de l'évolution moderne des esprits, comme contraire, à certains égards, à une distribution équitable des biens successoraux entre les ayants droit. En effet, la loi musulmane ne permet pas au *de cuius* de tester en faveur d'un successible. Le principe de la représentation n'étant pas admis et, par ailleurs, la fille ne pouvant en aucune éventualité, même au cas où elle serait la seule descendante, recueillir toute la succession de son père, il résultait à cause de cette semi-exclusive contre les héritiers du sexe féminin, qu'une partie de la fortune du *de cuius* était attribuée à des héritiers bien plus éloignés.

Cette solution s'imposant au nom de la foi aux Libanais de religion mahométane ne pouvait pas prétendre au même respect de la part de leurs compatriotes, les Libanais chrétiens. Aussi ceux-ci fussent-ils laissés libres, par une loi qui ne s'applique qu'à eux seulement — les éléments musulmans ayant voulu s'en tenir à la loi sacrée — de corriger le système successoral en vigueur. Cette loi qui a institué la liberté de tester, dans des conditions inspirées du droit occidental, a reconnu le principe de représentation, le petit-fils pouvant recueillir la part du fils du prédécédé, et aucune incapacité depuis n'empêche la fille, quand elle est la seule descendante, de recueillir la totalité de la succession de son père (voir la loi libanaise du 29 mai 1929).

IV. — LIBERTE D'ENSEIGNEMENT

Nous avons déjà indiqué plus haut que la charte constitutionnelle établit la liberté de l'enseignement au Liban.

Il serait bon de voir comment, en fait, cette liberté d'enseignement a été conçue et pratiquée.

Alors que l'on était encore sous le régime du mandat confié à la France par la SDN sur le Liban et la Syrie, il y avait plusieurs textes réglant la question: l'un, émanant du Haut Commissaire de la République française, du 20 juin 1924 (arrêté No 2679 portant réglementation du contrôle des établissements privés d'enseignement en Syrie et au Liban), complété par la suite par l'arrêté du 30 août 1932 et l'autre, le décret No 7962 du Président de la République libanaise, en date du 1er mai 1931.

Aujourd'hui que le Liban a recouvré complètement son indépendance politique et qu'il fait partie de l'Organisation des Nations Unies, la création et le fonctionnement des établissements d'enseignement privés se trouvent régis par le décret No 7000 du 1er octobre 1946.

a) *Sous le régime du mandat*

Les écoles libres fondées par des nationaux ou des étrangers particuliers ou associations, étaient assujetties à une autorisation préalable, laquelle n'était accordée que sous certaines conditions ayant trait à la personne qui crée l'établissement, au local où l'enseignement sera donné; il doit remplir les conditions de sécurité, d'hygiène, de salubrité, etc. Une demande devait être adressée à l'administration. Et sur un rapport d'un inspecteur de l'instruction publique, un décret intervenait autorisant l'ouverture de l'école (art. 7 du décret No 7962). Jusqu'en 1931, c'était le Haut Commissaire qui statuait définitivement sur l'ouverture des établissements privés. Depuis le 1er mai 1931, ce droit fut reconnu au chef de l'Etat libanais (voir art. 7 du décret No 7962).

Faisons observer que, d'après la législation alors en vigueur, au point de vue de l'enseignement, les directeurs des écoles privées avaient toute latitude de choisir à leur gré les méthodes, programmes et livres d'enseignement, exception faite des livres dont l'usage pourrait être interdit par mesure d'ordre général.

b) *Sous le régime de l'indépendance*

Voyons la réglementation actuelle, maintenant que le Liban est affranchi de toute tutelle étrangère.

Les grandes lignes de la législation antérieure ont été maintenues. Il y a été introduit cependant quelques modifications nouvelles qui paraissent conçues dans un sens plutôt restrictif de la liberté d'enseignement. En effet, l'article 4 du décret du 1er octobre 1946 paraît accorder des pouvoirs considérables au Ministre de l'Instruction publique qui peut refuser l'ouverture des établissements d'enseignement privés, remplissant les conditions voulues par

la loi, sous prétexte que leur création serait inopportune. C'est là une disposition qui peut donner prise à l'arbitraire, il y a à craindre que l'administration n'arrive de ce chef, sinon à entraver du moins à gêner l'exercice de la liberté d'enseignement.

D'autre part, l'article 13 du décret nouveau de 1946, tout en laissant aux chefs d'écoles privées le choix des méthodes didactiques, leur enlève l'usage des livres non agréés par le Ministère de l'Éducation nationale, seulement dans les matières qui traitent de l'histoire, de la géographie, des devoirs moraux, civiques et politiques.

On croit pouvoir deviner l'intention du législateur. Le Liban n'ayant eu accès à l'indépendance absolue que depuis peu, le Gouvernement, dans la crainte de mouvements séparatistes, voudrait assurer le contrôle absolu sur les manuels scolaires qui touchent, de près ou de loin, à la situation politique du pays, à sa structure confessionnelle et morale.

Dans tous les cas, des protestations ont été élevées de la part de la ligue culturelle de l'enseignement libre, en vue de soustraire l'ouverture de ces écoles à l'autorisation préalable.

D'un autre côté, fait-on observer, le programme officiel ne devrait pas être imposé. Seules, soutient la ligue culturelle, peuvent être fixées par la loi les conditions d'accès aux examens officiels, car il y a dans tous les pays des écoles qui préfèrent ne pas préparer aux examens officiels et ont un programme d'éducation ou d'instruction propre, où la partie technique, artistique ou commerciale est plus développée.

V. — LIBERTE D'ASSOCIATION

Sous ce rapport, bien que cette liberté individuelle ait été affirmée par la constitution libanaise (art. 13), elle est encore régie jusqu'à présent, du moins dans ses grandes lignes, par les lois ottomanes du 3 août 1909 et du 16 février 1913. Des textes postérieurs sont venus les amender, sans porter atteinte toutefois à leur substance. La loi de 1909 (dite loi sur les associations), libérale dans son ensemble, admet le système de la déclaration. Son article 12 pose le principe que la formation d'une association n'est pas subordonnée à l'obtention d'une autorisation spéciale. Le groupement constitué est tenu seulement de porter sa formation à la connaissance des autorités. Sont interdites, cependant, les associations politiques fondées sur des principes ou sous des titres de nationalité ou de race.

La loi reconnaît à l'association qui aurait fait la déclaration prévue à l'article 9 le droit de posséder: 1) les cotisations de ses membres,

2) le local destiné à l'administration de l'association et les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

Si une association est déclarée d'utilité publique, elle pourra accepter des dons et des legs, mais avec l'autorisation du Gouvernement. Tous ces avantages n'étaient reconnus qu'aux personnes morales ottomanes.

Mais sous le régime du mandat jusqu'à l'heure actuelle, la loi sur les associations, tout en demeurant en vigueur, a été modifiée et complétée. Un arrêté du 7 avril 1924 du Haut Commissaire a autorisé par la suite les communautés religieuses, les congrégations religieuses, les établissements de bienfaisance étrangers, les associations libanaises et syriennes constituées conformément à la loi du 3 août 1909, les associations étrangères, dans les mêmes conditions que les associations nationales, de posséder et disposer des immeubles en Syrie et au Liban dans le périmètre des villes et villages.

VI. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL ET LA LIBERTÉ SYNDICALE

1. La liberté du travail et son organisation

Un événement considérable marque l'année 1946. C'est le vote par le parlement libanais du code du travail.

Le contrat de louage d'ouvrage ou d'industrie était déjà réglementé par le code des obligations libanais (art. 264 et suiv.) mais cette matière vient d'être refondue par le code du travail promulgué le 23 septembre 1946. L'on retrouve, là, les principales dispositions de la législation sociale occidentale: la durée maximum du travail est de quarante-huit heures; elle pourra être diminuée pour certains travaux pénibles (art. 31 et 32). Il doit être accordé à tous les salariés un repos hebdomadaire qui ne doit pas être inférieur à trente-six heures consécutives (art. 36).

Tout salarié a droit à un congé annuel de quinze jours avec solde entière (art. 39). Le salaire minimum doit être suffisant pour subvenir aux besoins nécessaires du salarié et à ceux de sa famille, en prenant en considération le genre de travail auquel il s'adonne. Ce salaire ne devra en aucun cas être inférieur au salaire minimum officiel. Il est fixé par des commissions où seront représentés le ministère de l'économie nationale, les employeurs et les salariés (art. 44 et 45). Puis, suivant des titres spéciaux dudit code consacrés à la protection des travailleurs, l'organisation du travail au tribunal d'arbitrage chargé de trancher les conflits du travail est composée d'un magistrat comme président, d'un représentant des employeurs, et d'un représentant

des salariés, comme membres (voir titres II et III).

Mentionnons dans cette réglementation copieuse et dans l'ensemble bienvenue, un article du code, l'article 11, qui ressortit plus particulièrement au but de cet exposé relatif à la protection et à la sauvegarde des différentes libertés. Reproduisant à peu près les termes d'une disposition correspondante du code des obligations (l'article 627), la loi sur le travail, spécifie nettement, ce qui est le droit commun dans tout pays civilisé, "qu'il est interdit à toute personne d'engager ses services à vie, ou de s'engager pour la vie à ne pas travailler dans une profession déterminée". Tout engagement quelle qu'en soit la forme, aboutissant directement ou indirectement à ce résultat, est nul de plein droit (art. 11).

2. Liberté syndicale

Avant la mise en vigueur du nouveau code du travail intervenue en l'année 1946, le Liban comme, du reste, la Syrie, étaient régis, à cet égard, par la loi ottomane du 24 avril 1912 relative aux corporations professionnelles.

Il serait trop long de reproduire ici les dispositions qui marquent la nouvelle vie syndicale. Elles reflètent, sur beaucoup de points, les principes déjà suivis en droit moderne. Contentons-nous de signaler que la loi institue le syndicat volontaire, et non obligatoire, il peut se constituer entre salariés comme entre employeurs (art. 83 et 90). Elle lui reconnaît la personnalité civile et le droit d'ester en justice (art. 83). Le but du syndicat est limité, il a pour objet la protection et l'encouragement de la profession, la défense de ses intérêts et son progrès à tous les points de vue: économique, industriel et commercial (art. 84). Les membres des syndicats doivent appartenir à la même profession ou à des professions similaires.

Cependant, le syndicat n'est pas soumis au régime de la déclaration, comme cela est spécifié dans beaucoup de codes, mais est assujéti, pour sa constitution, à l'autorisation du ministre de l'économie nationale (art. 86). Sortant d'un régime restrictif, avant d'accorder un statut entièrement libéral, le législateur a vraisemblablement pensé qu'il convenait, dans la crainte des abus, de procéder par étapes progressives en soumettant, d'abord, la vie syndicale à l'autorisation préalable, quitte à envisager dans le futur et après expérience, une solution plus large.

Peut-être est-ce pour cela qu'il n'a pas encore songé, d'ores et déjà, à réglementer dans son code, d'une façon étendue, le droit de grève. A l'heure qu'il est, il n'y a pas, en dehors de certaines dispositions éparées, un texte général qui l'organise.

A défaut d'un statut de la grève, nous trou-

vons plusieurs dispositions, dans le code pénal, traitant indirectement de la matière.

L'une (art. 340) punit la grève des fonctionnaires liés à l'Etat par un contrat de droit public.

L'article 341 vise le cas des employés ou travailleurs qui auront cessé le travail soit en vue d'exercer une contrainte sur les pouvoirs publics, soit pour protester contre une décision ou une mesure émanant de ces pouvoirs.

D'autre part, sera punie d'emprisonnement ou d'amende, toute coalition de plus de vingt personnes suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution dans le but de suspendre :

a) Les transports interurbains ou internationaux ;

b) Les communications postales, télégraphiques ou téléphoniques ;

c) Un service public de distribution d'eau ou d'électricité.

Une pénalité est prévue dans l'article 344 à l'encontre du patron ou chef d'entreprise, de tout employé ou travailleur qui aura refusé ou différé d'exécuter la sentence d'arbitrage ou toute autre décision émanant d'une juridiction du travail.

VII.—LIBERTE DE LA PRESSE

Edifice à la hauteur d'un principe constitutionnel, voyons comment cette liberté individuelle a été conçue et pratiquée au Liban.

Le texte fondamental qui organise cette liberté est l'arrêté No 2464 du 6 mai 1924.

Voici ses principales dispositions.

Il soumet la presse au régime de la déclaration, mais astreint tout propriétaire de journal ou de périodique au paiement d'un cautionnement qui sera affecté, par privilège, aux dépens, dommages-intérêts, encourus en application de ladite loi. Le colportage et la vente sur la voie publique sont libres ; le colportage de profession exige cependant une déclaration à l'autorisation administrative.

On trouve dans ce statut de la presse l'obligation pour le directeur d'insérer les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal (art. 19) et une série d'articles punissant les délits commis par la voie de la presse.

Il est aussi interdit de rendre compte des procès en diffamation comme de publier des livres, des articles, des brochures qui seraient de nature à porter atteinte à la moralité publique. Il est spécifié, en outre, que l'introduction, la circulation, l'exportation, la mise en vente

d'un ou plusieurs numéros étrangers pourront être interdites par mesure administrative.

Ce qui est à souligner, c'est que cette loi qui, au point de vue des libertés publiques, ne détonne guère, a été par la suite complétée par un arrêté No 3080 restreignant notablement l'exercice de ce droit individuel. Il accorde au chef du Gouvernement de l'Etat la faculté de suspendre tout journal ou périodique qui aura publié un ou plusieurs articles ou information de nature à porter atteinte à l'autorité des pouvoirs constitués, par l'usage licencieux du droit de critique, et, d'une façon générale, à troubler pour quelque motif que ce soit, la paix et l'ordre publics.

Une telle arme peut se prêter à des abus. Le Gouvernement a senti la nécessité de modifier le régime de la presse et d'amender son statut organique.

Le nouveau projet présenté à la Chambre ne supprime pas le pouvoir du Gouvernement de suspendre un journal par voie administrative, mais limite son exercice à un maximum de trois jours, toute suspension plus prolongée devant être obtenue par décision de justice.

VIII.—LE PRINCIPE DE L'EQUALITE DEVANT LA LOI ET SES APPLICATIONS

Il serait intéressant de dire un mot des applications du principe de l'égalité civile.

Tous les citoyens libanais, dit l'article 12 de la constitution, sont également admissibles à tous les emplois publics sans autre motif de préférence que leur mérite et leur compétence, suivant les conditions fixées par la loi. En raison de la physionomie propre de ce pays, si partagé sur le terrain confessionnel, ce principe d'égalité n'est pas, en fait, observé. Le Gouvernement, tant sous le régime du mandat qu'aujourd'hui en pleine ère d'indépendance, tient compte des divisions confessionnelles, et s'arrange dans un but de paix sociale à distribuer les fonctions publiques, proportionnellement à l'importance numérique des différents éléments composant le pays. C'est là du reste une étape que l'on est à la veille de franchir. Un certain courant d'esprit paraît se former en vue de confier les emplois de l'Etat aux plus méritants seulement.

Choucri CARDAHI

Premier Président, ancien Ministre de la Justice, professeur à l'Académie de droit international de La Haye et professeur à l'Ecole française de droit de Beyrouth.

LIBERIA

CONSTITUTION DU LIBERIA¹

du 26 juillet 1847

ARTICLE I

BILL DES DROITS

Section I. Tous les hommes sont nés également libres et indépendants, et ils possèdent certains droits naturels, inhérents, et inaliénables, parmi lesquels figurent les droits de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre; d'acquérir, de posséder, de défendre la propriété et de rechercher et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

II. Tout pouvoir émane du peuple; tous les gouvernements libres sont institués par l'autorité et au profit du peuple qui a le droit de les changer et de les réformer quand sa sûreté et son bonheur le réclament.

III. Tous les hommes ont un droit naturel et inaliénable d'adorer Dieu selon la voix de leur propre conscience, sans être empêchés ni molestés par autrui; quiconque se comporte paisiblement et ne gêne pas les autres dans leurs manifestations religieuses a droit à la protection de la loi, pour le libre exercice de sa propre religion. Aucune secte chrétienne ne jouira de préférences ou de privilèges exclusifs au détriment de n'importe quelle autre secte; mais toutes seront également tolérées, et aucun serment religieux quelconque ne sera exigé pour être admis à un emploi civil ou pour l'exercice d'un droit civil.

IV. Il n'y aura pas d'esclaves dans cette République et aucune personne y résidant ne pourra faire le commerce des esclaves dans les limites ou en dehors de cette République, directement ou indirectement.

V. Le peuple a le droit, à tout moment, de s'assembler en bon ordre et de façon paisible et de discuter de l'intérêt commun, de donner des instructions à ses représentants et d'adresser des pétitions au Gouvernement ou à tout fonctionnaire public pour le redressement des torts.

VI. Toute personne lésée aura le droit de se faire rendre justice par les voies légales. La justice sera rendue gratuitement sans déni ou délai, et dans tous les cas qui ne relèvent pas de la loi martiale ou d'un *impeachment*, les parties auront le droit d'être jugées par un jury et d'être entendues en personne ou par leur conseil, ou des deux façons à la fois.

VII. Nul ne sera tenu de répondre pour un crime capital ou infamant, excepté dans les cas d'*impeachment*, dans les cas se produisant dans l'armée et la marine, ou pour les infractions minimales, si ce n'est en vertu de la décision spontanée d'un *grand jury*, et toute per-

sonne poursuivie au criminel aura le droit d'être, en temps utile, mise en possession d'une copie de l'acte d'accusation, d'être confrontée avec les témoins à charge, et d'avoir les moyens de contraindre à se présenter les témoins en sa faveur, d'être jugée rapidement, publiquement et impartialement par un jury pris dans le voisinage. Elle ne sera pas obligée de fournir ou de donner des preuves contre elle-même et nul ne pourra, pour une même offense, être mis deux fois en danger de vie ou de mutilation.

VIII. Nul ne sera privé de la vie, de la liberté, de la propriété ou d'un privilège, si ce n'est par le jugement de ses pairs ou par la loi du pays.

IX. Aucune perquisition domiciliaire ne sera effectuée, ni aucune personne arrêtée sur accusation ou suspicion criminelle, si ce n'est en vertu d'un mandat régulier, sur un motif plausible, basé sur un serment ou sur une affirmation solennelle désignant spécialement le lieu, la personne et l'objet de la recherche.

X. Il ne pourra être exigé des cautions excessives, ni imposé des amendes excessives, ni infligé des punitions excessives. La législature ne pourra faire aucune loi modifiant les obligations résultant des contrats ou rendant un acte quelconque punissable d'une autre manière que celle en vigueur au temps où il a été commis.

XI. Toutes les élections auront lieu au scrutin secret et tout citoyen mâle, âgé de vingt et un ans, et possédant une propriété immobilière, aura le droit de suffrage.

XII. Le peuple a le droit de conserver et de porter des armes pour la défense commune; mais comme en temps de paix les armées sont dangereuses pour la liberté, il n'en pourra pas être maintenu sans le consentement de la législature; les pouvoirs militaires seront toujours maintenus dans une étroite subordination vis-à-vis de l'autorité civile et seront gouvernés par elle.

XIII. La propriété privée ne sera point prise pour un usage public sans une juste compensation.

XIV. Les pouvoirs de ce Gouvernement seront divisés en trois départements distincts: législatif, exécutif et judiciaire, et aucune personne faisant partie de l'un de ces départements n'exercera aucun des pouvoirs appartenant à l'un des autres. Cette disposition ne doit pas être interprétée comme s'étendant aux justices de paix.

XV. La liberté de la presse est essentielle pour assurer la liberté d'un Etat. En conséquence, elle ne pourra pas être restreinte dans

¹ Dareste, *op cit.*, vol. V, p. 485-495.

cette République. La presse sera libre pour toute personne qui entreprend d'examiner les actes de la législature ou d'un service quelconque du Gouvernement, et aucune loi ne sera jamais faite pour restreindre des droits. La libre communication des pensées et des opinions est un droit inestimable de l'homme et chaque citoyen peut librement parler, écrire et imprimer sur n'importe quel sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans les poursuites en raison de la publication d'écrits mettant en cause la conduite officielle de fonctionnaires ou de personnes revêtues d'un caractère public, ou si la question qui a fait l'objet de la publication est passible d'une accusation publique, la preuve des faits allégués pourra être administrée. Dans les accusations de diffamation le jury pourra établir le droit et les faits sous la direction de la cour, comme dans les autres cas.

XVI. Aucun subside, charge, impôt ou droit ne peut être établi ou levé, sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement du peuple ou de ses représentants, dans la législature.

XVII. Des actions pourront être intentées contre la République de telle manière et dans tels cas que la législature pourra déterminer par la loi.

XVIII. Nul ne peut, en aucun cas, être assujéti à la loi martiale ou à aucune pénalité ou peine en vertu de cette loi, à l'exception de ceux qui sont en service actif dans l'armée, la marine ou la milice, si ce n'est par l'autorité de la législature.

XIX. Afin d'empêcher que ceux qui sont investis de l'autorité deviennent des oppresseurs, le peuple a le droit, à telles périodes et de telle manière qu'il l'établira par son système de gouvernement, de faire rentrer ces fonctionnaires publics dans la vie privée et de pourvoir aux places vacantes par des élections et des nominations régulières.

XX. Tous les prisonniers seront admis à fournir une caution suffisante, sauf pour les infractions capitales, quand la preuve est évidente ou les présomptions grandes. Le privilège et le bénéfice du droit d'*habeas corpus* sera admis dans cette République de la façon la plus libérale, facile, peu dispendieuse, rapide et large; et il ne sera pas suspendu par la législature, sauf dans les cas absolument urgents et pressants et pour un temps limité qui ne pourra excéder douze mois.

ARTICLE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Section XIII. — Le but primordial de la création de ces colonies étant de fournir une demeure aux enfants dispersés et opprimés de l'Afrique et de régénérer et d'éclairer ce continent plongé dans les ténèbres, seuls les noirs ou les descendants de noirs pourront être admis à la citoyenneté dans cette République.

XIV. — L'achat d'une terre quelconque, par un ou plusieurs citoyens, aux aborigènes de ce pays, pour leur propre usage ou au bénéfice de tiers, comme bien-fonds, en fief simple "propriété libre", sera considéré comme nul, quel qu'en soit le but.

XV. — L'amélioration des tribus indigènes et leurs progrès dans les arts de l'agriculture et du labourage étant un des buts désirés par le Gouvernement, il sera le devoir du Président de nommer dans chaque comté une personne prudente qui aura pour mission de faire des tournées régulières et périodiques dans le pays afin d'attirer l'attention des indigènes sur ces branches salutaires de l'industrie et de les en instruire. De son côté, la législature, aussitôt que la chose sera possible, poursuivra la même fin, par l'allocation de crédits.

LIECHTENSTEIN

CONSTITUTION DE LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN¹

du 5 octobre 1921

TROISIÈME PARTIE

DES FONCTIONS DE L'ETAT

Art. 14. — L'Etat a pour tâche suprême de favoriser le bien-être général du peuple. Dans cet esprit, l'Etat légifère, veille à faire respecter le droit, et protège les intérêts religieux, moraux et économiques du peuple.

Art. 15. — L'Etat donne un soin particulier à l'instruction publique. Elle doit être organisée et administrée en sorte que, par la collaboration de la famille, de l'école et de l'église, les adolescents reçoivent une formation morale et religieuse, et acquièrent un esprit patriotique et les aptitudes spéciales nécessaires à l'exercice d'une profession.

Art. 16. — L'instruction publique est placée, sans préjudice de l'intangibilité du dogme religieux, sous le contrôle de l'Etat.

La fréquentation scolaire est obligatoire.

L'Etat veille à ce que l'enseignement primaire soit donné gratuitement dans des écoles publiques. L'instruction religieuse est donnée par les autorités ecclésiastiques. Nul ne doit laisser les enfants placés sous sa surveillance sans instruction primaire. La fréquentation des écoles complémentaires peut être déclarée obligatoire.

L'Etat exerce la direction de l'instruction publique par le conseil de l'instruction publique dont l'organisation et les fonctions seront réglées par la loi.

L'enseignement libre est autorisé, pourvu qu'il satisfasse aux dispositions légales sur la durée des études, les buts de l'enseignement, et l'organisation adoptée dans les écoles publiques.

Art. 17. — L'Etat subventionne et encourage les écoles complémentaires et secondaires, ainsi que l'enseignement ménager, agricole et industriel.

Il facilitera aux élèves bien doués et sans fortune la fréquentation des écoles supérieures par la distribution de bourses.

Art. 18. — L'Etat veille à la santé publique, entretient des services sanitaires et cherche par des mesures législatives à combattre l'alcoolisme et à assurer la réforme des alcooliques et des vagabonds.

Art. 19. — L'Etat protège le droit au travail et les travailleurs, en particulier les femmes et les enfants employés dans les métiers et l'industrie.

Le dimanche et les jours fériés reconnus par l'Etat sont jours de repos publics, sous ré-

serve de la réglementation légale du repos dominical et des jours fériés.

Art. 20. — L'Etat encourage et soutient l'agriculture, l'exploitation des mines, les métiers et l'industrie; il encourage, en particulier, l'assurance contre les dommages qui menacent le travail et les biens et prend les mesures nécessaires pour lutter contre ces dommages.

Il donne un soin particulier à l'établissement d'un régime des communications correspondant aux nécessités modernes.

Il veillera au boisement, à l'assèchement et favorisera tous les efforts pour la découverte de nouvelles sources de revenus.

Art. 21. — L'Etat possède un droit régalien sur les eaux, inscrit dans la loi. L'usage, l'adduction et la défense des eaux seront réglés en tenant compte des progrès de la technique.

Une loi fixera la réglementation relative à l'électricité.

Art. 22. — L'Etat exerce un droit de souveraineté sur la chasse, la pêche, l'administration et l'exploitation des mines; il protège, lors de la publication de lois s'y rapportant, les intérêts de l'agriculture et des finances locales.

Art. 23. — Il appartient à l'Etat d'organiser le système monétaire et le crédit public.

Art. 24. — L'Etat veille par voie législative à établir un système d'imposition équitable exemptant le minimum nécessaire à l'existence et frappant plus fortement les fortunes et les revenus plus élevés.

La situation financière de l'Etat doit être améliorée dans la mesure du possible; une attention particulière sera prêtée à la création de nouvelles sources de revenus pour faire face aux dépenses des services publics.

Art. 25. — L'assistance publique incombe aux communes selon les dispositions des lois spéciales; l'Etat en garde la surveillance. Il peut fournir aux communes une aide propre à améliorer le sort des orphelins, des aliénés, des incurables et des infirmes.

Art. 26. — L'Etat soutient et favorise l'assurance contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité et l'incendie.

Art. 27. — L'Etat pourvoira à l'institution d'une procédure rapide et de voies d'exécution efficaces en matière de droit privé, de même qu'à celle d'un droit administratif répondant aux mêmes principes.

L'exercice de la représentation des parties en justice, à titre de profession, fera l'objet d'une loi.

QUATRIÈME PARTIE

DROITS ET DEVOIRS GENERAUX DES CITOYENS

Art. 28. — Tout citoyen a le droit de s'éta-

¹ Texte français traduit de l'allemand par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

blir, en observant les dispositions de la loi, en tout point du territoire et d'y acquérir des biens de toute nature.

Les droits de résidence des étrangers sont réglés par les traités internationaux ou, à leur défaut, par le principe de réciprocité. Les personnes qui séjournent sur le territoire de la principauté sont tenues d'en observer les lois et jouissent de la protection de la constitution et des lois.

Art. 29. — Les droits civiques appartiennent à tout citoyen du pays conformément aux dispositions de cette constitution.

Art. 30. — Les lois règlent l'acquisition et la perte de la nationalité.

Art. 31. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Les fonctions publiques leur sont également accessibles lorsqu'ils remplissent les conditions exigées par la loi. Les droits des étrangers sont réglés par les traités internationaux ou, à leur défaut, par le principe de réciprocité.

Art. 32. — La liberté de la personne, l'inviolabilité du domicile et le secret des correspondances sont garantis. Nul ne doit être arrêté ou maintenu en état d'arrestation, nulle perquisition ne doit avoir lieu, nulle personne ne doit être fouillée, ni nulle lettre ou écrit être ouvert ou confisqué en dehors des cas déterminés et des formes prescrites par la loi.

Les personnes qui ont été arrêtées illégalement ou alors que leur innocence était manifeste ainsi que celles qui ont été injustement condamnées ont droit à obtenir de l'Etat une pleine indemnisation, dont la mesure sera déterminée par les tribunaux. Les lois décident dans quels cas et dans quelle mesure l'Etat possède un recours contre des tiers.

Art. 33. — Nul ne peut être soustrait à son juge naturel; il ne doit pas être créé de tribunaux d'exception.

Les peines ne peuvent être prononcées que conformément aux lois.

Dans toutes les affaires pénales, le droit de défense est garanti à l'accusé.

Art. 34. — L'inviolabilité de la propriété privée est garantie; il ne peut être prononcé de confiscation que dans les cas déterminés par la loi.

Le droit d'auteur sera réglé par la loi.

Art. 35. — Dans tous les cas où l'intérêt public le requiert, les propriétés de toute nature peuvent être expropriées ou grevées d'une charge moyennant un dédommagement corrélatif qui sera fixé par le juge en cas de contestation.

La procédure de l'expropriation est réglée par la loi.

Art. 36. — Le commerce et les métiers sont libres dans les limites fixées par la loi; la créa-

tion de monopoles commerciaux et industriels est réglée par la loi.

Art. 37. — La liberté de conscience et de religion est garantie à chacun. L'Eglise catholique romaine est l'Eglise officielle et jouit à ce titre de l'entière protection de l'Etat. L'exercice de leur religion et la célébration de leur culte sont garantis aux autres confessions, dans les limites des bonnes mœurs et de l'ordre public.

Art. 38. — La propriété et tous les autres droits patrimoniaux des communautés et associations religieuses sur leurs établissements affectés au culte, à l'instruction et à la bienfaisance, ainsi que sur les fondations et autres biens sont garantis. Les règles de la gestion du patrimoine ecclésiastique dans les paroisses seront fixées par une loi spéciale; avant que cette loi ne soit intervenue, la gestion donnera lieu à entente avec l'autorité ecclésiastique.

Art. 39. — La jouissance des droits civiques et politiques est indépendante de la confession religieuse; celle-ci ne peut porter atteinte aux obligations civiques.

Art. 40. — Chacun a le droit d'exprimer librement son opinion et de communiquer ses pensées par la parole, l'écrit, l'imprimé ou l'image dans les limites de la loi et des bonnes mœurs; il ne peut y avoir de censure qu'à l'égard des représentations et spectacles publics.

Art. 41. — La liberté de réunion et d'association est assurée dans les limites de la loi.

Art. 42. — Le droit de pétition à la Diète et à la commission permanente est garanti; et il appartient non seulement aux individus touchés dans leurs droits ou leurs intérêts, mais également aux collectivités et aux personnes morales de faire présenter leurs vœux et leurs requêtes à la Diète par un de ses membres.

Art. 43. — Le droit de recours est garanti. Tout citoyen est autorisé à former un recours contre les actes ou les mesures inconstitutionnelles ou contraires aux lois ou aux règlements qui le lèsent dans ses droits ou ses intérêts auprès de l'autorité immédiatement supérieure, et de remonter, si cela est nécessaire, jusqu'à la dernière instance si la loi ne limite pas l'usage des voies de recours. L'autorité supérieure est tenue, si elle rejette le recours formé auprès d'elle, de faire connaître au requérant les motifs de sa décision.

Art. 44. — Tout homme en état de porter les armes est tenu de participer à la défense de la patrie jusqu'à l'âge de soixante ans révolus.

Il ne peut être créé de formation armée que dans la mesure nécessaire au service de la police et au maintien de l'ordre à l'intérieur. La loi réglera les détails d'application.

LUXEMBOURG

CONSTITUTION DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG¹

du 17 octobre 1868

CHAPITRE II

DES LUXEMBOURGEOIS ET DE LEURS DROITS

9. La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile. La présente constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre cette qualité, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

10. La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif. Elle assimile l'étranger au Luxembourgeois pour l'exercice des droits politiques.

La naturalisation accordée au père profite à son enfant mineur, si celui-ci déclare, dans les deux années de sa majorité, vouloir revendiquer ce bénéfice.

11. Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres. Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

12. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

13. Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

14. Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

15. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

16. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

17. La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

18. La peine de mort en matière politique, la mort civile et la flétrissure sont abolies.

19. La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

20. Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux

cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos.

21. Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale.

22. L'intervention de l'Etat dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Eglise avec l'Etat, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.

23. L'Etat veille à ce que tout Luxembourgeois reçoive l'instruction primaire.

Il crée des établissements d'instruction moyenne et les cours d'enseignement supérieur nécessaires.

La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions de surveillance par le Gouvernement et les communes; elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement.

Tout Luxembourgeois est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois ou à l'exercice de certaines professions.

24. La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés.

La censure ne pourra jamais être établie.

Il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs.

Le droit de timbre des journaux et écrits périodiques indigènes est aboli.

L'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi si l'auteur est connu, s'il est Luxembourgeois, et domicilié dans le Grand-Duché.

25. Les Luxembourgeois ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui règlent l'exercice de ce droit, sans devoir le soumettre à une autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique pas aux rassemblements en plein air, politiques, religieux ou autres; ces rassemblements restent entièrement soumis aux lois et règlements de police.

26. Les Luxembourgeois ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à aucune autorisation préalable.

L'établissement de toute corporation religieuse doit être autorisé par une loi.

¹ Texte français dans *Grand-Duché de Luxembourg, Annuaire officiel*, 1946, Luxembourg, 1946, p. 14-25.

27. Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions signées par une ou plusieurs personnes.

Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

28. Le secret des lettres est inviolable.

La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

La loi réglera la garantie à donner au secret des télégrammes.

29. L'emploi des langues allemande et française est facultatif. L'usage n'en peut être limité.

30. Nulle autorisation préalable n'est requise

pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement.

31. Les fonctionnaires publics, à quelque ordre qu'ils appartiennent, les membres du Gouvernement exceptés, ne peuvent être privés de leurs fonctions, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 113. — Aucune disposition de la constitution ne peut être suspendue.

MEXIQUE

CONSTITUTION POLITIQUE DES ETATS-UNIS MEXICAINS¹

du 5 février 1917

TITRE PREMIER

Chapitre I

DES GARANTIES INDIVIDUELLES

Art. 1. — Dans les Etats-Unis mexicains tout individu jouira des garanties qu'accorde cette constitution, lesquelles ne pourront être restreintes ni suspendues, sauf dans les cas et aux conditions qu'elle-même établit.

Art. 2. — L'esclavage est interdit aux Etats-Unis mexicains. Les esclaves de l'étranger qui entreront sur le territoire national acquerront, par ce seul fait, leur liberté et la protection des lois.

Art. 3. — L'éducation que donne l'Etat — la fédération, les Etats et les municipalités — doit tendre à développer harmonieusement toutes les facultés de l'être humain et faire naître en lui, à la fois l'amour de la patrie et l'idée de la solidarité internationale dans l'indépendance et dans la justice.

II. La liberté de croyance étant garantie par l'article 24, les principes qui régiront cette éducation devront rester complètement étrangers à toute doctrine religieuse et, s'appuyant sur les résultats du progrès scientifique, ils combattront l'ignorance et ses conséquences, la servitude, le fanatisme et les préjugés. En outre :

a) Ils seront démocratiques, considérant la démocratie non seulement comme une structure juridique et un régime politique, mais aussi comme un mode de vie fondé sur l'amélioration constante de la situation économique, sociale et culturelle du peuple ;

b) Ils seront nationaux, en ce sens que — sans haine ou partialité — ils s'attacheront à favoriser la compréhension de nos problèmes, la mise en exploitation de nos ressources, la défense de notre indépendance politique, l'affirmation de notre indépendance économique, et la continuité et l'enrichissement de notre culture, et

c) Ils contribueront à une meilleure harmonie entre les hommes, tant par ce qu'ils apportent pour renforcer chez l'élève, en même temps que le respect de la dignité de la personne humaine et de l'intégrité de la famille, la conscience de l'intérêt général de la société, que par l'importance qu'ils accordent à la défense de l'idéal de la fraternité et de l'égalité des droits pour tous, en rejetant tout privilège de race, de secte, de groupe ou de sexe et tout privilège individuel.

III. L'éducation, quels qu'en soient le type et le degré, pourra être donnée par les particuliers. Toutefois, en ce qui concerne l'éducation primaire, secondaire et normale (et l'éducation destinée à des ouvriers et à des paysans), quels qu'en soient le type et le degré, les particuliers devront obtenir au préalable, dans tous les cas, l'autorisation expresse des pouvoirs publics. Ladite autorisation pourra être refusée ou révoquée et aucun recours, judiciaire ou autre, ne sera possible.

IV. Les établissements privés d'enseignement, de tous les types et de tous les degrés mentionnés au paragraphe précédent, devront se conformer, sans exception, aux dispositions des paragraphes I et II du présent article. Ils devront, en outre, respecter les plans et les programmes officiels.

V. Les congrégations religieuses, les ministres des cultes, les sociétés par actions qui consacrent leur activité en totalité ou en majeure partie à l'éducation ainsi que les associations ou sociétés liées à la propagande d'une confession religieuse quelconque n'interviendront en aucune façon dans le fonctionnement des établissements où se donne l'éducation primaire, secondaire et normale et celle destinée aux ouvriers ou aux paysans.

VI. L'Etat pourra, à sa discrétion et à tout moment, refuser la reconnaissance officielle aux états faites dans les établissements privés.

VII. L'éducation primaire sera obligatoire.

VIII. Toute éducation donnée par l'Etat sera gratuite.

IX. Dans le but d'unifier et de coordonner l'éducation sur tout le territoire de la République, le congrès de l'Union éditara les lois nécessaires pour répartir la fonction sociale d'éducation entre la fédération, les Etats et les municipalités, pour fixer le taux des contributions financières relatives à ce service public et pour déterminer les sanctions applicables aux fonctionnaires qui n'exécuteront pas ou ne feront pas exécuter les dispositions desdites lois ainsi qu'à tous ceux qui les enfreindront.

Art. 4. — Nul ne pourra être empêché de se livrer à la profession, industrie, commerce ou travail de son choix, pourvu qu'ils soient licites. L'exercice de cette liberté ne pourra être interdit que par décision judiciaire, lorsqu'il y aura atteinte aux droits de la société. Nul ne pourra être privé du produit de son travail, sinon par décision de justice.

La loi déterminera dans chaque Etat quelles sont les professions pour l'exercice desquelles il faut un brevet, les conditions nécessaires pour l'obtenir, et les autorités qui devront le délivrer.

¹ Texte espagnol dans *Constitución Política Mexicana* anotada por el Lic. Manuel Andrade, Mexico, D.F., 1945. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 5. — Nul ne pourra être contraint à fournir des travaux personnels sans une juste rétribution et sans son libre consentement, exception faite du travail imposé à titre de peine par l'autorité judiciaire, lequel sera soumis aux dispositions des paragraphes I et II de l'article 123.

Quant aux services publics, ne pourront être obligatoires, dans les conditions fixées par les lois respectives, que celui des armes, celui du jury, les charges municipales et celles conférées par l'élection populaire, directe ou indirecte. Les fonctions relatives aux élections et aux recensements seront obligatoires et gratuites; les services professionnels de caractère social seront obligatoires et rémunérés conformément à la loi, compte tenu des exceptions prévues par la loi.

L'Etat ne peut permettre la mise à exécution d'aucun contrat, pacte ou accord qui aurait pour but l'amoindrissement, la perte ou le sacrifice irrévocable de la liberté de l'homme, que ce soit pour cause de travail, d'éducation ou de vœu religieux. En conséquence, la loi ne permet pas l'établissement d'ordres monastiques, quels que soient leur dénomination ou l'objet pour lequel ils prétendent se constituer.

De même ne peut être admis un accord par lequel un homme consentirait à sa proscription ou à son bannissement, ou s'engagerait à renoncer, pour un temps ou pour toujours, à exercer une profession, industrie ou commerce déterminé.

Le contrat de travail n'obligera à fournir le service convenu que pendant le temps fixé par la loi, il ne pourra lier le travailleur que pendant un an et, en aucun cas, il ne pourra comporter la renonciation, la perte ou l'amoindrissement de l'un quelconque des droits politiques ou civils.

L'inexécution de ce contrat, en ce qui concerne le travailleur, n'entraîne pour celui-ci que la responsabilité civile qu'elle comporte sans que, en aucun cas, il puisse être exercé de contrainte sur la personne.

Art. 6. — La manifestation des idées ne fera l'objet d'aucune recherche judiciaire ou administrative, sauf le cas où elle porterait atteinte à la morale, aux droits d'un tiers, provoquerait à un délit ou troublerait l'ordre public.

Art. 7. — La liberté d'écrire et de publier des écrits sur un sujet quelconque est inviolable. Aucune loi ni aucune autorité ne peut établir la censure préalable, ni exiger une caution des auteurs ou imprimeurs, ni porter atteinte à la liberté de l'imprimerie, dont les seules limites sont le respect de la vie privée, de la morale ou de la paix publique. En aucun cas il ne pourra être procédé à la mise sous

séquestre de l'imprimerie comme corps du délit.

Les lois organiques édicteront toutes les mesures nécessaires pour éviter que, sous prétexte de dénonciations pour délits de presse, soit emprisonné l'un quelconque des employés de l'établissement où l'écrit dénoncé aura été imprimé, sauf le cas où sa responsabilité serait préalablement démontrée.

Art. 8. — Les fonctionnaires et employés publics respecteront l'exercice du droit de pétition, pourvu que celle-ci soit formulée par écrit et d'une façon pacifique et respectueuse; toutefois, en matière politique, ce droit est réservé aux seuls citoyens de la République. Toute pétition devra recevoir une réponse écrite de l'autorité à laquelle elle aura été adressée; ladite autorité est tenue de faire connaître à bref délai sa réponse au pétitionnaire.

Art. 9. — Aucune entrave ne pourra être apportée au droit de s'associer ou de se réunir pacifiquement dans un but licite quelconque, mais seuls les citoyens de la République jouiront de ce droit pour s'occuper des affaires politiques du pays. Aucune réunion armée n'a le droit de délibérer.

Ne sera pas tenue pour illégale, et ne pourra pas être dissoute, une assemblée ou réunion ayant pour objet d'adresser une demande ou de présenter une protestation pour un fait quelconque à une autorité, s'il n'est pas proféré d'injures contre celle-ci, et si des violences ou des menaces ne sont pas employées pour l'intimider ou l'obliger à se prononcer dans le sens désiré.

Art. 10. — Les habitants des Etats-Unis mexicains peuvent posséder des armes de tout genre pour leur sécurité et leur légitime défense, sauf celles prohibées expressément par la loi et celles que la nation réserve pour l'usage exclusif de l'armée, de la marine et de la garde nationale, mais ils ne peuvent les porter dans les endroits habités qu'en se conformant aux règlements de police.

Art. 11. — Tout homme a le droit d'entrer dans la République et d'en sortir, de voyager sur le territoire de celle-ci et de changer de résidence, sans qu'il ait besoin de carte d'identité, de passeport, de sauf-conduit ou d'autre formalité semblable. L'exercice de ce droit sera subordonné aux pouvoirs de l'autorité judiciaire dans les cas de responsabilité criminelle ou civile, et à ceux de l'autorité administrative pour les restrictions que pourront édicter les lois en matière d'émigration, d'immigration et de salubrité générale de la République, ou qui pourront être imposées aux étrangers dangereux habitant le pays.

Art. 12. — Dans les Etats-Unis mexicains,

il ne sera pas accordé de titres de noblesse, ni de prérogatives, ni d'honneurs héréditaires, et aucun effet ne sera attaché à ceux accordés par tout autre pays.

Art. 13. — Nul ne peut être jugé d'après des lois particulières ni par des tribunaux spéciaux. Aucune personne ou corporation ne pourra jouir d'aucun privilège ou exemption, ni d'autres émoluments que ceux qui seront la rémunération de services publics et qui seront fixés par la loi. Le code spécial pour délits et fautes contre la discipline militaire subsiste, mais, en aucun cas et pour aucun motif, les tribunaux militaires ne pourront étendre leur juridiction à des personnes n'appartenant pas à l'armée. Lorsqu'un civil se trouvera impliqué dans un délit ou une faute d'ordre militaire, l'autorité civile compétente connaîtra de l'affaire.

Art. 14. — Aucune loi ne pourra avoir d'effet rétroactif au préjudice de quiconque. Nul ne pourra être privé de la vie, de sa liberté ou de ses propriétés, biens ou droits, qu'à la suite d'une instance judiciaire portée devant les tribunaux établis antérieurement, dans laquelle seront observées les formalités essentielles de la procédure, et conformément aux lois édictées avant l'acte qui motive le procès.

Dans les affaires d'ordre criminel, il est défendu d'infliger par simple analogie, et même en vertu d'une raison plus forte, aucune peine qui ne soit décrétée par une loi exactement applicable au délit dont il s'agit.

Dans les procès d'ordre civil l'arrêt définitif devra se conformer à la lettre ou à l'interprétation juridique de la loi; à défaut de celle-ci, l'arrêt sera fondé sur les principes généraux du droit.

Art. 15. — Est interdite la conclusion de traités pour l'extradition d'accusés politiques et de délinquants de droit commun qui auraient eu la condition d'esclaves dans le pays où ils ont commis leur délit; de même, est interdite la conclusion de conventions ou de traités en vertu desquels seraient diminués les garanties et les droits établis par cette constitution pour l'homme et pour le citoyen.

Art. 16. — Nul ne peut être molesté en sa personne, sa famille, son domicile, ses papiers ou ses biens, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, qui devra indiquer et motiver la cause légale de son action. Il ne pourra être décerné aucun mandat d'arrêt ou d'emprisonnement, sauf par l'autorité judiciaire, sans qu'il y ait eu, au préalable, dénonciation, accusation ou plainte d'un fait déterminé puni par la loi d'une peine corporelle, et sans que lesdites dénonciation, accusation ou plainte soient appuyées par une déclaration sous serment d'une personne digne de foi ou par d'autres faits qui rendent probable la culpabilité de l'inculpé, réserve faite des cas

de flagrant délit, où toute personne peut appréhender le délinquant et ses complices et les mettre de suite à la disposition de l'autorité. Dans des cas urgents seulement, lorsqu'il n'y aura dans la localité aucune autorité judiciaire, et lorsqu'il s'agira de délits qui se poursuivent d'office, l'autorité administrative pourra, sous sa plus stricte responsabilité, ordonner la détention d'un accusé en le mettant immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire. Dans tout mandat de visite domiciliaire, que seule l'autorité judiciaire pourra décerner, et qui sera écrit, il sera toujours fait mention de l'endroit qui doit être inspecté, de la personne ou des personnes qui doivent être appréhendées et des objets qui sont recherchés, la visite domiciliaire devant se limiter à ces seuls points; celle-ci terminée, il en sera dressé un procès-verbal détaillé en présence de deux témoins proposés par l'occupant du lieu visité ou, en son absence ou sur son refus, par l'autorité qui aura procédé à l'opération.

L'autorité administrative pourra pratiquer des visites domiciliaires dans le seul but de constater que les règlements sanitaires et de police ont été observés; elle pourra exiger l'exhibition des livres et des papiers indispensables pour constater qu'il a été tenu compte des dispositions fiscales. Dans tous ces cas, l'autorité administrative devra observer les lois relatives à ces matières et les formalités prescrites pour les visites domiciliaires.

Art. 17. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes de caractère purement civil. Nul ne peut se faire justice par lui-même, ni exercer des violences pour réclamer ses droits. Les tribunaux seront prêts à rendre justice dans les délais et dans les ressorts fixés par la loi; leur service sera gratuit; en conséquence, les frais judiciaires sont interdits.

Art. 18. — Seul, un délit comportant une peine corporelle pourra donner lieu à la prison préventive. Pour cette dernière et pour l'exécution des peines, il y aura des locaux distincts et complètement séparés.

Les Gouvernements de la fédération et des Etats organiseront dans leurs territoires respectifs le système pénal — colonies pénitenciaires ou bagnes — sur la base du travail comme moyen de régénération.

Art. 19. — Aucune détention ne pourra se prolonger plus de trois jours sans être justifiée par un mandat d'emprisonnement formel, lequel devra mentionner le délit imputé à l'accusé, les éléments qui constituent ce délit, le lieu, le temps et les circonstances d'exécution, les données fournies par les premières recherches; le tout devra être suffisant pour constater le corps du délit et rendre vraisemblable la culpabilité de l'accusé. L'infraction à cette disposition engage la responsabilité de l'auto-

rité qui aura ordonné la détention ou qui la maintiendra et des agents de tout ordre qui l'exécuteront.

Tout procès se limitera strictement au délit ou aux délits visés dans le mandat d'emprisonnement. Si, au cours d'un procès, il apparaît qu'il a été commis un délit autre que celui qui est poursuivi, ce nouveau délit fera l'objet d'une accusation distincte, sans préjudice de la possibilité de joindre ultérieurement les accusations, si cela semble convenable.

Tout mauvais traitement lors de l'arrestation ou dans les prisons, toute tracasserie infligée aux inculpés sans motif légal, et tout tribut ou contribution dans les prisons, constituent des abus qui devront être corrigés par les lois et réprimés par les autorités.

Art. 20. — Dans tout procès criminel l'accusé jouira des garanties suivantes :

I. Dès qu'il en fera la demande, il sera mis en liberté moyennant une caution qui pourra s'élever à dix mille piastres, selon sa condition personnelle et la gravité du délit qui lui est imputé, sauf si ce délit comporte une peine de plus de cinq ans de prison, et sans autres formalités que de mettre la somme nécessaire à la disposition de l'autorité ou de fournir une caution hypothécaire ou personnelle suffisante pour la garantir.

II. Il ne pourra pas être contraint à faire de déclarations contre lui-même ; en conséquence, la mise au secret ou tout autre moyen analogue est rigoureusement interdit.

III. Il lui sera donné connaissance en audience publique, et dans les quarante-huit heures qui suivront sa remise à la justice, du nom de son accusateur et de la nature et de la cause de l'accusation, afin qu'il connaisse bien le fait punissable qui lui est imputé et qu'il puisse répondre à l'accusation, ce qui constituera une déclaration préparatoire.

IV. Il sera confronté avec les témoins à charge, lesquels devront faire leurs déclarations en sa présence, s'ils se trouvent dans la localité où a lieu le procès, afin que l'inculpé puisse leur adresser toutes les questions qu'il jugera utiles à sa défense.

V. On entendra les témoins et on recevra les autres preuves que l'inculpé présentera, en lui accordant à cet effet le délai que la loi jugera nécessaire, et il sera aidé à obtenir la comparution des personnes dont il sollicitera le témoignage, si toutefois elles se trouvent dans la localité où a lieu le procès.

VI. Il sera jugé en séance publique par un juge ou par un jury de citoyens sachant lire et écrire, domiciliés dans la localité et dans l'arrondissement où le délit a été commis, si, toutefois, ce délit comporte une peine supérieure à un an de prison. En tous cas, les délits commis par la voie de la presse contre

l'ordre public ou la sûreté extérieure ou intérieure de la nation seront jugés par un jury.

VII. Il sera aidé à obtenir tous les renseignements qu'il demandera pour sa défense, lesquels figureront dans le procès.

VIII. Il sera jugé dans le délai de quatre mois, s'il s'agit de délits dont le maximum de la peine ne dépasse pas deux ans de prison, et avant un an si le maximum de la peine excède cette durée.

IX. Il sera entendu dans sa défense, présentée par lui-même ou par quelqu'un ayant sa confiance, ou par tous les deux, comme il voudra. Au cas où il n'aurait pas déjà de défenseur, la liste des avocats lui sera présentée d'office pour qu'il choisisse celui ou ceux qu'il lui conviendra de prendre. Si après sa déclaration préparatoire l'accusé ne veut pas désigner de défenseur, après qu'il en a été requis par le juge, celui-ci lui en désignera un d'office. L'accusé pourra prendre un défenseur dès son arrestation ; il aura le droit d'être assisté par celui-ci dans tous les actes du procès, mais il sera tenu de le faire venir chaque fois que sa présence sera nécessaire.

X. En aucun cas la prison ou détention ne pourra être prolongée pour non-paiement d'honoraires aux défenseurs ou à raison de toute autre question d'argent pour cause de responsabilité civile ou tout autre motif analogue.

De même, la prison préventive ne pourra être prolongée au delà du temps maximum que la loi fixe pour le délit ayant motivé le procès.

Dans toute peine de prison imposée par un arrêt, il sera tenu compte du temps de la détention.

Art. 21. — A l'autorité judiciaire seule, et de façon exclusive, il appartient d'infliger les peines. La poursuite des délits incombe au ministère public et à la police judiciaire, laquelle se fera sous l'autorité et sous les ordres immédiats du ministère public. A l'autorité administrative appartient la répression des infractions aux règlements gouvernementaux et de police, laquelle consistera uniquement en une amende ou en une détention ne dépassant pas trente-six heures ; toutefois, si le contrevenant ne paye pas l'amende qui lui aura été infligée, celle-ci sera transformée en un emprisonnement qui, en aucun cas, n'excédera quinze jours.

Si le contrevenant est un journalier ou un ouvrier, il ne pourra être frappé d'une amende supérieure à son salaire d'une semaine.

Art. 22. — Sont abolies les peines de la mutilation et de l'infamie, la marque, le fouet, la bastonnade, la torture de tout genre, l'amende excessive, la confiscation de biens, et toutes autres peines inusitées et excessives.

Ne sera pas considérée comme confiscation de biens l'application totale ou partielle faite par l'autorité judiciaire des biens d'une per-

sonne au paiement de la responsabilité civile résultant d'un délit ou au paiement d'impôts ou d'amendes.

La peine de mort est supprimée pour les délits politiques, quant aux autres délits, elle ne pourra être infligée qu'aux traîtres envers la patrie en cas de guerre étrangère, au parricide, à l'homicide ayant agi avec préméditation, acharnement et trahison, à l'incendiaire, au coupable de séquestration, au bandit de grands chemins, au pirate et aux coupables de délits graves d'ordre militaire.

Art. 23. — Aucun procès criminel ne pourra donner lieu à plus de trois instances. Nul ne peut être jugé deux fois pour le même délit, que l'arrêt l'ait absous ou qu'il l'ait condamné. La pratique de suspendre des poursuites jusqu'à production de preuves nouvelles est prohibée.

Art. 24. — Tout homme est libre de professer la croyance religieuse qu'il préfère et d'en pratiquer les cérémonies, dévotions ou actes cultuels, dans les temples ou dans son domicile particulier, pourvu qu'ils ne constituent pas une faute ou un délit puni par la loi.

Tout acte religieux du culte public devra être célébré à l'intérieur des temples, lesquels seront toujours sous la surveillance de l'autorité.

Art. 25. — La correspondance déposée sous enveloppe dans les boîtes aux lettres ne pourra faire l'objet d'aucun examen et sa violation sera punie par la loi.

Art. 26. — En temps de paix, aucun membre de l'armée ne pourra se loger dans une maison particulière contre la volonté du propriétaire, ni imposer de prestation d'aucun genre. En temps de guerre, les militaires pourront exiger le logement, les équipages, aliments et autres prestations, dans les conditions établies par la loi martiale.

Art. 27. — La propriété des terres et des eaux comprises dans les limites du territoire national appartient à titre originel à la nation, laquelle a eu et a le droit d'en céder le domaine à des particuliers en constituant la propriété privée.

Les expropriations ne pourront avoir lieu que pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité.

La nation aura en tout temps le droit d'imposer à la propriété privée les modalités que commande l'intérêt public, ainsi que celui de régler le meilleur emploi des éléments naturels susceptibles d'appropriation, en vue d'une distribution équitable de la richesse publique et pour veiller à sa conservation. Dans ce but, les pouvoirs publics édicteront les mesures nécessaires pour le morcellement des grandes propriétés territoriales, pour le développement de la petite propriété, pour la création de nouveaux centres de population agricole avec

les terres et les eaux qui leur seront indispensables, pour encourager l'agriculture et pour éviter la destruction des éléments naturels et les dommages que la propriété pourrait avoir à subir au préjudice de la société. Les villages, agglomérations et communautés qui manqueraient de terres et d'eau, ou qui n'en auraient pas en quantité suffisante pour les besoins de leurs habitants, auront le droit d'en être pourvus, pas prélèvement opéré sur les propriétés avoisinantes, mais toujours en respectant les petites propriétés agricoles en culture.

A la nation appartient le domaine direct de tous les minéraux ou substances qui, sous la forme de veines, filons, masses ou gisements, constituent des dépôts dont la nature est distincte des éléments composant les terrains, tels que: les minerais dont sont extraits des métaux et des métalloïdes utilisés dans l'industrie, les gisements de pierres précieuses, de sel gemme, et les salines formées directement par les eaux marines, les produits dérivés de la composition des roches, lorsque leur exploitation nécessite des travaux souterrains, les phosphates susceptibles d'être utilisés comme engrais, les combustibles minéraux solides, le pétrole et tous les carbures d'hydrogène solides, liquides ou gazeux.

Sont également propriété de la nation les eaux des mers territoriales dans l'étendue et aux conditions fixées par le droit international, celles des lagunes et estuaires des plages, celles des lacs intérieurs de formation naturelle, reliés directement à des cours permanents, celles des fleuves principaux ou ruisseaux affluents à partir du point où jaillit la première eau permanente jusqu'à leur embouchure, soit qu'ils aboutissent à la mer, soit qu'ils parcourent deux ou plusieurs Etats, celles des cours d'eau intermittents qui traversent deux ou plusieurs Etats dans leur cours principal; les eaux des fleuves, ruisseaux ou ravins, lorsque ceux-ci servent de limite au territoire national ou à celui des Etats; les eaux qui seront extraites des mines, et les lits ou rives des lacs ou cours d'eau en amont, dans l'étendue que la loi fixera. Tout autre cours d'eau non compris dans l'énumération précédente sera considéré comme faisant partie intégrante de la propriété privée qu'il traversera; mais l'utilisation des eaux, lorsque leur cours passe d'une propriété à une autre, sera considérée comme d'utilité publique et soumise aux dispositions édictées par les Etats.

Dans les cas visés par les deux alinéas précédents, le domaine de la nation est inaliénable et imprescriptible, et le Gouvernement fédéral ne pourra accorder des concessions qu'aux particuliers ou aux sociétés civiles ou commerciales constituées conformément aux lois mexicaines, sous la condition qu'il sera procédé à des travaux réguliers pour l'exploitation des

éléments dont il s'agit et que seront observées les conditions prévues par les lois.

La capacité pour l'acquisition du domaine des terres et eaux de la nation sera régie par les prescriptions suivantes :

I. Seuls les Mexicains par la naissance ou par naturalisation et les sociétés mexicaines ont le droit d'acquérir la propriété des terres, des eaux et de leurs accessoires, ou d'obtenir des concessions d'exploitation de mines, eaux ou combustibles minéraux dans la République mexicaine. L'Etat pourra concéder le même droit aux étrangers, pourvu qu'ils déclarent au Secrétariat des Affaires étrangères qu'ils se considèrent comme des nationaux quant auxdits biens et que, par la même raison, ils n'invoqueront pas la protection de leurs Gouvernements pour ce qui se rapporte à ces biens, sous peine, en cas de manquement à cette promesse, de perdre au bénéfice de la nation les biens acquis en vertu de leur promesse. Dans une zone de cent kilomètres le long des frontières, et de cinquante le long des plages, les étrangers ne pourront, sous aucun prétexte, ni pour aucun motif, acquérir le domaine direct sur les terres et les eaux.

II. Les associations religieuses dénommées églises, quelle que soit leur croyance, ne pourront en aucun cas avoir capacité d'acquérir, posséder ou administrer des immeubles, ni des capitaux placés sur ces biens-fonds ; ceux qu'elles posséderaient actuellement, par elles-mêmes ou par personne interposée, tomberont dans le domaine de la nation, l'action populaire étant accordée pour dénoncer les biens qui se trouveraient dans ce cas. La preuve par présomption sera suffisante pour déclarer fondée la dénonciation. Les temples destinés au culte public sont propriété de la nation, représentée par le Gouvernement fédéral qui déterminera ceux qui devront continuer à être affectés à leur objet. Les évêchés, presbytères, séminaires, asiles ou collèges d'associations religieuses, couvents ou tous autres édifices qui auraient été construits ou destinés à l'administration, propagande ou enseignement d'un culte religieux, passeront dès à présent et de plein droit dans le domaine direct de la nation, pour être affectés exclusivement aux services publics de la fédération ou des Etats dans leurs juridictions respectives. Les temples qui, à l'avenir, seraient érigés pour le culte public seront propriété de la nation.

III. Les institutions de bienfaisance, publique ou privée, qui auront pour but l'assistance aux nécessiteux, la recherche scientifique, la diffusion de l'enseignement, l'aide réciproque des associés ou tout autre but licite, ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux indispensables pour leur objet, destinés immédiatement

ou directement à cet objet, mais elles pourront acquérir, posséder et administrer des capitaux placés sur des immeubles, pourvu que les délais de placement ne dépassent pas dix ans. En aucun cas, les institutions de ce genre ne pourront être placées sous le patronage, la direction, l'administration, tutelle ou surveillance de corporations ou institutions religieuses, ni de ministres des cultes ou de leurs similaires, même si les uns et les autres ne se trouvaient pas en exercice.

IV. Les sociétés commerciales par actions ne pourront pas acquérir, posséder ou administrer des propriétés rurales. Les sociétés de ce genre qui se constitueront pour exploiter n'importe quelle industrie manufacturière, minière, pétrolière, ou pour tout autre but qui ne serait pas un but agricole, ne pourront acquérir, posséder ou administrer des terrains que dans la mesure strictement nécessaire pour les établissements ou le service des buts indiqués, et qui sera fixée dans chaque cas par le pouvoir exécutif de l'Union ou celui des Etats.

V. Les banques dûment autorisées et conformes aux lois sur les institutions de crédit pourront avoir des capitaux placés sur des propriétés urbaines et rurales, selon les prescriptions desdites lois, mais elles ne pourront avoir en propriété ou en administration d'autres immeubles que ceux strictement nécessaires pour le but direct qu'elles poursuivent.

VI. En dehors de celles visées aux paragraphes III, IV, V et VI, aucune autre corporation civile ne pourra avoir en propriété ou administrer par elle-même des immeubles ou des capitaux placés sur ces immeubles, à l'exception unique des édifices destinés immédiatement et directement à l'objet de l'institution. Les Etats, le district fédéral et les territoires, de même que les municipalités de toute la République, auront pleine capacité pour acquérir et posséder tous les immeubles nécessaires pour les services publics.

Les lois de la fédération et des Etats dans leurs juridictions respectives fixeront le cas où l'utilité publique nécessitera la prise de possession de la propriété privée, et, conformément à ces lois, l'autorité administrative fera la déclaration correspondante. Le prix qui sera fixé comme indemnité pour la chose expropriée aura pour base la somme sous laquelle elle figurera dans les bureaux du cadastre ou dans ceux du percepteur, soit que cette valeur ait été déclarée par le propriétaire, soit qu'il l'ait acceptée tacitement, en payant ses contributions sur cette base, cette somme étant augmentée de 10 pour 100. Le supplément de valeur que la propriété particulière aurait acquise par le fait d'améliorations postérieures à la fixation de la valeur fiscale sera le seul élément qui devra

donner lieu à évaluation par experts et à décision judiciaire. La même règle sera observée lorsqu'il s'agira d'objets dont la valeur n'est pas fixée dans les registres du percepteur.

L'exercice des actions qui appartiennent à la nation en vertu des dispositions du présent article aura lieu par la voie judiciaire; néanmoins, en observant cette voie, sur un ordre des tribunaux compétents qui sera édicté dans le délai maximum d'un mois, les autorités administratives procéderont de suite à l'occupation, administration, adjudication ou vente des terres et eaux dont il s'agit et de toutes leurs accessions, sans que, en aucun cas, les autorités puissent révoquer le fait avant que ne soit prononcé un arrêt exécutoire.

VII. Les propriétés en commun, les agglomérations, les villages, les congrégations, tribus et autres corporations d'habitants qui, de fait ou de droit, conserveront l'état communal, auront capacité pour jouir en commun des terres, des bois et des eaux qui leur appartiendront.

Toutes les questions relatives à des limites de terrains communaux de quelque origine qu'ils soient, relèvent de la juridiction fédérale, que ces questions soient pendantes ou qu'elles surgissent entre deux ou plusieurs centres de peuplement.

Le pouvoir exécutif fédéral pourra exiger de connaître de ces questions et proposer aux intéressés un règlement définitif. Si ceux-ci sont d'accord, la proposition du pouvoir exécutif aura force de résolution définitive et sera irrévocable. Dans le cas contraire, la ou les parties qui ne sont pas d'accord pourront porter cette proposition devant la Cour suprême de justice de la nation, sans préjudice de l'exécution immédiate de la proposition présidentielle.

La loi fixera la procédure rapide qui devra être suivie dans le règlement des différends mentionnés plus haut.

VIII. Sont déclarés nuls:

a) Toutes les aliénations de terres, d'eaux et de bois appartenant aux agglomérations, aux hameaux (*rancherías*), aux congrégations ou communautés, qui ont été effectuées par les chefs politiques, les gouverneurs des Etats, ou toute autre autorité locale, contrairement aux prescriptions de la loi du 25 juin 1856 et autres lois ou dispositions sur la matière;

b) Toutes les concessions, tous les accords ou ventes de terres, eaux et bois, réalisés par le Ministère des Travaux publics ou le Ministère des Finances ou par toute autre autorité fédérale, depuis le 1er décembre 1876 jusqu'à ce jour, et à la suite desquels ont été illégalement occupés les terrains communaux (*ejidos*), les propriétés en commun ou toutes autres propriétés, appartenant aux agglomérations, hameaux, congrégations ou communautés et centres de peuplement;

c) Toutes les opérations d'arpentage ou de bornage, les transactions, les aliénations ou les adjudications effectuées pendant la période mentionnée au paragraphe précédent, par des compagnies, des juges ou autres autorités des Etats ou de la fédération, à la suite desquelles ont été illégalement occupés les terres, les eaux et les bois des *ejidos*, des propriétés en commun ou des autres terres appartenant à des centres de peuplement.

Sont seules exceptées de la nullité précitée, les terres qui auraient été inscrites lors des distributions faites en vertu de ladite loi du 25 juin et possédées en nom propre et à titre de propriété pendant plus de dix ans, si leur superficie n'excède pas cinquante hectares.

IX. Le morcellement ou la distribution qui auraient été effectués avec apparence de légalité entre les habitants d'un centre de peuplement et dans lesquels il y aurait eu une erreur ou un vice, pourront être déclarés nuls sur la demande des trois quarts des habitants qui possèdent un quart des terrains ayant fait l'objet du morcellement, ou sur la demande d'un quart des habitants qui possèdent les trois quarts des terrains.

X. Les centres de peuplement qui ne possèdent pas d'*ejidos* ou qui ne peuvent en obtenir la restitution faute de titres de propriété, ou parce qu'ils sont dans l'impossibilité de les identifier ou parce qu'ils ont été aliénés illégalement, recevront des terres et des eaux en quantité suffisante pour constituer des *ejidos*, selon les besoins de la population et sans négliger d'allouer dans chaque cas la superficie nécessaire. A cet effet, des terres d'une superficie suffisante seront expropriées au nom du Gouvernement fédéral et seront prélevées sur les terrains contigus aux agglomérations intéressées.

La superficie ou l'unité individuelle de dotation ne devra pas être désormais inférieure à dix hectares de terres irriguées ou humides ou, à défaut, à leur équivalent en terres d'autres catégories, conformément aux dispositions du troisième alinéa du paragraphe XV du présent article.

XI. Pour permettre la mise en application des dispositions contenues dans le présent article et des lois réglementaires qui seront promulguées, il est créé:

a) Un organisme dépendant directement du pouvoir exécutif fédéral et chargé de la mise en application des lois agraires et de leur exécution;

b) Un corps consultatif composé de cinq

personnes désignées par le président de la République et qui assumera les fonctions que les lois organiques réglementaires fixeront ;

c) Une commission mixte composée d'un nombre égal de représentants de la fédération et des gouvernements locaux, ainsi que d'un représentant des paysans, dont la désignation se fera comme le prévoit la loi réglementaire applicable en pareil cas. Cette commission mixte fonctionnera dans chaque Etat, territoire et district fédéral, et assumera les fonctions déterminées par les lois organiques et réglementaires ;

d) Des comités exécutifs spéciaux pour chacun des centres de peuplement, chargés de régler les affaires agraires ;

e) Des commissariats d'*ejido*, pour chacun des centres de peuplement possédant des *ejidos*.

XII. Les demandes de restitution ou de dotation de terres ou d'eaux seront envoyées directement aux gouverneurs des Etats et des territoires.

Les gouverneurs transmettront les demandes aux commissions mixtes qui les examineront avant l'expiration du délai de péremption et feront connaître leur avis. Les gouverneurs des Etats approuveront ou modifieront les décisions des commissions mixtes et ordonneront que l'on accorde la possession immédiate des superficies qui leur paraissent adéquates. Les affaires seront ensuite portées devant le pouvoir exécutif fédéral pour qu'il puisse prendre une décision.

Quand les gouverneurs négligeront d'appliquer les dispositions de l'alinéa précédent dans le délai de péremption fixé par la loi, l'avis émis par les commissions mixtes sera considéré comme rejeté et l'affaire sera portée immédiatement devant l'exécutif fédéral.

Inversement, quand les commissions mixtes ne formuleront pas leur avis dans le délai fixé, les gouverneurs auront la faculté d'accorder des terres dans la mesure qu'il jugeront appropriée.

XIII. L'organisme dépendant du pouvoir exécutif et le corps consultatif agraire feront connaître leur avis sur l'approbation, la rectification ou la modification des avis formulés par les commissions mixtes. Le dossier sera transmis au président de la République avec les modifications qu'auront introduites les gouverneurs locaux, pour que celui-ci prenne une décision en sa qualité d'autorité suprême en matière d'agriculture.

XIV. Les propriétaires lésés par les décisions de dotation ou de restitution de terrains communaux (*ejidos*) ou d'eaux, qui auraient été prises en faveur des agglomérations ou qui pourront être prises dans l'avenir, n'auront aucun droit ni recours légal ordinaire et ne

pourront intenter le recours en protection (*amparo*).

Ceux qui seront lésés par une dotation auront seulement le droit de s'adresser au Gouvernement fédéral pour recevoir une indemnité équitable. Les intéressés devront exercer ce droit dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle la résolution applicable sera publiée dans le journal officiel de la fédération, ce délai expiré, aucune réclamation ne sera admise.

Les propriétaires ou possesseurs de domaines consacrés à la culture ou à l'élevage qui auraient déjà bénéficié ou qui bénéficieront dans l'avenir de certificats d'immunité (*inafectabilidad*) pourront introduire un recours en protection (*amparo*) contre toute confiscation ou toute affectation illégale de leurs terres ou de leurs eaux à des fins agricoles.

XV. Les commissions mixtes, les gouvernements locaux ou les autres autorités chargées de régler les questions agraires ne pourront en aucun cas porter atteinte à la petite propriété de culture ou d'élevage en exploitation, leur responsabilité sera engagée, pour violation de la constitution, s'ils concèdent des dotations portant atteinte à cette propriété.

Sera considérée comme petite propriété agricole, toute propriété en exploitation dont la superficie n'excède pas cent hectares de terrain irrigué ou humide de première catégorie, ou l'équivalent en terres d'autres catégories.

Un hectare de terre irriguée équivaldra à deux hectares de terres recevant de la pluie, à quatre hectares de pâturages d'été de bonne qualité et à huit hectares de bois ou de pâturages d'été composés de terrains arides.

Sera également considérée comme petite propriété, toute propriété dont la superficie n'excède pas deux cents hectares de terrains arrosés par la pluie ou de pâturages d'été susceptibles d'être cultivés, cent cinquante hectares de terrains consacrés à la culture du coton, s'ils sont arrosés par des eaux d'adduction ou de pompage, trois cents hectares consacrés à la culture de la banane, de la canne à sucre, du café, de l'agave, de la gomme, du cocotier, de la vigne, de l'olivier, du quinquina, de la vanille, du cacao ou des arbres fruitiers.

Toute propriété consacrée à l'élevage sera considérée comme petite propriété si sa superficie n'est pas supérieure à celle qui est nécessaire à l'entretien de cinq cents têtes de gros bétail ou de leur équivalent en petit bétail, conformément à la loi, et en tenant compte de la production fourragère des terrains.

Lorsque la qualité des terres d'une propriété a été améliorée en vue de l'agriculture ou de l'élevage à la suite de travaux exécutés par les propriétaires ou possesseurs d'une petite propriété bénéficiant d'un certificat d'immunité,

cette propriété ne peut faire l'objet d'une affectation agricole même si les maxima indiqués dans le présent paragraphe étaient dépassés, par suite de l'amélioration, pourvu que se trouvent réunies les conditions fixées par la loi.

XVI. Les terres qui doivent faire l'objet d'adjudications individuelles devront être divisées au moment précis de l'exécution des résolutions du président, conformément aux lois réglementaires.

XVII. Le congrès de l'Union et les législatures de l'Etat dans leurs juridictions respectives feront des lois pour procéder au morcellement des grandes propriétés, d'après les bases suivantes :

a) Dans chaque Etat et territoire sera fixée l'étendue maxima de terre dont peut être propriétaire un individu ou une société légalement constituée ;

b) L'excédent de l'étendue fixée devra être morcelé par le propriétaire dans le délai que fixeront les lois locales, et les parcelles seront mises en vente aux conditions que les gouvernements approuveront conformément auxdites lois ;

c) Si le propriétaire refuse de faire le morcellement, celui-ci sera effectué par le gouvernement local, par voie d'expropriation ;

d) La valeur des parcelles sera payée par annuités qui amortiront le capital et les intérêts à un taux qui ne dépassera pas 3 pour 100 par an ;

e) Le propriétaire sera tenu de recevoir des bons d'une dette spéciale créée pour garantir le paiement de la propriété expropriée. A cet effet le congrès de l'Union promulguera une loi autorisant les Etats à créer leur dette agraire ;

f) Un morcellement quelconque ne pourra être approuvé que s'il a été dûment tenu compte des besoins agraires des localités voisines. La procédure, en matière de morcellement, doit se dérouler officiellement dans le délai imparti à cet effet.

g) Les lois locales organiseront le bien de famille, en déterminant les biens qui doivent le constituer ; sur cette base, il sera inaliénable et ne pourra être saisi ni soumis à aucune charge.

XVIII. Sont déclarés revisables tous les contrats faits et les concessions accordées par les gouvernements antérieurs depuis l'année 1876, qui auraient eu comme conséquence l'accaparement de terres, eaux et richesses naturelles de la nation par une personne ou par une société ; le pouvoir exécutif de l'Union est autorisé à les déclarer nuls lorsqu'ils comportent de graves préjudices pour l'intérêt public.

Art. 28. — Dans les Etats-Unis mexicains il

n'y aura pas de monopoles, de quelque genre que ce soit, ni d'exemption d'impôts, ni de prohibition au titre de protection de l'industrie ; sont exceptés uniquement les monopoles relatifs à la frappe de la monnaie, aux postes, télégraphes, à la radiotélégraphie, à l'émission de billets par une seule banque qui sera contrôlée par le Gouvernement fédéral, aux privilèges qui seront accordés pour un temps limité aux auteurs et artistes pour la reproduction de leurs œuvres et à ceux qui seront accordés, pour l'usage exclusif de leurs découvertes, aux auteurs d'inventions et de perfectionnement représentant une réelle amélioration.

En conséquence la loi punira sévèrement, et les autorités poursuivront de façon effective, toute concentration ou tout accaparement, fait par une personne ou par un petit nombre d'individus, d'articles de première nécessité, et qui aurait pour but de provoquer la hausse des prix, tout acte qui écarte ou tend à écarter la libre concurrence dans la production, l'industrie ou le commerce, ou dans les services au public ; tout accord ou combinaison, quel que soit son procédé, de producteurs, industriels, commerçants et entrepreneurs de transports ou de tout autre service, pour éviter la concurrence entre eux et obliger les consommateurs à payer des prix exagérés et, en général, tout ce qui constituerait un avantage exclusif indu au bénéfice d'une ou plusieurs personnes déterminées et au préjudice de l'ensemble du public ou d'une classe sociale.

Ne constituent pas des monopoles les associations de travailleurs formées pour protéger leurs propres intérêts.

Ne constituent pas non plus des monopoles les associations ou sociétés coopératives de producteurs qui, pour la défense de leurs intérêts ou dans l'intérêt général, vendent directement sur les marchés étrangers les produits nationaux ou industriels qui constituent la principale source de richesse de la région où ils sont produits, et qui ne sont pas des articles de première nécessité, pourvu que ces associations se trouvent sous la surveillance ou la protection du Gouvernement fédéral ou des Etats et qu'elles aient obtenu à cet effet, dans chaque cas, l'autorisation des législatures respectives. Ces mêmes législatures, soit d'elles-mêmes, soit sur la proposition de l'exécutif, pourront retirer, lorsque les besoins publics l'exigeront, les autorisations accordées pour la formation des associations dont il s'agit.

Art. 29. — Dans les cas d'invasion, de perturbation de la paix publique ou de toute autre cause mettant la société en danger ou conflit sérieux, seul le Président de la République mexicaine, d'accord avec le Conseil des Ministres et avec l'approbation du Congrès de

l'Union et, au cas où celui-ci ne serait pas réuni, de la commission permanente, pourra suspendre dans tout le pays ou dans un endroit déterminé les garanties qui empêcheront de faire face, d'une façon rapide et facile, à la situation, mais il devra le faire pour un temps limité, au moyen de dispositions générales et sans que la suspension se limite à un individu déterminé. Si la suspension a lieu lorsque le Congrès se trouve réuni, celui-ci accordera les autorisations qu'il estimera nécessaires pour que l'exécutif puisse faire face à la situation. Si la suspension a lieu alors que le Congrès n'est pas réuni, il sera convoqué sans délai pour qu'il accorde les susdites autorisations.

Chapitre II

DES MEXICAINS

Art. 31. — Les Mexicains sont tenus :

I. De faire que leurs enfants ou pupilles, âgés de moins de quinze ans, fréquentent les écoles publiques ou privées, afin de recevoir l'éducation primaire élémentaire et militaire pendant le temps fixé par la loi de l'instruction publique dans chaque État ;

II. D'être présents aux jours et aux heures fixés par le conseil municipal du lieu où ils résident pour recevoir l'instruction civique et militaire qui les rendra aptes à exercer les droits de citoyen, pour être formés au maniement des armes et instruits des disciplines militaires ;

III. De s'enrôler et de servir dans la garde nationale, conformément à la loi organique, pour assurer et défendre l'indépendance, le territoire, l'honneur, les droits et les intérêts de la patrie, ainsi que la tranquillité et l'ordre intérieurs ;

IV. De contribuer aux dépenses publiques, tant de la fédération que de l'État et du municipal où ils résident, dans la mesure proportionnelle et équitable que fixeront les lois.

Art. 32. — A égalité de conditions, les Mexicains seront préférés aux étrangers pour toute espèce de concessions et pour tous les emplois, charges ou commissions du Gouvernement pour lesquels la qualité de citoyen n'est pas indispensable. En temps de paix aucun étranger ne pourra servir dans l'armée, ni dans les forces de police ou de sûreté publique.

Pour faire partie de la marine ou de l'aviation nationales de guerre et pour y exercer un emploi ou une commission quelconque, il est indispensable d'être Mexicain par la naissance. Cette même qualité sera indispensable chez les capitaines, pilotes, patrons, premiers mécaniciens et, d'une manière générale, tous les membres de l'équipage des bateaux ou aéronefs marchands battant pavillon mexicain. Il est également indispensable d'être

citoyen mexicain par la naissance pour remplir des fonctions de capitaine du port ou des fonctions se rapportant au pilotage, ou celles de commandant d'aérodrome ou d'inspecteur des douanes de la République.

Chapitre III

DES ETRANGERS

Art. 33. — Sont étrangers ceux qui ne possèdent pas les qualités déterminées dans l'article 30. Ils ont droit aux garanties qu'accorde le chapitre premier, titre premier, de la présente constitution, mais le pouvoir exécutif de l'Union a le pouvoir exclusif d'expulser du territoire national, immédiatement et sans jugement préalable, tout étranger dont il estime que le séjour présente des inconvénients.

Les étrangers ne pourront s'immiscer, de quelque façon que ce soit, dans les affaires politiques du pays.

TITRE III

Chapitre IV

DU POUVOIR JUDICIAIRE

Art. 103. — Les tribunaux de la fédération résoudront toute contestation qui pourrait survenir :

I. En raison des lois et des actes de l'autorité qui violeraient les garanties individuelles ;

II. En raison des lois ou des actes de l'autorité qui porteraient une atteinte ou une restriction à la souveraineté des États ;

III. En raison des lois ou des actes des autorités des États qui empièteraient sur le domaine de l'autorité fédérale.

Art. 107. — Toutes les contestations visées à l'article 103 suivront leur cours sur la requête de la partie lésée, au moyen de procédures et de formes d'ordre juridique à établir par une loi qui devra se conformer aux principes suivants :

I. La sentence sera toujours telle qu'elle s'applique seulement à des individus particuliers, en se bornant à les sauvegarder et les protéger dans le cas spécial auquel se réfère la plainte, sans faire de déclaration générale relativement à la loi ou à l'acte qui la motive ;

II. Dans les procès civils ou criminels, sauf les cas de la règle IX, la demande de protection (*amparo*) ne sera ouverte qu'au sujet des sentences définitives contre lesquelles n'existe aucun recours ordinaire grâce auquel elles puissent être réformées ou modifiées et à la condition que la violation de la loi soit réalisée par elles, ou, si elle a été commise durant le cours de la procédure, qu'elle ait été dénoncée en temps utile et qu'une protestation ait été élevée contre le refus de la réparer et que, quand elle a été commise en première instance,

elle ait été relevée en seconde instance par voie de plainte en appel.

Nonobstant cette règle, la Cour suprême pourra suppléer au défaut de la plainte dans un jugement pénal, lorsqu'elle reconnaîtra qu'il y a eu, au détriment du plaignant, une violation manifeste de la loi qui l'a laissé sans défense, ou qu'il a été jugé par application d'une loi qui n'est pas exactement applicable à l'affaire, et que c'est seulement par maladresse que la violation de la loi n'a pas été dûment combattue;

III. Dans les jugements civils ou pénaux, l'*amparo* ne sera admis contre la violation des lois de procédure que lorsque cette violation affectera les parties substantielles de la procédure et de manière telle que leur infraction laisse le plaignant sans défense;

IV. Dans une affaire civile, quand il est demandé contre la sentence définitive, l'*amparo* ne sera possible, outre le cas de la règle précédente, que si, les conditions de la deuxième règle étant remplies, ladite sentence est contraire à la lettre de la loi applicable à l'affaire ou à son interprétation juridique, comprend des personnes, des actions, des exceptions ou toutes, par omission ou refus formel.

Quand l'*amparo* est formé contre des résolutions non définitives, selon les dispositions de l'alinéa précédent, ces règles seront observées dans la mesure où elles seront appropriées;

V. Dans les jugements pénaux, l'exécution de la sentence définitive contre laquelle l'*amparo* est demandé sera suspendue par l'autorité responsable; à cette fin, le plaignant lui communiquera, dans le délai fixé par la loi, et sous la promesse formelle de dire la vérité, la formation du recours, en y joignant deux copies, l'une pour le dossier et l'autre pour être remise à la partie adverse;

VI. Dans les jugements civils, l'exécution de la sentence définitive ne sera suspendue que si le plaignant fournit caution pour le paiement des dommages et intérêts que la suspension pourrait occasionner, à moins que l'autre partie ne fournisse une contre-caution pour assurer la remise des choses en l'état où elles se trouveraient si l'*amparo* était accordé, et pour payer les dommages et intérêts auxquels il y aurait lieu. Dans ce cas, la formation du recours devra être annoncée, ainsi que le prescrit la règle précédente;

VII. Au cas de dessein de former l'*amparo* contre une sentence définitive, demande sera faite à l'autorité responsable d'une copie certifiée des preuves invoquées par le plaignant; il y sera ajouté les preuves invoquées par l'autre partie, la même autorité responsable devra exposer dans cette copie, de façon brève et claire,

les raisons qui justifient l'acte attaqué et dont une note sera jointe au dossier;

VIII. Lorsque l'*amparo* sera demandé contre une sentence définitive, il sera formé directement devant la Cour suprême, en présentant la demande écrite avec la copie visée à la règle précédente, ou en la remettant par l'intermédiaire de l'autorité responsable ou du juge de district de l'Etat que l'affaire concerne. La Cour prononcera la sentence sans autre formalité ni démarche que l'écrit par lequel a été formé le recours, celui-ci étant produit par la partie adverse et par le procureur général ou l'agent désigné à cet effet, et sans comprendre d'autre question légale que celle contenue dans la plainte;

IX. Lorsqu'il s'agira d'actes d'une autorité autre que l'autorité judiciaire, ou d'actes de cette dernière exécutés en dehors d'une instance judiciaire ou après sa terminaison, ou d'actes intervenant dans l'instance dont l'exécution serait impossible à réparer ou intéresserait des personnes étrangères au jugement, l'*amparo* sera formé devant le juge de district dans la juridiction duquel se trouve le lieu où l'acte attaqué doit s'exécuter ou est en voie d'exécution; les démarches se borneront au rapport fait par l'autorité, dans une audience pour laquelle la citation sera faite dans l'écrit même où le rapport est demandé et qui aura lieu dans le plus bref délai; à cette audience seront reçues les preuves offertes par les parties intéressées, entendues leurs allégations, qui ne pourront excéder une heure chacune, et la sentence prononcée. La sentence sera exécutoire si les intéressés ne recourent pas à la Cour suprême dans le délai fixé par la loi et de la manière indiquée par la règle VIII.

Contre la violation des garanties des articles 16, 19 et 20, la réclamation sera portée devant le supérieur du tribunal qui l'aurait commise ou devant le juge de district compétent; dans l'un et l'autre cas, un recours pourra être formé devant la cour contre la décision rendue.

Si le juge de district ne réside pas dans le même lieu que l'autorité responsable, la loi déterminera le juge auquel devra être présentée la requête d'*amparo* et qui pourra suspendre provisoirement l'acte contre lequel la réclamation est dirigée, dans les cas et aux conditions établies par la même loi;

X. L'autorité responsable sera mise à la disposition de l'autorité compétente quand elle ne suspendra pas l'acte attaqué, alors qu'elle était tenue de le faire, et quand elle admettra une caution qui se révélera insuffisante ou illusoire; dans ces deux derniers cas, l'autorité sera solidairement responsable, civilement et pénalement, avec celui qui aura offert la caution et celui qui l'aura fournie;

XI. Si, après que l'*amparo* a été accordé, l'autorité responsable prétend faire à nouveau l'acte attaqué ou tente d'éluder la sentence de l'autorité fédérale, elle sera immédiatement privée de ses fonctions et mise à la disposition du juge de district compétent pour être jugée;

XII. Les directeurs de prisons et gardiens qui n'auraient pas reçu une copie autorisée du mandat d'emprisonnement d'un détenu dans les soixante-douze heures fixées à l'article 19, comptées à partir du moment où le détenu est à la disposition de son juge, devront appeler l'attention de ce dernier sur ce cas particulier, dès que ledit délai sera expiré et, s'ils ne reçoivent pas la copie ci-dessus mentionnée dans les trois heures suivantes, mettre le détenu en liberté.

Ceux qui contreviendraient à l'article cité et à cette dernière disposition seront immédiatement mis à la disposition de l'autorité compétente.

Sera également mis à la disposition de l'autorité ou d'un de ses agents celui qui, ayant effectué une arrestation, ne mettrait pas le détenu à la disposition de son juge dans les vingt-quatre heures suivantes.

Si la détention a lieu en dehors de l'endroit où réside le juge, ce délai sera augmenté du temps nécessaire pour parcourir la distance existant entre la résidence du juge et le lieu de la détention.

TITRE VI

DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Art. 123. — Le Congrès de l'Union et les législatures des états devront édicter des lois sur le travail, fondées sur les besoins de chaque région, sans contrevenir aux bases suivantes, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans et, d'une manière générale, tout contrat de travail:

I. La durée de la journée de travail maxima sera de huit heures;

II. La journée maxima de travail de nuit sera de sept heures.

Sont prohibés les travaux malsains ou dangereux pour les femmes en général et pour les jeunes gens de moins de seize ans. Est de même prohibé pour les uns et pour les autres le travail nocturne industriel et, dans les établissements commerciaux, le travail après dix heures du soir;

III. La journée maxima des jeunes gens âgés de plus de douze et de moins de seize ans sera de six heures. Le travail des enfants âgés de moins de douze ans ne pourra pas être l'objet d'un contrat;

IV. — Pour chaque six jours de travail, le travailleur devra jouir d'au moins un jour de repos;

V. Pendant les trois mois qui précéderont l'accouchement, les femmes ne pourront pas se livrer à des travaux physiques qui exigeraient un effort matériel considérable. Pendant le mois qui suivra l'accouchement, elles jouiront d'un repos obligatoire, elles devront toucher leur salaire complet et conserver leur emploi et les droits qu'elles auraient acquis par leur contrat. Pendant la période de l'allaitement, elles auront deux repos extraordinaires par jour, d'une demi-heure chacun, pour donner le sein à leurs enfants;

VI. Le salaire minimum dont devra jouir le travailleur sera celui qui sera considéré comme suffisant, étant données les conditions de chaque région, pour satisfaire aux besoins normaux de la vie de l'ouvrier, à son éducation et aux délassements honnêtes, en le considérant comme père de famille. Dans toute entreprise agricole, commerciale, manufacturière ou minière, les travailleurs auront droit à une participation aux bénéfices, laquelle sera réglée comme il est indiqué au paragraphe IX.

VII. A travail égal doit correspondre un salaire égal, sans égard au sexe ou à la nationalité;

VIII. Le salaire minimum est exempté de saisie, compensation ou retenue;

IX. La fixation du type de salaire minimum et de la participation aux bénéfices visés au paragraphe VI sera faite par des commissions spéciales qui se formeront dans chaque municipalité et qui seront subordonnées à l'assemblée centrale de conciliation qui sera établie dans chaque Etat. En l'absence de ces commissions, le salaire minimum sera fixé par l'assemblée centrale de conciliation;

X. Le salaire devra être payé exactement en monnaie ayant cours légal; il n'est pas permis de le payer en marchandises, ni avec des bons, fiches ou tel autre signe représentatif qui prétendrait remplacer la monnaie;

XI. Lorsque, à raison de circonstances extraordinaires, les heures de la journée de travail devront être augmentées, le salaire pour le temps supplémentaire sera supérieur de 100 pour 100 à celui qui a été fixé pour les heures normales. En aucun cas, le travail extraordinaire ne pourra dépasser trois heures par jour ni être répété plus de trois jours consécutifs. Les hommes de moins de seize ans et les femmes de n'importe quel âge ne seront pas admis à cette classe de travaux;

XII. Dans toute entreprise agricole, industrielle, minière ou dans tout autre genre de travail, les patrons seront tenus de procurer aux travailleurs des logis commodes et hygiéniques, pour lesquels ils pourront percevoir un revenu qui ne dépassera pas mensuellement un demi pour cent de la valeur cadastrale des

propriétés. Ils devront également établir des écoles, des infirmeries et autres services nécessaires à la communauté. Si ces entreprises sont situées dans les agglomérations, et si elles occupent un nombre d'ouvriers supérieur à 100, les patrons seront tenus à la première des obligations susdites;

XIII. En outre, dans ces mêmes centres de travail, si le nombre des ouvriers est supérieur à 200, une étendue de terrain qui ne sera pas moindre de 5.000 mètres carrés devra être réservée pour l'établissement de marchés publics, l'installation d'édifices destinés aux services municipaux et de centres de récréation. Dans tout centre de travail il est défendu d'établir des débits de boissons enivrantes et des maisons de jeux de hasard;

XIV. Les chefs d'entreprises sont responsables des accidents du travail et des maladies professionnelles des travailleurs survenues en raison de ou pendant l'exercice de la profession ou du travail exécuté; en conséquence, les patrons devront payer l'indemnité à laquelle il y aura lieu, selon que l'accident aura entraîné la mort ou simplement une incapacité temporaire ou permanente de travail, conformément aux dispositions de la loi. Cette responsabilité subsistera même dans le cas où le patron aurait loué le travail par un intermédiaire;

XV. Le patron sera tenu d'observer, dans l'installation de ses établissements, les prescriptions légales sur l'hygiène et la salubrité, et d'adopter les mesures adéquates pour éviter les accidents dans l'usage des machines, instruments et matériel de travail, ainsi que d'organiser celui-ci de façon telle que soit assuré, pour la santé et la vie des travailleurs, le maximum de garantie compatible avec la nature de l'entreprise, et ce sous les peines établies par les lois;

XVI. Tant les ouvriers que les chefs d'entreprise auront le droit de se coaliser pour la défense de leurs intérêts respectifs, en constituant des syndicats, des associations professionnelles, etc.;

XVII. Les lois reconnaîtront comme un droit des ouvriers et des patrons les grèves et les lock-outs;

XVIII. Les grèves seront licites lorsqu'elles auront pour but d'obtenir l'équilibre entre les divers facteurs de la production, en mettant en harmonie les droits du travail et ceux du capital. Dans les services publics, les travailleurs seront tenus de prévenir dix jours à l'avance l'assemblée de conciliation et d'arbitrage de la date fixée pour la suspension du travail. Les grèves seront considérées comme illicites dans les cas seulement où la majorité des grévistes exercerait des actes de violence

contre les personnes ou les propriétés ou, en cas de guerre, lorsque lesdites personnes ou propriétés appartiendront à des établissements et services dépendant du Gouvernement. Les ouvriers des établissements industriels militaires du Gouvernement de la République ne seront pas compris dans les dispositions de ce paragraphe, étant assimilés à l'armée nationale;

XIX. Les lock-outs ne seront licites que lorsque l'excès de production rendra nécessaire la suspension du travail pour maintenir les prix dans une limite rémunératrice, et après approbation de l'assemblée de conciliation et d'arbitrage;

XX. Les différends et les conflits entre le capital et le travail seront soumis à la décision d'une assemblée de conciliation et d'arbitrage, composée en nombre égal de représentants des ouvriers et des patrons et d'un représentant du Gouvernement;

XXI. Si le patron refuse de soumettre ses différends à l'arbitrage ou d'accepter la sentence prononcée par l'assemblée, le contrat de travail sera considéré comme ayant pris fin, et le patron tenu d'indemniser l'ouvrier par le paiement de trois mois de salaire, outre la responsabilité que le conflit pourrait entraîner pour lui. Si le refus venait des travailleurs, le contrat de travail sera considéré comme ayant pris fin;

XXII. Le patron qui renverrait un ouvrier sans motif justifié, ou parce qu'il est entré dans une association ou un syndicat, ou parce qu'il a pris part à une grève licite, sera tenu, au choix du travailleur, d'exécuter le contrat ou de lui payer trois mois de salaire à titre d'indemnité. Il sera astreint à la même obligation lorsque l'ouvrier quittera son service pour manque de probité de la part du patron, ou pour en avoir subi de mauvais traitements, soit en sa propre personne, soit en celle de son conjoint, de ses parents, de ses enfants, de ses frères. Le patron ne pourra pas décliner cette responsabilité, lorsque les mauvais traitements proviendront de subordonnés ou de proches ayant agi avec son consentement ou sa tolérance;

XXIII. En cas de concours entre créanciers ou de faillite, les créances des travailleurs pour salaires et appointements échus au cours de la dernière année, et pour indemnités, auront la préférence sur toutes autres;

XXIV. Le travailleur sera seul responsable des dettes contractées envers ses patrons, les associés de celui-ci, les membres de sa famille ou ses subordonnés; en aucun cas, et pour aucun motif, elles ne pourront être exigées des membres de la famille de l'ouvrier, et la somme exigible du travailleur ne pourra pas dépasser le montant de son salaire d'un mois;

XXV. Le service pour le placement des

travailleurs sera gratuit pour ceux-ci, qu'il ait lieu par des offices municipaux, par des bourses du travail ou par toute autre institution officielle ou particulière;

XXVI. Tout contrat de travail conclu entre un Mexicain et un chef d'entreprise étranger devra être légalisé par l'autorité municipale compétente et visé par le consul de la nation où le travailleur devra se rendre; en plus des clauses ordinaires, ce contrat spécifiera clairement que les frais de rapatriement seront à la charge du chef d'entreprise contractant;

XXVII. Seront nulles, et n'obligeront pas les contractants, malgré qu'elles soient spécifiées dans le contrat, les conditions suivantes:

a) Celles qui stipuleraient une journée de travail inhumaine par l'excès de la durée, étant donné le genre de travail;

b) Celles qui fixeraient un salaire non rémunérateur, d'après l'avis des assemblées de conciliation et d'arbitrage;

c) Celles qui stipuleraient un délai de plus d'une semaine pour la perception du salaire;

d) Celles qui indiqueraient un lieu de plaisir, hôtel, café, débit de boissons, cantine ou boutique pour le paiement du salaire quand il ne s'agit pas d'individus employés dans ces établissements;

e) Celles qui comporteraient l'obligation directe ou indirecte d'acquérir les articles de consommation dans les magasins ou endroits déterminés;

f) Celles qui permettraient de retenir le salaire à titre d'amende;

g) Celles qui constitueraient une renonciation par l'ouvrier aux indemnités auxquelles il a droit pour accident du travail, maladies professionnelles, dommages occasionnés par l'exécution du contrat ou pour licenciement;

h) Toutes les autres stipulations impliquant la renonciation à un droit établi en faveur de l'ouvrier dans les lois de protection et d'aide aux travailleurs;

XXVIII. Les lois détermineront les biens constitutifs du patrimoine de la famille, qui seront inaliénables, ne pourront être soumis à des charges réelles ni à saisies et seront transmissibles à titre d'héritage avec simplification des formalités des jugements de succession;

XXIX. L'établissement de la loi sur la sécurité sociale sera considérée comme présentant un intérêt public. Cette loi portera sur les assurances, sur la vie, contre l'invalidité, contre le chômage involontaire, contre la maladie et les accidents, elle portera également sur d'autres buts analogues.

XXX. Seront de même considérées d'utilité publique les sociétés coopératives pour la construction de maisons à bon marché et hygié-

niques, destinées à être acquises en propriété par les travailleurs, et payables à tempérament.

XXXI. L'application de la législation du travail ressortit à la compétence des autorités des Etats, dans leurs juridictions respectives; toutefois, elle relève de la compétence exclusive des autorités fédérales pour les questions qui ont trait à l'industrie textile, électrique ou cinématographique, à l'industrie du caoutchouc ou du sucre, aux mines, à la fabrication des hydrocarbures, aux chemins de fer et aux entreprises administrées directement ou indirectement par le Gouvernement fédéral, aux entreprises qui fonctionnent en vertu d'un contrat ou d'une concession du Gouvernement fédéral, et aux industries qui se rattachent aux précédentes, aux entreprises dont l'activité s'exerce dans les zones fédérales et dans les eaux territoriales, aux conflits qui intéressent deux ou plusieurs entités appartenant à la fédération, aux contrats collectifs déclarés obligatoires dans plus d'une entité de la fédération, et enfin, aux obligations qui incombent aux employeurs, conformément aux dispositions de la loi en cette matière.

TITRE VII

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 130. — Il appartient aux pouvoirs fédéraux d'exercer, en matière de culte religieux et de discipline externe, l'intervention déterminée par les lois. Les autres autorités agiront comme auxiliaires de la fédération.

Le Congrès ne peut pas faire de lois établissant ou prohibant une religion quelconque.

Le mariage est un contrat civil. Celui-ci et les autres actes de l'état civil des personnes sont de la compétence exclusive des fonctionnaires et autorités de l'ordre civil dans les conditions fixées par les lois, et ils auront la force et la validité que les lois leur attribueront.

La simple promesse de dire la vérité et de tenir les engagements contractés soumet celui qui la fait, s'il ne la tient pas, aux peines dont la loi punit cette faute.

La loi ne reconnaît aucune personnalité aux groupements religieux dénommés églises.

Les ministres des cultes seront considérés comme des personnes exerçant une profession, et seront directement soumis aux lois édictées en cette matière.

Les législatures des Etats n'auront d'autre pouvoir que celui de fixer, selon les besoins locaux le nombre maximum de ministres des cultes.

Pour exercer au Mexique le ministère d'un culte quelconque il faut être Mexicain par la naissance.

Les ministres des cultes ne pourront jamais, en réunion, publique ou privée, constituée en assemblée, ni dans des actes du culte ou de

propagande religieuse, critiquer les lois fondamentales du pays, des autorités en particulier ou le Gouvernement en général; ils n'auront pas le droit de vote actif ni passif, ni celui de s'associer pour des buts politiques.

L'affectation au culte de nouveaux locaux ouverts au public nécessite la permission du secrétariat du Gouvernement, le Gouvernement de l'Etat préalablement entendu. Il devra y avoir dans chaque temple une personne qui en aura la charge et qui sera responsable devant l'autorité de l'accomplissement des lois sur la discipline religieuse dans ledit temple et des objets appartenant au culte.

L'individu chargé de chaque temple, assisté de dix autres personnes domiciliées dans la localité, fera connaître de suite à l'autorité municipale quelle est la personne chargée dudit temple. Avis de tout changement sera donné par le ministre qui cesse d'exercer sa fonction, accompagné du nouveau ministre et de dix personnes domiciliées dans la localité. L'autorité municipale, sous peine de destitution et d'une amende qui pourra atteindre mille piastres, veillera à l'accomplissement de cette disposition; sous la même peine elle tiendra un registre des temples et un autre de ceux qui en sont chargés. L'autorité municipale notifiera au secrétariat du Gouvernement, par l'intermédiaire du gouverneur de l'Etat, toute permission donnée pour ouvrir au public un nouveau temple, ou tout changement de l'individu chargé d'un temple. Dans l'intérieur des temples pourront être reçus des dons en objets mobiliers.

Sous aucun prétexte, il ne sera accordé d'équivalence, octroyé de dispense, ni fait aucune autre formalité, qui aurait pour but de donner validité dans l'enseignement officiel à des études faites dans les établissements des-

tinés à l'enseignement professionnel des ministres des cultes. L'autorité qui enfreindrait cette disposition serait pénalement responsable, et les susdites dépenses ou formalités nulles et entraînant la nullité du titre professionnel pour l'obtention duquel cette règle aurait été enfreinte.

Les publications périodiques présentant un caractère confessionnel, soit par leur programme, soit par leur titre ou simplement par leurs tendances ordinaires, ne pourront pas commenter les questions politiques nationales, ni publier d'informations sur les actes des autorités du pays ou de particuliers se rapportant directement au fonctionnement des institutions publiques.

Est strictement défendue la formation de toute espèce de groupements politiques dont le titre comprendrait un mot ou une indication quelconque ayant rapport à quelque confession religieuse. Dans les temples ne pourront être tenues des réunions de caractère politique.

Aucun ministre d'un culte quelconque ne pourra hériter, par lui-même ni par personne interposée, d'un immeuble occupé par une association de propagande religieuse ou poursuivant un but religieux ou de bienfaisance. Les ministres des cultes sont frappés d'incapacité légale pour être héritiers par testament des ministres du même culte ou d'un particulier dont ils ne seraient pas parents au quatrième degré.

Les biens, meubles et immeubles, du clergé ou des associations religieuses seront régis, en ce qui concerne leur acquisition par des particuliers, par les dispositions de l'article 27 de cette constitution.

Les procès pour infraction aux règles précédentes ne seront jamais soumis au jury.

LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES FONDAMENTALES DANS LA LEGISLATION DU MEXIQUE

Etant donné que les normes fondamentales de la législation mexicaine en ce qui concerne les droits de l'homme — dont le respect et l'encouragement figurent parmi les buts des Nations Unies — se trouvent incorporées dans la constitution mexicaine elle-même, il m'a paru utile de faire tout d'abord un exposé succinct des antécédents de cette constitution, d'énoncer ensuite sommairement les principales dispositions qu'elle renferme sur la matière et de terminer en me référant aux autres lois mexicaines destinées à développer et à mettre en vigueur les dispositions constitutionnelles en question, spécialement la loi d'*amparo*.

ANTECEDENTS DE LA CONSTITUTION DE 1917

Outre les sources d'un caractère plutôt his-

torique que politique (le plan de Iguala du 24 février 1821, les traités de Córdoba du 24 août 1821 et l'Acte de l'indépendance du 28 septembre 1821) ainsi que deux textes législatifs (les sept lois constitutionnelles de 1836 et les Bases organiques du 12 juin 1843) qui, par leur origine illégitime et leur éphémère durée n'ont eu aucune influence sur le développement constitutionnel mexicain, il faut citer comme antécédents de la constitution actuellement en vigueur les trois constitutions suivantes:

L'Acte constitutif de la fédération mexicaine du 31 janvier 1824; la Constitution fédérale des Etats-Unis du Mexique du 4 octobre 1824 (qui, après avoir été supprimée par la violence en 1836, fut rétablie par décret le 22 août 1846 et complétée par un acte

d'amendement le 21 mai 1847) et la Constitution du 5 février 1857.

C'est cette dernière qui peut, à juste titre, être considérée comme l'antécédent dont l'influence fut considérable sur la constitution en vigueur du point de vue des droits de l'homme, puisque les deux autres textes constitutionnels cités plus haut ne contiennent que peu de chose sur cette matière.

La Constitution de 1857 diffère cependant de celle de 1917 par son caractère nettement individualiste. Elle était imbue de l'esprit du libéralisme du XIX^e siècle et, dans son souci excessif des droits de l'individu, elle oubliait presque complètement les intérêts généraux de la collectivité. La Constitution de 1917, par contre, a essayé de rétablir l'équilibre entre les droits de la personne et ceux de la société. Elle constitue à ce point de vue un texte constitutionnel qui peut être considéré à juste titre comme un précurseur des tendances sociales avancées d'aujourd'hui dans ce domaine.

LA CONSTITUTION DE 1917

La constitution mexicaine actuelle, entrée en vigueur le 1^{er} mai et remplaçant celle de 1857, consacre aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, comme pour bien marquer l'importance qu'elle y attache, tout son chapitre premier (articles 1-29). Les articles 31, 32, 33, 103, 107, 123 (ce dernier destiné à établir constitutionnellement les bases pour une législation juste en ce qui concerne le travail et la prévoyance sociale) et l'article 130 (qui s'occupe de la réglementation des cultes religieux) traitent aussi de divers aspects de ces mêmes droits et libertés et figurent tous reproduits intégralement en traductions anglaise et française dans le présent volume.

LES LOIS SPECIALES ET LA PROCEDURE D'AMPARO

Les dispositions constitutionnelles en question ont été développées et réglementées dans une série de lois organiques et de lois réglementaires (loi du travail, loi de la presse, loi d'*amparo*, loi électorale, etc.) dont il a fallu renoncer à reproduire les textes dans ce volume, étant donné leur étendue et les dimensions nécessairement restreintes de la présente com-

pilation. Je ne voudrais cependant pas terminer cette introduction sans ajouter quelques mots quant à la procédure de l'*amparo* qui présente des caractéristiques tout à fait spéciales. Elle remonte à la Constitution de 1857 dans laquelle on l'a prévue pour la première fois, afin d'assurer dans la pratique le respect des droits de l'homme au moyen de l'*amparo* (qui en espagnol veut dire protection).

Le texte actuel de la loi d'*amparo* qui précise et développe les prescriptions constitutionnelles des articles 103 et 107, a été publié au *Journal officiel* le 10 janvier 1936, remplaçant la loi qui avait été en vigueur auparavant sous le nom de "loi réglementaire des articles 103 et 104 de la constitution fédérale" en date du 18 octobre 1919.

La procédure de l'*amparo* est similaire à celle de l'*habeas corpus* des pays anglosaxons, mais elle a un champ d'application beaucoup plus large, étant donné qu'elle protège l'individu non seulement contre une arrestation illégale, mais aussi contre la violation de n'importe quel droit de l'homme. Elle constitue en même temps un remède à l'invasion de la juridiction des états fédérés par les autorités fédérales et vice versa.

Il serait hors de propos d'essayer de faire ici une étude approfondie de l'*amparo*. Ceux qui désireraient avoir à cet égard des notions plus complètes peuvent recourir avec profit à l'étude publiée par M. Carlos Sanchez Mejorada sous le titre *The Writ of Amparo-Mexican procedure to protect human rights* dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, de janvier 1946.

Il convient finalement de faire remarquer que la plupart des Etats fédérés de la République mexicaine ont aussi dans leurs constitutions locales des dispositions concernant les droits de l'homme, mais que toutes les dispositions en question ne font que reproduire partiellement celles de la constitution fédérale dont elles se sont inspirées.¹

Alfonso GARCÍA ROBLES,
*Directeur de la division générale
des affaires politiques du Conseil de sécurité,
ancien ministre plénipotentiaire du Mexique.*

¹ Note de la rédaction: Ces dispositions seront reproduites dans la prochaine édition de l'Annuaire.

du 5 janvier 1911

TITRE II

LES DROITS PUBLICS

Art. 5. — Les Monégasques sont égaux devant la loi. Il n'y a pas entre eux de privilèges.

Sont Monégasques :

1. Tout individu né, dans la principauté ou à l'étranger d'un père monégasque.

L'enfant naturel, dont la filiation est établie pendant sa minorité par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui de ses parents à l'égard duquel elle a été d'abord constatée. Si elle résulte, à l'égard du père et de la mère, d'actes ou de jugements concomitants, l'enfant suit la nationalité du père ;

2. La femme étrangère qui épouse un sujet monégasque ;

3. Tout étranger naturalisé.

La naturalisation est accordée par ordonnance souveraine, après enquête sur la moralité et la situation du postulant.

Peuvent être naturalisés :

a) L'étranger qui justifie d'une résidence de dix années dans la principauté, après qu'il a atteint l'âge de vingt et un ans accomplis.

b) L'étranger qui a obtenu du prince l'autorisation d'établir son domicile dans la principauté, conformément à l'article 18 du code civil, après trois ans de domicile à dater de la promulgation de l'ordonnance d'autorisation.

Il n'est pas porté atteinte aux droits acquis jusqu'à ce jour.

Art. 6. — La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

Art. 7. — Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Art. 8. — Le domicile est inviolable ; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 9. — La propriété est inviolable. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 10. — La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Art. 11. — Nul ne peut être contraint de concourir, d'une manière quelconque, aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos.

Art. 12. — Les Monégasques ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à une autorisation préalable. Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements en plein air qui restent entièrement soumis aux lois de police.

Art. 13. — Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions, signées par une ou plusieurs personnes.

Art. 14. — Un tribunal suprême est institué pour statuer sur les recours ayant pour objet une atteinte aux droits et libertés consacrés par le présent titre.

¹ Dareste, *op. cit.*, vol. II, p. 189-200.

REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE

Il n'a pas été possible d'obtenir une traduction authentique, dans l'une des langues officielles des Nations Unies, des articles relatifs aux droits de l'homme de la Constitution de la

République populaire de Mongolie du 30 juin 1940 à temps pour qu'ils fussent publiés dans cet Annuaire. Ces articles seront publiés l'année prochaine.

NICARAGUA

CONSTITUTION POLITIQUE DU NICARAGUA¹

du 22 mars 1939

TITRE IV

DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Chapitre I

DES GARANTIES NATIONALES

Art. 34. — La constitution et les lois protègent et obligent également tous les habitants de la République. On ne pourra édicter de lois spéciales que si les circonstances l'exigent.

Art. 35. — Les autorités sont établies pour garantir à tous les habitants du Nicaragua la vie, l'intégrité de leur personne, leur bon renom et leur réputation et pour assurer le droit de posséder des biens et l'accomplissement des devoirs sociaux de l'Etat et des particuliers.

Art. 36. — La vie humaine est inviolable au Nicaragua; mais, en attendant l'établissement du système pénitentiaire, la peine de mort est applicable dans les cas déterminés par la loi, aux traîtres à la Patrie au cours d'une guerre étrangère; aux coupables d'un délit grave d'ordre purement militaire; aux parricides; aux incendiaires; aux bandits de grands chemins; aux pirates et aux assassins.

Art. 37. — Ce n'est que pour une raison d'intérêt ou de service public, et en vertu d'une loi qu'on peut créer des impôts et exempter de leur paiement en tout ou partie.

Art. 38. — La loi ne reconnaît aucun privilège personnel en matière d'impôts et pour les autres charges publiques.

Les impôts et contributions s'appliqueront proportionnellement aux avoirs ou suivant la progression ou d'après la méthode fixée par la loi.

Le système fiscal tendra à l'imposition directe.

Art. 39. — Sont interdits les monopoles d'intérêt privé et tous les genres d'accaparements industriels ou commerciaux.

La loi seule peut établir des monopoles et des magasins d'Etat, et cela exclusivement dans l'intérêt national.

Art. 40. — Les particuliers doivent répondre devant les autorités des infractions à la constitution et aux lois. Les fonctionnaires publics sont soumis à la même obligation pour les mêmes raisons et pour excès de pouvoir ou négligence dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 41. — Nul ne peut être obligé de faire ce que la loi n'ordonne pas ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

Art. 42. — En cas d'infraction à une dispo-

sition constitutionnelle au détriment d'une personne quelconque, le fait que l'ordre soit venu d'un supérieur n'exonère pas de sa responsabilité l'agent d'exécution. Les militaires en service demeurent exceptés de cette disposition; en ce qui les concerne, la responsabilité retombera sur le supérieur qui donne l'ordre.

Art. 43. — Aucune loi n'a force ni effets rétroactifs, sauf, en matière pénale, en faveur du délinquant.

Art. 44. — Seules seront punies les actions ou omissions déclarées punissables par une loi antérieure au fait incriminé.

Art. 45. — Nul ne peut être soustrait à son juge naturel ni déféré à une juridiction d'exception qu'en vertu d'une loi antérieure.

Art. 46. — La loi pourra établir le jugement par jury dans les causes criminelles ou civiles.

Art. 47. — Nul ne peut être privé du droit de présenter sa défense.

Art. 48. — Aucun pouvoir public, aucun fonctionnaire ne peuvent connaître d'affaires pendantes devant une autorité compétente.

Art. 49. — Il n'est, en aucun cas, possible de revenir sur des jugements ou des débats terminés.

En matière criminelle, le recours en revision des jugements infligeant une peine supérieure aux peines correctionnelles pourra être admis en faveur du coupable; la loi réglera l'exercice de ce droit.

Art. 50. — L'Etat ne reconnaît pas l'existence légale des partis politiques internationalement organisés. Les individus qui y appartiennent ne peuvent exercer aucune fonction publique. Sont seuls exceptés les partis qui tendent à l'union de l'Amérique Centrale.

Art. 51. — Tout service mérite salaire, sauf ceux qui doivent se prêter gratuitement en vertu de la loi ou d'un jugement fondé sur elle.

Art. 52. — L'Etat pourra, dans l'intérêt général, intervenir dans l'exploitation et le régime des entreprises de services publics.

Art. 53. — L'Etat peut nationaliser les entreprises de services publics après indemnisation, et conformément à la loi.

Art. 54. — La loi ne reconnaît aucune extension de la compétence des tribunaux pour raison de connexité.

Art. 55. — Sont interdites les lois de prescription et celles qui établissent des peines infamantes ou supérieures à vingt-cinq ans.

Art. 56. — La collation de grades académiques et de diplômes professionnels appartient exclusivement à l'Etat qui fixera les examens et conditions nécessaires à leur obtention.

¹ Texte espagnol dans *Constitución Política de Nicaragua*, Segunda Edición. Managua, D.N., 1946. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 57. — L'intégration des diplômés étrangers devra se faire sur la base de la réciprocité possible. La loi pourvoira à l'application de cette disposition.

Art. 58. — Le registre de l'état civil ressortit exclusivement de la compétence de l'Etat.

Art. 59. — Les cimetières publics sont laïques. Les ministres de toute confession religieuse peuvent y célébrer leurs rites respectifs.

Art. 60. — Il n'y a pas de confiscation de biens, sauf contre les nationaux du pays ennemi qui aura confisqué les biens des Nicaraguayens.

Est imprescriptible le droit de revendiquer les biens confisqués contrairement à la présente garantie.

En aucun cas, l'on ne séquestrera la propriété ou n'empiètera sur elle pour des raisons ou des délits politiques.

Les autorités qui enfreindraient cette disposition répondront en tous temps, avec leur personne et avec leurs biens, du dommage causé.

Art. 61. — Toute la richesse artistique ou historique du pays, quel qu'en soit le maître, constitue le trésor culturel de la nation et jouit de la garantie et des soins spéciaux de l'Etat. Celui-ci pourra interdire son exportation et son aliénation et décréter des expropriations légales pour sa défense et sa conservation.

Art. 62. — L'Etat reconnaît la liberté des contrats, du commerce et de l'industrie.

La loi indiquera les conditions auxquelles est soumis leur exercice et les garanties qu'elle leur accorde. Quand la sécurité ou la nécessité publiques l'exigeront, la loi pourra fixer des limites ou des réserves audit exercice, ou autoriser le pouvoir exécutif à en fixer, sans qu'en aucun cas ces restrictions aient un caractère personnel ou confiscatoire.

Chapitre II

DES GARANTIES SOCIALES

Art. 63. — La propriété est inviolable. On ne peut priver personne de sa propriété qu'en vertu d'une décision judiciaire, pour une contribution générale ou pour cause d'utilité publique ou d'intérêt social prévue par une loi ou par un jugement fondé sur elle, et moyennant une juste indemnisation préalable.

En cas de guerre nationale, de sédition intérieure ou de calamité publique, les autorités compétentes pourront user de la propriété particulière, dans la mesure où le bien public l'exigera, sans préjudice du droit à une indemnisation ultérieure.

Art. 64. — L'Etat garantit et protège la propriété intellectuelle, les droits de l'auteur, de l'inventeur et de l'artiste. La loi règle son exercice et sa durée et si elle exige son expro-

priation, ce sera moyennant une juste indemnisation préalable.

Art. 65. — En raison de sa fonction sociale, la propriété impose des obligations. Leur contenu, leur nature et leur étendue sont fixés par la loi.

Art. 66. — Le droit de propriété, quant à son exercice, est soumis aux limites imposées par le maintien et le progrès de l'ordre social. Conformément à ce principe, la loi pourra grever la propriété d'obligations ou de servitudes d'utilité publique quelconques en faveur des intérêts généraux de l'Etat, de la santé des citoyens et de la salubrité publique.

Art. 67. — La propriété, quel que soit son maître, est régie exclusivement par les lois de la République et est assujettie à la contribution aux charges publiques, conformément à la constitution et aux lois.

Art. 68. — Les étrangers ne pourront en aucun cas invoquer un régime d'exception en matière de propriété.

Art. 69. — Pour des motifs d'intérêt public ou social, la loi peut imposer des restrictions ou des interdictions à l'acquisition et au transfert d'une catégorie déterminée de propriété, en raison de sa nature, de sa condition ou de sa situation sur le territoire.

Art. 70. — L'Etat tendra à réaliser une division convenable des grands domaines non cultivés et favorisera le maintien et l'augmentation du nombre des moyennes et des petites propriétés rurales.

Art. 71. — On ne pourra ni par disposition législative, ni par acte du Gouvernement, changer ou modifier les assignations souscrites, à un titre quelconque, conformément aux lois, à des fins d'intérêt social. L'Etat surveillera le maniement et le placement de ces assignations.

Art. 72. — Toute personne peut disposer librement de ses biens au moyen d'un titre légal quelconque; mais sont interdites toute indisponibilité de la propriété et toute institution en faveur de biens de main morte, sous la seule exception de celles qui auront été établies pour constituer le patrimoine familial ou en faveur d'établissements de bienfaisance.

Art. 73. — Les temples et leurs dépendances, destinés exclusivement au service d'un culte, sont exempts de contributions.

Aucun temple ou objet du culte, affecté à une religion, ne pourra être destiné par l'Etat à une autre fin.

Les églises, confessions et institutions religieuses de tout culte auront les mêmes droits que ceux que les lois accordent et reconnaissent aux particuliers pour leurs biens.

Art. 74. — Il demeure interdit de faire des lois qui protègent ou restreignent des cultes déterminés.

Art. 75. — La peine ne va pas au delà de la personne du délinquant.

Art. 76. — Les prisons sont des établissements de sécurité et de défense sociales. On réalisera, grâce à elles, la prévention du délit, la rééducation du condamné et sa préparation au travail. Il est interdit de faire preuve de cruauté à l'égard des inculpés et des condamnés ou de les torturer.

Art. 77. — Le mariage, la famille et la maternité se trouvent sous la protection et la défense de l'Etat.

Art. 78. — L'Etat tend à l'organisation de la famille sur la base juridique du mariage.

Art. 79. — L'Etat et les municipalités veilleront à la santé et au progrès social de la famille.

Art. 80. — La maternité a droit à l'assistance de l'Etat.

Art. 81. — L'éducation de leurs enfants est le premier devoir naturel et le premier droit naturel des parents à l'égard de leurs enfants, pour les faire atteindre à la plus haute aptitude corporelle, intellectuelle et sociale.

Les parents sans moyens financiers ont la ressource de faire appel à l'aide de l'Etat pour l'éducation de leurs enfants.

Art. 82. — L'Etat assurera l'octroi de subsides spéciaux pour les familles nombreuses.

Art. 83. — La loi fournira aux enfants illégitimes les mêmes facilités qu'aux enfants légitimes pour leur développement corporel, spirituel et social.

Art. 84. — Les lois civiles régleront la recherche de la paternité.

Art. 85. — La loi fixera l'organisation et la réglementation du patrimoine familial, sur les bases de l'inaliénabilité, de l'insaisissabilité et de l'exemption de toute charge publique.

Art. 86. — L'instruction publique est l'objet de l'attention première de l'Etat.

Art. 87. — Le régime de l'enseignement reste sous l'inspection technique de l'Etat.

Art. 88. — L'enseignement primaire est obligatoire et, lorsque l'Etat et les personnes morales de droit public en paient les frais, il est gratuit et laïque.

Art. 89. — L'Etat favorise l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur.

Art. 90. — La loi réglementera la préparation aux carrières libérales, déterminant les professions qui requièrent un diplôme préalable pour leur exercice et les formalités pour l'obtenir.

Art. 91. — L'Etat favorise l'instruction technique des ouvriers et les écoles agronomiques et industrielles.

Art. 92. — Dans toutes les écoles, on veillera à l'éducation morale de l'enfant et on s'efforcera de développer les sentiments civiques et la valeur personnelle et professionnelle.

Art. 93. — Le professorat dans l'enseignement officiel est une carrière publique et donne droit aux avantages que fixe la loi.

Art. 94. — L'usure est interdite. La loi qui fixe la limite maximum de l'intérêt de l'argent est d'ordre public. La même loi déterminera la peine qui doit être appliquée aux contrevenants.

Art. 95. — L'Etat organisera et encouragera les monts-de-piété et les caisses d'épargne.

Art. 96. — Le travail est un devoir social; tout habitant de la République a l'obligation d'employer son énergie physique et intellectuelle d'une façon favorable au bien de la communauté. Dans les limites de cette notion, l'Etat garantit la liberté du travail et le droit pour chacun de se consacrer librement à la profession, à l'industrie ou au métier qu'il a jugé bon de choisir, à condition que cela ne soit pas contraire à la morale, à la santé ou à la sécurité publique.

Le vagabondage est punissable.

Art. 97. — A tous les habitants et de préférence aux nationaux, est due la possibilité de gagner leur subsistance par un travail productif.

Art. 98. — Le travail sous ses diverses formes, l'industrie et les œuvres d'assistance et de prévoyance sociales sont sous la protection de la loi.

Art. 99. — Les entreprises agricoles ou industrielles, qui se trouvent situées en dehors de la circonscription des écoles urbaines et qui comptent plus de trente enfants d'âge scolaire, seront obligées d'entretenir une école d'enseignement primaire.

Art. 100. — La loi reconnaîtra à tous les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou employés :

1. L'indépendance de leur conscience morale et civique;
2. Le repos hebdomadaire obligatoire;
3. Un maximum d'heures de travail quotidien fixé et réglementé par la loi suivant la nature de ce travail;
4. Un salaire minimum tenant compte du coût de la vie et des conditions et besoins des diverses régions, et capable d'assurer au travailleur le minimum de bien-être compatible avec la dignité humaine;
5. Le paiement de tout salaire dans les délais fixés dans le contrat, en monnaie nationale légale, un jour ouvrable, au lieu de travail de l'ouvrier, avec défense de l'effectuer en marchandises, bons, jetons ou autres substituts de la monnaie;
6. Le paiement du salaire par périodes qui ne dépassent pas une quinzaine;
7. L'indemnisation pour les accidents du travail dans les cas et sous la forme que la loi déterminera;

8. La réglementation du travail des femmes et des enfants;

9. L'assistance médicale, et sanitaire aux travailleurs et à la femme enceinte, garantissant à celle-ci, sans préjudice de son salaire, une période de repos avant et après l'accouchement;

10. Une rétribution supérieure pour le travail de nuit, excepté dans les cas où il s'effectue périodiquement par équipes;

11. L'interdiction de la saisie du salaire minimum;

12. Un mois de vacances payées après un an de travail continu.

Art. 101. — En matière de travail, seront nulles et n'obligeront pas les contractants, les conditions suivantes:

1. Tout stipulation qui restreint ou modifie les garanties et droits que la constitution reconnaît à l'homme et au citoyen.

2. Celles qui entraînent l'obligation directe ou indirecte d'acquérir les articles de consommation dans des magasins ou des lieux déterminés.

3. Celles qui assignent au contrat une durée supérieure à deux ans, si cette durée est préjudiciable au travailleur.

Art. 102. — On établira des tribunaux de conciliation pour résoudre de manière équitable des différends qui surgiraient entre patrons et travailleurs.

Art. 103. — La loi tendra à loger l'ouvrier de façon salubre et économique. Elle favorisera aussi la construction d'habitations et de quartiers qui réunissent ces conditions.

Art. 104. — L'Etat assurera la création d'une institution nationale d'assurances sociales.

Art. 105. — La loi réglementera la forme dans laquelle sera établi le fonds d'assurances en faveur des salariés, suivant participation convenable du bénéficiaire et du patron, pour la couverture des risques de maladie, d'invalidité, de vieillesse et de chômage.

Chapitre III

DES GARANTIES INDIVIDUELLES

Art. 106. — Tous les Nicaraguayens sont égaux devant la loi, sous réserve, pour la femme, des différences qui résultent de sa nature et du bien de la famille.

Art. 107. — Il n'y a pas de privilèges fondés sur la naissance, la noblesse, la race, les conditions sociales ni d'autres distinctions que celles qui sont fondées sur les talents et les vertus.

Art. 108. — On n'octroiera pas de titres autres que ceux qui correspondent à une fonction, à une profession ou à un grade universitaire.

Art. 109. — L'Etat garantit la liberté individuelle. Celle-ci ne peut être limitée que conformément aux lois.

Art. 110. — Nul ne peut être arrêté que sur ordre écrit du fonctionnaire public expressément habilité par la loi.

En cas de flagrant délit, son auteur peut être arrêté par n'importe quel particulier pour être livré à l'autorité ou au juge compétent.

Est punissable tout ordre de détention qui n'émane pas de l'autorité compétente ou qui n'a pas été lancé dans les formes légales.

Art. 111. — Le détenu sera mis en liberté ou remis à l'autorité judiciaire dans les vingt-quatre heures qui suivront son arrestation, plus, le cas échéant, le délai de distance.

Art. 112. — Les procès seront publics. Le défenseur aura le droit d'assister à tous les actes de l'instruction, y compris la déclaration de l'accusé.

Art. 113. — Nul ne peut être contraint, dans une affaire criminelle, correctionnelle ou de simple police, à faire une déclaration qui lui soit contraire ou qui soit contraire à son conjoint, ou à ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou au deuxième degré d'affinité.

Art. 114. — On ne pourra prendre une décision d'emprisonnement sans avoir, au préalable, preuve complète qu'un fait punissable a été commis qui mérite une peine supérieure aux peines correctionnelles et sans qu'au moins une présomption grave indique qui en est l'auteur.

Art. 115. — Lorsque le délit, pour lequel on poursuit, ne mérite pas un emprisonnement supérieur à deux ans, les juges pourront mettre le détenu en liberté moyennant un cautionnement conforme à la loi.

Art. 116. — Toute détention aux fins d'enquête sera sans effet ou sera transformée en emprisonnement, dans les dix jours qui suivront la mise du détenu à la disposition du juge compétent.

Art. 117. — Est interdite toute restriction de la liberté personnelle pour dettes ou obligations purement civiles, sous réserve de la contrainte judiciaire dans les cas et pour la durée que la loi prévoit.

Art. 118. — L'Etat garantit le droit d'*habeas corpus*. Toute personne illégalement arrêtée ou menacée de détention en vertu d'un ordre arbitraire, ou tout autre habitant de la République agissant en sa faveur pourra invoquer l'*habeas corpus*, verbalement ou par écrit, devant le tribunal compétent, pour que l'auteur de l'arrestation y présente la personne arrêtée et explique et justifie immédiatement la raison légale de la détention ou de la menace; il faudra s'en tenir à ce qu'aura décidé le tribunal.

Art. 119. — Toute personne a le droit de demander protection pour rendre effectives les garanties qu'établissent la constitution et les lois organiques, quand leur jouissance se trouve

indûment limitée par des lois, décrets, résolutions, ordres, mandats ou actes d'une autorité, d'un fonctionnaire ou d'un agent quelconque.

Art. 120. — Toute personne pourra circuler librement sur le territoire national et y élire résidence ou domicile sans que l'on puisse l'obliger d'en changer, si ce n'est en vertu d'une sentence confirmée. Sont reconnus les droits d'émigration et d'immigration dans les limites que la loi établira.

Art. 121. — Il appartient à la loi de déterminer les règles et les conditions concernant l'expulsion des étrangers du territoire national.

Art. 122. — L'Etat n'est pas obligé d'extraire ses nationaux; mais, s'il refuse l'extradition, il devra les juger pour le délit commis.

Art. 123. — L'Etat garantit l'inviolabilité du foyer. Les agents de l'autorité ne peuvent s'introduire dans la demeure d'aucune personne, en territoire nicaraguayen, sauf dans les cas suivants:

1. Au cours de la poursuite effective d'un délinquant;

2. Pour en extraire un criminel surpris en flagrant délit;

3. Sur demande venant de l'intérieur de la demeure, lorsqu'il s'y commet un délit ou un désordre scandaleux qui exigent un prompt remède;

4. En cas d'incendie, de tremblement de terre, d'inondation, d'épidémie ou autre cas analogue;

5. Pour toute visite ou inspection de caractère statistique, sanitaire ou hygiénique;

6. Pour libérer une personne illégalement séquestrée;

7. Pour en retirer les objets recherchés en raison d'un procès, quand il y a au moins un commencement de preuve de l'existence desdits objets;

8. Pour exécuter une décision, un mandat ou un ordre judiciaire, légalement arrêtés;

9. Pour appréhender un coupable contre qui on a pris une décision de détention ou d'emprisonnement, après établissement d'au moins un commencement de preuve qu'il se cache dans la maison dans laquelle les agents de l'autorité doivent s'introduire.

Dans les quatre derniers cas, les agents de l'autorité ne pourront s'introduire dans la maison qu'en vertu d'un mandat écrit de l'autorité compétente.

Quand le domicile dans lequel on doit s'introduire n'est pas celui du coupable que l'on poursuit, l'autorité ou ses agents demanderont préalablement la permission de la personne qui y demeure.

La pénétration dans le domicile, dans les cas où il faut un ordre écrit de l'autorité compétente, ne peut être effectuée entre dix-neuf

heures et six heures sans le consentement du maître de la maison.

Art. 124. — Le droit de se réunir pacifiquement, sans autorisation préalable et sans armes, demeure garanti.

Art. 125. — Le droit de se réunir en plein air et celui de manifester seront réglementés par les lois de police.

Art. 126. — Toutes les personnes ont le droit de constituer des unions ou des associations, quel que soit l'objet qu'elles poursuivent, à condition de ne pas constituer une association déclarée illicite par la loi; mais il incombe à l'Etat d'autoriser les organismes de caractère corporatif, moral, culturel et économique.

Art. 127. — Toute personne a le droit d'adresser par écrit des pétitions ou des réclamations aux pouvoirs publics ou aux autorités, qui statueront sur elles et lui feront savoir ce qu'ils auront décidé.

Ce droit peut être exercé individuellement ou collectivement.

Art. 128. — Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour ses opinions; mais tomberont sous le coup de la loi ceux qui manifesteront des opinions qui sont contraires à l'ordre public, aux institutions fondamentales de l'Etat, à la forme républicaine et démocratique du Gouvernement, à l'ordre social établi, à la morale et aux bonnes mœurs, ou qui causeront un dommage à un tiers.

Art. 129. — L'Etat garantit la liberté de la presse et de la parole. Chacun a le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions, sous forme orale, écrite ou imprimée, par images ou par tout autre moyen de diffusion, sous réserve d'avoir à répondre des délits et des abus qu'il aurait commis dans l'exercice de ce droit, dans la forme et dans les cas déterminés par la loi. La responsabilité s'applique à l'auteur ainsi qu'au responsable de la mise en circulation de l'ouvrage punissable; ils verseront solidairement l'indemnité qui revient à la personne lésée.

Art. 130. — Il n'y a aura pas de censure préalable, mais la loi pourra établir des dérogations à ce principe pour les films cinématographiques, les représentations et les spectacles publics, pour protéger l'enfance, la jeunesse et les bonnes mœurs. La loi pourra aussi édicter des mesures contre la littérature immorale et pornographique et contre les propagandes en faveur de la guerre ou de moyens violents de bouleverser l'ordre politique ou social.

Art. 131. — Sont inviolables le secret de la correspondance épistolaire, télégraphique, téléphonique ou de toute autre nature, ainsi que les documents et papiers privés. Jamais, ils ne pourront être ouverts, fouillés, ni interceptés, que conformément aux lois qui auront été

éditées pour des raisons d'intérêt général et sur mandat de l'autorité compétente. Tout examen de papiers devra se faire en présence du destinataire ou du possesseur, ou, à son défaut, de deux témoins, et on rendra la correspondance, les documents ou les papiers sans rapport avec l'objet de l'enquête.

Art. 132. — La correspondance, les documents et les papiers saisis dans un bureau de poste ou en quelque autre lieu contrairement à la loi ne peuvent jouer aucun rôle ni au cours d'un procès ni en dehors de lui.

Art. 133. — L'Etat garantit la liberté de la chaire.

Art. 134. — Les sciences, les lettres et les arts comme leur enseignement sont libres dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public.

Art. 135. — Sont garantis la liberté de conscience, la manifestation de toutes les croyances et la pratique de tous les cultes qui ne sont pas contraires à la morale, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Sont exceptés les actes culturels incompatibles avec la vie et l'intégrité physique de la personne humaine.

Les actes contraires à la morale ou de nature à nuire à l'ordre public commis à l'occasion ou sous prétexte de la pratique d'un culte, restent soumis au droit commun.

Art. 136. — Nul ne pourra être contraint à déclarer officiellement ses croyances religieuses, s'il ne s'agit pas d'un interrogatoire de nature statistique prescrit par la loi.

Art. 137. — L'énumération de droits, pouvoirs et garanties faite par la constitution, n'est pas exclusive des autres droits, pouvoirs et garanties qui appartiennent à la personne humaine ou qui procèdent de la forme républicaine du Gouvernement.

TITRE VI

LE POUVOIR EXECUTIF

Chapitre II

DES POUVOIRS ET DES ATTRIBUTIONS DU POUVOIR EXECUTIF

Art. 221. — Lorsque la République se trouvera entraînée dans une guerre internationale ou que la guerre civile éclatera à l'intérieur du pays, ou qu'il y aura danger de l'un ou l'autre cas, ou en cas d'épidémie, de tremblement de terre ou de toute autre calamité publique, ou lorsque, pour une raison quelconque, la défense, la paix et la sécurité de la nation ou de ses institutions ou la forme du Gouvernement l'exigeront, le Président de la République, d'accord avec les Ministres, pourra, par décret, limiter ou suspendre, dans tout ou partie du territoire national, l'exercice des garanties

constitutionnelles, à l'exception dans tous les cas de celles qui sont relatives à :

1. L'inviolabilité de la vie humaine;
2. La défense aux juges qui ne sont pas désignés par la loi de rendre des jugements;
3. La défense d'appliquer des peines infamantes y compris la fustigation et toute espèce de torture;
4. La défense de promulguer des lois à effet rétroactif ou confiscatoire; et
5. Celle de lever des impôts.

Le Président, d'accord avec les Ministres, pourra décréter des contributions de caractère général, si la guerre internationale ou civile a éclaté.

Le décret contiendra :

1. Les motifs qui le justifient;
2. L'indication précise de la ou des garanties qu'il restreint ou suspend;
3. Le territoire que la suspension ou la restriction affecteront.

Ce décret sera abrogé dès que les causes qui l'ont motivé cesseront d'exister et le pouvoir exécutif devra sans délai rendre compte au Congrès des dispositions qu'il a prises.

La restriction des garanties n'affectera en aucune façon le fonctionnement des pouvoirs publics de la nation et leurs membres continueront à jouir des prérogatives que leur accorde la loi.

Le Président de la République et les secrétaires d'Etat seront tenus responsables lorsqu'ils déclareront suspendu ou restreint l'ordre constitutionnel sans qu'il se soit produit aucun des cas qui justifient cette mesure; ils seront également responsables, ainsi que les autres fonctionnaires, pour tout abus qu'ils auront commis dans l'exercice des pouvoirs conférés par le présent article. En cas de guerre étrangère, le pouvoir exécutif, par le même décret qui restreint ou suspend l'exercice des garanties constitutionnelles, convoquera le Congrès dans les trente jours; s'il ne le fait pas, le Congrès pourra se réunir de sa propre autorité.

TITRE X

Chapitre unique

LES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Art. 319. — Aux termes de la loi, les fonctionnaires publics sont personnellement responsables dans les cas de violation de la constitution, de manque de probité administrative et de tout autre délit ou faute commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 320. — Les fonctionnaires publics sont personnellement responsables des préjudices qu'ils causeront par négligence, omission ou abus dans l'exercice de leur charge.

NORVEGE

CONSTITUTION DU 17 MAI 1814¹

A. DE LA FORME DU GOUVERNEMENT ET DE LA RELIGION

Art. 2. — La religion évangélique luthérienne demeure la religion officielle de l'Etat. Les habitants qui en font profession sont tenus d'y élever leurs enfants. Les Jésuites ne sont pas tolérés.

B. DISPOSITIONS GENERALES

Art. 96. — Nul ne peut être jugé que d'après la loi, ni puni que d'après un jugement. La torture ne sera jamais appliquée.

Art. 97. — Aucune loi n'aura d'effet rétroactif.

Art. 98. — Aucune taxe au profit de l'Etat ne sera jointe aux droits qui se paient au personnel des tribunaux.

Art. 99. — Nul ne peut être détenu en prison, si ce n'est dans les cas légalement déterminés, et de la manière prescrite par les lois. Toute arrestation injustifiée ou détention illégale entraînera la responsabilité de celui qui l'aura ordonnée envers la personne qui en aura été victime.

Le Gouvernement n'est autorisé à employer la force militaire contre les membres de l'Etat que dans les formes déterminées par les lois, à moins que quelque rassemblement ne menace la paix publique, et qu'il ne se disperse immédiatement après trois lectures données à haute voix par l'autorité civile des articles de la loi nationale sur les insurrections.

Art. 100. — La presse sera libre. Nul ne peut être puni du chef d'un écrit, quel qu'en soit le contenu, qu'il a fait imprimer ou publier, à moins qu'il n'ait sciemment et ouvertement fait acte de désobéissance aux lois, de mépris pour la religion, les bonnes mœurs ou les pouvoirs constitutionnels, de résistance à leurs injonctions, ou qu'il n'y ait provoqué autrui, ou qu'il n'ait allégué contre autrui des imputations fausses et diffamatoires. Il est permis à chacun de s'exprimer librement sur le Gouvernement et sur tout autre sujet.

Art. 101. — Il ne sera à l'avenir accordé à quiconque un privilège nouveau et perpétuel, constituant une restriction à la liberté de l'industrie.

Art. 102. — Aucune visite domiciliaire ne pourra avoir lieu qu'en matière criminelle.

Art. 103. — Aucun asile ne sera accordé à ceux qui désormais feront faillite.

Art. 104. — La fortune mobilière ou immobilière ne pourra en aucun cas être confisquée.

Art. 105. — Lorsque les besoins de l'Etat exigeront qu'une propriété privée, mobilière ou immobilière, soit cédée pour l'usage public, le propriétaire recevra une indemnité complète sur le trésor de l'Etat.

Art. 106. — Le prix de vente et les revenus des biens affectés aux bénéfices ecclésiastiques ne pourront être employés que dans l'intérêt du clergé ou pour le développement de l'instruction.

Les propriétés des établissements de bienfaisance ne seront employées qu'au profit de ces établissements.

Art. 107. — Les droits d'*odel* et de retrait (*asaete*) ne sont pas abolis. Les conditions spéciales dans lesquelles ils continueront à subsister pour le plus grand bien de l'Etat et le profit de la généralité des habitants de la campagne seront déterminées par le prochain Storthing ou par le deuxième².

Art. 108. — Il ne sera plus institué à l'avenir de comtés, baronies, majories, ni fidéicommiss.

Art. 109. — Tous les citoyens de l'Etat sont, en général, obligés également au service militaire, pendant un temps déterminé, pour la défense de la patrie, sans distinction de naissance ou de fortune. L'application de ce principe et les restrictions qu'il devra subir seront déterminées par la loi.

² Le droit d'*odelsrett* est le vieux droit de propriété complète des terres dans les régions rurales, qui comprend le droit de rachat par la famille lorsque les terres ont été vendues. Le droit de retrait (*asaeterett*) est le droit du fils aîné de conserver la possession de la propriété pour un prix raisonnable.

¹ Dareste, *op. cit.*, vol II, p. 204-226.

NOUVELLE-ZELANDE

LES DROITS DE L'HOMME EN NOUVELLE-ZELANDE¹

Les lois anglaises en vigueur au 14 janvier 1840 sont censées avoir été en vigueur en Nouvelle-Zélande, à partir de cette date, dans la mesure où les conditions particulières au pays ne s'y opposent pas; en conséquence, elles continueront à y être appliquées dans l'administration de la justice. [*English Laws Act* de 1858, sect. 1, et *English Laws Act* de 1908, (*Consolidating*) sect. 2.]

De cette décision, il ressort qu'une grande partie du droit relatif aux droits de l'homme figure dans la législation anglaise en vigueur au 14 janvier 1840, dans la législation de Nouvelle-Zélande et dans le *common law*.

Le droit anglais et le droit néo-zélandais diffèrent des constitutions écrites d'autres pays comme la France, la Belgique et les Etats-Unis, en ce qu'il existe peu de déclarations des droits à proprement parler. Les droits de l'individu se sont développés grâce aux principes depuis longtemps établis qui sont appliqués par les tribunaux. Le droit anglais (de même que le droit néo-zélandais) reconnaît au parlement le pouvoir souverain de légiférer. Les droits que l'on désignera ci-dessous comme droits fondamentaux de l'homme sont soumis au pouvoir légal qu'a l'Assemblée générale de Nouvelle-Zélande de les modifier ou des les supprimer en tout ou en partie par le moyen de lois. On trouve dans l'affaire *Herbert C. Allsop* (1941), *New Zealand Law Reports*, pages 370-374, l'analyse suivante des rapports entre la souveraineté du parlement et le droit du point de vue des droits fondamentaux:

"Il est exact que, dans le *common law* anglais, les libertés fondamentales de l'individu reposent sur le principe selon lequel les individus peuvent dire ou faire ce qu'ils veulent, à condition de ne pas enfreindre le droit positif, alors que de leur côté les pouvoirs publics, y compris la Couronne, ne peuvent faire que ce que les lois les autorisent à faire: C. Halsbury's *Laws of England*, 2ème édit., 389. Mais ce même *common law* reconnaît également que le parlement est souverain et a le droit; qu'il exerce en cas de besoin, de modifier et de suspendre ce qu'on appelle quelquefois les droits fondamentaux de l'individu. Lorsque l'interprétation de lois à cet effet se pose devant un tribunal, le rôle de ce dernier consiste simplement à découvrir si le parlement a employé les termes qui conviennent pour réaliser son dessein. Pour résoudre cette question, le tribunal ne devra pas perdre de vue que l'objet de la législation est avant tout la conservation de l'Etat qui confère ces droits fondamentaux."

(On peut également se reporter à l'affaire *Billens v. Long* (1944), *New Zealand Law Reports*, p. 710-717.)

Le droit néo-zélandais peut se résumer dans les principes suivants qui constituent, de l'avis général, les droits fondamentaux de l'homme:

1. Liberté de parole;
2. Liberté de réunion;
3. Garantie contre les arrestations arbitraires;
4. Droit de vote.

LIBERTE DE PAROLE

Jamais, en Angleterre ou en Nouvelle-Zélande, on n'a proclamé le droit à la liberté d'opinion ou à la liberté de parole. "Notre droit actuel autorise tout individu à dire, écrire, et publier ce qu'il veut; mais ceux qui abusent de cette liberté doivent être punis. Quelqu'un qui est victime d'une attaque injustifiée peut poursuivre le diffamateur en dommages et intérêts; si, d'autre part, il s'agit de propos écrits ou imprimés, ou d'accusations de trahison ou d'immoralité, le délinquant peut être jugé sur acte d'accusation émanant soit du ministère public, soit du jury d'enquête (*grand jury*)."

(*Odgers, Libel and Slander*, 6ème édit., p. 12; cité et approuvé par le professeur Dicey; *Law of the Constitution*, 9ème édit., p. 240.)

La liberté de parole (et, *mutatis mutandis*, la liberté de réunion) peut être classée parmi les libertés ou privilèges reconnus par la loi, en ce sens qu'une personne peut dire ce qu'elle veut, à condition de ne pas enfreindre les droits que la loi accorde aux autres, y compris à l'Etat: ce privilège est d'un caractère général, et s'arrête seulement où commencent les droits d'autrui.

On trouve dans la loi relative aux séditions une limitation spéciale apportée au droit de dire ou d'écrire librement. Aux termes du *Crimes Act* de 1998, sect. 118, une intention séditeuse consiste à tenter de provoquer la haine, le mépris ou la désaffection contre la personne du roi, contre le Gouvernement ou la constitution du Royaume-Uni, contre les parlements de l'empire ou le Gouvernement ou la constitution de la Nouvelle-Zélande, ou le parlement néo-zélandais ou l'administration de la justice. Est encore considérée comme intention séditeuse le fait d'inciter les sujets de Sa Majesté à tenter de provoquer, autrement que par des moyens légaux, la modification de tout ce qui touche à la constitution, aux lois ou au Gouvernement du Royaume-Uni ou de la Nouvelle-Zélande, ou d'exciter le mécontentement ou la désaffection parmi les sujets de Sa Majesté, ou de provoquer entre les différentes classes de ces sujets des sentiments d'hostilité

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies.

ou de mauvaise volonté. Le fait de prononcer des paroles séditieuses ou de publier des écrits séditieux, ou de s'entendre entre deux ou plusieurs personnes pour mettre à effet une intention séditieuse, sont tous des crimes passibles d'emprisonnement. Nul ne doit être considéré comme nourrissant des intentions séditieuses, du seul fait qu'en toute bonne foi il désire indiquer que Sa Majesté a été induite en erreur, ou trompée, ou encore révéler des erreurs ou des défauts de la constitution, ou encore, dénoncer, afin de les supprimer, des causes de haine entre les différentes classes de sujets de Sa Majesté.

Un des aspects de la liberté de parole est la liberté qui est accordée à la presse. Un juge anglais a dit qu'un homme peut publier tout ce qui ne soulève pas d'objection de la part de douze de ses concitoyens, c'est-à-dire un jury. (Lord Kenyon dans l'affaire *Rex v. Cuthell*.) Dans l'affaire *Arnold v. le roi empereur*, 1914-1941, *Law Reports, Indian Appeals*, p. 169, CXL, *Law Times Reports*, p. 324 et 325, Lord Shaw déclare: "La liberté du journaliste est un aspect ordinaire de la liberté du citoyen et tout ce que le citoyen a le droit de faire est permis au journaliste; en dehors du *Statute Law*, il n'a aucun privilège différent, ni supérieur. Les responsabilités qui s'attachent à son droit de propager des écrits, peuvent rendre le journaliste plus prudent, et c'est bien ce qui se passe si le journaliste est consciencieux, mais il a, dans ses affirmations, ses critiques ou ses commentaires, une latitude aussi grande que n'importe quel autre citoyen, sans l'être davantage. Aucun privilège n'est attaché à sa position."

En Nouvelle-Zélande, les journaux sont soumis à des formalités d'enregistrement. Est considéré comme journal toute feuille ou opuscule contenant des informations d'ordre public et publié pour être mis en vente périodiquement, à des intervalles n'excédant pas vingt-six jours, à un prix n'excédant pas six pence. Ne sont pas considérés comme journaux, les documents gouvernementaux ou les documents du nature purement commerciale. L'enregistrement ne peut être refusé, si les formalités ont été accomplies, et, dans la mesure où l'enregistrement est effectué conformément à la loi, tout individu peut créer et faire enregistrer un journal.

La législation cherche à faciliter les poursuites en justice contre les propriétaires de journaux, notamment dans le cas de diffamation (*Printers and Newspapers Registration Act*, 1908, sect. 9).

LIBERTE DE REUNION

De même qu'on ne peut dire que le droit anglais reconnaît la liberté de parole en soi,

de même on ne saurait dire que notre constitution connaisse rien qui ressemble à un droit spécifique de réunion ou d'assemblée. "Le droit de réunion n'est pas autre chose que le résultat des opinions exprimées par les tribunaux sur la liberté de la personne et la liberté individuelle de parole. Il n'existe aucune loi spéciale autorisant A, B et C à se rencontrer, soit en plein air, soit ailleurs, dans un but légitime, mais le droit que possède A d'aller où il veut sans commettre de délit et de dire à B ce qu'il veut sans tenir de propos diffamatoires ou séditieux, le droit qu'a B d'en faire autant et l'existence des mêmes droits pour C, D, E, F, etc., ont pour résultat que A, B, C, D ou mille ou dix mille autres personnes peuvent (en règle générale) se réunir en tout lieu où d'autre part chacun d'eux a le droit de se trouver dans un but légitime et d'une manière conforme à la loi. Autrement dit, A, B, C et D et des milliers d'autres individus ont le droit de tenir une réunion publique." (Dicey, *The Law of the Constitution*, 9ème édit., p. 271.) La liberté de réunion publique est affectée par le *Police Offences Act* de 1927, sect. 77, qui est ainsi conçu: "Toute personne qui résiste ou s'attaque à un représentant de la force publique, ou le gêne volontairement dans l'exercice de ses fonctions, ou encore incite ou encourage une autre personne à résister ou à s'attaquer à un représentant de la force publique, ou à le gêner dans l'exercice de ses fonctions, peut être arrêtée sans mandat d'arrêt par tout représentant de la force publique, et si elle est reconnue coupable, est passible d'une amende ne dépassant pas vingt livres, ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas trois mois."

Au cours de la dernière guerre, une affaire s'est présentée devant les tribunaux néo-zélandais, qui illustre la façon dont la loi est appliquée. Il s'agit de l'affaire *Burton v. Power* (1940), *New Zealand Law Reports I*, p. 305, qui suit et applique les principes de l'affaire *Duncan v. Jones* (1936) I, *King's Bench*, 218. Burton était membre d'une organisation appelée *Pacifist Society*, qui, le 29 mars 1939, tint une réunion sur un terrain municipal de la ville de Wellington. Burton persista à vouloir prendre la parole dans cette réunion, malgré l'interdiction que lui en fit Power, agent de police. Il fut condamné par le tribunal de première instance, et, quand l'affaire vint en appel devant la Cour suprême, le *Chief Justice*, Sir Michael Myers, déclara: "La police est chargée de maintenir l'ordre public dans le pays et elle est tenue d'accomplir ce devoir avec modération, équité et discrétion, et conformément à la loi. Tant qu'elle agit ainsi, elle a le droit de recevoir et doit recevoir l'appui des tribunaux et de tous les bons

citoyens. Si elle agit contrairement à la justice et à la modération, les tribunaux n'hésiteraient pas à condamner son action et veilleraient à ce que personne n'en subît de préjudice. D'autre part, chaque citoyen a le devoir, notamment au cours de périodes où les susceptibilités et les passions risquent de provoquer des troubles, de s'abstenir d'actes susceptibles de provoquer ce genre de désordres à l'intérieur du pays." Le juge constata que la police avait des motifs de craindre que l'ordre public ne fût troublé, si Burton continuait à parler au cours de la réunion. Burton ne faisait rien qui fût en soi illégal, mais, étant donné la nécessité absolue de maintenir l'ordre public, la police était justifiée à empêcher Burton de continuer à parler. Si la police avait des motifs de croire qu'il n'était pas possible de maintenir l'ordre sans interrompre Burton, il était dès lors de son devoir d'agir en conséquence et le tribunal a reconnu qu'en fait la police avait des motifs de croire que le discours de Burton, légal en lui-même, risquait néanmoins de provoquer des troubles, et, en conséquence, a estimé que l'agent de police avait eu raison de l'interdire. Mais, comme le déclare le *Chief Justice* au cours de ses remarques précédemment citées, il appartient aux tribunaux de veiller à ce que la police n'agisse pas d'une manière injuste ou immodérée. Il semble que le droit anglais et le droit néo-zélandais estiment que la nécessité de maintenir l'ordre public est dans le devoir des officiers de police et qu'agir en ce sens est une règle de droit fondamentale. Il appartient aux officiers de police de décider dans quelle mesure ils doivent intervenir pour que leur liberté d'initiative ne soit pas exercée d'une manière que les tribunaux considèrent comme déraisonnable.

Certaines dispositions du *Crimes Act* de 1908 traitent des réunions illégales. D'après la section 101, est illégale toute réunion de trois personnes ou davantage qui, dans l'intention de réaliser un dessein commun, s'assemblent de telle façon, ou se conduisent de telle manière au cours de la réunion, qu'elles peuvent inspirer à leur voisinage la crainte motivée qu'en s'assemblant ainsi elles ne troublent gravement l'ordre public, ou qu'elles incitent, inutilement et sans raison valable, d'autres personnes à troubler gravement cet ordre public. Il convient de noter qu'en s'assemblant légalement, des personnes peuvent former une réunion illégale si, de façon délibérée, elles se conduisent d'une façon telle que leur réunion aurait été illégale, si elles s'étaient réunies à cette fin.

Toute personne qui assiste à une réunion illégale est passible d'emprisonnement.

Le droit anglais ne connaît pas de droit particulier correspondant à la liberté de reli-

gion. D'après ce que l'on a déjà dit au sujet de la liberté de réunion, il ressort que, dans la mesure où le motif de la réunion est légal et aussi longtemps que l'ordre public n'est pas troublé par la réunion, le motif de la réunion n'entre pas en ligne de compte. Ainsi, tant que les lois sur le blasphème, la diffamation et la sédition ne sont pas enfreintes, et que l'ordre public ne risque pas d'être troublé, on peut se réunir, en Nouvelle-Zélande, pour se livrer à n'importe quelle forme de culte.

D'après le *Crimes Act* de 1908, sect. 150, le fait de publier un écrit blasphématoire constitue un délit. Le *Statute* ne définit pas en quoi consiste l'écrit blasphématoire, mais on peut considérer qu'il consiste à railler ou à tourner en ridicule les doctrines de la religion chrétienne, à blasphémer le nom de Jésus-Christ et à se moquer des Saintes Ecritures. En revanche, d'après le *Crimes Act*, le fait d'exprimer en toute bonne foi et en termes polis, ou d'exposer à l'aide d'arguments employés en toute bonne foi et exprimés en termes polis une opinion quelconque sur tout sujet religieux ne constitue pas un délit; il est stipulé que personne ne pourra être poursuivi pour un tel acte, sans une autorisation écrite de l'*Attorney-General*.

GARANTIES CONTRE LES ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Au vingt-neuvième chapitre de la traduction anglaise (1297) de la Grande Charte, il est dit: "Aucun homme libre ne pourra être arrêté, emprisonné, dépossédé de ses terres, de ses libertés ou de ses franchises, banni, exilé, mis à mort, ou encore jugé ou condamné par nous, si ce n'est en vertu d'une décision légale de ses pairs ou conformément aux lois du pays. Nous ne vendrons, ni ne refuserons à aucun homme le bénéfice de la justice ou du droit, ni n'en retarderons l'application." Cette déclaration du roi d'Angleterre se trouva confirmée dans la pétition des droits de 1627. Les garanties contre les arrestations arbitraires sont assurées aujourd'hui, en Nouvelle-Zélande, par l'acte dit *Habeas Corpus*, qui oblige le geôlier ou toute personne à qui est confiée la garde d'une personne présumée détenue à tort, à faire comparaître ladite personne devant le tribunal pour que ce dernier décide sur-le-champ ce qu'il faut faire du détenu, aux termes de la loi.

L'*Habeas Corpus Act* de 1640 fait partie du droit néo-zélandais: il requiert que toute personne accusée, privée de sa liberté ou détenue puisse, soit elle-même, soit par l'intermédiaire de ses amis, se faire entendre d'un tribunal qui, en séance publique, examine et détermine si le motif de la détention est juste et conforme à la loi. Le tribunal "fera

alors ce qu'il appartient à la justice de faire, soit en libérant le prisonnier, soit en le relâchant sous caution, soit en renvoyant l'affaire à une autre audience".

"Toutes les fois qu'un Anglais ou un étranger est censé avoir été privé à tort de sa liberté, le tribunal fera comparaître par assignation la personne lésée devant lui et, si celle-ci a droit à la liberté, il la libérera." (Dicey, *Law of the Constitution*, 9ème édit., p. 219.)

LE DROIT DE VOTE

En Nouvelle-Zélande, les hommes adultes votent depuis le *Qualification of Electors Act* de 1879, et les femmes, depuis l'adoption de l'*Electoral Act* de 1893.

Le *Maori Representation Act* de 1867 a assuré à la population maorie une représentation distincte dans le parlement néo-zélandais. Actuellement, les populations européenne et maorie élisent respectivement soixante-seize re-

présentants européens et quatre représentants maoris à l'Assemblée législative de Nouvelle-Zélande. Etant donné le chiffre de la population adulte, cette répartition est raisonnable. Avant l'*Electoral Amendment Act* de 1945, la répartition des soixante-seize sièges européens à l'Assemblée législative accordait aux communautés rurales une représentation plus large qu'aux centres urbains. Depuis l'adoption de cette nouvelle loi, la répartition des sièges européens est basée sur le chiffre de la population adulte, de telle façon que toutes les circonscriptions électorales comprennent, autant que possible, un nombre égal d'électeurs.

R. O. McGECHAN,
Professeur de droit constitutionnel
à *Victoria University College*,
Wellington, Nouvelle - Zélande.

A. EATON HURLEY,
Avocat à Wellington,
Nouvelle-Zélande.

PANAMA

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DE PANAMA¹

du 1er mars 1946

TITRE III

DROITS ET DEVOIRS INDIVIDUELS ET SOCIAUX

Chapitre I

GARANTIES FONDAMENTALES

Art. 19. — Les autorités de la République sont instituées pour protéger les citoyens panamien, où qu'ils se trouvent, et les étrangers qui relèvent de sa juridiction, dans leur vie, leur honneur et leurs biens; pour assurer le respect des droits et des devoirs individuels et sociaux et pour appliquer et faire appliquer la constitution et la loi.

Art. 20. — Les particuliers ne répondent devant les autorités que des infractions à la constitution ou à la loi. Il en est de même pour les fonctionnaires publics, qui sont également responsables en cas d'abus d'autorité ou d'omission dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 21. — Tous les Panamien et tous les étrangers sont égaux devant la loi.

Il n'y aura ni droits ni privilèges personnels, ni distinction pour des motifs de race, de naissance, de classe sociale, de sexe, de religion ou d'idées politiques, mais la loi pourra, pour des raisons de salubrité, de moralité, de santé publique ou d'économie nationale, interdire aux étrangers en général l'exercice de certaines formes d'activité ou la soumettre à des conditions spéciales. De même, la loi ou les autorités, selon le cas, pourront prendre des mesures affectant exclusivement les ressortissants de pays déterminés, en cas de guerre ou en vertu des stipulations des traités publics.

Les droits politiques sont réservés aux nationaux, sous réserve des dispositions de l'article 192.

Art. 22. — Nul ne peut être privé de sa liberté si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, rédigé dans les formes légales et pour un motif défini préalablement par la loi. Les agents chargés de l'exécution d'un mandat sont tenus d'en remettre copie à l'intéressé s'il en fait la demande.

Toute personne peut appréhender un délinquant surpris en flagrant délit et celui-ci doit être remis immédiatement entre les mains de l'autorité.

Nul ne peut être détenu plus de vingt-quatre heures sans être remis à l'autorité compétente. Les membres de la police qui violeront cette prescription perdront immédiatement leur em-

ploi, sans préjudice des peines prévues par la loi à cet effet. Il n'existe pas d'emprisonnement, de détention, d'arrestation pour dettes ou pour des obligations purement civiles.

Art. 23. — L'Etat ne pourra s'engager par aucun traité international d'extradition à livrer ses propres ressortissants. Il ne pourra pas non plus accorder l'extradition des étrangers poursuivis pour délits politiques.

Art. 24. — Toute personne détenue en dehors des cas et sans les formalités prévus par la présente constitution et par la loi, sera mise en liberté sur sa demande ou à la demande de n'importe qui. A cette fin, la loi réglementera le recours d'*habeas corpus* par une procédure judiciaire sommaire, sans qu'il soit tenu compte de la peine applicable.

Art. 25. — Nul n'est tenu de témoigner contre lui-même en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, ni contre son conjoint, ni contre aucun membre de sa famille jusqu'au quatrième degré de consanguinité et jusqu'au deuxième degré de parenté par alliance.

Art. 26. — Le domicile est inviolable. Nul ne peut pénétrer dans le domicile d'autrui qu'avec son consentement, à moins d'être muni d'un ordre écrit de l'autorité compétente ou en vue de secourir les victimes de crimes ou de désastres.

Les fonctionnaires des services du travail, de la prévoyance sociale et de la santé peuvent effectuer, sous réserve d'avertissement préalable, des visites domiciliaires ou d'inspection sur les lieux où s'effectuent des travaux, dans le but de veiller à l'observation des lois sociales et des lois sur la santé publique.

Art. 27. — Toute personne peut traverser librement le territoire national et changer de résidence sans autres restrictions que celles qu'imposent la loi ou les règlements sur la circulation, le contrôle, la salubrité et l'immigration.

Art. 28. — Les prisons sont des lieux de sécurité et d'expiation. Toute rigueur qui n'est pas nécessaire pour les fins énoncées y est défendue.

Art. 29. — La correspondance et autres documents privés sont inviolables. Ils ne peuvent être saisis ou examinés qu'en vertu d'une décision de l'autorité compétente et dans les formes légales. De toutes façons, le secret sera gardé sur les affaires étrangères à l'objet de la saisie ou de l'examen. Il sera toujours procédé à l'examen des papiers en présence de l'intéressé ou d'une personne de sa famille ou, à leur défaut, de deux habitants honorables de la même localité.

¹ Texte espagnol dans *Gaceta oficial*, Organismo del Estado, Panama, No 9938, 4 de marzo 1946. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 30. — La peine de mort, le bannissement et la confiscation des biens n'existent pas.

Art. 31. — Ne seront punis que les faits déclarés punissables par une loi antérieure au délit commis et s'appliquant exactement au fait imputé.

Art. 32. — Nul ne pourra être jugé que par une autorité compétente et conformément à la procédure légale, et pas plus d'une fois pour le même fait.

Art. 33. — Dans les cas prévus par la loi et conformément aux termes précis de celle-ci, pourront infliger des peines sans jugement préalable :

1. Les fonctionnaires qui exercent la puissance publique ou qui rendent la justice, lesquels peuvent frapper d'amende ou d'arrestation toutes personnes qui les injurient ou leur manquent de respect dans l'exercice de leurs fonctions, ou à raison de mesures prises dans l'exercice de ces fonctions ;

2. Les chefs de la police, lesquels peuvent ordonner l'arrestation de leurs subalternes pour réprimer un acte d'insubordination ou une mutinerie ;

3. Les capitaines de navires qui, hors du port, ont le pouvoir de réprimer un acte d'insubordination ou une mutinerie ou de maintenir l'ordre à bord et d'emprisonner provisoirement tout délinquant réel ou présumé.

Art. 34. — En cas d'infraction manifeste à une prescription constitutionnelle ou légale au préjudice d'une personne, l'ordre de l'autorité supérieure ne libère pas de sa responsabilité l'agent qui l'exécute. Exception est faite pour les membres de la force publique quand ils sont en service, auquel cas la responsabilité retombe uniquement sur le supérieur hiérarchique qui émet l'ordre.

Art. 35. — La profession de toutes les religions est libre, ainsi que l'exercice des cultes, sans autre limitation que le respect de la morale chrétienne et de l'ordre public.

Art. 36. — Il est reconnu que la religion catholique est celle de la majorité des Panaméens. Elle sera enseignée dans les écoles publiques, mais les élèves ne seront pas contraints de suivre l'enseignement religieux ni d'assister à des cérémonies religieuses si leurs parents ou tuteurs n'en manifestent pas le désir. La loi accordera à cette religion l'aide qui est nécessaire pour ses missions parmi les tribus indigènes et pour d'autres fins analogues.

Art. 37. — Les associations religieuses possèdent la personnalité morale et elles administrent leurs biens et en disposent dans les limites indiquées par la loi, de la même manière que les autres personnes morales.

Art. 38. — Toute personne peut exprimer librement sa pensée, par la parole ou par l'écrit, ou par tout autre moyen, sans censure préa-

lable. Mais le préjudice porté à la réputation ou à l'honneur des personnes, à la sécurité sociale ou à l'ordre public, par l'un quelconque de ces moyens entraînera la responsabilité légale.

Art. 39. — Tous les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes à des fins licites. Les manifestations ou réunions en plein air ne sont pas soumises à autorisation. Pour qu'elles puissent avoir lieu il suffit de prévenir l'autorité administrative locale vingt-quatre heures à l'avance.

L'autorité peut prendre des mesures de police pour prévenir ou réprimer les abus commis dans l'exercice de ce droit, si le mode d'exercice de ce droit entraîne ou risque d'entraîner une perturbation de la circulation, un trouble de l'ordre public ou une violation des droits de tiers.

Art. 40. — Il est permis de former des sociétés, des associations et des fondations non contraires à la morale et à l'ordre public ; elles peuvent obtenir d'être reconnues comme personnes juridiques.

Art. 41. — Toute personne est libre d'exercer une profession ou un métier quelconques ; l'exercice en est soumis aux règlements que la loi établit en ce qui concerne l'aptitude, la moralité, la sécurité et la santé publiques. Il ne sera pas créé d'impôts ou de contributions sur l'exercice des professions libérales, des métiers et des arts.

Art. 42. — Toute personne a le droit d'adresser des pétitions et des plaintes respectueuses aux fonctionnaires publics, pour des motifs d'intérêt général ou particulier et d'obtenir une décision rapide.

Le fonctionnaire à qui on adresse une pétition, une demande d'avis ou une plainte devra traiter l'affaire dans un délai de trente jours.

La loi indiquera les sanctions applicables en cas de violation de cette prescription.

Art. 43. — Les ministres des cultes religieux ne peuvent exercer de fonctions publiques, civiles ou militaires, à l'exception de celles qui se rapportent à l'assistance sociale et à l'enseignement public.

Art. 44. — Les lois n'ont pas d'effet rétroactif, sauf celles qui concernent l'ordre public ou l'intérêt social. En matière criminelle la loi favorable à l'accusé recevra toujours la préférence et sera appliquée rétroactivement même au cas de sentence exécutoire.

Art. 45. — Est garantie la propriété privée acquise conformément à la loi par des personnes morales ou physiques, et aucune loi future ne pourra l'ignorer ni y porter atteinte.

La propriété privée implique, pour le propriétaire, des obligations qui résultent de la fonction sociale qu'elle doit remplir.

Art. 46. — Pour des motifs d'utilité pu-

blique ou d'intérêt social déterminés par la loi, il pourra y avoir expropriation après décision judiciaire et versement préalable d'une indemnité.

Art. 47. — Lorsque l'application d'une loi édictée pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social entraînera un conflit entre les droits des particuliers et la nécessité reconnue par la loi elle-même, l'intérêt public ou social l'emportera sur l'intérêt privé.

Art. 48. — Nul n'est tenu de payer des contributions ou des impôts qui ne seraient pas légalement établis et dont le recouvrement ne serait pas effectué dans les formes prescrites par les lois.

Art. 49. — Lorsque la guerre, des troubles graves de l'ordre public ou l'intérêt social urgent exigent des mesures rapides, le pouvoir exécutif peut décréter l'expropriation ou l'occupation de la propriété privée et le versement de l'indemnité peut ne pas être préalable.

Quand la restitution de l'objet saisi sera possible, l'occupation ne dépassera pas la durée des circonstances qui l'ont motivée.

L'Etat est toujours responsable de toute expropriation effectuée par le pouvoir exécutif ainsi que de tous les dommages et préjudices causés par l'occupation; il versera les indemnités correspondantes dès qu'aura cessé le motif de l'expropriation ou de l'occupation.

Art. 50. — Tout auteur ou inventeur jouit de la propriété exclusive de son œuvre ou invention pendant le temps et en la forme que la loi établira.

Art. 51. — Toute personne visée par un ordre ou une défense émis ou exécutés par un fonctionnaire public quelconque en violation des droits et garanties de la présente constitution, aura droit à faire rapporter l'ordre, sur sa propre requête ou sur celle de toute autre personne.

La loi déterminera la forme de cette procédure sommaire de protection des garanties constitutionnelles.

Le recours auquel se réfère le présent article sera toujours de la compétence des tribunaux.

Art. 52. — En cas de guerre étrangère ou de troubles intérieurs constituant une menace pour la paix ou l'ordre public, l'état de siège pourra être décrété sur tout ou partie du territoire de la République et les effets des articles 22, 24, 26, 27, 29, 38, 39 et 45 seront suspendus temporairement, en totalité ou en partie.

Art. 53. — L'Assemblée nationale, si elle est en session, décrètera l'état de siège et la suspension temporaire des droits et garanties. Si elle n'est pas en session, l'état de siège sera déclaré par un décret signé du Président, des Ministres et des membres de la commission législative permanente, convoquant en même

temps l'Assemblée nationale à se réunir dans un délai maximum de cinq jours pour prendre la décision qui conviendra. Lorsque les causes de ces mesures auront cessé, l'Assemblée, si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, le Conseil de cabinet avec l'approbation de la commission législative permanente, lèvera l'état de siège ou la suspension.

Chapitre II

LA FAMILLE

Art. 54. — La loi protège le mariage, la maternité et la famille et garantit les droits de l'enfant jusqu'à son adolescence. La loi déterminera tout ce qui touche à l'état civil.

Art. 55. — Le mariage est le fondement légal de la famille; il repose sur l'égalité des droits des conjoints et peut être dissout conformément à la loi.

Art. 56. — L'union de fait entre personnes ayant la capacité légale de contracter mariage, si elle s'est prolongée pendant dix années consécutives avec un caractère permanent et exclusif, produira tous les effets du mariage civil.

A cet effet, il suffira que les parties intéressées demandent conjointement au bureau de l'état civil l'inscription du mariage de fait. S'ils n'en font pas la demande, la preuve du mariage pourra être établie par toute personne intéressée à faire valoir ses droits, en suivant la procédure déterminée par la loi. Toutefois, le ministère public, dans l'intérêt de la morale et de la loi, ou les tiers qui allèguent des droits susceptibles d'être atteints par l'inscription pourront, si la demande est contraire à la réalité des faits, s'opposer à l'inscription ou l'attaquer en justice si elle a déjà été faite.

Art. 57. — La puissance paternelle est l'ensemble des devoirs et des droits des parents à l'égard de leurs enfants.

Les parents sont tenus de nourrir, d'assister, d'éduquer et d'instruire leurs enfants; ceux-ci doivent à leurs parents respect et assistance. La loi réglementera l'exercice de la puissance paternelle conformément à l'intérêt social et au bien des enfants.

Art. 58. — Les parents ont envers les enfants qu'ils ont eus hors mariage les mêmes devoirs qu'envers les enfants issus du mariage. Tous les enfants sont égaux devant la loi et ont les mêmes droits en matière de succession *ab intestat*.

Art. 59. — La loi réglementera la recherche de la paternité. Toute mention concernant la nature de la filiation est abolie. Il ne sera fait dans les actes d'enregistrement des naissances, ni dans aucune attestation, acte de baptême ou certificat relatif à la filiation, aucune mention qui établisse une distinction reposant sur la naissance ou sur l'état civil des parents.

Le père de tout enfant né antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente constitution aura la faculté de lui assurer le bénéfice des dispositions du présent article en faisant rectifier tout acte ou attestation portant mention d'une distinction quelconque relativement audit enfant. Le consentement de la mère n'est pas nécessaire à cet effet. S'il est majeur, l'enfant doit donner son consentement.

Toute personne affectée par les effets juridiques d'une telle mesure pourra faire opposition, s'il y a eu simulation de paternité.

La loi déterminera la procédure à suivre.

Art. 60. — L'Etat veillera au développement social et économique de la famille et organisera le bien de famille en déterminant la nature et la quantité des biens qui devront le constituer, en tenant compte du fait que ces biens sont inaliénables et ne peuvent faire l'objet d'un séquestre.

Art. 61. — L'Etat pourvoira à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs dont les parents ou les tuteurs n'ont pas les ressources nécessaires, si aucun membre de leur famille n'est tenu de le faire.

Art. 62. — Les enfants mineurs abandonnés, physiquement ou mentalement déficients, dévoyés ou délinquants seront soumis à une législation spéciale destinée à assurer leur surveillance, leur réhabilitation et leur protection.

Chapitre III

LE TRAVAIL

Art. 63. — Le travail est un droit et un devoir de l'individu. L'Etat emploiera les moyens dont il dispose pour fournir une occupation à tous ceux qui en sont dépourvus et garantira à tous les travailleurs les conditions économiques indispensables pour une existence convenable.

Art. 64. — Un traitement ou un salaire minimum sera garanti à tout travailleur au service de l'Etat, d'entreprises publiques ou privées ou de particuliers.

Art. 65. — La loi instituera la révision périodique du salaire minimum afin d'améliorer le niveau de vie du travailleur, en tenant compte des particularités propres à chaque région et à chaque forme d'activité industrielle, commerciale ou agricole.

Dans le travail aux pièces ou à la commission, il est obligatoire de garantir un salaire minimum par journée de travail.

Le salaire minimum est insaisissable, sauf pour les obligations alimentaires telles qu'elles sont établies par la loi. Sont également insaisissables les instruments de travail des travailleurs.

Art. 66. — A travail égal dans des conditions identiques, le traitement ou le salaire sera toujours égal, quelles que soient les per-

sonnes qui effectuent le travail, sans distinction de sexe ou de nationalité.

Art. 67. — Le droit de se grouper en syndicats à des fins d'activité exclusivement économique et sociale est reconnu aux patrons, aux employés, aux ouvriers et aux membres des professions libérales de toutes catégories.

Le pouvoir exécutif disposera d'un délai de trente jours, non susceptible de prorogation, pour autoriser ou refuser l'enregistrement d'un syndicat ouvrier ou patronal. L'inscription confèrera au syndicat la personnalité juridique.

La loi réglementera tout ce qui concerne la reconnaissance par le pouvoir exécutif des syndicats de patrons, d'employés, d'ouvriers et de membres des professions libérales.

Le pouvoir exécutif ne pourra dissoudre un syndicat que s'il s'écarte des fins qui lui sont propres et si un tribunal compétent en décide ainsi par une décision non susceptible de recours.

Le personnel de direction de ces associations sera exclusivement composé de Panaméens.

Art. 68. — Le droit de grève et le droit de lock-out sont reconnus. La loi en réglementera l'exercice et pourra le soumettre à des restrictions spéciales en ce qui concerne les services publics qu'elle déterminera.

Art. 69. — La durée maximum du travail de jour est de huit heures; la durée de la semaine de travail est de quarante-huit heures au maximum. La durée maximum du travail de nuit ne dépassera pas sept heures. Les heures supplémentaires seront rémunérées à un tarif supérieur.

La durée maximum du travail de jour pourra être réduite à six heures pour ceux qui ont plus de quatorze ans et moins de dix-huit ans. Le travail est interdit aux enfants de moins de quatorze ans et le travail de nuit est interdit aux enfants de moins de seize ans, sauf dans les cas exceptionnels que la loi déterminera. Sont défendus également l'emploi d'enfants mineurs jusqu'à l'âge de douze ans en qualité de domestiques et le travail des enfants mineurs et des femmes dans des occupations insalubres.

Tout travailleur a droit à des vacances payées, en plus du repos hebdomadaire.

Art. 70. — Sont nulles et de ce fait n'obligent pas les contractants, même si elles figurent dans un contrat de travail ou un autre accord quelconque, les stipulations qui impliquent renonciation, diminution, altération ou abrogation, au sujet d'un droit reconnu au travailleur. La loi réglementera tout ce qui est relatif aux contrats de travail.

Art. 71. — La maternité de l'ouvrière est protégée. La femme ne pourra perdre son emploi pour cause de grossesse. Durant les six semaines qui précèdent l'accouchement et les huit

semaines qui le suivent, elle jouira d'un repos obligatoire rétribué de même façon que son travail et conservera son emploi et tous les droits attachés à son contrat.

Art. 72. — La loi réglementera l'immigration en tenant compte du régime économique national et des nécessités sociales.

Il est interdit d'engager des ouvriers manœuvres qui pourraient faire baisser les conditions du travail ou diminuer le niveau de vie du travailleur panamien.

Art. 73. — Tout travailleur congédié sans raison valable et sans qu'aient été observées les formalités légales, a droit à être indemnisé par son patron. La loi indiquera les motifs valables de licenciement et l'échelle des indemnités établie en tenant compte de l'ancienneté.

Art. 74. — Les entreprises industrielles ont l'obligation, dans le domaine de leur spécialité, de fonder des écoles pour apprentis, destinées à développer l'instruction des enfants de leurs ouvriers ou employés. La loi réglementera cette question.

Art. 75. — Il est institué une juridiction du travail à laquelle sont soumis tous les différends qui naissent des relations entre le capital et le travail. La loi établira les principes qui régissent cette juridiction et créera les organismes qui en assureront le fonctionnement.

Art. 76. — Il appartient à la loi de réglementer les relations entre le capital et le travail sur une base de justice sociale, de façon à garantir aux travailleurs les conditions indispensables à une vie normale, et à assurer au capital une compensation équitable pour ses investissements, sans porter préjudice à aucune des parties.

Chapitre IV

LA CULTURE NATIONALE

Art. 77. — La charge de l'éducation nationale dans ses aspects intellectuel, moral, civique et physique, incombe essentiellement à l'Etat. L'éducation nationale s'inspirera de la doctrine démocratique et de l'idéal de la grandeur de la nation et de la solidarité humaine.

Il appartient à l'Etat de fixer les bases de l'enseignement qui sera organisé de manière à maintenir, à tous les degrés, l'unité, la coordination et la continuité.

Tout établissement d'enseignement est d'utilité publique et sociale.

Art. 78. — L'éducation primaire est obligatoire. L'éducation publique préscolaire, primaire et secondaire de toutes catégories et à tous les degrés, sera gratuite. La gratuité de l'enseignement préscolaire et primaire implique pour l'Etat, l'obligation de fournir à l'élève tout ce dont il a besoin pour son instruction. La

gratuité de l'enseignement secondaire n'empêche pas la perception d'un droit d'inscription.

Art. 79. — La liberté de l'enseignement est garantie. L'Etat pourra toutefois intervenir auprès des établissements d'enseignement privés pour veiller à ce que soient respectées les fins nationales et sociales de la culture et à ce que les élèves soient assurés de recevoir la meilleure formation intellectuelle, morale, civique et physique.

Art. 80. — Aucun établissement d'enseignement ne pourra se refuser à admettre des élèves en raison du caractère de l'union de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde, ni pour des distinctions d'ordre social, racial ou politique.

La violation de cette prescription par des établissements privés, entraînera la perte de la subvention officielle, s'ils en recevaient une, la perte de la faculté de faire reconnaître leurs titres et certificats par l'Etat, s'ils possédaient cette faculté, et, s'ils persistent dans leur attitude, la perte du droit de continuer à enseigner.

Art. 81. — L'enseignement de l'histoire de la patrie et de l'éducation civique sera toujours donné par des professeurs nationaux.

Dans aucun établissement d'enseignement privé, l'enseignement ne pourra être donné dans une langue étrangère sans autorisation du Ministère de l'Education accordée pour des motifs reconnus d'intérêt public. Les programmes d'enseignement primaire des écoles privées seront les mêmes que ceux des écoles publiques; l'autorisation de créer des cours supplémentaires dans une langue quelconque pourra être accordée.

Il est obligatoire pour les écoles privées de faire figurer dans leur programme d'enseignement secondaire l'étude de l'histoire et de la géographie nationales et de l'éducation civique.

Art. 82. — Seul l'Etat pourra accorder des bourses ou des secours matériels à des étudiants qui se seront distingués dans des épreuves ou des concours publics ou qui auront obtenu dans leurs études les distinctions qui, conformément à la loi, leur donnent droit à l'aide de l'Etat.

A égalité de mérite, la préférence sera donnée aux participants que l'insuffisance de moyens matériels empêche de poursuivre les études en vue desquelles ils se présentent aux concours.

Art. 83. — La loi favorisera la publication d'ouvrages didactiques nationaux et déterminera les conditions de leur adoption comme livres officiels.

Art. 84. — Les frais du service de l'éducation auront priorité sur toutes autres dépenses. La loi organique relative à cette question dé-

terminera la proportion des revenus que l'Etat doit consacrer à ce service.

Art. 85. — Ne sont reconnus que les titres académiques et professionnels délivrés par l'Etat ou autorisés par lui, conformément aux dispositions légales.

Art. 86. — L'université officielle de la République est autonome. On lui reconnaît la personnalité morale, un patrimoine propre et le droit de l'administrer. Elle a la faculté d'organiser ses programmes d'études et de désigner et licencier son personnel, dans les formes fixées par la loi. L'étude des problèmes nationaux et la diffusion de la culture populaire seront de son domaine.

Art. 87. — Pour réaliser l'autonomie financière de l'université, l'Etat la dotera de tout ce qui est indispensable à son installation, à son fonctionnement et à son développement futurs, ainsi que du patrimoine mentionné à l'article précédent et des moyens nécessaires pour l'accroître.

Art. 88. — On reconnaît la liberté de la chaire professorale sans autres restrictions que celles que le statut universitaire établira pour des raisons d'ordre public.

Art. 89. — L'Etat favorisera l'établissement d'écoles techniques spéciales, industrielles et professionnelles, agricoles et commerciales, en les adaptant aux besoins particuliers de la nation. La loi établira, dès l'école primaire, des services d'orientation professionnelle qui permettront de découvrir les aptitudes et les possibilités des élèves et de diriger ceux-ci vers une meilleure utilisation individuelle et sociale.

Art. 90. — L'Etat favorisera, par tous les moyens possibles, la culture populaire et organisera pour les adultes un système de cours complémentaires gratuits, afin de prévenir et d'éliminer l'analphabétisme et d'accroître les connaissances pratiques des classes laborieuses.

Art. 91. — La loi créera un Département de la Culture physique qui aura pour mission d'en favoriser la pratique dans les institutions d'enseignement et au sein de la collectivité.

Chapitre V

SANTÉ PUBLIQUE ET ASSISTANCE SOCIALE

Art. 92. — La surveillance de la santé publique est une fonction essentielle de l'Etat. L'individu a droit à la protection, à la conservation et à la restauration de sa santé; il a le devoir de la conserver.

En conséquence, l'action de l'Etat consistera principalement à :

a) Combattre, par traitement individuel et assainissement du milieu ambiant, les maladies contagieuses;

b) Protéger la maternité et réduire la mor-

talité infantile au moyen de l'assistance médicale et d'une alimentation adéquate;

c) Compléter l'alimentation des élèves nécessiteux, placer les enfants des écoles sous une surveillance médicale;

d) Créer, en tenant compte des besoins de chaque région, des hôpitaux, des cliniques dentaires et des dispensaires, dans lesquels des soins seront donnés et des médicaments fournis gratuitement à ceux qui manquent de ressources pécuniaires; et

e) Propager systématiquement les principes d'alimentation scientifique, de l'hygiène personnelle et de la salubrité de l'habitation.

L'Assemblée nationale rédigera le code sanitaire.

Art. 93. — Tout individu a droit à la sécurité de ses moyens matériels de subsistance s'il est victime d'une incapacité de travail ou dans l'impossibilité d'obtenir un travail rétribué. Les assurances sociales seront administrées par des organismes autonomes qui en accorderont le bénéfice dans les cas de maladie, maternité, allocations familiales, vieillesse, décès du conjoint ou des parents, arrêt forcé du travail, accidents du travail et maladies professionnelles, et toutes autres circonstances affectant les travailleurs dans leur capacité de travail et de consommation. La loi pourvoira à l'établissement de ces différents services à mesure que les nécessités sociales l'exigeront.

L'Etat créera des institutions d'assistance et de prévoyance sociale. Parmi les tâches fondamentales de ces institutions figureront l'amélioration des conditions économiques et morales dans leur secteurs respectifs, et les soins à donner aux personnes mentalement déficientes, aux malades chroniques et aux invalides privés de ressources.

L'Etat favorisera en outre la création d'habitations ouvrières à bon marché pour les travailleurs.

Chapitre VI

COLLECTIVITÉS RURALES ET INDIGÈNES

Art. 94. — L'Etat accordera une protection spéciale aux collectivités rurales et indigènes, en vue de les intégrer d'une manière effective à la communauté nationale en ce qui concerne leur mode de vie économique, politique et intellectuelle. Les mesures relatives aux indigènes seront appliquées de manière à conserver et à développer en même temps, les valeurs de la culture autochtone.

Art. 95. — Pour réaliser les fins de l'intégration économique de ces collectivités, l'Etat réalisera méthodiquement le programme d'action suivant:

a) Doter gratuitement les paysans et les

indigènes des terres de culture nécessaires, en leur fournissant le titre de propriété y afférent. La préférence sera donnée aux terres voisines des centres de population, des voies principales et des voies de pénétration. S'il n'existe pas de terres incultes du domaine public qui soient disponibles dans ces conditions, il sera procédé à l'expropriation des terres incultes ou en friche appartenant à des particuliers. Ces expropriations ne pourront s'effectuer que s'il s'agit de terrains incultes dont la superficie dépasse cent hectares ou qui, si elle est moindre, appartiennent à des personnes qui ne subviennent pas exclusivement à leurs besoins par le moyen de l'agriculture ou de l'élevage;

b) Réserver des terres pour les communautés indigènes et en interdire l'adjudication, à n'importe quel titre.

L'existence des zones déjà réservées aux indigènes est reconnue;

c) Créer par tous les moyens appropriés des institutions de crédit agricole ou des institutions techniques qui fournissent aux paysans et aux indigènes les connaissances et les ressources nécessaires pour adopter les systèmes scientifiques de culture;

d) Prendre des mesures pour stabiliser le marché des produits et assurer des prix équitables, et pour favoriser la création de coopératives de production, de répartition et de consommation;

e) Etablir des moyens de communications et de transport pour relier les collectivités rurales et indigènes aux centres de répartition et de consommation;

f) Favoriser et stimuler le développement de l'agriculture, de l'industrie rurale et des arts régionaux au moyen de primes et autres encouragement analogues, dans la forme déterminée par la loi.

Art. 96. — En plus des fins générales de la culture nationale, les écoles pour paysans et indigènes doivent atteindre les buts suivants:

a) Donner conscience des devoirs, des droits, de la dignité et des possibilités du citoyen panamien;

b) Eveiller l'intérêt pour la vie à la campagne par l'enseignement objectif des données matérielles indispensables à une vie rurale sûre, salubre et convenable et

c) Etendre jusqu'aux foyers des paysans et des indigènes l'action des organismes d'éducation et d'assistance qui tendent à élever le niveau moral, culturel et social.

PARAGUAY

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY¹

du 10 juillet 1940

DECLARATIONS GENERALES

Art. 3. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat, mais les autres cultes qui ne sont pas contraires à la morale et à l'ordre public sont tolérés. Le chef de l'Eglise paraguayenne et les évêques doivent avoir la qualité de citoyens paraguayens.

Art. 6. — Les principes, les garanties, les obligations et les droits proclamés par la présente constitution ne peuvent être modifiés par les lois qui en réglementent l'exercice. Toute loi, décret ou règlement contraire aux prescriptions de la constitution est nulle et non avenue.

Art. 7. — Tous les citoyens sont égaux devant l'impôt.

Art. 10. — L'éducation primaire est obligatoire et gratuite. Le Gouvernement favorisera l'enseignement secondaire, professionnel et universitaire.

Art. 11. — Le souci de la santé publique, l'assistance sociale et l'éducation morale, spirituelle et physique de la jeunesse constituent pour l'Etat des devoirs fondamentaux.

Art. 14. — L'exploitation de l'homme par l'homme est interdite. Pour assurer à tout travailleur un niveau de vie compatible avec la dignité humaine, le régime des contrats de travail et des assurances sociales ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène dans les entreprises, seront placés sous la surveillance et le contrôle de l'Etat.

Art. 15. — L'Etat réglementera la vie économique nationale. Il a seul le pouvoir de frapper et d'émettre la monnaie, d'établir des systèmes de poids et mesures et de contrôler les marques de fabrique. Les ententes qui ont pour but l'accaparement des articles de consommation, la hausse ou la baisse artificielles des prix, la disparition de la libre concurrence, ne seront pas autorisées. La fabrication et la vente d'articles préjudiciables à la santé et aux bonnes mœurs sont prohibées. La loi fixera les peines encourues pour les actes contraires à ces principes. L'Etat pourra nationaliser les services publics moyennant indemnité et monopoliser la production, la circulation et la vente d'articles de première nécessité.

Art. 16. — La chambre des représentants ne pourra accorder au pouvoir exécutif des pouvoirs extraordinaires en dehors des dispositions

de la présente constitution, ou lui accorder une autorité qui mettraient la vie, l'honneur et la propriété des Paraguayens à la merci du Gouvernement ou d'une personne quelconque.

Art. 17. — Toutes les autorités supérieures, tous les fonctionnaires et les employés publics sont personnellement responsables des manquements et des délits qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions, sans préjudice de la responsabilité indirecte de l'Etat qui pourra être déterminée par la loi. Ils ne pourront, en aucun cas, exercer des fonctions qui ne relèvent pas de leur compétence et leurs actes devront toujours être conformes à la loi. La grève des fonctionnaires publics ainsi que l'abandon collectif des fonctions dont ils ont la charge sont interdits.

DES DROITS, DES OBLIGATIONS ET DES GARANTIES

Art. 19. — Conformément aux lois qui règlent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants : droit de choisir une profession ; droit au travail et à l'exercice de tout commerce ou industrie licite, sous réserve des limitations que la loi impose pour des raisons sociales et économiques d'intérêt national ; droit de se réunir paisiblement ; droit de pétition auprès des autorités ; droit de publier leurs idées par la voie de la presse sans censure préalable, pourvu qu'elles se rapportent à des sujets d'intérêt général ; droit de disposer de leurs biens ; droit d'association à des fins licites ; droit de professer librement leur culte et droit à l'instruction et à l'enseignement.

Art. 20. — La loi déterminera quelles sont les professions dont l'exercice est subordonné à la possession d'un titre, les conditions à remplir pour l'obtenir et l'autorité qui doit le délivrer. L'organisation et l'inspection de l'enseignement sont à la charge de l'Etat.

Art. 21. — La constitution garantit la propriété privée dont l'importance et les limites seront fixées par la loi, compte tenu de sa fonction sociale. Nul ne peut être privé de sa propriété qu'en vertu d'un jugement fondé en droit. La propriété des biens de toute nature pourra être transférée légalement par l'expropriation pour cause d'utilité sociale définie par la loi, laquelle déterminera également la forme d'indemnisation. La loi pourra fixer l'étendue maximum de terres dont un seul individu ou une société légalement constituée pourra être propriétaire ; l'excédent devra être vendu en adjudication publique ou exproprié par l'Etat qui en effectuera la répartition.

Art. 22. — Tous les habitants de la Républi-

¹ Texte espagnol dans Andrés María Lazcano y Mazón, *Constituciones Políticas de America*. La Habana, Cuba, 1942, tomo II, p. 309-329. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

que ont obligation de subvenir à leurs besoins par un travail licite. Toute habitation paraguayenne doit être construite sur une parcelle de terrain appropriée.

Art. 23. — Les droits civils de la femme seront réglementés par la loi, compte tenu de l'unité de la famille, de l'égalité de la femme et de l'homme et de la diversité de leurs fonctions respectives dans la société.

Art. 24. — Aucun service personnel n'est exigible si ce n'est en vertu d'une loi. Tout auteur ou inventeur est propriétaire de son œuvre, invention ou découverte, pendant une période dont la durée est fixée par la loi.

Art. 25. — En aucun cas, on n'appliquera la peine de mort pour des raisons politiques, ni la confiscation des biens.

Art. 26. — Aucune loi n'aura d'effet rétroactif. Aucun habitant ne peut être puni sans jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait en cause, ni jugé par des tribunaux spéciaux. Nul ne peut être obligé de déposer contre soi-même, ni arrêté sans un ordre écrit de l'autorité compétente, ni détenu pendant plus de vingt-quatre heures sans que lui soit communiqué la motif de sa détention, ni détenu ailleurs que dans sa maison ou dans les endroits publics destinés à cette fin. Le recours à l'*habeas corpus* est garanti à tous les habitants. La loi tient pour innocents ceux qui n'ont pas été déclarés coupables ou légalement soupçonnés de l'être par la sentence d'un juge compétent. Le crime commis ou le déshonneur qu'il entraîne n'atteignent par les membres de la famille du criminel.

Art. 27. — Est inviolable, la défense en justice de la personne et des droits. Sont également inviolables, le domicile, la correspondance épistolaire et les papiers privés. La loi déterminera dans quels cas on pourra suspendre l'inviolabilité du domicile et celle de la correspondance.

Art. 28. — Les prisons doivent être salubres et propres. Il est interdit d'avoir recours à la torture et aux sévices.

Art. 29. — On n'exigera pas de caution excessive et on n'imposera pas d'amendes exagérées.

Art. 30. — Les actes privés qui ne portent en aucune façon atteinte à l'ordre et à la morale publique et ne causent pas de préjudice à des tiers, ne relèvent pas de l'autorité des magistrats. Aucun habitant ne peut être obligé à faire ce que la loi n'ordonne pas ou empêché de faire ce qu'elle ne défend pas. La loi pourra autoriser le pouvoir exécutif ou certaines auto-

rités administratives déterminées à édicter des règlements généraux de police et à imposer les sanctions correspondantes pour les questions et dans les limites que cette même loi fixera.

Art. 31. — L'édition et la publication de livres, de brochures et de périodiques seront réglementées par la loi. Les publications anonymes sont interdites.

Art. 32. — L'Etat contrôlera et réglementera l'organisation, le fonctionnement et les activités des groupements ou des organismes de caractère public.

Art. 33. — La nation paraguayenne n'admet pas de prérogatives de sang ou de naissance; il n'y a pas de privilèges personnels ni de titres de noblesse. Tous les habitants de la République sont égaux devant la loi. Les citoyens ont accès à tous les emplois sans autre condition que l'aptitude, et les étrangers seront soumis aux restrictions fixées par la loi. Il n'y a pas d'esclaves sur le territoire de la République du Paraguay.

Art. 34. — Nul ne pourra se rendre justice à soi-même ni avoir recours à la violence pour faire valoir ses droits. Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités créées par la présente constitution. Toute force armée ou réunion de personnes qui usurpe les droits du peuple et pétitionne en son nom, est coupable du délit de sédition.

Art. 35. — Les libertés que garantit la présente constitution sont toutes de caractère social. Les exigences de l'ordre public en limitent l'exercice de la façon et dans les formes établies par la loi. Il n'est pas permis de prêcher la haine ou la lutte de classes entre les Paraguayens.

Art. 36. — Les étrangers jouissent, sur le territoire de la République, des droits civils du citoyen, conformément aux lois qui en réglementent l'exercice; ils peuvent exercer leur industrie, leur commerce ou leur profession, posséder des biens immeubles, tester et se marier. Au cas où ils attenteraient à la sécurité de la République ou troubleraient l'ordre public, le Gouvernement pourra les faire expulser du pays conformément aux dispositions de la loi. Les étrangers ne sont pas obligés de se faire naturaliser.

Art. 37. — Commet un délit de trahison à la patrie celui qui s'unit à ses ennemis, en prenant les armes ou en les aidant et celui qui porte atteinte, d'une manière quelconque, à l'indépendance et à la sécurité de la République du Paraguay.

PAYS-BAS

CONSTITUTION DU 30 NOVEMBRE 1887¹

CHAPITRE I

DU ROYAUME ET DE SES HABITANTS

Art. 4. — Tous ceux qui se trouvent sur le territoire du royaume ont un droit égal à la protection de leurs personnes et de leurs biens.

La loi règle l'admission et l'expulsion des étrangers, et les conditions générales auxquelles peuvent être conclus pour leur extradition des traités avec les puissances étrangères.

Art. 5. — Tout Néerlandais peut être nommé à toutes les fonctions publiques. Aucun étranger n'y peut être nommé si ce n'est suivant les dispositions de la loi.

Art. 7. — Nul n'a besoin d'une autorisation préalable pour publier par la voie de la presse, ses idées ou ses opinions, sauf la responsabilité de chacun suivant la loi.

Art. 8. — Chacun a le droit d'adresser des pétitions au pouvoir compétent, pourvu qu'elles soient écrites.

Toute pétition doit être signée du pétitionnaire. Une signature ne peut être donnée pour autrui qu'en vertu d'une procuration écrite annexée à la pétition.

Les corps légalement constitués peuvent adresser des pétitions au pouvoir compétent, mais seulement sur des objets rentrant dans la sphère de leurs attributions.

Art. 9. — Le droit des citoyens de s'associer et de se réunir est reconnu.

La loi règle et limite l'exercice de ce droit dans l'intérêt de l'ordre public.

CHAPITRE V

DE LA JUSTICE

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 158. — Nul ne peut être privé de sa propriété que sur une déclaration préalable de la loi que l'utilité publique exige l'expropriation et moyennant une indemnité préalablement versée ou garantie, l'une et l'autre conformément aux prescriptions de la loi. La loi détermine les cas dans lesquels la déclaration préalable par une loi n'est pas requise. Le versement ou la garantie préalable de l'indemnité n'est pas nécessaire lorsqu'une guerre ou un danger de guerre, une insurrection, un incendie ou le péril des eaux exige une prise de possession immédiate.

Art. 159. — Si l'intérêt public exige qu'une

propriété soit détruite ou rendue définitivement ou temporairement inutilisable par l'autorité publique, il y est procédé moyennant indemnité, à moins que la loi n'en dispose autrement.

L'usage des propriétés pour préparer et effectuer des inondations militaires en cas de nécessité causée par une guerre ou un danger de guerre est réglé par la loi.

Art. 160. — Tous litiges sur la propriété et les droits qui en dérivent, les créances et autres droits civils, sont exclusivement du ressort de l'autorité judiciaire.

Art. 161. — La loi peut attribuer la décision de litiges autres que ceux qui sont déterminés à l'article 154, soit aux juges de droit commun, soit à un collège investi de la juridiction administrative. Elle règle le mode de procéder et les conséquences des décisions.

Art. 163. — Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne.

Art. 164. — Hors les cas déterminés par la loi, nul ne peut être détenu que sur une ordonnance du juge, exprimant les motifs de l'arrestation. Cette ordonnance doit être, au moment de l'arrestation ou le plus tôt possible, notifiée à la personne contre laquelle elle est dirigée.

La loi détermine la forme de cette ordonnance et le délai dans lequel toutes les personnes arrêtées doivent être entendues.

Art. 165. — Il n'est permis de pénétrer dans un domicile contre le gré de son habitant que dans les cas prévus par la loi, en vertu d'un mandat particulier ou général d'une autorité désignée par la loi.

La loi règle les formes auxquelles est soumis l'exercice de cette faculté.

Art. 166. — Le secret des lettres confiées à la poste ou à tout autre service public de transport est inviolable, si ce n'est sur mandat du juge dans les cas spécifiés par la loi.

Art. 167. — La peine de confiscation générale des biens appartenant au coupable ne peut être établie pour aucun délit.

CHAPITRE VI

DU CULTE

Art. 174. — Chacun professe ses opinions religieuses en pleine liberté, sauf la protection de la société et de ses membres contre les infractions à la loi pénale.

Art. 175. — Une protection égale est accordée à toutes les communions religieuses du royaume.

Art. 176. — Les adhérents de divers cultes jouissent tous des mêmes droits civils et politiques, et sont également habiles à revêtir les dignités, fonctions et emplois.

Art. 177. — L'exercice public de tous les

¹ Daresté, *op. cit.*, vol. II, p. 231-267. La traduction française de l'article 200 est due à Mme L. de la Haye-Selig, docteur en droit, Bruxelles. Pour le numérotage des articles, voir Richard C. Spencer and Pearl C. Spencer, *Topical Index to National Constitutions*, Philadelphia, 1942, p. 7-9.

cultes est permis à l'intérieur des édifices et lieux fermés, sauf les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la tranquillité publique.

L'exercice public du culte reste autorisé sous la même réserve hors des édifices et lieux fermés, partout où il est actuellement permis d'après les lois et règlements.

Art. 179. — Le roi veille à ce que toutes les communions religieuses se maintiennent dans les bornes de l'obéissance aux lois de l'Etat.

Art. 180. — L'intervention du Gouvernement n'est exigée, ni pour la correspondance entre les chefs des diverses communions religieuses, ni, sauf la responsabilité résultant de la loi, pour la publication d'instructions religieuses.

CHAPITRE VIII DE LA DEFENSE

Art. 195. — Pour le maintien de la sûreté extérieure ou intérieure, toute fraction du territoire du royaume peut être, par le roi ou en son nom, déclarée en état de guerre ou en état de siège. La loi détermine le mode et les cas de cette déclaration, et elle en règle les effets.

Il peut être décidé à cette occasion que les attributions constitutionnelles du pouvoir civil concernant l'ordre public et la police passeront en tout ou en partie au pouvoir militaire et que les autorités civiles seront subordonnées aux autorités militaires.

Il peut, en outre, être dérogé aux articles 7, 9, 165 et 166 de la constitution.

En cas de guerre, il peut encore être dérogé au premier alinéa de l'article 163.

CHAPITRE X DE L'INSTRUCTION ET DE L'ASSISTANCE

Art. 200. — L'instruction est l'objet de la sollicitude constante du Gouvernement.

L'enseignement est libre, toutefois sous la surveillance de l'Etat; en outre, en ce qui con-

cerne l'enseignement de formation générale, qui peut être primaire ou moyen, un examen de la capacité et de la moralité du personnel enseignant est exigé: le tout sera réglé par la loi.

L'enseignement public sera réglé par la loi en respectant les sentiments religieux de chacun. Dans chaque commune, l'Etat pourvoira à ce qu'il soit donné, dans un nombre d'écoles suffisant, un enseignement primaire public de formation générale satisfaisant. Des dérogations à ce règlement pourront être autorisées. Toutefois la loi veille à ce que les parents qui veulent pour leurs enfants l'enseignement public trouvent satisfaction.

Les programmes à imposer aux établissements d'enseignement, défrayés en tout ou en partie par l'Etat, seront fixés par la loi, en tenant compte, en ce qui concerne l'enseignement privé, de la liberté de direction.

Ces programmes pour l'enseignement de formation générale, seront réglés de façon à ce que l'équivalence de l'enseignement privé, défrayé en tout ou en partie par l'Etat, et celle de l'enseignement public soient garanties. La réglementation respectera, en particulier, la liberté de l'enseignement privé quant au choix des moyens d'enseignement et à la nomination des instituteurs.

L'enseignement privé de formation générale qui satisfera aux conditions de la loi, verra ses frais supportés par l'Etat dans la même mesure que ceux afférents à l'enseignement public. La loi fixera les conditions de l'octroi de subventions par l'Etat à l'enseignement privé de formation générale et à l'enseignement supérieur préparatoire.

Le roi fait présenter chaque année aux Etats généraux un rapport sur l'état de l'enseignement.

Art. 201. — L'assistance est l'objet de la sollicitude constante du Gouvernement, et elle est réglée par la loi. Le roi fait présenter, tous les ans, aux Etats généraux un rapport détaillé des mesures prises en cette matière.

PEROU

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DU PEROU¹

du 9 avril 1933

TITRE II

GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Chapitre I

GARANTIES NATIONALES ET SOCIALES

Art. 8. — La loi ne peut établir, modifier ou supprimer les impôts, accorder des exemptions totales ou partielles, que pour le service public.

Il n'existe pas de privilèges personnels en matière d'impôts.

Art. 16. — Les monopoles et accaparements industriels et commerciaux sont interdits. La loi fixe les peines qui frapperont les contrevenants. La loi seule peut établir des monopoles et régies d'Etat dans l'intérêt exclusif de la nation.

Art. 17. — Les sociétés commerciales, nationales ou étrangères, sont soumises, sans restrictions, aux lois de la République. Dans tous contrats conclus entre l'Etat et des étrangers ou dans toutes concessions accordées par l'Etat aux étrangers doit figurer l'engagement formel de ceux-ci de se soumettre aux lois et aux tribunaux de la République et de renoncer à toute réclamation diplomatique.

Art. 19. — Sont nuls les actes de ceux qui usurpent des fonctions publiques et les emplois conférés en dehors des conditions fixées par la présente constitution et par les lois.

Art. 20. — Quiconque exerce une fonction publique est directement et immédiatement responsable des actes par lui accomplis dans l'exercice de ses fonctions. La loi déterminera la façon de rendre effective cette responsabilité. Le ministère public est tenu d'exiger l'application de cette prescription.

Art. 21. — Nul ne pourra exercer les fonctions publiques désignées dans la présente constitution, s'il n'a prêté serment de les remplir.

Art. 22. — Tout fonctionnaire ou employé public, civil ou militaire, propriétaire de biens ou de rentes indépendamment de son traitement, est tenu de les déclarer expressément et spécifiquement conformément à la loi.

Art. 23. — La constitution et les lois protègent et obligent également tous les habitants de la République. Il pourra être fait des lois spéciales lorsque les circonstances l'exigeront, mais jamais à raison de différences entre les personnes.

Art. 24. — Nul ne sera obligé de faire ce

que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

Art. 25. — Aucune loi n'a force ni effet rétroactifs.

Art. 26. — Des réclamations peuvent être adressées au Congrès en cas de violations de la constitution.

Art. 27. — L'Etat reconnaît la liberté d'association et des conventions. Les conditions de l'exercice de ces libertés sont réglées par la loi.

Art. 28. — La loi fixera le taux maximum d'intérêt des prêts en espèces. Tout pacte contraire est nul et toute infraction à cette disposition sera punie.

Art. 29. — La propriété est inviolable, qu'elle soit matérielle, intellectuelle, littéraire ou artistique. Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est pas pour cause d'utilité publique, légalement établie et moyennant le paiement préalable d'une indemnité équitable.

Art. 30. — L'Etat garantit et protège les droits des auteurs et des inventeurs. La loi réglementera l'exercice de ces droits.

Art. 31. — La propriété, quel que soit le propriétaire, est régie exclusivement par les lois de la République et soumise aux contributions, charges et limitations qu'elles établissent.

Art. 32. — Les étrangers, en ce qui concerne la propriété, sont soumis aux mêmes règles que les Péruviens, sans que, dans aucun cas, ils puissent invoquer à ce sujet une situation exceptionnelle, ni avoir recours à des réclamations diplomatiques.

Art. 33. — Les choses publiques, dont l'usage appartient à tous, telles que les rivières, les lacs et les chemins publics, ne peuvent pas être l'objet de propriété privée.

Art. 34. — L'usage de la propriété doit se conformer à l'intérêt social. La loi fixera les limites et les modalités du droit de propriété.

Art. 35. — La loi, par raison d'intérêt national, peut établir des restrictions et des prohibitions spéciales pour l'acquisition et le transfert de la propriété des biens de catégories spéciales, soit en raison de leur nature, soit en raison de leur condition ou situation dans le territoire.

Art. 36. — Dans un rayon de cinquante kilomètres de la frontière, les étrangers ne pourront acquérir ni posséder à aucun titre, des terrains, des eaux, des mines ou des combustibles, directement ou indirectement, soit individuellement, soit en société, sous peine de perdre, au bénéfice de l'Etat, la propriété acquise, sauf le cas de nécessité nationale déclarée par une loi spéciale.

Art. 37. — Les mines, les terres, les bois, les eaux, et en général toutes les sources

¹ Texte espagnol dans *La Constitución del Perú del Año 1933*. Lima (sans date). Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

naturelles de richesse, appartiennent à l'Etat, sous réserve des droits légalement acquis. La loi déterminera les conditions de leur utilisation par l'Etat ou le régime des concessions aux particuliers, en propriété ou en usufruit.

Art. 38. — L'Etat peut, par une loi, prendre à sa charge ou nationaliser les transports terrestres, maritimes, fluviaux, lacustres, aériens ou autres services publics appartenant à des particuliers, moyennant le versement d'une indemnité préalable, conformément aux lois existantes.

Art. 39. — Les tarifs de transport des voyageurs et des marchandises sont fixés et perçus uniquement dans la monnaie nationale sans aucune exception.

Art. 40. — L'Etat reconnaît la liberté du commerce et de l'industrie.

La loi indiquera les conditions de l'exercice de ces libertés ainsi que les garanties accordées. Quand la sécurité et la nécessité publiques l'exigeront, la loi pourra établir ou autoriser le pouvoir exécutif à imposer des limitations et des réserves à l'exercice desdites libertés, ces restrictions ne pouvant avoir dans aucun cas un caractère personnel ou de confiscation.

Art. 41. — L'Etat percevra une partie des bénéfices des entreprises minières, à concurrence du montant et dans la proportion nécessaire fixée par la loi.

Art. 42. — L'Etat garantit la liberté du travail. Chacun peut exercer librement tout métier, industrie ou profession non contraires à la morale, à la santé ou à la sécurité publiques.

Art. 43. — L'Etat édictera une loi sur le contrat collectif de travail.

Art. 44. — Dans le contrat de travail, est défendue toute clause restrictive de l'exercice des droits civils, politiques et sociaux.

Art. 45. — L'Etat favorisera l'établissement d'un régime de participation des employés et des ouvriers aux bénéfices des entreprises. Il légifèrera sur les autres aspects des relations entre les entreprises et le personnel qu'elles occupent et sur la défense des employés et des travailleurs en général.

Art. 46. — L'Etat légifèrera sur l'organisation générale et la sécurité du travail dans l'industrie, et sur les garanties de la vie, de la santé et de l'hygiène des travailleurs. La loi fixera les conditions maxima de travail, la rémunération pour la durée des services fournis, les indemnités en cas d'accidents, ainsi que les salaires minima, en rapport avec l'âge, le sexe, la nature des travaux et les conditions et besoins des diverses régions du pays.

Art. 47. — La loi favorisera la conservation et l'accroissement du nombre des moyennes et petites propriétés rurales. Il sera possible, par disposition législative et moyennant une indemnisation préalable, d'exproprier des terres

du domaine privé, particulièrement celles qui ne sont pas exploitées, pour les morceler ou les aliéner dans les conditions fixées par la loi.

Art. 48. — La loi établira un régime destiné à remédier aux conséquences économiques du chômage, de la vieillesse, de la maladie, de l'invalidité et de la mortalité. Elle encouragera la création d'institutions de solidarité sociale, d'établissements d'épargne et d'assurance ainsi que de coopératives.

Art. 49. — Dans des circonstances extraordinaires de nécessité sociale, des lois pourront être édictées, ou le pouvoir exécutif pourra être autorisé à adopter les mesures nécessaires afin de réduire les prix des articles de consommation.

En aucun de ces cas, les biens ne seront expropriés sans que soit versée une juste indemnité.

Art. 50. — L'Etat prend à sa charge l'hygiène publique et il veille à la santé des individus en édictant les lois nécessaires pour le contrôle hygiénique et sanitaire ainsi que les lois propres à favoriser le développement physique, moral et social de la population.

Art. 51. — Le mariage, la famille et la maternité sont sous la protection de la loi.

Art. 52. — La protection de la santé physique, mentale et morale de l'enfance est un devoir primordial de l'Etat. L'Etat défend le droit de l'enfant à la vie familiale, à l'éducation, à l'orientation professionnelle et à pleine assistance dans les cas d'abandon, de maladie ou de misère. L'Etat confiera à des organismes techniques appropriés, l'application des dispositions de cet article.

Art. 53. — L'Etat ne reconnaît pas l'existence légale des partis politiques appartenant à une organisation internationale. Les membres de ces partis ne peuvent assumer de fonctions politiques.

Art. 54. — La peine de mort sera appliquée pour les crimes de trahison à la patrie et d'homicide qualifié et pour tous autres motifs déterminés par la loi.

Chapitre II

GARANTIES INDIVIDUELLES

Art. 55. — Nul ne peut être astreint à fournir un travail personnel sans son libre consentement et sans la rémunération due.

Art. 56. — Nul ne peut être arrêté sans mandat écrit et motivé du juge compétent ou des autorités chargées du maintien de l'ordre public, sauf le cas de flagrant délit. Dans tous les cas, le détenu devra être mis à la disposition du tribunal compétent dans un délai de vingt-quatre heures ou à l'expiration du délai nécessaire pour parcourir la distance qui l'en sépare. Ce tribunal ordonnera la mise en liberté ou

délivrera un mandat d'emprisonnement dans les formes légales.

Art. 57. — Nul ne sera condamné pour un acte ou une omission qui, au moment où il est commis, n'est pas qualifié par la loi en termes formels et non équivoques comme une infraction punissable. Nul ne sera jugé par d'autres tribunaux que ceux que la loi établit. Aucune déclaration arrachée par la violence n'aura de valeur légale.

Art. 58. — Nul ne peut être emprisonné pour dettes.

Art. 59. — La liberté de conscience et de croyance est inviolable. Nul ne sera poursuivi à raison de ses idées.

Art. 60. — Le droit de pétition peut être exercé individuellement ou collectivement. La force armée ne peut l'exercer.

Art. 61. — Le domicile est inviolable. Nul ne peut y pénétrer sans présenter préalablement un mandat écrit et motivé du juge ou de l'autorité compétente.

Art. 62. — Le droit de se réunir paisiblement et sans armes sans compromettre l'ordre public appartient à tous. La loi réglementera l'exercice de ce droit.

Art. 63. — L'Etat garantit la liberté de la presse. Le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions par la voie de la presse ou par tout autre moyen de diffusion appartient à tous, sous réserve de la responsabilité que déterminera la loi. L'auteur et l'éditeur sont responsables de la publication punissable et répondent solidairement du paiement de l'indemnité qui revient à la personne lésée.

Art. 64. — Les tribunaux ordinaires connaîtront les délits de presse.

Art. 65. — Les spectacles publics sont soumis à la censure.

Art. 66. — La correspondance est inviolable. Les lettres et les papiers privés ne peuvent être saisis, interceptés ou examinés que par l'autorité judiciaire, dans les cas et en la forme déterminés par la loi.

Les lettres et les papiers privés violés ou soustraits ne produisent aucun effet légal.

Art. 67. — Le droit d'entrer sur le territoire de la République, d'y circuler, d'en sortir, est libre sous réserve des restrictions établies par les lois pénales, sur la santé publique et sur les étrangers.

Art. 68. — Nul ne peut être banni du territoire de la République ou éloigné du lieu de sa résidence si ce n'est en vertu d'une sentence exécutoire ou par application de la loi sur les étrangers.

Art. 69. — Tous les droits individuels et sociaux reconnus par la présente constitution donnent lieu au recours d'*habeas corpus*.

Art. 70. — Lorsque la sécurité de l'Etat

l'exigera, le pouvoir exécutif pourra suspendre totalement ou partiellement, sur tout ou partie du territoire national, les garanties énumérées aux articles 56, 61, 62, 67 et 68. Si la suspension des garanties est décrétée au cours d'une session parlementaire, le pouvoir exécutif en rendra immédiatement compte au Congrès.

La durée de la suspension des garanties n'excédera pas trente jours. La prolongation exigera un nouveau décret.

La loi déterminera les pouvoirs du pouvoir exécutif pendant la période de suspension des garanties.

TITRE III

DE L'EDUCATION

Art. 71. — La direction technique de l'éducation appartient à l'Etat.

Art. 72. — L'instruction primaire est obligatoire et gratuite.

Art. 73. — Il y aura au moins une école dans toute localité où la population scolaire est de trente élèves.

Dans chaque capitale de province et de district, une éducation primaire complète sera donnée.

Art. 74. — Les écoles qui fonctionnent dans les centres industriels, agricoles ou miniers seront entretenues par les propriétaires respectifs ou par les entreprises.

Art. 75. — L'Etat encourage l'enseignement secondaire et supérieur qui sera gratuit dans la mesure du possible.

Art. 76. — Dans chaque département, il y aura au moins une école de formation industrielle.

Art. 77. — L'Etat encourage l'enseignement technique des ouvriers.

Art. 78. — L'Etat encourage et subventionne l'éducation préscolaire et postscolaire et les écoles destinées aux enfants retardés ou anormaux.

Art. 79. — L'éducation morale et civique de l'enfant est obligatoire et devra s'inspirer nécessairement de la grandeur de la patrie et de la solidarité humaine.

Art. 80. — L'Etat garantit la liberté de la chaire professorale.

Art. 81. — Le professorat est une carrière publique et donne droit aux avantages fixés par la loi.

Art. 82. — Les trésors archéologiques, artistiques et historiques sont sous la sauvegarde de l'Etat.

Art. 83. — La loi déterminera le montant minimum des sommes affectées à l'entretien et à la diffusion de l'enseignement, et la proportion dans laquelle ces sommes devront être augmentées annuellement.

TITRE XIV
RELIGION

Art. 232. — Respectant les sentiments de la majorité des citoyens, l'Etat protège la religion

catholique, apostolique et romaine. Les autres religions jouissent de la liberté d'exercer leurs cultes respectifs.

LOI SUR LA PRESSE¹

de 30 novembre 1945, amendée le 14 décembre 1945

Art. 1. — Tout individu a le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions par le moyen de la presse, sous la responsabilité établie par la loi².

Art. 2. — Tout imprimé portera la marque de l'imprimeur et le nom de l'éditeur responsables. On communiquera à l'autorité politique compétente le titre et les caractéristiques de la publication, les noms de l'éditeur et du directeur, leurs domiciles, l'adresse du local de l'imprimerie où se fait l'édition et le capital propre de l'exploitation.

Art. 3. — Les entreprises de presse qui se constitueront sous forme de sociétés anonymes ne pourront émettre d'actions nominatives que dans les soixante jours qui suivront la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — En plus de la déclaration visée à l'article 2, les entreprises de presse devront fournir tous renseignements relatifs à la composition de leur capital, au nom ou aux noms de leurs propriétaires et à la participation de chacun d'entre eux, ainsi que la liste des créanciers hypothécaires, ou gagistes, s'il y en a, avec indication du montant de chaque créance;

elles seront tenues d'établir en justice la preuve de leurs dires.

Art. 5. — Les entreprises visées aux articles 3 et 4 sont obligées de publier dans leurs propres organes, dans le courant du mois de mars de chaque année, une liste de leurs actionnaires, avec l'indication du nombre d'actions possédées par chacun et de leur valeur nominale.

Art. 6. — Les délits prévus par le code pénal qui auront été commis au moyen de journaux ou de feuilles volantes seront jugés conformément aux dispositions légales en vigueur, mais on doublera les peines et lorsque des peines alternatives sont prévues, on appliquera la plus grave. L'action populaire est ouverte pour le dénonciation d'une infraction quelconque, par commission ou omission, aux obligations imposées par la présente loi.

Art. 7. — Celui qui s'estime offensé par une publication quelconque qui l'a désigné nommément, a le droit d'exiger que l'organe même où la publication s'est faite publie son explication ou sa rectification, celle-ci ne pouvant occuper plus d'espace que n'en a occupé l'article auquel elle répond, et à condition qu'elle soit rédigée en termes décents. L'éditeur est obligé de publier immédiatement et gratuitement ladite réponse. S'il refuse, on applique la peine de la suspension qui, en aucun cas, ne pourra dépasser sept éditions successives et qui sera fixée par le juge instructeur correctionnel, qui statuera en dernier ressort.

Art. 8. — Le pouvoir exécutif est chargé de prendre les règlements d'application de la présente loi.

¹ Texte espagnol communiqué par M. Juan Bautista de Lavalle, docteur en droit, ambassadeur du Pérou auprès de l'Union panaméricaine, Washington, D.C.

² Amendement du 14 décembre 1945. Le texte du 30 novembre 1945 était le suivant: "Tout individu a le droit d'éditer un organe d'information du moment qu'il n'attaque pas les libertés individuelles. Une action publique est ouverte contre les journaux qui contreviennent à ce principe. La Cour suprême de justice de la République est la seule autorité qui puisse dans ce cas décider ou refuser la suspension d'un journal."

PHILIPPINES

CONSTITUTION DES PHILIPPINES¹

de 1935²

ARTICLE III

DECLARATION DES DROITS

Sect. 1. — 1. Nul ne peut être privé de la vie, de sa liberté ou de ses biens autrement que par une procédure régulière et nul ne peut se voir refuser l'égalité de protection des lois.

2. La propriété privée ne peut être expropriée pour cause d'utilité publique sans une juste compensation.

3. Le droit des individus à la garantie de leurs personnes, de leurs demeures, de leurs papiers et de leurs biens contre toute perquisition et saisie abusive est inviolable; nul mandat d'amener ne peut être lancé si ce n'est pour des motifs probants qui doivent être déterminés par le juge après interrogatoire sous serment ou affirmation du plaignant et des témoins qu'il peut produire. Le mandat doit spécifier les lieux à perquisitionner, les personnes à appréhender ou les objets à saisir.

4. Il ne peut être apporté de restriction au libre choix du domicile et au droit d'en changer, dans les limites prescrites par la loi.

5. Le secret des communications et de la correspondance est inviolable, sous réserve d'un ordre régulier des tribunaux ou lorsque la sécurité ou l'ordre publics l'exigent.

6. Il ne peut être apporté de restrictions au droit de former des associations ou sociétés ayant des fins non contraires à la loi.

7. Aucune loi ne peut être promulguée en vue d'établir une religion ou d'en interdire le libre exercice; la libre jouissance et le libre exercice de la pratique et du culte religieux, sans discrimination ni préférence, sont garantis pour toujours. Aucun critère de caractère religieux ne peut être adopté pour l'exercice des droits civils ou politiques.

8. Il ne peut être promulgué de lois restreignant la liberté de la parole ou de la presse et le droit des individus à s'assembler en paix et à présenter au Gouvernement des pétitions pour la réforme des abus.

9. Il ne peut être promulgué de lois accordant des titres de noblesse. Aucun individu remplissant une fonction lucrative ou par fidéicommis, ne peut recevoir, sans le consentement de l'Assemblée nationale, aucun don, émoluments, office ou titre de quelque nature que ce soit émanant d'un Etat étranger.

10. Il ne peut être promulgué de lois allant à l'encontre des obligations nées de contrats antérieurs.

11. Il ne peut être promulgué de lois avec effet rétroactif, ni d'ordonnances prononçant la mort civile.

12. Nul ne peut être emprisonné pour dettes ou pour non-paiement de l'impôt de capitation.

13. Toute servitude involontaire, sous quelque forme que ce soit, est abolie sauf dans le cas d'une peine prononcée pour un crime, après condamnation régulière.

14. Le droit d'*habeas corpus* ne peut être suspendu, sauf en cas d'invasion, d'insurrection ou lorsque la sécurité publique l'exige. Dans chacun de ces cas, ce droit peut être toujours suspendu pendant la période qui apparaît nécessaire.

15. Nul ne peut être tenu de répondre d'un délit criminel si ce n'est par une procédure régulière.

16. A l'exception des cas de crime capital entouré de fortes présomptions de culpabilité, tout individu, avant sa condamnation, peut être mis en liberté provisoire sous caution suffisante. Il ne peut être exigé de caution excessive.

17. Pendant toute poursuite criminelle l'accusé est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire et jouit du droit de se faire entendre par lui-même ou par son conseil, d'être informé de la nature et du motif de l'accusation portée contre lui, de passer rapidement en jugement public, d'être confronté personnellement avec les témoins et de pouvoir faire citer d'office des témoins à décharge.

18. Nul ne peut être contraint de témoigner contre lui-même.

19. Il ne peut être imposé d'amendes excessives, ni prononcé de peines cruelles ou extraordinaires.

20. Nul ne peut être mis à nouveau sous le coup d'une peine pour le même délit. Si un acte déterminé est sanctionné par une loi et par une ordonnance, la condamnation ou l'acquiescement en vertu de l'une ou de l'autre de ces mesures fait obstacle à toute autre poursuite pour le même acte.

21. La liberté d'accès aux tribunaux ne sera refusée à personne pour cause d'insuffisance de ressources.

ARTICLE XIII

CONSERVATION ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Sect. 1. — Toutes les terres agricoles, forestières et minières du domaine public, les eaux, les minéraux, le charbon, le pétrole et autres huiles minérales, toutes les forces d'énergie potentielle et toutes les autres ressources

¹ Texte anglais dans : *Constitution of the Philippines* (s.d.). Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

² La Constitution fut votée par une Convention le 8 février 1935, approuvée par le Président des Etats-Unis d'Amérique le 23 mars 1935 et entra en vigueur le 15 novembre 1935.

naturelles des Philippines appartiennent à l'Etat. La disposition, l'exploitation, le développement ou l'utilisation de ces ressources sont réservés aux citoyens des Philippines ou aux compagnies ou associations dont le capital se trouve pour 60 pour 100 au moins aux mains des citoyens des Philippines, sous réserve des droits, des donations, des baux ou concessions existant à l'époque de l'entrée en fonctions du gouvernement établi par la présente constitution. Les ressources naturelles, à l'exception des terres agricoles du domaine public, ne peuvent être aliénées; il ne peut être consenti de licence, de concession ou de bail pour l'exploitation, le développement ou l'utilisation d'une quelconque des ressources naturelles pour une période dépassant vingt-cinq ans, renouvelable pour une autre période de vingt-cinq ans, sauf en ce qui concerne les droits sur l'eau pour l'irrigation, l'approvisionnement en eau, les pêcheries ou les usages industriels autres que le développement de l'énergie hydraulique, auxquels cas l'emploi utile de ces droits peut déterminer l'étendue et la durée de leur jouissance.

Sect. 2. — Aucune compagnie ou association privée ne peut acquérir, louer à bail ou détenir des terres agricoles du domaine public d'une étendue supérieure à 1.024 hectares; aucun individu ne peut acquérir des terres agricoles du domaine public d'une étendue supérieure à 144 hectares dans le cas d'achat, à 1.024 hectares dans le cas de bail et à 24 hectares dans le cas de constitution de bien de famille. Les terres propres au pâturage d'une étendue ne dépassant pas 2.000 hectares peuvent être données à bail à des individus et à des compagnies ou associations privées.

Sect. 3. — L'Assemblée nationale peut fixer par une loi l'étendue de terres agricoles privées que les individus, les compagnies ou les associations peuvent acquérir et détenir sous réserve des droits existant antérieurement à la promulgation de ladite loi.

Sect. 4. — L'Assemblée nationale peut autoriser, sur versement d'une juste indemnité, l'expropriation de terres en vue de leur division en parcelles et de leur transfert à des individus au prix coûtant.

Sect. 5. — A l'exception de la dévolution par héritage, une terre agricole privée ne peut être transférée ou cédée qu'à des individus, compagnies ou associations qualifiés pour acquérir ou détenir des terres du domaine public des Philippines.

Sect. 6. — Dans l'intérêt du bien-être public et de la défense nationale, l'Etat peut établir et exploiter les industries et les moyens de transport et de communications et, contre paiement d'une juste indemnité, transférer au domaine public des services d'intérêt public et autres entreprises privées en vue de leur exploitation par le Gouvernement.

ARTICLE XIV

DISPOSITIONS GENERALES

Sect. 4. — L'Etat favorise la recherche et l'invention scientifique. Les arts et les lettres sont sous sa protection. Les auteurs et les inventeurs sont assurés, pour une période limitée, de la jouissance exclusive de leurs droits sur leurs écrits et inventions.

Sect. 5. — Toutes les institutions d'éducation sont sous le contrôle de l'Etat et soumises à sa réglementation. Le Gouvernement établit et entretient un système complet et approprié d'éducation publique et fournit, au moins au stade primaire, l'instruction publique gratuite, ainsi qu'un enseignement civique pour les citoyens adultes. Les écoles ont pour objet de développer le caractère moral, la discipline individuelle, la conscience civique et la capacité professionnelle et d'enseigner à chacun ses devoirs de citoyen. L'instruction religieuse facultative est donnée dans les écoles publiques ainsi que la loi le permet actuellement. Les universités instituées par l'Etat jouissent de la liberté académique. L'Etat institue, pour les citoyens particulièrement doués, des bourses pour l'étude des arts, des sciences et des lettres.

Sect. 6. — L'Etat fournit sa protection aux travailleurs, en particulier aux femmes et aux mineurs, et réglemente les relations entre le propriétaire terrien et le fermier et entre le travail et le capital, dans l'industrie et l'agriculture. L'Etat peut prendre des mesures en vue de l'arbitrage obligatoire.

LOI No 53 DE LA REPUBLIQUE¹

du 5 octobre 1946

LOI AYANT POUR OBJET DE DISPENSER LE PROPRIETAIRE, LE DIRECTEUR OU LE REDACTEUR D'UNE PUBLICATION DE REVELER LA SOURCE D'INFORMATIONS PARUES DANS CETTE PUBLICATION SI CETTE SOURCE EST CONFIDENTIELLE.

Art. 1. — Le propriétaire, le directeur ou le

rédacteur dûment accrédité d'un journal, d'une revue ou d'un périodique s'adressant au grand public ne peuvent être contraints de révéler la source de nouvelles ou d'informations parues dans cette publication quand elles ont été

¹ Texte anglais communiqué par l'Ambassade des Philippines, Washington. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

communiquées audit propriétaire, directeur ou rédacteur sous réserve qu'ils n'en révéleraient pas la source à moins que le tribunal, la chambre des représentants ou une commission du Congrès n'estime que l'intérêt de l'Etat exige la révélation de cette source.

Art. 2. — Toutes dispositions légales ou décisions de tribunal incompatibles avec la présente loi sont abrogées ou modifiées en conséquence.

Art. 3. — La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ratification.

POLOGNE

Note. Le 22 juillet 1944, le Comité polonais de libération nationale qui s'était formé à Lublin lança à Chelm un manifeste déclarant que, en attendant l'adoption d'une nouvelle constitution "les dispositions fondamentales de la Constitution du 17 mars 1921 resteront en vigueur". Le manifeste est reproduit (en langue polonaise) dans: *Du Comité polonais de libération nationale au Gouvernement d'unité nationale*. (Collection de documents. Varsovie, 1945, p. 6.)

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE¹ du 17 mars 1921

CHAPITRE V

DROITS ET DEVOIRS GENERAUX DES CITOYENS

Art. 87. — Un ressortissant polonais ne peut être en même temps ressortissant d'un autre Etat.

Art. 88. — La nationalité polonaise s'acquiert :

a) Par la naissance de parents polonais ;

b) Par la naturalisation conférée par l'autorité compétente de l'Etat.

Les autres conditions relatives à l'acquisition et à l'extinction de la nationalité sont fixées par la loi.

Art. 89. — Les ressortissants polonais ont pour premier devoir de rester fidèles à la République polonaise.

Art. 90. — Tout ressortissant est tenu de respecter et d'observer la constitution et les autres lois ou décrets en vigueur, émanant des autorités compétentes de l'Etat ou de l'autonomie locale.

Art. 91. — Tout ressortissant est tenu de se soumettre aux obligations militaires. Le genre et le mode du service ou règlement et sa durée, la libération de cette obligation ainsi que toutes les prestations de nature militaire seront réglés par la loi.

Art. 92. — Tout ressortissant est tenu de supporter les charges et obligations publiques, établies par la loi.

Art. 93. — Tout ressortissant est tenu de respecter l'autorité légale et de faciliter l'exécution de la tâche de celle-ci, de remplir consciencieusement les devoirs publics auxquels la nation ou l'autorité compétente l'aura appelé.

Art. 94. — Les citoyens ont le devoir de donner une éducation à leurs enfants, d'en faire de bons citoyens de la patrie et de leur assurer au moins l'instruction primaire.

Cette obligation sera déterminée de plus près par la loi.

Art. 95. — La République polonaise assure sur son territoire la pleine protection de la vie, de la liberté et de la propriété à tous ses habitants sans distinction de provenance, nationalité, langue, race ou religion.

Les étrangers bénéficient sous condition de réciprocité, des mêmes droits que les ressortis-

sants polonais et ont les mêmes obligations, sauf pour les cas où la loi exige expressément la nationalité polonaise.

Art. 96. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Les emplois publics sont accessibles dans la même mesure à tous, dans les conditions fixées par la loi.

La République polonaise ne reconnaît pas de privilèges de naissance, ni de classe, de blasons, de titres nobiliaires, ou autres, exception faite pour les distinctions scientifiques, les titres officiels ou professionnels. Un citoyen n'a pas le droit d'accepter sans l'autorisation du président de la République de titres ni de décorations étrangers.

Art. 97. — Les limitations à la liberté, notamment la révision personnelle et l'arrestation, ne sont admises que dans les cas prévus par la loi et selon un mode fixé par la loi, sur la base d'un mandat de l'autorité judiciaire.

Si le mandat judiciaire n'a pu être délivré immédiatement, il devra l'être dans les quarante-huit heures avec notification des motifs ayant provoqué la révision ou l'arrestation.

Les personnes arrêtées auxquelles les motifs de l'arrestation n'ont pas été indiqués dans les quarante-huit heures par un écrit revêtu des signatures des autorités judiciaires recouvreront immédiatement leur liberté.

Les lois règlent les moyens de contrainte reconnus aux autorités administratives pour exécuter leurs ordres.

Art. 98. — Nul ne pourra être soustrait à son juge légal. Les juridictions exceptionnelles ne sont admises que dans les cas prévus par les lois promulguées avant la perpétration de l'acte délictueux. La poursuite et la punition d'un citoyen n'auront lieu qu'à la suite d'une loi ayant force obligatoire.

Les peines qui comportent des inflections corporelles sont interdites et nul ne pourra en être frappé.

Aucune loi ne pourra fermer la voie judiciaire au citoyen victime d'une injustice ou d'un préjudice.

Art. 99. — La République polonaise reconnaît toute propriété, soit individuelle des citoyens, soit collective d'associations de citoyens, de corps autonomes, d'institutions ou de l'Etat lui-même, comme un des principaux fondements de l'organisation sociale et de l'ordre juridique ; elle reconnaît à tous les habitants,

¹ *Constitution de la République de Pologne*, du 17 mars 1921. Editions Bossard, Paris, 1921.

institutions et communautés la protection de leur propriété et n'admet de limitations ou d'abolition de la propriété individuelle ou collective que dans les cas prévus par la loi pour des raisons d'utilité générale et contre indemnité. Seule une loi pourra décider quels biens dans l'intérêt de la collectivité pourront former la propriété exclusive de l'Etat et dans quelle mesure pour des raisons d'utilité publique peuvent être limités les droits des citoyens et de leurs associations juridiquement reconnues d'exploiter la terre, les eaux, les minéraux et autres richesses de la nature.

La terre, formant un des principaux facteurs dans la vie nationale et de l'Etat, ne peut être l'objet d'une circulation illimitée. Les lois fixeront dans quelle mesure l'Etat a le droit au rachat forcé des biens ruraux, ainsi qu'au règlement du transfert de ces biens, conformément au principe que la structure agraire de la République polonaise doit avoir pour base des exploitations agricoles aptes à une production normale et étant propriété individuelle.

Art. 100. — Le domicile du ressortissant est inviolable. La transgression de cette loi par la pénétration au domicile, perquisition domiciliaire et rétention de papier ou valeurs, excepté pour les cas de nécessité d'exécuter des mesures administratives, expressément autorisées par la loi, ne peut avoir lieu que sur l'ordre des autorités judiciaires selon un mode et dans les cas prévus par la loi.

Art. 101. — Sur le territoire de l'Etat tout citoyen est libre de choisir son domicile ou lieu de séjour, de changer de domicile ou d'émigrer, de choisir sa profession ou gagne-pain ainsi que de transférer sa propriété.

Ces droits ne pourront être limités que par la loi.

Art. 102. — Le travail étant la principale source de la richesse dans la République doit rester sous la protection spéciale de l'Etat.

Tout citoyen a droit à la protection de l'Etat accordée à son travail et, en cas de chômage, maladie ou accident, à l'assurance sociale réglée par la loi.

L'Etat a le devoir de rendre la protection morale et la consolation religieuse accessibles aux citoyens dont il s'occupe directement dans les institutions publiques telles que les établissements d'instruction, les casernes, hôpitaux, maisons de détention et asiles.

Art. 103. — Les enfants privés au point de vue de l'éducation de soins paternels suffisants ont droit à l'aide et à la protection de l'Etat, dans les limites fixées par la loi.

Un arrêt judiciaire est nécessaire pour priver les parents de leur puissance sur l'enfant.

Des lois spéciales réglementent la protection de la maternité.

Sont interdits le travail salarié d'enfants ayant moins de quinze ans et le travail de nuit de femmes et d'ouvriers adolescents dans les branches de l'industrie qui présentent un danger pour leur santé.

Il est interdit d'employer à un travail salarié les enfants et les adolescents n'ayant pas dépassé l'âge scolaire.

Art. 104. — Tout citoyen a le droit d'exprimer librement ses idées et opinions, pour autant qu'il ne viole pas les dispositions de la loi.

Art. 105. — La liberté de la presse est garantie. La presse ne pourra être soumise à la censure ni au régime du cautionnement. Le débit postal ne peut être refusé aux journaux et imprimés du pays, ni leur diffusion être limitée sur le territoire de la République.

Une loi spéciale fixera la responsabilité encourue pour abus de cette liberté.

Art. 106. — Le secret des lettres et autres correspondances ne pourra être violé que dans les cas prévus par la loi.

Art. 107. — Les citoyens ont le droit d'adresser individuellement ou collectivement des pétitions à tous les corps représentatifs et à toutes les autorités publiques de l'Etat et de l'autonomie locale.

Art. 108. — Les citoyens jouissent du droit de réunion, d'association ainsi que de celui de fonder des sociétés et unions.

L'application de ces droits est réglée par la loi.

Art. 109. — Tout citoyen a le droit de garder sa nationalité et de cultiver sa langue et ses coutumes nationales.

Des lois spéciales de l'Etat garantissent aux minorités, dans l'état polonais, le plein et libre développement de leurs coutumes nationales, avec l'assistance des fédérations autonomes des minorités, ayant un caractère de droit public, dans les limites des fédérations de l'autonomie générale.

L'Etat aura vis-à-vis de leur activité le droit de contrôler et, en cas de besoin, l'obligation de compléter leurs ressources financières.

Art. 110. — Les ressortissants polonais qui appartiennent aux minorités nationales, de religion ou de langue ont le droit, à l'égal des autres citoyens, de former, contrôler et administrer à leurs frais des institutions de bienfaisance, religieuses et sociales, écoles et autres institutions d'éducation, ainsi que d'y faire librement usage de leur langue et d'observer les préceptes de leur religion.

Art. 111. — La liberté de conscience et de religion est garantie à tous les ressortissants. Nul ne pourra être limité dans les droits reconnus aux autres ressortissants, en raison de sa religion ou de ses convictions religieuses.

Tous les habitants de l'Etat polonais ont le

droit de pratiquer librement leur croyance, en public ou dans le privé, et de suivre les préceptes de leur religion ou rite, tant que ces pratiques ne s'opposent pas à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 112. — Il est interdit d'user de la liberté de confession en désaccord avec les lois. Nul ne pourra se soustraire à remplir ses devoirs publics en raison de ses croyances religieuses. Nul ne pourra être contraint de participer à un acte ou rite religieux à moins de dépendre de la puissance paternelle ou tutélaire.

Art. 113. — Chaque association religieuse reconnue par l'Etat a le droit d'organiser des services religieux en public et en réunion, peut librement gérer ses affaires intérieures, être propriétaire ou acquérir des biens mobiliers et immobiliers, les administrer et en disposer, rester en possession et en jouissance de ses fonds et fondations ainsi que des institutions ayant un but religieux, scientifique ou de bienfaisance. Aucune association religieuse ne pourra être en désaccord avec les lois de l'Etat.

Art. 114. — La confession catholique romaine, étant la confession de la majorité de la nation exerce un rôle prépondérant dans l'Etat entre confessions qui jouissent d'un traitement égal.

L'Eglise catholique-romaine est régie par ses propres lois. Les relations entre l'Etat et l'Eglise seront fixées sur la base d'un accord avec le Saint-Siège qui devra être ratifié par la Diète.

Art. 115. — Les églises des minorités religieuses et les autres associations religieuses reconnues par la loi sont régies par leur propre législation qui sera reconnue par l'Etat, tant qu'elle ne contient pas de dispositions contraires à la loi.

Les relations entre l'Etat et ces églises ou confessions seront fixées par la loi, sur la base d'une entente avec leurs représentations légales.

Art. 116. — La reconnaissance d'une confession nouvelle ou bien jusque-là juridiquement non reconnue ne sera point refusée aux associations religieuses dont l'organisation, l'enseignement et les préceptes ne s'opposent pas à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 117. — Les recherches scientifiques et la publication de leurs résultats sont libres. Tout ressortissant a le droit d'enseigner, fonder et administrer des écoles ou établissements d'éducation, s'il remplit les conditions requises par la loi relatives à ses titres, à la sécurité des enfants à lui confiés et s'il a une attitude loyale envers l'Etat.

Toutes les écoles et établissements d'éducation, publics ou privés, seront contrôlés par

les autorités de l'Etat dans les limites fixées par la loi.

Art. 118. — L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les ressortissants de l'Etat. La durée, les limites et le mode de l'enseignement primaire sont fixés par la loi.

Art. 119. — L'enseignement est gratuit dans les écoles de l'Etat ou de l'autonomie locale.

L'Etat assure des bourses aux élèves pauvres particulièrement doués qui fréquentent les établissements secondaires et supérieurs.

Art. 120. — Dans tout établissement d'instruction dont le programme comprend l'enseignement de la jeunesse n'ayant pas atteint dix-huit ans, entretenu en tout ou partie par l'Etat ou les corps de l'autonomie, l'enseignement de la religion est obligatoire pour les élèves. La direction et le contrôle de cet enseignement appartient à l'association religieuse respective, sous réserve du droit suprême de contrôle réservé aux autorités scolaires de l'Etat.

Art. 121. — Tout citoyen a droit à la réparation du dommage causé par les organes de l'Etat, civils ou militaires, par une activité officielle, non conforme à la loi ou aux obligations de service. L'Etat est responsable du dommage causé solidairement avec les organes fautifs. La remise de la plainte contre l'Etat et contre les fonctionnaires ne dépend pas de l'autorisation des organes publics. Les communes et autres corps de l'autonomie encourrent la même responsabilité.

Des lois spéciales fixeront l'application de ces principes.

Art. 122. — Les dispositions concernant les droits individuels s'appliquent également aux personnes appartenant à la force armée. Les exceptions à ce principe sont fixées par les lois militaires.

Art. 123. — La force armée peut seulement être employée sur réquisition de l'autorité civile, sous condition de la stricte observation des lois, afin de réprimer les troubles ou d'exécuter les prescriptions de la loi au moyen de la contrainte. Les exceptions à ce principe ne sont admises qu'en vertu d'une loi sur l'état de guerre ou de siège.

Art. 124. — La suspension temporaire des droits individuels: de la liberté individuelle (art. 97), de l'inviolabilité du domicile (art. 100), de la liberté de la presse (art. 105), du secret des correspondances (art. 106), du droit de coalition, de réunion et d'association (art. 108) pourra avoir lieu pour tout le territoire de l'Etat ou pour les localités, si cela devient nécessaire pour des raisons de sécurité publique.

Le Conseil des Ministres ne peut décréter cette suspension, avec l'autorisation du Prési-

dent de la République, qu'en cas de guerre ou de danger de guerre, de troubles intérieurs ou de complots graves qui portent le caractère de haute trahison menaçant la constitution ou la sécurité des citoyens.

Ce décret du Conseil des Ministres, rendu au cours de la session de la Diète, doit être immédiatement soumis à la sanction de la Diète. Dans le cas où ce décret serait promulgué pour un territoire supérieur à un palatinat, pendant les vacances de la Diète, cette dernière se réunira de plein droit dans les huit jours qui suivent la date de la publication de ce décret, aux fins de prendre une décision.

Si la Diète refuse de donner son assentiment, l'état de siège cesse immédiatement d'être en vigueur. Si le Conseil des Ministres décrète l'état de siège après la fin de la session de la Diète ou après sa dissolution, le décret du Gouvernement doit être soumis sans délai à la Diète nouvellement élue, à sa première séance.

Ces principes seront fixés en détail par la loi sur l'état de siège.

Les principes de la suspension temporaire, durant la guerre, des droits individuels suspendus sur un territoire compris dans la zone des opérations militaires, seront fixés par la loi sur l'état de siège.

DECRET DU COMITE POLONAIS DE LA LIBERATION NATIONALE¹

du 31 août 1944

PEINES APPLICABLES AUX CRIMINELS FASCISTES ET HITLERIENS COUPABLES D'HOMICIDES ET D'ATROCITES COMMISES A L'ENCONTRE DE CIVILS ET DE PRISONNIERS DE GUERRE, AINSI QU'AUX TRAITRES A LA NATION POLONAISE.

Art. 1. — Quiconque, agissant pour le compte et au nom des autorités allemandes d'occupation :

a) A participé ou participe au meurtre de

civils ou de prisonniers de guerre, aux tortures ou aux persécutions qui leur sont imposées,

b) Ou a agi, ou agit, d'une manière préjudiciable aux personnes résidant sur le territoire de l'Etat polonais, en particulier en arrêtant et en déportant des personnes recherchées ou persécutées pour quelque raison que ce soit (sauf pour infractions de droit commun) par les autorités d'occupation, sera puni de mort.

¹ *Journal des lois de la République de Pologne*, No 4, sect. 16. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

DECRET DU COMITE POLONAIS DE LA LIBERATION NATIONALE¹

du 23 septembre 1944

CODE PENAL MILITAIRE POLONAIS

Art. 102. — Quiconque suscite publiquement

des conflits de nationalité, de race ou de religion, ou produit, distribue ou conserve des publications, des imprimés, des écrits destinés aux fins ci-dessus indiquées sera puni d'emprisonnement.

¹ *Journal des lois de la République de Pologne*, No 6, sect. 27. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

DECRET¹

du 13 juin 1946 remplaçant le décret du 16 novembre 1945

INFRACTIONS PARTICULIEREMENT DANGEREUSES AU COURS DE LA PERIODE DE RECONSTRUCTION NATIONALE

Art. 30. — Quiconque incite publiquement aux conflits de nationalité, de religion ou de race, ou les approuve, sera puni d'emprisonnement pour une durée maximum de cinq ans.

Art. 31, § 1. — Quiconque insulte, tourne en dérision ou diffame publiquement tout groupe de la population ou tout individu en

raison de sa nationalité, de sa religion ou de sa race, sera puni d'une peine de pénitencier pour une durée maximum de cinq ans, ou d'emprisonnement.

§ 2. — Les mêmes peines seront applicables à quiconque s'attaque à une personne, ou lui inflige des blessures corporelles légères, en raison de sa nationalité, de sa religion ou de sa race.

Art. 32. — Quiconque commet une infraction contre un groupe de la population en raison de sa nationalité, de sa religion ou de sa

¹ *Journal des lois de la République de Pologne*, 1946, No 30, sect. 192 et 1945, No 53, sect. 300. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

race, ou inflige des blessures corporelles ou trouble ou compromet la paix et l'ordre public par une infraction de cet ordre sera puni d'emprisonnement pour trois ans au moins ou à perpétuité, ou de la peine de mort.

Art. 33. — Quiconque participe à un complot ayant pour objet de commettre une des infractions décrites aux paragraphes 1 et 2

de l'article 31, ou participe à une émeute publique qui se rend coupable collectivement de ces infractions sera puni d'emprisonnement.

Art. 34. — Quiconque, contrairement à son devoir, s'abstient de s'opposer aux infractions décrites aux articles 30 à 33 sera puni d'une peine de pénitencier pour une durée de cinq ans au maximum, ou d'emprisonnement.

L'EDUCATION DANS LA POLOGNE D'APRES-GUERRE¹

I. — Enseignement supérieur. — La Pologne comptait avant la guerre cinq universités. La plus ancienne, l'Université des Jagellons, se trouvait à Cracovie; les autres étaient respectivement situées à Lwow, Varsovie, Poznan et Wilno. Varsovie et Lwow avaient chacune une Ecole des arts et métiers, et Cracovie une Ecole des mines. Il y avait à Lublin une université catholique libre, avec seulement une faculté des lettres et une faculté de droit.

Tandis que les hostilités se poursuivaient encore, le Gouvernement polonais installa à Lublin, au mois d'octobre 1944, une université qui reçut le nom de "Marie Curie Sklodowska", savant célèbre à qui l'on doit la découverte du radium. Cette université comprend une faculté des sciences, de médecine, d'agriculture et de médecine vétérinaire. (Décret du 23 octobre 1944, *Journal des lois de la République de Pologne*, No 9, rubrique 42.) L'université catholique de Lublin, fermée et supprimée par les Allemands, comme tous les autres établissements d'enseignement supérieur et secondaire polonais, fut immédiatement rouverte après la libération et jouit maintenant de l'appui total du Gouvernement. Aussitôt après l'armistice, le Gouvernement a ouvert en Silésie, à Gliwice, une Ecole des arts et métiers (décret du 24 mai 1945, *J. L.*, No 21, rubrique 118), ainsi qu'une université et une Ecole des arts et métiers à Lodz (décrets du 24 mai 1945, *J. L.*, No 21, rubriques 119 et 120). L'Université de Lodz, sous la direction compétente de M. Tadeusz Kotarbinsky, philosophe polonais bien connu, a attiré un grand nombre d'étudiants, ainsi que de nombreux savants polonais de premier plan qui, du fait de la situation politique, avaient été l'objet d'une inégalité de traitement de la part du régime polonais d'avant-guerre, de même que des professeurs de Lwow et de Wilno. Les bâtiments et les facilités de l'Ecole des arts et métiers allemande de Gdansk ont été utilisés pour établir, dans cette ville, une nouvelle Ecole des arts et métiers dotée d'un personnel polonais (décret du 24 mai 1945, *J. L.*,

No 21, rubrique 121). En outre, Gdansk a maintenant une académie de médecine (décret du 8 octobre 1945, *J. L.*, No 44, rubrique 253.).

Après la signature du traité relatif à un échange de population, conclu avec l'URSS le 6 juillet 1945, toutes les personnes d'ascendance polonaise ou juive, originaires de Pologne ou résidant à l'intérieur des frontières actuelles de l'URSS, furent mises à même de rentrer en Pologne avec leurs biens mobiliers. Il s'ensuivit que la plupart des membres du personnel scientifique de l'Université et de l'Ecole des arts et métiers de Lwow alla s'installer à Wroclaw, et que la faculté de Wilno fut en majeure partie transférée à Torun. A Wroclaw, le Gouvernement polonais installa dans les bâtiments et facilités utilisés par l'Université et l'Ecole allemande des arts et métiers, dotées d'un personnel polonais, dont la plus grande partie travaillait auparavant à Lwow (décret du 24 août 1945, *J. L.*, No 34, rubrique 207). La nouvelle Université de Torun reçut le nom de "Nicolas Copernic", célèbre astronome polonais et fils illustre de la ville de Torun (décret du 2 août 1945, *J. L.*, No 34, rubrique 208). L'Ecole des mines de Cracovie a été agrandie et compte maintenant deux nouveaux départements (décret du 22 mars 1946, *J. L.*, No 13, rubrique 92).

II. — Les établissements d'enseignement élémentaire et secondaire (lycées et collèges de toutes sortes), furent rouverts immédiatement après la libération. Ils se trouvèrent immédiatement envahis par les étudiants, privés depuis cinq ans de moyens d'éducation scolaire et désireux de combler les lacunes de leur instruction. Le Gouvernement polonais s'est efforcé de donner aux enfants de paysans et d'ouvriers qui montrent des aptitudes et du goût pour les études supérieures, la possibilité de s'instruire. A cet effet, il a, par un décret publié le 24 mai 1945, *J. L.*, No 21, rubrique 122, créé, dans les écoles secondaires, un cours préparatoire d'un an, ouvert aux candidats qui ont, à la suite d'un examen spécial, montré qu'ils possédaient les aptitudes nécessaires pour entrer à l'université. A ce cours préparatoire, les candidats étudient les matières qui figu-

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

reront à leur programme dans telle ou telle branche d'études universitaires. Aux termes d'un décret en date du 23 novembre 1945, paru en 1946 dans le *Journal des lois*, No 2, rubrique 9, les personnes titulaires d'un certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles élémentaires sont autorisées à se faire immatriculer dans une université. Une vingtaine de textes législatifs ont été élaborés afin de répondre aux besoins urgents qui se sont manifestés après la guerre par suite du manque de moyens et de personnel dans l'enseignement, et d'améliorer la situation matérielle du corps enseignant et des étudiants.

III. — Les Allemands ont détruit systématiquement et délibérément les livres polonais de

toutes sortes: ouvrages scientifiques, romans, etc. La Pologne souffre actuellement d'une grande pénurie de papier journal et les livres de bons auteurs sont très demandés.

Par un décret en date du 17 avril 1946, *J. L.*, No 26, rubrique 163, le Gouvernement a créé dans tout le pays un système de bibliothèques publiques de diverses sortes, pour mettre des livres à la disposition de tout homme, de toute femme et de tout enfant désireux de s'instruire ou de se distraire par la lecture de bons ouvrages.

Alexandre RUDZINSKI,
Docteur en droit, membre de la délégation polonaise auprès de l'Organisation des Nations Unies.

PORTUGAL

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE¹

du 19 mars 1933

PREMIÈRE PARTIE

DES GARANTIES FONDAMENTALES

Titre I

DE LA NATION PORTUGAISE

Art. 5. — L'Etat portugais est une république unitaire et corporative, basée sur l'égalité des citoyens devant la loi, sur le libre accès de toutes les classes aux bienfaits de la civilisation et sur l'intervention de tous les éléments structuraux de la nation dans la vie administrative et dans la confection des lois.

L'égalité devant la loi implique le droit d'être nommé aux emplois publics selon la capacité des citoyens ou les services rendus par eux et la dénégation de tout privilège de naissance, de noblesse, de titre nobiliaire, de sexe ou de condition sociale, abstraction faite, vis-à-vis de la femme, des inégalités découlant de sa nature et du bien de la famille, et, vis-à-vis des charges imposées ou des avantages accordés aux citoyens, des inégalités imposées par la diversité des circonstances ou par la nature des choses.

Art. 6. — Il incombe à l'Etat :

1. D'encourager l'unité et d'établir l'ordre juridique de la nation, en définissant et en faisant respecter les droits et les garanties qui résultent de la morale, de la justice ou de la loi, en faveur des individus, des familles, des "autarchies" locales, et des autres personnes collectives publiques ou privées.

2. De coordonner, stimuler et diriger toutes les activités sociales, faisant prévaloir une juste harmonie d'intérêts, en tenant compte de la légitime subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général ;

3. De veiller avec zèle à l'amélioration de la condition des classes sociales moins favorisées, en empêchant que ladite condition baisse au-dessous du minimum d'existence humainement suffisant.

Titre II

DES CITOYENS

Art. 7. — La loi civile détermine comment on acquiert et comment on perd la qualité de citoyen portugais. Celui-ci jouit des droits et des garanties consignés dans la constitution, réserve faite pour les étrangers naturalisés des restrictions établies par la loi.

Les étrangers qui résident au Portugal jouissent des mêmes droits et garanties, si la loi ne s'y oppose pas. Sont exceptés les droits politiques et les droits publics qui se

traduisent par une charge pour l'Etat. Mais il faudra que soit observée, à l'égard de ces derniers, la réciprocité des avantages concédés aux sujets portugais par d'autres Etats.

Art. 8. — Les droits et garanties individuels des citoyens portugais comprennent :

1. Le droit à la vie et à l'intégrité personnelle ;

2. Le droit au bon renom et à la bonne réputation ;

3. La liberté et l'inviolabilité des croyances et des pratiques religieuses, personne ne pouvant à cause de celles-ci être poursuivi, privé d'un droit ou exempt de quelque obligation ou devoir civique. Nul n'est tenu de déclarer la religion qu'il pratique excepté en cas d'enquête statistique ordonnée par la loi ;

4. La liberté d'exprimer sa pensée sous une forme quelconque ;

5. La liberté d'enseignement ;

6. L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance suivant les termes de la loi ;

7. Le libre choix d'une profession ou d'un genre de travail, d'industrie ou de commerce, sous réserve des restrictions légales requises pour le bien commun et des monopoles que seuls l'Etat et les corps administratifs pourront concéder dans les termes de la loi et pour motif d'utilité publique constatée ;

8. Le droit de ne pas être privé de la liberté personnelle ni d'être arrêté qu'après ordonnance motivée du juge, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 ;

9. Le droit de n'être condamné au criminel qu'en vertu d'une loi antérieure qui déclare punissable l'acte ou l'omission ;

10. La faculté de demander l'instruction contradictoire, les garanties nécessaires de la défense étant assurées aux inculpés, avant et après la clôture de l'instruction ;

11. L'inexistence de peines corporelles perpétuelles et de la peine de mort. Toutefois cette dernière pourra être appliquée en cas de guerre avec une puissance étrangère et sur le théâtre des opérations ;

12. L'inexistence de confiscation de biens et de la transmissibilité de toute peine ;

13. L'inexistence de prison pour défaut de paiement de frais de justice ou de timbre ;

14. La liberté de réunion et d'association ;

15. Le droit de propriété et sa transmission, soit du vivant du propriétaire, soit en cas de mort, dans les conditions déterminées par la loi civile ;

16. Le droit de ne pas payer des impôts qui n'auraient pas été établis comme le prescrit la constitution ;

¹ B. Mirkine-Guetzévitch, *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, Paris, 1938, vol. 2, p. 465-476 et 630.

17. Le droit de réparation pour tout préjudice effectif, conformément à la loi. Pour ce qui touche les lésions d'ordre moral, la loi pourra déterminer que la réparation soit pécuniaire.

18. Le droit de pétition, de réclamation ou de plainte devant les organes de la souveraineté ou devant des autorités quelconques, pour la défense de leurs droits et de l'intérêt général ;

19. Le droit de résister à tout ordre qui violerait les garanties individuelles, à moins que celles-ci n'aient été légalement suspendues, et de repousser par la force l'agression d'un particulier, quand il ne sera pas possible de recourir à l'autorité publique ;

20. La révision des sentences criminelles, avec l'assurance, pour l'accusé et ses héritiers, du droit à une réparation en dommages-intérêts à la charge du trésor public, selon la procédure que la loi réglera.

§ 1. L'énumération de ces droits et garanties n'exclut pas les autres droits et garanties, quels qu'ils soient, contenus dans la constitution ou dans les lois. Et il est bien entendu que les citoyens devront toujours en faire usage sans léser les droits des tiers ni les intérêts de la société ou les principes de la morale.

§ 2. Des lois spéciales régleront l'exercice de la liberté d'expression de pensée, d'enseignement, de réunion et d'association. La loi sur la liberté d'expression de pensée devra empêcher préventivement et répressivement la perversion de l'opinion publique en tant que force sociale et devra sauvegarder l'intégrité morale des citoyens, auxquels sera assuré le droit de faire insérer gratuitement une rectification ou une protestation dans les journaux et périodiques où ils auront été injuriés ou diffamés, sans préjudice de toute autre responsabilité ou de toute autre poursuite prévue par la loi.

§ 3. L'emprisonnement sans ordonnance motivée du juge est autorisé en cas de flagrant délit et pour les crimes suivants consommés, manqués ou tentés : attentat contre la sûreté de l'Etat ; fausse monnaie, faux en billets de banque ou en titres de la dette publique ; homicide volontaire, vol domestique ou qualifié ; vol simple, escroquerie ou abus de confiance commis par un récidiviste ; banqueroute frauduleuse ; incendie volontaire et fabrication, détention ou emploi de bombes explosives et autres engins similaires.

§ 4. En dehors des cas indiqués au paragraphe précédent, l'incarcération dans une prison de l'Etat ou la détention en domicile privé ou dans un asile d'aliénés ne pourront être effectuées que par ordre écrit émanant de l'autorité compétente. Elles ne seront pas maintenues si l'accusé offre une caution suf-

fisante ou fait la déclaration de sa résidence et la preuve de son identité, prenant aussi l'engagement de se présenter à tous les actes de la procédure auxquels il sera convoqué (*termo de residência*) quand la loi le permettra.

Contre l'abus de pouvoir on pourra recourir à la mesure exceptionnelle de l'*habeas corpus*, dans les conditions déterminées par une loi spéciale.

Art. 9. — A tout employé de l'Etat, des corps administratifs et des personnes collectives d'utilité publique administrative, ou de compagnies liées par contrat au premier ou à ceux-ci, est garanti le droit à son emploi pendant le temps où il est astreint au service militaire.

Art. 10. — L'Etat accordera des distinctions honorifiques ou des récompenses aux citoyens qui se distingueront par leur mérite personnel, ou par leurs actions civiques ou militaires, ainsi qu'aux étrangers pour des raisons de convenance internationale ; la loi établira les ordres, les décorations, médailles ou diplômes destinés à cet effet.

Art. 11. — Il est défendu aux organes de la souveraineté, conjoints ou séparément, de suspendre la constitution ou de restreindre les droits qui y sont consignés, sauf les cas prévus par ladite constitution.

Titre III

DE LA FAMILLE

Art. 12. — L'Etat assure la constitution et la défense de la famille, comme source de conservation et d'accroissement de la race, comme base première de l'éducation, de la discipline et de l'harmonie sociales et comme fondement de l'ordre politique et administratif, par son agrégation à la commune (*freguesia*) et au municipe ainsi que par sa représentation dans les mêmes "autarchies".

Art. 13. — La constitution de la famille repose :

1. Sur le mariage et la filiation légitime ;

2. Sur l'égalité des droits et des devoirs des deux conjoints, quant à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation des enfants légitimes ;

3. Sur l'inscription obligatoire du mariage et de la naissance des enfants sur le registre de l'état civil.

§ 1. La loi civile établit les règles relatives aux personnes et aux biens des conjoints, à la puissance paternelle et à la manière d'y suppléer, aux droits de succession en ligne directe ou collatérale et au droit aux aliments.

§ 2. Il est garanti aux enfants légitimes la plénitude des droits que requièrent l'ordre et la solidité de la famille et il est accordé aux enfants illégitimes susceptibles d'être valablement reconnus (même à ceux qui sont

simplement conçus) des droits convenant à leur situation, notamment celui de demander des aliments par la recherche des personnes auxquelles incombe l'obligation de les fournir.

Art. 14. — Pour assurer la défense de la famille il appartient à l'Etat et aux "autarchies" locales :

1. De favoriser la fondation de foyers indépendants dans des conditions souhaitables de salubrité ainsi que la constitution du bien de famille ;

2. De protéger la maternité ;

3. D'établir les impôts d'après les charges légitimes de la famille et d'encourager l'adoption du salaire familial ;

4. De faciliter aux parents l'accomplissement du devoir d'instruire et d'éduquer leurs enfants, en coopérant avec les premiers par la création d'établissements officiels d'enseignement et de correction ou en aidant des institutions privées qui se proposent le même but ;

5. De prendre toutes les mesures utiles en vue d'éviter la corruption des moeurs.

Art. 15. — L'enregistrement de l'état civil des citoyens est de la compétence de l'Etat.

Titre IV

DES CORPORATIONS MORALES ET ÉCONOMIQUES

Art. 16. — Il incombe à l'Etat d'autoriser, sauf disposition d'une loi contraire, tous les organismes corporatifs, moraux, culturels ou économiques, d'encourager et d'aider leur formation.

Art. 17. — Les organismes corporatifs auxquels se réfère l'article précédent se proposeront principalement des objectifs scientifiques, littéraires, artistiques ou d'éducation physique ; d'assistance, de bienfaisance ou de charité ; de perfectionnement technique ou de solidarité d'intérêts.

La constitution et l'exercice des fonctions de ces organismes seront régis par des règles spéciales.

Art. 18. — Les étrangers domiciliés au Portugal peuvent faire partie des organismes corporatifs, dans les termes que la loi déterminera ; toutefois, il leur est interdit d'intervenir dans l'exercice des droits politiques qui sont attribués à ces organismes.

Titre VI

DE L'OPINION PUBLIQUE

Art. 22. — L'opinion publique est un élément fondamental de la politique et de l'administration du pays et il incombe à l'Etat de la défendre contre tous les facteurs qui l'égareront de la vérité, de la justice, de la bonne administration et du bien commun.

Art. 23. — La presse exerce une fonction de

caractère public, en vertu de laquelle, sur des sujets d'intérêt national, elle ne pourra pas refuser l'insertion de communiqués officiels de dimensions ordinaires envoyés par le Gouvernement.

Titre VIII

DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Art. 29. — L'organisation économique de la nation devra réaliser le maximum de production et de richesse socialement utile et établir une vie collective d'où résultent puissance pour l'Etat et justice parmi les citoyens.

Art. 30. — L'Etat réglera les rapports de l'économie nationale avec celle des autres pays en se conformant au principe d'une coopération appropriée, sans préjudice tant des avantages commerciaux à obtenir spécialement de certaines puissances que la défense indispensable contre des menaces ou des attaques venant de l'extérieur.

Art. 31. — L'Etat a le droit et l'obligation de coordonner et de régler supérieurement la vie économique et sociale avec les objectifs suivants :

1. Etablir l'équilibre de la population, des professions, des emplois, du capital et du travail ;

2. Défendre l'économie nationale contre les exploitations agricoles, industrielles et commerciales de caractère parasitaire ou incompatible avec les intérêts supérieurs de la vie humaine.

3. Obtenir le moindre prix et le plus haut salaire compatibles avec la juste rémunération des autres facteurs de la production par le perfectionnement de la technique, des services et du crédit ;

4. Développer le peuplement des territoires nationaux, protéger les émigrants et discipliner l'émigration.

Art. 32. — L'Etat favorisera les activités économiques privées qui, à égalité relative de coût, seront les plus rémunératrices, sans préjudice du bénéfice social qui résulte des petites industries domestiques et de la protection qui leur est due.

Art. 33. — L'Etat ne peut intervenir directement dans la gérance des entreprises économiques privées que s'il a à les financer et pour en tirer des bénéfices sociaux supérieurs à ceux qui seraient obtenus sans son intervention.

Sont également assujetties à la condition prévue dans la dernière partie de cet article les entreprises de l'Etat travaillant à des fins lucratives, même si elles exercent leur activité sous un régime de libre concurrence.

Art. 34. — L'Etat encouragera la formation et le développement de l'économie nationale corporative. Il veillera à ce que les éléments qui la constituent ne tendent pas à établir entre

eux une concurrence déréglée et contraire aux justes fins de la société et de ces mêmes éléments, mais, par contre, qu'ils tendent à collaborer les uns avec les autres comme membres de la même collectivité.

Art. 35. — La propriété, le capital et le travail exercent une fonction sociale, sous un régime de coopération économique et de solidarité. La loi peut déterminer les conditions de leur emploi ou de leur utilisation selon les fins de la collectivité.

Art. 36. — Le travail soit non qualifié (*simple*), soit qualifié ou technique, pourra être associé à l'entreprise, selon que les circonstances le conseilleront.

Art. 37. — Seuls les organismes corporatifs de nature économique autorisés par l'Etat peuvent, dans les termes de la loi, passer des contrats collectifs de travail. Les contrats faits sans leur intervention seront nuls.

Art. 38. — Les différends relatifs aux rapports collectifs du travail sont de la compétence des tribunaux spéciaux.

Art. 39. — Dans les rapports économiques du capital et du travail il est interdit à l'une ou à l'autre des parties de suspendre son activité dans le but de faire prévaloir ses intérêts.

Art. 40. — L'Etat a le droit et l'obligation de défendre la morale, l'hygiène de l'alimentation et la santé publique.

Le cumul des fonctions dans les entreprises privées sera rendu difficile comme contraire à l'économie et à la morale publique.

Art. 41. — L'Etat encourage et favorise les institutions de solidarité, de prévoyance, de coopération et de mutualité.

Titre IX

DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA CULTURE NATIONALE

Art. 42. — L'éducation et l'instruction sont obligatoires et incombent à la famille ainsi qu'aux établissements officiels ou particuliers qui collaboreront avec elle.

Art. 43. — L'Etat entretiendra officiellement des écoles primaires, complémentaires, moyennes et supérieures et des instituts de haute culture.

§ 1. L'enseignement primaire élémentaire est obligatoire et pourra être donné à la maison, dans des écoles privées ou dans des écoles officielles.

§ 2. Les arts et les sciences seront encouragés et protégés dans leur développement, leur enseignement et leur diffusion, à condition que la constitution, la hiérarchie et l'action coordonnatrice de l'Etat soient respectées.

§ 3. L'enseignement donné par l'Etat aura pour but, à part l'éducation physique et le perfectionnement des facultés intellectuelles de

former le caractère, de développer la valeur professionnelle ainsi que toutes les vertus morales et civiles, dont les premières seront orientées vers les principes de la doctrine et de la morale chrétiennes, de tradition dans le pays.

§ 4. L'enseignement religieux dans les écoles privées ne dépend pas d'autorisation.

Art. 44. — L'établissement d'écoles privées concurremment avec celles de l'Etat est libre; elles seront assujetties à l'inspection de celui-ci et pourront être subventionnées par lui, ou reconnues officiellement, afin de leur permettre de délivrer des diplômes, quand la valeur de leurs corps enseignant et de leurs programmes ne sera pas inférieure à celle des établissements officiels similaires.

Titre X

DES RELATIONS ENTRE L'ETAT ET L'EGLISE CATHOLIQUE ET DU RÉGIME DES CULTES

Art. 45. — Le culte public ou privé de toutes les religions est libre. Celles-ci pourront s'organiser librement, conformément aux règles de leur hiérarchie et de leur discipline, et constitueront ainsi des associations ou organisations auxquelles l'Etat reconnaît l'existence civile et la personnalité juridique.

Sont exceptés les actes des cultes incompatibles avec la vie et l'intégrité physique de la personne humaine et avec les bonnes mœurs.

Art. 46. — Sans porter atteinte à ce qui est établi dans les concordats concernant le patronage (*padroado*), l'Etat maintient le régime de séparation par rapport à l'Eglise catholique et à n'importe quelle autre religion ou culte pratiqués sur le territoire portugais ainsi que les rapports diplomatiques entre le Saint-Siège et le Portugal, avec représentation réciproque.

Art. 47. — Aucun temple, édifice, dépendance ou objet du culte affecté à une religion ne pourra être destiné par l'Etat à une autre fin.

Art. 48. — Les cimetières publics ont un caractère séculier; les ministres de n'importe quelle religion pourront y pratiquer librement les rites de leur culte respectif.

Titre XI

DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ DE L'ETAT

Art. 49. — Appartiennent au domaine public de l'Etat:

1. Les gisements miniers, les sources d'eaux minéro-médicinales et autres richesses naturelles du sous-sol;

2. Les eaux maritimes et leur lit;

3. Les lacs, lagunes et cours d'eau navigables ou flottables avec leur lit, ainsi que ceux qui, par décret spécial, seront reconnus d'utilité publique comme utilisables pour la production

de l'énergie électrique nationale ou régionale ou pour l'irrigation ;

4. Les fossés creusés par l'Etat ;

5. Les couches aériennes au-dessus du territoire, à partir de la hauteur que la loi fixera au profit du propriétaire du sol ;

6. Les voies ferrées d'intérêt public de n'importe quelle nature, les routes et chemins publics ;

7. Les zones territoriales réservées à la défense militaire ;

8. Tous les autres biens soumis par la loi au régime du domaine public.

§ 1. Les pouvoirs de l'Etat sur les biens du domaine public et la jouissance de ceux-ci par les citoyens sont réglés par la loi et par les conventions internationales signées par le Portugal. Les droits antérieurs de l'Etat et les droits acquis des particuliers seront toujours sauvegardés. Ces derniers cependant pourront faire l'objet d'une expropriation commandée par l'intérêt public moyennant une juste indemnité.

§ 2. Des richesses indiquées au No 1 sont expressément exceptées les roches et terres communes et les matériaux vulgairement employés dans les constructions.

§ 3. L'Etat procédera à la délimitation des terrains qui, constituant une propriété particulière, confinent à des biens du domaine public.

Art. 50. — L'administration des biens du domaine privé de l'Etat appartient, sur le continent et dans les îles adjacentes, au Ministère des Finances, excepté au cas d'attribution formelle à quelque autre Ministère.

Art. 51. — Aucun des biens ou droits de l'Etat auxquels sont intéressés le prestige de celui-ci ou des convenances nationales supérieures, ne peut être aliéné.

Art. 52. — Les monuments artistiques, historiques et naturels, ainsi que les objets d'art officiellement classés comme tels, se trouvent sous la protection de l'Etat et leur aliénation en faveur d'étrangers est interdite.

Titre XII

DE LA DEFENSE NATIONALE

Art. 56. — L'Etat encourage, protège et aide les institutions civiles qui ont pour but de former et de discipliner la jeunesse afin de la préparer à l'accomplissement de ses devoirs militaires et patriotiques.

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ORGANISATION POLITIQUE DE L'ETAT

TITRE II. — DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Chapitre III. — Des attributions de l'Assemblée nationale

Art. 91. — Il incombe à l'Assemblée nationale :

8. De déclarer l'état de siège, avec suspension totale ou partielle des garanties constitutionnelles, sur un ou plusieurs points du territoire national, en cas d'agression effective ou imminente par des forces étrangères ou dans le cas où la sécurité et l'ordre publics seraient gravement troublés ou menacés.

DECRET-LOI No 35-043¹

du 20 octobre 1945

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par la première partie, section No 2 de l'article 109 de la constitution, le Gouvernement décrète et je promulgue, pour avoir force de loi, ce qui suit :

Art. 1. — La détention d'une personne quelconque dans un établissement de détention n'est autorisée que sur ordre écrit, daté et signé par l'autorité compétente, mentionnant l'identité du prévenu et énonçant les motifs de l'incarcération. Dans chaque cas, une copie du mandat d'arrêt devra être remise au directeur de la prison.

Art. 2. — Les personnes arrêtées sur l'ordre

d'autorités dont la compétence est limitée à une certaine région, et pour des motifs relevant de la compétence de tribunaux régionaux, pourront demander au juge de la région dans laquelle ils se trouvent d'ordonner leur comparution immédiate devant le tribunal pour l'un des motifs suivants :

a) A l'expiration du délai prescrit pour la remise au pouvoir judiciaire ;

b) En cas de détention ailleurs que dans les locaux désignés à cet effet par la loi ou par le Gouvernement ;

c) En cas d'incarcération sur ordre d'une autorité incompétente ;

d) En cas d'incarcération pour un délit pour lequel la loi n'autorise pas l'incarcération.

La requête visant à obtenir le bénéfice des dispositions de l'article précédent, fondée sur l'un des motifs indiqués, sera signée par un

¹ Texte portugais dans *Diário do Governo*, no 233 du 20 octobre 1945, pp. 850-853. Texte français traduit du portugais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. — Ce décret — loi, qui ne porte pas de titre, a pour objet la protection de la liberté individuelle.

avocat et par le détenu ou son conjoint, ascendant ou descendant jouissant de sa pleine capacité.

Art. 3. — Au reçu de la requête, le juge notifiera immédiatement à l'institution qui a la garde du détenu d'avoir à remettre au tribunal une copie du mandat d'arrêt et de faire connaître la date à laquelle l'incarcération a eu lieu, ainsi que les motifs légaux qui la justifient et le local où le détenu se trouve.

Si l'incarcération s'est effectuée en cas de flagrant délit, dans les cas où elle n'est autorisée que pour ce seul motif, on devra en faire la déclaration expresse.

Il notifiera également à l'institution qui a la garde du détenu, que celui-ci ne pourra, jusqu'à la décision finale, être transféré dans une autre prison sans l'autorisation du juge.

Art. 4. — L'institution répondra aux notifications mentionnées à l'article précédent, dans un délai de vingt-quatre heures si le détenu se trouve au chef-lieu de la région, et dans un délai maximum de trois jours dans les autres cas.

Art. 5. — En possession de la réponse, le juge décidera, après avis oral du ministère public, avis dont l'acte d'accusation fera mention si les conditions indiquées à l'article 2 ont été observées et, dans l'affirmative, il ordonnera la comparution devant lui, conformément à la procédure prévue au code pénal.

§ 1. Le juge peut demander tous renseignements ou ordonner toutes enquêtes qu'il jugera nécessaires avant de prendre une décision aux termes du présent article.

§ 2. L'ordre de comparution du détenu devant le tribunal sera exécuté, sous peine de refus d'obéissance qualifié, dans un délai de vingt-quatre heures.

§ 3. Si le ministère public estime que le juge est incompétent, pour connaître de la question, le procès sera porté, avec son avis et celui du juge, devant la Cour suprême de justice, conformément aux dispositions des articles 9 et suivants du présent décret.

Art. 6. — Quand la requête est manifestement dépourvue de fondement, le juge dans le plein exercice de sa compétence, condamnera solidairement le demandeur et l'avocat à verser une indemnité de 500 à 5.000 escudos à la caisse générale des tribunaux.

Art. 7. — Aux termes des articles suivants, on peut réclamer le bénéfice de l'*habeas corpus* en faveur de tout individu illégalement détenu et pour lequel les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables ou par suite d'une incompétence des tribunaux de la région pour connaître des motifs de la détention ou parce que l'incarcération a été ordonnée par une

autorité n'ayant pas compétence dans cette région, ou sur l'ordre d'une autorité judiciaire contre laquelle on ne peut faire appel.

On ne peut revendiquer le bénéfice de l'*habeas corpus* que dans le cas d'une incarcération effective et réelle, entachée d'illégalité pour l'un des motifs suivants :

a) Si elle a été effectuée ou ordonnée par une autorité n'ayant pas compétence légale ;

b) Si elle est motivée par un délit pour lequel la loi ne prévoit pas l'incarcération ;

c) Si la durée de l'incarcération dépasse les délais légaux prévus pour la comparution devant un tribunal ou pour l'établissement de l'acte d'accusation ;

d) Si elle se prolonge au delà des délais prévus par une décision judiciaire fixant la durée de leur prolongation.

Art. 8. — C'est par requête contresignée par un avocat et adressée au président de la cour suprême de justice que le prisonnier ou son conjoint ascendant ou descendant jouissant de sa pleine capacité réclamera le bénéfice de l'*habeas corpus*.

§ 1. La requête devra mentionner l'identité du prisonnier, l'autorité qui l'a incarcéré ou qui a ordonné l'incarcération, la date de l'arrestation, le lieu de l'incarcération, les motifs de celle-ci et les raisons sur lesquelles on se fonde pour les déclarer illégales.

§ 2. Les requêtes devront parvenir en double exemplaire au président du *tribunal de relação* dans les régions de Lisbonne, Porto et Coïmbre, et au juge de *direito* dans les autres régions.

§ 3. — Si le mandat d'arrêt a été délivré par le juge de la région, la requête sera envoyée directement au président du *tribunal de relação* compétent.

Art. 9. — Le président du *tribunal de relação* ou le juge à qui on transmettra la requête dont il est fait mention à l'article 8 en fera parvenir directement copie à l'autorité responsable de l'incarcération, qui répondra dans le plus bref délai.

§ 1. S'il est précisé dans la réponse que le prisonnier a été mis en liberté, le juge pourra déclarer la requête non avenue ; le requérant pourra réclamer par la procédure normale réparation des dommages subis.

§ 2. Si, dans la réponse, il est indiqué que le détenu est toujours incarcéré, le juge la transmettra immédiatement, en même temps que la requête, au président de la Cour suprême de justice.

§ 3. Si le juge n'a pas obtenu une réponse dans les délais qu'il estime convenables, il transmettra la requête en mentionnant la fait.

Art. 10. — La requête, et éventuellement la réponse, seront présentées à la session ordi-

naire de la section criminelle de la Cour suprême de justice, à moins toutefois que le président, considérant l'urgence de la cause, ne décide de convoquer une session extraordinaire de cette section à cet effet.

Art. 11. — La section siégera avec tous les juges en fonction ou un minimum de trois, et avec l'assistance du ministère public. En période de vacances judiciaires, le président de la Cour suprême ou le juge qui en exerce les fonctions convoquera les juges de la section criminelle qui se trouveront à Lisbonne, et, s'ils ne sont pas en nombre suffisant, il fera appel aux plus anciens juges de la section civile se trouvant dans la capitale. Si même alors il n'était pas possible de convoquer une session, les juges de la section criminelle qui seront le moins éloignés recevront l'ordre de rentrer à Lisbonne.

Art. 12. — La décision qui devra être prise à la majorité, pourra :

a) Rejeter la requête pour insuffisance de motifs ;

b) Ordonner la mise immédiate du prisonnier à la disposition de la Cour suprême, dans une prison désignée par elle, et nommer un magistrat chargé de procéder à une enquête sur la légalité de l'incarcération, dans un délai déterminé ;

c) Ordonner de faire comparaître le prisonnier dans le tribunal compétent pour être jugé dans le plus bref délai ;

d) Déclarer l'incarcération illégale et ordonner l'élargissement immédiat du détenu.

Si la réponse prévue à l'article 9 et qui doit être transmise par l'autorité responsable de l'arrestation n'est pas jointe à la requête et si l'on ne tient compte que des affirmations énoncées dans la requête, on ne pourra guère prendre les mesures prévues aux alinéas a et b du présent article. On pourra cependant exiger communication de cette réponse, si on la juge indispensable pour permettre à la cour de prendre une décision.

Dans ce dernier cas, sans préjudice des mesures prévues à la première partie de l'alinéa b, le président du tribunal fera signifier à l'autorité qui a ordonné l'arrestation qu'elle a à répondre dans les délais fixés, sous peine de refus d'obéissance. Au reçu de la réponse, le tribunal prendra une décision, conformément aux termes du présent article.

Art. 13. — Si le tribunal prescrit une enquête, rapport en sera fait au président de la Cour suprême de justice, qui le fera venir devant la section criminelle, lors de sa première session ordinaire ou d'une session extraordinaire qu'il décidera de convoquer, afin de prendre la décision que comporte l'affaire, conformément aux termes de l'article précédent.

Art. 14. — On pourra à tout moment déclarer illégale toute incarcération dont l'illégalité ne provient que de l'incompétence de l'autorité qui l'a ordonnée ou effectuée et la Cour suprême de justice prendra les mesures qui s'imposeront lorsqu'elle examinera s'il y a lieu de confirmer l'incarcération.

Art. 15. — Les décisions devront être motivées et portées à l'acte par le juge le plus récemment nommé.

Art. 16. — Les réquisitions transmises à n'importe quelle autorité pour l'exécution des décisions du tribunal seront enregistrées par le secrétaire et signées par le président.

Les autorités qui reçoivent ces ordres devront dans le plus bref délai rendre compte de leur exécution à la Cour suprême de justice pour que l'on puisse les transcrire dans le registre des actes.

Art. 17. — Seront punis des peines prévues à l'article 291 du code pénal :

a) Le refus de transférer le prisonnier à la prison désignée par la Cour suprême comme celle où il doit être tenu à sa disposition.

b) Le refus d'élargir le prisonnier, sur l'ordre de la Cour suprême de justice, ou de permettre au prisonnier de comparaître devant le juge déclaré compétent par cette Cour.

c) La nouvelle détention pour le même délit et dans les conditions identiques, de tout individu dont la Cour suprême de justice aura ordonné l'élargissement conformément à ce décret, si l'autorité qui procède à la nouvelle arrestation a eu connaissance de la décision prise.

Art. 18. — On ne pourra accorder l'immunité administrative dans les procès intentés pour les infractions visées au paragraphe 2, de l'article 5 et de l'article 17 du présent décret loi.

Art. 19. — Quand la Cour suprême estimera que la requête n'est pas fondée, elle condamnera solidairement le requérant et son défenseur à verser une indemnité de 5.000 à 20.000 escudos à la caisse générale des tribunaux, sans préjudice des dispositions énoncées dans les paragraphes suivants :

§ 1. S'il appert que le requérant a eu l'intention de mettre obstacle à l'enquête en cours à son sujet ou de la retarder, ou d'entraver la marche de tout procès dans lequel il serait impliqué, ou de gêner, par tout autre moyen, une action rapide de la justice, il sera condamné à une peine correctionnelle de prison pour outrage à la cour. Le procureur général de la République ordonnera de commencer à son propos une procédure pénale adéquate en se fondant sur le témoignage de l'acte, qui tiendra lieu de corps du délit.

§ 2. Quant à l'avocat, qui sait ou doit

savoir que la requête manque de bases légales suffisantes, la Cour suprême le suspendra pour une période de trois mois à un an.

Art. 20. — Le procureur général de la République, chaque fois qu'il le jugera utile pourra, que le demandeur soit ou non incarcéré, requérir la Cour suprême de justice, section criminelle, de fixer la date des débats et de l'arrêt ou d'ordonner les mesures nécessaires dans tout procès pour lequel les délais fixés au paragraphe 4 de l'article 337 du code pénal n'ont pas été respectés. Ces délais seront comptés, quand le demandeur ne sera pas en état d'arrestation, à partir du jour où le ministère public aura eu connaissance du délit. Ces délais seront augmentés de six mois, trois mois et quarante-cinq jours respectivement pour les procès *de querela*, les procès correctionnels ou de simple police, si on interjette appel auprès des tribunaux supérieurs.

§ 1. Les prévenus jouiront de la même faculté, s'ils sont incarcérés.

§ 2. Après audition du juge et du ministère public dans le ressort duquel le procès se

déroule, la Cour suprême de justice fixera les mesures à prendre les plus indiquées pour accélérer la conduite du procès.

Art. 21. — Chaque fois qu'un retard dans la conduite d'un procès sera attribuable à une négligence de fonctionnaires, à l'obstruction délibérée des avocats et des prévenus eux-mêmes, la Cour suprême de justice ordonnera que ces derniers, s'ils sont en liberté, se constituent prisonniers et qu'on entame à l'égard des fonctionnaires et des avocats une procédure disciplinaire, en vue de laquelle une décision sera communiquée à l'autorité compétente.

Art. 22. — Les dispositions du présent décret-loi ne sont pas applicables aux militaires soumis à une juridiction spéciale.

Art. 23. — Ce décret-loi entrera en vigueur, pour la partie relative à l'*habeas corpus* aussitôt que la section criminelle de la Cour suprême de justice aura été constituée.

Il est ordonné de procéder à la publication et à l'exécution du présent décret.

TITRE II

DES DROITS DES ROUMAINS

Art. 5. — Les Roumains, sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion, jouissent de la liberté de conscience, de la liberté de l'enseignement, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté d'association et de toutes les libertés et droits établis par la loi.

Art. 6. — La présente constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, en dehors de la qualité de Roumain, les conditions nécessaires à l'exercice de ces droits.

Des lois spéciales, votées à la majorité de deux tiers, détermineront les conditions auxquelles les femmes pourront exercer les droits politiques.

Les droits civils des femmes seront établis sur la base de l'entière égalité des deux sexes.

Art. 7. — La différence de croyance religieuse et de confession, d'origine ethnique et de langue, ne constitue pas en Roumanie, un empêchement à l'obtention des droits civils et politiques et à leur exercice.

Seule, la naturalisation assimile l'étranger au Roumain pour l'exercice des droits politiques.

Art. 8. — Aucune différence de naissance ou de classe sociale n'est admise dans l'Etat.

Tous les Roumains, sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion, sont égaux devant la loi et ont le devoir de contribuer sans distinction aux impôts et charges publiques.

Ils sont seuls admissibles aux fonctions et aux dignités publiques, civiles et militaires.

Des lois spéciales détermineront le statut des fonctionnaires publics.

Les étrangers ne peuvent être admis aux fonctions publiques que dans les cas exceptionnels et spécialement fixés par la loi.

Art. 9. — Tous les étrangers qui se trouvent sur le territoire de la Roumanie jouissent de la protection donnée par la loi aux biens et aux personnes, en général.

Art. 10. — Tous les privilèges, quelle qu'en soit la nature, exemptions et monopoles de classes, sont interdits pour toujours dans l'Etat roumain.

Les titres de noblesse sont et demeurent non admis dans l'Etat roumain.

Les décorations étrangères ne seront portées par les Roumains qu'avec l'autorisation du roi.

Art. 11. — La liberté individuelle est garantie.

Personne ne peut être poursuivi ou l'objet de perquisition que dans les cas et dans les formes prévus par la loi.

Personne ne peut être détenu ou arrêté qu'en vertu d'un mandat judiciaire motivé, qui doit être communiqué au moment de l'arrestation ou au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivront la détention ou l'arrestation.

En cas de l'évidence du délit, la détention ou l'arrestation peut avoir lieu immédiatement, mais le mandat sera émis dans les vingt-quatre heures et il en sera donné communication conformément à l'alinéa précédent.

Art. 12. — Personne ne peut être soustrait contre sa volonté aux juges que lui donne la loi.

Art. 13. — Le domicile est inviolable.

Aucune visite domiciliaire ne peut être faite que par les autorités compétentes, dans les cas spécialement prévus par la loi, et conformément aux formes qu'elle prescrit.

Art. 14. — Aucune peine ne peut être créée, ni appliquée, qu'en vertu d'une loi.

Art. 15. — Aucune loi ne peut créer la peine de confiscation des biens.

Art. 16. — La peine de mort ne pourra être rétablie, en dehors des cas prévus dans le code pénal militaire pour le temps de guerre.

Art. 17. — La propriété, de quelque nature qu'elle soit, ainsi que les créances sur l'Etat sont garanties.

L'autorité publique, en vertu d'une loi, est en droit de profiter, dans un but de travaux d'utilité publique, du sous-sol de n'importe quelle propriété immobilière, avec obligation d'indemniser pour les dommages causés à la surface, aux constructions et aux travaux existants. A défaut d'entente à l'amiable, les indemnités seront fixées par la justice.

Personne ne peut être exproprié que pour cause d'utilité publique et après une juste et préalable indemnité fixée par la justice.

Une loi spéciale déterminera les cas d'utilité publique, la procédure et le mode d'expropriation.

En dehors de l'expropriation pour voies de communication, pour cause de salubrité publique, de défense nationale et pour travaux d'intérêts généraux directs de l'Etat et des administrations publiques, les autres cas d'utilité publique devront être établis par des lois votées à la majorité de deux tiers.

Les lois existantes relatives à l'alignement et à l'élargissement des rues des communes ainsi qu'aux rives des eaux qui coulent près d'elles restent en vigueur dans toute l'étendue du royaume.

¹ Ministère des Affaires étrangères, *Constitution*, Bucarest, 1923.

Art. 18. — Seuls les Roumains et ceux qui sont naturalisés Roumains peuvent acquérir à n'importe quel titre et posséder des immeubles ruraux en Roumanie. Les étrangers auront droit seulement à la valeur de ces immeubles.

Art. 19. — Les gisements miniers ainsi que les richesses de toute nature du sous-sol sont propriété de l'Etat. Sont exceptés les masses de roches communes, les carrières de matériaux de construction et les dépôts de tourbe, sans préjudice des droits acquis par l'Etat en vertu des lois antérieures.

Une loi spéciale des mines déterminera les règles et les conditions de la mise en valeur de ces biens, fixera la redevance due au propriétaire de la surface et indiquera en même temps la possibilité et la mesure de sa participation à l'exploitation de ces richesses.

Il sera tenu compte des droits acquis, en tant qu'ils correspondent à une mise en valeur du sous-sol et suivant les distinctions qui seront faites dans une loi spéciale.

Les concessions minières d'exploitation, instituées ou données, conformément aux lois aujourd'hui en vigueur, seront respectées pendant la durée pour laquelle elles ont été accordées, et les exploitations minières existantes faites par les propriétaires seulement pour le temps où ils les exploiteront. On ne pourra faire de concessions perpétuelles.

Toutes les concessions et exploitations prévues à l'alinéa précédent devront cependant se conformer aux règles qui seront établies par la loi, qui prévoira le maximum de durée de ces concessions et exploitations et qui ne dépassera pas cinquante ans à dater de la promulgation de cette constitution.

Art. 20. — Les voies de communication, l'espace atmosphérique et les eaux navigables et flottables sont du domaine public.

Sont biens publics les eaux qui peuvent produire la force motrice et celles qui peuvent être utilisées dans un intérêt public.

Les droits acquis seront respectés ou seront rachetés par expropriation pour le cas d'utilité publique, après une juste et préalable indemnisation.

Des lois spéciales détermineront la limite dans laquelle tous les droits ci-dessus pourront être laissés à l'avantage des propriétaires, les modalités de l'expropriation ainsi que les indemnités contenues pour l'utilisation de la surface et pour les installations existantes.

Art. 21. — Tous les facteurs de production jouissent d'une égale protection.

L'Etat peut intervenir, par une loi, dans les rapports entre ces facteurs pour prévenir des conflits économiques ou sociaux.

La liberté du travail sera protégée.

La loi réglera l'assurance sociale des travailleurs, en cas de maladie, accidents, etc.

Art. 22. — La liberté de conscience est absolue.

L'Etat garantit à tous les cultes une égale liberté et protection, autant que leur exercice ne porte pas atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux lois d'organisation de l'Etat.

L'Eglise chrétienne orthodoxe et l'Eglise gréco-catholique sont églises roumaines.

L'Eglise orthodoxe roumaine étant la religion de la majorité des Roumains est l'Eglise dominante de l'Etat roumain, celle gréco-catholique a la priorité sur les autres cultes.

L'Eglise orthodoxe roumaine est et reste indépendante de tout épiscopat étranger, mais conserve l'unité avec l'Eglise oecuménique orientale au point de vue des dogmes.

Dans tout le royaume de Roumanie l'Eglise chrétienne orthodoxe aura une organisation unitaire avec participation de tous les éléments constitutifs, clercs et laïques (séculiers).

Une loi spéciale fixera les principes fondamentaux de cette organisation unitaire, ainsi que les modalités suivant lesquelles l'Eglise réglera, conduira et administrera, par ses organes propres et sous le contrôle de l'Etat, ses questions religieuses de culture, de fondations et d'épithropies.

Les questions spirituelles et canoniques de l'Eglise orthodoxe roumaine seront réglées par une seule autorité synodale centrale.

Les métropolites et les évêques de l'Eglise orthodoxe roumaine seront élus conformément à une loi spéciale.

Les rapports entre les différents cultes et l'Etat seront établis par une loi.

Art. 23. — Les actes de l'état civil sont de l'attribution de la loi civile.

La rédaction de ces actes devra précéder toujours la bénédiction religieuse.

Art. 24. — L'enseignement est libre dans les conditions établies par les lois spéciales et en tant qu'il ne sera pas contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

L'enseignement primaire est obligatoire. Dans les écoles de l'Etat cet enseignement sera donné gratuitement.

L'Etat, les districts et les communes donneront aide et facilités aux élèves dépourvus de moyens, dans tous les degrés de l'enseignement, dans la mesure et les modalités prévues par la loi.

Art. 25. — La constitution garantit à tous la liberté de communiquer et de publier ses idées, ses opinions par la parole et par écrit et par la presse, chacun étant responsable de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par le code pénal, qui, en aucun cas, ne pourra restreindre le droit en lui-même.

Aucune loi spéciale ne pourra être créée en

cette matière. Ni la censure ni aucune autre mesure préventive pour faire paraître, vendre ou distribuer quelque publication ne pourra être créée.

Il n'est besoin d'aucune autorisation préalable, d'aucune autorité, pour faire paraître, vendre ou distribuer une publication quelconque.

Aucune caution ne sera demandée aux journalistes, écrivains, éditeurs, typographes et lithographes.

La presse ne sera jamais soumise au régime des avertissements.

Aucun journal ou publication ne pourra être suspendu ou supprimé.

Toute publication périodique, quelle qu'en soit la nature, devra avoir un directeur responsable et en son absence un rédacteur responsable. Le directeur ou rédacteur devront jouir des droits civils et politiques. Le nom du directeur et le nom du rédacteur figureront visiblement et d'une manière permanente en tête de la publication.

Avant l'apparition de la publication périodique, son propriétaire est obligé de déclarer et d'inscrire son nom au tribunal de commerce.

Les sanctions à ces dispositions seront prévues par une loi spéciale.

Art. 26. — En ce qui concerne les publications non périodiques, l'auteur est responsable de ses écrits et à son défaut l'éditeur; le patron de la typographie répond lorsque l'auteur et l'éditeur n'ont pas été découverts.

Pour les publications périodiques, la responsabilité incombe à l'auteur, au directeur ou au rédacteur; dans l'ordre de l'énumération.

Le propriétaire en tous les cas est solidairement responsable du paiement des indemnités civiles.

Les délits de presse sont jugés par le jury, à l'exception des cas ci-après qui seront jugés par les tribunaux ordinaires, conformément au droit commun:

a) Les délits qui seraient commis contre les souverains du pays, le prince héritier, les membres de la famille royale et de la dynastie, les chefs des Etats étrangers et leurs représentants;

b) Les instigations directes au meurtre et à la rébellion, dans les cas où elles n'ont pas été suivies d'exécution;

c) Les calomnies, les injures, les diffamations dirigées contre les particuliers ou les fonctionnaires publics, quels qu'ils soient, atteints dans leur vie privée ou dans leur honneur personnel.

L'arrestation préventive en matière de presse est interdite.

Art. 27. — Le secret des lettres, des télé-

grammes et des conversations téléphoniques est inviolable.

Une loi spéciale établira les cas dans lesquels la justice, dans l'intérêt de l'instruction pénale, pourra faire exception à la présente disposition.

La même loi déterminera la responsabilité des agents de l'Etat et des particuliers pour la violation du secret des lettres, des télégrammes et des conversations téléphoniques.

Art. 28. — Les Roumains, sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion, ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes en se conformant aux lois qui réglementent l'exercice de ce droit, pour traiter toute sorte de questions; il n'est pas nécessaire pour cela d'une autorisation préalable.

Les réunions en plein air sont permises, excepté sur les places et les voies publiques.

Les réunions, les processions et les manifestations sur les voies et les places publiques sont soumises aux lois de police.

Art. 29. — Les Roumains, sans exception d'origine ethnique, de langue ou de religion, ont le droit de s'associer, en se conformant aux lois qui réglementent l'exercice de ce droit.

Le droit de libre association n'implique pas en lui-même le droit de créer des personnes juridiques.

Les conditions dans lesquelles s'accorde la personnalité juridique seront établies par une loi spéciale.

Art. 30. — Chacun a le droit de s'adresser aux autorités publiques par pétitions, souscrites par une ou plusieurs personnes ne pouvant cependant pétitionner qu'au nom des signataires.

Seules les autorités constituées ont le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Art. 31. — Aucune autorisation préalable n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics pour faits de leur administration par les parties lésées, les règles spéciales établies au sujet des ministres restant cependant intactes.

Les cas et le mode des poursuites seront réglés par une loi spéciale.

Des dispositions spéciales dans le code pénal détermineront les pénalités des inculpés.

Art. 32. — Aucun Roumain, sans l'autorisation du Gouvernement, ne peut entrer au service d'un état étranger, sans perdre par cela même sa nationalité.

L'extradition des réfugiés politiques est interdite.

TITRE VI

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 128. — La présente constitution ne peut être suspendue ni en totalité ni en partie.

En cas de danger pour l'Etat l'état de siège général ou partiel peut être déclaré.

LOI No 86 SUR LE STATUT DES NATIONALITES¹

du 7 février 1945

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1. — Tous les citoyens roumains sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, nationalité, langue ou religion.

Art. 2. — La recherche de l'origine ethnique des citoyens roumains en vue de préciser leur situation juridique est interdite.

Art. 3. — La distinction de langue, religion, race ou nationalité ne peut constituer pour aucun citoyen roumain un empêchement à l'exercice des droits civils et politiques, à l'admission aux fonctions publiques ou à l'exercice de toute profession.

Art. 4. — Les citoyens roumains appartenant à des nationalités d'une autre langue, race ou religion que la nationalité roumaine jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres citoyens roumains.

Toute restriction, directe ou indirecte, des droits des citoyens ou, inversement, l'établissement de privilèges, directs ou indirects, en faveur des citoyens en raison de leur race, religion ou nationalité, ainsi que toute incitation à l'exclusivisme, haine ou mépris de race, religion ou nationalité, sont punis par la loi.

Art. 5. — Chaque citoyen roumain est seul en droit d'établir sa propre langue maternelle ou sa propre nationalité. Toute immixtion de la part de toute autorité sous ce rapport est interdite, les organes officiels étant obligés d'accepter l'indication présentée par le citoyen.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS SPECIALES

Section I

DISPOSITIONS RELATIVES À LA LANGUE

Art. 6. — La langue officielle de l'Etat est la langue roumaine. Toutefois, dans les territoires administratifs ou circonscriptions judiciaires où une grande partie de la population est d'une autre langue que la langue roumaine, on appliquera les dispositions de l'article 8 et suivants.

Art. 7. — Dans les relations privées, par exemple: correspondance, conversations téléphoniques, etc., dans l'industrie et le commerce, en matière de religion, presse, publications de toute nature, ou dans les réunions

publiques, les citoyens roumains peuvent employer librement et sans aucune restriction toute langue, à leur choix.

Art. 8. — Les tribunaux et les justices de paix ayant compétence sur une circonscription judiciaire dans laquelle, suivant le dernier recensement, au moins 30 pour 100 des habitants avaient pour langue maternelle commune une langue autre que la langue roumaine seront tenus:

a) D'accepter toute requête présentée dans leur propre langue par les habitants de la circonscription respective rentrant dans le pourcentage de 30 pour 100, sans exiger en même temps une traduction dans la langue de l'Etat;

b) De se prononcer sur ces requêtes, dans la même langue;

c) D'entendre la partie dans sa langue maternelle.

Art. 9. — Le Ministère de la Justice déterminera, d'après les données statistiques officielles, quels sont les tribunaux et les justices de paix prévus à l'article 8.

Art. 10. — Les autorités communales et départementales dont la compétence territoriale s'étend sur une division administrative dans laquelle, suivant le dernier recensement, le nombre des citoyens ayant une langue maternelle commune autre que le roumain, est d'au moins 30 pour 100 du total des habitants de cette division, sont obligées:

a) D'accepter tout écrit présenté dans leur langue maternelle par les habitants constituant cette quote de 30 pour 100 sans exiger d'eux une traduction dans la langue officielle de l'Etat;

b) De se prononcer sur les écrits présentés dans la même langue;

c) D'entendre la partie dans sa langue maternelle;

d) Dans les conseils communaux et départementaux de ces divisions territoriales, les membres élus ou de droit des nationalités représentant au moins 30 pour 100 pourront prendre la parole dans leur langue maternelle.

Art. 11. — Le Ministère de l'Intérieur déterminera, d'après les données statistiques officielles, les communes et les départements visés à l'article précédent.

Art. 12. — Les magistrats et fonctionnaires des instances et des autorités administratives prévues aux articles 9 et 11 seront tenus de connaître également la langue des nationalités respectives.

Art. 13. — Les journaux et les publications périodiques, paraissant dans une langue autre

¹ *Le nouveau régime légal des nationalités en Roumanie.* Textes. Bucarest, Imprimerie de l'Etat, 1946.

que la langue roumaine, pourront indiquer dans la langue de la nationalité respective tant le nom du lieu où ils paraissent que le nom des autres localités de Roumanie.

Art. 14. — Dans les registres et documents d'état civil, le nom de famille des citoyens sera écrit uniquement dans la forme et avec l'orthographe originales prouvées par les actes personnels du citoyen respectif.

Art. 15. — Dans les villes et communes rurales où, conformément au dernier recensement, au moins 30 pour 100 du total des habitants ont une langue maternelle commune autre que le roumain, les noms des rues devront être indiqués également dans la langue des nationalités respectives.

Art. 16. — Les fonctionnaires publics de toute catégorie, nommés sur base de diplômes ou de certificats délivrés par des institutions d'enseignement reconnues par l'Etat, ne pourront être soumis sous aucun motif à un examen de langue roumaine.

Art. 17. — Les lois ultérieures au 23 août 1994, ainsi que leurs règlements d'application, seront traduites en collection officielle dans les langues des nationalités cohabitantes représentant, conformément au dernier recensement, au moins 5 pour 100 de la population totale de la Roumanie.

Les règlements, ordonnances et communiqués des autorités locales seront publiés dans la langue des nationalités représentant au moins 30 pour 100 de la population du département ou de la localité respectifs.

Section II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT

Art. 18. — Dans les écoles d'Etat de premier et de second degré et dans les écoles supérieures, l'Etat roumain assure l'enseignement dans leur langue maternelle aux nationalités cohabitantes ayant un nombre suffisant d'écoliers solliciteurs, à l'exception des localités dans lesquelles les écoles confessionnelles privées répondent à cette nécessité. Dans les écoles d'Etat, ou dans leurs sections d'une langue autre que la langue roumaine, le corps enseignant sera recruté de préférence dans la nationalité respective.

Art. 19. — Les dispositions s'appliquant aux écoles confessionnelles privées roumaines seront également appliquées aux écoles confessionnelles privées des autres nationalités.

Art. 20. — Aux examens, y compris le baccalauréat, tant dans les écoles d'Etat, ou dans leurs sections, d'une langue autre que la langue roumaine, que dans les écoles confessionnelles privées des nationalités respectives, les candidats seront interrogés dans la langue dans laquelle ils ont reçu l'enseignement, excepté si

le candidat lui-même désire être interrogé en roumain.

Art. 21. — Les écoles confessionnelles privées des nationalités jouiront du même appui matériel de la part de l'Etat que les écoles confessionnelles privées roumaines.

Art. 22. — Auprès de la faculté de droit et de celle de lettres et de philosophie de Cluj, seront créées des chaires ayant le hongrois et l'allemand pour langue d'enseignement, suivant les nécessités et en tenant compte du nombre des étudiants respectifs.

Section III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CULTES

Art. 23. — Les cultes reconnus administrent leurs biens suivant leurs statuts ou actes de fondation conformément à la loi sur le régime général des cultes.

Art. 24. — Toute immixtion des autorités administratives dans les questions de service religieux pour les cultes reconnus, en dehors du contrôle du Ministère des Cultes, est interdite.

Art. 25. — Les prêtres de tous les cultes reconnus, s'ils ont le même degré de préparation ou les mêmes grades hiérarchiques, seront également rétribués, pour autant que leur confession représente le nombre prévu par la loi sur le régime des cultes pour bénéficier de l'aide matérielle de l'Etat.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Art. 26. — Le Ministère des Nationalités, de commun accord avec le Ministère de la Justice, prendra les mesures législatives nécessaires pour la solution de toutes les demandes non résolues, présentées en application du décret-loi qui modifie et complète certaines dispositions de la loi relative à l'acquisition de la nationalité roumaine, parue dans le *Moniteur officiel* No 171 du 27 juillet 1939 et accordant un nouveau délai d'inscription.

Art. 27. — Le Ministère des Nationalités sera chargé de l'exécution des dispositions de la présente loi.

Tous les organes administratifs et de police exécuteront les dispositions prises par ce département, en application de la présente loi.

Les réclamations des citoyens roumains de toute confession ou nationalité pour violation ou application erronée des principes établis par la présente loi seront adressées au Ministère des Nationalités.

Art. 28. — Toute disposition légale ou réglementaire contraire à la présente loi est et reste abrogée.

LOI No 630 POUR DETERMINER ET SANCTIONNER CERTAINES INFRACTIONS
A LA LOI SUR LE STATUT DES NATIONALITES¹

du 6 août 1945

Art. 1. — Celui qui procède à la recherche de l'origine ethnique d'un citoyen roumain en vue d'établir sa situation juridique dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, de police ou de toute autre manière, commet le délit de racisme et sera puni de prison correctionnelle de trois mois à un an.

Est considéré avoir commis le même délit, et la même peine lui est applicable, le fonctionnaire qui utilise dans un acte public l'indication "origine ethnique" ou tout autre synonyme de cette notion.

Si le fonctionnaire public refuse de délivrer un acte sous motif que le solliciteur n'a pas encore prouvé son origine ethnique, seront applicables les dispositions de l'article 243 du code pénal.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas quand une origine ethnique quelconque, autre que celle établie dans le passé d'après des criteriums raciaux, étant invoquée exclusivement par les intéressés, les autorités ainsi saisies procèdent à l'établissement de la situation juridique de ceux-ci toutes les fois qu'une telle opération est sollicitée conformément aux dispositions de l'article 2, point d, alinéa 3, du décret-loi No 2440 de 1945.

Art. 2. — Celui qui empêche un citoyen roumain d'établir librement sa nationalité ou sa langue maternelle conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi No 86 de 1945 en modifiant arbitrairement les données indiquées par celui-ci ou en lui demandant d'indiquer certaines données, commet le délit d'abus à l'établissement de la nationalité ou de la langue et sera puni de prison correctionnelle de trois mois à un an et d'une amende de 10.000 à 50.000 lei.

En cas de récidive, à la peine prévue à l'alinéa 1 du présent article s'ajoutera l'interdiction correctionnelle de un à trois ans.

Art. 3. — Celui qui, avec intention, change ou modifie dans un registre, document d'état civil ou tout acte public le nom patronymique d'un citoyen, prouvé par ses actes personnels officiels, et pour autant que le fait ne constitue pas l'infraction prévue et punie par l'article 401 du code pénal, commet le délit d'abus par altération du nom et sera puni de prison correctionnelle de un à trois mois et d'une amende de 5.000 à 20.000 lei.

Art. 4. — Celui qui, dans le cadre de ses attributions :

1. Restreint directement ou indirectement les droits des citoyens ;

2. Etablit des privilèges, directs ou indirects, en faveur des citoyens, soit en fixant des conditions spéciales en vue de l'embauchage ou de la nomination du personnel, soit par un traitement différentiel, soit par tout autre moyen discriminant, en raison de la race, religion ou nationalité, commet le délit contre l'égalité des citoyens et sera puni de prison correctionnelle de trois mois à un an et d'une amende de 10.000 à 50.000 lei.

En cas de récidive, à la peine prévue à l'alinéa 1, s'ajoutera l'interdiction correctionnelle de un à trois ans.

Art. 5. — Celui qui empêche l'utilisation d'une autre langue que la langue officielle de l'Etat dans les conditions prévues par la loi No 86 de 1945 pour le statut des nationalités, chap. II, sect. I, ou qui, pour cette raison, trouble les relations privées, commet le délit de violation de la liberté civique et sera puni de prison correctionnelle de trois à six mois et d'une amende de 5.000 à 10.000 lei.

La tentative est punie.

Art. 6. — Celui qui refuse ou empêche la libre transmission, de vive voix ou par écrit, par les moyens usuels intérieurs utilisés pour la correspondance postale, téléphonique et télégraphique, sous le motif que le contenu est écrit ou parlé dans une autre langue que la langue officielle de l'Etat, à l'exception du nom de la localité (qui, dans l'adresse, devra être écrit dans la langue officielle), commet le délit d'abus par violation de la liberté civique et sera puni d'une amende de 5.000 à 10.000 lei.

Art. 7. — Celui qui, par tout moyen diffamatoire ou injurieux, porte atteinte, pour des raisons de race, culte ou religion, à l'honneur ou au prestige d'une nationalité, l'expose à la dérision ou lèse par des attitudes et des faits concrets l'intention et le désir des nationalités à une cohabitation harmonieuse, et pour autant que le fait ne constitue pas une infraction plus grave, commet le délit d'offense contre l'harmonie entre les nationalités cohabitantes et sera puni de prison correctionnelle de six mois à trois ans et d'une amende de 20.000 à 50.000 lei.

Art. 8. — Celui qui :

1. Fait des déclarations ou affirmations diffamatoires de nature à susciter la haine ou le mépris d'une race, nationalité ou religion ;

2. Utilise des déclarations ou affirmations diffamatoires pour soutenir l'exclusivisme national ;

¹ *Le nouveau régime légal des nationalités en Roumanie.* Textes. Bucarest, Imprimerie de l'Etat, 1946.

Si le fait ne constitue pas une infraction plus grave, commet le délit de discorde entre les nationalités cohabitantes, respectivement de discorde confessionnelle et sera puni de prison correctionnelle de six mois à deux ans et d'une amende de 50.000 à 100.000 lei.

Si le délit a été commis par voie de presse ou par tout autre moyen de diffusion, la peine sera la prison correctionnelle de un à trois ans et d'une amende de 50.000 à 100.000 lei.

En cas de récidive, ou si le délit a été commis par un fonctionnaire public, à la peine prévue aux alinéas précédents s'ajoutera l'interdiction correctionnelle de un à trois ans.

Art. 9. — Tous ceux qui, par des indications inexactes, non fondées ou de mauvaise foi, ont mis un délit à la charge d'une personne, en se prévalant des sanctions de la présente

loi, si le fait ne constitue pas l'infraction prévue à l'article 269 du code pénal, ou toute autre infraction plus grave, commettent le délit de discorde des nationalités et sont punis de détention de un à cinq ans.

La suspension de l'exécution de la peine n'est pas applicable aux faits et aux peines prévues par le présent article.

Art. 10. — L'action pénale s'exerce par le ministère public, par les autorités et les personnes juridiques autorisées à cet effet, ainsi que par la partie lésée.

L'action publique, aussi bien que l'action privée, doit être introduite dans un délai de trois mois à partir du jour où le ministère public, les autorisées habilitées à cet effet ou la partie lésée ont eu connaissance de l'infraction ainsi que de son auteur.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES FONDAMENTALES DANS LE ROYAUME-UNI¹

En Grande-Bretagne, les droits de l'homme ne dérivent pas de lois fondamentales qui, comme la constitution des Etats-Unis d'Amérique, seraient essentiellement protégées contre tout processus normal d'abrogation et d'amendement. Le Parlement de Westminster est souverain ; il peut modifier une disposition constitutionnelle, si importante soit-elle, par la même procédure qu'il emploierait à modifier un arrêté relatif au trafic routier ou un décret en matière de logement. Dans la période allant de 1940 à 1944, l'importante loi constitutionnelle, aux termes de laquelle les Parlements ne doivent pas siéger plus de cinq années, a été suspendue d'année en année par des *Actes* qui sont devenus lois en l'espace de quelques jours. Il est cependant un petit nombre de monuments historiques vénérables, tels la *Grande Charte* (1297), la *Pétition des droits* (1627), le *Bill des droits* (1688) et l'*Acte d'établissement* (1700), auxquels le législateur hésiterait à toucher parce que leur valeur historique commande le respect. "Dans la constitution de notre pays, observait en 1942 Lord Wright (*Liversidge contre Anderson*), il n'y a aucun droit garanti ou absolu" ; la garantie des libertés britanniques réside dans le bon sens du peuple et dans le système de gouvernement représentatif et responsable qui s'est développé au cours des temps. L'examen du fondement juridique des droits de l'homme en Grande-Bretagne nous conduira à l'étude soit de divers Actes du Parlement, soit de la *common law* invoquée par des particuliers ou par l'Etat. La *common law* est le droit commun à tous les sujets du royaume, droit qui n'est pas défini par des lois écrites, mais qui consiste en règles issues elles-mêmes de principes juridiques et de précédents jurisprudentiels, tels qu'ils sont consignés dans les commentaires les plus anciens et dans les recueils d'arrêts judiciaires. Ce qu'on appelle, en Angleterre, "*constitutional law*", notamment la partie qui traite des libertés de l'individu, se trouve dans une grande mesure incorporé dans la *common law*.

Avant d'aborder l'étude des différentes libertés, il convient de rappeler certaines mesures générales de protection. Tel encore le droit d'être jugé par jury. Tel encore le droit qu'a le citoyen, s'il est arrêté, d'apprendre normalement sous quel chef d'inculpation ou sur quelle présomption de délit il a été privé de sa liberté ; dans *Christie et Morris* contre *Lachinsky*, Lord Simon a récemment rappelé avec insistance "la proposition élémentaire

selon laquelle, dans notre pays, une personne a droit *a priori* à la liberté et n'est tenue d'accepter que l'on y porte atteinte que si elle sait en substance la raison mise en avant pour justifier cette atteinte". Telles sont encore les règles et traditions générales de la procédure criminelle anglaise, qui favorise l'accusé. La charge de la preuve, par exemple, incombe au ministère public ; il n'appartient pas à l'inculpé de prouver son innocence. De plus, dans les affaires criminelles (comme dans les affaires civiles), on ne peut utiliser aucune preuve qui ne serve directement à confirmer ou à réfuter l'accusation ; le ministère public n'a pas le droit de produire des témoignages tendant à démontrer que l'accusé s'est rendu coupable d'autres crimes, de manière à suggérer que sa conduite ou son caractère rendent vraisemblable le délit qu'on l'accuse d'avoir commis. Tout aveu fait à un agent de police est irrecevable comme preuve contre lui, si cet aveu a été obtenu au moyen de menaces ou de promesses. Un accusé dont les ressources sont insuffisantes peut obtenir un défenseur gratuitement. Il a le droit de faire appel sans retard, de toute condamnation ou arrêt. D'une manière générale, tout citoyen a le droit d'attaquer, devant des juges entièrement indépendants du pouvoir exécutif, la légalité des mesures prises par les services et les fonctionnaires du Gouvernement.

LA LIBERTE DE LA PERSONNE

La liberté de la personne est défendue par deux textes législatifs fondamentaux. D'abord, par le *writ of habeas corpus* qui met fin aux détentions illégales et, en second lieu, par le recours en justice, civile ou criminelle, contre les "faux emprisonnements". Toute détention d'une personne sous la garde d'une autre, soit en prison, soit dans une maison, soit ailleurs, est considéré dans le droit anglais comme un emprisonnement.

Le *writ of habeas corpus* qui a remplacé les *writs* plus anciens, peut être obtenu par une personne emprisonnée (ou par toute personne agissant pour son compte) en produisant des présomptions suffisantes par déclarations sous serment (*affidavit*). Le *writ* constitue un commandement judiciaire adressé à la personne qui détient l'accusé en prison de faire immédiatement comparaître celui-ci devant le *King's Bench Division* de la *High Court* pour que la cour connaisse de tous points et faits qu'elle peut estimer en la circonstance se rapporter au chef d'inculpation.

Un article célèbre de la Grande Charte stipule que "aucun homme libre ne sera arrêté, ni emprisonné... ni mis à mort d'aucune

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secréariat de l'Organisation des Nations Unies.

manière... si ce n'est en suite d'un jugement légal de ses pairs et selon la loi du pays".

Quel que soit le sens que leur attribuèrent leurs auteurs, ces mots finirent au XVIII^e siècle par être identifiés avec l'*habeas corpus* ainsi qu'avec le jugement par jury et la procédure régulière. L'acte d'*habeas corpus* de 1679 remédiant aux défauts des anciens recours prévoyait un examen judiciaire rapide du bien-fondé de tout emprisonnement effectué sur un chef d'accusation criminelle et une rapide mise en jugement des prisonniers détenus à titre préventif. En 1688, le Bill des droits mit fin à l'abus par lequel, sous le règne de Jacques II, les juges s'efforçaient de réduire à néant les droits des prisonniers en exigeant une caution dont le montant était trop élevé pour pouvoir être versé par l'inculpé. En 1816, un autre Acte d'*habeas corpus* étendit le recours aux personnes emprisonnées pour d'autres motifs qu'une inculpation criminelle. L'Acte de 1679 avait interdit l'internement des personnes mises une première fois en liberté, conformément à l'*habeas corpus*. Aux termes de décisions judiciaires bien établies, une personne peut aller de tribunal en tribunal et de juge en juge pour faire appel contre un refus d'*habeas corpus*. Réciproquement, la mise en liberté, une fois prononcée, est définitive et ne peut être l'objet de contestations. Le recours d'*habeas corpus* a été parfois suspendu provisoirement, aux époques de grand danger public (par exemple, en 1817), afin de permettre l'arrestation sur simple soupçon et la détention sans jugement. La guerre, selon le mot du Lord Justice Scrutton, ne peut être soutenue dans le respect des principes de la Grande Charte. La détention provisoire, préventive plutôt que répressive, a été sanctionnée aux termes des pouvoirs extraordinaires en vigueur pendant les guerres de 1914 et 1939. Le premier en date de ces pouvoirs, le *Defence of the Realm Act*, autorisait la promulgation de décrets destinés à "maintenir la sécurité publique et assurer la défense du royaume". Les tribunaux ont statué que ce pouvoir permettait la promulgation d'un décret pour l'internement d'individus d'origine ennemie ou d'associations, sans qu'un jugement soit nécessaire. Le deuxième de ces Actes, l'*Emergency Powers (Defence) Act*, autorisait expressément la promulgation de décrets de défense destinés, entre autres, à permettre les détentions qu'il convient de prendre dans l'intérêt de l'ordre public ou pour la défense du royaume. Pendant tout le temps que ces pouvoirs exceptionnels furent en vigueur, le Parlement exerça sur eux une surveillance étroite et incessante. Les ministres furent l'objet d'interpellations constantes au sujet du décret de défense 8 B, qui autorisait pendant la guerre de 1939 ce genre de déten-

tion; les mandats d'arrêt furent fréquemment attaqués devant les tribunaux, mais sans grand succès. Le décret lui-même fut révoqué le 9 mai 1945, quelques heures après la capitulation de l'Allemagne.

Le "faux emprisonnement" déjà mentionné comme garantie accessoire de la liberté personnelle n'est pas seulement un abus qui autorise la personne détenue à obtenir réparation en justice, c'est aussi, en tant que violation de la *common law*, un crime passible de peines.

LA LIBERTE D'EXPRESSION

En Grande-Bretagne, un homme peut dire et écrire ce qu'il veut à condition que l'objet de ses propos ne soit pas de caractère diffamatoire, obscène, entaché de trahison, séditieux ou, d'une façon générale, propre à troubler l'ordre public. En ce qui concerne la diffamation, on ne saurait ici, faute de place, commenter la loi qui la concerne. Au risque de simplifier les choses à l'excès, on peut dire que quiconque est diffamé à tort peut poursuivre l'écrivain ou l'auteur en dommages et intérêts pour diffamation, soit orale, soit écrite. Le défendeur cependant a plusieurs moyens de défense; il peut par exemple soutenir à bon droit que ses assertions étaient exactes ou qu'il jouissait d'une immunité lorsqu'il les a proférées, autrement dit que la déclaration avait été faite pour de justes motifs, sans malveillance et avec des excuses valables dans l'exercice d'un droit légal, moral ou social quelconque. Outre qu'elle constitue un préjudice susceptible de poursuites en justice, la diffamation peut également être punie comme délit pénal, bien que les poursuites au criminel soient plus rares que les actions en dommages et intérêts. L'élément principal du délit est le danger de troubles pour l'ordre public, car les expressions employées peuvent provoquer la colère de la personne diffamée, si elle se trouve exposée à la haine, à la risée ou au mépris public.

Bien que constituant une réponse parfaite à une action en dommages et intérêts, le fait de détenir la vérité ne constitue pas un moyen de défense dans le cas de poursuite au criminel, à moins que l'intérêt public n'exige la publication des propos tenus par le diffamateur.

Il subsiste encore aujourd'hui en Angleterre certaines lois anciennes contre le blasphème, mais les plus hautes instances judiciaires sont d'avis qu'à l'heure actuelle le fait d'attaquer la religion en termes modérés ne constitue pas pas un délit blasphématoire; pour constituer un blasphème au sens de la *common law*, l'attaque doit comporter un aspect de dénigrement, de raillerie et d'irrévérence propre à exaspérer les sentiments d'autrui et en conséquence à troubler l'ordre public.

LIBERTE DE LA PRESSE

La liberté de la parole et la liberté de la presse sont issues d'un même principe. Les Tudor et les premiers Stuart punissaient, en vertu de lois ou d'édits, la publication de livres séditeux, hérétiques et impies. Pour disposer d'un autre moyen de contrôle ils délèguèrent à la corporation des papetiers (constituée en société par une Charte de 1556) le pouvoir de réglementer les presses d'imprimerie et l'imprimerie. Entre autres, les ordonnances de la *Star Chamber* prescrivirent un système de licence. Ce système a été prorogé par une nouvelle ordonnance sous le régime de Cromwell, en 1643. Après la Restauration, un *Licensing Act* provisoire a été promulgué en 1662 et prorogé à intervalles réguliers jusqu'à son expiration en 1694. A partir de cette date, la publication n'a été soumise à aucune censure ni contrôle autres que la loi susvisée sur les écrits diffamatoires.

Aux termes du *Newspaper Libel and Registration Act* de 1881, les journaux doivent être enregistrés; cette mesure fut introduite en même temps que certaines nouvelles mesures de protection accordées par édit. En dehors de celles-ci, il y a peu de restrictions. Il est vrai que pendant la dernière guerre les *Defence Regulations 2D* et *94B* autorisaient le Secrétaire d'Etat à supprimer les journaux qui publiaient systématiquement des informations destinées à fomenter une opposition à la poursuite de la guerre, et à saisir les presses d'imprimerie employées à cette fin; mais ces deux règlements furent parmi les premiers à être abrogés aussitôt après la défaite de l'Allemagne.

Comme les personnes privées, les journaux sont exposés à des poursuites en diffamation, mais ils bénéficient de certaines protections spéciales. Aux termes du *Law of Libel Amendment Act* de 1888, les journaux ne peuvent être poursuivis pour diffamation sans une ordonnance du juge des référés. Le risque d'une attaque à ce titre est minime. S'ils sont poursuivis en dommages et intérêts pour diffamation, ils peuvent plaider l'exactitude ou le juste commentaire. Pour être "juste", le commentaire doit traiter d'une question d'intérêt public, être de bonne foi, ne pas être dénaturé par malveillance, et ne pas altérer les faits. C'est à un jury de dire si le commentaire a été au delà des limites de ce qui est juste.

Les comptes rendus justes et exacts des délibérations des tribunaux ou des réunions publiques bénéficient, à cet égard, d'un traitement privilégié; mais les journaux ne doivent pas se rendre coupables d'outrage à la cour en imprimant des écrits qui constituent une atteinte à la dignité d'un juge ou en faisant des commentaires préjudiciables sur des dé-

libérations en cours. Des décrets de date plus récente ont restreint la publication de certaines informations spécifiques. Une loi de 1926 limite la liberté de rendre compte des jugements en interdisant la publication de détails indécents, notamment en ce qui concerne les causes matrimoniales. Le *Children and Young Persons Act* de 1933, qui a trait aux tribunaux pour enfants, interdit toute information qui permettrait d'identifier les parties et les témoins, tels que le nom ou l'adresse d'un jeune garçon ou l'école à laquelle il appartient. Aux termes du *Criminal Justice Act*, il est considéré comme un délit de publier (ou de faire, ou de tenter de faire, en vue de les publier) un croquis ou une photographie du juge, des jurés, parties ou témoins au tribunal.

Les représentants de la presse ont, conformément à leur statut légal, le droit d'assister aux réunions des autorités locales, à moins qu'ils n'en soient exclus par une décision de la majorité. Les comptes rendus des débats parlementaires ont été longtemps interdits par la Chambre comme constituant une infraction à ses privilèges parlementaires, mais cette interdiction est maintenant abrogée. Les rapports parlementaires sont aujourd'hui publiés officiellement. L'altération d'un débat par un journal peut être considérée comme un outrage à la Chambre, mais, si le compte rendu du journal est exact et fidèle, le privilège parlementaire qui limite la publication dans la presse ne peut être invoqué.

LIBERTE DU CULTE

Les pénalités édictées contre le non-conformisme religieux ont été mitigées pour la première fois par le *Toleration Act* de 1622, "attendu que le fait d'apporter quelque soulagement à des consciences scrupuleuses dans la pratique de leur culte, peut être un moyen efficace d'unir les sujets protestants de Leurs Majestés dans l'intérêt et l'affection". Cette loi a apporté aux dissidents protestants un bénéfice qui a été étendu aux unitariens en 1813 et aux juifs en 1846. L'émancipation des catholiques romains a été réalisée progressivement par les lois de 1791 et de 1829; leurs écoles et leurs églises ont été reconnues au même titre que celles des protestants non conformistes en 1832; les quelques incapacités légales qui avaient subsisté ont été éliminées en 1926. Les épreuves et les échéances imposées à ce titre ont depuis longtemps cessé d'être un motif de grief ou de controverse.

On a déjà précisé ci-dessus la modification législative (qui reflète un changement de l'opinion publique) qui a transformé l'ancienne hostilité au blasphème ou à l'athéisme en une attitude de tolérance préoccupée essentiellement de prévenir les délits contre l'ordre public. On

peut ajouter que la liberté de conscience a été scrupuleusement respectée par le *Military Training Act* promulgué avant la guerre, en 1939, et par les lois subséquentes sur le service militaire obligatoire; toutes ces lois contiennent des dispositions expresses et minutieuses concernant les objecteurs de conscience.

DROIT DE REUNION

Il y a en Grande-Bretagne des lois contre les attroupements et les réunions illégaux; cependant les gens peuvent se réunir librement tant qu'ils ne portent pas atteinte aux droits de propriété privée ou n'empiètent pas sur ces droits, ou ne troublent pas les mesures normales de police qui régissent la circulation et l'ordre public. Pour qu'un attroupement constitue un délit, il doit y avoir un élément de violence réel; une réunion est illégale si les personnes qui y participent tentent d'atteindre un but commun, licite ou illicite, d'une manière telle que certaines autres personnes peuvent craindre que l'ordre public n'en soit troublé.

Aux termes du *Public Meeting Act*, de 1908, il est considéré comme un délit de faire montre d'une conduite désordonnée au cours d'une réunion publique légale en vue d'empêcher le cours normal de cette réunion. En 1936, à la suite des cortèges provocateurs des Chemises noires et autres organisations analogues qui avaient créé du désordre et avaient mis à rude épreuve la patience des citoyens et de la police de Londres, le *Public Order Act* interdit le port d'uniformes dans les lieux publics ou dans les réunions publiques, si cet uniforme était caractéristique d'un groupement politique ou pouvait s'identifier avec la poursuite d'un objet politique. La mesure comportait des exceptions raisonnables pour les cas de cérémonies ou d'anniversaires non susceptibles d'entraîner des désordres. Cette loi interdit également l'organisation, l'entraînement ou l'équipement de groupements paramilitaires "en vue de pouvoir les employer pour usurper les fonctions de la police ou des forces armées de la Couronne, ou d'utiliser ou de déployer des forces matérielles pour le bénéfice d'une fin politique". Cette loi accorda à la police de nouveaux pouvoirs pour maintenir l'ordre à l'occasion de cortèges: le fait de détenir des armes offensives dans les réunions et les cortèges publics fut déclaré illégal et la loi a prévu des pénalités en cas de conduite désordonnée dans les lieux publics ou dans une réunion publique quand elle a pour objet de troubler la paix publique ou menacer de créer des incidents. Cet édit contre le phénomène des armées privées a été d'une efficacité remarquable: des poursuites aux termes de cette loi ont été rarement nécessaires. En dehors de la loi de 1936, on peut dire d'une

manière générale, pour employer les termes de Lord Sumner [*Bowman contre Secular Society Ltd.*, (en 1917)] que:

"De nos jours, des réunions ou des cortèges qui, il y a cinquante ans, auraient été considérés comme séditions, passent pour licites et ce, non parce que la loi est devenue plus faible ou a changé, mais parce que, les temps ayant changé, la société est plus vigoureuse qu'auparavant."

DROIT D'ASSOCIATION

La loi anglaise s'est montrée généreuse en reconnaissant le droit d'association. Il est facile de constituer une société aux termes du *Companies Act*, et les syndicats bénéficient d'une grande liberté. Les restrictions imposées par l'application du *Trade Disputes and Trade Unions Act* de 1927 (promulguée dans l'année qui a suivi la grève générale) ont fini par être annulées en 1946.

PROTECTION CONTRE L'INDIGENCE

La protection contre l'indigence peut ne pas être considérée comme un droit aussi fondamental que ceux qui viennent d'être discutés. En ce qui concerne les conditions existant en Grande-Bretagne à cet égard, il suffira sans doute de mentionner que (abstraction faite des dispositions déjà anciennes en matière d'assistance aux indigents, aujourd'hui dénommée assistance publique et qui ont parfois fait l'objet de critiques), la loi a accordé des retraites aux vieillards en 1906 et qu'un système d'assurance de l'Etat contre la maladie et le chômage a été institué en 1911; en 1925, un système de caisses de retraite pour les veuves, les orphelins et les vieillards a été établi. Une loi de 1897 a imposé aux employeurs l'obligation d'indemniser leurs ouvriers en cas de blessures reçues de fait et au cours de leur travail (sauf en cas de négligence). Une loi sur les allocations familiales a été promulguée en 1945.

Ces mesures législatives de sécurité sociale ont été remplacées par un plan général d'assurance nationale, englobant l'indemnité de chômage et de maladie, l'allocation pour la maternité, les pensions de retraite, les pensions versées aux veuves, les allocations de tutelle, les pensions en cas de décès et des indemnités supplémentaires pour les enfants et les adultes à charge, aux termes du *Natural Insurance Act* de 1946.

CONCLUSION

Bien qu'en Grande-Bretagne les droits de l'homme ne reposent pas sur une constitution écrite, cette brève étude aura montré que ce que Lord Wright a appelé le "bon sens du peuple" et le "gouvernement représentatif et

responsable qui s'est développé dans ce pays au cours des temps" a constitué une société dans laquelle les libertés fondamentales de l'homme sont pleinement respectées et protégées. L'absence de tout "droit absolu ou garanti" irrévocable a conféré une suprême valeur à l'esprit et à l'atmosphère dans lesquels les lois sont élaborées et mises en œuvre, à la jurisprudence traditionnelle et à la disposition nationale à la tolérance. Les récentes déclarations faites par deux Premiers Ministres du Royaume-Uni ont affirmé la nature de la liberté démocratique à laquelle aspire le peuple britannique :

"Les aspects essentiels de la démocratie sont la liberté de l'individu, dans le cadre des lois promulguées par le Parlement, d'organiser sa vie comme il l'entend et l'égalité de tous devant les tribunaux, indépendamment de l'exécutif."

"La démocratie n'est pas seulement la règle de la majorité, mais la règle de la majorité compte tenu des droits des minorités. En d'autres termes, bien que la volonté de la

majorité doive prévaloir, toutes les opinions auront l'occasion de s'exprimer. Qui dit démocratie dit tolérance envers l'opinion de l'opposition. Là où l'opinion minoritaire est supprimée, il n'y a pas de démocratie réelle."

La première citation est extraite d'un discours prononcé par M. Churchill en 1939. La seconde est tirée d'un discours prononcé par M. Attlee devant le Congrès des *Trade Unions* en septembre 1945, peu après que les élections générales aient porté le parti travailliste au pouvoir avec une majorité considérable. Les deux orateurs sont à la tête de partis politiques dont les opinions sont souvent extrêmement opposées. Leurs déclarations sur l'origine des droits de l'homme en Grande-Bretagne forcent l'appui de tous leurs compatriotes.

Sir Cecil CARR,
*Conseiller du roi, conseiller du
speaker de la Chambre des Communes,
docteur en droit de l'Université de
Cambridge, docteur en droit (honoris
causa) de Columbia University.*

SALVADOR

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA REPUBLIQUE DU SALVADOR¹

du 13 août 1886

TITRE II

DROITS ET GARANTIES

Art. 5. — Il n'existe dans la République ni emplois ni privilèges héréditaires.

Toute propriété est transmissible dans la forme déterminée par la loi. En conséquence les substitutions sous toutes leurs formes sont prohibées, à l'exception :

1. Du fidéicommiss quand il est créé en faveur de la nation, d'établissements de bienfaisance ou d'institutions culturelles qui existent ou seront créées dans le pays, de personnes physiques frappées d'incapacité légale de gérer leurs intérêts, ou de personnes qui ne sont pas encore nées mais qui sont déjà conçues ;

2. Du bien de famille.

Art. 6. — Aucune contribution ne peut être imposée qu'en vertu d'une loi et pour le service public.

Art. 7. — Quiconque exerce une charge publique est directement et immédiatement responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions. La loi déterminera la façon dont cette responsabilité sera rendue effective.

Art. 8. — Le Salvador reconnaît les droits et devoirs, antérieurs et supérieurs aux lois positives, ayant pour principe la liberté, l'égalité et la fraternité, et pour base la famille, le travail, la propriété et l'ordre public.

Art. 9. — Tout habitant du Salvador a un droit incontestable à la conservation et à la défense de sa vie, à sa liberté et à sa propriété, et celui de disposer librement de ses biens conformément à la loi.

Art. 10. — Tout homme est libre dans la République. Celui qui pénètre sur le territoire est affranchi, et celui qui fait le trafic des esclaves ne peut être citoyen.

Art. 11. — La République est un asile sacré pour l'étranger qui désire résider sur son territoire, à l'exception des criminels de droit commun qui sont réclamés par un autre Etat en vertu de traités d'extradition.

L'extradition des nationaux ne peut être accordée dans aucun cas, ni celle des étrangers poursuivis pour délit politique, alors même que ce délit politique aurait occasionné un délit de droit commun.

Art. 12. — Le libre exercice de toutes les religions est garanti, sans autres limites que celles imposées par la morale et l'ordre public. Aucun acte religieux ne peut servir à établir l'état civil des personnes.

Les édifices du culte et leurs dépendances seront dispensés de tous impôts sur les immeubles.

L'Etat reconnaît la personnalité morale de l'Eglise catholique qui est la religion professée par la majorité des citoyens de Salvador. Les autres églises pourront obtenir la reconnaissance de personnalité morale, conformément à la loi.

Art. 13. — Tout personne a le droit de rester dans le lieu qui lui convient, de voyager, émigrer et revenir sans passeport, sauf au cas de sentence exécutoire, et sans préjudice de la disposition de l'article 28 de cette constitution.

Art. 14. — Les habitants du Salvador peuvent s'associer et se réunir paisiblement et sans armes pour toutes fins licites.

Art. 15. — Nul ne peut être obligé de fournir ses services ou son travail sans une juste rétribution et sans son plein consentement, sauf en cas de nécessité ou d'utilité publique établis par la loi. La loi ne peut autoriser aucun acte ou contrat ayant pour objet la perte ou le sacrifice irrévocable de la liberté de l'homme, que ce soit pour cause de travail, d'éducation ou de vœu religieux. De même, n'est valable aucun accord par lequel un homme s'engage à s'exiler.

Art. 16. — Toute personne a le droit d'adresser des pétitions aux autorités légalement établies, à condition de rédiger ces pétitions dans les formes qui conviennent, ainsi que d'obtenir qu'une décision soit prise et lui soit communiquée.

Art. 17. — Aucune personne possédant la libre administration de ses biens ne peut être privée du droit de terminer ses affaires civiles par transaction ou par arbitrage. Pour les personnes qui ne possèdent pas cette libre administration, la loi déterminera les cas et conditions dans lesquels elles pourront le faire.

Art. 18. — La confiscation, soit comme peine, soit pour n'importe quelle autre raison, est prohibée. Les autorités qui contreviendront à cette disposition seront responsables à toute époque, sur leur personne et sur leurs biens du dommage causé. Les objets confisqués sont imprescriptibles.

Art. 19. — La peine de mort n'est applicable que pour les crimes très graves, purement militaires et commis en campagne, qui seront

¹ Texte espagnol dans *Diario oficial*, San Salvador, No 262, 30 novembre 1945. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Constitution du 13 août 1886, qui fut remplacée par la Constitution du 20 janvier 1939, a été remise en vigueur, avec certaines modifications, en 1945.

déterminés par le code militaire, et pour les crimes de parricide, assassinat, vol ou incendie, s'ils ont entraîné la mort. Les peines perpétuelles sont interdites, de même que l'emploi de la bastonnade et toutes espèces de tortures.

Art. 20. — Nul ne peut être privé de la vie, de sa liberté et de ses biens sans avoir été entendu préalablement et traduit en justice conformément aux lois; de même, nul ne peut être actionné en justice au civil ou au criminel deux fois par la même cause.

Art. 21. — Les perquisitions et les fouilles sur la personne ne peuvent avoir lieu qu'en vue de vérifier des délits ou des fautes.

Le domicile est inviolable; il ne peut être ordonné de visite domiciliaire que pour permettre la vérification des délits ou la poursuite des criminels, dans la forme et dans les cas fixés par la loi.

Art. 22. — Nul ne peut être jugé par une juridiction autre que celle du lieu du délit, sauf dans les cas déterminés par la loi ou dans ceux où la loi accorde à la cour de justice la faculté de désigner une autre juridiction.

Art. 23. — Tous les hommes sont égaux devant la loi.

Art. 24. — Aucune loi ne peut avoir un effet rétroactif, sauf en matière pénale, quand la loi nouvelle est favorable au délinquant.

Art. 25. — Nul ne peut être jugé qu'en vertu des lois antérieures au fait incriminé et par le tribunal établi préalablement par la loi.

Art. 26. — Un même juge ne peut connaître des diverses instances d'une même cause.

Art. 27. — Aucun pouvoir ou autorité ne peut évoquer une cause pendante ni rouvrir un jugement définitif.

Art. 28. — Le pouvoir exécutif, ni le pouvoir judiciaire, ni aucune autre autorité, ne peut donner un ordre de détention ou d'emprisonnement, si ce n'est conformément à la loi. Cet ordre doit toujours être écrit, sauf en matière criminelle quand le délinquant est pris en flagrant délit; auquel cas il peut être arrêté par n'importe qui pour être remis immédiatement à l'autorité compétente. La détention préventive ne peut excéder quarante-huit heures, et le juge d'instruction est tenu, dans ce délai, de décider la mise en liberté ou l'arrestation provisoire de l'individu.

Art. 29. — Tout homme peut librement exprimer, écrire, imprimer et publier sa pensée sans examen préalable, censure ni caution; mais il est responsable devant le jury des délits qu'il commet.

Art. 30. — La correspondance par lettre ou télégramme est inviolable. La correspondance interceptée ne fait pas foi et ne peut figurer dans aucune espèce de procédure.

Art. 31. — La propriété est inviolable. Nul

ne peut être privé de ses biens, si ce n'est pour cause d'utilité publique légalement établie et moyennant une juste et préalable indemnité. Dans les cas de guerre, de calamité publique, de construction de nouvelles routes ou de modification des routes existantes, et de fourniture d'eau, l'indemnisation pourra ne pas être préalable.

Lorsque les nécessités d'une guerre internationale l'exigeront, l'Etat pourra contrôler l'administration des biens appartenant à des nationaux de pays ennemis; il pourra aliéner ces biens et donner au produit de leur vente le caractère d'indemnité de guerre, selon les circonstances et en vertu d'un décret préalable et motivé.

La loi déterminera de quelle façon ces dispositions seront rendues effectives.

Art. 32. — Aucune corporation permanente, civile ou ecclésiastique, quels qu'en soient le caractère, la dénomination ou l'objet, n'aura capacité légale de conserver en propriété ou d'administrer pour son propre compte des immeubles, à l'exception de ceux destinés immédiatement et directement au service ou à l'objet de l'institution.

Art. 33. — L'enseignement est libre; de plus, l'enseignement primaire est obligatoire. L'enseignement donné dans les établissements dont l'Etat fait les frais est gratuit et sera soumis aux règlements édictés à cet effet.

Art. 34. — Toute industrie est libre et il ne peut être créé de monopole qu'au profit de la nation. L'eau-de-vie, le salpêtre et la poudre feront l'objet d'un monopole administré par le pouvoir exécutif.

Il n'y aura aucun monopole d'aucune sorte, ni de prohibition au titre de protection de l'industrie. Sont seuls exceptés les monopoles relatifs à la frappe de la monnaie, et les privilèges accordés par la loi, pour un temps limité, à ceux qui ont inventé ou perfectionné une industrie.

Art. 35. — Le droit d'association est garanti. Seul, l'établissement de congrégations conventuelles et de toute espèce d'institution monastique est interdit.

Art. 36. — Le droit à l'insurrection ne peut opérer en aucun cas l'abrogation des lois; ses effets se limitent à écarter, dans la mesure du nécessaire, les personnes qui exercent le gouvernement, et à nommer à titre provisoire les personnes qui les remplaceront, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la vacance dans la forme prescrite par la constitution.

Art. 37. — Toute personne a droit de demander et d'obtenir protection (*amparo*) de la Cour suprême de justice ou de la chambre de seconde instance, quand une autorité quelconque ou un individu restreint sa liberté personnelle ou l'exercice de l'un des droits individuels ga-

rantis par la présente constitution. Une loi spéciale indiquera de quelle façon cette protection sera rendu effective.

Art. 38. — Aucun des pouvoirs constitués ne pourra conclure ou ratifier des traités ou conventions dans lesquels la forme du gouvernement serait altérée de quelque façon ou qui porteraient atteinte à l'intégrité du territoire ou à la souveraineté nationale; cette disposition ne préjudicie pas à celle de l'article 151 de la présente constitution.

Art. 39. — Le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, et non plus aucun tribunal, aucune

autorité ou personne, ne pourra restreindre, altérer ou violer les garanties constitutionnelles sans encourir les responsabilités établies par la loi. La loi d'état de siège déterminera les garanties qui pourront être suspendues et les cas dans lesquels cette suspension pourra avoir lieu.

Art. 40. — Les droits et garanties énumérés dans cette constitution ne seront pas entendus comme excluant d'autres droits ou garanties non énumérés qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

SIAM

CONSTITUTION¹

du 10 décembre 1932

CHAPITRE II

DROITS ET DEVOIRS DES SIAMOIS

Art. 12. — Tous les individus sont égaux devant la loi. Les titres acquis par naissance, par concession ou autrement ne confèrent aucun privilège, quel qu'il soit.

Art. 13. — Chacun est entièrement libre de professer toute religion ou croyance et d'exercer le genre de culte correspondant à sa propre croyance, pourvu que celui-ci ne soit pas con-

traire à l'ordre public ou à la morale publique.

Art. 14. — Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écriture, d'impression, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Art. 15. — Chacun a le droit de soumettre des pétitions dans les conditions et les formes prescrites par la loi.

Art. 16. — Chacun a le devoir de respecter les lois, de défendre le pays, et d'aider le Gouvernement par le paiement des impôts et d'autre manière, sous les conditions et de la façon prescrites par la loi.

¹ Texte anglais transmis par M. Dilokrit KRIDAKON, Secrétaire de l'ambassade du Siam à Washington, D.C. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Constitution fut modifiée le 10 mai 1946.

SUEDE

CONSTITUTION¹

du 6 juin 1809

Art. 16. — Le roi doit maintenir et favoriser la justice et la vérité, défendre et empêcher l'iniquité et l'injustice; ne léser ni laisser léser quiconque dans sa personne, son honneur, sa liberté personnelle et ses droits et intérêts, s'il n'est légalement convaincu et condamné; ne dépouiller ni laisser dépouiller personne d'aucun bien meuble ou immeuble sans instruction et jugement dans les formes prescrites par les lois et statuts de la Suède; ne violer ni laisser violer la paix du domicile de personne; ne bannir personne d'un lieu en un autre et ne contraindre ni laisser contraindre la conscience de personne, mais protéger chacun dans le libre exercice de sa religion, tant que la tranquillité publique n'en est point troublée ou qu'il n'en résulte aucun scandale public. Le roi fera juger chacun par le juge dont il relève et d'après la loi.

Art. 28. — ... Des femmes pourront aussi, en suivant les règles établies par le roi et le Riksdag, être appelées et promues aux emplois et fonctions ci-dessus mentionnés, à l'exception toutefois des charges ecclésiastiques, pourvu qu'il n'en soit pas autrement ordonné conformément à la disposition de l'article 87, § 2. Nul ne peut être nommé aux fonctions ecclésiastiques, ni à aucun emploi comportant obligation de donner l'instruction chrétienne ou d'enseigner la théologie, s'il ne fait profession de la pure doctrine évangélique. Tous les autres emplois et fonctions, sauf l'exception indiquée à l'article 4 concernant les membres du Conseil d'Etat, peuvent être remplis par des adhérents d'autres confessions chrétiennes, même de la religion mosaïque; toutefois, nul ne peut s'il n'appartient pas à la pure doctrine évangélique, participer, en qualité de juge ou de titulaire d'une fonction publique, à la délibération ou à la décision des affaires relatives au soin de la religion, à l'instruction religieuse ou aux nominations dans le sein de l'Eglise suédoise. Dans toutes les nominations, le roi devra avoir égard au mérite et au talent des candidats, et non à leur naissance.

Chaque chef de département rapportera et expédiera toutes les affaires relatives aux nominations, promotions, congés et démissions, pour toutes les fonctions et emplois des admi-

nistrations et services qui relèvent de son département.

Art. 85. — Seront considérées comme lois constitutionnelles: la présente constitution (*Regeringsform*); la loi organique du Riksdag (*Riksdagsordning*); la loi organique de la succession (*Successionsordning*); et la loi sur la liberté de la presse (*Tryckfrihetsförordning*), adoptées de concert par le Riksdag et par le roi, conformément aux principes posés par la présente constitution.

Art. 86. — Par liberté de la presse, il faut entendre le droit de tout Suédois de publier des écrits sans aucun obstacle préalable de la part de l'autorité publique, celui de ne pouvoir ensuite être poursuivi à raison du contenu de ces écrits que devant les tribunaux légalement établis et celui de ne pouvoir être puni pour cette publication que dans le cas où le contenu en serait contraire à une loi formelle établie pour garantir la paix publique sans empêcher la propagation des lumières. Tous actes et procès-verbaux sur quelconque objet que ce soit, à l'exception des procès-verbaux tenus au Conseil d'Etat et devant le roi dans les affaires de commandement militaire, peuvent être, sans restriction, publiés par la voie de la presse. Ne pourront être imprimés les actes et procès-verbaux de l'administration de la banque ou de la dette publique concernant des affaires qui doivent être tenues secrètes.

Art. 108. — Le Riksdag nommera, tous les quatre ans, en session ordinaire, de la manière prescrite par la loi organique, six commissaires, de science et d'expérience reconnues, pour veiller sur la liberté de la presse conjointement avec le procureur de justice et sous sa présidence. Ces commissaires, dont deux, outre le procureur de justice, seront des jurisconsultes, auront pour attribution de donner leur avis sur les requêtes à eux soumises par les auteurs ou imprimeurs, avant l'impression, aux fins de savoir si l'écrit peut, ou non, être poursuivi d'après la loi sur la liberté de la presse; cet avis devra être exprimé par écrit par le procureur de justice du Riksdag et quatre au moins des commissaires, dont un jurisconsulte. S'ils déclarent que l'impression peut avoir lieu, l'auteur et l'imprimeur seront dégagés de toute responsabilité et celle-ci retombera sur les commissaires.

¹ Daresté, *op. cit.*, vol. II, p. 485-513.

LES DROITS DE L'HOMME EN SUEDE¹

Dans les constitutions promulguées vers 1800, ainsi que dans de nombreux autres documents constitutionnels promulgués ultérieurement, on trouve, en général, une déclaration des droits de l'homme ou des droits du citoyen. Tel est le cas pour la Constitution française de 1791, la Constitution des Etats-Unis de 1788 (bien que la Déclaration des droits de l'homme soit contenue dans des amendements qui n'ont été ratifiés que vers 1789-1791) et la Constitution norvégienne de 1814. Cependant, la Constitution suédoise de 1809 ne contient pas de liste des droits de l'homme comparable à celle qui figure dans les autres constitutions contemporaines; cela ne signifie pourtant pas que les auteurs de la constitution suédoise aient négligé la question ou que la protection des droits de l'homme leur importât peu. Le contraire est évident et les arguments présentés en faveur de la révolution de 1809 le prouvent: le roi était déchu de son autorité et, par conséquent, c'était au Parlement (ou plutôt, aux différents Etats du royaume) qu'il incombait de rédiger une nouvelle constitution.

Cette singularité de la loi fondamentale suédoise est due aux circonstances spéciales dans lesquelles fut rédigée la nouvelle constitution. Les auteurs de la nouvelle constitution devaient agir en toute hâte: le pays était en guerre; la législature courait de sérieux dangers, elle était menacée non seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur par les partisans de la monarchie absolue ou quasi-absolue. Il fallait rédiger et promulguer la nouvelle constitution en deux semaines. Afin de faciliter le travail, l'Assemblée constituante désirait éviter autant que possible d'introduire des nouveautés dans les projets. C'est pourquoi, exception faite de la liberté de la presse, les droits de l'homme ont été incorporés dans un seul article (art. 16) et ont été rédigés sous la même forme que dans un document beaucoup plus ancien, le code de droit commun, qui remontait au moyen âge. Le style de la constitution est archaïque; en la rédigeant, on n'a cherché à restreindre avec précision que l'autorité du roi, sans stipuler la procédure par laquelle les règlements seraient mis en vigueur.

La méthode adoptée pour la rédaction de la constitution suédoise a donné lieu à une certaine ambiguïté. Est-il possible d'invoquer les garanties constitutionnelles contre les lois promulguées à la fois par le roi et par le parlement? Et dans quelle mesure? La question

reste discutable. Jusqu'à présent, et depuis cent quarante ans, les tribunaux n'ont jamais invalidé un acte du Parlement pour des raisons constitutionnelles bien qu'en principe, ils semblent se réserver le droit de le faire. D'autre part, on s'est rendu compte à plusieurs reprises qu'il était nécessaire de garantir à nouveau, dans la législation ordinaire, les droits garantis dans la constitution.

1. *Intégrité de la personne humaine.* — L'article 16 de la constitution stipule que le roi ne peut porter atteinte à "la vie, l'honneur, la liberté et le bien-être personnel de quiconque n'a pas été jugé par les voies légales et reconnu coupable . . .", et ne peut violer le domicile de personne ni transporter personne de force d'un lieu dans un autre".

Les lois constitutionnelles ont donc déterminé rigoureusement les cas dans lesquels il est légal d'arrêter un citoyen suédois. Une arrestation n'est officielle que si une personne incarcérée est suspecte d'avoir commis un crime punissable de deux ans au moins de travaux forcés ou, en cas de crime moins grave, si l'on prévoit que la personne incarcérée prendra la fuite ou détruira la preuve du crime ou si elle refuse de faire connaître ses véritables nom ou adresse. Une arrestation doit être signalée au tribunal compétent dans les cinq jours et l'inculpé doit comparaître devant le tribunal dans les quinze jours. C'est au tribunal qu'il appartient ensuite de décider si l'inculpé sera relâché ou s'il sera détenu plus longtemps.

L'inviolabilité du domicile est également garantie par la loi. Il est donc interdit de s'introduire dans la demeure d'un citoyen et d'y perquisitionner sans mandat. Ce mandat ne peut être délivré que par certaines autorités désignées par la loi et dans le cas seulement où une personne est soupçonnée d'avoir commis un crime punissable d'emprisonnement ou des travaux forcés ou en vue de rechercher le coupable. Il est expressément stipulé que l'on procédera à la perquisition de façon à ne causer aucune tort ni aucun dérangement inutile.

Le secret de la correspondance est également garanti. Il est interdit d'ouvrir le courrier des autres citoyens sans l'autorisation voulue. Les autorités habilitées à délivrer des mandats de perquisitions ne peuvent donner l'autorisation d'ouvrir des lettres ou des télégrammes que dans le cas de personnes soupçonnées d'avoir commis un crime punissable des travaux forcés; elles ne peuvent faire usage des renseignements ainsi obtenus que dans la mesure où ils prouvent la culpabilité.

Il convient de signaler que les règles

¹ Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

mentionnées ci-dessus peuvent être modifiées en temps de guerre ou lorsqu'il y a de sérieuses menaces de guerre. Toutefois, ces modifications doivent faire l'objet de lois spéciales.

2. *Liberté de religion.* — En vertu de l'article 16 de la constitution, le roi ne peut porter atteinte à la liberté de conscience de personne; il doit au contraire défendre le droit de chacun d'exercer librement sa religion pourvu que cela ne trouble pas l'ordre public et ne soit la cause d'aucun désordre. Dans la première partie du XIX^{ème} siècle ce règlement a eu à jouer dans la mesure où l'on rencontrait des difficultés pour tenir des services religieux hors de l'église établie et où les membres de l'église seulement jouissaient des droits politiques et étaient admissibles aux emplois publics. Depuis lors, à de rares exceptions près, ces restrictions ont disparu. Il est donc punissable de troubler tout service religieux, que ce soit de l'église établie ou de toute autre congrégation reconnue (et virtuellement tous les types de congrégations sont reconnus). Quant à l'accès aux emplois publics, seuls les membres de l'église établie peuvent être membres du Gouvernement ou enseigner la religion dans les universités ou dans les écoles de l'Etat. Sinon, tous les chrétiens et tous les juifs ont accès aux emplois publics.

3. *Liberté de parole, liberté d'association.* — Il est assez curieux de noter que les principes de la liberté de pensée et de parole ne sont reconnus ni dans la constitution ni dans aucun acte du parlement. Lorsque l'article 16 de la constitution garantit la liberté de conscience (voir plus haut), elle fait évidemment allusion aux croyances religieuses et non aux autres activités de la pensée. D'autre part, ce principe est implicitement reconnu dans d'autres lois. C'est ainsi qu'il est punissable d'inciter le peuple à la sédition ou à la violence contre les autorités ou contre de simples particuliers; de calomnier un citoyen en l'accusant sans fondement d'avoir commis un crime ou un autre délit ou en portant atteinte à son honneur de toute autre manière, ou de répandre, avec intention criminelle, de fausses nouvelles susceptibles de compromettre l'ordre public ou de nuire à un particulier, etc. On peut en déduire que le droit de parler en public n'est soumis à aucune autre restriction.

La question de la liberté d'association et celle de la liberté de parole sont étroitement apparentées, car la liberté de parole n'offre pratiquement aucun intérêt si les citoyens n'ont pas le droit de tenir des réunions pacifiques dans des intentions licites. La liberté de parole n'est pas non plus mentionnée dans la constitution mais un acte du Parlement la garantit. Par conséquent, les autorités publiques ont le

droit d'assister à toute réunion publique mais elles ne peuvent dissoudre la réunion que s'il se produit quelque chose d'illégal ou susceptible de troubler l'ordre public. Il est également punissable de chercher à empêcher, à dissoudre ou à troubler une réunion en se portant à des voies de fait, en faisant du tapage ou de toute autre manière répréhensible.

4. *Liberté de la presse.* — La liberté de la presse est le mieux garanti des droits des citoyens. L'article 86 de la constitution la garantit et la définit. En outre, la loi qui fixe les modalités d'application de ce droit est également d'ordre constitutionnel et ne peut donc pas être amendée par un acte ordinaire du Parlement.

Les principes fondamentaux sont les suivants. Le droit de publier est garanti à tous les citoyens suédois et les autorités publiques ne peuvent, de quelque manière que ce soit, faire obstacle à la publication de livres, de brochures ou de journaux même s'ils sont de nature séditieuse, diffamatoire ou illégale de toute autre manière. C'est seulement après la publication que l'auteur ou l'éditeur peut être traduit devant un tribunal compétent et que la publication peut être suspendue sous réserve de la décision de la cour. Il est stipulé que l'acquittement est obligatoire non seulement lorsqu'il s'avère que la publication est légale, mais aussi lorsqu'il y a des doutes sur le caractère illégal de cette publication. De plus, dans les cas de ce genre, l'inculpé a le droit de demander à être jugé par un jury bien que le système juridique de la Suède ne prévoit de procédure semblable dans aucun autre cas; les membres du jury, qui peut rendre son verdict à la majorité des deux tiers des voix, sont choisis de façon que le défendant puisse exercer une certaine influence sur sa composition.

Ainsi, en vertu de la loi fondamentale, toute espèce de censure est prohibée. Toutefois, il convient de remarquer qu'en 1941, des amendements ont été apportés à la constitution afin d'autoriser la censure en temps de guerre ou lorsqu'il y a une menace de guerre. Mais les lois nécessaires pour mettre ces amendements en vigueur n'ont jamais été promulguées et en 1943 de nouveaux amendements ont rendu à la constitution la portée qu'elle avait avant la guerre. La loi de confiscation, sans s'exposer à des poursuites judiciaires, des imprimés susceptibles d'aggraver les relations de la Suède avec les puissances étrangères a été abolie également. Cette loi était en vigueur depuis la deuxième décennie du XIX^{ème} siècle.

Mais la constitution va plus loin. Elle contient également un passage presque unique garantissant au citoyen le droit d'examiner tous les documents de caractère public. Une excep-

tion à cette règle ne peut être apportée qu'en vertu d'une loi constitutionnelle, qui devrait avoir un caractère particulier et être justifiée par des considérations telles que la sécurité du Royaume, les relations extérieures, la prévention ou le châtement du crime, la protection des intérêts économiques légitimes de l'Etat dans ses relations économiques avec les entreprises privées, ou l'intégrité des particuliers et leurs intérêts économiques légitimes. Pour s'exprimer comme l'auteur du XIX^e siècle, ces règles ont eu comme conséquence "de placer l'arsenal de l'opposition dans les archives du Gouvernement". De ce fait, les discussions publiques revêtent un caractère spécial en Suède, où l'on se sert souvent des opinions et des arguments émis par les fonctionnaires comme armes contre le Gouvernement lui-même. Toutefois, ces règles sont applicables non seulement à l'administration centrale mais aussi aux organismes locaux autonomes et à leurs travaux.

5. *Dispositions constitutionnelles relatives au mandat des fonctionnaires.* — A propos des principes mentionnés ci-dessus, il y a lieu de signaler une règle caractéristique de la constitution suédoise qui ne s'applique pas aux citoyens en général, mais qui présente néanmoins une certaine importance en ce qui concerne leurs droits. A l'exception des fonctionnaires des organismes locaux autonomes et naturellement des membres des deux chambres, les fonctionnaires suédois ne sont pas élus mais nommés, en général par la Couronne. Certains d'entre eux, notamment les membres du Gouvernement et environ une centaine des fonctionnaires administratifs les plus importants énumérés dans la constitution, peuvent être destitués, par la Couronne également. Quant aux juges et aux fonctionnaires administratifs supérieurs, ils ne peuvent être révoqués (déplacés ou promus à un autre poste) contre leur volonté que si le tribunal compétent a constaté qu'ils étaient coupables d'une infraction punissable par une mesure semblable. Il peut donc arriver, comme c'est fréquemment le cas, que les fonctionnaires, même ceux qui occupent une situation dans les ministères, entretiennent ou émettent, même en public, des opinions opposées à celles de leurs supérieurs et du Gouvernement lui-même sans donner leur démission ou sans être obligés de quitter leur poste.

6. *Liberté économique et sécurité sociale.* Dans ces domaines, la constitution ne contient aucune règle à l'exception de l'article 16 aux termes duquel "le roi ne peut déposséder aucun citoyen de sa propriété. . . sans recourir à une action judiciaire". En ce moment, on discute beaucoup du sens de cette formule à propos des nouveaux projets d'impôts, mais jusqu'à présent, on n'a jamais donné à l'article une signification susceptible de restreindre le pouvoir législatif du Parlement. Cependant, le droit d'expropriation à des fins publiques est conçu de façon à laisser au tribunal compétent le pouvoir de prendre la décision finale.

La liberté de l'industrie, d'autre part, est garantie par une législation spéciale qui date du milieu du XIX^e siècle. Ces lois ont été promulguées en vue d'abolir les anciennes restrictions imposées au commerce et à l'industrie. Elles donnent à chaque citoyen le droit de choisir sa profession, de se livrer librement au commerce et à l'industrie sans autres réserves que celles nécessaires pour protéger le public, dans le domaine de la médecine, contre les guérisseurs et les charlatans. Les commerçants et les artisans doivent s'inscrire au registre du commerce et tenir une comptabilité appropriée.

En ce qui concerne la *législation sociale*, il n'est pas aisé d'énoncer, ne fût-ce que les principes fondamentaux de l'importante législation établie au cours des dernières décades et dans les années antérieures. Qu'il suffise de signaler que, depuis le XVI^e siècle, il a toujours été de règle que chaque paroisse soit chargée de secourir ses pauvres et ses indigents. Toutefois, l'importance de la loi sur l'assistance publique a diminué au cours des dernières années et notamment lorsqu'on a mis sur pied un vaste système d'assurances sociales plus ou moins complet couvrant les assurances vieillesse, les assurances accidents, les assurances maladie-invalidité et les assurances contre le chômage et parce que les hôpitaux sont, en principe, subventionnés par les organismes provinciaux autonomes et par l'Etat. Par suite de cette législation, on peut dire à juste titre que le droit à une certaine sécurité économique est devenu l'un des droits les plus importants du citoyen suédois.

Gunnar HECKSCHER,

*Professeur adjoint à l'Université d'Upsal,
Directeur de l'Institut des recherches
sociales à Stockholm.*

SUISSE

CONSTITUTION FEDERALE DE LA CONFEDERATION SUISSE¹

du 29 mai 1874

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — La confédération a pour but d'assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger, de maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, de protéger la liberté et les droits des confédérés et d'accroître leur prospérité commune.

Art. 4. — Tous les Suisses sont égaux devant la loi. Il n'y a en Suisse ni sujets ni privilèges de lieu, de personnes ou de familles.

Art. 5. — La confédération garantit aux cantons leurs territoire, leur souveraineté dans les limites fixées par l'article 3², leurs constitutions, la liberté et les droits du peuple, les droits constitutionnels des citoyens, ainsi que les droits et les attributions que le peuple a conférés aux autorités.

Art. 6. — Les cantons sont tenus de demander à la confédération la garantie de leurs constitutions.

Cette garantie est accordée, pourvu :

a) Que ces constitutions ne renferment rien de contraire aux dispositions de la constitution fédérale ;

b) Qu'elles assurent l'exercice des droits politiques d'après des formes républicaines, représentatives ou démocratiques ;

c) Qu'elles aient été acceptées par le peuple et qu'elles puissent être révisées lorsque la majorité absolue des citoyens le demande.

Art. 27. — Les cantons pourvoient à l'instruction primaire, qui doit être suffisante et placée exclusivement sous la direction de l'autorité civile. Elle est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite.

Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans la liberté de conscience ou de croyance.

La confédération prendra les mesures nécessaires contre les cantons qui ne satisferaient pas à ces obligations.

Art. 27 bis. — Des subventions sont allouées aux cantons en vue de les aider à remplir leurs

obligations dans le domaine de l'instruction primaire.

La loi règle l'exécution de cette disposition.

L'organisation, la direction et la surveillance de l'école primaire demeurent dans la compétence des cantons, sous réserve des dispositions de l'article 27 de la constitution fédérale.

Art. 31. — La liberté du commerce et de l'industrie est garantie dans toute l'étendue de la confédération.

Sont réservés :

a) La régle du sel et de la poudre de guerre, les péages fédéraux, les droits d'entrée sur les vins et les autres boissons spiritueuses, ainsi que les autres droits de consommation formellement reconnus par la confédération à teneur de l'article 32 ;

b) La fabrication, l'importation, la rectification, la vente et l'imposition des boissons distillées, en conformité des articles 32 bis et 32 ter ;

c) Tout ce qui concerne les auberges et le commerce des boissons spiritueuses, en conformité de l'article 32 quater ;

d) Les mesures de police sanitaire destinées à lutter contre les maladies transmissibles, les maladies très répandues et les maladies particulièrement dangereuses de l'homme et des animaux ;

e) Les dispositions touchant l'exercice des professions commerciales et industrielles, les impôts qui s'y rattachent et la police des routes. Ces dispositions ne peuvent rien renfermer de contraire au principe de la liberté de commerce et d'industrie.

Art. 34. — La confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail qui pourra y être imposé aux adultes, ainsi que sur la protection à accorder aux ouvriers contre l'exercice des industries insalubres et dangereuses.

Art. 34 bis. — La confédération introduira, par voie législative, l'assurance en cas d'accident et de maladie, en tenant compte des caisses de secours existantes.

Elle peut déclarer la participation à ces assurances obligatoire en général ou pour certaines catégories déterminées de citoyens.

Art. 34 quater. — La confédération instituera par voie législative l'assurance en cas de vieillesse et l'assurance des survivants ; elle pourra introduire ultérieurement l'assurance en cas d'invalidité.

Elle pourra déclarer ces assurances obligatoires en général ou pour certaines catégories de citoyens.

¹ *Sammlung der Bundes- und Kantonsverfassungen. (Recueil des constitutions fédérale et cantonales)*, Ve édition, 1937, p. 101-137. Texte de l'article 34 quinquies communiqué par le consulat général suisse à New-York. Nous exprimons nos remerciements à MM. Raymond Christinger, Charles E. Rosset et Henri Zoelly, vice-consuls à New York, pour le précieux concours qu'ils nous ont apporté.

² **Art. 3.** Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution fédérale, et, comme tels, ils exercent tous les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral.

Les assurances seront réalisées avec le concours des cantons; il pourra être fait appel au concours de caisses d'assurance publiques ou privées.

Les deux premières branches d'assurance seront introduites simultanément . . .

Art. 34 quinquies. — La confédération, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés et dans les limites de la constitution, tient compte des besoins de la famille.

La confédération est autorisée à légiférer en matière de caisses de compensation familiales. Elle peut déclarer l'affiliation obligatoire en général ou pour certains groupes de la population. Elle tient compte des caisses existantes, soutient les efforts des cantons et des associations professionnelles en vue de la fondation de nouvelles caisses et peut créer une caisse centrale de compensation. Elle peut faire dépendre ses prestations financières d'une participation équitable des cantons.

La confédération est autorisée, en matière de logements et de colonisation intérieure, à appuyer les efforts en faveur de la famille. Une loi fédérale indiquera les conditions auxquelles la confédération peut lier sa participation financière; elle réservera les dispositions cantonales sur la police des constructions.

La confédération instituera, par la voie législative, l'assurance maternité. Elle pourra déclarer l'affiliation obligatoire en général ou pour certains groupes de la population et astreindre à verser des contributions même des personnes non qualifiées pour bénéficier des prestations de l'assurance. Elle peut faire dépendre ses prestations financières d'une participation équitable des cantons.

Des lois édictées en vertu du présent article seront exécutées avec le concours des cantons; appel pourra être fait à la collaboration d'associations de droit public ou privé.

Art. 36. — . . L'inviolabilité du secret des lettres et des télégrammes est garantie.

Art. 49. — La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines, de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.

La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de disposer, conformément aux principes ci-dessus, de l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

L'exercice des droits civils ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse, quelles qu'elles soient.

Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse,

s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. L'exécution ultérieure de ce principe reste réservée à la législation fédérale.

Art. 50. — Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Les cantons et la confédération peuvent prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses, ainsi que contre les empiètements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'Etat.

Les contestations de droit public ou de droit privé auxquelles donne lieu la création de communautés religieuses ou une scission de communautés religieuses existantes, peuvent être portées par voie de recours devant les autorités fédérales compétentes.

Il ne peut être érigé d'évêchés sur le territoire suisse sans l'approbation de la confédération.

Art. 51. — L'ordre des jésuites et les sociétés qui lui sont affiliées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse, et toute action dans l'église et dans l'école est interdite à leurs membres.

Cette interdiction peut s'étendre aussi, par voie d'arrêté fédéral, à d'autres ordres religieux dont l'action est dangereuse pour l'Etat ou trouble la paix entre les confessions.

Art. 52. — Il est interdit de fonder de nouveaux couvents ou ordres religieux et de rétablir ceux qui ont été supprimés.

Art. 53. — L'état civil et la tenue des registres qui s'y rapportent est du ressort des autorités civiles. La législation fédérale statuera à ce sujet les dispositions ultérieures.

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment.

Art. 54. — Le droit au mariage est placé sous la protection de la confédération.

Aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels, sur l'indigence de l'un ou de l'autre des époux, sur leur conduite ou sur quelque autre motif de police que ce soit.

Sera reconnu comme valable dans toute la confédération le mariage conclu dans un canton ou à l'étranger, conformément à la législation qui est en vigueur.

La femme acquiert par le mariage le droit de cité et de bourgeoisie de son mari.

Les enfants nés avant le mariage sont légi-

timés par le mariage subséquent de leurs parents.

Il ne peut être perçu aucune finance d'admission ni aucune taxe semblable de l'un ou de l'autre époux.

Art. 55. — La liberté de la presse est garantie.¹

Art. 56. — Les citoyens ont le droit de former des associations, pourvu qu'il n'y ait dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient rien d'illicite ou de dangereux pour l'Etat. Les lois cantonales statuent les mesures nécessaires à la répression des abus.

Art. 57. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 58. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel. En conséquence, il ne pourra être établi de tribunaux extraordinaires.

La juridiction ecclésiastique est abolie.

Art. 59. — Pour réclamations personnelles, le débiteur solvable ayant domicile en Suisse

doit être recherché devant le juge de son domicile; ses biens ne peuvent en conséquence être saisis ou séquestrés hors du canton où il est domicilié, en vertu de réclamations personnelles.

Demeurent réservées, en ce qui concerne les étrangers, les dispositions des traités internationaux.

La contrainte par corps est abolie.

Art. 60. — Tous les cantons sont obligés de traiter les citoyens des autres Etats confédérés comme ceux de leur Etat en matière de législation et pour tout ce qui concerne les voies juridiques.

Art. 65. — Il ne pourra être prononcé de condamnation à mort pour cause de délit politique.

Les peines corporelles sont interdites.

Art. 66. — La législation fédérale fixe les limites dans lesquelles un citoyen suisse peut être privé de ses droits politiques.

Art. 67. — La législation fédérale statue sur l'extradition des accusés d'un canton à l'autre; toutefois, l'extradition ne peut être rendue obligatoire pour les délits politiques et ceux de la presse.

¹ Les deuxième et troisième alinéas de cet article sont abrogés par suite de l'entrée en vigueur du code pénal suisse du 21 décembre 1937.

CONSTITUTION DU CANTON D'APPENZELL RHODES-EXTERIEURES

du 26 avril 1908

SECTION IV

DROITS PERSONNELS

Art. 5. — Tous les habitants du canton sont égaux devant la loi.

Art. 6. — La liberté de croyance et de conscience est inviolable. Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines de quelque nature qu'elles soient pour cause d'opinion religieuse.

La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a, conformément aux principes ci-dessous, le droit de déterminer l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

L'exercice des droits civiques ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse quelconque.

Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. L'application des modalités de ce principe est fixée par la législation fédérale (art. 49 de la constitution fédérale).

Art. 7. — Le libre exercice du culte est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Le canton et la fédération peuvent prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses et prendre des dispositions contre les empiétements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'Etat.

Les contestations de droit public ou de droit privé auxquelles donnent lieu les créations ou les scissions de communautés religieuses existantes peuvent être portées, par voix de recours, devant les autorités fédérales compétentes (art. 50 de la constitution fédérale).

Art. 8 à 10. — (Dispositions relatives à l'organisation des communautés religieuses et autres groupements de droit public.)

Art. 11. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté, ni subir d'entraves dans l'exercice de ses libertés personnelles, si ce n'est dans les cas et selon les formes prévues par la loi.

L'Etat doit fournir une indemnité adéquate aux personnes arrêtées illégalement ou sans motif.

L'inviolabilité du domicile est garantie. Les perquisitions domiciliaires ne peuvent avoir lieu que dans les conditions prescrites par la loi.

Les punitions corporelles sont interdites. Il est défendu d'avoir recours à la violence pour obtenir des aveux.

Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

Art. 12. — La sécurité et l'inviolabilité de la propriété sont garanties.

Les expropriations ne sont autorisées que lorsque l'intérêt public l'exige et seulement contre pleine indemnité. La loi fixe les modalités d'application de ce principe.

Pour des raisons d'intérêt public les servitudes qui entravent le développement économique peuvent également être expropriées. La procédure est la même que pour les autres expropriations.

Art. 13. — La capacité civile commence à l'âge de vingt ans révolus ou avec le mariage. Lorsque les circonstances l'exigent, le conseil exécutif peut déclarer majeures des personnes ayant dix-huit ans révolus.

Art. 14. — Le libre établissement est garanti conformément à l'article 45 de la constitution fédérale. La loi prévoit les modalités d'application de ce principe.

Art. 15. — Le commerce et l'industrie sont libres. Demeurent réservées les récales et, dans les limites fixées par la constitution fédérale, les dispositions prises dans l'intérêt général.

Art. 16. — L'Etat garantit l'exercice du droit d'association et de réunion dans la mesure où cet exercice ne met pas en péril l'ordre public. Il prend les dispositions et détermine les peines nécessaires pour parer aux empiétements et pour empêcher l'abus de ces droits.

Art. 17. — Tout habitant du canton a la faculté d'exprimer librement ses pensées verbalement ou par écrit. Toutefois, il est responsable aux termes de la loi de l'abus de ce droit.

Art. 18. — Le droit d'adresser par écrit des requêtes, des vœux, et des doléances aux autorités du canton et des communes, est garanti.

Art. 22. — Tout habitant du canton possédant l'éligibilité, est tenu d'accepter sa nomina-

¹ Textes de toutes les constitutions cantonales dans *Sammlung der Bundes-und Kantonsverfassungen* (ouvrage cité p. 403). Le volume contient les textes français des constitutions de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, du Valais et de Vaud, le texte italien de la constitution du Tessin et les textes allemands des autres constitutions cantonales. Textes français traduits de l'italien et de l'allemand respectivement par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

tion par la commune à des fonctions publiques pour leur durée légale. Dans tous les autres cas, l'acceptation d'une fonction n'est pas obligatoire.

SECTION VI

PRINCIPES GENERAUX

Art. 25. — Dans la mesure où la loi ne contient pas de dispositions contraires, chaque commune doit pourvoir à l'assistance de ses citoyens nécessiteux, qu'ils résident ou non dans la commune. Si le revenu des biens qui y sont affectés est insuffisant, la commune de résidence doit intervenir.

Les établissements publics d'assistance doivent s'entraider au moyen d'inspection, de contrôle et en se donnant des renseignements sur les pauvres domiciliés dans leur commune. En cas d'urgence, ils doivent ordonner les premières mesures d'assistance aux frais de la commune d'origine; celle-ci doit être avisée en même temps. Le conseil exécutif statue en dernier ressort sur les contestations.

L'Etat surveille l'ensemble des œuvres d'assistance.

Une loi fixera l'organisation de l'assistance publique.

Art. 27. — L'enseignement est placé sous la surveillance de l'Etat; sous réserve de la situation spéciale de l'école cantonale et des écoles libres, il est assuré par les communes.

La fréquentation de l'école primaire et des écoles spéciales pour jeunes filles est obligatoire; celle de l'école secondaire est facultative. Dans toutes les écoles publiques, y compris les écoles secondaires, l'instruction est gratuite pour les élèves de la commune.

L'Etat fournit une subvention adéquate aux communes qui ne possèdent pas d'écoles secondaires et assure à leurs élèves la fréquentation gratuite d'une de ces écoles dans une commune voisine.

Des frais annuels de scolarité seront versés par les élèves des écoles secondaires dont les parents résident en dehors du canton.

Le montant des frais de scolarité pour l'école cantonale sera fixé par les statuts de l'école.

L'accès des écoles publiques est libre pour les membres de toutes les confessions, sans qu'il soit porté atteinte à leur liberté de croyance et de conscience.

Une loi devra organiser l'ensemble de l'enseignement.

Il appartient à l'Etat d'assurer le développement de l'éducation et de l'instruction populaire, ainsi que l'enseignement général et professionnel.

L'Etat subventionne l'enseignement.

Tout élève de l'école primaire publique reçoit gratuitement de l'Etat, les ouvrages

d'enseignement, et de la commune, les fournitures scolaires.

L'Etat fournit des subventions adéquates à l'enseignement secondaire notamment pour la création de nouvelles écoles, pour la fourniture gratuite des ouvrages d'enseignement et des fournitures scolaires, ainsi que pour les charges qui résultent de l'admission bénévole d'élèves venant d'autres communes.

L'Etat distribue, conformément à la loi, des bourses ou des avances sans intérêt pour développer l'instruction et contribue par des subventions adéquates à l'éducation d'enfants anormaux mais susceptibles d'être éduqués.

Art. 30. — L'Etat est tenu de développer et d'encourager, par des mesures législatives et par des subventions:

1. L'agriculture, la sylviculture, le commerce, l'industrie, l'artisanat et les transports (en particulier le réseau routier et ferroviaire);

2. Les soins médicaux et les services sanitaires publics;

3. L'assistance aux vieillards et aux invalides;

4. La protection des travailleurs, notamment des femmes et des enfants, ainsi que l'organisation de bureaux de placement publics;

5. Les coopératives d'intérêt public;

6. Les autres formes d'assistance sociale

Art. 31. — Une loi doit réglementer l'organisation de l'épargne dans le canton, et, en particulier, la protection des dépôts des caisses d'épargne.

Art. 32. — Les communes doivent assurer des enterrements convenables et gratuits.

Art. 33. — Le dimanche ainsi que les jours fériés reconnus officiellement par le conseil cantonal sont déclarés jours de repos.

La législation fixera les modalités d'application de ce principe.

Art. 35. — Tous les fonctionnaires et toutes les autorités sont responsables, aux termes de la loi, des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 37. — En cas de grèves, ou de différends qui peuvent les provoquer, le conseil exécutif doit entamer des négociations en vue d'y mettre fin. Il conduit lui-même les négociations ou nomme, à cet effet, des bureaux de conciliation.

SECTION VII

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DES POUVOIRS PUBLICS

B. Justice

Art. 58. — Le droit de se faire assister et représenter librement devant les tribunaux est garanti. La loi prévoit les exceptions à ce principe.

Art. 70. — La loi assure la défense et l'assistance judiciaire gratuite.

CONSTITUTION DU CANTON D'APPENZELL RHODES-INTERIEURES

du 24 novembre 1872

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — La constitution reconnaît le principe de la pleine liberté et les droits suivants sont garantis: égalité devant la loi des citoyens et de ceux qui ont les mêmes droits et liberté personnelle; en outre, dans les limites fixées par la loi, liberté d'exprimer son opinion verbalement et par écrit ainsi que liberté de réunion et d'association; l'inviolabilité du domicile est également proclamée.

La liberté du commerce, des communications et de l'industrie est garantie conformément aux dispositions qui s'y réfèrent.

Art. 3. — La religion catholique, en tant que religion du peuple, est reconnue par l'Etat et bénéficie de sa protection.

Les autres confessions religieuses sont tolérées; leurs adeptes sont autorisés à célébrer leur culte, dans les limites compatibles avec les bonnes moeurs.

Art. 4. — La propriété appartenant aux particuliers, aux sociétés, aux groupements professionnels et aux fondations reconnues par l'Etat, ainsi qu'aux communes, est inviolable.

Dans les cas où l'intérêt public exige la cession de propriétés foncières ou d'autres droits privés à l'Etat, ce dernier a le droit d'expropriation contre une juste indemnité.

Cette disposition s'applique également aux communes; toutefois dans ce cas, une décision préalable du grand conseil est nécessaire.

En cas de litige, la décision incombera aux tribunaux compétents.

Art. 5. — L'Etat garantit la sécurité des biens ecclésiastiques ainsi que leur gestion et leur utilisation statutaires.

La gestion des biens appartenant aux couvents continue, comme auparavant, à être soumise à la protection et à la surveillance de l'Etat.

Art. 6. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel institué par la constitution.

Art. 7. — Tous les habitants du canton, ainsi que les groupements professionnels et locaux ont le droit d'adresser des vœux et des souhaits aux autorités locales et cantonales.

Art. 11. — L'administration des finances de l'Etat est publique dans la mesure où le budget doit être publié à la fin de chaque année.

La responsabilité de tout fonctionnaire est engagée jusqu'au moment de la reddition des comptes.

Tous les décrets, lois et arrêtés officiels présentant un intérêt général seront publiés d'une manière appropriée.

Les séances du grand conseil sont, en principe, publiques; le conseil prévoit des séances privées, s'il y a lieu.

Art. 12. — L'Etat est chargé de l'enseignement public, en vertu de dispositions spéciales.

L'enseignement primaire public est obligatoire et gratuit. Les communautés scolaires font face aux dépenses nécessaires et reçoivent, à cet effet, des subventions de l'Etat, qui veille au développement de l'enseignement primaire et s'intéresse particulièrement aux écoles de perfectionnement.

SECTION III

DROITS ET DEVOIRS DE L'INDIVIDU

Art. 17. — Tout électeur a non pas seulement le droit, mais aussi le devoir, de participer à toutes les assemblées locales et aux autres réunions publiques légales.

Art. 18. — Tout électeur est tenu, jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans accomplis, d'accepter de siéger à la commission cantonale ou au tribunal de canton, ainsi que d'accepter toute fonction qui lui est conférée par le grand conseil, la commission cantonale, la commune, la paroisse ou la communauté scolaire, ou encore par un tribunal, par le conseil du district, le conseil ecclésiastique ou le conseil de l'instruction publique.

Sont dispensés de cette obligation avant l'accomplissement de la soixante-cinquième année, les personnes qui ont été, pendant au moins vingt années consécutives, membres de la commission cantonale ou membres d'un tribunal ou d'un conseil de district. Personne n'est tenu d'exercer l'une quelconque de ces fonctions pendant plus de dix ans.

En cas de litige, le grand conseil statue en dernier ressort.

CONSTITUTION DU CANTON D'ARGOVIE

du 23 avril 1885

I. PRINCIPES DE DROIT PUBLIC

Art. 8. — Toutes les autorités, tous les fonctionnaires et tous les employés sont responsa-

bles envers l'Etat, les communes et les particuliers de tous les actes rentrant dans l'exercice de leurs fonctions, aux termes d'une loi qui devra être promulguée immédiatement.

Art. 9. — Les débats des autorités législatives et judiciaires sont publics dans les limites compatibles avec l'intérêt de l'Etat et les bonnes mœurs.

II. DROITS CIVILS ET INDIVIDUELS

Art. 17. — Tous les citoyens du canton et tous les citoyens suisses sont égaux devant la loi.

Art. 18. — La liberté d'exprimer son opinion verbalement, par écrit ou par l'image, le droit d'association, le droit de réunion et le droit de pétition sont garantis. L'exercice de ces droits n'est soumis à aucune restriction que celles qui résultent des principes du droit commun et des bonnes mœurs.

Une loi sur la presse devra être édictée.

Art. 19. — La liberté personnelle est garantie.

Nul ne doit être poursuivi en justice ou arrêté si ce n'est dans les cas et dans les formes prévues par la loi; nul ne doit être détenu plus de vingt-quatre heures sans être interrogé. L'Etat doit fournir une indemnisation adéquate et réparation aux personnes arrêtées illégalement ou sans motif.

Art. 20. — Le domicile est inviolable sous réserve des perquisitions que les autorités peuvent effectuer conformément à la loi.

Toute perquisition de domicile nécessite soit le consentement du propriétaire de l'habitation, soit l'autorisation écrite d'un fonctionnaire compétent qui doit indiquer exactement l'objet et l'étendue de cette mesure. Des exceptions sont admises à cette règle en cas de danger imminent.

Art. 21. — Conformément à la constitution fédérale, sont en outre garantis:

a) La liberté du commerce et de l'industrie, art. 31;

b) La liberté de croyance et de conscience, art. 49;

c) Le libre exercice des cultes, art. 50;

d) Le droit de libre établissement, art. 45;

e) L'interdiction d'établir des tribunaux extraordinaires, art. 58;

Art. 22. — La propriété est inviolable.

Nul ne peut être tenu de céder sa propriété foncière ou d'autres droits réels, en dehors des cas prévus par la législation fédérale et cantonale, si ce n'est en vertu d'un décret du Grand Conseil pris pour des motifs d'intérêt public, et contre pleine indemnité versée au préalable.

Le mode de fixation de cette indemnité et la procédure à suivre en cas de contestation sont indiqués par la loi.

VII. INSTRUCTION PUBLIQUE

Art. 63. — L'Etat encourage dans toute la mesure de ses moyens l'instruction populaire.

Il appartient à l'Etat et aux communes de pourvoir à l'enseignement scolaire dans son ensemble. Les communes doivent créer les écoles primaires nécessaires.

L'Etat fournit des subventions régulières aux écoles primaires et aux écoles de perfectionnement qui les complètent.

L'instruction dans ces deux branches d'enseignement est obligatoire et gratuite. La loi veillera à ce que l'école tienne également compte des besoins de la vie pratique.

Jusqu'à la promulgation d'une loi, le conseil exécutif peut, à la demande des communes, déclarer obligatoire l'école de perfectionnement.

L'enseignement privé en tant qu'équivalent de l'enseignement primaire est soumis en principe aux mêmes dispositions légales que ce dernier. La loi règle des modalités d'application de cette disposition.

En liaison avec les institutions d'assistance bénévole et obligatoire, l'Etat participe à l'éducation et aux soins à donner aux enfants aveugles, sourds-muets, faibles d'esprit et moralement abandonnés.

Art. 64. — L'Etat assiste les communes dans la création et l'entretien des écoles primaires supérieures et entretient ou subventionne les autres établissements ainsi que les écoles techniques et les universités.

L'Etat encourage la formation de professeurs compétents. L'autorisation d'enseigner dans tous les établissements scolaires est délivrée sous la forme d'un brevet de l'Etat.

VIII. AFFAIRES CULTUELLES

Art. 67. — Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

IX. ECONOMIE D'ETAT ET ECONOMIE PUBLIQUE

2. Economie publique

Art. 82. — Les œuvres d'assistance sont placées sous la haute surveillance de l'Etat.

Il appartient aux communes de pourvoir, avec l'appui de l'Etat, à l'assistance au profit des habitants du canton. L'Etat se charge de l'assistance aux citoyens du canton établis en dehors de ses limites. . .

L'Etat encourage et appuie les œuvres bénévoles d'assistance.

Il crée ou subventionne les établissements pour l'éducation d'enfants pauvres, abandonnés et infirmes, les établissements pour jeunes délinquants et dévoyés et les établissements pour l'hébergement d'adultes indigents et dans l'incapacité de travailler. . .

Art. 83. — Il sera créé un établissement de travail obligatoire agricole et industriel dont les pensionnaires gagneront leur vie dans la mesure du possible.

Art. 84. — L'Etat régleme et contrôle les services de santé en coopération avec les communes.

Devront être promulgués le plus rapidement possible, des lois et des décrets relatifs à la surveillance de la santé publique, en tenant particulièrement compte des données statistiques ainsi que des lois et des décrets relatifs au contrôle de l'alimentation; il devra être procédé à la révision des dispositions législatives existantes.

L'Etat assiste les communes dans le domaine des services sanitaires, en leur accordant des subventions proportionnées à leurs efforts et à leurs moyens d'action. . .

L'Etat reconnaît le principe du repos dominical et prend notamment des mesures de protection contre tous excès de travail nuisibles à la santé.

Art. 85. — La santé publique est placée sous la surveillance de l'Etat. L'accès aux hôpitaux et cliniques du canton doit être facilité dans la mesure du possible. Les frais d'hospitalisation doivent être fixés en tenant compte des ressources financières des communes et de celles des malades.

L'Etat contribue, dans la mesure de ses ressources, et selon les besoins locaux, à la création d'hôpitaux de district et d'arrondissement.

Il encourage l'assistance médicale fondée sur le principe de la mutualité et peut déclarer obligatoire l'assurance contre les maladies pour certains groupes de la population.

Art. 86. — L'Etat encourage les assurances, notamment les assurances contre les dommages dans le domaine agricole.

Il facilite l'usage des assurances contre la grêle, en contribuant au paiement des primes.

Les compagnies étrangères d'assurance doivent déposer un cautionnement adéquat afin de pouvoir fonctionner dans le canton.

Art. 87. — Aucune propriété foncière ne doit être grevée de charges non rachetables. La possibilité du rachat de toutes les charges qui grè-

vent encore la propriété foncière telles que dîmes, droit d'utiliser les bois, fiefs héréditaires et franchises rurales est garantie.

Art. 88. — Afin d'accroître et de développer l'agriculture l'Etat encourage les instituts agricoles et les stations expérimentales, la production agricole et l'élevage ainsi que l'amélioration des terres. Il prend des mesures de protection contre les dommages en matière agricole. Il veille à l'établissement de statistiques agricoles complètes.

Art. 91. — Afin d'augmenter la capacité de production, l'Etat encourage les expositions artistiques et industrielles, les établissements d'éducation et les cours pratiques.

Il veille à l'établissement de statistiques industrielles complètes. Il favorise les efforts visant à la création de nouvelles branches d'industrie.

Le grand conseil promulguera un règlement sur les métiers qui contiendra des dispositions détaillées sur l'exercice du commerce et de l'industrie et tiendra particulièrement compte des questions concernant l'apprentissage et les adjudications.

Art. 92. — L'Etat encourage et aide les coopératives agricoles et industrielles qui contribuent au développement de l'économie nationale. La loi peut accorder aux associations d'artisans des privilèges spéciaux.

Art. 93. — L'Etat développe et régleme le crédit.

... L'Etat exerce la haute surveillance sur l'administration des établissements de crédit. Il prend des mesures de protection en faveur des créanciers et des débiteurs.

Le grand conseil promulguera un décret relatif aux opérations des courtiers et agents d'affaires et au cautionnement qu'ils devront verser.

Art. 95. - 96 bis (Dispositions relatives aux devoirs de l'Etat en matière de voirie, de régularisation des cours d'eau et d'approvisionnement en énergie électrique).

CONSTITUTION DU CANTON DE BALE-CAMPAGNE

du 4 avril 1892

I. DISPOSITIONS GENERALES; DROITS ET LIBERTES DES CITOYENS

Art. 4. — Le droit d'adresser des pétitions à toutes les autorités est garanti, ainsi que le droit de regard sur l'ensemble des finances publiques.

Art. 5. — Tout citoyen peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une autre commune du canton si cette dernière l'y autorise et si les conditions légales sont remplies. Les ressortissants d'autres cantons et les étrangers peuvent

également, conformément aux lois existantes, acquérir le droit de bourgeoisie dans le canton; toutefois, les étrangers n'acquièrent valablement le droit de bourgeoisie communale qu'après avoir acquis la citoyenneté.

Art. 6. — La liberté personnelle est garantie. Nul ne peut être arrêté si ce n'est conformément à la loi et suivant les formes qu'elle prescrit.

Des mesures de contrainte ne peuvent être employées ni lors d'une arrestation ni pour obtenir des aveux.

Tout détenu doit être interrogé dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation et l'instruction doit être terminée le plus rapidement possible.

Toute personne arrêtée illégalement ou à tort a droit à indemnité et réparation de la part de l'Etat.

Art. 7. — Le domicile est inviolable. Aucune perquisition domiciliaire ne peut être effectuée si ce n'est dans les cas et selon les formes prévus par la loi; toute perquisition devra être effectuée par des fonctionnaires compétents.

Art. 8. — L'assistance judiciaire gratuite devra être assurée aux personnes sans ressources.

Art. 9. — L'Etat protège les droits privés acquis honnêtement. Lorsque l'intérêt public exige la cession de propriétés foncières ou de droits réels, cette cession ne peut avoir lieu que moyennant une juste et préalable indemnité.

En cas de litige, et dans la mesure où la législation existante ne règle pas la question, le conseil cantonal statue sur l'obligation d'effectuer la cession. Le tribunal cantonal fixera l'indemnité, si la législation ne contient pas de dispositions contraires.

II. ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DES POUVOIRS PUBLICS

4. Dispositions générales concernant les autorités et les fonctionnaires de l'Etat

Art. 29. — Les autorités, fonctionnaires et employés de l'Etat ont à répondre de leur gestion. Les actions civiles résultant de cette responsabilité peuvent être intentées directement contre l'Etat. L'Etat peut exercer un recours contre les personnes en faute et leurs cautions.

Les fonctionnaires ne peuvent être suspendus ou révoqués que dans les cas et dans les formes prévus par la loi.

Les détails sont fixés par la loi sur la responsabilité.

III. DISPOSITIONS FONDAMENTALES SUR LES FONCTIONS ET LES DEVOIRS DE L'ETAT

1. Enseignement

Art. 35. — L'ensemble de l'enseignement est placé sous la haute surveillance de l'Etat. L'Etat doit, en liaison avec les communes, assurer un enseignement scolaire suffisant et gratuit et faire bénéficier tous les établisse-

ments publics d'enseignement de son appui vigoureux.

Un brevet d'Etat est nécessaire pour exercer le droit d'enseigner.

L'Etat et les communes ont le devoir de perfectionner l'enseignement dans les écoles normales supérieures, dans l'intérêt des deux sexes. Ils devront faciliter l'accès de ces écoles, en tenant compte de la situation géographique des communes. Les modalités d'application de ce principe seront fixées par la législation.

L'Etat soutient également les écoles industrielles et les établissements analogues.

3. Economie nationale

Art. 37. — L'assistance aux indigents est assurée par la commune du domicile du bénéficiaire, avec la coopération de l'Etat et de la commune d'origine.

Des habitants des communes intéressées devront être élus pour faire partie des organismes d'assistance; les femmes sont également éligibles.

Les détails sont fixés par la loi.

L'Etat soutient les associations privées dont l'objet est d'élever le niveau de vie des classes déshéritées. Il participe également à l'éducation et à l'entretien des enfants aveugles, sourds-muets, faibles d'esprit et moralement abandonnés.

Art. 38. — Le canton protège et encourage le commerce, l'industrie et l'artisanat.

Art. 39. — L'agriculture doit être encouragée dans la mesure du possible, notamment par des subventions aux institutions de formation agronomique et par la création d'écoles ménagères, par la réglementation de la police champêtre, par le développement de l'élevage, par l'encouragement des entreprises pour l'amélioration et l'exploitation du sol, (plans de culture), ainsi que par la réglementation du régime des hypothèques.

A cet effet, l'Etat accordera son appui aux associations et coopératives qui ont le même objet.

L'Etat encourage et développe le système des assurances.

Art. 40. — La sylviculture est soumise au contrôle et à la législation de l'Etat.

L'Etat pourvoit à la formation du personnel forestier subalterne. Il encourage le boisement aux fins de protection contre les dommages résultant des intempéries.

Art. 42. — L'Etat exerce un contrôle sévère sur les denrées alimentaires.

CONSTITUTION DU CANTON DE BALE-VILLE

du 2 décembre 1889

I. DISPOSITIONS GENERALES

Art. 3. — La suspension de l'exercice des droits civils, ainsi que les arrestations et les perquisitions domiciliaires, ne peuvent avoir lieu que dans les cas prévus et dans la forme prescrite par la loi.

Les faillis ne peuvent être suspendus de l'exercice des droits civils que si la faillite est déclarée frauduleuse par le tribunal compétent.

Art. 4. — Le droit d'adresser des pétitions à toutes les autorités publiques est garanti.

Art. 5. — La propriété doit être protégée contre toute atteinte arbitraire. En cas d'expropriation rendue nécessaire pour des motifs d'intérêt public, une indemnité équitable doit être versée conformément aux dispositions de la loi.

Art. 6. — Tout citoyen et tout habitant du canton est tenu, conformément aux dispositions de la loi, de contribuer aux dépenses publiques.

Art. 9. — Les autorités publiques et les fonctionnaires sont responsables, conformément aux dispositions de la loi, des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions et sont tenus de réparer les dommages causés. Les personnes lésées peuvent adresser leur demande d'indemnité directement à l'Etat qui peut se retourner contre les coupables.

II. DEVOIRS DE L'ETAT

Art. 11. — L'Etat doit, dans la mesure de ses moyens, assurer le bien-être de la population et développer la productivité du pays.

Art. 12. — Il appartient à l'administration publique d'encourager l'éducation et l'instruction du peuple. L'Etat crée et subventionne les établissements d'enseignement public général et les écoles professionnelles.

L'enseignement scolaire est obligatoire pour tous les enfants dans les limites d'âge prévues par la loi.

Dans les écoles publiques primaires supérieures et secondaires, l'instruction est gratuite. La gratuité de l'enseignement peut être étendue à d'autres établissements d'instruction publique par la législation.

Les fournitures scolaires sont distribuées gratuitement dans les écoles publiques primaires et primaires supérieures. La distribution gratuite de fournitures à d'autres établis-

sements d'enseignement peut être autorisée par la loi.

Art. 13. — Les écoles publiques doivent être ouvertes aux membres de toutes les confessions religieuses sans porter atteinte à leur liberté de croyance et de conscience.

Il est interdit à toute personne qui appartient à une congrégation ou à un ordre religieux de diriger une école ou un établissement d'enseignement; il lui est également interdit d'y enseigner.

Art. 14. — L'Etat assurera l'entretien et l'éducation des enfants abandonnés ou infirmes, en coopération avec les établissements d'assistance ainsi qu'avec les parents et les autorités du lieu d'origine.

Art. 15. — Les établissements d'éducation et d'instruction qui n'ont pas été créés par l'Etat n'ont pas droit à son appui, mais sont soumis aux dispositions de la loi et placés sous la surveillance de l'Etat.

Art. 16. — Les communes d'habitants et les organisations bénévoles sont chargées de l'assistance aux pauvres, elles bénéficient du concours et de l'appui financier de l'Etat. La législation prévoit les modalités d'application de ce principe.

Art. 17. — L'Etat prend des dispositions législatives concernant la santé publique et verse les contributions nécessaires. Il encourage et soutient les efforts bénévoles en vue de la protection de la vieillesse.

III. RAPPORTS DE L'ETAT AVEC L'EGLISE

Art. 18. — La liberté de croyance et de conscience est inviolable. Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.

Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Les autorités publiques peuvent prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses et prendre des dispositions contre les empiétements des autorités ecclésiastiques sur les droit des citoyens et de l'Etat.

CONSTITUTION DU CANTON DE BERNE

du 26 avril 1893

TITRE III
AUTORITES DE L'ETAT*Dispositions générales*

Art. 15. — Les autorités, les fonctionnaires et les employés sont responsables des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions.

Les actions civiles dérivant de cette responsabilité peuvent être portées devant les tribunaux directement contre l'Etat. Toutefois, elles ne sont recevables que si le demandeur a justifié qu'au moins trente jours auparavant il s'est adressé inutilement à l'autorité exécutive supérieure. Le recours contre la personne en faute est réservé à l'Etat.

L'application de ces principes appartient à la loi.

Art. 17. — La langue allemande et la langue française sont les langues nationales.

Les lois, les décrets, les ordonnances et les arrêtés d'un intérêt général doivent être publiés. Ils le seront en français et en allemand dans la partie française du canton. Le texte original est le texte allemand.

Les décisions, ordonnances, jugements et lettres d'autorités supérieures qui concernent des personnes ou des corporations de la partie française seront rédigés en français.

TITRE V

PRINCIPES GENERAUX ET GARANTIES

Art. 72. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

L'Etat ne reconnaît aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.

Il ne reconnaît également aucun titre de noblesse.

Art. 73. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être arrêté que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

La loi règle l'indemnité due à celui qui aura été l'objet d'une arrestation illégale ou non motivée.

Art. 74. — Toute rigueur inutile lors de l'arrestation et pendant la détention d'une personne et tout moyen de contrainte pour obtenir un aveu, sont interdits.

Art. 75. — Nul ne peut être soustrait à son juge naturel.

Art. 76. — Le domicile est inviolable.

Aucun fonctionnaire public ou agent de la police ne peut pénétrer dans la demeure d'un citoyen que dans les cas et en observant les formalités que la loi détermine.

La résistance est permise contre toute tentative de s'introduire dans un domicile contrairement à la loi.

Celle-ci établira les prescriptions nécessaires.

Art. 77. — La liberté de communiquer ses pensées par paroles, par écrit, par la presse et par les emblèmes est garantie.

La loi détermine les peines qu'entraînent les abus de cette liberté.

La censure ou toute autre mesure préventive est dans tous les cas interdite.

Art. 78. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 79. — Les associations et assemblées publiques qui, dans leurs buts et dans leurs moyens, n'ont rien d'illégal, ne peuvent être ni restreintes ni interdites.

Art. 80. — Tout ressortissant du canton est autorisé, moyennant déposer un acte d'origine ou d'autres papiers équivalents et acquitter un emolument modique d'inscription, à s'établir dans quelque partie que ce soit du territoire cantonal sans être soumis à d'autres prestations que celles auxquelles sont astreints les ressortissants du lieu. Sont réservées les dispositions légales concernant le domicile d'assistance et le renvoi dans leur commune de personnes qui reçoivent des secours d'une manière permanente.

L'établissement des ressortissants d'autres cantons est réglé par la constitution fédérale.

Art. 81. — Le libre exercice de l'agriculture, du commerce et de l'industrie est garanti. Des restrictions peuvent y être apportées législativement dans les limites tracées par la constitution fédérale.

Art. 82. — L'Etat reconnaît le principe du repos dominical et établit des prescriptions pour empêcher que nul ne soit astreint à un excès de travail nuisible à sa santé.

Art. 83. — La liberté de croyance et de conscience est inviolable.

L'exercice des droits civils ou politiques ne peut être restreint par aucune prescription ou condition d'ordre ecclésiastique ou religieux.

Les opinions religieuses ne libèrent pas de l'obligation d'accomplir un devoir civique.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits d'un culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. La loi réglera l'exécution de ce principe.

Art. 84. — L'Eglise évangélique réformée, l'Eglise catholique romaine et l'Eglise catholique chrétiennes sont les Eglises nationales reconnues dans les paroisses qui se rattachent à ces confessions.

Art. 85. — La liberté des autres cultes est

garantie dans les limites de la moralité et de l'ordre public.

Art. 86. — Le droit d'agrément de l'Etat (*placet*) à l'égard des ordonnances et amendements d'autorités ecclésiastiques supérieures est aboli.

L'Etat peut prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et la paix publics entre les membres des diverses communautés religieuses, ainsi que pour réprimer les atteintes portées par les autorités ecclésiastiques à ses propres droits et à ceux des citoyens.

Art. 87. — La liberté d'enseignement est garantie, sous réserve des dispositions de la loi.

Chacun est tenu de donner à la jeunesse qui lui est confiée le degré d'instruction prescrit par les écoles primaires publiques.

L'Etat et les communes ont l'obligation d'améliorer l'école populaire autant que possible. La loi détermine la proportion dans laquelle l'Etat et les communes doivent y contribuer.

L'instruction primaire est placée exclusivement sous la direction de l'autorité civile. Elle est gratuite dans les écoles publiques.

Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans aucune atteinte à leur liberté de conscience et de croyance.

L'Etat pourvoit aussi à l'enseignement supérieur.

L'organisation des écoles et de l'enseignement en général est réservée à la loi.

Art. 88. — Il est interdit aux corporations

ou ordres religieux étrangers au canton et à toute société qui leur est affiliée de s'établir sur le territoire cantonal; en outre, aucune personne appartenant à l'un de ces ordres, corporations ou sociétés, ne peut se livrer à l'enseignement sur le territoire de l'Etat sans l'autorisation du Grand Conseil.

L'article 51 de la constitution fédérale demeure réservé.

Art. 89. — Toute propriété est inviolable.

L'expropriation pour cause d'utilité publique n'aura lieu que moyennant une indemnité complète et, si possible, préalable, à fixer par les tribunaux.

Art. 90. — Aucun immeuble ne pourra être grevé ni par la loi, ni par un contrat, ni par une disposition unilatérale, d'un cens ou d'une rente non rachetables.

Art. 91. — L'assistance publique incombe à la fois à la charité privée organisée, aux communes et à l'Etat.

L'Etat prendra des mesures pour supprimer autant que possible les causes du paupérisme, répartir équitablement les charges de l'assistance et dégrever les communes.

Si les fonds disponibles en faveur de l'assistance sur les recettes ordinaires de l'Etat sont insuffisants, il pourra être perçu, jusqu'à concurrence du quart de l'impôt direct, un impôt spécialement destiné à couvrir l'excédent des frais de l'assistance.

La loi règlera l'exécution de ces principes et l'organisation de l'assistance. Elle peut donner au grand conseil le pouvoir de décréter l'impôt spécial de l'assistance publique.

CONSTITUTION DU CANTON DE FRIBOURG

du 7 mai 1857

TITRE PREMIER

PRINCIPES ET GARANTIES

Art. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est celle de la majorité du peuple fribourgeois; le libre exercice en est garanti.

Le libre exercice de la religion évangélique réformée est de même garanti.

Les rapports entre l'Etat et l'Eglise catholique dans les matières mixtes qui ont donné ou qui pourraient donner lieu à des conflits, seront déterminés par un concordat à conclure entre les deux autorités.

En ce qui concerne la population réformée du canton, il y a pour les affaires religieuses des autorités ecclésiastiques, dont la loi règle les attributions.

Art. 3. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Art. 4. — Le domicile est inviolable.

Aucun agent du pouvoir ne peut pénétrer dans la demeure d'un citoyen que dans les cas et selon les formes déterminés par la loi.

Art. 5. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

Il ne peut dans aucun cas être établi d'autres tribunaux que ceux qui sont reconnus par la constitution.

Art. 6. — Toute rigueur inutile lors de l'arrestation et pendant la détention d'un individu, et tout moyen de violence pour obtenir son aveu sont interdits.

Art. 7. — Aucune peine ne peut être infligée que par une autorité compétente en application d'une loi et suivant les formes qu'elle prescrit.

Art. 8. — Il ne pourra être prononcé de peine de mort pour cause de délit politique.

Art. 9. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Il n'existe dans le canton aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.

Art. 10. — La liberté de la presse, le droit de pétition, le droit d'association sont garantis dans la mesure proclamée par la constitution fédérale.

Art. 11. — Le droit de libre établissement, la liberté de commerce et d'industrie sont pareillement garantis, conformément à la constitution fédérale et sous réserve des dispositions de la loi.

Art. 12. — La propriété est inviolable.

Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les cas d'utilité publique déterminés par la loi et moyennant l'acquittement préalable ou la garantie d'une juste et complète indemnité.

Art. 13. — Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'un cens perpétuel et non rachetable.

Art. 17. — L'Etat a la haute surveillance de l'éducation et de l'instruction publiques, qui sont organisées et dirigées dans un sens religieux et patriotique.

Un concours efficace est assuré au clergé en cette matière.

Art. 18. — La faculté d'enseigner est déclarée libre, sous réserve des dispositions de la loi.

Art. 19. — L'instruction primaire est gratuite.

Les communes ont l'obligation d'y pourvoir.

La loi détermine dans quels cas et dans quelles proportions l'Etat vient à leur secours.

Tout citoyen est tenu de donner à ses enfants, ou à ceux qui lui sont confiés, une instruction au moins égale à celle qui est prescrite pour les écoles primaires publiques.

Art. 20. — Les dépenses faites par la caisse de l'Etat pour le culte et l'instruction publique, en sus des fondations existantes, seront équitablement réparties entre les deux communions en prenant pour base le chiffre de la population indigène de chacune d'elles.

Art. 21. — Les lois, décrets et arrêtés devront être publiés dans les langues française et allemande. Le texte français est déclaré être le texte original.

CONSTITUTION DU CANTON DE GENEVE

du 24 mai 1847

TITRE II

DECLARATION DES DROITS INDIVIDUELS

Art. 2. — Tous les Genevois sont égaux devant la loi.

Art. 3. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Tout individu arrêté sera nécessairement interrogé par le magistrat compétent dans les vingt-quatre heures qui suivront son arrestation.

Art. 4. — Le domicile est inviolable.

Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus et suivant les formes déterminées par la loi¹.

Art. 5. — Nul ne peut être distrait de ses juges naturels².

Art. 6. — La propriété est inviolable.

Toutefois, la loi peut exiger, dans l'intérêt de l'Etat ou d'une commune, l'aliénation d'une propriété immobilière, moyennant une juste et préalable indemnité. Dans ce cas, l'utilité publique ou communale est déclarée par le pouvoir législatif, et l'indemnité fixée par les tribunaux.

Art. 7. — La confiscation générale des biens ne peut être établie; le séquestre des biens des accusés et des condamnés contumaces ne peut avoir lieu.

Art. 8. — La liberté de la presse est consacrée.

La loi réprime l'abus de cette liberté.

La censure préalable ne peut être établie.

Aucune mesure fiscale ne pourra grever les publications de la presse.

Art. 9. — Le droit de libre établissement est garanti à tous les citoyens. Il en est de même de la liberté d'industrie, sous les modifications que la loi peut y apporter dans l'intérêt général.

Art. 11. — La liberté d'enseignement est garantie à tous les Genevois, sous la réserve des dispositions prescrites par les lois, dans l'intérêt de l'ordre public ou des bonnes mœurs.

Les étrangers ne peuvent enseigner qu'après avoir obtenu une autorisation du Conseil d'Etat.

Art. 12. — Le droit d'adresser des pétitions

¹ La loi constitutionnelle du 21 mars 1849 sur la liberté individuelle et sur l'inviolabilité du domicile, contient des dispositions détaillées en exécution de cet article.

² Cf. aussi Art. 95, al. 2 de la présente constitution: "Il ne pourra être établi, dans aucun cas, des tribunaux temporaires exceptionnels."

au Grand Conseil et aux autres autorités constituées est garanti.

La loi règle l'exercice de ce droit.

TITRE XI

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Art. 135. — La loi règle l'organisation de ceux des établissements d'instruction publique qui sont en tout ou en partie à la charge de l'Etat.

Ces établissements forment un ensemble qui comprend :

L'enseignement primaire ;

L'enseignement secondaire classique, industriel et commercial ;

L'enseignement supérieur académique ou universitaire.

Art. 136. — Chaque commune sera pourvue d'établissements pour l'instruction primaire, et subviendra, concurremment avec l'Etat, aux frais de leur création et de leur entretien.

L'instruction est gratuite dans les écoles primaires.

Art. 137. — L'enseignement religieux est distinct des autres parties de l'instruction, afin d'assurer l'admission de tous les Genevois dans les divers établissements d'instruction publique du canton.

CONSTITUTION DU CANTON DE GLARIS

du 22 mai 1887

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 4. — Tous les citoyens du canton et tous les citoyens suisses sont soumis aux mêmes lois et exercent les mêmes droits politiques, sous réserve des exceptions prévues à l'article 25. En conséquence, il n'existe dans le canton aucun privilège pour des raisons de religion, de lieu, de naissance, de classe sociale, de famille et de fortune.

Art. 5. — La liberté personnelle est garantie.

Nul ne doit être poursuivi en justice ni arrêté, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites.

Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

L'Etat doit verser une indemnité adéquate aux personnes arrêtées illégalement ou sans motif.

Il est interdit d'user de violence pour obtenir un aveu.

Art. 6. — La liberté de croyance et de conscience est inviolable. Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir une peine quelconque pour cause d'opinion religieuse.

La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de décider, conformément aux principes énoncés ci-dessus, de l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

L'exercice des droits civiques ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse quelconques.

Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. Les modalités d'application de ce principe seront fixées par la législation fédérale (constitution fédérale, art. 49).

Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs (constitution fédérale, art. 50, premier alinéa).

Art. 8. — La propriété est inviolable. La loi précise les cas dans lesquels des propriétés foncières ou des droits devront être cédés à l'Etat, aux communes, à des corporations, à des sociétés ou à des particuliers pour des motifs d'ordre public et contre pleine et juste indemnité.

Demeurent réservées, en cette matière, les dispositions de la constitution et de la législation fédérales.

Art. 9. — La liberté de la presse est garantie. Les délits de presse relèvent des dispositions générales du droit pénal.

Art. 10. — Les citoyens ont le droit de former des associations pourvu que rien dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient ne soit illicite ou dangereux pour l'Etat.

La législation peut prescrire les mesures que rend nécessaires l'abus de ce droit (constitution fédérale, art. 56).

Art. 11. — La création de corporations à buts permanents est soumise à l'autorisation de l'Etat.

Art. 12. — Le commerce et l'industrie sont libres. Demeurent réservés les droits régaliens et, dans les limites compatibles avec la constitution fédérale, les dispositions législatives qu'exige l'intérêt public.

Art. 13. — Le droit de libre établissement est garanti dans le cadre des dispositions de la constitution fédérale.

Les modalités d'application sont déterminées par la loi.

Art. 16. — Les finances de l'Etat et des communes sont soumises au principe de la publicité.

La loi en prévoit les modalités d'application s'il y a lieu.

Art. 18. — L'Etat encourage l'instruction publique dans la mesure de ses moyens.

Il appartient aux communes, sous le contrôle et avec l'assistance efficace de l'Etat, de pourvoir à l'organisation de l'enseignement.

L'enseignement primaire est placé exclusivement sous la direction de l'Etat; il est obligatoire et gratuit.

L'Etat exerce également une haute surveillance sur l'enseignement secondaire.

Il aide en outre les communes, par le moyen de subventions, à créer et à maintenir les éta-

blissements scolaires énumérés à l'article 78.

Art. 19. — Les services administratifs d'assistance sont chargés, sous la surveillance de l'Etat, de venir en aide aux indigents et de pourvoir à leurs besoins (art. 79)¹.

Les modalités d'application de ce principe seront fixées par la loi. Lorsque les revenus du fonds d'assistance pour les indigents ajoutés au produit du maximum légal de l'impôt de secours aux pauvres ne permettent pas de subvenir aux besoins de l'assistance publique, l'Etat accorde des subventions aux établissements d'assistance des arrondissements pour couvrir les déficits annuels (art. 83.)

Art. 21. — La législation doit, dans la mesure du possible, encourager le développement de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et accroître le bien-être de la population.

¹ *Art. 79.* — Conformément à l'article 19, il appartient aux communes de venir en aide à ceux de leurs habitants qui tombent dans la pauvreté.

CONSTITUTION DU CANTON DES GRISONS

du 2 octobre 1892

SECTION II

DROITS INDIVIDUELS

Art. 9. — La liberté personnelle est garantie.

Nul ne peut être distrait de son juge naturel institué par la constitution; nul ne peut être arrêté ou poursuivi en justice si ce n'est en vertu de la loi.

Le domicile est inviolable; les perquisitions domiciliaires ne peuvent être effectuées que par les fonctionnaires compétents, dans les cas et selon les formes prévus par la loi.

La propriété et les autres droits privés sont inviolables sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Art. 10. — L'exercice de toute profession, artistique ou scientifique, commerciale ou industrielle est libre.

Demeurent réservées les dispositions légales et les mesures de police prises dans les limites fixées par l'article 31 de la constitution fédérale.

Art. 11. — La liberté de conscience, de croyance et de culte est garantie.

SECTION VI

INSTRUCTION

Art. 41. — L'instruction publique dans son ensemble est placée sous la haute surveillance de l'Etat.

Il appartient à l'Etat de pourvoir au développement de l'enseignement scolaire sous tous ses aspects; par contre il appartient en premier

lieu à la commune de procurer les moyens d'enseignement nécessaires à cet effet, conformément aux dispositions fédérales et cantonales et avec l'appui du canton.

L'école primaire est placée sous la direction de l'Etat; l'enseignement primaire est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuit.

Le canton pourvoit à l'enseignement secondaire ainsi qu'à la formation des instituteurs de l'enseignement primaire. Les adeptes de toutes les confessions doivent avoir accès aux écoles publiques sans préjudice de leur liberté de croyance et de conscience.

ECONOMIE NATIONALE

Art. 42. — D'une façon générale il appartient au canton de soutenir et d'encourager dans la mesure de ses moyens toutes les branches de l'économie nationale, notamment l'agriculture et l'économie alpine, l'industrie et les moyens de communication (routes, chemins de fer, etc.)

Le rachat des droits de pâture sur les propriétés privées est assuré.

RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE

Art. 44. — Les autorités administratives, les fonctionnaires et les employés publics sont responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

La loi énonce les modalités d'application de ce principe.

Art. 46. — Les trois langues du canton sont reconnues comme langues officielles.

CONSTITUTION DU CANTON DE LUCERNE

du 28 février 1875

TITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Art. 2. — La liberté de croyance et de conscience, ainsi que le libre exercice du culte, sont garantis aux termes des articles 49 à 52, et 58, de la constitution fédérale.

Art. 3. — Le canton pourvoit à l'instruction publique, en application des dispositions de l'article 27, de la constitution fédérale.

La direction des écoles publiques appartient exclusivement à l'Etat.

Le principe de la liberté de l'enseignement privé est reconnu, sous réserve du droit des autorités publiques à veiller à l'accomplissement du programme d'études de l'enseignement primaire public.

Les communes ont le droit de choisir les instituteurs des écoles primaires.

Art. 4. — Le canton de Lucerne ne reconnaît aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes ou de familles; tous les citoyens jouissent des mêmes droits politiques et sont égaux devant la loi.

Tout citoyen qui possède les aptitudes requises aura accès à tous les emplois et fonctions.

Art. 5. — La liberté personnelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu, aucune perquisition de domicile ne peut être effectuée si ce n'est dans les cas et dans les formes prévus par la loi.

La peine de mort sera rétablie; une loi sera édictée relativement à son application.

En cas d'arrestation illégale, l'intéressé a droit à pleine indemnisation.

Nul ne doit être distrait de son juge naturel.

Art. 6. — La liberté d'exprimer son opinion verbalement et par écrit est garantie ainsi que la liberté de la presse. Les tribunaux sanctionnent tout abus de cette liberté, conformément à la loi.

Il ne peut être procédé à aucune arrestation pour délit de presse avant un jugement d'un tribunal, sauf au cas de délit relevant de la juridiction criminelle.

Art. 7. — Le droit de pétition est garanti.

Tout habitant, seul ou conjointement avec d'autres personnes, toute commune ou association professionnelle a le droit d'adresser aux

autorités par écrit et rédigés d'une manière convenable des desiderata, des requêtes ou des doléances.

Art. 8. — La constitution garantit aux habitants le droit de se grouper en associations, pourvu que rien, dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient, ne soit illicite ou dangereux pour l'Etat.

Art. 9. — La constitution garantit aux particuliers, aux communes, aux corporations religieuses et laïques reconnues par l'Etat, l'inviolabilité de la propriété sous toutes ses formes, et une indemnisation équitable et provisoire pour les biens dont l'intérêt public exige l'expropriation.

Il appartient aux tribunaux de statuer sur l'indemnité en cas de litige.

Art. 10. — La liberté du commerce et de l'industrie est reconnue. La loi édictera, dans les limites fixées par la constitution fédérale, les dispositions restrictives que l'intérêt public rend nécessaires.

Art. 12. — Le rachat continu des dîmes et des redevances foncières est assuré.

Le sol ne doit être grevé d'aucune servitude à la charge du propriétaire si cette servitude ne peut être l'objet d'un rachat.

Art. 12 bis. — Le canton contribue à l'établissement de voies publiques de transports ainsi qu'à l'amélioration du sol et aux autres efforts pour l'amélioration de l'économie agricole et alpine à laquelle la confédération accorde des subventions. Une loi établira les conditions auxquelles seront versées ces contributions ainsi que leur montant.

Art. 13. — En règle générale, les citoyens ont l'obligation d'accepter les fonctions qui leur sont conférées directement par l'élection populaire. Cette obligation est toutefois limitée à une seule période de fonctions. Les exceptions à cette obligation sont établies par la loi.

Art. 16. — Tout fonctionnaire est personnellement tenu de rendre compte de l'exercice de ses fonctions et peut être rendu responsable du dépassement ou de l'abus de ses pouvoirs, et obligé à réparer les dommages causés.

Art. 20. — Tout citoyen a la faculté de défendre ses intérêts juridiques soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'autrui conformément à la législation fédérale ou cantonale.

CONSTITUTION DU CANTON DE NEUCHÂTEL

du 21 novembre 1858

DROIT PUBLIC NEUCHÂTELOIS

Art. 5. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Il n'existe dans le canton aucun privilège de lieu, de naissance, de personne ou de famille.

L'Etat ne reconnaît aucune qualification nobiliaire.

Art. 6. — Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics.

Art. 7. — La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties: personne ne peut être poursuivi ni arrêté, aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Tout individu arrêté devra nécessairement être interrogé dans les trois jours, et son arrestation maintenue ou révoquée dans ce même délai par l'autorité judiciaire compétente.

Art. 8. — La propriété est inviolable. Cependant, l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'utilité publique légalement constatée, moyennant une juste et préalable indemnité, sans préjudice, des dispositions des lois fédérales sur la matière.

Art. 9. — La presse est libre. L'exercice ne peut en être réglé, suspendu ou entravé par aucune loi.

La répression de ses abus rentre dans le droit commun.

Art. 10. — Le droit de pétition est garanti. Les pétitions doivent être signées par une ou plusieurs personnes comme individus. Toutefois, les communes, municipalités ou autres personnes morales pourront pétitionner comme telles pour des objets de leur administration.

Art. 11. — Les assemblées publiques, ainsi que les associations qui, soit dans leur but, soit dans leurs moyens, n'ont rien d'illégal, ne peuvent être ni restreintes, ni interdites.

Art. 12. — Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. Il ne pourra jamais être établi de tribunaux temporaires exceptionnels.

Art. 13. — Chacun professe sa religion avec la même liberté et obtient pour son culte la même protection, en se conformant aux prescriptions de la loi chargée d'en régler l'exercice extérieur.

Toutefois, l'exercice public d'un culte autre que l'un des cultes chrétiens et le culte israélite, ne sera permis que dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. La loi pourra prendre des dispositions spéciales à ce sujet.

Art. 14. — L'Etat n'admet aucune distinction entre les citoyens, eu égard au culte qu'ils professent.

Art. 15. — La liberté d'enseignement, le droit de libre établissement et industrie dans tout le pays sont garantis à tous les Neuchâtelais, pourvu qu'ils se conforment aux lois de police relatives à l'exercice de certaines professions et qu'ils satisfassent aux charges publiques.

Tout Suisse ou étranger jouira des mêmes droits aux conditions déterminées par la Constitution fédérale et les traités.

FORME DU GOUVERNEMENT

Art. 21. — Tout fonctionnaire est responsable de sa gestion. Cette responsabilité sera réglée par la loi.

DE L'EDUCATION

Art. 74. — La direction supérieure et la haute surveillance de l'instruction publique sont du domaine de l'Etat.

Le service de l'instruction publique comprend tous les établissements d'éducation qui relèvent soit de l'administration cantonale, soit des administrations communales ou municipales.

Art. 75. — L'Etat et les communes ou municipalités, dans toute l'étendue de leur circonscription territoriale, ont l'obligation de donner aux établissements d'instruction publique le degré de perfection dont ils sont susceptibles.

Art. 76. — Ces établissements forment un ensemble comprenant:

L'enseignement primaire;

L'enseignement secondaire (classique, industriel et commercial);

L'enseignement supérieur, en corrélation avec Les études universitaires ou les écoles polytechniques.

L'organisation de l'instruction publique est réservée à la loi.

Art. 77. — L'instruction primaire est obligatoire.

Tout citoyen est tenu de veiller à ce que ses enfants ou pupilles fréquentent les écoles primaires publiques, ou de pourvoir à ce qu'ils reçoivent une instruction égale au moins à celle qui se donne dans ces établissements.

Art. 78. — L'instruction primaire publique est gratuite. Elle est à la charge de l'Etat, des communes et des municipalités, dans les proportions déterminées par la loi.

Art. 79. — L'enseignement religieux est distinct des autres parties de l'instruction.

CONSTITUTION DU CANTON DE SAINT-GALL

du 30 août 1890

SECTION I

DEVOIRS DE L'ETAT

Art. 1. — L'Etat se charge de développer le bien-être public.

Art. 2. — Il appartient à l'Etat de surveiller, de diriger et de développer l'instruction publique.

Art. 3. — Le canton assure un enseignement primaire suffisant qui doit être placé sous la direction exclusive de l'Etat. Cet enseignement est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuit.

Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'il y ait préjudice à leur liberté de conscience ou de croyance (art. 27 de la constitution fédérale).

L'enseignement religieux est donné par des organes désignés par les différents cultes. A cet effet, des locaux devront être réservés par les établissements scolaires et le temps nécessaire à l'enseignement religieux sera prévu dans les programmes.

La liberté de l'enseignement privé est garantie sous réserve des dispositions de la loi.

Art. 6. — L'Etat accorde des subventions à l'enseignement primaire.

Il fournit gratuitement les livres scolaires obligatoires.

Il pourvoit à l'instruction des enfants qui, par suite de déficiences mentales ou physiques, ne peuvent fréquenter l'école primaire; à cet effet, il fournit l'aide financière nécessaire.

Il veille à ce que les enfants abandonnés reçoivent une éducation spéciale.

Il crée des institutions de redressement pour jeunes délinquants ou participe à l'établissement et à l'activité de ces institutions.

Art. 7. — L'Etat subventionne les écoles de perfectionnement; les détails de leur organisation seront précisés par une loi.

Jusqu'à la promulgation de cette loi, les communes ou les circonscriptions communales scolaires peuvent déclarer obligatoire la fréquentation des écoles de perfectionnement.

Art. 8. — L'Etat subventionne et encourage les écoles secondaires existantes, ainsi que la création de nouvelles écoles secondaires.

Art. 9. — Le maintien de l'école cantonale et de l'école normale est garanti; ces écoles sont financées exclusivement par l'Etat.

Art. 10. — Afin de faciliter aux élèves nécessiteux mais doués l'accès de l'école cantonale et de l'école normale, des bourses suffisantes seront distribuées à ces élèves. L'Etat favorise également, au moyen de bourses, l'ins-

truction des élèves doués mais sans ressources dans les écoles professionnelles et les universités.

Art. 11. — La santé publique constitue une branche de l'administration.

L'Etat subventionne les services de la santé publique; il participe à l'établissement et à l'activité des hôpitaux.

Art. 12. — L'Etat a le droit, en coopération avec les communes, de décréter l'envoi des alcooliques dans les établissements appropriés.

Il crée ou participe à l'établissement et à l'activité des asiles.

Art. 13. — L'Etat protège la main d'œuvre, particulièrement les femmes et les enfants employés dans des métiers ou industries qui ne relèvent pas de la législation fédérale.

Le dimanche ainsi que les jours fériés légaux sont officiellement reconnus comme jours de repos.

Art. 14. — Il appartient aux communes de pourvoir à l'assistance aux pauvres, conformément aux dispositions des lois existantes. Elles peuvent, à cet effet, recourir à l'aide financière de l'Etat notamment en vue de l'entretien satisfaisant des orphelins, des personnes atteintes de maladies mentales, des incurables et des vieillards.

Art. 15. — Pour développer la productivité du pays, l'Etat encourage et appuie l'agriculture, l'industrie et l'artisanat, notamment:

a) En créant et en subventionnant des écoles professionnelles ou en participant à leur établissement et à leur activité;

b) En encourageant et en subventionnant les coopératives agricoles, industrielles et artisanales; la loi peut accorder à ces coopératives des droits spéciaux;

c) En développant l'assurance contre les dégâts qui menacent l'agriculture, ainsi qu'en décrétant des mesures de protection.

Art. 16. — L'Etat accorde des subventions pour la régulation des eaux, l'assèchement des marais, le reboisement et le groupement des exploitations.

Il assure la surveillance et le contrôle adéquat des ouvrages de protection contre les inondations et autres forces naturelles.

En vue de la construction et de l'entretien des ouvrages de protection nécessaires, l'Etat peut accorder aux intéressés l'appui financier requis; il peut se charger lui-même exceptionnellement de la construction et de l'entretien de ces ouvrages de protection, tout en faisant appel dans la mesure nécessaire aux services des intéressés.

Art. 17. — La construction et l'entretien des grandes routes incombent à l'Etat.

La construction et l'entretien de toutes les voies publiques sont placés sous la haute surveillance de l'Etat.

L'Etat accorde des subventions adéquates aux communes, lorsque les frais de construction et d'entretien de voies publiques atteignent un montant exceptionnellement élevé.

L'Etat accorde son appui financier pour tous les travaux visant à améliorer le réseau des voies de communication, lorsque l'intérêt du canton, ou d'une partie du canton, l'exige.

Art. 18. — L'Etat exerce sur l'ensemble des eaux un droit de souveraineté. L'utilisation des eaux doit être réglementée et encouragée par la législation. En conséquence, l'Etat peut revendiquer le droit de distribution de l'énergie électrique.

Les dispositions fédérales ainsi que les divers droits des particuliers demeurent réservés.

Art. 19. — L'administration des caisses d'épargne et des caisses de secours est placée sous la haute surveillance de l'Etat.

La législation édictera à cet effet les mesures qui s'imposent.

Art. 20. — La législation doit introduire au plus vite un système de procédure civile aussi rapide que possible qui protège les droits réels, et n'entraîne qu'un minimum de formalités.

SECTION II

DROITS GARANTIS DES CITOYENS

Art. 22. — La liberté de croyance et de conscience est inviolable.

L'exercice des droits civiques ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de caractère ecclésiastique ou religieux.

Nul ne peut, pour raison d'opinion religieuse, subir de préjudice dans les droits qu'il tient de la constitution.

Art. 23. — Les Eglises catholique et évangélique sont reconnues. L'exercice libre et sans restriction des pratiques et du culte des religions catholique et évangélique est garanti.

Le libre exercice du culte est garanti aux autres confessions et communautés religieuses dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 25. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 26. — La liberté de la presse est garantie; les dispositions de la loi protègent contre les abus.

Art. 27. — La liberté du commerce et de

l'industrie est garantie; la législation définit les restrictions nécessaires, dans le cadre de la constitution fédérale; en particulier, la loi prévoira des mesures propres à lutter efficacement contre tout trafic commercial fictif et nuisible à l'intérêt de la communauté.

Art. 28. — La constitution garantit le droit d'association. La législation prévoit les mesures propres à empêcher l'abus de ce droit.

Art. 29. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel institué par la constitution et aucun tribunal d'exception ne peut être établi.

Art. 30. — La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être arrêté ou détenu, aucune perquisition domiciliaire ne peut être effectuée, si ce n'est dans les cas et selon les formes prévues par la loi.

En cas de détention illégale ou injustifiée, l'intéressé a droit à indemnité.

Dans toute affaire pénale, l'accusé a le droit de présenter sa défense.

Art. 31. — La propriété privée est inviolable.

Quant l'intérêt public l'exige, tout bien immobilier pourra être cédé ou grevé d'une charge contre une juste indemnité qui, en cas de litige, sera fixée par les tribunaux.

La législation prévoit les modalités d'application de ce principe.

Art. 32. — La propriété et la gestion légale de leurs biens ainsi que la faculté, légale ou statutaire, de disposer des revenus qui en proviennent sont garantis aux communes, associations publiques et groupements professionnels.

Leurs biens ne peuvent, en aucun cas, être distribués aux intéressés à titre de propriété privée.

Les biens des fondations dont la gestion est placée sous le contrôle de l'Etat être doivent être soumis au même régime que les biens des communes et des associations publiques ou des groupements professionnels.

SECTION IV

ORGANISATION, ELECTION ET COMPETENCE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES

I. Responsabilité des autorités, fonctionnaires et employés

Art. 108. — Les autorités, fonctionnaires et employés sont responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette responsabilité est purement personnelle et ne s'étend pas aux actes de leurs prédécesseurs ou collègues.

CONSTITUTION DU CANTON DE SCHAFFHOUSE

du 24 mars 1876

SECTION II

DROITS INDIVIDUELS

Art. 7. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Art. 8. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être distrait du juge institué par la constitution ou la loi.

Les arrestations et les poursuites judiciaires ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la loi. Tout détenu doit être interrogé dans les quarante-huit heures qui suivent son arrestation.

Quiconque a fait l'objet d'une instruction doit être déclaré coupable ou innocent, à moins qu'il ne se contente d'une ordonnance de non-lieu rendue par l'autorité compétente.

Quiconque a fait, à tort, l'objet d'une instruction, a droit à réparation et indemnité.

Il est interdit d'employer des moyens de contrainte pour obtenir des aveux.

La loi prend les mesures nécessaires pour assurer la défense de l'accusé, compte tenu des fins propres de la justice criminelle.

Art. 9. — La liberté d'expression est garantie.

La loi détermine la sanction pénale des abus.

Art. 10. — La liberté religieuse et la liberté de conscience sont inviolables.

Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir de peines, de quelque nature qu'elles soient, en raison de ses opinions religieuses.

La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de décider, conformément aux principes énoncés ci-dessus, de l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

L'exercice des droits civiques ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse.

Les convictions religieuses ne sauraient dispenser de l'accomplissement des devoirs civiques.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est affecté spécialement aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. La loi fixera les modalités d'application de ce principe (art. 49 de la constitution fédérale).

Art. 11. — Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 50, premier

alinéa, de la constitution fédérale).

Art. 12. — Le droit d'association et de réunion est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 13. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 14. — La capacité civile commence à vingt ans révolus.

Art. 15. — Le droit au mariage est garanti par l'Etat.

Ce droit ne peut être limité ni pour des considérations confessionnelles ou économiques, ni en raison de la conduite passée ou d'autres motifs de police.

La célébration du mariage a lieu devant des fonctionnaires civils.

Le mariage conclu dans un autre canton ou à l'étranger conformément à la législation qui y est en vigueur doit être reconnu comme valable sur le territoire du canton de Schaffhouse.

La femme acquiert par le mariage le droit de cité du mari.

Les enfants nés avant le mariage sont légitimés par le mariage subséquent de leurs parents.

Il ne peut être perçu aucune finance d'admission ni aucune taxe semblable de l'un ou de l'autre époux (art. 54 de la constitution fédérale).

Art. 16. — Tout citoyen suisse a le droit de s'établir en tout lieu du territoire du canton de Schaffhouse, s'il possède un acte d'origine ou une autre pièce équivalente¹.

Art. 17. — L'exercice de toute profession artistique, scientifique, commerciale et industrielle est libre, sous réserve des lois et ordonnances qui sauvegardent l'intérêt public.

Art. 18. — ².

Art. 19. — Les droits privés sont placés sous la protection de l'Etat. L'expropriation est autorisée si l'intérêt de l'Etat ou d'une commune l'exige.

La loi fixe la procédure des expropriations.

Des expropriations peuvent également avoir lieu au profit de particuliers, mais, dans les cas et dans les formes expressément prévus par la loi.

Toute expropriation doit donner lieu à indemnisation complète.

Art. 20. — Le domicile est inviolable.

¹ Les paragraphes suivants contiennent des dispositions prévoyant des exceptions au cas de délit ou de crime.

² Remplacé par le nouvel article 84: Le libre choix d'un conseil est garanti. L'exercice de la profession d'avocat est soumis à la délivrance d'un certificat d'aptitude par les autorités cantonales. Un décret du Grand Conseil précisera les modalités d'application.

Toute perquisition nécessite, soit le consentement du propriétaire de l'habitation, soit une autorisation écrite émanant d'un fonctionnaire compétent qui doit définir avec précision le but et l'étendue de la mesure. Des exceptions à cette règle sont admissibles en cas de danger imminent.

Art. 21. — Aucun immeuble ne peut être grevé d'une servitude qui ne pourrait être rachetée selon les dispositions particulières de la loi.

SECTION IV

C. REGLES CONCERNANT L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

1. De certains services administratifs

Art. 46. — L'Etat et les communes ont la charge de l'instruction publique.

Art. 47. — L'enseignement primaire est obligatoire.

Dans toutes les écoles publiques, l'enseignement est gratuit pour les habitants du canton et ceux des communes.

Art. 54. — Il appartient à la législation de fixer les mesures propres à assurer le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des différentes communautés religieuses ainsi que d'interdire les empiétements des autorités religieuses sur les droits des citoyens et de l'Etat.

Les contestations de droit public ou de droit privé auxquelles donne lieu les créations ou scissions de communautés religieuses sont portées devant les autorités fédérales compétentes.

Art. 55. — L'assistance publique incombe aux communes qui peuvent, à cette fin, faire appel à l'aide de l'Etat.

La loi règle les modalités d'application.

Art. 56. — L'Etat a le devoir de veiller aux progrès de l'économie nationale. Il lui incombe de protéger de façon appropriée les intérêts de l'agriculture, de la sylviculture, de l'artisanat, de l'industrie et du commerce et de favoriser leur développement.

CONSTITUTION DU CANTON DE SCHWYZ

du 23 octobre 1898

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — L'église catholique romaine est reconnue; l'exercice libre et sans restriction de la loi et du culte catholiques est garanti.

Le libre exercice des cultes dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs est également reconnu à toutes les autres confessions et communautés religieuses.

Art. 3. — (Dispositions relatives à l'exercice de la souveraineté).

Art. 4. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civiques.

Art. 5. — La liberté personnelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties. Nul ne peut être arrêté ni soumis à une perquisition domiciliaire si ce n'est en conformité avec les dispositions de la loi; de même, nul ne peut être distrait de son juge naturel, institué par la constitution.

Art. 6. — Aucun fonctionnaire ne peut être révoqué si ce n'est à la suite d'un arrêt des tribunaux. La suspension de fonctions ne peut avoir lieu que lorsqu'une demande de sanction a été introduite par les autorités compétentes pour faute grave de service.

Dans les cas exceptionnels, les fonctionnaires chargés des recouvrements de dettes des faillites peuvent être révoqués, conformément à la loi, par les autorités compétentes chargées de l'inspection.

Art. 7. — Dans toutes les affaires de droit civil chacun doit avoir librement accès aux tribunaux. Le recours aux tribunaux d'arbitrage à la suite d'un accord est autorisé.

Art. 8. — Les débats du conseil cantonal et des tribunaux, à l'exception de la délibération qui précède la décision sont, en règle générale, publics. Il ne peut être fait exception à ce principe qu'à la suite d'une décision prise en séance publique.

Art. 9. — Le canton pourvoit, en conformité avec les dispositions de l'article 27 de la constitution fédérale, à un enseignement primaire et à des cours complémentaires suffisants, et subventionne les écoles secondaires.

L'enseignement primaire est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuit.

Art. 10. — La liberté d'expression écrite et verbale est garantie. La loi fixera les peines à appliquer en cas d'abus; les plaintes à ce sujet seront reçues par les tribunaux.

Art. 11. — Chacun a le droit d'adresser au conseil cantonal des requêtes ou des doléances sous forme de pétition.

Art. 12. — Le droit de former des associations est garanti, pourvu que rien dans le but de ces associations ni dans les moyens qu'elles emploient ne soit illégal.

Art. 13. — La constitution garantit l'inviolabilité de la propriété. Le droit d'administrer leurs biens et la faculté de déterminer la manière de leur utilisation sont garantis aux

districts, aux communes et aux corporations religieuses et laïques.

En cas de cession pour cause d'utilité publique, l'Etat doit, conformément aux dispositions de la loi, fournir une juste indemnité.

Lorsque l'acquisition de propriétés ou de droits fonciers est nécessaire pour l'installation de constructions hydrauliques qui s'imposent dans l'intérêt général ou dans l'intérêt d'une grande partie du canton, cette acquisition peut s'effectuer par le moyen de l'expropriation. La loi prévoit les modalités d'application de ce principe.

Art. 14. — La liberté du commerce et de

l'industrie ainsi que le droit de s'établir librement sont garantis conformément aux dispositions du droit fédéral et de la loi cantonale qui en procède.

La législation fixe, dans le cadre de la constitution fédérale, les limitations à ce principe qu'impose l'intérêt général, notamment en ce qui concerne le colportage et les adjudications publiques.

Art. 21. — Aucun immeuble ne peut être grevé d'une charge non rachetable imposant certains services au propriétaire; le rachat des dîmes et des redevances foncières est garanti de façon permanente.

CONSTITUTION DU CANTON DE SOLEURE

du 23 octobre 1887

I. PRINCIPES DE DROIT PUBLIC

Art. 7. — Tous les fonctionnaires et employés ont à répondre de leurs actes conformément aux lois et sont responsables des dommages causés par le mauvais usage de leurs fonctions ou par leurs omissions. Pour autant qu'eux-mêmes ou leurs cautions ne peuvent indemniser la victime, l'Etat répond pour eux.

Les fonctionnaires ne peuvent être suspendus et révoqués que dans les cas et suivant les formes prévus par la loi.

La responsabilité des membres du conseil cantonal et du conseil exécutif, ainsi que celle des juges ne peut être mise en jeu à raison de leurs votes au sein de ces organismes.

II. DROITS ET LIBERTES DE L'INDIVIDU

Art. 12. — Sont expressément garantis aux termes et en application de la constitution fédérale:

1. L'égalité des citoyens devant la loi et l'abolition de tous les privilèges politiques (art. 4 de la constitution fédérale).

2. La liberté du commerce et de l'industrie (art. 31 de la constitution fédérale).

Les arrêtés restrictifs que le canton est autorisé à prendre à cet égard doivent émaner du conseil cantonal. Dans ses décisions, le conseil exécutif doit se conformer strictement à la lettre et à l'esprit de la constitution et des arrêtés du conseil cantonal.

3. Le droit de s'établir librement (art. 45 de la constitution fédérale).

4. La liberté de croyance et de conscience (art. 49 de la constitution fédérale).

5. Le libre exercice des cultes dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 50 de la constitution fédérale).

Les mesures prises à cet égard par le conseil exécutif devront être soumises à l'approbation du conseil cantonal lors de sa prochaine séance.

6. Le droit au mariage (art. 54 de la constitution fédérale).

7. La liberté de la presse (art. 55 de la constitution fédérale).

La législation sur les abus en matière de presse ne doit comporter en principe aucune mesure d'exception par rapport aux dispositions concernant la répression d'autres délits d'opinion.

8. Le droit d'association (art. 56 de la constitution fédérale).

9. Le droit de pétition (art. 57 de la constitution fédérale).

10. L'administration légale de la justice et la suppression de tous les tribunaux d'exception et de toute espèce de juridiction ecclésiastique.

Art. 13. — La liberté personnelle est garantie.

Nul ne peut être arrêté, si ce n'est dans les cas et selon les formes prévus par la loi. Tout détenu doit être interrogé dans un délai de quarante-huit heures après son arrestation.

L'Etat doit dédommager d'une manière appropriée les personnes arrêtées illégalement ou sans motif ainsi que les personnes condamnées à tort. Le tribunal qui annule la condamnation doit statuer en dernier ressort sur l'indemnité à accorder.

Art. 14. — Le domicile est inviolable.

Le code pénal prévoit les limitations qui s'imposent.

En cas de perquisition domiciliaire effectuée au mépris des dispositions légales, l'intéressé a droit à indemnité et à réparation.

Art. 15. — L'Etat protège les droits privés acquis honnêtement.

Exceptionnellement, la cession d'un droit privé peut avoir lieu, pour des motifs d'intérêt public et moyennant une juste indemnité, en

vertu d'une disposition de loi ou à la suite d'une décision de l'autorité compétente.

VII. INSTRUCTION PUBLIQUE

Art. 47. — L'ensemble de l'enseignement dispensé dans le canton est placé sous la surveillance de l'Etat.

Les écoles primaires et autres établissements d'enseignement créés et entretenus par l'Etat et les communes sont placés sous la direction exclusive de l'Etat.

L'instruction dans les écoles primaires de l'Etat est gratuite et, sous réserve des exceptions prévues par la loi, obligatoire.

Quiconque veut entretenir une école ou un établissement d'enseignement qui n'est pas placé sous contrôle public doit se procurer, à cet effet, une autorisation de l'Etat.

Art. 48. — Les communes fournissent gratuitement le matériel scolaire et couvrent tous les frais d'enseignement des écoles primaires.

Art. 50. — L'Etat encourage, dans la mesure de ses moyens, la création et le maintien des écoles de formation professionnelle et l'institution de cours d'agronomie.

Il prend des mesures appropriées en vue de faciliter aux élèves doués et sans ressources l'accès des écoles de district et des écoles cantonales.

IX. ECONOMIE D'ETAT ET ECONOMIE PUBLIQUE

1. ECONOMIE D'ETAT

Art. 62. — (Dispositions fiscales).

Art. 66. — Les dîmes et autres redevances réelles qui ont été abolies par la loi ne peuvent pas être rétablies.

2. ECONOMIE PUBLIQUE

Art. 68. — Les œuvres d'assistance sont placées sous la haute surveillance de l'Etat.

Il appartient aux communes de citoyens et aux communes d'habitants de secourir les pauvres. La législation délimitera et fixera les devoirs respectifs des communes en matière d'assistance.

Les revenus du fonds d'assistance et ceux des fondations pieuses, dans le cadre de leurs statuts, les revenus des biens publics des communes, ainsi que le produit des impôts payés par les citoyens et les habitants, serviront à pourvoir aux besoins des indigents.

L'Etat participe aux frais d'assistance des communes de citoyens et des communes d'habitants. Il encourage l'assistance bénévole aux pauvres et aux malades ainsi que la formation professionnelle des enfants pauvres.

Art. 71. — L'Etat encourage le développement des assurances, notamment des assurances contre la maladie, les accidents et la grêle, ainsi que des assurances mobilières.

Il peut établir un système, général ou restreint, d'assurances obligatoires contre la maladie et les accidents, et sur la vie.

Il encouragera l'activité des caisses de secours.

Les fonds des caisses de secours des travailleurs doivent être placés dans les établissements publics de crédit.

Art. 72. — L'Etat protège et encourage les intérêts du commerce, de l'industrie et de l'artisanat notamment en organisant, comme il convient, l'apprentissage.

Art. 73. — L'Etat encourage :

1. Les associations et coopératives industrielles et agricoles ;

2. L'élevage et l'économie laitière ;

3. Les efforts entrepris par les communes, les groupements professionnels et les particuliers pour améliorer le sol, pour réunir des exploitations, pour procéder à des irrigations ou à des drainages, à des régulations de cours d'eau et au boisement de terrains découverts.

Art. 75. — L'Etat stimule et réglemente le crédit. Il doit édicter des peines sévères contre l'usure.

Doit être punie comme usure toute demande d'intérêt, commission ou provision supérieure de trois pour cent au taux annuel d'intérêt officiellement en vigueur à la Banque cantonale de Soleure.

CONSTITUTION DU CANTON DU TESSIN

du 23 juin 1830

DISPOSITIONS GENERALES ET GARANTIES

Art. 1. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion du canton.

Art. 2. — Dans le canton, il n'y a pas de privilège de lieu, de naissance, de personne, de classe sociale, de conscience ni de famille.

Art. 4. — Nul ne peut être arrêté ni poursuivi en justice qu'en vertu de la loi, ni être

soustrait à son juge naturel, ni détenu plus de vingt-quatre heures sans être présenté au juge compétent.

Art. 5. — La liberté de la presse est garantie à condition qu'elle n'offense pas les bonnes mœurs, ni la religion du canton, ni les relations extérieures de la confédération. La loi en réprimera les abus.

Art. 6. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 7. — L'enseignement privé est garanti dans les limites de la constitution fédérale.

Art. 8. — Les patriciats sont garantis. La loi les régit.

Art. 9. — Tous les jeux de hasard, y compris les loteries, sont interdits.

Art. 10-12. — (Dispositions sur le droit de vote, etc.)

CONSTITUTION DU CANTON DE THURGOVIE

du 28 février 1869

SECTION II

DROITS ET LIBERTES DES INDIVIDUS

Art. 7. — (Dispositions relatives au droit de vote et à l'éligibilité).

Art. 8. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Art. 9. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être distrait de son juge naturel institué par la constitution, ni arrêté ou poursuivi en justice si ce n'est en vertu de la loi.

Tout détenu doit être interrogé dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation.

L'arrestation illégale des citoyens, les mauvais traitements infligés à des prévenus ou à des témoins, et l'emploi de la violence pour obtenir des aveux donnent droit à réparation et à indemnité. Le fonctionnaire coupable d'avoir enfreint les devoirs de sa charge devra faire l'objet d'une sanction.

Art. 10. — Le domicile est inviolable.

Les perquisitions ne peuvent avoir lieu que dans les cas prévus par la loi; elle ne peuvent être effectuées que par les autorités compétentes et dans les formes prescrites par la loi.

Art. 11. — La propriété est inviolable.

A titre exceptionnel, chacun peut être tenu, en vertu de la loi, et quand l'intérêt public l'exige, de céder contre indemnité pleine et entière ses biens fonciers ou autres droits privés à l'Etat, à la commune ou à des entreprises privées; dans ce dernier cas toutefois, l'expropriation ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une décision du Grand Conseil.

Art. 12. — La liberté de la presse et la liberté d'opinion sont garanties.

Tout abus de ces droits relève du code pénal. La loi ne peut ordonner ni des mesures préventives, ni aucune autre mesure d'exception contre la presse.

Art. 13. — Le droit de pétition, le droit d'association et le droit de réunion sont garantis. L'exercice de ces droits n'est soumis qu'aux limitations découlant de la loi et de la moralité.

Art. 14. — Tout citoyen des cantons et de la Confédération helvétique est autorisé, s'il remplit les conditions exigées par la loi, à résider dans le canton, à y élire domicile et à en acquérir la citoyenneté.

Art. 15. — Toute profession dans les arts et les sciences, le commerce et l'industrie peut être exercée librement, sous réserve des dispositions législatives et des mesures de police qu'exige l'intérêt de la collectivité.

Art. 16. — Un immeuble ne peut être grevé d'une charge que si elle peut être rachetée selon les dispositions de la loi.

Art. 17. — La liberté de croyance et de culte est garantie. Chacun est libre de se livrer, chez lui ou en public, à la pratique de sa religion, à condition de ne pas porter atteinte à l'ordre public.

Nul ne peut être contraint d'accomplir un acte religieux ou de participer à une fête religieuse.

Outre les églises évangélique et catholique, qui sont les églises nationales, toute autre communauté religieuse peut se constituer librement, dans les limites imposées par l'ordre public.

Les droits civiques et politiques ne peuvent dépendre de la profession religieuse.

Art. 18. — Le mariage est, pour tous les habitants du canton, soumis aux dispositions du droit civil.

SECTION IV

DEVOIRS DE L'ETAT EN MATIERE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE

Art. 24. — L'Etat doit encourager le développement de l'instruction publique sous tous ses aspects, prêter un concours efficace aux établissements de l'enseignement primaire et secondaire et en faciliter l'accès aux enfants des familles privées de ressources.

L'Etat doit encourager la multiplication des établissements scolaires et des écoles de perfectionnement, sans considérer comme un obstacle la diversité des croyances religieuses.

Art. 26. — L'Etat est tenu de favoriser et de protéger le crédit. Une banque cantonale sera créée sous la garantie de l'Etat. Cette banque est destinée à procurer à l'agriculture et à l'industrie, moyennant des garanties suffisantes, les capitaux dont elles ont besoin; elle sera placée sous la direction d'un conseil d'administration nommé et contrôlé par le Grand Conseil.

Art. 27. — La législation doit encourager l'agriculture, le commerce et l'industrie; elle

doit également protéger et développer le bien-être et la santé des classes laborieuses.

Une institution devra être créée pour assumer la charge des personnes indigentes et des malades incurables.

Art. 28. — L'Etat accordera, dans la mesure de ses moyens, son appui aux entreprises qui s'occupent du développement du réseau ferroviaire thurgovien.

CONSTITUTION DU CANTON D'UNTERWALD-LE-BAS

des 27 avril 1913 et 11 octobre 1936

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 3. — L'Eglise catholique romaine, à laquelle appartient la grande majorité de la population d'Unterwald-le-Bas, bénéficie de l'entière protection de l'Etat.

La liberté de croyance et de conscience et le libre exercice des cultes sont garantis, conformément aux articles 49 et 50 de la constitution fédérale.

Art. 5. — La liberté personnelle des habitants du canton est garantie, et leur domicile est inviolable, dans les limites établies par la constitution et par la loi.

Toute personne arrêtée illégalement ou à tort, ou injustement condamnée a le droit d'obtenir de l'Etat une indemnisation adéquate.

Le tribunal qui annule la condamnation doit en même temps statuer sur le montant de l'indemnité.

L'Etat dispose d'un recours contre les tiers.

Art. 6. — L'Etat assure la gratuité de la justice et de la défense par un conseil dans les cas de nécessité établie.

Art. 7. — Tous les citoyens du canton et tous les citoyens suisses établis sur le territoire du canton légalement et conformément à la constitution fédérale jouissent des mêmes droits civiques.

Ils n'exercent leur droit de vote qu'au lieu de leur domicile.

Art. 8. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel institué par la constitution.

Les tribunaux d'arbitrage choisis d'un commun accord sont autorisés et leurs décisions sont exécutoires au même titre que celles des tribunaux ordinaires.

Art. 10. — La liberté du commerce et de l'industrie est garantie conformément à la constitution fédérale, sous réserve des prérogatives de l'Etat et des dispositions légales intéressant le bien général et visant l'exercice de certaines professions.

Art. 11. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 12. — Le droit de former des associations est garanti, à condition que ni les buts de ces associations ni les moyens qu'elles emploient ne soient illicites.

La liberté de réunion est également garantie.

Art. 13. — Le droit de s'exprimer librement et la liberté de la presse sont garantis. Le juge réprime l'abus de ce droit.

Art. 14. — L'Etat assure le repos du dimanche et des jours fériés. Les détails sont fixés par la loi.

L'Etat prend, le cas échéant, des mesures de précaution contre tout travail excessif et nuisible à la santé.

Art. 15. — L'inviolabilité du droit de propriété et des droits réels est garantie. L'expropriation de biens fonciers ou l'acquisition forcée de droits réels ne peut être imposée qu'en vue du bien général et moyennant une pleine compensation qui sera, en cas de litige, déterminée par le juge. Les modalités d'application sont réglées par la loi.

Art. 20. — Tout citoyen suisse jouissant des droits et pouvoirs civils, électeur, ayant la capacité juridique, et habitant le canton, est éligible à tous les emplois publics.

Art. 21. — Tout habitant éligible du canton a l'obligation d'accepter une seule fois la fonction qui lui est confiée conformément à la constitution, pour la durée légale de la fonction. Les exceptions sont fixées par la loi.

Art. 31. — L'Etat contrôle et encourage l'enseignement public. Conformément à l'article 27 de la constitution fédérale, les circonscriptions communales scolaires pourvoient à l'enseignement primaire sous la direction et le contrôle de l'Etat.

L'Etat subventionne l'enseignement par des contributions appropriées.

L'éducation et l'instruction doivent s'inspirer de principes religieux et patriotiques.

Les organes institués par les différents cultes assurent l'instruction religieuse et sont chargés de la contrôler; les programmes d'enseignement doivent prévoir le temps jugé nécessaire à cette instruction.

Le principe de la liberté de l'enseignement privé est reconnu, sous réserve du droit que possède l'Etat de veiller à l'accomplissement du programme d'études de l'enseignement primaire public.

Art. 32. — Les communes doivent prendre soin des indigents par l'intermédiaire des administrations d'assistance publique.

L'Etat aide les communes dont les charges, en matière d'assistance publique, sont particulièrement lourdes en leur accordant des subventions destinées à des besoins particuliers. Les modalités d'application sont réglées par la loi.

Art. 33. — Afin d'accroître les capacités de production de la population, l'Etat encourage et soutient l'agriculture, l'artisanat et l'industrie. A cet effet, il doit en particulier :

a) Développer et soutenir la formation et

l'enseignement ménager, agricole et industriel;
b) Développer les assurances contre les dommages auxquels sont exposés l'ouvrier et l'agriculteur, et prescrire des mesures de protection;

c) Encourager tous les efforts destinés à créer de nouvelles sources de revenu et à développer de nouveaux moyens de transport.

Art. 34. — Le canton a le devoir de développer et d'encourager la médecine et l'hygiène publique par des mesures législatives.

CONSTITUTION DU CANTON D'UNTERWALD-LE-HAUT

du 27 avril 1902

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 3. — L'Eglise catholique romaine, à laquelle appartient le peuple d'Unterwald-le-Haut dans sa grande majorité, bénéficie de l'entière protection de l'Etat. En outre, la liberté de croyance et de conscience ainsi que le libre exercice des cultes, sont garantis conformément à la constitution fédérale dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 5. — La liberté du commerce et de l'industrie est garantie conformément à la constitution fédérale.

Demeurent réservées les réales ainsi que les dispositions légales qui s'imposent dans l'intérêt public et qui concernent l'exercice des différents métiers.

Art. 6. — La liberté personnelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties sous réserve de la législation relative à la procédure criminelle.

En cas d'arrestation ou de condamnation effectuées illégalement ou à tort, l'intéressé a le droit de réclamer une indemnité à l'Etat. La loi détermine si l'Etat peut se retourner contre les tiers et, dans l'affirmative, dans quelle mesure.

Art. 7. — La propriété des particuliers, des associations professionnelles, des sociétés, des coopératives et des communes est inviolable.

L'expropriation forcée de propriétés foncières ou l'acquisition forcée de droits ne peut avoir lieu que pour des raisons d'utilité publique et moyennant une juste indemnité qui en cas de litige sera fixée par les tribunaux.

Dans les cas où l'expropriation n'est pas demandée par l'Etat, le propriétaire peut, pour faire juger du bien fondé de l'expropriation, s'adresser au conseil exécutif qui décidera après avoir entendu les deux parties. Avant de statuer en pareil cas le conseil exécutif doit, si certains membres du conseil cantonal sont absents, les remplacer jusqu'à ce que le nombre requis soit atteint.

Art. 8. — L'Etat contrôle et encourage l'instruction publique conformément aux dispositions législatives. Il appartient aux communes, sous la direction et sous le contrôle de l'Etat, de pourvoir à l'enseignement primaire. Il appartient à la législation de fixer les contributions de l'Etat dans le domaine de l'enseignement.

L'éducation et l'enseignement doivent s'inspirer de principes religieux et patriotiques.

L'enseignement religieux est donné et contrôlé par des organes désignés par les cultes intéressés; les programmes scolaires doivent prévoir le temps nécessaire à cet enseignement.

La liberté de l'enseignement privé est garantie; l'Etat exerce un droit de contrôle afin d'assurer l'accomplissement du programme d'études obligatoire dans les écoles primaires publiques.

Art. 9. — L'administration des finances de l'Etat est publique. L'ensemble des finances de l'Etat doit être géré selon les principes d'une économie judicieuse. Il convient également d'atteindre une plus grande uniformité dans ce domaine.

Le budget et les prévisions de recettes et de dépenses de l'Etat doivent être publiés chaque année, le rapport de gestion de l'administration publique une fois tous les deux ans. Le rapport de gestion de l'administration publique doit alterner avec le rapport relatif à l'administration de la justice.

Art. 10. — L'Etat encourage dans la mesure de ses moyens le bien public et le progrès de l'économie nationale.

Il appartient à la législation de décider s'il y a lieu d'introduire un système d'assurances obligatoires et, dans l'affirmative, quelles sont les mesures à prendre.

TITRE II

DROITS ET DEVOIRS DES CITOYENS

Art. 16. — Les autorités, fonctionnaires et employés sont responsables, conformément à la loi, des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

CONSTITUTION DU CANTON D'URI

du 6 mai 1888

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — La population du canton d'Uri adhère dans sa grande majorité à la religion catholique romaine.

La liberté de croyance et de conscience et le libre exercice du culte sont néanmoins garantis aussi aux autres confessions, conformément aux dispositions de la constitution fédérale.

Art. 5. — L'Etat reconnaît son devoir d'instruire et d'éduquer le peuple. Il assure, compte tenu de l'article 27 de la constitution fédérale, un enseignement primaire suffisant.

Les dispositions actuelles relatives à la durée des études et à l'organisation de l'enseignement primaire ainsi que la participation du canton à l'entretien des écoles primaires ne peuvent pas être modifiées dans un sens restrictif.

Les communes dont les réalisations en matière d'enseignement dépassent le niveau imposé ont droit à une subvention spéciale de l'Etat.

Les communes choisissent elles-mêmes le personnel enseignant. Seuls peuvent être choisis des instituteurs titulaires d'un brevet d'Etat.

Art. 6. — L'enseignement privé est permis dans la mesure où les dispositions légales relatives à la durée et au programme des études dans les écoles publiques sont respectées.

Art. 7. — L'Etat encourage l'enseignement supérieur, les écoles secondaires, professionnelles et d'enseignement agricole et crée des bourses d'enseignement auprès de ces établissements.

Art. 9. — Les affaires communales, l'assistance publique et la tutelle sont placées sous le contrôle de l'Etat. L'Etat accorde aux communes des subventions destinées à l'assistance publique; les contributions versées jusqu'à présent par l'Etat doivent être considérées comme un minimum.

La législation réglementera l'organisation de l'assistance publique de la tutelle ainsi que les droits de contrôle de l'Etat sur le budget des communes.

Art. 10. — L'inviolabilité de la propriété est garantie. L'expropriation n'est permise que si l'intérêt public l'exige et même dans ce cas elle ne peut avoir lieu qu'après indemnisation totale. En cas de litige, le montant de l'indemnité devra être fixé par les tribunaux.

Art. 17. — En règle générale, les autorités, fonctionnaires et employés de l'Etat devront jurer d'accomplir fidèlement leur devoir et d'appliquer loyalement la constitution et les lois. Ils sont responsables des actes commis dans

l'exercice de leurs fonctions sous la responsabilité subsidiaire de l'Etat jusqu'au double du cautionnement afférent à la fonction, dans les cas de déloyauté et de négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Une loi déterminera le montant du cautionnement.

SECTION II

DROITS ET DEVOIRS CIVIQUES ET INDIVIDUELS

Art. 29. — Aux termes de la constitution fédérale, sont garantis:

a) L'égalité des citoyens devant la loi et les tribunaux;

b) Le droit de libre établissement;

c) Le droit de pétition;

d) La liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté du commerce et de l'industrie;

e) La liberté personnelle et l'inviolabilité du domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La législation contiendra des dispositions propres à empêcher tout abus de ces droits et libertés.

Art. 30. — Toute personne arrêtée à tort a droit à une indemnisation de la part de l'Etat qui peut se retourner contre les responsables.

Art. 32. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel institué par la constitution. Les jugements prononcés par les tribunaux d'arbitrage doivent être exécutés de la même manière que ceux des tribunaux ordinaires.

Art. 33. — Tout citoyen qui possède la capacité juridique peut défendre ses intérêts juridiques ou ceux de ses pupilles, lui-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes possédant la capacité juridique.

SECTION IV

ECONOMIE NATIONALE

Art. 42. — La banque cantonale d'Uri est sous la direction et la garantie de l'Etat. La banque cantonale doit, sous réserve des exigences d'une saine gestion, favoriser tous les efforts accomplis en faveur du développement de l'agriculture et de l'industrie.

Art. 43. — Le rachat des dîmes et redevances foncières est garanti. Le sol ne peut être grevé de charges ou servitudes que le propriétaire ne pourrait pas racheter. Les droits réels qui grevent les immeubles échappent à la disposition précédente.

Le conseil cantonal édictera la procédure de rachat des charges foncières.

Art. 44. — L'Etat est chargé de veiller à la prospérité publique, au développement du

canton et au bien-être des citoyens. Pour atteindre ce but, il a recours aux moyens suivants:

a) Maintien du caractère sacré du dimanche et du repos dominical;

b) Réglementation de l'économie en considération des besoins sanitaires et des exigences de la prospérité et de l'ordre publics;

c) Surveillance du commerce de l'alimentation et des boissons;

d) Subvention aux asiles d'aliénés et aux établissements d'assistance à l'enfance abandonnée ainsi que facilités d'accès aux hôpitaux du canton;

e) Mesures de contrainte à l'égard des per-

sonnes paresseuses et menant une vie déréglée, pour les obliger à travailler;

f) Encouragement des efforts entrepris dans le domaine de l'expérimentation et en matière d'assurances, des efforts tendant au développement de l'agriculture, de l'industrie et des transports, et des efforts accomplis en vue de créer de nouvelles sources de revenus;

g) Assistance aux établissements, aux sociétés et aux associations d'intérêt général;

h) Prise en considération, dans les adjudications de travaux publics, des intérêts de la population locale, pour autant qu'il est possible de le faire sans supprimer le jeu de la concurrence en ce qui concerne le prix et la qualité.

CONSTITUTION DU CANTON DU VALAIS

du 8 mars 1907

TITRE I

PRINCIPES GENERAUX

Art. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat.

La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 3. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucune privilège de lieu, de naissance, de personnes ou de familles.

Art. 4. — La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.

L'Etat est tenu d'indemniser équitablement toute personne victime d'une erreur judiciaire ou d'une arrestation illégale. La loi règle l'application de ce principe.

Art. 5. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

Art. 6. — La propriété est inviolable.

Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, moyennant une juste indemnité et dans les formes prévues par la loi.

La loi peut cependant, pour cause d'utilité publique, déterminer les cas d'expropriation, sans indemnité, des terrains bourgeoisiaux et communaux.

Art. 7. — Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

Art. 8. — La liberté de manifester son opinion verbalement ou par écrit, ainsi que la

liberté de la presse, sont garanties. La loi en réprime les abus.

Art. 9. — Le droit de pétition est garanti. La loi en règle l'exercice.

Art. 10. — Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, le libre exercice des professions libérales, la liberté du commerce et de l'industrie sont garantis.

L'exercice de ces droits est réglé par la loi.

Art. 12. — La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

L'égalité de traitement entre les deux langues doit être observée dans la législation et dans l'administration.

Art. 13. — L'instruction publique et l'instruction primaire privée sont placées sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.

L'instruction primaire est obligatoire; elle est gratuite dans les écoles publiques.

La liberté d'enseignement est garantie, sous réserve des dispositions légales concernant l'école primaire.

Art. 14. — L'Etat édicte des prescriptions concernant la protection ouvrière et assurant la liberté du travail.

Art. 15. — L'Etat encourage et subventionne dans la mesure de ses ressources financières;

1. L'agriculture, l'industrie, le commerce et en général, toutes les branches de l'économie publique intéressant le canton.

2. L'enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers.

3. L'élevage du bétail, l'industrie laitière, la viticulture, l'arboriculture, l'économie alpestre, l'amélioration du sol, la sylviculture, et les syndicats agricoles et professionnels.

Art. 16. — L'Etat organise et subventionne l'assurance du bétail.

Il peut créer d'autres assurances et spécialement l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie.

Art. 17. — L'Etat favorise le développement du réseau des routes et des autres moyens de communication.

Il contribue par des subsides à l'endiguement du Rhône, ainsi qu'à l'endiguement et à la correction des rivières et des torrents.

Art. 18. — L'Etat fonde ou soutient par des subsides les établissements d'éducation pour l'enfance malheureuse et d'autres institutions de bienfaisance.

Art. 19. — L'Etat doit favoriser et subventionner l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmes de district ou d'arrondissement.

Il peut aussi créer un établissement similaire cantonal.

Art. 20. — La participation financière de l'Etat dans les cas prévus aux articles 15, 16, 17, 18 et 19 est réglée par des lois spéciales.

Art. 21. — Les autorités et les fonctionnaires publics sont responsables des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions.

L'Etat est subsidiairement responsable des actes accomplis officiellement par les fonctionnaires nommés par lui.

La loi détermine quels sont les fonctionnaires qui doivent fournir un cautionnement.

Art. 22. — Le fonctionnaire ou l'employé public ne peut être destitué ou révoqué qu'après avoir été entendu ou appelé et sur décision motivée de l'autorité qui l'a nommé.

CONSTITUTION DU CANTON DE VAUD

du 1er mars 1885

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES ET GARANTIES

Art. 2. — Les Vaudois sont égaux devant la loi.

Il n'y a dans le canton de Vaud aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes ou de familles.

Art. 4. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle prescrit. Tout individu arrêté doit être entendu par le magistrat compétent dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation.

Hors les cas qui appartiennent à la discipline militaire, nul ne peut être mis en état d'arrestation qu'en vertu de l'ordre du juge auquel la loi donne cette compétence.

Les autorités constituées peuvent recevoir de la loi le droit de punir par une détention ceux qui leur manquent de respect dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 5. — Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas déterminés par la loi et dans les formes qu'elle prescrit. Ces cas doivent être aussi rares et aussi précisés que possible; les formes doivent éviter l'arbitraire.

Art. 6. — La propriété est inviolable; il ne peut être dérogé à ce principe que dans les cas déterminés par la loi.

La loi peut exiger l'abandon d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 7. — La presse est libre. La loi en réprime les abus. L'exercice de ce droit ne peut être entravé par aucune mesure préventive, ni par aucun cautionnement.

Art. 8. — Le droit d'association est garanti.

Les assemblées dont le but et les moyens ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ne peuvent être ni restreintes, ni interdites.

Art. 9. — Le droit de libre établissement, la liberté de commerce et d'industrie sont garantis, conformément à la constitution fédérale et sous réserve des dispositions de la loi.

Art. 10. — Le droit de pétition est garanti.

Art. 11. — La peine de mort est interdite.

Sont réservées toutefois les dispositions du Code pénal militaire fédéral.

Art. 13. — L'Eglise nationale évangélique réformée est maintenue et garantie dans son intégrité.

Les ministres de cette Eglise sont consacrés suivant les lois et la discipline ecclésiastiques du canton, et seuls appelés à desservir les églises établies par la loi.

La loi règle les rapports de l'Etat avec l'Eglise.

Les paroisses participent à l'administration de l'Eglise et à la nomination de leurs pasteurs.

L'exercice de la religion catholique est garanti aux communes d'Echallens, Assens, Bottons, Bioley-Orjulaz, Etagnières, Poliez-Grand, Poliez-Pitit, Saint-Barthélemy, Bretigny, Villars-le-Terroir, et Malapalud, tel qu'il a été usité jusqu'à présent.

Art. 14. — Le culte de l'Eglise nationale, et celui de l'Eglise catholique dans les communes énumérées à l'article précédent, continuent d'être seuls à la charge de l'Etat ou des bourses publiques qui ont des obligations à cet égard.

Art. 15. — Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 16. — Chacun est libre d'enseigner en se conformant aux lois sur cette matière.

Art. 17. — L'Etat et les communes ont l'obligation de donner aux établissements d'instruction publique le degré de perfection dont ils sont susceptibles, eu égard aux besoins et aux ressources du pays.

Il sera pourvu dans la même mesure à l'enseignement professionnel concernant l'agriculture, le commerce, l'industrie, et les métiers. La loi réglera la participation de l'Etat et celle des communes à cette branche de l'enseignement.

L'enseignement doit être conforme aux principes de la démocratie.

Art. 18. — L'instruction primaire est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite.

Elle doit être suffisante et placée exclusivement sous la direction de l'autorité civile.

Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir dans leur liberté de conscience ou de croyance.

Dans les écoles publiques, l'enseignement religieux doit être conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches de l'enseignement.

Chacun est tenu de veiller à ce que ses enfants ou pupilles fréquentent les écoles publiques primaires ou de pourvoir, sous le contrôle de l'autorité scolaire, à ce qu'ils reçoivent une instruction au moins égale à celle qui se donne dans ces établissements.

La loi sur l'instruction publique primaire sera révisée.

TITRE IV

AUTORITES CANTONALES

Chapitre III

AUTORITÉS JUDICIAIRES

Art. 69. — Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. En conséquence, il ne peut être créé de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

CONSTITUTION DU CANTON DE ZOUG

du 18 mars 1894

TITRE I

PRINCIPES GENERAUX

Art. 3. — La liberté religieuse et la liberté de conscience ainsi que le libre exercice des cultes sont garantis, conformément aux articles 49 à 53 de la constitution fédérale du 29 mai 1874.

Art. 4. — Le canton pourvoit, avec l'appui des communes, à l'instruction publique conformément à l'article 27 de la constitution fédérale.

L'institution d'écoles libres et d'établissements d'enseignement libres est garantie. Dans la mesure où ils dispensent l'enseignement primaire, ces établissements sont soumis aux dispositions prévues à l'article 27, alinéa 2, de la constitution fédérale.

Art. 5. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Art. 6. — Nul ne peut être distrait de sa juridiction naturelle selon les dispositions de la constitution. Il ne pourra être établi de tribunaux extraordinaires.

Les tribunaux d'arbitrage sont autorisés.

Art. 7. — La gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire est garantie en cas de nécessité démontrée. La loi en réglera les conditions et l'organisation.

Art. 8. — La liberté personnelle est garantie.

Tout accusé doit être considéré comme innocent, tant que sa culpabilité n'a pas été prononcée par jugement.

Nul ne peut être arrêté si ce n'est dans les

cas et selon les formes prévus par la loi. En règle générale, tout détenu doit être immédiatement interrogé.

Toute personne arrêtée illégalement ou arrêtée à tort, doit obtenir de l'Etat réparation et indemnisation adéquate.

Aucune mesure de contrainte ne peut être employée pour obtenir des aveux.

Art. 9. — Le domicile est inviolable.

Aucune perquisition domiciliaire ne peut avoir lieu si ce n'est avec l'assentiment du propriétaire de l'habitation ou en vertu de l'autorisation d'un fonctionnaire compétent, qui doit définir avec précision l'objet et l'étendue de cette mesure. Il peut être fait exception à cette règle en cas de danger imminent.

Art. 10. — La liberté d'exprimer son opinion par la parole et par l'écrit, le droit de pétition, le droit d'association et le droit de réunion sont garantis. L'abus de ces droits relève des dispositions du code pénal.

Art. 11. — La propriété des particuliers, des associations religieuses et laïques et des communes, est inviolable. Le droit d'administrer leurs biens et de disposer de leurs revenus, conformément à la loi ou le cas échéant aux dispositions statutaires, est assuré aux communes ainsi qu'aux associations religieuses et laïques, sous réserve du droit de contrôle de l'Etat.

La création de nouvelles associations professionnelles est subordonnée à autorisation du Conseil cantonal.

L'expropriation de la propriété foncière, à des fins d'utilité publique ne peut être imposée qu'en vue de l'intérêt général de l'Etat ou des communes, et moyennant une juste indemnisation.

Art. 12. — La publicité des finances publiques est garantie. Le droit d'examiner la situation des finances publiques ne peut être refusé aux électeurs du canton.

Art. 13. — La liberté du commerce et de l'industrie est garantie. La loi prévoit dans les limites fixées par la constitution fédérale les dispositions restrictives qui s'imposent dans l'intérêt général.

Art. 16. — Le rachat des dîmes et des redevances foncières ainsi que de toute autre servitude entravant l'agriculture est garanti.

L'établissement de nouvelles charges est interdit après l'expiration d'un délai de deux années suivant la mise en vigueur de la constitution. Jusque là, les pouvoirs publics édicteront les mesures nécessaires.

Au cours des mesures de suppression des charges, tout titulaire qui refuse de donner son assentiment à la suppression sera tenu de céder immédiatement à la conservation des hypothèques ses droits contre paiement en capital et intérêts aux fins de suppression des charges et de remise ultérieure du titre au débiteur.

Deux ans au plus tard après l'entrée en vigueur de la constitution, le conseil exécutif devra procéder à une purge générale des hypothèques et des servitudes, laquelle devra être terminée avant quinze ans.

Art. 17. — Tout électeur est obligé d'assister aux assemblées communales et de prendre part à leurs délibérations.

La corruption électorale et les manœuvres d'intimidation sont interdites. Le code pénal fixera les peines qui s'appliqueront aux contrevenants.

Art. 19. — Tout fonctionnaire est personnellement tenu de rendre compte de l'exercice de ses fonctions et peut être déclaré responsable pour excès ou abus de pouvoir et obligé à réparer les dommages causés. L'étendue de cette responsabilité sera déterminée par une loi.

Aucun fonctionnaire ne peut être relevé de ses fonctions avant l'expiration de son mandat si ce n'est par une décision des tribunaux.

Art. 22. — Tout citoyen du canton peut s'établir librement dans toute commune à condition de respecter les dispositions de la loi.

L'établissement des citoyens suisses est régi par les dispositions de la confédération et celui des étrangers par les traités internationaux en existence.

CONSTITUTION DU CANTON DE ZURICH

du 18 avril 1869

I. PRINCIPES RELATIFS A LA CONDITION DES CITOYENS

Art. 1. — La souveraineté de l'Etat réside dans l'universalité du peuple. Elle est exercée directement par les citoyens actifs et indirectement par les autorités constitutionnelles et les fonctionnaires.

Art. 2. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils, sous réserve des exceptions prévues dans la constitution.

Art. 3. — La liberté d'exprimer son opinion par la parole et par l'écrit, et les droits d'association et de réunion sont garantis. Leur exercice n'est pas soumis à d'autres restrictions que celles du droit commun.

Dans les procès en diffamation, la preuve de la vérité est recevable. S'il en résulte que ce qui a été poursuivi comme diffamatoire est vrai et a été publié ou répandu pour des motifs honorables et dans des intentions légitimes, le prévenu doit être acquitté.

Art. 4. — L'Etat protège les droits privés légitimement acquis. L'expropriation est admise si le bien public l'exige. Elle donne lieu à une indemnité équitable. Les tribunaux con-

naissent des contestations qui peuvent s'élever au sujet du montant de cette indemnité.

Art. 5. — Le droit pénal doit être fondé sur des principes humanitaires. La peine de mort et la peine des fers ne peuvent être appliquées.

Art. 6. — Toute personne accusée d'un crime ou d'un délit, de même que la victime, doit avoir la possibilité d'assister à tous les débats qui ont lieu devant le juge d'instruction, de faire appel à un défenseur et d'adresser aux témoins des questions susceptibles d'éclaircir l'affaire.

Art. 7. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être arrêté en dehors des cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Toute personne arrêtée illégalement doit recevoir de l'Etat une indemnisation ou une réparation adéquate. Aucun moyen de contrainte ne peut être employé pour obtenir des aveux.

L'emprisonnement comme moyen de recouvrement de créances est interdit.

Art. 8. — Le domicile est inviolable.

Aucune perquisition domiciliaire ne peut avoir lieu si ce n'est avec l'assentiment du propriétaire de l'habitation, ou bien avec l'autori-

sation d'un fonctionnaire compétent, qui doit définir avec précision l'objet et l'étendue de cette mesure. Il peut être fait exception à cette règle en cas de danger imminent.

Art. 9. — Dans les cas de restitution par décision de justice, l'Etat doit à l'individu injustement condamné une réparation adéquate.

Art. 10. — Tout fonctionnaire est responsable de ses actes tant envers l'Etat et les communes qu'envers les particuliers conformément aux lois.

Art. 12. — Tout fonctionnaire qui est relevé de son poste pendant la durée de ses fonctions, sans qu'il y ait faute de sa part, a droit à indemnisation complète et, si le congédiement est la conséquence d'une modification de la constitution ou de la loi, à une indemnité équitable.

Art. 14. — Les citoyens du canton et les citoyens suisses peuvent, s'ils remplissent les conditions fixées par la loi, s'établir dans toutes les communes du canton et acquérir les droits civiques.

Le pouvoir de refuser ou de retirer le droit de s'établir librement dans le canton est subordonné à la législation fédérale.

Ceux qui s'établissent dans le canton ne sont soumis à aucun autre impôt, ni à des impôts plus élevés, que ceux auxquels sont astreints les citoyens, à l'exception d'un droit modique sur l'expédition de l'autorisation d'établissement.

Art. 16. — La capacité civile, le droit de vote et l'éligibilité à toutes les fonctions commencent à vingt ans révolus.

La législation détermine dans quelle mesure les citoyennes suisses peuvent exercer le droit de vote dans les élections aux emplois publics et y être éligibles.

II. PRINCIPES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE ET DE L'ETAT

Art. 21. — Chacun est libre d'exercer la profession artistique, scientifique, commerciale ou industrielle de son choix, sous réserve des ex-

ceptions prévues par la loi et les règlements de police qu'exige l'intérêt public.

Art. 22. — L'assistance aux indigents incombe aux communes. En cas de nécessité l'Etat verse des contributions adéquates pour alléger les charges de l'assistance sociale.

Il encourage les efforts que font les communes et les associations pour soulager la misère par l'éducation des enfants pauvres, le développement des soins médicaux et le relèvement des personnes déchuës.

Art. 23. — L'Etat encourage et facilite le développement des associations qui subviennent à leurs propres besoins. Il édicte, par voie législative, les règlements nécessaires à la protection des travailleurs.

VI. ENSEIGNEMENT ET AFFAIRES CULTUELLES

Art. 62. — Il appartient à l'Etat de veiller au progrès de l'éducation populaire et de l'instruction civique républicaine.

Pour élever le niveau professionnel de toutes les classes de la population la durée de l'enseignement primaire sera prolongée jusqu'à un âge avancé de l'adolescence. Les établissements d'enseignement secondaire doivent être adaptés, sans préjudice de leurs buts scientifiques, aux besoins de l'époque actuelle; ils devront constituer un ensemble organique avec l'école primaire.

L'enseignement obligatoire est gratuit. L'Etat partage avec les communes les frais de cet enseignement.

Les instituteurs doivent recevoir une large formation scientifique et professionnelle; ils doivent également être aptes à diriger des écoles de perfectionnement.

Art. 63. — La liberté de conscience, de culte et d'enseignement est garantie par la constitution. Les droits et les devoirs civiques ne dépendent pas des croyances religieuses des citoyens.

Aucune contrainte ne peut être exercée contre les communes, les associations ou les particuliers.

SYRIE

CONSTITUTION DE L'ETAT DE SYRIE¹

du 14 mai 1930

TITRE I

DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Chapitre II

DROITS DES INDIVIDUS

Art. 5. — Les conditions d'acquisition et de perte de la nationalité syrienne sont déterminées par la loi.

Art. 6. — Les Syriens sont égaux devant la loi. Ils jouissent tous des mêmes droits civils et politiques; ils sont tenus aux mêmes devoirs et soumis aux mêmes charges. Il ne sera établi entre eux aucune inégalité de traitement du fait de la religion, de la confession, de la race, ni de la langue.

Art. 7. — La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Art. 8. — Toute personne arrêtée ou détenue devra être informée dans les vingt-quatre heures des raisons qui ont motivé cette détention ou cette arrestation et de l'autorité qui l'a prescrite; elle devra, dans le même délai, recevoir toutes facilités pour se défendre.

Art. 9. — Aucun délit n'est punissable, aucune condamnation ne peut être prononcée, si ce n'est conformément à la loi.

Art. 10. — Nul ne sera jugé par d'autres tribunaux que ceux indiqués par la loi.

Art. 11. — Les châtiments corporels sont interdits; il est interdit d'éloigner les Syriens de leur territoire national, de leur imposer ou de leur interdire une résidence, sauf dans les cas prévus par la loi.

Art. 12. — Le domicile est inviolable; nul ne peut y pénétrer que dans les conditions et dans les formes prévues par la loi.

Art. 13. — Le droit de propriété est garanti par la loi; nul ne peut être exproprié que pour des raisons d'intérêt général, dans les cas prévus par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 14. — La confiscation générale des biens est interdite.

Art. 15. — La liberté de conscience est absolue; l'Etat respecte toutes les confessions et religions établies dans le pays; il garantit et protège le libre exercice de toutes les formes du culte compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs; il garantit également à toutes les populations, à quelque rite qu'elles appartiennent, le respect de leurs intérêts religieux et de leur statut personnel.

Art. 16. — La liberté de pensée est garantie; chaque individu a le droit d'exprimer sa pensée par paroles, par écrits, discours, dessins, sous

les réserves prévues par la loi.

Art. 17. — La liberté de la presse et de l'imprimerie est garantie sous les conditions prévues par la loi.

Art. 18. — Les correspondances postales, télégraphiques et téléphoniques sont inviolables et ne peuvent être retardées ni censurées en dehors des conditions prévues par la loi.

Art. 19. — L'enseignement est libre pour autant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, et qu'il ne touche pas à la dignité de la patrie ni des religions.

Art. 20. — Le but de l'enseignement est de relever le niveau moral et intellectuel de la population dans le cadre de l'esprit national et de réaliser la concorde et la fraternité de tous les citoyens.

Art. 21. — L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les Syriens des deux sexes, et il est gratuit dans les écoles officielles.

Art. 22. — Les programmes de l'instruction publique seront déterminés par une loi qui garantira l'unité de l'enseignement.

Art. 23. — Toutes les écoles sont sous le contrôle du Gouvernement.

Art. 24. — La langue arabe est la langue officielle dans tous les services de l'Etat, sauf dans les cas où d'autres langues lui sont adjointes en cette qualité par la loi ou par un accord international.

Art. 25. — La liberté d'association et de réunion est garantie, dans les conditions prévues par la loi.

Art. 26. — Tous les Syriens ont accès aux emplois publics sans autres distinctions que celles qui résultent de leurs titres ou capacités, suivant les conditions prévues par la loi.

Art. 27. — Les Syriens peuvent présenter des requêtes ou pétitions, conformément à la loi, aux autorités et au parlement, soit collectivement, soit individuellement, pour les affaires, soit d'ordre personnel, soit d'ordre général.

Art. 28. — Les droits des différentes communautés religieuses sont garantis, et ces communautés peuvent fonder des écoles pour l'enseignement des enfants dans leur propre langue à condition de se conformer aux principes fixés par la loi.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 112. — Le président de la République peut, sur proposition du conseil des ministres, proclamer l'état de siège dans les districts troublés à condition d'en informer immédiatement la Chambre. Si la Chambre est en congé, le président de la République procède sans délai à sa convocation.

¹ Daresté, *op. cit.*, vol. V, p. 676-687.

TCHECOSLOVAQUIE

CHARTRE CONSTITUTIONNELLE DE LA REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE¹ du 29 février 1920

TITRE V

DROITS, LIBERTES ET DEVOIRS DES CITOYENS

ÉGALITÉ

Art. 106. — 1. Il n'est reconnu aucun privilège de sexe, de naissance ou de profession.

2. Tous les habitants de la République tchécoslovaque jouissent sur son territoire, dans la même mesure que ses citoyens, d'une pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans aucune différence d'origine, de nationalité de langue, de race ou de religion. Il ne peut y avoir d'exceptions à ce principe que dans le cas où le droit international les admet.

3. Les titres ne peuvent désigner que la fonction ou la profession de ceux qui les portent. Cette disposition ne concerne pas les titres académiques.

LIBERTÉ DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ

Art. 107. — 1. La liberté individuelle est garantie. Les détails sont réglés par une loi qui est déclarée faire partie de la présente charte constitutionnelle.

2. La liberté individuelle ne peut être restreinte ou supprimée que conformément aux lois. De même, les autorités publiques ne peuvent imposer d'obligations personnelles aux citoyens que dans les cas prévus par la loi.

Art. 108. — 1. Tout ressortissant tchécoslovaque peut élire domicile en n'importe quel lieu de la République tchécoslovaque, y acquérir des immeubles et y exercer une profession dans les limites fixées par les lois générales.

2. Ce droit ne peut être limité que dans l'intérêt public et conformément aux lois.

Art. 109. — 1. Seule la loi peut apporter des restrictions à la propriété privée.

2. L'expropriation n'est possible que conformément à la loi et moyennant indemnité, sauf le cas où une loi dispose qu'il ne sera pas alloué d'indemnité.

Art. 110. — La liberté d'émigration ne peut être limitée que par la loi.

Art. 111. — 1. Les impôts et les taxes publiques sans exceptions ne peuvent être levés qu'en vertu d'une loi.

2. Nul ne peut être menacé ou frappé d'une peine qu'en vertu d'une loi.

LIBERTÉ DE DOMICILE

Art. 112. — 1. Le domicile est inviolable.

¹ B. Mirkine-Guetzévitch, *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*. Paris, 1938, vol. II, p. 521-541.

2. Une loi qui fait partie de cette charte constitutionnelle règle les détails.

LIBERTÉ DE LA PRESSE, DROIT DE REUNION ET D'ASSOCIATION.

Art. 113. — 1. La liberté de la presse de même que le droit de se réunir paisiblement et sans armes et de former des associations sont garantis. En conséquence, il est défendu en principe de soumettre la presse à une censure préalable. L'exercice des droits de réunion et d'association est réglé par la loi.

2. Une association ne peut être dissoute qu'au cas où ses actes sont contraires aux lois pénales ou à la paix et à l'ordre publics.

3. La loi peut établir des restrictions spécialement en ce qui concerne les réunions en plein air, la fondation de sociétés à but lucratif, ainsi que la participation des étrangers aux associations politiques. Elle peut aussi prévoir des dérogations aux principes des alinéas précédents pour le temps de guerre ou pour le cas de troubles intérieurs menaçant gravement la forme républicaine de l'Etat, la constitution ou la paix et l'ordre publics.

Art. 114. — 1. Le droit des ouvriers et employés de se syndiquer pour défendre et améliorer leur situation, le droit de s'unir pour la défense d'intérêts économiques sont garantis.

2. Tous les actes individuels ou collectifs qui porteraient atteinte à ce droit sont défendus.

DROIT DE PÉTITION

Art. 115. — Les individus ont le droit de pétition; il n'appartient aux personnes civiles et aux associations que dans les limites de leur activité.

SECRET DES CORRESPONDANCES

Art. 116. — 1. Le secret des correspondances est garanti.

2. Les détails sont réglés par la loi.

LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT, LIBERTÉ DE CONSCIENCE, LIBERTÉ D'OPINION

Art. 117. — 1. Chacun peut, dans les limites déterminées par la loi, manifester ses opinions par la parole, l'écriture, la presse, l'image ou d'autres moyens analogues.

2. Ceci s'applique aux personnes civiles dans les limites de leur activité.

3. Nul ouvrier ou employé ne peut être lésé dans ses intérêts pour avoir exercé ce droit.

Art. 118. — L'art, la science et la publication des œuvres artistiques ou scientifiques

sont libres, s'ils ne contreviennent aux lois pénales.

Art. 119. — L'instruction publique est organisée de façon à ne pas aller à l'encontre des résultats de la science.

Art. 120. — 1. La création d'établissements privés d'enseignement et d'éducation n'est permise que dans les conditions prévues par la loi.

2. La direction suprême et le contrôle de l'instruction et de l'éducation tout entières appartiennent à l'Etat.

Art. 121. — La liberté de conscience et de religion est garantie.

Art. 122. — Tous les habitants de la République tchécoslovaque ont, dans la même mesure que ses citoyens, le droit de pratiquer publiquement ou en privé un culte, religion ou croyance quelconque, pourvu qu'ils ne soient pas en contradiction avec les règlements ou l'ordre public ou les bonnes mœurs.

Art. 123. — Nul ne peut être contraint, ni directement ni indirectement, à prendre part à aucun exercice religieux, réserve faite des droits découlant de la puissance paternelle ou tutélaire.

Art. 124. — Toutes les religions sont égales devant la loi.

Art. 125. — L'exercice de certaines pratiques religieuses peut être interdit si elles contreviennent à l'ordre ou à la moralité publics.

MARIAGE ET FAMILLE

Art. 126. — Le mariage, la famille et la maternité sont sous la protection spéciale des lois.

DEVOIR MILITAIRE

Art. 127. — 1. Tout citoyen valide de la République tchécoslovaque est tenu de se soumettre aux obligations militaires et, lorsqu'il est appelé, de participer à la défense nationale.

2. Les détails sont réglés par la loi.

TITRE VI

PROTECTION DES MINORITES NATIONALES, DE RELIGION ET DE RACE

Art. 128. — 1. Tous les citoyens de la République tchécoslovaque sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, de langue ni de religion.

2. La religion, la croyance, la confession ni la langue des citoyens tchécoslovaques ne peuvent jamais leur nuire, dans les limites fixées

par les lois générales, notamment quant à l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou à l'exercice des différentes professions ou industries.

3. Les citoyens tchécoslovaques peuvent, dans les limites fixées par les lois générales, employer librement une langue quelconque, soit, dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de religion, de presse, ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques.

4. Ces dispositions ne font pas obstacle aux pouvoirs que les autorités publiques tiennent des lois en vigueur dans l'intérêt de l'ordre public, de la sûreté de l'Etat ou d'une bonne police.

Art. 129. — Les principes du droit des langues dans la République tchécoslovaque sont fixés par une loi particulière qui est déclarée partie de la charte constitutionnelle.

Art. 130. — Les lois générales accordant aux citoyens le droit de créer, diriger et contrôler, à leurs propres frais, des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, tous les citoyens sans distinction de nationalité, de langue, de religion ou de race jouissent également du droit d'user librement de leur propre langue et d'exercer librement leur religion dans ces établissements.

Art. 131. — Dans les villes et districts où réside un proportion considérable de citoyens tchécoslovaques de langue autre que la langue tchécoslovaque, le droit est, dans les limites fixées par la législation générale sur l'instruction, garanti à leurs enfants de recevoir l'enseignement dans leur propre langue, à côté de laquelle l'enseignement de la langue tchécoslovaque peut être rendu obligatoire.

Art. 132. — Au cas où, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de citoyens tchécoslovaques appartenant à une minorité de race, de religion ou de langue, certaines sommes devraient être, dans un but d'éducation, de religion ou de charité, prises sur les fonds publics et employées par le budget d'Etat, les budgets municipaux ou autres, une part équitable doit être attribuée dans l'affectation et le bénéfice de ces sommes à ces minorités, dans les limites des dispositions générales relatives à l'administration publique.

Art. 133. — L'application des principes des articles 131 et 132 et notamment la détermination de l'expression "proportion considérable" sont réservées à des lois spéciales.

Art. 134. — Tout procédé de dénationalisation forcée est interdit. La violation de ce principe peut être déclarée punissable par la loi.

LA LEGISLATION TCHÉCOSLOVAQUE ET LES DROITS DE L'HOMME

Les articles 106 - 134 de l'acte constitutionnel contiennent deux sortes de dispositions, comme l'indique déjà leur division en deux chapitres intitulés, l'un "Droits et libertés ainsi que devoirs des citoyens," l'autre "Protection des minorités nationales, religieuses et raciales".

Ces deux espèces de dispositions sont considérées sous des angles différents. En principe, on considère comme étant en vigueur toutes les dispositions relatives aux droits, aux libertés et aux devoirs du citoyen. Les années d'occupation par l'Allemagne, ayant entraîné un manque absolu de respect pour ces droits, les a même rendus plus chers à tout Tchécoslovaque. De même, on considère comme valides les dispositions relatives à la protection des minorités religieuses et raciales.

Mais il en est tout autrement de la protection des minorités nationales. Bien que la Tchécoslovaquie ait assuré dans la plus grande mesure les droits minoritaires des nationalités, celles-ci n'ont cependant pas hésité à contribuer au démembrement de l'Etat tchécoslovaque en 1938 et 1939. Aussi les déclarations faites par les chefs de la révolution nationale tant à l'intérieur qu'à l'étranger, ont-elles demandé qu'après la guerre les minorités nationales fussent expulsées du pays. Le programme dressé à Kosice et publié le 5 avril 1945 comme le programme du premier gouvernement sur le territoire libéré de l'Etat, s'occupe en détail, dans son chapitre VII, de cette question et promet que les minorités allemande et magyare qui s'étaient rendues coupables contre le peuple tchécoslovaque, seraient expulsées.

C'est en conformité de ce programme que le Gouvernement tchécoslovaque a demandé aux grandes Puissances le transfert de la minorité allemande et l'a obtenu par la décision de Potsdam. Des négociations ont été menées et se poursuivent encore en ce qui concerne une solution analogue relative à la minorité hongroise. Conformément au programme de Kosice la République tchécoslovaque est devenue un Etat national des Tchèques et Slovaques. Par conséquent, même en attendant l'expression de cet état des choses dans la constitution nouvelle, actuellement en préparation, les dispositions de la Constitution de 1920 relatives aux minorités nationales sont devenues sans objet.

En ce qui concerne les minorités religieuses et la question confessionnelle en général, rien n'a été changé; on considère cette question comme réglée dans son essence. La question de race n'a jamais joué de rôle en Tchécoslovaquie.

Passons maintenant aux diverses libertés de l'homme et du citoyen garanties par la constitution.

Le principe d'égalité des citoyens, établi par l'article 106 de la constitution n'a pas subi de modification. Il en est de même de la liberté de la personne garantie par son article 107. La dernière phrase de l'article 107, qui stipule que c'est seulement en vertu d'une loi que les pouvoirs publics peuvent exiger des prestations personnelles, servira de base aux dispositions de la loi en préparation sur le travail obligatoire. L'article 108 de l'acte constitutionnel décide qu'un citoyen tchécoslovaque peut acquérir un immeuble à n'importe quel endroit du territoire tchécoslovaque et que ce droit ne peut être restreint que par la loi.

Cet article et le suivant (art. 109) garantissent la propriété privée. L'article 109 déclare que la propriété privée ne peut être limitée que par la loi et l'expropriation n'est possible qu'en vertu d'une loi et contre indemnité, en tant que, dans certains cas exceptionnels, la loi n'en dispose pas autrement. C'est en conformité de cette disposition qu'ont été pris les décrets-lois sur la nationalisation du 11 août 1945, No 50 du Recueil du 24 octobre 1945, No 100 du 24 octobre 1945, No 101, No 102 et No 103, confirmés plus tard par l'Assemblée nationale par la loi du 28 mai 1946. Les dispositions concernant le droit d'émigrer à l'étranger, les impôts et taxes, les peines et l'intangibilité du domicile (art. 110-112 de l'acte constitutionnel) restent sans changement quant à leur application.

Le droit d'association, garanti par les articles 113 et 114 a été visé par le décret du président de la République du 25 septembre 1945, No 80. Celui-ci déclare que les décrets et mesures pris à l'époque de l'asservissement et par lesquels ont été supprimées plusieurs sociétés sont abrogés. Il rétablit donc la liberté d'association telle qu'elle existait avant la guerre. Mais il en excepte les sociétés supprimées par suite de la fusion des organisations syndicales et celles dont le programme est en contradiction avec l'organisation politique actuelle de la vie publique. Nous retrouvons ici la tendance d'incorporer dans les normes de droit ce qui a été acquis par la révolution.

L'article 114, qui s'occupe spécialement de la liberté de s'associer pour défendre des intérêts économiques, est complété par la loi du 16 mai 1946, No 144 du Recueil sur l'organisation syndicale unique. Il y est stipulé que les travailleurs sont organisés en un groupement syndical unique, créé sous forme d'une association qui groupe tous les salariés sur la base de la libre faculté d'adhésion, de la complète égalité et de la solidarité mutuelle. Son but est notamment de grouper les travailleurs, de les amener à col-

laborer activement à la construction d'un Etat démocratique et populaire, de leur assurer les droits qui découlent de cette activité et de défendre leurs intérêts économiques, sociaux et culturels.

Dans son article 113, l'acte constitutionnel assure la liberté de la presse. Cette disposition est restée en vigueur. Le ministère de l'information est en train de préparer au sujet de la

question de la presse quelques projets de loi; par exemple, le projet de la loi sur la profession de rédacteur de journaux, etc.

Les autres dispositions de ce chapitre n'ont pas subi de changement.

Dr. Zdenek PESKA
*Professeur à la Faculté de droit,
Université de Prague.*

TRANSJORDANIE

LOI ORGANIQUE DE L'ETAT DE TRANSJORDANIE

du 16 avril 1928

SECTION I

DROITS DE LA POPULATION

Art. 4. — La nationalité transjordanienne sera déterminée, acquise et retirée conformément à une loi spéciale.

Art. 5. — Tous les Transjordaniens seront égaux, quelles que soient leur race, leur religion et leur langue.

Art. 6. — La liberté individuelle de tous les habitants de la Transjordanie sera protégée contre toutes agressions et entraves; et aucun individu ne pourra être arrêté, détenu, puni, contraint à un changement de résidence, assujéti à des obligations ou obligé à servir dans l'armée, si ce n'est conformément à la loi. Le domicile de chacun est inviolable; et il est interdit d'y pénétrer, sinon dans les circonstances et dans les formes prévues par la loi.

Art. 7. — Les tribunaux sont ouverts à tous; mais nul ne sera obligé de se présenter devant un tribunal autre que celui ayant compétence (*sala hiyyali'*) pour juger son cas, sauf dans les cas prévus par la loi.

Art. 8. — Le droit de propriété sera protégé; il n'y aura pas d'emprunts forcés, ni de confiscations de biens meubles ou immeubles, sinon aux termes de la loi. Le travail obligatoire ou forcé ne pourra être imposé que pour des fins d'utilité publique. Ce travail aura toujours un caractère exceptionnel, recevra un salaire approprié et n'entraînera pas pour les travailleurs l'obligation de s'éloigner de leur résidence habituelle. Nul ne sera exproprié de ses biens, sinon pour des fins d'utilité publique, dans des circonstances à définir légalement, et moyennant paiement d'une juste indemnité (*ta'wid' adil*).

Art. 9. — Aucun impôt (*daribah*) ne sera établi qu'aux termes d'une loi; et les impôts seront appliqués à toutes les classes de la population.

Art. 10. — L'islamisme est la religion de l'Etat. A tous les habitants de la Transjordanie sont assurées la complète liberté de culte, selon leurs coutumes propres, sauf le cas où l'exercice d'un culte troublerait la sécurité et l'ordre public ou serait contraire à la morale.

Art. 11. — Tous les Transjordaniens sont libres d'exprimer et de répandre leur opinion, de se réunir, de former des associations et d'y adhérer en qualité de membres, dans le cadre de la loi.

Art. 12. — Les sujets (*ra'aya*) de la Transjordanie ont le droit de présenter à l'émir et au conseil législatif des doléances ou des pétitions

(*bayanat*) concernant leurs affaires personnelles ou les affaires publiques, sous les conditions et dans les formes déterminées par la loi.

Art. 13. — Toutes les communications postales, télégraphiques et téléphoniques seront considérées comme secrètes et ne seront ni soumises à la censure ni retenues, sinon dans les formes et les conditions déterminées par la loi.

Art. 14. — Les diverses communautés (*gama'at*) auront le droit de fonder et d'entretenir les écoles pour y instruire leurs membres respectifs dans leur langue pourvu qu'elles se soumettent aux prescriptions générales de la loi.

Art. 15. — L'arabe est la langue officielle.

SECTION VII

MATIERES DIVERSES

Art. 69. — En cas de troubles (*idtirabat*) ou d'indices de troubles ou de danger d'agression ennemie en une région quelconque de la Transjordanie, l'émir, assisté par le conseil, aura pouvoir de proclamer la loi martiale (*alahkam al'-urfiyyah*), à titre de mesure temporaire, dans toute région de la Transjordanie, exposée aux effets desdits troubles ou à ladite agression. L'application des lois ordinaires de l'Etat pourra être temporairement suspendue en toute région menacée et proclamée telle, et pour la période de temps déterminée par la proclamation (*manshur*), étant entendu que tous les individus sont et restent légalement responsables de leurs actes accomplis en exécution de la présente loi, sauf le cas, où ils auraient été exemptés de cette responsabilité par une loi spéciale, votée à cet effet.

Le système d'administration des régions placées sous la loi martiale sera proclamé par *irade*.

Art. 70. — A tout moment, dans un délai de deux ans à dater de la mise en application de la présente loi organique et sauf respect des obligations dérivant de traités, l'émir, moyennant une proclamation, pourra modifier ou abroger toute stipulation de la présente loi ou y apporter des compléments, en vue de réaliser (*taufidh*) les fins attendues de ladite loi organique; et il pourra édicter tout autre article qu'il jugera nécessaire pour donner effet aux prescriptions contenues dans ladite loi.

Art. 71. — Passé ce délai de deux ans, aucune modification ne pourra être apportée à la présente loi organique qu'en vertu d'une loi approuvée par une majorité non inférieure aux deux tiers des membres du conseil législatif et sous réserve que seront toujours respectés les engagements pris en vertu de traités par Son Altesse l'émir.

¹ Daresté, *op. cit.*, vol. V, p. 793-808.

TURQUIE

LOI D'ORGANISATION FONDAMENTALE¹

du 20 avril 1924

CHAPITRE V

DROIT PUBLIC DES TURCS

Art. 68. — Tout Turc naît libre et vit libre.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. La liberté de chacun, qui est un droit naturel, a pour limites celles de la liberté des autres. Ces limites ne peuvent être déterminées et fixées que par la loi.

Art. 69. — Les Turcs sont égaux devant la loi et sont, sans exception, obligés de la respecter.

Tous privilèges de groupe, de classe, de famille ou de personne sont supprimés et interdits.

Art. 70. — Les droits naturels des Turcs sont : l'inviolabilité de la personne, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de publication, de voyager, de contracter, de travailler, de posséder, la liberté de réunion et d'association et celle de former des sociétés commerciales.

Art. 71. — La vie, les biens, l'honneur et le domicile sont garantis contre toute violation.

Art. 72. — Nul ne peut être arrêté ni retenu si ce n'est dans les cas et selon les formes déterminés par la loi.

Art. 73. — Sont interdites les tortures, les violences, la confiscation des biens, les corvées.

Art. 74. — Personne ne peut voir ses biens réquisitionnés ni ses immeubles expropriés, sans que le besoin en ait été constaté pour l'intérêt général dans les formes requises et que la contre-valeur en ait été versée d'avance conformément aux lois régissant la matière.

Une loi spéciale déterminera les montants et le mode de paiement des expropriations des terres et des forêts à effectuer pour doter les cultivateurs de terres et placer la gestion des forêts sous l'autorité de l'Etat.

Nul ne peut être obligé à quelque sacrifice que ce soit, hormis les contributions d'argent, de biens ou de travail qui seraient imposées conformément à la loi dans des cas exceptionnels.

Art. 75. — Nul ne peut être blâmé pour ses convictions philosophiques ni pour la religion ou le rite auxquels il appartient. Toutes les cérémonies religieuses sont autorisées, à condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec les nécessités de l'ordre public, la bienséance et les dispositions des lois.

Art. 76. — En dehors des circonstances et des conditions prévues par la loi, on ne peut

pénétrer dans le domicile de quelqu'un ni procéder à des perquisitions sur sa personne.

Art. 77. — La presse est libre, dans les limites de la loi ; elle ne peut être soumise à aucun contrôle ou censure préalablement à la publication.

Art. 78. — A l'exception des dispositions résultant de la mobilisation, de la proclamation de l'état de siège ou des mesures conformément à la loi pour arrêter la propagation des maladies épidémiques, nulle restriction ne peut être apportée aux voyages.

Art. 79. — Les limites fixées aux droits de contracter, de travailler, de posséder, de se réunir, de s'associer, de former des sociétés commerciales, sont déterminées par des lois.

Art. 80. — L'instruction de toute nature est libre sous la surveillance et le contrôle de l'Etat et dans les limites de la loi.

Art. 81. — Les papiers, lettres et objets de toute nature confiés à la poste ne peuvent être ouverts, si ce n'est en vertu d'un mandat délivré par un juge d'instruction compétent, ou d'une décision d'un tribunal ; le secret des correspondances télégraphiques et téléphoniques est inviolable.

Art. 82. — Les Turcs peuvent, soit individuellement, soit collectivement, adresser des pétitions ou des plaintes aux autorités compétentes ou à la grande assemblée nationale, au sujet des actes les intéressant personnellement ou touchant à l'intérêt public et qui leur paraîtraient contraires aux lois. La suite donnée aux requêtes émanant de particuliers doit être portée par écrit à la connaissance des pétitionnaires.

Art. 83. — Personne ne peut être traduit devant un tribunal autre que celui qui lui est assigné par la loi.

Art. 84. — L'impôt est la participation du peuple aux dépenses générales de l'Etat. Il serait contraire à ce principe et il est, en conséquence, interdit à toutes personnes physiques ou morales ou à quiconque agit en leur nom, de percevoir aucune taxe, dime ou autres contributions.

Art. 85. — Les impôts ne peuvent être répartis et perçus qu'en vertu d'une loi. Jusqu'à ce que des lois aient déterminé les taxes et contributions que l'Etat, les administrations provinciales et les municipalités peuvent percevoir, leur perception continuera à s'opérer comme précédemment.

Art. 86. — En cas de guerre ou de danger de guerre, d'insurrection ou de tentative de violences contre la patrie ou la République, le Conseil des Ministres peut, pour une période

¹ B. Mirkine-Guetzévitch, *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, Paris, 1938, vol. II, p. 547-556.

ne dépassant pas un mois, proclamer l'état de siège général ou partiel, en en avisant immédiatement, pour confirmation, l'Assemblée nationale. Celle-ci peut, selon les circonstances, prolonger ou diminuer la durée de l'état de siège. Si l'Assemblée n'est pas réunie, elle est convoquée immédiatement. La prolongation de l'état de siège dépend de la décision de l'Assemblée.

L'état de siège consiste dans la restriction ou la suspension temporaires de l'inviolabilité des personnes et du domicile et des libertés de la presse, de correspondance, de réunion et d'association.

Une loi spéciale déterminera le rayon d'application de l'état de siège, ainsi que le mode d'exécution, dans ce rayon, des mesures spéciales qui devront être prises; elle indiquera également dans quelles conditions les inviolabilités et les libertés seront restreintes ou suspendues en temps de guerre.

Art. 87. — L'instruction primaire est obli-

gatoire pour tous les Turcs; elle est donnée gratuitement dans les écoles de l'Etat.

Art. 88. — Au point de vue de la nationalité, tous les habitants de la Turquie, sans distinction de religion ou de race, sont qualifiés Turcs.

Est Turc tout individu né en Turquie ou à l'étranger d'un père turc, celui qui, né en Turquie d'un père étranger, y demeure et, à sa majorité, choisit officiellement la nationalité turque, celui qui, conformément à la loi sur la nationalité, a été admis à la qualité de Turc. La qualité de Turc se perd dans les cas déterminés par la loi.

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS DIVERSES

DISPOSITIONS SE RAPPORTANT A LA CONSTITUTION

Art. 103. — Aucun article de la constitution ne peut, pour aucun motif ou sous aucun prétexte, être négligé ou suspendu.

LOI SUR LA CONSTITUTION DES ASSOCIATIONS¹

du 5 juin 1946

Art. 4. — Toute association est tenue de présenter une déclaration aux hautes autorités administratives dès le premier jour ouvrable qui suivra sa constitution, et de présenter deux exemplaires de ses statuts.

Les associations politiques et celles dont les activités s'étendent sur plus d'une ville doivent présenter leurs demandes conformément au paragraphe précédent. Ces demandes sont transmises au ministère de l'intérieur.

Les associations constituées par l'union de plusieurs autres associations sont considérées comme n'en formant qu'une seule et sont soumises aux mêmes règlements. Leur demande est présentée au Ministère de l'Intérieur suivant la même procédure.

Art. 9. — La loi interdit la formation des associations suivantes :

- a) Associations ayant pour but de porter atteinte à l'intégrité administrative de l'Etat ou à l'unité nationale ou politique;
- b) Associations confessionnelles;
- c) Associations reposant sur la famille, le groupe, la race ou en portant le nom;

d) Associations clandestines ou ayant des buts secrets;

e) Associations régionalistes.

Art. 33. — Toute personne qui fonde ou administre une des associations énumérées au dernier paragraphe de l'article 1, ou une des associations dont la formation est interdite aux termes de l'article 9, est passible des sanctions prévues à l'article 526 du code pénal turc. L'activité de cette association sera suspendue.

Le tribunal peut suspendre l'activité de l'association avant que le jugement ne soit rendu et ordonner que ses biens soient mis sous séquestre. Toute personne qui fonde une association ne remplissant pas les conditions stipulées aux articles 4 et 5 encourt une amende qui ne sera pas supérieure à dix livres turques. Si ces conditions ne sont pas remplies dans un délai de quinze jours accordé par le tribunal, celui-ci peut ordonner la suppression de ladite association.

Art. 34. — Toute personne qui participe à la direction d'une association poursuivant d'autres fins que celles déclarées dans ses statuts encourt une amende qui ne sera pas supérieure à dix livres turques. Si l'activité de l'association est de celles qui sont visées au dernier paragraphe de l'article 1, ou interdites aux termes de l'article 9, elle tombe sous le coup des dispositions du premier paragraphe de l'article 33.

¹ Traduit d'après la traduction anglaise de M. Mustafa Sukru Day, *M.A. Columbia University*, New York, par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

LOI SUR LA PRESSE¹

amendée le 20 septembre 1946

Art. 9. — Les personnes qui désirent publier soit un journal quotidien ou périodique, soit une revue, devront présenter à l'administration supérieure une demande signée contenant les renseignements suivants :

- a) Titre du journal ou de la revue ;
- b) Nom, prénoms, profession, adresse de bureau et adresse privée du propriétaire ;
- c) Nom, prénoms, nationalité, adresse de bureau et adresse privée du rédacteur en chef ;
- d) Siège de la rédaction et de la direction de la publication, adresse de l'imprimerie et des bureaux de l'imprimerie, nom et prénoms de l'imprimeur ;
- e) Nature de la publication (politique ou non) ;
- f) Périodicité ;
- g) Langue de la publication ;
- h) Nom, prénoms, nationalité, adresse de bureau et adresse privée des personnes qui fournissent les capitaux, lorsque ces personnes ne sont pas celles qui gèrent l'association, et des gérants de la "corporation", lorsque le capital appartient à une société constituée conformément à la loi (joindre dans ce dernier cas l'original ou une copie légalisée de l'acte constitutif de la "corporation") ;
- i) Si le journal ou la revue appartient à une société, nom, nationalité, adresse de bureau et adresse privée des membres du conseil d'administration de la société. (Joindre une copie légalisée de l'acte constitutif de la société.)

Tout changement dans les renseignements ci-dessus devra être signalé dans les cinq jours.

Les personnes qui présentent la demande sont, conformément à la loi, appelées les propriétaires du journal ou de la revue.

Art. 12. — Le propriétaire du journal ou de la revue devra répondre aux conditions suivantes :

- a) Être de nationalité turque ;
- b) Avoir plus de vingt et un ans ;
- c) N'avoir jamais été au service d'un Etat étranger sans l'autorisation de son propre Gouvernement ;
- d) Ne s'être jamais prévalu d'une nationalité étrangère à l'encontre d'une autorité gouvernementale quelconque.
- e) Jouir de la plénitude des droits civils ;
- f) N'être ni employé du Gouvernement, ni membre des forces armées (toutefois, même dans ce cas, il est permis de publier des jour-

naux ou des revues scientifiques ou professionnelles, sauf interdiction expresse par une loi particulière à la profession en cause).

g) Il devra n'avoir jamais fait l'objet d'une condamnation : pour délits passibles des sanctions prévues à l'article 587 du code pénal turc, pour détournements de fonds ou vols visés au chapitre III du livre II, pour insultes visées au chapitre II, pour corruption visée au chapitre III, pour fraude visée au premier paragraphe des articles 229 et 286, à l'article 278 et au chapitre III du livre II, pour incitation à la prostitution, pour vol, pillage, banqueroute frauduleuse ou abus de confiance visés au chapitre I du livre VIII (art. 415 et dernier paragraphe de l'article 416, § 2 de l'article 419, article 426, 427 et 428 et § 1 des articles 430 et 431) et au chapitre III.

h) Il devra n'avoir jamais été condamné par un tribunal ou par toute autre autorité compétente pour manifestations d'hostilité à l'égard, soit du pays, soit de la lutte pour la libération nationale, soit de la République ou soit de la "Réforme".

i) Il devra n'avoir jamais édité de publication destinée à soutenir l'ennemi pendant l'occupation du pays au moment de la lutte pour la libération nationale.

Art. 17. — Le fonctionnaire qui recevra la demande en reportera les indications sur un registre spécial et donnera un reçu à l'auteur de la demande.

Si la demande ne fournit pas tous les renseignements exigés par la loi, le fonctionnaire devra demander au requérant de compléter les renseignements requis, dans les trois jours.

Si ces renseignements ne sont pas complétés dans les trois jours, la demande sera rejetée.

Si les renseignements fournis dans la demande ne sont pas conformes à la vérité, le procureur public sera prié d'engager des poursuites, en application de l'article 18.

Si le propriétaire ou le rédacteur en chef du journal ou de la revue ne justifient pas des titres exigés par la loi, la demande sera considérée comme nulle et non avenue.

Art. 30. — Toute personne qui publie des articles heurtant les sentiments nationaux ou donnant de faux renseignements qui tendent à heurter ces sentiments sera condamnée à une amende qui ne sera pas inférieure à 300 livres turques.

Les personnes qui portent atteinte à l'honneur ou à la dignité des membres de l'Assemblée nationale, des Ministres, des membres des délégations officielles, ou des fonctionnaires, en publiant des articles équivoques

¹ Traduit d'après la traduction anglaise de M. Mustafa Sukru Day, M.A., Columbia University, New York par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

ou outrageants (sans mentionner de noms), ou des photographies sur leur situation ou l'exercice de leurs fonctions, de manière à éveiller des soupçons, seront passibles des sanctions suivantes (dans la mesure où elles ne tombent pas sous le coup des articles 159, 226 et 268 du code pénal turc) :

1. Si leur action est dirigée contre un, plusieurs ou la totalité des membres de l'Assemblée nationale ou du Ministère, la peine sera de six mois à deux ans de prison et de 100 à 500 livres turques d'amende.

2. Si leur action est dirigée contre un, plusieurs ou la totalité des membres des délégations officielles, ou contre un fonctionnaire, la peine sera de trois mois à un an de prison et de 50 à 200 livres turques d'amende.

Art. 34. — 1. Les correspondants qui propagent des informations fausses ou nettement partiales et les personnes qui publient ou communiquent ces nouvelles en connaissance de cause, seront passibles des peines suivantes :

a) Si ces nouvelles sont susceptibles de porter atteinte à la paix intérieure ou de susciter des troubles publics, la peine sera de trois mois à un an de prison et une amende qui ne sera pas inférieure à 500 livres turques ;

b) Si leur action est susceptible de compromettre la confiance du public dans le Gouvernement ou dans une, plusieurs ou la totalité des branches du Gouvernement, la peine sera de deux mois à deux ans de prison et une amende qui ne sera pas inférieure à 1.000 livres turques ;

c) Tous ceux qui publieront des déclarations de personnes occupant des postes officiels et qui apportent des modifications ou des changements importants au texte de ces déclarations

ou qui attribuent ces déclarations à d'autres personnes, ainsi que ceux qui publieront de fausses déclarations attribuées à une personne quelconque, seront condamnés à une peine allant de trois mois à un an de prison et à une amende qui ne sera pas inférieure à 500 livres turques.

II. Toute personne qui publiera le sujet des délibérations des réunions officielles à huis-clos, dont la publication est interdite, et qui y apportera des modifications ou y ajoutera des renseignements faux, sera emprisonnée pour une période de trois mois au minimum et condamnée à une amende qui ne sera pas inférieure à 500 livres turques.

III. Si les titres des articles et des nouvelles publiés dans les journaux ou les revues ne sont pas conformes au contenu de ces articles ou de ces nouvelles, et si cette disparité risque de troubler la paix intérieure ou de créer de l'agitation dans le public, l'amende sera de 100 à 500 livres turques.

Art. 50. — Si les délits prévus aux chapitres I et II du livre II du code pénal turc sont commis par l'intermédiaire de la presse, le tribunal peut décider de suspendre le journal ou la revue pendant une période qui n'excédera pas deux ans, cette suspension s'ajoutant à la peine dont le délit en question est passible.

Le tribunal peut aussi décider de suspendre le journal ou la revue pendant la durée des poursuites. Toutefois, la durée de la suspension ne devra pas dépasser la limite maxima de la période prévue au premier paragraphe.

L'article 18 s'appliquera à ceux qui continuent à publier des journaux ou des revues qui ont été frappés de suspension en vertu du paragraphe ci-dessus.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

CONSTITUTION¹

du 30 janvier 1937

CHAPITRE I

ORGANISATION SOCIALE

Art. 1. — La République socialiste soviétique d'Ukraine est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

Art. 2. — La base politique de la République socialiste soviétique d'Ukraine est constituée par les soviets des députés des travailleurs, qui ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat, et à la suite de la libération du peuple ukrainien de l'oppression nationale par le tsarisme et par la bourgeoisie impérialiste ainsi que de la destruction de la contre-révolution nationaliste.

Art. 3. — Tout le pouvoir dans la RSS d'Ukraine appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les soviets des députés des travailleurs.

Art. 4. — La base économique de la RSS d'Ukraine est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste de l'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Art. 5. — La propriété socialiste dans la RSS d'Ukraine revêt soit la forme de propriété d'Etat (bien du peuple entier) soit la forme de propriété coopérative et kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoz, propriété des unions coopératives).

Art. 6. — La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P.T.T., les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteur, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier.

Art. 7. — Les entreprises communes dans les kolkhoz et dans les organisations coopératives avec leur cheptel vif et mort, la production fournie par les kolkhoz et les organisations coopératives, ainsi que leurs bâtiments com-

muns constituent la propriété commune, socialiste des kolkhoz et des organisations coopératives.

Chaque foyer kolkhozien, outre son revenu fondamental qu'il tire de l'économie kolkhozienne commune, a, conformément au statut de l'artel agricole, la jouissance personnelle d'un petit terrain appartenant à la maison et, sur ce terrain, il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail productif, la volaille et le menu matériel agricole.

Art. 8. — La terre occupée par les kolkhoz leur est donnée en jouissance gratuite pour une durée illimitée, c'est-à-dire à perpétuité.

Art. 9. — A côté du système socialiste de l'économie, qui est la forme dominante de l'économie dans la RSS d'Ukraine, la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

Art. 10. — Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi.

Art. 11. — La vie économique de la RSS d'Ukraine est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'Etat socialiste et de renforcer sa capacité de défense.

Art. 12. — Le travail, dans la RSS d'Ukraine, est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur selon le principe: "Qui ne travaille pas, ne mange pas."

Dans la RSS d'Ukraine, se réalise le principe du socialisme: "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail."

CHAPITRE XI

SYSTEME ELECTORAL

Art. 133. — Les élections des députés à tous les soviets des députés des travailleurs — soviets suprême de la RSS d'Ukraine (soviets suprême de la RSS autonome de Moldavie), soviets des députés des travailleurs des régions, arrondissements, rayons, villes et localités rurales, *staniças*² et villages — se font par des

¹ Les Constitutions des Républiques socialistes soviétiques. Publiées par le Commissariat du peuple de la Justice, Moscou 1937 (en langue russe). — Traduction basée sur Constitution (Loi fondamentale) de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Ogiz, Editions politiques d'Etat, 1938.

² Village de cosaques.

électeurs du suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret.

Art. 134. — Les élections des députés se font au suffrage universel : tous les citoyens de la RSS d'Ukraine ayant atteint l'âge de dix-huit ans, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur religion, de leur degré d'instruction, du délai de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à la privation des droits électoraux.

Art. 135. — Les élections des députés se font au suffrage égal : chaque citoyen a une voix : tous les citoyens prennent part aux élections sur la base de l'égalité.

Art. 136. — Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

Art. 137. — Les citoyens servant dans l'armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

Art. 138. — Les élections des députés se font au suffrage direct : les membres de tous les soviets des députés des travailleurs, depuis les soviets des députés des travailleurs des localités rurales et des villes jusqu'au Soviet suprême de la RSS d'Ukraine, sont élus par les citoyens directement, au suffrage direct.

Art. 139. — Dans les élections de députés, le scrutin est secret.

Art. 140. — (Traite des règles gouvernant les élections des députés aux soviets provinciaux, soviets des rayons administratifs, soviets des villes, des villages, etc.)

Art. 141. — Les candidatures aux élections sont présentées par circonscription électorale.

Le droit de présenter des candidats est garanti aux organisations sociales et aux associations de travailleurs : aux organisations du parti communiste, aux syndicats, aux coopératives, aux organisations de la jeunesse, aux sociétés culturelles.

Art. 142. — Chaque député est tenu de rendre compte aux électeurs de son travail ainsi que du travail du soviet des députés des travailleurs ; il peut être rappelé à tout moment sur décision de la majorité des électeurs selon la procédure établie par la loi.

CHAPITRE X

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES CITOYENS

Art. 117. — Les citoyens de la RSS d'Ukraine ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l'organisa-

tion socialiste de l'économie nationale, par le développement continu des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage.

Art. 118. — Les citoyens de la RSS d'Ukraine ont droit au repos.

Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l'immense majorité des ouvriers, par l'établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire, par l'affectation aux besoins des travailleurs d'un vaste réseau de sanatoria, de maisons de repos, de clubs.

Art. 119. — Les citoyens de la RSS d'Ukraine ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure.

Art. 120. — Les citoyens de la RSS d'Ukraine ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par le système des bourses d'Etat dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhoz, les stations de machines et de tracteurs et les kolkhoz.

Art. 121. — Des droits égaux à ceux de l'homme sont accordés à la femme, dans la RSS d'Ukraine, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Art. 122. — L'égalité en droits des citoyens de la RSS d'Ukraine, sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte des droits ou, inversement, tout établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens

selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

Art. 123. — Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise dans la RSS d'Ukraine est séparée de l'Etat, et l'école de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de la propagande anti-religieuse sont reconnues à tous les citoyens.

Art. 124. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affirmer le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de la RSS d'Ukraine :

- a) La liberté de la parole;
- b) La liberté de la presse;
- c) La liberté des réunions et des meetings;
- d) La liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T., et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

Art. 125. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de la RSS d'Ukraine de se grouper en organisations sociales : syndicats, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations de sport et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques; les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le parti communiste (bolchévik) de la RSS d'Ukraine, qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d'Etat.

Art. 126. — L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de la RSS d'Ukraine. Nul ne peut être mis en état d'arrestation autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Art. 27. — L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi.

Art. 128. — La RSS d'Ukraine accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés

pour la défense des intérêts des travailleurs ou en raison de leur activité scientifique ou pour leur lutte de libération nationale.

Art. 129. — Tout citoyen de la RSS d'Ukraine est tenu d'observer la constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie en société socialiste.

Art. 130. — Tout citoyen de la RSS d'Ukraine est tenu de sauvegarder et d'affirmer la propriété sociale, socialiste qui est la base sacrée et inviolable du régime soviétique, la source de la richesse et de la puissance de la patrie, la source d'une vie aisée et cultivée pour tous les travailleurs.

Les personnes qui attentent à la propriété sociale, socialiste, sont les ennemis du peuple.

Art. 131. — Le service militaire obligatoire est une loi. Le service militaire dans l'armée rouge ouvrière et paysanne est un devoir d'honneur pour les citoyens de la RSS d'Ukraine.

Art. 132. — La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de la RSS d'Ukraine. La trahison de la patrie — violation du serment, passage à l'ennemi, préjudice porté à la puissance militaire de l'Etat, espionnage — est punie selon toute la rigueur de la loi comme le pire forfait.

CHAPITRE IX

TRIBUNAUX ET PARQUET

Art. 108. — Les tribunaux populaires sont élus par les citoyens du rayon, au suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

Art. 109. — La procédure judiciaire dans la RSS d'Ukraine se fait dans la langue ukrainienne (et dans la RSS autonome de Moldavie dans la langue moldavienne ou ukrainienne, selon la composition nationale de la majorité de la population du rayon en question), toute possibilité étant donnée aux personnes ne possédant pas cette langue de prendre entièrement connaissance du dossier par l'intermédiaire d'un interprète, et d'user du droit de s'exprimer à l'audience du tribunal dans leur langue maternelle.

Art. 110. — Les débats dans tous les tribunaux de la RSS d'Ukraine sont publics, sauf les exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l'accusé.

Art. 111. — Les juges sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

LES DROITS FONDAMENTAUX DANS L'URSS¹

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
I. ORGANISATION SOCIALE			
1. Chapitre I de la Constitution de l'URSS.....	449	cours accordés par l'Etat aux femmes enceintes, aux mères de familles nombreuses et aux mères sans soutien, sur le renforcement de la protection de la maternité, sur la création du titre honorifique de "Mère héroïque" et sur l'institution de l'"Ordre de la gloire maternelle", et sur la création de la Médaille de la maternité.....	453
2. J. Staline. Extrait du rapport sur le projet de constitution de l'URSS..	449	VII. EGALITÉ EN DROITS DES CITOYENS DE L'UNION SOVIÉTIQUE SANS DISTINCTION DE NATIONALITÉ ET DE RACE	
3. V. Molotov. <i>La Constitution du socialisme</i> . Extrait du discours prononcé le 29 novembre 1936 au Huitième Congrès extraordinaire des Soviets de l'Union.....	451	15. Constitution de l'URSS. Article 123.	455
4. Système électoral (Constitution de l'URSS, Articles 134-142).....	451	16. Extrait du décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS sur la suppression radicale du mouvement antisémite.....	455
II. DROIT AU TRAVAIL		17. Molotov. Extrait du livre: <i>La Constitution du socialisme</i>	455
5. Constitution de l'URSS. Article 118.....	451	18. Déclaration des droits des peuples de Russie.....	455
6. Extraits du code du travail. Articles 109, 114 et 115.....	451	VIII. LIBERTÉ DE CONSCIENCE	
III. DROIT AU REPOS		19. Constitution de l'URSS. Article 124	456
7. Constitution de l'URSS. Article 119.....	452	20. Lénine. Extrait du livre: <i>Socialisme et religion</i>	456
IV. DROIT À LA SÉCURITÉ MATÉRIELLE DANS LA VIEILLESSE AINSI QU'EN CAS DE MALADIE OU DE PERTE DE LA CAPACITÉ DE TRAVAIL		IX. LIBERTÉ DE LA PAROLE, DE LA PRESSE, DES RÉUNIONS, DES MEE-TINGS, DES CORTÈGES ET DES DÉMONSTRATIONS	
8. Constitution de l'URSS. Article 120.....	452	21. Constitution de l'URSS. Article 125.	456
9. Communiqué du Gouvernement au sujet des assurances sociales.....	452	22. Staline. Extrait de l'interview accordée à Roy Howard.....	457
10. Des congés de traitement dans un sanatorium ou une station de cure. Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS en date du 9 août 1937.....	452	X. DROITS DES CITOYENS DE SE GROUPE EN ORGANISATIONS SOCIALES	
V. DROIT À L'INSTRUCTION		23. Constitution de l'URSS. Article 126.	457
11. Constitution de l'URSS. Article 121.....	453	XI. INVIOUABILITÉ DU DOMICILE ET SE-CRET DE LA CORRESPONDANCE	
VI. EGALITÉ DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA FEMME		24. Constitution de l'URSS. Article 128.	457
12. Constitution de l'URSS. Article 122.....	453	XII. DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME	
13. Lénine. Extrait de l'œuvre: <i>La Journée internationale des ou-vrières</i>	453	25. Constitution de l'URSS. Article 129.	457
14. Décret du Présidium du Soviet su-prême sur l'augmentation des se-		26. Constitution de l'URSS. Articles 109-112.....	457

¹ Etude transmise par M. Alexandre Morozov, délégué suppléant de l'URSS auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies. Texte français traduit du russe par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Voir les dispositions

constitutionnelles concernant les droits de l'homme dans les Républiques socialistes soviétiques de Biélorussie et d'Ukraine, p. 445. Quant aux droits de l'homme dans les constitutions des autres républiques socialistes soviétiques membres de l'URSS, ils seront traités dans le prochain annuaire.

I. ORGANISATION SOCIALE

1. CHAPITRE I DE LA CONSTITUTION DE L'URSS¹

Art. 1. — L'Union des Républiques socialistes soviétiques est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

Art. 2. — La base politique de l'URSS est constituée par les Soviets des députés des travailleurs, qui ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat.

Art. 3. — Tout le pouvoir en URSS appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les Soviets des députés des travailleurs.

Art. 4. — La base économique de l'URSS est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste de l'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Art. 5. — La propriété socialiste en URSS revêt soit la forme de propriété d'Etat (bien du peuple tout entier), soit la forme de propriété coopérative et kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoz, propriété des unions coopératives).

Art. 6. — La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P. T. T., les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier.

Art. 7. — Les entreprises communes dans les kolkhoz et dans les organisations coopératives avec leur cheptel vif et mort, la production fournie par les kolkhoz et les organisations coopératives, ainsi que leurs bâtiments communs constituent la propriété commune, socialiste des kolkhoz et des organisations coopératives.

Chaque foyer kolkhozien, outre son revenu fondamental qu'il tire de l'économie kolkhozienne commune, a, conformément au statut de l'artel agricole, la jouissance personnelle d'un petit terrain attenant à la maison et, sur ce

terrain, il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail productif, la volaille et le menu matériel agricole.

Art. 8. — La terre occupée par les kolkhoz leur est donnée en jouissance gratuite pour une durée illimitée, c'est-à-dire à perpétuité.

Art. 9. — A côté du système socialiste de l'économie, qui est la forme dominante de l'économie en URSS, la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

Art. 10. — Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi.

Art. 11. — La vie économique de l'URSS est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'URSS et de renforcer sa capacité de défense.

Art. 12. — Le travail, en URSS, est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur selon le principe : "Qui ne travaille pas, ne mange pas."

En URSS se réalise le principe du socialisme : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".

2. J. STALINE. EXTRAITS DU RAPPORT SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE L'URSS

"... Le projet de la nouvelle constitution de l'URSS a pour base essentielle le socialisme et ses principes fondamentaux sont désormais acquis et appliqués, à savoir : la propriété socialiste de la terre, des forêts, des usines et fabriques et des autres instruments et moyens de production ; la suppression de l'exploitation et des classes exploitatrices ; la suppression de l'indigence pour la majorité et du luxe pour la minorité ; la suppression du chômage ; le travail considéré comme une obligation et comme un devoir d'honneur pour tout citoyen apte au travail selon le principe "qui ne travaille pas ne mange pas" ; le droit au travail, c'est à dire le droit de chaque citoyen de recevoir un emploi garanti ; le droit au repos ; le droit à l'instruction, etc. Le projet de la nouvelle constitution repose sur ces principes et sur d'autres principes semblables du socialisme. Il les traduit et les confirme dans la législation.

"Tel est le deuxième trait caractéristique du projet de la nouvelle constitution.

¹ Tous les articles de la Constitution de l'URSS sont reproduits d'après : *Constitution (Loi fondamentale) de l'Union des Républiques socialistes soviétiques*. Ogiz, Editions politiques d'Etat, 1938.

“Je poursuis. Les constitutions bourgeoises partent tacitement du principe suivant : la société se compose de classes antagonistes : les classes possédantes, d’une part, et les classes non possédantes, d’autre part, quel que soit le parti au pouvoir, la direction politique de la société (la dictature) doit appartenir à la bourgeoisie, il faut une constitution pour consolider un ordre social qui soit conforme aux désirs et aux intérêts des classes possédantes.

“Contrairement aux constitutions bourgeoises le projet de la nouvelle constitution de l’URSS part de l’idée qu’il n’y a plus de classes antagonistes au sein de la société ; que la société se compose de deux classes bien disposées l’une pour l’autre, les ouvriers et les paysans ; que le pouvoir est précisément détenu par ces classes laborieuses ; que la direction politique de la société (la dictature) appartient à la classe ouvrière, en tant que classe la plus avancée de la société ; et qu’il faut une constitution pour consolider un ordre social qui soit conforme aux désirs et aux intérêts des travailleurs.

“Tel est le troisième trait caractéristique du projet de la nouvelle constitution.

“Je continue. Les constitutions bourgeoises partent tacitement du principe que les nations et les races ne peuvent être égales en droits, qu’il y a des nations jouissant de tous les droits et des nations ne jouissant pas de tous les droits ; qu’il existe en outre — aux colonies, par exemple — une troisième catégorie de nations ou de races qui ont encore moins de droits que les nations ne jouissant pas de tous les droits. Cela revient à dire que toutes ces constitutions sont essentiellement nationalistes, c’est-à-dire qu’elles sont faites pour les nations dominantes.

“Contrairement à des constitutions, le projet de la nouvelle constitution de l’Union des Républiques socialistes soviétiques est profondément internationaliste. Il part de l’idée que toutes les nations et toutes les races sont égales en droits ; il part de l’idée que la différence de couleur, de langue, de niveau culturel ou de développement politique, pas plus qu’aucune autre différence entre les nations et les races, ne saurait justifier l’inégalité de droits entre nations. Il part de l’idée que toutes les nations et toutes les races indépendamment de leur situation passée ou présente, indépendamment de leur force ou de leur faiblesse, doivent jouir de droits égaux dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société.

“Tel est le quatrième trait caractéristique du projet de la nouvelle constitution.

“Le cinquième trait caractéristique du projet de la nouvelle constitution consiste en ce qu’elle est démocratique du commencement à la fin. Du point de vue de la démocratie, on peut classer

les constitutions bourgeoises en deux groupes : le premier groupe de constitutions nie ouvertement ou réduit en fait à néant l’égalité de droits des citoyens et les libertés démocratiques. Le second groupe de constitutions accepte de bonne grâce et affiche même les principes démocratiques, mais fait en même temps de telles réserves que les droits et les libertés démocratiques s’en trouvent complètement défigurés. Ces constitutions parlent de droits électoraux égaux pour tous les citoyens, mais en même temps elles y mettent des conditions restrictives telles que la résidence, le niveau d’instruction ou même un cens électoral. Ces constitutions parlent de droits égaux pour les citoyens, mais préviennent en même temps que cela ne concerne pas les femmes ou ne les concerne qu’en partie, etc.

“Le projet de la nouvelle constitution a ceci de particulier qu’il est dépourvu de réserves et de restrictions de cette nature. Pour lui, il n’existe point de citoyens actifs et de citoyens passifs. Pour lui, tous les citoyens sont actifs. Il ne reconnaît pas de différence de droits entre les hommes et les femmes, entre les sédentaires et les non sédentaires, entre les possédants et les non possédants, entre les gens instruits et les gens non instruits. Pour lui tous les citoyens sont égaux en droits. ce n’est pas la situation de fortune, l’origine nationale, le sexe ou la fonction, mais les capacités personnelles et le travail personnel de chaque citoyen qui déterminent sa position au sein de la société.

“Enfin, voici encore un trait caractéristique du projet de la nouvelle constitution. Les constitutions bourgeoises se bornent d’habitude à fixer les droits formels des citoyens, sans se soucier des conditions d’exercice de ces droits, ni de la possibilité ou des moyens d’exercer ces droits. Elles parlent de l’égalité des citoyens, mais elles oublient qu’il ne peut y avoir d’égalité réelle entre le patron et l’ouvrier, entre le propriétaire foncier et le paysan, si les uns détiennent la richesse et l’influence politique au sein de la société alors que les autres sont dépourvus de l’un et de l’autre, si les uns sont les exploitants et les autres les exploités. Ou bien encore, on parle de la liberté de parole, de réunion et de presse, mais on oublie que toutes ces libertés risquent de n’être que des mots vides de sens pour la classe ouvrière, si cette classe ne dispose pas de locaux convenables pour tenir des réunions, de bonnes imprimeries, de quantités suffisantes de papier-journal, etc.

“Le projet de la nouvelle constitution est caractérisé par le fait qu’il ne se borne pas à fixer les droits formels des citoyens, mais qu’il met l’accent sur la garantie de ces droits et sur les moyens d’en assurer l’exercice. Il ne se borne pas à proclamer l’égalité des droits des

citoyens, il assure cette égalité en consacrant par la loi le fait acquis de l'abolition du régime d'exploitation, ce qui a délivré les citoyens de toute exploitation. Il ne se contente pas de proclamer le droit au travail, il le garantit en consacrant par la loi le fait acquis de la suppression des crises et du chômage dans la société soviétique. Il ne se borne pas à proclamer les libertés démocratiques, il garantit ces libertés démocratiques, il garantit ces libertés en inscrivant dans la loi les moyens matériels nécessaires pour leur exercice. Il est donc clair que la démocratie que met en œuvre le projet de la nouvelle constitution n'est pas la démocratie "habituelle" et "généralement reconnue", c'est une démocratie socialiste.

"Tels sont les traits caractéristiques fondamentaux du projet de la nouvelle constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques¹."

3. V. MOLOTOV. *La Constitution du socialisme*.
EXTRAIT D'UN DISCOURS PRONONCÉ AU HUITIÈME
CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DE L'UNION

"... La nouvelle constitution consolidera encore davantage notre régime profondément démocratique. D'autre part, du fait que, tout en indiquant nettement les obligations qui incombent aux citoyens de l'URSS, la constitution prévoit de sérieuses garanties pour des droits tels que le droit au travail, le droit au repos, le droit à la sécurité matérielle pour les vieillards, le droit à l'instruction, la complète égalité des droits de l'homme et de la femme, la complète égalité des droits des nations et des races en URSS, etc., nous proclamons comment il faut comprendre la démocratie socialiste²."

4. SYSTÈME ÉLECTORAL. CONSTITUTION DE L'URSS,
ARTICLES 134-142.

Art. 134. — Les élections des députés à tous les soviets des députés des travailleurs: Soviet suprême de l'URSS, Soviets suprêmes des républiques fédérées, Soviets des députés des travailleurs des territoires et régions, Soviets suprêmes des républiques autonomes, Soviets des députés des travailleurs des régions autonomes, Soviets des députés des travailleurs des arrondissements, rayons, villes et localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls), se font par les électeurs au suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret.

Art. 135. — Les élections des députés se font au suffrage universel: tous les citoyens de l'URSS ayant atteint l'âge de 18 ans, indé-

pendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur religion, de leur degré d'instruction, du délai de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à la privation des droits électoraux.

Art. 136. — Les élections des députés se font au suffrage égal: chaque citoyen a une voix; tous les citoyens prennent part aux élections sur la base de l'égalité.

Art. 137. — Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

Art. 138. — Les citoyens servant dans l'armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

Art. 139. — Les élections des députés se font au suffrage direct: les membres de tous les soviets des députés des travailleurs, depuis les soviets des députés des travailleurs des localités rurales et des villes jusqu'au Soviet suprême de l'URSS, sont élus par les citoyens directement, au suffrage direct.

Art. 140. — Dans les élections de députés, le scrutin est secret.

Art. 141. — Les candidatures aux élections sont présentées par circonscription électorale.

Le droit de présenter des candidats est garanti aux organisations sociales et aux associations de travailleurs: aux organisations du parti communiste, aux syndicats, aux coopératives, aux organisations de la jeunesse, aux sociétés culturelles.

Art. 142. — Chaque député est tenu de rendre compte aux électeurs de son travail ainsi que du travail du soviet des députés des travailleurs, il peut être rappelé à tout moment sur décision de la majorité des électeurs selon la procédure établie par la loi.

II. DROIT AU TRAVAIL

5. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 118

Les citoyens de l'URSS ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par le développement continu des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage.

6. EXTRAITS DU CODE DU TRAVAIL

(Articles 109, 114 et 115.)

Art. 109. — Il est accordé à tout travailleur un repos hebdomadaire continu d'au moins

¹ J. Staline. *Rapport sur le projet de constitution de l'URSS*, 1945, p. 12-15.

² V. M. Molotov. *La Constitution du socialisme*. Discours prononcé le 29 novembre 1936 au Huitième Congrès extraordinaire des Soviets de l'Union.

quarante-deux heures. Les jours de repos hebdomadaires sont fixés par les sections du travail locales, après accord avec les syndicats professionnels; ils peuvent tomber le dimanche ou tout autre jour de la semaine, selon la religion et la nationalité des ouvriers et employés de l'endroit.

Art. 114. — Tout salarié qui a travaillé sans interruption pendant au moins cinq mois et demi, a droit une fois par an à un congé régulier d'au moins deux semaines. Pour les mineurs de moins de 18 ans, la durée du congé régulier devra être d'un mois au minimum.

Art. 115. — Les personnes employées dans des entreprises particulièrement malsaines et dangereuses ont droit, en plus des congés prévus à l'article 114, à des congés supplémentaires d'au moins deux semaines¹.

III. DROIT AU REPOS

7. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 119

Les citoyens de l'URSS ont droit au repos.

Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l'immense majorité des ouvriers, par l'établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire, par l'affectation aux besoins des travailleurs d'un vaste réseau de sanatoria, de maisons de repos, de clubs.

IV. DROIT A LA SECURITE MATERIELLE DANS LA VIEILLESSE AINSI QU'EN CAS DE MALADIE OU DE PERTE DE LA CAPACITE DE TRAVAIL.

8. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 120

Les citoyens de l'URSS ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure.

9. DES ASSURANCES SOCIALES²

(Communiqué du Gouvernement)

Le prolétariat de Russie lutte pour un système complet d'assurances sociales pour les ouvriers salariés ainsi que pour les indigents des villes et des campagnes. Ni le gouvernement tsariste des propriétaires fonciers et des

capitalistes, ni le gouvernement opportuniste de coalition n'ont satisfait les revendications des ouvriers en matière d'assurances.

Le gouvernement ouvrier et paysan qui s'appuie sur les Soviets des députés des ouvriers, soldats et paysans, informe la classe ouvrière de Russie ainsi que les indigents des villes et des campagnes, qu'il procédera sans délai à la publication de décrets en vue d'établir un système complet d'assurances sociales, conformément aux revendications ouvrières en matière d'assurances, à savoir :

1. L'assurance étendue à tous les ouvriers salariés sans exception, ainsi qu'aux indigents des villes et des campagnes.

2. L'assurance étendue à la perte de la capacité de travail, sous toutes ses formes : maladie, mutilation, invalidité, vieillesse, maternité, veuvage, ainsi qu'aux orphelins et aux chômeurs.

3. Les frais d'assurances assumés en totalité par les entrepreneurs.

4. Indemnité au moins égale au salaire en cas de perte de la capacité de travail ou en cas de chômage.

5. Toutes les organisations d'assurances dirigées exclusivement par les assurés.

10. DES CONGÉS DE TRAITEMENT DANS UN SANATORIUM OU UNE STATION DE CURE

Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en date du 9 août 1937 (R. d. L., No 53, p. 225)

1. Les ouvriers et employés aptes au travail peuvent obtenir un congé de traitement dans un sanatorium ou une station de cure ainsi qu'une allocation payée par les assurances sociales d'Etat si la nécessité de suivre un traitement dans un sanatorium ou une station de cure est reconnue par la commission des sanatoriums et stations de cure et que la feuille de route soit établie sans frais par le comité d'usine ou par le comité local du syndicat professionnel.

2. Les ouvriers et employés aptes au travail peuvent obtenir un congé de traitement dans un sanatorium ou une station de cure pour la durée du traitement au sanatorium ou à la station de cure ainsi que du voyage aller et retour, cette durée étant imputée sur leur congé normal et l'ensemble des congés supplémentaires (pendant lesquels ils perçoivent leur salaire normal).

3. Les ouvriers et employés inaptes au travail qui, sur avis de la commission des sanatoriums et stations de cure sont envoyés dans un sanatorium ou une station de cure alors qu'ils ont déjà obtenu une feuille de maladie qui nécessite un traitement dans un sanatorium ou une station de cure, peuvent obtenir un congé pour la durée nécessaire au traitement,

¹ *Code du travail*, édition 1937, p. 49-51.

² Publié le 14 novembre 1917 sous la signature de Lénine.

et au voyage aller et retour ; ils ont droit à une allocation, quelle que soit l'organisation qui délivre la feuille de route et ce congé ne sera pas imputé sur la durée du congé normal et des congés supplémentaires.

Au cas où l'ensemble du congé normal et des congés supplémentaires dépasserait un mois, pour un ouvrier ou employé inapte au travail, l'excédent sera considéré comme un congé de traitement dans un sanatorium ou une station de cure.

V. DROIT A L'INSTRUCTION

11. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 121

Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par le système des bourses d'Etat dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhoz, les stations de machines et de tracteurs et les kolkhoz.

VI. EGALITE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA FEMME

12. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 122

Des droits égaux à ceux de l'homme sont accordés à la femme, en URSS, dans tous les domaines, de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

13. LÉNINE. "LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES OUVRIÈRES"

(T. XXV, p. 63-64).

Aucun Etat, même l'Etat bourgeois républicain et démocratique le plus avancé, n'a réalisé l'égalité complète des droits.

Or, la République soviétique de Russie a supprimé d'un coup et sans exception toutes les traces qui subsistaient, dans la législation, de l'inégalité de la femme, elle a donné du premier coup à la femme l'égalité complète devant la loi.

On dit que ce qui caractérise le mieux le niveau d'une culture c'est le statut légal de la

femme. Il y a dans cette assertion une vérité profonde. A cet égard, seule la dictature du prolétariat, seul l'Etat socialiste a pu et su atteindre à un niveau supérieur de culture.

La nouvelle et puissante impulsion donnée au mouvement ouvrier féminin est donc nécessairement liée à la création (et au renforcement) de la première République soviétique.

V. I. LÉNINE

14. DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE L'URSS

Sur l'augmentation des secours accordés par l'Etat aux femmes enceintes, aux mères de familles nombreuses et aux mères sans soutien, sur le renforcement de la protection de la maternité, sur la création du titre honorifique de "Mère héroïque" et sur l'institution de l'Ordre de la "Gloire maternelle", et sur la création de la "Médaille de la maternité".

La protection des enfants et des mères et le renforcement de la famille ont toujours été l'une des tâches principales de l'Etat soviétique. Pour protéger les intérêts de la mère et de l'enfant, l'Etat accorde une aide matérielle considérable aux femmes enceintes et aux mères pour leur permettre d'entretenir et d'élever leurs enfants. Pendant et après la guerre, lorsque les difficultés matérielles augmentent pour un grand nombre des familles, il est nécessaire d'étendre encore l'assistance prêtée par l'Etat.

En vue d'augmenter l'assistance matérielle accordée aux femmes enceintes, aux mères de familles nombreuses et aux mères sans soutien, afin d'encourager la natalité et de renforcer la protection de la maternité et de l'enfance, le Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques décrète :

I. Augmentation de l'assistance accordée par l'Etat aux mères de familles nombreuses et aux mères sans soutien

1. Une allocation d'Etat sera accordée aux mères de familles nombreuses (mariées ou veuves) ayant deux enfants, à la naissance du troisième enfant et de chacun des enfants qui suivront. Cette allocation remplacera l'allocation d'Etat actuellement accordée aux mères de familles nombreuses qui ont six enfants, à la naissance du septième enfant et de chacun des enfants suivants.

2. L'allocation d'Etat sera versée aux mères de familles nombreuses dans les conditions citées ci-après :

	Prime	Allocation mensuelle
	Roubles	Roubles
Mères de deux enfants, à la naissance du troisième enfant	400	—

Mères de trois enfants, à la naissance du quatrième enfant	1.300	80
Mères de quatre enfants, à la naissance du cinquième enfant	1.700	120
Mères de cinq enfants, à la naissance du sixième enfant	2.000	140
Mères de six enfants, à la naissance du septième enfant	2.500	200
Mères de sept enfants, à la naissance du huitième enfant	2.500	200
Mères de huit enfants, à la naissance du neuvième enfant	3.500	250
Mères de neuf enfants, à la naissance du dixième enfant	3.500	250
Mères de dix enfants, à la naissance de chacun des enfants suivants	5.000	300

L'allocation mensuelle sera versée aux mères de famille nombreuse depuis le jour où l'enfant atteint l'âge d'un an jusqu'au jour où il atteint cinq ans.

Les mères ayant au jour de la publication du présent décret, trois, quatre, cinq ou six enfants, recevront l'allocation prévue par cet article pour chacun des enfants nés après la publication du présent décret.

Les mères ayant, au jour de la publication du présent décret, sept enfants ou davantage, conservent leur droit aux allocations dont le montant et le mode d'attribution ont été fixés par le décret du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS en date du 27 juin 1936, à savoir : pour chacun des septième, huitième, neuvième et dixième enfants—2.000 roubles par an pendant cinq ans à compter de la date de naissance de l'enfant ; pour le onzième enfant et pour chacun des enfants suivants—5.000 roubles à la naissance et 3.000 roubles par an pendant quatre ans, à compter du jour où l'enfant atteint l'âge d'un an. Pour chaque enfant né après la publication du présent décret, les allocations seront attribuées conformément aux termes de cet article. Pour le calcul du montant de l'allocation d'Etat attribuée aux mères de familles nombreuses, il sera tenu compte des enfants tombés ou disparus au cours de la guerre pour la patrie.

3. Une allocation d'Etat sera accordée aux mères sans soutien (non mariées) pour l'entretien et l'éducation des enfants à naître après la publication du présent décret. Cette allocation sera de 100 roubles par mois pour un enfant, 150 roubles par mois pour deux enfants et 200 roubles par mois pour trois enfants ou plus.

L'allocation d'Etat sera versée aux mères sans soutien jusqu'au jour où les enfants auront atteint l'âge de douze ans.

Les mères sans soutien qui ont trois enfants ou plus recevront l'allocation d'Etat prévue par le présent article en sus des allocations attribuées aux mères de famille nombreuse en vertu de l'article 2 du présent décret.

La mère sans soutien qui contracte mariage

conserve le droit aux allocations prévues par le présent article.

Les mères qui bénéficient d'une pension alimentaire pour les enfants nés avant la publication du présent décret, conservent le droit à la pension alimentaire jusqu'à la majorité des enfants et n'ont pas droit aux allocations prévues dans le présent article.

Les mères ayant des enfants nés en 1944 avant la publication du présent décret et ne recevant pas de pension alimentaire, ont droit aux allocations prévues par le présent article.

4. Si une mère sans soutien désire placer son enfant dans une institution pour enfants, celle-ci est tenue d'entretenir et d'élever l'enfant entièrement aux frais de l'Etat.

La mère a le droit de retirer son enfant de l'institution et de l'élever elle-même.

Pendant que l'enfant se trouve dans une institution pour enfants, le paiement de l'allocation d'Etat est suspendu.

5. Le montant de la prime versée à la naissance et prélevée sur les fonds des assurances sociales et des caisses de secours mutuel des unions coopératives (artels), sera porté de 45 à 120 roubles. La mère devra pouvoir acheter la layette pour la somme indiquée ci-dessus.

II. *Augmentation des avantages accordés aux femmes enceintes et aux mères et extension du réseau des institutions pour la protection de la mère et de l'enfant*

6. La durée du congé de grossesse et d'accouchement accordé aux ouvrières et aux employées sera portée de soixante-trois à soixante-dix-sept jours, à savoir trente-trois jours avant et quarante-deux jours après l'accouchement ; une allocation d'Etat, dont le montant a été fixé précédemment, sera accordée pendant ce congé. En cas d'accouchement anormal ou de mise au monde de jumeaux, la durée du congé après l'accouchement sera portée à cinquante-six jours.

Les dirigeants des entreprises et des administrations seront tenus d'accorder aux femmes enceintes leur congé régulier, qui sera imputé sur le congé de grossesse et d'accouchement.

7. A partir du quatrième mois de grossesse, les femmes enceintes seront exemptées d'heures supplémentaires dans les entreprises et les administrations. Les mères nourrices seront exemptées de travail de nuit pendant la période d'allaitement.

8. Le supplément de ration alimentaire prévu pour les femmes enceintes à partir du sixième mois de grossesse et pour les mères nourrices pendant quatre mois d'allaitement sera doublé.

9. Les dirigeants des entreprises et des

administrations seront tenus d'aider les femmes enceintes et les mères nourrices pendant l'allaitement en leur attribuant des suppléments alimentaires prélevés sur le produit des économies auxiliaires.

10. La contribution versée par les parents pour l'entretien de leurs enfants dans un jardin d'enfants ou une crèche sera réduite de 50 pour 100 pour les parents.

Ayant trois enfants et touchant un salaire mensuel de 400 roubles au moins.

Ayant cinq enfants et plus, quel que soit leur salaire.

III. *Création de la "Médaille de la maternité" et de "l'Ordre de la gloire maternelle" et du titre honorifique de "Mère héroïque"*

12. Il sera créé une "Médaille de la maternité" de première et de deuxième classe, pour récompenser les mères ayant mis au monde et élevé: cinq enfants, médaille de 2ème classe; six enfants, médaille de 1ère classe.

13. Il sera institué un "Ordre de la gloire maternelle" de 1ère, 2ème et 3ème classes pour récompenser les mères ayant mis au monde et élevé: sept enfants, ordre de 3ème classe; huit enfants, ordre de 2ème classe; neuf enfants, ordre de 1ère classe.

14. Les mères ayant mis au monde et élevé dix enfants, auront droit au titre honorifique de "Mère héroïque, à l'ordre de la Mère héroïque" et à un diplôme délivré par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS.

15. "L'Ordre de la gloire maternelle" la "Médaille de la maternité" et le titre honorifique de "Mère héroïque" seront conférés à la mère lorsque le dernier enfant aura atteint l'âge d'un an et si les autres enfants sont en vie.

Pour l'attribution de ces récompenses aux mères, il sera également tenu compte des enfants tombés ou disparus au cours de la guerre pour la patrie.

VII. EGALITE EN DROITS

15. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 123

L'égalité en droits des citoyens de l'URSS, sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte des droits ou, inversement, tout établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

16. EXTRAIT DU DÉCRET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE L'URSS SUR "LA SUPPRESSION RADICALE DU MOUVEMENT ANTISÉMITES"

Toute incitation à la haine contre quelque nation que ce soit est ignoble et inadmissible.

Le Conseil des Commissaires du peuple déclare que le mouvement antisémite et les pogroms dirigés contre les juifs sont fatals à la cause de la révolution ouvrière et paysanne, et invite les travailleurs de la Russie socialiste à lutter contre ce mal par tous les moyens.

17. V. MOLOTOV. EXTRAIT DU LIVRE *La Constitution du socialisme*²

En ce qui concerne les antisémites, il convient de rappeler ici les paroles accablantes que le camarade Staline a employées le 12 janvier 1931, en réponse à une question de l'Agence télégraphique juive d'Amérique.

La réponse du camarade Staline portait:

"Je réponds à votre question. Le chauvinisme national et racial est une survivance des mœurs cannibales. L'antisémitisme, cette forme extrême du chauvinisme racial, constitue la survivance la plus dangereuse du cannibalisme. L'antisémitisme sert les exploiters comme paratonnerre qui préserve le capitalisme des coups des travailleurs. L'antisémitisme est dangereux pour les travailleurs, car c'est une fausse route qui les détourne de la bonne voie et les conduit dans la jungle. C'est pourquoi les communistes, qui sont des internationalistes conséquents, sont nécessairement les ennemis jurés et irréductibles de l'antisémitisme.

"L'antisémitisme est poursuivi de la façon la plus rigoureuse en URSS, car c'est un phénomène foncièrement opposé au régime soviétique. Les lois de l'URSS frappent de la peine de mort les activités antisémites."

18. DÉCLARATION DES DROITS DES PEUPLES DE RUSSIE DU 15 NOVEMBRE 1917³

La révolution ouvrière et paysanne d'octobre a commencé sous le signe de l'émancipation.

Les paysans s'affranchissent de la domination des propriétaires fonciers, car il n'existe plus de propriété seigneuriale, elle a été abolie. Les soldats et les marins s'affranchissent du pouvoir autocratique des généraux, car désormais les généraux seront éligibles et révocables. Les ouvriers s'affranchissent du caprice et de l'arbitraire des capitalistes, car dorénavant les usines et les fabriques seront soumises au contrôle des

¹ La politique des nationalités du Gouvernement soviétique entre 1917 et 1920. — Izvestia, Comité exécutif central pan russe, 27 juillet 1918.

² V. M. Molotov. *La Constitution du socialisme*, 1937, p. 24.

³ Histoire de la Constitution soviétique d'après les décrets et les ordonnances du Gouvernement soviétique, de 1917 à 1936.

ouvriers. Tout ce qui vit et tout ce qui est viable se libère des chaînes détestées.

Il reste encore les peuples de Russie qui ont souffert et qui souffrent toujours de l'oppression et de l'arbitraire et qu'il s'agit d'affranchir immédiatement, en les libérant par un acte décisif et irrévocable.

Au temps du tsarisme, on avait systématiquement dressé les peuples de Russie les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus: massacres et pogroms d'une part, esclavage des peuples de l'autre.

Cette politique odieuse d'incitation à la haine ne peut ni ne doit se reproduire. Elle doit faire place désormais à une politique d'alliance consentie et sincère des peuples de Russie.

Aux temps de l'impérialisme, après la révolution de février, lorsque le pouvoir est passé aux mains de la bourgeoisie des K. D., la politique non déguisée d'incitation à la haine a fait place à une politique de chicanes et de provocations qui se dissimulait derrière les déclamations sur "la liberté" et "l'égalité" des peuples. Les résultats de cette politique sont connus: recrudescence des haines nationales et ébranlement de la confiance mutuelle.

Il faut mettre fin à cette politique indigne, faite de mensonges, de méfiance, de chicanes et de provocations. Il faut la remplacer désormais par une politique franche et sincère, qui fera régner entre les peuples de Russie une confiance entière.

C'est seulement grâce à cette confiance qu'une alliance sincère et durable des peuples de Russie peut être réalisée.

Ce n'est qu'en réalisant cette alliance qu'on peut souder les éléments ouvriers et paysans des peuples de Russie en une force révolutionnaire capable de résister à tout attentat de la part de la bourgeoisie impérialiste et annexionniste.

Le Congrès des Soviets de juin dernier a proclamé le droit des peuples de Russie à disposer librement d'eux-mêmes.

Le deuxième Congrès des Soviets, en octobre dernier, a confirmé ce droit inaliénable des peuples de Russie dans des termes encore plus énergiques et précis.

Se conformant à la volonté de ces Congrès, le Conseil des Commissaires du peuple a décidé de prendre pour base de son action dans la question des nationalités de Russie, les principes suivants:

1. Egalité et souveraineté des peuples de Russie;

2. Droit des peuples de Russie de disposer librement d'eux-mêmes, y compris le droit de faire sécession et de former des Etats indépendants;

3. Abolition de toutes restrictions et de tous

privileges fondés sur la nationalité et la religion.

4. Libre développement des minorités nationales et des groupes ethniques habitant le territoire de la Russie.

Les décrets correspondants seront élaborés aussitôt que la commission pour les Affaires des nationalités sera constituée.

Pour la République de Russie, *Président du Conseil des Commissaires du peuple*:

V. ULIANOV (LÉNINE)

Commissaire du peuple pour les Affaires des nationalités:

JOSEPH DJOUGACHVILI (STALINE)

15 (2) novembre 1917

VIII. LIBERTE DE CONSCIENCE

19. CONSTITUTION DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Article 124

Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise en URSS est séparée de l'Etat, et l'école de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de la propagande antireligieuse sont reconnues à tous les citoyens.

20. LÉNINE. EXTRAIT DU LIVRE *Socialisme et religion*¹

"L'Etat ne doit pas se mêler de religion; les sociétés religieuses ne doivent pas avoir de liens avec le pouvoir. Chacun doit être absolument libre de professer la religion de son choix ou de n'en reconnaître aucune, autrement dit d'être athée, comme le sont d'ordinaire les socialistes. Toute inégalité de droits parmi les citoyens pour raison résultant de convictions religieuses est absolument inadmissible."

IX. LIBERTE DE PAROLE, DE PRESSE, DE REUNION, DES MEETINGS, DES CORTEGES ET DES DEMONSTRATIONS DE RUE

21. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 125

Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS:

- a) La liberté de la parole;
- b) La liberté de la presse;
- c) La liberté des réunions et des meetings;
- d) La liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T., et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

¹ *Socialisme et religion*, tome VIII, page 420 (Lénine).

22. J. STALINE¹

“Est-il possible de parler de . . . “liberté individuelle” lorsqu’il s’agit d’un chômeur affamé, qui ne trouve pas d’emploi? La vraie liberté n’existe que là où l’exploitation a été abolie, où l’homme n’est pas opprimé par son prochain, où le chômage et la misère n’existent pas, et où l’individu ne vit pas dans la crainte de perdre son emploi, son logis, son pain quotidien”.

X. DROITS DES CITOYENS DE SE GROUPEUR EN ORGANISATIONS SOCIALES

23. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 126

Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l’initiative des masses populaires en matière d’organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l’URSS de se grouper en organisations sociales : syndicats, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisation de sport et de défense, sociétés culturelles techniques et scientifiques, les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s’unissent dans le parti communiste (bolchévik) de l’URSS, qui est l’avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l’affermisssement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d’Etat.

¹ Interview accordée par le camarade Staline à M. Roy Howard, *Partizdat*, 1936, page 13.

CONSTITUTION (LOI FONDAMENTALE) DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES¹

du 5 décembre 1936

CHAPITRE X²

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES CITOYENS

Art. 118. — Les citoyens de l’URSS ont droit au travail, c’est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l’organisation socialiste de l’économie nationale, par le développement continu des forces productives de la société soviétique, par l’élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage.

XI. INVOLABILITE DU DOMICILE ET SECRET DE LA CORRESPONDANCE

24. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 128

L’inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi.

XII. DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

25. CONSTITUTION DE L'URSS

Article 129

L’URSS accorde le droit d’asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs ou en raison de leur activité scientifique ou pour leur lutte de libération nationale.

26. CONSTITUTION DE L'URSS

Articles 109-112

Art. 109. — Les tribunaux populaires sont élus par les citoyens du rayon, au suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

Art. 110. — La procédure judiciaire se fait dans la langue de la république fédérée ou autonome ou de la région autonome, toute possibilité étant assurée aux personnes ne possédant pas cette langue, de prendre entièrement connaissance du dossier par l’intermédiaire d’un interprète, et d’user du droit de s’exprimer à l’audience du tribunal dans leur langue maternelle.

Art. 111. — Les débats dans tous les tribunaux de l’URSS sont publics, sauf les exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l’accusé.

Art. 112. — Les juges sont indépendants et n’obéissent qu’à la loi.

Art. 119. — Les citoyens de l’URSS ont droit au repos.

Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l’immense majorité des ouvriers, par l’établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire, par l’affectation aux besoins des travailleurs d’un vaste réseau de sanatoria, de maisons de repos, de clubs.

Art. 120. — Les citoyens de l’URSS ont le droit d’être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu’en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l’assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l’Etat, par le secours

¹ Ogiz, Editions politiques d’Etat, 1938.

² Pages 105-117.

médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure.

Art. 121. — Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par le système des bourses d'Etat dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhoz, les stations de machines et les kolkhoz.

Art. 122. — Des droits égaux à ceux de l'homme sont accordés à la femme, en URSS, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Art. 123. — L'égalité en droits des citoyens de l'URSS sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte des droits ou, inversement, tout établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

Art. 124. — Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise en URSS est séparée de l'Etat, et l'école de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de la propagande anti-religieuse sont reconnues à tous les citoyens.

Art. 125. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS :

- a) La liberté de la parole ;
- b) La liberté de la presse ;
- c) La liberté des réunions et des meetings ;
- d) La liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des

P.T.T., et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

Art. 126. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'URSS de se grouper en organisations sociales : syndicats, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations de sport et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques ; les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d'Etat.

Art. 127. — L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS. Nul ne peut être mis en état d'arrestation autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Art. 128. — L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi.

Art. 129. — L'URSS accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs ou en raison de leur activité scientifique ou pour leur lutte de libération nationale.

Art. 130. — Tout citoyen de l'URSS est tenu d'observer la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail, de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie en société socialiste.

Art. 131. — Tout citoyen de l'URSS est tenu de sauvegarder et d'affermir la propriété sociale, socialiste, qui est la base sacrée et inviolable du régime soviétique, la source de la richesse et de la puissance de la patrie, la source d'une vie aisée et cultivée pour tous les travailleurs.

Les personnes qui attentent à la propriété sociale, socialiste, sont les ennemis du peuple.

Art. 132. — Le service militaire obligatoire est une loi. Le service militaire dans l'Armée rouge ouvrière et paysanne est un devoir d'honneur pour les citoyens de l'URSS.

Art. 133. — La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'URSS. La trahison de la patrie — violation du serment, passage à l'ennemi, préjudice porté à la puissance militaire de l'Etat, espionnage — est punie selon toute la rigueur de la loi comme le pire forfait.

UNION SUD-AFRICAINE

L'Union Sud-Africaine compte parmi les pays qui n'ont pas de Déclaration des droits. En conséquence, on envisage de publier un exposé consacré aux droits de l'homme dans l'Afrique du Sud. Il n'a pas été possible de préparer cet exposé à temps pour qu'il fût publié dans cet annuaire. Cet exposé paraîtra l'année prochaine.

URUGUAY

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY¹

du 18 mai 1934

SECTION I

DE LA NATION ET DE SA SOUVERAINETE

Chapitre III

Art. 5. — Tous les cultes religieux sont libres en Uruguay. L'Etat ne soutient aucune religion. Il reconnaît à l'Eglise catholique la propriété de toutes les églises qui ont été, en tout ou en partie, construites avec les fonds du trésor national, exception faite seulement des chapelles destinées au service des asiles, des hôpitaux, des prisons ou autres établissements publics. Il déclare également exempts de tous impôts les temples consacrés au culte des diverses religions.

SECTION II

DES DROITS, DEVOIRS ET GARANTIES

Chapitre I

Art. 7. — Les habitants de la République ont le droit d'être protégés dans la jouissance de la vie, l'honneur, la liberté, la sécurité, le travail et la propriété. Nul ne peut être privé de ses droits si ce n'est conformément aux lois qui seront faites pour des motifs d'intérêt général.

Art. 8. — Tous sont égaux devant la loi. Seules les distinctions de personnes fondées sur les talents et les vertus sont reconnues.

Art. 9. — La fondation de majorats est interdite.

Aucune autorité de la République ne pourra conférer des titres de noblesse, des honneurs ou des distinctions héréditaires.

Art. 10. — Les actes privés qui ne troublent nullement l'ordre public et ne portent pas préjudice à autrui échappent à l'autorité des magistrats.

Aucun habitant de la République ne sera contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

Art. 11. — Le foyer est un lieu sacré inviolable. Nul ne pourra y pénétrer la nuit sans le consentement de son chef, et le jour, dans les cas déterminés par la loi, sans un ordre écrit du juge compétent.

Art. 12. — Nul ne peut être condamné ou mis en résidence forcée sans procès régulier ni sans une sentence légale.

Art. 13. — La loi pourra instituer le jugement par jury dans les causes criminelles.

Art. 14. — La peine de la confiscation des biens ne pourra jamais être imposée pour des raisons d'ordre politique.

Art. 15. — Nul ne peut être arrêté, si ce n'est en cas de flagrant délit ou s'il y a des indices sérieux de preuve et sur l'ordre écrit du juge compétent.

Art. 16. — Dans les cas prévus à l'article précédent et sous la plus grave responsabilité, le juge interrogera le détenu dans les vingt-quatre heures et commencera l'enquête au plus tard dans les quarante-huit heures. La déclaration de l'accusé devra être entendue en présence de son défenseur. Celui-ci aura également le droit d'assister à tous les actes d'instruction.

Art. 17. — En cas d'emprisonnement injustifié, l'intéressé, ou une personne quelconque, pourra introduire devant le juge compétent le recours d'*habeas corpus*, afin que l'autorité qui a ordonné l'arrestation en explique et en justifie sans délai le motif légal; la décision dudit juge sera définitive.

Art. 18. — Les lois détermineront l'ordre et les formalités des procès.

Art. 19. — Les jugements par commissions sont interdits.

Art. 20. — Les accusés ne prêteront pas serment à l'occasion de leurs déclarations ou aveux relatifs à leurs propres actes; il est interdit de les considérer comme coupables au cours de leurs déclarations.

Art. 21. — Tout procès criminel par défaut est également interdit. La loi fixera les dispositions applicables à ce cas.

Art. 22. — Tout procès criminel commencera par une accusation émanant d'une partie ou de l'accusateur public. Les enquêtes secrètes sont interdites.

Art. 23. — Tous les juges sont responsables devant la loi de la plus petite atteinte aux droits des personnes ainsi que des infractions à la procédure fixée par la loi.

Art. 24. — Tout fonctionnaire sera civilement responsable si, dans l'exercice de la fonction publique qui lui est confiée, il cause un préjudice à un tiers, en ne remplissant pas les devoirs que sa charge lui impose.

L'Etat, les municipalités, les institutions autonomes, les services décentralisés ou le service public dont dépend le fonctionnaire seront subsidiairement responsables et ils seront obligatoirement parties au procès, et ils auront le droit d'exiger de ce fonctionnaire le remboursement des sommes qu'ils auront payées en cas de condamnation.

¹ Texte espagnol dans: República Oriental del Uruguay. *Constitución de la República*. Edición oficial (sans lieu ni date). — Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 25. — La peine de mort ne pourra pas être infligée.

En aucun cas, il ne sera infligé de mauvais traitements dans les prisons. Elles ne serviront qu'à garder les inculpés et les condamnés en vue de les rééduquer, de les rendre aptes au travail et de prévenir les causes de délit.

Art. 26. — A n'importe quel stade d'un procès criminel qui ne peut entraîner condamnation au pénitencier, les juges pourront mettre l'accusé en liberté moyennant caution conformément à la loi.

Art. 27. — Les papiers des particuliers, de même que leur correspondance épistolaire, télégraphique ou de toute autre nature, sont inviolables. On ne pourra jamais les contrôler, les examiner ou les intercepter si ce n'est conformément aux lois établies pour des raisons d'intérêt général.

Art. 28. — L'expression de toute pensée sur tous sujets, par la parole, par des écrits privés ou publiés dans la presse ou par tout autre moyen de diffusion est entièrement libre et n'est pas soumise à la censure préalable. Cependant, l'auteur et, le cas échéant, l'imprimeur ou l'éditeur sont responsables suivant la loi des abus qu'ils peuvent commettre.

Art. 29. — Tout habitant a le droit d'adresser des pétitions à toute autorité de la République, quelle qu'elle soit.

Art. 30. — Dans les cas extraordinaires de trahison, ou de conspiration contre la patrie, la liberté individuelle ne pourra être suspendue qu'avec l'assentiment de l'Assemblée générale, ou lorsque celle-ci est dissoute ou n'est pas en session avec celui de la commission permanente. Elle ne sera suspendue qu'en vue de procéder à l'arrestation des délinquants sans préjudice des dispositions du paragraphe 18 de l'article 157.

Art. 31. — Le droit de propriété est inviolable mais il est soumis aux dispositions des lois qui seront faites pour des motifs d'intérêt général.

Nul ne pourra être privé de son droit de propriété si ce n'est dans les cas de nécessité ou d'utilité publiques déterminés par une loi et à condition qu'il reçoive toujours du trésor national une juste et préalable indemnité.

Lorsqu'une expropriation sera décidée pour cause de nécessité ou d'utilité publiques le propriétaire sera indemnisé pour les dommages et les préjudices résultant du délai d'exécution ou d'annulation.

Art. 32. — Le travail intellectuel, le droit de l'auteur, de l'inventeur ou de l'artiste, sont reconnus et protégés par la loi.

Art. 33. — Toutes les richesses artistiques et historiques du pays, quel qu'en soit le propriétaire, constituent le trésor culturel de la na-

tion. Celui-ci sera placé sous la sauvegarde de l'Etat et la loi déterminera les mesures à prendre en vue de sa protection.

Art. 34. — Nul ne sera tenu d'accorder une aide quelconque aux armées, ni de loger chez lui des militaires, si ce n'est sur l'ordre du magistrat civil désigné par la loi et, dans ce cas, il recevra de la République une indemnité pour le préjudice ainsi subi.

Art. 35. — Toute personne peut s'adonner à la culture, à l'industrie, au commerce, exercer une profession ou se livrer à toute autre activité licite, sous réserve des restrictions que la loi établit dans l'intérêt général.

Art. 36. — Toute personne est libre de pénétrer sur le territoire de la République, d'y séjourner et d'en sortir avec ses biens, à condition que les lois soient observées et sauf préjudice causé à des tiers.

L'immigration devra être réglementée par la loi, mais en aucun cas, l'immigrant ne devra souffrir de défauts physiques, mentaux ou moraux pouvant nuire à la société.

Art. 37. — Le droit de réunion pacifique et sans armes est garanti. L'exercice de ce droit ne devra pas être contesté par les autorités de la République, si ce n'est en vertu d'une loi et seulement s'il porte atteinte à la santé, à la sécurité et à l'ordre publics.

Art. 38. — Toutes les personnes ont le droit de s'associer, quel que soit le but visé, pourvu que l'association fondée n'ait pas été déclarée illicite par la loi.

Chapitre II

Art. 39. — L'Etat veillera à l'amélioration des conditions sociales de la famille.

Art. 40. — L'entretien et l'éducation des enfants afin de leur permettre d'atteindre leur plein développement physique, intellectuel et social, est un devoir et un droit des parents. Ceux qui ont à leur charge une famille nombreuse, ont droit à des secours compensatoires, chaque fois que ceux-ci leur sont nécessaires.

La loi prévoira les mesures nécessaires pour la protection de l'enfance et de l'adolescence contre l'abandon physique, intellectuel ou moral des parents ou tuteurs, et contre l'exploitation et les abus.

Art. 41. — Les parents ont envers les enfants nés hors mariage les mêmes devoirs qu'envers ceux qui sont nés du mariage.

La maternité a droit à la protection de la société et à son assistance en cas d'abandon, quelle que soit la condition ou l'état de la femme.

Art. 42. — La loi fixera les mesures destinées à soumettre l'enfance délinquante à un régime spécial au fonctionnement duquel la femme participera.

Art. 43. — L'Etat fera des lois sur toutes

les questions qui se rapportent à la santé et à l'hygiène publiques en veillant au développement physique, moral et social de tous les habitants du pays.

Tous les habitants ont le devoir de veiller à leur santé et celui de s'aider mutuellement en cas de maladie. L'Etat ne fournira gratuitement les moyens de prévention et d'assistance qu'aux indigents ou aux personnes ne possédant pas de ressources suffisantes.

Art. 44. — La loi prescrira les mesures propres à assurer à l'ouvrier un logement salubre et économique, en favorisant la construction d'habitations et de quartiers répondant à ces conditions.

Art. 45. — L'Etat donnera asile aux indigents et à ceux qui manquent de ressources suffisantes et qui, en raison de leur déficience physique ou mentale chronique, sont incapables de travailler.

Art. 46. — L'Etat combattrà les vices sociaux par le moyen de la loi et des conventions internationales.

Art. 47. — Le droit des successions est garanti dans les limites établies par la loi. L'ascendance et la descendance directe jouiront d'un traitement préférentiel au point de vue des droits successoraux.

Art. 48. — La constitution, la conservation, la jouissance et la transmission du bien de famille seront l'objet d'une législation spéciale destinée à en assurer la protection.

Art. 49. — Toute organisation commerciale ou industrielle organisée en trust sera soumise au contrôle de l'Etat.

Art. 50. — La création et l'application des tarifs des services publics exploités par des entreprises concessionnaires seront subordonnées à l'homologation de l'Etat et, le cas échéant, des municipalités.

Les concessions visées au présent article ne pourront, en aucun cas, être accordées pour un temps illimité.

Art. 51. — L'usure est prohibée. La loi qui fixe le taux maximum de l'intérêt sur les prêts a un caractère d'ordre public. Elle déterminera la peine à appliquer aux contrevenants.

Nul ne pourra être privé de sa liberté pour cause de dettes.

Art. 52. — Le travail est sous la protection spéciale de la loi.

Tout habitant de la République, sous réserve de ses droits à la liberté, a le devoir d'user de son énergie intellectuelle et physique au bénéfice de la collectivité, laquelle s'efforcera de lui permettre, en accordant la préférence aux citoyens, de se procurer des moyens de subsistance par l'exercice d'une activité lucrative.

Art. 53. — La loi doit reconnaître à celui qui travaille comme ouvrier ou employé, l'in-

dépendance de sa conscience morale et civique, une juste rémunération, la limitation de la durée de travail, le repos hebdomadaire et l'hygiène physique et morale.

Le travail des femmes et des mineurs de moins de dix-huit ans sera spécialement réglementé et limité.

Art. 54. — La loi réglementera la répartition impartiale et équitable du travail.

Art. 55. — Toute entreprise, dont le caractère rend nécessaire le séjour du personnel dans l'établissement, sera tenue de fournir à ce personnel une nourriture et un logement appropriés dans les conditions que la loi fixera.

Art. 56. — La loi encouragera l'organisation de syndicats professionnels en leur accordant des exemptions et en déterminant les règles à suivre pour obtenir la reconnaissance de leur personnalité juridique.

Elle favorisera également la création de tribunaux de conciliation et d'arbitrage.

La grève est déclarée droit syndical. L'exercice et la portée de ce droit seront réglementés sur la base de ce principe.

Art. 57. — Les fonctionnaires sont au service de la nation et non au service d'un groupe politique. Pendant les heures et sur les lieux de travail, la propagande sera déclarée illicite et, comme telle, sera réprimée par la loi.

La loi établira le statut du fonctionnaire sur la base du principe fondamental selon lequel le fonctionnaire existe pour la fonction et non la fonction pour le fonctionnaire.

Ce statut détermine spécialement les conditions d'admission dans l'administration, les règles de l'avancement, les garanties de la stabilité, de la cessation, de la suspension ou du transfert, les devoirs des fonctionnaires et les recours contre les décisions qui leur portent préjudice.

Aucune enquête parlementaire ou administrative sur des irrégularités, des omissions ou des délits, ne sera considérée comme terminée tant que l'inculpé n'aura pas pu se justifier et présenter sa défense.

Le statut devra être établi dans les deux ans qui suivront la promulgation de la présente constitution.

Art. 58. — Les pensions de retraite et les assurances sociales seront organisées de façon à garantir à tous les travailleurs, aux patrons, aux employés et aux ouvriers, des retraites convenables et des subsides en cas d'accidents, de maladie, d'invalidité, de chômage forcé, etc., et, en cas de décès, à garantir à leur famille la pension correspondante.

La pension de vieillesse constitue un droit pour celui qui atteint la limite de l'âge productif, lorsqu'il a séjourné longtemps dans le pays

et qu'il ne dispose pas de ressources lui permettant de subvenir à ses besoins vitaux.

Art. 59. — La liberté de l'enseignement est garantie.

L'intervention de l'Etat sera réglementée par la loi et son seul but sera de garantir l'hygiène, la moralité, la sécurité et l'ordre publics.

Les parents et les tuteurs ont le droit de choisir, pour l'éducation de leurs enfants ou de leurs pupilles, les maîtres et les établissements qu'ils désirent.

Art. 60. — Les établissements d'enseignement privés qui donnent une éducation gratuite à un nombre suffisant d'élèves et de la manière déterminée par la loi, ainsi que les établissements culturels, seront exonérés d'impôts nationaux et municipaux, à titre de subvention pour les services rendus.

Art. 61. — L'enseignement primaire est obligatoire.

L'Etat prendra les dispositions nécessaires pour assurer cet enseignement.

Art. 62. — La gratuité de l'enseignement public primaire, moyen, supérieur, industriel et artistique, et celle de l'éducation physique sont déclarées d'utilité sociale, ainsi que la création de bourses de perfectionnement et de spécialisation culturelle, scientifique et ouvrière et l'établissement de bibliothèques populaires.

Dans tous les établissements d'enseignement, une attention spéciale sera accordée à la formation morale et civique des élèves.

Chapitre III

Art. 63. — L'énumération des droits, devoirs et garanties conférés par la Constitution n'exclut pas les autres droits inhérents à la personne humaine ou qui dérivent de la forme républicaine du gouvernement.

SECTION IX

DU POUVOIR EXECUTIF

Chapitre III

Art. 157. — Le Président de la République, agissant avec le ou les ministres intéressés ou avec le conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 174 et de ceux qui s'y rapportent, a les attributions suivantes :

18. Prendre des mesures urgentes de sécurité dans les cas graves et imprévus d'attaque provenant de l'extérieur ou de troubles intérieurs, en rendant compte dans les vingt-quatre heures à l'Assemblée générale, ou si elle n'est pas en session, à la commission permanente, des mesures qu'il a prises et de leurs motifs, les décisions de ces deux autorités étant définitives.

En ce qui concerne les personnes, les mesures urgentes de sécurité n'autorisent que l'arrestation et le transfert d'un point à un autre du territoire, dans les cas où l'intéressé ne décide pas de quitter celui-ci. Cette mesure, comme les autres, devra, dans un délai de vingt-quatre heures après son adoption, être soumise à l'Assemblée générale ou, le cas échéant, à la commission permanente dont la décision sera définitive.

CITE DU VATICAN

LOIS CONSTITUTIONNELLES DE LA CITE DU VATICAN¹

LOI DE SURETE PUBLIQUE¹

du 7 juin 1929

Art. 1. — Le gouverneur veille au maintien de l'ordre public, à la sûreté des citoyens, à l'intégrité de la personne, à la protection de la propriété, à la sauvegarde des biens, à l'hygiène et à la moralité publiques.

Dans ce but, soit en exécution des lois et des règlements, soit à l'occasion d'événements non prévus par les dispositions générales, il prendra les mesures qu'il jugera opportunes . . .²

Art. 3. — Est interdite la constitution de toute association sans l'autorisation du gouverneur.

L'interdiction n'est pas applicable aux ordres religieux, aux congrégations et associations prévues par le *Codex iuris canonici* et constituées suivant les règles de ce dernier.

Les associations constituées en contravention de cette défense sont dissoutes, indépendamment des mesures qui sembleront opportunes quant aux locaux et biens.

Les contrevenants sont passibles d'une amende pouvant s'élever à 9.000 livres et d'un emprisonnement d'une durée pouvant atteindre six mois.

Art. 4. — Est interdite toute réunion en un lieu public ou ouvert au public sans l'autorisation préalable du gouverneur. Est également considérée comme publique une réunion annoncée par invitations privées, quand il appert du lieu désigné, du nombre des personnes invitées et de l'objet de la réunion que le caractère privé de cette réunion est simulé.

La disposition de l'article précédent ne s'applique pas aux réceptions, aux processions, aux cérémonies religieuses et aux cortèges funèbres, sauf entente à établir avec le gouverneur.

Les réunions non autorisées sont dissoutes par la force publique. Peuvent l'être aussi les réunions même autorisées, quand elles sont désordonnées ou en danger de le devenir.

Quiconque prend part à une réunion non autorisée est puni d'une amende de 500 à 9.000 livres ou d'un emprisonnement de dix jours à six mois.

Quiconque n'obéit pas à l'ordre de dissolution d'une réunion autorisée est puni d'une amende pouvant atteindre 4.500 livres ou d'un emprisonnement pouvant atteindre trois mois.

Art. 8. — Est interdit sans une autorisation du gouverneur l'exercice public de la typographie, de la lithographie, de la photographie et autres reproductions mécaniques ou chimiques des caractères, dessins ou figures.

Il est défendu d'afficher ou d'offrir au public, même gratuitement, des annonces, écrits, imprimés, livres, gravures, lithographies, photographies, statues de tout genre, sans l'autorisation du gouverneur.

Art. 11. — Les autorisations ou licences mentionnées aux articles précédents peuvent être accordées, en sus du gouverneur, par les offices dépendant de lui, sauf l'autorisation mentionnée à l'article 3 ; elles peuvent, de plus, être soumises à toutes les conditions et limitations de durée qui paraîtront opportunes. Elles sont révocables à tout moment sans indemnité.

¹ Dareste, *op. cit.*, vol. II, p. 867-870.

² Les alinéas suivants de l'article contiennent des dispositions pénales.

VENEZUELA

CONSTITUTION DES ETATS-UNIS DU VENEZUELA¹

du 20 juillet 1936

TITRE II

DES VENEZUELIENS, DE LEURS DEVOIRS ET DE LEURS DROITS

Art. 32. — La nation garantit aux Vénézuéliens :

1. L'inviolabilité de la vie sans qu'aucune loi ou le mandat d'une autorité quelconque puisse établir ni appliquer la peine de mort.

2. La propriété, laquelle est inviolable et sera soumise aux impôts, restrictions et obligations que la loi établira pour des raisons d'intérêt public ou social. La loi peut également édicter des interdictions spéciales portant sur l'acquisition, le transfert, l'échange et la jouissance de catégories déterminées de biens, à raison de leur nature, de leur état ou de leur position sur le territoire national.

Conformément à la loi, l'expropriation des biens ou la suspension d'un droit ne pourront être décrétées que pour cause d'utilité publique, à la suite d'un jugement contradictoire et moyennant le paiement préalable d'une indemnité.

Il ne sera décrété ni exécuté aucune confiscation de biens, sauf contre les étrangers et seulement au cas de conflit international avec leur pays.

3. L'inviolabilité de la correspondance sous toutes ses formes, ainsi que des autres papiers privés, qui ne pourront être saisis que sur décision de l'autorité judiciaire compétente et selon les formalités établies par les lois, mais toujours en gardant le secret sur ce qui concerne les questions domestiques et privées ne se rapportant pas à l'affaire en cours.

Les livres et documents des commerçants et des industriels sont soumis, conformément aux lois ou à leurs règlements, aux mesures d'inspection ou de contrôle fiscal exécutées par les fonctionnaires compétents.

4. L'inviolabilité du foyer domestique dans lequel il ne pourra être pénétré qu'en vue de prévenir la perpétration ou l'exécution d'un délit, ou pour appliquer les décisions prises, conformément à la loi, par les tribunaux judiciaires dans les procès dont ils connaissent. Il sera également soumis aux visites sanitaires, conformément à la loi.

5. La liberté individuelle. En conséquence :

a) Demeure aboli le recrutement forcé pour le service militaire; celui-ci doit être accompli conformément aux dispositions de la loi.

b) L'esclavage demeure proscrit pour toujours et les esclaves qui pénètrent sur le territoire de la République sont libres.

c) Chacun a le droit de faire ce qui ne porte pas préjudice à autrui et nul ne sera contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

6. La liberté de pensée, exprimée par la parole, par écrit, ou par la voie de la presse ou autres moyens de diffusion; toutefois, sont passibles d'une peine, selon les prescriptions de la loi, les expressions qui constituent injure, calomnie, diffamation, outrage ou incitation à un délit. L'anonymat est interdit, ainsi que toute propagande de guerre ou subversive de l'ordre politique ou social.

7. La liberté de circuler, de changer de domicile, de sortir de la République et d'y devenir, en observant les formalités légales; la liberté de transporter ses biens et de les amener dans le pays, sous réserve des restrictions qu'exigent l'ordre public et les intérêts de la nation.

8. La liberté du travail et des industries. En conséquence, il ne pourra être concédé de monopoles pour l'exercice exclusif d'aucune industrie. Seront octroyés, conformément à la loi, les privilèges temporaires relatifs à la propriété intellectuelle, aux brevets d'inventions et marques de fabrique, et ceux qui sont accordés, également selon la loi, et pour une période déterminée, pour la construction et l'exploitation de lignes de chemin de fer, d'entreprises de navigation aérienne, de réseaux de canaux, de tramways, d'installations de force hydraulique, de lignes téléphoniques ou télégraphiques et systèmes de communication sans fil, lorsque ces ouvrages sont exécutés ou installés aux frais du concessionnaire, sans garantie d'intérêt et sans subventions de la part de la nation ou des états.

La loi prendra les dispositions nécessaires en vue de stimuler le travail et d'en augmenter le rendement, en l'organisant d'une manière appropriée et en créant la protection spéciale dont devront bénéficier les ouvriers et les travailleurs, afin de veiller à l'amélioration de leur état physique, moral et intellectuel, et à l'accroissement de la population.

L'Etat favorisera la protection de la production et fixera les conditions du travail urbain et rural, en ayant pour but la protection de la condition sociale de l'ouvrier et du journalier

¹ Texte espagnol dans *Constitución de los Estados Unidos de Venezuela reformada parcialmente por el Congreso Nacional en 1945*. Edición oficial, Caracas, 1945. Texte français traduit de l'espagnol par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. — Par suite d'un changement politique, la Constitution de 1936, telle qu'elle a été modifiée en 1945, doit être remplacée par une nouvelle constitution dont le projet est en discussion depuis la fin de 1946.

et la protection des intérêts économiques du pays.

La République possédera un conseil de l'économie nationale, constitué par des représentants des producteurs et des consommateurs, du capital et du travail, et des professions libérales. Le pouvoir exécutif fixera les attributions et déterminera l'organisation de ce conseil.

La législation du travail devra respecter les principes suivants, en plus de tous les autres principes qui tendent à améliorer la condition de l'ouvrier et du travailleur :

a) Repos hebdomadaire, de préférence le dimanche.

b) Vacances annuelles payées.

Aux fins de l'application de ces principes, il ne sera pas fait de distinction entre le travail manuel ou le travail intellectuel ou technique.

c) La nation favorisera la formation technique des ouvriers.

La nation encouragera l'immigration des européens et favorisera, en coopération avec les gouvernements des Etats et les municipalités, l'organisation de colonies agricoles. Le travail agricole fera l'objet d'une réglementation spéciale établie par le pouvoir exécutif. L'Etat s'efforcera de fixer le journalier dans les campagnes, prendra soin de son éducation rurale et assurera au travailleur vénézuélien la préférence dans la colonisation et la mise en valeur des terres de la nation.

La nation favorisera l'application d'un régime de participation des employés et travailleurs aux bénéfices des entreprises et les encouragera à l'épargne.

9. La liberté des industries et du travail ne sera pas soumise à d'autres restrictions que celles qu'exigent l'intérêt public et les bonnes mœurs. Le pouvoir fédéral a la faculté d'imposer certaines catégories d'activités en vue de créer des revenus pour le trésor, de se réserver l'exercice d'industries déterminées pour assurer le fonctionnement des services publics, et la défense et le crédit de la nation; il pourra également prendre, dans des circonstances extraordinaires, les mesures d'ordre économique qui seraient nécessaires à la rationalisation et à la réglementation de la production, de la circulation et de la consommation des richesses.

10. Les professions qui requièrent un titre, ne pourront être exercées sans la possession de ce titre et sans qu'aient été observées les formalités prescrites par la loi.

11. La liberté de réunion sans armes, publique ou privée, et sans troubler l'ordre public, sans que les autorités puissent se livrer à un acte de contrainte; la liberté d'association, celle-ci étant soumise aux restrictions et inter-

diction établies par la loi. La loi réglera l'exercice du droit de réunion.

12. La liberté de pétition devant tout fonctionnaire public ou organisme officiel, avec le droit d'obtenir une réponse convenable.

13. Le droit d'accuser devant les tribunaux compétents les fonctionnaires qui agissent en violation de leurs obligations.

14. Le droit de vote, dans les conditions indiquées ci-après :

a) Les Vénézuéliens majeurs de vingt et un ans, sachant lire et écrire et qui ne sont pas frappés d'interdiction ni d'une condamnation pénale entraînant l'incapacité politique, sont électeurs et éligibles sans autres restrictions que celles qu'établit la présente constitution ou qui dérivent des conditions spéciales de capacité requises par les lois pour l'exercice de charges déterminées.

b) Les Vénézuéliennes qui réunissent les conditions requises pour l'exercice du suffrage, aux termes de l'alinéa précédent, jouissent du droit de vote, sont électrices et éligibles pour ce qui est de la constitution des conseils municipaux.

15. La liberté de l'enseignement.—L'instruction morale et civique de l'enfant est obligatoire et elle devra s'inspirer du progrès de la patrie et de la solidarité humaine. Il y aura une école dans chaque localité dont la population scolaire ne sera pas inférieure à trente élèves.

16. La liberté religieuse, sous réserve de l'inspection suprême de tous les cultes par l'exécutif fédéral, conformément aux lois et sans que soit suspendu en aucune manière le droit de patronage ecclésiastique que détient la République.

17. La sécurité individuelle. En conséquence :

a) Un citoyen ne peut être arrêté ou détenu pour des dettes n'ayant pas leur origine dans un délit.

b) Il ne peut être jugé que par ses juges naturels et en vertu de lois antérieures, et non par des tribunaux ou des commissions spécialement créées.

c) Il ne peut être arrêté ou détenu sans enquête préalable établissant qu'il existe un fait punissable d'une peine afflictive, et sans un ordre écrit du fonctionnaire qui ordonne la détention, contenant l'indication du motif, sauf au cas de flagrant délit. L'instruction ne pourra en aucun cas se prolonger pendant plus de trente jours après l'arrestation.

d) Il ne peut être mis au secret.

e) Il ne peut être contraint à déposer sous serment, ou subir un interrogatoire en matière criminelle, contre lui-même ni contre ses ascendants ou parents jusqu'au quatrième degré de

consanguinité ou au deuxième degré de parenté par alliance, ni contre son conjoint.

f) Il ne peut être maintenu en état d'arrestation si une décision judiciaire définitive a infirmé les raisons qui avaient motivé cette mesure, ou si un cautionnement suffisant a été fourni, dans les cas qui peuvent donner lieu à mise en liberté sous caution avant la clôture du procès.

g) Il ne peut être condamné à subir une peine en matière criminelle sans que les charges lui aient été communiquées personnellement, et sans qu'il ait été entendu dans les formes prescrites par la loi.

h) Il ne peut être condamné à une peine afflictive de plus de vingt années, ni à des peines infamantes. Aucune condamnation à vie ne peut non plus lui être infligée, même si elle ne comporte pas de peine afflictive.

i) Il ne peut être jugé une seconde fois pour un fait punissable qui a déjà fait l'objet d'un procès.

j) Il ne peut continuer à être privé de sa liberté pour des motifs politiques alors que l'ordre est rétabli, à moins qu'il ne s'agisse de l'accomplissement d'une peine déjà prononcée.

18. L'égalité. En vertu de quoi :

a) Tous seront jugés selon les mêmes lois, recevront d'elles la même protection sur tout le territoire de la nation, et seront soumis aux mêmes devoirs, services et contributions, sans qu'il puisse être accordé d'exemptions, sauf dans les cas où la loi le permettra.

b) Il ne sera pas concédé de titres de noblesse ni de distinctions héréditaires, ni d'emplois ou offices dont les traitements ou les émoluments dureraient plus longtemps que les services.

c) Les mots "citoyen" et "vous" (*Usted*) sont les seules appellations officielles, sauf en ce qui concerne les formules diplomatiques.

Art. 33. — Tous les Vénézuéliens, sans distinction de sexe, sont autorisés à exercer les fonctions publiques auxquelles il est pourvu par nomination, à condition qu'ils ne soient pas frappés d'interdiction ni d'une condamnation pénale entraînant l'incapacité politique, et que soient remplies les conditions requises par la loi.

Art. 34. — L'énumération des droits qui figure dans les deux articles précédents ne doit pas être interprétée comme supprimant tous autres droits qui peuvent appartenir aux Vénézuéliens et qui ne sont pas compris dans cette énumération.

Art. 35. — Aucune loi fédérale, aucune constitution ou loi des Etats, aucune ordonnance

municipale ni règlement ne pourront restreindre les droits garantis aux citoyens ni y porter atteinte. Ceux qui le feraient seront nuls et déclarés tels par la cour fédérale et de cassation.

Art. 36. — Toute personne qui édicterait, signerait, exécuterait ou ferait exécuter des décrets, ordonnances ou résolutions, violant l'un quelconque des droits garantis aux citoyens, est coupable et sera punie conformément à la loi, sauf s'il s'agit de mesures ayant pour but la défense de la République, ou le maintien ou le rétablissement de la paix, édictées par les fonctionnaires publics compétents agissant en leur qualité officielle, dans les cas prévus à l'article suivant.

Art. 37. — Si la République se trouve engagée dans une guerre internationale ou si la guerre civile éclate sur son territoire, ou s'il existe un péril imminent que l'un ou l'autre de ces événements se produise, ou un danger imminent d'épidémie ou de toute autre calamité publique, ou si, pour toute autre raison, la défense, la paix et la sécurité de la nation, de ses institutions ou de sa forme de gouvernement l'exigent, le président de la République pourra, par un décret pris en conseil des ministres, limiter ou suspendre, sur tout ou partie du territoire national, le bénéfice des garanties accordées aux citoyens, à l'exception dans tous les cas, de celles relatives à l'inviolabilité de la vie, à la proscription de l'esclavage et à l'abolition des peines infamantes.

Le décret contiendra :

- a) Les motifs qui le justifient ;
- b) La désignation de la ou des garanties qui sont restreintes ou suspendues ;
- c) L'indication du territoire où s'appliquera cette suspension ou restriction.

Ce décret sera annulé lorsque cesseront les causes qui le motivaient.

La restriction des garanties ne portera atteinte en aucune manière au fonctionnement des pouvoirs publics de la nation, dont les membres jouiront toujours des prérogatives que leur reconnaît la loi.

Il pourra être procédé à l'arrestation, à l'emprisonnement ou à l'expulsion hors du territoire de la République, des nationaux ou étrangers qui feront obstacle au rétablissement ou au maintien de la paix, mais ces mesures prendront fin lorsque cesseront les circonstances qui les auront motivées, à l'exception des mesures d'expulsion d'étrangers que l'exécutif fédéral pourra ne pas rapporter s'il le juge opportun.

YUGOSLAVIE

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE YUGOSLAVIE¹

du 31 janvier 1946

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Chapitre III

DROITS FONDAMENTAUX DES PEUPLES ET DES RÉPUBLIQUES POPULAIRES

Art. 9. — La souveraineté des républiques populaires qui composent la République fédérative populaire de Yougoslavie n'est limitée que par les droits donnés par la présente constitution de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

La République fédérative populaire de Yougoslavie protège et défend les droits souverains des républiques populaires.

La République fédérative populaire de Yougoslavie défend la sécurité ainsi que l'organisation sociale et politique des républiques populaires.

Art. 10. — Est contraire à la constitution tout acte dirigé contre la souveraineté, l'égalité des droits et la liberté nationale des peuples de la République fédérative populaire de Yougoslavie et de leurs républiques populaires.

Art. 11. — Chaque république populaire a sa Constitution.

La république populaire se donne librement sa constitution.

La constitution de la république populaire exprime les particularités de la république et doit se conformer à la constitution de la RFPY.

Art. 12. — L'assemblée populaire de la RFPY établit la délimitation des territoires des républiques populaires.

Les frontières d'une république populaire ne peuvent être modifiées sans le consentement de celle-ci.

Art. 13. — Les minorités nationales dans la République fédérative populaire de Yougoslavie jouissent du droit et de la protection du développement culturel et du libre usage de leur langue.

Chapitre IV

ORGANISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Art. 14. — Les moyens de production dans la République fédérative populaire de Yougoslavie sont : soit les biens du peuple, c'est-à-dire la propriété se trouvant dans les mains de l'Etat,

soit la propriété des organisations coopératives populaires ou encore la propriété privée de personnes réelles et morales.

Toutes les richesses du sous-sol, minières ou autres, les eaux, y compris les eaux minérales et médicinales, les sources de forces naturelles, les moyens de communications ferroviaires ou aériennes, les poste, télégraphe, téléphone et T.S.F. sont les biens du peuple.

L'Etat exploite lui-même ou donne en exploitation les moyens de production dont il dispose.

Le commerce extérieur est sous le contrôle de l'Etat.

Art. 15. — Dans le but de protéger les intérêts vitaux du peuple ainsi que le développement de sa prospérité et en vue de l'exploitation rationnelle de toutes les possibilités et forces économiques, l'Etat donne la direction à la vie et au développement économiques par un plan général économique, en s'appuyant sur les secteurs économiques, étatiques et coopératifs et en exerçant un contrôle général sur le secteur privé de l'économie.

Dans la réalisation du plan général économique et du contrôle économique, l'Etat s'appuie sur la collaboration des organisations syndicales des ouvriers et des employés ainsi que sur les autres organisations du peuple travailleur.

Art. 16. — Les biens du peuple sont l'appui essentiel de l'Etat dans le développement de l'économie nationale.

Les biens du peuple sont sous la protection particulière de l'Etat.

L'administration et la disposition des biens du peuple sont réglées par la loi.

Art. 17. — L'Etat consacre une attention particulière et offre secours et facilités aux organisations coopératives populaires.

Art. 18. — La propriété privée et l'initiative privée dans l'économie sont garanties.

L'héritage de la propriété privée est garanti. Le droit d'héritage est réglé par la loi.

Nul ne doit se servir du droit de propriété privée au détriment de la communauté du peuple.

Sont interdites les organisations privées exerçant un monopole tel que cartels, syndicats, trusts et organisations semblables créées dans le but de dicter les prix, de monopoliser les marchés, et de nuire aux intérêts de l'économie nationale.

La propriété privée peut être limitée ou expropriée si l'intérêt général l'exige, mais

¹ Constitution de la République fédérative populaire de Yougoslavie, Edition du "Journal officiel de la République fédérative populaire de Yougoslavie", Belgrad, 1946.

seulement sur la base de la loi. La loi fixera dans quels cas et pour quel montant l'indemnité sera accordée au propriétaire.

Dans les mêmes conditions peuvent être nationalisées par la loi certaines branches de l'économie ou certaines entreprises si l'intérêt général l'exige.

Art. 19. — La terre appartient à ceux qui la cultivent.

La loi détermine si et combien peut posséder de terre une institution et une personne qui n'est pas cultivateur.

Dans aucun cas il ne peut y avoir de grandes propriétés foncières privées.

Le maximum de propriété privée en terre est fixé par la loi.

L'Etat protège particulièrement et aide le paysan pauvre et le paysan moyen par sa politique économique générale, par des crédits à bas prix et par le système d'impôts.

Art. 20. — Par des mesures économiques et autres, l'Etat aide le peuple travailleur à se coaliser et à s'organiser dans un but de défense contre l'exploitation économique.

L'Etat protège les personnes dans les rapports de louage du travail, en particulier par la garantie du droit d'association, par la limitation de la journée du travail, par la sauvegarde du droit à un repos annuel payé, par le contrôle des conditions de travail, par les soins apportés aux conditions d'habitation et par l'assurance sociale.

Les personnes mineures jouissent de la protection particulière de l'Etat dans les rapports de travail.

Chapitre V.

DROITS ET DEVOIRS DES CITOYENS

Art. 21. — Tous les citoyens de la République fédérative populaire de Yougoslavie sont égaux devant la loi, sans distinction de nationalité, de race et de religion.

Aucun privilège de naissance, de rang, de fortune et de degré d'instruction n'est reconnu.

Est contraire à la constitution et punissable tout acte par lequel est donné un privilège aux citoyens ou est faite une limitation de droits en vertu d'une différence de nationalité, de race ou de religion, comme toute incitation à la haine et à des discordes de nationalité, de race ou de religion.

Art. 22. — Les citoyens de la République fédérative populaire de Yougoslavie ont le devoir d'observer la constitution et les lois.

Art. 23. — Tous les citoyens, sans distinction de sexe, nationalité, race, religion, degré d'instruction et lieu de domicile, ayant 18 ans révolus, ont le droit de voter et d'être élus dans tous les organes du pouvoir d'Etat.

Les citoyens servant dans les rangs de l'armée yougoslave ont le droit de voter et d'être élus comme les autres citoyens.

Le droit de vote est universel, égal et direct et s'exerce au scrutin secret.

Ne jouissent pas du droit de vote les personnes en tutelle, celles qui par une sentence judiciaire ont été privées du droit de vote pour la durée de leur condamnation et celles qui, en vertu de la loi fédérale, perdent le droit de vote.

Art. 24. — Les femmes sont égales en droit aux hommes dans tous les domaines de la vie de l'Etat, de la vie économique et socialo-politique.

A travail égal les femmes ont droit à traitement égal à celui des hommes et jouissent d'une protection particulière dans les rapports de travail.

L'Etat protège particulièrement les intérêts de la mère et de l'enfant par la fondation de maternités, de jardins d'enfants et de crèches, par le droit à un congé payé avant et après l'accouchement.

Art. 25. — La liberté de conscience et la liberté religieuse sont garanties aux citoyens.

L'église est séparée de l'Etat.

Les communautés religieuses, dont l'enseignement ne s'oppose pas à la constitution, sont libres d'exercer leurs fonctions religieuses et de célébrer leur culte. Les écoles religieuses destinées à la formation des prêtres sont autorisées mais restent sous le contrôle général de l'Etat.

Tous abus de l'église et de la religion pour des fins politiques, toute organisation politique à base religieuse sont interdits.

L'Etat peut aider matériellement les communautés religieuses.

Art. 26. — Le mariage et la famille sont sous la protection de l'Etat. L'Etat règle par la loi les rapports juridiques dans le mariage et dans la famille.

Seul le mariage contracté devant les organes compétents d'Etat est valable. Après avoir contracté le mariage civil les citoyens peuvent célébrer aussi le mariage religieux.

Tous les litiges entre époux tombent sous la compétence des tribunaux populaires.

Les registres de l'état civil sont tenus par les organes de l'Etat.

Les parents ont les mêmes obligations et devoirs envers les enfants nés en dehors du mariage qu'envers les enfants nés du mariage. La situation des enfants nés en dehors du mariage est fixée par la loi.

Les mineurs sont sous la protection particulière de l'Etat.

Art. 27. — La liberté de presse, de parole, d'association, de rassemblement, de réunion publique et de manifestation est garantie aux citoyens.

Art. 28. — L'inviolabilité de la personne du citoyen est garantie.

Nul ne peut être gardé plus de trois jours en état d'arrestation sans une décision écrite et motivée du tribunal ou du procureur public.

Le délai maximum d'arrestation est fixé par la loi.

Nul ne peut être puni pour infraction à la loi sans une décision du tribunal compétent, apportée en vertu de la loi par laquelle est fixée la compétence du tribunal et prévue l'infraction.

Les peines ne peuvent être établies et appliquées qu'en vertu de la loi.

Nul ne peut, s'il est accessible aux organes d'Etat, être jugé sans avoir été soumis à un interrogatoire conformément à la loi et sans avoir été invité réglementairement à se défendre.

Les organes de l'administration d'Etat ne peuvent prononcer de peine en matière d'infraction que dans les limites fixées par la loi.

Aucun ressortissant de la République fédérative populaire de Yougoslavie ne peut être banni de l'Etat.

Seulement dans les cas prévus par la loi, les citoyens peuvent être expulsés du lieu de leur domicile.

La loi fédérale fixe dans quels cas et de quelle façon la citoyenneté peut être retirée aux citoyens de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

Les ressortissants de la République fédérative populaire de Yougoslavie jouissent de la protection de la République fédérative populaire de Yougoslavie dans les Etats étrangers.

Art. 29. — Le domicile est inviolable.

Nul ne peut pénétrer dans le domicile ou dans le local d'autrui, ni opérer une perquisition, contre la volonté de leur possesseur sans une décision prévue par la loi.

La perquisition ne peut être effectuée qu'en présence de deux témoins. La personne dont le domicile ou les locaux font l'objet de la perquisition a le droit d'y assister.

Art. 30. — Le secret des lettres et de tout autre moyen de correspondance est inviolable, sauf dans les cas d'instruction criminelle, de mobilisation ou de guerre.

Art. 31. — Les ressortissants étrangers, poursuivis pour avoir combattu pour les principes démocratiques, la libération nationale, les droits du peuple travailleur ainsi que pour la liberté du travail scientifique et culturel, jouissent du droit d'asile dans la République fédérative populaire de Yougoslavie.

Art. 32. — Tout citoyen est tenu de travailler selon ses capacités; celui qui ne donne pas à la communauté ne peut recevoir d'elle.

Art. 33. — Toutes les fonctions publiques sont également accessibles, aux conditions prévues par la loi, à tous les citoyens.

Le devoir des citoyens est de remplir consciencieusement les fonctions publiques pour lesquelles ils sont élus ou qui leur sont confiées.

Art. 34. — La défense de la patrie est le plus grand devoir et honneur de chaque citoyen.

La trahison de la patrie est le plus grand crime envers le peuple.

Le service militaire est obligatoire pour tous.

Art. 35. — L'Etat assure aux invalides de guerre une vie digne et la réadaptation gratuite au travail.

Les enfants des combattants morts à l'ennemi et des victimes de guerre sont sous la protection spéciale de l'Etat.

Art. 36. — L'Etat s'occupe de la protection de la santé publique par l'organisation et le contrôle des services sanitaires, hôpitaux, pharmacies, sanatoriums, maisons de convalescence, maisons de repos et autres institutions sanitaires.

L'Etat prend soin de l'éducation physique du peuple, de la jeunesse en particulier, en vue de protéger la santé et les capacités de travail du peuple, comme de renforcer la puissance défensive de l'Etat.

Art. 37. — La liberté du travail scientifique et artistique est assurée.

L'Etat aide la science et les arts dans le but de développer la culture nationale et la prospérité du peuple.

Les droits d'auteur sont protégés par la loi.

Art. 38. — Dans le but de relever la culture générale du peuple, l'Etat rend l'école et les autres institutions d'enseignement et de culture accessibles à toutes les couches du peuple.

L'Etat accorde une attention toute particulière à la jeunesse et protège son éducation.

Les écoles appartiennent à l'Etat. La loi seule peut autoriser la fondation d'écoles privées, mais leur travail reste sous le contrôle de l'Etat.

L'enseignement élémentaire est obligatoire et gratuit.

L'école est séparée de l'Eglise.

Art. 39. — Les citoyens ont le droit d'adresser des demandes et des pétitions aux organes du pouvoir de l'Etat.

Les citoyens ont le droit de porter plainte contre les décisions des organes de l'administration de l'Etat et contre les procédés irréguliers des fonctionnaires.

La procédure à suivre pour porter plainte sera fixée par la loi.

Art. 40. — Tout citoyen a le droit d'accuser devant le tribunal compétent les fonctionnaires pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 41. — Les citoyens ont le droit, dans les conditions prévues par la loi, d'exiger de l'Etat et des fonctionnaires l'indemnité pour les dommages subis en conséquence de l'exercice illégal et irrégulier de leurs fonctions.

Art. 42. — L'obligation de payer l'impôt est générale et proportionnée à la situation matérielle des citoyens.

Les impôts publics et l'exemption de ces impôts ne sont établis que par la loi.

Art. 43. — Dans le but de protéger les libertés civiles et l'organisation démocratique de la République fédérative populaire de Yougoslavie, fixée par la présente constitution, est considéré comme illégal et punissable l'usage des droits civils en vue de changer et de violer l'ordre constitutionnel dans un but antidémocratique.

LOI DU 24 MAI 1945 INTERDISANT L'EXCITATION AUX HAINES ET AUX DISCORDS NATIONALES OU RELIGIEUSES¹

Art. 1. — Toute restriction apportée aux droits civils individuels et des privilèges des citoyens pour des raisons de nationalité, de race ou de religion est punissable en tant que crime tendant à compromettre l'égalité, la fraternité et l'unité, principales conquêtes de la lutte menée pour la libération nationale.

Art. 2. — En conséquence, toute atteinte portée à l'égalité des droits civils, de même que toute agitation ou propagande tendant à provoquer des haines nationales sont punissables.

Art. 3. — Les infractions qui tombent sous le coup des articles 1 et 2 sont punies d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq

ans, à laquelle pourra s'ajouter la perte des droits civils, pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq années à dater de l'expiration de la peine de prison.

Art. 4. — Quand les délits définis aux articles 1 et 2 revêtent une grande importance, soit que leurs auteurs aient voulu qu'ils aient des conséquences graves, soit qu'il existe d'autres circonstances aggravantes ou que ces délits aient eu pour but de compromettre les conquêtes fondamentales de la lutte menée pour la libération nationale, ils sont punis d'une peine sévère d'emprisonnement de deux à quinze ans et entraînent la confiscation, partielle ou totale, des biens, ainsi que la perte des droits civils. Dans le cas de provocation au meurtre, ces délits sont punissables de la peine de mort. S'il y a récidive, ou si le délit est commis par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, la peine appliquée est plus sévère.

Art. 5. — La provocation et l'excitation à la haine religieuse sont punies des mêmes peines que l'excitation à la haine nationale ou raciale. On entend par acte de provocation ou d'excitation à l'intolérance religieuse, le fait pour une personne appartenant à une religion donnée d'attaquer toute autre religion, ou le fait de provoquer, chez des personnes appartenant à une religion donnée, une attitude hostile envers des personnes d'une autre religion.

La critique scientifique des religions prises dans leur ensemble et la critique des délits commis par des représentants des différentes religions et par des ministres du culte ne peuvent être considérées comme des excitations à la haine religieuse. Dans les cas notoires, ces délits seront, au contraire, considérés comme une provocation et une excitation à l'intolérance religieuse s'ils sont commis par des représentants de l'Eglise.

Art. 6. — Les infractions à la présente loi seront jugées en première instance par les tribunaux populaires de district. Elles seront jugées par le tribunal populaire national quand elles ressortissent à sa compétence.

¹ *Služebne Noviny* No 36, 29 août 1945. Texte français traduit de l'anglais par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Annuaire de l'Institut international de droit public*, Paris, 1929-1940.
- Annuaire de législation étrangère*, publié par la Société de législation comparée, Paris.
- Alphonse Aulard et Boris Mirkine-Guetzévitch: *Les déclarations des droits de l'homme*, Paris, 1929.
- British and Foreign State Papers*, Londres.
- Bureau international du Travail: *Constitutional Provisions concerning Social and Economic Policy*, an international collection of texts covering 450 countries and other governmental units, Montréal, 1944.
- Bureau international du Travail: *Série législative*, Genève et Montréal.
- Foreign Office. *The Constitutions of All Countries*, vol. I, The British Empire, Londres, 1938.
- The Constitutions of the Americas*, Russell H. Fitzgibbon, rédacteur-en-chef; Cullen B. Gosnell, William A. Strozier et William S. Stubbs, co-rédacteurs. Publication envisagée pour 1948 par: The University of Chicago Press, Chicago, Ill.
- F.-R. Dareste et P. Dareste: *Les Constitutions modernes*, quatrième édition entièrement refondue par Joseph Delpech et Julien Laferrière, 6 vol., Paris, 1928-1934.
- Helen Miller Davis: *Constitutions, Electoral Laws, Treaties of States in the Near and Middle East*, Durham, N.C., 1947.
- Walter Fairleigh Dodd: *Modern Constitutions*, 2 vol., Chicago, 1909.
- Amedeo Giannini: *Le costituzioni degli stati del vicino Oriente*, Rome, 1931.
- Andrés María Lazcano y Mazón: *Constituciones políticas de América*, 2 vol., La Havane, Cuba, 1942.
- Howard Lee McBain et Lindsay Rogers: *The New Constitutions of Europe*, New-York, 1923.
- Boris Mirkine-Guetzévitch: *Les Constitutions des nations américaines*, Paris, 1932.
- Boris Mirkine-Guetzévitch: *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, dixième édition, Paris, 1938, 2 vol.
- The Pan American Union: *Law and Treaty Series*, Washington, D.C.
- Karl Heinrich Ludwig Pölit: *Die europäischen Verfassungen seit dem Jahre 1789 bis auf die neueste Zeit*, 4 vol., Leipzig, 1832-1847.
- Paul Posener: *Die Staatsverfassungen des Erdballs*, Charlottenburg, 1909.
- José Ignacio Rodríguez: *American Constitutions*, 2 vol., Washington, D.C., 1905-1906.
- Select Constitutions of the World*, prepared for presentation to Dail Eireann by order of the Irish provisional Government, Dublin, 1922.

INDEX

NOTE EXPLICATIVE. — L'Index se réfère aux dispositions constitutionnelles et, dans le cas des Etats n'ayant pas de constitution ou dont la constitution ne contient pas de dispositions concernant les droits de l'homme, aux exposés sur le droit et les coutumes de ces Etats publiés dans cet Annuaire.

Les références aux Etats membres d'un Etat fédéral comprennent le nom de l'Etat membre suivi de celui de l'Etat fédéral placé entre parenthèses.

Le chiffre qui suit le nom de l'Etat indique l'article de la constitution, siège de la matière, ou, s'il s'agit d'une disposition qui ne se trouve pas dans la constitution elle-même, l'article du texte dont cette disposition fait partie (dans ce cas le chiffre est précédé ou suivi de l'une des abréviations appropriées indiquées ci-dessous). Lorsqu'un article est subdivisé en sections, le premier chiffre, romain, indique l'article; le second chiffre, arabe, indique la section [exemple: Ohio (Etats-Unis) II 34 signifie: constitution de l'Etat d'Ohio, Etat membre des Etats-Unis d'Amérique, article II, section 34].

Dans le cas des exposés (voir ci-dessus) la référence est indiquée par des *italiques* et le chiffre, précédé de l'abréviation "*p.*", renvoie à la page correspondante de l'Annuaire (exemple: *Royaume-Uni, p. 319* signifie: exposé relatif au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, page 319 de l'Annuaire).

LISTE DES ABREVIATIONS. — Les abréviations suivantes sont utilisées dans l'Index: amend=amendement à la constitution; Appenzell Rh.-E.=Appenzell Rhodes-Extérieures; Appenzell Rh.-I.=Appenzell Rhodes-Intérieures; compl=lois complétant la constitution; décl=déclaration des droits; ord=ordonnance; p.=page (de l'Annuaire); Rép=République; Etats-Unis=Etats Unis d'Amérique; Royaume-Uni=Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; URSS=Union des Républiques socialistes soviétiques.

ETATS INCLUS DANS L'INDEX

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
Afghanistan	1	Georgie (Etats-Unis)	168
Alabama (Etats-Unis)	140	Glaris (Suisse)	416
Albanie	3	Grèce	262
Appenzell Rh.-E. (Suisse)	406	Grisons (Suisse)	417
Appenzell Rh.-I. (Suisse)	408	Guatemala	265
Arabie saoudite	25	Haïti	275
Argentine	26	Hesse (Allemagne)	16
Argovie (Suisse)	408	Honduras	277
Arizona (Etats-Unis)	142	Hongrie	281
Arkansas (Etats-Unis)	145	Idaho (Etats-Unis)	170
Australie	54	Illinois (Etats-Unis)	172
Bâle-Campagne (Suisse)	410	Inde	283
Bâle-Ville (Suisse)	412	Indiana (Etats-Unis)	174
Bavière (Allemagne)	11	Iowa (Etats-Unis)	175
Belgique	60	Irak	284
Berne (Suisse)	413	Iran	288
République socialiste soviétique de Biélorussie	65	Islande	294
Bolivie	68	Japon	304
Brésil	73	Jujuy (Argentine)	37
Buenos-Aires (Argentine)	28	Kansas (Etats-Unis)	177
Californie (Etats-Unis)	148	Kentucky (Etats-Unis)	178
Canada	80	La Rioja (Argentine)	38
Caroline du Nord (Etats-Unis)	154	Liban	310
Caroline du Sud (Etats-Unis)	156	Libéria	316
Catamarca (Argentine)	30	Liechtenstein	318
Chili	84	Louisiane (Etats-Unis)	180
Chine	87	Lucerne (Suisse)	418
Colombie	96	Luxembourg	320
Colorado (Etats-Unis)	157	Maine (Etats-Unis)	182
Connecticut (Etats-Unis)	160	Maryland (Etats-Unis)	183
Córdoba (Argentine)	32	Massachusetts (Etats-Unis)	186
Corrientes (Argentine)	34	Mendoza (Argentine)	41
Costa-Rica	99	Mexique	322
Cuba	103	Michigan (Etats-Unis)	190
Dakota du Nord (Etats-Unis)	161	Minnesota (Etats-Unis)	191
Dakota du Sud (Etats-Unis)	163	Mississippi (Etats-Unis)	193
Danemark	113	Missouri (Etats-Unis)	195
Delaware (Etats-Unis)	165	Monaco	338
République Dominicaine	115	Montana (Etats-Unis)	198
Egypte	117	Nebraska (Etats-Unis)	201
Eire	119	Neuchâtel (Suisse)	419
Entre-Rios (Argentine)	35	Nevada (Etats-Unis)	203
Equateur	122	New Hampshire (Etats-Unis)	205
Etats-Unis d'Amérique	134	New Jersey (Etats-Unis)	208
Ethiopie	247	New Mexico (Etats-Unis)	210
Finlande	248	New-York (Etats-Unis)	211
Floride (Etats-Unis)	166	Nicaragua	340
France	250	Norvège	346
Fribourg (Suisse)	414	Nouvelle-Zélande	347
Genève (Suisse)	415	Ohio (Etats-Unis)	215

	Pages		Pages
Oklahoma (Etats-Unis)	216	Tennessee (Etats-Unis)	225
Oregon (Etats-Unis)	220	Tessin (Suisse)	425
Panama	351	Texas (Etats-Unis)	228
Paraguay	358	Thurgovie (Suisse)	426
Pays-Bas	360	Transjordanie	440
Pennsylvanie (Etats-Unis)	222	Tucumán (Argentine)	52
Pérou	362	Turquie	441
Philippines	366	République socialiste soviétique d'Ukraine	445
Pologne	369	Union des Républiques socialistes soviétiques.	448
Porto-Rico (Etats-Unis)	244	Unterwald-le-Bas (Suisse)	427
Portugal	375	Unterwald-le-Haut (Suisse)	428
Rhode Island (Etats-Unis)	224	Uri (Suisse)	429
Roumanie	383	Uruguay	460
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	390	Utah (Etats-Unis)	230
Saint-Gall (Suisse)	420	Valais (Suisse)	430
Salta (Argentine)	43	Vatican, Cité du	464
Salvador	395	Vaud (Suisse)	431
San-Juan (Argentine)	45	Venezuela	465
San-Luis (Argentine)	47	Vermont (Etats-Unis)	233
Santa-Fe (Argentine)	49	Virginie (Etats-Unis)	234
Santiago del Estero (Argentine)	50	Virginie de l'Ouest (Etats-Unis)	236
Schaffhouse (Suisse)	422	Washington (Etats-Unis)	238
Schwyz (Suisse)	423	Wisconsin (Etats-Unis)	241
Siam	398	Wurtemberg-Bade (Allemagne)	21
Soleure (Suisse)	424	Wyoming (Etats-Unis)	242
Suède	399	Yougoslavie	468
Suisse	403	Zoug (Suisse)	432
Syrie	435	Zurich (Suisse)	433
Tchécoslovaquie	436		

A

ACCUSATIONS CRIMINELLES: Garanties légales (voir aussi ARRESTATION; HABEAS CORPUS; JURY; LOI; PEINES):

Afghanistan 19; Alabama (Etats-Unis) I 6-14; Albanie 19; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 11, 12; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 6; Argentine 18; Argovie (Suisse) 19; Arizona (Etats-Unis) II 14-16, 22-25, 30; Arkansas (Etats-Unis) II 8-11, 17, 18; Bâle-Campagne (Suisse) 6; Bavière (Allemagne) 86; Belgique 7, 8, 9; Berne (Suisse) 73-75; Biélorussie 86, 87, 102; Bolivie 7-10, 13; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 13-17; Californie (Etats-Unis) I 5-8, 13; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 11-17; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 15-25; Catamarca (Argentine) 25-38; Chili 11-20; Colorado (Etats-Unis) II 6-9, 16-18; Colombie 23-28; Connecticut (Etats-Unis) I 7-15; Córdoba (Argentine) 7-18; Corrientes (Argentine) 8-11, 31; Costa-Rica 38-45; Cuba 21-29; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 5-8, 13; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 7-10; Danemark 78; Delaware (Etats-Unis) I 7-15; Rép. Dominicaine 6; Egypte 5, 6; Eire 40; Entre-Rios (Argentine) 24, 25, 28; Equateur 187; Etats-Unis III 2, Ve amend, VIe amend; Ethiopie 23, 24; Finlande 13; Floride (Etats-Unis) décl 7-14; Fribourg (Suisse) 3, 5, 7, 8; Genève (Suisse) 3, 5; Georgie (Etats-Unis) I 5, 6, 8, 10; Glaris (Suisse) 5; Grèce 5-8; Grisons (Suisse) 9; Guatemala 40-52; Haïti 12, 13-16; Hesse (Allemagne) 19-24; Honduras 32-45; Islande 65; Idaho (Etats-Unis) I 5-8, 13; Illinois (Etats-Unis) II 5-12; Indiana (Etats-Unis) I 12-19, 27-30; Iowa (Etats-Unis) I 9-16; Irak 7, 9; Iran compl 10-12; Japon 31-40; Jujuy (Argentine) 24, 26-29; Kansas (Etats-Unis) décl 8-10; Kentucky (Etats-Unis) 10-16; La Rioja (Argentine) 24-27; Liban 8; Libéria I 6-9; Liechtenstein 33; Louisiane (Etats-Unis) I 9-13; Lucerne (Suisse) 5; Luxembourg 12-14; Maine (Etats-Unis) I 5-12; Maryland (Etats-Unis) décl 16-27; Massachusetts (Etats-Unis) I 12-14; Mendoza (Argentine) 17-27; Mexique 16-23; Michigan (Etats-Unis) II 13-19; Minnesota (Etats-Unis) I 6-12; Mississippi (Etats-Unis) II 22, 26, 27;

Missouri (Etats-Unis) I 10, 12, 16-22; Monaco 6, 7; Montana (Etats-Unis) III 8-10, 16-21; Nebraska (Etats-Unis) I 6-16; Neuchâtel (Suisse) 7, 12; Nevada (Etats-Unis) I 5-8; New Hampshire (Etats-Unis) I 15-17; New Jersey (Etats-Unis) I 7-11; New Mexico (Etats-Unis) II 7, 12-16; New-York (Etats-Unis) I 4-6; Nicaragua 43-49; Norvège 96, 97, 99; Ohio (Etats-Unis) I 5, 8-10; Oklahoma (Etats-Unis) II 6-10, 17-21; Oregon (Etats-Unis) I 10-12; Panama 22-25, 30-34; Paraguay 25-27; Pays-Bas 163, 164; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 9-19; Pérou 56, 57; Philippines III 1, 14-21; Pologne 97, 98; Portugal 8; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Rhode Island (Etats-Unis) I 7-10, 13-17; Roumanie 11-16; Royaume-Uni, p. 390-391; Saint-Gall (Suisse) 29, 30; Salta (Argentine) 26-33; Salvador 22, 24-28; San-Juan (Argentine) 8-17; San-Luis (Argentine) 26-30; Santa-Fe (Argentine) 9-17; Santiago del Estero (Argentine) 19-27; Schaffhouse (Suisse) 8; Schwyz (Suisse) 5; Soleure (Suisse) 12, 13; Suède 16; Suisse 58; Syrie 7-10; Tennessee (Etats-Unis) I 8-10, 14, 15; Tessin (Suisse) 4; Texas (Etats-Unis) I 10-16, 19-23; Thurgovie (Suisse) 9; Transjordanie 6, 7; Tucumán (Argentine) 31-33; Turquie 72, 83; Ukraine 109, 110, 126; URSS 110, 111, 127; Unterwald-le-Bas (Suisse) 8; Uri (Suisse) 30-32; Uruguay 12-26; Utah (Etats-Unis) I 7, 12, 13; Valais (Suisse) 5; Vaud (Suisse) 4, 69; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 10; Virginie (Etats-Unis) I 8; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 14, 17, 18; Washington (Etats-Unis) I 9, 10, 13-15, 20-22; Wisconsin (Etats-Unis) I 5-8, 10-12; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 4, 5; Wyoming (Etats-Unis) I 13-15; Yougoslavie 28; Zoug (Suisse) 6-8; Zurich (Suisse) 5, 6, 8, 9;

AGRICULTURE: Liberté de l'; Protection de l':

Afghanistan 12; Albanie 10; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 30; Argovie (Suisse) 86, 88; Bâle-Campagne (Suisse) 39; Bavière (Allemagne) 163, 165; Berne (Suisse) 81; Biélorussie 5-9; Brésil 150, 156; Chili 10; Chine, p. 93; Cuba 90, 91; Glaris (Suisse) 21; Grisons (Suisse) 42; Guatemala 88, 91, 93, 94, 96; Hesse (Allemagne) 42; Libéria V 14, 15; Liechtenstein 17, 20, 22; Lucerne (Suisse) 12 bis; Mexique 27;

Panama 95, 96; Pérou 47; Philippines XIII 1-5; Pologne 99; Saint-Gall (Suisse) 15, 16; Schaffhouse (Suisse) 56; Soleure (Suisse) 73; Thurgovie (Suisse) 27; Ukraine 5-9; URSS 5-9; Unterwald-le-Bas (Suisse) 33; Uri (Suisse) 42, 44; Valais (Suisse) 15; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 26; Yougoslavie 19.

ARRESTATION ARBITRAIRE (voir aussi ACCUSATIONS CRIMINELLES; PERQUISITIONS ET SAISIES; PERSONNE, Inviolabilité de la):

Alabama (Etats-Unis) I 7; Albanie 19; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 11; Argentine 18; Argovie (Suisse) 19; Arkansas (Etats-Unis) II 21; *Australie*, p. 56, 58; Bâle-Campagne (Suisse) 6; Bâle-Ville (Suisse) 3; Bavière (Allemagne) 102; Belgique 7; Berne (Suisse) 73; Biélorussie 102; Bolivie 7, 8; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 13-17; *Canada*, p. 81; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 17; Catamarca (Argentine) 36, 38, 39, 42; Chili 13, 15, 16; *Chine*, p. 93; Connecticut (Etats-Unis) I 10; Córdoba (Argentine) 12, 15, 18; Cuba 27, 29; Danemark 78; Rép. Dominicaine 6; Eire 40; Entre-Rios (Argentine) 24, 25; Ethiopie 23; Fribourg (Suisse) 3; Genève (Suisse) 3; Glaris (Suisse) 5; Grèce 4, 5, 6; Grisons (Suisse) 9; Guatemala 43, 44, 46; Haïti 12; Hesse (Allemagne) 19; Honduras 32; Irak 7; Iran 10; Japon 34; Jujuy (Argentine) 25, 28; La Rioja (Argentine) 28-30; Liban 8; Lucerne (Suisse) 5; Massachusetts (Etats-Unis) I 14; Mendoza (Argentine) 17, 19, 21; Mexique 16, 19; Neuchâtel (Suisse) 7; New Hampshire (Etats-Unis) I 19; *Nouvelle-Zélande*, p. 349-350; Nicaragua 110, 111; Norvège 99; Panama 22; Portugal 8; Roumanie 11; *Royaume-Uni*, p. 390-391; Saint-Gall (Suisse) 30; Salta (Argentine) 29, 30, 31; San-Juan (Argentine) 8-11; San-Luis (Argentine) 28-30; Santa-Fe (Argentine) 9, 11, 14; Santiago del Estero (Argentine) 20-22; Schaffhouse (Suisse) 8; Schwyz (Suisse) 5; Soleure (Suisse) 13; Syrie 8; Tessin (Suisse) 4; Thurgovie (Suisse) 9; Transjordanie 6; Tucumán (Argentine) 31-33; Turquie 72; Ukraine 126; URSS 127; Unterwald-le-Bas (Suisse) 5; Unterwald-le-Haut (Suisse) 6; Valais (Suisse) 4; Vaud (Suisse) 4; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 5; Yougoslavie 28; Zoug (Suisse) 8; Zurich (Suisse) 7.

ARTS ET SCIENCES: Liberté; Protection; Encouragement des:

Afghanistan 22; Albanie 27; Argovie (Suisse) 91; Bolivie 163; Brésil 173, 175; Cuba 47; Equateur 187; Grisons (Suisse) 10; Guatemala 86, 87; Iran compl 18; Nicaragua 134; Philippines XIV 4; Portugal 17, 43; Schaffhouse (Suisse) 17; Tchécoslovaquie 118; Thurgovie (Suisse) 15; Valais (Suisse) 15; Yougoslavie 37; Zurich (Suisse) 21.

ASILE: Droit d' (voir aussi ETRANGERS; EXTRADITION; DÉLITS POLITIQUES):

Albanie 36; Biélorussie 104; Cuba 31; France, préambule; Guatemala 26; Haïti 30; Hesse (Allemagne) 7; Salvador 11; Ukraine 128; URSS 129; Yougoslavie 31;

ASSISTANCE PUBLIQUE:

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 25, 30; Argovie (Suisse) 82; Bâle-Campagne (Suisse) 8, 37; Bâle-Ville (Suisse) 16; Bavière (Allemagne) 168; Berne (Suisse) 91; Bolivie 130; Colombie 19; Danemark 82; Rép. Dominicaine 6; Equateur 174, 188; Glaris (Suisse) 19; Guatemala 58, 82; Hesse (Allemagne) 10; Islande 70; Liechtenstein 25; New-York (Etats-Unis) XVII 1; Oklahoma (Etats-Unis) XXV 1; Pays-Bas 201; *Royaume-Uni*, p. 393; Saint-Gall (Suisse) 14; Schaffhouse (Suisse) 55; Soleure

(Suisse) 68; Unterwald-le-Bas (Suisse) 32; Unterwald-le-Haut (Suisse) 10; Uri (Suisse) 9; Zoug (Suisse) 7; Zurich (Suisse) 22;

ASSOCIATION: Liberté d':

Albanie 18; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 16; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Argentine 14; Argovie (Suisse) 18; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 114; Belgique 20; Berne (Suisse) 79; Biélorussie 101; Bolivie 6; Brésil 141; *Canada*, p. 80; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 25; Catamarca (Argentine) 10; Chili 10; Colombie 44; Cuba 37, 69; Danemark 85; Rép. Dominicaine 6, 103; Egypte 21; Eire 40; Equateur 187; Finlande 10; Fribourg (Suisse) 10; Glaris (Suisse) 10; Grèce 11; Guatemala 32; Haïti 26; Hesse (Allemagne) 15; Honduras 61; Hongrie, préambule; Irak 12; Iran compl 21; Islande 73; Japon 21; Liban 13; Liechtenstein 41; Lucerne (Suisse) 8; Luxembourg 26; Mexique 9, 27, 123, 130; Neuchâtel (Suisse) 11; New-York (Etats-Unis) I 17; Nicaragua 126; Panama 40; Paraguay 19; Pays-Bas 9; Pérou 27; Philippines III 6; Pologne 108; Portugal 8; Roumanie 5, 29; *Royaume-Uni*, p. 393; Saint-Gall (Suisse) 28; San-Juan (Argentine) 20; Schaffhouse (Suisse) 12; Schwyz (Suisse) 12; Siam 14; Soleure (Suisse) 12; Suisse 56; Syrie 25; Tchécoslovaquie 113, 114; Transjordanie 11; Turquie 70, 79; Ukraine 125; URSS 126; Unterwald-le-Bas (Suisse) 12; Uri (Suisse) 29; Uruguay 38; Valais (Suisse) 10; Vatican 3; Vaud (Suisse) 8; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 15; Yougoslavie 20, 27; Zoug (Suisse) 10; Zurich (Suisse) 3.

ASSURANCES SOCIALES:

Dispositions générales:

Argovie (Suisse) 85, 86; Arizona (Etats-Unis) XVIII 7, 8; Bâle-Campagne (Suisse) 39; Bavière (Allemagne) 171; Biélorussie 95; Bolivie 122; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 21; *Canada*, p. 82; *Chine*, p. 93; Costa-Rica 63; Cuba 45, 65; Rép. Dominicaine 6; Entre-Rios (Argentine) 42; Guatemala 63; Hesse (Allemagne) 35; Liechtenstein 20; Mexique 123; New-York (Etats-Unis) I 18; Nicaragua 104; Panama 93; Paraguay 14; Pérou 48; Pologne 102; Roumanie 21; *Royaume-Uni*, p. 393; Salta (Argentine) 40; San-Juan (Argentine) 31; Soleure (Suisse) 71; Suisse 34 bis, quater, quinquies; Ukraine 119; URSS 120; Unterwald-le-Bas (Suisse) 33; Uruguay 58; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 24; Yougoslavie 20.

Accident:

Bolivie 122; Brésil 157; *Canada*, p. 83; Costa-Rica 63; Cuba 65; Guatemala 63; Mexique 123; Panama 93; Pologne 102; Roumanie 21; Suisse 34 bis; Soleure (Suisse) 71; Uruguay 58.

Chômage:

Bolivie 122; Brésil 157; *Canada*, p. 82; Cuba 65; Hesse (Allemagne) 28; Nicaragua 105; Panama 93; Pérou 48; Pologne 102; *Royaume-Uni*, p. 393; Uruguay 58.

Incapacité:

Bolivie 122; Biélorussie 95; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 21; Entre-Rios (Argentine) 42; Hesse (Allemagne) 35; Liechtenstein 26; Mexique 123; Pérou 48; Pologne 102; San-Juan (Argentine) 31; Ukraine 119; URSS 120.

Invalidité:

Arizona (Etats-Unis) XVIII 8; *Australie*, p. 57; Bolivie 122; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 21; Costa-Rica 63; Equateur 188; Guatemala 63; Nicaragua 105; Oklahoma (Etats-Unis) XXV 1; *Royaume-Uni*, p. 393; Suisse 34 quater;

Maladie:

Argovie (Suisse) 85; Biélorussie 95; Bolivie 122; Brésil 157; Costa-Rica 63; Cuba 65; Entre-Rios (Argentine) 42; Guatemala 63; Hesse (Allemagne) 35; Liechtenstein 26; Mexique 123; Nicaragua 105; Panama 93; Pérou 48; Pologne 102; Roumanie 21; *Royaume-Uni*, p. 393; San Juan (Argentine) 31; Soleure (Suisse) 71; Suisse 34 bis; Ukraine 119; URSS 120; Uruguay 58; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 24.

Maladies professionnelles:

Cuba 65; Mexique 123; Panama 93.

Maternité:

Bolivie 122; Brésil 157, 164; Costa-Rica 63; Entre-Rios (Argentine) 42; Hesse (Allemagne) 35; Panama 71, 93; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quinquies*.

Mort:

Bolivie 122; Brésil 157; Costa-Rica 63; Cuba 65; Entre-Rios (Argentine) 42; Guatemala 63; Mexique 123; Pérou 48; Soleure (Suisse) 71.

Survivants:

Arizona (Etats-Unis) XVIII 8; Californie (Etats-Unis) XX 21; Eire 45; Entre-Rios (Argentine) 42; Panama 93; *Royaume-Uni*, p. 393; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quater*; Uruguay 58;

Vieillesse:

Australie, p. 57; Biélorussie 95; Bolivie 122; Brésil 157; Costa-Rica 63; Cuba 65; Eire 45; Entre-Rios (Argentine) 42; Guatemala 63; Hesse (Allemagne) 35; Liechtenstein 26; Nicaragua 105; Oklahoma (Etats-Unis) XXV 1; Panama 93; Pérou 48; *Royaume-Uni*, p. 393; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quater*; Ukraine 119; URSS 120; Uruguay 58; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 24.

AUTEUR: Droits d' (voir PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE).

B

BANNISSEMENT, EXPULSION:

Albanie 19; Arkansas (Etats-Unis) II 21; Bolivie 35; Brésil 141; Cuba 30; Egypte 7; Equateur 188; Georgie (Etats-Unis) I 7; Illinois (Etats-Unis) II 11; Irak 7; Iran compl 14; Kansas (Etats-Unis) décl 12; Maryland (Etats-Unis) décl 23; Mexique 5, 33; Ohio (Etats-Unis) 12; Oklahoma (Etats-Unis) I 29; Panama 30; Pérou 68; Suède 16; Syrie 11; Tennessee (Etats-Unis) I 8; Texas (Etats-Unis) I 20; Vermont (Etats-Unis) I 21; Yougoslavie 28.

C

CAUTIONNEMENT EXCESSIF: Interdiction du:

Alabama (Etats-Unis) I 16; Arizona (Etats-Unis) II 15; Arkansas (Etats-Unis) II 9; Buenos-Aires (Argentine) 18; Californie (Etats-Unis) I 6; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 14; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 19, 20; Colorado (Etats-Unis) II 19; Connecticut (Etats-Unis) I 13; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 6; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 8, 23; Delaware (Etats-Unis) I 11; Etats-Unis VIIIe amend; Floride (Etats-Unis) décl 8, 9; Georgie (Etats-Unis) I 9; Idaho (Etats-Unis) I 6; Illinois (Etats-Unis) II 7; Indiana (Etats-Unis) I 16; Iowa (Etats-Unis) I 17; Kansas (Etats-Unis) décl 9; Kentucky (Etats-Unis) 16; Louisiane (Etats-Unis) I 12; Libéria I 10, 20; Maine (Etats-Unis) I 10; Maryland (Etats-Unis) décl 25; Massachusetts (Etats-Unis) I 26; Michigan (Etats-Unis) II 15; Minnesota (Etats-Unis) I 5; Mississippi (Etats-Unis) III 29; Missouri (Etats-Unis) I 20; Montana (Etats-Unis) III 20; Nebraska (Etats-Unis) I 9; Nevada (Etats-Unis)

I 6; New Hampshire (Etats-Unis) I 33; New Jersey (Etats-Unis) I 15; New Mexico (Etats-Unis) II 13; New-York (Etats-Unis) I 5; Ohio (Etats-Unis) I 9; Oklahoma (Etats-Unis) II 8, 9; Oregon (Etats-Unis) I 14, 16; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 13, 14; Philippines III 16; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Rhode Island (Etats-Unis) I 8, 9; Salta (Argentine) 33; Tennessee (Etats-Unis) I 15, 16; Texas (Etats-Unis) I 11, 13; Utah (Etats-Unis) I 8, 9; Virginie (Etats-Unis) I 9; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 5; Washington (Etats-Unis) I 14, 20; Wisconsin (Etats-Unis) I 6, 8; Wyoming (Etats-Unis) I 14.

CENSURE (voir aussi PRESSE: Liberté de la):

Argentine 14; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 111; Belgique 18; Berne (Suisse) 77; Bolivie 35; Brésil 141; Chili 10; Costa-Rica 37; Cuba 33; Danemark 84; Rép. Dominicaine 6; Egypte 15; Genève (Suisse) 8; Grèce 14; Guatemala 36; Hesse (Allemagne) 11; Honduras 59; Iran compl 20; Islande 72; Japon 21; Liechtenstein 40; Luxembourg 24; Mexique 7; Nicaragua 130; Panama 38; Paraguay 19; Pérou 65; Pologne 105; Roumanie 25; *Royaume-Uni*, p. 392; Salvador 29; Syrie 16; Tchécoslovaquie 113; Transjordanie 13; Turquie 77; Uruguay 28.

COMMERCE ET INDUSTRIE: Liberté du; Protection du:

Afghanistan 12; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 15, 30; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Argentine 14; Argovie (Suisse) 21; *Australie*, p. 55; Bavière (Allemagne) 153; Berne (Suisse) 81; Bolivie 6, 108; Brésil 146; Buenos-Aires (Argentine) 24; Catamarca (Argentine) 10; Chili 10; Colombie 32, 39; Danemark 81; Equateur 187; Fribourg (Suisse) 11; Glaris (Suisse) 12, 21; Grisons (Suisse) 10; Guatemala 88, 97; Haïti 18; Hesse (Allemagne) 38, 39; Honduras 62; Islande 69; Jujuy (Argentine) 15; La Rioja (Argentine) 18, 21; Liechtenstein 36; Lucerne (Suisse) 10; Mendoza (Argentine) 33; Mexique 4, 28; Nicaragua 62; Norvège 101; Paraguay 19; Pérou 16, 40; Philippines XIII 1, 6; Portugal 8; Saint-Gall (Suisse) 15, 27; Salta (Argentine) 19; Salvador 34; Schaffhouse (Suisse) 17, 56; Schwyz (Suisse) 14; Soleure (Suisse) 12; Suisse 31; Thurgovie (Suisse) 15, 27; Unterwald-le-Bas (Suisse) 10, 33; Unterwald-le-Haut (Suisse) 5; Uri (Suisse) 29, 42, 44; Uruguay 35; Valais (Suisse) 10, 15; Vaud (Suisse) 9; Venezuela 32; Yougoslavie 14; Zoug (Suisse) 13; Zurich (Suisse) 21.

CONGÉS PAYÉS:

Albanie 11; Bavière (Allemagne) 174; Biélorussie 94; Bolivie 122; Brésil 157; Costa-Rica 54; Cuba 67; Rép. Dominicaine 6; Equateur 185; Guatemala 58; Hesse (Allemagne) 32, 34; Nicaragua 100; Panama 69; Ukraine 118; URSS 119; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 21, 22; Yougoslavie 20.

CONSCIENCE: Liberté de:

Albanie 16; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 6; Argovie (Suisse) 21; Arizona (Etats-Unis) II 12; Arkansas (Etats-Unis) II 24; Bâle-Ville (Suisse) 18; Bavière (Allemagne) 107; Berne (Suisse) 83; Biélorussie 99; Brésil 141; Californie (Etats-Unis) I 4; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 26; Chili 10; Colorado (Etats-Unis) II 4; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 4; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 3; Rép. Dominicaine 6; Egypte 12; Eire 44; Entre-Rios (Argentine) 7; Equateur 168; Georgie (Etats-Unis) I 13; Glaris (Suisse) 6; Grisons (Suisse) 11; Hesse (Allemagne) 9; Illinois (Etats-Unis) II 3; Indiana (Etats-Unis) I 2; Irak 13, décl II 15; Japon 19; Kansas (Etats-Unis) décl 7; Kentucky (Etats-Unis) 1, 5; Libéria I 3; Liechtenstein 37; Lucerne (Suisse) 2;

Maine (Etats-Unis) I 3; Massachusetts (Etats-Unis) I 2; Michigan (Etats-Unis) II 3; Minnesota (Etats-Unis) I 16, 17; Missouri (Etats-Unis) I 5; Montana (Etats-Unis) III 4; Nebraska (Etats-Unis) I 4; Nevada (Etats-Unis) I 4; New Hampshire (Etats-Unis) I 5; New Jersey (Etats-Unis) I 3; New Mexico (Etats-Unis) II 11; New-York (Etats-Unis) I 3; Nicaragua 135; Ohio (Etats-Unis) I 7; Oregon (Etats-Unis) I 2; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 3; Pérou 59; Pologne 11; Rhode Island (Etats-Unis) I 3; Roumanie 5, 22; *Royaume-Uni*, p. 392-393; Saint-Gall (Suisse) 22; Schaffhouse (Suisse) 10; Soleure (Suisse) 12; Suède 16; Suisse 27, 49; Syrie 15; Tchécoslovaquie 121; Tennessee (Etats-Unis) I 3; Texas (Etats-Unis) I 5; Turquie 70; Ukraine 123; URSS 124; Unterwald-le-Bas (Suisse) 3; Unterwald-le-Haut (Suisse) 3; Uri (Suisse) 2; Utah (Etats-Unis) I 1, 4; Valais (Suisse) 2; Vermont (Etats-Unis) I 3; Virginie (Etats-Unis) I 16; Washington (Etats-Unis) I 11; Wisconsin (Etats-Unis) I 18; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 10; Yougoslavie 25.

COOPÉRATIVES :

Albanie 5, 6, 8; Biélorussie 7, 101; Bolivie 123; Costa-Rica 58; Cuba 75; Guatemala 66, 94, 100; Haïti 26; Mexique 28, 123; Panama 95; Pérou 48; Portugal 41; Saint-Gall (Suisse) 15; Ukraine 7, 125; URSS 7, 126; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 25; Yougoslavie 17.

CORRESPONDANCE : Secret de la :

Afghanistan 109; Albanie 21; Argentine 18; Bavière (Allemagne) 112; Belgique 22; Biélorussie 103; Bolivie 15; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 20; Catamarca (Argentine) 24; Chili 10; Colombie 38; Córdoba (Argentine) 11; Costa-Rica 31, 32; Cuba 32; Danemark 79; Rép. Dominicaine 6; Egypte 11; Equateur 187; Ethiopie 26; Finlande 12; Grèce 20; Guatemala 35; Haïti 28; Hesse (Allemagne) 12; Honduras 51; Irak 15; Iran compl 22, 23; Islande 66; Japon 21; Jujuy (Argentine) 32; La Rioja (Argentine) 33; Liechtenstein 32; Luxembourg 28; Mendoza (Argentine) 15; Mexique 25; Nicaragua 131; Panama 29; Paraguay 27; Pays-Bas 166; Pérou 66; Philippines III 5; Pologne 106; Portugal 8; Roumanie 27; Salta (Argentine) 25; San-Luis (Argentine) 24; Santa-Fe (Argentine) 18; Santiago del Estero (Argentine) 14; Suisse 36; Syrie 18; Tchécoslovaquie 116; Transjordanie 13; Turquie 81; Ukraine 127; URSS 128; Uruguay 27; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 7; Yougoslavie 30.

D

DÉLITS POLITIQUES :

Alabama (Etats-Unis) I 18; Albanie 32; Argentine 18; Arizona (Etats-Unis) II 28; Arkansas (Etats-Unis) II 14; Biélorussie 108; Californie (Etats-Unis) I 20; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 22; Colorado (Etats-Unis) II 9; Costa-Rica 36; Cuba 25, 26; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 19; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 25; Etats-Unis III 3; Floride (Etats-Unis) décl 23; France, préambule; Fribourg (Suisse) 8; Georgie (Etats-Unis) II 2; Grèce 6, 18; Guatemala 26, 92; Haïti 20; Indiana (Etats-Unis) I 28; Iowa (Etats-Unis) I 16; Kansas (Etats-Unis) décl 13; Kentucky (Etats-Unis) 20; La Rioja (Argentine) 27; Luxembourg 18; Maine (Etats-Unis) I 12; Mexique 15, 22; Michigan (Etats-Unis) II 21; Minnesota (Etats-Unis) I 9; Mississippi (Etats-Unis) III 10; Missouri (Etats-Unis) I 30; Montana (Etats-Unis) III 9; Nebraska (Etats-Unis) I 14; Nevada (Etats-Unis) I 19; New Jersey (Etats-Unis) I 14; New Mexico (Etats-Unis) II 16; Oklahoma (Etats-Unis) II

16; Oregon (Etats-Unis) I 24; Panama 23; Paraguay 25; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 18; Santa-Fe (Argentine) 13; Suisse 65; Texas (Etats-Unis) I 22; Ukraine 132; URSS 133; Utah (Etats-Unis) I 19; Venezuela 32; Washington (Etats-Unis) I 27; Wisconsin (Etats-Unis) I 10; Wyoming (Etats-Unis) I 26; Yougoslavie 34.

DÉMOCRATIE : Défense de la :

Albanie 34; Bavière (Allemagne) 15, 184; Brésil 141; Cuba 37; Rép. Dominicaine 103; Hesse (Allemagne) 158; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 104; Yougoslavie 43.

DETTE : Emprisonnement pour :

Alabama (Etats-Unis) I 20; Arizona (Etats-Unis) II 18; Arkansas (Etats-Unis) II 16; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 29; Californie (Etats-Unis) I 15; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 16; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 24; Catamarca (Argentine) 34; Colombie 23; Colorado (Etats-Unis) II 12; Corrientes (Argentine) 18; Costa-Rica 44; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 15; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 15; Rép. Dominicaine 6; Equateur 187; Floride (Etats-Unis) décl 16; Georgie (Etats-Unis) I 21; Guatemala 43; Honduras 38; Idaho (Etats-Unis) I 15; Illinois (Etats-Unis) II 12; Indiana (Etats-Unis) I 22; Iowa (Etats-Unis) I 19; Jujuy (Argentine) 30; Kansas (Etats-Unis) décl 16; Kentucky (Etats-Unis) 18; La Rioja (Argentine) 25; Mendoza (Argentine) 27; Mexique 17; Michigan (Etats-Unis) II 20; Minnesota (Etats-Unis) I 12; Mississippi (Etats-Unis) III 30; Missouri (Etats-Unis) I 11; Montana (Etats-Unis) III 12; Nebraska (Etats-Unis) I 20; Nevada (Etats-Unis) I 14; New Jersey (Etats-Unis) I 17; New Mexico (Etats-Unis) II 21; Nicaragua 117; Ohio (Etats-Unis) I 15; Oklahoma (Etats-Unis) II 13; Oregon (Etats-Unis) I 19; Panama 22; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 16; Pérou 58; Philippines III 12; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 11; San-Juan (Argentine) 12; Suisse 59; Tennessee (Etats-Unis) I 18; Texas (Etats-Unis) I 18; Uruguay 51; Utah (Etats-Unis) I 16; Venezuela 32; Washington (Etats-Unis) I 17; Wisconsin (Etats-Unis) I 16; Wyoming (Etats-Unis) I 5.

DISCRIMINATION : Femmes (voir FEMMES); Langue (voir LANGUE); Naissance, origine (voir EGALITÉ DEVANT LA LOI); Nationalité (voir MINORITÉS).

Raciale :

Albanie 13; Arizona (Etats-Unis) XX 7; Arkansas (Etats-Unis) II 3; Bavière (Allemagne) 7; Biélorussie 98; *Canada*, p. 81; *Chine*, p. 93; Cuba 20; Egypte 3; Equateur 168; Etats-Unis XVe amend; France, préambule; Guatemala 21; Hesse (Allemagne) 1; Inde 298; Irak 6; Japon 14; Nevada (Etats-Unis) XXVIII 1; New-York (Etats-Unis) I 11; Nicaragua 107; Oklahoma (Etats-Unis) I 6; Panama 21, 80; Pologne 95; Syrie 6; Tchécoslovaquie 128; Transjordanie 5; Turquie 88; Ukraine 122; URSS 123; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 10; Wyoming (Etats-Unis) I 3; Yougoslavie 21, 23.

Religieuse :

Alabama (Etats-Unis) I 3; Albanie 13; Arizona (Etats-Unis) II 12, XX 1; Arkansas (Etats-Unis) II 24, 26; Bavière (Allemagne) 107; Brésil 141; Californie (Etats-Unis) I 4; *Canada*, p. 81; Colorado (Etats-Unis) II 4; Connecticut (Etats-Unis) I 3; Danemark 77; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 4; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 3; Delaware (Etats-Unis) I 1, 2; Egypte 3; Eire 44; Equateur 168; Etats-Unis VI; Finlande 9; Floride (Etats-Unis) décl

5, 6; France, préambule; Georgie (Etats-Unis) I 13; Guatemala 21; Hesse (Allemagne) 1; Idaho (Etats-Unis) I 4, XXI 19; Illinois (Etats-Unis) II 3; Inde 298; Indiana (Etats-Unis) I 4, 5; Iowa (Etats-Unis) I 4; Irak 6, 18; Islande 64; Japon 14; Kansas (Etats-Unis) décl 7; Kentucky (Etats-Unis) 5; Louisiane (Etats-Unis) I 4; Libéria I 3; Liechtenstein 39; Maine (Etats-Unis) I 3; Maryland (Etats-Unis) décl 36, 37; Massachusetts (Etats-Unis) I 2; Michigan (Etats-Unis) II 3; Minnesota (Etats-Unis) I 17; Mississippi (Etats-Unis) III 18; Missouri (Etats-Unis) I 5; Montana (Etats-Unis) III 4, ord 1; Nebraska (Etats-Unis) I 4; Nevada (Etats-Unis) I 4; New Hampshire (Etats-Unis) I 5; New Jersey (Etats-Unis) I 4; New Mexico (Etats-Unis) II 11; New-York (Etats-Unis) I 11; Ohio (Etats-Unis) I 7; Oklahoma (Etats-Unis) I 2; Oregon (Etats-Unis) I 4, 6; Panama 21; Pays-Bas 176; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 4; Philippines III 7; Pologne 95, 111; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Rhode Island (Etats-Unis) I 3; Roumanie 7; Syrie 6; Tchécoslovaquie 128; Tennessee (Etats-Unis) I 4; Texas (Etats-Unis) I 4, 5; Transjordanie 5; Turquie 75, 88; Utah (Etats-Unis) I 4, III ord; Vermont (Etats-Unis) I 3; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 11; Washington (Etats-Unis) I 11; Wisconsin (Etats-Unis) I 19; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 10; Wyoming (Etats-Unis) I 18; Yougoslavie 21, 23.

DOMICILE: Inviolabilité du (voir aussi PERQUISITIONS ET SAISIES):

Afghanistan 16; Alabama (Etats-Unis) I 5; Albanie 20; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 11; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Arizona (Etats-Unis) II 8; Argentine 18; Argovie (Suisse) 20; Arkansas (Etats-Unis) II 15; Bâle-Campagne (Suisse) 7; Bavière (Allemagne) 106; Belgique 10; Berne (Suisse) 76; Biélorussie 103; Bolivie 16; Brésil 14; Buenos-Aires (Argentine) 21; Californie (Etats-Unis) I 19; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 16; Catamarca (Argentine) 21, 22; Chili 10; Colombie 23; Colorado (Etats-Unis) II 7; Connecticut (Etats-Unis) I 8; Córdoba (Argentine) 19; Corrientes (Argentine) 12; Costa-Rica 30; Cuba 34; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 18; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 11; Delaware (Etats-Unis) I 6; Danemark 79; Rép. Dominicaine 6; Egypte 8; Éire 40; Equateur 187; Etats-Unis IVe amend; Ethiopie 25; Finlande 11; Floride (Etats-Unis) décl 22; Fribourg (Suisse) 4; Genève (Suisse) 4; Georgie (Etats-Unis) I 16; Grèce 12; Grisons (Suisse) 9; Guatemala 37; Haïti 14; Hesse (Allemagne) 8; Honduras 48, 50; Idaho (Etats-Unis) I 17; Illinois (Etats-Unis) II 6; Indiana (Etats-Unis) I 11; Iowa (Etats-Unis) I 8; Irak 8; Iran compl 13; Islande 66; Japon 35; Jujuy (Argentine) 31; Kansas (Etats-Unis) décl 15; Kentucky (Etats-Unis) 15; La Rioja (Argentine) 32; Liban 14; Liechtenstein 32; Louisiane (Etats-Unis) I 7; Lucerne (Suisse) 5; Luxembourg 15; Mendoza (Argentine) 14; Mexique 16; Michigan (Etats-Unis) II 10; Mississippi (Etats-Unis) III 23; Missouri (Etats-Unis) I 15; Monaco 8; Montana (Etats-Unis) III 7; Nebraska (Etats-Unis) I 7; Neuchâtel (Suisse) 7; Nevada (Etats-Unis) I 18; New Jersey (Etats-Unis) I 6; New Mexico (Etats-Unis) II 10; New-York (Etats-Unis) I 12; Nicaragua 123; Norvège 102; Ohio (Etats-Unis) I 14; Oklahoma (Etats-Unis) II 30; Oregon (Etats-Unis) I 9; Panama 26; Paraguay 27; Pays-Bas 165; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 8; Pérou 61; Philippines III 3; Pologne 100; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 6; Roumanie 13; *Royaume-Uni*, p. 390; Saint-Gall (Suisse) 30; Salta (Argentine) 24; Salvador 21; San-Juan (Argentine) 15; San-Luis (Argentine) 24; Santa-Fe (Argentine) 18; Santiago del Estero (Argentine) 13; Schaffhouse (Suisse) 20;

Schwyz (Suisse) 5; Soleure (Suisse) 14; Suède 16; Syrie 12; Tennessee (Etats-Unis) I 7; Texas (Etats-Unis) I 9; Thurgovie (Suisse) 10; Transjordanie 6; Tucumán (Argentine) 30; Turquie 76; Ukraine 127; URSS 128; Unterwald-le-Bas (Suisse) 5; Unterwald-le-Haut (Suisse) 6; Uri (Suisse) 29; Uruguay 11; Utah (Etats-Unis) I 14; Valais (Suisse) 4; Vaud (Suisse) 5; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 11; Virginie (Etats-Unis) I 10; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 6; Washington (Etats-Unis) I 7; Wisconsin (Etats-Unis) I 11; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 6; Wyoming (Etats-Unis) I 4; Yougoslavie 29; Zoug (Suisse) 9; Zurich (Suisse) 8.

DROIT ÉLECTORAL:

Alabama (Etats-Unis) I 33; Albanie 14; Arizona (Etats-Unis) II 21; *Australie*, p. 56-57; Bavière (Allemagne) 15; Biélorussie 109-118; *Canada*, p. 81; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 10, 22; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 9, 10; Colorado (Etats-Unis) II 5; Corrientes (Argentine) 25; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 19; Delaware (Etats-Unis) I 3; Equateur 188; Etats-Unis XVe amend, XIXe amend; Guatemala 33; Idaho (Etats-Unis) I 19; Illinois (Etats-Unis) II 18; Japon 15; Kentucky (Etats-Unis) 6; Libéria I 11; Maryland (Etats-Unis) décl 7; Massachusetts (Etats-Unis) I 9; Minnesota (Etats-Unis) I 17; Missouri (Etats-Unis) I 25; Montana (Etats-Unis) III 5; Nebraska (Etats-Unis) I 22; New Hampshire (Etats-Unis) I 11; New Mexico (Etats-Unis) II 8; *Nouvelle-Zélande*, p. 350; Oklahoma (Etats-Unis) II 4; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 5; Tennessee (Etats-Unis) I 5; Ukraine 133-142; URSS 134-142; Utah (Etats-Unis) I 17; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 8; Virginie (Etats-Unis) I 6; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 11; Washington (Etats-Unis) I 19; Wyoming (Etats-Unis) I 27; Yougoslavie 23; Zurich (Suisse) 16.

E

EDUCATION: Dispositions générales: Liberté d'enseignement et de recherche¹:

Argentine 14; Belgique 17; Berne (Suisse) 87; Bolivie 6; Buenos-Aires (Argentine) 31, 191; Catamarca (Argentine) 7; Chili 10; *Chine*, p. 93-94; Colombie 41; Costa-Rica 68; Cuba 51; Rép. Dominicaine 6; Egypte 17; Entre-Rios (Argentine) 203; Equateur 171; Fribourg (Suisse) 18; Genève (Suisse) 11; Guatemala 85; Haïti 23; Hesse (Allemagne) 56; Honduras 60; Hongrie, préambule; Japon 23; Jujuy (Argentine) 12; La Rioja (Argentine) 21; Liban 10; Luxembourg 23; Mexique 3; Neuchâtel (Suisse) 15; Panama 79; Paraguay 19; Pays-Bas 200; Pérou 80; Pologne 117; Portugal 8; Roumanie 5; Salta (Argentine) 20; San-Luis (Argentine) 24; Santiago del Estero (Argentine) 9; Siam 14; Tchécoslovaquie 118, 119; Turquie 80; Uruguay 59; Valais (Suisse) 13; Vaud (Suisse) 16; Venezuela 32; Zurich (Suisse) 63.

Droit à l'éducation:

Biélorussie 96; Brésil 166; France, préambule; Paraguay 19; Ukraine 120; URSS 121; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 35.

Obligatoire:

Afghanistan 20; Albanie 28; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 27; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 12; Argovie (Suisse) 63; Bâle-Ville (Suisse) 12; Bavière (Allemagne) 129; Biélorussie 96; Bolivie 154; Brésil 168; Buenos-Aires (Argentine) 190; *Canada*, p. 83; Cata-

¹ Pour les dispositions relatives à l'éducation qui figurent dans les constitutions des 48 Etats des Etats-Unis d'Amérique, voir l'étude à la page 246.

marca (Argentine) 227; Chili 10; Córdoba (Argentine) 83; Corrientes (Argentine) 171; Costa-Rica 67; Rép. Dominicaine 6; Egypte 19; Entre-Rios (Argentine) 203; Equateur 171; Finlande 80; Glaris (Suisse) 18; Grèce 16; Guatemala 81; Hesse (Allemagne) 56; Honduras 60; Iran compl 19; Japon 26; Jujuy (Argentine) 137; La Rioja (Argentine) 127; Liechtenstein 16; Luxembourg 23; Mendoza (Argentine) 212; Mexique 3; Neuchâtel (Suisse) 77; Nicaragua 88; Panama 78; Paraguay 10; Pérou 72; Pologne 118; Portugal 42; Roumanie 24; Saint-Gall (Suisse) 5; Salta (Argentine) 189; San-Juan (Argentine) 154; San-Luis (Argentine) 175; Santa-Fe (Argentine) 134; Santiago del Estero (Argentine) 145; Schaffhouse (Suisse) 47; Schwyz (Suisse) 9; Suisse 27; Syrie 21; Tucumán (Argentine) 141; Turquie 87; Ukraine 120; URSS 121; Uruguay 61; Valais (Suisse) 13; Vaud (Suisse) 18; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 37; Yougoslavie 38; Zurich (Suisse) 62.

Physique:

Albanie 26; Guatemala 80; Panama 91; Portugal 43; Uruguay 62; Yougoslavie 36.

Primaire:

Afghanistan 20; Albanie 28; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 27; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 12; Arabie saoudite 25; Argovie (Suisse) 63; Bâle-Ville (Suisse) 12; Bavière (Allemagne) 129; Berne (Suisse) 87; Biélorussie 96; Bolivie 154, 158; Brésil 168; Chili 10; Colombie 41; Córdoba (Argentine) 83; Costa-Rica 67; Cuba 48; Rép. Dominicaine 6; Egypte 19; Eire 42; Entre-Rios (Argentine) 201, 202; Equateur 171; Finlande 79, 80; Fribourg (Suisse) 19; Genève (Suisse) 135, 136; Glaris (Suisse) 8; Grèce 16; Grisons (Suisse) 41; Honduras 60; Irak décl 8; La Rioja (Argentine) 127; Liechtenstein 16; Luxembourg 23; Mexique 3; Neuchâtel (Suisse) 76, 78; Nicaragua 88; Panama 78; Paraguay 10; Pays-Bas 200; Pérou 72; Philippines XIV 5; Pologne 94, 118; Portugal 43; Roumanie 24; Salta (Argentine) 189; San-Juan (Argentine) 154; Santiago del Estero (Argentine) 144; Saint-Gall (Suisse) 5, 6; Schaffhouse (Suisse) 47; Schwyz (Suisse) 9; Soleure (Suisse) 47; Suisse 27; Syrie 21; Thurgovie (Suisse) 24; Turquie 87; Ukraine 120; URSS 121; Unterwald-le-Bas (Suisse) 31; Unterwald-le-Haut (Suisse) 8; Uri (Suisse) 5; Uruguay 61; Valais (Suisse) 13; Vaud (Suisse) 18; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 37; Yougoslavie 38; Zoug (Suisse) 4.

Privée:

Albanie 28; Argovie (Suisse) 63; Bâle-Ville (Suisse) 15; Bavière (Allemagne) 134; Bolivie 156; Brésil 168; Colombie 41; Entre-Rios (Argentine) 204; Finlande 82; Grèce 16; Guatemala 81; Jujuy (Argentine) 137; Liechtenstein 16; Mexique 3; Panama 79, 80, 81; Pays-Bas 200; Pologne 117; Portugal 43, 44; Saint-Gall (Suisse) 5; Salta (Argentine) 189; Tchecoslovaquie 120; Tessin (Suisse) 7; Unterwald-le-Bas (Suisse) 31; Unterwald-le-Haut (Suisse) 8; Uri (Suisse) 6; Uruguay 60; Valais (Suisse) 13; Yougoslavie 38; Zoug (Suisse) 4.

Professionnelle, technique:

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 27; Argovie (Suisse) 88; Bâle-Campagne (Suisse) 35; Bâle-Ville (Suisse) 12; Bavière (Allemagne) 129, 164; Biélorussie 96; Brésil 168; Costa-Rica 61; Cuba 49, 50, 51; Rép. Dominicaine 6; Equateur 173; Finlande 78, 81; France, préambule; Genève (Suisse) 135; Liechtenstein 17; Mendoza (Argentine) 211; Nicaragua 90, 91; Panama 89; Paraguay 10; Pérou 76, 77; Philippines XIV 5; Portugal 43; Saint-Gall (Suisse) 15; Santiago

del Estero (Argentine) 145; Soleure (Suisse) 50; Ukraine 120; URSS 121; Unterwald-le-Bas (Suisse) 33; Uri (Suisse) 7; Uruguay 62; Valais (Suisse) 15; Vaud (Suisse) 17; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 37.

Publique, gratuite:

Afghanistan 22; Albanie 28; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 27; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 12; Arabie saoudite 25; Argovie (Suisse) 63; Australie, p. 57; Bâle-Campagne (Suisse) 35; Bâle-Ville (Suisse) 12; Bavière (Allemagne) 129; Belgique 17; Berne (Suisse) 87; Biélorussie 96; Bolivie 154; Buenos-Aires (Argentine) 190; Brésil 167, 168; Catamarca (Argentine) 226; Chili 10; Colombie 41; Corrientes (Argentine) 171; Costa-Rica 67; Cuba 48, 49, 51, 52; Danemark 83; Rép. Dominicaine 6; Egypte 18, 19; Eire 42; Entre-Rios (Argentine) 201-205; Equateur 171; Finlande 79; France, préambule; Fribourg (Suisse) 17; Genève (Suisse) 135, 136; Glaris (Suisse) 18; Grèce 16; Grisons (Suisse) 41; Guatemala 81; Haïti 23; Hesse (Allemagne) 59; Honduras 60; Irak 16; Iran compl 19; Islande 71; Jujuy (Argentine) 137; La Rioja (Argentine) 127; Liban 10; Liechtenstein 15, 16; Lucerne (Suisse) 3; Luxembourg 23; Mendoza (Argentine) 211; Mexique 3; Neuchâtel (Suisse) 74, 78; Nicaragua 86, 88; Panama 61, 78; Paraguay 10; Pays-Bas 200; Pérou 72, 75; Philippines XIV 5; Pologne 117, 119; Portugal 43; Roumanie 24; Saint-Gall (Suisse) 2, 5; Salta (Argentine) 188; San-Juan (Argentine) 154; San-Luis (Argentine) 175; Santa-Fe (Argentine) 134; Santiago del Estero (Argentine) 145, 152; Schaffhouse (Suisse) 47; Schwyz (Suisse) 9; Soleure (Suisse) 47; Suisse 27; Syrie 19, 21, 22; Transjordanie 14; Tucumán (Argentine) 141; Turquie 87; Ukraine 120; URSS 121; Unterwald-le-Bas (Suisse) 31; Unterwald-le-Haut (Suisse) 8; Uri (Suisse) 5; Uruguay 62; Valais (Suisse) 13; Vaud (Suisse) 18; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 35; Yougoslavie 38; Zoug (Suisse) 4; Zurich (Suisse) 62.

Religieuse:

Afghanistan 21; Bavière (Allemagne) 135, 136; Brésil 168; Canada, p. 80-81; Cuba 55; Equateur 171; Genève (Suisse) 137; Glaris (Suisse) 6; Hesse (Allemagne) 57, 58; Liechtenstein 16; Neuchâtel (Suisse) 79; Philippines XIV 5; Pologne 120; Portugal 43; Suisse 49; Syrie 28; Unterwald-le-Bas (Suisse) 31; Unterwald-le-Haut (Suisse) 8; Vaud (Suisse) 18; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 39.

Secondaire:

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 27; Argovie (Suisse) 64; Bâle-Campagne (Suisse) 35; Bâle-Ville (Suisse) 12; Berne (Suisse) 87; Biélorussie 96; Bolivie 154, 158; Buenos-Aires (Argentine) 191; Entre-Rios (Argentine) 201; Finlande 79; Genève (Suisse) 135; Grisons (Suisse) 41; Liechtenstein 17; Mendoza (Argentine) 211; Mexique 3; Neuchâtel (Suisse) 76; Nicaragua 89; Panama 78; Paraguay 10; Pérou 75; Portugal 43; Saint-Gall (Suisse) 8; Schwyz (Suisse) 9; Thurgovie (Suisse) 24; Ukraine 120; URSS 121; Uri (Suisse) 7; Uruguay 62.

Supérieure:

Berne (Suisse) 87; Biélorussie 96; Bolivie 159, 161; Brésil 174; Buenos-Aires (Argentine) 191; Cuba 48, 51, 54; Entre-Rios (Argentine) 201; Finlande 77; Genève (Suisse) 135; Glaris (Suisse) 18; Guatemala 84; Hesse (Allemagne) 59; Islande 64; Japon 23; Luxembourg 23; Mendoza (Argentine) 211; Neuchâtel (Suisse) 74; Nicaragua 56, 89, 133; Panama 86, 87; Paraguay 10; Pérou 75, 80; Philippines XIV 5; Portugal 43; Saint-Gall

INDEX

(Suisse) 9, 10; Ukraine 120; URSS 121; Uri (Suisse) 7; Uruguay 62; Zurich (Suisse) 62.

EGALITÉ DEVANT LA LOI :

Afghanistan 13; Albanie 12; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 5; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Argentine 16; Argovie (Suisse) 17; Arkansas (Etats-Unis) II 3; Bavière (Allemagne) 118; Belgique 6; Berne (Suisse) 72; Biélorussie 98; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 10; Canada, p. 80-81; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 1; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 5; Catamarca (Argentine) 4; Chili 10; Chine, p. 93; Connecticut (Etats-Unis) I 1; Córdoba (Argentine) 5; Costa-Rica 25; Cuba 20; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 1; Egypte 3; Eire 40; Entre-Rios (Argentine) 5; Equateur 169; Etats-Unis XIVe amend; Finlande 5; Floride (Etats-Unis) décl 1; France, préambule; Fribourg (Suisse) 9; Genève (Suisse) 2; Georgie (Etats-Unis) IV 1; Grèce 3; Haïti 11; Hesse (Allemagne) 1; Honduras 30, 69; Idaho (Etats-Unis) I 1; Indiana (Etats-Unis) I 1; Iowa (Etats-Unis) I 6; Irak 6, décl 4; Iran compl 8; Japon 14; Jujuy (Argentine) 11; Kansas (Etats-Unis) décl 2; Kentucky (Etats-Unis) 3; La Rioja (Argentine) 7; Liban 7; Liechtenstein 31; Lucerne (Suisse) 4; Luxembourg 11; Massachusetts (Etats-Unis) I 1; Mendoza (Argentine) 7; Missouri (Etats-Unis) I 2; Monaco 5; Neuchâtel (Suisse) 5; Nevada (Etats-Unis) I 1; New Hampshire (Etats-Unis) I 1; New Jersey (Etats-Unis) I 1; New Mexico (Etats-Unis) II 4; New-York (Etats-Unis) I 11; Nicaragua 106; Oregon (Etats-Unis) I 1; Panama 21; Paraguay 33; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 1; Pologne 96; Portugal 5; Roumanie 8; Salta (Argentine) 16; Salvador 23; San-Juan (Argentine) 4; San-Luis (Argentine) 7; Santa-Fe (Argentine) 7; Santiago del Estero (Argentine) 6; Schaffhouse (Suisse) 7; Schwyz (Suisse) 4; Siam 12; Soleure (Suisse) 12; Suisse 4; Syrie 6; Tchécoslovaquie 128; Tessin (Suisse) 2; Texas (Etats-Unis) I 3; Thurgovie (Suisse) 8; Transjordanie 5; Tucumán (Argentine) 22; Turquie 69; Ukraine 122; URSS 123; Uri (Suisse) 29; Uruguay 8; Valais (Suisse) 3; Vaud (Suisse) 2; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 1; Virginie (Etats-Unis) I 1; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 1; Wisconsin (Etats-Unis) I 1; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 2, 11; Wyoming (Etats-Unis) I 3; Yougoslavie 21; Zoug (Suisse) 5; Zurich (Suisse) 2.

EMIGRATION: Droit à l' :

Alabam (Etats-Unis) I 30; Bavière (Allemagne) 109; Bolivie 6; Brésil 142; Buenos-Aires (Argentine) 19; Catamarca (Argentine) 15; Chili 10; Cuba 30; Finlande 7; Guatemala 25; Honduras 67; Indiana (Etats-Unis) I 36; Japon 22; Jujuy (Argentine) 16; Kentucky (Etats-Unis) 24; Mexique 11; Nicaragua 120; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 25; Pérou 67; Pologne 101; Portugal 31; Salta (Argentine) 21; Salvador 13; San-Juan (Argentine) 22; San-Luis (Argentine) 11; Santiago del Estero (Argentine) 7; Tchécoslovaquie 110; Uruguay 36; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 19.

EMPLOYEURS, EMPLOYÉS: Rapports entre;

Arbitrage:

Bavière (Allemagne) 177; Californie (Etats-Unis) XX 21; Chine, p. 93; Costa Rica 48; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185; Hesse (Allemagne) 29; Idaho (Etats-Unis) XIII 7; Mexique 123; Philippines XIV 6; Uruguay 56; Utah (Etats-Unis) XVI 2.

Conventions collectives:

Bavière (Allemagne) 169; Bolivie 125; Brésil 157; Canada, p. 82-83; Costa-Rica 57; Cuba 72; Floride (Etats-Unis) 12; France, préambule; Guatemala 58;

Hesse (Allemagne) 29; Japon 28; Mexique 123; Missouri (Etats-Unis) I 29; New-York (Etats-Unis) I 17; Pérou 43; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 23.

Conciliation:

Australie, p. 57-58; Canada, p. 83; Chine, p. 93; Bolivie 128; Cuba 84; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185; France, préambule; Guatemala 64; Mexique 123; Nebraska (Etats-Unis) XV 9; Nicaragua 162; Portugal 38; Uruguay 56; Utah (Etats-Unis) XVI 2.

ENFANTS (voir MINEURS).

Illégitimes:

Albanie 17; Bavière (Allemagne) 126; Cuba 44; Guatemala 76; Monaco 5; Nicaragua 83; Panama 58, 59; Portugal 13; Schaffhouse (Suisse) 15; Suisse 54; Uruguay 41; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 18; Yougoslavie 26.

ESCLAVAGE, SERVITUDE INVOLONTAIRE: Abolition de l'; Prohibition de l' :

Afghanistan 11; Alabama (Etats-Unis) I 32; Argentine 15; Arkansas (Etats-Unis) II 27; Bolivie 5; Buenos-Aires (Argentine) 28; Californie (Etats-Unis) I 18; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 33; Chili 10; Colombie 22; Colorado (Etats-Unis) II 26; Costa-Rica 27; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 17; Etats-Unis XIIIe amend; Floride (Etats-Unis) 19; Georgie (Etats-Unis) I 17; Grèce 13; Indiana (Etats-Unis) I 37; Iowa (Etats-Unis) I 23; Japon 18; Kansas (Etats-Unis) 6; Kentucky (Etats-Unis) 25; Libéria I 4; Maryland (Etats-Unis) 24; Mexique 2; Michigan (Etats-Unis) II 8; Minnesota (Etats-Unis) I 2; Mississippi (Etats-Unis) III 15; Montana (Etats-Unis) III 28; Nebraska (Etats-Unis) I 2; Nevada (Etats-Unis) I 17; Ohio (Etats-Unis) I 6; Oregon (Etats-Unis) I 34; Paraguay 33; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Rhode Island (Etats-Unis) I 4; Salvador 10; Tennessee (Etats-Unis) I 33; Utah (Etats-Unis) I 21; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 1; Wisconsin (Etats-Unis) I 2.

ETRANGERS: Traitement des:

Afghanistan 21; Alabama (Etats-Unis) I 34; Argentine 20; Arkansas (Etats-Unis) II 20; Bâle-Campagne (Suisse) 5; Bolivie 18, 19; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 30; Californie (Etats-Unis) I 17; Catamarca (Argentine) 58; Colorado (Etats-Unis) II 27; Córdoba (Argentine) 35, 36; Costa-Rica 47, 48, 68; Cuba 31; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 14; Equateur 180, 184; Egypte 3; Floride (Etats-Unis) décl 18; Genève (Suisse) 11; Guatemala 40, 61; Hesse (Allemagne) 7; Irak 18; Iowa (Etats-Unis) I 22; Kansas (Etats-Unis) décl 17; La Rioja (Argentine) 20; Liechtenstein 28, 31; Luxembourg 10; Mendoza (Argentine) 31; Mexique 27, 32, 33; Monaco 5; Montana (Etats-Unis) III 25; Nebraska (Etats-Unis) I 25; Neuchâtel (Suisse) 15; New Mexico (Etats-Unis) II 22; Nicaragua 68, 121; Oregon (Etats-Unis) I 31; Panama 19, 23; Paraguay 33, 36; Pays-Bas 4, 5; Pérou 17, 32, 36; Pologne 95; Portugal 7, 18; Roumanie 7, 8, 9, 18; Salta (Argentine) 35; Salvador 11; Santiago del Estero (Argentine) 15; Tucumán (Argentine) 21; Venezuela 37; Wisconsin (Etats-Unis) I 15; Wyoming (Etats-Unis) I 29.

EXCEPTION. (voir GUERRE, ETAT DE).

EXPROPRIATION: Dispositions générales; Conditions de l' :

Afghanistan 15, 17; Alabama (Etats-Unis) I 23; Albanie 9, 10; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 12; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 4; Argentine 17; Argovie (Suisse) 22; Arizona (Etats-Unis) II 17; Arkansas

INDEX

(Etats-Unis) II 22; Bâle-Campagne (Suisse) 9; Bâle-Ville (Suisse) 5; Bavière (Allemagne) 159; Belgique 11; Berne (Suisse) 89; Biélorussie 4; Bolivie 17; Brésil 14; Buenos-Aires (Argentine) 27; Californie (Etats-Unis) I 14; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 17; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 17; Catamarca (Argentine) 6; Chili 10; Colombie 30; Colorado (Etats-Unis) II 15; Connecticut (Etats-Unis) I 11; Corrientes (Argentine) 23; Costa-Rica 29; Cuba 24; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 14; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 13; Danemark 80; Delaware (Etats-Unis) I 8; Rép. Dominicaine 6; Egypte 9; Equateur 183; Etats-Unis Ve amend, XIVe amend; Ethiopie 27; Finlande 6; Fribourg (Suisse) 12; Georgie (Etats-Unis) III 1; Genève (Suisse) 6, 7; Glaris (Suisse) 8; Grèce 17; Guatemala 92; Haïti 17; Hesse (Allemagne) 45; Honduras 74; Idaho (Etats-Unis) I 14; Illinois (Etats-Unis) II 13; Inde 299; Indiana (Etats-Unis) I 21; Iowa (Etats-Unis) I 18; Irak 10; Iran compl 15; Islande 67; Japon 29; Jujuy (Argentine) 9; Kentucky (Etats-Unis) 13; La Rioja (Argentine) 34; Liban 15; Libéria 13; Liechtenstein 35; Louisiane (Etats-Unis) I 2; Lucerne (Suisse) 9; Luxembourg 16; Maine (Etats-Unis) I 21; Maryland (Etats-Unis) décl 23; Massachusetts (Etats-Unis) I 10; Mendoza (Argentine) 16; Mexique 27; Michigan (Etats-Unis) II 16; Minnesota (Etats-Unis) I 7; Mississippi (Etats-Unis) III 14; Missouri (Etats-Unis) I 26; Monaco 9; Montana (Etats-Unis) III 14; Nebraska (Etats-Unis) I 21; Neuchâtel (Suisse) 8; New Hampshire (Etats-Unis) I 12; New Jersey (Etats-Unis) I 16; New Mexico (Etats-Unis) II 20; New-York (Etats-Unis) I 7; Nicaragua 63; Ohio (Etats-Unis) I 19; Oklahoma (Etats-Unis) II 23, 24; Oregon (Etats-Unis) I 18; Panama 46, 47, 48; Paraguay 21; Pays-Bas 158-161; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 10; Pérou 29, 49; Philippines XIII 4, 6; Pologne 99; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 49; Rhode Island (Etats-Unis) I 16; Roumanie 17; Saint-Gall (Suisse) 31; Salta (Argentine) 22; Salvador 18; San-Juan (Argentine) 21; San-Luis (Argentine) 9; Santa-Fe (Argentine) 19; Santiago del Estero (Argentine) 11; Schaffhouse (Suisse) 19; Schwyz (Suisse) 13; Soleure (Suisse) 15; Suède 16; Syrie 13; Tchecoslovaquie 109; Tennessee (Etats-Unis) I 21; Texas (Etats-Unis) I 17; Thurgovie (Suisse) 11; Transjordanie 8; Turquie 74; Ukraine 4; Unterwald-le-Bas (Suisse) 15; Unterwald-le-Haut (Suisse) 7; Uruguay 31; Uri (Suisse) 10; URSS 4; Utah (Etats-Unis) I 22; Valais (Suisse) 6; Vaud (Suisse) 6; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 2; Virginie (Etats-Unis) I 11; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 9; Washington (Etats-Unis) I 16; Wisconsin (Etats-Unis) I 13; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 8, 28; Wyoming (Etats-Unis) I 32, 33; Yougoslavie 18, 19; Zoug (Suisse) 11; Zurich (Suisse) 4.

EXPULSION (voir BANNISSEMENT; EXPULSION).

EXTRADITION (voir aussi ETRANGERS):

Argentine 8; Bavière (Allemagne) 105; Brésil 141; Cuba 31; Egypte 151; Equateur 188; Guatemala 26; Haïti 31; Hesse (Allemagne) 7; Mexique 15; Nicaragua 122; Oklahoma (Etats-Unis) II 28; Panama 23; Pays-Bas 4; Roumanie 32; Salvador 11; Suisse 67.

F

FAMILLE: Protection de la; Droit de la:

Albanie 17; Bavière (Allemagne) 124; Bolivie 131, 133; Brésil 163, 164; Costa-Rica 51; Cuba 43; Danemark 82; Eire 41; Equateur 163; France, préambule; Guatemala 72; Hesse (Allemagne) 4; Honduras 197;

Islande 71; Mexique 16; Nicaragua 77-79, 82; Panama 54, 60, 93; Pérou 51; Portugal 12-14; Suisse 34 *quinquies*; Tchecoslovaquie 126; Uruguay 39, 48; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 16; Yougoslavie 26.

FEMME: Egalité des droits de la (voir aussi EGALITÉ DEVANT LA LOI):

Albanie 15; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 118; Biélorussie 97, 112; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 18; *Canada*, p. 83; Costa-Rica 62; Cuba 20, 62, 68; Etats-Unis XIXe amend; France, préambule; Guatemala 58; Hesse (Allemagne) 33; Inde 275; Japon 24; Mexique 123; Nicaragua 106; Panama 66; Paraguay 23; Roumanie 6; Suède 28; Tchecoslovaquie 62; Ukraine 121, 136; URSS 122, 137; Venezuela 33; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 20; Yougoslavie 23, 24.

Protection de la (voir aussi ASSURANCES SOCIALES):

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 30; Bolivie 122; *Chine*, p. 93; Cuba 43; Eire 45; Equateur 185; Honduras 192; Liechtenstein 19; Mexique 123; Nebraska (Etats-Unis) XV 8; Panama 69; Philippines XIV 6; Pologne 103; Portugal 5; Saint-Gall (Suisse) 13; Salta (Argentine) 40; Tucumán (Argentine) 34; Utah (Etats-Unis) XVI 3, 8; Wyoming (Etats-Unis) IX 3; Uruguay 53.

FERMES COLLECTIVES (voir aussi AGRICULTURE):

Biélorussie 5, 7, 8; Ukraine 5, 7, 8; URSS 5, 7, 8.

FONCTION PUBLIQUE: Admission à la:

Afghanistan 14; Albanie 14, 23; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 22; Appenzell Rh.-I (Suisse) 18; Arizona (Etats-Unis) II 12; Arkansas (Etats-Unis) II 26, XIX 1; Bavière (Allemagne) 107, 116; Californie (Etats-Unis) I 24; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 22; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 10, 11, XVII 4; Chili 10; Cuba 39; Delaware (Etats-Unis) I 2; Egypte 3; Equateur 179, 188; Etats-Unis VI 3; Ethiopie 19; Grèce 3; Guatemala 38; Haïti 11; Honduras 70, 71; Idaho (Etats-Unis) I 20; Inde 275, 298; Indiana (Etats-Unis) I 5; Iowa (Etats-Unis) I 4; Irak 18; Japon 15; Kansas (Etats-Unis) décl 7; Liban 12; Libéria 19; Liechtenstein 31; Lucerne (Suisse) 13; Luxembourg 11; Maryland (Etats-Unis) décl 35, 37; Massachusetts (Etats-Unis) I 9; Mexique 32; Minnesota (Etats-Unis) I 17; Mississippi (Etats-Unis) III 18-20; Missouri (Etats-Unis) I 5; Nebraska (Etats-Unis) I 4; Neuchâtel (Suisse) 6; New Hampshire (Etats-Unis) I 9, 11; Nicaragua 50; Ohio (Etats-Unis) I 7; Oklahoma (Etats-Unis) II 12; Oregon (Etats-Unis) I 4; Paraguay 33; Pays-Bas 5; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 4; Pérou 21, 22; Pologne 96; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 5; Rhode Island (Etats-Unis) I 3; Roumanie 8; Suède 28; Tennessee (Etats-Unis) I 4, IX 2; Texas (Etats-Unis) I 4; Tucumán (Argentine) 35; Unterwald-le-Bas (Suisse) 21; Uruguay 57; Utah (Etats-Unis) I 4; Venezuela 33; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 11; Washington (Etats-Unis) I 11, 33; Wisconsin (Etats-Unis) I 19; Wyoming (Etats-Unis) I 18; Yougoslavie 23, 33; Zurich (Suisse) 16.

FONCTIONNAIRES PUBLICS: Protection des; Responsabilité des; Garanties contre mesures illégales:

Albanie 30, 31; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 35; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 11; Argentine 31; Argovie (Suisse) 8; Bâle-Campagne (Suisse) 29; Bâle-Ville (Suisse) 9; Belgique 8, 12, 32; Berne (Suisse) 15; Brésil 194; Colombie 20, 51; Costa-Rica 20; Cuba 21; Equateur 160, 178; Finlande 93; Grisons (Suisse) 44; Guatemala 24; Haïti 33; Honduras 33, 85, 189; Japon 15; Libéria I 19; Liechtenstein 43; Lucerne (Suisse) 16; Luxembourg

30, 31; Maryland (Etats-Unis) décl 6, 33; Massachusetts (Etats-Unis) I 5; Mexique 16, 107; Mississippi (Etats-Unis) XIV 265; Neuchâtel (Suisse) 21; New Hampshire (Etats-Unis) I 8; Nicaragua 40, 319, 320; Oklahoma (Etats-Unis) II 11; Panama 20, 34; Paraguay 17; Pérou 20, 21; Philippines III 9; Pologne 121; Portugal 9; Saint-Gall (Suisse) 108; Salvador 7; Santa-Fe (Argentine) 24; Santiago del Estero (Argentine) 26; Schwyz (Suisse) 6; Soleure (Suisse) 7; Unterwald-le-Haut (Suisse) 16; Uri (Suisse) 17; Uruguay 24, 57; Venezuela 36; Vermont (Etats-Unis) I 6; Virginie (Etats-Unis) I 1; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 2; Washington (Etats-Unis) I 33, 34; Yougoslavie 39-41; Zoug (Suisse) 19; Zurich (Suisse) 10.

G

GRÈVES, LOCKOUTS (voir aussi EMPLOYEURS, EMPLOYÉS):

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 37; *Australie*, p. 56; Bolivie 126; Brésil 158; *Canada*, p. 82; Colombie 18; Costa-Rica 56; Cuba 71; Equateur 185; France, préambule; Hesse (Allemagne) 29; Guatemala 58; Mexique 123; Paraguay 17; Portugal 39; Uruguay 56; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 23.

GUERRE, SIÈGE, EXCEPTION: ETAT DE:

Argentine 23; *Australie*, p. 58; Bavière (Allemagne) 48; Bolivie 34, 35, 36, 37, 38; Brésil 206-214; Chili 72; Colombie 33; Costa-Rica 29, 82; Cuba 41, 42; Danemark 25; Rép. Dominicaine 6, 33; Egypte 155; Eire 40; Equateur 94, 96; Etats-Unis I 9; Ethiopie 29; Finlande 16; Grèce 91; Guatemala 92, 138; Haïti 21, 142, 143; Hesse (Allemagne) 157; Honduras 83; Irak 120; Libéria I 20; Mexique 29; Nicaragua 63, 221; Panama 49, 52, 53; Pays-Bas 158, 195; Pérou 70; Philippines III 14; Pologne 124; Portugal 91; Roumanie 128; Syrie 112; Transjordanie 69; Turquie 86; Uruguay 157; Venezuela 37; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 79, 104.

H

HABEAS CORPUS:

Alabama (Etats-Unis) I 17; Arizona (Etats-Unis) II 14; Arkansas (Etats-Unis) II 11; Brésil 141; Californie (Etats-Unis) I 5; *Canada*, p. 81; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 21; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 23; Colorado (Etats-Unis) II 21; Connecticut (Etats-Unis) I 14; Corrientes (Argentine) 8; Costa-Rica 41; Cuba 29; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 5; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 8; Delaware (Etats-Unis) I 13; Equateur 187; Etats-Unis I 9; Floride (Etats-Unis) décl 7; Georgie (Etats-Unis) I 11; Honduras 32; Idaho (Etats-Unis) I 5; Illinois (Etats-Unis) II 7; Indiana (Etats-Unis) I 27; Iowa (Etats-Unis) I 13; Kansas (Etats-Unis) décl 8; Kentucky (Etats-Unis) 16; Libéria I 20; Louisiane (Etats-Unis) I 13; Maine (Etats-Unis) I 10; Michigan (Etats-Unis) II 11; Minnesota (Etats-Unis) I 7; Mississippi (Etats-Unis) III 21; Missouri (Etats-Unis) I 12; Montana (Etats-Unis) III 21; Nebraska (Etats-Unis) I 8; Nevada (Etats-Unis) I 5; New Jersey (Etats-Unis) I 11; New Mexico (Etats-Unis) II 7; New-York (Etats-Unis) I 4; *Nouvelle-Zélande*, p. 349-350; Nicaragua 118; Ohio (Etats-Unis) I 8; Oklahoma (Etats-Unis) II 10; Oregon (Etats-Unis) I 23; Panama 24; Paraguay 26; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 14; Pérou 69; Philippines III 14; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 9; *Royaume-Uni*, p. 390-391, Tennessee (Etats-Unis) I 15; Texas (Etats-Unis) I 12; Uruguay 17; Utah (Etats-Unis) I 5; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 4; Washington (Etats-Unis)

I 13; Wisconsin (Etats-Unis) I 8; Wyoming (Etats-Unis) I 17.

HÉRITAGE: Droit d':

Albanie 9; Bavière (Allemagne) 103; Biélorussie 10; Brésil 165; Buenos-Aires (Argentine) 28; Californie (Etats-Unis) I 17; Eire 43; Equateur 167; Floride (Etats-Unis) 18; Mexique 123; Nicaragua 85; Portugal 8; Ukraine 10; URSS 10; Uruguay 47; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 9; Yougoslavie 18.

I

IMMIGRATION: Droit à l':

Alabama (Etats-Unis) I 30; Argentine 25; Bolivie 6; Brésil 142, 162; Cuba 30, 76; Rép. Dominicaine 6; Entre-Rios (Argentine) 38; Honduras 67; La Rioja (Argentine) 18; Mexique 11; Nicaragua 120; Panama 27, 72; Pays-Bas 4; Pérou 67; San-Luis (Argentine) 11; Santiago del Estero (Argentine) 29, 30; Uruguay 36; Venezuela 32.

IMPÔT: Egalité devant l'; Légalité de l':

Afghanistan 25; Albanie 33; Argentine 16, 17, 25; Bâle-Ville (Suisse) 6; Bavière (Allemagne) 168; Berne (Suisse) 83; Bolivie 20, 21; Brésil 141; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 23; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 6, 7; Chili 10; Colombie 43; Córdoba (Argentine) 35; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 17; Equateur 182; Ethiopie 21; Genève (Suisse) 8; Georgie (Etats-Unis) I 14, III 3; Glaris (Suisse) 6; Grèce 3; Honduras 63, 72, 78; Irak 11; Japon 30; Kentucky (Etats-Unis) 3; La Rioja (Argentine) 7; Libéria I 16; Liechtenstein 24; Maine (Etats-Unis) I 22; Maryland (Etats-Unis) décl 14, 15; Massachusetts (Etats-Unis) I 23; Mendoza (Argentine) 32, 33; Mexique 31; Nicaragua 37, 38; Oklahoma (Etats-Unis) XXV 1; Oregon (Etats-Unis) I 32; Panama 41; Paraguay 7; Pérou 8; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Santiago del Estero (Argentine) 6; Schaffhouse (Suisse) 10; Siam 16; Suisse 49; Tchécoslovaquie 111; Transjordanie 9; Turquie 84, 85; Uruguay 60; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 9; Virginie (Etats-Unis) I 6; Wyoming (Etats-Unis) I 28; Yougoslavie 42.

INCAPACITÉ PHYSIQUE (voir aussi ASSURANCES SOCIALES):

Albanie 24; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 30; Argovie (Suisse) 85; Arizona (Etats-Unis) XVIII 8; Bavière (Allemagne) 168; Biélorussie 95; Bolivie 122; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 21; *Chine*, p. 93; Colombie 19; Costa-Rica 51, 63; Equateur 188; Eire 45; Entre-Rios (Argentine) 42; Hesse (Allemagne) 35; Liechtenstein 26; Mexique 123; New-York (Etats-Unis) I 18; Nicaragua 105; Oklahoma (Etats-Unis) XXV 1; Panama 93; Pérou 48; Pologne 102; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quater*; Ukraine 119; URSS 120; Uruguay 45, 58; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 24; Yougoslavie 35.

INDUSTRIE (voir COMMERCE ET INDUSTRIE).

INVENTIONS (voir PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE).

JURY:

Alabama (Etats-Unis) I 6, 11; Arizona (Etats-Unis) II 23; Arkansas (Etats-Unis) II 7; *Australie*, p. 55; Brésil 141; Californie (Etats-Unis) I 7, 13; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 19; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 18, 25; Catamarca (Argentine) 9; Chili 12; Colorado (Etats-Unis) II 23; Connecticut (Etats-Unis) I 9, 21; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 7; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 6; Delaware (Etats-Unis) I 4; Etats-Unis III 3, VIe amend, VIIe amend; Floride (Etats-Unis) 3; Georgie (Etats-Unis) I 5; Idaho (Etats-Unis) I 7; Illinois (Etats-Unis) I 5; Indiana (Etats-Unis) I 13; Iowa (Etats-Unis) I

INDEX

9; Kansas (Etats-Unis) 5; Kentucky (Etats-Unis) 7; Libéria I 6; Louisiane (Etats-Unis) I 9; Maine (Etats-Unis) I 7; Maryland (Etats-Unis) décl 5, 21; Massachusetts (Etats-Unis) I 12; Mexique 20; Michigan (Etats-Unis) II 13, 19; Minnesota (Etats-Unis) I 4; Mississippi (Etats-Unis) III 26, 31; Missouri (Etats-Unis) I 16, 22; Montana (Etats-Unis) III 8, 23; Nebraska (Etats-Unis) I 6; Nevada (Etats-Unis) I 3; New Hampshire (Etats-Unis) I 15, 20, 21; New Jersey (Etats-Unis) I 7; New Mexico (Etats-Unis) II 12; New-York (Etats-Unis) I 2; Nicaragua 46; Ohio (Etats-Unis) I 5; Oklahoma (Etats-Unis) II 19; Oregon (Etats-Unis) I 11, 17; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 6; Rhode Island (Etats-Unis) I 10, 15; Roumanie 26; *Royaume-Uni*, p. 390; Tennessee (Etats-Unis) I 6, 9; Texas (Etats-Unis) I 10, 15; Tucumán (Argentine) 27; Uruguay 13, 14; Utah (Etats-Unis) I 10; Vermont (Etats-Unis) I 8; Virginie (Etats-Unis) I 8; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 13, 14; Washington (Etats-Unis) I 21; Wisconsin (Etats-Unis) I 5; Wyoming (Etats-Unis) I 9.

L

LANGUE:

Belgique 23; Berne (Suisse) 17; Biélorussie 86, 96; *Canada*, p. 80; Egypte 16, 149; Finlande 14; Fribourg (Suisse) 21; Grisons (Suisse) 46; Haïti 29; Irak 17, 18; Luxembourg 29; Nebraska (Etats-Unis) I 27; Pologne 109, 110; Syrie 24; Tchécoslovaquie 128, 130, 131; Transjordanie 14, 15; Ukraine 109, 120; URSS 110, 121; Valais (Suisse) 12.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE:

Afghanistan 11; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 11; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Arizona (Etats-Unis) II 4; Arkansas (Etats-Unis) II 21; *Australie*, p. 56; Bâle-Campagne (Suisse) 6; Bavière (Allemagne) 101; Belgique 7; Berne (Suisse) 73; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 9; Californie (Etats-Unis) I 1; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 1; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 5; Catamarca (Argentine) 5; Colorado (Etats-Unis) II 3; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 1; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 1, 2; Egypte 4; Eire 40; Equateur 187; Etats-Unis XIVe amend; Finlande 6; Floride (Etats-Unis) décl 1; Fribourg (Suisse) 3; Genève (Suisse) 3; Georgie (Etats-Unis) I 3; Glaris (Suisse) 5; Grèce 4; Grisons (Suisse) 9; Guatemala 23; Haïti 12; Hesse (Allemagne) 2; Idaho (Etats-Unis) I 1; Illinois (Etats-Unis) II 1; Indiana (Etats-Unis) I 1; Iowa (Etats-Unis) I 1; Irak 7; Japon 13; Jujuy (Argentine) 8; Kansas (Etats-Unis) décl 1; Kentucky (Etats-Unis) 1, 2; Liban 8; Liechtenstein 32; Louisiane (Etats-Unis) I 2; Lucerne (Suisse) 5; Luxembourg 12; Maine (Etats-Unis) I 1; Maryland (Etats-Unis) décl 23; Massachusetts (Etats-Unis) I 1; Mendoza (Argentine) 8; Minnesota (Etats-Unis) I 7; Mississippi (Etats-Unis) III 14; Missouri (Etats-Unis) I 2; Monaco 6; Montana (Etats-Unis) III 3; Nebraska (Etats-Unis) I 1; Neuchâtel (Suisse) 7; Nevada (Etats-Unis) I 1; New Hampshire (Etats-Unis) I 1; New Jersey (Etats-Unis) I 1; New Mexico (Etats-Unis) II 4; Nicaragua 109; *Nouvelle-Zélande*, p. 349-350; Ohio (Etats-Unis) I 1; Oklahoma (Etats-Unis) II 2, 7; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 1; Philippines III 1; Pologne 95, 97; Portugal 8; Roumanie 11; *Royaume-Uni*, p. 390-391; Saint-Gall (Suisse) 30; Salta (Argentine) 13; Schaffhouse (Suisse) 8; Schwyz (Suisse) 5; Siam 14; Soleure (Suisse) 13; Syrie 7; Tchécoslovaquie 107; Tennessee (Etats-Unis) I 8; Texas (Etats-Unis) I 19; Transjordanie 6; Thurgovie (Suisse) 9; Turquie 68; Unterwald-le-Bas (Suisse) 5; Unterwald-

le-Haut (Suisse) 6; Uri (Suisse) 29; Uruguay 30; Utah (Etats-Unis) I 1; Valais (Suisse) 4; Vaud (Suisse) 4; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 1; Virginie (Etats-Unis) I 1; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 1; Washington (Etats-Unis) I 3; Wisconsin (Etats-Unis) I 1; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 2; Wyoming (Etats-Unis) I 2; Zoug (Suisse) 8; Zurich (Suisse) 7.

LOCKOUTS (voir GRÈVES, LOCKOUTS).

LOGEMENT: Droit au:

Bavière (Allemagne) 106; Bolivie 124; Chili 10; Costa-Rica 59; Cuba 79; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185; Guatemala 67; Mexique 123; New-York (Etats-Unis) XVIII 1; Nicaragua 103; Panama 93; Portugal 14; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quinques*; Uruguay 44, 45; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 6.

LOI: Non-rétroactivité de la (voir aussi ACCUSATIONS CRIMINELLES):

Alabama (Etats-Unis) I 22; Argentine 18; Arizona (Etats-Unis) II 25; Arkansas (Etats-Unis) II 17; Bavière (Allemagne) 104; Bolivie 31; Brésil 141; Californie (Etats-Unis) I 16; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 32; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 8; Catamarca (Argentine) 27; Chili 11; Colombie 26, 28; Colorado (Etats-Unis) II 11; Costa-Rica 43; Cuba 21, 22; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 16; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 12; Etats-Unis I 9, 10; Floride (Etats-Unis) décl 17; Georgie (Etats-Unis) III 2; Grèce 7; Guatemala 49; Haïti 15, XI D; Hesse (Allemagne) 22; Honduras 54; Idaho (Etats-Unis) I 16; Illinois (Etats-Unis) II 14; Indiana (Etats-Unis) I 24; Iowa (Etats-Unis) I 21; Japon 39; Jujuy (Argentine) 24; Kentucky (Etats-Unis) 19; La Rioja (Argentine) 12, 22; Libéria I 10; Maine (Etats-Unis) I 11; Maryland (Etats-Unis) décl 17; Massachusetts (Etats-Unis) I 24; Mendoza (Argentine) 25; Mexique 14; Michigan (Etats-Unis) II 9; Minnesota (Etats-Unis) I 11; Mississippi (Etats-Unis) III 16; Missouri (Etats-Unis) I 13; Montana (Etats-Unis) III 11; Nebraska (Etats-Unis) I 16; Nevada (Etats-Unis) I 15; New Hampshire (Etats-Unis) I 23; New Mexico (Etats-Unis) II 19; Nicaragua 43, 44; Norvège 97; Oklahoma (Etats-Unis) II 15; Oregon (Etats-Unis) I 21; Panama 31; Paraguay 26; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 17; Pérou 25, 57; Philippines III 11; Pologne 98; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 12; Salvador 24; San-Luis (Argentine) 26; Santiago del Estero (Argentine) 18; Tennessee (Etats-Unis) I 11, 20; Texas (Etats-Unis) I 16; Utah (Etats-Unis) I 18; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 4; Washington (Etats-Unis) I 23; Wisconsin (Etats-Unis) I 12; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 4; Wyoming (Etats-Unis) I 35.

LOISIR (voir REPOS, LOISIRS).

M

MARIAGE:

Albanie 17; Bavière (Allemagne) 124; Belgique 16; Bolivie 131; Brésil 163; *Canada*, p. 83; Caroline du Nord (Etats-Unis) XIV 8; Cuba 43; Eire 41; Equateur 163; Floride (Etats-Unis) XVI 24; Guatemala 72; Hesse (Allemagne) 4; Japon 24; Luxembourg 21; Mexique 130; Mississippi (Etats-Unis) XIV 263; Nicaragua 77, 78; Oklahoma (Etats-Unis) I 2; Panama 54, 55; Pérou 51; Portugal 13; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Suisse 54; Schaffhouse (Suisse) 15; Soleure (Suisse) 12; Tchécoslovaquie 126; Tennessee (Etats-Unis) XI 14; Thurgovie (Suisse) 18; Utah (Etats-Unis) III ord; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 16; Yougoslavie 26.

MATERNITÉ (voir aussi ASSURANCES SOCIALES) :

Albanie 15; Biélorussie 97; Bolivie 122, 131; Brésil 157, 164; Costa-Rica 63; Cuba 43, 68; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 162, 185; Guatemala 58, 72; Hesse (Allemagne) 35; Honduras 197; Mexique 123; Nicaragua 77, 80, 100; Panama 54, 71, 92, 93; Pérou 51; Portugal 14; *Royaume-Uni*, p. 393; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quinquies*; Tchécoslovaquie 126; Ukraine 121; URSS 122; Uruguay 41; Yougoslavie 24.

MÈRE : Protection de la :

Bavière (Allemagne) 124; Biélorussie 97; Brésil 164; *Chine*, p. 93; Costa-Rica 51; Cuba 43; Eire 41; France, préambule; Hesse (Allemagne) 30; Mexique 123; Pologne 103; Tchécoslovaquie 126; Ukraine 121; URSS 122.

MINEURS : Protection des enfants et mineurs :

Albanie 11, 15, 28; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 30; Arizona (Etats-Unis) XVIII 2; Bavière (Allemagne) 126; Berne (Suisse) 87; Biélorussie 97; Bolivie 122, 134; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 17 *bis*; *Chine*, p. 93; Costa-Rica 51; Cuba 43, 44, 66; Dakota du Nord (Etats-Unis) XVII 209; Eire 42, 45; Equateur 162, 164, 185; France, préambule; Glaris (Suisse) 6; Guatemala 45, 58; Hesse (Allemagne) 30; Honduras 192, 193, 197; Idaho (Etats-Unis) XIII 4; Japon 27; Kentucky (Etats-Unis) 243; Mexique 123; Montana (Etats-Unis) XVIII 3; Nebraska (Etats-Unis) XV 8; Nicaragua 81, 100; Oklahoma (Etats-Unis) XXIII 3, 4; Panama 54, 62, 69; Philippines XIV 6; Pérou 52; Pologne 103; Portugal 13; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Saint-Gall (Suisse) 13; Salta (Argentine) 40; Santiago del Estero (Argentine) 17; Suisse 34; Tucumán (Argentine) 34; Ukraine 121; URSS 122; Uruguay 40, 53; Utah (Etats-Unis) XVI 3, 8; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 20; Wyoming (Etats-Unis) IX 3; Yougoslavie 20, 24, 26.

MINORITÉS : Protection des :

Albanie 35; *Canada*, p. 80-81; Finlande 14; Irak décl I 1-14; Pologne 109, 110; Tchécoslovaquie 128-134; Yougoslavie 13.

MONOPOLES : Privés; de l'Etat :

Albanie 9; Arkansas (Etats-Unis) II 19; Bavière (Allemagne) 156; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 31; Colombie 31; Costa-Rica 23; Rép. Dominicaine 6; France, préambule; Guatemala 98; Glaris (Suisse) 12; Hesse (Allemagne) 39; Honduras 63; Liechtenstein 36; Maryland (Etats-Unis) décl 41; Mexique 28; New Hampshire (Etats-Unis) II 83; Nicaragua 39; Oklahoma (Etats-Unis) II 32; Paraguay 15; Pérou 16; Roumanie 10; Salvador 34; Tennessee (Etats-Unis) I 22; Texas (Etats-Unis) I 26; Unterwald-le-Haut (Suisse) 5; Venezuela 32; Wyoming (Etats-Unis) I 30; Yougoslavie 18.

MOUVEMENT ET RÉSIDENCE : Liberté de :

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 14; Argentine 14; Argovie (Suisse) 21; Bavière (Allemagne) 109; Berne (Suisse) 80; Bolivie 6; Buenos-Aires (Argentine) 19; Catamarca (Argentine) 15; Chili 10; Costa-Rica 28; Cuba 30; Egypte 7; Equateur 187; Ethiopie 22; Finlande 7; Fribourg (Suisse) 11; Genève (Suisse) 9; Glaris (Suisse) 13; Guatemala 25; Hesse (Allemagne) 6, 157; Honduras 67; Iran compl 14; Japon 22; Jujuy (Argentine) 16; La Rioja (Argentine) 21; Mexique 11; Neuchâtel (Suisse) 15; Nicaragua 120; Panama 27; Pérou 67; Philippines III 4; Pologne 101; Salta (Argentine) 21; Salvador 13; San-Juan (Argentine) 22; San-Luis (Argentine) 11; Schaffhouse (Suisse) 16; Soleure (Suisse) 12; Thurgovie (Suisse) 14; Turquie 70, 78; Uruguay 36;

Uri (Suisse) 29; Valais (Suisse) 10; Vaud (Suisse) 9; Venezuela 32; Zoug (Suisse) 22; Zurich (Suisse) 14.

N

NATIONALISATION (voir PROPRIÉTÉ NATIONALE).

O

OPINION : Expression libre de l' (voir aussi PAROLE, PRESSE : Liberté de la) :

Alabama (Etats-Unis) I 4; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 17; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Argovie (Suisse) 18; Arizona (Etats-Unis) II 6; Arkansas (Etats-Unis) II 6; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 110; Belgique 14; Berne (Suisse) 77; Bolivie 6; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 11; Californie (Etats-Unis) I 9; Chili 10; Colorado (Etats-Unis) II 10; Connecticut (Etats-Unis) I 5; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 9; Danemark 84; Egypte 14; Eire 40; Floride (Etats-Unis) décl 13; Georgie (Etats-Unis) I 15; Haïti 21; Hesse (Allemagne) 11; Honduras 46, 59; Hongrie, préambule; Indiana (Etats-Unis) I 9; Iowa (Etats-Unis) I 7; Irak 12; Islande 72; Jujuy (Argentine) 13; Kansas (Etats-Unis) décl 11; Kentucky (Etats-Unis) 1; La Rioja (Argentine) 21; Liechtenstein 40; Louisiane (Etats-Unis) I 3; Lucerne (Suisse) 6; Maine (Etats-Unis) I 4; Maryland (Etats-Unis) décl 10, 40; Mendoza (Argentine) 11; Michigan (Etats-Unis) II 4; Missouri (Etats-Unis) I 8; Monaco 10; Montana (Etats-Unis) III 10; Nebraska (Etats-Unis) I 5; Nevada (Etats-Unis) I 9; New Jersey (Etats-Unis) I 5; New Mexico (Etats-Unis) II 17; New-York (Etats-Unis) I 8; Nicaragua 129; Ohio (Etats-Unis) I 11; Oklahoma (Etats-Unis) II 22; Oregon (Etats-Unis) I 8; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 7; Pérou 63; Portugal 8; Roumanie 25; Santiago del Estero (Argentine) 12; Schaffhouse (Suisse) 9; Schwyz (Suisse) 10; Tchécoslovaquie 117; Tennessee (Etats-Unis) I 19; Texas (Etats-Unis) I 8; Thurgovie (Suisse) 12; Transjordanie 11; Tucumán (Argentine) 29; Unterwald-le-Bas (Suisse) 13; Utah (Etats-Unis) I 1; Valais (Suisse) 8; Vermont (Etats-Unis) I 13; Virginie (Etats-Unis) I 12; Wisconsin (Etats-Unis) I 3; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 11; Zoug (Suisse) 10; Zurich (Suisse) 3.

P

PAROLE : Liberté de la (voir aussi OPINION) :

Alabama (Etats-Unis) I 4; Albanie 18; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 17; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Argovie (Suisse) 18; Arizona (Etats-Unis) II 6; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 110; Belgique 14; Berne (Suisse) 77; Biélorussie 100; Bolivie 6; Californie (Etats-Unis) I 9; *Canada*, p. 81-82; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 4; Catamarca (Argentine) 8; Chili 10; Colorado (Etats-Unis) II 10; Connecticut (Etats-Unis) I 5, 6; Corrientes (Argentine) 6; Costa-Rica 37; Cuba 33; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 9; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 5; Rép. Dominicaine 6; Eire 40; Entre-Rios (Argentine) 10; Equateur 187; Etats Unis Ier amend; Finlande 10; Floride (Etats-Unis) décl 13; Georgie (Etats-Unis) I 15; Grèce 14; Guatemala 36; Haïti 21; Hesse (Allemagne) 11; Honduras 59; Idaho (Etats-Unis) I 9; Illinois (Etats-Unis) II 4; Indiana (Etats-Unis) I 9; Iowa (Etats-Unis) I 7; Japon 21; Jujuy (Argentine) 13; Kansas (Etats-Unis) décl 11; Kentucky (Etats-Unis) 8; La Rioja (Argentine) 21; Liban 13; Libéria I 15; Louisiane (Etats-Unis) I 3; Lucerne (Suisse) 6; Luxembourg 24; Maine (Etats-Unis) I 4; Maryland (Etats-Unis) décl 10, 14; Massachusetts (Etats-Unis)

I 21; Mendoza (Argentine) 11; Mexique 7; Michigan (Etats-Unis) II 4; Minnesota (Etats-Unis) I 3; Mississippi (Etats-Unis) III 13; Missouri (Etats-Unis) I 8; Montana (Etats-Unis) III 10; Nebraska (Etats-Unis) I 5; Nevada (Etats-Unis) I 9; New Hampshire (Etats-Unis) I 30; New Jersey (Etats-Unis) I 5; New Mexico (Etats-Unis) II 17; New-York (Etats-Unis) I 8; *Nouvelle-Zélande*, p. 347-348; Nicaragua 129; Norvège 100; Ohio (Etats-Unis) I 11; Oklahoma (Etats-Unis) II 22; Oregon (Etats-Unis) I 8; Panama 38; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 7; Philippines III 8; Pologne 104; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Roumanie 25; *Royaume-Uni*, p. 391-392; Salta (Argentine) 18; Salvador 29; San-Luis (Argentine) 19; Santiago del Estero (Argentine) 12; Schwyz (Suisse) 10; Siam 14; Syrie 16; Tennessee (Etats-Unis) I 19; Texas (Etats-Unis) I 8; Tucumán (Argentine) 29; Transjordanie 11; Turquie 70; Ukraine 124; URSS 125; Uruguay 28; Utah (Etats-Unis) I 15; Valais (Suisse) 8; Vermont (Etats-Unis) I 13; Venezuela 32; Virginie (Etats-Unis) I 12; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 7; Washington (Etats-Unis) I 5; Wisconsin (Etats-Unis) I 3; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 11; Wyoming (Etats-Unis) I 20; Yougoslavie 27; Zoug (Suisse) 10; Zurich (Suisse) 3.

PEINE: Arbitraire, illégale, excessive:

Afghanistan 19; Alabama (Etats-Unis) I 15; Albanie 31; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 11; Argentine 18; Arizona (Etats-Unis) I 15; Arkansas (Etats-Unis) II 9; Bâle-Campagne (Suisse) 6; Berne (Suisse) 74; Bolivie 14, 25; Buenos-Aires (Argentine) 28; Californie (Etats-Unis) I 6; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 14; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 19; Chili 18; Colorado (Etats-Unis) II 20; Connecticut (Etats-Unis) I 13; Costa-Rica 42; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 6; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 23; Delaware (Etats-Unis) I 11; Entre-Rios (Argentine) 29; Etats-Unis VIIIe amend; Floride (Etats-Unis) décl 8; Fribourg (Suisse) 6; Georgie (Etats-Unis) I 7, 9; Glaris (Suisse) 5; Haïti 12; Hesse (Allemagne) 21; Honduras 47; Idaho (Etats-Unis) I 6; Illinois (Etats-Unis) II 11; Indiana (Etats-Unis) I 16; Iowa (Etats-Unis) I 17; Japon 36; Kansas (Etats-Unis) décl 9; Kentucky (Etats-Unis) 17; La Rioja (Argentine) 27; Louisiane (Etats-Unis) I 12; Luxembourg 18; Maine (Etats-Unis) I 9; Maryland (Etats-Unis) décl 16, 18, 25; Massachusetts (Etats-Unis) I 26; Mexique 22; Michigan (Etats-Unis) II 15; Minnesota (Etats-Unis) I 5; Mississippi (Etats-Unis) III 28; Missouri (Etats-Unis) I 21; Montana (Etats-Unis) III 20; Nebraska (Etats-Unis) I 9; Nevada (Etats-Unis) I 6; New Hampshire (Etats-Unis) I 18, 33; New Jersey (Etats-Unis) I 15; New-York (Etats-Unis) I 5; Ohio (Etats-Unis) I 9; Oklahoma (Etats-Unis) II 9; Oregon (Etats-Unis) I 15, 16; Paraguay 28; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 13; Philippines III 19; Pologne 98; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 8; Salvador 19; Schaffhouse (Suisse) 8; Suisse 65; Syrie 11; Tennessee (Etats-Unis) I 16; Texas (Etats-Unis) I 13; Turquie 73; Utah (Etats-Unis) I 9; Venezuela 32; Virginie (Etats-Unis) I 9; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 5; Washington (Etats-Unis) I 14; Wisconsin (Etats-Unis) I 6; Wyoming (Etats-Unis) I 14; Zoug (Suisse) 8; Zurich (Suisse) 7.

PERQUISITIONS ET SAISIES (voir aussi ACCUSATIONS

CRIMINELLES; PERSONNE, Inviolabilité de la):

Alabama (Etats-Unis) I 5; Albanie 20; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 11; Argentine 18; Argovie (Suisse) 20; Arkansas (Etats-Unis) II 15; Bâle-Campagne (Suisse) 7; Bâle-Ville (Suisse) 3; Buenos-Aires (Argentine) 14; Californie (Etats-Unis) I 19; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 15; Caroline du

Sud (Etats-Unis) I 16; Colombie 23; Colorado (Etats-Unis) II 7; Connecticut (Etats-Unis) I 8; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 18; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 11; Delaware (Etats-Unis) I 6; Etats-Unis IVe amend; Ethiopie 25; Floride (Etats-Unis) décl 22; Genève (Suisse) 4; Georgie (Etats-Unis) I 16; Grisons (Suisse) 9; Guatemala 35; Haïti 14; Honduras 48, 50; Idaho (Etats-Unis) I 17; Illinois (Etats-Unis) II 6; Indiana (Etats-Unis) I 11; Iowa (Etats-Unis) I 8; Japon 35; Jujuy (Argentine) 25; Kansas (Etats-Unis) décl 15; Kentucky (Etats-Unis) 10; Libéria I 9; Louisiane (Etats-Unis) I 7; Luxembourg 17; Maine (Etats-Unis) I 5; Maryland (Etats-Unis) décl 26; Massachusetts (Etats-Unis) I 14; Mendoza (Argentine) 18; Mexique 16; Michigan (Etats-Unis) II 10; Minnesota (Etats-Unis) I 10; Mississippi (Etats-Unis) III 23; Missouri (Etats-Unis) I 15; Monaco 8; Montana (Etats-Unis) III 7; Nebraska (Etats-Unis) I 7; Neuchâtel (Suisse) 7; Nevada (Etats-Unis) I 18; New Hampshire (Etats-Unis) I 19; New Jersey (Etats-Unis) I 6; New Mexico (Etats-Unis) II 10; New-York (Etats-Unis) I 12; Ohio (Etats-Unis) I 14; Oklahoma (Etats-Unis) II 30; Oregon (Etats-Unis) I 9; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 8; Philippines III 3; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Rhode Island (Etats-Unis) I 6; Roumanie 11, 13; Saint-Gall (Suisse) 30; Salta (Argentine) 29; Salvador 21; San-Luis (Argentine) 29; Schaffhouse (Suisse) 20; Schwyz (Suisse) 5; Soleure (Suisse) 14; Tennessee (Etats-Unis) I 7; Texas (Etats-Unis) I 9; Thurgovie (Suisse) 10; Vaud (Suisse) 5; Utah (Etats-Unis) I 14; Vermont (Etats-Unis) I 11; Virginie (Etats-Unis) I 10; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 6; Wisconsin (Etats-Unis) I 11; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 6; Wyoming (Etats-Unis) I 4; Yougoslavie 29; Zoug (Suisse) 9.

PERSONNE: Inviolabilité de la:

Afghanistan 11; Alabama (Etats-Unis) I 5; Albanie 19; Arizona (Etats-Unis) II 4; Arkansas (Etats-Unis) II 15; *Australie*, p. 55; Bavière (Allemagne) 102; Biélorussie 102; Buenos-Aires (Argentine) 9; Californie (Etats-Unis) I 19; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 17; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 5, 16; Colombie 23; Colorado (Etats-Unis) II 25; Connecticut (Etats-Unis) I 10; Costa-Rica 45; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 18; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 1, 2; Delaware (Etats-Unis) I 6; Rép. Dominicaine 6; Etats-Unis IVe amend, XIVe amend; Floride (Etats-Unis) décl 22; Georgie (Etats-Unis) I 3; Grèce 4; Guatemala 23; Haïti 5; Hesse (Allemagne) 3, 5; Honduras 30; Idaho (Etats-Unis) I 1; Illinois (Etats-Unis) II 1; Indiana (Etats-Unis) I 1; Iowa (Etats-Unis) I 1; Japon 31; Jujuy (Argentine) 8; Kansas (Etats-Unis) décl 1; Kentucky (Etats-Unis) 1, 10; La Rioja (Argentine) 28; Libéria I 7, 8; Louisiane (Etats-Unis) I 2; Maine (Etats-Unis) I 1; Maryland (Etats-Unis) décl 23; Massachusetts (Etats-Unis) I 1; Mendoza (Argentine) 8; Mexique 16; Michigan (Etats-Unis) II 10; Minnesota (Etats-Unis) I 10; Mississippi (Etats-Unis) III 14; Missouri (Etats-Unis) I 10; Montana (Etats-Unis) III 27; Nebraska (Etats-Unis) I 3; Nevada (Etats-Unis) I 18; New Hampshire (Etats-Unis) I 2; New Jersey (Etats-Unis) I 1, 6; New Mexico (Etats-Unis) II 4; New-York (Etats-Unis) I 12; Nicaragua 36; Ohio (Etats-Unis) I 1, 14; Oklahoma (Etats-Unis) II 2, 7, 30; Oregon (Etats-Unis) I 9; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 1, 8; Philippines III 1; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 6; Salta (Argentine) 13; Salvador 20; San-Luis (Argentine) 8; Siam 14; Tchécoslovaquie 107; Tennessee (Etats-Unis) I 8; Texas (Etats-Unis) I 19; Turquie 70; Ukraine 126; URSS 127; Uruguay 7; Utah (Etats-Unis) I 1; Venezuela 32; Vermont

(Etats-Unis) I 1; Virginie (Etats-Unis) I 1; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 1; Washington (Etats-Unis) I 3; Wisconsin (Etats-Unis) I 1; Wyoming (Etats-Unis) I 2; Yougoslavie 28.

PÉTITION: Droit de:

Alabama (Etats-Unis) I 25; Albanie 29; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 18; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 7; Argentine 14; Argovie (Suisse) 18; Arizona (Etats-Unis) II 5; Arkansas (Etats-Unis) II 4; Bâle-Campagne (Suisse) 4; Bâle-Ville (Suisse) 4; Bavière (Allemagne) 115; Belgique 21; Berne (Suisse) 78; Bolivie 6; Buenos-Aires (Argentine) 12; Californie (Etats-Unis) I 10; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 25; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 4; Catamarca (Argentine) 13; Chili 10; Colombie 45; Colorado (Etats-Unis) II 24; Connecticut (Etats-Unis) I 16; Costa-Rica 35; Cuba 36; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 10; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 4; Delaware (Etats-Unis) I 16; Egypte 22; Equateur 187, 188; Etats-Unis Ier amend; Ethiopie 28; Floride (Etats-Unis) décl 15; Fribourg (Suisse) 10; Georgie (Etats-Unis) I 24; Genève (Suisse) 12; Grèce 9; Guatemala 30; Haïti 27; Hesse (Allemagne) 16; Honduras 66; Idaho (Etats-Unis) I 10; Illinois (Etats-Unis) II 17; Indiana (Etats-Unis) I 31; Iowa (Etats-Unis) I 20; Irak 14; Iran 32; Japon 16; Jujuy (Argentine) 14; Kansas (Etats-Unis) décl 3; Kentucky (Etats-Unis) 1; La Rioja (Argentine) 21; Libéria I 5; Liechtenstein 42; Louisiane (Etats-Unis) I 5; Lucerne (Suisse) 7; Luxembourg 27; Maine (Etats-Unis) I 15; Maryland (Etats-Unis) décl 13; Massachusetts (Etats-Unis) I 19; Mendoza (Argentine) 10; Mexique 8; Michigan (Etats-Unis) II 2; Mississippi (Etats-Unis) III 11; Missouri (Etats-Unis) I 9; Monaco 13; Montana (Etats-Unis) III 26; Nebraska (Etats-Unis) I 19; Neuchâtel (Suisse) 10; Nevada (Etats-Unis) I 10; New Hampshire (Etats-Unis) I 32; New Jersey (Etats-Unis) I 18; New-York (Etats-Unis) I 9; Nicaragua 127; Ohio (Etats-Unis) I 3; Oklahoma (Etats-Unis) II 3; Oregon (Etats-Unis) I 26; Panama 42, 51; Paraguay 19; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 20; Pays-Bas 8; Pérou 60; Philippines III 8; Pologne 107; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 21; Roumanie 30; Saint-Gall (Suisse) 25; Salta (Argentine) 23; Salvador 16; San-Juan (Argentine) 19; San-Luis (Argentine) 25; Santa-Fe (Argentine) 21; Santiago del Estero (Argentine) 16; Schaffhouse (Suisse) 13; Schwyz (Suisse) 11; Siam 15; Soleure (Suisse) 12; Suisse 57; Tchecoslovaquie 115; Tennessee (Etats-Unis) I 23; Tessin (Suisse) 6; Texas (Etats-Unis) I 27; Thurgovie (Suisse) 13; Transjordanie 12; Turquie 82; Unterwald-le-Bas (Suisse) 11; Uruguay 29; Uri (Suisse) 29; Utah (Etats-Unis) I 1; Valais (Suisse) 9; Vaud (Suisse) 10; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 20; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 16; Washington (Etats-Unis) I 4; Wisconsin (Etats-Unis) I 4; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 13; Wyoming (Etats-Unis) I 21; Yougoslavie 39; Zoug (Suisse) 10.

PRESSE: Liberté de la (voir aussi OPINION):

Afghanistan 23; Alabama (Etats-Unis) I 4, 12; Albanie 18; Argentine 14, 32; Argovie (Suisse) 19; Arizona (Etats-Unis) II 6; Arkansas (Etats-Unis) II 6; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 110, 111; Belgique 18; Berne (Suisse) 77; Biélorussie 100; Bolivie 6; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 11; Californie (Etats-Unis) I 9; *Canada*, p. 81-82; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 20; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 4; Catamarca (Argentine) 9; Chili 10; Colombie 42; Colorado (Etats-Unis) II 10; Connecticut (Etats-Unis) I 5, 6; Córdoba (Argentine) 38; Corrientes (Argentine) 6; Costa-Rica 37; Cuba 33; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 9; Dakota

du Sud (Etats-Unis) VI 5; Danemark 84; Delaware (Etats-Unis) I 5; Rép. Dominicaine 6; Egypte 15; Eire 40; Entre-Rios (Argentine) 10; Equateur 187; Etats-Unis Ier amend; Finlande 10; Floride (Etats-Unis) décl 13; Fribourg (Suisse) 10; Genève (Suisse) 8; Georgie (Etats-Unis) I 15; Glaris (Suisse) 9; Grèce 14; Guatemala 36; Haïti 21; Hesse (Allemagne) 11; Honduras 59; Hongrie, préambule; Idaho (Etats-Unis) I 9; Illinois (Etats-Unis) II 4; Indiana (Etats-Unis) I 9; Iowa (Etats-Unis) I 7; Irak 12; Iran compl 20; Islande 72; Japon 21; Jujuy (Argentine) 9; Kansas (Etats-Unis) décl 11; Kentucky (Etats-Unis) 8, 9; La Rioja (Argentine) 36; Liban 13; Libéria I 15; Liechtenstein 40; Louisiane (Etats-Unis) I 3; Lucerne (Suisse) 6; Luxembourg 24; Maine (Etats-Unis) I 4; Maryland (Etats-Unis) décl 40; Massachusetts (Etats-Unis) I 16; Mendoza (Argentine) 11; Mexique 7, 130; Michigan (Etats-Unis) II 4; Minnesota (Etats-Unis) I 3; Mississippi (Etats-Unis) III 13; Missouri (Etats-Unis) I 8; Monaco 10; Montana (Etats-Unis) III 10; Nebraska (Etats-Unis) I 5; Neuchâtel (Suisse) 9; Nevada (Etats-Unis) I 9; New Hampshire (Etats-Unis) I 22; New Jersey (Etats-Unis) I 5; New Mexico (Etats-Unis) II 17; New-York (Etats-Unis) I 8; *Nouvelle-Zélande*, p. 347-348; Nicaragua 129; Norvège 100; Ohio (Etats-Unis) I 11; Oklahoma (Etats-Unis) II 22; Oregon (Etats-Unis) I 8; Panama 38; Paraguay 19, 31; Pays-Bas 7; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 7; Pérou 63; Philippines III 8; Pologne 105, 117; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) I 20; Roumanie 5, 25, 26; *Royaume-Uni*, p. 392; Saint-Gall (Suisse) 26; Salta (Argentine) 18; Salvador 29; San-Juan (Argentine) 5, 6; San-Luis (Argentine) 19; Santiago del Estero (Argentine) 12; Siam 14; Soleure (Suisse) 12; Suède 85, 86, 108; Suisse 55; Syrie 17; Tchecoslovaquie 113; Tennessee (Etats-Unis) I 19; Tessin (Suisse) 5; Texas (Etats-Unis) I 8; Thurgovie (Suisse) 12; Tucumán (Argentine) 29; Turquie 70, 77; Ukraine 124; URSS 125; Unterwald-le-Bas (Suisse) 13; Uruguay 28; Uri (Suisse) 29; Utah (Etats-Unis) I 15; Valais (Suisse) 8; Vatican 8; Vaud (Suisse) 7; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 13; Virginie (Etats-Unis) I 12; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 7; Washington (Etats-Unis) I 5; Wisconsin (Etats-Unis) I 3; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 11; Wyoming (Etats-Unis) I 20; Yougoslavie 27.

PRISE DE CORPS (voir DETTE: EMPRISONNEMENT POUR).

PRISONNIERS: Traitement des:

Argentine 18; Buenos-Aires (Argentine) 26; Catamarca (Argentine) 40; Córdoba (Argentine) 13; Delaware (Etats-Unis) I 11; Entre-Rios (Argentine) 29; Equateur 178; Georgie (Etats-Unis) I 9; Guatemala 45; Haïti 12; Indiana (Etats-Unis) I 15; Jujuy (Argentine) 29; La Rioja (Argentine) 31; Mendoza (Argentine) 23; Mexique 19; Nicaragua 76; Oregon (Etats-Unis) I 13; Panama 28; Paraguay 28; Portugal 8; Salta (Argentine) 34; Santa-Fe (Argentine) 13; Santiago del Estero (Argentine) 21; Tennessee (Etats-Unis) I 13; Uruguay 25; Utah (Etats-Unis) I 9; Wyoming (Etats-Unis) I 16.

PRODUCTION: Moyens de:

Albanie 5; Bavière (Allemagne) 152; Biélorussie 4; Hesse (Allemagne) 41; Roumanie 21; Ukraine 4; URSS 4; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 28; Yougoslavie 14.

PROPRIÉTÉ: Droits de la; Abus de la:

Afghanistan 15, 17; Alabama (Etats-Unis) I 23, 35; Albanie 9, 10; Argentine 14, 17, 20; Argovie (Suisse) 22; Arizona (Etats-Unis) II 17; Arkansas (Etats-Unis) II 22; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 12; Appenzell

Rh.-I. (Suisse) 4; Bâle-Campagne (Suisse) 9; Bâle-Ville (Suisse) 5; Bavière (Allemagne) 103, 158; Belgique 11, 12; Berne (Suisse) 89; Biélorussie 7, 10; Bolivie 15, 17; Brésil 141, 147; Buenos-Aires (Argentine) 27; Californie (Etats-Unis) I 14; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 17; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 5, 17; Catamarca (Argentine) 6; Chili 10; Colombie 30; Colorado (Etats-Unis) II 14, 15; Connecticut (Etats-Unis) I 11; Corrientes (Argentine) 23; Costa-Rica 29; Cuba 24, 87; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 1, 14; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 1, 2, 13; Danemark 80; Delaware (Etats-Unis) I 7, 8; Rép. Dominicaine 6; Egypte 9, 10; Eire 43; Equateur 183; Etats-Unis Ve amend; Ethiopie 27; Finlande 6; Floride (Etats-Unis) décl 1; Fribourg (Suisse) 12; Georgie (Etats-Unis) I 2, 3; III 1; Genève (Suisse) 6, 7; Glaris (Suisse) 8; Grèce 17, 18; Grisons (Suisse) 9; Guatemala 23, 92; Haïti 17; Hesse (Allemagne) 45; Honduras 30, 73-77; Idaho (Etats-Unis) I 1, 14; Illinois (Etats-Unis) II 1, 2, 13; Inde 299; Indiana (Etats-Unis) I 21; Iowa (Etats-Unis) I 1, 18; Irak 10; Iran compl 9, 15, 16, 17; Islande 67; Japon 29; Jujuy (Argentine) 9; Kentucky (Etats-Unis) 1, 13; La Rioja (Argentine) 22, 34; Liban 15; Libéria I 8, 13; Liechtenstein 28, 34, 35; Louisiane (Etats-Unis) I 2; Lucerne (Suisse) 9; Luxembourg 16, 17; Maine (Etats-Unis) I 1, 21; Maryland (Etats-Unis) décl 23; Massachusetts (Etats-Unis) I 1, 10; Mendoza (Argentine) 16; Mexique 14, 27; Michigan (Etats-Unis) II 16; Minnesota (Etats-Unis) I 7, 8, 13; Mississippi (Etats-Unis) III 17; Missouri (Etats-Unis) I 26, 28; Monaco 9; Montana (Etats-Unis) III 3, 14; Nebraska (Etats-Unis) I 1, 21; Neuchâtel (Suisse) 8; Nevada (Etats-Unis) I 1; New Hampshire (Etats-Unis) I 2, 12; New Jersey (Etats-Unis) I 1, 16; New Mexico (Etats-Unis) II 4, 20; New-York (Etats-Unis) I 6, 7; Nicaragua 35, 60, 63, 65-69; Ohio (Etats-Unis) I 1, 19; Oklahoma (Etats-Unis) II 7, 23, 24; Oregon (Etats-Unis) I 18; Panama 30, 45-47, 49; Paraguay 21, 25; Pays-Bas 4, 158, 159, 160, 161; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 1, 10; Pérou 29, 38, 49, 57; Philippines III 2, XIII 1-3; Pologne 95, 99; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8, 49; Rhode Island (Etats-Unis) I 16; Roumanie 17; Saint-Gall (Suisse) 31; Salta (Argentine) 13, 22; Salvador 5, 9, 20, 31; San-Juan (Argentine) 21; San-Luis (Argentine) 8; Santa-Fe (Argentine) 19; Santiago del Estero (Argentine) 11; Schaffhouse (Suisse) 19; Schwyz (Suisse) 13; Siam 14; Soleure (Suisse) 15; Suède 16; Syrie 13; Tchecoslovaquie 109; Tennessee (Etats-Unis) I 8, 21; Texas (Etats-Unis) I 17; Thurgovie (Suisse) 11; Transjordanie 8; Turquie 70, 71, 74; Ukraine 7, 10; URSS 7, 10; Unterwald-le-Bas (Suisse) 15; Unterwald-le-Haut (Suisse) 7; Uruguay 31; Uri (Suisse) 10; Utah (Etats-Unis) I 1, 22; Valais (Suisse) 6; Vaud (Suisse) 6; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) I 1, 2, 9; Virginie (Etats-Unis) I 1, 11; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 1, 9; Washington (Etats-Unis) I 3, 16; Wisconsin (Etats-Unis) I 13; Wyoming (Etats-Unis) I 32, 33; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 8, 28; Yougoslavie 14, 16, 18, 19; Zoug (Suisse) 11; Zurich (Suisse) 4.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE: Protection de la :

Albanie 27; Argentine 17; Brésil 141; Catamarca (Argentine) 11; Chili 10; Colombie 35; Cuba 92; Rép. Dominicaine 6; Equateur 187; Guatemala 97; Honduras 76; La Rioja (Argentine) 34; Liechtenstein 34; Nicaragua 64; Panama 50; Paraguay 24; Pérou 30; Philippines XIV 4; Santa-Fe (Argentine) 20; Uruguay 32; Venezuela 32; Yougoslavie 37.

PROPRIÉTÉ NATIONALE; de la collectivité; NATIONALISATION:

Albanie 5, 9; Biélorussie 4, 5, 6; Bolivie 107, 110;

Cuba 88, 89; France, préambule; Guatemala 89; Haïti 17; Hesse (Allemagne) 40, 41; Honduras 75; Mexique 27; Nicaragua 53; Paraguay 15; Pérou 37, 38; Portugal 49; Roumanie 17; Ukraine 4, 5, 6; URSS 4, 5, 6; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 28; Yougoslavie 14, 16.

PROPRIÉTÉ SOCIALISTE: Défense de la :

Biélorussie 106; Ukraine 130; URSS 131.

R

RELIGION:

D'Etat (voir aussi ci-dessous: Liberté de; SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT):

Afghanistan 1; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 3; Argentine 2; Berne (Suisse) 84; Bolivie 2; Buenos-Aires (Argentine) 8; Catamarca (Argentine) 2; Córdoba (Argentine) 2; Costa-Rica 66; Egypte 149; Eire 44; Grèce 1; Irak 13; Islande 62; Jujuy (Argentine) 4; La Rioja (Argentine) 5; Liechtenstein 37; Norvège 2; Panama 36; Paraguay 3; Pologne 114; Roumanie 22; Salvador 12; San-Luis (Argentine) 6; Santa-Fe (Argentine) 5; Santiago del Estero (Argentine) 10; Tessin (Suisse) 1; Transjordanie 10; Unterwald-le-Bas (Suisse) 3; Unterwald-le-Haut (Suisse) 3; Valais (Suisse) 2; Vaud (Suisse) 13.

Liberté de; Exercice de la :

Afghanistan 1, 9, 10; Alabama (Etats-Unis) I 3; Albanie 16; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 6, 7; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 3; Argentine 14; Argovie (Suisse) 21, 67; Arizona (Etats-Unis) II 12, XX 1; Arkansas (Etats-Unis) II 25, 26; Australie, p. 55; Bâle-Ville (Suisse) 18; Bavière (Allemagne) 107; Belgique 14, 15; Berne (Suisse) 85; Biélorussie 99; Bolivie 2; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 6, 7; Californie (Etats-Unis) I 4; Canada, p. 80-81; Caroline du Nord (Etats-Unis) I 26; Caroline du Sud (Etats-Unis) I 4; Catamarca (Argentine) 2; Chili 10; Colombie 53; Colorado (Etats-Unis) II 4; Connecticut (Etats-Unis) I 3, VII 1; Costa-Rica 66; Cuba 35; Dakota du Nord (Etats-Unis) I 4; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 3; Danemark 74; Delaware (Etats-Unis) I 1, 2; Rép. Dominicaine 6; Egypte 13; Eire 44; Equateur 168, 187; Entre-Rios (Argentine) 7; Etats-Unis Ier amend; Finlande 8, 9; Floride (Etats-Unis) décl 5; France, préambule; Fribourg (Suisse) 2; Georgie (Etats-Unis) I 12; Glaris (Suisse) 6; Grèce 1; Grisons (Suisse) 11; Guatemala 29; Haïti 22; Hesse (Allemagne) 48; Honduras 57; Hongrie préambule; Idaho (Etats-Unis) I 4, XXI 19; Illinois (Etats-Unis) II 3; Indiana (Etats-Unis) I 2-5; Iowa (Etats-Unis) I 3; Irak 13; Islande 63; Japon 20; Jujuy (Argentine) 4; Kansas (Etats-Unis) décl 7; Kentucky (Etats-Unis) 1, 5; La Rioja (Argentine) 6; Liban 9; Libéria I 3; Liechtenstein 37; Louisiane (Etats-Unis) I 4; Lucerne (Suisse) 2; Luxembourg 19; Maine (Etats-Unis) I 3; Maryland (Etats-Unis) décl 36; Massachusetts (Etats-Unis) I 2, XVIIIe amend, 1-4; Mendoza (Argentine) 6; Mexique 3, 24, 130; Michigan (Etats-Unis) II 3; Minnesota (Etats-Unis) I 16, 17; Mississippi (Etats-Unis) III 18; Missouri (Etats-Unis) I 5-7; Monaco 10; Montana (Etats-Unis) III 4, ord I; Nebraska (Etats-Unis) I 4; Neuchâtel (Suisse) 13; Nevada (Etats-Unis) I 4; New Hampshire (Etats-Unis) I 5, 6; New Jersey (Etats-Unis) I 3-4; New Mexico (Etats-Unis) II 11; New-York (Etats-Unis) I 3; Norvège 2; Nouvelle-Zélande, p. 349; Nicaragua 135; Ohio (Etats-Unis) I 7; Oklahoma (Etats-Unis) I 2; Oregon (Etats-Unis) I 2-4; Panama 35; Paraguay 3, 19; Pays-Bas 174; Pennsylvanie (Etats-Unis) I 3; Pérou 59; Philippines III 7; Pologne 111, 112; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8, 45; Rhode Island (Etats-Unis) I 3; Royaume-Uni, p. 392-393; Roumanie 22; Salta

(Argentine) 6; Salvador 12; San-Juan (Argentine) 2; San-Luis (Argentine) 6; Saint-Gall (Suisse) 23; Santiago del Estero (Argentine) 10; Schaffhouse (Suisse) 11; Schwyz (Suisse) 2; Siam 13; Soleure (Suisse) 12; Suède 16; Suisse 27, 49-52; Syrie 15; Tchécoslovaquie 121-125, 130; Tennessee (Etats-Unis) 1 3; Texas (Etats-Unis) 1 6; Thurgovie (Suisse) 17; Transjordanie 10; Tucumán (Argentine) 25; Ukraine 123; URSS 124; Unterwald-le-Bas (Suisse) 3; Unterwald-le-Haut (Suisse) 3; Uri (Suisse) 2; Uruguay 5; Utah (Etats-Unis) 1 4; Valais (Suisse) 2; Vaud (Suisse) 15; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) 1 3; Virginie (Etats-Unis) 1 16; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 15; Washington (Etats-Unis) 1 11; Wisconsin (Etats-Unis) 1 18; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 10; Wyoming (Etats-Unis) 1 18; Yougoslavie 25; Zoug (Suisse) 3; Zurich (Suisse) 63.

REPOS, LOISIRS: Droit aux:

Bavière (Allemagne) 174; Biélorussie 94; France, préambule; Ukraine 118; URSS 119; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 21, 22.

RÉSIDENCE (voir MOUVEMENT ET RÉSIDENCE).

RESSOURCES NATURELLES:

Albanie 5; Biélorussie 6; Bolivie 107; Brésil 152, 153; Cuba 88; Grèce 17; Guatemala 89; Mexique 27; Pérou 37; Philippines XIII 1; Pologne 99; Portugal 49; Roumanie 19; Ukraine 6; URSS 6; Yougoslavie 14.

RÉUNION: Droit de:

Alabama (Etats-Unis) 1 25; Albanie 18; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 16; Appenzell Rh.-I. (Suisse) 2; Argovie (Suisse) 18; Arizona (Etats-Unis) II 5; Arkansas (Etats-Unis) II 4; Bavière (Allemagne) 113; Belgique 19; Berne (Suisse) 79; Biélorussie 100; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 12; Californie (Etats-Unis) 1 10; Caroline du Nord (Etats-Unis) 1 25; Caroline du Sud (Etats-Unis) 1 4; Catamarca (Argentine) 13; Chili 10; Colombie 46; Colorado (Etats-Unis) II 24; Connecticut (Etats-Unis) 1 16; Corrientes (Argentine) 7; Costa-Rica 33; Cuba 37; Dakota du Nord (Etats-Unis) 1 10; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 4; Delaware (Etats-Unis) 1 16; Rép. Dominicaine 6; Egypte 20; Eire 40; Equateur 187; Etats-Unis Ier amend.; Finlande 10; Floride (Etats-Unis) décl 15; Georgie (Etats-Unis) 1 24; Grèce 10; Guatemala 31; Haïti 25; Hesse (Allemagne) 14; Honduras 61; Hongrie, préambule; Idaho (Etats-Unis) 1 10; Illinois (Etats-Unis) II 17; Indiana (Etats-Unis) 1 31; Iowa (Etats-Unis) 1 20; Irak 12; Iran compl 21; Islande 74; Japon 21; Jujuy (Argentine) 14; Kansas (Etats-Unis) décl 3; Kentucky (Etats-Unis) 1; La Rioja (Argentine) 21; Liban 13; Libéria 1 5; Liechtenstein 41; Louisiane (Etats-Unis) 1 5; Luxembourg 25; Maine (Etats-Unis) 1 15; Massachusetts (Etats-Unis) 1 19; Mendoza (Argentine) 10; Mexique 9; Michigan (Etats-Unis) II 2; Mississippi (Etats-Unis) III 11; Missouri (Etats-Unis) 1 9; Monaco 12; Montana (Etats-Unis) III 26; Nebraska (Etats-Unis) 1 19; Neuchâtel (Suisse) 11; Nevada (Etats-Unis) 1 10; New Hampshire (Etats-Unis) 1 32; New Jersey (Etats-Unis) 1 18; New-York (Etats-Unis) 1 9; Nouvelle-Zélande, p. 348-349; Nicaragua 124, 125; Ohio (Etats-Unis) 1 3; Oklahoma (Etats-Unis) II 3; Oregon (Etats-Unis) 1 26; Panama 39; Pays-Bas 9; Pennsylvanie (Etats-Unis) 1 20; Paraguay 19; Pérou 62; Philippines III 8; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Portugal 8; Rhode Island (Etats-Unis) 1 21; Roumanie 5, 28; Royaume-Uni, p. 393; Salta (Argentine) 23; Salvador II 14; San-Luis (Argentine) 24; Santa-Fe (Argentine) 21; Santiago del Estero (Argentine) 8, 16; Schaffhouse (Suisse) 12; Siam 14; Syrie 25; Tchécoslovaquie

113; Thurgovie (Suisse) 13; Turquie 70; Ukraine 124; URSS 125; Unterwald-le-Bas (Suisse) 12; Uruguay 37; Utah (Etats-Unis) 1 1; Valais (Suisse) 10; Venezuela 32; Vermont (Etats-Unis) 1 20; Virginie de l'Ouest (Etats-Unis) III 16; Washington (Etats-Unis) 1 4; Wisconsin (Etats-Unis) 1 4; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 14; Wyoming (Etats-Unis) 1 21; Yougoslavie 27; Zoug (Suisse) 10; Zurich (Suisse) 3.

S

SALAIRE:

Albanie 11; Bavière (Allemagne) 169; Biélorussie 93; Bolivie 122; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 17 bis; Costa-Rica 53, 62; Cuba 61-64; Rép. Dominicaine 6; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185; Guatemala 58; Hesse (Allemagne) 33; Honduras 194; Japon 27; Mexique 21, 123; Nebraska (Etats-Unis) XV 8; New-York (Etats-Unis) 1 17; Nicaragua 100; Ohio (Etats-Unis) II 34; Panama 64, 65; Pérou 46; Portugal 31; Salta (Argentine) 40; San-Juan (Argentine) 31; Ukraine 117; URSS 118; Uruguay 53; Utah (Etats-Unis) XVI 8.

SANTÉ PUBLIQUE:

Albanie 25; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 30; Argovie (Suisse) 84; Bavière (Allemagne) 125; Biélorussie 95; Bolivie 124, 130; Brésil 156; Buenos-Aires (Argentine) 21; Chili 10; Rép. Dominicaine 6; Eire 45; Equateur 185; France, préambule; Guatemala 58; Hesse (Allemagne) 35; Honduras 196; Japon 25; Liechtenstein 18; Mexique 11; New-York (Etats-Unis) XVII 3; Oklahoma (Etats-Unis) XXIII 5; Panama 92; Paraguay 11; Pérou 50; Portugal 40; Saint-Gall (Suisse) 11; Salta (Argentine) 40; San-Luis (Argentine) 24; Santiago del Estero (Argentine) 13; Suisse 34; Tucumán (Argentine) 30; Ukraine 119; URSS 120; Unterwald-le-Bas (Suisse) 34; Uruguay 43; Yougoslavie 36.

SCIENCES (voir ARTS ET SCIENCES).

SÉCURITÉ:

Economique:

Albanie 6; Bavière (Allemagne) 151, 153; Biélorussie 93; Bolivie 106; Brésil 145; Chili 10; Cuba 60; Eire 45; Entre-Rios (Argentine) 36; France, préambule; Guatemala 22, 57, 65, 70, 88; Hesse (Allemagne) 38, 130; Salta (Argentine) 40; San-Juan (Argentine) 31; Santiago del Estero (Argentine) 28; Ukraine 117; URSS 118; Yougoslavie 15.

Sociale (voir aussi ASSURANCES SOCIALES; TRAVAIL, Protection du):

Albanie 11; Arizona (Etats-Unis) XVIII 7, 8; Bavière (Allemagne) 171; Bolivie 121, 122, 124; Brésil 157; Canada, p. 82-83; Chili 10; Colombie 19; Costa-Rica 51, 53; Rép. Dominicaine 6; Eire 44; Entre-Rios (Argentine) 36; Equateur 185; France, préambule; Guatemala 22; Haïti 19; Hesse (Allemagne) 30; Japon 25; Mexique 123; Paraguay 14; Pérou 48; Royaume-Uni, p. 393; Santiago del Estero (Argentine) 28, 31; Tucumán (Argentine) 34; Uruguay 53, 58; Venezuela 32; Yougoslavie 20.

SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT:

Albanie 16; Biélorussie 99; Cuba 35; Honduras 57; Roumanie 22; Ukraine 123; URSS 124; Yougoslavie 25.

SERVICE MILITAIRE:

Albanie 32; Argentine 21; Belgique 9; Biélorussie 107; Catamarca (Argentine) 16; Chili 10; Islande 75; Liechtenstein 44; Mexique 5, 31; Norvège 109;

Pologne 91; Santa-Fe (Argentine) 15; San-Luis (Argentine) 12; Tchecoslovaquie 127; Ukraine 131; URSS 132; Venezuela 32; Yougoslavie 34.

SERVITUDE INVOLONTAIRE (voir ESCLAVAGE, SERVITUDE INVOLONTAIRE).

SIÈGE (voir GUERRE, ETAT DE).

SYNDICATS (voir aussi EMPLOYEURS; EMPLOYÉS):

Albanie 6, 11; Arkansas (Etats-Unis) amend 34, 1; *Australie*, p. 56; Bavière (Allemagne) 170; Biélorussie 101; Bolivie 125; Brésil 159; *Canada*, p. 82-83; Cuba 69; Eire 40; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185; France, préambule; Guatemala 58, 61; Haïti 19, 26; Hesse (Allemagne) 36, 37; Japon 28; Mexique 28, 123; Missouri (Etats-Unis) 1 29; Nebraska (Etats-Unis) XV 13, 14; Panama 67; Pologne 108; *Royaume-Uni*, p. 393; San-Juan (Argentine) 31; Ukraine 125; URSS 126; Uruguay 56; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 23; Yougoslavie 15, 20.

Droit d'organisation syndicale:

Albanie 11; Bavière (Allemagne) 170; Biélorussie 101; Bolivie 125; Brésil 148, 159; Costa-Rica 55; Cuba 69; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185-186; Guatemala 58; Hesse (Allemagne) 36; Japon 28; Mexique 123; New-York (Etats-Unis) 1 17; Nicaragua 126; Panama 67; *Royaume-Uni*, p. 393; Ukraine 125; URSS 126; Uruguay 56; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 23; Yougoslavie 20.

T

TORTURE: Prohibition de la:

Afghanistan 19; Argentine 18; Bolivie 14; Buenos-Aires (Argentine) 28; Chili 18; Costa-Rica 82; Entre-Rios (Argentine) 29; Equateur 187; Fribourg (Suisse) 6; Glaris (Suisse) 5; Grèce 18; Honduras 47; Irak 7; Japon 36; La Rioja (Argentine) 27; Luxembourg 18; Mexique 22; Nicaragua 76; Norvège 96; Paraguay 28; Salvador 19; Santa-Fe (Argentine) 13; Santiago del Estero (Argentine) 21; Schaffhouse (Suisse) 8; Turquie 73; Zoug (Suisse) 8.

TRAVAIL:

Contrat du (voir aussi EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS: Conventions collectives):

Albanie 11; Arizona (Etats-Unis) XVIII 3; Bavière (Allemagne) 110, 151; Bolivie 129; Cuba 72; Equateur 185, 186; Guatemala 58, 59; Honduras 193; Mexique 5, 123; Panama 70; Paraguay 14; Pérou 44. **Travail forcé: Interdiction du:**

Afghanistan 18; Bolivie 5; Irak 10; Japon 18; Mexique 5; Philippines III 13; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; Transjordanie 8; Turquie 73.

Liberté du; travail comme obligation sociale:

Argentine 14; Biélorussie 93; Brésil 145, 146; Buenos-Aires (Argentine) 24; Catamarca (Argentine) 10; Colombie 17, 39; Costa-Rica 52; *Dakota du Nord* (Etats-Unis) I 23; Danemark 81; Rép. Dominicaine 6; Equateur 170, 181, 187; France, préambule; Guatemala 97; Haïti 18; Hesse (Allemagne) 28; Jujuy (Argentine) 15; La Rioja (Argentine) 21; Mendoza (Argentine) 33; Mexique 4, 123; Nicaragua 62; Panama 41, 63; Paraguay 19; Pérou 42; Philippines XIV 6; Portugal 8; Roumanie 21; Salta (Argentine) 19; Santiago del Estero (Argentine) 8; Turquie 79; Ukraine 117; URSS 118; Uruguay 2, 7, 15, 35; Utah (Etats-Unis) XII 19, XVI 4; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 20.

Heures de:

Arizona (Etats-Unis) XVIII 1; Bavière (Al-

lemagne) 173; Biélorussie 94; Bolivie 122; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 17; Colorado (Etats-Unis) V 25a; Costa-Rica 54; Cuba 66; Rép. Dominicaine 6; Entre-Rios (Argentine) 42; Equateur 185; Guatemala 58; Hesse (Allemagne) 31; Honduras 191; Idaho (Etats-Unis) XIII 2; Japon 27; Mexique 123; Montana (Etats-Unis) XVIII 4; Nebraska (Etats-Unis) XV 8; New Mexico (Etats-Unis) XX 19; New-York (Etats-Unis) I 17; Nicaragua 100; Ohio (Etats-Unis) II 34, 37; Oklahoma (Etats-Unis) XXIII 1; Panama 69; Porto-Rico (Etats-Unis) 737; San-Juan (Argentine) 31; Ukraine 118; URSS 119; Uruguay 53; Utah (Etats-Unis) XVI 6; Wyoming (Etats-Unis) XIX 2; Yougoslavie 20.

Droit au:

Albanie 22; Argentine 14; Arizona (Etats-Unis) XVIII 9, 10; Arkansas (Etats-Unis) amend 34, 1; Bavière (Allemagne) 166; Biélorussie 93; Bolivie 6; Brésil 145; Buenos-Aires (Argentine) 24; *Canada*, p. 83; Catamarca (Argentine) 10; *Chine*, p. 93; Colombie 39; Cuba 60; Dakota du Sud (Etats-Unis) VI 2; Equateur 187; Floride (Etats-Unis) décl 12; France, préambule; Guatemala 55, 57; Hesse (Allemagne) 28; Hongrie, préambule; Japon 27; Jujuy (Argentine) 15; La Rioja (Argentine) 21; Liechtenstein 19; Mendoza (Argentine) 33; Mexique 4; Nebraska (Etats-Unis) XV 10; Panama 63; Paraguay 19; Portugal 8; Salta (Argentine) 19; San-Luis (Argentine) 24; Santiago del Estero (Argentine) 8; Siam 14; Turquie 70; Ukraine 117; URSS 118; Uruguay 35; Utah (Etats-Unis) XII 19; Venezuela 32.

Protection du (voir aussi ASSURANCES SOCIALES; ASSISTANCE PUBLIQUE):

Albanie 11; Appenzell Rh.-E. (Suisse) 30; Arizona (Etats-Unis) XVIII 7, 8; Bavière (Allemagne) 166; Biélorussie 93; Bolivie 121; Brésil 157; Californie (Etats-Unis) XX 21; Chili 10; Costa-Rica 52; Cuba 60; Rép. Dominicaine 6; Equateur 174; Finlande 6; Guatemala 56; Hesse (Allemagne) 28; Liechtenstein 19; Mexique 5, 123; Nicaragua 98; Ohio (Etats-Unis) II 34; Panama 63; Pérou 42, 46; Philippines XIV 6; Pologne 102; Roumanie 21; Saint-Gall (Suisse) 13; Santiago del Estero (Argentine) 31; Suisse 34; Tucumán (Argentine) 34; Ukraine 117; URSS 118; Uruguay 52; Utah (Etats-Unis) XVI 1; Valais (Suisse) 14; Venezuela 32; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 20; Wyoming (Etats-Unis) I 22; Yougoslavie 20.

TRIBUNAUX EXTRAORDINAIRES (voir aussi ACCUSATIONS CRIMINELLES; DÉLITS POLITIQUES):

Argovie (Suisse) 21; Bavière (Allemagne) 86; Bolivie 13; Brésil 141; Buenos-Aires (Argentine) 15; Catamarca (Argentine) 27; Chili 12; Corrientes (Argentine) 30; Guatemala 42; Hesse (Allemagne) 20; La Rioja (Argentine) 24; Liechtenstein 33; Mexique 13; Neuchâtel (Suisse) 12; Pologne 98; Soleure (Suisse) 12; Suisse 58; Uruguay 19; Venezuela 32.

V

VIEILLESSE (voir aussi ASSURANCES SOCIALES):

Appenzell Rh.-E. (Suisse) 25, 30; Bâle-Ville (Suisse) 17; Biélorussie 95; Bolivie 122; Brésil 157; *Canada*, p. 83; Costa-Rica 51, 63; Eire 45; Entre-Rios (Argentine) 42; France, préambule; Hesse (Allemagne) 35; Liechtenstein 25, 26; Nicaragua 105; Oklahoma (Etats-Unis) XXV 1; Pérou 48; *Royaume-Uni*, p. 393; San-Juan (Argentine) 31; Suisse 34 *quater*; Ukraine 119; URSS 120; Uruguay 58; Wurtemberg-Bade (Allemagne) 24.